BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750701

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1912

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

1er VOLUME

COMPTES GÉNÉRAUX

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS

BIBLIOTHÈQUE
Coll folio 16

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1913

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1912

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

1er VOLUME

COMPTES GÉNÉRAUX

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
F. 26

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1913

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

COMPRISES DANS LE 1er VOLUME

DU COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1912.

			PAGES.
TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES			III
TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES			XII
NOTE PRÉLIMINAIRE			1
COMPTES GÉNÉRAUX		Compte des opérations de l'année 1912	11
		Compte des contributions et revenus publics	61
		Compte des dépenses publiques	133
		Compte de trésorerie	231
	Comptes des budgets.	Note générale sur les comptes des budgets	345
		Compte définitif du budget de l'exercice 1911	351
		Compte provisoire du budget de l'exercice 1912	377
		Résultats généraux sur les budgets de 1902 à 1911	509
		Bilan et situation générale de l'Administration des finances au 31 décembre 1912	535
		Résumé de la situation des finances, du 31 décembre 1902 au 31 décembre 1912	639
COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS		Garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer, à la Compagnie française des câbles télégraphiques et aux entreprises d'hydraulique agricole	651
		Avances faites par l'État à la Compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis et pour l'achèvement du canal du Forez	700 à 702
		Apurement des dépenses des exercices clos	703
		Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	719
		Service local des colonies et Caisse de réserve du service local des colonies	728 et 729
		Ancien domaine extraordinaire	731
		Portion de l'emprunt grec garantie par la France	733
		Débets et créances litigieuses, prêts faits à l'industrie et prêts consentis aux victimes des sinistres	739
		Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	759
		Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	762
Répertoire alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1912			765

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

	Pages.
Note préliminaire	I

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.

Note explicative	12
Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912.	18
Développement, par classe de comptables, des recettes et des payements de l'année 1912 pour servir de base aux déclarations générales de la Cour des comptes	32
Résumé du développement, par classe de comptables, des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912	58

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Note explicative	63
État général des droits constatés, des recouvrements effectués et des restes à recouvrer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913	67

BUDGET GÉNÉRAL.	EXERCICES 1911 ET 1912.	
	FRANCE.	ALGÉRIE.
§ 1er. — Impôts et revenus.	Pages.	Pages.
Contributions directes	78-79	
Taxes assimilées aux contributions directes	84-85	124-125
Enregistrement	86-87	124-125
Contributions diverses	//	124
Timbre, Impôt sur les opérations de bourse et Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.	88-89	
Douanes	90-91	
Contributions indirectes	92-93	
Sucres	94-95	
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.		
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	98-99	124-125
Produits des postes, des télégraphes et des téléphones. — Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques	100-101	
Produits de diverses exploitations. — France et Colonies	102-103	
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.		
Produits du domaine autre que le domaine forestier	104-105	124-125
Produits des forêts	108-109	
§ 4. — Produits divers du budget	110-111	126-127
§ 5. — Ressources exceptionnelles	116-117	
§ 6. — Recettes d'ordre.		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	118-119	126-127
Recettes d'ordre proprement dites	120-123	126-127

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1912	128

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

			Pages.
Note explicative			134
État général des droits constatés, des payements effectués et des restes à payer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913			138

BUDGET GÉNÉRAL.

Ministère des Finances	1re partie		144
	2e partie		148
	3e partie		148
	4e partie		150
	5e partie		154
	Récapitulation		154
Ministère de la Justice	3e partie		156
	5e partie		156
	Récapitulation		156
Ministère des Affaires étrangères	3e partie		158
	4e partie		158
	Récapitulation		158
Ministère de l'Intérieur	3e partie		160
Ministère de la Guerre	3e partie	Troupes métropolitaines	166
		Troupes coloniales	170
		Constructions et matériels neufs. — Approvisionnements de réserve	172
		Récapitulation	172
Ministère de la Marine	3e partie		174
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts	Instruction publique	3e partie	178
	Beaux-Arts	3e partie	186
	Récapitulation		188
Ministère du Commerce et de l'Industrie	3e partie		192
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	3e partie		196
Ministère des Colonies	3e partie		200
Ministère de l'Agriculture	3e partie		204
	4e partie		208
	5e partie		208
	Récapitulation		208
Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes	Travaux publics. — 3e partie	Dépenses ordinaires	210
		Dépenses extraordinaires	216
		Récapitulation	218
	Postes et Télégraphes	3e partie	218
		4e partie	220
		5e partie	222
		Récapitulations	222

Pages.

DÉVELOPPEMENT des annulations de payement constatées, pendant l'année 1912, sur les dépenses des ministères et services 224

DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1912 226

COMPTE DE TRÉSORERIE.

Pages.

NOTE EXPLICATIVE 233

ÉTAT GÉNÉRAL présentant le mouvement des opérations de recette et de dépense pendant l'année 1912 224

ÉTAT présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1912 236

ÉTAT de développement des services spéciaux du Trésor pendant l'année 1912...... 238

ÉTAT de développement des découverts et avances du Trésor pendant l'année 1912.. 240

ÉTAT de développement des effets à payer pendant l'année 1912................ 242

ÉTAT de développement des correspondants du Trésor pendant l'année 1912...... 244

ÉTAT de développement des correspondants des comptables des finances pendant l'année 1912.. 266

ÉTAT de développement des fonds particuliers des comptables des finances pendant l'année 1912.. 304

ÉTAT de développement des avances pour divers services pendant l'année 1912..... 306

ÉTATS de développement des débets de comptables et des créances litigieuses pendant l'année 1912.. 316

ÉTAT de développement, par comptes, des mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1912 319

ÉTAT de développement, par comptables, des mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1912.. 327

RELEVÉ, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les comptables des finances, pendant l'année 1912, sur les budgets et les services spéciaux, et explication de leurs effets sur les opérations de trésorerie 337

DÉVELOPPEMENT des bons du Trésor pendant l'année 1912.................... 340

DÉVELOPPEMENT du compte : Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.) — Renouvellements.. 341

DÉVELOPPEMENT des Obligations du Trésor à court terme. — Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 18 décembre 1908) ... 342

DÉVELOPPEMENT des Obligations du Trésor à court terme. — Remboursements de cautionnements. (Loi du 26 décembre 1908, art. 41.).................... 342

DÉVELOPPEMENT du compte : Traites du caissier-payeur central sur lui-même, pour l'année 1912.. 343

DÉVELOPPEMENT du compte : Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables, pour l'année 1912.................... 344

Pages

COMPTES DES BUDGETS.

NOTE générale sur les comptes des budgets 347

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1911.

Budget général.

NOTE GÉNÉRALE 351

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses du budget de l'exercice 1911.
- 1° Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes
  - Produits recouvrables en France 360
  - Produits recouvrables en Algérie 362
- 2° Résultats généraux sur l'ensemble des crédits 364

RÈGLEMENT définitif des recettes à l'époque de la clôture de l'exercice ....
- Produits recouvrables en France. 370
- Produits recouvrables en Algérie. 372

RÈGLEMENT définitif des dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice 374

RÉSULTAT du compte définitif du budget de l'exercice 1911 376

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1912.

NOTE sur le compte provisoire de l'exercice 1912 379

TABLEAUX modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget de l'exercice 1912 :
- 1° Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes ....
  - Produits recouvrables en France 386
  - Produits recouvrables en Algérie 388
- 2° Résultats généraux sur l'ensemble des crédits 390

COMPTE provisoire des recettes au 1er janvier 1913 ....
- Produits recouvrables en France.... 398, 418
- Produits recouvrables en Algérie.... 416, 420

COMPTE provisoire des dépenses au 1er janvier 1913 424

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1902 À 1911.

NOTE EXPLICATIVE 511

BUDGETS de 1902 à 1911.
- Résumé de la situation financière 512
- Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif 514
- Tableau général des recettes ordinaires et des ressources exceptionnelles 516
- Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État (France) 518
- Développement sur les produits et revenus du domaine de l'État et les ressources exceptionnelles 520

Pages.

BUDGETS de 1902 à 1911. (Suite.)

- Développement sur les impôts et revenus indirects, monopoles, etc. (Algérie) 522
- Tableau général des payements effectués 524
- Tableau comparatif des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement 526
- Développement, par catégories principales, des augmentations et des diminutions de recettes 530
- Développement, par ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés (France et Algérie) 532

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 31 DÉCEMBRE 1912.

NOTE EXPLICATIVE 537

BILAN de l'Administration des finances au 31 décembre 1912 540

TABLEAU de l'actif et du passif réels du Trésor présentant la situation d'après les écritures, les modifications qui ont dû y être apportées et la situation réelle du Trésor 542

TABLEAU synoptique présentant le résumé de l'actif et du passif réels du Trésor 544

DÉVELOPPEMENT par nature de créances des mouvements de la dette flottante 546

DÉVELOPPEMENT servant à déterminer l'actif et le passif réels du Trésor public au 31 décembre 1912 548

DÉVELOPPEMENT des valeurs de caisse et de portefeuille au 31 décembre 1912 566

DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.

- N° 1. Capitaux de cautionnements en numéraire 571
- N° 2. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public 572
- N° 3. Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques 574
- N° 4. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.) 576
- N° 5. Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées 580
- N° 6. Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage 588
- N° 7. Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.) 590
- N° 8. Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France 596
- N° 9. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.) 597
- N° 10. Produit de l'émission d'obligations à court terme. Remboursement de cautionnements. (Loi du 26 décembre 1908) 598

Suite des DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.

Pages.

N° 11. Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à des subsides pour location.... 598

N° 12. Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.).... 599

N° 13. Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.).... 600

N° 14. Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools, en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902.... 601

N° 15. Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912).... 602

N° 16. Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France.... 603

N° 17. Versement au Trésor de la valeur des billets à impression bleue de la Banque de France. (Loi du 29 décembre 1911.).... 603

N° 18. Avance de 2 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie.... 604

N° 19. Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914.... 605

N° 20. Avance au budget local de la Guadeloupe pour réparer les dégâts du tremblement de terre du 29 avril 1897.... 606

N° 21. Avance au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898.... 606

N° 22. Prêts faits à l'industrie.... 606

N° 23. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires.... 607

N° 24. Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.... 608

N° 25. Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.... 610

N° 26. Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.... 612

N° 27. Avance au Gouvernement crétois. (Loi du 6 avril 1902.).... 614

N° 28. Avances aux caisses départementales ou régionales. (Loi du 5 avril 1910.).... 614

N° 29. Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables.... 616

N° 30. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.).... 618

N° 31. Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de l'Algérie. 618

Pages.

Suite des Développements sur les services spéciaux du Trésor.

N° 32. Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.) 619

N° 33. Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.) 620

N° 34. Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.) 621

N° 35. Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.) 622

N° 36. Trésor public, s/c d'obligations à court terme. — Remboursements de cautionnements. (Loi du 26 décembre 1908. art. 41) 622

N° 37. Trésor public, s/c de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.) 623

N° 38. Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés) 623

N° 39. Trésor public, s/c d'obligations des Chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.) 624

Développements sur les créances passives.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations et compris dans le passif de la situation générale des finances au 31 décembre 1912 627

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 31 décembre 1912 630

Développement sur les créances actives. — Créances administratives 631

Développement sur les découverts et avances du Trésor et sur les ressources réalisées en atténuation de ces découverts 632

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES

du 31 décembre 1902 au 31 décembre 1912.

Note explicative 639

Tableau récapitulatif de l'actif et du passif réels du Trésor public 641

Développements.
- Actif réalisable du Trésor 642
- Découverts et avances du Trésor 642
- Dette flottante du Trésor 644

Tableau résumé des causes et de la composition de la dette flottante du Trésor 646

Développement justificatif du résultat exprimant la différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs 648

COMPTES SPÉCIAUX.

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° AUX COMPAGNIES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, TUNISIENS ET ALGÉRIENS.

Pages.

NOTE EXPLICATIVE 652

1re Partie. — *Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.*

SITUATION en capital et intérêts des sommes avancées par l'État aux compagnies de l'Est, d'Orléans et du Midi, à titre de garantie d'intérêt pour les années d'exploitation antérieures à l'application des conventions de 1883 654

DÉVELOPPEMENTS à l'appui du compte précédent 656

2e Partie. — *Compte courant de la garantie d'intérêts au 31 décembre 1912.*

Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883. — Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883 658

NOTE au sujet du compte de la garantie d'intérêts au 31 décembre 1912 aux compagnies de chemins de fer français, algériens et tunisiens 666

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1912 668

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

NOTE explicative 683

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1912 684

COMPTE DE LA GARANTIE DE PRODUITS ET D'INTÉRÊTS À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER FRANCO-ÉTHIOPIEN DE DJIBOUTI À ADDIS-ABEBA.

NOTE EXPLICATIVE 687

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1912 688

COMPTE DE LA GARANTIE DE PRODUITS ET D'INTÉRÊTS À LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES CÂBLES TÉLÉGRAPHIQUES.

NOTE EXPLICATIVE 691

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées depuis la mise en vigueur de la convention du 28 mars 1901 692

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

Pages.

Note explicative 695

Développement des opérations effectuées pendant l'année 1912 696

COMPTE DES AVANCES DE L'ÉTAT À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS ET POUR L'ACHÈVEMENT DU CANAL DU FOREZ.

1° À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

Note explicative 700

2° POUR L'ACHÈVEMENT DU CANAL DU FOREZ.

Note explicative 701

Développement des opérations effectuées jusqu'au 31 décembre 1912 702

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS.

Note explicative 703

État général des opérations constatées, pendant l'année 1912, pour les exercices clos qui étaient en cours d'apurement 708

Situation définitive de l'exercice 1908, au 1er janvier 1913 710

Situation des dépenses restant à payer au 1er janvier 1913 sur l'exercice 1909 712

Situation des dépenses restant à payer au 1er janvier 1913 sur l'exercice 1910 714

Situation des dépenses restant à payer au 1er janvier 1913 sur l'exercice 1911 716

État général des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1913 717

COMPTE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

Développement du compte 720

COMPTES DU SERVICE LOCAL DES COLONIES ET DE LA CAISSE DE RÉSERVE DU SERVICE LOCAL DES COLONIES.

Service local des colonies 728

Caisse de réserve du service local des colonies 729

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

Pages.

Note explicative.......... 731

COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC GARANTIE PAR LA FRANCE.

Note explicative.......... 734

COMPTE DES DÉBETS, CRÉANCES LITIGIEUSES, PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE ET PRÊTS CONSENTIS AUX VICTIMES DES SINISTRES. (Loi du 18 mars 1910.)

Note explicative.......... 739

État présentant la situation des débets au 1er janvier 1912, les accroissements et les atténuations qui ont eu lieu pendant l'année 1912 et la situation au 1er janvier 1913.......... 744

Situation des débets et créances dans les écritures de la Direction générale de la comptabilité publique au 1er janvier 1913.......... 749

Prêts consentis aux victimes des sinistres. (Loi du 18 mars 1910.).......... 750

COMPTE DES FONDS DE CONCOURS POUR DÉPENSES D'INTÉRÊT PUBLIC, DU PARI MUTUEL EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE ET DU PRODUIT DE LEGS ET DE DONATIONS ATTRIBUÉS À L'ÉTAT OU À DIVERSES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Note explicative.......... 759

Situation, pour l'année 1912, des engagements contractés par des départements, des communes ou des particuliers, etc., à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et à titre de fonds de concours provenant du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage, d'après les états fournis par les divers Départements ministériels.......... 760

Situation, pour l'année 1912, des produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques.......... 762

Répertoire alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1912 :

- Note.......... 766
- Répertoire alphabétique.......... 767
- Répertoire chronologique.......... 777

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

Actif réel du Trésor : Pages.

Définition 537
Résumé 544
Détermination de l'actif 548
Situation au 31 décembre de chaque année depuis 1902 .... 642 à 645

Affaires étrangères :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 .... 19 et 21
Dépenses de l'année. — Exercice 1912 .... 23 et 25
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44 et 46
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1912. 48
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Service général 158
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Frais de régie 158
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Service général 159
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Frais de régie 159
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 364
Ensemble des crédits. — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Service général 440
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Frais de régie 440
Dépenses des budgets de 1902 à 1911 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911 ... 532
Exercices clos 708
Débets 744-746
Produits de legs et de donations 574-762

Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne :

Opérations globales 58
Comptes courants 244
Développement des divers correspondants 262
Mouvements de fonds 320
Valeurs de caisse et de portefeuille 566
Actif du Trésor 554, 562
Passif du Trésor 557

Pages.

Agents comptables du Trésor :

Opérations globales 58
Comptes courants 244
Développements des divers correspondants 262
Développements des correspondants administratifs ... 274
Mouvements de fonds 322
Excédents de dépenses de l'année 339
Valeurs de caisse et de portefeuille 568

Agent comptable des virements de comptes :

Opérations globales 58
Avances 312
Mouvements de fonds 324, 334
Excédents de dépenses de l'année 339

Agriculture :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 .... 19, 21
Dépenses de l'année. — Exercice 1912 .... 23, 25
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44 et 46
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1912. 48, 50
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Service général 204, 206
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Service général 205, 207
Dépenses par chapitre. - Exercice 1911. - Frais de régie. 208
Dépenses par chapitre. - Exercice 1912. - Frais de régie. 209
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Remboursements 208
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Remboursements 209
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 364
Ensemble des crédits. — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Service général 484
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Frais de régie. 490
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Remboursements 490
Dépenses des budgets de 1902 à 1911 .... 524, 526
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911 .. 532

c.

Agriculture : (Suite.) Pages.

Crédits gagés sur ressources provenant de comptes spéciaux 590, 596
Exercices clos 708
Débets 744, 746
Fonds de concours 572, 760
Produits de legs et de donations 574, 762

Allumettes chimiques :

Produits de l'exercice 1911 98
Produits de l'exercice 1912 99
Compte provisoire de l'exercice 1912 404
Produits des exercices 1902 à 1911 518

Ancien domaine extraordinaire :

Objet du compte 7
Note sur le compte 731

Annuités aux Compagnies de chemins de fer :

Objet du compte 5
Développements.
(Voir 2e volume, pages 79 à 118 et 157 à 166).

Annuités de rachat des canaux :

Objet du compte 5
Développements.
(Voir 2e volume, pages 128 à 134.)

Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25) :

Opérations de 1912. — Recettes 26, 28
Opérations de 1912. — Dépenses 27, 29
Recettes par classe de comptables 40, 42
Dépenses par classe de comptables 52, 54
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
(Voir 2e volume, page 119.)

Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation des prêts consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier : (Loi du 10 avril 1908.)

Opérations de 1912. — Recettes 28, 40
Opérations de 1912. — Dépenses 29, 42
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Objet du compte et développements.
(Voir 2e volume, pages 152 à 154.)

Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909. (Tremblement de terre du 11 juin 1909.) : Pages.

Note sur le compte.
(Voir 2e volume, page 125.)

Annuités dues aux départements, villes ou communes pour constructions d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire :

Note sur le compte. (Voir 2e volume, page 139.)
Développements. (Voir 2e volume, pages 140 à 151.)

Annuités à la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest : (Loi du 21 décembre 1909.)

Opérations de 1912. — Dépenses 29
Mouvements du compte et situation au 1er janv. 1912. 238
Note sur le compte et développement. (Voir 2e vol. p. 155.)

Avance au budget local de la Guadeloupe :

Mouvements du compte 238
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 606

Avance au budget local de Mayotte :

Mouvements du compte 238
Actif du Trésor 556
Développement du compte spécial 606

Avances aux Compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts :

Mouvements du compte 238
Développement du compte spécial 608

Avances aux Caisses départementales ou régionales (Loi du 5 avril 1910) :

Recettes par classe de comptables 40, 42
Dépenses par classe de comptables 52, 54
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Développement du compte spécial 614

Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France :

Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Développement du compte spécial 596

Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France : Pages.

Recettes par classe de comptables.... 40
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Développement du compte spécial.... 603

Avance de 2 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie :

Recettes par classe de comptables.... 40
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Développement du compte spécial.... 604

Avances de l'État à la Compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis :

Note sur le compte.... 700

Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés :

Recettes par classe de comptables.... 40
Dépenses par classe de comptables.... 52
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Développement du compte spécial.... 599
Compensation avec le compte spécial.... 623

Avances des Agents comptables du Trésor :

Développement.... 310

Avances de l'Agent comptable des virements :

Développement.... 310

Avances du Caissier-Payeur central :

Développement.... 310
Actif du Trésor.... 558

Avances des receveurs des Contributions indirectes :

Développement.... 308
Actif du Trésor.... 552

Avances des receveurs des Douanes :

Développement.... 306

Avances des receveurs de l'Enregistrement :

Développement.... 306

Avances des receveurs des Postes et des Télégraphes : Pages.

Développement.... 308

Avances des Trésoriers-Payeurs généraux :

Développement.... 308

Avances de divers comptables :

Développement.... 312

Avances des Trésoriers-Payeurs des colonies :

Développement.... 312

Avances faites par l'État pour l'achèvement du canal du Forez :

Note sur le compte.... 701
Développement du compte.... 702

Avances pour divers services :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Dépenses par classe de comptables.... 56
Développement des opérations.... 306
Mouvements des comptes et situation au 1er janv. 1913. 314
Bilan.... 540
Actif du Trésor.... 542-552

Beaux-Arts :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911.... 19
— Exercice 1912.... 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911.. 44
— Exercice 1912.. 48
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911.... 186
— Exercice 1912.... 187
Ensemble des crédits. — Exercice 1911.... 364
— Exercice 1912.... 390
Compte provisoire de l'exercice 1912.... 468
Dépenses des budgets de 1902 à 1911.... 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911.. 532
Exercices clos.... 708
Débets.... 744, 746
Fonds de concours.... 572, 760
Produits de legs et de donations.... 574, 762

Bilan de l'Administration des finances :

Composition.... 540

Pages.

Bons du Trésor :

Opérations de l'année........................ 28
Recettes par classe de comptables................ 42
Dépenses par classe de comptables................ 54
Développement des opérations.................... 242, 340
Passif du Trésor........................ 545, 553
Dette flottante............................ 546, 646

Budget de l'exercice 1911 :

Opérations de l'année........................ 30
Recettes par classe de comptables................ 32
Dépenses par classe de comptable................ 44
Note générale sur ses résultats.................. 351
Résultats généraux sur les évaluations de recettes... 360
Résultats généraux sur l'ensemble des crédits....... 364, 366
Règlement des recettes........................ 370
Règlement des dépenses........................ 374
Règlement des crédits........................ 375
Résultat général............................ 376

Budget de l'exercice 1912 :

Opérations de l'année........................ 30
Recettes par classe de comptables................ 36
Dépenses par classe de comptables................ 48
Note.................................... 380
Évaluation des recettes........................ 386
Crédits.................................. 390
Compte provisoire. — Recettes.................. 398
Compte provisoire. — Dépenses.................. 424
Passif du Trésor............................ 549

Budgets :

Objet.................................... 3
Opérations de l'année........................ 12
Mouvements des budgets........................ 234
Note générale............................ 347
Budgets de 1902 à 1911 (Voir résultats généraux)... 505
Bilan.................................... 540
Actif du Trésor............................ 548
Passif du Trésor............................ 545, 549
Découverts du Trésor........................ 548, 632

Câble du Tonkin :

Produits de l'exercice 1911.................... 102
Produits de l'exercice 1912.................... 103
Compte provisoire de l'exercice 1912.............. 406

Pages.

Caisse :

Numéraire au 1er janvier 1912.................. 18
Numéraire au 1er janvier 1913.................. 31
Développement par classe de comptables au 31 décembre 1912........................ 58

Caisse des dépôts et consignations :

Compte courant............................ 246
Dette flottante............................ 546
Passif du Trésor............................ 555
Fonds déposés au Trésor...................... 627
Situation au 31 décembre 1912.................. 628
Valeurs de caisse et de portefeuille y existant....... 630

Caisse de réserve du service local des colonies :

Objet du compte............................ 6
Compte courant............................ 244
Dette flottante............................ 546
Passif du Trésor............................ 555
Situation du compte........................ 729

Caissier-Payeur central du Trésor public :

Opérations globales........................ 58
Développement des divers correspondants.......... 258
Développement des correspondants administratifs.... 272
Développement des avances.................... 310
Mouvements de fonds........................ 322
Excédent de dépenses de l'année................ 339
Dette flottante............................ 546
Actif du Trésor............................ 562
Valeur de caisse et de portefeuille.............. 567
Passif du Trésor............................ 644

Capitaux de cautionnements en numéraire :

Objet du compte............................ 5
Recettes.................................. 26
Dépenses.................................. 27
Recettes par classe de comptables................ 40
Dépenses par classe de comptables................ 52
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor............................ 551
Développement du compte spécial................ 569
Développement des découverts du Trésor.......... 632
Situation du compte.
(Voir 2e volume, pages 171 à 178.)

Chemins de fer. (Voir Garanties d'intérêts et Annuités.)

Chemins de fer de l'État :

		Pages.
Bénéfices de l'exploitation	Exercice 1911.	102
Idem	Exercice 1912.	103, 406
Débets		744, 746

Chemins de fer en régie :

		Pages.
Bénéfices de l'exploitation	Exercice 1911.	102
Idem	Exercice 1912.	103, 406

Colonies :

		Pages.
Dépenses de l'année	Exercice 1911.	19
Idem	Exercice 1912.	23
Dépenses par classe de comptables	Exercice 1911.	44
Idem	Exercice 1912.	48
Dépenses par chapitres	Exercice 1911.	200
Idem	Exercice 1912.	201
Ensemble des crédits	Exercice 1911.	364
Idem	Exercice 1912.	390
Compte provisoire de l'exercice 1912		480
Dépenses des budgets de 1902 à 1911		524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911		532
Fonds de concours		572, 760
Produits de legs et de donations		574, 762
Exercices clos		708
Débets		744, 756

Commerce et Industrie :

		Pages.
Dépenses de l'année	Exercice 1911.	19
Idem	Exercice 1912.	23
Dépenses par classe de comptables	Exercice 1911.	44
Idem	Exercice 1912.	48
Dépenses par chapitres	Exercice 1911.	192
Idem	Exercice 1912.	193
Ensemble des crédits	Exercice 1911.	364
Idem	Exercice 1912.	390
Compte provisoire de l'exercice 1912		484
Dépenses des budgets de 1902 à 1911		524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911		532
Fonds de concours		572, 760
Exercices clos		708
Débets		744, 746

Comptables en débet :

	Pages.
Recettes	28
Dépenses	29
Recettes par classe de comptables	42
Dépenses par classe de comptables	56
Mouvements du compte	234
Situation au 1er janvier 1913	316
Bilan	540
Actif du Trésor	544
Note et développements sur le compte (Voir Débets et créances litigieuses)	739

Compte général de l'Administration des finances :

		Pages.
Législation, Forme, Éléments, Contrôle, Division	Note préliminaire	1

Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects :

	Pages.
Recettes	28
Dépenses	29
Recettes par classe de comptables	42
Dépenses par classe de comptables	54
Développement des opérations	250
Actif du Trésor	542-544
Passif du Trésor	543, 545

Comptes de divers services publics :

	Pages.
Énumération des comptes	649
Développement des comptes	652

Comptes généraux :

	Pages.
Division	2
Détail	18

Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914 :

	Pages.
Recettes par classe de comptables	40
Dépenses par classe de comptables	52
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913	238
Développement du compte spécial	603

Contributions directes : Pages.

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
———— Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
———— Exercice 1912. 36
Produits de l'exercice 1911 78
Produits de l'exercice 1912 79
Rôles de l'exercice 1911 80
Rôles de l'exercice 1912 81
Compte provisoire de l'exercice 1912 398
Produits des exercices 1902 à 1911 518

Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes :

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Développement du compte 719

Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques :

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
Recettes de l'année. — Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1912. 36
Produits de l'exercice 1911 100
Produits de l'exercice 1912 101
Compte provisoire de l'exercice 1912 406
Produits des exercices 1902 à 1911 518

Contributions et revenus publics :

Objet du compte 2
Détail par nature de recettes. — Exercice 1911 18
———— Exercice 1912 22
Récapitulation des opérations de l'année 30
Développement par comptables. — Exercice 1911 ... 32
———— Exercice 1912 ... 36
Note et développements du compte (droits constatés, recouvrements et restes à recouvrer) 63

Contribution foncière :

Produits de l'exercice 1911 78
Produits de l'exercice 1912 79
Rôles de l'exercice 1911 80

Contribution foncière : (Suite.) Pages.

Rôles de l'exercice 1912 81
Compte provisoire de l'exercice 1912 398

Contributions indirectes :

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
———— Exercice 1912 22
Recettes par comptables. — Exercice 1911 32
———— Exercice 1912 36
Produits de l'exercice 1911 .... 92, 94
Produits de l'exercice 1912 .... 93, 95
Compte provisoire de l'exercice 1912 402
Produits des exercices 1902 à 1911 518

Contribution personnelle mobilière :

Produits de l'exercice 1911 78
Produits de l'exercice 1912 79
Rôles de l'exercice 1911 80
Rôles de l'exercice 1912 81
Compte provisoire de l'exercice 1912 398

Contrôle législatif :

Documents financiers qui lui servent de base 8

Correspondants des agents comptables du Trésor :

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 56
Développement des comptes et situation au 1er janvier 1913 274
Actif du Trésor 544, 558
Passif du Trésor 545, 559

Correspondants des comptables :

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 56
Mouvement des comptes et situation au 1er janvier 1913. 234
Développement des opérations 266
Bilan 540
Actif du Trésor 544, 556
Passif du Trésor 545, 559

Pages.

Correspondants des payeurs d'armées :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Dépenses par classe de comptables.... 56
Développement des comptes et situation au 1er janvier 1913.... 274
Actif du Trésor.... 544, 558
Passif du Trésor.... 545, 559

Correspondants des Trésoriers-Payeurs des colonies :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Dépenses par classe de comptables.... 56
Développements des comptes et situation au 1er janvier 1913.... 286
Actif du Trésor.... 544, 558
Passif du Trésor.... 545, 559

Correspondants des Trésoriers-Payeurs généraux :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Dépenses par classe de comptables.... 56
Développement des comptes et situation au 1er janvier 1913.... 266
Actif du Trésor.... 544, 558
Passif du Trésor.... 545, 559

Correspondants du Caissier-Payeur central :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Dépenses par classe de comptables.... 56
Développement des comptes et situation au 1er janvier 1913.... 272
Actif du Trésor.... 544, 558
Passif du Trésor.... 545, 559

Correspondants du Trésor :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42

Pages.

Correspondants du Trésor : (Suite.)

Dépenses par classe de comptables.... 56
Mouvement des comptes et situation au 1er janvier 1913. 234
Développement des opérations.... 244
Bilan.... 540
Actif du Trésor.... 554, 558
Passif du Trésor.... 545, 559

Correspondants du Trésorier général et des Payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes :

Recettes.... 28
Dépenses.... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Dépenses par classe de comptables.... 56
Développement des comptes et situation au 1er janvier 1913.... 276
Actif du Trésor.... 544, 558
Passif du Trésor.... 545, 559

Créances actives :

Recettes en atténuation (détail par compte).... 28
Dépenses en augmentation (détail par compte).... 29
Recettes par classe de comptables.... 40
Payements par classe de comptables.... 56
Bilan.... 540
Développement sur ces créances.... 631

Créances administratives :

Développement par créance.... 631

Créances litigieuses :

Note et développement sur le compte. (Voir Débets et créances litigieuses.).... 721

Créances passives :

Recettes en augmentation (détail par compte).... 28
Payements en atténuation (détail par compte).... 29
Recettes par classe de comptables.... 42
Payements par classe de comptables.... 54
Bilan.... 540
Développement sur ces créances.... 627

Pages.

Cultes :

Dépenses des budgets de 1902 à 1911............ 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532

Débets et créances litigieuses :

Objet du compte.............................. 7
Recettes en atténuation........................ 28
Payements en augmentation..................... 29
Recette par classe de comptables................ 42
Dépense par classe de comptables............... 56
Note sur ce compte........................... 739
Développements de ce compte.................. 744

Découverts et avances du Trésor :

Mouvement de ce compte et situation au 1er janvier 1913. 234
Détail des opérations......................... 240
Excédents de dépense des budgets................ 514
Bilan...................................... 540
Actif du Trésor.............................. 544
Développements sur ce compte.................. 632
Situation de 1902 à 1911....................... 642

Dépenses publiques :

Objet du compte.............................. 2
Détail par ministères. Exercice 1911............. 19
——————— 1912............ 23
Récapitulation des opérations de l'année.......... 31
Développement par comptables. Exercice 1911...... 44
——————— 1912...... 48
Note et développements du compte (droits constatés, payements et restes à payer).................. 138

Dette consolidée :

(Voir dépenses du Ministère des finances.)
Objet du compte.
(2e volume, page 14).
Note sur le compte.
(2e volume, pages 14 et 15.)
Mouvement des rentes.
2e volume, pages 16 à 60.)

Pages.

Dette flottante :

Mouvements de la dette........................ 548
Passif du Trésor............................. 545-555
Développements, causes et composition de la dette flottante, situation par année................ 640, 644 à 648

Dette publique :

Tableaux récapitulatifs.
(2e volume, pages 4 à 9.)
Développement des comptes.
(2e volume, pages 14 à 169.)

Dette remboursable à terme ou par annuités :

(Voir Dépenses du Ministère des finances.)
Notes et développements des comptes.
(2e volume, pages 61 à 169.)

Dette viagère :

(Voir dépenses du Ministère des finances.)
Notes et développements des comptes.
(2e volume, pages 182 à 223.)

Divers correspondants :

Recettes..................................... 28
Dépenses.................................... 29
Recettes par classe de comptables................ 42
Dépenses par classe de comptables............... 54
Développement des opérations.................. 256
Actif du Trésor.............................. 544-554
Passif du Trésor............................. 545-557
Dette flottante............................... 546-644

Divers services publics :

Recettes..................................... 28
Dépenses.................................... 29
Recettes par classe de comptables................ 42
Dépenses par classe de comptables............... 54
Développement des opérations.................. 244
Actif du Trésor.............................. 544-554
Passif du Trésor............................. 545-555
Dette flottante............................... 546-644

Pages.

Domaine autre que le domaine forestier :

Recettes de l'année : Exercice 1911 18-20
——— Exercice 1912 22-24
Recettes par classe de comptables : Exercice 1911 ... 32-34
——— Exercice 1912 ... 36-38
Produits de l'exercice 1911 104
——— 1912 105
Ensemble des évaluations : Exercice 1911 360
——— Exercice 1912 386
Compte provisoire de l'exercice 1912 406-416
Produits des exercices 1902 à 1911 520-522
Passif du Trésor 549
Recettes par prélèvement sur comptes spéciaux 576-580

Domaine forestier. (Voir Forêts.)

Douanes :

Recettes de l'année : Exercice 1911 18
——— Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables : Exercice 1911 ... 32
——— Exercice 1912 ... 36
Produits de l'exercice 1911 90
——— 1912 91
Ensemble des évaluations : Exercice 1911 360
——— Exercice 1912 386
Compte provisoire de l'exercice 1912 400
Produits des exercices 1902 à 1911 518-522

Effets à payer :

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 54
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 234
Développement des opérations 242
Bilan 540
Passif du Trésor 545-640, 646
Dette flottante 546
Compensation avec les services spéciaux 550

Pages.

Emprunt grec :

Objet du compte 7
Annuité de remboursement (1911) 114
——— (1912) 115
Note et développement du compte 744

Enregistrement :

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
Idem. .... — Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911 . 32
Idem. .... — Exercice 1912 36-38
Produits de l'exercice 1911 86
Produits de l'exercice 1912 87
Compte provisoire de l'exercice 1912 386-398
Produits des exercices 1902 à 1911 518-522

Établissements particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor :

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 54
Développement des opérations 248
Passif du Trésor 545
Dette flottante 546-644

Excédent de dépense de l'exercice 1911 :

(Voir budget de l'exercice 1911.) 376

Excédents de recettes et de dépenses réalisés par les comptables des finances :

Développement par comptables et par département .. 336

Exercice 1911. (Voir Budget de l'exercice 1911.). 376

Exercice 1912. (Voir Budget de l'exercice 1912.). 398-501

Exercices clos :

Recettes sur ces exercices. — Exercice 1911 112
Idem. .... — Exercice 1912 113
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911 357

Pages.

Exercices clos : (Suite.)

Ensemble des crédits. — Exercice 1911 369
Idem............ — Exercice 1912........ ... 395
Dépenses de ces exercices. (Voir le chapitre spécial de chaque ministère.)
Récapitulation des dépenses. — Exercice 1911...... 374
Idem.................. — Exercice 1912...... 500
Compte d'apurement. — Note.................. 701
Idem............ — État général des opérations.. 708
Idem............ — Opérations sur l'exercice 1908 710
Idem............ — Opérations sur l'exercice 1909 712
Idem............ — Opérations sur l'exercice 1910 714
Idem............ — Opérations sur l'exercice 1911 716
Idem............ — Restes à payer à la fin de l'année 1912.......................... 717

Finances :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911.......... 19, 21
Idem............ — Exercice 1912.......... 23, 25
Dépenses par comptables. — Exercice 1911......... 44
Idem................ — Exercice 1912......... 48
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911. — Dette publique.............................. 144
Dépenses par chapitres. — Exercice 1912. — Dette publique.............................. 145
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911. — Pouvoirs publics.............................. 148
Dépenses par chapitres. — Exercice 1912. — Pouvoirs publics.............................. 149
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911. — Service général.............................. 148
Dépenses par chapitres. — Exercice 1912. — Service général.............................. 149
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911. — Frais de régie.............................. 150
Dépenses par chapitres. — Exercice 1912. — Frais de régie.............................. 151
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911. — Remboursements.............................. 154
Dépenses par chapitres. — Exercice 1912. — Remboursements.............................. 155
Ensemble des crédits. — Exercice 1911.......... 364
Ensemble des crédits. — Exercice 1912.......... 390
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Dette publique.............................. 424
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Pouvoirs publics.............................. 428
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Service général.............................. 430
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Frais de régie. 432

Pages.

Finances : (Suite.)

Compte provisoire de l'exercice 1912. — Remboursements.............................. 436
Dépenses des budgets de 1902 à 1911............ 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911 .. 532
Exercices clos.............................. 708 à 717
Débets.............................. 744, 746
Fonds de concours.............................. 572, 760
Produits de legs et de donations.............. 574, 762
Comptes de la Dette publique.
(Voir 2e volume, pages 4, 5, 8, 9, 11 à 170, 182 à 223.)

Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés : (Loi du 18 mars 1910.)

Recettes.............................. 26
Dépenses.............................. 27
Recettes par comptables.............................. 40
Dépenses par comptables.............................. 52
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Développement du compte spécial.............. 600

Fonds à rembourser à divers :

Recettes.............................. 28
Dépenses.............................. 29
Recettes par classe de comptables.............. 42
Dépenses par classe de comptables.............. 54
Développement des opérations.............. 248
Passif du Trésor.............................. 545, 555

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public :

Objet du compte.............................. 7
Recettes.............................. 26
Dépenses.............................. 27
Recettes par classe de comptables.............. 40
Dépenses par classe de comptables.............. 52
Recettes d'ordre de l'exercice 1911.............. 122
Idem.......... de l'exercice 1912.............. 123
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Ensemble des évalutions. — Exercice 1911........ 360
Idem.............. — Exercice 1912........ 386

Pages.

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public : (Suite).

Ensemble des crédits. — Exercice 1911 .... 364, 369
Idem............. — Exercice 1912 390-391
Passif du Trésor 551
Développement du compte spécial 572
Note et situation du compte par ministère 760

Fonds particuliers des comptables :

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 56
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 234
Développement des opérations 304
Bilan 540
Passif du Trésor 545-563
Actif du Trésor 558
Dette flottante 546-644

Forêts :

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
Idem.......... — Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem.......... — Exercice 1912. 36
Produits de l'exercice 1911 108
Idem.......... 1912 109
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Recettes.. 406
Idem.......... — Dépenses.. 492
Produits des exercices 1902 à 1911 520

Garantie de produits et d'intérêts à la Compagnie française des câbles télégraphiques :

Objet du compte 6
Note et développement sur le compte 691

Garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer :

Objet du compte 6
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911 216

Pages.

Garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer : (Suite).

Dépenses par chapitre. — Exercice 1912 217
Compte provisoire de l'exercice 1912 498
Notes et développements sur le compte, Chemins de fer français, algériens et tunisiens 652
Notes et développements sur le compte, Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis 683
Notes et développements sur le compte, Chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abéba... 687

Garantie d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole :

Objet du compte 6
Note et développements sur le compte 695

Guerre :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 19
Idem.......... — Exercice 1912 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44
Idem.......... — Exercice 1912. 48
Dépensés par chapitre. — Exercice 1911 166
Idem.......... — Exercice 1912 167
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 364
Idem.......... — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912 448
Dépenses des budgets de 1902 à 1911 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Crédits gagés sur ressources provenant de comptes spéciaux 576-580, 588
Crédits spéciaux au compte *Perfectionnement du matériel d'armement* 610
Exercices clos 670
Débets 744, 746
Fonds de concours 572, 760
Produits de legs et de donations 574, 762

Impôt sur les opérations de bourse :

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
Idem.......... — Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem.......... — Exercice 1912. 36
Produits de l'exercice 1911 88
Idem.......... 1912 89
Compte provisoire de l'exercice 1912 400
Produits des exercices 1902 à 1911 518

Pages.

Imprimerie nationale :

Excédent de recettes de l'exercice 1911 102
Idem...................... 1912 .... 103, 406

Instruction publique :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 19
Idem............ — Exercice 1912 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44
Idem..................... — Exercice 1912. 48
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911 178
Idem............... — Exercice 1912 179
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 364
Idem............ — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912 460
Dépenses des budgets de 1902 à 1911 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Exercices clos 708
Débets 744, 746
Fonds de concours 572, 760
Produits de legs et de donations 574, 762

Intérieur :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 .... 19, 21
Idem............ — Exercice 1912 .... 23, 25
Dépenses par comptables. — Exercice 1911 44
Idem............... — Exercice 1912 48
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911 160
Idem.............. — Exercice 1912 161
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 364
Idem............. — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912 442
Dépenses des budgets de 1902 à 1911 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Exercices clos 708
Débets 744-746
Fonds de concours 572, 760
Produits de legs et de donations 574, 762

Journaux officiels :

Produits bruts de l'exploitation. — Exercice 1911... 102
Idem..................... — Exercice 1912... 103, 404
Dépenses d'exploitation. — Exercice 1911 160
Idem.............. — Exercice 1912 .... 161, 442

Pages.

Justice :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 19
Idem............ — Exercice 1912 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44
Idem..................... — Exercice 1912. 48
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911 156
Idem.............. — Exercice 1912 157
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 362
Idem............ — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912 438
Dépenses du budget de 1902 à 1911 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Exercices clos 708
Débets 744, 746

Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des établissements scolaires :

Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Actif du Trésor 540
Développement du compte spécial 603

Marine :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911 19
Idem............ — Exercice 1912 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44
Idem..................... — Exercice 1912. 48
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911 174
Idem.............. — Exercice 1912 175
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 364
Idem............. — Exercice 1912 390
Compte provisoire de l'exercice 1912 456
Dépenses des budgets des exercices 1902 à 1911.... 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911.. 532
Exercices clos 708
Débets 744, 746
Fonds de concours 572, 760

Monnaies et médailles :

Excédent des recettes sur les dépenses de fabrication. — Exercice 1911 102
Excédent des recettes sur les dépenses de fabrication. — Exercice 1912 .... 103, 406

Pages.

Mouvements de fonds entre les comptables :

Opérations de l'année 12, 17
Recettes 28, 30
Dépenses 29, 31
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 56
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 234
Développement des opérations : 1° par comptes 320
Idem .... 2° par comptables 328
Bilan 540
Actif du Trésor 544
Passif du Trésor 545, 565

Obligations amortissables par annuités terminables en 1923 : (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)

Dépenses 29
Dépenses par classe de comptables 54
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 242
Compensation avec le compte spécial 619

Obligations des chemins de fer de l'État : (Loi du 13 juillet 1911.)

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptable 42
Dépenses par classe de comptable 54
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 242
Compensation avec le compte spécial 622
Comptes de la Dette publique.
(Voir 2e vol, pages 6 et 7, 75 à 78.)

Obligations du Trésor à court terme : (Loi du 17 février 1898. — *Renouvellements.*)

Recettes 28
Dépenses 29
Recettes par classe de comptables 42
Dépenses par classe de comptables 54
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 242
Développement du compte 341
Compensation avec le compte spécial 618
Comptes de la Dette publique.
(Voir 2e vol., pages 4 et 5.)

Pages.

Obligations du Trésor à court terme. — Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest : (Loi du 18 décembre 1908.)

Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 242
Développement du compte 342
Compensation avec le compte spécial 622
Comptes de la Dette publique.
(Voir 2e vol., pages 4 et 5.)

Obligations du Trésor à court terme. — Remboursements de cautionnements : (Loi du 26 décembre 1908. — *Renouvellements.*)

Recettes 28
Recettes par classe de comptables 42
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 242
Développement du compte 342
Compensation avec le compte spécial 622
Comptes de la Dette publique.
(Voir 2e vol., pages 4 et 5.)

Opérations de l'année :

Objet du compte 2
Note sur le compte 12
Recettes de l'année 18, 20, 22, 24
Dépenses de l'année 19, 21, 23, 25
Recettes par classe de comptables 32
Dépenses par classe de comptables 44

Passif réel du Trésor :

Définition 537
Détermination du passif 545
Résumé 641
Situation au 31 décembre de chaque année depuis 1902 641
Développements 644

Patentes :

Produits de l'année 1911 78
Idem 1912 79
Rôles de l'exercice 1911 82
Idem 1912 83
Compte provisoire de l'exercice 1912 398

Payeurs des armées :

Opérations globales 58
Développement des correspondants administratifs 274

Payeurs des armées : (Suite.) — Pages.

Mouvements de fonds........................ 320
Excédent de dépense de l'année.................. 339
Développement des mandats.................... 344
Valeurs de caisse et de portefeuille.............. 562, 568
Actif du Trésor........................... 558
Passif du Trésor........................... 553, 559

Pensions : (Voir Dépenses du Ministère des finances.)

Objet du compte.......................... 5
Tableau récapitulatif.
(2e volume. — Pages 8 et 9.)
Notes et développements des comptes.
(2e volume. — Pages 182 à 223.)

Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation des services militaires :

Recettes.................................. 26
Dépenses................................. 27
Recettes par classe de comptables............... 40
Dépenses par classe de comptables............... 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Actif du Trésor........................... 550
Développement du compte spécial............... 606

Portefeuille :

Effets à recevoir au 1er janvier 1912............. 18
Idem..................... 1913............. 31
Développement par comptables au 31 décembre 1912 566

Portes et fenêtres :

Produits de l'exercice 1911..................... 78
Idem............. 1912..................... 79
Rôles de l'exercice 1911...................... 82
Idem.......... 1912......................... 83
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 398

Postes :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............. 18
Idem..................... 1912............... 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem.................................. 1912. 36
Produits de l'exercice 1911.................... 100
Idem............ 1912...................... 101
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 404
Produits des exercices 1902 à 1911............... 520, 522

Postes et télégraphes : — Pages.

Dépenses de l'année. — Exercice 1911............. 19, 21
Idem.................... 1912............. 23, 25
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44-46
Idem................................... 1912. 48-50
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Service général..................................... 216
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Frais de régie...................................... 220
Dépenses par chapitre. — Exercice 1911. — Remboursements et restitutions.................. 222
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Service général..................................... 217
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Frais de régie...................................... 221
Dépenses par chapitre. — Exercice 1912. — Remboursements et restitutions.................. 223
Ensemble des crédits. — Exercice 1911............ 364
Idem...................... 1912............ 390
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Service général..................................... 502
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Frais de régie...................................... 502
Compte provisoire de l'exercice 1912. — Remboursements et restitutions..................... 504
Dépenses des budgets des exercices 1902 à 1911.... 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Exercices clos.............................. 708
Débets.................................... 744, 746
Fonds de concours.......................... 572, 760
Produits de legs et de donations................ 574, 762

Poudres à feu :

Produits de l'exercice 1911.................... 98
Idem............ 1912..................... 99
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 404
Produits des exercices 1902 à 1911............... 520, 522

Prêts consentis aux victimes des sinistres :

Note sur le compte.......................... 7[illegible]3
Développements du compte..................... 750

Prêts faits à l'industrie :

Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Actif du Trésor............................ 550
Développement du compte spécial............... 602
Note et développements sur le compte............ 729
(Voir Débets et créances litigieuses.)

Pages.

Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction ou agrandissement de maisons d'école et à des subsides pour location.

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor 551
Développement du compte spécial 598

Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées :

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Recettes budgétaires du Domaine. — Exercice 1911 . 104
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911 .... 360, 362
Idem .... — Exercice 1912 .... 386, 388
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 369
Idem .... — Exercice 1912 394
Passif du Trésor 549, 551
Développement du compte spécial 580

Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre : (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Recettes budgétaires du Domaine. — Exercice 1911 . 106
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911 360-362
Ensemble des évaluations. — Exercice 1912 386
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 369
Idem .... — Exercice 1912 394
Passif du Trésor 549, 551
Développement du compte spécial 576

Pages.

Produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques :

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Recettes d'ordre de l'exercice 1912 121
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911 364
Idem .... — Exercice 1912 386
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 369
Idem .... — Exercice 1912 394
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor 547, 551
Développement du compte spécial 574
Situation du compte par ministère 762

Produit de l'émission d'obligations à court terme : (Loi du 17 février 1898.)

Dépenses 27
Dépenses par classe de comptables 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor 551
Développement du compte spécial .... [illegible]

Produit de l'émission d'obligations à court terme. — Remboursements de cautionnements : (Loi du 26 décembre 1908.)

Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor 551
Développement du compte spécial 598

Produit de l'émission des obligations des Chemins de fer de l'État (1912).

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 238
Développement du compte spécial 602

Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage :

Recettes 26
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52

Pages.

Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage : (Suite).

Recettes d'ordre de l'exercice 1911 126
Idem.................. 1912............... 127, 414
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911........ 360-362
Idem.................. — Exercice 1912........ 386-388
Ensemble des crédits. — Exercice 1911........... 367
Idem.............. — Exercice 1912........... 392
Détail des crédits. — Exercice 1912.............. 447, 480
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913.. 238
Passif du Trésor 551
Développement du compte spécial................ 588
Situation du compte par ministère 760

Produits divers du budget :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............. 18
Idem............ — Exercice 1912............. 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem................ — Exercice 1912 36
Produits de l'exercice 1911...................... 110, 112, 114
Produits de l'exercice 1912...................... 111, 113, 115
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911........ 360-362
Ensemble des évaluations — Exercice 1912......... 386-388
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 408
Produits des exercices 1902 à 1912 516

Recettes d'ordre :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............. 18
Idem............ — Exercice 1912............. 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem................ — Exercice 1912 36
Recettes de l'exercice 1911...................... 118, 122
Idem............ 1912......................... 119, 123
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911........ 360-362
Idem................ — Exercice 1912....... 386-390
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 412
Produits des exercices 1902 à 1911 516

Receveurs des Contributions indirectes :

Opérations globales............................ 58
Développement des comptes de divers............. 252
Fonds particuliers.............................. 304

Pages.

Receveurs des Contributions indirectes : (Suite.)

Développement des avances....................... 308
Débets... 316, 726, 728
Mouvements de fonds............................. 320
Actif du Trésor................................. 562
Valeurs de caisse et de portefeuille 566

Receveurs des Douanes :

Opérations globales............................ 58
Développement des comptes de divers............. 252
Développement des avances....................... 306
Débets... 316, 726
Mouvements de fonds............................. 320
Valeurs de caisse et de portefeuille............. 566
Actif du Trésor................................. 562

Receveurs de l'Enregistrement :

Opérations globales............................ 58
Développement des comptes de divers............. 250
Fonds particuliers.............................. 304
Développement des avances....................... 306
Débets... 316, 726, 728
Mouvements de fonds 320
Valeurs de caisse et de portefeuille 566
Actif du Trésor................................. 562

Receveurs des Postes, télégraphes et téléphones :

Opérations globales............................ 58
Comptes courants 246
Développement des comptes de divers............. 254
Développement des avances....................... 308
Débets... 316, 726, 728
Mouvements de fonds 320
Valeurs de caisse et de portefeuille............. 566

Redevances annuelles versées par la Banque de France :

Recettes.. 26
Dépenses.. 27
Recettes par classe de comptables............... 40
Dépenses par classe de comptables. 52

Pages.

Redevances annuelles versées par la Banque de France (Suite.) :

Recettes d'ordre de l'exercice 1911 120
Idem........ 1912 .... 121, 414
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911 360
Idem........ — Exercice 1912 387
Ensemble des crédits. — Exercice 1911 366
Idem........ — Exercice 1912 393
Détail des crédits. — Exercice 1912 493
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor 551
Développement du compte spécial 590

Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902 : (Loi du 30 mars 1902, art. 41).

Objet du compte et développement.
(Voir 2e volume, pages 119 et 120).

Rentes 3 p. 0/0 :

Dépenses de l'exercice 1911 142
Idem........ 1912 .... 149, 424
Tableau récapitulatif. (2e volume, pages 4 et 5.)
Note .... (*Idem*........ 14.)
Mouvement des rentes. (*Idem*........ 16, 60.)

Rentes 3 p. 0/0 amortissables :

(*Voir*: le Compte spécial, *Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables*.) 600
Compte d'effets à payer 242
Dépenses de l'exercice 1911 148
Idem........ 1912 .... 149, 424
Tableau récapitulatif. (2e volume, pages 4 et 5.)
Note .... (*Idem*........ 63.)
Mouvement des rentes. (*Idem*........ 64, 74.)

Rentes viagères :

Objet du compte 5
Dépenses de l'exercice 1911 150
Idem........ 1912 151
Tableau récapitulatif 426
(Voir 2e volume, pages 8 et 9).
Note et situation des comptes. (2e volume, page 182 à 223.)

Pages.

Ressources exceptionnelles :

Recettes de l'année. — Exercice 1911 18
Idem........ — Exercice 1912 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem........ — Exercice 1912. 36
Recettes de l'exercice 1911 116
Recettes de l'exercice 1912 117
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911 360
Ensemble des évaluations. — Exercice 1912 386
Compte provisoire de l'exercice 1912 412
Recouvrements des exercices 1902 à 1911 .... 516, 520

Résultats généraux des Budgets de 1902 à 1911 :

Note 501
Situation financière propre à chaque exercice 512
Règlement législatif de chaque exercice 514
Développement des recettes .... 516 à 521
Idem........ des dépenses 522
Ressources exceptionnelles 520
Résumé analytique sur la situation des budgets 526

Sels :

Produits de l'exercice 1911 .... 90, 92
Idem........ 1912 .... 91, 93
Compte provisoire de l'exercice 1912 398
Produits des exercices 1902 à 1911 518

Service des budgets. (Voir Budgets.)

Service local des colonies :

Objet du compte 6
Compte courant 246
Dette flottante 546
Passif du Trésor 555
Situation du compte 728

Service de Trésorerie :

Objet du compte 3
Opérations de l'année 12, 16
Recettes 26, 28, 30
Dépenses 27, 29, 31
Recettes par classe de comptables 40
Dépenses par classe de comptables 52
Développement des comptes .... 238 à 335
Bilan 540

Pages.

Services spéciaux du Trésor :

Opérations de l'année........................ 12, 16
Recettes.. 26
Dépenses.. 27
Recettes par classe de comptables................ 40
Dépenses par classe de comptables................ 52
Mouvement des comptes et situation au 1er janvier 1913.. 234
Développement des opérations..................... 238
Bilan... 540
Actif du Trésor................................. 544
Passif du Trésor................................ 545, 549, 551
Développements des comptes...................... 571
Découverts du Trésor............................ 632
Situation par ministère des fonds de concours...... 760
Situation par ministère du produit des legs et des donations.. 762

Situation générale de l'administration des finances :

Note préliminaire............................... 4
Note explicative................................ 537
Bilan... 540
Actif du Trésor................................. 544
Passif du Trésor................................ 545
Développements { Modifications qui déterminent l'actif réel.. 548
Développements { Passif réel et modifications qui déterminent le passif réel...................... 549
Valeurs de caisse et de portefeuille............. 566
Développements sur les services spéciaux......... 571
Développements sur la Caisse des dépôts et consignations, les créances administratives et les découverts du Trésor.................................. 627 et suiv.
Résumé de la situation générale de finances. { Note...................................... 639
Résumé de la situation générale de finances. { Tableaux à l'appui........................ 641 et suiv.

Sucres :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............ 18
Idem............ — Exercice 1912............ 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911.. 32
Idem................ — Exercice 1912......... 36
Produits de l'exercice 1911..................... 94
Idem............ 1912......................... 95
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 404
Produits des exercices 1902 à 1911............... 518

Pages.

Tabacs :

Produits de l'exercice 1911..................... 98
Idem............ 1912......................... 99
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 404, 416
Produits des exercices 1902 à 1911............... 520, 522

Taxes assimilées :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............ 18
Idem............ — Exercice 1912............ 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem.................. — Exercice 1912. 36
Produits de l'exercice 1911..................... 84
Idem............ 1912......................... 85
Ensemble des évaluations. — Exercice 1911........ 360
Idem............ — Exercice 1912........ 386
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 398, 416
Produits des exercices 1902 à 1911............... 518

Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools, en vertu des lois des 25 février 1901 et 20 mars 1902 :

Recettes.. 26
Dépenses.. 27
Recettes par classe de comptables................ 40
Dépenses par classe de comptables................ 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 238
Passif du Trésor................................ 551
Développement du compte spécial.................. 601

Taxe sur le revenu des valeurs mobilières :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............ 18
Idem............ Exercice 1912............ 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1912. 36
Produits de l'exercice 1911..................... 88
Produits de l'exercice 1912..................... 89
Compte provisoire de l'exercice 1912............. 400
Produits des exercices de 1902 à 1911............ 518, 522

Télégraphes :

Recettes de l'année. — Exercice 1911............ 18
Idem............ — Exercice 1912............ 22

Pages.

Télégraphes : (Suite).

Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem............... — Exercice 1912........ 36
Produits de l'exercice 1911.................... 100
Produits de l'exercice 1912.................... 101
Compte provisoire de l'exercice 1912............ 404
Produits des exercices 1902 à 1911.............. 520, 522

Téléphones :

Recettes de l'année. — Exercice 1911........... 18, 20
Idem........... — Exercice 1912........... 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem............... — Exercice 1912........ 36
Produits de l'exercice 1911.................... 100
Produits de l'exercice 1912.................... 101
Compte provisoire de l'exercice 1912............ 404
Produits des exercices 1902 à 1911.............. 520, 522

Timbre :

Recettes de l'année. — Exercice 1911........... 18
Idem........... — Exercice 1912........... 22
Recettes par classe de comptables. — Exercice 1911. 32
Idem............... — Exercice 1912........ 36
Produits de l'exercice 1911.................... 88
Produits de l'exercice 1912.................... 89
Compte provisoire de l'exercice 1912............ 400
Produits des exercices 1902 à 1911.............. 518, 522

Traites et mandats :

Opérations de l'année........................ 28, 29
Recettes par classe de comptables................ 42
Dépenses par classe de comptables................ 54
Développement des opérations.................... 242, 344
Passif du Trésor............................... 545, 553
Dette flottante................................ 546, 644

Travail et Prévoyance sociale :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911........... 19
Idem........... — Exercice 1912........... 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1912. 48
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911......... 196
Idem.............. — Exercice 1912......... 197
Ensemble des crédits. — Exercice 1912........... 390
Compte provisoire de l'exercice 1912............ 478

Pages.

Travail et Prévoyance sociale : (Suite).

Dépenses des budgets 1902 à 1911............... 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Exercice clos.................................. 708
Fonds de concours............................. 572, 760
Produits de legs et de donations................ 574, 762

Travaux publics :

Dépenses de l'année. — Exercice 1911........... 19
Idem........... — Exercice 1912........... 23
Dépenses par classe de comptables. — Exercice 1911. 44
Idem............... — Exercice 1912....... 48
Dépenses par chapitres. — Exercice 1911........ 210
Idem.............. — Exercice 1912........ 211
Ensemble des crédits. — Exercice 1911.......... 364
Idem............ — Exercice 1912.......... 390
Compte provisoire de l'exercice 1912............ 492
Dépenses des budgets de 1902 à 1911............ 524
Suppléments de crédits des exercices 1902 à 1911... 532
Exercices clos................................. 708
Débets... 744, 746
Fonds de concours............................. 572, 760
Produits de legs et de donations................ 574, 762

Trésor public, S/C d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25) :

Recettes...................................... 26
Dépenses...................................... 27
Recettes par classe de comptables................ 40
Dépenses par classe de comptables................ 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor................................ 550
Développement du compte spécial................. 620

Trésor public, S/C d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)

Recettes...................................... 26
Dépenses...................................... 27
Recettes par classe de comptables................ 40
Dépenses par classe de comptables................ 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor................................ 550
Développement du compte spécial................. 62

Pages.

Trésor public, S/C de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés) :

Recettes .... //
Dépenses 27
Recettes par classe de comptables .... //
Dépenses par classe de comptables 52
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 623

Trésor public, S/C de bons remis à la Banque d'Algérie :

Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 618

Trésor public, S/C de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest : (Loi du 21 décembre 1909.)

Recettes 26
Recettes par classe de comptables 40
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 623

Trésor public, S/C de rentes 3 0/0 amortissables :

Recettes 26
Recettes par classe de comptables 40
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 616

Trésor public, S/C d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898) :

(Voir compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement*, p. 606.)

Recettes 26
Recettes par classe de comptables 40
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 618

Pages.

Trésor public, S/C d'obligations à court terme (Loi du 18 décembre 1908) :

Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 622

Trésor public, S/C d'obligations à court terme (Loi du 26 décembre 1908, art. 41).

Mouvements et situation du compte au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 558
Développement du compte spécial 622

Trésor public, S/C d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923, remises à la Caisse des dépôts et consignations en contrevaleur de la dette du Trésor (Loi du 30 mars 1902, art. 41) :

Recettes 26
Recettes par classe de comptables 40
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913. 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 619

Trésor public, s/c d'obligations des Chemins de fer de l'État (Loi du 13 juillet 1911) :

Recettes par classe de comptables 26
Dépenses par classe de comptables 40
Mouvement du compte et situation au 1er janvier 1913 240
Actif du Trésor 550
Développement du compte spécial 624

Trésorerie :

(*Voir* Service de Trésorerie.)

Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes :

Opérations globales 58
Mandats 242
Comptes courants 244, 246
Développement des correspondants administratifs 276
Fonds particuliers 304
Développement des avances 310
Mouvements de fonds 320
Excédents de dépen es de l'année 339

Pages.

Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes : (Suite).

Développement des mandats 344
Valeurs de caisse et de portefeuille............... 568
Actif du Trésor.............................. 542, 544, 558, 562
Passif du Trésor.............................. 543, 545, 553, 559

Trésoriers-Payeurs des colonies :

Opérations globales........................... 58
Mandats...................................... 242
Comptes courants............................. 244, 246
Développement des correspondants administratifs.... 286
Fonds particuliers............................ 304
Développement des avances.................... 312
Mouvements de fonds.......................... 320
Excédent de dépenses de l'année................. 339
Développement des mandats.................... 344
Valeurs de caisse et de portefeuille............. 568
Actif du Trésor.............................. 542, 544, 558, 564
Passif du Trésor............................. 543, 545, 553, 561

Trésoriers-Payeurs généraux :

Opérations globales........................... 58
Mandats...................................... 242
Comptes courants............................. 244
Développement des divers correspondants.......... 256
Développement des correspondants administratifs.... 266
Fonds particuliers............................ 304
Développement des avances.................... 308
Mouvements de fonds.......................... 320

Pages.

Trésoriers-Payeurs généraux : (Suite.)

Excédent de recettes et de dépenses de l'année par département.............................. 336
Développement des mandats.................... 344
Traitements fixes et fonds d'abonnement.......... 430
Valeurs de caisse et de portefeuille............. 566
Actif du Trésor.............................. 542, 544, 556, 560
Passif du Trésor............................. 543, 545, 563
Dette flottante............................... 546

Valeurs de caisse et de portefeuille :

Opérations de l'année......................... 12, 17
Situation au 1er janvier 1912................... 18, 230
Situation au 1er janvier 1913................... 31, 233
Situation par comptables...................... 58
Bilan.. 540
Actif du Trésor.............................. 542, 560
Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 31 décembre 1912. 566, 568
Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 31 décembre 1912................ 630

Versement au Trésor de la valeur des billets à impression bleue de la Banque de France (Loi du 29 décembre 1911) :

Recettes par classe de comptables................ 40
Dépenses par classe de comptables............... 52
Mouvements du compte et situation au 1er janvier 1913.. 238
Développements du compte spécial............... 603

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Dispositions qui ont réglé la forme du Compte général des finances; éléments d'après lesquels il est établi; justifications et contrôles qui garantissent l'exactitude de ses résultats.

Le *Compte général de l'Administration des finances* est établi dans les formes prescrites par les ordonnances des 10 décembre 1823 et 1er septembre 1827, dont les dispositions ont été résumées et complétées par celle du 31 mai 1838 et par le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

Il est extrait du Journal général et du Grand-Livre tenus à la Direction générale de la Comptabilité publique, pour centraliser toutes les opérations relatives aux différents services financiers dont les mouvements et la situation doivent être annuellement mis sous les yeux du Sénat et de la Chambre des députés.

Ces écritures officielles s'appuient, d'une part, sur la comptabilité des agents préposés à l'assiette des impôts ou à la liquidation des dépenses publiques, et, d'autre part, sur les comptes individuels des comptables chargés d'effectuer les recettes et les payements, ainsi que sur les arrêts judiciaires qui en fixent définitivement les résultats. Toutes ces garanties sont complétées par les vérifications d'une commission spéciale nommée chaque année, en exécution de l'ordonnance du 10 décembre 1823, pour examiner le Compte général des finances, ainsi que tous les documents qui lui servent d'éléments ou de contrôle, et par la publication du procès-verbal des travaux de cette commission, à la suite duquel se trouve imprimée la balance des comptes du Grand-Livre. Enfin l'ordonnance du 9 juillet 1826 a placé ce système d'écritures contradictoires et de vérifications administratives sous le contrôle de la Cour des comptes, qui est appelée à déclarer solennellement la conformité de ses arrêts avec les comptes d'exercice et d'année publiés par les ministres à l'appui des lois de finances.

Division du Compte général des finances.

Le *Compte général de l'Administration des finances* retrace les mouvements annuels et la situation, au commencement et à la fin de l'année, de tous les services financiers de l'État. Chacune de ses principales divisions est précédée d'une note explicative qui en résume les résultats et qui rappelle les dispositions législatives ou réglementaires applicables à chaque matière spéciale. Ces explications sont destinées surtout à faciliter l'intelligence des tableaux en séparant distinctement leurs différentes séries.

Les documents dont se compose le *Compte de l'Administration des finances* se

divisent en trois catégories principales : *Comptes généraux*, *Comptes de la Dette publique* et *Comptes de divers services publics*. Les comptes généraux ont pour objet de retracer la série des opérations concernant les budgets, le service de trésorerie et l'ensemble de la situation des finances. Les comptes de la dette publique en indiquent les mouvements, accroissements, décroissements ou fluctuations, avec tous les détails qu'ils comportent. Enfin les comptes de divers services publics se rapportent soit à des opérations de comptabilité pour lesquelles des développements spéciaux ont paru nécessaires, soit à des créances de l'État dont il était utile de présenter annuellement la situation.

1° *COMPTES GÉNÉRAUX.*

Les *Comptes généraux*, au nombre de six, sont ceux qui suivent :

Compte des opérations de l'année.

Le *Compte des opérations de l'année* forme la première section des comptes généraux. Il constate les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables des finances au commencement de l'année, les recettes et les dépenses qu'ils ont effectuées pendant la gestion annuelle, et les soldes matériels restés entre leurs mains au 31 décembre. Les opérations de l'année y sont récapitulées, en ce qui concerne les budgets, par branches principales de revenus et par départements ministériels; pour les mouvements de trésorerie et les services spéciaux du Trésor, par nature principale de service. Cet exposé est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des faits qui s'y trouvent exprimés, destiné à servir de base aux Déclarations générales que rend annuellement la Cour des comptes pour constater la conformité de ses arrêts, sur les comptes individuels soumis à son jugement, avec les comptes généraux qui sont produits par les Ministres.

Compte des contributions et revenus publics.

La section suivante, intitulée *Compte des contributions et revenus publics*, développe, par nature de recettes, les produits des budgets énoncés sommairement dans le compte des opérations de l'année. La série de tableaux dont elle se compose indique les droits liquidés à la charge des redevables de l'État, les recouvrements effectués pendant chacune des deux années des exercices en cours d'exécution, et les restes à recouvrer sur les droits constatés. Cette section du Compte des finances a ainsi pour destination de présenter, sous le point de vue distinct de la réalisation des impôts, l'ensemble des ressources applicables tant à l'exercice qui est parvenu au terme de sa clôture qu'à l'exercice courant. Celles de ces ressources qui se rapportent à l'exercice expiré sont, en outre, l'objet d'un compte que le Ministre des finances publie séparément, à l'appui de la loi proposée pour le règlement définitif de cet exercice, et dans lequel des développements administratifs font connaître, pour chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

Il est procédé de la même manière à l'égard des dépenses publiques. Après avoir été inscrites, mais seulement par nature de budget et par ministère, dans le compte des opérations de l'année, elles sont développées par chapitre dans la section intitulée *Compte des dépenses publiques*, dont les tableaux exposent les droits constatés au profit des créanciers de l'État, les payements effectués soit pendant l'année, soit antérieurement, d'après les ordonnances des Ministres, et enfin les restes à payer sur les liquidations opérées. Cette section du Compte des finances donne, par conséquent, la récapitulation des dépenses que chaque département ministériel est tenu de justifier dans son compte particulier, et qui forment les éléments soit du règlement de l'exercice expiré, soit de la situation provisoire de l'exercice courant. Les détails par articles de dépenses, accompagnés de toutes les justifications administratives qui s'y rattachent, ne se trouvent et ne peuvent être en effet produits que dans les comptes rendus par les divers départements ministériels, lesquels complètent ainsi, pour les dépenses, l'ensemble des documents nécessaires au contrôle législatif. Compte des dépenses publiques.

Les informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques sont suivies du *Compte de trésorerie*, dans lequel on explique les opérations qui, pendant l'année, ont affecté les créances actives, ainsi que les effets à payer, les comptes courants et autres créances passives de l'Administration des finances; les mouvements de fonds qui ont eu lieu entre les comptables du Trésor; les moyens de crédits réalisés en vertu d'autorisations législatives; l'excédent au profit ou à la charge du service de trésorerie, qui, d'après les sections précédentes du Compte des finances, ressort du recouvrement de l'impôt et de l'acquittement des dépenses publiques; enfin les variations qu'ont éprouvées les encaisses matérielles formant, pour la période annuelle, les termes extrêmes qui garantissent l'exactitude de l'exposé de ces différents résultats. Compte de trésorerie.

On voit par ces explications que les trois premières sections du Compte général des finances présentent l'ensemble des opérations de recette et de dépense effectuées par tous les agents ou comptables préposés à la liquidation et à la réalisation des droits constatés au profit ou à la charge de l'État. Il reste à rapprocher entre elles ces opérations, à les comparer aux prévisions ou autorisations législatives, et à les combiner avec les soldes des gestions précédentes, de manière à déterminer la situation des différents services financiers à la fin de l'année dont le compte est rendu. Tel est l'objet des sections suivantes.

Les *Comptes des budgets* contiennent d'abord la série des tableaux établissant la situation définitive du dernier exercice qui a atteint l'époque de sa clôture et dont la loi de règlement est proposée. Ces tableaux, dans lesquels on explique les mo- Comptes des budgets.

difications législativement apportées aux prévisions du budget primitif, sont appuyés de plusieurs documents administratifs; ils comparent : en recette, les évaluations avec les produits réalisés; en dépense, les crédits accordés avec les payements effectués; fixent les droits restés à recouvrer et les sommes restant à payer, et déterminent enfin l'excédent ou l'insuffisance des ressources qui constitue la situation finale du budget. D'autres tableaux, se prêtant à des rapprochements analogues, font ensuite connaître la situation provisoire de l'exercice courant.

Enfin cette partie du *Compte général des finances* comprend aussi des tableaux analytiques présentant la situation financière des budgets depuis 1902, telle qu'elle est résultée de leurs propres ressources et besoins, ou que le règlement législatif l'a définitivement arrêtée en la combinant avec les résultats des budgets antérieurs. Des développements, par branches de service, permettent de comparer entre eux les termes correspondants des exercices, et font ressortir, par la comparaison des budgets *votés* avec les budgets *réglés définitivement*, les résultats de l'exécution des services, tant en recette qu'en dépense.

Situation générale de l'Administration des finances.

La *Situation générale de l'Administration des finances* à la fin de l'année se compose : 1° d'un bilan ou balance résumée des comptes ouverts sur le Grand-Livre de la Direction générale de la Comptabilité publique, dans lequel les recettes et les dépenses de l'année sont rattachées aux résultats de la situation au 31 décembre de l'année précédente, pour déterminer celle qui ressort à l'époque où s'arrête le compte; 2° d'un exposé de l'actif et du passif de l'Administration des finances à cette dernière époque, comprenant les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables, les avances à recouvrer, les effets à payer, les créances passives, les excédents de recettes et de dépenses produits par le service des budgets courants et des fonds spéciaux, et enfin les déficits que les anciens budgets ont laissés à la charge du Trésor, lesquels sont couverts par l'excédent du passif de l'Administration des finances sur les articles constituant son actif réel.

Cette partie du présent compte est accompagnée d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite, afin qu'on puisse apprécier leur importance corrélative, les quatre principaux termes de la *Situation générale des finances* publiée à la fin de chacune des neuf années précédentes, en partant du 1er janvier 1903.

2° COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

Les comptes de la Dette publique font, à partir de l'année 1898, l'objet d'un volume spécial dans lequel est publié également le tableau général de la dette publique dont l'article 88 de la loi du 13 avril 1898 ordonne la communication annuelle au Parlement. Ils comprennent les comptes de la dette consolidée, de la dette remboursable à terme ou par annuités, des annuités de toute nature, des cautionne-

ments en numéraire et en rentes, des rentes viagères et des pensions inscrites au Trésor.

Le *Compte de la dette consolidée* se rapporte aux rentes 3 p. o/o. Il fait connaître l'origine de ces rentes; la situation des crédits qui en ont autorisé la création; l'emploi qui a été fait par le Trésor de leur produit, selon qu'elles ont été négociées, remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation des fonds de réserve de l'amortissement, attribuées à divers services publics ou annulées en vertu d'actes législatifs; leurs mouvements par périodes politiques depuis 1814, et leur classement actuel par catégories de propriétaires. Il comprend aussi, depuis 1862, les résultats des différentes conversions de rentes. Enfin, on y a joint le *Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables*, le *Compte des obligations des chemins de fer de l'État* et des *notes sur diverses annuités.*

Compte de la dette consolidée.

Le *Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer* fait connaître le montant des dépenses de cette nature qui ont été liquidées au profit des compagnies, les payements faits chaque année en atténuation de ces dépenses et les sommes restant à payer.

Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte des annuités de rachat des canaux* contient le tableau des emprunts de cette nature dont le Trésor s'est engagé à rembourser matériellement le capital, les payements qu'il a successivement faits en atténuation de sa dette et les sommes restant à amortir à la fin de l'année.

Compte des annuités de rachat des canaux.

Le *Compte des cautionnements en numéraire* indique les mouvements des capitaux de cautionnements pendant l'année et les sommes qui restent dues par l'État à chaque classe de titulaires des emplois, avec la destination qu'ont reçue les fonds de cette origine primitivement versés au Trésor.

Le *Compte des cautionnements en rentes* présente la situation, par nature de rentes et par classe de titulaires des emplois, des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

Compte des cautionnements en numéraire et en rentes.

Le *Compte des rentes viagères* présente la situation, au commencement et à la fin de l'année, ainsi que le mouvement, pendant cette période, de chaque classe de rentes viagères, suivant qu'elles ont été constituées sur une ou plusieurs têtes.

Compte des rentes viagères.

Le *Compte des pensions* énonce d'abord les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds généraux du budget, les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés, et ensuite leur situation, les nou-

Compte des pensions liquidées au Trésor.

velles pensions liquidées et inscrites, celles qui ont été éteintes pour cause de décès, et enfin la somme à laquelle s'élève, à la fin de l'année, cette partie de la dette publique.

3° COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

Les Comptes de divers services publics se divisent ainsi qu'il suit : Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, à la Compagnie française des câbles télégraphiques et aux entreprises d'hydraulique agricole; Avances faites par l'État pour l'achèvement du canal du Forez; Apurement des dépenses des exercices clos; Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes; Service local et caisse de réserve du service local des colonies; Ancien domaine extraordinaire; Opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France; Débets, Créances litigieuses et prêts effectués au commerce en 1830, à l'industrie en 1860 et aux victimes des sinistres de 1910; enfin, Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Compte de la garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte de la garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer* présente le montant des avances faites aux compagnies, les reversements ou remboursements effectués sur ces avances, et la situation de la dette des compagnies à la fin de l'année.

Compte de la garantie d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole.

Le Compte de la garantie d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole présente la situation au 1er janvier 1912 des avances en compte courant faites par l'État à titre de garantie d'intérêt aux compagnies agricoles, les opérations effectuées pendant l'année 1912, et la situation des comptes au 31 décembre 1912.

Compte des avances faites par l'État pour l'achèvement du canal du Forez.

Le *Compte des avances faites par l'État pour l'achèvement du canal du Forez* présente le montant des dépenses faites chaque année, depuis 1882, pour l'achèvement du canal avec l'intérêt à 4 p. 0/0 à partir du 1er janvier de l'année suivante.

Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.

Le *Compte d'apurement des dépenses des exercices clos* reprend les créances restées à payer sur ceux des exercices réglés législativement qui n'ont pas encore atteint le terme de leur prescription finale, oppose à ce premier élément les créances dont le payement a été depuis ordonnancé dans les formes déterminées par la loi sur les budgets des exercices courants, et dégage les créances qui restent encore à solder. Il donne ainsi la preuve que la dette arriérée du Trésor sur les budgets se réduit successivement des payements dont les exercices courants ont eu à supporter la charge.

Le compte : *Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes,* précédemment classé parmi les services spéciaux, présente, par exercice, les recouvrements effectués sur les redevables, au regard des droits constatés à leur charge; le détail des rôles de l'exercice en cours; et le résultat, en fin d'année, de la comparaison des sommes perçues avec celles qui ont été déjà attribuées aux intéressés.

Compte des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.

Les comptes : *Service local des colonies* et *Caisse de réserve du service local des colonies* présentent des développements sur le fonctionnement de ces services et sur la répartition de leurs excédents annuels entre les différentes colonies.

Comptes du Service local des colonies et de la Caisse de réserve du service local des colonies.

Le *Compte de l'ancien domaine extraordinaire,* dont la publication est prescrite par diverses lois, n'indique plus que la créance sur la succession Bernadotte; aucune opération n'y a été mentionnée depuis l'année 1906. Il a donc paru inutile d'en maintenir les développements.

Compte de l'ancien domaine extraordinaire.

Le *Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France* a pour but de permettre de continuer à suivre la situation de cette créance du Trésor remontant à l'année 1833 et dont le solde restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 a été inscrit définitivement parmi les découverts du Trésor, en exécution de la loi du 26 février 1887. Il présente l'ensemble et les mouvements de la Dette hellénique depuis son origine, l'intégralité des versements annuels effectués successivement par le gouvernement grec, et fait connaître la somme restant due à la France au 31 décembre de chaque année.

Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France.

Le *Compte des débets et créances litigieuses* présente, par catégorie, les mouvements annuels et la situation des débets et créances dont le recouvrement est poursuivi par les soins de l'agence judiciaire du Trésor, et contient des développements particuliers sur la situation des prêts effectués, en 1860, au commerce et à l'industrie, et, depuis 1910, aux victimes des sinistres.

Compte des créances litigieuses, des prêts au commerce et à l'industrie et des prêts aux sinistrés.

Enfin, le *Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* retrace, par ministère, les engagements souscrits au profit du Trésor par les parties intéressées, le montant des sommes mises en recouvrement sur ces engagements, les recettes effectuées à ce titre et les restes à recouvrer au 31 décembre de chaque année.

Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

La situation des fonds de concours *ordinaires* est suivie de celles des fonds provenant du *pari mutuel en faveur de l'élevage* et des *produits de legs et de donations.*

Documents de finances qui servent de base au contrôle législatif.

Le *Compte général des finances*, qui résume à la fois les comptes des Ministres et les comptes individuels des comptables, forme la base authentique et invariable sur laquelle repose le règlement législatif des budgets. C'est ce compte, ainsi que ses nombreux développements, qui garantit l'exactitude matérielle de tous les résultats soumis, chaque année, au contrôle législatif, dont tous les éléments se trouvent dans l'ensemble des documents ci-après :

Compte définitif des recettes de l'exercice expiré, rendu par le Ministre des finances ;

Comptes définitifs des dépenses du même exercice, rendus par les Ministres ordonnateurs;

Rapport et Déclarations générales de la Cour des comptes; Éclaircissements fournis par les Ministres en réponse aux observations de la Cour;

Rapport et procès-verbal de la Commission de vérification des comptes ministériels.

Répertoire des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs.

On a placé à la fin du 1er volume du *Compte général de l'Administration des finances*, à titre de renseignement, un *Répertoire alphabétique et chronologique* destiné à faciliter la recherche des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs et qui ne se trouvent pas reproduits dans celui de la présente année.

Tables et références.

En outre, et afin de faciliter les recherches qui peuvent être faites dans les deux volumes qui composent le *Compte général des finances*, on a inséré dans le Compte, à partir de l'année 1903, une table alphabétique des termes et des comptes qui y sont cités, avec des références détaillées aux différentes pages où ils figurent.

Cette table se trouve après la table détaillée des matières qui, autrefois placée en fin du premier volume, à la suite du répertoire, figure maintenant au commencement, immédiatement après la table sommaire.

COMPTES GÉNÉRAUX

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS
(Exercices 1911 et 1912)

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES
(Exercices 1911 et 1912)

COMPTE DE TRÉSORERIE

COMPTES DES BUDGETS

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES
AU 31 DÉCEMBRE 1912

COMPTE

DES

OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.

La première section du *Compte général de l'Administration des finances* est consacrée au *Compte des opérations de l'année.* On y récapitule les liquidations de droits au profit ou à la charge des budgets, ainsi que les recettes et les payements qui ont eu lieu, dans la période annuelle, sur tous les services publics; des développements en sont donnés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes.

Les faits constatés pour l'année 1912 sont ceux que l'on va exposer.

RÉSUMÉ DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1912.

Les valeurs de caisse et de portefeuille qui formaient le solde du compte de l'année précédente montaient à.. 3,246,771,386f 43c

Les recettes de toute nature faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912 se sont élevées à 65,783,185,637 fr. 33, savoir :

Recettes sur les produits des budgets........................			4,841,412,803f 19c	
Recettes des services de Trésorerie.	Recettes sur les services spéciaux.	1,061,665,107f 05c	60,941,772,834 14	
	Recettes en atténuation des découverts et avances du Trésor.....	"		
	Recettes provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances.......	41,596,471,718 46		
	Idem des créances actives.......	1,005,142,652 61		
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances......	17,278,493,356 02		
Total de la recette...............			65,783,185,637 33	65,783,185,637 33

Le Compte des finances a ainsi à faire connaître l'emploi d'une somme totale de.. 69,029,957,023 76

Les dépenses faites par l'Administration des finances s'élèvent à 65,646,409,039 fr. 00, savoir :

	Dépenses des budgets	4,767,110,678f 74c	4,908,240,783f 23c
	Budget de 1911. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1911 à attribuer à divers services. (Loi du 27 février 1912.)	141,130,104 49	
Dépenses des services de Trésorerie.	Dépenses sur les services spéciaux	1,031,689,849 92	60,738,168,255 77
	Dépenses en augmentation des découverts du Trésor.	//	
	Payements provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances	41,444,062,394 53	
	Idem des créances actives	969,920,545 09	
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	17,292,495,466 23	
	Total de la dépense		65,646,409,039 00

En y ajoutant le solde en caisse et en portefeuille existant, le 31 décembre 1912, à la Caisse centrale du Trésor à Paris et chez les agents extérieurs.. 3,383,547,984 76

on retrouve la somme ci-dessus, dont le Compte des finances doit faire connaître l'emploi 69,029,957,023 76

OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

Recettes.

EXERCICE 1911.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	PRODUITS RECOUVRABLES en France.	PRODUITS RECOUVRABLES en Algérie.	TOTAL.
Les droits qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1912 s'élevaient à	108,827,794f 82c	1,908,002f 72c	110,735,797f 54c
Pendant l'année 1912, de nouvelles liquidations de droits ont eu lieu à la charge des redevables de l'État pour	28,382,066 80	90,464 53	28,472,531 33
Totaux	137,209,861 62	1,998,467 25	139,208,328 87
Mais les non-valeurs constatées, les décharges et les annulations de droits s'étant élevées à	24,104,126 02	818,321 02	24,922,447 04
Il en résulte que les droits à recouvrer s'élevaient à	113,105,735 60	1,180,146 23	114,285,881 83
Les recouvrements effectués pendant l'année 1912 ayant été de	100,263,990 19	306,789 44	100,570,779 63
Le budget de 1911 a présenté, à l'époque de sa clôture, un reste à recouvrer de	12,841,745 41	873,356 79	13,715,102 20

EXERCICE 1912.

D'après les documents adressés périodiquement à la Direction générale de la Comptabilité publique, par les agents administratifs chargés de la liquidation des diverses natures d'impôts, les droits à recouvrer sur l'exercice 1912 et les recettes effectuées pendant l'année 1912 ont été inscrits dans les écritures ainsi qu'il suit :

		DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES à recouvrer au 31 décembre 1912.
Budget général	Produits recouvrables en France	4,844,300,784f 74c	4,738,206,116f 72c	106,094,668f 02c
	Produits recouvrables en Algérie	5,427,663 09	2,635,906 84	2,791,756 25
TOTAL		4,849,728,447 83	4,740,842,023 56	108,886,424 27

RÉCAPITULATION.

En résumé, les produits recouvrés pendant l'année 1912 s'élèvent ensemble à une somme de 4,841,412,803 fr. 19, savoir :

Exercice 1911	100,570,779f 63c
Exercice 1912	4,740,842,023 56
TOTAL des recettes effectuées sur les budgets pendant l'année 1912. (Voir page 30.)	4,841,412,803 19

Dépenses.

EXERCICE 1911.

Sur les droits précédemment liquidés ou présumés par les ministères à la charge du budget de l'exercice 1911, il restait à payer au 1er janvier 1912, d'après le compte de l'année précédente	650,770,659f 64c
Ces liquidations et prévisions de dépenses ont éprouvé, en 1912, des modifications dont l'ensemble constitue une diminution de 37,084,229 fr. 69 et dont les restes à payer ci-dessus se sont trouvés atténués, ci	*37,084,229 69*
Les dépenses de l'exercice 1911, qui étaient à solder par le Trésor pendant l'année 1912 ne s'élevaient, en conséquence, qu'à la somme de	613,686,429 95
Les payements ont eu lieu pour	591,431,119 07
Et les dépenses restées à payer à la clôture de l'exercice 1911 montaient à	22,255,310 88

EXERCICE 1912.

Les dépenses liquidées pendant l'année 1912, celles que l'on a présumé devoir encore être effectuées à la charge de l'exercice 1912, et les payements faits par les comptables des finances pendant ladite année, ont été constatés ainsi qu'il suit dans les écritures des différents ministères ordonnateurs de ces dépenses :

	DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES À PAYER au 31 décembre 1912.
Budget général	4,841,400,961f 80c	4,175,679,559f 67c	665,721,402f 13c

RÉCAPITULATION.

La réunion des payements effectués sur ces divers exercices fait ressortir, pour l'année 1912, un total de 4,767,110,678 fr. 74, savoir :

Exercice 1911	591,431,119f 07c
Exercice 1912	4,175,679,559 67
TOTAL des payements effectués pendant l'année 1912. (Voir page 31.)	4,767,110,678 74

Résultat du service des budgets pour l'année 1912.

Considéré dans son ensemble, le service des budgets a présenté, pendant l'année 1912, un excédent de recettes qui résulte du rapprochement des termes ci-après :

Recettes	4,841,412,803f 19c
Dépenses	4,767,110,678 74
EXCÉDENT de recettes	74,302,124 45

BUDGET DE L'EXERCICE 1911.

Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1911 à attribuer à divers services.
(Loi du 27 février 1912.)

L'excédent de recette de l'exercice 1911 montant à 141,130,104 fr. 49 a été affecté au Compte spécial : *Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914*, en exécution de la loi du 27 février 1912 (art. 27).

Services de trésorerie.

Les opérations de trésorerie de l'Administration des finances ont présenté, pendant l'année 1912, les mouvements ci-après :

1° OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Les opérations de différents services dont les recettes et les dépenses ne sont pas comprises dans

les budgets, soit qu'elles ne doivent y être rattachées qu'ultérieurement, soit qu'elles ne puissent être soumises à la limite des exercices, forment au Compte des finances une catégorie distincte dans les opérations de trésorerie, intitulée : *Services spéciaux du Trésor*. Des notes insérées à la situation générale des finances font connaître la nature de chacun de ces services et le montant des opérations qui en ont modifié la situation pendant l'année.

Considérés dans leur ensemble, les mouvements des différents *Services spéciaux du Trésor* résultant des opérations des comptables que l'on vient d'analyser ont présenté pour l'année 1912 :

En recette (voir page 26) une somme de	1,061,665,107f 05c
En dépense (voir page 27) une somme de	1,031,689,849 92
Il en est, par conséquent, résulté un excédent de recettes de	29,975,257 13

2° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES PASSIVES.

Les créances passives de l'Administration des finances se sont accrues de recettes s'élevant dans leur ensemble à	41,596,471,718f 46c
Elles ont été atténuées de remboursements montant à la somme de	41,444,062,394 53
Leur solde au commencement de l'année se trouve ainsi augmenté de la différence de	152,409,323 93

3° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES ACTIVES.

Les recettes faites en atténuation des créances actives à recouvrer par le Trésor ont été de	1,005,142,652f 61c
Et les payements faits en accroissement de ces créances s'étant élevés à	969,920,545 09
Le résultat des opérations de l'année les a ainsi diminuées de	35,222,107 52

4° OPÉRATIONS RELATIVES AUX MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Pendant l'année 1912, les divers comptables ont reçu du Trésor ou de leurs collègues, en fonds et valeurs, une somme de	17,278,493,356f 02c
et ils ont envoyé, pendant la même période, celle de	17,292,495,466 23
D'où résulte un excédent de fonds envoyés de	14,002,110 21

qui représente des dépenses dont la contre-partie en recette ne figurera que dans le compte de l'année 1913.

5° VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.

Les valeurs de caisse et de portefeuille que les comptables conservent habituellement entre leurs mains pour les besoins du service s'élevaient, au 1er janvier 1912, à..... 3,246,771,386f 43c

Le solde en caisse au 31 décembre 1912 est de.................... 3,383,547,984 76

L'encaisse des comptables a, par conséquent, bénéficié, pendant l'année 1912, d'une augmentation de................................ 136,776,598 33

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES PENDANT L'ANNÉE 1912.

Le rapprochement entre eux des différents termes que l'on vient d'exposer détermine, pour l'ensemble des services de l'Administration des finances pendant l'année 1912, les résultats généraux qui suivent :

	RÉSULTATS GÉNÉRAUX.	
	EN RECETTE.	EN DÉPENSE.
Excédent de recette sur le service des budgets..........................	74,302,124f 45c	"
Budget de l'exercice 1911. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1911 à attribuer à divers services. (Loi du 27 février 1912.)..........	"	141,130,104f 49c
Excédent de recette sur les services spéciaux du Trésor....................	29,975,257 13	"
Augmentation des créances passives de l'Administration des finances..........	152,409,323 93	"
Diminution des créances actives..	35,222,107 52	"
Résultat des opérations de mouvements de fonds en excédent de dépense.......	"	14,002,110 21
Augmentation de l'encaisse des comptables..................................	"	136,776,598 33
TOTAUX..................................	291,908,813 03	291,908,813 03

Les tableaux placés à la suite de la présente note sont accompagnés d'un développement, par classe de comptables, des recettes et des payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912. Ce développement sert de base au contrôle attribué à la Cour des comptes par l'ordonnance du 9 juillet 1826 et à la Déclaration générale qu'elle rend annuellement pour certifier l'exactitude de tous les résultats du *Compte général de l'Administration des finances*.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912.

Valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1912.

Numéraire	404,667,460f 66c	3,246,771,386f 43c
Effets à recevoir	2,842,103,925 77	

RECETTE.

Contributions et revenus publics.

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL.

PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE.

	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1912.	DROITS constatés pendant l'année 1912.	ANNULATIONS sur les droits constatés antérs à 1912.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
§ 1er. — Impôts et revenus.					
Contributions directes	19,938,475f 82c	//	0f 01c	19,938,475f 81c	//
Taxes assimilées aux contributions directes	6,912,012 58	//	//	6,912,012 58	//
Enregistrement	2,824,439 42	//	2,052,729 27	168,267 64	603,442f 51c
Timbre	502 08	1,937,606f 10c	//	1,937,608 50	499 68
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	28,967 64	//	2,112 90	7 10	26,847 64
Douanes	1,463,571 92	//	168,813 17	11,869 39	1,282,889 36
Contributions indirectes	7,955,703 21	7,564,194 51	//	9,728,955 33	5,790,942 39
Sucres	2,975,008 83	6,768,031 51	//	9,713,622 04	29,418 30
Totaux des impôts et revenus	42,098,681 50	16,269,832 12	2,223,655 35	48,410,818 39	7,734,039 88
		14,046,176f 77c			
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.					
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	889,541f 15c	546,060f 08c	//	1,338,801f 03c	96,800f 20c
Postes	3,105,000 00	295,599 31	//	3,319,254 65	81,344 66
Télégraphes	2,789,000 00	638,417 57	//	2,279,231 32	1,148,186 25
Téléphones	135,400 00	77,864 35	//	210,542 93	2,721 42
Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques	//	//	3,903,980f 33c	*A déd. 3,903,980 33*	//
Produits de diverses exploitations	14,531,291 47	//	3,127,636 43	11,403,655 04	//
	21,450,232 62	1,557,941 31	7,031,616 76	14,647,504 64	1,329,052 53
Produits de diverses exploitations (colonies)	//	50,035 50	//	50,035 50	//
Totaux des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	21,450,232 62	1,607,976 81	7,031,616 76	14,697,540 14	1,329,052 53
		5,423,639f 95c			
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	4,006,393f 75c	1,044,241f 47c	//	1,660,257f 20c	3,390,378f 02c
Produits des forêts	324,962 32	//	3,948f 24c	205,853 23	115,160 85
Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	4,331,356 07	1,044,241 47	3,948 24	1,866,110 43	3,505,538 87
		1,040,293f 23c			
§ 4. — Produits divers du budget.					
Produits divers	9,795,660f 61c	//	2,951,681f 60c	6,710,181 92	133,797f 09c
		2,951,681f 60c			
§ 5. — Ressources exceptionnelles.					
Diverses ressources exceptionnelles	//	3,076,482f 80c	//	3,076,482f 80c	//
		3,076,482f 80c			
§ 6. — Recettes d'ordre.					
Recettes en atténuation de dépenses	25,701,642f 07c	6,383,533f 60c	//	32,071,140f 67c	14,035f 00c
Recettes d'ordre proprement dites	5,450,221 95	//	11,893,224f 07c	*A déd. 6,568,284 16*	125,282 04
Totaux des recettes d'ordre	31,151,864 02	6,383,533 60	11,893,224 07	25,502,856 51	139,317 04
		5,509,690f 47c			
Totaux des produits recouvrables en France (à reporter)	108,827,794f 82c	28,382,066f 80c	24,104,126f 02c	100,263,990f 19c	12,841,745f 41c
		4,277,940f 78c			

DÉPENSE.

Dépenses publiques.

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL.

	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1912.	DROITS constatés pendant l'année 1912.	ANNULATIONS sur les droits constatés antérs à 1912.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
1re Partie. — Dette publique.					
Ministère des finances. — Dette consolidée	20,894,636f 46c	//	//	14,484,563f 15c	6,410,073f 31c
Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	7,019,760 67	189,963f 29c	//	6,536,869 27	672,854 69
Ministère des finances. — Dette viagère	9,096,101 32	1,085,789 15	//	10,181,890 47	//
Totaux de la 1re partie	37,010,498 45	1,275,752 44	//	31,203,322 89	7,082,928 00
		1,275,752f 44c			
2e Partie. — Pouvoirs publics.					
Ministère des finances	103,790f 28c	27,000 00	//	130,790f 28c	//
		27,000f 00c			
3e Partie. — Services généraux des ministères.					
Ministère des finances	3,589,642f 13c	//	108,838f 28c	3,431,432f 56c	49,371f 29c
Ministère de la justice	5,405,270 54	//	701,293 74	4,484,183 63	219,793 17
Ministère des affaires étrangères	6,751,983 39	//	766,276 03	5,523,957 16	461,750 20
Ministère de l'intérieur	32,279,037 89	//	9,985,218 52	19,181,625 96	3,112,193 41
Ministère de la guerre. — 1re section. — Troupes métropolitaines	104,691,313 38	//	6,100,777 52	94,595,221 57	3,995,314 29
Ministère de la guerre. — 2e section. — Troupes coloniales	6,520,374 42	326,349f 47c	//	6,426,610 36	420,113 53
Ministère de la guerre. — 3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	39,976,898 28	//	4,367,619 97	35,377,778 37	231,499 94
Ministère de la marine	105,059,596 49	//	4,947,224 24	98,400,074 12	1,712,298 13
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	32,644,325 47	//	3,425,582 33	29,101,393 18	117,349 96
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	10,514,874 47	//	918,269 81	7,992,826 35	1,603,778 31
Ministère du commerce et de l'industrie	13,328,023 20	130,757 93	//	13,163,619 23	295,161 90
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	10,094,249 18	//	254,813 63	9,813,113 25	26,322 30
Ministère des colonies	51,923,965 43	//	5,347,046 69	45,450,907 39	1,126,011 35
Ministère de l'agriculture	16,063,729 90	//	62,946 95	15,884,214 27	116,568 68
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re section. Travaux publics. — Dépenses ordinaires	14,919,966 42	//	118,413 86	14,732,038 96	69,513 60
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re section. Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	85,596,747 98	439,980 17	//	85,664,451 94	372,276 21
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et Télégraphes	410,259 10	//	34 60	409,481 59	742 91
Totaux de la 3e partie	539,770,257 67	897,087 57	37,104,356 17	489,632,929 89	13,930,059 18
		36,207,268f 60c			
A reporter	576,884,546 40	2,199,840 01	37,104,356 17	520,967,043 06	21,012,987 18

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912. (Suite.)

Suite de la RECETTE.

Suite de Contributions et revenus publics.

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL.

	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1912	DROITS constatés pendant l'année 1912.	ANNULATIONS sur les droits constatés antért à 1912.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
Report	108,827,794f 82	28,382,066f 80c	24,104,126f 02c	100,263,990f 19	12,841,745f 41c
PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.					
§ 1er. — Impôts et revenus.					
Produits de l'enregistrement	"	94f 50c	"	94f 50c	"
		94f 50c			
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,034,645f 93c	"	818,321f 02c	216,324f 91c	"
		818,321f 02c			
§ 4. — Produits divers du budget.					
Produits divers	873,356f 79c	22,086f 26c	"	22,086f 26c	873,356f 79c
		22,086f 26c			
§ 6. — Recettes d'ordre.					
Recettes en atténuation de dépenses	"	68,283f 77c	"	68,283f 77c	"
		68,283f 77c			
Totaux généraux (Produits recouvrables en Algérie)	1,908,002f 72c	90,464f 53c	818,321f 02c	306,789f 44c	873,356f 79c
		727,856f 49c			
Totaux des recettes de l'exercice 1911	110,735,797 54	28,472,531 33c	24,922,447f 04	100,570,779f 63	13,715,102f 20c
		3,550,084f 29c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des Dépenses publiques.

Suite de l'EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL.

	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1912.	DROITS constatés pendant l'année 1912.	ANNULATIONS sur les droits constatés antért à 1912.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
Report	576,884,546f 40c	2,199,840f 01c	37,104,356f 17c	520,967,043f 06c	21,012,987f 18c
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.					
Ministère des finances	27,849,654f 69c	62,183f 85c	"	27,831,938f 56c	79,899f 98c
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	"	573f 35c	57,712 71	366,713 94
Ministère de l'agriculture	2,945,711 08	"	45,399 93	2,860,206 17	40,104 98
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes — 2e section. — Postes et télégraphes	34,200,712 08	"	1,723,472 25	31,721,635 03	755,604 80
Totaux de la 4e partie	65,421,077 85	62,183 85	1,769,445 53	62,471,492 47	1,242,323 70
		1,707,261f 68c			
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.					
Ministère des finances	6,966,529f 21c	"	392,369f 83c	6,574,159f 38c	"
Ministère de la justice	170,945 94	"	78,304 70	92,641 24	"
Ministère de l'agriculture	1,368 73	"	52 45	1,316 28	"
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes — 2e section. — Postes et télégraphes	1,326,191 51	"	1,724 87	1,324,466 64	"
Totaux de la 5e partie	8,465,035 39	"	472,451 85	7,992,583 54	"
		472,451f 85c			
Totaux des dépenses de l'exercice 1911	650,770,659f 64c	2,262,023f 86c	39,346,253f 55c	591,431,119f 07c	22,255,310f 88c
		37,084,229f 69c			

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912. (Suite.)

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1912 BUDGET GÉNÉRAL. PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE	DROITS constatés pendant l'année 1912.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.			
Contributions directes	558,327,405f 78c	537,355,302f 95c	20,972,102f 83c
Taxes assimilées au contributions directes	53,767,214 31	49,529,520 77	4,237,693 54
Enregistrement	814,015,292 70	811,108,408 03	2,906,884 67
Timbre	224,683,874 56	224,683,370 68	503 88
Impôt sur les opérations de bourse	13,005,753 68	13,005,753 68	//
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	126,159,281 65	126,132,434 01	26,847 64
Douanes	686,453,427 14	684,788,951 82	1,664,475 32
Contributions indirectes	680,219,561 16	669,646,912 31	10,572,648 85
Sucres	176,413,356 00	171,779,241 88	4,634,114 12
TOTAUX des impôts et revenus	3,333,045,166 98	3,288,029,896 13	45,015,270 85
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.			
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	601,200,999f 05c	600,042,929f 08c	1,158,069f 97c
Postes	285,783,732 37	282,632,732 37	3,151,000 00
Télégraphes	60,668,044 99	57,303,144 99	3,364,900 00
Téléphones	45,883,157 00	45,723,057 00	160,100 00
Produits de diverses exploitations	10,555,845 54	1,575,389 23	8,980,456 31
	1,004,091,778 95	987,277,252 67	16,814,526 28
Produits de diverses exploitations (colonies)	15,338 25	15,338 25	//
TOTAUX des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,004,107,117 20	987,292,590 92	16,814,526 28
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.			
Produits du domaine autre que le domaine forestier	29,930,392f 76c	26,180,003f 85c	3,750,388f 91c
Produits des forêts	34,160,351 76	33,725,727 55	434,624 21
TOTAUX des produits et revenus du domaine de l'État	64,090,744 52	59,905,731 40	4,185,013 12
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.			
Produits divers	62,759,703f 88c	55,679,273f 72c	7,080,430f 16c
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.			
Diverses ressources exceptionnelles	153,000,000f 00c	153,000,000f 00c	//
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.			
Recettes en atténuation de dépenses	81,099,879f 49c	55,024,007f 49c	26,075,872f 00c
Recettes d'ordre proprement dites	146,198,172 67	139,274,617 06	6,923,555 61
TOTAUX des recettes d'ordre	227,298,052 16	194,298,624 55	32,999,427 61
TOTAUX (Produits recouvrables en France) à reporter	4,844,300,784 74	4,738,206,116 72	106,094,668 02

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1912. BUDGET GÉNÉRAL.		DROITS constatés pendant l'année 1912.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.				
Ministère des finances	Dette consolidée	655,832,276f 00c	635,369,466f 09c	20,462,809f 91c
	Dette remboursable à terme ou par annuités	306,660,063 06	301,456,552 84	5,203,510 22
	Dette viagère	317,907,297 30	308,024,154 87	9,883,142 43
TOTAUX de la 1re partie		1,280,399,636 36	1,244,850,173 80	35,549,462 56
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.				
Ministère des finances		20,157,230 41	20,136,448 00	20,782 41
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.				
Ministère des finances		56,927,714 71	54,526,197 38	2,401,517 33
Ministère de la justice		60,941,494 58	55,915,248 55	5,026,246 03
Ministère des affaires étrangères		22,114,623 03	16,356,730 13	5,757,892 90
Ministère de l'intérieur		152,602,130 59	128,917,320 03	23,684,810 56
Ministère de la guerre	1re section. — Troupes métropolitaines	951,795,911 68	797,742,210 88	154,053,700 80
	2e section. — Troupes coloniales	52,687,337 31	42,402,414 60	10,284,922 71
	3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	124,996,266 09	65,922,929 65	59,073,336 44
Ministère de la marine		456,015,954 98	370,233,884 70	85,782,070 28
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	1re section. — Instruction publique	300,181,298 69	265,830,426 99	34,350,871 70
	2e section. — Beaux-arts	25,182,067 38	14,435,026 14	10,747,041 24
Ministère du commerce et de l'industrie		56,735,315 95	39,362,126 10	17,373,189 85
Ministère du travail et de la prévoyance sociale		42,796,841 96	30,789,590 60	12,007,251 36
Ministère des colonies		106,669,339 11	53,652,070 12	53,017,268 99
Ministère de l'agriculture		58,185,694 84	37,717,330 34	20,468,364 50
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes	1re section. Travaux publics. — Dépenses ordinaires	89,647,748 00	77,214,826 63	12,432,921 37
	1re section. Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	301,560,518 57	252,958,542 66	48,601,975 91
	2e section. — Postes et Télégraphes	8,167,306 73	7,779,281 40	388,025 33
TOTAUX de la 3e partie		2,867,207,564 20	2,311,756,156 90	555,451,407 30
A reporter		4,167,764,430 97	3,576,742,778 70	591,021,652 27

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912. (Suite.)

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1912. BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1912.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.
Report	4,844,300,784f 74c	4,738,206,116f 72c	106,094,668f 02c
PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.			
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.			
Produits de l'enregistrement	6f 30c	6f 30c	″
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.			
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,109,895f 25c	1,109,895f 25c	″
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.			
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,249,414f 50c	331,015f 04c	1,918,399f 46c
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.			
Produits divers	1,063,902f 31c	190,545f 52c	873,356f 79c
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.			
Recettes en atténuation de dépenses	1,001,953f 56c	1,001,953f 56c	″
Recettes d'ordre proprement dites	2,491 17	2,491 17	″
TOTAUX des recettes d'ordre	1,004,444 73	1,004,444 73	″
TOTAUX GÉNÉRAUX (Produits recouvrables en Algérie)	5,427,663f 09c	2,635,906f 84c	2,791,756f 25c
TOTAUX des recettes de l'exercice 1912	4,849,728,447f 83c	4,740,842,023f 56c	108,886,424f 27c

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'EXERCICE 1912. BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1912.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.
Report	4,167,764,430f 97c	3,576,742,778f 70c	591,021,652f 27c
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	266,823,133f 95c	240,337,524f 54c	26,485,609f 41c
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	″	425,000 00
Ministère de l'agriculture	15,295,256 78	12,277,516 52	3,017,740 26
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	337,598,608 05	300,155,318 40	37,443,289 65
TOTAUX de la 4e partie	620,141,998 78	552,770,359 46	67,371,639 32
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.			
Ministère des finances	40,545,776f 02c	35,305,060f 03c	5,240,715f 99c
Ministère de la justice	688,400 00	559,653 43	128,746 57
Ministère de l'agriculture	11,997 00	9,397 16	2,599 84
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	12,248,359 03	10,292,310 89	1,956,048 14
TOTAUX de la 5e partie	53,494,532 05	46,166,421 51	7,328,110 54
TOTAUX des dépenses de l'exercice 1912	4,841,400,961 80	4,175,679,559 67	665,721,402 13

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912. (Suite.)

Suite de la RECETTE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

NUMÉROS des comptes.			
	§ 1er.		
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	4,627,650f 61c	
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	71,796,821 45	
3	Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	790,835 58	
4	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	66,384 10	
6	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	4,041,916 82	
7	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	6,639,818 39	
8	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France	2,859,716 00	
11	Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles ou à des subsides pour location	109,195 55	
12	Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	12,500 00	
13	Fonds affectés aux remboursements des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 12 mars 1910.)	562,448 12	800,820,483f 94c
14	Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902	5,476,505 52	
15	Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912)	301,800,000 00	
16	Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France	20,000,000 00	
17	Versement au Trésor de la valeur des billets à impression bleue de la Banque de France. (Loi du 29 décembre 1911.)	5,000,000 00	
18	Avance de 2 millions faite au Trésor par la Banque de l'Algérie	2,000,000 00	
19	Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	299,850,085 03	
21	Avances au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27-28 février 1898.	25,000 00	
25	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	6,055,759 74	
26	Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest	69,105,847 03	
	§ 2.		
29	Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	49,829,000 00	
30	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	5,712,170 42	
32	Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)	34,550,000 00	
33	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.)	11,600,000 00	
34	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)	33,200 00	260,844,623 11
35	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.)	33,920,000 00	
37	Trésor public, *s/c* de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	124,600,252 69	
38	Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés.)	600,000 00	
	TOTAL		1,061,665,107 05

Suite de la DÉPENSE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

NUMÉROS des comptes.			
	§ 1er.		
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	16,818,380f 62c	
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	73,555,021 32	
3	Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	796,538 22	
4	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	214,248 63	
5	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	1,997 84	
6	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	3,987,828 87	
7	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.) *A déd.*	*7,204,560 56*	
8	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France	17,909,350 56	
9	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	5,712,170 42	572,040,722f 38c
12	Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	12,500 00	
13	Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	600,000 00	
14	Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902	4,579,740 87	
15	Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912)	301,800,000 00	
19	Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	153,000,000 00	
25	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	190,005 59	
28	Avances aux caisses départementales et régionales. (Loi du 5 avril 1910.)	67,500 00	
	§ 2.		
31	Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de l'Algérie	2,000,000 00	
34	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)	1,490,000 00	
37	Trésor public, *s/c* de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	156,146,627 54	459,649,127 54
38	Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés.)	12,500 00	
39	Trésor public, *s/c* d'obligations des chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)	300,000,000 00	
	TOTAL		1,031,689,849 92

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912. (Suite.)

Suite de la RECETTE.

Suite des Services de trésorerie.

RECETTES EN ATTÉNUATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

	Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets			"

RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à la Banque de France	20,000,000f 00c	2,056,177,525f 92c	41,596,471,718f 46c
	Bons du Trésor remis à la Banque de l'Algérie	2,000,000 00		
	Bons du Trésor remis à divers particuliers	604,017,683 05		
	Bons du Trésor remis à la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	12,500 00		
	Obligations du Trésor à court terme. (Renouvellement.) Loi du 17 février 1898. (Perfectionnement.)	48,550,000 00		
	Obligations des chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)	300,000,000 00		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908).	1,490,000 00		
	Annuités à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	156,146,627 54		
	Traites et mandats émis	923,960,715 33		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, L/C courant avec le Trésor	11,122,099,600 18	19,933,639,915 98	
	Établissements particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor	271,187 98		
	Fonds à rembourser à divers	471,826,764 25		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	3,045,518,404 49		
	Divers correspondants	5,293,923,959 08		
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	11,847,535,377 08	18,727,252,037 34	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	2,400,172,202 21		
	Correspondants des agents comptables du Trésor	56,650,990 55		
	Correspondants des payeurs d'armées	20,883,104 96		
	Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes	2,772,093,295 90		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	1,629,917,066 64		
	Fonds particuliers des comptables des finances		879,402,239 22	

RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services		1,005,014,260 56	1,005,142,652 61
Comptables en débet		128,392 05	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds reçus	17,278,493,356 02
Total général des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Recette.)	59,880,107,727 09

Suite de la DÉPENSE.

Suite des Services de trésorerie.

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

	Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets			"

PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	700,017,024f 40c	1,893,175,969f 08c	41,444,062,394f 53c
	Bons du Trésor remis à la Banque de France pour prêts aux sinistrés (Loi du 18 mars 1910)	600,000 00		
	Annuités à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	124,600,252 69		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907. art. 24 et 25.)	11,600,000 00		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)	33,200 00		
	Obligations du Trésor à court terme. (Renouvellement.) Loi du 17 février 1898. (Perfectionnement.)	54,262,170 42		
	Obligation du Trésor à court terme. (Loi du 18 décembre 1908)	33,920,000 00		
	Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)	34,550,000 00		
	Rentes 3 p. o/o amortissables	49,648,000 00		
	Remboursements de traites et mandats	883,945,321 57		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, L/C courant avec le Trésor	11,062,202,407 01	19,808,536,581 12	
	Établissements particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor	748,585 31		
	Fonds à rembourser à divers	471,908,105 23		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	3,046,741,953 23		
	Divers correspondants	5,226,935,530 34		
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	11,866,572,358 02	18,865,771,653 02	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	2,445,002,367 79		
	Correspondants des agents comptables du Trésor	57,146,910 55		
	Correspondants des payeurs d'armées	30,336,900 94		
	Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes	2,806,532,653 34		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	1,660,180,462 38		
	Fonds particuliers des comptables des finances		876,578,191 31	

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	969,724,830 52	969,920,545 09
Comptables en débet	195,714 57	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds envoyés	17,292,495,466 23
Total général des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Dépense.)	59,706,478,405 85

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 31 DÉCEMBRE 1912.

Numéraire	512,457,348f 77c	3,383,547,984f 76c
Effets à recevoir	2,871,090,635 99	

Tableau général des opérations de l'Administration

Suite de la RECETTE.

RECAPITULATION DES RECETTES

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Exercice 1911....	Budget général.	Produits recouvrables en France	100,263,990f 19c	100,570,779f 63c	4,841,412,803f 19c
		Produits recouvrables en Algérie	306,789 44		
Exercice 1912....	Budget général.	Produits recouvrables en France	4,738,206,116 72	4,740,842,023 56	
		Produits recouvrables en Algérie	2,635,906 84		

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor		1,061,665,107f 05c	60,941,772,834 14
Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets		//	
Recettes en augmentation des créances passives	41,596,471,718f 46c	59,880,107,727 09	
Recettes en atténuation des créances actives	1,005,142,652 61		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds reçus.)	17,278,493,356 02		
Total de la recette			65,783,185,637 33
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1912.... Numéraire		404,667,460f 66c	3,246,771,386 43
Portefeuille		2,842,103,925 77	
Total général			69,029,957,023 76

des finances pendant l'année 1912. (Suite.)

Suite de la DÉPENSE

ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1912.

DÉPENSES PUBLIQUES.

Exercice 1911.... | Budget général	591,431,119f 07c	4,767,110,678f 74c
Exercice 1912.... | Budget général	4,175,679,559 67	
Budget de l'exercice 1911. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1911 à attribuer à divers services. (Loi du 27 février 1912.)		141,130,104 49

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor		1,031,689,849f 92c	60,738,168,255 77
Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets		//	
Payements en atténuation des créances passives	41,444,062,394f 53c	59,706,478,405 85	
Payements en augmentation des créances actives	969,920,545 09		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds envoyés.)	17,292,495,466 23		
Total de la dépense			65,646,409,039 00
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 31 décembre 1912.. Numéraire		512,457,348 77	3,383,547,984 76
Portefeuille		2,871,090,635 99	
Total général			69,029,957,023 76

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.						
	EXERCICE 1911.						
	BUDGET GÉNÉRAL.						
	PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE						
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*						
1	Contributions directes et centimes d'État...	//	//	//	//	//	19,938,475 81
2	Taxes assimilées aux contributions directes.	//	//	//	//	//	6,912,012 58
3	Produits de l'enregistrement............	168,267 64	//	//	//	//	//
4	Produits du timbre..................	1,937,609 25	//	//	//	//	//
5	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	7 10	//	//	//	//	//
6	Produits des douanes................	//	22,176 24	//	//	//	//
7	Produits des contributions indirectes......	//	//	9,728,955 33	//	//	//
8	Sucres..........................	//	2,433,844 79	7,279,777 25	//	//	//
	Totaux du § 1er.............	2,105,883 99	2,456,021 03	17,008,732 58	//	//	26,850,488 39
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*						
9	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes................	//	//	1,338,801 03	//	//	//
10	Produits des postes................	//	//	//	3,057,794 18	//	//
11	Produits des télégraphes..............	//	//	//	1,994,340 73	//	//
12	Produits des téléphones..............	//	//	//	140,880 68	//	//
13	Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques...........	//	//	//	//	//	//
14	Produits de diverses exploitations.........	//	//	//	//	//	114,404 17
		//	//	1,338,801 03	5,193,015 59	//	114,404 17
	Colonies.						
15	Produits de monopoles provenant de diverses exploitations..................	//	//	//	//	//	//
	Totaux du § 2.............	//	//	1,338,801 03	5,193,015 59	//	114,404 17
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*						
16	Produits du domaine autre que le domaine forestier..................	1,143,657 54	//	//	//	//	//
17	Produits des forêts................	202,308 27	//	//	//	//	297 76
	Totaux du § 3.............	1,345,965 81	//	//	//	//	297 76
	§ 4. — *Produits divers du budget.*						
18	Produits divers..................	439,181 63	//	5,727 66	//	//	1,808,696 97
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*						
19	Diverses ressources exceptionnelles........	//	//	//	//	//	//
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*						
20	Recettes en atténuation de dépenses.......	46,796 26	414 66	159,295 29	93,637 65	//	3,994,785 28
21	Recettes d'ordre proprement dites.........	//	//	//	//	//	1,744,799 03
	Totaux du § 6.............	46,796 26	414 66	159,295 29	93,637 65	//	5,739,584 31
	Totaux des produits recouvrables en France (à reporter)...............	3,937,827 69	2,456,435 69	18,512,556 56	5,286,653 24	//	34,513,471 60

Nature des recettes.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Payeurs des armées.	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. — Recettes.	Agent comptable des virements de comptes … — Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Contributions directes et centimes d'État	//	//	//	//	//	19,938,475 81	//	//	19,938,475 81	1
Taxes assimilées aux contributions directes	//	//	//	//	//	6,912,012 58	//	//	6,912,012 58	2
Produits de l'enregistrement	//	//	//	//	//	168,267 64	//	//	168,267 64	3
Produits du timbre	//	//	//	//	//	1,937,609 25	//	0 75	1,937,608 50	4
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	//	//	//	//	//	7 10	//	//	7 10	5
Produits des douanes	//	//	//	//	//	22,176 24	//	10,306 85	11,869 39	6
Produits des contributions indirectes	//	//	//	//	//	9,728,955 33	//	//	9,728,955 33	7
Sucres	//	//	//	//	//	9,713,622 04	//	//	9,713,622 04	8
Totaux du § 1er	//	//	//	//	//	48,421,125 99	//	10,307 60	48,410,818 39	
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	//	//	//	//	//	1,338,801 03	//	//	1,338,801 03	9
Produits des postes	//	//	//	//	//	3,057,794 18	262,054 47	594 00	3,319,254 65	10
Produits des télégraphes	//	//	//	//	//	1,994,340 73	284,890 59	//	2,279,231 32	11
Produits des téléphones	//	//	//	//	//	140,880 68	69,662 25	//	210,542 93	12
Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques	//	//	//	//	//	//	7,336 05	3,911,316 38	*à déd. 3,903,980 33*	13
Produits de diverses exploitations	//	//	//	//	//	114,404 17	11,289,250 87	//	11,403,655 04	14
	//	//	//	//	//	6,646,220 79	11,913,194 23	3,911,910 38	14,647,504 64	
Produits de monopoles provenant de diverses exploitations (Colonies)	//	//	//	//	50,035 50	50,035 50	//	//	50,035 50	15
Totaux du § 2	//	//	//	//	50,035 50	6,696,256 29	11,913,194 23	3,911,910 38	14,697,540 14	
Produits du domaine autre que le domaine forestier	//	//	//	//	513,851 01	1,657,508 55	2,748 65	//	1,660,257 20	16
Produits des forêts	//	//	//	//	//	202,606 03	3,247 20	//	205,853 23	17
Totaux du § 3	//	//	//	//	513,851 01	1,860,114 58	5,995 85	//	1,866,110 43	
Produits divers	7,514,372 15	485,759 27	//	5,517 13	6,307,318 07	16,566,572 88	2,078,484 51	11,934,875 47	6,710,181 92	18
Diverses ressources exceptionnelles	//	//	//	//	1,420,290 00	1,420,290 00	1,656,192 80	//	3,076,482 80	19
Recettes en atténuation de dépenses	827,214 14	//	115 61	116,575 18	16,334,071 41	21,572,905 48	10,758,314 61	260,079 42	32,071,140 67	20
Recettes d'ordre proprement dites	986,312 82	//	//	191,383 37	52,800 00	2,975,295 22	10,486,991 22	20,030,570 60	*à déd. 6,568,284 16*	21
Totaux du § 6	1,813,526 96	//	115 61	307,958 55	16,386,871 41	24,548,200 70	21,245,305 83	20,290,650 02	25,502,856 51	
Totaux des produits recouvrables en France (à reporter)	9,327,899 11	485,759 27	115 61	313,475 68	24,678,365 99	99,512,560 44	36,899,173 22	36,147,743 47	100,263,990 19	

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)

EXERCICE 1911. (Suite.)

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report de l'exercice 1911 (Produits recouvrables en France)	3,937,827 69	2,456,435 69	18,512,556 56	5,286,653 24	"	34,513,471 60
	PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.						
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*						
22	Produits de l'enregistrement	"	"	"	"	"	"
	§ 2. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*						
23	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	"	"	"
	§ 3. — *Produits divers du budget.*						
24	Produits divers	"	"	"	"	"	"
	§ 4. — *Recettes d'ordre.*						
25	Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX des produits recouvrables en Algérie	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX des recettes du budget général de l'exercice 1911 (à reporter)	3,937,827 69	2,456,435 69	18,512,556 56	5,286,653 24	"	34,513,471 60

NATURE DES RECETTES.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report de l'exercice 1911 (Produits recouvrables en France)	9,327,899 11	485,759 27	115 61	313,475 68	24,678,365 99	99,512,560 44	36,899,173 22	36,147,743 47	100,263,990 19	
Produits de l'enregistrement	"	"	"	94 50	"	94 50	"	"	94 50	22
Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	78 44	"	78 44	216,246 47	"	216,324 91	23
Produits divers	"	"	"	22,086 26	"	22,086 26	"	"	22,086 26	24
Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	68,283 77	"	68,283 77	"	"	68,283 77	25
TOTAUX des produits recouvrables en Algérie	"	"	"	90,542 97	"	90,542 97	216,246 47	"	306,789 44	
TOTAUX des recettes du budget général de l'exercice 1911 (à reporter)	9,327,899 11	485,759 27	115 61	404,018 65	24,678,365 99	99,603,103 41	37,115,419 69	36,147,743 47	100,570,779 63	

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report de l'exercice 1911......	3,937,827 69	2,456,435 69	18,512,556 56	5,286,653 24	//	34,513,471 60
	CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)						
	EXERCICE 1912.						
	BUDGET GÉNÉRAL.						
	PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE.						
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*						
1	Contributions directes....................	//	//	//	//	//	537,355,302 95
2	Taxes assimilées aux contributions directes..	//	//	//	//	//	49,529,520 77
3	Produits de l'enregistrement.............	811,108,408 03	//	//	//	//	//
4	Produits du timbre......	224,683,369 93	//	//	//	//	//
5	Impôt sur les opérations de bourse........	13,005,753 68	//	//	//	//	//
6	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	126,132,434 01	//	//	//	//	//
7	Produits des douanes..................	//	685,442,750 12	//	//	//	//
8	Produits des contributions indirectes.......	//	//	669,410,053 26	//	//	//
9	Sucres..............................	//	55,350,969 82	116,428,272 06	//	//	//
	Totaux du § 1er..............	1,174,929,965 65	740,793,719 94	785,838,325 32	//	//	586,884,823 72
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*						
10	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes...................	//	//	599,639,007 08	//	//	//
11	Produits des postes..................	//	//	//	284,517,023 04	//	//
12	Produits des télégraphes..............	//	//	//	55,265,460 62	//	//
13	Produits des téléphones...............	//	//	//	59,174,095 82	//	//
14	Produits de diverses exploitations..........	//	//	//	//	//	2,059,422 85
		//	//	599,639,007 08	398,956,579 48	//	2,059,422 85
	Colonies.						
15	Produits de diverses exploitations.........	//	//	//	//	//	//
	Totaux du § 2..............	//	//	599,639,007 08	398,956,579 48	//	2,059,422 85
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*						
16	Produits du domaine autre que le domaine forestier.....................	25,749,486 54	//	//	//	//	//
17	Produits des forêts.....................	8,713,369 86	//	//	//	//	25,011,937 21
	Totaux du § 3..............	34,462,856 40	//	//	//	//	25,011,937 21
	§ 4. — *Produits divers du budget.*						
18	Produits divers.........................	596,312 92	//	119,675 88	//	//	43,248,129 77
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*						
19	Diverses ressources exceptionnelles........	//	//	//	//	//	//
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*						
20	Recettes en atténuation de dépenses........	1,065,452 37	1,780,479 38	1,804,018 53	8,821,371 52	//	34,092,689 46
21	Recettes d'ordre proprement dites.........	//	//	//	//	//	13,017,570 41
	Totaux du § 6..............	1,065,452 37	1,780,479 38	1,804,018 53	8,821,371 52	//	47,110,259 87
	Totaux des Produits recouvrables en France reporter........................	1,211,054,587 34	742,574,199 32	1,387,401,026 81	407,777,951 00	//	704,314,573 42
	A reporter (Exercice 1911).......	3,937,827 69	2,456,435 69	18,512,556 56	5,286,653 24	//	34,513,471 60

NATURE DES RECETTES.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS DES ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs-principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	(Agent comptable des virements) Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report de l'exercice 1911	9,327,899 11	485,759 27	115 61	404,018 65	24,678,365 99	99,603,103 41	37,115,419 69	36,147,743 47	100,570,779 63	
Contributions directes	//	//	//	//	//	537,355,302 95	//	//	537,355,302 95	1
Taxes assimilées aux contributions directes	//	//	//	//	//	49,529,520 77	//	//	49,529,520 77	2
Produits de l'enregistrement	//	//	//	//	//	811,108,408 03	//	//	811,108,408 03	3
Produits du timbre	//	//	//	//	//	224,683,369 93	0 75	//	224,683,370 68	4
Impôt sur les opérations de bourse	//	//	//	//	//	13,005,753 68	//	//	13,005,753 68	5
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	//	//	//	//	//	126,132,434 01	//	//	126,132,434 01	6
Produits des douanes	//	//	//	//	//	685,442,750 12	//	653,798 30	684,788,951 82	7
Produits des contributions indirectes	//	//	//	//	//	669,410,053 26	640,781 05	403,922 00	669,646,912 31	8
Sucres	//	//	//	//	//	171,779,241 88	//	//	171,779,241 88	9
Totaux du § 1er	//	//	//	//	//	3,288,446,834 63	640,781 80	1,057,720 30	3,288,029,896 13	
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	//	//	//	//	//	599,639,007 08	403,922 00	//	600,042,929 08	10
Produits des postes	//	//	25,832 56	//	//	284,542,855 60	47,770 00	1,957,893 23	282,632,732 37	11
Produits des télégraphes	//	//	//	//	//	55,265,460 62	2,037,684 37	//	57,303,144 99	12
Produits des téléphones	//	//	//	//	//	59,174,095 82	44,642 81	13,495,681 63	45,723,057 00	13
Produits de diverses exploitations	10,693,018 30	//	//	//	//	12,752,441 15	112,102 55	11,289,154 47	1,575,389 23	14
	10,693,018 30	//	25,832 56	//	//	1,011,373,860 27	2,646,121 73	26,742,729 33	987,277,252 67	
Colonies. Produits de diverses exploitations	//	//	//	//	15,338 25	15,338 25	//	//	15,338 25	15
Totaux du § 2	10,693,018 30	//	25,832 56	//	15,338 25	1,011,389,198 52	2,646,121 73	26,742,729 33	987,292,590 92	
Produits du domaine autre que le domaine forestier	//	//	//	308,482 37	122,034 94	26,180,003 85	//	//	26,180,003 85	16
Produits des forêts	//	//	//	//	//	33,725,307 07	420 48	//	33,725,727 55	17
Totaux du § 3	//	//	//	308,482 37	122,034 94	59,905,310 92	420 48	//	59,905,731 40	
Produits divers	27,145,474 37	2,105,893 10	4,667,578 22	6,883,168 49	1,942,506 23	86,708,738 98	8,915,666 57	39,945,131 83	55,679,273 72	18
Diverses ressources exceptionnelles	153,000,000 00	//	//	//	//	153,000,000 00	//	//	153,000,000 00	19
Recettes en atténuation de dépenses	10,386,621 56	//	4,940 74	4,506 33	810,405 93	58,770,485 82	138,097 26	3,884,575 59	55,024,007 49	20
Recettes d'ordre proprement dites	27,533,191 08	//	//	1,378,757 23	907,792 80	42,837,311 52	101,250,862 66	4,813,557 12	139,274,617 06	21
Totaux du § 6	37,919,812 64	//	4,940 74	1,383,263 56	1,718,198 73	101,607,797 34	101,388,959 92	8,698,132 71	194,298,624 55	
Totaux des Produits recouvrables en France reporter	228,758,305 31	2,105,893 10	4,698,351 52	8,574,914 42	3,798,078 15	4,701,057,880 39	113,591,950 50	76,443,714 17	4,738,206,116 72	
A reporter (Exercice 1911)	9,327,899 11	485,759 27	115 61	404,018 65	24,678,365 99	99,603,103 41	37,115,419 69	36,147,743 47	100,570,779 63	

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre. fr. c.	RECEVEURS des DOUANES. fr. c.	RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS indirectes. fr. c.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes. fr. c.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne. fr. c.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX fr. c.
	Report de l'exercice 1911	3,937,827 69	2,456,435 69	18,512,556 56	5,286,653 24	"	34,513,471 60
	CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)						
	EXERCICE 1912. (Suite.)						
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
	Report de l'exercice 1912 (France)	1,211,054,587 34	742,574,199 32	1,387,401,026 81	407,777,951 00	"	704,314,573 42
	PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.						
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*						
22	Produits de l'enregistrement	"	"	"	"	"	"
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*						
23	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"	"
24	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.* Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	"	"	"
	§ 4. — *Produits divers du Budget.*						
25	Produits divers	"	"	"	"	"	"
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*						
26	Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	"	"	"
27	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX du § 6	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX des produits recouvrables en Algérie	"	"		"	"	"
	TOTAUX des recettes du Budget général de l'exercice 1912	1,211,054,587 34	742,574,199 32	1,387,401,026 81	407,777,951 00	"	704,314,573 42
	TOTAUX des recettes sur les contributions et revenus publics (à reporter)	1,214,992,415 03	745,030,635 01	1,405,913,583 37	413,064,604 24	"	738,828,045 02

NATURE DES RECETTES.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public. fr. c.	AGENTS COMPTABLES du Trésor. fr. c.	PAYEURS des ARMÉES. fr. c.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes. fr. c.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies. fr. c.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables. fr. c.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes. fr. c.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de recettes. fr. c.	TOTAL des RECETTES. fr. c.	NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES.
Report de l'exercice 1911	9,327,899 11	485,759 27	115 61	404,018 65	24,678,365 99	99,603,103 41	37,115,419 69	36,147,743 47	100,570,779 63	
Report de l'exercice 1912 (France)	228,758,305 31	2,105,893 10	4,698,351 52	8,574,914 42	3,798,078 15	4,701,057,880 39	113,591,950 50	76,443,714 17	4,738,206,116 72	
Produits de l'enregistrement	"	"	"	6 30	"	6 30	"	"	6 30	22
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	1,109,895 25	"	1,109,895 25	"	"	1,109,895 25	23
Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	318,601 82	"	318,601 82	12,413 22	"	331,015 04	24
Produits divers	"	"	"	190,545 52	"	190,545 52	"	"	190,545 52	25
Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	1,001,953 56	"	1,001,953 56	"	"	1,001,953 56	26
Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	2,491 17	"	2,491 17	27
TOTAUX du § 6	"	"	"	1,001,953 56	"	1,001,953 56	2,491 17	"	1,004,444 73	
TOTAUX des produits recouvrables en Algérie	"	"	"	2,621,002 45	"	2,621,002 45	14,904 39	"	2,635,906 84	
TOTAUX des recettes du Budget général de l'exercice 1912	228,758,305 31	2,105,893 10	4,698,351 52	11,195,916 87	3,798,078 15	4,703,678,882 84	113,606,854 89	76,443,714 17	4,740,842,023 56	
TOTAUX des recettes sur les contributions et revenus publics (à reporter)	238,086,204 42	2,591,652 37	4,698,467 13	11,599,935 52	28,476,444 14	4,803,281,986 25	150,722,274 58	112,591,457 64	4,841,412,803 19	

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs-principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES. Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets.)	1,214,992,415 03	745,030,635 01	1,405,913,583 37	413,064,604 24	//	738,828,045 02	238,086,204 42	2,591,652 37	4,698,467 13	11,599,935 52	28,476,444 14	4,803,281,986 25	150,722,274 58	112,591,457 64	4,841,412,803 19	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.																
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.																
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	//	//	//	//	//	3,472,690 61	877,900 00	//	//	201,300 00	75,760 00	4,627,650 61	//	//	4,627,650 61	1
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	//	//	//	//	//	69,726,743 61	//	//	//	503,725 00	//	70,230,468 61	3,933,726 09	2,367,373 25	71,796,821 45	2
3	Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	//	//	//	//	//	//	790,835 58	//	//	//	//	790,835 58	//	//	790,835 58	3
4	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	//	//	//	//	//	//	//	//	//	72,111 67	//	72,111 67	//	5,727 57	66,384 10	4
6	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	//	//	//	//	//	4,039,591 30	//	//	//	2,325 52	//	4,041,916 82	//	//	4,041,916 82	6
7	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	//	//	//	//	//	//	8,129,401 66	//	//	//	//	8,129,401 66	127,047 73	1,616,631 00	6,639,818 39	7
8	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,859,716 00	//	2,859,716 00	8
11	Produits affectés en exécution de l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1904 a des subventions p^r construction ou agrandissement de maisons d'école ou à des subsides pour location	//	//	//	//	//	109,195 55	//	//	//	//	//	109,195 55	//	//	109,195 55	11
12	Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés (Loi du 18 mars 1910.)	//	//	//	//	//	//	12,500 00	//	//	//	//	12,500 00	//	//	12,500 00	12
13	Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	//	//	//	//	//	//	562,448 12	//	//	//	//	562,448 12	//	//	562,448 12	13
14	Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre, revenant aux dénaturateurs d'alcools en vertu des lois du 25 février 1901 et 30 mars 1902	//	//	5,476,505 52	//	//	//	//	//	//	//	//	5,476,505 52	//	//	5,476,505 52	14
15	Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État	//	//	//	//	//	//	301,800,000 00	//	//	//	//	301,800,000 00	//	//	301,800,000 00	15
16	Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France.	//	//	//	//	//	//	20,000,000 00	//	//	//	//	20,000,000 00	//	//	20,000,000 00	16
17	Versement au Trésor de la valeur des billets à impression bleue de la Banque de France. (Loi du 29 déc. 1911.)	//	//	//	//	//	//	5,000,000 00	//	//	//	//	5,000,000 00	//	//	5,000,000 00	17
18	Avance de 2 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie.	//	//	//	//	//	//	2,000,000 00	//	//	//	//	2,000,000 00	//	//	2,000,000 00	18
19	Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	//	//	//	//	//	//	158,719,980 54	//	//	//	//	158,719,980 54	141,130,104 49	//	299,850,085 03	19
21	Avance au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts du tremblement causés par le cyclone des 27-28 février 1898	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	25,000 00	25,000 00	//	//	25,000 00	21
25	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	//	//	//	//	//	1,322,289 36	4,733,470 38	//	//	//	//	6,055,759 74	//	//	6,055,759 74	25
26	Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest	//	//	//	//	//	//	69,105,847 03	//	//	//	//	69,105,847 03	//	//	69,105,847 03	26
29	Trésor public, s/c de rentes 3 o/o amortissables	//	//	//	//	//	//	49,829,000 00	//	//	//	//	49,829,000 00	//	//	49,829,000 00	29
30	Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	//	//	//	//	//	//	4,572,405 00	//	//	//	//	4,572,405 00	1,139,765 42	//	5,712,170 42	30
32	Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor. (Loi du 30 mars 1902 art. 41)	//	//	//	//	//	//	34,550,000 00	//	//	//	//	34,550,000 00	//	//	34,550,000 00	32
33	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.)	//	//	//	//	//	//	11,600,000 00	//	//	//	//	11,600,000 00	//	//	11,600,000 00	33
34	Trésor public s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908)	//	//	//	//	//	//	33,200 00	//	//	//	//	33,200 00	//	//	33,200 00	34
35	Trésor public s/c d'obligations à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.)	//	//	//	//	//	//	33,920,000 00	//	//	//	//	33,920,000 00	//	//	33,920,000 00	35
37	Trésor public s/c de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	//	//	//	//	//	//	124,600,252 69	//	//	//	//	124,600,252 69	//	//	124,600,252 69	37
38	Trésor public s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés.)	//	//	//	//	//	//	600,000 00	//	//	//	//	600,000 00	//	//	600,000 00	38
	TOTAUX des recettes sur les services spéciaux	//	//	5,476,505 52	//	//	78,670,510 43	831,437,241 00	//	//	779,462 19	100,760 00	916,464,479 14	149,190,359 73	3,989,731 82	1,061,665,107 05	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)	1,214,992,415 03	745,030,635 01	1,411,390,088 89	413,064,604 24	//	817,498,555 45	1,069,523,445 42	2,591,652 37	4,698,467 13	12,379,397 71	28,577,204 14	5,719,746,465 39	299,912,634 31	116,581,189 46	5,903,077,910 24	

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report. (Budgets et services spéciaux.)..	1,214,992,415 03	745,030,635 01	1,411,390,088 89	413,064,604 24	"	817,498,555 45
	SERVICES DE TRÉSORERIE. (Suite.)						
1	Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets..........	"	"	"	"	"	"
	RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.						
	Effets à payer.						
2	Bons du Trésor remis. à la Banque de France..	"	"	"	"	"	"
3	Bons du Trésor remis. à la Banque d'Algérie...	"	"	"	"	"	"
4	Bons du Trésor public remis à divers..........	"	"	"	"	"	"
5	Bons du Trésor public remis à la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.).	"	"	"	"	"	"
6	Obligations du Trésor à court terme...... Loi du 17 février 1898. (Renouvellement.)....	"	"	"	"	"	"
7	Obligations des chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)..........	"	"	"	"	"	"
8	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)..........	"	"	"	"	"	"
9	Annuités à la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)........	"	"	"	"	"	"
10	Émission de traites et de mandats..........	"	"	"	"	"	503,846,504 74
	Totaux..........	"	"	"	"	"	503,846,504 74
	Correspondants du Trésor.						
11	Divers services publics, L/c courant avec le Trésor..	"	"	"	3,530,487,532 09	"	2,749,571,747 25
12	Établissements particuliers, L/c de fonds déposés au Trésor..........	"	"		"	"	"
13	Fonds à rembourser à divers..........	"	"	"	"	"	"
14	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects..........	45,819,827 84	498,126,488 83	1,251,253,359 95	1,236,822,662 32	"	"
15	Divers correspondants..........	"	"	"	"	2,206,734,975 95	189,960,976 04
	Totaux..........	45,819,827 84	498,126,488 83	1,251,253,359 95	4,767,310,194 41	2,206,734,975 95	2,939,532,723 29
	Correspondants des comptables des finances.						
16	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux....	"	"	"	"	"	11,847,535,377 08
17	Corresp. du caissier-payeur central du Trésor public..	"	"	"	"	"	"
18	Correspondants des agents comptables du Trésor...	"	"	"	"	"	"
19	Correspondants des payeurs d'armées..........	"	"	"	"	"	"
20	Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes..........	"	"	"	"	"	"
21	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies..	"	"	"	"	"	"
	Totaux..........	"	"	"	"	"	11,847,535,377 08
22	Fonds particuliers des comptables des finances.....	40 180 28	"	209 09	"	"	879,280,544 91
	Totaux des créances passives.....	45,860,008 12	498,126,488 83	1,251,253,569 04	4,767,310,194 41	2,206,734,975 95	16,170,195,150 03
	RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.						
23	Avances pour divers services des ministères.......	1,018,723 74	39,416,548 24	16,977,777 89	15,291,969 37	"	10,657,242 00
24	Comptables en débet..........	"	"	"	"	"	"
	Totaux des créances actives......	1,018,723 74	39,416,548 24	16,977,777 89	15,291,969 37	"	10,657,242 00
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.						
25	Fonds reçus..........	25,213,511 95	8,804,080 84	40,991,167 62	3,111,662,969 52	712,265,441 45	5,655,208,517 75
	Total des recettes sur les services de trésorerie.... (Non compris les services spéciaux et les découverts du Trésor.)	72,092,243 81	546,347,117 91	1,309,222,514 55	7,894,265,133 30	2,919,000,417 40	21,836,060,909 78
	Totaux généraux de la recette........	1,287,084,658 84	1,291,377,752 92	2,720,612,603 44	8,307,329,737 54	2,919,000,417 40	22,653,559,465 23

Nature des recettes.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Payeurs des armées.	Trésorier général et payeurs-principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report. (Budgets et services spéciaux.)..	1,069,523,445 42	2,591,652 37	4,698,467 13	12,379,397 71	28,577,204 14	5,719,746,465 39	299,912,634 31	116,581,189 46	5,903,077,910 24	
SERVICES DE TRÉSORERIE. (Suite.)										
Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets..........	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1
RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.										
Effets à payer.										
Bons du Trésor remis. à la Banque de France..	20,000,000 00	"	"	"	"	20,000,000 00	"	"	20,000,000 00	2
Bons du Trésor remis. à la Banque d'Algérie...	2,000,000 00	"	"	"	"	2,000,000 00	"	"	2,000,000 00	3
Bons du Trésor public remis à divers..........	604,017,683 05	"	"	"	"	604,017,683 05	"	"	604,017,683 05	4
Bons du Trésor public remis à la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.).	12,500 00	"	"	"	"	12,500 00	"	"	12,500 00	5
Obligations du Trésor à court terme...... Loi du 17 février 1898. (Renouvellement.)....	48,550,000 00	"	"	"	"	48,550,000 00	"	"	48,550,000 00	6
Obligations des chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)..........	300,000,000 00	"	"	"	"	300,000,000 00	"	"	300,000,000 00	7
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)..........	1,490,000 00	"	"	"	"	1,490,000 00	"	"	1,490,000 00	8
Annuités à la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)........	156,146,627 54	"	"	"	"	156,146,627 54	"	"	156,146,627 54	9
Émission de traites et de mandats..........	24,416,887 72	"	74,825,108 06	125,578,231 32	195,293,983 49	923,960,715 33	"	"	923,960,715 33	10
Totaux..........	1,156,633,698 31	"	74,825,108 06	125,578,231 32	195,293,983 49	2,056,177,525 92	"	"	2,056,177,525 92	
Correspondants du Trésor.										
Divers services publics, L/c courant avec le Trésor..	1,394,993,638 46	"	10,789,440 48	1,388,919,258 45	374,906,158 61	9,449,667,775 34	1,694,621,280 23	22,189,455 39	11,122,099,600 18	11
Établissements particuliers, L/c de fonds déposés au Trésor..........	266,070 25	"	"	"	"	266,070 25	5,117 73	"	271,187 98	12
Fonds à rembourser à divers..........	471,826,764 25	"	"	"	"	471,826,764 25	"	"	471,826,764 25	13
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects..........	"	"	"	"	"	3,032,022,338 94	13,496,065 55	"	3,045,518,404 49	14
Divers correspondants..........	2,897,222,123 30	"	"	5,883 79	"	5,293,923,959 08	"	"	5,293,923,959 08	15
Totaux..........	4,764,308,596 26	"	10,789,440 48	1,388,925,142 24	374,906,158 61	18,247,706,907 86	1,708,122,463 51	22,189,455 39	19,933,639,915 98	
Correspondants des comptables des finances.										
Correspondants des trésoriers-payeurs généraux....	"	"	"	"		11,847,535,377 08	"	"	11,847,535,377 08	16
Corresp. du caissier-payeur central du Trésor public..	2,400,172,202 21	"	"	"	"	2,400,172,202 21	"	"	2,400,172,202 21	17
Correspondants des agents comptables du Trésor...	"	56,650,990 55	"	"	"	56,650,990 55	"	"	56,650,990 55	18
Correspondants des payeurs d'armées..........	"	"	20,883,104 96	"	"	20,883,104 96	"	"	20,883,104 96	19
Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes..........	"	"	"	2,754,365,822 84	"	2,754,365,822 84	17,727,473 06	"	2,772,093,295 90	20
Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies..	"	"	"	"	1,629,868,881 53	1,629,868,881 53	48,185 11	"	1,629,917,066 64	21
Totaux..........	2,400,172,202 21	56,650,990 55	20,883,104 96	2,754,365,822 84	1,629,868,881 53	18,709,476,379 17	17,775,658 17	"	18,727,252,037 34	
Fonds particuliers des comptables des finances.....	"	"	"	"	81,304 93	879,402,239 22	"	"	879,402,239 22	22
Totaux des créances passives.....	8,321,114,496 78	56,650,990 55	106,497,653 50	4,268,869,196 40	2,200,150,328 56	39,892,763,052 17	1,725,898,121 68	22,189,455 39	41,596,471,718 46	
RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.										
Avances pour divers services des ministères.......	901,725,052 95	18,182,991 05	"	"	1,474,534 34	1,004,744,839 58	269,420 98	"	1,005,014,260 56	23
Comptables en débet..........	"	"	"	"	"	"	132,027 11	3,635 06	128,392 05	24
Totaux des créances actives......	901,725,052 95	18,182,991 05	"	"	1,474,534 34	1,004,744,839 58	401,448 09	3,635 06	1,005,142,652 61	
MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.										
Fonds reçus..........	7,284,846,735 49	31,397,375 20	50,280,260 13	217,061,917 32	116,763,214 81	17,254,495,192 08	23,998,163 94	"	17,278,493,356 02	25
Total des recettes sur les services de trésorerie.... (Non compris les services spéciaux et les découverts du Trésor.)	16,507,686,285 22	106,231,356 80	156,777,913 63	4,485,931,113 72	2,318,388,077 71	58,152,003,083 83	1,750,297,733 71	22,193,090 45	59,880,107,727 09	
Totaux généraux de la recette........	17,577,209,730 64	108,823,009 17	161,476,380 76	4,498,310,511 43	2,346,965,281 85	63,871,749,549 22	2,050,210,368 02	138,774,279 91	65,783,185,637 33	
							1,911,436,088 11 (Recettes moins annulations)			

6.

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux.	CAISSIER PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	AGENT COMPTABLE … Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DÉPENSES PUBLIQUES.																
	EXERCICE 1911.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	1re PARTIE. — *Dette publique.*																
1	Ministère des finances. — Dette consolidée	〃	〃	〃	〃	〃	4,616,051 79	9,855,927 11	〃	〃	22,183 50	〃	14,494,162 40	〃	9,599 25	14,484,563 15	1
2	Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	〃	〃	〃	〃	〃	1,609,327 69	4,877,175 04	〃	〃	46,515 38	614 91	6,533,633 02	3,236 25	〃	6,536,869 27	2
3	Ministère des finances. — Dette viagère	〃	〃	〃	〃	〃	4,610,117 47	4,209,668 16	〃	〃	229,454 58	1,134,426 02	10,183,666 23	2,108,970 20	2,110,745 96	10,181,890 47	3
	Totaux de la 1re partie	〃	〃	〃	〃	〃	10,835,496 95	18,942,770 31	〃	〃	298,153 46	1,135,040 93	31,211.461 65	2,112,206 45	2,120,345 21	31,203,322 89	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*																
4	Ministère des finances	〃	〃	〃	〃	〃	〃	130,790 28	〃	〃	〃	〃	130,790 28	〃	〃	130,790 28	4
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*																
5	Ministère des finances	47 34	〃	〃	〃	〃	1,069,148 69	2,296,051 44	〃	〃	110 00	22,971 14	3,388,328 61	150,059 65	106,955 70	3,431,432 56	5
6	Ministère de la justice	〃	〃	〃	〃	〃	3,977,564 40	541,824 82	〃	〃	542 00	〃	4,519,931 22	19,649 30	55,396 89	4,484,183 63	6
7	Ministère des affaires étrangères	〃	〃	〃	〃	〃	13,803 22	2,430,620 53	2,959,259 76	〃	908 33	〃	5.404,591 84	162,814 51	43,449 19	5,523,957 16	7
8	Ministère de l'intérieur	〃	〃	〃	〃	〃	16,320,576 14	2,860,416 03	〃	〃	3,350 20	〃	19,184,342 37	145,413 25	148,129 66	19,181,625 96	8
9	Ministère de la guerre. — Troupes métropolitaines	〃	〃	〃	〃	〃	51,792,718 33	27,461,388 87	〃	14,778,047 65	16,335,170 14	1,716 20	110,369,041 19	118,383,749 27	134,156,909 89	94,595,880 57	9
10	Ministère de la guerre. — Troupes coloniales	〃	〃	〃	〃	〃	2,073,028 18	1,960,234 27	〃	940,911 30	177,990 62	9,097 08	5,161,261 45	8,250,981 61	6,986,291 70	6,425,951 36	10
11	Ministère de la guerre. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	〃	〃	〃	〃	〃	18,850,240 10	16,417 585 01	〃	730 00	298,425 74	〃	35,566,980 85	747,869 57	937,072 05	35,377,778 37	11
12	Ministère de la marine	〃	〃	〃	〃	〃	35,259,950 60	54,234,239 25	9,429,113 81	〃	1,730,849 25	931 54	100,655,084 45	8,019,566 79	10,274,577 12	98,400,074 12	12
13	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Instruction publique	〃	〃	〃	〃	〃	25,721,772 34	3,687,205 74	〃	100 00	7,610 10	2,210 00	29,418,898 18	12,454 22	329,959 22	29,101,393 18	13
14	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Beaux-arts	〃	〃	〃	〃	〃	4.878,895 34	3,125,151 68	〃	〃	〃	〃	8,004,047 02	27,863 16	39,083 83	7,992,826 35	14
15	Ministère du commerce et de l'industrie	〃	〃	〃	〃	〃	7,529,670 62	5,619,914 21	〃	〃	164 00	53,235 00	13,202,983 83	31,986 47	71,351 07	13,163,619 23	15
16	Ministère du travail et de la prévoyance sociale	〃	〃	〃	〃	〃	1,447,454 42	8,352,291 27	〃	〃	40 00	〃	9,799,785 69	26,888 87	13,561 31	9,813,113 25	16
17	Ministère des colonies	〃	〃	〃	〃	〃	2,672,313 21	2,961,851 81	〃	〃	15,062 48	41,964,929 36	47,614,156 86	1,726,540 69	3,889,790 16	45,450,907 39	17
18	Ministère de l'agriculture	〃	〃	〃	〃	〃	14.896,350 91	986,674 77	〃	〃	983 28	〃	15,884,008 96	73,103 96	72,898 65	15,884,214 27	18
19	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Travaux publics. — Dépenses ordres.	〃	〃	〃	〃	〃	12,877,402 72	1,901,039 04	〃	〃	425 00	〃	14,778,866 76	132,618 58	179,446 38	14,732,038 96	19
20	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Travaux publics. — Dépenses extres.	〃	〃	〃	〃	〃	19,923,835 54	65,660,335 30	〃	〃	833 19	〃	85,585,004 03	126,595 81	47,147 90	85,664,451 94	20
21	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	〃	〃	〃	161 50	〃	830 00	409,401 60	〃	〃	〃	8 61	410,401 71	2,032 88	2,953 00	409,481 59	21
	Totaux de la 3e partie	47 34	〃	〃	161 50	〃	219,305,554 76	200,906,225 64	12,388,373 57	15,719,788 95	18,572,464 33	42,055,098 93	508,947,715 02	138,040,188 59	157,354,973 72	489,632,929 89	
	A reporter	47 34	〃	〃	161 50	〃	230,141,051 71	219,979,786 23	12,388,373 57	15 719,788 95	18,870,617 79	43,190,139 86	540,289,966 95	140,152,395 04	159,475,318 93	520,967,043 06	

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des douanes.	RECEVEURS des contributions indirectes.	RECEVEURS des postes et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS PAYEURS généraux.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des armées.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DÉPENSES PUBLIQUES. (Suite.)																
	EXERCICE 1911.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	Report	47 34	″	″	161 50	″	230,141,051 71	219,979,786 23	12,388,373 57	15,719,788 95	18,870,617 79	43,190,139 86	540,289,966 95	140,152,395 04	159,475,318 93	520,967,043 06	
	4ᵉ PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*																
22	Ministère des finances	1,541,721 22	1,324,676 22	10,244,986 02	″	″	7,049,717 59	7,643,321 23	″	″	34,620 79	″	27,839,043 07	39,633 70	46,738 21	27,831,938 56	22
23	Ministère des affaires étrangères	″	″	″	″	″	″	57,712 71	″	″	″	″	57,712 71	″	″	57,712 71	23
24	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	″	″	″	″	″	2,788,378 27	69,171 03	″	″	″	″	2,857,549 30	25,003 28	22,346 41	2,860,206 17	24
25	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes (Postes et télégraphes)	″	″	″	9,533,793 91	″	2,878,707 94	20,618,858 81	″	″	″	130,388 29	33,161,748 96	119,103 75	1,559,217 68	31,721,635 03	25
	TOTAUX de la 4ᵉ partie	1,541,721 22	1,324,676 22	10,244,986 02	9,533,793 91	″	12,716,803 80	28,389,063 79	″	″	34,620 79	130,388 29	63,916,054 04	183,740 73	1,628,302 30	62,471,492 47	
	5ᵉ PARTIE. — *Remboursements et restitutions, et non-valeurs.*																
26	Ministère des finances	2,014,952 94	486,221 09	139,749 01	″	″	3,886,075 01	11,211 43	″	970 00	145 21	56,257 46	6,595,582 15	″	21,422 77	6,574,159 38	26
27	Ministère de la justice	″	″	″	″	″	92,641 24	″	″	″	″	″	92,641 24	″	″	92,641 24	27
28	Ministère de l'agriculture	″	″	″	″	″	1,316 28	″	″	″	″	″	1,316 28	″	″	1,316 28	28
29	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes (Postes et télégraphes)	″	″	″	15,411 81	″	″	1,309,054 83	″	″	″	″	1,324,466 64	″	″	1,324,466 64	29
	TOTAUX de la 5ᵉ partie	2,014,952 94	486,221 09	139,749 01	15,411 81	″	3,980,032 53	1,320,266 26	″	970 00	145 21	56,257 46	8,014,006 31	″	21,422 77	7,992,583 54	
	TOTAUX des payements de l'exercice 1911 (Budget général) [à reporter]	3,556,721 50	1,810,897 31	10,384,735 03	9,549,367 22	″	246,837,888 04	249,689,116 28	12,388,373 57	15,720,758 95	18,905,383 79	43,376,785 61	612,220,027 30	140,336,135 77	161,125,044 00	591,431,119 07	

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR GÉNÉRAL du Trésor public.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report de l'exercice 1911....	3,556,721 50	1,810,897 31	10,384,735 03	9,549,367 22	//	246,837,888 04	249,689,116 28
	DÉPENSES PUBLIQUES. (Suite.)							
	EXERCICE 1912.							
	BUDGET GÉNÉRAL.							
	1re PARTIE. — *Dette publique.*							
1	Ministère des finances. Dette consolidée.........	//	//	//	//	//	170,134,366 01	464,007,353 33
2	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités........	//	//	//	//	//	102,427 48	291,320,079 28
3	Ministère des finances. Dette viagère...........	//	//	//	//	//	242,612,352 70	52,284,110 20
	TOTAUX de la 1re partie..	//	//	//	//	//	412,849,146 19	807,611,542 81
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*							
4	Ministère des finances.................	//	//	//	//	//	//	20,136,448 00
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*							
5	Ministère des finances..................	4,296 67	3,109 54	39,863 56	//	//	39,874,210 48	14,728,683 87
6	Ministère de la justice.................	8,571,737 06	//	//	//	//	37,930,769 97	9,412,900 05
7	Ministère des affaires étrangères..........	//	//	//	//	//	86,543 53	13,251,095 27
8	Ministère de l'intérieur.................	//	//	//	//	//	93,311,514 33	35,597,940 02
10	Ministère de la guerre. Troupes métropolitaines...	//	//	//	//	//	596,940,819 62	104,474,849 40
11	Ministère de la guerre. Troupes coloniales........	//	//	//	//	//	22,640,050 17	7,739,642 18
12	Ministère de la guerre. Construcons et matériels neufs. – Approvisionts de réserve.	//	//	//	//	//	43,902,549 11	23,101,545 08
13	Ministère de la marine..................	//	//	//	//	//	225,072,204 50	133,095,963 87
14	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Instruction publique......	//	//	//	//	//	238,303,020 74	27,476,150 09
15	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Beaux-arts..............	//	//	//	//	//	4,785,654 54	9,663,099 38
16	Ministère du commerce et de l'industrie...	//	//	//	//	//	23,802,524 22	15,564,622 20
17	Ministère du travail et de la prévoyance sociale..........................	//	//	//	//	//	5,993,017 14	24,815,738 74
18	Ministère des colonies..................	//	//	//	//	//	9,165,545 22	7,734,570 98
19	Ministère de l'agriculture...............	//	//	//	//	//	31,909,045 22	5,733,975 51
20	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. Travaux publics. Dépenses ordinaires......	//	//	//	//	//	66,781,399 39	10,381,476 25
21	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. Travaux publics. Dépenses extraordinaires..	//	//	//	//	//	85,659,544 16	149,991,123 36
22	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. Postes et télégraphes......	//	//	//	89,454 43	//	31,878 75	7,657,686 27
	TOTAUX de la 3e partie..	8,576,033 73	3,109 54	39,863 56	89,454 43	//	1,526,190,291 09	600,421,062 52
	TOTAUX (à reporter)...........	8,576,033 73	3,109 54	39,863 56	89,454 43	//	1,939,039,437 28	1,428,169,053 33
	A reporter (Exercice 1911).....	3,556,721 50	1,810,897 31	10,384,735 03	9,549,367 22	//	246,837,888 04	249,689,116 28

NATURE DES DÉPENSES.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des COLONIES.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale et la Comptabilité générale. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report de l'exercice 1911....	12,388,373 57	15,720,758 95	18,905,383 79	43,376,785 61	612,220,027 30	140,336,135 77	161,125,044 00	591,431,119 07	
Dette consolidée	//	//	1,227,746 75	//	635,369,466 09	//	//	635,369,466 09	1
Dette remboursable à terme ou par annuités	//	//	4,926 27	27 58	291,427,460 61	10,053,925 52	24,833 29	301,456,552 84	2
Dette viagère	//	//	12,193,110 26	934,654 91	308,024,228 07	//	73 20	308,024,154 87	3
TOTAUX de la 1re partie..	//	//	13,425,783 28	934,682 49	1,234,821,154 77	10,053,925 52	24,906 49	1,244,850,173 80	
Ministère des finances (2e partie)	//	//	//	//	20,136,448 00	//	//	20,136,448 00	4
Ministère des finances	//	//	30,819 11	8,644 56	54,689,627 79	26,265 57	189,695 98	54,526,197 38	5
Ministère de la justice	//	//	1,375 00	//	55,916,782 08	33,469 00	35,002 53	55,915,248 55	6
Ministère des affaires étrangères	2,930,694 43	//	13,424 96	//	16,281,758 19	102,946 98	27,975 04	16,356,730 13	7
Ministère de l'intérieur	//	//	12,082 95	//	128,921,537 30	8,543 21	12,760 48	128,917,320 03	8
Troupes métropolitaines	//	54,348,625 66	59,611,286 98	650 00	815,376,231 66	101,467,167 67	119,101,188 45	797,742,210 88	10
Troupes coloniales	//	9,183,925 72	655,338 87	5,635 00	40,224,591 94	3,377,120 88	1,199,298 22	42,402,414 60	11
Construcons et matériels neufs. – Approvisionts de réserve	//	//	268,990 18	//	67,273,084 37	1,120,879 07	2,471,033 79	65,922,929 65	12
Ministère de la marine	1,969,049 34	//	9,557,522 92	11,758 95	369,706,499 58	8,435,431 76	7,908,046 64	370,233,884 70	13
Instruction publique	//	50 00	58,769 21	425 00	265,338,415 04	5,350 40	13,338 45	265,830,426 99	14
Beaux-arts	//	//	1,600 00	//	14,450,353 92	12,022 01	27,349 79	14,435,026 14	15
Ministère du commerce et de l'industrie	//	//	60 00	//	39,367,206 42	7,205 02	12,285 34	39,362,126 10	16
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	//	//	247 50	//	30,809,003 38	16,631 49	36,044 27	30,789,590 60	17
Ministère des colonies	//	//	448,175 90	34,560,640 55	51,908,932 65	4,408,555 76	2,665,418 29	53,652,070 12	18
Ministère de l'agriculture	//	//	900 00	//	37,643,920 73	123,742 67	50,333 06	37,717,330 34	19
Travaux publics. Dépenses ordinaires	//	//	2,382 55	//	77,165,258 19	101,694 23	52,125 79	77,214,826 63	20
Travaux publics. Dépenses extraordinaires	//	//	16,500,000 00	//	252,150,667 52	911,848 97	103,973 83	252,958,542 66	21
Postes et télégraphes	//	//	//	1,983 60	7,781,003 05	11,738 55	13,460 20	7,779,281 40	22
TOTAUX de la 3e partie..	4,899,743 77	63,532,601 38	87,162,976 13	34,589,737 66	2,325,504,873 81	120,170,513 24	133,919,330 15	2,311,756,156 90	
TOTAUX (à reporter)	4,899,743 77	63,532,601 38	100,588,759 41	35,524,420 15	3,580,462,476 58	130,224,538 76	133 944,236 64	3,576,742,778 70	
A reporter (Exercice 1911)	12,388,373 57	15,720,758 95	18,905,383 79	43,376,785 61	612,220,027 30	140,336,135 77	161,125,044 00	591,431,119 07	

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique.		TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
														Payements.	Annulations de payements.		
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1911.....	3,556,721 50	1,810,897 31	10,384,735 03	9,549,367 22	//	246,837,888 04	249,689,116 28	12,388,373 57	15,720,758 95	18,905,383 79	43,376,785 61	612,220,027 30	140,336,135 77	161,125,044 00	591,431,119 07	
	DÉPENSES PUBLIQUES. (Suite.)																
	EXERCICE 1912.																
	BUDGET GÉNÉRAL.																
	Report....................	8,576,033 73	3,109 54	39,863 56	89,454 43	//	1,939,039,437 28	1,428,169,053 33	4,899,743 77	63,532,601 38	100,588,759 41	35,524,420 15	3,580,462,476 58	130,224,538 76	133,944,236 64	3,576,742,778 70	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*																
24	Ministère des finances...........	20,264,437 24	40,433,980 31	106,588,747 52	//	//	27,703,567 11	43,749,091 74	//	//	1,613,095 03	//	240,352,918 95	68,734 55	84,128 96	240,337,524 54	24
25	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).	//	//	//	//	//	12,048,284 26	209,270 45	//	//	//	//	12,257,554 71	28,150 52	8,188 71	12,277,516 52	25
26	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes (Postes et télégraphes).............	//	//	//	240,832,084 64	//	6,919,125 82	54,175,122 35	//	//	100 00	99,170 84	302,025,603 65	122,092 00	1,992,377 25	300,155,318 40	26
	TOTAUX de la 4e partie........	20,264,437 24	40,433,980 31	106,588,747 52	240,832,084 64	//	46,670,977 19	98,133,484 54	//	//	1,613,195 03	99,170 84	554,636,077 31	218,977 07	2,084,694 92	552,770,359 46	
	5e PARTIE. — *Remboursements, restitutions et non-valeurs.*																
27	Ministère des finances............	4,672,623 15	2,196,221 42	1,347,345 74	//	//	26,845,006 18	75 168 46	//	1,043 00	7,045 32	98 97	35,144,552 24	160,541 31	33 52	35,305,060 03	27
28	Ministère de la justice...........	//	//	//	//	//	559,653 43	//	//	//	//	//	559,653 43	//	//	559,653 43	28
29	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).	//	//	//	//	//	9,397 16	//	//	//	//	//	9,397 16	//	//	9,397 16	29
30	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes (Postes et télégraphes)...............	//	//	//	994,203 86	//	//	9,298,107 03	//	//	//	//	10,292,310 89	//	//	10,292,310 89	30
	TOTAUX de la 5e partie.......	4,672,623 15	2,196,221 42	1,347,345 74	994,203 86	//	27,414,056 77	9,373,275 49	//	1,043 00	7,045 32	98 97	46,005,913 72	160,541 31	33 52	46,166,421 51	
	TOTAUX des payements de l'exercice 1912....................	33,513,094 12	42,633,311 27	107,975,956 82	241,915,742 93	//	2,013,124,471 24	1,535,675,813 36	4,899,743 77	63,533,644 38	102,208,999 76	35,623,689 96	4,181,104,467 61	130,604,057 14	136,028,965 08	4,175,679,559 67	
	TOTAUX des payements sur les dépenses publiques (à reporter)..	37,069,815 62	44,444,208 58	118,360,691 85	251,465,110 15	//	2,259,962,359 28	1,785,364,929 64	17,288,117 34	79,254,403 33	121,114.383 55	79,000,475 57	4,793.324 494 91	270.940,192 91	297,154,009 08	4,767,110,678 74	

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS PAYEURS généraux.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS des ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES DÉPENSES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report du service des budgets....	37,069,815 62	44,444,208 58	118,360,691 85	251,465,110 15	″	2,259,962,359 28	1,785,364,929 64	17,288,117 34	79,254,403 33	121,114,383 55	79,000,475 57	4,793,324,494 91	270,940,192 91	297,154,009 08	4,767,110,678 74	
	SERVICE DES BUDGETS.																
	Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1911 à attribuer à divers services. (Loi du 24 février 1912)........	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	141,130,104 49	″	141,130,104 49	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.																
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.																
1	Capitaux de cautionnements en numéraire......	″	″	″	″	″	13,214,875 81	2,899,669 81	″	″	681,750 00	41,985 00	16,838,280 62	″	19,900 00	16,818,380 62	1
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	73,555,021 32	″	73,555,021 32	2
3	Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques......	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	796,538 22	″	796,538 22	3
4	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi des 2 et 14 janvier 1890.)..........	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	214,248 63	″	214,248 63	4
5	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées..........	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1,997 84	″	1,997 84	5
6	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage..........	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	3,987,828 87	″	3,987,828 87	6
7	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)........	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	6,287,040 00	13,491,600 56	*Add.* 7,204,560 56	7
8	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France..........	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	17,909,350 56	″	17,909,350 56	8
9	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)..........	″	″	″	″	″	″	4,572,405 00	″	″	″	″	4,572,405 00	1,139,765 42	″	5,712,170 42	9
12	Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)..........	″	″	″	″	″	″	12,500 00	″	″	″	″	12,500 00	″	″	12,500 00	12
13	Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)..........	″	″	″	″	″	″	600,000 00	″	″	″	″	600,000 00		″	600,000 00	13
14	Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcool en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902..........	″	″	4,579,740 87	″	″	″	″	″	″	″	″	4,579,740 87	″	″	4,579,740 87	14
15	Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912)..........	″	″	″	″	″	″	301,800,000 00	″	″	″	″	301,800,000 00	″	″	301,800,000 00	15
19	Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914..........	″	″	″	″	″	″	153,000,000 00	″	″	″	″	153,000,000 00	″	″	153,000,000 00	19
25	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation du service militaire..........	″	″	″	″	″	189,868 78	″	″	″	″	″	189,868 78	136 81	″	190,005 59	25
28	Avances aux caisses départementales ou régionales. (Loi du 5 avril 1910.)..........	″	″	″	″	″	″	67,500 00	″	″	″	″	67,500 00	″	″	67,500 00	28
31	Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de l'Algérie..........	″	″	″	″	″	″	2,000,000 00	″	″	″	″	2,000,000 00	″	″	2,000,000 00	31
34	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)..........	″	″	″	″	″	″	1,490,000 00	″	″	″	″	1,490,000 00	″	″	1,490,000 00	34
37	Trésor public, s/c de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)..........	″	″	″	″	″	″	156,146,627 54	″	″	″	″	156,146,627 54	″	″	156,146,627 54	37
38	Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910 (prêts aux sinistrés).......	″	″	″	″	″	″	12,500 00	″	″	″	″	12,500 00	″	″	12,500 00	38
39	Trésor public, s/c d'obligations de chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.).........	″	″	″	″	″	″	300,000,000 00	″	″	″	″	300,000,000 00	″	″	300,000,000 00	39
	TOTAUX des dépenses sur les services spéciaux.	″	″	4,579,740 87	″	″	13,404,744 59	922,601,202 35	″	″	681,750 00	41,985 00	941,309,422 81	103,891,927 67	13,511,500 56	1,031,689,849 92	
	A reporter (Budgets et services spéciaux).....	37,069,815 62	44,444,208 58	122,940,432 72	251,465,110 15	″	2,273,367,103 87	2,707,966,131 99	17,288,117 34	79,254,403 33	121,796,133 55	79,042,460 57	5,734,633,917 72	515,962,225 07	310,665,509 64	5,939,930,633 15	

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

Numéros d'ordre des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des douanes.	RECEVEURS des contributions indirectes.	RECEVEURS des postes et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS DES ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)...	37,069,815 62	44,444,208 58	122,940,432 72	251,465,110 15	″	2,273,367,103 87	2,707,966,131 99	17,288,117 34	79,254,403 33	121,796,133 55	79,042,460 57	5,734,633,917 72	515,962,225 07	310,665,509 64	5,939,930,633 15	
	SERVICES DE TRÉSORERIE. (Suite.)																
1	Découverts et avances du Trésor sur les services des budgets	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1
	PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.																
	Effets à payer.																
2	Bons du Trésor remis à divers particuliers......	″	″	″	″	″	″	700,017,024 40	″	″	″	″	700,017,024 40	″	″	700,017,024 40	2
3	Bons du Trésor remis à la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)........	″	″	″	″	″	″	600,000 00	″	″	″	″	600,000 00	″	″	600,000 00	3
4	Obligations du Trésor à court terme (Loi du 18 décembre 1908.)........	″	″	″	″	″	″	33,920,000 00	″	″	″	″	33,920,000 00	″	″	33,920,000 00	4
5	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898. (Renouvellement.)........	″	″	″	″	″	″	54,262,170 42	″	″	″	″	54,262,170 42	″	″	54,262,170 42	5
6	Obligations du Trésor amortissables par annuités terminables en 1923 remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)........	″	″	″	″	″	″	34,550,000 00	″	″	″	″	34,550,000 00	″	″	34,550,000 00	6
7	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)........	″	″	″	″	″	″	33,200 00	″	″	″	″	33,200 00	″	″	33,200 00	7
8	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.)........	″	″	″	″	″	″	11,600,000 00	″	″	″	″	11,600,000 00	″	″	11,600,000 00	8
9	Annuités à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)....	″	″	″	″	″	″	124,600,252 69	″	″	″	″	124,600,252 69	″	″	124,600,252 69	9
10	Rentes 3 p. 0/0 amortissables........	″	″	″	″	″	″	49,648,000 00	″	″	″	″	49,648,000 00	″	″	49,648,000 00	10
11	Remboursement de traites et mandats........	″	″	″	″	″	″	778,780,197 86	″	38,403,265 13	10,384,971 55	56,376,887 95	883,945,322 49	″	0 92	883,945,321 57	11
	TOTAUX..................	″	″	″	″	″	″	1,788,010,845 37	″	38,403,265 13	10,384,971 55	56,376,887 95	1,893,175,970 00	″	0 92	1,893,175,969 08	
	Correspondants du Trésor.																
12	Divers services publics, L/C courant avec le Trésor	″	″	″	3,813,888,322 97	″	2,779,809,708 21	1,370,077,833 78	″	3,662,061 94	1,112,240,380 87	318,456,918 83	9,398,135,226 60	1,664,067,282 59	102 18	11,062,202,407 01	12
13	Établts particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor	″	″	″	″	″	″	748,585 31	″	″	″	″	748,585 31	″	″	748,585 31	13
14	Fonds à rembourser à divers..............	″	″	″	″	″	″	471,908,105 23	″	″	″	″	471,908,105 23	″	″	471,908,105 23	14
15	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects........................	49,081,612 54	487,837,990 09	1,249,347,841 25	1,260,474,497 35	″	″	″	″	″	″	″	3,046,741,941 23	12 00	″	3,046,741,953 23	15
16	Divers correspondants..................	″	″	″	″	2,163,110,514 67	193,645,581 27	2,870,156,951 79	″	″	22,482 61	″	5,226,935,530 34	″	″	5,226,935,530 34	16
	TOTAUX................	49,081,612 54	487,837,990 09	1,249,347,841 25	5,074,362,820 32	2,163,110,514 67	2,973,455,289 48	4,712,891,476 11	″	3,662,061 94	1,112,262,863 48	318,456,918 83	18,144,469,388 71	1,664,067,294 59	102 18	19,808,536,581 12	
	A reporter. (Créances passives.)......	49,081,612 54	487,837,990 09	1,249,347,841 25	5,074,362,820 32	2,163,110,514 67	2,973,455,289 48	6,500,902,321 48	″	42,065,327 07	1,122,647,835 03	374,833,806 78	20,037,645,358 71	1,664,067,294 59	103 10	21,701,712,550 20	
	A reporter. (Budgets et services spéciaux.)...	37,069,815 62	44,444,208 58	122,940,432 72	251,465,110 15	″	2,273,367,103 87	2,707,966,131 99	17,288,117 34	79,254,403 33	121,796,133 55	79,042,460 57	5,734,633,917 72	515,962,225 07	310,665,509 64	5,939,930,633 15	

Développement, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1912.* (Suite.)

Numéros d'ordre des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des douanes.	RECEVEURS des contributions indirectes.	RECEVEURS des postes et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	PAYEURS DES ARMÉES.	TRÉSORIER GÉNÉRAL et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction générale de la comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)	37,069,815 62	44,444,208 58	122,940,432 72	251,465,110 15	″	2,273,367,103 87	2,707,966,131 99	17,288,117 34	79,254,403 33	121,796,133 55	79,042,460 57	5,734,633,917 72	515,962,225 07	310,665,509 64	5,939,930,633 15	
	Report. (Découverts et avances)	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
	SERVICES DE TRÉSORERIE. (Suite.)																
	Suite des PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.																
	Report. (Créances passives.)	49,081,612 54	487,837,990 09	1,249,347,841 25	5,074,362,820 32	2,163,110,514 67	2,973,455,289 48	6,500,902,321 48	″	42,065,327 07	1,122,647,835 03	374,833,806 78	20,037,645,358 71	1,664,067,294 59	103 10	21,701,712,550 20	
	CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.																
17	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux.	″	″	″	″	″	11,866,572,358 02	″	″	″	″	″	11,866,572,358 02	″	″	11,866,572,358 02	17
18	Correspondants du caissier payeur central du Trésor public	″	″	″	″	″	″	2,445,002,367 79	″	″	″	″	2,445,002,367 79	″	″	2,445,002,367 79	18
19	Correspondants des agents comptables du Trésor.	″	″	″	″	″	″	″	57,146,910 55	″	″	″	57,146,910 55	″	″	57,146,910 55	19
20	Correspondants des payeurs d'armées	″	″	″	″	″	″	″	″	30,336,900 94	″	″	30,336,900 94	″	″	30,336,900 94	20
21	Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes	″	″	″	″	″	″	″	″	″	2,785,921,818 40	″	2,785,921,818 40	20,610,834 94	″	2,806,532,653 34	21
22	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1,659,549,359 74	1,659,549,359 74	631,102 64	″	1,660,180,462 38	22
	TOTAUX	″	″	″	″	″	11,866,572,358 02	2,445,002,367 79	57,146,910 55	30,336,900 94	2,785,921,818 40	1,659,549,359 74	18,844,529,715 44	21,241,937 58	″	18,865,771,653 02	
23	Fonds particuliers des comptables des finances.	36,162 59	″	9 09	″	″	876,476,867 14	″	″	″	″	65,152 49	876,578,191 31	″	″	876,578,191 31	23
	TOTAUX des créances passives.	49,117,775 13	487,837,990 09	1,249,347,850 34	5,074,362,820 32	2,163 110,514 67	15,716,504,514 64	8,945,904,689 27	57,146,910 55	72,402,228 01	3,908,569,653 43	2,034,448,319 01	39,758,753,265 46	1,685,309,232 17	103 10	41,444,062,394 53	
	PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.																
24	Avances pour divers services des ministères	1,157,134 21	39,800,303 48	18,932,711 40	15,431,203 78	″	10,088,564 11	854,058,279 63	28,200,876 82	″	″	2,047,431 87	969,716,505 30	8,325 22	″	969,724,830 52	24
25	Comptables en débet	75,355 11	″	5,580 77	114,778 69	″	″	″	″	″	″	″	195,714 57	″	″	195,714 57	25
	TOTAUX des créances actives	1,232,489 32	39,800,303 48	18,938,292 17	15,545,982 47	″	10,088,564 11	854,058,279 63	28,200,876 82	″	″	2,047,431 87	969,912,219 87	8,325 22	″	969,920,545 09	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.																
26	Fonds envoyés	1,199,732,592 39	717,498,349 93	1,329,009,672 45	2,974,664,857 93	716,064,200 89	4,655,184,062 92	5,005,569,030 51	5,945,686 80	2,656,356 68	436,327,905 17	229,020,832 17	17,271,673,547 84	20,821,918 39	″	17,292,495,466 23	26
	TOTAL des payements sur les services de trésorerie (non compris les services spéciaux, les prélèvements et les découverts)	1,250,082,856 84	1,245,136,643 50	2,597,295,814 96	8,064,573,660 72	2,879,174,715 56	20,381,777,141 67	14,805,531,999 41	91,293,474 17	75,058,584 69	4,344,897,558 60	2,265,516,583 05	58,000,339,033 17	1,706,139,475 78	103 10	59,706,478,405 85	
	TOTAUX GÉNÉRAUX de la dépense	1,287,152,672 46	1,289,580,852 08	2,720,236,247 68	8,316,038,770 87	2,879,174,715 56	22,655,144,245 54	17,513,498,131 40	108,581,591 51	154,312,988 02	4,466,693,692 15	2,344,559,043 62	63,734,972,950 89	2,222,101,700 85	310,665,612 74	65,646,409,039 00	
														1,911,436,088f 11c (Payements − Annulations)			

Résumé du développement, par classe de Comptables, *des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 1er janvier 1912.	RECETTES EFFECTUÉES pendant l'année 1912.	TOTAL au 1er janvier 1913.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1912.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 1er janvier 1913.	TOTAL au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre	997,717 92	1,287,084,658 84	1,288,082,376 76	1,287,152,672 46	929,704 30	1,288,082,376 76	
Receveurs des douanes	6,720,629 95	1,291,377,752 92	1,298,098,382 87	1,289,580,852 08	8,517,530 79	1,298,098,382 87	
Receveurs des contributions indirectes	4,727,553 82	2,720,612,603 44	2,725,340,157 26	2,720,236,247 68	5,103,909 58	2,725,340,157 26	
Receveurs des postes et des télégraphes et des téléphones	177,203,736 95	8,307,329,737 54	8,484,533,474 49	8,316,038,770 87	168,494,703 62	8,484,533,474 49	
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	1,754,404,055 75	2,919,000,417 40	4,673,404,473 15	2,879,174,715 56	1,794,229,757 59	4,673,404,473 15	
Trésoriers-payeurs généraux des finances	19,836,458 01	22,653,559,465 23	22,673,395,923 24	22,655,144,245 54	18,251,677 70	22,673,395,923 24	
Caissier-payeur central du Trésor public	1,069,107,039 72	17,577,209,730 64	18,646,316,770 36	17,513,498,131 40	1,132,818,638 96	18,646,316,770 36	
Agents comptables du Trésor	315,020 18	108,823,009 17	109,138,029 35	108,581,591 51	556,437 84	109,138,029 35	
Payeurs des armées	7,443,799 83	161,476,380 76	168,920,180 59	154,312,988 02	14,607,192 57	168,920,180 59	
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	84,271,046 30	4,498,310,511 43	4,582,581,557 73	4,466,693,692 15	115,887,865 58	4,582,581,557 73	
Trésoriers-payeurs des colonies	121,744,328 00	2,346,965,281 85	2,468,709,609 85	2,344,559,043 62	124,150,566 23	2,468,709,609 85	
Agent comptable des virements de comptes	"	1,911,436,088 11	1,911,436,088 11	1,911,436,088 11	"	1,911,436,088 11	
Totaux	3,246,771,386 43	65,783,185,637 33	69,029,957,023 76	65,646,409,039 00	3,383,547,984 76	69,029,957,023 76	

COMPTE

DES

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

POUR L'ANNÉE 1912

NOTE

SUR

LE COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Le compte des contributions et revenus publics a pour objet de faire connaître, pour chacune des branches principales de ressources composant le budget général des recettes de l'État, les droits liquidés à la charge des redevables du Trésor public, ceux qui ont été recouvrés et ceux qui sont restés à réaliser. Les résultats exposés dans ce compte se rapportent à l'exercice 1911, parvenu au terme de sa clôture pendant l'année 1912, et qui vient d'être réglé définitivement, et à l'exercice 1912, qui a accompli sa première année d'exécution.

Le compte se compose des documents ci-après :

Un tableau général qui récapitule l'ensemble des résultats inscrits sur ces exercices dans les écritures de la Direction générale de la Comptabilité publique jusqu'au 31 décembre 1912, en distinguant les opérations de l'année 1912 de celles qui ont eu lieu antérieurement.

Une série d'états de développement, par nature de perceptions, suivant les branches de revenus et produits du budget des recettes, résumés comme suit, par grandes divisions, savoir :

Budget général..... {
Impôts et revenus.
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.
Produits et revenus du domaine de l'État.
Produits divers du budget.
Ressources exceptionnelles.
Recettes d'ordre.

Enfin un développement, par département et par classe de comptables, de l'ensemble de recouvrements qui ont été effectués pendant l'année 1912.

Les développements administratifs sur les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et d'où sont résultés les droits perçus par le Trésor public sur l'exercice 1911 se trouvent dans le *Compte définitif des recettes* de cet exercice, qui est publié séparément par le Ministre des finances, à l'appui du règlement définitif du budget dudit exercice. C'est également à ce compte qu'il est nécessaire de se reporter pour le développement, par département et par branche de revenus, des recouvrements effectués pendant l'exercice 1911 (pages 24 à 41). Les développements de cette nature relatifs à l'exercice 1912 ne pouvant être établis qu'en clôture d'exercice, la publication n'en aura lieu qu'à l'époque où le règlement en sera soumis au contrôle législatif.

Les différents résultats constatés dans la présente partie du *Compte général des finances* se résument de la manière suivante :

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1911.

Les droits constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1911, se sont élevés à la somme de 4,702,760,947 fr. 57, savoir :

Budget général.	Produits recouvrables en France.	Impôts et revenus	3,403,089,290f 58c	4,698,747,093f 42c	4,702,760,947f 57c
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	968,004,903 15		
		Produits et revenus du domaine de l'État	68,549,644 34		
		Produits divers du budget	69,102,686 99		
		Ressources exceptionnelles	3,136,004 81		
		Recettes d'ordre	186,864,563 55		
	Produits recouvrables en Algérie.	Impôts et revenus	100 80	4,013,854 15	
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,010,172 60		
		Produits et revenus du domaine de l'État	557,967 54		
		Produits divers du budget	1,400,754 55		
		Recettes d'ordre	1,044,858 66		

Sur cette somme, il a été reçu par le Trésor public :

	BUDGET GÉNÉRAL. Produits recouvrables EN FRANCE.	Produits recouvrables EN ALGÉRIE.	TOTAL.	
Antérieurement au 1er janvier 1912	4,585,641,357f 82c	2,833,707f 92c	4,588,475,065f 74c	
Pendant l'année 1912	100,263,990 19	306,789 44	100,570,779 63	
TOTAL	4,685,905,348 01	3,140,497 36	4,689,045,845 37	4,689,045,845 37

Et il restait à recouvrer, à la clôture de l'exercice 1911 . . . . 13,715,102 20

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1912.

Les droits à recouvrer qui ont été constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1912, jusqu'au 31 décembre 1912, s'élèvent à 4,849,728,447 fr. 83, savoir :

Budget général.	Produits recouvrables en France.	Impôts et revenus	3,333,045,166f 98c	4,844,300,784f 74	4,849,728,447f 83
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,004,107,117 20		
		Produits et revenus du domaine de l'État	64,090,744 52		
		Produits divers du budget	62,759,703 88		
		Recettes exceptionnelles	153,000,000 00		
		Recettes d'ordre	227,298,052 16		
	Produits recouvrables en Algérie.	Impôts et revenus	6 30	5,427,663 09	
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,109,895 25		
		Produits et revenus du domaine de l'État	2,249,414 50		
		Produits divers du budget	1,063,902 31		
		Recettes d'ordre	1,004,444 73		

Les recettes faites par le Trésor public, sur l'exercice 1912 jusqu'au 31 décembre 1912, sont les suivantes :

Budget général..	Produits recouvrables en France	4,738,206,116f 72c	4,740,842,023 56
	Produits recouvrables en Algérie	2,635,906 84	

Et, au 1er janvier 1912, il restait à recouvrer, savoir :

Budget général..	Produits recouvrables en France	106,094,668f 02c	108,886,424 27
	Produits recouvrables en Algérie	2,791,756 25	

RECAPITULATION DES RECOUVREMENTS DE L'ANNÉE 1912.

D'après les résultats qui précèdent, les recouvrements de toute nature effectués, pendant l'année 1912, se sont élevés à 4,841,412,803 fr. 19 et se résument ainsi qu'il suit :

			EXERCICE 1911.	EXERCICE 1912.
Budget général.	Produits recouvrables en France.	Impôts et revenus	48,410,818f 39c	3,288,029,896f 13c
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	14,697,540 14	987,292,590 92
		Produits et revenus du domaine de l'État	1,866,110 43	59,905,731 40
		Produits divers du budget	6,710,181 92	55,679,273 72
		Ressources exceptionnelles	3,076,482 80	153,000,000 00
		Recettes d'ordre	25,502,856 51	194,298,624 55
			100,263,990 19	4,738,206,116 72
	Produits recouvrables en Algérie.	Impôts et revenus	94 50	6 30
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	1,109,895 25
		Produits et revenus du domaine de l'État	216,324 91	331,015 04
		Produits divers du budget	22,086 26	190,545 52
		Recettes d'ordre	68,283 77	1,004,444 73
			306,789 44	2,635,906 84
			100,570,779 63	4,740,842,023 56
			4,841,412,803 19	

Cette somme est celle qui se trouve portée en recette dans le tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1912 (page 30).

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

ÉTAT GÉNÉRAL

DES DROITS CONSTATÉS, DES RECOUVREMENTS EFFECTUÉS ET DES RESTES À RECOUVRER SUR LES EXERCICES 1911 ET 1912 AU 1er JANVIER 1913

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913.

EXERCICE 1911. — Budget général.

PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE.

PAGES de renvoi aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. Antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Antérieurement au 1er janvier 1912.	Pendant l'année 1912.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	§ 1er. Impôts et revenus.									
78	Contributions directes	547,295,740f 50c	//	0f01c	547,295,740f 49c	527,357,264f 68c	19,938,475f 81c	547,295,740f 49c	//	
84	Taxes assimilées aux contributions directes	51,875,678 89	//	//	51,875,678 89	44,963,666 31	6,912,012 58	51,875,678 89	//	
86	Produits de l'enregistrement	807,879,810 66	//	2,052,729 27	805,827,081 39	805,055,371 24	168,267 64	805,223,638 88	603,442f 51c	
88	Produits du timbre	227,142,122 15	1,937,606f 10c	//	229,079,728 25	227,141,620 07	1,937,608 50	229,079,228 57	499 68	
	Impôt sur les opérations de bourse	12,132,175 95	//	//	12,132,175 95	12,132,175 95	//	12,132,175 95	//	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	115,620,990 41	//	2,112 90	115,618,877 51	115,592,022 77	7 10	115,592,029 87	26,847 64	
90	Produits des douanes	769,347,064 27	//	168,813 17	769,178,251 10	767,883,492 35	11,869 39	767,895,361 74	1,282,889 36	
92	Produits des contributions indirectes	678,137,557 46	7,564,194 51	//	685,701,751 97	670,181,854 25	9,728,955 33	679,910,809 58	5,790,942 39	
94	Sucres	179,611,973 52	6,768,031 51	//	186,380,005 03	176,636,964 69	9,713,622 04	186,350,586 73	29,418 30	
	Totaux des impôts et revenus	3,389,043,113 81	16,269,832 12	2,223,655 35	3,403,089,290 58	3,346,944,432 31	48,410,818 39	3,395,355,250 70	7,734,039 88	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
98	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	572,288,053 18	546,060 08	//	572,834,113 26	571,398,512 03	1,338,801 03	572,737,313 06	96,800 20	
100	Produits des postes	277,672,529 79	295,599 31	//	277,968,129 10	274,567,529 79	3,319,254 65	277,886,784 44	81,344 66	
	Produits des télégraphes	57,866,516 12	638,417 57	//	58,504,933 69	55,077,516 12	2,279,231 32	57,356,747 44	1,148,186 25	
	Produits des téléphones	35,212,086 77	77,864 35	//	35,289,951 12	35,076,686 77	210,542 93	35,287,229 70	2,721 42	
	Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques	14,199,197 41	//	3,903,980 33	10,295,217 08	14,199,197 41	*A déd. 3,903,980 33*	10,295,217 08	//	
102	Produits de diverses exploitations	16,172,082 58	//	3,127,636 43	13,044,446 15	1,640,791 11	11,403,655 04	13,044,446 15	//	
		973,410,465 85	1,557,941 31	7,031,616 76	967,936,790 40	951,960,233 23	14,647,504 64	966,607,737 87	1,329,052 53	
	Colonies.									
102	Produits de diverses exploitations	18,077 25	50,035 50	//	68,112 75	18,077 25	50,035 50	68,112 75	//	
	Totaux des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	973,428,543 10	1,607,976 81	7,031,616 76	968,004,903 15	951,978,310 48	14,697,540 14	966,675,850 62	1,329,052 53	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
104	Produits du domaine autre que le domaine forestier	33,539,532 38	1,044,241 47	//	34,583,773 85	29,533,138 63	1,660,257 20	31,193,395 83	3,390,378 02	
108	Produits des forêts	33,969,818 73	//	3,948 24	33,965,870 49	33,644,856 41	205,853 23	33,850,709 64	115,160 85	
	Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	67,509,351 11	1,044,241 47	3,948 24	68,549,644 34	63,177,995 04	1,866,110 43	65,044,105 47	3,505,538 87	
	§ 4. Produits divers du budget.									
110	Produits divers	72,054,368 59	//	2,951,681 60	69,102,686 99	62,258,707 98	6,710,181 92	68,968,889 90	133,797 09	
	§ 5. Ressources exceptionnelles.									
116	Diverses ressources exceptionnelles	59,522 01	3,076,482 80	//	3,136,004 81	59,522 01	3,076,482 80	3,136,004 81	//	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
118	Recettes en atténuation de dépenses	77,054,905 72	6,383,533 60	//	83,438,439 32	51,353,263 65	32,071,140 67	83,424,404 32	14,035 00	
122	Recettes d'ordre proprement dites	115,319,348 30	//	11,893,224 07	103,426,124 23	109,869,126 35	*A déd. 6,568,284 16*	103,300,842 19	125,282 04	
	Total des recettes d'ordre	192,374,254 02	6,383,533 60	11,893,224 07	186,864,563 55	161,222,390 00	25,502,856 51	186,725,246 51	139,317 04	
	Totaux généraux	4,694,469,152 64	28,382,066 80	24,104,126 02	4,698,747,093 42	4,585,641,357 82	100,263,990 19	4,685,905,348 01	12,841,745 41	
			4,277,940f 78c							

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913. (Suite.)

PAGES de renvoi aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. — Antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — Antérieurement au 1er janvier 1912.	Pendant l'année 1912.	TOTAL.	RESTES à recouvrer au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1911. — Budget général. (Suite.)									
	PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.									
	§ 1er. Impôts et revenus.									
124	Produits de l'enregistrement	6f 30c	94f 50c	″	100f 80c	6f 30c	94f 50c	100f 80c	″	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
124	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,010,172 60	″	″	1,010,172 60	1,010,172 60	″	1,010,172 60	″	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
124	Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,376,288 56	″	818,321f 02c	557,967 54	341,642 63	216,324 91	557,967 54	″	
	§ 4. Produits divers du budget.									
126	Produits divers	1,378,668 29	22,086 26	″	1,400,754 55	505,311 50	22,086 26	527,397 76	873,356f 79c	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
126	Recettes en atténuation de dépenses	974,365 57	68,283 77	″	1,042,649 34	974,365 57	68,283 77	1,042,649 34	″	
	Recettes d'ordre proprement dites	2,209 32	″	″	2,209 32	2,209 32	″	2,209 32	″	
	Totaux des recettes d'ordre	976,574 89	68,283 77	″	1,044,858 66	976,574 89	68,283 77	1,044,858 66	″	
	Totaux généraux	4,741,710 64	90,464 53	818,321 02	4,013,854 15	2,833,707 92	306,789 44	3,140,497 36	873,356 79	
			727,856f 49c (différence)							
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1911.									
	Produits recouvrables en France	4,694,469,152f 64c	28,382,066f 80c	24,104,126f 02c	4,698,747,093f 42c	4,585,641,357f 82c	100,263,990f 19c	4,685,905,348f 01c	12,841,745f 41c	
	Produits recouvrables en Algérie	4,741,710 64	90,464 53	818,321 02	4,013,854 15	2,833,707 92	306,789 44	3,140,497 36	873,356 79	
	Totaux généraux	4,699,210,863 28	28,472,531 33	24,922,447 04	4,702,760,947 57	4,588,475,065 74	100,570,779 63	4,689,045,845 37	13,715,102 20	
			3,550,084f 29c (différence)							

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913. (Suite.)

PAGES de renvoi aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT l'année 1912.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1912. — BUDGET GÉNÉRAL.									
	PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE.									
	§ 1er Impôts et revenus.									
79	Contributions directes	"	558,327,405f 78c	"	558,327,405f 78c	"	537,355,302f 95c	537,355,302f 95c	20,972,102f 83c	
85	Taxes assimilées aux contributions directes	"	53,767,214 31	"	53,767,214 31	"	49,529,520 77	49,529,520 77	4,237,693 54	
87	Produits de l'enregistrement	"	814,015,292 70	"	814,015,292 70	"	811,108,408 03	811,108,408 03	2,906,884 67	
89	Produits du timbre	"	224,683,874 56	"	224,683,874 56	"	224,683,370 68	224,683,370 68	503 88	
	Impôt sur les opérations de bourse	"	13,005,753 68	"	13,005,753 68	"	13,005,753 68	13,005,753 68	"	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	"	126,159,281 65	"	126,159,281 65	"	126,132,434 01	126,132,434 01	26,847 64	
91	Produits des douanes	"	686,453,427 14	"	686,453,427 14	"	684,788,951 82	684,788,951 82	1,664,475 32	
93	Produits des contributions indirectes	"	680,219,561 16	"	680,219,561 16	"	669,646,912 31	669,646,912 31	10,572,648 85	
95	Sucres	"	176,413,356 00	"	176,413,356 00	"	171,779,241 88	171,779,241 88	4,634,114 12	
	Totaux des impôts et revenus	"	3,333,045,166 98	"	3,333,045,166 98	"	3,288,029,896 13	3,288,029,896 13	45,015,270 85	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
99	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	601,200,999 05	"	601,200,999 05	"	600,042,929 08	600,042,929 08	1,158,069 97	
101	Produits des postes	"	285,783,732 37	"	285,783,732 37	"	282,632,732 37	282,632,732 37	3,151,000 00	
	Produits des télégraphes	"	60,668,044 99	"	60,668,044 99	"	57,303,144 99	57,303,144 99	3,364,900 00	
	Produits des téléphones	"	45,883,157 00	"	45,883,157 00	"	45,723,057 00	45,723,057 00	160,100 00	
103	Produits de diverses exploitations	"	10,555,845 54	"	10,555,845 54	"	1,575,389 23	1,575,389 23	8,980,456 31	
		"	1,004,091,778 95	"	1,004,091,778 95	"	987,277,252 67	987,277,252 67	16,814,526 28	
	COLONIES									
103	Produits de diverses exploitations	"	15,338 25	"	15,338 25	"	15,338 25	15,338 25	"	
	Totaux des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	1,004,107,117 20	"	1,004,107,117 20	"	987,292,590 92	987,292,590 92	16,814,526 28	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
105	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	29,930,392 76	"	29,930,392 76	"	26,180,003 85	26,180,003 85	3,750,388 91	
109	Produits des forêts	"	34,160,351 76	"	34,160,351 76	"	33,725,727 55	33,725,727 55	434,624 21	
	Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	"	64,090,744 52	"	64,090,744 52	"	59,905,731 40	59,905,731 40	4,185,013 12	
	§ 4. Produits divers du budget.									
111	Produits divers	"	62,759,703 88	"	62,759,703 88	"	55,679,273 72	55,679,273 72	7,080,430 16	
	§ 5. Ressources exceptionnelles.									
117	Diverses ressources exceptionnelles	"	153,000,000 00	"	153,000,000 00	"	153,000,000 00	153,000,000 00	"	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
119	Recettes en atténuation de dépenses	"	81,099,879 49	"	81,099,879 49	"	55,024,007 49	55,024,007 49	26,075,872 00	
121	Recettes d'ordre proprement dites	"	146,198,172 67	"	146,198,172 67	"	139,274,617 06	139,274,617 06	6,923,555 61	
	Totaux des recettes d'ordre	"	227,298,052 16	"	227,298,052 16	"	194,298,624 55	194,298,624 55	32,999,427 61	
	Totaux généraux	"	4,844,300,784 74	"	4,844,300,784 74	"	4,738,206,116 72	4,738,206,116 72	106,094,668 02	

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913. (Suite.)

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT l'année 1912.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1912. — BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)									
	PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.									
	§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.									
125	Produits de l'enregistrement	"	6f 30c	"	6f 30c	"	6f 30c	6f 30c	"	
	§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.									
125	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	1,109,895 25	"	1,109,895 25	"	1,109,895 25	1,109,895 25	"	
	§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.									
125	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	2,249,414 50	"	2,249,414 50	"	331,015 04	331,015 04	1,918,399f 46c	
	§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.									
127	Produits divers	"	1,063,902 31	"	1,063,902 31	"	190,545 52	190,545 52	873,356 79	
	§ 6. RECETTES D'ORDRE.									
127	Recettes en atténuation de dépenses	"	1,001,953 56	"	1,001,953 56	"	1,001,953 56	1,001,953 56	"	
	Recettes d'ordre proprement dites	"	2,491 17	"	2,491 17	"	2,491 17	2,491 17	"	
	TOTAUX des recettes d'ordre	"	1,004,444 73	"	1,004,444 73	"	1,004,444 73	1,004,444 73	"	
	TOTAUX généraux	"	5,427,663 09	"	5,427,663 09	"	2,635,906 84	2,635,906 84	2,791,756 25	
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1912.									
	Produits recouvrables en France	"	4,844,300,784f 74c	"	4,844,300,784f 74c	"	4,738,206,116f 72c	4,738,206,116f 72c	106,094,668f 02c	
	Produits recouvrables en Algérie	"	5,427,663 09	"	5,427,663 09	"	2,635,906 84	2,635,906 84	2,791,756 25	
	TOTAUX généraux	"	4,849,728,447 83	"	4,849,728,447 83	"	4,740,842,023 56	4,740,842,023 56	108,886,424 27	

Etat général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913. (Suite.)

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. Antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Antérieurement au 1er janvier 1912.	Pendant l'année 1912.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
Exercice 1911	4,699,210,863f 28c	28,472,531f 33c	24,922,447f 04c	4,702,760,947f 57	4,588,475,065f 74c	100,570,779f 63c	4,689,045,845f 37c	13,715,102f 20c	
Exercice 1912	״	4,849,728,447 83	״	4,849,728,447 83	״	4,740,842,023 56	4,740,842,023 56	108,886,424 27	
Totaux généraux	4,699,210,863 28	4,878,200,979 16	24,922,447 04	9,552,489,395 40	4,588,475,065 74	4,841,412,803 19	9,429,887,868 93	122,601,526 47	
		4,853,278,532f 12c							

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Contributions directes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. PENDANT l'année 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Contribution foncière { Propriétés bâties... 100,923,668f 09c ; Propriétés non bâties. 107,316,769 51 }	208,240,437f 60c	527,357,264f 68c	19,938,475f 81c	547,295,740f 49c	″
Contribution personnelle mobilière	109,273,275 91				
Contribution des portes et fenêtres	69,914,861 46				
Contribution des patentes	158,751,381 67				
Frais d'avertissement	1,115,783 85				
Totaux	547,295,740 49	527,357,264 68	19,938,475 81	547,295,740 49	″

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. PENDANT l'année 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Contribution foncière { Propriétés bâties... 102,137,825f 04c ; Propriétés non bâties 107,732,039 36 }	209,869,864f 40c	″	537,355,302f 95c	537,355,302f 95c	20,972,102f 83c
Contribution personnelle mobilière	111,166,682 35				
Contribution des portes et fenêtres	70,641,605 24				
Contribution des patentes	165,525,610 04				
Frais d'avertissement	1,123,643 75				
Totaux	558,327,405 78	″	537,355,302 95	537,355,302 95	20,972,102 83

Contributions directes. (Suite.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL.

Contribution foncière.	Principal	Propriétés bâties	85,421 426f 80c	174,463,630f 72c	208,240,437f 60c
		Propriétés non bâties	89,042,203 92		
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			15,080,715 48	
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			226,210 73	
	Centimes pour secours en cas de grêle, incendie, inondations ou autres cas fortuits			1,885,089 36	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions		5,139,830 77	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		411,186 48	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		6,167 69	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		3,747,825 09	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		3,408,769 28	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)			3,864,391 97	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)			1,129 00	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			5,491 03	
Contribution personnelle-mobilière.	Principal			80,725,709 35	109,273,275 91
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		13,723,370 11	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		6,458,056 57	
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			96,870 88	
	Centimes pour secours en cas de grêle, incendie, inondations ou autres cas fortuits			807,257 04	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions		807,256 96	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		64,580 56	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		968 75	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		550,068 10	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		528,339 97	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales, etc. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)			1,600,280 53	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)			335 66	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			3,910,181 43	
	A reporter				317,513,713 51

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL.

Contribution foncière.	Principal	Propriétés bâties	86,390,201f 16c	175,764,192f 47c	209,869,864f 40c
		Propriétés non bâties	89,373,991 31		
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			15,157,492 78	
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			227,362 44	
	Centimes pour secours en cas de grêle, incendie, inondations ou autres cas fortuits			1,894.686 63	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions		5,168,667 51	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		413,493 34	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		6,202 35	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)		3,845,306 37	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)		3,462,356 23	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)			3,922,812 07	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)			1,113 63	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			6,178 58	
Contribution personnelle-mobilière.	Principal			81,899,569 71	111,166,682 35
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		13,922,921 58	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		6,551,963 04	
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			98,279 44	
	Centimes pour secours en cas de grêle, incendie, inondations ou autres cas fortuits			818,995 42	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions		818,995 38	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		65,519 59	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		982 89	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)		568,916 51	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)		542,233 69	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales, etc. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)			1,642,394 19	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)			279 32	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			4,235,631 59	
	A reporter				321 036,546 75

Contributions directes. (Suite.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT. (Suite.)

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

Rubrique		Détail	Montant	Total
Report				317,513,713f 51c
Contributions des portes et fenêtres.	Principal		52,838,367f 36c	
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	8,348,462 00	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	4,227,069 35	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		63,405 99	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions	1,585,151 02	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	126,812 07	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,902 26	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	689,753 36	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	959,164 48	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)		987,946 69	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)		245 73	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)		86,581 15	69,914,861 46
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribués aux communes)		99,812,851 35	
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	15,839,865 44	
		extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873	21,506,848 46	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	8,679,378 34	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		130,190 67	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions	5,424,611 55	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	433,968 87	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	6,509 39	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	2,278,039 26	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	2,773,487 42	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art 57.)		1,865,287 66	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)		343 26	158,751,381 67
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818, art 50 et 51.)				1,115,783 85
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1911				547,295,740 49

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT. (Suite.)

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

Rubrique		Détail	Montant	Total
Report				321,036,546f 75c
Contributions des portes et fenêtres.	Principal		53,339,339f 53c	
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	8,427,615 60	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	4,267,147 15	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		64,007 20	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions	1,600,180 15	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	128,014 31	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,920 34	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	719,746 41	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	980,683 25	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)		1,010,110 50	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849, art. 9.)		223 13	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)		102,617 67	70,641,605 24
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribués aux communes)		103,997,814 71	
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	16,504,000 83	
		extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873	22,412,969 90	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	9,043,288 12	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		135,649 30	
	Centimes pour non-valeurs sur le montant	du principal des contributions	5,652,055 19	
		des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	452,164 42	
		de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	6,782 45	
		des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	2,437,956 36	
		des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852, art. 14.)	2,920,843 62	
	Centimes pour frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57.)		1,961,838 16	
	Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)		246 98	165,525,610 04
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818, art. 50 et 51.)				1,123,643 75
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1912				558,327,405 78

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

Taxes assimilées aux contributions directes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT L'ANNÉE 1912. Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Taxe des biens de mainmorte	14,425,702f 93c	13,652,068f 35c	773,634f 58c	"	14,425,702f 93	"
Redevances des mines	7,583,017 43	4,145,555 53	3,437,461 90	"	7,583,017 43	"
Droit de vérification des poids et mesures	6,255,200 77	5,706,573 55	548,627 22	"	6,255,200 77	"
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres	27,172 00	25,600 00	1,572 00	"	27,172 00	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	446,684 00	55,615 00	391,069 00	"	446,684 00	"
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	132,413 00	31,144 57	101,268 43	"	132,413 00	"
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20es revenant à l'État)	19,756,376 61	18,484,893 26	1,271,483 35	"	19,756,376 61	"
Taxe sur les billards publics et privés	1,088,144 00	1,000,000 00	88,144 00	"	1,088,144 00	"
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, et de la taxe sur les billards publics et privés	81,898 05	68,572 80	13,325 25	"	81,898 05	"
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,162,270 62	1,136,975 85	25,294 77	"	1,162,270 62	"
Taxe militaire	58,301 15	52,197 21	6,103 94	"	58,301 15	"
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	493,081 50	370,462 40	122,619 10	"	493,081 50	"
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz liquéfiés ou comprimés	267,360 28	186,494 17	80,866 11	"	267,360 28	"
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	98,056 55	47,513 62	50,542 93	"	98,056 55	"
TOTAUX	51,875,678 89	44,963,666 31	6,912,012 58	"	51,875,678 89	"
			6,912,012f 58c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Taxe des biens de mainmorte	14,960,998f 03c	14,492,768f 82c	"	14,492,768f 82c	468,229f 21c
Redevances des mines	7,920,301 39	6,884,295 94	"	6,884,295 94	1,036,005 45
Droit de vérification des poids et mesures	6,282,869 50	5,766,007 02	"	5,766,007 02	516,862 48
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres	31,716 25	29,800 00	"	29,800 00	1,916 25
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	467,132 00	68,835 00	"	68,835 00	398,297 00
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	129,690 00	37,740 21	"	37,740 21	91,949 79
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20es revenant à l'État)	20,748,971 58	19,361,855 68	"	19,361,855 68	1,387,115 90
Taxe sur les billards publics et privés	1,081,530 00	1,000,000 00	"	1,000,000 00	81,530 00
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets et de la taxe sur les billards publics et privés	82,748 05	67,584 34	"	67,584 34	15,163 71
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,146,210 15	1,135,631 73	"	1,135,631 73	10,578 42
Taxe militaire	5,175 36	4,479 87	"	4,479 87	695 49
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	505,095 60	389,556 45	"	389,556 45	115,539 15
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz liquéfiés ou comprimés	302,322 12	218,869 45	"	218,869 45	83,452 67
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	102,454 28	72,096 26	"	72,096 26	30,358 02
TOTAUX	53,767,214 31	49,529,520 77	"	49,529,520 77	4,237,693 54
		49,529,520f 77c			

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT L'ANNÉE 1912. Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières	91,528,488f 39c	91,528,135f 66c	162f 36c	″	91,528,298f 02c	190f 37c
Créances, rentes, prix d'offices	4,497,804 60	4,497,804 60	″	″	4,497,804 60	″
Fonds de commerce	12,407,826 50	12,401,969 11	105 14	″	12,402,074 25	5,752 25
Meubles corporels	9,834,855 59	9,834,855 59	″	″	9,834,855 59	″
Immeubles et droits immobiliers	173,177,192 11	173,036,674 44	21,481 87	″	173,058,156 31	119,035 80
Mutations à titre gratuit. — Entre vifs. — Donations	29,260,813 07	29,258,039 00	2,651 70	″	29,260,690 70	122 37
Par décès. — Successions	339,869,267 31	339,830,081 84	25,383 45	″	339,855,465 29	13,802 02
Taxe représentative du droit d'accroissement	917,142 83	915,204 88	″	″	915,204 88	1,937 95
Droits sur les autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	97,402,269 50	97,400,724 97	37 15	″	97,400,762 12	1,507 38
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires	22,365,324 76	22,362,402 26	790 25	″	22.363,192 51	2,132 25
Droits d'hypothèques	13,600,499 36	13,600,305 96	192 75	″	13,600,498 71	0 65
Taxe sur les capitaux assurés par les compagnies d'assurances contre l'incendie	4,680,831 70	4,680,831 70	″	″	4,680,831 70	″
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	3,226,942 48	3,165,695 79	17,744 73	″	3,183,440 52	43,501 96
Recettes diverses	3,057,823 19	2,542,645 44	99,718 24	″	2,642,363 68	415,459 51
TOTAUX	805,827,081 39	805,055,371 24	168,267 64	″	805,223,638 88	603,442 51
			168,267f 64c			

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1912.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)			
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières	96,636,516f 09c	96,621,408f 28c	15,107f 81c
Créances, rentes, prix d'offices	4,433,974 79	4,433,974 79	″
Fonds de commerce	14,165,787 52	14,160,019 99	5,767 53
Meubles corporels	10,206,921 25	10,206,707 75	213 50
Immeubles et droits immobiliers	188,183,906 20	188,056,902 42	127,003 78
Mutations à titre gratuit. — Entre vifs. — Donations	26,972,282 88	26,936,910 18	35,372 70
Par décès. — Successions	319,355,752 13	319,309,939 55	45,812 58
Taxe représentative du droit d'accroissement	1,205,858 60	1,203,920 65	1,937 95
Droits sur les autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	101,157,397 86	101,155,303 47	2,094 39
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires	23,497,700 75	23,496,151 62	1,549 13
Droits d'hypothèques	14,566,031 40	14,565,919 40	112 00
Taxe sur les capitaux assurés par les compagnies d'assurances contre l'incendie	4,800,785 00	4,800,785 00	″
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	3,651,689 43	3,488,539 47	163,149 96
Recettes diverses	5,180,688 80	2,671,925 46	2,508,763 34
TOTAUX	814,015,292 70	811,108,408 03	2,906,884 67

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

Timbre, Impôt sur les opérations de bourse et Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Antérieurement au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
TIMBRE.						
Timbre non proportionnel. (Dimension et fixe.)						
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	42,559,840f 13c	42,559,840f 13c	"	"	42,559,840f 13c	"
Affiches	5,241,782 05	5,241,782 05	"	"	5,241,782 05	"
Contrats d'assurances	11,729,440 42	11,729,440 42	"	"	11,729,440 42	"
Contrats de transports	48,985,010 39	47,047,406 19	1,937,604f 95c	0f 75c	48,985,010 39	"
Contrôle des marques de fabrique	13,011 10	13,011 10	"	"	13,011 10	"
Passeports	6,354 60	6,834 60	"	"	6,354 60	"
Permis de chasse	10,148,382 00	10,148,382 00	"	"	10,148,382 00	
Quittances et chèques	29,978,296 81	29,978,292 51	4 30	"	29,978,296 81	"
Timbre proportionnel.						
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	25,027,397 19	25,027,397 19	"	"	25,027,397 19	"
Valeurs mobilières	54,664,141 67	54,663,641 99	"	"	54,663,641 99	499f 68c
Pénalités.						
Amendes de contravention	708,829 25	708,829 25	"	"	708,829 25	"
Recettes diverses.						
Droits de toute nature à d'anciens tarifs	17,242 64	17,242 64	"	"	17,242 64	"
TOTAUX	229,079,728 25	227,141,620 07	1,937,609 25	0 75	229,079,228 57	499 68
			1,937,608f 50c			
IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.						
Impôt sur les opérations de bourse et pénalités	12,132,175f 95c	12,132,175f 95c	"	"	12,132,175f 95c	"
			"			
TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES, ETC.						
Revenus des valeurs mobilières	114,789,063f 14c	114,774,704f 89c	7f 10c	"	114,774,711f 99c	14,351f 15c
Revenus de certaines associations	760,054 72	753,891 73	"	"	753,891 73	6,162 99
Pénalités	69,759 65	63,426 15	"	"	63,426 15	6,333 50
TOTAUX	115,618,877 51	115,592,022 77	7 10	"	115,592,029 87	26,847 64
			7f 10c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1912.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)				
TIMBRE.				
Timbre non proportionnel. (Dimension et fixe.)				
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	44,270,101f 29c	44,270,097f 09c	4f 20c	
Affiches	5,211,879 07	5,211,879 07	"	
Contrats d'assurances	12,116,960 70	12,116,960 70	"	
Contrats de transports	49,166,332 62	49,166,332 62	"	
Contrôle des marques de fabrique	16,320 50	16,320 50	"	
Passeports	7,114 20	7,114 20	"	
Permis de chasse	11,122,830 00	11,122,830 00	"	
Quittances et chèques	31,474,409 84	31,474,409 84	"	
Timbre proportionnel.				
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	26,907,384 32	26,907,384 32	"	
Valeurs mobilières	43,638,056 18	43,637,556 50	499 68	
Pénalités.				
Amendes de contravention	729,583 44	729,583 44	"	
Recettes diverses.				
Droits de toute nature à d'anciens tarifs	22,902 40	22,902 40	"	
TOTAUX	224,683,874 56	224,683,370 68	503 88	
IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.				
Impôt sur les opérations de bourse et pénalités	13,005,753f 68c	13,005,753f 68c	"	
TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES, ETC.				
Revenus des valeurs mobilières	125,315,654f 36c	125,301,303f 21c	14,351f 15c	
Revenus de certaines associations	757,961 69	751,798 70	6,162 99	
Pénalités	85,665 60	79,332 10	6,333 50	
TOTAUX	126,159,281 65	126,132,434 01	26,847 64	

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Droits de douane à l'importation (marchandises diverses, sucres non compris)	709,151,525f 31c	709,151,525f 31c	//	//	709,151,525f 31c	//
Droit de statistique	15,127,716 54	15,127,716 54	//	//	15,127,716 54	//
Droits de navigation — Francisation des navires	6,505 09	6,505 09	//	//	6,505 09	//
Droits de navigation — Droits de quai	11,300,280 28	11,300,280 28	//	//	11,300,280 28	//
Droits de navigation — Sortie des navires. — Congés des bâtiments français	33,613 20	33,613 20	//	//	33,613 20	//
Droits de navigation — Sortie des navires. — Passeports des bâtiments étrangers	30,662 40	30,662 40	//	//	30,662 40	//
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	293,581 20	293,581 20	//	//	293,581 20	//
TOTAUX des droits de navigation	11,664,642 17	11,664,642 17	//	//	11,664,642 17	//
Autres droits et recettes accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	817,562 45	817,562 45	//	//	817,562 45	//
Autres droits et recettes accessoires — Recouvrement du prix des brevets de francisation des navires	1,318 00	1,318 00	//	//	1,318 00	//
Autres droits et recettes accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	546,134 37	545,949 37	185f 00c	//	546,134 37	//
Autres droits et recettes accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	56,180 23	53,079 77	3,100 46	//	56,180 23	//
Autres droits et recettes accessoires — Droits de magasinage et de garde	2,390 17	2,390 17	//	//	2,390 17	//
Autres droits et recettes accessoires — Intérêts pour crédits de droits	430,800 62	430,800 62	//	//	430,800 62	//
Autres droits et recettes accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement des droits	151,113 36	151,113 36	//	//	151,113 36	//
Autres droits et recettes accessoires — Remises afférentes à la perception des taxes de péage	45,772 53	45,772 53	//	//	45,772 53	//
Autres droits et recettes accessoires — Recettes accidentelles	95,550 24	95,550 24	//	//	95,550 24	//
Autres droits et recettes accessoires — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	477,159 70	477,159 70	//	//	477,159 70	//
Autres droits et recettes accessoires — Prix de la marque apposée sur le bétail dans les zones franches	8,681 00	8,681 00	//	//	8,681 00	//
Autres droits et recettes accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	2,459,316 30	2,459,316 30	//	//	2,459,316 30	//
Autres droits et recettes accessoires — Droits de visite de sécurité de la navigation maritime	355,940 14	355,940 14	//	//	355,940 14	//
Autres droits et recettes accessoires — Droit de visite du bétail importé	161,214 70	171,521 55	//	10,306f 85c	161,214 70	//
Autres droits et recettes accessoires — Droit d'inspection sanitaire des viandes à la frontière	142,866 50	142,866 50	//	//	142,866 50	//
TOTAUX des autres droits et recettes accessoires	5,752,000 31	5,759,021 70	3,285 46	10,306 85	5,752,000 31	//
Amendes et confiscations	2,910,055 65	1,608,275 51	18,890 78	//	1,627,166 29	1,282,889f 36c
TOTAUX des droits et produits	744,605,939 98	743,311,181 23	22,176 24	10,306 85	743,323,050 62	1,282,889 36
Taxe de consommation des sels de douanes	22,163,589 65	22,163,589 65	//	//	22,163,589 65	//
Taxe de fabrication sur les huiles minérales brutes	2,408,721 47	2,408,721 47	//	//	2,408,721 47	//
TOTAUX	769,178,251 10	767,883,492 35	22,176 24	10,306 85	767,895,361 74	1,282,889 36
			11,869f 39c (Recettes and Annulations together)			

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — MONTANT NET des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Droits à l'importaton (marchand. diverses, sucres non compris)	624,123,197f 01c	624,763,978f 06c	640,781f 05c	624,123,197f 01c	//
Droit de statistique	15,887,694 00	15,887,694 00	//	15,887,694 00	//
Droits de navigation. — Francisation des navires	10,342 06	10,342 06	//	10,342 06	//
Droits de navigation. — Droits de quai	11,074,957 08	11,074,957 08	//	11,074,957 08	//
Droits de navigation. — Sortie des navires. — Congés des bâtiments français	33,897 60	33,897 60	//	33,897 60	//
Droits de navigation. — Sortie des navires. — Passeports des bâtiments étrangers	29,688 00	29,688 00	//	29,688 00	//
Droits de navigation. — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	301,683 60	301,683 60	//	301,683 60	//
TOTAUX des droits de navigation	11,450,568 34	11,450,568 34	//	11,450,568 34	//
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	835,482 80	835,482 80	//	835,482 80	//
Autres droits et recettes accessoires. — Recouvrement du prix des brevets de francisation des navires	1,296 00	1,296 00	//	1,296 00	//
Autres droits et recettes accessoires. — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	611,968 64	611,968 64	//	611,968 64	//
Autres droits et recettes accessoires. — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	38,263 09	38,263 09	//	38,263 09	//
Autres droits et recettes accessoires. — Droits de magasinage et de garde	2,392 24	2,392 24	//	2,392 24	//
Autres droits et recettes accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	431,334 21	431,334 21	//	431,334 21	//
Autres droits et recettes accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement des droits	152,561 11	152,561 11	//	152,561 11	//
Autres droits et recettes accessoires. — Remises afférentes à la perception des taxes de péage	45,169 91	45,169 91	//	45,169 91	//
Autres droits et recettes accessoires. — Recettes accidentelles	123,884 90	123,884 90	//	123,884 90	//
Autres droits et recettes accessoires. — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	505,049 26	505,049 26	//	505,049 26	//
Autres droits et recettes accessoires. — Prix de la marque apposée sur le bétail dans les zones franches	11,195 50	11,195 50	//	11,195 50	//
Autres droits et recettes accessoires. — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	2,404,965 51	2,404,965 51	//	2,404,965 51	//
Autres droits et recettes accessoires. — Droits de visite de sécurité de la navigation maritime	360,555 00	360,555 00	//	360,555 00	//
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de visite du bétail importé	157,024 35	170,041 60	13,017 25	157,024 35	//
Autres droits et recettes accessoires. — Droit d'inspection sanitaire des viandes à la frontière	129,244 72	129,244 72	//	129,244 72	//
Autres droits et recettes accessoires. — Taxe de séjour sur les automobiles importées temporairement	46,014 62	46,014 62	//	46,014 62	//
TOTAUX des autres droits et recettes accessoires	5,856,401 86	5,869,419 11	13,017 25	5,856,401 86	//
Amendes et confiscations	3,463,446 58	1,798,971 26	//	1,798,971 26	1,664,475f 32c
TOTAUX des droits et produits	660,781,307 79	659,770,630 77	653,798 30	659,116,832 47	1,664,475 32
Taxe de consommation des sels de douanes	23,517,893 29	23,517,893 29	//	23,517,893 29	//
Taxe de fabrication sur les huiles minérales brutes perçues par l'administration des douanes	2,154,226 06	2,154,226 06	//	2,154,226 06	//
TOTAUX	686,453,427 14	685,442,750 12	653,798 30	684,788,951 82	1,664,475 32
		684,788,951f 82c (Recettes and Annulations together)			

Contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Recettes.	Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés, hydromels, etc. (droit de circulation et droit de fabrication sur les vins de raisins secs)	60,906,930f 94c	60,897,935f 92c	7,843f 20c	"	60,905,779f 12c	1,151f 82c
Droits de fabrication sur les bières	17,969,116 73	17,950,161 99	18,360 94	"	17,968,522 93	593 80
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes, liqueurs, etc. (droit de consommation et droit d'entrée et surtaxe sur les vins au-dessus de 15 degrés)	397,909,204 66	397,636,540 27	108,857 66	"	397,745,397 93	163,806 73
Taxe de consommation sur les alcools perçue par la douane en Corse	586,228 29	586,228 29	"	"	586,228 29	"
Droit d'expédition (40 centimes par expédition et 50 centimes par acquit recommandé) [boissons et alcools, sels, sucres, huiles, bougies et vinaigres]	4,521,530 30	4,521,530 30	"	"	4,521,530 30	"
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	11,279,801 71	11,279,801 71	"	"	11,279,801 71	"
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	1,986,145 51	1,924,350 32	3,041 84	"	1,927,392 16	58,753 35
Droit de fabrication des stéarines et bougies	6,245,586 54	6,226,033 03	19,553 51	"	6,245,586 54	"
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	3,020,369 09	3,014,801 46	807 08	"	3,015,608 54	4,760 55
Impôt sur le prix des places des transports par chemins de fer	83,820,587 76	76,356,879 10	7,463,708 66	"	83,820,587 76	"
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	4,679,338 60	4,668,654 06	10,534 50	"	4,679,188 56	150 04
Taxe sur les vélocipèdes	9,286,647 00	9,286,647 00	"	"	9,286,647 00	"
Taxe sur les distributeurs automatiques	649,610 00	649,610 00	"	"	649,610 00	"
Totaux (à reporter)	602,861,097 13	594,999,173 45	7,632,707 39	"	602,631,880 84	229,216 29

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés, hydromels, etc. (droit de circulation et droit de fabrication sur les vins de raisins secs)	67,493,728f 76c	67,488,249f 52c	"	67,488,249f 52c	5,479f 24c
Droits de fabrication sur les bières	15,857,605 43	15,833,379 41	"	15,833,379 41	24,226 02
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes, liqueurs, etc. (droit de consommation et droit d'entrée et surtaxe sur les vins au-dessus de 15 degrés)	387,185,007 27	386,894,842 55	"	386,894,842 55	290,164 72
Taxe de consommation sur les alcools, perçue par la douane en Corse	640,781 05	640,781 05	"	640,781 05	"
Droit d'expédition (40 centimes par expédition et 50 centimes par acquit recommandé) [boissons et alcools, sels, sucres, huiles, bougies et vinaigres]	4,674,171 00	4,674,171 00	"	4,674,171 00	"
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	11,183,419 85	11,183,419 85	"	11,183,419 85	"
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	2,110,488 73	2,049,212 15	"	2,049,212 15	61,276 58
Droit de fabrication des stéarines et bougies	6,063,861 14	6,045,912 28	"	6,045,912 28	17,948 86
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,928,328 08	2,922,979 38	"	2,922,979 38	5,348 70
Droit de transport par chemins de fer	79,226,414 24	78,374,052 72	"	78,374,052 72	852,361 52
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	4,662,230 59	4,652,949 19	"	4,652,949 19	9,281 40
Taxe sur les vélocipèdes	9,870,579 00	9,870,579 00	"	9,870,579 00	"
Taxe sur les distributeurs automatiques	780,310 00	780,310 00	"	780,310 00	"
Taxe sur les briquets	"	403,922 00	403,922 00	"	"
Totaux (à reporter)	592,676,925 14	591,814,760 10	403,922 00	591,410,838 10	1,266,087 04

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

Contributions indirectes (Suite.) *et Sucres.*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Report	602,861,097f 13c	594,999,173f 45c	7,632,707f 39c	//	602,631,880f 84c	229,216f 29c
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.	36,522,307 75	36,116,655 00	399,750 25	//	36,516,405 25	5,902 50
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	369,193 75	369,193 75	//	//	369,193 75	//
Garantie des matières d'or et d'argent	9,208,676 58	9,208,676 58	//	//	9,208,676 58	//
Droits perçus à l'occasion des essais effectués par le service des laboratoires	38,188 25	38,188 25	//	//	38,188 25	//
Droit de dénaturation des alcools	170,905 53	166,377 84	4,527 69	//	170,905 53	//
Timbres de toute espèce	13,420,956 40	13,420,956 40	//	//	13,420,956 40	//
Cartes à jouer	2,767,060 50	2,541,372 25	219,883 00	//	2,761,255 25	5,805 25
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	3,016,315 40	1,884,139 03	844,770 81	//	2,728,909 84	287,405 56
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	8,953,860 80	4,133,307 20	50,393 30	//	4,183,700 50	4,770,160 30
Autres droits et recettes à différents titres	8,373,189 88	7,303,814 50	576,922 89	//	7,880,737 39	492,452 49
Totaux	685,701,751 97	670,181,854 25	9,728,955 33	//	679,910,809 58	5,790,942 39
			9,728,955f 33c			
Sucres.						
Produits recouvrés par l'administration des douanes	38,274,952f 06c	35,841,107f 27c	2,433,844f 79c	//	38,274,952f 06c	//
Produits recouvrés par l'administration des contributions indirectes	148,105,052 97	140,795,857 42	7,279,777 25	//	148,075,634 67	29,418f 30c
Totaux	186,380,005 03	176,636,964 69	9,713,622 04	//	186,350,586 73	29,418 30
			9,713,622f 04c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — MONTANT NET des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Report	592,676,925 14c	591,814,760f 10c	403,922f 00c	591,410,838f 10c	1,266,087f 04c
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.	36,714,323 35	36,674,481 45	//	36,674,481 45	39,841 90
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	378,837 15	378,837 15	//	378,837 15	//
Garantie des matières d'or et d'argent	9,503,124 19	9,503,124 19	//	9,503,124 19	//
Droits perçus à l'occasion des essais effectués par le service des laboratoires	40,243 72	40,243 72	//	40,243 72	//
Droit de dénaturation des alcools	169,131 18	164,858 70	//	164,858 70	4,272 48
Timbres de toute espèce	14,022,629 20	14,022,629 10	//	14,022,629 10	0 10
Cartes à jouer	2,945,295 25	2,730,133 75	//	2,730,133 75	215,161 50
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	2,141,749 28	1,876,969 45	//	1,876,969 45	264,779 83
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	12,686,886 39	4,917,085 10	//	4,917,085 10	7,769,801 29
Autres droits et recettes à différents titres	8,940,416 31	7,927,711 60	//	7,927,711 60	1,012,704 71
Totaux	680,219,561 16	670,050,834 31	403,922 00	669,646,912 31	10,572,648 85
		669,646,912f 31c			
Sucres.					
Produits recouvrés par l'administration des douanes	55,350,969f 82c	55,350,969f 82c	//	55,350,969f 82c	//
Produits recouvrés par l'administration des contributions indirectes	121,062,386 18	116,428,272 06	//	116,428,272 06	4,634,114f 12c
Totaux	176,413,356 00	171,779,241 88	//	171,779,241 88	4,634,114 12
		171,779,241f 88c			

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

Contributions indirectes et Sucres. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
RECAPITULATION.					
Contributions indirectes	685,701,751f 97c	670,181,854f 25c	9,728,955f 33c	679,910,809f 58c	5,790,942f 39c
Sucres	186,380,005 03	176,636,964 69	9,713,622 04	186,350,586 73	29,418 30
Totaux	872,081,757 00	846,818,818 94	19,442,577 37	866,261,396 31	5,820,360 69

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1912. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1912. — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1912. — Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
RECAPITULATION.					
Contributions indirectes	680,219,561f 16c	670,050,834f 31c	403,922f 00c	669,646,912f 31c	10,572,648f 85c
Sucres	176,413,356 00	171,779,241 88	"	171,779,241 88	4,634,114 12
Totaux	856,632,917 16	841,830,076 19	403,922 00	841,426,154 19	15,206,762 97
		841,426,154f 19c			

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Produit de la vente des allumettes chimiques	41,480,085f 88c	40,249,063f 72c	1,157,228f 16c	"	41,406,291f 88c	73,794f 00c
Produit de la vente des tabacs	508,807,184 55	508,641,751 14	164,937 21	"	508,806,688 35	496 20
Produit de la vente des poudres à feu	22,546,842 83	22,507,697 17	16,635 66	"	22,524,332 83	22,510 00
Totaux	572,834,113 26	571,398,512 03	1,338,801 03	"	572,737,313 06	96,800 20
			1,338,801f 03c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912 — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912 — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT NET des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Produit de la vente des allumettes chimiques	42,919,885f 00c	41,906,985f 70c	"	41,906,985f 70c	1,012,899f 30c
Produit de la vente des tabacs	534,229,297 74	534,211,907 90	"	534,211,907 90	17,389 84
Produit de la vente des poudres à feu	24,051,816 31	23,924,035 48	"	23,924,035 48	127,780 83
Totaux	601,200,999 05	600,042,929 08	"	600,042,929 08	1,158,069 97
		600,042,929f 08c			

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT. (Suite.)

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912 — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912 — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
POSTES.						
Produit net des taxes des correspondances postales. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	259,456,846f 68c	259,200,395f 05c	256,451f 63c	〃	259,456,846f 68c	〃
Droits perçus sur les mandats français et internationaux et sur les bons de poste	14,895,306 04	14,835,962 65	26,909 12	594f 00c	14,862,277 77	33,028f 27c
Recettes diverses et accidentelles	3,615,976 38	531,172 09	3,036,487 90	〃	3,567,659 99	48,316 39
TOTAUX	277,968,129 10	274,567,529 79	3,319,848 65	594 00	277,886,784 44	81,344 66
			3,319,254f 65c (net)			
TÉLÉGRAPHES.						
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	55,458,898f 13c	52,559,286f 22c	1,808,859f 16c	〃	54,368,145f 38c	1,090,752f 75
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	1,508,528 14	1,502,144 00	6,384 14	〃	1,508,528 14	〃
Recettes diverses et accidentelles	1,537,507 42	1,016,085 90	463,988 02	〃	1,480,073 92	57,433 50
TOTAUX	58,504,933 69	55,077,516 12	2,279,231 32	〃	57,356,747 44	1,148,186 25
			2,279,231f 32c (net)			
TÉLÉPHONES.						
Produit des conversations téléphoniques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	1,605,860f 52c	1,586,558f 17c	19,302f 35c	〃	1,605,860f 52c	〃
Produit des abonnements urbains et interurbains	33,021,499 78	32,973,722 29	47,777 49	〃	33,021,499 78	〃
Recettes diverses et accidentelles	662,590 82	516,406 31	143,463 09	〃	659,867 40	2,721f 42
TOTAUX	35,289,951 12	35,076,686 77	210,542 93	〃	35,287,229 70	2,721 42
			210,542f 93c (net)			
CONTRIBUTIONS ET AVANCES POUR TRAVAUX TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.						
Contributions pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques et téléphoniques	2,932,340f 64c	2,925,004f 59c	7,336f 05c	〃	2,932,340f 64c	〃
Avances remboursables pour l'installation de réseaux et de bureaux télégraphiques et téléphoniques et de lignes interurbaines	7,362,876 44	11,274,192 82	〃	3,911,316f 38c	7,362,876 44	〃
TOTAUX	10,295,217 08	14,199,197 41	7,336 05	3,911,316 38	10,295,217 08	〃
			3,903,980f 33c (net)			
TOTAUX GÉNÉRAUX	382,058,230 99	378,920,930 09	5,816,958f 95c	3,911,910f 38c	380,825,978 66	1,232,252 33
			1,905,048f 57c (net)			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912 — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912 — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912 — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL (Suite.)					
POSTES.					
Produit net des taxes des correspondances postales. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	266,296,967f 43c	268,254,860f 66c	1,957,893f 23c	266,296,967f 43c	〃
Droits perçus sur les mandats français et internationaux et sur les bons de poste	15,809,101 18	15,742,401 18	〃	15,742,401 18	66,700f 00c
Recettes diverses et accidentelles	3,677,663 76	593,363 76	〃	593,363 76	3,084,300 00
TOTAUX	285,783,732 37	284,590,625 60	1,957,893 23	282,632,732 37	3,151,000 00
		282,632,732f 37c (net)			
TÉLÉGRAPHES.					
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	56,831,911f 20c	54,040,411f 20c	〃	54,040,411f 20c	2,791,500f 00c
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	1,542,489 87	1,539,889 87	〃	1,539,889 87	2,600 00
Recettes diverses et accidentelles	2,293,643 92	1,722,843 92	〃	1,722,843 92	570,800 00
TOTAUX	60,668,044 99	57,303,144 99	〃	57,303,144 99	3,364,900 00
		57,303,144f 99c (net)			
TÉLÉPHONES.					
Produit des conversations téléphoniques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	6,795,604f 74c	20,291,286f 37c	13,495,681 63	6,795,604f 74c	〃
Produit des abonnements urbains et interurbains	36,395,394 39	36,395,394 39	〃	36,395,394 39	〃
Recettes diverses et accidentelles	2,692,157 87	2,532,057 87	〃	2,532,057 87	160,100f 00c
TOTAUX	45,883,157 00	59,218,738 63	13,495,681 63	45,723,057 00	160,100 00
		45,723,057f 00c (net)			
TOTAUX GÉNÉRAUX	392,334,934 36	401,112,509f 22c	15,453,574f 86	385,658,934 36	6,676,000 00
		385,658,934f 36c (net)			

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT. (Suite.)

Produits de diverses exploitations. (France et Colonies.)

Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (France.)						
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	1,669,687f 93c	"	1,669,687f 93c	"	1,669,687f 93c	"
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	371,941 52	"	371,941 52	"	371,941 52	"
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	8,651,388 85	"	8,651,388 85	"	8,651,388 85	"
Bénéfices de l'exploitation de chemins de fer en régie	596,136 17	"	596,136 17	"	596,136 17	"
Produits bruts de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	1,755,291 68	1,640,791f 11c	114,500 57	"	1,755,291 68	"
Totaux. (France.)	13,044,446 15	1,640,791 11	11,403,655 04	"	13,044,446 15	"
			11,403,655f 04c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (Colonies.)						
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	68,112f 75c	18,077f 25c	50,035f 50c	"	68,112f 75c	"
			50,035f 50c			
Totaux des produits de diverses exploitations	13,112,558f 90c	1,658,868f 36c	11,453,690f 54c	"	13,112,558f 90c	"
			11,453,690f 54c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (France.)					
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	2,147,895f 12c	1,669,687f 93c	1,669,687f 93c	"	2,147,895f 12c
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	367,853 12	371,941 52	371,941 52	"	367,853 12
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	5,745,642 48	8,651,388 85	8,651,388 85	"	5,745,642 48
Bénéfices de l'exploitation de chemins de fer en régie	560,152 14	596,136 17	596,136 17	"	560,152 14
Produits bruts de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	1,734,302 68	1,575,389 23	"	1,575,389f 23c	158,913 45
Totaux. (France.)	10,555,845 54	12,864,543 70	11,289,154 47	1,575,389 23	8,980,456 31
		1,575,389f 23c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (Colonies.)					
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	15,338f 25c	15,338f 25c	"	15,338f 25c	"
		15,338f 25c			
Totaux des produits de diverses exploitations	10,571,183f 79c	12,879,881f 95c	11,289,154f 47c	1,590,727f 48c	8,980,456f 31c
		1,590,727f 48c			

§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT. (Suite.)

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS				RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
		ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS de l'année 1912. Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	
Revenus du domaine autre que les forêts	6,960,265f 67c	6,237,875f 83c	177,225f 31c	″	6,415,101f 14c	545,164f 53c
Recouvrements de rentes et créances	42,665 91	35,721 05	176 76	″	35,897 81	6,768 10
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	4,175,174 42	3,495,407 32	679,588 35	″	4,174,995 67	178 75
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	9,675 30	9,675 30	″	″	9,675 30	″
Produit de la redevance perçue sur les voitures, chevaux et bicyclettes traversant le parc de Saint-Cloud	52,308 00	52,308 00	″	″	52,308 00	″
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres ou à son magasin de vente à Paris	252,975 15	218,239 55	34,735 60	″	252,975 15	″
Aliénations d'objets mobiliers. (Voir le développement à la page 106.)	16,446,821 01	15,558,443 93	650,318 92	″	16,208,762 85	238,058 16
Aliénations d'immeubles	4,488,705 66	2,236,840 89	63,202 46	″	2,300,043 35	2,188,662 31
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	910,789 61	505,513 82	54,858 80	″	560,372 62	350,416 99
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda (Corse).	46,482 56	46,482 56	″	″	46,482 56	″
Successions en déshérence	974,687 74	913,903 25	151 00	″	914,054 25	60,633 49
Épaves et biens vacants	223,222 82	222,727 13	″	″	222,727 13	495 69
TOTAUX	34,583,773 85	29,533,138 63	1,660,257 20	″	31,193,395 83	3,390,378 02
			1,660,257f 20c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.			RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
		RECETTES.	ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	
Revenus du domaine autre que les forêts	7,252,244f 95c	6,375,583f 41c	″	6,375,583f 41c	876,661f 54c
Recouvrement de rentes et créances	51,673 63	47,564 33	″	47,564 33	4,109 30
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	3,608,214 98	3,590,250 83	″	3,590,250 83	17,964 15
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	13,679 20	13,679 20	″	13,679 20	″
Produit de la redevance perçue sur les voitures, chevaux et bicyclettes traversant le parc de Saint-Cloud	52,907 00	52,907 00	″	52,907 00	″
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres ou à son magasin de vente à Paris	253,743 40	235,314 85	″	235,314 85	18,428 55
Aliénations d'objets mobiliers. (Voir le développement à la page 107.).	13,135,999 94	12,996,698 83	″	12,996,698 83	139,301 11
Aliénations d'immeubles	3,679,909 56	1,592,177 28	″	1,592,177 28	2,087,732 28
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	685,851 89	185,028 23	″	185,028 23	500,823 66
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda (Corse)	55,950 00	55,950 00	″	55,950 00	″
Successions en déshérence	658,635 26	622,340 09	″	622,340 09	36,295 17
Épaves et biens vacants	413,593 80	412,509 80	″	412,509 80	1,084 00
Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place. (Loi du 17 février 1900.)	67,989 15	″	″	″	67,989 15
TOTAUX	29,930,392 76	26,180,003 85	″	26,180,003 85	3,750,388 91
		26,180,003f 85c			

§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS				RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
			ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	
Ministère des Finances et administrations financières		152,148f 92c	149,870f 27c	2,278f 65c	″	152,148f 92c	″
Ministère de la Justice		47,652 73	47,652 73	″	″	47,652 73	″
Ministère des Affaires étrangères		846 83	846 83	″	″	846 83	″
Ministère de l'Intérieur et des Cultes	Service de l'Intérieur	9,329 76	8,069 16	1,260 60	″	9,329 76	″
	Service des Cultes	4,241 38	4,241 38	″	″	4,241 38	″
Ministère de la Guerre	Armes	492,305 55	322,730 55	17,100 00	″	339,830 55	152,475f 00c
	Autres objets	5,734,609 64	5,613,054 01	(A) 40,654 10	″	5,653,708 11	80,901 53
	Service colonial	20,225 44	20,225 44	″	″	20,225 44	″
Ministère de la Marine	Vieilles matières	4,135,057 51	3,797,188 23	(B) 337,869 28	″	4,135,057 51	″
	Autre objets	3,229,931 31	3,160,328 89	(C) 19,602 42	″	3,229,931 31	″
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.	Service de l'Instruction publique	1,694 35	1,694 35	″	″	1,694 35	″
	Service des Beaux-Arts	18,852 57	18,598 67	253 90	″	18,852 57	″
Ministère du Commerce et de l'Industrie		1,949 60	1,949 60	″	″	1,949 60	″
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale		7,695 51	7,123 78	571 73	″	7,695 51	″
Ministère des Colonies		163,839 09	39,387 32	(D) 124,451 77	″	163,839 09	″
Ministère de l'Agriculture		4,166 30	3,719 70	446 60	″	4,166 30	″
Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes.	Service des Travaux publics.	656,176 30	607,093 55	48,781 87	″	655,875 42	300 88
	Service des Postes et Télégraphes	686,230 27	685,190 67	664 40	″	685,855 07	375 20
Domaine de Versailles. — Concession d'eau		696,973 55	686,659 15	6,322 85	″	692,982 00	3,991 55
Objets de toute autre origine		382,894 40	382,819 65	60 75	″	382,880 40	14 00
TOTAUX		16,446,821 01	15,558,443 93	650,318 92	″	16,208,762 85	238,058 16
				650,318f 92c			

(A) Y compris un somme de 2,673 fr. 65 par virement de comptes et une autre de 4,615 fr. 80 recouvrée par les Trésoriers-payeurs des Colonies.
(B) Y compris une somme de 312,622 fr. 46 recouvrée par les Trésoriers-payeurs des Colonies.
(C) Y compris une somme de 69,371 fr. 69 recouvrée par les Trésoriers-payeurs des Colonies.
(D) Y compris une somme de 124,241 fr. 06 recouvrée par les Trésoriers-payeurs des Colonies.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.			RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
			RECETTES.	ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	
Ministère des Finances et administrations financières		147,367f 20c	147,356f 28c	″	147,356f 28c	10f 92c
Ministère de la Justice		43,865 79	43,865 79	″	43,865 79	″
Ministère des Affaires étrangères		52,001 89	51,867 91	″	51,867 91	133 98
Ministère de l'Intérieur et des Cultes	Intérieur	13,036 60	12,532 60	″	12,532 60	504 00
	Cultes	848 10	848 10	″	848 10	″
Ministère de la Guerre	Armes	170,370 70	153,762 20	″	153,762 20	16,608 50
	Service colonial	11,535 12	11,535 12	″	11,535 12	″
	Autres objets	6,856,731 16	(A) 6,775,555 48	″	6,775,555 48	81,175 68
Ministère de la Marine	Vieilles matières	2,673,001 31	(B) 2,663,319 35	″	2,663,319 35	9,681 96
	Autres objets	873,205 44	(C) 873,024 31	″	873,024 31	181 13
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.	Service de l'Instruction publique	2,078 48	2,078 48	″	2,078 48	″
	Service des Beaux-Arts	54,766 23	53,548 93	″	53,548 93	1,217 30
Ministère du Commerce et de l'Industrie		5,429 48	5,429 48	″	5,429 48	″
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale		2,150 46	1,866 66	″	1,866 66	283 80
Ministère de l'Agriculture		2,102 19	1,635 19	″	1,635 19	467 00
Ministère des Colonies		79,777 32	(D) 79,777 32	″	79,777 32	″
Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes.	Service des Travaux publics	698,441 44	689,772 75	″	689,772 75	8,668 69
	Service des Postes et Télégraphes	276,860 07	264,378 97	″	264,378 97	12,481 10
Domaine de Versailles. — Concession d'eau		779,898 15	772,197 30	″	772,197 30	7,700 85
Objets de toute autre origine		392,532 81	392,346 61	″	392,346 61	186 20
TOTAUX		13,135,999 94	12,996,698 83	″	12,996,698 83	139,301 11

(A) Y compris une somme de 76,855 fr. 67 recouvrée par le Receveur général des finances tunisiennes.
(B) Y compris une somme de 231,626 fr. 70 recouvrée par le Receveur général des finances tunisiennes.
(C) Y compris une somme de 47,912 fr. 40 recouvrée par les Trésoriers-payeurs des Colonies.
(D) Y compris une somme de 74,122 fr. 54 recouvrée par les Trésoriers-payeurs des Colonies.

§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT. (Suite.)

Produits des Forêts.

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1912. — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Produits encaissés par les trésoriers-payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité	25,443,380f 60c	25,443,082f 84c	297f 76c	"	25,443,380f 60c	"
Produits encaissés par les receveurs des domaines. — Chasses, menus produits, etc.	8,501,684 00	8,184,214 88	202,308 27	"	8,386,523 15	115,160f 85c
Produits réglés par virements de comptes	20,805 89	17,558 69	3,247 20	"	20,805 89	"
Totaux	33,965,870 49	33,644,856 41	205,853 23	"	33,850,709 64	115,160 85
			205,853f 23c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Produits encaissés par les trésoriers-payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité	25,011,937f 21c	25,011,937f 21c	"	25,011,937f 21c	"
Produits encaissés par les receveurs des domaines. — Chasses, menus produits, etc.	9,147,994 07	8,713,369 86	"	8,713,369 86	434,624f 21c
Produits réglés par virements de comptes	420 48	420 48	"	420 48	"
Totaux	34,160,351 76	33,725,727 55	"	33,725,727 55	434,624 21
		33,725,727f 55c			

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,067,040f 45c	1,582,586f 81c	485,759f 27c	1,305f 63c	2,067,040f 45c	//
Taxe des brevets d'invention	4,911,561 80	4,910,431 80	1,130 00	//	4,911,561 80	//
Produit de la rente de l'Inde	711,420 00	177,855 00	533,565 00	//	711,420 00	//
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	3,749,051 05	//	3,749,051 05	//	3,749,051 05	//
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	1,270,514 46	//	1,270,514 46	//	1,270,514 46	//
Produit de la vente des publications du Gouvernement	191,946 28	191,884 42	61 86	//	191,946 28	//
Produit des expéditions des archives de la République	1,181 75	//	1,181 75	//	1,181 75	//
Produit du concours général d'animaux de boucherie	76,577 65	76,577 65	//	//	76,577 65	//
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	6,999 90	//	6,999 90	//	6,999 90	//
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires. — Salaires des détenus et recouvrements des frais de poursuites	166,332 32	152,466 35	13,865 97	//	166,332 32	//
Produit du travail des sections d'exclus	15,348 05	14,260 70	1,087 35	//	15,348 05	//
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	4,306,145 38	2,715,711 60	1,590,594 58	160 80	4,306,145 38	//
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	243,296 99	43,882 72	199,414 27	//	243,296 99	//
Restitutions au Trésor	38,039 70	38,039 70	//	//	38,039 70	//
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	708,387 39	20 00	708,367 39	//	708,387 39	//
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	1,135,577 05	296,803 94	838,773 11	//	1,135,577 05	//
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	//	//	960 00	//
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	3,100,275 83	12,762,812 94	2,235,996 05	11,898,533 16	3,100,275 83	//
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances. — Recettes sur débets de comptables	14,674 77	14,674 77	//	//	14,674 77	//
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances. — Recettes sur divers débets	317,198 20	315,742 71	1,531 39	75 90	317,198 20	//
A reporter	23,032,529 02	23,294,711 11	11,637,893 40	11,900,075 49	23,032,529 02	//

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,460,521f 10c	2,105,893f 10c	//	2,105,893f 10c	354,628f 00c
Taxe des brevets d'invention	5,025,890 00	5,024,750 00	//	5,024,750 00	1,140 00
Produit de la rente de l'Inde	177,855 00	177,855 00	//	177,855 00	//
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	3,170,426 86	//	//	//	3,170,426 86
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	1,235,214 28	//	//	//	1,235,214 28
Produit de la vente des publications du Gouvernement	210,065 63	210,065 63	//	210,065 63	//
Produit des expéditions des archives de la République	4 50	4 50	//	4 50	//
Produit du concours général d'animaux de boucherie	102,889 65	102,889 65	//	102,889 65	//
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires. — Salaires des détenus et recouvrements des frais de poursuites	194,653 95	180,723 85	//	180,723 85	13,930 10
Produit du travail des sections d'exclus	11,315 13	11,315 13	//	11,315 13	//
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	4,058,356 98	3,157,244 88	//	3,157,244 88	901,112 10
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	51,816 94	51,816 94	//	51,816 94	//
Restitutions au Trésor	7,914 55	7,914 55	//	7,914 55	//
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des Postes	12 00	12 00	//	12 00	//
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	270,980 69	270,980 69	//	270,980 69	//
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	//	//	//	960 00
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	9,940,574 90	45,003,077 28	35,062,502f 38c	9,940,574 90	//
Reversement au Trésor par les trésoriers payeurs généraux de la partie de leurs remises et commissions annuelles dépassant 40,000 francs	24,169 00	24,169 00	//	24,169 00	//
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances. — Recettes sur débets de comptables	20,560 16	137,315 28	116,755 12	20,560 16	//
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances. — Recettes sur divers débets	427,850 51	427,850 51	//	427,850 51	//
A reporter	27,392,031 83	56,893,877 99	35,179,257 50	21,714,620 49	5,677,411 34

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Report	23,032,529f 02c	23,294,711f 11c	11,637,893f 40c	11,900,075f 49c	23,032,529f 02c	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	58,440 21	58,145 21	295 00	//	58,440 21	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes sur exercices clos	1,072,748 71	1,037,605 31	35,143 40	//	1,072,748 71	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Bénéfices des intérims des perceptions	33,356 29	33,356 29	//	//	33,356 29	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes d'origines diverses	5,759,365 55	4,110,561 01	1,679,323 01	30,518 47	5,759,365 55	//
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Tunisie	4,817,187 50	4,704,057 50	113,130 00	//	4,817,187 50	//
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	//	26,400 00	//	26,400 00	//
Remboursement des frais de contrôle par la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien	101,692 49	//	101,692 49	//	101,692 49	//
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	14,200 00	//	14,200 00	//	14,200 00	//
— du commerce, de l'industrie	10,450 00	10,450 00	//	//	10,450 00	//
— de l'agriculture	19,250 00	18,800 00	450 00	//	19,250 00	//
— des travaux publics, des postes et des télégraphes	3,500 00	3,500 00	//	//	3,500 00	//
Remboursement des frais de contrôle des distributions d'énergie électrique	252,728 88	163,810 32	88,918 56	//	252,728 88	//
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	50,288 01	37,615 50	12,672 51	//	50,288 01	//
Contribution des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation pour frais de surveillance et de contrôle	169,278 30	173,500 76	34 05	4,256 51	169,278 30	//
Contribution des sociétés d'asssurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents et des syndicats de garantie pour frais de contrôle et de surveillance	295,065 25	290,808 74	4,256 51	//	295,065 25	//
Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	14,557 35	14,557 35	//	//	14,557 35	//
Prix des insignes du Mérite agricole	529 00	529 00	//	//	529 00	//
Produits de locations et d'aliénations du domaine pénitentiaire de l'État à la Nouvelle-Calédonie	82,683 18	14,600 94	68,082 24	//	82,683 18	//
Redevance due par le titulaire de la concession des îles Saint-Paul et Amsterdam	1,000 00	//	1,000 00	//	1,000 00	//
Droit d'inscription des courtiers de commerce	45,500 00	45,500 00	//	//	45,500 00	//
Annuité payée par le gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	//	//	200,000 00	//
A reporter	36,060,749 74	34,212,109 04	13,783,491 17	11,934,850 47	36,060,749 74	//

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Report	27,392,031f 83c	56,893,877f 99c	35,179,257f 50c	21,714,620f 49c	5,677,411f 34c
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	45,870 94	45,870 94	//	45,870 94	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes sur exercices clos	2,955,756 54	2,955,756 54	//	2,955,756 54	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Bénéfices des intérims des perceptions	38,262 12	38,262 12	//	38,262 12	//
Recettes accidentelles à différents titres. — Recettes d'origines diverses	6,302,662 04	11,026,805 27	4,724,143 23	6,302,662 04	//
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Tunisie	4,817,520 55	4,698,088 33	//	4,698,088 33	119,432 22
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	13,200 00	39,600 00	26,400 00	13,200 00	//
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	//	14,200 00	14,200 00	//	//
— du commerce et de l'industrie	10,000 00	10,000 00	//	10,000 00	//
— de l'agriculture	11,900 00	11,900 00	//	11,900 00	//
— des travaux publics, des postes et des télégraphes	3,500 00	3,500 00	//	3,500 00	//
Remboursement des frais de contrôle des distributions d'énergie électrique	159,595 98	159,595 98	//	159,595 98	//
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	36,818 95	36,818 95	//	36,818 95	//
Remboursement des frais de mission des membres de la Commission de métrologie usuelle	//	131 10	131 10	//	//
Contribution des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation pour frais de surveillance et de contrôle	181,592 98	181,592 98	//	181,592 98	//
Contribution des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents et des syndicats de garantie pour frais de contrôle et de surveillance	291,403 88	291,403 88	//	291,403 88	//
Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elle consentis pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	55,162 95	55,162 95	//	55,162 95	//
Prix des insignes du Mérite agricole	3,445 00	3,445 00	//	3,445 00	//
Produits de locations et d'aliénations du domaine pénitentiaire de l'État à la Nouvelle-Calédonie	25,266 05	25,266 05	//	25,266 05	//
Redevance due par le titulaire de la concession des îles Saint-Paul et Amsterdam	1,000 00	2,000 00	1,000 00	1,000 00	//
Droit d'inscription des courtiers de commerce	33,500 00	33,500 00	//	33,500 00	//
Annuité payée par le gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	//	200,000 00	//
A reporter	42,578,489 81	76,726,778 08	39,945,131 83	36,781,646 25	5,796,843 56

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Report	36,060,749f 74c	34,212,109f 04c	13,783,491f 17c	11,934,850f 47c	36,060,749f 74c	″
Remboursement par la colonie de la Martinique d'une avance faite en 1892	1,420,290 00	″	1,420,290 00	″	1,420,290 00	″
Contribution de l'Afrique occidentale française aux dépenses du port militaire de Dakar	1,000,000 00	″	1,000,000 00	″	1,000,000 00	″
Remboursement par la colonie du Haut-Sénégal et Moyen-Niger des avances faites pour les travaux du chemin de fer de Kayes au Niger	917,000 00	″	917,000 00	″	917,000 00	″
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires.	19,945,933 74	18,439,737 18	1,372,399 47	″	19,812,136 65	133,797f 09c
Versement des frais de contrôle d'analyse des semences fourragères importées en France et frais d'inspection phytopathologique de la production horticole	8,008 07	7,955 72	77 35	25 00	8,008 07	″
Droits d'inspection sanitaire sur les animaux exportés de France	10,306 85	″	10,306 85	″	10,306 85	″
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce et part de la France dans le produit de l'émolument stipulé par l'article 8 de l'arrangement de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques	22,953 10	16,950 00	6,003 10	″	22,953 10	″
Produit de la majoration spéciale affectant le montant des cessions faites par la Marine aux particuliers et aux bâtiments de guerre du gouvernement britannique	121,129 10	87,291 41	33,837 69	″	121,129 10	″
Annuité due par l'Algérie par suite du rachat des lignes de la compagnie Franco-Algérienne	593,609 36	593,609 36	″	″	593,609 36	″
Indemnité due par le gouvernement chinois en vertu du traité du 7 septembre 1901	8,867,772 82	8,766,252 16	101,520 66	″	8,867,772 82	″
Remboursement des frais de mission des membres de la commission de métrologie usuelle	131 10	″	131 10	″	131 10	″
Produits du concours des animaux reproducteurs des espèces chevaline et asine	13,408 75	13,408 75	″	″	13,408 75	″
Produit des prises sur l'ennemi	11,240 63	11,240 63	″	″	11,240 63	″
Contributions et indemnités de guerre	95,377 36	95,377 36	″	″	95,377 36	″
Remboursement des frais de surveillance du grainage des vers à soie. (Art. 37 de la loi du 30 janvier 1907.)	11 80	11 80	″	″	11 80	″
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local et des tramways	5,448 67	5,448 67	″	″	5,448 67	″
Produit de l'office de législation étrangère	9,315 90	9,315 90	″	″	9,315 90	″
Totaux	69,102,686 99	62,258,707 98	18,645,057 39	11,934,875 47	68,968,889 90	133,797 09
			6,710,181f 92c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Report	42,578,489f 81c	76,726,778f 08c	39,945,131f 83c	36,781,646f 25c	5,796,843f 56c
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires.	17,332,635 87	16,049,049 27	″	16,049,049 27	1,283,586 60
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	5 00	5 00	″	5 00	″
Versement des frais de contrôle et d'analyse des semences fourragères importées en France et des frais d'inspection phytopathologique de la production horticole	6,013 64	6,013 64	″	6,013 64	″
Droits d'inspection sanitaire sur les animaux exportés de France	13,017 25	13,017 25	″	13,017 25	″
Droits de protection à l'étranger de marques de fabrique et de commerce et part de la France dans le produit de l'émolument stipulé par l'art. 8 de l'arrangement de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques	17,900 00	17,900 00	″	17,900 00	″
Produit de la majoration spéciale affectant le montant des cessions faites par la Marine aux particuliers et aux bâtiments de guerre du gouvernement britannique	228,858 74	228,858 74	″	228,858 74	″
Annuité due par l'Algérie par suite du rachat des lignes de la compagnie franco-algérienne	593,609 36	593,609 36	″	593,609 36	″
Indemnité due par le gouvernement chinois en vertu du traité du 7 septembre 1901	979,400 00	979,400 00	″	979,400 00	″
Produit des prises sur l'ennemi	28,537 88	28,537 88	″	28,537 88	″
Contributions et indemnités de guerre	31,800 21	31,800 21	″	31,800 21	″
Produits du concours général des animaux reproducteurs des espèces chevaline et asine	2,648 25	2,648 25	″	2,648 25	″
Partage des bénéfices avec les compagnies de chemins de fer en vertu des conventions de 1883	946,787 87	946,787 87	″	946,787 87	″
Totaux	62,759,703 88	95,624,405 55	39,945,131 83	55,679,273 72	7,080,430 16
		55,679,273f 72c			

§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Solde du produit des legs faits à l'État	59,522f 01c	59,522f 01c	"	"	59,522f 01c	"
Versement par la Banque de la Martinique du montant des billets de banque émis par cet établissement antérieurement à 1903 et non représentés	1,420,290 00	"	1,420,290f 00c	"	1,420,290 00	"
Part de l'État dans les bénéfices du chemin de fer de Kayes au Niger	906,192 80	"	906,192 80	"	906,192 80	"
Reversement par la Tunisie des sommes touchées en excédent par la constitution des fonds de garantie du réseau du chemin de fer de la Medjerdah	750,000 00	"	750,000 00	"	750,000 00	"
	3,136,004 81	59,522 01	3,076,482 80	"	3,136,004 81	"

3,076,482f 80c

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'année 1912.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Prélèvement sur le compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	153,000,000f 00c	153,000,000f	"	153,000,000f 00c	"

153,000,000f 00c

§ 6. — RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	6,034,240f 00c	5,475,170f 00c	559,035f 00c	"	6,034,205f 00c	35f 00c
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	33,400 00	33,400 00	"	"	33,400 00	"
Taxe sur les examens de capacité pour la conduite des automobiles et des motocycles	420,025 00	417,157 50	2,867 50	"	420,025 00	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires.	8,022,915 69	6,955,322 54	1,323,218 58	255,625f 43c	8,022,915 69	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	38,241,285 51	35,628,805 87	2,616,683 63	4,203 99	38,241,285 51	"
Retenue de 1 p. o/o sur les salaires des ouvriers des manufactures de l'État	200,029 17	"	200,029 17	"	200,029 17	"
Versement par la Caisse nationale d'épargne de l'excédent de dépense qu'occasionne au Trésor le service des pensions de ses agents	267,051 00	"	267,051 00	"	267,051 00	"
Ret. sur la solde des officrs et assimilés de l'armée de terre et de la partie de l'armée coliale stanée en France.	6,827,193 76	23,097 74	6,804,096 02	"	6,827,193 76	"
Retenue sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la Ville de Paris	11,034 69	"	11,034 69	"	11,034 69	"
Ret. sur la solde des offrs et assimilés de l'armée de mer.	5,288 52	1,421 64	3,866 88	"	5,288 52	"
Retenues sur la solde des officiers et assimilés de l'armée coliale aux colonies et retenue sur la solde du persont colial soumis au régime des pensions militres.	887,159 11	437,100 87	450,058 24	"	887,159 11	"
Contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'État	14,650,000 00	"	14,650,000 00	"	14,650,000 00	"
Contributions des colonies aux dépenses d'entretien de l'école coloniale	114,000 00	"	105,000 00	"	105,000 00	9,000 00
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	7,087 60	4,668 59	2,419 01	"	7,087 60	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement — Écoles militaires — polytechnique	190,337 09	168,526 00	21,811 09	"	190,337 09	"
— Écoles militaires — de Saint-Cyr	206,160 25	99,125 00	107,035 25	"	206,160 25	"
— Écoles militaires — de la Flèche	112,724 33	90,156 50	22,567 83	"	112,724 33	"
— École navale de Brest	66,282 50	65,600 00	682 50	"	66,282 50	"
— Écoles vétérinaires	313,266 35	274,668 85	38,597 50	"	313,266 35	"
— École des haras du Pin	1,000 00	1,250 00	"	250 00	1,000 00	"
— Écoles d'agriculture	91,940 00	50,438 75	41,501 25	"	91,940 00	"
— École natle des industes agles de Douai.	5,599 98	2,933 33	2,666 65	"	5,599 98	"
— Institut agronomique	54,300 00	19,000 00	35,300 00	"	54,300 00	"
— École de santé militaire	13,507 45	10,849 82	2,657 63	"	13,507 45	"
— École de santé de la marine	46,879 93	44,692 43	2,187 50	"	46,879 93	"
Rembt au Trésor, par les entreprs des servces économques des établissts pénitres, des indemtés de vivres et de pain dues au personnel de garde et de surveillance.	114,666 50	110,036 46	4,630 04	"	114,666 50	"
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	52,319 65	49,205 65	3,114 00	"	52,319 65	"
Frais de scolarité des médecins-élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires quittant le service	5,457 11	5,457 11	"	"	5,457 11	"
Rembt des frais de pension des élèves des écoles normles primaires qui ont rompu leur engagement décennal.	39,780 59	37,790 51	1,990 08	"	39,780 59	"
Rembt des frais de traitemt dans les hôpitaux des colonies.	976,221 47	205,869 91	770,351 56	"	976,221 47	"
Retenue pour cause de cumul des fonctionnaires députés et sénateurs	282,592 85	278,842 84	3,750 01	"	282,592 85	"
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	1,241,438 75	860,887 10	380,551 65	"	1,241,438 75	"
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur	35,105 70	"	35,105 70	"	35,105 70	"
Versemt au Trésor de la subvion accordée par la ville de Marseille à l'école d'applion du servce de santé colonial.	20,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	5,000 00
Retenue de 3 p. o/o sur le traitt des anciens employés de la Compie du canal du Midi. (Loi du 27 nov. 1897).	1,872 57	1,788 64	83 93	"	1,872 57	"
Excédent reversé au Trésor sur les sommes payées au réseau racheté de l'Ouest pour insuffisance des produits de l'exploitation provisoire	3,846,276 20	"	3,846,276 20	"	3,846,276 20	"
TOTAUX des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	83,438,439 32	51,353,263 65	32,331,220 09	260,079 42	83,424,404 32	14,035 00
			32,071,140f 67c (Recettes − Annulations)			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.					
Produits universitaires	6,029,690f 00c	5,423,362f 50c	"	5,423,362f 50c	606,327f 50c
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	31,200 00	31,200 00	"	31,200 00	"
Taxe sur les examens de capacité pour la conduite des automobiles et des motocycles	502,882 50	502,882 50	"	502,882 50	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires.	7,913,419 20	7,745,015 99	"	7,745,015 99	168,403 21
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	37,442,850 12	35,922,686 07	3,193f 69c	35,919,492 38	1,523,357 74
Retenue de 1 p. o/o sur les émoluments de divers agents dépendant des manufactures de l'État	212,103 75	212,103 75	"	212,103 75	"
Versement par la Caisse nationale d'épargne de l'excédent de dépense qu'occasionne au Trésor le service des pensions de ses agents	273,370 55	"	"	"	273,370 55
Retenues sur la solde des officiers et assimilés de l'armée de terre et de la partie de l'armée coloniale stationnée en France	6,752,483 48	26,815 78	"	26,815 78	6,725,667 70
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la Ville de Paris	11,092 99	"	"	"	11,092 99
Ret. sur la solde des officrs et assimil. de l'armée de mer.	945,345 48	1,666 28	"	1,666 28	943,679 20
Ret. sur la solde des officrs et assimilés de l'armée coloniale aux colonies et retenues sur la solde du personnel colonial soumis au régime des pensions militaires.	979,673 54	350,553 53	"	350,553 53	629,120 01
Contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'État	14,850,000 00	"	"	"	14,850,000 00
Contrib. des colonies aux dépenses d'entret. de l'école coliale.	130,000 00	"	"	"	130,000 00
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	4,292 39	4,292 39	"	4,292 39	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	215,811 09	200,869 99	"	200,869 99	14,941 10
— Écoles militaires — de Saint-Cyr	216,532 41	119,079 06	"	119,079 06	97,453 35
— Écoles militaires — de la Flèche	143,838 26	128,092 92	"	128,092 92	15,745 34
— École navale de Brest	67,467 50	66,755 00	"	66,755 00	712 50
— Écoles vétérinaires	280,873 15	261,107 65	"	261,107 65	19,765 50
— École des haras du Pin	1,000 00	1,000 00	"	1,000 00	"
— Écoles d'agriculture	105,499 71	84,568 26	"	84,568 26	20,931 45
— École nationale des industries agricoles de Douai	6,193 65	3,450 00	"	3,450 00	2,743 65
— Institut agronomique	58,650 00	41,000 00	"	41,000 00	17,650 00
— École de santé militaire	9,261 42	6,625 00	"	6,625 00	2,636 42
— École de santé de la marine	37,103 79	34,830 00	"	34,830 00	2,273 79
Rembt au Trésor, par les entreprs des servces économques des établissts pénitres, des indemtés dues au personnel de garde et de surveillance	64,313 12	64,313 12	"	64,313 12	"
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	86,148 38	86,148 38	"	86,148 38	"
Frais de scolarité des médecins-élèves du service de santé démissionnaires et remboursts des premières mises allouées aux vétérinaires quittant le service.	9,304 49	9,304 49	"	9,304 49	"
Rembt des frais de pension des élèves des écoles normles primaires qui ont rompu leur engagement décennal.	40,782 95	40,782 95	"	40,782 95	"
Rembt des frais de traitemt dans les hôpitaux des colonies.	246,615 67	246,615 67	"	246,615 67	"
Ret. pour cause de cumul des fonctres députés et sénatrs.	263,462 51	263,462 51	"	263,462 51	"
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,032,139 90	3,032,139 90	"	3,032,139 90	"
Excédt des recettes sur les dépenses de la Légion d'honr.	"	35,105 70	35,105 70	"	"
Versemt au Trésor de la subvtion accordée par la ville de Marseille à l'école d'applion du servce de santé colonial	20,000 00	"	"	"	20,000 00
Rembt par les chems de fer de l' tat des frais de service des obligats amortisss émises pour leur compte	114,742 26	114,742 26	"	114,742 26	"
Retenue de 3 p. o/o sur le traitemt des ancens employés de la Cie du canal du Midi. (Loi du 27 nov. 1897.)	1,735 23	1,735 23	"	1,735 23	"
Excédent versé au Trésor sur les sommes payées au réseau racheté de l'Ouest pour insuffisance des produits de l'exploitation provisoire	"	3,846,276 20	3,846,276 20	"	"
TOTAUX des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	81,099,879 49	58,908,583 08	3,884,575 59	55,024,007 49	26,075,872 00
		55,024,007f 49c (Recettes − Annulations)			

§ 6. — RECETTES D'ORDRE. (Suite.)

Recettes d'ordre proprement dites.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	3,264,637f 21c	"	3,139,355f 17c	"	3,139,355f 17c	125,282f 04c
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	825,065 00	825,065f 00c	"	"	825,065 00	"
Contingent de la commune de Marseille dans les frais de la police marseillaise	1,636,517 95	1,333,333 30	303,184 65	"	1,636,517 95	"
Rembourst par les communes du départemt de la Seine des dépenses faites pour leur police	1,674,613 00	781,833 50	892,779 50	"	1,674,613 00	"
Contingent du département de la Seine dans les frais de police des communes suburbaines	136,900 00	"	136,900 00	"	136,900 00	"
Versement par la Caisse des dépôts des frais de perception et des dégrèvements concernant les taxes additionnelles pour fonds de garantie	134,200 82	413 75	133,787 07	"	134,200 82	"
Versemt par les villes des frais de perception et de distribon d'avertissement concernant les taxes de remplacemt.	329,650 75	51,594 14	278,056 61	"	329,650 75	"
Rembt par les colons des frais de transpt de leurs conds.	368,812 21	"	368,812 21	"	368,812 21	"
Remboursement forfaitaire par les colonies des dépenses de relève des officiers du corps de santé placés hors cadres pour être mis à la disposition des services locaux	54,400 00	"	54,400 00	"	54,400 00	"
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	330,263 67	140,292 65	189,971 02	"	330,263 67	"
Remboursement par le gouvernement khédivial, par le gouvernement beylical et par le gouvernement hellénique des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens, des papiers timbrés et timbres mobiles tunisiens et des papiers timbrés, impressions, banderoles et timbres mobiles helléniques	26,121 84	26,121 84	"	"	26,121 84	"
Remboursement par l'Algérie et les colonies des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés timbres et des impressions qui leur sont cédés	46,428 31	45,015 96	1,412 35	"	46,428 31	"
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées.	200,000 00	200,000 00	"	"	200,000 00	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts	18,798,230 33	18,351,791 02	446,439 31	"	18,798,230 33	"
Remboursement des sommes versées à la Cie de chemins de fer de Dakar à St-Louis à titre de garanties d'intts.	86,774 15	"	86,774 15	"	86,774 15	"
Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	12,100,000 00	18,600,000 00	"	6,500,000f 00c	12,100,000 00	"
A reporter	40,012,615 24	40,355,461 16	6,031,872 04	6,500,000 00	39,887,333 20	125,282 04

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.					
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	3,559,355f 21c	4.674.428f 77c	3,139,355f 17c	1,535,073f 60c	2,024,281f 61c
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	875,065 00	875,065 00	"	875,065 00	"
Contingent de la commune de Marseille dans les frais de la police marseillaise	1,400,625 00	1,400,625 00	"	1,400,625 00	"
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police	760,312 90	760,312 90	"	760,312 90	"
Contingent du département de la Seine dans les frais de police des communes suburbaines	136,900 00	136,900 00	"	136,900 00	"
Versement par la Caisse des dépôts et consignations des frais de perception et dégrèvements concernant les taxes additionnelles pour fonds de garantie	707 11	707 11	"	707 11	"
Versement par les villes des frais de perception et de distribution d'avertissements concernant les taxes de remplacement	50,747 47	50,747 47	"	50,747 47	"
Remboursement par les colonies des frais de transport de leurs condamnés	1,185,751 26	1,544,630 02	358,878 76	1,185,751 26	"
Remboursement forfaitaire, par les colonies, des dépenses de relève des officiers du corps de santé placés hors cadres pour être mis à la disposition des services locaux	1,600 00	1,600 00	"	1,600 00	"
Remboursement, par le gouvernement beylical, des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie.	149,806 39	149,806 39	"	149,806 39	"
Remboursement, par le gouvernement khédivial, par le gouvernement beylical et par le gouvernement hellénique, des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens, des papiers timbrés et des timbres mobiles tunisiens et des papiers timbrés, impressions, banderoles et timbres mobiles helléniques	20,275 08	20,275 08	"	20,275 08	"
Remboursement, par l'Algérie et les colonies, des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés, timbres et impressions qui leur sont cédés	47,333 36	47,333 36	"	47,333 36	"
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts.	21,181,909 29	21,181,909 29	"	21,181,909 29	"
A reporter	29,570,388 07	31,044,340 39	3,498,233 93	27.546,106 46	2,024,281 61

§ 6. — RECETTES D'ORDRE. (Suite et fin.)

Recettes d'ordre proprement dites. (Suite et fin.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Recettes.	Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
Report des recettes en atténuation de dépenses...	83,438,439f 32c	51,353,263f 65c	32,331,220f 09c	260,079f 42c	83,424,404f 32c	14,035f 00c
Report	40,012,615 24	40,355,461 16	6,031,872 04	6,500,000 00	39,887,333 20	125,282 04
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public..	40,794,124 14	47,996,482 99	4,885,863 44	12,088,222 29	40,794,124 14	"
Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	763,795 27	763,795 27	"	"	763,795 27	"
Produit du prélèvt fait sur le pari mut. en fav. de l'élevage	3,547,441 35	3,425,257 92	730,787 85	608,604 42	3,547,441 35	"
Prélèvt sur les redevces annles et sr l'avance de la Banque de France pour les frais de gestion du service des caisses régionales de crédit agricole	113,500 00	113,500 00	"	"	113,500 00	"
Prélèvement sur les fonds affectés aux avances du crédit maritime pour les frais de gestion de ce service	1,106 00	"	1,106 00	"	1,106 00	"
Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France. (Loi du 31 mars 1899.)	17,584,630 00	16,213,630 00	1,371,000 00	"	17,584,630 00	"
Produits accessoires du service de trésorerie	216,600 25	216,600 25	"	"	216,600 25	"
Rembt par les asiles publics d'aliénés des frais de concours aux emplois de médecin-adjt dans ces établissts.	5,201 55	5,110 35	91 20	"	5,201 55	"
Reverst sur les subvenons accordées aux entreprises de chemns de fer d'intérêt local, de tramw. et d'automobes	17,125 10	4,844 05	12,281 05	"	17,125 10	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies.	8 57	8 57	"	"	8 57	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État pour avances faites en exécution de la convention du 8 mai 1886. — Suppression de passages à niveau.	44,051 00	24,435 79	19,615 21	"	44,051 00	"
Reversement par le département de la Loire d'à-compte sur les produits nets du canal du Forez..	150,000 00	"	150,000 00	"	150,000 00	"
Reversement par la Tunisie des sommes touchées en excédent pour la constitution des fonds de garantie du réseau de chemin de fer de la Medjerdah....	"	750,000 00	"	750,000 00	"	"
TOTAUX	103,250,198 47	109,869,126 35	13,202,616 79	19,946,826 71	103,124,916 43	125,282 04
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	175,925 76	"	259,669 65	83,743 89	175,925 76	"
TOTAUX des recettes d'ordre	103,426,124 23	109,869,126 35	13,462,286 44	20,030,570 60	103,300,842 19	125,282 04
			6,568,284f 16c			
TOTAUX des recettes d'ordre proprement dites.	186,864,563 55	161,222,390 00	45,793,506 53	20,290,650 02	186,725,246 51	139,317 04
			25,502,856 51			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Recettes.	Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
Report des recettes en atténuation de dépenses....	81,099,879f 49c	58,908,583f 08c	3,884,575f 59c	55,024,007f 49c	26,075,872f 00c
Report	29,570,388 07	31,044,346 39	3,498,233 93	27,546,106 46	2,024,281 61
Remboursement des sommes versées à la Compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis à titre de garanties d'intérêts	800,000 00	800,000 00	"	800,000 00	"
Part de l'État dans les bénéfices du chemin de fer de Kayes au Niger	"	906,192 80	906,192f 80c	"	"
Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	16,270,000 00	16,270,000 00	"	16,270,000 00	"
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public...	80,648,897 57	80,757,380 17	108,482 60	80,648,897 57	"
Produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	796,538 22	796,538 22	"	796,538 22	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	3,863,154 27	3,863,154 27	"	3,863,154 27	"
Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France pour les frais de gestion du service des caisses régionales de crédit agricole.	113,500 00	113,500 00	"	113,500 00	"
Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France. (Loi du 31 mars 1899)	14,119,564 00	9,220,290 00	"	9,220,290 00	4,899,274 00
Produits accessoires du service de trésorerie	6,961 38	6,961 38	"	6,961 38	"
Remboursement par les asiles publics d'aliénés des frais de concours aux emplois de médecin-adjoint dans ces établissements	2,937 85	2,937 85	"	2,937 85	"
Reversement sur les subventions accordées aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local, de tramways et d'automobiles	6,231 31	6,231 31	"	6,231 31	"
Remboursement par les chemins de fer de l'État des frais de service des obligations amortissables émises pour leur compte	"	114,742 26	114,742 26	"	"
TOTAUX	146,198,172 67	143,902,268 65	4,627,651 59	139,274,617 06	6,923,555 61
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	"	185,905 53	185,905 53	"	"
TOTAUX des recettes d'ordre proprement dites.	146,198,172 67	144,088,174 18	4,813,557 12	139,274,617 06	6,923,555 61
		139,274,617f 06c			
TOTAUX des recettes d'ordre	227,298,052f 16c	202,996,757f 26c	8,698,132f 71c	194,298,624f 55c	32,999,427f 61c
		194,298,624f 55c			

IMPÔTS ET REVENUS. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Recettes.	Opérations de l'année 1912. Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.						
Produits de l'enregistrement.						
Enregistrement de certificats de propriété de rentes sur l'État	100f 80c	6f 30c	94f 50c	″	100f 80c	″
			94f 50c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.						
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses.						
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	142,295f 19c	142,295f 19c	″	″	142,295f 19c	″
Recettes accessoires	1,408 40	1,408 40	″	″	1,408 40	″
Produit de la vente des poudres à feu	854,782 76	854,782 76	″	″	854,782 76	″
Recettes accessoires	11,246 80	11,246 80	″	″	11,246 80	″
Amendes et confiscations. (Poudres et tabacs.)	439 45	439 45	″	″	439 45	″
TOTAL	1,010,172 60	1,010,172 60	″	″	1,010,172 60	″
			″			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.						
Produits du domaine autre que le domaine forestier.						
Aliénations d'objets mobiliers	317,058f 40c	316,979f 96c	78f 44c	″	317,058f 40c	″
Aliénations d'immeubles	24,662 67	24,662 67	″	″	24,662 67	″
Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	214,248 63	″	214,248 63	″	214,248 63	″
Versements effectués par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893	1,997 84	″	1,997 84	″	1,997 84	″
TOTAL	557,967 54	341,642 63	216,324 91	″	557,967 54	″
			216,324f 91c			

DE L'ÉTAT. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1912. Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.					
Produits de l'enregistrement.					
Enregistrement des certificats de propriété de rentes sur l'État	6f 30	6f 30c	″	6f 30c	″
		6f 30c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.					
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses.					
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	137,797f 25c	137,797f 25c	″	137,797f 25c	″
Recettes accessoires	470 50	470 50	″	470 50	″
Produit de la vente des poudres à feu	956,181 59	956,181 59	″	956,181 59	″
Recettes accessoires	13,002 40	13,002 40	″	13,002 40	″
Amendes et confiscations. (Poudres et tabacs.)	2,443 51	2,443 51	″	2,443 51	″
TOTAL	1,109,895 25	1,109,895 25	″	1,109,895 25	″
		1,109,895f 25c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier.					
Aliénation d'objets mobiliers (provenant des ministères de la Guerre et de la Marine)	315,259f 62c	315,259f 62c	″	315,259f 62c	″
Aliénation d'immeubles	15,755 42	15,755 42	″	15,755 42	″
Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	1,877,880 88	″	″	″	1,877,880f 88c
Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893	40,518 58	″	″	″	40,518 58
TOTAL	2,249,414 50	331,015 04	″	331,015 04	1,918,399 46
		331,015f 04c			

PRODUITS DIVERS DU BUDGET. —

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1911.)

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)						
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	168,579f 83c	147,193f 24c	21,386f 59c	//	168,579f 83c	//
Recettes provenant d'anciens exercices (Algérie)	1,229,663 41	355,609 95	696 67	//	356,306 62	873,356f 79c
Recettes accidentelles à différents titres	2,508 31	2,508 31	//	//	2,508 31	//
Abonnements aux instructions et circulaires de l'enregistrement	3 00	//	3 00	//	3 00	//
TOTAUX	1,400,754 55	505,311 50	22,086 26	//	527,397 76	873,356 79
			22,086f 26c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.						
Recettes en atténuation de dépenses.						
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,042.543f 90c	974,365f 57c	68,178f 33c	//	1,042,543f 90c	//
Retenue de 1 p. o/o sur les émoluments de divers agents dépendant des manufactures de l'État	105 44	//	105 44	//	105 44	//
	1,042,649 34	974,365 57	68,283 77	//	1,042,649 34	//
			68,283f 77c			
Recettes d'ordre proprement dites.						
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,209f 32c	2,209f 32c	//	//	2,209f 32c	//
			//			
TOTAUX des recettes d'ordre	1,044,858f 66c	976,574f 89c	68,283f 77c	//	1,044,858f 66c	//
			68,283f 77c			

RECETTES D'ORDRE.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1912.)

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1912. Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	176,473f 83c	176,473f 83c	//	176,473f 83c	//
Recettes provenant d'anciens exercices (Algérie)	884,859 86	11,503 07	//	11,503 07	873,356f 79c
Recettes accidentelles à différents titres	2,568 62	2,568 62	//	2,568 62	//
TOTAUX	1,063,902 31	190,545 52	//	190,545 52	873,356 79
		190,545f 52c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
Recettes en atténuation de dépenses.					
Retenues et autres produits recouvrés en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,001,771f 09c	1,001,771f 09c	//	1,001,771f 09c	//
Retenue de 1 p. o/o sur les émoluments de divers agents dépendant des manufactures de l'État	182 47	182 47	//	182 47	//
	1,001,953 56	1,001,953 96	//	1,001,953 56	//
		1,001,953f 56c			
Recettes d'ordre proprement dites.					
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,491f 17c	2,491f 17c	//	2,491f 17c	//
		2,491f 17c			
TOTAUX des recettes d'ordre	1,004,444f 73c	1,004,444f 73c	//	1.004,444f 73c	//
		1,004,444f 73c			

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1912.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	4.378,206f 56c	〃	6,261.972f 43c	1,871,852f 69c	4,182,909f 05c	16,694,940f 73c
Aisne	11,724,605 46	〃	27,447,002 54	4,071,061 70	10,081,049 50	53,323,719 20
Allier	8,105,163 99	〃	8,799,172 43	2,584,920 37	6,422,495 16	25,911,751 95
Alpes (Basses-)	1,120,948 46	〃	2,515,899 28	523,142 02	1,166,604 05	5,326,593 81
Alpes (Hautes-)	1,076,506 21	〃	1,919,002 43	481,142 32	1,294,926 94	4.771,577 90
Alpes-Maritimes	11,672,672 65	5,067,948f 39c	13,128,742 02	6,420,703 48	7,991,800 70	44,281,867 24
Ardèche	2,763,097 77	〃	5,037,817 38	1,278,436 89	2,550,043 22	11,629,395 26
Ardennes	6,905,992 49	10,494,853 86	9,955,610 85	2,488,387 76	5,488,371 97	35,333,216 93
Ariège	1,441,235 75	〃	3,346,509 09	670,036 06	1,627,790 06	7,085,570 96
Aube	4,710,435 61	〃	7,083,460 55	1,837,393 18	4,968,461 00	18,599,750 34
Aude	4,479,208 25	〃	8,060,744 94	2,168,734 07	5,143,564 75	19,852,252 01
Aveyron	3,421,546 42	〃	5,296,040 36	1,261,098 24	3,381,207 73	13,359,892 75
Bouches-du-Rhône (y compris, pour les postes, les bureaux français à l'étranger.)	19,513,492 10	77,441,215 50	39,863,385 02	13,163,040 68	19,588,730 95	169,569,864 25
Calvados	11,044,740 87	4,820,553 53	17,197,636 37	3,676,991 03	9,197,609 90	45,937,531 70
Cantal	2,366,796 57	〃	3,651,515 74	912,573 12	2,213,097 61	9,143,983 04
Charente	4,335,050 74	〃	6,735,599 17	2,006,838 57	4,577,873 55	17,655,362 03
Charente-Inférieure	6,631,922 13	10,795,527 48	8,103,493 57	2,856,553 67	5,983,725 02	34,371,221 87
Cher	4,341,464 96	〃	6,587,787 28	1,766,359 01	4,368,809 96	17,064,421 21
Corrèze	2,803,605 28	〃	4,885,001 55	1,053,403 74	2,070,124 41	10,812,134 98
Corse	1,234,883 55	2,581,540 10	〃	849,693 24	1,705,550 00	6,371,666 89
Côte-d'Or	7,974,549 03	〃	12,869,819 21	2,935,680 61	7,400,323 34	31,180,372 19
Côtes-du-Nord	6,521,696 16	〃	14,301,058 56	1,828,512 25	4,357,868 28	27,009,135 25
Creuse	2,690,373 01	〃	3,930,761 07	903,625 23	1,896,557 63	9,421,316 94
Dordogne	4,301,649 19	〃	5,968,575 47	1,702,365 70	4,097,174 81	16,069,765 17
Doubs	4,663,710 18	2,899,862 41	10,605,449 75	2,662,091 41	5,502,667 20	26,333,780 95
Drôme	3,886,400 95	〃	7,785,536 74	1,746,691 08	3,431,559 75	16,850,188 52
Eure	7,683,714 15	〃	16,612,788 05	2,510,972 42	7,025,717 40	33,833,192 02
Eure-et-Loir	5,873,564 48	〃	10,884,393 94	1,717,751 10	5,410,402 18	23.886,111 70
Finistère	8,260,729 38	2,951,136 58	20,774,677 42	2,330,658 43	6,796,903 73	41,114,105 54
Gard	5,420,558 07	〃	12,094,453 08	2,632,291 90	6,324,789 97	26,472,093 02
A reporter	171,348,520 42	117,052,637 85	301,703,906 29	72,913,001 97	156,248,709 82	819,266,776 35

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1912. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	171,348,520f 42c	117,052,637f 85c	301,703,906f 29c	72,913,001f 97c	156,248,709f 82c	819,266,776f 35c
Garonne (Haute-)	6,857,147 51	9,164,426 59	13,011,227 34	3,556,054 06	8,331,103 93	40,919,959 43
Gers	2,223,913 62	〃	3,785,105 42	825,189 91	2,950,319 84	9,784,528 79
Gironde	21,050,316 03	46,333,571 75	30,745,189 02	9,839,398 12	17,040,523 53	125,008,998 45
Hérault	9,227,368 94	30,761,774 39	16,598,276 80	4,386,185 39	8,989,581 26	69,963,186 78
Ille-et-Vilaine	8,825,313 54	3,171,550 90	16,211,481 70	3,043,634 25	7,344,422 37	38,596,402 76
Indre	4,052,946 37	〃	5,476,132 10	1,360,444 15	3,250,205 30	14,139,727 92
Indre-et-Loire	7,573,738 29	〃	7,930,437 66	2,765,976 64	6,317,323 04	24,587,475 63
Isère	9,563,548 95	〃	14,569,380 62	3,808,894 01	9,120,441 25	37,062,264 83
Jura	3,236,690 05	〃	7,126,798 46	1,504,837 33	4,574,843 22	16,443,169 06
Landes	3,698,934 39	〃	4,467,513 66	1,142,235 21	2,455,936 30	11,764,619 56
Loir-et-Cher	4,543,003 71	〃	5,117,461 98	1,561,548 75	4,288,208 38	15,510,222 82
Loire	10,647,292 56	〃	17,925,868 03	4,331,756 84	9,115,584 92	42,020,502 35
Loire (Haute-)	2,671,467 49	〃	5,130,203 62	952,337 80	2,534,928 75	11,288,937 66
Loire-Inférieure	13,482,972 21	28,194,077 07	15,619,989 29	4,287,675 04	8,739,092 34	70,323,805 95
Loiret	8,639,723 10	〃	11,081,927 89	2,544,266 03	6,906,472 36	29,172,389 38
Lot	1,547,918 28	〃	2,953,494 54	667,809 86	1,875,570 05	7,044,792 73
Lot-et-Garonne	3,360,483 30	〃	5,522,283 59	1,364,755 29	4,178,404 84	14,425,927 02
Lozère	781,298 67	〃	1,446,964 76	377 437 52	981,650 73	3,587,351 68
Maine-et-Loire	8,159,373 38	〃	12,648,689 50	3,120,870 44	8,930,781 91	32,859,715 23
Manche	8,897,441 35	1,390,406 25	13,948,763 53	2,393,264 34	7,738,262 83	34,368,138 30
Marne	11,095,620 52	〃	22,932,388 06	4,403,406 36	10,001,838 12	48,433,253 06
Marne (Haute-)	3,952,803 87	〃	5,048,914 40	1,494,812 94	3,464,510 77	13,961,041 98
Mayenne	4,641,292 00	〃	7,539,719 39	1,212,509 69	3,933,328 20	17,326,849 28
A reporter	330,079,128 55	236,068,444 80	548,542,117 65	133,858,301 94	299,312,044 06	1,547,860,037 00

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1912. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de l'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	330,079,128f 55c	236,068,444f 80c	548,542,117f 65c	133,858,301f 94c	299,312,044f 06c	1,547,860,037f 00c
Meurthe-et-Moselle	14,491,428 57	30,955,324 96	28,493,672 82	5,440,914 62	12,089,875 64	91,471,216 61
Meuse	5,517,999 68	"	7,253,917 15	1,721,043 38	5,550,096 38	20,043,056 59
Morbihan	5,511,104 33	1,035,775 18	11,085,114 22	1,579,314 71	4,826,770 99	24,038,079 43
Nièvre	4,425,468 86	"	6,116,426 21	1,649,069 50	4,206,728 68	16,397,693 25
Nord	41,399,828 92	101,281,900 05	81,337,479 04	17,091,413 34	36,593,620 32	277,704,241 67
Oise	10,341,531 68	"	21,606,594 61	3,533,147 79	8,870,430 75	44,351,704 83
Orne	6,901,185 16	"	8,870,669 91	1,957,683 23	5,349,291 78	23,078,830 08
Pas-de-Calais	18,532,688 41	21,683,560 89	40,568,287 65	5,974,659 31	18,975,015 29	105,734,211 55
Puy-de-Dôme	6,728,414 64	"	11,895,910 58	2,810,792 07	6,059,398 25	27,494,515 54
Pyrénées (Basses-)	6,421,302 08	3,770,899 58	8,645,136 90	3,109,867 86	4,619,862 29	26,567,068 71
Pyrénées (Hautes-)	2,103,944 07	"	4,332,169 12	1,212,001 35	2,215,083 44	9,863,197 98
Pyrénées-Orientales	2,864,231 12	"	7,717,028 46	1,573,842 79	2,589,837 17	14,744,939 54
Territoire de Belfort (Haut-Rhin)	"	16,332,647 63	"	"	1,807,544 96	18,140,192 59
Rhône	29,406,814 93	14,624,262 87	29,745,899 22	12,328,426 35	19,651,861 86	105,757,265 23
Saône (Haute-)	4,907,165 99	"	9,003,214 34	2,420,788 71	3,620,622 09	19,951,791 13
Saône-et-Loire	10,339,122 41	"	17,626,706 94	3,154,284 03	8,577,344 48	39,697,457 86
Sarthe	9,404,419 71	"	10,822,203 19	2,326,950 07	6,524,263 63	29,077,836 60
Savoie	3,309,630 12	2,780,738 48	5,300,419 59	1,597,790 74	2,619,278 85	15,607,857 78
Savoie (Haute-)	3,286,998 36		4,666,067 25	1,552,421 68	2,166,135 09	11,671,622 38
Seine	575,232,962 73	148,370,115 87	345,927,632 47	163,651,778 41	176,873,976 34	1,410,056,465 82
A reporter	1,091,205,370 32	576,903,670 31	1,209,556,667 32	368,544,491 88	633,099,082 34	3,879,309,282 17

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1912. (Suite et fin.)

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de l'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	1,091,205,370f 32c	576,903,670f 31c	1,209,556,667f 32c	368,544,491f 88c	633,099,082f 34c	3,879,309,282f 17c
Seine-Inférieure	24,018,263 08	168,126,964 70	56,503,210 34	10,275,580 69	19,314,301 46	278,238,320 27
Seine-et-Marne	11,250,469 19	"	17,527,058 92	3,226,886 02	9,247,993 76	41,252,407 89
Seine-et-Oise	30,253,105 44	"	26,660,245 08	8,872,747 36	20,197,653 20	85,983,751 08
Sèvres (Deux-)	4,701,273 21	"	6,627,632 33	1,397,099 57	3,972,352 08	16,698,357 19
Somme	11,102,183 95	"	22,227,274 06	3,732,003 00	9,096,509 29	46,157,970 30
Tarn	3,095,795 76	"	6,027,747 57	1,516,099 46	4,184,618 76	14,824,261 55
Tarn-et-Garonne	2,076,058 13	"	3,263,491 66	739,415 52	2,835,310 43	8,914,275 74
Var	6,513,533 48	"	11,974,829 27	2,596,207 62	6,343,291 96	27,427,862 33
Vaucluse	3,227,343 61	"	9,216,914 80	1,883,094 76	3,242,516 62	17,569,869 79
Vendée	6,299,446 35	"	5,163,886 21	1,395,204 04	4,315,627 58	17,174,164 18
Vienne	5,128,591 24	"	5,785,419 61	1,810,927 83	4,292,418 31	17,017,356 99
Vienne (Haute-)	4,095,633 51	"	6,839,450 30	1,981,112 72	3,829,820 43	16,746,016 96
Vosges	6,189,963 76	"	11,453,367 48	3,105,767 48	9,698,769 89	30,447,868 61
Yonne	5,835,384 00	"	7,086,388 42	1,987,966 29	5,157,778 91	20,067,517 62
	1,214,992,415 03	745,030,635 01	1,405,913,583 37	413,064,604 24	738,828,045 02	4,517,829,282 67

Caissier payeur central du Trésor public	238,086,204 42
Agents comptables du Trésor	2,591,652 37
Payeurs des armées	4,698,467 13
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	11,599,935 52
Trésoriers payeurs des colonies	28,476,444 14
Agent comptable des virements de comptes	38,130,816 94
TOTAL GÉNÉRAL des recouvrements effectués pendant l'année 1912	4,841,412,803 19

COMPTE

DES DÉPENSES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1912

NOTE

SUR

LE COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Dans le compte des contributions et revenus publics qui précède, on a détaillé, par branche principale de revenus, les différentes ressources dont se compose le budget des recettes. Dans le compte des dépenses publiques, on fait connaître, par division principale de services, les diverses natures de dépenses représentant les besoins généraux de l'État. Ces deux comptes servent ainsi de base au compte des budgets, qui a pour destination de retracer l'exécution des lois annuelles de finances, en opposant les recettes réalisées aux évaluations qui les ont prévues et les dépenses effectuées aux crédits qui les ont autorisées.

Les dépenses de chaque exercice sont classées, dans le compte des dépenses publiques, par ministère et par chapitre.

Pour les détails par article, ainsi que pour les développements administratifs que comporte chaque service, il est nécessaire de se reporter aux comptes particuliers que les Ministres ordonnateurs publient pour justifier l'emploi des fonds mis à leur disposition par la loi de finances.

Chacun de ces tableaux fait connaître :

Les dépenses résultant des services faits, c'est-à-dire les droits constatés à la charge de l'État et au profit de ses créanciers;

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres, avec la distinction de l'année pendant laquelle ils ont eu lieu;

Les annulations de payements constatées pour fonds reversés dans les caisses du Trésor public d'après les ordres des Ministres, pour remboursements d'avances concernant d'autres ministères, et pour changements d'imputation dont la Cour des comptes est appelée à reconnaître la régularité;

Enfin, les dépenses qui sont restées à payer soit à la clôture de l'exercice expiré, soit à la fin de la première année de l'exercice courant.

Le compte des dépenses publiques est précédé d'un tableau général qui récapitule les développements placés à la suite, pour chaque branche de service, et dont on va résumer les résultats par exercice.

Il contient, en outre, le développement, par département et par classe de comptables, des payements effectués pendant la gestion sur les deux exercices en cours d'exécution. Les détails, par lieu d'ordonnancement des dépenses de chaque ministère, selon les circonscriptions spéciales des services, se trouvent dans les comptes définitifs que les départements ministériels publient en clôture d'exercice.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1911

Les dépenses constatées par les Ministres, à la charge de l'exercice 1911, se sont élevées à 4,570,171,051 fr. 76 cent.

SAVOIR :

Budget général	Dette publique	1,271,917,939f 31c	4,570,171,051f 76c
	Pouvoirs publics	20,261,238 28	
	Services généraux des ministères	2,643,216,307 70	
	Frais de régie, de perception, etc.	580,767,853 26	
	Remboursements, restitutions, etc.	54,007,713 21	

Sur ces dépenses il a été payé par le Trésor public, jusqu'à l'époque de la clôture du dit exercice, une somme de 4,547,915,740 fr. 88, appliquée ainsi qu'il suit :

Payements antérieurs au 1er janvier 1912		3,956,484,621f 81c	
Payements de l'année 1912	752,556,163f 07c		
A déduire : Annulations résultant de remboursements d'avances, de reversements de fonds et de changements d'imputation	*161,125,044 00*		
Total net des payements de l'année 1912	591,431,119 07	591,431,119 07	
Total des payements de l'exercice 1911		4,547,915,740 88	4,547,915,740 88

Les dépenses restant à payer sur le budget général à la clôture de l'exercice 1911, et qui seront ordonnancées par les Ministres sur le chapitre spécial des exercices clos, s'élèvent à 22,255,310 88

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1912.

Les dépenses liquidées par les ministères ordonnateurs jusqu'au 1er janvier 1913, et celles que l'on présume devoir encore être constatées à la charge de l'exercice 1912, montent à 4,841,400,961 fr. 80.

SAVOIR :

Budget général...	Dette publique	1,280,399,636f 36c	4,841,400,961f 80c
	Pouvoirs publics	20,157,230 41	
	Services généraux des ministères	2,867,207,564 20	
	Frais de régie, de perception, etc.	620,141,998 78	
	Remboursements, restitutions, etc.	53,494,532 05	

Les payements faits par le Trésor public jusqu'au 1er janvier 1913 s'élèvent à la somme de 4,175,679,559 fr. 67, savoir :

Payements de l'année 1912	4,311,708,524f 75c	
À DÉDUIRE :		
Annulations résultant de remboursements d'avances, de reversements de fonds et de changements d'imputation	*136,028,965 08*	
Total net des payements de l'exercice 1912	4,175,679,559 67	4,175,679,559 67
Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1913		665,721,402 13

RÉCAPITULATION DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1912.

D'après les résultats qui viennent d'être exposés, les payements de toute nature effectués sur les dépenses publiques, pendant l'année 1912, s'élèvent à une somme totale de 4,767,110,678 fr. 74.

SAVOIR :

		EXERCICE 1911.	EXERCICE 1912.
		fr. c.	fr. c.
Budget général	Dette publique	31,203,322 89	1,244,850,173 80
	Pouvoirs publics	130,790 28	20,136,448 00
	Services généraux des ministères	489,632,929 89	2,311,756,156 90
	Frais de régie, de perception, etc.	62,471,492 47	552,770,359 46
	Remboursements, restitutions et non-valeurs	7,992,583 54	46,166,421 51
	TOTAL	591,431,119 07	4,175,679,559 67
	TOTAL GÉNÉRAL	4,767,110,678f 74c	

Ces payements sont portés en dépense dans le tableau général des opérations de l'administration des finances de l'année 1912. (Voir page 31.)

État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913.

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT ET DÉPENSES PRÉSUMÉES — antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT l'année 1912.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1911.									
	BUDGET GÉNÉRAL.									
	1re Partie. — Dette publique.									
144	Ministère des finances. Dette consolidée	655,833,458f 00c	″	″	655,833,458f 00c	634,938,821f 54c	14,484,563f 15c	649,423,384f 69c	6,410,073f 31c	
144	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités	307,691,103 40	189,963f 29c	″	307,881,066 69	300,671,342 73	6,536,869 27	307,208,212 00	672,854 69	
146	Ministère des finances. Dette viagère	307,117,625 47	1,085,789 15	″	308,203,414 62	298,021,524 15	10,181,890 47	308,203,414 62	″	
		1,270,642,186 87	1,275,752 44	″	1,271,917,939 31	1,233,631,688 42	31,203,322 89	1,264,835,011 31	7,082,928 00	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.									
148	Ministère des finances	20,234,238 28	27,000 00	″	20,261,238,28	20,130,448 00	130,790 28	20,261,238 28	″	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
148	Ministère des finances	57,658,837 10	″	108,838f 28c	57,549,998 82	54,069,194 97	3,431,432 56	57,500,627 53	49,371 29	
156	Ministère de la justice	59,314,653 80	″	701,293 74	58,613,360 06	53,909,383 26	4,484,183 63	58,393,566 89	219,793 17	
158	Ministère des affaires étrangères	24,846,569 23	″	766,276 03	24,080,293 20	18,094,585 84	5,523,957 16	23,618,543 00	461,750 20	
160	Ministère de l'intérieur	145,432,092 93	″	9,985,218 52	135,446,874 41	113,153,055 04	19,181,625 96	132,334,681 00	3,112,193 41	
166	Ministère de la guerre. 1re section. — Troupes métropolitaines	889,289,036 66	″	6,100,777 52	883,188,259 14	784,597,723 28	94,595,221 57	879,192,944 85	3,995,314 29	
170	Ministère de la guerre. 2e section. — Troupes coloniales	43,698,410 05	326,349 47	″	44,024,759 52	37,178,035 63	6,426,610 36	43,604,645 99	420,113 53	
172	Ministère de la guerre. 3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	97,234,025 99	″	4,367,619 97	92,866,406 02	57,257,127 71	35,377,778 37	92,634,906 08	231,499 94	
174	Ministère de la marine	425,545,256 63	″	4,947,224 24	420,598,032 39	320,485,660 14	98,400,074 12	418,885,734 26	1,712,298 13	
178	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re section. — Instruction publique	300,105,494 79	″	3,425,582 33	296,679,912 46	267,461,169 32	29,101,393 18	296,562,562 50	117,349 96	
186	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e section. — Beaux-arts	22,878,222 20	″	918,269 81	21,959,952 39	12,363,347 73	7,992,826 35	20,356,174 08	1,603,778 31	
192	Ministère du commerce et de l'industrie	54,142,944 59	130,757 93	″	54,273,702 52	40,814,921 39	13,163,619 23	53,978,540 62	295,161 90	
196	Ministère du travail et de la prévoyance sociale	30,782,365 48	″	254,813 63	30,527,551 85	20,688,116 30	9,813,113 25	30,501,229 55	26,322 30	
200	Ministère des colonies	105,562,382 78	″	5,347,046 69	100,215,336 09	53,638,417 35	45,450,907 39	99,089,324 74	1,126,011 35	
204	Ministère de l'agriculture	59,038,783 54	″	62,946 95	58,975,836 59	42,975,053 64	15,884,214 27	58,859,267 91	116,568 68	
210	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re section. — Travaux publics. Dépenses ordinaires	88,481,976 57	″	118,413 86	88,363,562 71	73,562,010 15	14,732,038 96	88,294,049 11	69,513 60	
214	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re section. — Travaux publics. Dépenses extraordinaires	270,375,744 36	439,980 17	″	270,815,724 53	184,778,996 38	85,664,451 94	270,443,448 32	372,276 21	
216	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	5,036,779 60	″	34 60	5,036,745 00	4,626,520 50	409,481 59	5,036,002 09	742 91	
		2,679,423,576 30	897,087 57	37,104,356 17	2,643,216,307 70	2,139,653,318 63	489,632,929 89	2,629,286,248 52	13,930,059 18	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
150	Ministère des finances	257,530,452 65	62,183 85	″	257,592,636 50	229,680,797 96	27,831,938 56	257,512,736 52	79,899 98	
158	Ministère des affaires étrangères	425,000 00	″	573 35	424,426 65	″	57,712 71	57,712 71	366,713 94	
208	Ministère de l'agriculture	14,932,419 80	″	45,399 93	14,887,019 87	11,986,708 72	2,860,206 17	14,846,914 89	40,104 98	
220	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	309,587,242 49	″	1,723,472 25	307,863,770 24	275,386,530 41	31,721,635 03	307,108,165 44	755,604 80	
		582,475,114 94	62,183 85	1,769,445 53	580,767,853 26	517,054,037 09	62,471,492 47	579,525,529 56	1,242,323 70	
	5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.									
154	Ministère des finances	42,882,171 36	″	392,369 83	42,489,801 53	35,915,642 15	6,574,159 38	42,489,801 53	″	
156	Ministère de la justice	734,500 00	″	78,304 70	656,195 30	563,554 06	92.641 24	656,195 30	″	
208	Ministère de l'agriculture	10,409 00	″	52 45	10,356 55	9,040 27	1,316 28	10,356 55	″	
222	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	10,853,084 70	″	1,724 87	10,851,359 83	9,526,893 19	1,324,466 64	10,851,359 83	″	
		54,480,165 06	″	472,451 85	54,007,713 21	46,015,129 67	7,992,583 54	54,007,713 21	″	
	Totaux	4,607,255,281 45	2,262,023 86	39,346,253 55	4,570,171,051 76	3,956,484,621 81	591,431,119 07	4,547,915,740 88	22,255,310 88	
			37,084,229f 69c							

État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913. (Suite.)

EXERCICE 1912.

BUDGET GÉNÉRAL.

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT ET DÉPENSES PRÉSUMÉES — antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT l'année 1912.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	1re Partie. — Dette publique.									
145	Ministère des finances. — Dette consolidée	″	655,832,276f 00c	″	655,832,276f 00c	″	635,369,466f 09c	635,369,466f 09c	20,462,809f 91c	
145	Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	″	306,660,063 06	″	306,660,063 06	″	301,456,552 84	301,456,552 84	5,203,510 22	
147	Ministère des finances. — Dette viagère	″	317,907,297 30	″	317,907,297 30	″	308,024,154 87	308,024,154 87	9,883,142 43	
		″	1,280,399,636 36	″	1,280,399,636 36	″	1,244,850,173 80	1,244,850,173 80	35,549,462 56	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.									
149	Ministère des finances	″	20,157,230 41	″	20,157,230 41	″	20,136,448 00	20,136,448 00	20,782 41	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
149	Ministère des finances	″	56,927,714 71	″	56,927,714 71	″	54,526,197 38	54,526,197 38	2,401,517 33	
157	Ministère de la justice	″	60,941,494 58	″	60,941,494 58	″	55,915,248 55	55,915,248 55	5,026,246 03	
159	Ministère des affaires étrangères	″	22,114,623 03	″	22,114,623 03	″	16,356,730 13	16,356,730 13	5,757,892 90	
161	Ministère de l'intérieur	″	152,602,130 59	″	152,602,130 59	″	128,917,320 03	128,917,320 03	23,684,810 56	
167	Ministère de la guerre. — 1re section. — Troupes métropolitaines	″	951,795,911 68	″	951,795,911 68	″	797,742,210 88	797,742,210 88	154,053,700 80	
171	Ministère de la guerre. — 2e section. — Troupes coloniales	″	52,687,337 31	″	52,687,337 31	″	42,402,414 60	42,402,414 60	10,284,922 71	
173	Ministère de la guerre. — 3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	″	124,996,266 09	″	124,996,266 09	″	65,922,929 65	65,922,929 65	59,073,336 44	
175	Ministère de la marine	″	456,015,954 98	″	456,015,954 98	″	370,233,884 70	370,233,884 70	85,782,070 28	
179	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	″	300,181,298 69	″	300,181,298 69	″	265,830,426 99	265,830,426 99	34,350,871 70	
187	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	″	25,182,067 38	″	25,182,067 38	″	14,435,026 14	14,435,026 14	10,747,041 24	
193	Ministère du commerce et de l'industrie	″	56,735,315 95	″	56,735,315 95	″	39,362,126 10	39,362,126 10	17,373,189 85	
197	Ministère du travail et de la prévoyance sociale	″	42,796,841 96	″	42,796,841 96	″	30,789,590 60	30,789,590 60	12,007,251 36	
201	Ministère des colonies	″	106,669,339 11	″	106,669,339 11	″	53,652,070 12	53,652,070 12	53,017,268 99	
205	Ministère de l'agriculture	″	58,185,694 84	″	58,185,694 84	″	37,717,330 34	37,717,330 34	20,468,364 50	
211	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses ordinaires	″	89,647,748 00	″	89,647,748 00	″	77,214,826 63	77,214,826 63	12,432,921 37	
215	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	″	301,560,518 57	″	301,560,518 57	″	252,958,542 66	252,958,542 66	48,601,975 91	
217	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	″	8,167,306 73	″	8,167,306 73	″	7,779,281 40	7,779,281 40	388,025 33	
		″	2,867,207,564 20	″	2,867,207,564 20	″	2,311,756,156 90	2,311,756,156 90	555,451,407 30	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
151	Ministère des finances	″	266,823,133 95	″	266,823,133 95	″	240,337,524 54	240,337,524 54	26,485,609 41	
159	Ministère des affaires étrangères	″	425,000 00	″	425,000 00	″	″	″	425,000 00	
209	Ministère de l'agriculture	″	15,295,256 78	″	15,295,256 78	″	12,277,516 52	12,277,516 52	3,017,740 26	
221	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	″	337,598,608 05	″	337,598,608 05	″	300,155,318 40	300,155,318 40	37,443,289 65	
		″	620,141,998 78	″	620,141,998 78	″	552,770,359 46	552,770,359 46	67,371,639 32	
	5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.									
155	Ministère des finances	″	40,545,776 02	″	40,545,776 02	″	35,305,060 03	35,305,060 03	5,240,715 99	
157	Ministère de la justice	″	688,400 00	″	688,400 00	″	559,653 43	559,653 43	128,746 57	
209	Ministère de l'agriculture	″	11,997 00	″	11,997 00	″	9,397 16	9,397 16	2,599 84	
223	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	″	12,248,359 03	″	12,248,359 03	″	10,292,310 89	10,292,310 89	1,956,048 14	
		″	53,494,532 05	″	53,494,532 05	″	46,166,421 51	46,166,421 51	7,328,110 54	
	Totaux	″	4,841,400,961 80	″	4,841,400,961 80	″	4,175,679,559 67	4,175,679,559 67	665,721,402 13	

État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1911 et 1912, au 1er janvier 1913. (Suite.)

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT				PAYEMENTS EFFECTUÉS			RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	antérieurement au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Droits constatés.	Opérations de l'année 1912. Annulations de droits constatés.	TOTAL.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	PENDANT l'année 1912.	TOTAL.		
	fr. c.	fr c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Exercice 1911	4,607,255,281 45	2,262,023 86	39,346,253 55	4,570,171,051 76	3,956,484,621 81	591,431,119 07	4,547,915,740 88	22,255,310 88	
Exercice 1912	"	4,841,400,961 80	"	4,841,400,961 80	"	4,175,679,559 67	4,175,679,559 67	665,721,402 13	
Totaux	4,607,255,281 45	4,843,662,985 66	39,346,253 55	9,411,572,013 56	3,956,484,621 81	4,767,110,678 74	8,723,595,300 55	687,976,713 01	
		4,,804,316,732f 11c (net)							

Développement du Budget général.

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES FINANCES.

1re Partie. — DETTE PUBLIQUE.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 3 p. o/o	655,833,458f 00c	634,938,821f 54c	14,494,162f 40c	9,599f 25c	649,423,384f 69c	6,410,073f 31c
			14,484,563f 15c			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Annuité pour le remboursement de la dette à terme et le service des rentes 3 p. o/o amortissables	156,800,000f 00c	155,229,623f 75c	1,175,696f 25c	″	156,405,320f 00c	394,680f 00c
Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	11,600,000 00	11,600,000 00	″	″	11,600,000 00	″
Intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial de perfectionnement de l'armement. (Loi du 17 février 1898.)	4,372,125 00	4,372,125 00	″	″	4,372,125 00	″
Intérêts des obligations émises pour le remboursement de cautionnements	787,500 00	787,500 00	″	″	787,500 00	″
Intérêts des obligations à court terme émises pour l'exploitation provisoire du réseau racheté de la compagnie de l'Ouest	763,200 00	763,200 00	″	″	763,200 00	″
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,302 73	2,482,302 73	″	″	2,482,302 73	″
Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	″	″	20,500,000 00	″
Annnuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	2,546,000 00	″	2,546,000 00	″	2,546,000 00	″
Annuité à la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	2,348,000 00	2,348,000 00	″	″	2,348,000 00	″
Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	49,045,750 00	49,045,750 00	″	″	49,045,750 00	″
Intérêts des prêts faits aux départements et communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse ainsi qu'aux propriétaires d'immeubles résidant dans ces départements. (Loi du 23 juillet 1909.)	147,604 73	147,604 73	″	″	147,604 73	″
Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	15,324 16	″	″	″	″	15,324 16
Annuités aux compagnies de chemins de fer	38,212,518 78	38,212,518 78	″	″	38,212,518 78	″
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	221,890 00	164,671 14	44,614 79	″	209,285 93	12,604 07
Intérêts de la dette flottante du Trésor	15,244,142 02	14,797,336 47	446,805 55	″	15,244,142 02	″
Intérêts de capitaux de cautionnements	2,794,709 27	220,710 13	2,323,752 68	″	2,544,462 81	250,246 46
TOTAUX de la dette remboursable à terme ou par annuités	307,881,066 69	300,671,342 73	6,536,869 27	″	307,208,212 00	672,854 69
			6,536,869f 27c			
A reporter	963,714,524 69	935,610,164 27	21,031,031 67	9,599 25	956,631,596 69	7,082,928 00

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 3 p. o/o	655,832,276f 00c	″	635,369,466f 09c	″	635,369,466f 09c	20,462,809f 91c
			625,369,466f 09c			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Annuité pour le remboursement de la dette à terme et le service des rentes 3 p. o/o amortissables	156,800,000f 00c	″	155,303,303f 75c	″	155,303,303f 75c	1,496,696f 25c
Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	11,600,000 00	″	11,600,000 00	″	11,600,000 00	″
Intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial de perfectionnement de l'armement. (Loi du 17 février 1898.)	4,267,300 00	″	3,746,125 00	24,833 29	3,721,291 71	546,008 29
Intérêts des obligations à court terme émises pour l'exploitation provisoire du réseau racheté de l'Ouest	155,700 00	″	155,700 00	″	155,700 00	″
Intérêts des obligations émises pour le remboursement de cautionnements	787,500 00	″	787,500 00	″	787,500 00	″
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,302 73	″	2,482,302 73	″	2,482,302 73	″
Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	″	20,500,000 00	″	20,500,000 00	″
Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	2,546,000 00	″	2,546,000 00	″	2,546,000 00	″
Annuité à la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	2,348,000 00	″	2,348,000 00	″	2,348,000 00	
Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	49,031,750 00	″	49,031,750 00	″	49,031,750 00	
Intérêts des prêts faits aux départements et communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse ainsi qu'aux propriétaires d'immeubles résidant dans ces départements. (Loi du 23 juillet 1909.)	312,040 72	″	300,519 77	″	300,519 77	11,520 95
Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	14,112 83	″	″	″	″	14,112 83
Annuités aux compagnies de chemins de fer	38,212,518 78	″	38,212,518 78	″	38,212,518 78	″
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	219,838 00	″	192,069 04	″	192,069 04	27,768 96
Intérêts de la dette flottante du Trésor	14,900,000 00	″	14,153,915 39	″	14,153,915 39	746,084 61
Intérêts de capitaux de cautionnements	2,483,000 00	″	121,681 67	″	121,681 67	2,361,318 33
TOTAUX de la dette remboursable à terme ou par annuités	306,660,063 06	″	301,481,386 13	24,833 29	301,456,552 84	5,203,510 22
			301,456,552f 84c			
A reporter	962,492,339 06	″	936,850,852 22	24,833 29	936,826,018 93	25 666,320 13

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

1re Partie. — DETTE PUBLIQUE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	963,714,524f 69c	935,610,164f 27c	21,031,031f 67c	9,599f 25c	956,631,596f 69c	7,082,928f 00c
DETTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	381,339 58	356,521 28	29,458 47	4,640 17	381,339 58	″
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790 00	395 00	395 00	″	790 00	″
Pension de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	52,504 05	50,261 81	4,401 29	2,159 05	52,504 05	″
Pensions militaires de la Guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)	123,401,227 26	120,084,465 13	4,053,467 76	736,705 63	123,401,227 26	″
Pensions militaires de la Marine et des Colonies. (Lois des 18 avril 1831, etc.)	45,283,479 90	44,280,644 51	1,270,135 44	267,300 05	45,283,479 90	″
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	692 50	692 50	″	″	692 50	″
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	5,193 05	5,631 94	61 11	500 00	5,193 05	″
Supplément à la dotation de l'Ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'Ordre national de la Légion d'honneur et des médaillés militaires	11,975,335 00	11,924,640 00	50,695 00	″	11,975,335 00	″
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	109,161,709 62	106,014,788 40	4,102,255 37	955,334 15	109,161,709 62	″
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	54,000 00	54,000 00	″	″	54,000 00	″
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	1,759 32	2,226 36	″	467 04	1,759 32	″
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,707,223 06	1,674,666 48	39,802 80	7,246 22	1,707,223 06	″
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,780,595 46	1,724,621 35	86,087 15	30,113 04	1,780,595 46	″
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	346,316 37	339,996 38	15,224 25	8,904 26	346,316 37	″
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Loi du 27 juin 1885 et 9 décembre 1905.)	41,221 00	41,203 25	642 75	625 00	41,221 00	″
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	37,522 09	35,000 66	3,001 97	480 54	37,522 09	″
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers, soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883 ; 2° aux agents de tous grades du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi ; 4° aux gardes d'artillerie contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, ainsi qu'à leurs veuves, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 15 novembre 1890	2,998,009 88	2,938,145 70	75,263 37	15,399 19	2,998,009 88	″
Compléments de pension aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	372,560 12	370,534 92	2,556 70	531 50	372,560 12	″
Pensions aux ministres des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	8,302,540 88	7,936,625 80	445,407 43	79,492 35	8,302,540 88	″
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	191,114 35	186,462 68	5,499 44	847 77	191,114 35	″
Rappels d'arrérages. Pensions	2,108,281 13	″	2,108,281 13	″	2,108,281 13	″
Totaux de la dette viagère	308,203,414 62	298,021,524 15	12,292,636 43	2,110,745 96	308,203,414 62	″
			10,181,890f 47c			
Totaux de la dette publique	1,271,917,939 31	1,233,631,688 42	33,323,668 10	2,120,345 21	1,264,835,011 31	7,082,928 00
			31,203,322f 89c			

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	962,492,339f 06c	″	936,850,852f 22c	24,833f 29c	936,826,018f 93c	25,666,320f 13
DETTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	445,603 84	″	399,238 43	″	399,238 43	46,365 41
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790 00	″	395 00	″	395 00	395 00
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	52,412 12	″	50,203 62	″	50,203 62	2,208 50
Pensions militaires de la Guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)	127,643,758 98	″	123,795,217 14	″	123,795,217 14	3,848,541 84
Pensions militaires de la Marine et des Colonies. (Lois des 18 avril 1831, etc.)	47,105,547 91	″	45,776,744 49	″	45,776,744 49	1,328,803 42
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	718 00	″	718 00	″	718 00	″
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	3,854 23	″	3,843 05	″	3,843 05	11 18
Supplément à la dotation de l'Ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'Ordre et des médaillés militaires	12,138,892 00	″	12,125,310 00	″	12,125,310 00	13,582 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	115,685,410 63	″	111,646,303 83	73 20	111,646,230 63	4,039,180 00
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	46,000 00	″	46,000 00	″	46,000 00	″
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	1,275 22	″	1,275 22	″	1,275 22	″
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,544,046 37	″	1,509,150 32	″	1,509,150 32	34,896 05
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,693,511 54	″	1,608,040 11	″	1,608,040 11	85,471 43
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	321,021 47	″	303,197 11	″	303,197 11	17,824 36
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Loi des 27 juin 1885 et 9 décembre 1905.)	41,221 00	″	39,971 00	″	39,971 00	1,250 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	35,574 82	″	32,680 07	″	32,680 07	2,894 75
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers, soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883 ; 2° aux agents de tous grades du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi ; 4° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, ainsi qu'à leurs veuves, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 15 novembre 1890	2,696,167 21	″	2,632,121 86	″	2,632,121 86	64,045 35
Complément de pension aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	385,360 17	″	381,632 24	″	381,632 24	3,727 93
Pensions aux ministres des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	7,899,448 42	″	7,510,813 20	″	7,510,813 20	388,635 22
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	166,683 37	″	161,373 38	″	161,373 38	5,309 99
Totaux de la dette viagère	317,907,297 30	″	308,024,228 07	73 20	308,024,154 87	9,883,142 43
			308,024,154f 87c			
Totaux de la dette publique	1,280,399,636 36	″	1,244,875,080 29	24,906 49	1,244,850,173 80	35,549,462 56
			1,244,850,173f 80c			

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	600,000f 00c	"	"	600,000f 00c	"
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	"
Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	"
Dépenses admin. du Sénat et indem. des sénateurs	6,847,000 00	6,820,000 00	27,000f 00c	"	6,847,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	12,214,238 28	12,110,448 00	103,790 28	"	12,214,238 28	"
TOTAUX	20,261,238 28	20,130,448 00	130,790 28	"	20,261,238 28	"
			130,790f 28c			

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	"	600,000f 00c	"	600,000f 00c	"
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Dépenses admin. du Sénat et indem. des sénateurs	6,854,000 00	"	6,854,000 00	"	6,854,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	12,103,230 41	"	12,082,448 00	"	12,082,448 00	20,782 41
TOTAUX	20,157,230 41	"	20,136,448 00	"	20,136,448 00	20,782 41
			20,136,448f 00c			

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et du sous-secrétaire d'État et personnel de l'administration centrale du ministère	3,945,424f 18c	3,850,086f 09c	94,172f 26c	105f 11c	3,944,153f 24c	1,270f 94c
Inspection générale des finances	853,077 71	754,868 94	99,565 77	1,357 00	853,077 71	"
Personnel central des administrations financières	1,816,530 03	1,784,315 39	32,174 64	"	1,816,490 03	40 00
Indemnités diverses	64,775 00	56,441 10	8,333 90	"	64,775 00	"
Allocations aux agents de la direction générale de l'enregistrement ayant participé à la liquidation des biens des congrégations dissoutes	9,616 89	"	9,616 89	"	9,616 89	"
Matériel de l'administration centrale	360,090 06	249,252 79	110,580 34	379 82	359,453 31	636 75
Impressions	2,160,404 15	454,625 89	1,660,350 69	"	2,114,976 58	45,427 57
Dépenses diverses de l'administration centrale	131,259 85	56,345 04	74,914 81	"	131,259 85	"
Frais de trésorerie	"	28,177 45	55,566 44	83,743 89	"	"
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,041,266 65	1,013,866 65	27,400 00	"	1,041,266 65	"
Frais de personnel et de matériel des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine; frais de personnel des recettes particulières des finances, non compris le personnel auxiliaire	4,750,338 22	4,645,513 85	106,152 13	1,327 76	4,750,338 22	"
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	653,513 33	631,161 03 2/3	22,352 30	"	653,513 33	"
Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais du personnel auxiliaire et du matériel à leur charge	1,531,245 34	1,195,663 59	340,167 04	4,585 29	1,531,245 34	"
Frais de contrôle et de perception du prélèvement de 15 p. 100 sur le produit brut des jeux. (Loi du 15 juin 1907.)	74,000 00	"	74,000 00	"	74,000 00	"
Personnel de la Cour des comptes	1,531,679 21	1,422,014 33	108,364 05	"	1,530,378 38	1,300 83
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	55,570 82	28,699 98	26,870 84	"	55,570 82	"
Traitements du personnel du service des laboratoires	341,022 85	330,541 06	10,481 79	"	341,022 85	"
Indemnités diverses du personnel des laboratoires. — Frais de missions et secours	39,938 69	23,128 68	16,999 01	189 00	39,938 69	"
Matériel et dépenses diverses du service des laboratoires	131,602 20	92,504 40	39,203 60	126 00	131,582 00	20 20
Allocations aux ministres des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	52,113 75	39,408 75	12,030 00	"	51,438 75	675 00
Répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes. (Art. 41 de la loi du 9 décembre 1905.)	30,344,298 74	29,872,992 15	471,306 59	"	30,344,298 74	"
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	7,480 00	7,480 00	350 00	350 00	7,480 00	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	258,988 06	136,344 72	123,065 84	422 50	258,988 06	"
	50,154,235 73	46,673,431 88	3,524,018 93	92,586 37	50,104,864 44	49,371 29
Dépenses des exercices clos	7,395,763 09	7,395,763 09	14,369 33	14,369 33	7,395,763 09	"
TOTAUX	57,549,998 82	54,069,194 97	3,538,388 26	106,955 70	57,500,627 53	49,371 29
			3,431,432f 56c			

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et du sous-secrétaire d'État et personnel de l'administ. cent. du ministère	3,631,377f 43c	"	3,625,940f 86c	906f 26c	3,625,034f 60c	6,342f 83c
Indemnités diverses. — Travaux supplémentaires et gratifications de l'administration centrale	400,210 24	"	354,879 83	3 25	354,876 58	45,333 66
Traitement du pers. de l'inspec. gén. des finances	682,933 20	"	606,841 92	"	606,841 92	76,091 28
Frais de tournées, de missions et d'examen de l'inspection générale des finances. — Frais de bibliothèque et dépenses diverses	192,264 73	"	183,763 17	"	183,763 17	8,501 56
Traitement du personnel cent. des admin. financ.	1,772,060 80	"	1,769,036 78	"	1,769,036 78	3,024 02
Indemnités diverses du personnel central des administrations financières	48,147 02	"	42,042 24	"	42,042 24	6,104 78
Allocations aux agents de la direction générale de l'enregistrement ayant participé à la liquidation des biens des congrégations dissoutes	29,207 40	"	26,532 40	"	26,532 40	2,675 00
Matériel de l'administration centrale	443,391 29	"	316,136 52	474 58	315,661 94	127,729 35
Conférences internationales pour l'unification des méthodes d'analyse et pour la réglementation de l'emploi de la saccharine	3,499 84	"	1,313 46	"	1,313 46	2,186 38
Impressions	2,077,456 72	"	942,345 35	"	942,345 35	1,135,111 37
Dépenses diverses de l'administration centrale	123,456 67	"	59,289 28	"	59,289 28	64,167 39
Frais de trésorerie	147,000 00	"	276,330 70	185,905 53	90,425 17	56,574 83
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,044,000 00	"	1,041,000 00	"	1,041,000 00	3,000 00
Traitements du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances	3,072,084 17	"	3,045,000 91	"	3,045,000 91	27,083 26
Indemnités de fonctions et bonific. des pensions de retraite du personnel titulaire des trésoreries gén. et des recettes des fin., fonds d'abon. des trésor. gén. et de la recette centrale de la Seine	1,733,000 00	"	1,642,594 04	858 36	1,641,735 68	91,264 32
Traitements fixes des recev. partic. des finances	652,899 99	"	637,453 32	"	637,453 32	15,446 67
Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais du personnel auxiliaire et du matériel à leur charge	1,586,500 00	"	1,181,761 27	"	1,181,761 27	404,738 73
Frais de cont. et de percep. du prélèv. de 15 p. o/o sur le prod. brut des jeux (Loi du 15 juin 1907.)	66,530 00	"	"	"	"	66,530 00
Traitements du personnel de la Cour des comptes	1,571,176 54	"	1,470,325 90	"	1,470,325 90	100,850 64
Indem. div. du personnel de la Cour des comptes	21,960 05	"	5,001 15	"	5,001 15	16,958 90
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	43,395 27	"	25,580 60	"	25,580 60	17,814 67
Traitements du personnel du service des laboratoires	342,890 13	"	338,173 94	"	338,173 94	4,716 19
Indemnités diverses du personnel des laboratoires. — Frais de missions et secours	44,392 93	"	31,467 66	276 00	31,191 66	13,201 27
Matériel et dép. div. du service des laboratoires	135,149 28	"	83,319 68	184 00	83,135 68	52,013 60
Alloc. aux min. des cultes. (Loi du 9 déc. 1905.)	28,256 66	"	21,431 66	"	21,431 66	6,825 00
Répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes. (Art. 41 de la loi du 9 déc. 1905.)	29,798,209 55	"	29,794,109 75	"	29,794,109 75	4,099 80
Emploi de fonds proven. de legs ou de donations	6,500 00	"	6,500 00	"	6,500 00	"
Dépenses des exerc. pér. non frappées de déchéance	202,620 55	"	159,488 72	"	159,488 72	43,131 83
	49,900,570 46	"	47,687,661 11	188,607 98	47,499,053 13	2,401,517 33
Dépenses des exercices clos	7,027,144 25	"	7,028,232 25	1,088 00	7,027,144 25	"
TOTAUX	56,927,714 71	"	54,715,893 36	189,695 98	54,526,197 38	2,401,517 33
			54,526,197f 38c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Personnel de l'administr. des contributions directes	4,384,622f 57c	4,086,866f 68c	297,159f 66c	0f 01c	4,384,026f 33c	596f 24c
Personnel des commis titulaires des directions des contributions directes	249,328 26	245,651 03	3,677 23	″	249,328 26	″
Dépenses diverses de l'admon des contributions directes	1,444,091 28	1,272,402 43	171,026 48	″	1,443,428 91	662 37
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	993,452 25	205,707 30	788,628 38	1,259 25	993,076 43	375 82
Frais relatifs à l'application de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties.)	122,787 87	″	122,299 87	″	122,299 87	488 00
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	700,141 93	648,185 15	51,715 53	″	699,900 68	241 25
Frais de distribution des avertissements	498,095 46	434,298 55	63,768 69	0 04	498,067 20	28 26
Personnel extérieur du service du cadastre	13,946 56	10,022 90	3,875 66	″	13,898 56	48 00
Subventions, triangulations, matériel et dépenses diverses du service extérieur du cadastre	604,130 62	474,624 49	129,474 59	140 46	603,958 62	172 00
Dépenses relatives à l'évaluation du revenu des propriétés non bâties et à la revision décennale du revenu net des propriétés bâties	5,928,697 57	4,541,699 56	1,383,349 25	414 49	5,924,634 32	4,063 25
Mutations cadastrales	600,591 27	590,628 57	9,826 16	″	600,454 73	136 54
Remises proportionnelles des percepteurs. — Indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	10,593,207 41	8,967,422 64	1,625,784 47	″	10,593,207 11	0 30
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	139,168 17	107,742 73	31,046 39	20 95	138,768 17	400 00
Frais de percept. des amendes et condamnat. pécun.	275,239 16	29,453 31	245,733 99	5 32	275,181 98	57 18
Frais de perception des centimes communaux, des impositions pour les bourses et chambres de commerce, des taxes additionnelles pour fonds de garantie et des taxes de remplacement assimilées aux contributions directes	8,225,392 95	6,026,534 51	2,198,872 55	114 11	8,225,292 95	100 00
Secours renouvelables aux anciens percepteurs, à leurs veuves et orphelins et secours accidentels	178,500 00	153,150 00	24,650 00	″	177,800 00	700 00
Traitements du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	17,665,210 78	16,665,976 86	1,001,190 64	1,966 30	17,665,201 20	9 58
Indemnités diverses du personnel départemental de l'administon de l'enregist des domaines et du timbre	1,237,571 60	1,119,447 63	118,096 68	″	1,237,544 31	27 29
Allocations au personnel chargé de la gestion des biens ecclésiastiques et de la liquidation des biens des congrégations dissoutes	468,783 66	377,783 65	91,000 01	″	468,783 66	″
Personnel de l'atelier général du timbre	242,974 91	239,101 66	3,873 25	″	242,974 91	″
Matériel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	197,228 28	114,332 12	82,122 39	″	196,454 51	773 77
Matériel de l'atelier général du timbre	353,984 45	178,735 98	175,248 47	″	353,984 45	″
Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	996,632 34	909,274 53	87,256 37	22 98	996,507 92	124 42
Traitement du personnel de l'administr. des douanes	31,812,134 23	31,806,061 32	5,843 46	1,978 21	31,809,926 57	2,207 66
Indemnités du personnel de l'administr. des douanes	2,486,452 45	2,394,460 34	112,987 04	21,307 86	2,486,139 52	312 93
Matériel et dépenses div. de l'administr. des douanes	1,524,974 21	1,203,839 95	327,726 38	6,934 17	1,524,632 16	342 05
Remboursemt à la masse commune des brigades des avances faites pour l'acquisition et l'aménagement des terrains de la caserne des douanes de Marseille	96,329 05	96,329 05	″	″	96,329 05	″
Habillement, équipement et armement des agents des brigades des douanes et versement au fonds commun de la masse	1,091,237 20	845,558 89	245,760 32	127 28	1,091,191 93	45 27
A reporter	93,124,906 49	83,745,291 83	9,401,993 91	34,291 43	93,112,994 31	11,912 18

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Personnel de l'administration des contributions directes et du cadastre	4,320,275f 11c	″	4,032,705f 35c	19f 44c	4,032,685f 91c	287,589f 20c
Personnel des commis titulaires des directions des contributions directes et du cadastre	247,366 29	″	242,438 55	″	242,438 55	4,927 74
Dépenses diverses de l'administration des contributions directes et du cadastre	1,514,102 31	″	1,369,299 55	71 67	1,369,227 88	144,874 43
Pensions de retraite des commis titulaires des directions des contribut. directes et du cadastre	17,011 00	″	16,785 00	″	16,785 00	226 00
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,592,422 61	″	792,784 37	538 11	792,246 26	800,176 35
Frais relatifs à l'application de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties.)	199,110 19	″	80,948 01	″	80,948 01	118,162 18
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	702,357 05	″	650,387 29	″	650,387 29	51,969 76
Frais de distribution des avertissements	502,014 64	″	417,232 96	″	417,232 96	84,781 68
Traitements du personnel technique du service du cadastre	11,733 06	″	11,733 06	″	11,733 06	″
Indemnités diverses du personnel technique du service du cadastre	13,405 50	″	10,500 38	″	10,500 38	2,905 12
Subventions, triangulations, matériel et dépenses diverses du service extérieur du cadastre	604,355 34	″	489,576 87	″	489,576 87	114,778 47
Dépenses relatives à l'évaluation du revenu des propriétés non bâties	5,543,196 22	″	4,639,888 63	176 02	4,639,712 61	903,483 61
Mutations cadastrales	592,871 70	″	592,376 54	381 57	591,994 97	876 73
Remises proportionnelles des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires	10,617,262 22	″	8,876,784 68	″	8,876,784 68	1,740,477 54
Indemnités aux percepteurs surnuméraires. — Indemnités et secours aux porteurs de contraintes et frais divers	190,685 20	″	110,525 53	″	110,525 53	80,159 67
Frais de percep. des amendes et condam. pécunires.	310,255 85	″	34,861 05	″	34,861 05	275,394 80
Frais de perception des centimes communaux, des impositions pour les bourses et chambres de commerce, des taxes additionnelles pour fonds de garantie et des taxes de remplacement assimilées aux contributions directes	8,382,323 02	″	6,128,944 79	″	6,128,944 79	2,253,378 23
Secours renouvelables aux anciens percepteurs, à leurs veuves et orphelins et secours accidentels	179,600 00	″	155,400 00	″	155,400 00	24,200 00
Traitements du personnel départem. de l'administr. de l'enregistrement, des domaines et du timbre	17,855,251 29	″	17,043,139 73	″	17,043,139 73	812,111 56
Indemnités diverses et secours au personnel départemental de l'administration de l'enregistrement des domaines et du timbre	1,274,600 19	″	1,145,673 23	″	1,145,673 23	128,926 96
Travaux statistiques en vue d'arriver à une meilleure répartition des taxes sur les mutations immobilières	3,123 95	″	″	″	″	3,123 95
Allocat. au pers. chargé de la gestion des biens ecclés. et de la liquid. des biens des congrég. dissoutes	458,942 11	″	458,695 11	″	458,695 11	247 00
Traitements du persl de l'atelier génér. du timbre	223,963 17	″	220,471 57	″	220,471 57	3,491 60
Indemnités du persl de l'atelier génér. du timbre	17,158 29	″	11,471 17	″	11,471 17	5,687 12
Matériel départemental, de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	228,755 49	″	132,093 69	10,760 00	121,333 69	107,421 80
Matériel de l'atelier général du timbre	454,370 63	″	398,418 46	″	398,418 46	55,952 17
A reporter	56,056,512 43	″	48,063,135 57	11,946 81	48,051,188 76	8,005,323 67

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	93,124,906f 49c	83,745,291f 83c	9,401,993f 91c	34,291f 43c	93,112,994f 31c	11,912f 18c
Traitem. du personnel de l'adm. des contributions indirectes	28,414,988 10	26,032,368 52	2,380,811 24	79 16	28,413,100 60	1,887 50
Indemnités et remises du personnel de l'administration des contributions indirectes	10,299,727 16	8,767,057 34	1,519,969 76	219 60	10,286,807 50	12,919 66
Matériel de l'administr. des contrib. indir., frais de transport, valeurs de tabacs, de poudres et d'allumettes repris des débitants ou provenant de saisies	2,305 968 94	2,052,458 18	253,073 30	733 58	2,304,797 90	1,171 04
Frais de loyers, frais judiciaires et dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.	2,928,788 57	2,526,268 88	402,401 70	"	2,928,670 58	117 99
Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes	1,045,469 19	664,538 97	378,076 26	"	1,042,615 23	2,853 96
Détaxes de distance	4,607,945 94	3,866,437 67	752,186 18	10,677 91	4,607,945 94	"
Dépenses des tabacs et des poudres à feu en Algérie	46,995 98	24,133 08	20,147 56	"	44,280 64	2,715 34
Poudres et salpêtres. — Prix de cessions faites par le service de la fabrication	7,611,367 95	7,610,107 00	1,260 95	"	7,611,367 95	"
Traitements du personnel commissionné de l'administration des manufactures de l'État	2,262,772 46	2,041,130 61	221,641 85	"	2,262,772 46	"
Indemnités du personnel commissionné de l'administration des manufactures de l'État et frais divers	240,704 86	212,221 29	28,483 57	"	240,704 86	"
Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'État bénéficiant de majorations pour la retraite	23,757,687 93	23,132,814 67	624,971 67	131 32	23,757,655 02	32 91
Allocations du personnel non commissionné des manufactures de l'État ne bénéficiant pas de majorations pour la retraite	619,912 88	422,039 22	197,891 24	68 32	619,862 14	50 74
Pensions de retraites du personnel non commissionné des manufactures de l'État	2,163,869 37	1,249,916 63	912,060 91	5 85	2,161,971 69	1,897 68
Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État	722,226 42	597,302 97	123,786 45	21 75	721,067 67	1,158 75
Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État	8,286,402 86	6,994,392 77	1,255,093 88	279 69	8,249,206 96	37,195 90
Bâtiments des manufactures de l'État	651,738 91	465,845 11	185,893 80	"	651,738 91	"
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	319,375 88	264,555 39	54,820 49	"	319,375 88	"
Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'État	210,805 76	168,072 20	42,733 56	"	210,805 76	"
Achats et transports. — Service des tabacs	63,641,535 49	55,606,785 71	8,028,993 05	229 60	63,635,549 16	5,986 33
Achats et transports. — Service des allumettes	4,329,445 36	3,237,059 92	1,092,385 44	"	4,329,445 36	"
Totaux	257,592,636 50	229,680,797 96	27,878,676 77	46,738 21	257,512,736 52	79,899 98
			27,831,938f 56c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	56,056,512f 43c	"	48,063,135f 57c	11,946f 81c	48,051,188f 76c	8,005,323f 67c
Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	984,660 55	"	912,094 06	9 64	912,084 42	72,576 13
Indemnité due aux héritiers Cuny, en vertu d'un arrêt du Conseil d'État	222,525 77	"	"	"	"	222,525 77
Traitements du personnel de l'admin. des douanes.	32,858,461 41	"	32,850,021 89	49 36	32,849,972 53	8,488 88
Indemnités du personnel de l'admin. des douanes.	2,520,233 97	"	2,444,150 45	12,130 48	2,432,019 97	88,214 00
Matériel et dépenses div. de l'admin. des douanes.	1,523,912 15	"	1,222,047 92	11,130 69	1,210,917 23	312,994 92
Dépenses de réfection des types de farines et de semoules servant au contrôle des opérations d'admissions temporaires des blés	10,839 47	"	3,023 25	"	3,023 25	7,816 22
Habillement, équipement et armement des agents des brigades des douanes et versement au fonds commun de la masse	1,111,230 19	"	896,234 05	811 72	895,422 33	215,807 86
Traitements du personnel de l'administration des contributions indirectes. — Remises et émoluments divers	35,298,349 55	"	31,948,477 56	2,067 30	31,946,410 26	3,351,939 29
Indem. et remises du pers. de l'admin. des contr. ind.	3,987,652 48	"	3,460,077 93	5,523 63	3,454,554 30	533,098 18
Matériel de l'administration des contributions indirectes, frais de transport, valeurs de tabacs, de poudres et d'allumettes repris des débitants ou provenant de saisies	2,411,453 28	"	2,251,075 16	1,181 60	2,249,893 56	161,559 72
Frais de loyers, frais judiciaires et dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.	2,980,840 59	"	2,603,864 74	453 30	2,603,411 44	377,429 15
Avances recouvrables par l'admin. des contrib. indir.	1,143,487 47	"	737,653 93	"	737,653 93	405,833 54
Détaxes de distance	3,870,786 78	"	3,266,046 54	38,234 41	3,227,812 13	642,974 65
Depenses des tab. et des poudres à feu en Algérie.	50,748 67	"	29,033 50	"	29,033 50	21,715 17
Poudres et salpêtres. — Prix de cessions faites par le service de la fabrication	8,129,197 32	"	8,153,683 82	"	8 153,683 82	à déd. 24,486 50
Traitements du personnel commissionné de l'administration des manufactures de l'État	2,228,190 16	"	2,047,988 47	"	2,047,988 47	180,201 69
Indemnités du personnel commissionné des manufactures de l'État et frais divers	273,541 99	"	205,681 10	"	205,681 10	67,860 89
Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'État.	26,613,285 34	"	24,104,548 89	284 46	24,104,264 43	2,509,020 91
Allocations du pers. non comm. des man. de l'État.	1,051,319 57	"	942,258 72	63 66	942,195 06	109,124 51
Pensions de retraites du personnel non commissionné des manufactures de l'État	2,419,724 76	"	1,386,014 55	"	1,386,014 55	1,033,710 21
Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Appointements et salaires	44,707 27	"	40,597 89	"	40,597 89	4,109 38
Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Indemnités et gratifications	14,132 22	"	12,965 93	"	12,965 93	1,166 29
Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Institutions et secours	730,010 45	"	584,209 70	89 54	584,120 16	145,890 29
Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État	9,385,998 66	"	7,604,622 51	46 14	7,604,576 37	1,781,422 29
Bâtiments des manufactures de l'État	957,273 28	"	394,018 86	"	394,018 86	563,254 42
Constructions nouvelles des manuf. de l'État	536,020 20	"	408,851 04	"	408,851 04	127,169 16
Avances recouvrables par l'adm. des man. de l'État.	193,643 16	"	151,647 66	1 35	151,646 31	41,996 85
Achats et transports. — Service des tabacs	65,500,814 09	"	60,208,783 54	95 25	60,208,688 29	5,292,125 80
Achats et transports. — Service des allumettes	3,713,580 72	"	3,488,844 27	9 62	3,488,834 65	224,746 07
Totaux	266,823,133 95	"	240,421,653 50	84,128 96	240,337,524 54	26,485,609 41
			240,337,524f 54c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépense à la clôture de l'exercice.
Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées, y compris les taxes additionnelles pour fonds de garantie	29,368,203f 85c	25,547,670f 00c	3,820,533f 85c	//	29,368,203f 85c	//
Remboursements sur produits indirects et divers. Art. 1. Enregistrement et domes	6,782,025 17	4,767,520 17	2,014,505 00	//	6,782,025 17	//
Art. 2. Douanes	419,898 32	359,228 36	60,669 96	//	419,898 32	//
Art. 3. Contributions indirectes	559,103 29	449,710 33	109,392 96	//	559,103 29	//
Art. 4. Manufactures de l'État	15 00	15 00	//	//	15 00	//
Art. 5. Produits divers	277,511 56	206,195 62	71,315 94	//	277,511 56	//
Art. 6. Dépenses relatives à l'Algérie	//	//	//	//	//	//
TOTAL du chapitre 115	8,038,553 34	5,782,669 48	2,255,883 86	//	8,038,553 34	//
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	128,722 16	110,905 73	17,816 43	//	128,722 16	//
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers. Art. 1. Enregistrement et domes	12,451 40	12,003 46	447 94	//	12,451 40	//
Art. 2. Douanes	1,044,631 80	831,129 87	213.501 93	//	1,044,631 80	//
Art. 3. Contributions indirectes	743,551 13	713,591 64	30,204 05	244f 56c	743,551 13	//
Art. 4. Manufactures de l'État	2,209 51	2,057 51	152 00	//	2,209 51	//
Art. 5. Produits divers	2,076,063 04	2,052,248 36	44,992 89	21,178 21	2,076,063 04	//
Art. 6. Dépenses relatives à l'Algérie	//	//	//	//	//	//
TOTAL du chapitre 117	3,878,906 88	3,611,030 84	289.298 81	21,422 77	3,878,906 88	//
Remboursement à l'exportation du droit sur le sel employé à la préparation des viandes et des beurres et des cornichons salés	31,203 20	26,023 65	5,179 55	//	31,203 20	//
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	1,044,212 10	837,342 45	206,869 65	//	1,044,212 10	//
TOTAUX	42,489,801 53	35,915,642 15	6,595,582 15	21,422 77	42,489,801 53	//
			6,574,159f 38c (payements moins annulations)			

RÉCAPITULATION.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer.
1re Partie. — Dette publique	1,271,917,939f 31c	1,233,631,688f 42c	33,323,668f 10c	2,120,345f 21c	1,264,835,011f 31c	7,082,928f 00c
2e Partie. — Pouvoirs publics	20,261,238 28	20,130,448 00	130,790 28	//	20,261,238 28	//
3e Partie. — Services généraux des ministères	57,549,998 82	54,069,194 97	3,538,388 26	106,955 70	57,500,627 53	49,371 29
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	257,592,636 50	229,680,797 96	27,878,676 77	46,738 21	257,512,736 52	79,899 98
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	42,489,801 53	35,915,642 15	6,595,582 15	21,422 77	42,489,801 53	//
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,649,811,614 44	1,573,427,771 50	71,467,105 56	2,295,461 89	1,642,599,415 17	7,212,199 27
			69,171,643f 67c (payements moins annulations)			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées, y compris les taxes additionnelles pour fonds de garantie	26,950,100f 50c	//	24,220,532f 60c	10f 67c	24,220,521f 93c	2,729,578f 57c
Remboursements sur produits indirects et divers. Art. 1. Enregistrement et domes	6,239,479 77	//	4,669,113 80	5 40	4,669,108 40	1,570,371 37
Art. 2. Douanes	803,525 74	//	606,557 91	//	606,557 91	196,967 83
Art. 3. Contributions indirectes	602,761 27	//	460,307 33	11 95	460,295 38	142,465 89
Art. 4. Manufactures de l'État	819 50	//	819 50	//	819 50	//
Art. 5. Produits divers	496,657 03	//	157,141 18	//	157,141 18	339,515 85
TOTAL du chapitre 123	8.143,243 31	//	5,893,939 72	17 35	5,893,922 37	2,249,320 94
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	16,278 30	//	16,278 30	//	16,278 30	//
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers. Art. 1. Enregistrement et domes	8.463 10	//	7,884 60	//	7,884 60	578 50
Art. 2. Douanes	821,818 10	//	793,295 56	//	793,295 56	28,522 54
Art. 3. Contributions indirectes	895,418 17	//	889,453 02	5 50	889,447 52	5,970 65
Art. 4. Manufactures de l'État	1,260 08	//	1,215 48	//	1,215 48	44 60
Art. 5. Produits divers	2,688,409 12	//	2,686,126 32	//	2,686,126 32	2,282 80
TOTAL du chapitre 125	4,415,368 57	//	4,377,974 98	5 50	4,377,969 48	37,399 09
Remboursement à l'exportation du droit sur le sel employé à la préparation des viandes, des beurres et des conserves de cornichons	20,965 55	//	17,345 11	//	17,345 11	3,620 44
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	999,819 79	//	779,022 84	//	779,022 84	220,796 95
TOTAUX	40,545,776 02	//	35,305,093 55	33 52	35,305,060 03	5,240,715 99
			35,305,060f 03c (payements moins annulations)			

RÉCAPITULATION (Exercice 1912).

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer au 1er janvier 1913.
1re Partie. — Dette publique	1,280,399,636f 36c	//	1,244,875,080f 29c	24,906f 49c	1,244,850,173f 80c	35,549,462f 56c
2e Partie. — Pouvoirs publics	20,157,230 41	//	20,136,448 00	//	20,136,448 00	20,782 41
3e Partie. — Services généraux des ministères	56,927,714 71	//	54,715,893 36	189,695 98	54,526,197 38	2,401,517 33
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	266,823,133 95	//	240,421,653 50	84,128 96	240,337,524 54	26,485,609 41
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	40,545,776 02	//	35,305,093 55	33 52	35,305,060 03	5,240,715 99
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,664,853,491 45	//	1,595,454,168 70	298,764 95	1,595,155,403 75	69,698,087 70
			1,595,155,403f 75c (payements moins annulations)			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre, du Sous-Secrétaire d'État et personnel de l'administration centrale	736,875f 89c	720,184f 32c	16,677f 69c	//	736,862f 01c	13f 88c
Matériel de l'administration centrale	88,486 63	57,928 71	30,571 92	14f 00c	88,486 63	//
Personnel du Conseil d'État	1,209,652 69	1,196,496 76	12,265 13	//	1,208,761 89	890 80
Matériel du Conseil d'État	61,997 78	42,683 88	12,296 65	//	61,980 53	17 25
Personnel de la Cour de cassation	1,165,139 92	1,164,989 92	150 00	//	1,165,139 92	//
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,297 69	16,931 40	15,305 69	//	32,237 09	60 60
Cours d'appel	6,075,777 19	6,073,015 40	2,529 04	//	6,075,544 44	232 75
Menues dépenses et frais de parquet des cours d'appel	234,934 41	173,497 11	61,437 85	64 55	234,870 41	64 00
Cours d'assises	33,880 00	26,420 00	7,460 00	//	33,880 00	//
Tribunaux de première instance	12,210,257 44	11,904,863 38	307,245 41	2,999 97	12,209,108 82	1,148 62
Tribunaux de commerce	186,199 15	166,192 21	19,855 10	48 89	185,998 42	200 73
Tribunaux de police	101,127 85	92,847 45	8,117 07	//	100,964 52	163 33
Justices de paix	10,331,119 47	9,352,985 67	971,517 44	//	10,324,503 11	6,616 36
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	2,750 00	250 00	//	3,000 00	//
Frais de justice en France	7,701,314 14	7,687,441 41	7,998 11	1,385 30	7,694,054 22	7,259 92
Frais de revision des procès criminels et secours aux individus relaxés ou acquittés	39,842 70	39,802 70	40 00	//	39,842 70	//
Frais des statistiques et impressions diverses	115,901 81	82,899 58	33,002 23	//	115,901 81	//
Secours et dépenses imprévues, médailles aux conseils de prud'hommes	76,236 55	60,661 55	15,575 00	//	76,236 55	//
Bonifications des pensions de retraites des employés du secrétariat de la présidence et du parquet du trib. civil de la Seine	2,138 50	2,138 50	//	//	2,138 50	//
Collection des lois étrangères. — Personnel	9,000 00	8,416 66	583 34	//	9,000 00	//
Collection des lois étrangères. — Matériel	12,997 06	5,536 37	7,460 69	//	12,997 06	//
Personnel du service pénitentiaire	6,376,738 15	5,926,979 22	447,513 08	198 07	6,374,294 23	2,443 92
Entretien des détenus	7,560,387 12	6,352,656 56	1,109,864 72	31,966 72	7,430,554 56	129,832 56
Régie directe du travail	2,279,405 25	1,751,023 27	526,555 23	//	2,277,578 50	1,826 75
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	35,490 40	16,095 99	18,298 38	//	34,394 37	1,096 03
Transport des détenus et des libérés	322,077 30	301,124 52	30,676 30	18,697 23	313,103 59	8,973 71
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitent. (Serv. à l'entreprise)	2,990 00	//	2,920 00	//	2,920 00	70 00
Mobilier du service pénitentiaire. (Services à l'entreprise)	17,629 39	7,914 75	7,732 18	//	15,646 93	1,982 46
Travaux ordin. aux immeubles pénitent. et mob. (Serv. en régie)	494,911 22	290,068 50	200,382 36	//	490,450 86	4,460 36
Exploitations agricoles	112,927 68	92,610 26	20,317 42	//	112,927 68	//
Consommations en nature des établissements pénitentiaires	451,635 31	//	451,635 31	//	451,635 31	//
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	59,354 37	32,006 74	26,493 18	//	58,499 92	854 45
Subventions aux institutions de patronage	146,788 00	88,500 00	54,965 50	//	143,465 50	3,322 50
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	88,507 00	17,106 37	35,997 02	//	53,103 39	35,403 61
Participation de l'État dans les dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893. — Entretien des prisons cellulaires appartenant à l'État	81,407 60	//	68,571 18	22 16	68,549 02	12,858 58
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	//	//	//	//	//	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	320 30	//	320 30	//	320 30	//
	58,458,745 96	53,754,769 16	4,539,580 52	55,396 89	58,238,952 79	219,793 17
Dépenses des exercices clos	154,614 10	154,614 10	//	//	154,614 10	//
TOTAL	58,613,360 06	53,909,383 26	4,539,580 52	55,396 89	58,393,566 89	219,793 17
			4,484,183f 63c			

5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

NATURE DES DÉPENSES.	Dépenses résultant des services faits	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	TOTAL des payements	Restes à payer
Remboursement sur le produit du travail des détenus	656,195f 30c	563,554f 06c	92,641f 24c	//	656,195f 30c	//
			92,641f 24c			

RÉCAPITULATION.

NATURE DES DÉPENSES.	Dépenses résultant des services faits	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	TOTAL des payements	Restes à payer
3e Partie. — Services généraux des ministères	58,613,360f 06c	53,909,383f 26c	4,539,580f 52c	55,396f 89c	58,393,566f 89c	219,793f 17c
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	656,195 30	563,554 06	92,641 24	//	656,195 30	//
Totaux généraux	59,269,555 36	54,472,937 32	4,632,221 76	55,396 89	59,049,762 19	219,793 17
			4,576,824f 87c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Trait. du Ministre, trait. du personnel de l'administ. centrale	615,027f 33c	//	614,345f 40c	//	614,345f 40c	681f 93c
Traitements du personnel du service intérieur	70,622 41	//	70,622 41	//	70,622 41	//
Indemnités et allocations pour travaux extraordinaires du personnel de l'administration centrale et du service intérieur	28,850 89	//	20,385 89	//	20,385 89	8,465 00
Matériel de l'administration centrale	84,079 99	//	58,461 19	//	58,461 19	25,618 80
Personnel du Conseil d'État	1,200,882 84	//	1,199,566 09	//	1,199,566 09	1,316 75
Conseil d'État. — Indemnités et allocations diverses	9,100 00	//	4,300 00	//	4,300 00	4,800 00
Matériel du Conseil d'État	61,998 68	//	37,112 02	//	37,112 02	24,886 66
Personnel de la Cour de cassation	1,163,964 79	//	1,162,269 79	55f 00c	1,162,214 79	1,750 00
Cour de cassation. — Indem., allocat. diverses, gratifications	10,608 72	//	10,608 72	//	10,608 72	//
Menues dépenses de la Cour de cassation	21,088 02	//	6,184 39	//	6,184 39	14,903 63
Cours d'appel	6,077,853 73	//	6,066,010 12	763 89	6,065,246 23	12,607 50
Cours d'appel. — Secours	200 00	//	100 00	//	100 00	100 00
Cours d'appel. — Mobilier, frais de parquet et menues dépenses	265,811 48	//	180,221 96	//	180,221 96	85,589 52
Cours d'assises	34,560 00	//	28,920 00	//	28,920 00	5,640 00
Tribunaux de première instance	12,327,617 12	//	12,050,773 98	258 32	12,050,515 66	277,101 46
Tribunaux de première instance. — Indem., allocat. div. et sec.	62,016 30	//	43,233 10	//	43,233 10	18,783 20
Tribunaux de commerce	185,116 63	//	167,277 26	//	167,277 26	17,839 37
Tribunaux de commerce. — Indem. au secr. du trib. de com. de Paris	2,000 00	//	1,500 00	//	1,500 00	500 00
Tribunaux de police	101,004 12	//	94,179 46	//	94,179 46	6,824 66
Justices de paix	10,337,165 93	//	9,364,331 00	2,512 48	9,361,818 52	975,347 41
Justices de paix. — Frais de secrétaires des juges de paix de Paris	33,000 00	//	33,000 00	//	33,000 00	//
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	//	3,000 00	//	3,000 00	//
Frais de justice en France	8,587,802 24	//	8,579,835 80	22 80	8,579,813 00	7,989 24
Frais de revision des procès criminels et secours aux individus relaxés ou acquittés	9,705 30	//	7,955 30	//	7,955 30	1,750 00
Frais des statistiques et impressions diverses	136,845 56	//	87,626 33	//	87,626 33	49,219 23
Sec et dép. imprév., médailles aux conseils de prud'hommes	84,608 20	//	69,010 70	//	69,010 70	15,597 50
Bonifications de l'État pour la constitution des pensions de retraites des agents du service de la justice	2,953 15	//	2,943 65	//	2,943 65	9 50
Subvention à l'Office de législation étrangère et de droit internat.	24,500 00	//	8,416 66	//	8,416 66	16,083 34
Personnel du service pénitentiaire	5,783,415 00	//	5,407,672 93	69 48	5,407,603 45	375,811 55
Personnel du service pénitentiaire. — Indem., allocat., gratif.	871,762 00	//	669,987 41	149 59	669,837 82	201,924 18
Entretien des détenus	8,150,000 00	//	6,714,039 72	21,417 27	6,692,622 45	1,457,377 55
Régie directe du travail	2,397,000 00	//	2,035,207 80	//	2,035,207 80	361,792 20
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	44,000 00	//	16,843 44	//	16,843 44	27,156 56
Transport des détenus et des libérés	398,000 00		323,547 80	9,753 70	313,794 10	84,205 90
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitent. (serv. à l'entreprise)	3,000 00	//	//	//	//	3,000 00
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	25,000 00	//	8,009 77	//	8,009 77	16,990 23
Travaux ordin. aux immeubles pénitent. et mob. (serv. en régie)	543,000 00	//	306,273 91	//	306,273 91	236,726 09
Exploitations agricoles	108,000 00	//	83,273 12	//	83,273 12	24,726 88
Consommations en nature des établissements pénitentiaires	420,000 00	//	//	//	//	420,000 00
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	71,400 00	//	33,634 23	//	33,634 23	37,765 77
Subventions aux institutions de patronage	151,000 00	//	74,800 00	//	74,800 00	76,200 00
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	90,000 00	//	24,102 20	//	24,102 20	65,897 80
Participation de l'État dans les dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires, etc.	140,000 00	//	76,733 38	//	76,733 38	63,266 62
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	1,500 00	//	1,500 00	//	1,500 00	//
	60,739,060 43	//	55,747,816 93	35,002 53	55,712,814 40	5,026,246 03
Dépenses des exercices clos	202,434 15	//	202,434 15	//	202,434 15	//
Totaux	60,941,494 58	//	55,950,251 08	35,002 53	55,915,248 55	5,026,246 03
			55,915,248f 55c			

RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

NATURE DES DÉPENSES.	Dépenses résultant des services faits et dépenses présumées	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	TOTAL des payements	Restes à payer au 1er janvier 1913
Remboursement sur le produit du travail des détenus	688,400f 00c	//	559,653 43	//	559,653f 43c	128,746f 57c
			559,653f 43c			

RÉCAPITULATION.

NATURE DES DÉPENSES.	Dépenses résultant des services faits et dépenses présumées	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	TOTAL des payements	Restes à payer au 1er janvier 1913
3e Partie. — Services généraux des ministères	60,941,494f 58c	//	55,950,251f 08c	35,002f 53c	55,915,248f 55c	5,026,246f 03c
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	688,400 00	//	559,653 43	//	559,653 43	128,746 57
Totaux généraux	61,629,894 58	//	56,509,904 51	35,002 53	56,474,901 98	5,154,992 60
			56,474,901f 98c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.	834,345f 15c	807,746f 50c	28,648f 56c	2,216f 23c	834,178f 83c	166f 32c
Personnel de service	175,891 83	172,265 98	3,620 85	″	175,886 83	5 00
Matériel et impressions	233,035 81	137,853 87	96,393 92	1,313 38	232,934 41	101 40
Archives. — Bibliothèque. — Public. de docum. diplomatiques	31,480 28	18,980 46	12,439 82	″	31,420 28	60 00
Dépenses secrètes	1,000,000 00	1,000,000 00	″	″	1,000,000 00	″
Personnel des services extérieurs	8,137,027 58	6,934,625 61	1,179,035 59	16,726 87	8,096,934 33	40,093 25
Personnel à la disposition du Ministre et en disponibilité	97,198 36	84,219 59	10,767 65	438 88	94,548 36	2,650 00
Frais de représentation	1,579,751 97	1,229,000 41	353,076 52	9,128 50	1,572,948 43	6,803 54
Missions	52,291 59	47,291 60	4,999 99	″	52,291 59	″
Secours	198,674 15	128,722 50	70,068 30	191 65	198,599 15	75 00
Indemnités de loyer	510,336 29	260,114 82	242,564 81	″	502,679 63	7,656 66
Frais d'établissement	524,124 27	416,292 61	113,191 66	5,360 00	524,124 27	″
Frais de voyages et de courriers	860,184 73	448,361 68	354,395 74	1,506 74	801,250 68	58,934 05
Dépenses des résidences	1,015,573 89	732,189 14	246,814 28	1,305 63	977,697 79	37,876 10
Frais de correspondance	580,554 90	99,690 99	462,091 58	91 68	561,690 89	18,864 01
Frais de résidence de l'ambassade ottomane	65,839 06	46,334 92	19,504 14	″	65,839 06	″
Entretien des hôtels à l'étranger. — Mobilier des bureaux à l'étranger	336,771 79	209,999 49	104,833 22	″	314,832 71	21,939 08
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	1,053,163 14	499,795 85	377,117 96	″	876,913 81	176,249 33
Construction d'un hôtel consulaire à Alexandrie	149,968 27	87,597 77	59,929 88	″	147,527 65	2,440 62
Acquisition du palais Farnèse à Rome	3,224,584 43	3,000,000 00	223,551 58	″	3,223,551 58	1,032 85
Œuvres françaises en Occident	83,000 00	63,000 00	20,000 00	″	83,000 00	″
Œuvres françaises en Orient	999,979 22	820,795 31	179,063 91	″	999,859 22	120 00
Œuvres françaises en Extrême-Orient	133,716 42	34,062 79	86,504 16	500 00	120,066 95	13,649 47
Œuvres françaises au Maroc	979,310 77	18,781 00	900,818 96	″	919,599 96	59,710 81
Œuvres françaises en Amérique	21,000 00	20,100 00	900 00	″	21,000 00	″
Relations entre la Côte des Somalis et l'Ethiopie	48,430 22	22,006 94	16,423 28	″	38,430 22	10,000 00
Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger	49,877 59	47,020 09	2,857 50	″	49,877 59	″
Présents diplomatiques	48,872 90	36,987 52	11,869 88	″	48,857 40	15 50
Frais de récon de personnages étrang. et miss. extraord. à l'étranger	123,132 62	56,193 75	66,923 87	″	123,117 62	15 00
Frais de réception de S. M. le roi de Serbie	138,759 35	8,038 42	129,636 21	″	137,674 63	1,084 72
Frais de voyage en Belgique du Président de la République	65,000 00	65,000 00	″	″	65,000 00	″
Frais de voyage en Hollande du Président de la République	75,000 00	75,000 00	″	″	75,000 00	″
Particip. de la France aux dépenses de la Cour d'arbitrage de la Haye	18,231 69	15,449 88	5,481 81	2,700 00	18,231 69	″
Participation de la France à des dépenses internationales	39,382 46	39,144 60	″	1,969 63	37,174 97	2 207 49
Frais de justice et d'arbitrage international	71,001 73	″	71,001 73	″	71,001 73	″
Règlement des frais de la Commission franco-chilienne de 1884 à 1888	84,916 86	″	84,916 86	″	84,916 86	″
Allocations à la famille d'Abd-el-Kader	54,499 84	27,076 57	27,423 27	″	54,499 84	″
Expositions de Rome et de Turin	50,000 00	50,000 00	″	″	50,000 00	″
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	80,463 88	80,463 88	″	″	80,463 88	″
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	538 86	″	538 86	″	538 86	″
	23,825,911 90	17,840,204 54	5,567,406 35	43,449 19	23,364,161 70	461,750 20
Dépenses des exercices clos	254,381 30	254,381 30	″	″	254,381 30	″
Totaux de la 3e partie	24,080,293 20	18,094,585 84	5,567,406 35	43,449 19	23,618,543 00	461,750 20
			5,523,957f 16c			

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

NATURE DES DÉPENSES.	Droits constatés	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	Total des payements	Restes à payer
Remises sur recettes des chancelleries	424,426 65	″	57,712 71	″	57,712 71	366,713 94
			57,712f 71c			

RÉCAPITULATION.

	Droits constatés	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	Total des payements	Restes à payer
3e Partie. — Services généraux des ministères	24,080,293 20	18,094.585 84	5,567,406 35	43,449 19	23,618,543 00	461,750 20
4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc.	424,426 65	″	57,712 71	″	57,712 71	366,713 94
Totaux généraux	24,504,719 85	18,094,585 84	5,625,119 06	43,449 19	23,676,255 71	828,464 14
			5,581,669f 27c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.	864,284f 00c	″	821,234f 51c	522f 77c	820,711f 74c	43,572f 26c
Indemnités et gratifications au personnel de l'administration cenale.	21,200 00	″	17,729 20	″	17,729 20	3,470 80
Personnel de service	160,000 00	″	147,017 15	″	147,017 15	12,982 85
Indemnités et gratifications au personnel de service	25,000 00	″	23,380 97	″	23,380 97	1,619 03
Matériel et impressions	272,000 00	″	166,886 03	″	166,886 03	105,113 97
Archives. — Bibliothèque. — Publicat. de documents diplom.	43,000 00	″	13,430,16	″	13,430 16	29,569 84
Dépenses secrètes	1,000,000 00	″	1,002,000 00	2,000 00	1,000,000 00	″
Personnel des services extérieurs	8,134,700 00	″	7,099,477 53	17,557 40	7,081,920 13	1,052,779 87
Indemnités et gratifications au personnel des services extérieurs.	207,300 00	″	137,176 81	105 55	137,071 26	70,228 74
Personnel à la disposition du Ministre et en disponibilité	120,000 00	″	84,691 12	222 22	84,468 90	35,531 10
Frais de représentation	1,555,000 00	″	1,386,220 38	3,126 38	1,383,094 00	171,906 00
Missions	40,000 00	″	30,666 52	″	30,666 52	9,333 48
Secours	200,000 00	″	129,206 20	″	129,206 20	70,793 80
Indemnités de loyer	540,000 00	″	268,100 19	″	268,100 19	271,899 81
Frais d'établissement	540,000 00	″	394,284 45	1,500 00	392,784 45	147,215 55
Frais de voyages et de courriers	1,044,000 00	″	420,319 87	1,066 66	419,253 21	624,746 79
Dépenses des résidences	1,282,000 00	″	1,029,691 88	″	1,029,691 88	252,308 12
Frais de correspondance	706,000 00	″	235,191 36	167 40	235,023 96	470,976 04
Frais de résidence de l'ambassade ottomane	76,000 00	″	51,007 17	″	51,007 17	24,992 83
Entretien des immeubles à l'étranger. — Achat et entretien de mobilier et de fournitures à l'étranger	358,000 00	″	67,732 73	″	67,732 73	290,267 27
Construction d'un hôtel consulaire à Alexandrie	11,030 00	″	″	″	″	11,030 00
Achat de terrain pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio	111,500 00	″	″	″	″	111,500 00
Œuvres françaises d'Europe	97,000 00	″	71,836 00	″	71,836 00	25,164 00
Œuvres françaises en Orient	1,100,000 00	″	577,624 97	″	577,624 97	522,375 03
Œuvres françaises en Extrême-Orient	175,000 00	″	83,152 72	″	83,152 72	91,847 28
Œuvres françaises au Maroc	1,261,300 00	″	230,280 20	″	230,280 20	1,031,019 80
Œuvres françaises en Amérique	31,000 00	″	30,818 39	″	30,818 39	181 61
Relations entre la côte des Somalis et l'Éthiopie	50,000 00	″	5,449 98	″	5,449 98	44,550 02
Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger	60,000 00	″	52,901 02	″	52,901 02	7,098 98
Présents diplomatiques	60,224 00	″	29,088 94	″	29,088 94	31,135 06
Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger	144,310 00	″	45,318 57	″	45,318 57	98,991 43
Frais de réception de S. M. la Reine des Pays-Bas, en France	200,000 00	″	163,284 68	″	163,284 68	36,715 32
Particip. de la France aux dép. de la Cour d'arbitrage de la Haye.	20,000 00	″	12,623 18	″	12,623 18	7,376 82
Frais de justice et d'arbitrage international	47,230 00	″	29,367 99	″	29,367 99	17,862 01
Participation de la France à des dépenses internationales	43,625 00	″	27,744 40	1,706 66	26,037 74	17,587 26
Allocations à la famille d'Abd-el-Kader	55,000 00	″	40,849 87	″	40,849 87	14,150 13
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	60,531 86	″	60,531 86	″	60,531 86	″
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	5,831 35	″	5,831 35	″	5,831 35	″
	20,722,066 21	″	14,992,148 35	27,975 04	14,964,173 31	5,757,892 90
Dépenses des exercices clos	1,392,556 82	″	1,392,556 82	″	1,392,556 82	″
Totaux de la 3e partie	22,114,623 03	″	16,384,705 17	27,975 04	16,356,730 13	5,757,892 90
			16,356,730f 13c			

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

NATURE DES DÉPENSES.	Dépenses	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	Total des payements	Restes à payer
Remises sur recettes des chancelleries	425,000 00	″	″	″	″	425,000 00
			″			

RÉCAPITULATION.

	Dépenses	Opérations antérieures au 1er janvier 1912	Payements	Annulations de payements	Total des payements	Restes à payer
3e Partie. — Services généraux des ministères	22,114,623 03	″	16,384,705 17	27,975 04	16,356,730 13	5,757,892 90
4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc.	425,000 00	″	″	″	″	425,000 00
Totaux généraux	22,539,623 03	″	16,384,705 17	27,975 04	16,356,730 13	6,182,892 90
			16,356,730f 13c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et du Sous-Secrétaire d'État, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale	1,416,043f 10c	1,365,744f 77c	50,078f 33c	〃	1,415,823f 10c	220f 00c
Traitements et indemnités du personnel du service intérieur.	190,985 59	188,849 14	1,916 45	〃	190,765 59	220 00
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale...	203,967 34	135,974 92	69,698 47	1,800f 00c	203,873 39	93 95
Impressions, achats d'ouvrages, abonnements	128,553 70	49,113 33	79,440 37	〃	128.553 70	〃
Inspections générales	241,764 59	208,456 89	33,307 70	〃	241,764 59	〃
Traitements et indemnités de déplacement des fonctionnaires administratifs des départements	5,064,484 63	4,896,201 83	165,008 77	991 92	5,060,218 68	4,265 95
Personnel des bureaux des préfectures	3,808,572 74	3,756,700 72	51,975 00	314 18	3,808,361 54	211 20
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,069,073 07	1,039,732 31	29,402 55	71 87	1,069,062 99	10 08
Frais matériels d'administration des préfectures	580,569 56	571,950 91	8,618 65	〃	580,569 56	〃
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	472,346 65	456,846 88	15,499 77	〃	472,346 65	〃
Personnel de l'administration des *Journaux officiels*	162,975 10	156,318 45	6,370 50	〃	162,688 95	286 15
Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des *Journaux officiels*	897,548 60	762,890 85	135,958 25	1,300 50	897,548 60	〃
Matériel des *Journaux officiels*	527,589 63	354,108 28	173,652 93	171 58	527,589 63	〃
Bâtiments et mobilier des cours d'appel	115,262 00	26,726 95	87,993 28	〃	114,720 23	541 77
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	192,433 24	134,717 92	57,703 92	〃	192,421 84	11 40
Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	1.399,191 40	111,387 40	1,284,846 83	〃	1,396,234 23	2,957 17
Frais de voyage et de séjour aux membres du conseil supérieur des sapeurs-pompiers. — Dépenses matérielles du conseil	3,576 50	302 50	3,274 00	〃	3,576 50	〃
Subvention aux sociétés de tir, de sport, d'instruction militaire, de natation et de gymnastique	294,999 27	225,704 42	68,924 85	〃	294,629 27	370 00
Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)...	3,682,000 00	3,682,000 00	〃	〃	3,682,000 00	〃
Frais d'enlèvement du rocher de Torméry (Savoie) et réparation des dégats	〃	〃	〃	〃	〃	〃
Subventions pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	44,414 00	44,414 00	〃	〃	44,414 00	〃
Subventions aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux	8,465,149 90	4,030,496 00	4,421,017 90	〃	8,451,513 90	13,636 00
Dépenses du conseil supérieur de l'Assistance publique....	1,931 25	1,431 25	500 00	〃	1,931 25	〃
Dotation de l'hospice nationale des Quinze-Vingts et subvention	540,540 00	545,425 00	〃	4,885 00	540,540 00	〃
Subvention pour les œuvres d'assistance par le travail spéciales aux aveugles et pour l'application des mesures préventives de la cécité	125,000 00		124,200 00	〃	124,200 00	800 00
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	50,000 00	〃	〃	50,000 00	〃
Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles....	219,000 00	200,750 00	18,250 00	〃	219,000 00	〃
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.	220,000 00	201,674 00	18,326 00	〃	220,000 00	〃
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	125,000 00	114,583 30	10,416 70	〃	125,000 00	〃
Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	87,084 00	7,916 00	〃	95,000 00	〃
A reporter	30,337,971 86	23,399,586 02	6,924,297 22	9,535 05	30,314,348 19	23,623 67

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1912.
Traitement du Ministre, traitements du personnel de l'administration centrale	1,331,420f 00c	〃	1,266,214f 83c	〃	1,266,214f 83c	65,205f 17c
Indemnités du personnel de l'administration centrale	48,830 00	〃	42,159 62	〃	42,159 62	6,670 38
Traitements du personnel du service intérieur	180,100 00	〃	175,333 59	26f 94c	175,306 65	4,793 35
Indemnités du personnel du service intérieur	32,000 00	〃	26,450 35	2 90	26,447 45	5,552 55
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale...	195,989 00	〃	144,885 30	65 00	144,820 30	51,168 70
Impressions, achat d'ouvrages, abonnements	136,452 00	〃	83,620 67	〃	83,620 67	52,831 33
Inspections générales. — Traitements	150,500 00	〃	142,624 19	〃	142,624 19	7,875 81
Indemnités, frais de tournées et missions spéciales des inspections générales	98.500 00	〃	76,368 36	〃	76,368 36	22,131 64
Traitements des fonctionnaires administratifs des départements	5,038,900 00	〃	4,909,097 57	474 98	4,908,622 59	130,277 41
Indemnités de déplacement des fonctionnaires administratifs des départements	51,000 00	〃	38,516 45	〃	38,516 45	12,483 55
Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures...	4,877,800 00	〃	4,825,255 94	134 97	4,825,120 97	52,679 03
Frais matériels d'administration des préfectures	581,000 00	〃	572,021 09	〃	572,021 09	8,978 91
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	473,000 00	〃	455,063 97	〃	455,063 97	17,936 03
Traitements du personnel de l'administration des *Journaux officiels*	144,400 00	〃	143,759 37	〃	143,759 37	640 63
Indemnités du personnel de l'adminitration des *Journaux officiels*	18,600 00	〃	11,345 55	〃	11,345 55	7,254 45
Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des *Journaux officiels*	941,973 00	〃	809 200 00	〃	809,200 00	132,773 00
Matériel des *Journaux officiels*	596,785 00	〃	406,999 17	〃	406,999 17	189,785 83
Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	1,450,000 00	〃	208,291 80	〃	208,291 80	1,241,708 20
Frais de voyage et de séjour aux membres du conseil supérieur des sapeurs-pompiers. — Dépenses matérielles du conseil	4,000 00	〃	1,740 00	〃	1,740 00	2,260 00
Subvention aux sociétés de tir, de sport, d'instruction militaire, de natation et de gymnastique	300,000 00	〃	230,471 47	〃	230,471 47	69,528 53
Subvention eux fédérations sportives, à l'occasion des jeux olympiques de Stockholm	100,000 00	〃	86.000 00	〃	86,000 00	14,000 00
Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871)...	3,682,000 00	〃	3,682,000 00	〃	3,682,000 00	〃
Frais d'enlèvement du rocher de Torméry (Savoie) et réparation des dégâts	60,000 00	〃	60,000 00	〃	60,000 00	〃
Subventions pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	23,500 00	〃	5,000 00	〃	5,000 00	18,500 00
Subventions aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux	9,666,666 00	〃	6,219,547 00	〃	6,219,547 00	3,447,119 00
Subvention exceptionnelle au département de la Corse pour travaux d'intérêt public. (Loi du 8 juillet 1912.)	500,000 00	〃	〃	〃	〃	500,000 00
Dépenses du conseil supérieur de l'Assistance publique....	2,000 00	〃	65 00	〃	65 00	1,935 00
Dotation de l'hospice national des Quinze-Vingts et subvention	595,000 00	〃	345,000 00	〃	345,000 00	250,000 00
Subvention pour les œuvres d'assistance par le travail spéciales aux aveugles et pour l'application des mesures préventives de la cécité	125,000 00	〃	104,000 00	〃	104,000 00	21,000 00
Subvention à la maison nationale de Saint-Maurice	50,000 00	〃	50,000 00	〃	50,000 00	〃
Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles....	219,000 00	〃	200,750 00	〃	200,750 00	18,250 00
A reporter	31,674,415 00	〃	25,321,781 29	704 79	25,321,076 50	6,353,338 50

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	30,337,971f 86c	23,399,586f 02c	6,924,297f 22c	9,535f 05c	30,314,348f 19c	23,623f 67c
Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile, de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893 ou de la loi du 14 juillet 1905	395,091 72	80,598 59	312,356 44	222 40	392,732 63	2,359 09
Application de la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs	89,515 57	67,066 32	23,903 47	1,459 24	89,510 55	5 02
Concours aux emplois de médecins adjoints des asiles publics d'aliénés	3,500 00	2,940 00	560 00	//	3,500 00	//
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés	13,669,726 47	12,650,000 00	930,006 66	536 75	13,579,469 91	90,256 56
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés	1,210,681 99	1,172,551 01	37,793 20	62 22	1,210,281 99	400 00
Application de la loi du 23 décembre 1874 concernant la protection des enfants du premier âge	850,000 00	588,979 00	24,961 65	68 45	613,872 20	236,127 80
Subventions aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge	599,958 00	//	594,702 00	//	594,702 00	5,256 00
Subvention aux œuvres de préservation de l'enfance contre la tuberculose, reconnues comme établissements d'utilité publique	100,000 00	100,000 00	//	//	100,000 00	//
Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables	47,709,178 82	38,733,709 03	6,934,993 99	102,722 20	45,565,980 82	2,143,198 00
Application de l'article 7 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes	3,733,439 81	2,357,117 90	1,376,313 56	2,286 87	3,731,144 59	2,295 22
Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et à des œuvres antialcooliques	208,430 99	56,267 25	150,701 24	//	206,968 49	1,462 50
Secours d'extrême urgence	39,560 00	26,792 30	12,157 70	90 00	38,860 00	700 00
Secours aux victimes des inondations postérieures au 15 février 1910	860,879 68	810,496 81	42,698 47	765 25	852,430 03	8,449 65
Assistance médicale gratuite	2,908,240 66	2,162,000 00	304,579 02	4 59	2,466,574 43	441,666 23
Hygiène et salubrité générale, épidémies	556,071 72	90,246 53	352,207 24	//	442,453 77	113,617 95
Commission de la tuberculose	7,365 00	600 00	6,765 00	//	7,365 00	//
Personnel du service sanitaire maritime	270,145 85	246,609 04	23,286 87	//	269,895 91	249 94
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime	168,750 97	93,124 16	74,898 32	//	168,022 48	728 49
Contrôle des sérums et liquides injectables	2,086 10	145 90	1,940 20	//	2,086 10	//
Dépenses diverses des eaux minérales	93,404 89	80,688 80	11,268 36	618 37	91,338 79	2,066 10
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	83,299 60	66,497 95	16,801 65	//	83,299 60	//
Matériel et dépenses diverses de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	117,652 86	48,785 24	68,175 37	//	116,960 61	692 25
Exposition internationale d'hygiène de Dresde	284,996 20	217,325 00	52,671 20	//	269,996 20	15,000 00
Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	2,985,837 91	2,572,984 36	418,077 15	6,356 20	2,984,705 31	1,132 60
Dépenses diverses résultant des troubles de la Champagne viticole en 1911	10,431 80	//	10,431 80	//	10,431 80	//
Police des communes du département de la Seine	2,972,482 66	2,873,078 08	100,697 61	2,362 38	2,971,413 31	1,069 35
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	12,609,364 00	12,609,364 00	//	//	12,609,364 00	//
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	2,237,832 97	2,082,336 55	155,496 42	//	2,237,832 97	//
Frais de la police marseillaise	2,960,746 51	2,888,642 36	71,949 20	//	2,960,591 56	154 95
Agents secrets de la sûreté générale	1,000,000 00	1,000,000 00	//	//	1,000,000 00	//
Secours aux anciens commissaires de police	95,406 07	75,549 97	19,775 00	//	95,324 97	81 10
Récompenses pour belles actions	8,000 00	138 20	7,142 10	//	7,280 30	719 70
A reporter	129,180,050 68	107,154,220 37	19,061,608 11	127,089 97	126,088,738 51	3,091,312 17

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	31,674,415f 00c	//	25,321,781f 29c	704f 79c	25,321,076f 50c	6,353,338f 50
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	220,000 00	//	201,674 00	//	201,674 00	18,326 00
Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	125,000 00	//	114,583 30	//	114,583 30	10,416 70
Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	//	95,000 00	//	95,000 00	//
Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours, autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893 ou de la loi du 14 juillet 1905	850,000 00	//	80,017 73	//	80,017 73	769,982 27
Application de la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs	100,000 00	//	55,212 12	377 33	54,834 79	45,165 21
Concours aux emplois de médecins adjoints des asiles publics d'aliénés	3,500 00	//	3,500 00	//	3,500 00	//
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés	14,200,000 00	//	13,210,000 00	//	13,210,000 00	990,000 00
Participation de l'État aux dépenses faites par les départements pour l'établissement d'écoles de pupilles difficiles ou vicieux. (Loi du 28 juin 1904.)	155,646 72	//	//	//	//	155,646 72
Traitement des inspecteurs, sous-inspecteurs et commis d'inspection de l'assistance publique et contribution aux frais de traitement des agents de surveillance	1,030,000 00	//	988,426 50	//	988,426 50	41,573 50
Indemnités diverses et frais de tournée des inspecteurs, sous-inspecteurs de l'assistance publique	197,000 00	//	169,034 02	//	169,034 02	27,965 98
Application de la loi du 23 décembre 1874 concernant la protection des enfants du premier âge	850,000 00	//	588,800 15	//	588,800 15	261,199 85
Subvention aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge	700,000 00	//	//	//	//	700,000 00
Subvention aux œuvres de préservation de l'enfance contre la tuberculose, reconnues comme établissements d'utilité publique	120,000 00	//	120,000 00	//	120,000 00	//
Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables	51,200,000 00	//	41,002,946 26	63 50	41,002,882 76	10,197,117 24
Assistance aux bénéficiaires de l'article 7 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes	8,755,000 00	//	7,884,481 69	1,025 50	7,883,456 19	871,543 81
Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et à des œuvres antialcooliques	213,500 00	//	56,709 97	//	56,709 97	156,790 03
Secours d'extrême urgence	40,000 00	//	28,469 45	1,000 00	27,469 45	12,530 55
Assistance médicale gratuite	2,855,000 00	//	2,213,000 00	//	2,213,000 00	642,000 00
Hygiène et salubrité générale, épidémies	493,000 00	//	79,452 08	//	79,452 08	413,547 92
Commission de la tuberculose	8,500 00	//	1,450 00	//	1,450 00	7,050 00
Traitements du personnel du service sanitaire maritime	240,000 00	//	230,028 92	//	230,028 92	9,971 08
Indemnités du personnel du service sanitaire maritime	45,400 00	//	32,829 96	//	32,829 96	12,570 04
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime	323,000 00	//	90,231 36	//	90,231 36	232,768 64
Contrôle des sérums et liquides injectables	2,500 00	//	161 10	//	161 10	2,338 90
Dépenses diverses des eaux minérales	50,650 00	//	41,841 33	//	41,841 33	8,808 67
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	85,050 00	//	66,024 19	//	66,024 19	19,025 81
Matériel et dépenses diverses de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	179,280 81	//	92,843 19	//	92,843 99	86,436 82
Exposition internationale d'hygiène de Dresde	20,000 00	//	//	//	//	20,000 00
Traitements des fonctionnaires et agents de la sûreté générale	2,150,032 00	//	1,929,650 87	254 76	1,929,396 11	220,635 89
A reporter	116,981,474 53	//	94,698,150 28	3,425 88	94,694,724 40	22,286,750 13

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Fin.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite et fin.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	129,180,050f 68c	107,154,220f 37c	19,061,608f 11c	127,089f 97c	126,088,738f 51c	3,091,312f 17c
Médailles trentenaires aux sapeurs-pompiers	11,999 44	9,760 45	2,238 99	//	11,999 44	//
Médailles trentenaires aux cantonniers de la voirie départementale et communale	3,922 23	109 70	3,812 53	//	3,922 23	//
Médailles aux agents de la police municipale et rurale, aux employés d'octroi, au personnel secondaire des hôpitaux et des asiles publics d'aliénés	2,201 35	438 50	1,989 35	226 50	2,201 35	//
Frais des élections sénatoriales	114,951 25	113,417 25	590 00	//	114,007 25	944 00
Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	6,375 00	//	6,375 00	//	6,375 00	//
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	14,880 84	3,559 60	7,027 39	//	10,586 99	4,293 85
Secours personnels à divers titres	383,162 89	317,615 00	77,267 50	11,964 61	382,917 89	245 00
Secours aux étrangers réfugiés	79,891 75	40,767 35	39,084 40	//	79,851 75	40 00
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	1,000 00	1,000 00	//	//	1,000 00	//
Délimitation des frontières	800 54	294 75	527 24	49 35	772 64	27 90
Célébration de la fête nationale du 14 juillet	115,401 46	91,683 12	23,529 23	//	115,212 35	189 11
Dépenses du service de l'émigration	7,898 32	6,198 32	1,700 00	//	7,898 32	//
Frais de rapatriement	58,281 95	15,340 93	37,123 87	8,799 23	43,665 57	14,616 38
Exécution de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur	160 95	//	160 95	//	160 95	//
Frais d'administration et de contrôle concernant l'exécution de la loi du 15 juin 1907 sur les jeux (indemnités)	67,535 97	54,796 81	12,689 16	//	67,485 97	50 00
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.	25,321 05	25,321 05	//	//	25,321 05	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	12 80	//	12 80	//	12 80	//
Remboursement au Crédit foncier de France, en exécution de l'article 11 de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	2,981 10	//	2,981 10	//	2,981 10	//
Secours	6,995 00	6,995 00	//	//	6,995 00	//
Secours aux anciens ministres des cultes et à leur famille	202,863 00	151,350 00	51,038 00	//	202,388 00	475 00
	130,286,687 57	107,992,868 20	19,329,755 62	148,129 66	127,174,494 16	3,112,193 41
Dépenses des exercices clos	5,160,186 84	5,160,186 84	//	//	5,160,186 84	//
Totaux	135,446,874 41	113,153,055 04	19,329,755 62	148,129 66	132,334,681 00	3,112,193 41
			19,181,625f 96c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	116,981,474f 53c	//	94,698,150f 28c	3,425f 88c	94,694,724f 40c	22,286,750f 13c
Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires et agents de la sûreté générale. — Frais divers des services de police	1,726,394 00	//	1,181,584 41	6,750 00	1,174,834 41	551,559 59
Police des communes du département de la Seine	3,063,490 00	//	2,925,992 83	//	2,925,992 83	137,497 17
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	13,377,831 00	//	13,377,831 00	//	13,377,831 00	//
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	2,337,836 00	//	2,147,297 47	//	2,147,297 47	190,538 53
Frais de la police marseillaise	3,048,250 00	//	2,995,217 15	//	2,995,217 15	53,032 85
Agents secrets de la sûreté générale	1,000,000 00	//	1,000,000 00	//	1,000,000 00	//
Secours aux anciens commissaires de police	95,000 00	//	77,510 81	//	77,510 81	17,489 19
Récompenses pour belles actions	8,000 00	//	5,341 83	//	5,341 83	2,658 17
Médailles trentenaires aux sapeurs-pompiers	12,000 00	//	9,040 13	//	9,040 13	2,959 87
Médailles trentenaires aux cantonniers de la voirie départementale et communale	5,000 00	//	441 56	//	441 56	4,558 44
Médailles aux agents de la police municipale et rurale, aux employés d'octroi, au personnel secondaire des hôpitaux et des asiles publics d'aliénés	3,000 00	//	3,187 79	647 50	2,540 29	459 71
Frais des élections sénatoriales	880,000 00	//	767,474 45	//	767,474 45	112,525 55
Frais de contentieux	3,000 00	//	357 88	//	357 88	2,642 12
Bureau de l'Union internationale pour la production des œuvres littéraires et artistiques	6,696 00	//	//	//	//	6,696 00
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	21,188 24	//	3,871 72	//	3,871 72	17,316 52
Secours personnels à divers titres	385,000 00	//	340,270 00	//	340,270 00	44,730 00
Secours aux étrangers réfugiés	40,000 00	//	25,419 30	//	25,419 30	14,580 70
Secours aux anciens ministres des cultes et à leur famille	250,000 00	//	202,900 00	//	202,900 00	47,100 00
Délimitation des frontières	3,000 00	//	618 75	//	618 75	2,381 25
Célébration de la fête nationale du 14 juillet	120,000 00	//	95,303 09	//	95,303 09	24,696 91
Dépenses du service de l'émigration	7,900 00	//	6,550 00	//	6,550 00	1,350 00
Frais de rapatriement	110,000 00	//	8,672 49	//	8,672 49	101,327 51
Funérailles de M. Henri Brisson	30,000 00	//	21,875 87	//	21,875 87	8,124 13
Frais d'administration et de contrôle concernant l'exécution de la loi du 15 juin 1907 sur les jeux (indemnités)	75,000 00	//	56,966 10	//	56,966 10	18,033 90
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.	77,001 77	//	75,751 75	//	75,751 75	1,250 02
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	25,164 34	//	25,164 34	//	25,164 34	//
Secours de la fondation Rothschild	36,052 30	//	1,500 00	//	1,500 00	34,552 30
	143,728,278 18	//	120,054,291 00	10,823 38	120,043,467 62	23,684,810 56
Dépenses des exercices clos	8,873,852 41	//	8,875,789 51	1,937 10	8,873,852 41	//
Totaux	152,602,130 59	//	128,930,080 51	12,760 48	128,917,320 03	23,684,810 56
			128,917,320f 03c			

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.						
INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre et personnel militaire de l'administration centrale	1,678,919f 58c	1,533,673f 45c	145,247f 49c	1f 36c	1,678,919f 58c	″
Personnel civil de l'administration centrale	2,214,277 42	2,190,405 50	23,655 13	100 00	2,213,960 63	316f 79c
Matériel de l'administration centrale	304,531 44	212,510 31	111,088 56	19,087 43	304,511 44	20 00
Funérailles de M. le général Brun, ministre de la guerre	11,998 42	10,978 42	1,020 00	″	11,998 42	″
Funérailles de M. Maurice Berteaux, ministre de la guerre	11,997 48	″	11,997 48	″	11,997 48	″
Frais généraux d'impressions	314,160 89	206,182 31	131,788 56	35,075 87	302,895 00	11,265 89
Bibliothèques et musées de l'armée	224,309 14	138,554 97	85,306 85	″	223,861 82	447 32
État-major général et services généraux de l'armée	11,461,234 92	10,823 858 97	867,859 02	230,483 07	11,461,234 92	″
États-majors particuliers de l'artillerie et du génie	10.488,572 82	9,882,752 59	637,069 06	31,248 83	10,488,572 82	″
Service de l'intendance militaire	5,721,147 66	5,391,035 81	364,638 96	34,527 11	5,721,147 66	″
Service de santé	3,113,450 57	2,923,506 57	215,486 21	25,542 21	3,113,450 57	″
Services militaires divers	2,978.242 09	2,294,193 32	692,946 28	8,897 51	2,978,242 09	″
Écoles militaires. (Personnel.)	9,330,660 55	9,419,700 88	502,209 12	593,517 00	9,328,393 00	2,267 55
Écoles militaires. (Matériel.)	2,195,298 06	1,830,327 70	407,363 01	62,654 13	2,175,036 58	20,261 48
Solde de l'infanterie	88,686,459 98	129,088,260 00	4,275,082 22	44,676,882 24	88,686,459 98	″
Solde de la cavalerie	24,381,073 50	23,983,213 11	3,203,591 09	2,805,730 70	24,381,073 50	″
Solde de l'artillerie	31,586,681 48	31,125,436 37	3,474,949 81	3,013,704 70	31,586,681 48	″
Solde du génie	4,627,789 43	4,337,125 67	542,499 85	251,836 09	4,627,789 43	″
Solde du train des équipages militaires	2,837,862 30	2,828,288 20	260,356 90	250,782 80	2,837,862 30	″
Solde des troupes d'administration	2.589,906 72	2,436,332 01	351,176 69	197,601 98	2,589,906 72	″
Manœuvres et exercices techniques	10,724,610 63	2,804,197 34	7,870,449 32	99,483 64	10,575,163 02	149,447 61
Gendarmerie	38,171,657 88	42,108,312 66	334,925 75	4,271,580 53	38,171,657 88	″
Garde républicaine	6,324,580 76	5,723,819 53	590,336 20	10,843 22	6,303,312 51	21,268 25
Cadre de réserve. — Solde de non-activité et de réforme	6,058,783 01	5,617,132 13	521,463 66	79,812 78	6,058,783 01	″
Frais de déplacements	11,353,169 43	8,442,749 58	2,697,546 31	124,508 89	11,015,787 00	337,382 43
Frais divers des réserves et du recrutement	391,566 30	358,379 80	33,039 73	145 98	391,273 55	292 75
Réparations civiles. — Frais de justice. — Établissements pénitentiaires et sections d'exclus	842,206 53	637,908 37	222,316 50	37,907 39	822,317 48	19,889 05
Transports	5,260,335 57	1,315,651 86	3,982,871 21	299,682 03	4,998,841 04	261,494 53
Service géographique. (Personnel.)	1,228,034 55	1,204,017 85	38,529 04	14,512 34	1,228,034 55	″
Service géographique. (Matériel.)	198,113 77	163,308 88	62,081 31	30,944 27	194,445 92	3,667 85
Service militaire des chemins de fer	350,914 26	17,954 75	332,729 18	″	350,683 93	230 33
Établissements de l'artillerie. (Personnel.)	4,464,493 74	4,121,023 85	354,912 83	11,974 93	4,463,961 75	531 99
Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	13,824,515 19	9,476,661 16	6,635,983 08	2,863,538 53	13,249,105 71	575,409 48
Munitions pour l'instruction du tir	26,128,197 87	15,132,063 67	12,241,198 38	1,462,402 79	25,910,859 26	217,338 61
Établissements du génie. (Personnel.)	1,182,151 08	1,209,129 05	A déd. 17,988 32	8,989 65	1,182,151 08	″
Établissements du génie. (Matériel.)	19,769,726 74	13,165,292 63	7,057,835 37	493,865 94	19,729,262 06	40,464 68
Remonte et recensement des chevaux	23,879,089 42	18,122,804 69	6,302,515 75	741,216 13	23,684,104 31	194,985 11
Service des subsistances. (Personnel.)	633,132 69	599,634 47	34,165 86	667 64	633,132 69	″
Pain et approvisionnements de réserve	42,315,840 56	29,907,117 00	20,826,681 05	8,466,617 59	42,267,180 46	48,660 10
Ordinaires de la troupe	119,950,256 63	99,677,755 85	41,140,377 15	20,918,069 42	119,900,063 58	50,193 05
Fourrages	79,588.342 30	67,223,968 93	16,877,837 61	4,538,416 35	79,563,390 19	24,952 11
Chauffage et éclairage	7,177,484 33	5,545,250 47	1,958,355 15	327,150 10	7,176,455 52	1,028 81
Habillement et campement. (Personnel.)	1,943,973 01	1,844,566 49	215,363 16	116,710 05	1,943,219 60	753 41
Habillement et campement. (Matériel.)	55,134,952 76	47,599,029 46	11,202,311 54	3,979,275 36	54,822,065 64	312,887 12
A reporter	681,654,703 46	622,674,066 63	157,821,169 11	101,135,988 58	679,359,247 16	2,295,456 30

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.						
INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre et du Secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale.	1,809,444f 00c	″	1,629,254f 76c	230f 00c	1,629,024f 76c	180,419f 24c
Personnel civil de l'administration centrale	2,151,224 00	″	2,127,411 50	166 67	2,127,244 83	23,979 17
Personnel de l'admon centr. — Allocations non tarifées	77,360 00	″	57,803 46	366 66	57,436 80	19,923 20
Matériel de l'administration centrale	343,000 00	″	280,375 01	9,000 00	271,375 01	71,624 99
Frais généraux d'impressions	350,000 00	″	142,829 67	10,319 32	132,510 35	217,489 65
Bibliothèques	151,675 00	″	106,049 97	″	106,049 97	45,625 03
État-major général et services généraux de l'armée	11,836,666 00	″	11,021,032 38	″	11,021,032 38	815,633 62
États-majors particuliers de l'artillerie et du génie	10,988,527 00	″	10,334,635 22	″	10,334,635 22	653,891 78
Services de l'intendance militaire	5,964,961 00	″	5,624,892 84	″	5,624,892 84	340,068 16
Services militaires divers	3,244,586 00	″	3,000,659 09	″	3,000,659 09	243,926 91
Service du recrutement	1,716,858 00	″	1,609,154 04	″	1,609,154 04	107,703 96
Services des remontes et vétérinaires militaires	729,088 00	″	147,418 56	″	147,418 56	581,669 44
Service de la justice militaire	678,806 00	″	636,111 01	200 16	635,910 85	42,895 15
Écoles militaires. (Personnel.)	9,889,266 00	″	10,600,168 70	818,921 08	9,781,247 62	108,018 38
Écoles militaires. — Personnel. — Allocations diverses.	27,790 00	″	11,683 65	″	11,683 65	16,106 35
Écoles militaires. (Matériel.)	2,118,391 00	″	1,931,121 96	115,269 02	1,815,852 94	302,538 06
Solde de l'infanterie	121,368,095 16	″	154,012,791 67	32,644,696 51	121,368,095 16	″
Solde de la cavalerie	24,621,445 00	″	36,165,976 30	12,643,844 60	23,522,131 70	1,099,313 30
Solde de l'artillerie	32,493,212 00	″	49,423,964 63	17,694,089 55	31,729,875 08	763,336 92
Solde du génie	5,813,184 00	″	8,729,843 27	3,204,795 97	5,525,047 30	288,136 70
Solde du train des équipages militaires	2,901,051 00	″	4,349,476 26	1,519,052 07	2,830,424 19	70,626 81
Solde des troupes d'administration	2,652,626 00	″	5,099,817 87	2,528,917 01	2,570,900 86	81,725 14
Manœuvres et exercices techniques	13,124,322 00	″	4,353,703 70	63,777 68	4,289,926 02	8,834,395 98
Gendarmerie	43,232,425 08	″	43,285,777 49	53,352 41	43,232,425 08	″
Garde républicaine	7,020,331 00	″	6,367,541 66	1,187 01	6,366,354 65	653,976 35
Cadre de réserve. — Réserve spéciale. — Solde de non-activité et de réforme	6,509,105 00	″	5,957,499 61	″	5,957,499 61	551,605 39
Frais de déplacements	11,840,810 00	″	8,125,286 43	1,349 53	8,123,936 90	3,716,873 10
Frais divers des réserves et du recrutement	410,810 00	″	360,574 58	″	360,574 58	50,235 42
Réparations civiles. — Frais de justice. — Établissements pénitentiaires et sections d'exclus	940,436 00	″	672,148 00	54,595 64	617,552 36	322,883 64
Transports	5,983,590 00	″	1,270,696 88	2,271 33	1,268,425 55	4,715,164 45
Personnel du service de la liquidation des transports. — Allocations diverses	630 00	″	535 25	″	535 25	94 75
Service géographique. (Personnel.)	1,269,538 00	″	1,279,496 94	74,049 46	1,205,447 48	64,090 52
Service géograph. — Persl. — Allocations non tarifées.	9,100 00	″	12,659 66	3,908 42	8,751 24	348 76
Service géographique. (Matériel.)	276,873 00	″	244,060 03	71,857 31	172,202 72	104,670 28
Service militaire des chemins de fer	396,500 00	″	31,912 96	″	31,912 96	364,587 04
Établissements de l'artillerie. (Personnel.)	1,934,171 00	″	1,826,917 59	″	1,826,917 59	107,253 41
Établissements de l'artill. — Persl. — Allocons diverses.	11,904 41	″	11,904 41	″	11,904 41	″
Avantages divers au personnel des fabrications de l'artillerie. — Allocations diverses	3,560,760 00	″	3,102,941 48	″	3,102,941 48	457,818 52
Avantages divers au personnel des fabrications de l'artillerie. — Allocations non tarifées	242,000 00	″	146,437 14	″	146,437 14	95,562 86
Établissements de l'artillerie. (Matériel.)	19,175,722 00	″	9,396,922 37	3,379,512 74	6,017,409 63	13,158,312 37
Munitions pour l'instruction du tir	24,644,392 00	″	23,560,454 60	2,444,908 08	21,115,546 52	3,528,845 48
Établissements du génie. (Personnel.)	1,160,440 00	″	1,105,995 48	″	1,105,995 48	54,444 52
Établissements du génie. — Persl. — Allocons divses.	70,900 00	″	58,177 52	″	58,177 52	12,722 48
Établissements du génie. (Matériel.)	44,638,542 12	″	16,721,979 60	488,654 40	16,233,325 20	28,405,216 92
Remonte et recensement des chevaux	23,197,158 00	″	20,409,545 11	963,494 86	19,446,050 25	3,751,107 75
Service des subsistances. (Personnel.)	688,260 00	″	585,107 14	″	585,107 14	103,152 86
A reporter	452,265,974 77	″	455,930,747 45	78,792,787 49	377,137,959 96	75,128,014 81

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	681,654,703f 46c	622,674,066f 63c	157,821,169f 11c	101,135,988f 58c	679,359,247f 16c	2,295,456f 30c
1re Section. — Troupes métropolitaines. (Suite.)						
INTÉRIEUR. (Suite.)						
Harnachement	6,533,405 97	4,537,027 21	2,931,566 04	1,030,225 45	6,438,367 80	95,038 17
Couchage et ameublement	43,331,186 33	40,342,197 73	4,589,241 68	1,673,746 00	43,257,693 41	73,492 92
Hôpitaux. (Personnel)	580,516 63	442,600 53	143,027 27	5,121 18	580,506 62	10 01
Hôpitaux. (Matériel.)	9,217,858 71	8,443,910 60	2,197,763 55	1,693,503 09	8,948,171 06	269,687 65
Invalides. (Personnel et Matériel.)	71,743 72	64,648 69	7,654 28	559 25	71,743 72	//
Allocations diverses, gratifications de réforme et secours	21,952,219 10	17,668,566 16	4,220,203 13	67,961 64	21,820,807 65	131,411 45
Dépenses secrètes	595,000 00	530,000 00	65,000 00	//	595,000 00	//
Médaille commémorative de la campagne de 1870-1871	19,997 65	//	19,997 65	//	19,997 65	//
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	225,287 21	225,287 21	30 00	30 00	225,287 21	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,636 39	//	1,636 39	//	1,636 39	//
ALGÉRIE ET TUNISIE.						
Solde des états-majors et services	7,769,257 68	7,138,716 69	774,820 36	144,279 37	7,769,257 68	//
Solde des corps de troupes	24,843,278 72	37,016,802 81	2,385,247 88	14,558,771 97	24,843,278 72	793,512 39
Frais de déplacements et transports	13,943,704 59	2,411,229 06	11,025,392 51	286,429 37	13,150,192 20	19,282 53
Établissements de l'artillerie	2,379,113 28	1,203,698 69	2,146,283 02	990,150 96	2,359,830 75	16,414 95
Établissements du génie	2,345,388 74	1,267,657 80	1,072,014 90	10,698 91	2,328,973 79	65,646 07
Services divers	4,161,274 00	2,206,181 83	2,244,258 04	354,811 94	4,095,627 93	116,618 29
Subsistances, chauffage et éclairage	33,005,004 82	16,781,442 50	26,374,641 86	10,267,697 83	32,888,386 53	88,430 68
Habillement, campement, harnachement et couchage	17,060,478 44	12,272,981 69	5,901,143 72	1,202,077 65	16,972,047 76	12,791 64
Dépenses diverses	527,826 91	277,996 93	238,880 12	1,841 78	515,035 27	11,978 75
Hôpitaux	3,057,683 56	1,501,754 58	1,722,384 89	178,434 66	3,045,704 81	5,542 49
Subventions aux territoires du Sud	5,076,796 27	3,601,529 14	2,022,012 97	552,288 33	5,071,253 78	//
Gendarmerie de Tunisie. (Dépenses remboursables.)	330,203 25	291,188 31	41,083 55	2,068 61	330,203 25	//
Comptes avances au Magzhen	15,535 13	//	15,535 13	//	15,535 13	
Réorganisation des établissements militaires en Algérie	216,730 23	46,572 34	170,381 21	223 32	216,730 23	//
Dérasement partiel des fortifications d'Alger	1,997 84	//	1,997 84	//	1,997 84	//
	878,917,828 63	780,946,057 13	228,133,367 10	134,156,909 89	874,922,514 34	3,995,314 29
Dépenses des exercices clos. (Intérieur.)	3,263,993 55	3,263,993 55	//	//	3,263,993 55	//
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1911 et non frappées de déchéance. (Intérieur.)	456,071 34	//	456,071 34	//	456,071 34	//
Dépenses des exercices clos. (Algérie et Tunisie.)	387,672 60	387,672 60	//	//	387,672 60	//
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1911 et non frappées de déchéance. (Algérie et Tunisie.)	162,693 02	//	162,693 02	//	162,693 02	//
Totaux de la 1re section	883,188,259 14	784,597,723 28	228,752,131 46	134,156,909 89	879,192,944 85	3,995,314 29
			94,595,221f 57c			

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	452,265,974f 77c	//	455,930,747f 45c	78,792,787f 49c	377,137,959f 96c	75,128,014f 81c
1re Section. — Troupes métropolitaines. (Suite.)						
INTÉRIEUR. (Suite.)						
Service des subsistces. — Personnel. — Allocatons diverses	47,030 72	//	25,086 08	//	25,086 08	21,944 64
Pain et approvisionnements de réserve	33,526,436 32	//	42,988,474 73	9,462,038 41	33,526,436 32	//
Ordinaires de la troupe	102,585,762 60	//	104,294,971 70	1,709,209 10	102,585,762 60	//
Fourrages	72,497,368 61	//	82,247,786 34	10,030,703 54	72,217,082 80	280,285 81
Chauffage et éclairage	7,606,172 00	//	5,509,385 62	178,483 79	5,330,901 83	2,275,270 17
Habillement et campement. (Personnel.)	1,818,489 00	//	1,634,213 87	17,225 83	1,616,988 04	201,500 96
Habillemt et campemt. — Personnel. — Allocatons diverses	315,561 00	//	327,574 22	34,763 37	292,810 85	22,750 15
Habillement et campement. (Matériel.)	58,069,194 00	//	52,531,827 03	4,234,353 98	48,297,473 05	9,771,720 95
Harnachement	8,835,310 00	//	4,848,611 51	484,441 96	4,364,169 55	4,471,140 45
Couchage et ameublement	9,088,224 00	//	9,197,063 63	3,321,378 64	5,875,684 99	3,212,539 01
Hôpitaux. (Personnel.)	538,910 00	//	488,820 07	3,331 74	485,488 33	53,421 67
Hôpitaux. — Personnel. — Allocations diverses	98,276 00	//	83,813 56	//	83,813 56	14,462 44
Hôpitaux. (Matériel.)	10,654,097 00	//	9,613,640 44	701,297 36	8,912,343 08	1,741,753 92
Invalides et musée de l'armée. (Personnel et matériel.)	141,603 00	//	132,708 55	//	132,708 55	8,894 45
Inval. et musée de l'armée. — Persel et matel. — Allocons div.	10,695 00	//	5,528 93	//	5,528 93	5,166 07
Allocatons aux militres soutiens de fam. et gratons de réforme	19,606,000 00	//	15,693,964 34	14,655 00	15,679,309 34	3,926,690 66
Secours aux anciens militaires	3,432,000 00	//	3,083,287 07	//	3,083,287 07	348,712 93
Préparation militaire	2,539,150 00	//	1,328,311 99	50,875 08	1,277,436 91	1,261,713 09
Dépenses secrètes	550,000 00	//	545,000 00	//	545,000 00	5,000 00
Médaille commémorative des opérations au Maroc	205,700 00	//	4,374 48	//	4,374 48	201,325 52
Médaille commémorative de 1870-1871	40,000 00	//	16,011 22	//	16,011 22	23,988 78
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	215,750 10	//	216,661 29	911 19	215,750 10	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,457 78	//	2,409 78	//	2,409 78	48 00
Particon du ministère de la Guer. à l'érecton des monumts qui sert élevés en Rus. à la mém. des morts de la camp. de 1812	5,000 00	//	//	//	//	5,000 00
Dérasement partiel des fortifications de Bayonne	67,989 15	//	//	//	//	67,989 15
ALGÉRIE ET TUNISIE.						
Solde des États-majors et services	8,912,029 86	//	8,965,056 66	53,026 80	8,912,029 86	//
Solde des corps de troupes	48,537,230 17	//	50,135,357 09	1,598,126 92	48,537,230 17	//
Frais de déplacements et transports	16,862,939 00	//	8,488,937 12	11,473 04	8,477,464 08	8,385,474 92
Établissements de l'artillerie	2,382,982 00	//	1,147,153 46	275,736 00	871,417 46	1,511,564 54
Établissements de l'artillerie. — Allocations diverses	58,980 00	//	44,938 74	//	44,938 74	14,041 26
Établissements du génie	2,381,527 45	//	1,353,305 06	//	1,353,305 06	1,028,222 39
Établissements du génie. — Allocations diverses	7,400 00	//	5,958 97	//	5,958 97	1,441 03
Services divers	6,337,974 17	//	2,927,377 46	374,824 28	2,552,553 18	3,785,420 99
Subsistances, chauffage et éclairage	27,176,425 56	//	32,646,349 50	5,469,923 94	27,176,425 56	//
Personnel du servce des subsistces. — Allocations diverses	4,843 00	//	571 27	//	571 27	4,271 73
Habillement, campement, harnachement et couchage.	17,394,286 00	//	7,789,005 73	1,563,117 07	6,225,888 66	11,168,397 34
Habillement, campement, harnachement et couchage. — Personnel. — Allocations diverses	27,662 00	//	23,437 34	//	23,437 34	4,224 66
Dépenses diverses	918,453 00	//	313,492 59	//	313,492 59	604,960 41
Hôpitaux	6,457,051 00	//	2,419,892 38	693,995 70	1,725,896 68	4,731,154 32
Hôpitaux. — Personnel. — Allocations diverses	3,400 00	//	2,504 59	//	2,504 59	895 41
Préparation militaire	64,932 00	//	10,875 13	//	10,875 13	54,056 87
Subventions aux territoires du Sud	4,970,116 00	//	3,953,626 65	23,909 15	3,929,717 50	1,040,398 50
Gendarmerie de Tunisie. (Dépenses remboursables.)	364,757 00	//	303,545 96	//	303,545 96	61,211 04
Troupes auxiliaires marocaines	17,020,000 00	//	//	//	//	17,020,000 00
Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	1,877,880 88	//	329,767 70	//	329,767 70	1,548,113 18
Dérasement partiel des fortifications d'Alger	40,518 58	//	//	//	//	40,518 58
	946,564,538 72	//	911,611,427 30	119,100,589 38	792,510,837 92	154,053,700 80
Dépenses des exercices clos. (Intérieur.)	3,861,198 66	//	3,861,797 73	599 07	3,861,198 66	//
Dépenses des exercices clos. (Algérie et Tunisie.)	1,370,174 30	//	1,370,174 30	//	1,370,174 30	//
Totaux de la 1re Section	951,795,911 68	//	916,843,399 33	119,101,188 45	797,742,210 88	154,053,700 80
			797,742,210 88			

Développement du Budget général (Suite).

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

2e SECTION. — TROUPES COLONIALES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Personnel de l'administration centrale	243,863f 71c	237,916f 83c	6,598f 63c	651f 75c	243,863f 71c	"
Matériel de l'administration centrale	59,643 84	23,915 49	35,928 40	200 05	59,643 84	"
États-majors et services	2,920,544 32	2,350,272 26	673,115 28	102,843 22	2,920,544 32	"
Infanterie coloniale	15,746,639 21	18,860,213 60	965,318 31	4,078,892 70	15,746,639 21	"
Artillerie coloniale	3,870,460 83	4,710,580 22	271,523 21	1,111,642 60	3,870,460 83	"
Manœuvres et exercices techniques	176,565 53	31,092 15	145,358 68	363 65	176,087 18	478f 35c
Cadre de réserve. — Soldes de non-activité et de réforme	184,421 27	170,670 68	20,849 40	7,098 81	184,421 27	"
Écoles, justice militaire et recrutement	228,597 10	190,157 11	53,354 12	15,213 73	228,297 50	299 60
Frais de déplacements et de transports	1,521,090 59	818,443 23	610,788 03	9,678 61	1,419,552 65	101,537 94
Artillerie. — Matériel et munitions	1,496,487 12	1,076,962 43	615,571 39	196,260 81	1,496,273 01	214 11
Casernement des troupes coloniales	574,254 75	288,034 08	292,949 49	6,768 82	574,214 75	40 00
Subsistances. (Chauffage et éclairage.)	7,339,468 23	1,854,222 52	5,515,678 84	31,782 49	7,338,118 87	1,349 36
Remonte	341,827 02	234,308 89	65,160 01	55,595 83	243,873 07	97,953 95
Habillement, campement, couchage et harnachement	3,812,205 30	2,892,257 01	1,582,958 41	847,724 85	3,627,490 57	184,714 73
Hôpitaux. (Matériel.)	977,801 38	775,648 55	215,461 21	14,429 88	976,679 88	1,121 50
Allocations diverses et secours	522,373 67	441,821 92	86,675 75	6,124 00	522,373 67	"
Approvisionnements de réserve (Défense des colonies)	66,652 87	113,999 18	346,794 59	394,140 90	66,652 87	"
Tirailleurs sénégalais en Algérie. (Sud-Oranais.)	802,790 56	573,770 06	211,605 20	2,919 30	782,455 96	20,334 60
Corps d'occupation de Chine	2,716,852 46	1,378,630 72	1,430,112 05	103,959 70	2,704,783 07	12,069 39
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,109 95	"	9,109 95	"	9,109 95	"
	43,611,649 71	37,022,916 93	13,154,910 95	6,986,291 70	43,191,536 18	420,113 53
Dépenses des exercices clos	155,118 70	155,118 70	"	"	155,118 70	"
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1911 et non frappées de déchéance	257,991 11	"	257,991 11	"	257,991 11	"
TOTAUX de la 2e section	44,024,759 52	37,178,035 63	13,412,902 06	6,986,291 70	43,604,645 99	420,113 53
			6,426,610f 36c			

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Personnel de l'administration centrale	260,690f 00c	"	228,514f 53c	"	228,514f 53c	32,175f 47c
Personnel de l'administration centrale. — Allocations non tarifées	2,110 00	"	674 00	"	674 00	1,436 00
Matériel de l'administration centrale	78,500 00	"	37,038 99	"	37,038 99	41,461 01
États-majors et services	3,278,357 00	"	2,685,430 37	29,019f 60c	2,656,410 77	621,946 23
Infanterie coloniale	22,815,888 04	"	23,123,831 81	307,943 77	22,815,888 04	"
Artillerie coloniale	4,848,807 82	"	4,909,423 18	60,615 36	4,848,807 82	"
Manœuvres et exercices techniques	323,397 00	"	55,750 62	"	55,750 62	267,646 38
Cadre de réserve. — Réserve spéciale. — Soldes de non-activité et de réforme	235,913 00	"	213,430 00	"	213,430 00	22,483 00
Écoles, justice militaire et recrutement	279,022 00	"	176,353 67	"	176,353 67	102,668 33
Frais de déplacements et de transports	2,274,608 00	"	819,800 62	"	819,800 62	1,454,807 38
Artillerie. — Matériel et munitions	2,412,855 00	"	1,249,380 14	1,078 43	1,248,301 71	1,164,553 29
Casernement des troupes coloniales	667,945 00	"	347,953 02	"	347,953 02	319,991 98
Casernement des troupes coloniales. — Allocations diverses	400 00	"	204 20	"	204 20	195 80
Subsistances. (Chauffage et éclairage.)	2,455,986 14	"	1,738,353 43	1,815 23	1,736,538 20	719,447 94
Remonte	494,890 00	"	177,889 24	31,839 00	146,050 24	348,839 76
Habillement, campement, couchage et harnachement	5,562,207 00	"	3,519,838 19	671,006 06	2,848,832 13	2,713,374 87
Hôpitaux	1,365,251 00	"	872,911 63	27,672 82	845,238 81	520,012 19
Secours	604,770 00	"	444,257 00	7,710 00	436,547 00	168,223 00
Approvisionnements de réserve. (Défense des colonies.)	141,942 70	"	197,447 90	55,505 20	141,942 70	"
Tirailleurs sénégalais en Algérie (Sud-Oranais)	1,021,783 00	"	698,409 39	2,980 04	695,429 35	326,353 65
Corps d'occupation de Chine	3,113,212 00	"	1,657,278 73	2,112 71	1,655,166 02	1,458,045 98
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,704 02	"	1,443 57	"	1,443 57	1,260 45
Dépenses des exercices clos	52,241,238 72	"	43,155,614 23	1,199,298 22	41,956,316 01	10,284,922 71
TOTAUX de la 2e section	446,098 59	"	446,098 59	"	446,098 59	"
	52,687,337 31	"	43,601,712 82	1,199,298 22	42,402,414 60	10,284,922 71
			42,402,414f 60c			

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

3e SECTION. — CONSTRUCTIONS ET MATÉRIEL NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE.

3e PARTIE — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Chemins de fer	2,536,907f 06c	707,787f 79c	1,888,015f 73c	59,225f 40c	2,536,578f 12c	328f 94c
Equipages de campagne	22,408,910 41	15,240,731 38	7,248,420 26	89,070 84	22,400,080 80	8,829 61
Équipages de siège	82,625 02	53,943 26	28,681 76	"	82,625 02	"
Armement des places	5,547,056 04	3,057,267 19	2,491,553 95	5,660 10	5,543,161 04	3,895 00
Armement des côtes	1,004,379 80	640,851 69	376,520 50	13,057 39	1,004,314 80	65 00
Armes portatives	8,830,930 91	7,071,668 95	2,110,145 58	414,033 61	8,767,780 92	63,149 99
Expériences. (Artillerie.)	455,114 23	348,416 88	106,789 60	92 25	455,114 23	"
Bâtiments et machines. (Artillerie.)	1,602,306 76	669,758 91	957,314 73	26,371 20	1,600,702 44	1,604 32
Casernements	8,398,644 03	4,723,259 78	3,645,601 80	9,579 79	8,359,281 79	39,362 24
Construction d'un casernement et d'une manutention militaire à Mostaganem	175,620 68	116,015 71	59,606 17	1 20	175,620 68	"
Fortifications	12,012,508 09	6,783,086 02	5,308,056 32	81,777 10	12,009,365 24	3,142 85
Déplacement partiel de l'enceinte de Bône	22,039 47	1,795 26	20,244 21	"	22,039 47	"
Matériel de guerre du génie	16,259,229 99	9,331,255 12	6,886,012 13	22,193 27	16,195,073 98	64,156 01
Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges.	5,396,192 40	3,936,872 50	1,442,626 97	7,675 92	5,371,823 55	24,368 85
Défenses de Bizerte	334,114 50	191,351 38	142,763 16	0 04	334,114 50	"
Établissements et matériel de l'intendance militaire.	4,198,439 61	2,696,250 91	1,683,060 54	202,179 49	4,177,131 96	21,307 65
Établissements et matériel du service de santé	3,394,239 62	1,513,445 86	1,886,216 81	6,154 45	3,393,508 22	731 40
Harnachement	44,546 94	11,079 06	32,909 80	"	43,988 86	558 08
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	310 40	"	310 40	"	310 40	"
	92,704,115 96	57,094,837 65	36,314,850 42	937,072 05	92,472,616 02	231,499 94
Dépenses des exercices clos	162,290 06	162,290 06	"	"	162,290 06	"
TOTAUX de la 3e section	92,866,406 02	57,257,127 71	36,314,850 42	937,072 05	92,634,906 08	231,499 94
			35,377,778f 37c			

RÉCAPITULATION.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES	Opérations antérieures	Payements	Annulations	TOTAL	RESTES
1re SECTION. — Troupes métropolitaines	883,188,259f 14c	784,597,723f 28c	228,752,131f 46c	134,156,909f 89c	879,192,944f 85c	3,995,314f 29c
2e SECTION. — Troupes coloniales	44,024,759 52	37,178,035 63	13,412,902 06	6,986,291 70	43,604,645 99	420,113 53
3e SECTION. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	92,866,406 02	57,257,127 71	36,314,850 42	937,072 05	92,634,906 08	231,499 94
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,020,079,424 68	879,032,886 62	278,479,883 94	142,080,273 64	1,015,432,496 92	4,646,927 76
			136,399,610f 30c			

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Chemins de fer	4,141,323f 00c	"	493,955f 21c	"	493,955f 21c	3,647,367f 79c
Equipages de campagne	21,133,304 00	"	11,542,377 52	479,230f 14c	11,063,147 38	10,070,156 62
Équipages de siège	899,000 00	"	117,099 30	"	117,099 30	781,900 70
Armement des places	7,019,812 00	"	4,154,662 12	"	4,154,662 12	2,865,149 88
Armement des côtes	1,016,500 00	"	821,604 78	32,790 00	788,814 78	227,685 22
Armes portatives	9,877,782 00	"	8,074,776 85	895,023 19	7,179,753 66	2,698,028 34
Expériences. (Artillerie.)	500,000 00	"	457,368 14	49,240 46	408,127 68	91,872 32
Bâtiments et machines. (Artillerie.)	3,662,000 00	"	1,805,440 34	"	1,805,440 34	1,856,559 66
Casernements. — Génie	16,151,898 12	"	7,688,169 05	"	7,688,169 05	8,463,729 07
Fortifications	13,557,340 00	"	8,603,400 71	964,550 00	7,638,850 71	5,918,489 29
Matériel de guerre du génie	25,165,262 46	"	15,154,684 78	"	15,154,684 78	10,010,577 68
Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.	8,876,785 00	"	4,882,884 32	45,000 00	4,837,884 32	4,038,900 68
Défenses de Bizerte	564,237 39	"	221,872 93	5,200 00	216,672 93	347,564 46
Établissements et matériel de l'intendance militaire	5,797,998 00	"	2,322,652 90	"	2,322,652 90	3,475,345 10
Établissements et matériel du service de santé	4,481,260 00	"	1,973,650 37	"	1,973,650 37	2,507,609 63
Établissements et approvisionnements des poudres et salpêtres	1,872,400 00	"	"	"	"	1,872,400 00
Service géographique	200,000 00	"	"	"	"	200,000 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	35 95	"	35 95	"	35 95	"
	124,916,937 92	"	68,314,635 27	2,471,033 79	65,843,601 48	59,073,336 44
Dépenses des exercices clos	79,328 17	"	79,328 17	"	79,328 17	"
TOTAUX de la 3e Section	124,996,266 09	"	68,393,963 44	2,471,033 79	65,922,929 65	59,073,336 44
			65,922,929f 65c			

RÉCAPITULATION.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES	Opérations antérieures	Payements	Annulations	TOTAL	RESTES
1re SECTION — Troupes métropolitaines	951,795,911f 68c	"	916,843,399f 33c	119,101,188f 45c	797,742,210f 88c	154,053,700f 80c
2e SECTION. — Troupes coloniales	52,687,337 31	"	43,601,712 82	1,199,298 22	42,402,414 60	10,284,922 71
3e SECTION — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	124,996,266 09	"	68,393,963 44	2,471,033 79	65,922,929 65	59,073,336 44
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,129,479,515 08	"	1,028,839,075 59	122,771,520 46	906,067,555 13	223,411,959 95
			906,067,555f 13c			

Développement du Budget général. (Suite).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

TITRE Ier. — Frais généraux d'administration. — Entretien de la marine militaire.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTE à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	3,293,855f 97c	3,134 589f 67c	112,575f53c	15,631f03c	3,231,534f 17c	62,321f 80c
Personnel divers en service à Paris	347,659 93	331,327 16	9,907 50	4,014 82	337,219 84	10,440 09
Matériel de l'administration centrale	185,297 33	144,486 03	44,860 63	4,200 00	185,146 66	150 67
Impressions. — Livres et reliures	576,343 08	209,632 19	372,424 28	8,029 25	574,027 22	2,315 86
Personnel du service hydrographique	376,838 03	350,489 59	17,805 87	740 60	367,554 86	9,283 17
Matériel et frais divers du service hydrographique	368,595 69	192,763 14	209,136 17	36,293 62	365,605 69	2,990 00
Contrôle de l'administration de la marine	316,402 75	291,050 23	13,118 44	//	304,168 67	12,234 08
Officiers de marine	9,728,137 00	8,657,584 53	703,359 34	15,380 16	9,345,563 71	382,573 29
Officiers mécaniciens	2,093,307 84	1,919,430 14	86,568 51	314 87	2,005,683 78	87,624 06
Équipages de la flotte	47,170,903 86	44,094,708 29	3,476,369 99	419,154 59	47,151,923 69	18,980 17
Traitements de table	3,790,059 45	3,407,963 31	388,138 56	6,042 42	3,790,059 45	//
Justice maritime, police et surveillance des côtes, ports et établissements	2,225,961 69	2,151,793 35	74,730 71	1,406 58	2,225,117 48	844 21
Personnel divers d'instruction	183,591 11	176,873 90	1,304 21	//	178,178 11	5,413 00
Personnel du service de l'intendance maritime	1,249,253 93	1,129,097 86	70,429 23	469 72	1,199,057 37	50,196 56
Service des subsistances, de l'habillement, du casernement. — Salaires	838,517 47	808,568 47	41,294 09	11,345 09	838,517 47	//
Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives	23,771,991 00	19,375,927 36	5,328,517 19	935,457 19	23,768,987 36	3,003 64
Service de l'habillement et du casernement. — Matières.	4,341,334 00	3,870,116 28	590,315 42	125,209 06	4,335,222 64	6,111 36
Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires.	276,932 54	266,723 43	12,362 56	2,153 45	276,932 54	//
Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires	24,448,952 11	17,416,675 35	8,851,469 18	1,853,128 91	24,415,015 62	33,936 49
Personnel du service de santé	1,933,498 63	1,752,016 36	102,423 98	7,217 44	1,847,222 90	86,275 73
Service des hôpitaux. — Salaires	391,109 90	390,170 11	12,231 52	11,291 73	391,109 90	//
Service des hôpitaux. — Matières	2,656,193 90	1,742,992 19	1,031,577 41	126,551 14	2,648,018 46	8,175 44
Personnel du service des constructions navales	4,990,648 31	4,641,361 92	239,368 88	3,461 00	4,877,269 80	113,378 51
Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	7,475,320 43	7,635,199 31	400,972 48	560,851 36	7,475,320 43	//
Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	7,585,815 44	5,981,455 88	3,791,860 65	2,264,431 89	7,508,884 64	76,930 80
Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires	6,219,028 51	5,811,646 56	441,482 20	34,100 25	6,219,028 51	//
Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières	9,634,093 69	5,748,073 29	5,006,920 46	1,132,142 03	9,622,851 72	11,241 97
Personnel du service de l'artillerie	1,807,479 16	1,735,732 80	33,658 16	1,514 64	1,767,876 32	39,602 84
Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	2,203,697 68	2,153,962 71	89,635 24	40,029 88	2,203,568 07	129 61
Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	3,635,600 00	2,603,085 62	1,006,876 56	70,444 66	3,539,517 52	96,082 48
Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires	1,908,469 72	1,793,091 02	136,163 57	20,795 17	1,908,459 42	10 30
Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières	10,963,254 17	4,945,775 85	6,512,266 68	608,161 18	10,849,881 35	113,372 82
Personnel du service des travaux hydrauliques	788,281 77	716,933 40	53,697 08	695 08	769,935 40	18,346 37
Service des travaux hydrauliques. — Salaires	457,711 26	443,265 00	24,099 00	9,652 74	457,711 26	//
A reporter	188,234,137 35	156,024,562 30	39,287,921 28	8,330,311 55	186,982,172 03	1,251,965 32

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	3,304,274f 00c	//	3,201,164f 87c	4,019f 49c	3,197,145f38c	107,128f62c
Gratifications du personnel central	106,355 00	//	60,708 59	290 00	60,418 59	45,936 41
Personnel divers en service à Paris	408,989 00	//	386,427 34	861 00	385,566 34	23,422 66
Matériel de l'administration centrale	203,938 00	//	117,288 08	5,367 61	111,920 47	92,017 53
Impressions. — Livres et reliures	559,114 00	//	287,050 69	927 02	286,123 67	272,990 33
Personnel du service hydrographique	383,711 00	//	353,766 07	//	353,766 07	29,944 93
Matériel et frais divers du service hydrographique	328,500 00	//	233,032 12	46,650 67	186,381 45	142,118 55
Contrôle de l'administration de la marine	319,502 00	//	287,644 99	//	287,644 99	31,857 01
Officiers de marine	10,925,285 00	//	9,196,777 84	273 81	9,196,504 03	1,728,780 97
Officiers mécaniciens	2,202,239 00	//	2,001,333 43	251 90	2,001,081 53	201,157 47
Équipages de la flotte	49,290,951 00	//	43,695,901 76	51,241 58	43,644,660 18	5,646,290 82
Traitements de table	4,118,598 00	//	3,372,421 02	726 90	3,371,694 12	746,903 88
Justice maritime, police et surveillance des côtes, ports et établissements	2,348,914 00	//	2,206,259 85	935 92	2,205,323 93	143,590 07
Personnel divers d'instruction	194,238 00	//	174,923 71	//	174,923 71	19,314 29
Personnel du service de l'intendance maritime	1,358,044 00	//	1,159,484 35	240 00	1,159,244 35	198,799 65
Service des subsistances, de l'habillement, du casernement. — Salaires	851,380 00	//	810,002 08	4,873 33	805,128 75	46,251 25
Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives	22,168,352 00	//	19,120,176 32	815,848 34	18,304,327 98	3,864,024 02
Service de l'habillement et du casernement — Matières.	3,562,392 00	//	3,200,574 26	133,684 82	3,066,889 44	495,502 56
Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires.	311,238 00	//	270,564 84	1,057 78	269,507 06	41,730 94
Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires	23,853,221 00	//	17,698,668 36	937,736 16	16,760,932 20	7,092,288 80
Personnel du service de santé	2,082,986 00	//	1,752,573 92	30 80	1,752,543 12	330,442 88
Service des hôpitaux. — Salaires	455,795 00	//	420,422 45	3,978 31	416,444 14	39,350 86
Service des hôpitaux. — Matières	2,742,192 00	//	2,588,839 68	722,729 64	1,866,110 04	876,081 96
Personnel du service des constructions navales	5,234,525 00	//	4,871,770 42	644 90	4,871,125 52	363,399 48
Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	7,775,511 28	//	7,866,042 46	222,859 56	7,643,182 90	132,328 38
Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	8,417,041 00	//	9,724,349 31	2,644,046 11	7,080,303 20	1,336,737 80
Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires	6,828,902 00	//	6,353,957 52	675 77	6,353,281 75	475,620 25
Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières	11,788,534 00	//	9,883,721 42	1,475,571 10	8,408,150 32	3,380,383 68
Personnel du service de l'artillerie	1,994,291 00	//	1,682,569 30	53 40	1,882,515 90	111,775 10
Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	2,577,562 00	//	2,486,109 79	8,925 04	2,477,184 75	100,377 25
Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	3,878,308 00	//	2,345,294 67	77,620 42	2,267,674 25	1,610,633 75
Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires	2,504,380 00	//	2,405,875 75	24 62	2,405,851 13	98,528 87
Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières	24,475,277 00	//	22,120,221 64	67,341 30	22,052,880 34	2,422,396 66
Personnel du service des travaux hydrauliques	833,270 00	//	781,381 37	//	781,381 37	51,888 63
Service des travaux hydrauliques. — Salaires	1,031,005 90	//	1,031,195 87	4,423 51	1,026,772 36	4,233 54
A reporter	209,418,815 18	//	184,348,496 14	7,233,910 81	177,114,585 33	32,304,229 85

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	188,234,137f 35c	156,024,562f 30c	39,287,921f 28c	8,330,311f 55c	186,982,172f 03c	1,251,965f 32c
Ouvrages maritimes, voirie et immeubles (autres que ceux de l'intendance et des directions de travaux). — Améliorations, entretien et service général, y compris les dépenses indivises	2,378,100 36	1,879,782 96	735,892 82	241,572 03	2,374,103 75	3,996 61
Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution	3,973,404 62	3,761,668 77	141,894 27	6,477 53	3,897,085 51	76,319 11
Frais de déplacement et de transport de personnel. — Frais de séjour	3,642,829 26	2,389,211 06	1,281,576 18	30,758 96	3,640,028 28	2,800 98
Gratifications, secours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses	1,893,531 98	1,349,127 32	481,382 43	2,033 37	1,828,476 38	65,055 60
Officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	890,705 57	829,764 22	61,816 38	875 03	890,705 57	//
Dépenses secrètes	100,000 00	100,000 00	//	//	100,000 00	//
Titre II. — *Marine marchande et pêches.*						
Personnel de l'administration de l'inscription maritime	1,140,728 55	961,391 63	151,005 73	1,201 70	1,111,195 66	29,532 89
Personnel du service des pêches et de la navigation maritimes	1,116,742 44	950,951 26	173,222 56	7,431 38	1,116,742 44	//
Pêches et navigation maritime. — Encouragement et assistance aux gens de mer. — Matériel, frais divers, subventions	390,886 39	173,990 43	218,441 47	3,784 89	388,647 01	2,239 38
Frais d'administration et de contrôle des caisses régionales de crédit maritime	994 95	660 13	334 82	//	994 95	//
Subventions extraordinaires pour allocations d'indemnités aux marins pêcheurs victimes des sinistres à la fin de l'année 1910 et du commencᵗ de l'année 1911	148,319 70	138,337 50	9,964 70	//	148,302 20	17 50
Rapatriement des marins du commerce	117,755 59	51,402 34	154,124 89	95,462 02	110,065 21	7,690 38
Subvention à la Caisse des invalides de la marine	16,229,813 00	16,229,813 00	//	//	16,229,813 00	//
Titre III. — *Travaux neufs. — Approvisionnements de guerre.*						
Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage	1,298,484 41	660,433 59	636,960 05	66 07	1,297,327 57	1,156 84
Constructions navales. — Construct. neuves. — Salaires	13,087,480 57	12,720,675 77	426,643 63	59,870 26	13,087,449 14	31 43
Constructions navales. — Construct. neuves. — Matières	58,162,289 49	39,334,761 23	19,507,452 30	823,582 58	58,018,630 95	143,658 54
Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie. — Achats	52,523,299 17	37,368,918 54	15,152,662 05	//	52,521,580 59	1,718 58
Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements, torpilles et mines	7,738,241 51	4,548,542 59	3,510,822 77	339,149 36	7,720,216 00	18,025 51
Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	9,362,003 95	6,390,357 00	3,009,757 80	43,905 77	9,356,209 03	5,794 92
Artillerie. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires	2,737,187 64	2,698,417 55	70,002 85	35,590 60	2,732,829 80	4,357 84
Artillerie. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Matières	35,745,090 89	16,952,967 44	18,898,627 14	155,538 18	35,696,056 40	49,034 49
Artillerie. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformat. d'ateliers et de chantiers	1,590,551 31	857,038 04	746,423 89	12,962 85	1,590,499 08	52 23
Ouvrages maritimes, voirie et immeubles (autres que ceux de l'intendance et des directions de travaux.) — Travaux neufs	1,276,073 17	938,977 51	350,487 87	14,817 91	1,274,647 47	1,425 70
Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte	16,177,124 97	12,608,457 87	3,589,591 01	68,348 19	16,129,700 69	47,424 28
Titre IV. — *Dépenses d'ordre d'exercices clos et d'exercices périmés.*						
Dépenses des exerc. périmés non frappées de déchéance	31,193 00	//	31,193 00	//	31,193 00	//
	419,986,969 84	319,920,210 05	108,628,201 89	10,273,740 23	418,274,671 71	1,712,298 13
Dépenses des exercices clos	565,450 09	565,450 09	836 89	836 89	565,450 09	//
Rappel de dépenses payables sur revues antérres à 1911	45,612 46	//	45,612 46	//	45,612 46	//
Totaux	420,598,032 39	320,485,660 14	108,674,651 24	10,274,577 12	418,885,734 26	1,712,298 13
			98,400,074f 12c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	209,418,815f 18c	//	184,348,496f 14c	7,233,910f 81c	177,114,585f 33c	32,304,229f 85c
Ouvrages maritimes, voiries et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises	2,114,650 00	//	1,721,431 57	140,578 97	1,580,852 60	533,797 40
Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution	4,554,043 00	//	4,135,697 19	35 20	4,135,661 99	418,381 01
Frais de déplacement et de transport de personnel. — Frais de séjour	4,211,720 00	//	2,871,827 00	6,671 39	2,865,155 61	1,346,564 39
Gratifications, secours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses	2,497,164 00	//	2,068,888 97	9,326 30	2,059,562 67	437,601 33
Officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	973,600 00	//	900,958 23	666 67	900,291 56	73,308 44
Dépenses secrètes	100,000 00	//	100,000 00	//	100,000 00	//
Titre II. — *Marine marchande et pêches.*						
Personnel de l'administration de l'inscription maritime	1,248,973 00	//	1,017,040 61	//	1,017,040 61	231,932 39
Personnel du serv. des pêches et de la navig. maritimes	1,254,943 00	//	1,025,971 86	253 87	1,025,717 99	229,225 01
Pêches et navig. marit. — Encourag. et assistance aux gens de mer. — Matériel, frais divers, subventions	558,225 00	//	224,205 91	326 86	223,879 05	334,345 95
Service scientifique des pêches maritimes	40,984 00	//	21,242 65	//	21,242 65	19,741 35
Frais d'administration et de contrôle des caisses régionales de crédit maritime	4,313 00	//	3,508 73	//	3,508 73	804 27
Rapatriement des marins du commerce	214,265 00	//	58,422 49	12,147 91	46,274 58	167,990 42
Subvention à la caisse des invalides de la marine	16,556,669 00	//	16,553,309 00	//	16,553,309 00	3,360 00
Titre III. — *Travaux neufs. — Approvisionnements de guerre.*						
Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage	7,524,781 00	//	5,598,171 74	2,427 06	5,595,744 68	1,929,036 32
Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires	13,677,240 00	//	13,138,109 84	//	13,138,109 84	539,130 16
Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières	44,680,759 00	//	28,184,518 16	93 152 38	28,091,365 78	16,589,393 22
Constr. nav. — Constr. neuves par l'industr. — Achats	59,297,325 00	//	49,490,302 96	//	49,490,302 96	9,807,022 04
Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements, torpilles et mines	4,499,271 00	//	3,353,892 08	111,970 46	3,241,921 62	1,257,349 38
Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	8,581,047 00	//	5,991,611 82	13,802 00	5,977,809 82	2,603,237 18
Artillerie. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires	2,168,900 00	//	2,113,931 02	4,972 74	2,108,958 28	59,941 72
Artillerie. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Matières	46,313,251 00	//	35,352,995 65	212,900 59	35,140,095 06	11,173,155 94
Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transform. d'ateliers et de chantiers	3,008,711 00	//	1,848,515 11	21,771 99	1,826,743 12	1,181,967 88
Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations	1,966,627 00	//	1,234,951 83	13,393 22	1,221,558 61	745,068 39
Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte	17,741,278 00	//	14,135,443 13	29,738 22	14,105,704 91	3,635,573 09
Service de santé. — Constructions neuves	503,147 00	//	343,509 27	//	343,509 27	159,637 73
Titre IV. — *Dépenses d'ordre, d'exercices clos et d'exercices périmés.*						
Dép. des exerc. périmés non frappées de déchéance	14,275 91	//	14,000 49	//	14,000 49	275 42
	453,724,977 09	//	375,850,953 45	7,908,046 64	367,942,906 81	85,782,070 28
Dépenses des exercices clos	2,290,977 89	//	2,290,977 89	//	2,290,977 89	//
Totaux	456,015,954 98	//	378,141,931 34	7,908,046 64	370,233,884 70	85,782,070 28
			370,233,884f 70c			

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

1re SECTION. — 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

EXERCICE 1911.

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale..	1,091,969f 45c	1,069,866f 81c	20,480f 05c	″	1,090,346f 86c	1,622f 59c
Matériel de l'administration centrale	156,900 34	99,496 79	55,294 62	″	154,791 41	2,108 93
Impressions	111,682 87	71,479 19	47,565 86	7,362f 18c	111,682 87	″
Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public	52,946 27	41,542 41	11,403 86	″	52,946 27	″
Encouragements aux savants et gens de lettres	172,000 00	139,350 00	31,725 00	″	171,075 00	925 00
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	388,931 49	383,977 69	5,391 80	438 00	388,931 49	″
Administration académique. — (Personnel.)	513,856 69	502,633 69	11,223 00	″	513,856 69	″
Administration académique. — Traitements de disponibilité, indemnités et secours aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires et à leurs veuves	11,600 00	7,800 00	3,800 00	″	11,600 00	″
Administration académique. — (Matériel.)	80,810 71	48,521 70	32,265 61	″	80,787 31	23 40
Inspection académique. (Personnel.)	1,522,349 74	1,479,816 52	42,533 22	″	1,522,349 74	″
Inspection académique. — Traitements de disponibilité, indemnités et secours aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires et à leurs veuves	33,592 16	22,618 83	10,773 33	″	33,392 16	200 00
Inspection académique. — (Matériel.)	72,812 91	47,100 66	25,712 25	″	72,812 91	″
Frais généraux de l'enseignement supérieur	74,726 72	54,886 97	19,377 28	″	74,264 25	462 47
Université de Paris. — (Personnel.)	4,061,123 59	3,870,099 94	190,536 24	350 00	4,060,286 18	837 41
Universités des départements. — (Personnel.)	7,900,483 15	7,821,541 98	78,412 24	″	7,899,954 22	528 93
Universités. — (Matériel.)	2,641,457 95	2,195,066 58	445,791 37	″	2,640,857 95	600 00
Examens et concours de l'enseignement supérieur	284,560 75	213,287 63	71,083 12	″	284,370 75	190 00
Bourses de l'enseignement supérieur. — Université de Paris	111,375 00	111,250 00	125 00	″	111,375 00	″
Bourses de l'enseignement supérieur. — Universités des départements	255,931 66	254,556 66	1,375 00	″	255,931 66	″
Bourses d'études, de voyages et de séjour à l'étranger, de médecine et de pharmacie	104,533 24	94,141 58	10,341 66	″	104,483 24	50 00
École des hautes études. — (Personnel.)	290,941 39	282,287 54	8,515 55	″	290,803 09	138 30
École des hautes études. — (Matériel.)	103,534 09	44,250 79	59,229 00	″	103,479 79	54 30
École normale supérieure. — (Personnel.)	72,694 95	68,128 95	4,566 00	″	72,694 95	″
École normale supérieure. — (Matériel.)	203,457 57	170,968 07	32,451 50	″	203,419 57	38 00
Collège de France. — (Personnel.)	512,322 38	508,460 37	3,862 01	″	512,322 38	″
Collège de France. — (Matériel.)	75,774 64	20,251 91	53,149 08	″	73,400 99	2,373 65
École des langues orientales vivantes. — (Personnel.)	157,149 18	154,829 18	2,170 00	″	156,999 18	150 00
École des langues orientales vivantes. — (Matériel.)	28,792 59	16,463 78	12,312 81	″	28,776 59	16 00
École des chartes. — (Personnel.)	64,850 87	63,850 87	1,000 00	″	64,850 87	″
École des chartes. — (Matériel.)	13,986 96	8,452 33	4,807 51	″	13,259 84	727 12
École française d'Athènes. — (Personnel.)	51,599 24	46,740 96	5,191 61	333 33	51,599 24	″
École française d'Athènes. — (Matériel.)	67,731 23	48,325 01	16,819 92	″	65,144 93	2,586 30
École française de Rome. — (Personnel.)	38,466 43	37,841 43	625 00	″	38,466 43	″
École française de Rome. — (Matériel.)	36,722 00	26,443 60	10,278 40	″	36,722 00	″
Muséum d'histoire naturelle. — (Personnel.)	734,689 20	723,626 40	11,020 25	″	734,646 65	42 55
Muséum d'histoire naturelle. — (Matériel.)	318,640 00	318,640 00	″	″	318,640 00	″
Observatoire de Paris. — (Personnel.)	184,999 97	179,091 97	5,908 00	″	184,999 97	″
Observatoire de Paris. — (Matériel.)	60,997 73	36,862 77	24,134 96	″	60,997 73	″
A reporter	22,660,995 11	21,284,551 56	1,371,252 11	8,483 51	22,647,320 16	13,674 95

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et personnel de l'administr. centrale.	1,030,635f 00c	″	1,021,734f 27c	″	1,021,734f 27c	8,900f 73c
Services généraux de l'administration centrale. — Indemnités, gratifications, secours, frais de mission	79,600 00	″	57,645 98	″	57,645 98	21,954 02
Matériel de l'administration centrale	156,440 00	″	88,920 56	″	88,920 56	67,519 44
Impressions	111,700 00	″	94,646 11	″	94,646 11	17,053 89
Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. (Personnel.)	33,333 00	″	31,920 56	″	31,920 56	1,412 44
Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. (Matériel.)	19,617 00	″	10,459 16	″	10,459 16	9,157 84
Encouragements aux savants et gens de lettres	168,000 00	″	134,000 00	″	134,000 00	34,000 00
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instr. publique.	396,600 00	″	390,577 86	3,771f 00c	386,806 86	9,793 14
Administration académique. — (Personnel)	520,300 00	″	511,281 55	″	511,281 55	9,018 45
Administration académique. — Traitements de disponibilité et interruptions de traitement	3,200 00	″	2,625 00	″	2,625 00	575 00
Administration académique. — Indemnités, gratons, secours.	17,300 00	″	8,700 00	″	8,700 00	8,600 00
Administration académique. — (Matériel.)	84,000 00	″	48,736 19	″	48,736 19	35,263 81
Inspection académique. — Traitements des inspecteurs d'académie	777,933 33	″	762,444 91	″	762,444 91	15,488 42
Inspection académique. — Traitts des secrétaires et commis.	809,900 00	″	779,801 97	″	779,801 97	30,098 03
Inspection académique. — Traitements de disponibilité	10,000 00	″	6,678 77	″	6,678 77	3,321 23
Secours et indemnités aux anciens fonctionnaires de l'inspection académique et à leurs veuves ou orphelins	25,000 00	″	21,500 00	″	21,500 00	3,500 00
Inspection académique. (Matériel)	74,000 00	″	48,623 45	″	48,623 45	25,376 55
Frais généraux de l'enseignement supérieur	99,642 30	″	80,846 22	″	80,846 22	18,796 08
Université de Paris. — (Personnel.)	4,066,569 00	″	3,906,618 47	2,774 99	3,903,843 48	162,725 52
Universités des départements. (Personnel.)	8,065,970 00	″	7,948,585 10	458 35	7,948,126 75	117,843 25
Universités. — Indemnités et allocations diverses	150,200 00	″	92,406 09	″	92,406 09	57,793 91
Universités. — (Matériel.)	2,669,577 00	″	2,241,866 90	300 00	2,241,566 90	428,010 10
Examens et concours de l'enseignement supérieur	314,100 00	″	196,662 88	″	196,662 88	117,437 12
Bourses de l'enseignement supérieur. — Université de Paris.	114,000 00	″	110,800 00	″	110,800 00	3,200 00
Bourses de l'enseignement supérieur. — Universités des départements	262,000 00	″	247,641 66	″	247,641 66	14,358 34
Bourses d'études, de voyages et de séjour à l'étranger, de médecine et de pharmacie	107,000 00	″	96,483 19	50 00	96,433 19	10,566 81
Fonds pour l'expansion universitaire et scientifique de la France à l'étranger	172,300 00	″	96,192 26	″	96,192 26	76,107 74
École des hautes études. (Personnel.)	303,104 50	″	294,329 37	″	294,329 37	8,775 13
École des hautes études. (Matériel.)	109,459 50	″	43,726 43	″	43,726 43	65,733 07
École normale supérieure. — (Personnel.)	69,925 00	″	68,741 06	″	68,741 06	1,183 94
École normale supérieure. — Indemnités, gratificons, secours.	3,000 00	″	1,000 00	″	1,000 00	2,000 00
École normale supérieure. — (Matériel.)	204,000 00	″	163,118 53	″	163,118 53	40,881 47
Collège de France. — (Personnel.)	539,550 00	″	512,823 67	″	512,823 67	26,726 33
Collège de France. — Indemnités, gratifications, secours..	2,000 00	″	″	″	″	2,000 00
Collège de France. — (Matériel.)	77,860 00	″	29,974 92	3,500 00	26,474 92	51,385 08
École des langues orientales vivantes. — (Personnel.)	159,450 00	″	157,368 51	″	157,368 51	2,081 49
École des langues orientales vivantes. — Indemnités, gratifications, secours	1,000 00	″	″	″	″	1,000 00
École des langues orientales vivantes. — (Matériel.)	29,050 00	″	9,701 82	″	9,701 82	19,348 18
École des chartes. — (Personnel.)	66,600 00	″	66,503 54	″	66,503 54	96 46
École des chartes. — Indemnités, gratifications, secours...	1,900 00	″	1,900 00	″	1,900 00	″
A reporter	21,905,815 63	″	20,387,586 96	10,854 34	20,376,732 62	1,529,083 01

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	22,660,995f 11c	21,284,551f 56c	1,371,252f 11c	8,483f 51c	22,647,320f 16c	13,674f 95c
Publication de la carte photographique du ciel	86,986 33	46,829 54	40,156 79	"	86,986 33	"
Bureau central météorologique. — (Personnel.)	120,542 83	117,970 07	2,572 76	"	120,542 83	"
Bureau central météorologique. — (Matériel.)	82,247 81	58,650 89	23,596 92	"	82,247 81	"
Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — (Personnel.)	44,999 56	44,068 07	931 49	"	44,999 56	"
Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — (Matériel.)	48,908 54	21,285 73	27,571 91	"	48,857 64	50 90
Bureau des longitudes. — (Personnel.)	125,990 96	117,498 73	8,883 89	416 66	125,965 96	25 00
Bureau des longitudes. — (Matériel.)	23,131 28	13,049 54	10,081 74	"	23,131 28	"
Subvention à la société des observatoires du Mont-Blanc	8,000 00	6,000 00	2,000 00	"	8,000 00	"
Institut national de France. — (Personnel.)	488,696 97	487,019 21	1,567 77	"	488,586 98	109 99
Institut national de France. — (Matériel.)	205,195 43	102,211 79	102,885 34	"	205,097 13	98 30
Publication des travaux de la mission de l'Équateur	6,935 00	"	6,935 00	"	6,935 00	"
Académie de médecine. — (Personnel.)	54,250 32	45,749 88	8,500 44	"	54,250 32	"
Académie de médecine. — (Matériel.)	30,399 44	15,535 66	14,863 78	"	30,399 44	"
Subventions à des sociétés savantes et à des établissements libres d'enseignement supérieur	151,517 10	121,853 79	29,663 31	"	151,517 10	"
Subvention à la caisse des recherches scientifiques	25,000 00	25,000 00	"	"	25,000 00	"
Publications des travaux de l'expédition française au Pôle Sud.	19,097 04	2,905 79	16,191 25	"	19,097 04	"
Voyages et missions scientifiques et littéraires	181,307 50	170,636 82	17,670 68	7,000 00	181,307 50	"
Musée d'ethnographie. — Musée Guimet	76,791 91	67,215 30	9,429 86	"	76,645 16	146 75
Institut français d'archéologie orientale au Caire	107,860 00	107,860 00	"	"	107,860 00	"
Subvention à la mission scientifique du Maroc	40,000 00	40,000 00	"	"	40 000 00	"
Publications diverses	180,337 48	45,321 38	130,676 10	"	175,997 48	4,340 00
Fouilles archéologiques en Perse	120,575 80	107,250 00	11,760 45	"	119,010 45	1,565 35
Bibliothèque nationale. — (Personnel.)	472,500 30	461,270 57	11,178 77	"	472,449 34	50 96
Bibliothèque nationale. — (Matériel.)	279,356 12	238,764 50	40,561 72	62 10	279,264 12	92 00
Bibliothèque nationale. — (Catalogues.)	103,668 68	79,558 37	24,353 51	243 20	103,668 68	"
Bibliothèques publiques. — (Personnel.)	148,137 59	145,475 59	2,662 00	"	148,137 59	"
Bibliothèques publiques. — (Matériel.)	63,695 87	30,419 74	33,182 88	"	63,602 62	93 25
Catalogues des manuscrits et incunables	5,843 00	750 00	5,093 00	"	5,843 00	"
Services généraux des bibliothèques et des archives	38,269 23	37,422 43	846 80	"	38,269 23	"
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Echanges internationaux	185,565 35	99,086 13	86,390 47	"	185,476 60	88 75
Archives nationales. — (Personnel.)	200,792 83	196,944 08	3,848 75	"	200,792 83	"
Archives nationales. — (Matériel.)	23,549 91	9,138 35	14,359 56	"	23,497 91	52 00
A reporter	26,411,145 29	24,347,293 51	2,059,669 05	16,205 47	26,390,757 09	20,388 20

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	21,905,815f 63c	"	20,387,586f 96c	10,854f 34c	20,376,732f 62c	1,529,083f 01c
École des chartes. (Matériel)	14,000 00	"	8,724 81	"	8,724 81	5,275 19
École française d'Athènes. — (Personnel.)	53,300 00	"	46,424 39	"	46,424 39	6,875 61
École française d'Athènes. — (Matériel.)	70,000 00	"	36,901 65	"	36,901 65	33,098 35
École française de Rome. — (Personnel.)	38,500 00	"	28,799 82	"	28,799 82	9,700 18
École française de Rome. — (Matériel.)	36,760 00	"	9,237 05	"	9,237 05	27,522 95
Muséum d'histoire naturelle. — (Personnel.)	735,650 00	"	718,923 55	"	718,923 55	16,726 45
Muséum d'histoire naturelle. — Indemnités, gratifications, secours	20,000 00	"	12,982 20	"	12,982 20	7,017 80
Muséum d'histoire naturelle. — (Matériel.)	318,640 00	"	318,640 00	"	318,640 00	"
Observatoire de Paris. (Personnel.)	185,500 00	"	180,936 84	"	180,936 84	4,563 16
Observatoire de Paris. — Indemnités, gratifications, secours	7,000 00	"	3,157 50	"	3,157 50	3,842 50
Observatoire de Paris. (Matériel.)	61,000 00	"	38,901 20	"	38,901 20	22,098 80
Publication de la carte photographique du ciel	90,000 00	"	46,371 46	"	46,371 46	43,628 54
Bureau central météorologique. — (Personnel.)	119,130 00	"	115,320 91	"	115,320 91	3,809 09
Bureau central météorologique. — Indemnités, gratifications, secours	3,720 00	"	3,364 00	"	3,364 00	356 00
Bureau central météorologique. — (Matériel.)	82,250 00	"	55,470 74	"	55,470 74	26,779 26
Observatoire d'astronomie phys. de Meudon. — (Personnel.)	42,750 00	"	42,418 14	"	42,418 14	331 86
Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — Indemnités, gratifications, secours	2,250 00	"	1,425 30	"	1,425 30	824 70
Observatoire d'astronomie phys. de Meudon. — (Matériel.)	80,000 00	"	17,805 68	"	17,805 68	62,194 32
Bureau des longitudes. — (Personnel.)	117,950 00	"	114,229 34	"	114,229 34	3,720 66
Bureau des longitudes. — Indemnités, gratifications, secours	8,170 00	"	2,570 00	"	2,570 00	5,600 00
Bureau des longitudes. — (Matériel.)	24,000 00	"	2,996 75	"	2,996 75	21,003 25
Bureau des longitudes. — Conférence internationale pour études de l'unification des signaux horaires par la télégraphie sans fil	7,500 00	"	3,544 00	"	3,544 00	3,956 00
Subvention à la Société des observatoires du Mont-Blanc	8,000 00	"	4,000 00	"	4,000 00	4,000 00
Institut national de France. — (Personnel.)	67,500 00	"	65,693 77	"	65,693 77	1,806 23
Institut national de France. — Indemnités académiques aux membres de l'Institut et à divers	423,000 00	"	385,985 24	100 00	385,885 24	37,114 76
Institut national de France. — (Matériel.)	209,400 00	"	113,332 82	"	113,332 82	96,067 18
Publication des travaux de la mission de l'Équateur	22,000 00	"	"	"	"	22,000 00
Académie de médecine. — (Personnel.)	55,050 00	"	47,084 46	"	47,084 46	7,965 54
Académie de médecine. — (Matériel.)	30,400 00	"	22,077 59	"	22,077 59	8,322 41
Subventions à des sociétés savantes et à des établissements libres d'enseignement supérieur	142,000 00	"	114,634 07	"	114,634 07	27,365 93
Subvention à la caisse des recherches scientifiques	35,000 00	"	35,000 00	"	35,000 00	"
Publication des travaux de l'xpédition française au Pôle Sud.	26,000 00	"	25,982 50	"	25,982 50	17 50
Voyages et missions scientifiques et littéraires	189,960 00	"	162,607 20	"	162,607 20	27,352 80
Musée d'ethnographie. — Musée Guimet. (Personnel.)	51,970 00	"	46,879 26	"	46,829 26	5,140 74
Musée d'ethnographie. — Musée Guimet. — Indemnités, gratifications, secours	4,520 00	"	2,996 75	"	2,996 75	1,523 25
Musée d'ethnographie. — Musée Guimet. (Matériel.)	23,110 00	"	9,674 34	"	9,674 34	13,435 66
Institut français d'archéologie orientale au Caire	107,760 00	"	107,760 00	"	107,760 00	"
Subvention à la mission scientifique du Maroc	40,000 00	"	40,000 00	"	40,000 00	"
Publications diverses	202,200 00	"	53,248 73	"	53,248 73	148,951 27
Fouilles archéologiques en Perse	131,000 00	"	104,916 66	"	104,916 66	26,083 34
A reporter	25,792,755 63	"	23,538,555 68	10,954 34	23,527,601 34	2,265,[illegible]54 29

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	26,411,145f 29c	24,347,293f 51c	2,059,669f 05c	16,205f 47c	26,390,757f 09c	20,388f 20c
Frais généraux de l'enseignement secondaire	186,113 17	78,959 40	107,580 28	630 00	185,909 68	203 49
Subventions fixes quinquennales pour insuffisance des recettes des externats des lycées nationaux de garçons	8,502,900 00	8,502,900 00	″	″	8,502,900 00	″
Subventions pour insuffisance de recettes des internats et dépenses diverses des lycées nationaux de garçons	494,231 76	227,510 02	263,674 00	549 99	490.634 03	3,597 73
Indemnités d'agrégation dans les lycées de garçons	705,598 52	540,400 00	165,198 52	″	705,598 52	″
Compts de traitt des fonctes et professrs des lycées de garçons	5,927,409 46	4,544,400 00	1,382,909 46	″	5,927,309 46	100 00
Collèges communaux de garçons	4,940,800 36	4,525,010 99	417,797 34	9,476 97	4,933,331 36	7,469 00
Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de garçons	3,335,340 80	3,263,787 96	140,260 72	73,468 15	3,330,580 53	4,760 27
Frais généraux des collèges communaux de garçons	99,570 95	69,905 04	30,078 72	604 15	99,379 61	191 34
École normale de Sèvres. — (Personnel.)	155,200 00	155,200 00	″	″	155,200 00	″
École normale de Sèvres. — (Matériel.)	101,499 00	101,499 00	″	″	101,499 00	″
Lycées nationaux de jeunes filles	1,526,496 00	1,526,496 00	″	″	1,526,496 00	″
Collèges communaux de jeunes filles	706,198 32	705,724 83	1,279 74	806 25	706,198 32	″
Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles	1,185,233 74	1,147,286 45	51,199 42	13,977 13	1,184,508 74	725 00
Cours secondaires de jeunes filles. — Frais généraux des lycées et collèges et cours secondaires de jeunes filles	344,635 97	297,537 62	45,916 21	47 32	343,406 51	1,229 46
Subventions aux collèges et cours secondaires de jeunes filles qui seront créés dans le courant de 1911	5,520 00	5,520 00	″	″	5,520 00	″
Bourses nationales et dégrèvements dans les lycées, collèges et cours secondaires. — Remises dans la proportion des crédits disponibles et après examen en faveur des enfants des familles nécessiteuses	2,938,084 58	1,945,282 38	993,079 20	1,197 50	2,937,164 08	920 50
Bourses natles aux élèves martiniquais dans les lycées et colls.	47,909 16	35,185 16	12,724 00	″	47,909 16	″
Remises universitaires accordées dans les lycées et collèges de garçons, dans les lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles	2,295,086 15	1,574,944 52	718,633 75	150 77	2,293,427 50	1,658 65
Subvention et bourses d'externat à l'école alsacienne	65,000 00	53,000 00	12,000 00	″	65,000 00	″
Traitements, indemnités et allocations pour inactivité ou interruption d'emploi. (Enseignement secondaire.)	291,641 50	236,401 23	50,022 10	″	286,423 33	5,218 17
Frais de déplacement aux fonctionnaires de l'enseigt seconde.	49,965 00	26,175 00	23,640 00	″	49,815 00	150 00
Secours aux anciens fonctionnaires de l'enseignement secondaire, à leurs veuves ou orphelins	189,600 00	168,685 00	20,915 00	″	189,600 00	″
Subventions aux lycées pour l'amélioration de la situation des agents de service de ces établissements	282,917 00	41,852 00	241,065 00	″	282,917 00	″
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,412,816 95	2,196,638 93	214,813 02	″	2,411,451 95	1,365 00
Frais généraux de l'enseignement primaire et indemnités temporaires exceptionnelles	553,417 57	275,476 44	273,779 61	4 00	549,252 05	4,165 52
École normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. (Personnel.)	84,740 00	84,950 00	″	210 00	84,740 00	″
École normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. (Matériel.)	88,999 91	89,000 00	″	0 09	88,999 91	″
École normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud. (Personnel.)	89,128 80	90,150 00	″	1,021 20	89,128 80	″
École normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud. (Matériel.)	63,588 63	62,500 00	1,260 00	171 37	65,588 63	″
Écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. (Personnel.)	4,409,844 21	4,146,328 91	263,161 05	″	4,409,489 96	354 25
A reporter	68,490,632 80	61,066,000 39	7,490,656 19	118,520 36	68,438,136 22	52,496 58

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	25,792,755f 63c	″	23,538,555f 68c	10,954f 34c	23,527,601f 34c	2,265,154f 29c
Bibliothèque nationale. (Personnel.)	457,800 00	″	451,081 20	″	451,081 20	6,718 80
Bibliothèque nationale. — Indemnités, gratificatons, secours.	20,000 00	″	18,802 45	″	18,802 45	1,197 55
Bibliothèque nationale. (Matériel.)	279,400 00	″	221,148 72	″	221,148 72	58,251 28
Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	106,000 00	″	75,662 82	″	75,662 82	30,337 18
Bibliothèques publiques. (Personnel.)	147,520 00	″	146,540 02	″	146,540 02	979 98
Bibliothèques publiques. — Indemnités, gratificatons, secours.	980 00	″	″	″	″	980 00
Bibliothèques publiques. (Matériel.)	63,900 00	″	26,857 29	″	26,857 29	37,042 71
Catalogues des manuscrits et incunables	15,000 00	″	4,032 00	″	4,032 00	10,968 00
Services généraux des bibliothèques et des archives	39,000 00	″	35,495 18	″	35,495, 18	3,504 82
Souscripons scientes et littes. — Biblioth. municipes et populres.	162,000 00	″	119,294 75	″	119,294 75	42,705 25
Archives nationales. — (Personnel.)	208,950 00	″	203,208 49	″	203,208 49	5,741 51
Archives nationales. — Indemnités, gratifications, secours.	750,00	″	″	″	″	750 00
Archives nationales. — (Matériel.)	23,550 00	″	11,741 68	″	11,741 68	11,808 32
Frais généraux de l'enseignement secondaire	202,800 00	″	174,890 03	″	174,890 03	27,909 97
Subventions fixes quinquennales pour insuffisance de recettes des externats des lycées nationaux de garçons	8,540,900 00	″	8,540,900 00	″	8,540,900 00	″
Subventions pour insuffisance de recettes des internats et dépenses diverses des lycées nationaux de garçons	160,000 00	″	″	″	″	160,000 00
Frais généraux des lycées nationaux de garçons	316,500 00	″	174,859 79	″	174,859 79	141,640 21
Indemnités d'agrégation dans les lycées de garçons	706,000 00	″	514,200 00	″	514,200 00	191,800 00
Complts de traitemts des fonctres et profrs des lycées de garçons.	6,517,650 00	″	5,713,500 00	″	5,713,500 00	804,150 00
Collèges communaux de garçons	4,944,500 00	″	4,908,288 38	″	4,908,288 38	36,211 62
Compts de traitts des fonctres et profrs des colles comux de garçons.	3,717,600 00	″	3,443,936 27	″	3,443,936 27	273,663 73
Frais généraux des collèges communaux de garçons	138,000 00	″	91,417 02	″	91,417 02	46,582 98
École normale de Sèvres. — (Personnel.)	155,200 00	″	155,200 00	″	155,200 00	″
École normale de Sèvres. — (Matériel.)	101,499 00	″	101,499 00	″	101,499 00	″
Lycées nationaux de jeunes filles	1,571,500 00	″	1,571,000 00	″	1,571,000 00	500 00
Collèges communaux de jeunes filles	763,925 00	″	722,714 50	250 00	722,464 50	41,460 50
Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles.	1,365,200 00	″	1,344,518 99	″	1,344,518 99	20,681 01
Cours secondaires de jeunes filles. — Frais généraux des lycées et collèges et cours secondaires de jeunes filles.	366,150 00	″	308,137 95	132 50	308,005 45	58,144 55
Subventions aux collèges et cours secondaires de jeunes filles qui seront créés dans le courant de 1912	20,000 00	″	9,788 25	″	9,788 25	10,211 75
Bourses nat. et dégrèv. dans les lyc. et collèg. et cours second. — Remises dans la prop. des crédits dispon. et après examen, en faveur des enfants des familles nécessiteuses	2,946,400 00	″	2,174,571 37	″	2,174,571 37	771,828 63
Bourses nation. aux élèves martiniquais dans les lycées et collèges	50,000 00	″	28,406 00	″	28,406 00	21,594 00
Remises universitaires accordées dans les lycées et collèges de garçons, dans les lycées, collèges et cours secs de jeunes filles.	2,334,000 10	″	1,856,650 51	″	1,856,650 51	477,349 49
Subvention et bourses d'externat à l'école alsacienne	65,000 00	″	53,000 00	″	53,000 00	12,000 00
Traitements, indemnités et allocations pour inactivité ou interruption d'emploi. (Enseignement secondaire.)	312,000 00	″	247,237 58	″	247,237 58	64,762 42
Frais de déplacemnt des fonctres de l'enseignt second. en exerc.	53,250 00	″	21,370 00	″	21,370 00	31,880 00
Secours aux fonctres de l'enseignemt secondaire en exercice.	31,000 00	″	4,400 00	″	4,400 00	26,600 00
Secours aux anciens fonctionnaires de l'enseignement secondaire, à leurs veuves ou orphelins	190,000 00	″	177,590 00	″	177,590 00	12,410 00
Subventions aux lycées pour l'amélioration de la situation des agents de service de ces établissements	363,200 00	″	32,637 00	″	32,637 00	330,563 00
Enseignt prim. – Insprs. – Inspces gén. et dép. des écoles mat.	2,522,648 73	″	2,283,385 78	″	2,283,385 78	239,262 95
Frais génér. de l'ens. prim. et indem. tempor. exceptionnelles.	577,600 00	″	292,646 37	″	292,646 37	284,953 63
A reporter	66,350,128 36	″	59,799,165 07	11,336 84	59,787,828 23	6,562,300 13

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	68,490,632f 80c	61,066,000f 39c	7,490,656f 19c	118,520f 36c	68,438,136f 22c	52,496f 58c
Écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices (Matériel.)	4,973,783 03	4,778,022 34	236,992 44	45,345 16	4,969,669 62	4,113 41
Enseignement primaire supérieur	5,354,207 03	4,761,270 07	583,306 20	″	5,344,576 27	9,630 76
Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement primaire	813,006 39	610,154 82	202,407 35	″	812,562 17	444 22
Traitement du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	181,293,969 65	165,611,389 37	15,653,324 27	5,701 40	181,259,012 24	34,957 41
Créations d'écoles et d'emplois	336,958 55	246,044 89	90,551 19	391 66	336,204 42	754 13
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	5,350,453 31	5,155,000 00	195,453 31	″	5,350,453 31	″
Frais de suppléance et de maladie des instit^rs et institut^ces	954,033 30	738,279 54	215,714 04	327 06	953,666 52	366 78
Indemnités de remplacement des institutrices en couches	253,087 42	221,571 39	31,554 21	134 80	252,990 80	96 62
Caisse des écoles et inspection médicale	146,000 00	115,745 00	28,470 00	″	144,215 00	1,785 00
Subventions et encouragements	95,092 86	73,297 50	21,495 36	″	94,792 86	300 00
Enseignement primaire. — Matériel. — Bibliothèques scolaires.	298,590 34	225,476 35	72,553 99	″	298,030 34	560 00
Œuvres complémentaires de l'école	897,498 62	830,288 37	65,656 25	″	895,944 62	1,554 00
Traitements et indemnités aux fonctionnaires en congé. — Indemnités pour interruption de traitement (Enseignement primaire). — Allocation aux médaillés de l'enseignement primaire	838,498 49	605,763 43	228,826 58	″	834,590 01	3,908 48
Secours et subventions aux fonctionnaires et agents. (Enseignement primaire.) — Avances remboursables aux instituteurs et aux institutrices admis à faire valoir leurs droits à la retraite	1,093,601 16	965,554 55	280,082 82	158,418 78	1,087,218 59	6,382 57
Allocations aux fonctionnaires de l'enseignement primaire chargés de famille	185,000 00	77,420 00	107,580 00	″	185,000 00	″
Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public.	49,899 90	37,482 77	12,417 13	″	49,899 90	″
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	1,515,718 62	1,162,617 67	353,120 95	20 00	1,515,718 62	″
Service des constructions scolaires. (Enseignement primaire.)	9,998,355 72	7,405,584 81	2,592,770 91	″	9,998,355 72	″
Service des constructions scolaires. (Lycées et collèges de garçons.)	2,773,501 82	2,251,679 78	521,822 04	″	2,773,501 82	″
Service des constr. scolaires (Lycées et collèges de jeunes filles)	2,059,465 58	1,677,284 85	382,180 73	″	2,059,465 58	″
Frais d'acquisition d'un immeuble destiné à l'installation d'un lycée de jeunes filles, rue de Douai, à Paris	2,500,000 00	2,500,000 00	″	″	2,500,000 00	″
Travaux de construction et d'aménagement concernant l'immeuble destiné à l'installation d'un lycée de jeunes filles, rue de Douai, à Paris	38,009 14	″	38,009 14	″	38,009 14	″
Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	11,829 39	″	11,829 39	″	11,829 39	″
Acquisition de l'hôtel Biron et de ses dépendances	6,000,000 00	6,000,000 00	″	″	6,000,000 00	″
Travaux de construction et d'aménagement des dépendances de l'hôtel Biron pour l'installation d'un lycée de jeunes filles	13,477 91	″	13,477 91	″	13,477 91	″
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	206,772 58	206,772 58	1,100 00	1,100 00	206,772 58	″
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	100 00	100 00	″	″	100 00	″
	296,541,543 61	267,322,800 47	29,431,352 40	329,959 22	296,424,193 65	117,349 96
Dépenses des exercices clos	138,368 85	138,368 85	″	″	138,368 85	″
TOTAUX	296,679,912 46	267,461,169 32	29,431,352 40	329,959 22	296,562,562 50	117,349 96
			29,101,393f 18c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.		DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report		66,350,128f 36c	″	59,799,165f 07c	11,336f 84c	59,787,828f 23c	6,562,300f 13c
École normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses	Personnel.	86,750 00	″	85,550 00	″	85,550 00	1,200 00
	Matériel.	89,000 00	″	88,891 78	″	88,891 78	108 22
École normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud	Personnel.	90,550 00	″	90,550 00	″	90,550 00	″
	Matériel.	63,960 00	″	63,960 00	″	63,960 00	″
Écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices	Personnel.	4,616,485 00	″	4,449,230 47	″	4,449,230 47	167,254 53
	Matériel.	5,015,000 00	″	4,849,803 21	″	4,849,803 21	165,196 79
Enseignement primaire supérieur		6,012,545 00	″	5,248,303 08	″	5,248,303 08	764,241 92
Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement primaire		825,000 00	″	617,140 98	″	617,140 98	207,859 02
Traitement du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.		185,533,703 69	″	167,593,350 27	1 50	167,593,348 77	17,940,354 92
Créations d'écoles et d'emplois		635,000 00	″	294,893 96	″	294,893 96	340,106 04
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes		5,423,000 00	″	5,130,000 00	″	5,130,000 00	293,000 00
Frais de suppléance et de maladie des instituteurs et des institutrices		1,000,000 00	″	765,945 49	″	765,945 49	234,054 51
Indemnités de remplacement des institutrices en couches		343,000 00	″	241,774 13	″	241,774 13	101,225 87
Subventions aux communes pour les caisses des écoles		129,200 00	″	85,220 00	″	85,220 00	43,980 00
Subventions aux communes du département de la Seine pour contribuer aux frais de l'inspect. médicale des écoles prim.		16,800 00	″	16,000 00	″	16,000 00	800 00
Subventions et encouragements		101,800 00	″	76,329 22	″	76,329 22	25,470 78
Enseig. primaire. — Matériel. — Bibliothèques scolaires		309,400 00	″	232,155 96	″	232,155 96	77,244 04
Œuvres complémentaires de l'école		950,100 00	″	884,320 97	2,000 00	882,320 97	67,779 03
Traitements et indemnités aux fonctionnaires en congé. — Indemnités pour interruption de traitement (Enseig. primaire). — Allocation aux médaillés de l'enseig. primaire.		868,300 00	″	625,060 83	″	625,060 83	243,239 17
Avances remboursables aux instituteurs et aux institutrices admis à faire valoir leurs droits à la retraite. — Secours et subventions aux anciens fonctionnaires de l'enseignement primaire et à leurs veuves ou orphelins		1,308,000 00	″	861,062 43	″	861,062 43	446,937 57
Allocat. aux fonctionn. de l'enseignem. prim. chargés de famille		300,360 00	″	183,940 00	″	183,940 00	116,420 00
Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public		85,000 00	″	37,824 81	″	37,824 81	47,175 19
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de parties des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire		1,519,245 00	″	1,138,442 92	″	1,138,442 92	380,802 08
Service des constructions scolaires. (Enseignement primaire).		10,000,000 00	″	7,455,030 29	″	7,455,030 29	2,544,969 71
Service des construct. scolair^es. (Lycées et collèges de garçons).		3,789,900 00	″	2,660,377 30	″	2,660,377 30	1,129,522 70
Service des constr. scolair. (Lycées et collèges de jeunes filles).		2,745,380 00	″	1,290,231 99	″	1,290,231 99	1,455,148 01
Subventions pour constructions de l'enseignement supérieur et établissements de l'enseignement supérieur		200,000 00	″	190,000 00	″	190,000 00	10,000 00
Frais d'acquisition et d'appropriation d'un immeuble destiné à l'installat. d'un lycée de jeunes filles, r. de Douai, à Paris.		701,990 86	″	119,859 76	″	119,859 76	582,131 10
Frais d'appropriation et d'aménagement pour l'installation d'un lycée de jeunes filles dans les dépend. de l'hôtel Biron.		686,522 09	″	307,984 83	″	307,984 83	378,537 26
Imposit. et charges résultant de l'acquisit. du collège Ste-Barbe.		12,400 00	″	″	″	″	12,400 00
Célébration du bi-centenaire de la naissance de J.-J. Rousseau.		30,000 00	″	18,586 89	″	18,586 89	11,413 11
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		209,619 10	″	209,619 10	″	209,619 10	″
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance		32,444 18	″	32,444 18	″	32,444 18	″
		300,080,583 28	″	265,743,049 92	13,338 34	265,729,711 58	34,350,871 70
Dépenses des exercices clos		100,715 41	″	100,715 52	0 11	100,715 41	″
TOTAUX		300,181,298 69	″	265,843,765 44	13,338 45	265,830,426 99	34,350,871 70
				265,830,426f 99c			

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS (Suite.)

2e SECTION. — BEAUX-ARTS.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Personnel de l'administration centrale	482,191f 35c	476,378f 90c	5,812f 45c	″	482,191f 35c	″
Matériel de l'administration centrale	54,095 39	34,930 24	19,190 67	68f 52c	54,052 39	43f 00c
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	56,699 52	56,199 52	500 00	″	36,699 52	″
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	41,299 78	40,924 78	375 00	″	41,299 78	″
Frais divers des inspections et frais de mission	26,663 70	21,142 45	5,521 25	″	26,663 70	″
Académie de France à Rome. (Personnel.)	23,099 88	21,174 89	1,924 99	″	23,099 88	″
Académie de France à Rome. (Matériel.)	131,122 29	100,879 35	30,366 14	123 20	131,122 29	″
École nationale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	313,243 81	309,610 26	3,420 95	″	313,031 21	212 60
École nationale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	122,734 25	84,646 98	38,346 05	283 78	122,709 25	25 00
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	116,597 03	113,357 03	3,240 00	″	116,597 03	″
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	36,121 95	31,173 25	4,948 71	0 01	36,121 95	″
Subvention à l'école spéciale d'architecture	30,000 00	30,000 00	″	″	30,000 00	″
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	333,968 78	274,095 57	59,676 64	130 00	333,642 21	326 57
Écoles départementales et municipales de dessin, des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel. — Écoles régionales d'architecture	355,449 96	275,725 14	79,724 82	″	355,449 96	″
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	204,863 18	196,455 04	8,293 14	″	204,748 18	115 00
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	88,058 25	55,525 77	32,434 07	″	87,959 84	98 41
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	160,225 87	124,368 79	35,822 08	″	160,190 87	35 00
Théâtres nationaux	1,470,999 71	1,344,773 68	126,226 03	″	1,470,999 71	″
Concerts populaires à Paris et dans les départements et œuvres de décentralisation artistique	108,500 00	98,550 00	9,450 00	″	108,000 00	500 00
Sociétés musicales à Paris et dans les départements	7,099 85	4,574 85	2,425 00	″	6,999 85	100 00
Palais du Trocadéro. — Entretien et surveillance de la salle des fêtes	13,405 87	11,888 06	1,517 81	″	13,405 87	″
Indemnités et secours. (Théâtres.)	104,967 77	89,603 34	15,239 43	″	104,842 77	125 00
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	766,107 99	672,412 71	89,670 28	″	762,082 99	4,025 00
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Encouragements. — Prix national et bourses de voyages en France et à l'étranger	252,569 50	219,174 75	33,394 75	″	252,569 50	″
Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	127,918 31	108,221 65	19,546 66	″	127,768 31	150 00
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	493,170 63	455,018 82	38,054 82	160 00	492,913 64	256 99
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	159,381 67	142,180 71	18,482 86	1,281 90	159,381 67	″
École de céramique de la manufre natle de Sèvres	47,998 32	44,542 41	3,455 91	″	47,998 32	″
A reporter	6,128,554 61	5,437,528 94	687,060 51	2,047 41	6,122,542 04	6,012 57

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Personnel de l'administration centrale	462,314f 03c	″	461,518f 63c	″	461,518f 63c	795f 40c
Personnel de l'administration centrale. — Indemnités diverses. — Secours, gratifications, frais de voyages et de missions	30,147 30	″	26,697 95	″	26,697 95	3,449 35
Matériel de l'administration centrale	54,098 39	″	40,005 91	″	40,005 91	14,092 48
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	97,899 36	″	97,457 70	″	97,457 70	441 66
Frais de tournées et de voyages	18,611 75	″	18,611 50	520f 25c	18,091 25	520 50
Frais de missions	9,000 00	″	3,900 00	″	3,900 00	5,100 00
Académie de France à Rome. (Personnel.)	13,399 92	″	12,283 26	″	12,283 26	1,116 66
Académie de France à Rome. (Matériel.)	117,360 00	″	84,025 27	″	84,025 27	33,334 73
Académie de France à Rome. — Indemnités diverses, honoraires et salaires	21,339 96	″	17,440 13	″	17,440 13	3,899 83
École nationale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	309,596 12	″	308,951 68	″	308,951 68	644 44
École nationale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	122,683 35	″	83,968 76	3,000 00	80,968 76	41,714 59
École nationale des beaux-arts à Paris. — Indemnités et secours	460 00	″	″	″	″	460 00
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	109,034 20	″	109,067 53	183 33	108,884 20	150 00
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	36,111 82	″	28,277 92	″	28,277 92	7,833 90
École nationale des arts décoratifs à Paris. — Indemnités diverses	5,999 80	″	5,060 00	″	5,060 00	939 80
Subvention à l'école spéciale d'architecture	30,000 00	″	30,000 00	″	30,000 00	″
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	335,013 42	″	288,095 08	″	288,095 08	46,918 34
Écoles départementales et municipales de dessin, des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel. — Écoles régionales d'architecture	355,352 31	″	266,293 25	″	266,293 25	89,059 06
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	193,196 78	″	193,195 12	″	193,195 12	1 66
Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	41,100 00	″	31,345 23	395 08	30,950 15	10,149 85
Conservatoire national de musique et de déclamation. — Indemnités diverses, pensions, encouragements, secours	40,872 93	″	30,425 00	″	30,425 00	10,447 93
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	158,050 00	″	131,244 96	50 00	131,194 96	26,855 04
Théâtres nationaux	1,465,000 00	″	1,340,833 05	″	1,340,833 05	124,166 95
Bibliothèque publique de l'Opéra. (Personnel.)	4,374 96	″	3,591 64	″	3,591 64	783 32
Bibliothèque publique de l'Opéra. — Dépenses de matériel. — Indemnités diverses, secours	999 64	″	384 39	″	384 39	615 25
Concerts populaires à Paris et dans les départements et œuvres de décentralisation artistiques	133,500 00	″	112,325 00	″	112,325 00	21,175 00
Sociétés musicales à Paris et dans les départements	7,091 99	″	6,396 99	″	6,396 99	695 00
Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. (Personnel.)	6,499 88	″	6,499 88	″	6,499 88	″
Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Dépenses du matériel, indemnités diverses, secours	6,209 15	″	5,062 79	″	5,062 79	1,146 36
Indemnités et secours. (Théâtres.)	104,543 05	″	86,708 33	″	86,708 33	17,834 72
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	823,937 18	″	722,802 22	″	722,802 22	101,134 96
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses.— Encouragements.— Prix national et bourses de voyages en France et à l'étranger	253,822 10	″	212,050 00	″	212,050 00	41,772 10
Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	127,696 45	″	106,502 62	″	106,502 62	21,193 83
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	472,198 75	″	428,454 80	168 41	428,286 39	43,912 36
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	152,394 83	″	125,011 85	214 06	124,797 79	27,597 04
Manuf. nat. de Sèvres. — Indemnités diverses, missions, secours, achats de projets et primes	32,995 46	″	29,915 46	150 00	29,765 46	3,230 00
École de céramique de la manufact. nat. de Sèvres	20,560 88	″	18,800 26	″	18,800 26	1,760 62
École de céramique de la manufacture nationale de Sèvres. — Matériel et indemnités diverses	28,341 14	″	24,509 30	″	24,509 30	3,831 84
À reporter	6,201,806 90	″	5,497,713 46	4,681 13	5,493,032 33	708,774 57

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

2e SECTION. — BEAUX-ARTS. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

EXERCICE 1911.

Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	6,128,554f 61c	5,437,528f 94c	687,060f 51c	2,047f 41c	6,122,542f 04c	6,012f 57c
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	224,616 72	216,703 07	7,827 00	201 75	224,328 32	288 40
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	30,920 60	23,617 03	7,303 57	″	30,920 60	″
Manufacture nationale des Gobelins (Restauration de tapisseries appartenant à l'État	49,985 16	47,419 80	3,366 09	800 73	49,985 16	″
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,274 31	99,496 40	3,777 91	″	103,274 31	″
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,618 86	7,124 90	4,493 96	″	11,618 86	″
Musées nationaux. (Personnel.)	854,348 32	825,681 12	28,728 40	525 00	853,884 52	463 80
Musées nationaux. (Matériel.)	224,328 55	103,245 48	121,189 66	140 59	224,294 55	34 00
Musées nationaux. (Chalcographie et ateliers de moulage.)	9,853 13	7,006 57	2,704 56	″	9,711 13	142 00
Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	175,000 00	175,000 00	″	″	175,000 00	″
Musées départementaux et municipaux. — Œuvres d'art appartenant à des collectivités autorisées	19,380 74	8,840 74	10,540 00	″	19,380 74	″
Musée indo-chinois du Trocadéro	5,988 80	1,306 00	4,682 80	″	5,988 80	″
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art. — Sociétés des beaux-arts des départements. — Inventaire général des richesses d'art de la France	89,933 92	56,153 52	33,780 40	″	89,933 92	″
Expositions à Paris et dans les départements	16,323 54	7,391 31	7,821 41	107 48	15,105 24	1,218 30
Exposition internationale de Rome	160,619 65	69,612 00	91,545 82	555 47	160,602 35	17 30
Personnel des monuments historiques	163,947 05	139,719 55	24,223 00	″	163,942 55	4 50
Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État	1,786,756 71	259,846 32	1,224,311 42	″	1,484,157 74	302,598 97
Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques	2,974,159 39	486,997 27	1,979,514 23	4 87	2,466,506 63	507,652 76
Monuments historiques. — Dépenses communes	151,612 19	67,964 48	83,542 11	″	151,506 59	105 60
Musée de sculpture comparée du Trocadéro	63,296 62	38,004 95	25,291 67	″	63,296 62	″
Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux	204,061 16	186,600 02	17,079 30	49 98	203,629 34	431 82
Matériel des bâtiments civils et des palais nationaux	29,903 93	13,371 59	10,940 94	″	24,312 53	5,591 40
Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux	1,422,932 94	445,641 76	933,153 93	28,018 45	1,350,777 24	72,155 70
Grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux	1,315,411 13	180,868 17	969,628 16	67 66	1,150,428 67	164,982 46
Location du terrain du grand palais des Champs-Élysées	15,000 00	7,500 00	7,500 00	″	15,000 00	″
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel	121,495 12	114,426 79	7,068 33	″	121,495 12	″
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	367,779 95	171,757 11	167,323 56	1,292 35	337,788 32	29,991 63
Personnel des conservations des palais nationaux	364,137 01	351,156 99	12,980 02	″	364,137 01	″
Matériel des conservations des palais nationaux	271,450 29	142,005 89	129,654 10	617 70	271,042 29	408 00
Administration du garde-meuble	246,981 56	173,408 98	78,068 49	4,654 31	246,823 16	158 40
A reporter	17,603,671 96	9,865,396 75	6,685,101 35	39,083 75	16,511,414 35	1,092,257 61

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	6.201,806f 90c	″	5,497,713f 46c	4,681f 13c	5,493,032f 33c	708,774f 57c
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	208,636 25	″	203,151 71	″	203,151 71	5,484 54
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	33,104 77	″	26,155 10	″	26,155 10	6,949 67
Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail	24,234 50	″	21,741 90	190 43	21,551 47	2,683 03
Manufacture nationale des Gobelins.— Restauration de tapisseries appartenant à l'État	49,347 09	″	48,147 99	1,354 08	46,793 91	2,553 18
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	98,580 07	″	98,522 31	″	98,522 31	57 76
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	14,543 81	″	8,198 63	″	8,198 63	6,345 18
Manufacture nationale de Beauvais. — Indemnités diverses, primes de travail. — Secours	1,000 00	″	1,000 00	″	1,000 00	″
Musées nationaux. (Personnel.)	254,729 77	″	254,277 27	″	254,277 27	452 50
Personnel de gardiennage	540,374 72	″	538.433 43	551 66	537,881 77	2,492 95
Musées nationaux. (Matériel.)	246,752 00	″	112,755 53	″	112,755 53	133,996 47
Musées nationaux. — Salaires des gagistes. — Indemnités diverses, secours, frais de voyages	135,792 83	″	107,668 88	174 00	107,494 88	28,297 95
Musées nationaux. — Chalcographie et ateliers de moulage	19,972 16	″	15,576 38	″	15,576 38	4,395 78
Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	165,000 00	″	165,000 00	″	165,000 00	″
Musées départementaux et municipaux. — Œuvres d'art appartenant à des collectivités autorisées	18,999 16	″	8,750 00	″	8,750 00	10,249 16
Musée indo-chinois du Trocadéro	5,998 28	″	2,621 50	″	2,621 50	3,376 78
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art. — Sociétés des beaux-arts des départements. — Inventaire général des richesses d'art de la France	88.990 30	″	60,746 30	″	60,746 30	28.244 00
Expositions à Paris et dans les départements	11,328 67	″	2,763 62	″	2,763 62	8,565 05
Expositions à Paris et dans les départements. — Indemnités	5.999 00	″	4,939 00	″	4,939 00	1,060 00
Conservation des palais nationaux. (Personnel.)	295.775 90	″	292,575 31	″	292,575 31	3,200 59
Conservation des palais nationaux. (Matériel.)	264.660 00	″	142,377 82	″	142,377 82	122,282 18
Conservation des palais nationaux. — (Personnel.) — Indemnités diverses et secours	67.599 64	″	63,081 78	125 00	62,956 78	4,642 86
Administration du mobilier national. (Personnel.)	129,934 83	″	129,268 66	158 33	129,110 33	824 50
Administration du mobilier national. (Matériel.)	99,447 18	″	51,622 13	2,540 91	49,081 22	50,365 96
Administration du mobilier national. — Indemnités diverses. — Secours	10,669 98	″	4,059 98	″	4,059 98	6,610 00
Administration du mobilier national. — Ameublement de la Cour des comptes	275,000 00	″	210,495 82	″	210,495 82	64.504 18
Personnel des monuments historiques	121,167 99	″	108,218 07	″	108,218 07	12,949 92
Monuments historiques. — Subventions, allocations, missions, secours, indemnités diverses	10,900 00	″	9,950 00	″	9,950 00	950 00
Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État. — Ouverture de la digue du mont Saint-Michel	1,774,406 82	″	95,822 47	″	95,822 47	1,678,584 35
Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques	3,449,797 38	″	588,133 02	169 35	587,963 67	2,861,833 71
Monuments historiques. — Dépenses communes	156,000 00	″	100,119 57	″	100,119 57	55,880 43
Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — (Personnel.)	28,494 56	″	28,494 56	″	28,494 56	″
Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — (Matériel.)	43,973 53	″	14,790 60	″	14,790 60	29,182 93
Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Indemnités diverses et secours	696 00	″	300 00	″	300 00	396 00
Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux	195,695 30	″	190,582 46	399 99	190,182 47	5,512 83
Matériel des bâtiments civils et des palais nationaux	41,705 75	″	14,895 06	″	14.895 06	26,810 69
Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux	1,497,025 00	″	522,492 21	15,778 12	506,714 09	990,310 91
Bâtiments civils et palais nationaux. — Frais de voyages, indemnités diverses et secours	32,300 00	″	9.724 65	″	9.724 65	22,575 35
A reporter	16,620,440 14	″	9.755,167 18	26,123 00	9.729,044 18	6,891,395 96

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

2e SECTION — BEAUX-ARTS. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	17,603,671f 96c	9,865,396f 75c	6,685,101f 35c	39,083f 75c	16,511,414f 35c	1,092,257f 61c
Domaine de Versailles et de Trianon. — Travaux de réfection et de restauration	193,790 55	19,500 00	85,994 24	//	105,494 24	88,296 31
Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de construction et de réfection	154,624 32	//	51,440 55	//	51,440 55	103,183 77
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparations	88,928 80	71 94	88,856 86	//	88,928 80	//
Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement	155,052 38	4,481 94	63,214 22	//	67,696 16	87,356 22
Reconstruction de la Cour des comptes	196,017 02	69,762 15	73,703 93	//	143,466 08	52,550 94
Palais de Fontainebleau. — Travaux de restauration	48,280 82	//	46,475 93	//	46,475 93	1,804 89
Muséum d'histoire naturelle. — Travaux de construction et de réfection	194,708 15	70 69	110,343 90	//	110,414 59	84,293 56
École nationale d'agriculture de Grignon. — Travaux d'agrandissement et de réfection	99,998 00	21,070 60	77,909 91	//	98,980 51	1,017 49
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'amélioration	79,601 23	34,641 90	44,959 41	0 08	79,601 23	//
Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'Institut national agronomique	262,059 49	72,043 47	136,610 69	//	208,654 16	53,405 33
Reconstruction du musée d'arts décoratifs des Gobelins	166,472 22	79,719 04	86,753 18	//	166,472 22	//
Construction d'un nouveau réservoir pour le service des eaux de Versailles et de Marly	591,671 32	305,720 80	276,809 27	//	582,530 07	9,141 25
École nationale des beaux-arts. — Travaux de restauration et de réfection	49,810 30	//	34,348 00	//	34,348 00	15,462 30
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	181,921 88	181,921 88	//	//	181,921 88	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,370 88	601 12	8,769 76	//	9,370 88	//
Subvention de l'État à la ville de Nice pour l'école d'art décoratif de Nice	100,000 00	//	100,000 00	//	100,000 00	//
Travaux de réfection et d'aménagement au ministère de l'Intérieur	75,127 62	//	60,118 98	//	60,118 98	15,008 64
Frais de procès et d'instance	500 00	//	500 00	//	500 00	//
	20,251,606 94	10,655,002 28	8,031,910 18	39,083 83	18,647,828 63	1,603,778 31
Dépenses des exercices clos	1,708,345 45	1,708,345 45	//	//	1,708,345 45	//
TOTAUX	21,959,952 39	12,363,347 73	8,031,910 18	39,083 83	20,356,174 08	1,603,778 31
			7,992,826f 35c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Instruction publique	296,679,912 46	267,461,169 32	29,431,352 40	329,959 22	296,562,562 50	117,349 96
2e SECTION. — Beaux-Arts	21,959,952 39	12,363,347 73	8,031,910 18	39,083 83	20,356,174 08	1,603,778 31
TOTAUX GÉNÉRAUX	318,639,864 85	279,824,517 05	37,463,262 58	369,043 05	316,918,736 58	1,721,128 27
			37,094,219f 53c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	16,620,440f 14c	//	9,755,167f 18c	26,123f 00c	9,729,044f 18c	6,891,395f 96c
Grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux	1,401,300 00	//	165,864 49	//	165,864 49	1,235,435 51
Construction et grosses réparations des hôtels diplomatiques et consulaires. — Mobilier de première installation	595,100 00	//	191,470 93	//	191,470 93	403,629 07
Bâtiments des cours d'appel. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	135,000 00	//	100 00	//	100 00	134,900 00
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	137,338 43	//	16,400 00	//	16,400 00	120,938 43
Location du terrain du grand palais des Champs-Elysées	15,000 00	//	7,500 00	//	7,500 00	7,500 00
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel	116,800 00	//	116,792 40	//	116,792 40	7 60
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Matériel	16,163 00	//	3,106 97	//	3,106 97	13,056 03
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	387,644 65	//	229,694 03	//	229,694 03	157,950 62
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Frais de voyages. — Indemnités diverses et secours	9,684 38	//	4,654 77	//	4,654 77	5,029 61
Domaine de Versailles et de Trianon. — Travaux de réfection et de restauration	200,000 00	//	21,000 00	//	21,000 00	179,000 00
Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de construction et de réfection	205,813 04	//	34,559 27	//	34,559 27	171,253 77
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	39,578 11	//	//	//	//	39,578 11
Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement	237,575 59	//	25,595 76	//	25,595 76	211,979 83
Palais de Fontainebleau. — Travaux de restauration	50,000 00	//	//	//	//	50,000 00
Muséum d'histoire naturelle. — Travaux de construction et de réfection	185,000 00	//	2,570 08	//	2,570 08	182,429 92
École nationale d'agriculture de Grignon. — Travaux d'agrandissement et de réfection	88,774 96	//	36,431 84	//	36,431 84	52,343 12
Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'amélioration.	97,882 41	//	46,690 98	101 59	46,589 39	51,293 02
Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'Institut national agronomique	219,564 79	//	46,914 94	//	46,914 94	172,649 85
Reconstruction du musée d'arts décoratifs des Gobelins	200,000 00	//	56,286 88	//	56,286 88	143,713 12
Construction d'un nouveau réservoir pour le service des eaux de Versailles et de Marly	325,683 80	//	305,264 87	51 00	305,213 87	20,469 93
École nationale des beaux-arts. — Travaux de restauration et de réfection	49,708 00	//	//	//	//	49,708 00
Observatoire du parc de Saint-Maur. — Reconstruction d'un pavillon central	44,706 65	//	7,572 60	//	7,572 60	37,134 05
Construction d'un immeuble avenue de Suffren, pour la marine.	331,476 93	//	52,078 96	//	52,078 96	279,397 97
Transport du musée de la marine	34,000 00	//	//	//	//	34,000 00
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	200,446 73	//	201,520 93	1,074 20	200,446 73	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	//	//	//	//	//	//
Frais de procès et d'instance	1,356 26	//	1,306 66	//	1,306 66	49 60
Travaux de réfection au ministère des Affaires étrangères	100,000 00	//	//	//	//	100,000 00
Participation du service des Beaux-Arts au congrès international de Dresde pour l'enseignement du dessin et des arts appliqués à l'industrie	8,958 22	//	6,760 10	//	6,760 10	2,198 12
	22,054,996 09	//	11,335,304 64	27,349 79	11,307,954 85	10,747,041 24
Dépenses des exercices clos	3,127,071 29	//	3,127,071 29	//	3,127,071 29	//
TOTAUX	25,182,067 38	//	14,462,375 93	27,349 79	14,435,026 14	10,747,041 24
			14,435,026f 14c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Instruction publique	300,181,298 69	//	265,843,765 44	13,338 45	265,830,426 99	34,350,871 70
2e SECTION. — Beaux-Arts	25,182,067 38	//	14,462,375 93	27,349 79	14,435,026 14	10,747,041 24
TOTAUX GÉNÉRAUX	325,363,366 07	//	280,306,141 37	40,687 24	280,265,453 13	45,097,912 94
			280,265,454f 13c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	513,160f 34c	509,745f 75c	7,350f 49c	4,535f 00c	512,561f 24c	599f 10c
Personnel de service de l'administration centrale	85,129 55	83,265 85	1,853 70	″	85,119 55	10 00
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	78,461 84	43,684 61	34,450 58	″	78,135 19	326 65
Achats de livres. — Abonnements aux revues et journaux	14,947 56	9,129 93	5,820 68	3 05	14,947 56	″
Impressions	50,403 40	25,122 54	25,280 86	″	50,403 40	″
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	42,942 89	34,519 93	8,422 96	″	42,942 89	″
Personnel des poids et mesures	1,268,426 33	1,185,052 86	82,868 47	5 00	1,267,916 33	510 00
Matériel et bureaux des poids et mesures, fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses	97,250 20	70,381 26	26,794 64	″	97,175 90	74 30
Dépenses de la Commission internationale du mètre, du Bureau national des poids et mesures et de la Commission de métrologie usuelle. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	12,222 10	8,441 00	3,781 10	″	12,222 10	″
Comité consultatif des arts et manufactures	25,152 68	21,393 57	4,059 11	400 00	25,052 68	100 00
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	470,924 26	467,809 13	3,074 30	″	470,883 43	40 83
Conservatoire national des arts et métiers. — Subvention pour les dépenses du matériel	675,000 00	675,000 00	″	″	675,000 00	″
Écoles nationales d'arts et métiers. — Subventions pour les dépenses de personnel et de matériel. — Bourses et dépenses diverses	1,886,138 59	1,615,300 78	270,668 31	″	1,885,969 09	169 50
École nationale d'horlogerie de Cluses	101,323 00	82,539 86	18,581 68	″	101,121 54	201 46
Bourses de préparation et d'entretien à l'École centrale des arts et manufactures pour les anciens élèves des écoles nationales d'arts et métiers	29,900 00	20,100 00	9,800 00	″	29,900 00	″
Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	49,987 50	37,500 00	12,487 50	″	49,987 50	″
Écoles pratiques de commerce et d'industrie. (Personnel.)	1,949,148 00	1,677,074 95	270,411 68	411 66	1,947,074 97	2,073 03
Écoles nationales d'enseignement professionnel. — Subvention pour les dépenses de personnel et de matériel. — Bourses et dépenses diverses	622,254 14	567,010 82	55,193 32	″	622,204 14	50 00
Encouragements à l'enseignement industriel	695,082 14	504,056 12	185,808 00	″	689,864 12	5,218 02
Encouragements à l'enseignement commercial	450,371 98	350,941 92	98,555 40	″	449,497 32	874 66
Enseignement industriel et commercial. — Inspection. — Honoraires d'architectes. — Conseils et commissions	113,335 75	107,651 30	5,684 45	″	113,335 75	″
Écoles d'hydrographie. — Personnel	165,389 93	145,140 71	20,272 73	163 32	165,250 12	139 81
Écoles d'hydrographie. — Matériel	12,571 37	3,206 35	7,995 27	″	11,201 62	1,369 75
À reporter	9,409,523 55	8,244,069 24	1,159,215 23	5,518 03	9,397,766 44	11,757 11

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	456,985f 68c	″	454,926f 13c	″	454,926f 13c	2,059f 55c
Indemnités spéciales, travaux extraordinaires, gratifications, secours au personnel de l'administration centrale	41,714 07	″	37,969 07	1,395f 00c	36,574 07	5,140 00
Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale	70,905 52	″	69,239 81	″	69,239 81	1,665 71
Indemnités diverses, travaux extraordinaires, gratifications, secours au personnel de service de l'administration centrale	14,904 75	″	14,069 25	10 00	14,059 25	845 50
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	78,625 20	″	49,757 22	8,132 33	41,624 89	37,000 31
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	14,966 23	″	7,588 25	6 05	7,582 20	7,384 03
Impressions	47,404 65	″	22,258 56	″	22,258 56	25,146 09
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	57,745 89	″	34,050 89	″	34,050 89	23,695 00
Traitement du personnel des poids et mesures	1,042,826 97	″	986,967 31	147 25	986,820 06	56,006 91
Frais de tournées du personnel des poids et mesures. — Indemnités, secours, gratifications, etc.	219,981 97	″	213,261 12	16 66	213,244 46	6,737 51
Matériel et bureaux des poids et mesures, fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses	98,282 34	″	66,920 70	59 00	66,861 70	31,420 64
Dépenses du bureau national des poids et mesures et de la commission de métrologie usuelle. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures. — Frais de déplacement des membres de la commission de métrologie usuelle	13,146 00	″	7,955 00	″	7,955 00	5,191 00
Comité consultatif des arts et manufactures	25,288 64	″	18,946 58	″	18,946 58	6,342 06
Dépenses relatres aux exposits, congrès, etc. — Médailles, prix, etc.	1,424 98	″	1,124 96	″	1,124 96	300 02
Conservatoire national des arts et métiers. — (Personnel.) — Traitements et salaires	427,560 99	″	427,410 99	″	427,410 99	150 00
Conservatoire national des arts et métiers. (Personnel.) — Indemnités, secours, gratifications et allocations diverses	12,060 95	″	11,410 00	″	11,410 00	650 95
Conservatoire national des arts et métiers. — Subvention pour les dépenses de matériel et les dépenses diverses de fonctionnement.	675,000 00	″	675,000 00	″	675,000 00	.
Écoles nationales d'arts et métiers. — Subventions pour les dépenses de personnel et de matériel. — Bourses et dépenses diverses	2,383,556 00	″	2,100,574 87	″	2,100,574 87	282,981 13
École nationale d'horlogerie de Cluses. (Personnel.) — Traitements, gages et salaires	52,025 00	″	46,461 90	″	46,461 90	5,563 10
École nationale d'horlogerie de Cluses (Personnel) — Indemnités diverses, secours, gratifications. — Subventions aux élèves.	20,405 00	″	8,200 00	″	8,200 00	12,205 00
École natle d'horlogerie de Cluses. — Matériel et dépenses diverses.	44,349 00	″	19,392 02	″	19,392 02	24,956 98
Bourses de préparation et d'entretien à l'École centrale des arts et manufactures pour les anciens élèves médaillés des écoles nationales d'arts et métiers	32,500 00	″	22,250 00	″	22,250 00	10,250 00
Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	50,000 00	″	38,022 50	″	38,022 50	11,977 50
Écoles pratiques de commerce et d'industrie et sections normales préparatoires au professorat commercial et au professorat industriel. (Personnel.) — Traitements, gages et salaires	1,969,503 49	″	1,795,687 52	″	1,795,687 52	173,815 97
Écoles pratiques de commerce et d'industrie et sections normales préparatoires au professorat commercial et au professorat industriel. (Personnel.) — Indemnités diverses. gratifications, secours, etc.	92,794 73	″	79,416 00	″	79,416 00	13,578 73
École normle de l'ens. technique. — Matériel et dépenses diverses.	4,989 69	″	″	″	″	4,989 69
Écoles nationales d'enseignement professionnel. — Subvention pour le fonctionnement des écoles. — Bourses et dépenses diverses	823,358 44	″	789,978 49	″	789,978 49	33,379 95
A reporter	8,772,306 18	″	7,998,839 14	9,766 29	7,989,072 85	783,233 33

Développement

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.) NATURE DES DÉPENSES.	EXERCICE 1911. DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
MINISTÈRE DU COMMERCE						
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX						
Report	9,409,523^f 55^c	8,244,069^f 24^c	1,159,215^f 23^c	5,518^f 03^c	9,397,766^f 44^c	11,757^f 11^c
Remboursement au département de la Seine de la part contributive de l'État dans les dépenses de construction et d'installation de l'École nationale d'arts et métiers de Paris. (4e annuité.)	300,000 00	300,000 00	//	//	300,000 00	//
Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public	52,591 29	111 35	52,479 94	//	52,591 29	//
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	9,999 96	9,499 96	833 33	333 33	9,999 96	//
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne pour la protection de la propriété industrielle	3,500 00	//	3,500 00	//	3,500 00	//
Part contributive du Ministère du commerce et de l'industrie à la publication du *Moniteur officiel du commerce*	12,500 00	12,500 00	//	//	12,500 00	//
Expertises, valeurs de douanes	38,183 83	25,168 29	12,981 54	//	38,149 83	34 00
Subventions aux chambres de commerce françaises à l'étranger et aux musées commerciaux. — Missions commerciales. — Expositions	147,431 71	1,354 30	146,077 41	//	147,431 71	//
Exposition internationale de Turin	1,136,438 79	1,026,854 12	141,446 82	33,351 25	1,134,949 69	1,489 10
Office national du commerce extérieur	70,000 00	70,000 00	//	//	70,000 00	//
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au *Bulletin international des douanes*	6,887 00	54 00	6,833 00	//	6,887 00	//
Encouragements aux pêches maritimes	3,833,159 75	2,725,622 19	1,102,517 48	7,184 85	3,820,954 82	12,204 93
Subvention à la marine marchande. — Primes à la construction	11,126,300 67	8,177,237 23	2,928,446 65	23,826 31	11,081,857 57	44,443 10
Subvention à la marine marchande. — Primes à la navigation et compensation d'armement	24,183,404 44	17,169,525 75	6,794,427 56	//	23,963,953 31	219,451 13
Dépenses diverses de la marine marchande	4,530 65	4,285 45	194 87	//	4,480 32	50 33
Primes à la filature de la soie	3,352,783 97	2,465,688 40	881,363 37	//	3,347,051 77	5,732 20
Frais accessoires occasionnés par l'application du régime des primes à la filature de la soie	21,424 92	17,909 12	4,608 10	1,092 30	21,424 92	//
Secours aux descendants de colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	310 00	310 00	//	//	310 00	//
Emploi de fonds provenant de legs ou donations	333 40	333 40	//	//	333 40	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,580 40	2,580 40	//	//	2,580 40	//
	53,711,884 33	40,253,103 20	13,234,925 30	71,306 07	53,416,722 43	295,161 90
Dépenses des exercices clos	561,818 19	561,818 19	45 00	45 00	561,818 19	//
TOTAUX	54,273,702 52	40,814,921 39	13,234,970 30	71,351 07	53,978,540 62	295,161 90
			13,163,619^f 23^c			

du Budget général. (Suite.)

ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)

DES MINISTÈRES. (Suite.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.) NATURE DES DÉPENSES.	EXERCICE 1912. DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	8,772,306^f 18^c	//	7,998,839^f 14^c	9,766^f 29^c	7,989,072^f 85^c	783,233^f 33^c
Encouragements à l'enseignement industriel	748,816 33	//	607,088 41	//	607,088 41	141,727 92
Encouragements à l'enseignement commercial	456,851 58	//	379,408 47	//	379,408 47	77,443 11
Enseignement industriel et commercial. (Personnel.) — Traitements des inspecteurs	76,749 88	//	75,666 55	//	75,666 55	08 333
Enseignement industriel et commercial. — Inspection. — Missions. — Conseils et commissions. — Frais de tournées et indemnités diverses	25,469 20	//	23,335 50	//	23,335 50	2,133 70
Écoles d'hydrographie. (Personnel.) — Solde et accessoires de solde du corps des officiers des écoles d'hydrographie. — Traitements des professeurs des cours complémentaires	155,293 93	//	145,383 88	//	145,383 88	9,910 05
Écoles d'hydrographie. (Personnel.) — Indemnités diverses. — Missions. — Frais de tournées et d'examens	22,176 94	//	20,411 50	//	20,411 50	1,765 44
Écoles d'hydrographie. — Immeubles, matériel et dépenses diverses	15,089 08	//	7,238 22	//	7,238 22	7,850 86
Remboursement au département de la Seine de la part contributive de l'État dans les dépenses de construction et d'installation de l'École nationale d'arts et métiers de Paris. (5e annuité.)	300,000 00	//	300,000 00	//	300,000 00	//
Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public	1,913 60	//	1,686 60	//	1,686 60	227 00
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	10,000 00	//	9,499 96	//	9,499 96	500 04
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne pour la protection de la propriété industrielle	//	//	//	//	//	//
Part contributive du Ministère du commerce et de l'industrie à la publication du *Moniteur officiel du commerce*	12,500 00	//	12,500 00	//	12,500 00	//
Expertises, valeurs de douanes	34,087 33	//	22,661 29	//	22,661 29	11,426 04
Subventions aux chambres de commerce françaises à l'étranger et aux musées commerciaux. — Missions commerciales	153,565 80	//	6,365 80	//	6,365 80	147,200 00
Office national du commerce extérieur	70,000 00	//	69,629 85	//	69,629 85	370 15
Exposition internationale de Turin	//	//	//	//	//	//
Exposition universelle et internationale de Gand	54,490 50	//	35,000 00	//	35,000 00	19,490 50
Dépenses incombant à la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers	6,887 00	//	54 00	//	54 00	6,833 00
Encouragements aux pêches maritimes	2,555,297 51	//	1,575,363 83	480 00	1,574,883 83	980,413 68
Subventions à la marine marchande. — Primes à la construction	19,080,361 80	//	14,182,735 78	//	14,182,735 78	4,897,626 02
Subventions à la marine marchande. — Primes à la navigation et compensation d'armement	20,442,067 16	//	11,043,776 90	//	11,043,776 90	9,398,290 26
Dépenses diverses de la marine marchande	2,729 62	//	1,426 65	//	1,426 65	1,302 97
Primes à la filature de la soie	3,319,920 52	//	2,449,352 04	//	2,449,352 04	870,568 48
Frais accessoires occasionnés par l'application du régime des primes à la filature de la soie	20,749 88	//	16,194 96	2,039 05	14,155 91	6,593 97
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	323 74	//	323 74	//	323 74	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	//	//	//	//	//	//
Frais d'instance	7,200 00	//	//	//	//	7,200 00
	56,344,847 58	//	38,983,943 07	12,285 34	38,971,657 73	17,373,189 85
Dépenses des exercices clos	390,468 37	//	390,468 37	//	390,468 37	//
TOTAUX	56,735,315 95	//	39,374,411 44	12,285 34	39,362,126 10	17,373,189 85
			39,362,126^f 10^c			

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'administr. centrale	702,003f 19c	690,488f 02c	11,615f 17c	100f 00c	702,003f 19c	"
Personnel de service de l'administration centrale	70,252 87	67,375 82	2,872 05	"	70,247 87	5f 00c
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	149,308 60	97,519 94	51,192 56	"	148,712 50	596 10
Achats de livres, abonnements aux revues et journaux	16,493 77	9,708 12	6,785 65	"	16,493 77	"
Impressions	104,686 88	34,059 91	70,626 97	"	104,686 88	"
Conseil supérieur du travail	11,564 09	10,480 54	1,083 55	"	11,564 09	"
Office du travail	38,884 75	36,038 90	2,845 85	"	38,884 75	"
Association nationale française pour la protection légale des travailleurs et office international du travail, laboratoire d'étude sur l'hygiène du travail	14,000 00	12,000 00	2,000 00	"	14,000 00	"
Statistique générale de la France. — Personnel	231,997 69	231,117 29	4,035 20	3,154 80	231,997 69	"
Statistique générale de la France. — Matériel	59,997 42	34,161 02	25,836 40	"	59,997 42	"
Inspection du travail dans l'industrie	861,650 00	750,997 19	107,367 59	46 00	858,318 78	3,331 22
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	456,284 64	395,317 02	60,943 62	"	456,260 64	24 00
Encouragements et médailles aux syndicats professionnels	14,996 55	12,443 15	2,553 40	"	14,996 55	"
Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit et aux institutions de crédit mutuel	374,688 85	173,705 35	200,983 50	"	374,688 85	"
Subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire et aux bureaux municipaux de placement	51,549 70	26,398 70	25,151 00	"	51,549 70	"
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Bonifications sur les pensions	"	"	"	"	"	"
Bonifications aux pensions de retraite	700,000 00	700,000 00	"	"	700,000 00	"
Dépenses diverses concernant la prévoyance sociale	1,465 58	833 10	632 48	"	1,465 58	"
Frais de surveillance et de contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail	294,519 80	285,701 48	9,458 32	640 00	294,519 80	"
Frais de surveillance et de contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation	181,632 78	176,603 72	6,184 16	1,165 00	181,622 88	9 90
Amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs	1,160,068 20	984,421 70	173,664 10	72 25	1,158,013 55	2,054 65
Frais d'application de la loi du 31 mars 1903 sur l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs	2,100 59	1,231 37	869 22	"	2,100 59	"
Encouragements aux comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale	19,800 00	17,650 00	1,700 00	"	19,350 00	450 00
Annuités de remboursement des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux sociétés de crédit immobilier	20,853 00	16,271 50	4,581 50	"	20,853 00	"
A reporter	5,538,798 95	4,764,523 84	772,982 29	5,178 05	5,532,328 08	6,470 87

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et personnel de l'administr. centrale	723,392f 00c	"	726,895f 78c	4,097f 66c	722,798f 12c	593f 88c
Indemnités, allocations, gratifications, secours, etc., au personnel de l'administration centrale. — Travaux auxiliaires	52,742 50	"	49,196 75	544 55	48,652 20	4,090 30
Traitement du personnel de service de l'administration centrale	51,464 47	"	51,110 64	"	51,110 64	353 83
Indemnités, allocations, gratifications, secours, etc., au personnel de service de l'administration centrale. — Hommes de peine auxiliaires	35,037 74	"	30,760 05	"	30,760 05	4,277 69
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	129,494 03	"	69,363 06	"	69,363 06	60,130 97
Achats de livres, abonnements aux revues et journaux	16,421 91	"	9,919 23	"	9,919 23	6,502 68
Impressions	103,616 87	"	22,693 74	"	22,693 74	80,923 13
Conseil supérieur du travail	12,500 28	"	11,521 44	"	11,521 44	978 84
Office du travail. — Traitements	23,999 76	"	23,999 76	"	23,999 76	"
Office du travail. — Frais de mission et dépenses diverses	15,538 92	"	13,192 27	"	13,192 27	2,346 65
Association nationale française pour la protection légale des travailleurs et office international du travail. — Laboratoire d'études sur l'hygiène du travail. — Association internationale pour la lutte contre le chômage	20,000 00	"	18,000 00	"	18,000 00	2,000 00
Inspection du travail dans l'industrie. — Traitements	582,929 15	"	561,153 24	"	561,153 24	21,775 91
Inspection du travail dans l'industrie. — Indemnités et dépenses diverses	297,845 82	"	231,505 09	"	231,505 09	66,340 73
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	478,016 72	"	412,025 10	"	412,025 10	65,991 62
Encouragements et médailles aux syndicats professionnels	14,998 17	"	11,718 34	"	11,718 34	3,279 83
Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit et aux institutions de crédit mutuel	372,282 20	"	157,782 20	"	157,782 20	214,500 00
Subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire et aux bureaux municipaux de placement	54,212 15	"	28,463 15	"	28,463 15	25,749 00
Statistique générale de la France. — Personnel	212,872 20	"	232,233 09	19,685 16	212,547 93	324 27
Statistique générale de la France. — Gratifications, allocations de famille, secours au personnel. — Missions à l'étranger	15,995 55	"	15,995 55	"	15,995 55	"
Statistique générale de la France. — Matériel	54,828 88	"	21,699 11	"	21,699 11	33,129 77
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Bonifications sur les pensions	"	"	"	"	"	"
Bonifications aux pensions de retraite	700,000 00	"	700,000 00	"	700,000 00	"
Dépenses diverses concernant la prévoyance sociale	3,732 82	"	1,007 85	"	1,007 85	2,724 97
Amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs	1,157,446 53	"	1,069,984 50	"	1,069,984 50	87,462 03
Frais d'application de la loi du 31 mars 1903 sur l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs	3,087 18	"	917 81	"	917 81	2,169 37
Encouragements aux comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale	20,000 00	"	18,814 05	"	18,814 05	1,185 95
Annuités de rembourt des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux sociétés de crédit immobilier	78,000 00	"	78,000 00	"	78,000 00	"
Remboursement à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des frais d'administration du service des avances aux sociétés de crédit immobilier	7,886 53	"	"	"	"	7,886 53
A reporter	5,238,342 38	"	4,567,951 80	24,327 37	4,543,624 43	694,717 95

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	5,538,798f 95c	4,764,523f 84c	772,982f 29c	5,178f 05c	5,532,328f 08c	6,470f 87c
Remboursement à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des frais d'administration du service des avances aux sociétés de crédit immobilier	5,770 99	"	5,770 99	"	5,770 99	"
Indemnités de frais de voyage et de séjour aux membres du conseil supérieur de la mutualité	2,639 80	1,290 55	1,349 25	"	2,639 80	"
Subventions aux sociétés de secours mutuels	3,100,000 00	3,100,000 00	"	"	3,100,000 00	"
Récompenses honorifiques aux membres des sociétés de secours mutuels	10,750 67	"	10,750 67	"	10,750 67	"
Subventions aux sociétés de secours mutuels qui ne constituent pas de retraites et aux caisses de réassurance contre la maladie et invalidité	430,000 00	430,000 00	"	"	430,000 00	"
Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels	1,250,000 00	1,250,000 00	"	"	1,250,000 00	"
Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	5,603,843 00	5,500,000 00	103,843 00	"	5,603,843 00	"
Allocations viagères des assurés obligatoires	9,944,438 88	2,561,428 87	7,384,700 76	1,690 75	9,944,438 88	"
Bonifications et majorations des assurés facultatifs	186,894 67	33,932 90	152,961 77	"	186,894 67	"
Allocations aux décès	416,443 31	292,598 29	123,195 02	"	415,793 31	650 00
Allocations forfaitaires aux caisses d'assurances	155,171 20	"	155,171 20	"	155,171 20	"
Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Allocations, indemnités et remises	2,648,407 62	1,631,096 17	1,020,171 98	6,692 51	2,644,575 64	3,831 98
Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Matériel	1,223,738 79	1,112,624 46	95,744 88	"	1,208,369 34	15,369 45
Indemnités aux membres ouvriers du Conseil supr des retraites ouvrières et paysannes et de la section permante de ce conseil.	151 50	118 75	32 75	"	151 50	"
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	5,600 00	5,600 00	"	"	5,600 00	"
Total	30,522,649 38	20,683,213 83	9,826,674 56	13,561 31	30,496,327 08	26,322 30
Dépenses des exercices clos	4,902 47	4,902 47	"	"	4,902 47	"
Total	30,527,551 85	20,688,116 30	9,826,674 56	13,561 31	30,501,229 55	26,322 30
			9,813,113f 25c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	5,238,342f 38c	"	4,567,951f 80c	24,327f 37c	4,543,624f 43c	694,717f 95c
Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Personnel	248,822 11	"	248,891 11	69 00	248,822 11	"
Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Gratifications, frais de tournées des commissaires, contrôleurs et indemnités diverses	19,749 25	"	19,333 15	470 00	18,863 15	886 10
Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Matériel	29,501 74	"	18,147 44	"	18,147 44	11,354 30
Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Personnel	166,276 12	"	166,468 12	192 00	166,276 12	"
Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Gratifications, frais de tournées des commissaires contrôleurs et indemnités diverses	16,631 40	"	16,491 40	470 00	16,021 40	610 00
Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Matériel	17,178 28	"	11,837 07	"	11,837 07	5,341 21
Indemnités de frais de voyage et de séjour aux membres du conseil supérieur de la mutualité	3,658 50	"	1,649 25	"	1,649 25	2,009 25
Subventions aux sociétés de secours mutuels	3,000,000 00	"	3,000,000 00	"	3,000,000 00	"
Récompenses honorifiques de la mutualité	8,074 00	"	6,600 00	"	6,600 00	1,474 00
Subventions aux sociétés de secours mutuels qui ne constituent pas de retraites et aux caisses de réassurance contre les longues maladies et l'invalidité	430,000 00	"	430,000 00	"	430,000 00	"
Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels	1,230,210 00	"	862,500 00	"	862,500 00	367,710 00
Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	5,900,000 00	"	"	"	"	5,900,000 00
Allocations viagères des assurés obligatoires	14,049,463 57	"	14,048,611 82	5,739 42	14,042,872 40	6,591 17
Majorations et bonifications des assurés facultatifs	1,957,309 34	"	1,450,861 15	3,842 48	1,447,018 67	510,290 67
Allocations aux décès	3,970,700 00	"	2,400,961 29	300 00	2,400,661 29	1,570,038 71
Allocations de gestion et allocations forfaitaires	2,334,909 02	"	1,573,309 38	"	1,573,309 38	761,599 64
Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Allocations, indemnités et remises	3,705,796 70	"	1,747,495 65	634 00	1,746,861 65	1,958,935 05
Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Matériel	426,600 00	"	212,806 70	"	212,806 70	213,793 30
Contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes. — Traitements	19,999 68	"	19,999 68	"	19,999 68	"
Contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes. — Frais de tournées	12,426 14	"	10,531 13	"	10,531 13	1,895 01
Indemnités aux membres ouvriers du Conseil supérieur des retraites ouvrières et paysannes et de la section permanente de ce conseil	146 50	"	141 50	"	141 50	5 00
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	5,600 00	"	5,600 00	"	5,600 00	"
	42,791,394 73	"	30,820,187 64	36,044 27	30,784,143 37	12,007,251 36
Dépenses des exercices clos	5,447 23	"	5,447 23	"	5,447 23	"
Totaux	42,796,841 96	"	30,825,634 87	36,044 27	30,789,590 60	12,007,251 36
			30,789,590f 60c			

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DES COLONIES.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
TITRE I. — DÉPENSES CIVILES.						
DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN.						
Traitement du Ministre et personnel civil de l'admon centrale.	895,436f 88c	877,663f 21c	19,327f 99c	1,803f 22c	895,187f 98c	248f 90c
Personnel militaire de l'administration centrale	278,798 65	272,882 84	6,325 86	470 05	278,738 65	60 00
Matériel de l'administration centrale	200,076 30	153,172 73	46,752 67	″	199,925 40	150 90
Frais d'impression, publication de documents et abonnements	75,000 00	38,430 66	36,971 89	565 31	74,837 24	162 76
Secours	29,835 00	19,560 00	9,945 00	″	29,505 00	330 00
Frais du service télégraphique	139,434 47	68,841 52	80,486 75	9,893 80	139,434 47	″
Service adminif dans les ports de commce de la métropole	252,906 94	219,704 64	33,184 20	″	252,888 84	18 10
Inspection des colonies	314,124 52	280,888 94	31,222 87	2,799 99	309,311 82	4,812 70
Solde des inspecteurs généraux des colonies du cadre de réserve.	25,274 99	23,168 75	2,106 24	″	25,274 99	″
Subventions à des sociétés et à des œuvres intéressant les colonies	283,183 68	219,685 18	63,486 45	″	283,171 63	12 05
Missions permanentes des cultures et jardins d'essai coloniaux.	19,969 55	″	19,969 55	″	19,969 55	″
Bourses et subvention à l'École coloniale	138,500 00	138,600 00	″	″	138,600 00	″
Subventions à diverses compies pour les câbles sous-marins	347,776 72	240,330 83	107,445 89	″	347,776 72	″
Frais d'exploitation du câble Saïgon-Pontianak	19,847 01	1,407 67	18,439 34	″	19,847 01	″
Traitements de disponibilité des gouverneurs et des secrétaires généraux	10,549 31	9,277 77	1,271 54	″	10,549 31	″
Service des phares à Saint-Pierre et Miquelon	30,202 79	8,180 80	22,021 99	″	30,202 79	″
Missions scientifiques et commerciales dans les colonies ou d'intérêt colonial à l'étranger	41,337 70	29,395 28	12,942 42	1,000 00	41,337 70	″
Missions de délimitation dans l'Afrique occidentale	36,665 51	19,236 47	18,932 99	1,503 95	36,665 51	″
Inscription maritime	101,243 64	52,426 86	49,089 28	312 50	101,203 64	40 00
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	″	″	431 25	431 25	″	″
SUBVENTIONS TEMPORAIRES AUX BUDGETS LOCAUX ET À DIVERS CHEMINS DE FER COLONIAUX.						
Subvention au budget local de la Guadeloupe	280,000 00	280,000 00	″	″	280,000 00	″
Subvention extraordinaire au budget local de la Martinique.	1,420,290 00	″	1,420,290 00	″	1,420,290 00	″
Subvention au budget local de la Réunion	100,000 00	100,000 00	″	″	100,000 00	″
Subvention au budget local de Saint-Pierre et Miquelon	130,000 00	130,000 00	″	″	130,000 00	″
Subvention au budget local des établissements français d'Océanie	160,000 00	″	160,000 00	″	160,000 00	″
Subvention au budget local de la Nouvelle-Calédonie	355,000 00	200,000 00	155,000 00	″	355,000 00	″
Subvention au budget du protectorat des îles Wallis	20,000 00	10,000 00	10,000 00	″	20,000 00	″
Subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides	350,000 00	350,000 00	″	″	350,000 00	″
Subvention au budget local de la Côte française des Somalis.	10,000 00	″	10,000 00	″	10,000 00	″
Subvention au budget général de l'Afrique équatoriale	600,000 00	″	600,000 00	″	600,000 00	″
Subvention extraordinaire au budget général de l'Afrique équatoriale pour le service de l'emprunt autorisé par la loi du 12 juillet 1909	665,945 00	″	665,945 00	″	665,945 00	″
Subvention extraordinaire au budget local de la Côte française des Somalis pour payement de l'annuité afférente à l'emprunt relatif au prolongement du chemin de fer éthiopien jusqu'à Diré-Daoua. (Convention du 6 février et loi du 6 avril 1902.)	500,000 00	250,000 00	250,000 00	″	500,000 00	″
Garantie d'intérêts à la Cie du chemin de fer franco-éthiopien.	383,041 93	263,932 24	119,109 69	″	383,041 93	″
Frais de contrôle rembles par la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien	101,692 49	36,704 00	64,988 49	″	101,692 49	″
Subvention extraordinaire au budget local de l'Inde pour exécution de travaux publics	230,000 00	122,438 88	107,561 12	″	230,000 00	″
Contribution de l'État aux dépenses des services hospitaliers dans certaines colonies	60,700 00	20,158 32	40,541 68	″	60,700 00	″
A reporter	8,606,933 08	4,436,087 59	4,183,790 15	18,780 07	8,601,097 67	5,835 41

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
TITRE I. — DÉPENSES CIVILES.						
1re SECTION. — DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN.						
Traitement du Ministre et personnel civil de l'administion centrale.	889,674f 00c	″	863,227f 90c	″	863,227f 90c	26,446f 10c
Personnel militaire de l'administration centrale	363,920 00	″	318,695 38	″	318,695 38	45,224 62
Personnel de l'adminon centrale. — Indemnités et allocatons diverses.	62,540 00	″	51,860 33	2,357f 04c	49,503 29	13,036 71
Matériel de l'administration centrale	183,692 00	″	112,335 62	″	112,335 62	71,356 38
Frais d'impression, publication de documents et abonnements	74,000 00	″	33,376 26	″	33,376 26	40,623 74
Secours	30,000 00	″	18,755 00	″	18,755 00	11,245 00
Frais du service télégraphique	141,400 00	″	118,033 89	″	118,033 89	23,366 11
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole.	208,719 00	″	193,156 12	″	193,156 12	15,562 88
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole. — Indemnités, suppléments et gratifications	33,014 00	″	28,880 82	″	28,880 82	4,133 18
Inspection des colonies	329,550 00	″	272,821 64	″	272,821 64	56,728 36
Solde des inspecteurs généraux des colonies du cadre de réserve	25,275 00	″	23,168 77	″	23,168 77	2,106 23
Subventions à des sociétés et à des œuvres intéressant les colonies.	281,284 00	″	249,298 53	″	249,298 53	31,985 47
Études agricoles coloniales	27,496 00	″	25,585 77	″	25,585 77	1,910 23
Études agricoles coloniales. — Indemnités et allocations diverses.	2,504 00	″	2,400 00	″	2,400 00	104 00
Bourses et subventions à l'école coloniale	149,600 00	″	149,600 00	″	149,600 00	″
Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	424,500 00	″	124,025 98	″	124,025 98	300,474 02
Frais d'exploitation du câble Saïgon-Pontianak	30,000 00	″	″	″	″	30,000 00
Traitemts de disponibilité des Gouvernrs et des Secrétaires généraux.	22,000 00	″	8,361 11	″	8,361 11	13,638 89
Service des phares à Saint-Pierre et Miquelon	77,270 00	″	17,378 16	″	17,378 16	59,891 84
Missions scientifiques et commerciales dans les colonies ou d'intérêt colonial à l'étranger	45,000 00	″	29,856 70	″	29,856 70	15,143 30
Missions de délimitation dans l'Afrique occidentale	35,000 00	″	13,443 63	″	13,443 63	21,556 37
Missions chargée d'étudier les conséquences économiques de l'ouverture du canal de Panama	64,000 00	″	50,925 00	″	50,925 00	13,075 00
Missions de délimitation en Afrique équatoriale française	550,000 00	″	100,335 78	″	100,335 78	449,664 22
Classement des archives du Ministère des colonies	3,000 00	″	2,090 19	″	2,090 19	909 81
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	431 25	″	431 25	″	431 25	″
2e SECTION. — SUBVENTIONS TEMPORAIRES AUX BUDGETS LOCAUX ET À DIVERS CHEMINS DE FER COLONIAUX.						
Subvention au budget local de la Guadeloupe	275,000 00	″	275,000 00	″	275,000 00	″
Subvention au budget local de la Réunion	75,000 00	″	″	″	″	75,000 00
Subvention au budget local de Saint-Pierre et Miquelon	109,030 00	″	109,030 00	″	109,030 00	″
Subvention au budget local des établissements français d'Océanie.	174,000 00	″	″	″	″	174,000 00
Subvention au budget local de la Nouvelle Calédonie	350,000 00	″	200,000 00	″	200,000 00	150,000 00
Subvention au budget du protectorat des îles Wallis	25,000 00	″	10,000 00	″	10,000 00	15,000 00
Subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides	650,000 00	″	325,000 00	″	325,000 00	325,000 00
Subvention au budget local de la Côte française des Somalis	7,000 00	″	″	″	″	7,000 00
Subvention au budget général de l'Afrique équatoriale	600,000 00	″	″	″	″	600,000 00
Subvention extraordinre au budget génér. de l'Afrique équatoriale pour le service de l'emprunt autorisé par la loi du 12 juillet 1909.	665,750 00	″	″	″	″	665,750 00
Subvention extraordinaire au budget local de la Côte française des Somalis pour payement de l'annuité afférente à l'emprunt relatif au prolongement du chemin de fer éthiopien jusqu'à Diré-Daoua. (Convention du 6 février et loi du 6 avril 1902.).	500,000 00	″	500,000 00	″	500,000 00	″
Garantie d'intérêts à la Cie du chemin de fer franco-éthiopien	500,000 00	″	107,000 00	″	107,000 00	393,000 00
Frais de contle rembles par la Comp. du chem. de fer franco-éthiopien.	160,000 00	″	56,603 89	″	56,603 89	103,396 11
Subvention au budget local de l'Inde pour le service de l'emprunt autorisé par les lois des 1er avril 1906 et 11 avril 1910	230,000 00	″	115,000 00	″	115,000 00	115,000 00
A reporter	8,374,649 25	″	4,505,677 72	2,357 04	4,503,320 68	3,871,328 57

Développement

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE

3e PARTIE. — SERVICES

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	8,606,933f 08c	4,436,087f 59c	4,183,790f 15c	18,780f 07c	8,601,097f 67c	5,835f 41c
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	1,985,500 00	1,985,500 00	//	//	1,985,500 00	//
Frais de change afférents aux dépenses du chemin de fer et du port de la Réunion, payables dans la métropole.	10,000 00	//	10,000 00	//	10,000 00	//
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	136,892 27	2,291 63	134,600 64	//	136,892 27	//
Dépen^{ses} nécessitées par les érupti^{ons} de la montag^{ne} Pelée.	1,667 98	//	1,667 98	//	1,667 98	//
TITRE II. — DÉPENSES MILITAIRES.						
Solde des troupes aux colonies. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	734,348 84	471,120 11	266,917 65	3,688 92	734,348 84	//
Solde des troupes aux col^{onies}. (Groupe de l'Afrique occid.)	7,398,759 60	4,054,905 33	3,585,176 35	347,096 07	7,292,985 61	105,773 99
Solde des troupes aux colonies. (Groupe Indo-Chinois.).	17,614,118 39	8,671,319 22	8,760,486 36	111,454 64	17,320,350 94	293,767 45
Solde des troupes aux colonies. (Groupe de l'Afrique orientale.)	6,057,743 97	3,127,539 43	2,839,215 15	16,946 16	5,949,808 42	107,935 55
Personnel de l'intendance des troupes coloniales	1,717,080 17	787,447 68	943,780 41	14,147 92	1,717,080 17	//
Personnel du service hospitalier	1,800,418 60	795,508 11	1,015,861 63	11,101 14	1,800,268 60	150 00
Frais de route et de passage du personnel militaire	5,751,557 15	3,678,444 27	2,118,757 65	59,780 15	5,737,421 77	14,135 38
Remonte et harnachement	747,644 69	304,892 89	592,739 45	313,990 32	583,642 02	164,002 67
Vivres et fourrages. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	381,561 24	75,635 60	304,938 76	//	380,574 36	986 88
Vivres et fourrages. (Groupe de l'Afrique occidentale).	3,882,290 92	1,790,328 01	2,076,145 80	34,262 59	3,832,211 22	50,079 70
Vivres et fourrages. (Groupe Indo-Chinois)	5,240,636 17	2,854,697 51	2,390,398 78	4,499 97	5,240,596 32	39 85
Vivres et fourrages. (Groupe de l'Afrique orientale.)	2,102,292 41	1,056,189 00	1,051,137 98	5,282 94	2,102,044 04	248 37
Matériel des hôpitaux	2,775,137 06	1,380,234 71	1,421,086 90	33,137 73	2,768,183 88	6,953 18
Habillement, campement et couchage	4,452,278 32	2,709,158 97	3,688,529 07	2,079,483 83	4,318,204 21	134,074 11
Services divers, loyers, ameublements, etc	321,191 94	164,222 37	157,757 58	1,190 96	320,788 99	402 95
Service de l'Artillerie et des constructions militaires. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	230,589 84	97,925 98	132,656 61	//	230,582 59	7 25
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe de l'Afrique occidentale.)	1,541,085 00	852,139 92	882,765 79	195,543 73	1,539,361 98	1,723 02
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe Indo-Chinois.)	5,197,525 00	2,017,610 17	3,186,233 77	25,898 14	5,177,945 80	19,579 20
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe de l'Afrique orientale.)	1,329,602 06	562,280 21	802,426 43	35,470 83	1,329,235 81	366 25
Défense des colonies	1,642,980 94	819,437 51	694,348 65	4,880 89	1,508,905 27	134,075 67
Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale	9,088,413 95	4,568,116 50	4,575,386 67	69,206 93	9,074,296 24	14,117 71
TITRE III. — SERVICES PÉNITENTIAIRES.						
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,334,882 81	1,266,149 57	1,086,814 14	19,867 76	2,333,095 95	1,786 86
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	3,491,880 18	2,426,337 73	1,096,939 17	50,123 61	3,473,153 29	18,726 89
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	925,782 77	585,972 34	337,881 01	6,186 91	917,666 44	8,116 33
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	910,565 20	470,723 81	413,372 20	16,657 49	867,438 52	43,126 68
TITRE IV. — DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	24,550 88	//	24,550 88	//	24,550 88	//
	98,435,911 43	52,012,216 17	48,776,363 61	3,478,679 70	97,309,900 08	1,126,011 35
Dépenses des exercices clos	1,626,201 18	1,626,201 18	411,110 46	411,110 46	1,626,201 18	//
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1911	153,223 48	//	153,223 48	//	153,223 48	//
TOTAUX	100,215,336 09	53,638,417 35	49,340,697 55	3,889,790 16	99,089,324 74	1,126,011 35
			45,450,907f 39c			

du Budget général. (Suite.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

DES COLONIES. (Suite.)

GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	8,374,649f 25c	//	4,505,677f 72c	2,357f 04c	4,503,320f 68c	3,871,328f 57c
Contrib. de l'État aux dép^{ses} des serv. hospit. dans certaines colon^{ies}.	130,000 00	//	32,000 00	//	32,000 00	98,000 00
Contribution de l'État aux dépenses du service de l'inscription maritime dans certaines colonies maritimes	112,512 00	//	81,811 73	//	81,811 73	30,700 27
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	1,956,000 00	//	1,956,000 00	//	1,956,000 00	//
Frais de change afférents aux dépenses du chemin de fer et du port de la Réunion, payables dans la métropole	10,000 00	//	//	//	//	10,000 00
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	273,400 00	//	2,291 63	//	2,291 63	271,108 37
Dépenses nécessitées par les éruptions de la montagne Pelée	22,145 84	//	110 00	//	110 00	22,035 84
TITRE II. — DÉPENSES MILITAIRES.						
Solde des troupes aux colonies. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	744,212 00	//	382,354 43	//	382,354 43	361,857 57
Solde des troupes aux colonies. (Groupe de l'Afrique occidentale française)	8,156,269 00	//	5,398,425 36	303 00	5,398,122 36	2,758,146 64
Solde des troupes aux colonies. (Groupe Indo-Chinois.)	18,189,542 00	//	10,131,699 49	102,192 24	10,029,507 25	8,160,034 75
Solde des troupes aux colonies. (Groupe de l'Afrique orientale.)	6,210,920 00	//	3,120,933 23	//	3,120,933 23	3,089,986 77
Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale	8,216,884 00	//	4,424,287 99	//	4,424,287 99	3,792,596 01
Personnel de l'intendance des troupes coloniales	1,824,424 00	//	1,798,730 39	//	1,798,730 39	25,693 61
Personnel du service hospitalier	2,135,885 00	//	880,890 46	303 00	880,587 46	1,255,297 54
Frais de route et de passage du personnel militaire	7,287,014 00	//	3,466,662 41	1,470 00	3,465,192 41	3,821,821 59
Remonte et harnachement	886,965 00	//	667,292 57	462,509 77	204,782 80	682,182 20
Vivres et fourrages. (Groupe dès Antilles et du Pacifique)	386,533 00	//	103,910 60	//	103,910 60	282,622 40
Vivres et fourrages. (Groupe de l'Afrique occidentale française).	3,975,480 00	//	886,468 25	//	886,468 25	3,089,011 75
Vivres et fourrages. (Groupe Indo-Chinois)	6,013,854 00	//	1,419,240 33	3,270 00	1,415,970 33	4,597,883 67
Vivres et fourrages. (Groupe de l'Afrique orientale.)	2,213,361 00	//	471,036 61	2,478 17	468,558 44	1,744,802 56
Matériel du service de santé	3,339,004 00	//	1,389,186 82	242,512 01	1,146,674 81	2,192,329 19
Habillement, campement et couchage	5,738,952 00	//	4,594,451 62	1,840,799 21	2,753,652 41	2,985,299 59
Services divers (loyers, ameublements, etc.)	366,660 00	//	84,507 16	//	84,507 16	282,152 84
Gratifications au personnel des services militaires	13,040 00	//	3,504 00	//	3,504 00	9,536 00
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	241,000 00	//	112,520 73	//	112,520 73	128,479 27
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe de l'Afrique occidentale française.)	2,125,388 00	//	1,053,447 61	//	1,053,447 61	1,071,940 39
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe Indo-Chinois.)	4,950,025 00	//	1,753,543 10	7,223 85	1,746,319 25	3,203,705 75
Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe de l'Afrique orientale.)	1,321,746 00	//	637,227 18	//	637,227 18	684,518 82
Défense des colonies	1,850,000 00	//	733,173 16	//	733,173 16	1,116,826 84
TITRE III. — SERVICES PÉNITENTIAIRES.						
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,407,945 00	//	1,241,289 16	//	1,241,289 16	1,166,655 84
Indemnités, gratifications, secours accidentels et allocations diverses au personnel de l'administration pénitentiaire	65,565 00	//	6,937 12	//	6,937 12	58,627 88
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	3,126,000 00	//	2,116,122 06	//	2,116,122 06	1,009,877 94
Administration pénitentiaire. (Frais de transport de passage de route.)	984,000 00	//	524,441 23	//	524,441 23	459,558 77
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	988,900 00	//	314,381 02	//	314,381 02	674,518 98
TITRE IV. — DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,153 03	//	1,022 25	//	1,022 25	8,130 78
	104,647,428 12	//	54,295,577 42	2,665,418 29	51,630,159 13	53,017,268 99
Dépenses des exercices clos	2,021,910 99	//	2,021,910 99	//	2,021,910 99	//
TOTAUX	106,669,339 11	//	56,317,488 41	2,665,418 29	53,652,070 12	53,017,268 99
			53,652,070f 12c			

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	1,171,780f 03c	1,163,672f 36c	8,269f 82c	572f 90c	1,171,369f 28c	410f 75c
Personnel des surveillants, huissiers, gens de service et auxiliaires de l'administration centrale	100,449 99	99,276 46	635 50	98 45	99,813 51	636 48
Traitements du personnel de l'administration centrale affecté au service du crédit mutuel et de la coopération agricoles. — Frais de répartition et de contrôle.	101,402 33	97,638 83	3,763 50	″	101,402 33	″
Participation de la France aux dépenses d'un institut international d'agriculture	41,766 40	41,766 40	″	″	41,766 40	″
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	111,616 44	62,732 10	48,850 29	″	111,582 39	34 05
Impressions de l'administration centrale, souscriptions aux publications, abonnements, autographies	197,043 15	113,989 29	91,582 86	8,545 00	197,027 15	16 00
Matériel et impressions du service du crédit mutuel et de la coopération agricoles	11,981 44	5,242 44	6,739 00	″	11,981 44	″
Mérite agricole et médailles agricoles	9,704 06	6,377 40	3,326 66	″	9,704 06	″
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	43,583 60	43,420 60	310 40	147 40	43,583 60	″
Subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles. — Dépenses de surveillance et de contrôle	1,180,767 10	784,920 50	391,600 00	153 40	1,176,367 10	4,400 00
Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles	2,625,069 95	1,732,009 20	884,751 95	1,017 70	2,615,743 45	9,326 50
Secours aux sériciculteurs victimes des intempéries de 1910.	414,539 72	384,765 46	29,569 80	156 44	414,178 82	360 90
Inspection et frais de tournée	138,727 52	135,165 94	3,561 58	″	138,727 52	″
Professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture	802,211 97	726,289 02	75,772 95	″	802,061 97	150 00
Personnel de l'institut national agronomique	224,581 54	222,199 40	4,075 00	1,692 86	224,581 54	″
Matériel de l'institut national agronomique	94,728 76	70,000 00	27,627 77	2,899 01	94,728 76	″
Personnel des écoles nationales d'agriculture	329,651 99	312,314 89	17,337 10	″	329,651 99	″
Matériel des écoles nationales d'agriculture	359,291 01	296,890 03	62,869 73	1,404 50	358,355 26	935 75
Personnel des écoles spéciales et des établissements d'élevage	104,728 67	98,567 17	5,961 50	″	104,528 67	200 00
Matériel des écoles spéciales et des établissements d'élevage	139,907 76	115,385 90	24,730 31	250 00	139,866 21	41 55
Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État	1,145,549 47	1,063,777 44	81,903 70	354 17	1,145,326 97	222 50
Matériel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État. — Subventions à diverses institutions agricoles	838,802 88	530,582 91	302,114 08	1 73	832,695 26	6,107 62
Encouragements à l'agriculture. — Missions et dépenses diverses	2,217,265 96	1,856,456 41	367,862 25	14,581 95	2,209,736 71	7,529 25
Primes à la sériciculture. — Frais de répartition et de contrôle	3,111,478 16	1,390,197 60	1,720,670 48	″	3,110,868 08	610 08
Frais de surveillance et de contrôle des opérations de grainage des vers à soie et de l'importation des semences fourragères; frais d'inspection phythopathologique de la production horticole	28,758 35	15,332 77	12,897 58	″	28,230 35	528 00
Primes à la culture du lin et du chanvre. — Frais de répartition et de contrôle	1,903,586 18	39,989 18	1,861,882 49	″	1,901,871 67	1,714 51
Primes et encouragements à la culture de l'olivier. — Frais de répartition et de contrôle	1,963,067 79	″	1,955,752 39	″	1,955,752 39	7,315 40
Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement, la défense et la reconstitution des vignobles de France et recherches sur les maladies de la vigne	197,629 43	131,704 71	63,535 27	″	195,239 98	2,389 45
Allocations et subventions pour le traitement, la défense, la reconstitution et l'extension des plantations diverses autres que la vigne	42,216 70	22 750 00	19,966 70	500 00	42,216 70	″
Personnel des écoles vétérinaires	604,294 10	584,289 74	20,004 36	″	604,294 10	″
Matériel des écoles vétérinaires	422,922 26	359,301 31	63,620 95	″	422,922 26	″
Secours aux anciens employés des établissements d'enseignement agricole ou vétérinaire, à leurs veuves et à leurs orphelins	14,350 00	11,050 00	3,000 00	″	14,050 00	300 00
Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires	105,973 30	89,823 98	16,149 32	″	105,973 30	″
A reporter	20,799,428 01	12,607,879 44	8,180,695 29	32,375 51	20,756,199 22	43,228 79

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Traitement du Ministre et persl de l'administn centrale.	952,398f 55c	″	946,706f 78c	312f 49c	946,394f 29c	6,004f 26c
Frais de déplacement, indem., gratifications et secours du personnel de l'adm. cent., trav. extraordinaires.	199,300 54	″	157,598 69	″	157,598 69	41,701 85
Personnel des surveillants, huissiers, gens de service et auxiliaires de l'administration centrale	80,831 96	″	80,342 60	″	80,342 60	489 36
Indemnités, gratifications et secours au personnel des huissiers et gardiens de bureau	18,417 65	″	18,417 65	″	18,417 65	″
Traitements du pers. de l'adm. cent. affecté au serv. du crédit mutuel et de la coopér. agric. et des inspect. des caisses de crédit et des sociétés coopér. agricoles.	80,177 32	″	79,992 32	″	79,992 32	185 00
Frais de déplac. et de miss. ind., gratific. et secours au pers. du crédit mutuel et de la coopérat. agricoles	18,814 50	″	13,133 50	″	13,133 50	5,681 00
Participation de la France aux dépenses d'un institut international d'agriculture	39,000 00	″	39,000 00	″	39,000 00	″
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	113,680 89	″	58,891 38	″	58,891 38	54,789 51
Impressions de l'administration centrale, souscriptions aux publications, abonnements, autographies	207,211 03	″	144,562 51	″	144,562 51	62,648 52
Matériel et impressions du service du crédit mutuel et de la coopération agricoles	11,939 28	″	5,499 20	″	5,499 20	6,440 08
Mérite agricole et médailles agricoles	8,656 85	″	8,347 56	″	8,347 56	309 29
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	43,522 61	″	43,539 81	17 20	43,522 61	″
Subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles. — Dépenses de surveillance et de contrôle	1,491,308 93	″	887,464 73	338 60	887,126 13	604,182 80
Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles	3,448,870 81	″	2,441,849 05	502 00	2,441,347 05	1,007,523 76
Traitements des inspecteurs de l'agriculture	85,782 82	″	84,999 47	″	84,999 47	783 35
Ind., frais de tourn. et de déplac. des insp. de l'agicre.	43,983 76	″	42,341 72	″	42,341 72	1,642 04
Professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture	787,534 66	″	702,763 17	″	702,763 17	84,771 49
Indemnités, frais de tournées et déplacement des professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture	98,372 20	″	64,851 48	″	64,851 48	33,520 72
Enseignement ménager	146,506 96	″	49,934 18	″	49,934 18	96,572 78
Personnel de l'institut national agronomique	221,635 58	″	221,309 48	″	221,309 48	326 10
Matériel de l'institut national agronomique	98,760 68	″	74,900 00	″	74,900 00	23,860 68
Personnel des écoles nationales d'agriculture	331,562 58	″	318,472 17	″	318,472 17	13,090 41
Matériel des écoles nationales d'agriculture	364,767 00	″	288,188 36	″	288,188 36	76,578 64
Personnel des écoles spéciales et des établissem. d'élevage.	107,954 00	″	107,803 24	″	107,803 24	150 76
Matériel des écoles spéciales et des établissements d'élevage	141,651 38	″	117,916 36	500 00	117,416 36	24,235 02
Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État	1,144,009 19	″	1,061,549 12	7,000 00	1,054,549 12	89,460 07
Indemnités et gratific. au personnel des établiss. d'enseig. agricoles, des stations agronomiques et des laboratoires agricoles	15,343 90	″	7,261 60	″	7,261 60	8,082 30
Matériel des écoles-pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État. — Subventions à diverses institutions agricoles	866,465 68	″	548,389 31	″	548,389 31	318,076 37
Encourag. à l'agricult. — Missions et dépenses diverses.	2,334,328 44	″	1,854,920 79	28,211 59	1,826,709 20	507,619 24
Dépenses relatives au traitement des champs et récoltes ravagés par les mulots	203,200 25	″	33,257 95	″	33,257 95	169,942 30
Primes à la sériciculture, frais de répart. et de contrôle.	3,822,345 78	″	2,260,255 17	″	2,260,255 17	1,562,090 61
Frais de surveill. et de contrôle des opérations de grainage des vers à soie et de l'importation des semences fourragères; frais d'inspection phytopathologique de la production horticole	45,470 54	″	19,588 85	″	19,588 85	25,881 69
Primes à la culture du lin et du chanvre. — Frais de répartition et de contrôle	2,138,883 07	″	37,767 45	″	37,767 45	2,101,115 62
Primes et encouragements à la culture de l'olivier. — Frais de répartition et de contrôle	1,768,984 43	″	6,000 00	″	6,000 00	1,762,984 43
Allocations, dép. admin. et subv. pour le traitement, la défense et la reconstit. des vignobles de France et rech. sur les maladies de la vigne.	293,081 70	″	245,772 80	″	245,772 80	47,308 90
Allocations et subv. pour le traitement, la défense, la reconstitution et l'extension des plantations diverses autres que la vigne	42,969 45	″	16,711 65	″	16,711 65	26,257 80
Personnel des écoles vétérinaires	585.345 95	″	574,149 70	″	574,149 70	11,196 25
Indemnités et gratific. au pers. des écoles vétérinaires	24,867 80	″	13,048 94	″	13,048 94	11,818 86
Matériel des écoles vétérinaires	423,348 13	″	348,784 86	″	348,734 86	74,613 27
Secours au personnel et aux anciens employés des établissem. d'enseig. agricole ou vétérinaire, à leurs veuves et à leurs orphelins	15,250 00	″	12,050 00	″	12,050 00	3,200 00
Serv des hôpit. et de la cliniq. dans les écoles vétérinaires.	105,917 20	″	93,519 09	″	93,519 09	12,398 11
Traitem. du pers. des services sanitaires vétérinaires	118,659 50	″	113,091 25	″	113,091 25	5,568 25
Services sanitaires vétérinaires	187,264 44	″	131,441 57	″	131,441 57	55,822 87
A reporter	23,278,377 99	″	14,376,335 51	36,881 88	14,339,453 63	8,938,924 36

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Suite)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	20,799,428f 01c	12,607,879f 44c	8,180,695f 29c	32,375f 51c	20,756,199f 22c	43,228f 79c
Service des épizooties	299,842 63	241,968 71	58,956 92	1,100 00	299,825 63	17 00
Services sanitaires départementaux	442,899 00	337,333 31	104,365 69	//	441,699 00	1,200 00
Consommations en nature. (Établissements agricoles.)	117,955 65	//	117,955 65	//	117,955 65	//
Indemnités pour abatage d'animaux et saisies de viandes tuberculeuses, inoculations préventives effectuées par mesure administrative	1,618,251 24	869,739 60	704,658 08	//	1,574,397 68	43,853 56
Traitements et rétributions du personnel des haras	372,860 61	328,706 47	44,154 14	//	372,860 61	//
Frais de tournées et de déplacements du personnel des haras	139,366 59	112,388 83	28,010 19	1,032 43	139,366 59	//
Gages et rétributions des sous-agents des haras	1,586,995 47	1,512,325 92	74,669 05	//	1,586,994 97	0 50
Secours. — Soins et médicaments aux hommes	46,226 88	20,178 25	26,048 63	//	46,226 88	//
Habillement des sous-agents des haras	153,764 54	108,447 04	44,962 50	//	153,409 54	355 00
Bâtiments. — Grosses réparations. — Réparations d'entretien. — Frais de culture. — Frais de bureau. — Dépenses diverses	307,983 28	207,454 45	99,728 83	//	307,183 28	800 00
Frais de conduite, indemnités et frais de monte, salaires	419,776 03	254,629 32	165,146 71	//	419,776 03	//
Ferrure, sellerie, soins et médicaments aux chevaux	242,434 00	125,958 64	116,311 36	//	242,270 00	164 00
Nourriture des animaux	2,668,150 89	2,357,887 94	310,262 95	//	2,668,150 89	//
Consommations en nature. — Haras	92,382 46	//	92,382 46	//	92,382 46	//
Remonte des haras	2,558,155 25	845,705 25	1,712,450 00	//	2,558,155 25	//
Encouragements à l'industrie chevaline	3,313,073 56	2,329,461 84	998,814 98	19,637 81	3,308,639 01	4,434 55
Personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	450,189 97	384,988 14	64,922 67	//	449,910 81	279 16
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	212,424 29	159,682 35	51,940 66	//	211,623 01	801 28
Etudes et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles à la charge de l'État	1,169,150 91	661,958 26	504,865 29	//	1,166,823 55	2,327 36
Subventions pour études, et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles. — Encouragements au drainage. — Assainissement des marais communaux	1,599,008 18	1,089,468 44	510,202 09	662 35	1,599,008 18	//
Allocations et subventions à diverses institutions concernant l'hydraulique et les améliorations agricoles	77,732 62	80,519 27	14,542 10	17,373 75	77,687 62	45 00
Garanties d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole	993,052 44	912,194 42	80,858 02	//	993,052 44	//
Surveillance et contrôle des compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	19,810 00	16,369 90	3,440 10	//	19,810 00	//
Avances aux caisses régionales de crédit agricole	17,584,630 00	16,213,630 00	1,371,000 00	//	17,584,630 00	//
Répression des fraudes	1,209,715 00	764,256 70	427,112 62	716 80	1,190,652 52	19,062 48
Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	98,029 40	49,663 18	48,366 22	//	98,029 40	//
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	6,534 99	6,534 99	//	//	6,534 99	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	359 28	69 56	289 72	//	359 28	//
	58,600,183 17	42,599,400 22	15,957,112 92	72,898 65	58,483,614 49	116,568 68
Dépenses des exercices clos	375,653 42	375,653 42	//	//	375,653 42	//
Totaux	58,975,836 59	42,975,053 64	15,957,112 92	72,898 65	58,859,267 91	116,568 68
			15,884,214f 27c			

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	23,278,377f 99c	//	14,376,335f 51c	36,881f 88c	14,339,453f 63c	8,938,924f 36c
Services départementaux des épizooties	452,971 55	//	343,559 09	//	343,559 09	109,412 46
Consommation en nature. (Établissements agricoles.)	75,900 00	//	//	//	//	75,900 00
Indemnités pour abatage d'animaux et saisies de viandes tuberculeuses, inoculations préventives effectuées par mesure administrative	1,572,315 88	//	768,403 29	//	768,403 29	803,912 59
Traitements du personnel des haras	342,682 05	//	325,242 78	//	325,242 78	17,439 27
Frais de tournées du personnel des haras	133,811 30	//	113,092 53	//	113,092 53	20,718 77
Indemnités et secours au personnel des haras	20,158 38	//	9,600 00	//	9,600 00	10,558 38
Traitements des sous-agents des haras	1,646,283 86	//	1,592,305 55	//	1,592,305 55	53,978 31
Secours, allocations, gratifications de monte et spéciales; indemnités de vivres et de logement aux sous-agents des haras	179,646 75	//	38,732 25	//	38,732 25	140,914 50
Soins et médicaments aux hommes	29,829 48	//	15,595 18	//	15,595 18	14,234 30
Habillement des sous-agents des haras	155,332 52	//	116,226 24	//	116,226 24	39,106 28
Bâtiments. — Grosses réparations. — Réparations d'entretien. — Frais de culture. — Frais de bureau. — Dépenses diverses	306,572 52	//	223,723 71	//	223,723 71	82,848 81
Frais de conduite, frais de monte, salaires	249,601 41	//	207,788 73	//	207,788 73	41,812 68
Ferrure, sellerie, soins et médicaments aux chevaux	249,627 91	//	145,453 97	//	145,453 97	104,173 94
Nourriture des animaux	2,736,403 56	//	2,424,761 45	//	2,424,761 45	311,642 11
Consommations en nature. — Haras	35,000 00	//	//	//	//	35,000 00
Remonte des haras	2,920,900 12	//	1,177,961 25	1,847 28	1,176,113 97	1,744,786 15
Encouragements à l'industrie chevaline	3,493,984 19	//	2,522,388 02	11,603 90	2,510,784 12	983,200 07
Personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	385,942 80	//	343,913 10	//	343,913 10	42,029 70
Indemnités, gratifications, secours et allocations de toute nature au personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	138,937 18	//	87,635 34	//	87,635 34	51,301 84
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	214,889 52	//	145,489 80	//	145,489 80	69,399 72
Études et trav. d'hydraul. et d'amélorat. agricoles à la charge de l'État	1,190,509 53	//	745,710 54	//	745,710 54	444,798 99
Subventions pour études et trav. d'hydraul. et d'amélior. agricoles. — Encouragts au drainage. — Assainissement des marais communaux	1,550,364 37	//	979,710 43	//	979,710 43	570,653 94
Allocations et subventions à diverses institutions concernant l'hydraulique et les améliorations agricoles	137,655 39	//	80,330 80	//	80,330 80	57,324 59
Garanties d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole	981,447 24	//	686,731 21	//	686,731 21	294,716 03
Surveillance et contrôle des compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	19,810 00	//	15,432 77	//	15,432 77	4,377 23
Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel pour prêts à court terme. (Loi du 31 mars 1899.)	6,315,750 00	//	4,417,750 00	//	4,417,750 00	1,898,000 00
Avances aux caisses région. de crédit agricole mutuel pour prêts aux sociétés coopératives agricoles. (Loi du 26 décembre 1906.)	2,682,014 00	//	1,160,740 00	//	1,160,740 00	1,521,274 00
Avances aux caisses rég. de crédit agr. mut. et aux soc. de crédit immob. pr prêts à long terme en faveur des petites expl. rur. (L. du 19 mars 1910.)	5,121,800 00	//	3,641,800 00	//	3,641,800 00	1,480,000 00
Personnel de l'inspect. de la répress. des fraudes et du labor. central	215,208 30	//	201,059 90	//	201,059 90	14,148 40
Frais de tournée des inspecteurs. — Secours, gratificat. et indemnités aux agents du laboratoire central et aux inspecteurs	103,503 15	//	93,691 17	//	93,691 17	9,811 98
Frais de prélèvement et d'analyse. — Indemnités aux agents de prélèvement et des services administratifs	763,854 30	//	485,766 93	//	485,766 93	278,087 37
Frais d'insp. des établts de produits médicam. ou hyg. et des eaux min.	133,800 60	//	4,605 00	//	4,605 00	129,195 60
Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	102,212 83	//	27,530 70	//	27,530 70	74,682 13
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	8,510 00	//	8,510 00	//	8,510 00	//
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,083 57	//	1,083 57	//	1,083 57	//
	57,946,692 25	//	37,528,660 81	50,333 06	37,478,327 75	20,468,364 50
Dépenses des exercices clos	239,002 59	//	239,002 59	//	239,002 59	//
Totaux	58,185,694 84	//	37,767,663 40	50,333 06	37,717,330 34	20,468,364 50
			37,717,330f 34c			

Développement

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DE

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Personnel des agents des eaux et forêts dans les départements	2,449,878f 04c	2,283,240f 54c	171,437f 50c	4,800f 00c	2,449,878f 04c	"
Personnel des préposés dans les départements	3,220,830 41	2,953,914 69	266,875 72	"	3,220,790 41	40f 00c
Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux. — Secours	195,796 00	90,911 00	104,755 00	"	195,666 00	130 00
Contribution de l'Etat pour le traitement des préposés forestiers communaux	174,466 18	165,688 57	9,839 26	1,224 63	174,303 20	162 98
Indemnités et secours au personnel	726,586 22	545,133 03	180,769 38	"	725,902 41	683 81
Personnel de l'enseignement forestier	142,050 48	127,679 87	14,370 61	"	142,050 48	"
Matériel de l'enseignement forestier	43,995 20	25,020 63	18,781 82	"	43,802 45	192 75
Amélioration et entretien des forêts et des dunes. — Pêche et pisciculture. — Subventions pour les améliorations pastorales et forestières	1,235,111 14	759,411 91	469,929 19	6,051 00	1,223,290 10	11,821 04
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,534,008 59	2,130,907 14	1,379,945 01	411 86	3,510,440 29	23,568 30
Aménagements et exploitations	437,773 55	270,418 66	175,385 44	9,213 92	436,590 18	1,183 37
Entretien des chasses non affermées	49,999 88	35,727 53	14,272 35	"	49,999 88	"
Primes pour la destruction des loups. — Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture	2,717 30	1,566 00	1,151 30	"	2,717 30	"
Impositions sur les forêts domaniales	2,426,095 17	2,423,987 45	1,877 27	213 57	2,425,651 15	444 02
Dépenses diverses et matériel du service des eaux et forêts. — Droits d'usage. — Frais d'instances.	247,711 71	173,101 70	73,162 73	431 43	245,833 00	1,878 71
TOTAUX	14,887,019 87	11,986,708 72	2,882,552 58	22,346 41	14,846,914 89	40,104 98
			2,860,206f 17c			

5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer.
Remboursements sur produits divers des forêts, etc.	10,356f 55c	9,040f 27c	1,316f 28c	"	10,356f 55c	"
			1,316f 28c			

RÉCAPI

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer.
3e partie. — Services généraux des ministères	58,975,836f 59c	42,975,053f 64c	15,957,112f 92c	72,898f 65c	58,859,267f 91c	116,568f 68c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	14,887,019 87	11,986,708 72	2,882,552 58	22,346 41	14,846,914 89	40,104 98
5e partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	10,356 55	9,040 27	1,316 28	"	10,356 55	"
TOTAUX généraux	73,873,213 01	54,970,802 63	18,840,981 78	95,245 06	73,716,539 35	156,673 66
			18,745,736f 72c			

du Budget général. (Suite.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

L'AGRICULTURE. (Suite.)

ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Personnel des agents des eaux et forêts dans les départements	2,422,408f 64c	"	2,258,167f 89c	"	2,258,167f 89c	164,240f 75c
Personnel des préposés dans les départements	3,398,578 00	"	3,095,968 66	"	3,095,968 66	302,609 34
Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux. — Secours	196,984 00	"	101,937 00	"	101,937 00	95,047 00
Contribution de l'Etat pour le traitement des préposés forestiers communaux	348,797 69	"	331,667 06	"	331,667 06	17,130 63
Indemnités et secours au personnel	796,963 84	"	596,135 72	"	596,135 72	200,828 12
Personnel de l'enseignement forestier	105,016 00	"	95,454 06	"	95,454 06	9,561 94
Indemnités au personnel de l'enseignemt forestier	35,583 50	"	26,932 53	"	26,932 53	8,650 97
Matériel de l'enseignement forestier	43,955 00	"	21,183 42	"	21,183 42	22,771 58
Amélioration et entretien des forêts et des dunes	1,089,954 53	"	716,716 02	4,620f 78c	712,095 24	377,859 29
Pêche et pisciculture	152,822 93	"	54,743 58	3,500 00	51,243 58	101,579 35
Améliorations pastorales et forestières	104,284 00	"	51,307 86	"	51,307 86	52,976 14
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,303,315 35	"	1,945,407 94	"	1,945,407 94	1,357,907 41
Aménagements et exploitations	462,770 76	"	299,381 37	"	299,381 37	163,389 39
Entretien des chasses non affermées	50,000 00	"	37,529 47	"	37,529 47	12,470 53
Primes pour la destruction des loups. — Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture	2,441 00	"	1,307 20	"	1,307 20	1,133 80
Impositions sur les forêts domaniales	2,479,760 71	"	2,443,007 80	"	2,443,007 80	36,752 91
Dépenses diverses et matériel du service des eaux et forêts. — Droits d'usage. — Frais d'instances.	301,620 83	"	208,857 65	67 93	208,789 72	92,831 11
TOTAUX	15,295,256 78	"	12,285,705 23	8,188 71	12,277,516 52	3,017,740 26
			12,277,516f 52c			

ET NON-VALEURS.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer au 1er janvier 1913.
Remboursements sur produits divers des forêts, etc.	11,997f 00c	"	9,397f 16c	"	9,397f 16c	2,599f 84c
			9,397f 16c			

TULATION.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer au 1er janvier 1913.
3e partie. — Services généraux des ministères	58,185,694f 84c	"	37,767,663f 40c	50,333f 06c	37,717,330f 34c	20,468,364f 50c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	15,295,256 78	"	12,285,705 23	8,188 71	12,277,516 52	3,017,740 26
5e partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	11,997 00	"	9,397 16	"	9,397 16	2,599 84
TOTAL général	73,492,948 62	"	50,062,765 79	58,521 77	50,004,244 02	23,488,704 60
			50,004,244f 02c			

Développement du Budget général. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. — DÉPENSES ORDINAIRES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
§ 1er. *Personnel.*						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	1,381,410f 08c	1,334,955f 98c	46,860f 76c	416f 66c	1,381,400f 08c	10f 00c
Frais d'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. — Personnel de l'administration centrale	15,094 97	14,676 72	418 25	//	15,094 97	//
Frais de voyages et de missions du Ministre et du personnel de l'administration centrale	1,930 10	1,930 10	//	//	1,930 10	//
Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées	3,394,375 95	3,278,845 12	133,114 82	18,053 19	3,393,906 75	469 20
École nationale des ponts et chaussées et services annexes. (Personnel.)	240,686 84	234,867 03	5,869 13	306 54	240,429 62	257 22
Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées	7,497,923 51	7,039,099 47	470,690 63	14,121 69	7,495,668 41	2,255 10
Personnel des ingénieurs des mines	570,515 22	542,567 02	27,413 10	12 50	569,967 62	547 60
Missions d'études et stages pratiques à l'étranger des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines	27 749 05	23,235 90	4,513 15	//	27,749 05	//
Subvention à l'École nationale supérieure des mines	288,300 00	288,300 00	//	//	288,300 00	//
Subvention à l'École nationale des mines de Saint-Étienne	87,300 00	87,300 00	//	//	87,300 00	//
Écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai	38,810 00	34,986 06	3,823 94	//	38,810 00	//
Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines	534,274 86	498,362 04	35,569 07	//	533,931 11	343 75
Personnel des commis et dames sténodactylographes employés dans les bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines	4,423,134 53	4,320,604 63	102,083 73	202 70	4,422,485 66	648 87
Salaires des agents temporaires et auxiliaires	552,456 74	537,203 63	17,193 62	1,940 51	552,456 74	//
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime. — Traitements et allocations accessoires	468,988 32	434,727 87	34,536 95	306 50	468,958 32	30 00
Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, pontiers, barragistes, etc.) — Traitements et allocations accessoires	3,023,484 20	2,747,672 38	275,704 97	191 73	3,023,185 62	298 58
Personnel des ports maritimes de commerce (éclusiers, pontiers, etc.), — Traitements et allocations accessoires	730,628 97	691,009 21	39,493 73	7 91	730,495 03	133 94
Personnel des phares et balises. — Traitements et allocations accessoires	913,068 40	822,009 03	91,025 96	9 27	913,025 72	42 68
Indemnités aux gardes-ports sortis de fonctions	6,135 83	4,745 19	1,390 64	//	6,135 83	//
Directeur, contrôleurs généraux et inspecteurs du contrôle de l'exploitation commerciale des chemins de fer	255,452 71	252,069 91	3,382 80	//	255,452 71	//
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	933,693 23	872,335 85	60,844 88	//	933,180 73	512 50
Personnel des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail	120,269 93	110,815 83	9,334 10	//	120,149 93	120 00
A reporter	25,505,683 44	24,172,318 97	1,363,264 23	35,569 20	25,500,014 00	5,669 44

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1913.
§ 1er. *Personnel.*						
Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	1,274,257f 52c	//	1,273,140f 86c	//	1,273,140f 86c	1,116f 66c
Alloc. et indemnités div. du person. de l'admon centrale.	81,067 72	//	57,916 76	//	57,916 76	23,150 96
Frais d'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. — Personnel de l'administration centrale. — Traitements	16,549 86	//	16,549 86	//	16,549 86	//
Frais d'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. — Personnel de l'administration centrale. — Alloc. et indem. div.	1,457 04	//	683 51	//	683 51	773 53
Frais de déplacement du personnel de l'administration centrale	2,112 75	//	2,046 75	//	2,046 75	66 00
Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées. — Traitements	3,374,354 85	//	3,269,178 16	305f 31c	3,268,872 85	105,482 00
Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées. — Allocations et indemnités diverses	75,718 30	//	68,714 58	2,659 35	66,055 23	9,663 07
Traitement d'un inspecteur général. — Contrôle des distributions d'énergie électrique	14,916 65	//	14,916 65	//	14,916 65	//
École nationale des ponts et chaussées et services annexes. — Personnel. — Traitements	226,092 75	//	222,648 53	//	222,648 53	3,444 22
École nate des pts et chauses et servs annexes. — Person. — Allocations et indemnités diverses	12,641 03	//	10,103 03	//	10,103 03	2,538 00
Personel des sous-ingénrs et conductrs des ponts et chaus. — Traitements	6,829,473 91	//	6,450,124 30	//	6,450,124 30	379,349 61
Personnel des sous-ingén. et conducteurs des ponts et chaussées. — Allocations et indemnités diverses	616,947 06	//	562,586 20	1,000 00	561,586 20	55,360 86
Personnel des ingénieurs des mines. — Traitements	582,389 88	//	559,615 40	//	559,615 40	22,774 48
Personnel des ingénieurs des mines. — Allocations et indemnités diverses	19,986 90	//	19,105 50	//	19,105 50	881 40
Missions d'études et stages pratiques à l'étranger des ing. des p. et ch. et des ing. des mines. — Traitemts.	39,999 96	//	36,666 63	//	36,666 63	3,333 33
Missions d'études et stages pratiques à l'étr. des ing. des p. et ch. et des ing. des mines. — Dépenses diverses.	16,707 58	//	5,106 74	//	5,106 74	11,600 84
Subvention à l'École nationale supérieure des mines	288,300 00	//	288,300 00	//	288,300 00	//
Subvention à l'École nationale des mines de St-Étienne.	87,300 00	//	87,300 00	//	87,300 00	//
Écoles des maîtr. min. d'Alais et de Douai. — Traitemts.	21,400 00	//	20,375 01	//	20,375 01	1,024 99
Écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai. — Bourses, subventions, allocations diverses	17,800 00	//	14,462 05	//	14,462 05	3,337 95
Person. des sous-ing. et contr. des mines. — Traitemts.	477,806 03	//	449,460 33	1,100 00	448,360 33	29,445 70
Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines. — Allocations et indemnités diverses	51,374 96	//	47,978 04	//	47,978 04	3,396 92
Personnel des commis et dames sténodac. empl. dans les bur. des ingrs des pts et chées et des mines. — Traitemts.	3,969,270 15	//	3,888,944 42	750 00	3,888,194 42	81,075 73
Personnel des commis et dames sténodac. empl. dans les bureaux des ing. des p. et ch. et des mines. — Allocations et indemnités diverses	612,292 62	//	594,632 38	//	594,632 38	17,660 24
Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires	483,544 99	//	471,336 15	//	471,336 15	12,208 84
Agents temporaires et auxiliaires. — Allocations et indemnités diverses	62,402 57	//	58,559 10	//	58,559 10	3,843 47
Pers. des offic. et maîtres de port du serv. mar. — Traits.	361,590 13	//	344,353 08	//	344,353 08	17,237 05
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime. — Allocations et indemnités diverses	120,673 07	//	105,035 21	//	105,035 21	15,637 86
A reporter	19,738,428 28	//	18,939,839 23	5,814 66	18,934,024 57	804,403 71

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. — DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	25,505,683f 44c	24,172,318f 97c	1,363,264f 23c	35,569f 20c	25,500,014f 00c	5,669f 44c
§ 1er. *Personnel.* (Suite.)						
Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer	33,231 32	28,730 23	4,501 09	//	33,231 32	//
Frais généraux du service des ponts et chaussées	1,327,694 34	1,072,471 60	270,107 35	15,020 41	1,327,558 54	135 80
Frais généraux du service de surveillance de la pêche sur les canaux et les cours d'eau navigables canalisés	5,797 81	4,028 82	1,697 34	//	5,726 16	71 65
Frais de tournées des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail	31,611 63	26,262 87	5,348 76	//	31,611 63	//
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés	433,735 08	349,376 32	84,211 98	4 25	433,584 05	151 03
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur. — Remboursement des frais occasionnés par les examens de capacité pour la conduite des automobiles	278,907 33	236,309 58	42,881 92	284 17	278,907 33	//
Frais de contrôle des distributions d'énergie électrique	149,864 91	26,038 45	124,132 61	347 75	149,823 31	41 60
Nivellement général de la France. — Frais généraux de personnel	18,399 53	17,293 40	2,901 58	1,795 45	18,399 53	//
Carte géologique de la France. — Frais généraux de personnel et frais de tournées des collaborateurs	43,093 41	24,956 15	17,887 26	400 00	42,443 41	650 00
Secours aux anciens fonctionnaires ou agents, aux anciens ouvriers en régie, aux veuves, orphelins, etc. — Subventions à des sociétés ou à des œuvres intéressant le service du ministère	473,656 50	397,968 00	75,243 50	//	473,211 50	445 00
§ 2. *Entretien.*						
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des conseils généraux des ponts et chaussées et des mines, des comités et commissions	152,837 68	105,711 84	45,807 73	53 80	151,465 77	1,371 91
Matériel et dépenses diverses de l'École des ponts et chaussées et de ses services annexes	59,266 44	32,112 97	27,153 47	//	59,266 44	//
Frais des bureaux des services des ponts et chaussées	920,388 88	564,184 70	374,469 28	22,558 45	916,095 53	4,293 35
Frais des bureaux des services des mines	78,538 82	43,923 03	34,774 15	580 08	78,117 10	421 72
Impressions et publications de l'administration des travaux publics. — Documents financiers. — Abonnements. — Annales des ponts et chaussées et des mines. — Achats d'ouvrages et de cartes. — Reliures	454,287 27	233,843 90	220,427 49	407 35	453,864 04	423 23
Routes et ponts. (Entretien et réparations ordinaires.)	30,607,060 46	23,301,752 87	7,319,174 87	22,431 93	30,598,495 81	8,564 65
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,250,000 00	750,000 00	//	3,000,000 00	//
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et réparations ordinaires.)	6,200,904 77	5,147,124 61	1,069,864 72	19,429 82	6,197,559 51	3,345 26
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et réparations ordinaires.)	6,167,937 69	5,103,840 57	1,051,243 25	620 18	6,154,463 64	13,474 05
A reporter	75,942,897 31	63,138,248 88	12,885,092 58	119,502 84	75,903,838 62	39,058 69

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	19,738,428f 28c	//	18,939,839f 23c	5,814f 66c	18,934,024f 57c	804,403f 71c
§ 1er. *Personnel.* (Suite.)						
Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, pontiers, barragistes, etc.). — Traitements, suppléments de traitements et indemnités diverses permanentes	2,943,764 50	//	2,689,297 33	//	2,689,297 33	254,467 17
Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, pontiers, etc.). — Indemnités diverses non permanentes, frais de changement de résidence, secours, etc.	129,381 38	//	90,952 02	//	90,952 02	38,429 36
Personnel des ports maritimes de commerce (éclusiers, pontiers, etc.). — Traitements, suppléments de traitements et indemnités diverses permanentes	729,637 61	//	695,791 96	//	695,791 96	33,845 65
Personnel des ports maritimes de commerce (éclusiers, pontiers, etc.) — Indemnités diverses non permanentes, frais de changement de résidence, sec., etc.	23,743 96	//	12,362 76	//	12,362 76	11,381 20
Personnel des phares et balises. — Traitements, suppléments de traitements et indemnités div. perm.	842,502 33	//	770,801 96	//	770,801 96	71,700 37
Personnel des phares et balises. — Indemnités diverses non permanentes, frais de changt de rés., sec., etc.	68,916 62	//	53,248 31	//	53,248 31	15,668 31
Indemnités aux gardes-ports sortis de fonctions	5,457 00	//	4,019 16	//	4,019 16	1,437 84
Directeur, contrôleurs généraux et inspecteurs du contrôle de l'exploit. commerc. des ch. de fer. Traitem.	249,027 75	//	245,486 08	//	245,486 08	3,541 67
Directeur, contrôleurs généraux et inspecteurs du contrôle de l'exploitation commerciale des chemins de fer. — Allocations et indemnités diverses	1,466 97	//	920 42	//	920 42	546 55
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer. Traitements	850,007 29	//	805,867 04	//	805,867 04	44,140 25
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer. — Allocat. et ind. diverses.	92,691 69	//	87,170 08	//	87,170 08	5,521 61
Personnel des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail. — Traitements	106,358 31	//	103,649 96	//	103,649 96	2,708 35
Personnel des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail. — Allocations et indemnités div.	16,389 48	//	15,588 83	//	15,588 83	800 65
Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer. — Traitements	27,665 93	//	27,665 93	//	27,665 93	//
Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer. — Alloc. et indemnités diverses	4,217 09	//	1,801 67	//	1,801 67	2,415 42
Frais généraux du service des ponts et chaussées	1,373,503 68	//	1,098,859 11	1,550 00	1,097,309 11	276,194 57
Frais généraux du service de surveillance de la pêche sur les canaux et les cours d'eau navigables canalisés.	5,676 03	//	4,235 79	//	4,235 79	1,440 24
Frais de tournées des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail	33,756 92	//	28,655 08	//	28,655 08	5,101 84
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés	465,542 66	//	360,965 04	//	360,965 04	104,577 62
Frais généraux du service de surveillance des mines minières, carrières et appareils à vapeur. — Remboursement des frais occasionnés par les examens de capacité pour la conduite des automobiles	273,917 99	//	233,029 66	72 54	232,957 12	40,960 87
Frais de contrôle des distributions d'énergie électrique.	204,928 13	//	27,132 24	//	27,132 24	177,795 89
Nivellement général de la France. — Frais généraux du personnel	23,865 15	//	18,857 00	1,500 00	17,357 00	6,508 15
Carte géologique de la France. — Frais généraux du personnel et tournées des collaborateurs	42,959 65	//	23,630 00	//	23,630 00	19,329 65
Secours aux anciens fonctionnaires ou agents, aux anciens ouvriers en régie, aux veuves, orphelins, etc. — Subv. à des soc. ou à des œuvres intéressant le serv. du ministère	483,578 00	//	410,289 00	//	410,289 00	73,289 00
A reporter	28,737,384 40	//	26,750,115 66	8,937 20	26,741,178 46	1,996,205 94

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. — DÉPENSES ORDINAIRES (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	75,942,897f 31c	63,138,248f 88c	12,885,092f 58c	119,502f 84c	75,903,838f 62c	39,058f 69c
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et réparations ordinaires.)	7,722,203 46	6,247,355 47	1,486,180 70	37,097 62	7,696,438 55	25,764 91
Phares, fanaux, balises et signaux divers. (Entretien et réparations ordinaires.)	1,562,658 76	1,240,988 69	329,321 64	9,819 92	1,560,490 41	2,168 35
Exploitation en régie d'outillages de navigation. (Formes de radoub dans les ports maritimes, touages dans les souterrains de canaux.)	246,111 87	166,960 82	79,151 05	"	246,111 87	"
§ 3. *Dépenses diverses.*						
Matériel des mines	8,054 17	5,261 88	2,848 29	56 00	8,054 17	"
Comité de contentieux et comité consultatif de règlement amiable des entreprises de travaux publics et des marchés de fournitures. — Frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règlement des travaux. — Frais de procédure de déchéance et de mise en adjudication des concessions minières inexploitées	39,884 39	32,949 63	14,551 16	9,992 00	37,508 79	2,375 60
Bonification des pensions de retraite des agents temporaires et agents auxiliaires assimilés	11,991 75	10,908 95	1,082 80	"	11,991 75	"
Bonifications des pensions de retraite des cantonniers de l'Etat	469,783 14	387,536 69	85,078 40	2,978 00	469,637 09	146 05
Médailles aux cantonniers et agents inférieurs de l'administration des travaux publics et des chemins de fer de l'Etat	2,821 51	1,502 58	1,318 93	"	2,821 51	"
Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer et du congrès international des chemins de fer	19,381 41	2,000 00	17,381 41	"	19,381 41	"
Participation de la France dans les dépenses de l'association internationale permanente des Congrès de navigation	5,000 00	5,000 00	"	"	5,000 00	"
Participation de la France dans les dépenses de l'association internationale des congrès de la route et office national du tourisme	45,000 00	45,000 00	"	"	45,000 00	"
Encouragements à la navigation aérienne	100,000 00	100,000 00	"	"	100,000 00	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,796 09	317 71	9,478 38	"	9,796 09	"
	86,185,583 86	71,384,031 30	14,911,485 34	179,446 38	86,116,070 26	69,513 60
Dépenses des exercices clos	2,177,978 85	2,177,978 85	"	"	2,177,978 85	"
TOTAUX des dépenses ordinaires	88,363,562 71	73,562,010 15	14,911,485 34	179,446 38	88,294,049 11	69,513 60
			14,732,038f 96c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	28,737,384f 40c	"	26,750,115f 66c	8,937f 20c	26,741,178f 46c	1,996,205f 94c
§ 2. *Entretien.*						
Matériel et dépses diverses de l'Admon centrle, des cons. génaux des ponts et chauss. et des mines, des comités et commons.	145,874 39	"	81,924 34	"	81,924 34	63,950 05
Matériel et dépenses diverses de l'Ecole des ponts et chaussées et de ses services annexes	55,944 44	"	41,294 40	"	41,294 40	14,650 04
Frais des bureaux des services des ponts et chaussées	968,586 93	"	583,768 49	"	583,768 49	384,818 44
Frais des bureaux des services des mines	87,357 65	"	41,038 26	"	41,038 26	46,319 39
Imprions et publions de l'Admon des Trav. publ. — Documents financiers. — Abonnemts. — Annales des ponts et chauss. et des mines. — Achats d'ouvrages et de cartes. — Reliures.	455,440 43	"	222,739 72	"	222,739 72	232,700 71
Routes et ponts. (Entretien et réparations ordinaires.)	30,824,055 23	"	25,809,548 06	4,754 20	25,804,793 86	5,019,261 37
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	"	2,250,000 00	"	2,250,000 00	750,000 00
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et réparations ordinaires.)	6,247,446 23	"	5,186,720 14	6,250 00	5,180,470 14	1,066,976 09
Nav. int. (Canaux.) — Trav. ordin. (Entr. et rép. ordin.)	5 873,774 71	"	4,966,321 39	1,450 00	4,964,871 39	908,903 32
Réfection du souterrain de Mauvages, sur le canal de la Marne au Rhin	1,500,000 00	"	1,435,851 54	"	1,435,851 54	64,148 46
Ports marit. — Trav. ordin. (Entret. et répar. ordin.)	7,739,346 85	"	6,496,594 53	30,734 39	6,465,860 14	1,273,486 71
Phares, fanaux balises et signaux divers. (Entretien et réparations ordinaires.)	1,572,593 78	"	1,285,228 75	"	1,285,228 75	287,365 03
Exploit. en régie d'outil. de navigat. (Formes de radoub dans les ports marit., touages dans les souter. de canaux.)	246,854 79	"	153,005 16	"	153,005 16	93,849 63
§ 3. *Dépenses diverses.*						
Matériel des mines. — Frais d'ét. des expér. concernt l'hygiène et la sécurité dans les mines, frais de sauvetage et frais de recherches minières	9,884 48	"	3,280 60	"	3,280 60	6,603 88
Remboursement des frais occasionnés par des travaux de sauvetage entrepris à la suite d'un éboulement dans les carrières d'Allassac	743 10	"	743 10	"	743 10	"
Comité de contentieux et comité consultif de réglt amiable des entreprses de trav. publ. et des marchés de fournres. — Frais judicres autres que ceux relatifs aux exproprons et au réglt des travaux. — Frais de procédure de déchéance et de mise en adjudon des concessions minières inexploitées.	53,975 00	"	35,618 59	"	35,618 59	18,356 41
Bonification des pensions de retraite des agents temporaires et agents auxiliaires assimilés	189,715 30	"	18,933 00	"	18,933 00	170,782 30
Bonificions des pensions de retraite des cantonniers de l'État.	490,686 70	"	479,808 50	"	479,808 50	10,878 20
Médailles aux cantonniers et agents inférieurs de l'administ. des trav. publics et des ch. de fer de l'État	2,976 96	"	1,826 31	"	1,826 31	1,150 65
Participation de la France dans les dépenses de l'Office central des transports internationaux par chemin de fer et du congrès international des chemins de fer	19,376 58	"	2,000 00	"	2,000 00	17,376 58
Partic. de la France dans les dép. de l'ass. inter. permanente des congrès de navig. et office nat. de la navigation	35,000 00	"	35.000 00	"	35,000 00	"
Particip. de la France dans les dépenses de l'assoc. internat. des congrès de la route et office national du tourisme.	45,000 00	"	45,000 00	"	45,000 00	"
Encouragements à la navigation aérienne	98,240 00	"	93,240 00	"	93,240 00	5,000 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	34,627 37	"	34,489 20	"	34,489 20	138 17
	88,434,885 32	"	76,054,089 74	52,125 79	76,001,963 95	12,432,921 37
Dépenses des exercices clos	1.212,862 68	"	1,212,862 68	"	1,212,862 68	"
TOTAUX des dépenses ordinaires.	89,647,748 00	"	77,266,952 42	52,125 79	77,214,826 63	12,432,921 37
			77,214,826f 63c			

Développement du Budget général. (Suite.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

EXERCICE 1911.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
§ 1er. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.						
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	4,416,928f 69c	727,818f 13c	3,689,110f 56c	//	4,416,928f 69c	//
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	44,300,000 00	22,678,843 32	21,621,156 68	//	44,300,000 00	//
Annuités dues au réseau racheté de l'Ouest	13,643,569 69	13,640,000 00	//	//	13,640,000 00	3,569f 69c
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée	44,995 15	44,995 15	//	//	44,995 15	//
Insuffisance des produits de l'exploitation du réseau racheté de l'Ouest	73,420,200 00	41,134,100 00	32,286,100 00	//	73,420,200 00	//
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	19,520,000 00	12,657,507 35	6,862,492 65	//	19,520,000 00	//
Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways	12,997,846 32	6,122,607 29	6,726,537 25	//	12,849,144 54	148,701 78
Subventions annuelles aux entreprises de services réguliers d'automobiles	32,989 18	//	32,989 18	//	32,989 18	//
Subvention à l'Algérie pour les dépenses de chemins de fer	16,800,000 00	16,800,000 00	//	//	16,800,000 00	//
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer tunisiens	1 430,000 00	1,430,000 00	//	//	1,430,000 00	//
§ 2. — Travaux.						
Routes nationales. — Construction de routes neuves et lacunes	568,422 54	506,167 96	62,254 70	0f 12c	568,422 54	//
Rectifications des routes nationales	236,270 76	116,955 55	119,312 96	//	236,268 51	2 25
Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs	1,831,909 41	1,236,057 07	591,460 81	//	1,827,517 88	4,391 53
Parachèvement des routes forestières de la Corse	25,000 00	5,510 29	19,489 71	//	25,000 00	//
Construction de ponts	1,228,702 85	848,383 12	378,872 16	//	1,227,255 28	1,447 57
Amélioration des rivières	3,696,167 07	2,952,378 89	746,849 82	4,893 58	3,694,335 13	1,831 94
Établissement et amélioration de canaux de navigation	22,957,926 55	20,159,023 34	2,796,505 88	1,137 03	22,954,392 19	3,534 36
Amélioration et extension des ports maritimes	34,823,814 81	30,032,566 68	4,625,511 94	27,355 55	34,630,723 07	193,091 74
A reporter	251,974,743 02	171,092,914 14	80,558,644 30	33,386 28	251,618,172 16	356,570 86

EXERCICE 1912.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
§ 1er. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.						
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	4,283,584f 42c	//	987,490f 33c	//	987,490f 33c	3,296,094f 09c
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	46,800,000 00	//	32,311,025 58	//	32,311,025 58	14,488,974 42
Annuités dues au réseau racheté de l'Ouest	14,376,519 68	//	13,511,432 92	//	13,511,432 92	865,086 76
Annuités dues à l'ancien réseau de l'État	123,000 00	//	//	//	//	123,000 00
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée	4,066 91	//	566 91	//	566 91	3,500 00
Insuffisance des produits de l'exploitation du réseau racheté de l'Ouest	81,911,539 63	//	78,040,000 00	//	78,040,000 00	3,871,539 63
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	26,800,000 00	//	21,360,335 01	//	21,360,335 01	5,439,664 99
Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways	11,035,000 00	//	6,041,251 04	//	6,041,251 04	4,993,748 96
Subventions annuelles aux entreprises de services réguliers d'automobiles	114,374 88	//	//	//	//	114,374 88
Subvention à l'Algérie pour les dépenses de chemins de fer	16,500,000 00	//	16,500,000 00	//	16,500,000 00	//
Subventions au gouvernement tunisien à titre de participation à la garantie d'intérêt du réseau de chemin de fer dit de la Medjerdah	1,399,000 00	//	1,399,000 00	//	1,399,000 00	//
§ 2. — Travaux.						
Routes nationales. — Construction de routes neuves et lacunes. — Études relatives à la création de routes du tourisme	535,926 93	//	440,885 93	//	440,885 93	95,041 00
Rectifications des routes nationales	262,323 01	//	175,802 02	//	175,802 02	86,520 99
Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs	3,259,383 12	//	2,321,001 51	//	2,321,001 51	938,381 61
Parachèvement des routes forestières de la Corse	25,000 00	//	5,207 50	//	5,207 50	19,792 50
Construction de ponts	1,082,422 14	//	834,417 32	//	834,417 32	248,004 82
Amélioration des rivières	3,304,752 12	//	2,581,943 57	//	2,581,943 57	722,808 55
Établissement et amélioration de canaux de navigation	24,837,880 36	//	22,052,674 90	//	22,052,674 90	2,785,205 46
Amélioration et extension des ports maritimes	44,996,785 08	//	40,415,433 67	11,000f 00c	40,404,433 67	4,592,351 41
A reporter	281,651,558 28	//	238,978,468 21	11,000 00	238,967,468 21	42,684,090 07

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. —

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	251,974,743f 02c	171,092,914f 14c	80,558,644f 30c	33,386f 28c	251,618,172f 16c	356,570f 86c
§ 2. — *Travaux.* (Suite.)						
Amélioration et extension du service des phares, fanaux, balises et signaux divers	958,278 69	854,416 27	106,826 89	3,399 59	957,843 57	435 12
Travx de défense contre la mer et contre les inondations.	438,611 50	290,991 38	147,632 12	12 00	438,611 50	//
Réparation des avaries causées par les tempêtes, orages et inondations	3,843,993 74	2,692,991 93	1,145,704 51	756 26	3,837,940 18	6,053 56
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	2,678,402 69	1,660,803 55	1,015,216 67	//	2,676,020 22	2,382 47
Travaux complémentaires du réseau de l'État	//	//	//	//	//	//
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	10,864,188 08	8,132,057 29	2,729,261 10	3,892 77	10,857,425 62	6,762 46
Études et travaux du chemin de fer d'Aïn-Sefra vers Igli.	46 08		46 08	//	46 08	//
§ 3. — *Dépenses diverses.*						
Nivellement général de la France. — Matériel et main-d'œuvre	40,541 67	39,521 09	6,693 04	5,701 00	40,513 13	28 54
Carte géologique de la France. — Entretien des bâtiments, chauffage, éclairage et dépenses diverses	2,717 53	1,099 20	1,575 13	//	2,674 33	43 20
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	14,201 53	14,201 53	//	//	14,201 53	//
TOTAUX des dépenses extraordinaires	270,815,724 53	184,778,996 38	85,711,599 84	47,147 90	270,443,448 32	372,276 21
			85,664,451f 94c			

RÉCAPITULATION

Dépenses ordinaires	88,363,562f 71c	73,562,010f 15c	14,911,485f 34	179,446f 38c	88,294,049f 11c	69,513f 60c
Dépenses extraordinaires	270,815,724 53	184,778,996 38	85,711,599 84	47,147 90	270,443,448 32	372,276 21
TOTAUX	359,179,287 24	258,341,006 53	100,623,085 18	226,594 28	358,737,497 43	441,789 81
			100,396,490f 90c			

2e SECTION. — POSTES

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX

Personnel de l'administration centrale	3,183,015f 81c	2,859,050f 06c	324,604f 67c	983f 83c	3,182,670f 90c	344f 91c
Matériel de l'administration centrale	313,888 30	227,629 55	87,821 31	1,960 56	313,490 30	398 00
	3,496,904 11	3,086,679 61	412,425 98	2,944 39	3,496,161 20	742 91
Dépenses des exercices clos	1,539,840 89	1,539,840 89	8 61	8 61	1,539,840 89	//
TOTAUX de la 3e partie	5,036,745 00	4,626,520 50	412,434 59	2,953 00	5,036,002 09	742 91
			409,481f 59c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)

DES MINISTÈRES. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Report	281,651,558f 28c	//	238,978,468f 21c	11,000f 00c	238,967,468f 21c	42,684,090f 07c
§ 2. — *Travaux.* (Suite.)						
Amélioration et extension du service des phares, fanaux, balises et signaux divers	1,377,665 88	//	1,217,924 62	11,473 83	1,206,450 79	171,215 09
Travaux de défense contre la mer et les eaux	667,342 22	//	481,945 82	//	481,945 82	185,396 40
Réparation des avaries causées par les orages, tempêtes, inondations	1,431,968 38	//	893,591 31	//	893,591 31	538,377 07
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	1,783,120 53	//	1,478,484 60	//	1,478,484 60	304,635 93
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les Compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	14,577,103 64	//	9,965,666 84	77,000 00	9,888,666 84	4,688,436 80
§ 3. — *Dépenses diverses.*						
Prix à accorder à la suite d'un concours à ouvrir en 1912 entre les idventeurs des divers appareils d'attelage automatique	10,000 00	//	//	//	//	10,000 00
Nivellement général de la France. — Matériel et main-d'œuvre	55,430 75	//	41,680 30	4,500 00	37,180 30	18,250 45
Carte géologique de la France. — Entretien des bâtiments, chauffage, éclairage et dépenses diverses	2,703 70	//	1,129 60	//	1,129 60	1,574 10
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	3,625 19	//	3,625 19	//	3,625 19	//
TOTAUX des dépenses extraordinaires	301,560,518 57	//	253,062,516 49	103,973 83	252,958,542 66	48,601,975 91
			252,958,542f 66c			

DES TRAVAUX PUBLICS.

Dépenses ordinaires	89,647,748f 00c	//	77,266,952f 42c	52,125f 79c	77,214,826f 63c	12,432,921f 37c
Dépenses extraordinaires	301,560,518 57	//	253,062,516 49	103,973 83	252,958,542 66	48,601,975 91
TOTAUX	391,208,266 57	//	330,329,468 91	156,099 62	330,173,369 29	61,034,897 28
			330,173,369f 29c			

ET TÉLÉGRAPHES.

DES MINISTÈRES.

Personnel de l'adon centr. — Traitements et salaires	3,039,677f 16c	//	2,784,489f 52c	4,818f 45c	2,779,671f 07c	260,006f 09c
Indemnités secours et pensions du personnel de l'administration centrale	135,425 36	//	104,266 11	//	104,266 11	31,159 25
Matériel de l'administration centrale	303,491 88	//	215,273 64	8,641 75	206,631 89	96,859 99
Dépenses des exercices périm. non frappées de déchéance.	33 38	//	33 38	//	33 38	//
	3,478,627 78	//	3,104,062 65	13,460 20	3,090,602 45	388,025 33
Dépenses des exercices clos	4.688,678 95	//	4,688,678 95	//	4,688,678 95	//
TOTAUX de la 3e partie	8,167,306 73	//	7,792,741 60	13,460 20	7,779,281 40	388,025 33
			7,779,281f 40c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

2e SECTION — POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
École professionnelle supérieure. — Personnel	151,593f 42c	141,909f 94c	9,683f 48c	//	151,593f 42c	//
École professionnelle supérieure. — Matériel	15,522 06	11,250 95	4,271 11	//	15,522 06	//
Inspect. génér. et serv. techniques. – Atel. de constr. – Contrôle. – Personnel des agents et sous-agents.	885,733 34	874,540 32	11,193 02	//	885,733 34	//
Exploitation. — Personnel des agents	83,018,788 43	82,600,177 72	419,144 54	4,861f 67c	83,014,460 59	4,327f 84c
Rétribution des agents non commiss. et frais d'aide.	4,295,876 33	4,067,707 87	229,355 27	1,721 66	4,295,341 48	534 85
Exploitation. — Personnel des sous-agents	60,455,685 11	59,574,302 84	880,099 13	1,635 90	60,452,766 07	2,919 04
Exploitation. — Sous-agents auxiliaires	7,584,245 92	7,326,151 46	258,104 98	254 86	7,584,001 58	244 34
Remises au personnel et à divers	5,134,868 25	4,231,264 60	903,221 19	173 60	5,134,312 19	556 06
Indemnités diverses	27,441,973 20	25,482,721 18	1,963,936 82	15,217 43	27,431,440 57	10,532 63
Chauss., habillt, équipt, frais de premier établissem.	6,918,003 64	6,363,112 64	555,678 94	1,966 71	6,916,824 87	1,178 77
Secours, frais médicaux et pharmaceutiques	949,630 27	829,980 33	120,066 87	1,581 22	948,465 98	1,164 29
Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier	10,526,166 05	6,977,835 49	3,332,964 59	1,019 75	10,309,780 33	216,385 72
Constr. d'immeubl. autorisées par des lois spéciales.	709,719 69	270,557 64	430,465 23	//	701,022 87	8,696 82
Matériel des bureaux	4,514,639 56	3,844,896 94	667,087 81	28,270 83	4,483,713 92	30,925 64
Impressions et publications	3,142,606 60	1,595,345 49	1,549,943 53	18,314 65	3,126,974 37	15,632 23
Atelier de fabric. et agence compt. des timb.-poste.	678,957 13	423,647 71	300,794 01	63,908 29	660,533 43	18,423 70
Transport postaux	18,572,170 27	14,159,091 53	4,408,841 18	14,828 40	18,553,104 31	19,065 96
Matériel des postes télégr. et téléph. – Trav. neufs.	4,643,460 01	2,219,775 83	2,451,278 90	39,887 62	4,631,167 11	12,292 90
Matériel des postes télégr. et téléph. — Entretien	2,266,414 81	1,260,779 94	1,030,538 13	27,307 80	2,264,010 27	2,404 54
Matériel des lignes télégr. et téléph. – Trav. neufs.	14,133,206 82	8,813,412 09	5,453,136 66	182,521 43	14,084,027 32	49,179 50
Matériel des lignes télégr. et téléph. — Entretien	5,366,331 51	3,137,418 55	2,545,568 38	324,907 06	5,358,079 87	8,251 64
Matériel des réseaux pneumatiques. — Trav. neufs	64,575 27	1,324 24	101,153 86	38,025 70	64,452 40	122 87
Matériel des réseaux pneumatiques. — Entretien	480,099 71	302,478 45	182,921 85	6,447 27	478,953 03	1,146 68
Transport et emballage du matériel	793,477 84	369,132 85	421,696 96	5,458 87	785,370 94	8,106 90
Personnel ouvrier des services techniques, de fabric., de vérification et de réparation du matériel	1,903,268 92	1,920,905 04	36,830 44	54,520 81	1,903,214 67	54 25
Personnel ouvrier de l'exploitation	14,814,334 73	14,816,988 50	459,022 09	463,733 88	14,812,276 71	2,058 02
Pensions de retraite et d'invalidité du personnel ouvrier et de certaines catégories d'auxiliaires.	547,760 08	488,431 62	60,084 91	989 76	547,526 77	233 31
Dépenses diverses	205,244 19	108,518 34	86,725 27	5,370 85	189,872 76	15,371 43
Participation de la France aux frais généraux des bureaux internationaux de Berne	10,125 00	//	10,125 00	//	10,125 00	//
Subvent. au serv. marit. entre la France et la Corse.	543,081 44	504,166 63	45,833 33	6,918 52	543,081 44	//
Subvention au serv. marit. des lignes de la Méditerr.	1,351,665 00	1,239,026 25	112,638 75	//	1,351,665 00	//
Subvention au serv. marit. entre Calais et Douvres.	459,999 96	421,666 63	38,333 33	//	459,999 96	//
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	10,763,002 68	9,160,289 43	1,602,713 25	//	10,763,002 68	//
Subvent. au serv. marit. de l'Indo-Chine et du Japon.	5,956,339 92	5,459,978 26	496,361 66	//	5,956,339 92	//
Subvention au service maritime entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse	1,430,686 41	1,230,674 22	126,980 96	249,373 14	1,108,282 04	322,404 37
Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,234,209 28	2,964,691 84	269,517 44	//	3,234,209 28	//
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,639 92	1,764,253 26	160,386 66	//	1,924,639 92	//
Subv. au serv. marit. de la côte occident d'Afrique.	265,999 92	237,833 26	25,166 66	//	262,999 92	3,000 00
Subvent. au service marit. du Brésil et de la Plata.	1,376,588 41	//	1,376,588 41	//	1,376,588 41	//
Subv. à la Cie française des câbles télégraph. pour l'exploitation des câbles sous-marins	200,000 00	150,000 00	50,000 00	//	200,000 00	//
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.	9,878 75	9,878 75	//	//	9,878 75	//
Cours d'instruction des surnuméraires	123,200 39	30,411 78	92,398 11	//	122,809 89	390 50
TOTAUX	307,863,770 24	275,386,530 41	33,280,852 71	1,559,217 68	307,108,165 44	755,604 80
			31,721,635f 03c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Payements.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
École professionnelle supérieure. — Personnel	135,046f 60c	//	134,346f 60c	//	134,346f 60c	700f 00c
École professionnelle supérieure. — Matériel	14,349 34	//	5,829 23	//	5,829 23	8,520 11
Inspection générale et services techniques. – Ateliers de construction. – Contrôle. – Personnel des agents et sous-agents	907,626 60	//	893,017 22	//	893,017 22	14,609 38
Exploitation. — Personnel des Agents	86,207,787 78	//	85,681,159 76	4,019 61	85,677,140 15	530,647 63
Rétrib. des agents non commissionnés et frais d'aide.	4,564,729 46	//	4,280,280 14	44 00	4,280,236 14	284,493 32
Exploitation. — Personnel des sous-agents	64,187,132 59	//	63,947,814 92	733 01	63,947,081 91	240,050 68
Exploitation. — Sous-agents auxiliaires	8,070,868 51	//	7,844,068 32	127 99	7,843,940 33	226,928 18
Remises au personnel et à divers	5,435,694 98	//	4,418,649 48	93 20	4,418,556 28	1,017,138 70
Indemnités diverses	29,342,994 75	//	27,394,182 82	14,881 63	27,379,301 19	1,963,693 56
Chaussures, habillement, équipement, frais de premier établissement	7,659,539 33	//	7,002,501 15	172 15	7,002,329 00	657,210 33
Secours, frais médicaux et pharmaceutiques	995,840 49	//	840,928 87	44 48	840,884 39	154,956 10
Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier	11,341,682 05	//	7,451,577 15	95 00	7,451,482 15	3,890,199 90
Constr. d'immeub. autorisées par des lois spéciales.	612,143 74	//	347,933 53	//	347,933 53	264,210 21
Matériel des bureaux	4,733,795 86	//	4,135,781 30	143,478 37	3,992,302 93	741,492 93
Impressions et publications	3,185,259 42	//	1,654,010 28	104,991 36	1,549,018 92	1,636,240 50
Atelier de fabric. et agence comptable des timbr.-post.	808,008 92	//	514,474 89	14,395 72	500,079 17	307,929 75
Transports postaux	20,662,932 75	//	17,239,410 16	6,736 75	17,232,673 41	3,430,259 34
Matériel des postes télégr. et téléph. — Trav. neufs.	7,886,339 89	//	3,101,783 54	30,235 92	3,071,547 62	4,814,792 27
Matériel des postes télégr. et téléph. — Entretien.	2,357,579 80	//	1,399,989 76	24,606 00	1,375,383 76	982,196 04
Matériel des lignes télégr. et téléph. — Trav. neufs.	23,281,023 71	//	14,309,494 00	422,304 40	13,887,189 60	9,393,834 11
Matériel des lignes télégr. et téléph. — Entretien.	6,464,430 54	//	5,093,215 72	320,487 95	4,772,727 77	1,691,702 77
Matériel des réseaux pneumatiques. — Trav. neufs.	321,680 63	//	71,374 56	//	71,374 56	250,306 07
Matériel des réseaux pneumatiques. — Entretien.	535,342 65	//	362,446 35	3 026 80	359,419 55	175,923 10
Transport et emballage du matériel	1,104,065 68	//	552,614 16	2,160 64	550,453 52	553,612 16
Salaires du pers. ouvrier des services techniques.	17,218,525 41	//	17,582,246 87	625,079 10	16,957,167 77	261,357 64
Indemnités diveres du pers. ouvrier et frais de déplacement des s.-agents affectés aux serv. techniques.	2,275,975 78	//	2,158,848 74	55,118 31	2,103,730 43	172,245 35
Pensions de retraite et d'invalidité du personnel ouvrier et de certaines catégories d'auxiliaires	591,002 18	//	520,076 00	863 96	519,212 04	71,790 14
Dépenses diverses	175,128 90	//	113,713 99	2,806 93	110,907 06	64,221 84
Cours d'instruction des surnumres. — Trait. et sal.	404,251 95	//	396,544 46	//	396,544 46	7,707 49
Cours d'instruction des surnumres. — Indemnités	103,115 32	//	98,270 16	//	98,270 16	4,845 16
Cours d'instruction des surnumres. — Matériel	14,697 12	//	251 44	//	251 44	14,445 68
Part contributive de la France aux frais généraux des bureaux internationaux de Berne	10,625 00	//	//	//	//	10,625 00
Subvent. au serv. marit. entre la France et la Corse. (Loi du 3 janvier 1903.)	493,576 43	//	366,666 64	//	366,666 64	126,909 79
Subvention au serv. marit. des lignes de la Méditerr.	1,228,197 54	//	1,229,356 91	144,447 21	1,084,909 70	143,287 84
Subvention au serv. marit. entre Calais et Douvres.	472,499 88	//	433,124 89	//	433,124 89	39,374 99
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	9,836,111 18	//	8,301,511 02	//	8,301,511 02	1,534,600 16
Subvention au serv. mar. de l'Indo-Chine et du Japon.	5,924,828 31	//	5,042,185 51	//	5,042,185 51	882,642 80
Subv. au serv. mar. entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse.	1,226,128 47	//	1,220,424 27	71,426 76	1,148,997 51	77,130 96
Subv. au serv. mar. de l'Australie et de la Nlle-Calédonie	2,948,079 72	//	2,528,308 95	//	2,528,308 95	419,770 77
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,640 00	//	1,751,944 74	//	1,751,944 74	172,695 26
Subvention au serv. mar. de la côte occid. d'Afrique.	265,999 92	//	234,833 26	//	234,833 26	31,166 66
Subvention au serv. marit. du Brésil et de la Plata.	1,370,463 71	//	1,266,138 73	//	1,266,138 73	104,324 98
Subvention à la compagnie française des câbles télégraph. pour l'exploitation des câbles sous-marins.	200,000 00	//	150,000 00	//	150,000 00	50,000 00
Frais d'exploitation du câble St-Louis-Ténériffe	90,916 66	//	68,416 66	//	68,416 66	22,500 00
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.	7,948 50	//	7,948 50	//	7,948 50	//
TOTAUX	337,598,608 05	//	302,147,695 65	1,992,377 25	300,155,318 40	37,443,289 65
			300,155,318f 40c			

Développement du Budget général. (Suite.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1911.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1912.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

2e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

Exercice 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Remboursements sur produits des postes, des télégraphes et des téléphones	10,851,166f 53c	9,526,699f 89c	1,324,466f 64c	//	10,851,166f 53c	//
Répartition de produits d'amendes	193 30	193 30	//	//	193 30	//
TOTAL de la 5e partie	10,851,359 83	9,526,893 19	1,324,466 64	//	10,851,359 83	//
			1,324,466f 64c			

Exercice 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Opérations de l'année 1912. Payements.	Opérations de l'année 1912. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1913.
Remboursements sur produits des postes, des télégraphes et des téléphones	12,248,132f 37c	//	10,292,084f 23c	//	10,292,084f 23c	1,956,048f 14c
Répartition de produits d'amendes	226 66	//	226 66	//	226 66	//
TOTAL de la 5e partie	12,248,359 03	//	10,292,310 89	//	10,292,310 89	1,956,048 14
			10,292,310f 89c			

RÉCAPITULATION DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Exercice 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer
3e PARTIE. — Services généraux des ministères	5,036,745f 00c	4,626,520f 50c	412,434f 59c	2,953f 00c	5,036,002f 09c	742f 91c
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc.	307,863,770 24	275,386,530 41	33,280,852 71	1,559,217 68	307,108,165 44	755,604 80
5e PARTIE. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	10,851,359 83	9,526,893 19	1,324,466 64	//	10,851,359 83	//
TOTAL GÉNÉRAL	323,751,875 07	289,539,944 10	35,017,753 94	1,562,170 68	322,995,527 36	756,347 71
			33,455,583f 26c			

Exercice 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer
3e PARTIE. — Services généraux des ministères	8,167,306f 73c	//	7,792,741f 60c	13,460f 20c	7,779,281f 40c	388,025f 33c
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc.	337,598,608 05	//	302,147,695 65	1,992,377 25	300,155,318 40	37,443,289 65
5e PARTIE. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	12,248,359 03	//	10,292,310 89	//	10,292,310 89	1,956,048 14
TOTAL GÉNÉRAL	358,014,273 81	//	320,232,748 14	2 005,837 45	318,226,910 69	39,787,363 12
			318,226,910f 69c			

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Exercice 1911.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer
1re SECTION. — Travaux publics	359,179,287f 24c	258,341,006f 53c	100,623,085f 18	226,594f 28c	358,737,497f 43c	441,789f 81c
2e SECTION. — Postes et télégraphes	323,751,875 07	289,539,944 10	35,017,753 94	1,562,170 68	322,995,527 36	756,347 71
TOTAUX	682,931,162 31	547,880,950 63	135,640,839 12	1,788,764 96	681,733,024 79	1,198,137 52
			133,852,074f 16c			

Exercice 1912.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES	Opérations antérieures au 1er janvier 1912.	Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer
1re SECTION. — Travaux publics	391,208,266f 57c	//	330,329,468f 91c	156,099f 62c	330,173,369f 29c	61,034,897f 28c
2e SECTION. — Postes et télégraphes	358,014,273 81	//	320,232,748 14	2,005,837 45	318,226,910 69	39,787,363 12
TOTAUX	749,222,540 38	//	650,562,217 05	2,161,937 07	648,400,279 98	100,822 260 40
			648,400,279f 98c			

Développement des annulations de payements constatées sur les dépenses des Ministères.

EXERCICE 1911.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1912. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Minist. pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1911.
1re Partie. — *Dette publique.*							
Ministère des finances	″	8,211f 96c	″	2,112,133f 25c	″	2,120,345f 21c	2,120,345f 21c
3e Partie. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère des finances	162,082f 28c	8,322 48	170f 00c	14,719 33	83,743f 89c	106,955 70	269,037 98
Ministère de la justice	9,893 85	37,389 56	14,753 13	3,254 20	″	55,396 89	65,290 74
Ministère des affaires étrangères	64,722 04	42,203 44	45 75	1,200 00	″	43,449 19	108,171 23
Ministère de l'intérieur	3,841 83	141,311 29	6,818 37	″	″	148,129 66	151,971 49
Ministère de la guerre. — Troupes métropolit.	127,080,060 04	16,405,704 43	1,045,382 27	116,705,823 19	″	134,156,909 89	261,236,969 93
Ministère de la guerre. — Troupes coloniales	1,074,842 02	802,825 12	68,915 03	6,114,551 55	″	6,986,291 70	8,061,133 72
Ministère de la guerre. — Constructions et matériel neufs. — Approv. de réserve	610,307 30	119,050 34	107,313 38	710,708 33	″	937,072 05	1,547,379 35
Ministère de la marine	6,550,232 52	1,602,374 17	999,952 00	7,672,250 95	″	10,274,577 12	16,824,809 64
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Instruction publique	26,065 24	322,097 04	″	7,862 18	″	329,959 22	356,024 46
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Beaux-arts	33,812 16	12,182 96	11,863 13	15,037 74	″	39,083 83	72,895 99
Ministère du comm. et de l'industrie	59,231 80	47,479 76	″	23,871 31	″	71,351 07	130,582 87
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	30,559 93	11,161 31	2,400 00	″	″	13,561 31	44,121 24
Ministère des colonies	599,325 42	2,494,175 75	462,982 02	932,632 39	″	3,889,790 16	4,489,115 58
Ministère de l'agriculture	56,499 39	45,174 35	250 00	27,474 30	″	72,898 65	129,398 04
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Travaux publics. — Dépenses ordinaires	50,748 14	87,195 52	64,421 83	27,829 03	″	179,446 38	230,194 52
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Travaux publics. — Dépenses extraordin.	775,072 68	13,690 54	30,057 77	3,399 59	″	47,147 90	822,220 58
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	43,575 30	2,944 39	″	8 61	″	2,953 00	46,528 30
4e Partie. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	36,467 95	46,693 21	45 00	″	″	46,738 21	83,206 16
Ministère de l'agriculture	4,800 00	6,541 70	8,509 91	7,294 80	″	22,346 41	27,146 41
Ministère des trav. publ. des postes et des télégr. — Postes et télégr.	2,640,987 56	1,135,066 35	185,115 05	239,036 28	″	1,559,217 68	4,200,205 24
5e Partie. — *Remboursements, restitutions et non-valeurs.*							
Ministère des finances	1,636 36	9,228 70	″	12,194 07	″	21,422 77	23,059 13
Totaux	39,914,763 81	23,401,024 37	3,008,994 64	134,631,281 10	83,743 89	161,125,044 00	301,039,807 81

EXERCICE 1912.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1912.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1912. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1912.
1re Partie. — *Dette publique.*							
Ministère des finances	″	24,833f 29c	″	73f 20c	″	24,906f 49c	24,906f 49c
3e Partie. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère des finances	″	3,405 45	385f 00c	″	185,905f 53c	189,695 98	189,695 98
Ministère de la justice	″	20,723 34	5,042 01	9,237 18	″	35,002 53	35,002 53
Ministère des affaires étrangères	″	26,100 98	1,874 06	″	″	27,975 04	27,975 04
Ministère de l'intérieur	″	6,960 48	5,800 00	″	″	12,760 48	12,760 48
Ministère de la guerre. — Troupes métropolitaines	″	17,846,029 32	3,167,948 90	98,087,210 23	″	119,101,188 45	119,101,188 45
Ministère de la guerre. — Troupes coloniales	″	699,041 86	83,939 37	416,316 99	″	1,199,298 22	1,199,298 22
Ministère de la guerre. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	″	432,470 60	1,903,323 19	135,240 00	″	2,471,033 79	2,471,033 79
Ministère de la marine	″	946,605 78	1,099,527 58	5,861,913 28	″	7,908,046 64	7,908,046 64
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Instruction publique	″	7,838 45	5,500 00	″	″	13,338 45	13,338 45
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Beaux-Arts	″	27,316 17	33 62	″	″	27,349 79	27,349 79
Ministère du commerce et de l'industrie	″	4,153 01	8,132 33	″	″	12,285 34	12,285 34
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	″	29,813 57	2,400 00	3,830 70	″	36,044 27	36,044 27
Ministère des colonies	″	2,281,008 62	276,517 36	107,892 31	″	2,665,418 29	2,665,418 29
Ministère de l'agriculture	″	42,833 06	7,500 00	″	″	50,333 06	50,333 06
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Travaux publics. — Dépenses ordinaires	″	10,290 53	40,931 06	904 20	″	52,125 79	52,125 79
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	″	″	103,973 83	″	″	103,973 83	103,973 83
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	″	12,226 87	″	1,233 33	″	13,460 20	13,460 20
4e Partie. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	″	84,128 96	″	″	″	84,128 96	84,128 96
Ministère de l'agriculture	″	″	8,188 71	″	″	8,188 71	8,188 71
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	″	954,153 73	808,229 13	229,994 39	″	1,992,377 25	1,992,377 25
5e Partie. — *Remboursements restitutions et non-valeurs.*							
Ministère des finances	″	33 52	″	″	″	33 52	33 52
Total	″	23,459,967 59	7,529,246 15	104,853,845 81	185,905 53	136,028,965 08	136,028,965 08

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1912.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	247,106f 85c	″	335,473f 33c	1,585,573f 96c	13,196,181f 77c	15,364,335f 91c
Aisne	503,479 51	″	1,179,078 94	2,755,509 35	27,352,906 76	31,790,974 56
Allier	290,837 04	″	363,258 41	1,990,695 08	12,601,284 72	15,246,075 25
Alpes (Basses-)	124,853 62	″	172,236 75	873,353 74	8,951,666 76	10,122,110 87
Alpes (Hautes-)	105,492 64	″	143,220 25	701,028 58	11,358,169 16	12,307,910 63
Alpes-Maritimes	346,256 99	1,283,148f 77c	1,547,398 48	3,182,719 51	23,180,318 19	29,539,841 94
Ardèche	206,440 83	″	273,049 29	1,316,488 84	11,705,473 02	13,501,451 98
Ardennes	294,907 11	1,987,519 26	414,729 61	1,596,607 79	20,338,742 02	24,632,505 79
Ariège	147,187 38	″	178,291 90	792,019 75	10,988,608 33	12,106,107 36
Aube	239,997 16	″	346,423 10	1,351,852 80	15,132,814 76	17,071,087 82
Aude	273,593 92	″	533,605 35	1,812,071 29	15,032,166 22	17,651,436 78
Aveyron	275,914 97	″	359,862 41	1,565,913 77	14,448,482 18	16,650,173 33
Bouches-du-Rhône	906,843 56	4,943,777 63	5,550,403 15	8,464,765 97	72,246,307 73	92,112,098 04
Calvados	509,000 20	405,046 53	651,232 97	2,447,619 31	23,340,457 67	27,353,356 68
Cantal	166,197 10	″	210,976 03	1,120,725 73	8,183,715 04	9,681,613 90
Charente	253,273 56	″	501,004 47	1,510,546 28	28,214,737 28	30,479,561 59
Charente-Inférieure	334,416 20	1,083,544 07	587,428 33	2,159,421 01	40,730,606 35	44,895,415 96
Cher	235,515 27	″	294,245 95	1,442,576 15	26,508,187 50	28,480,524 87
Corrèze	186,435 18	″	310,637 47	1,198,087 87	12,176,487 36	13,871,647 88
Corse	271,670 07	474,770 15	″	1,138,649 24	18,749,043 15	20,634,132 61
Côte-d'Or	366,908 89	″	1,891,147 38	2,418,131 13	24,584,630 81	29,260,818 21
Côtes-du-Nord	317,079 03	″	437,894 79	1,670,954 63	21,370,302 15	23,796,230 60
Creuse	158,264 14	″	197,660 71	1,019,795 29	8,340,374 68	9,716,094 82
Dordogne	302,932 24	″	4,137,533 68	1,830,935 53	13,745,533 49	20,016,934 94
Doubs	317,401 07	1,553,376 06	448,377 69	1,780,737 83	24,860,427 78	28,960,320 43
Drôme	206,240 79	″	336,153 27	1,752,511 60	17,091,920 94	19,386,826 60
A reporter	7,588 245 32	11,731,182 47	21,401,323 71	49,479,292 03	524,429,545 82	614,629,589 35

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1912. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	7,588,245f 32c	11,731,182f 47c	21,401,323f 71c	49,479,292f 03c	524,429,545f 82c	614,629,589f 35c
Eure	410,436 71	″	472,567 27	1,766,196 69	15,290,840 11	17,940,040 78
Eure-et-Loir	256,765 11	″	323,045 48	1,586,041 64	13,008,551 38	15,174,403 61
Finistère	472,316 83	902,760 15	2,053,898 33	2,067,140 84	92,801,793 43	98,297,909 58
Gard	278,821 01	″	616,730 34	1,941,779 89	21,751,110 82	24,588,442 06
Garonne (Haute-)	462,122 38	1,059,667 97	1,990,026 13	3,075,849 68	33,154,964 19	39,742,630 35
Gers	172,575 90	″	321,071 00	1,083,351 70	10,355,386 77	11,932,385 37
Gironde	732,709 33	2,348,555 13	6,890,666 68	6,740,157 87	54,536,136 75	71,248,225 76
Hérault	425,677 26	977,742 67	1,117,625 09	2,731,217 38	30,409,363 14	35,661,625 54
Ille-et-Vilaine	390,819 63	1,167,068 55	830,478 38	2,227,977 95	31,987,802 35	36,604,146 86
Indre	206,577 50	″	2,056,471 19	1,334,830 88	9,816,325 03	13,414,204 60
Indre-et-Loire	292,753 51	″	339,032 99	2,153,230 22	20,508,318 30	23,293,335 02
Isère	467,760 86	″	4,546,782 07	2,665,312 40	31,187,576 66	38,867,431 99
Jura	212,933 39	″	417,136 19	1,492,869 72	13,432,740 16	15,555,679 46
Landes	187,470 07	″	506,842 28	1,231,376 14	8,814,451 56	10,740,140 05
Loir-et-Cher	216,067 40	″	283,755 27	1,350,981 23	10,845,388 71	12,696,192 61
Loire	468,372 36	″	629,937 68	2,485,815 28	34,747,322 20	38,331,447 52
Loire (Haute-)	198,149 73	″	231,600 78	1,077,551 79	7,833,710 74	9,341,013 04
Loire-Inférieure	481,383 31	2,989,938 58	2,641,149 38	2,644,491 77	58,784,153 68	67,541,116 72
Loiret	284,338 57	″	1,510,457 15	2,071,713 71	24,626,787 59	28,493,297 02
Lot	156,855 85	″	3,227,026 38	878,837 06	7,504,920 98	11,767,640 27
Lot-et-Garonne	230,543 04	″	4,853,268 51	1,480,389 42	13,674,924 96	20,239,125 93
Lozère	121,753 58	″	120,121 55	813,454 12	5,814,434 03	6,869,763 28
Maine et-Loire	430,136 55	″	1,641,500 55	1,859,152 96	25,859,592 34	29,790,382 40
A reporter	15,145,585 20	21,176,915 52	59,022,514 38	96,239,012 37	1,101,176,141 70	1,292,760,169 17

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1912. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS DES POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	15,145,585f 20c	21,176,915f 52c	59,022,514f 38c	96,239,012f 37c	1,101,176,141f 70c	1,292,760,169f 17c
Manche	444,715 99	593,181 97	525,567 96	1,933,418 64	61,249,731 74	64,746,616 30
Marne	418,148 88	"	688,355 21	2,676,940 80	43,075,031 66	46,858,476 55
Marne (Haute-)	205,775 57	"	283,395 59	1,305,408 18	13,314,298 65	15,108,877 99
Mayenne	234,726 42	"	348,892 34	1,048,357 25	8,369,289 12	10,001,265 13
Meurthe-et-Moselle	572,591 86	1,903,299 28	2,552,114 84	2,778,011 86	55,892,716 26	63,698,734 10
Meuse	261,702 78	"	370,027 62	1,313,529 37	44,364,861 92	46,310,121 69
Morbihan	294,884 91	502,463 78	418,131 23	1,412,382 25	53,711,158 40	56,339,020 57
Nièvre	225,108 43	"	299,600 65	1,452,459 33	19,668,508 71	21,645,677 12
Nord	1,273,509 41	6,280,013 64	6,388,065 06	7,238,227 01	82,281,900 47	103,461,715 59
Oise	387,027 09	"	1,579,464 12	2,375,749 46	25,041,581 69	29,383,822 36
Orne	338,278 05	"	411,963 05	1,588,569 93	13,098,761 74	15,437,572 77
Pas-de-Calais	751,497 92	1,684,833 06	2,966,054 59	3,329,829 79	43,522,049 77	52,254,265 13
Puy-de-Dôme	357,123 28	"	1,715,829 15	2,380,689 00	25,422,702 20	29,876,343 63
Pyrénées (Basses-)	280,107 16	1,443,178 89	437,449 92	2,043,208 32	22,908,262 11	27,112,206 40
Pyrénées (Hautes-)	180,958 93	"	306,832 15	1,099,087 62	20,818,079 83	22,404,958 53
Pyrénées-Orientales	150,866 90	"	305,893 10	1,087,028 45	13,391,937 15	14,935,725 60
Territoire de Belfort. (Haut-Rhin.)	"	1,655,651 05	"	"	17,093,028 34	18,748,679 39
Rhône	861,071 86	1,801,593 57	2,361,660 11	5,982,053 10	57,115,967 27	68,122,345 91
Saône (Haute-)	322,175 05	"	959,954 59	1,700,944 09	13,384,615 81	16,367,689 54
Saône-et-Loire	385,402 81	"	869,800 12	2,459,358 41	20,819,835 67	24,534,397 01
Sarthe	305,259 30	"	1,663,651 97	1,802,691 24	20,669,156 52	24,440,759 03
Savoie	198,168 09	1,779,436 40	1,051,009 52	1,364,061 23	16,743,481 78	21,136,157 02
Savoie (Haute-)	202,972 18	"	874,536 74	1,346,561 92	11,079,045 06	13,503,115 90
Seine	8,278,332 67	2,442,614 84	19,909,334 81	77,451,813 27	7,777,627 47	115,859,723 06
A reporter	32,075,990 74	41,263,182 00	106,310,098 82	223,409,392 89	1,811,989,771 04	2,215,048,435 49

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1912. (Fin.)

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, des domaines et du timbre.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	32,075,990f 74c	41,263,182f 00c	106,310,098f 82c	223,409,392f 89c	1,811,989,771f 04c	2,215,048,435f 49c
Seine-Inférieure	883,369 23	3,181,026 58	4,269,187 80	4,950,034 53	69,066,001 50	82,349,619 64
Seine-et-Marne	416,808 61	"	683,076 55	1,890,244 41	27,117,265 77	30,107,395 34
Seine-et-Oise	824,587 13	"	1,084,183 17	4,078,471 00	62,892,405 65	68,879,646 95
Sèvres (Deux-)	197,898 19	"	332,457 67	1,276,056 17	11,887,791 12	13,694,203 15
Somme	491,937 49	"	914,198 65	2,383,174 72	27,144,377 54	30,933,688 40
Tarn	220,898 27	"	303,109 95	1,188,125 12	13,704,752 87	15,416,886 21
Tarn-et-Garonne	146,599 23	"	175,387 74	874,341 56	10,043,762 88	11,240,091 41
Var	308,020 34	"	417,686 08	1,841,968 14	120,015,190 52	122,589,865 08
Vaucluse	189,895 83	"	418,019 75	1,402,814 64	12,123,475 32	14,134,205 54
Vendée	232,021 29	"	295,455 72	1,285,485 84	13,401,732 52	15,214,695 37
Vienne	239,385 58	"	291,225 38	1,391,512 96	17,943,817 54	19,865,941 46
Vienne (Haute-)	236,874 43	"	2,014,214 65	1,785,257 03	17,401,423 05	21,437,769 16
Vosges	306,731 95	"	438,077 01	1,832,715 48	29,273,563 58	31,851,088 02
Yonne	298,797 31	"	414,312 91	1,868,515 66	15,957,028 38	18,538,654 26
TOTAUX	37,069,815 62	44,444,208 58	118,360,691 85	251,465,110 15	2,259,962,359 28	2,711,302,185 48

Caissier-payeur central du Trésor public	1,785,364,929 64
Agents comptables du Trésor	17,288,117 34
Payeurs des armées	79,254,403 33
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes	121,114,383 55
Trésoriers-payeurs des colonies	79,000,475 57
Agent comptable des virements de comptes (*à déduire*)	*26,213,816 17*
TOTAL GÉNÉRAL des payements effectués pendant l'année 1912	4,767,110,678 74

COMPTE DE TRÉSORERIE

POUR L'ANNÉE 1912

NOTE

SUR LE COMPTE DE TRÉSORERIE.

Ainsi que l'a indiqué la note sur le *Compte des opérations de l'année*, les recettes et les payements qui ont eu lieu sur tous les services pendant l'année 1912, après avoir été d'abord récapitulés dans ce premier document pour être rapprochés par la Cour des comptes des résultats de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables, doivent être ensuite détaillés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes. En conséquence, les développements des contributions et revenus publics et des dépenses publiques qui précèdent sont suivis de celui des opérations de trésorerie, pour compléter l'ensemble de la gestion.

Cette partie du *Compte général de l'Administration des finances* a pour objet d'exposer, dans tous leurs détails, les émissions et les remboursements d'effets à payer, les recettes et les dépenses en compte courant, ainsi que les mouvements de fonds qui ont eu lieu, tant pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État, pendant le cours de l'année, et pour assurer dans toutes les localités l'acquittement ponctuel des dépenses publiques, que pour régulariser, en recette et en dépense, les opérations faites par les comptables pour le compte de leurs correspondants. En outre, elle résume le mouvement du service financier de l'année, en faisant connaître, pour chaque branche d'opérations, les excédents de recettes à l'aide desquels ce service a été effectué ou les excédents de dépenses auxquels il a pourvu; enfin, cet ensemble de résultats se trouve justifié par la différence en augmentation ou en diminution qu'ont éprouvée les encaisses des comptables.

Indépendamment de la description détaillée de toutes les recettes et de toutes les dépenses de trésorerie pendant l'année, ainsi que des excédents qui en sont la conséquence, le présent compte comprend la situation de chaque service, c'est-à-dire les excédents de recette et de dépense au 1er janvier de l'année, lesquels, combinés avec ceux de l'année courante, justifient les soldes au 31 décembre 1912. On a ainsi sous les yeux un ensemble qui dispense de recourir à la *Situation générale du Trésor* lorsqu'on veut connaître le résultat définitif de chaque service et qui permet de n'y relater que le résumé sommaire des opérations qui influent sur elle.

RÉSULTATS DU COMPTE DE TRÉSORERIE PENDANT L'ANNÉE 1912.

Le compte de trésorerie faisait ressortir au 1er janvier 1912, sur l'ensemble des services, un solde en excédent de recettes, représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables à la même époque, montant à		3,246,771,386f 43c
Les opérations de l'année 1912 se sont élevées, en recettes, à	65,798,194,889f 99c	
et en dépenses, à	65,661,418,291 66	
Elles font donc ressortir un excédent de recettes de	136,776,598 33	136,776,598 33
En rapprochant ces deux termes, on obtient, pour résultat final, au 1er janvier 1913, un solde en excédent de recettes de		3,383,547,984 76

représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 31 décembre 1912.

Ce résultat est développé dans la *Situation générale de l'Administration des finances*, pages 560 à 564.

L'état général placé à la suite de la présente note résume, en recette et en dépense, le mouvement des opérations de trésorerie pendant l'année 1912.

On a cru devoir annexer au compte de trésorerie : 1° le relevé, par département, de l'ensemble des recettes et des dépenses que tous les comptables des finances ont effectuées sur le service des budgets et sur les *Services spéciaux du Trésor* pendant l'année 1912. Ce relevé fait ressortir l'excédent qui en est résulté, dans chaque département, pour les services de trésorerie, soit à leur avantage, soit à leur charge, et explique son effet sur les opérations de trésorerie, 2° le développement, pour l'année 1912, des bons du Trésor et de divers effets à payer.

Etat général présentant le mouvement des opérations de recettes et de payements pendant l'année 1912.

PAGES de RENVOI aux développements.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
236 et 237	SERVICE DES BUDGETS	631,990,443f 93c	162,359,143f 89c	(A) 4,856,422f,055 85c	4,908,240,783f 23c	580,171,716f 55c	631,990,443f 93c	565,162,463f 89c	147,349,891f 23c	
		469,631,300f 04c		51,818,727f 38c		51,818,727f 38c		417,812,572f 66c		
	SERVICES DE TRESORERIE.									
238 à 241	Services spéciaux du Trésor	398,097,092f 87c	9,595,757,245f 92c	1,061,665,107f 05c	1,031,689,849f 92c	399,949,783f 73c	369,974,526f 60c	551,947,753f 25c	9,719,632,649f 17	
240 et 241	Découverts et avances du Trésor	″	1,067,425,049 22	″	(B) 15,009,252 66	″	15,009,252 66	″	1,082,434,301 88	(A) Y compris une opération administrative de régularisation s'élevant à 15,009,252 fr. 66 (voir page 235). (B) Opération administrative de régularisation.
242 et 243	Effets à payer	9,626,621,614 18	″	2,056,177,525 92	1,893,175,969 08	395,379,444 00	232,377,887 16	9,789,623,171 02	″	
244 à 265	Correspondants du Trésor	3,642,663,448 34	293,380,456 52	19,933,639,915 98	19,808,536,581 12	493,794,508 86	368,691,174 00	3,765,047,831 73	290,661,505 05	
266 à 303	Correspondants des comptables des finances	1,039,017,124 30	546,723,125 87	18,727,252 037 34	18,865,771,653 02	96,534,226 14	235,053,841 82	982,375,083 09	628,600,700 34	
304 et 305	Fonds particuliers des comptables des finances	31,872,860 10	169,905 06	879,402,239 22	876,578,191 31	2,824,047 91	″	34,680,755 57	153,752 62	
306 à 315	Avances pour divers services	32,366 77	515,450,521 63	1,005,014,260 56	969,724,830 52	204,933,651 39	169,644,221 35	319,212 09	480,447,936 91	
316 et 317	Débets de comptables	″	1,121,176 72	128,392 05	195,714 57	3,129 22	70,451 74	″	1,188,499 24	
319 à 335	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	121,531,184 43	62,668,123 66	17,278,493,356 02	17,292,495,466 23	48,715,313 67	62,717,423 88	89,535,771 69	44,674,821 13	
	TOTAUX des services de trésorerie	14,859,835,690 99	12,082,695,604 60	60,941,772,834 14	(A) 60,753,177,508 43	1,642,134,104 92	1,453,538,779 21	15,213,529,578 44	12,247,794,166 34	
		2,777,140,086f 39c		188,595,325f 71c		188,595,325f 71c		2,965,735,412f 10c		
	TOTAUX GÉNÉRAUX	15,491,826,134f 92c	12,245,054,748f 49c	(A) 65,798,194,889f 99c	(A) 65,661,418,291f 66c	2,222,305,821f 47c	2,085,529,223f 14c	15,778,692,042f 33c	12,395,144,057f 57c	
		3,246,771,386f 43c		136,776,598f 33c		136,776,598f 33c		3,383,547,984f 76c		
	VALEURS de caisse et de portefeuille	″ 15,491,826,134f 92c	3,246,771,386f 43c 15,491,826,134 92	Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille			136,776,598f 33c	″ 15,778,692,042 33	3,383,547,984f 76c 15,778,692,042 33	

État présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1912.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.
SERVICE DES BUDGETS.								
Budget de l'exercice 1906	"	15,009,252f 66c	(B) 15,009,252f 66c	"	15,009,252f 66c	"	"	"
Budget de l'exercice 1908	"	(A) 54,144,568 62	"	"	"	"	"	(A) 54,144,568f 62c
Budget de l'exercice 1909	"	(A) 45,177,502 30	"	"	"	"	"	(A) 45,177,502 30
Budget de l'exercice 1910	"	(A) 48,027,820 31	"	"	"	"	"	(A) 48,027,820 31
Budget de l'exercice 1911	490,860,339f 44c	"	100,570,779 63	591,431,119f 07c	"	490,860,339f 44c	"	"
Budget de l'exercice de 1911 (prélèvement de l'excédent de recettes de l'exercice 1911 à attribuer à divers services) [Loi du 17 février 1912]	141,130,104 49	"	"	(C) 141,130,104 49	"	(C) 141,130,104 49	"	"
Totaux des budgets antérieurs à 1912	631,990,443 93	162,359,143 89	115,580,032 29	732,561,223 56	15,009,252 66	631,990,443 93	"	147,349,891 23
	469,631,300f 04c		616,981,191f 27c		616,981,191f 27c		147,349,891f 23c	
Budget de l'exercice 1912	"	"	4,740,842,023f 56c	4,175,679,559f 67c	565,162,463f 89c	"	565,162,463f 89c	"
	"		565,162,463f 89c		565,162,463f 89c		565,162,463f 89c	
Totaux du service des budgets	631,990,443f 93c	162,359,143f 89c	4,856,422,055f 85c	4,908,240,783f 23c	580,171,716f 55c	631,990,443f 93c	565,162,463f 89c	147,349,891f 23c
	469,631,300f 04c		51,818,727f 38c		51,818,727f 38c		417,812,572f 66c	

OBSERVATIONS.

(A) On continue à laisser figurer aux divers budgets où ils ressortent les excédents de dépenses dont l'application aux découverts, quoique proposée dans les projets de loi de règlement, ne peut être effectuée définitivement par l'Administration des finances qu'après le vote par le Parlement des lois des comptes de ces budgets.

(B) Opération administrative.

(C) Exercice 1911. — Cet exercice, qui présentait au 1er janvier 1912 un excédent de recettes sur les dépenses de 631,990,443f 93 fait ressortir un excédent final de recette de 141,130,104 fr. 49.

Cet excédent de recettes a été appliqué au crédit du compte spécial : *Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914.*

État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR *pendant l'année 1912.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents.		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.				SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents.		NUMÉROS D'ORDRE.	OBSERVATIONS.
				RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS					
		de recettes.	de dépenses.			de recettes.	de dépenses.	de recettes.	de dépenses.		
	§ 1er.										
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	117,224,408f 58c	″	4,627,650f 61c	16,818,380f 62c	″	12,190,730f 01c	105,033,678f 57c	″	1	
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	18,034,342 52	″	71,796,821 45	73,555,021 32	″	1,758,199 87	16,276,142 65	″	2	
3	Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	68,194 25	″	790,835 58	796,538 22	″	5,702 64	62,491 61	″	3	
4	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	2,121,604 60	″	66,384 10	214,248 63	″	147,864 53	1,973,740 07	″	4	
5	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	220,873 23	″	″	1,997 84	″	1,997 84	218,875 39	″	5	
6	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	1,166,284 62	″	4,041,916 82	3,987,828 87	54,087f 95c	″	1,220,372 57	″	6	
7	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	″	″	6,639,818 39	à déd. *7,204,560 56*	13,844,378 95	″	13,844,378 95	″	7	
8	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France	36,372,000 56	″	2,859,716 00	17,909,350 56	″	15,049,634 56	21,322,366 00	″	8	
9	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	186,763,575 22	″	″	5,712,170 42	″	5,712,170 42	181,051,404 80	″	9	
10	Produit de l'émission d'obligations à court terme. — Remboursements de cautionnements (Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)	35,000,000 00	″	″	″	″	″	35,000,000 00	″	10	
11	Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction ou agrandissement de maisons d'école et à des subsides pour location	94,702 62	″	109,195 55	″	109,195 55	″	203,898 17	″	11	
12	Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	″	″	12,500 00	12,500 00	″	″	″	″	12	
13	Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	267,399 31	″	562,448 12	600,000 00	″	37,551 88	229,847 43	″	13	
14	Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902	763,707 36	″	5,476,505 52	4,579,740 87	896,764 65	″	1,660,472 01	″	14	
15	Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912)	″	″	301,800,000 00	301,800,000 00	″	″	″	″	15	
16	Avances de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France	″	″	20,000,000 00	″	20,000,000 00	″	20,000,000 00	″	16	
17	Versement au Trésor de la valeur des billets à impression bleue de la Banque de France	″	″	5,000,000 00	″	5,000,000 00	″	5,000,000 00	″	17	
18	Avance de 2 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie	″	″	2,000,000 00	″	2,000,000 00	″	2,000,000 00	″	18	
19	Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	″	″	299,850,085 03	153,000,000 00	146,850,085 03	″	146,850,085 03	″	19	
20	Avance au budget local de la Guadeloupe pour réparer les dégâts du tremblement de terre du 29 avril 1897	″	1,000,000f 00c	″	″	″	″	″	1,000,000f 00c	20	
21	Avance au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27-28 février 1898	″	450,000 00	25,000 00	″	25,000 00	″	″	425,000 00	21	
22	Prêts faits à l'industrie	″	720,183 52	″	″	″	″	″	720,183 52	22	
23	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	″	24,619,034 61	″	″	″	″	″	24,619,034 61	23	
24	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	″	103,371,745 57	″	″	″	″	″	103,371,745 57	24	
25	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	″	185,623,809 80	6,055,759 74	190,005 59	5,865,754 15	″	″	179,758,055 65	25	
26	Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest	″	69,105,847 03	69,105,847 03	″	69,105,847 03	″	″	″	26	
27	Avance au Gouvernement crétois. (Loi du 6 avril 1902.)	″	1,000,000 00	″	″	″	″	″	1,000,000 00	27	
28	Avances aux caisses départementales ou régionales. (Loi du 5 avril 1910.)	″	″	″	67,500 00	″	67,500 00	″	67,500 00	28	
	TOTAUX du § 1er. (A reporter.)	398,097,092 87	385,890,620 53	800,820,483 94	572,040,722 38	263,751,113 31	34,971,351 75	551,947,753 25	310,961,519 35		
		12,206,472f 34c		228,779,761f 56c		228,779,761f 56c		240,986,233f 90c			

État de développement des Services spéciaux *du Trésor pendant l'année 1912.* (Suite.)

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	NUMÉROS D'ORDRE.	OBSERVATIONS.
	Report du § 1er	398,097,092f 87c	385,890,620f 53c	800,820,483f 94c	572,040,722f 38c	263,751,113f 31c	34,971,351f 75c	551,947,753f 25c	310,961,519f 35c		
	§ 2.										
29	Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	″	3,438,201,000f 00c	49,829,000f 00c	″	49,829,000f 00c	″	″	3,388,372,000f 00c	29	
30	Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	″	186,763,575 22	5,712,170 42	″	5,712,170 42	″	″	181,051,404 80	30	
31	Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de l'Algérie	″	3,000,00 0 00	″	2,000,000f 00c	″	2,000,000f 00c	″	5,000,000 00	31	
32	Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923, remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor. (Loi du 30 mars 1902, art. 41)	″	491,300,000 00	34,550,000 00	″	34,550,000 00	″	″	456,750,000 00	32	
33	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des Dépôts et consignations (Loi du 31 décembre 1907. art. 24 et 25)	″	366,726,312 85	11,600,000 00	″	11,600,000 00	″	″	355,126,312 85	33	
34	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations, (Loi du 10 avril 1908.)	″	523,600 00	33,200 00	1,490,000 00	″	1,456,800 00	″	1,980,400 00	34	
35	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.)	″	33,920,000 00	33,920,000 00	″	33,920,000 00	″	″	″	35	
36	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. — Remboursements de cautionnements. (Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)	″	35,000,000 00	″	″	″	″	″	35,000,000 00	36	
37	Trésor public, *s/c* de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	″	4,647,346,137 32	124,600,252 69	156,146,627 54	″	31,546,374 85	″	4,678,892,512 17	37	
38	Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés.)	″	7,086,000 00	600,000 00	12,500 00	587,500 00	″	″	6,498,500 00	38	
39	Trésor public, *s/c* d'obligations des chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)	″	″	″	300,000,000 00	″	300,000,000 00	″	300,000,000 00	39	
	Totaux du § 2	″	9,209,866,625 39	260,844,623 11	459,649,127 54	136,198,670 42	335,003,174 85	″	9,408,671,129 82		
		9,209,866,625f 39c		198,804,504f 43c		198,804,504f 43c		9,408,671,129f 82c			
	Totaux des services spéciaux	398,097,092 87	9,595,757,245 92	1,061,665,107 05	1,031,689,849 92	399,949,783 73	369,974,526 60	551,947,753 25	9,719,632,649 17		
		9,197,660,153f 05c		29,975,257f 13c		29,975,257f 13c		9,167,684,895f 92c			

État de développement des Découverts et Avances du Trésor, *d'après les écritures des comptables, pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. EXCÉDENTS de dépenses.	OBSERVATIONS.
Découverts et avances du Trésor	″	1,067,425,049f 22c	″	(A) 15,009,252f 66c	″	15,009,252f 66c	″	1,082,434,301f 88c	(A) Opération administrative.

État de développement des EFFETS À PAYER *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° BONS DU TRÉSOR.									
Bons du Trésor remis à la Banque de France	180,000,000f 00c	〃	20,000,000f 00c	〃	20,000,000f 00c	〃	200,000,000f 00c	〃	
Bons du Trésor remis à la Banque de France. (Avances pour prêts aux sinistrés. — Loi du 18 mars 1910.)	7,086,000 00	〃	12,500 00	600,000f 00c	〃	587,500f 00c	6,498,500 00	〃	
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	120,586,832 05	〃	604,017,683 05	700,017,024 40	〃	95,999,341 35	24,587,490 70	〃	
Bons du Trésor remis à la Banque d'Algérie	3,000,000 00	〃	2,000,000 00	〃	2,000,000 00	〃	5,000,000 00	〃	
TOTAUX	310,672,832 05	〃	626,030,183 05	700,617,024 40	22,000,000 00	96,586,841 35	236,085,990 70	〃	
	310,672,832f 05c		74,586,841f 35c		74,586,841f 35c		236,085,990f 70c		
2° ANNUITÉS ET OBLIGATIONS.									
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.)	366,726,312f 85c	〃	〃	11,600,000f 00c	〃	11,600,000f 00c	355,126,312f 85c	〃	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 10 avril 1908.)	523,600 00	〃	1,490,000f 00c	33,200 00	1,456,800f 00c	〃	1,980,400 00	〃	
Annuités à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	4,647,346,137 32	〃	156,146,627 54	124,600.252 69	31,546,374 85	〃	4,678,892,512 17	〃	
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.) — Renouvellements	186,763,575 22	〃	48,550,000 00	54,262,170 42	〃	5,712,170 42	181,051.404 80	〃	
Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)	491,300,000 00	〃	〃	34,550,000 00	〃	34,550,000 00	456,750,000 00	〃	
Obligations du Trésor à court terme. — Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 18 décembre 1908.)	33,920,000 00	〃	〃	33,920,000 00	〃	33,920,000 00	〃	〃	
Obligations des Chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)	〃	〃	300,000,000 00	〃	300,000,000 00	〃	300,000,000 00	〃	
Obligations du Trésor à court terme. — Remb. de cautionnements. (Loi du 26 déc. 1908.). — Renouvellements.	35,000,000 00	〃	〃	〃	〃	〃	35,000,000 00	〃	
Rentes 3 p. o/o amortissables	3,439,058,000 00	〃	〃	49,648,000 00	〃	49,648,000 00	3,389,410,000 00	〃	
TOTAUX	9,200,637,625 39	〃	506,186,627 54	308,613,623 11	333,003,174 85	135,430,170 42	9,398,210,629 82	〃	
	9,200,637,625f 39c		197,573,004f 43c		197,573,004f 43c		9,398,210,629f 82c		
3° TRAITES.									
Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	32,408,300f 00c	〃	14,578,000f 00c	11,791,500f 00c	2,786,500f 00c	〃	35,194,800f 00c	〃	
Traites tirées sur le Trésor par le Ministre des affaires étrangères pour le service des chancelleries diplomatiques et consulaires	439,749 97	〃	4,298,436 75	4,300,282 20	〃	1,845f 45c	437,904 52	〃	
TOTAUX	32,848,049 97	〃	18,876,436 75	16,091,782 20	2,786,500 00	1,845 45	35,632,704 52	〃	
	32,848,049f 97c		2,784,654f 55c		2,784,654f 55c		35,632,704f 52c		
4° MANDATS.									
Divers corps de troupes, L/c de transmission de fonds	101,924f 38c	〃	2,122,330f 59c	2,076,044f 61c	46,285f 98c	〃	148,210f 36c	〃	
Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	77,393,865 04	〃	790,814,850 73	757,337,486 60	33,477,364 13	〃	110,871,229 17	〃	
Mandats du Trésor sur les trésoriers-payeurs généraux	256,432 15	〃	5,540,450 97	5,350,928 14	189,522 83	〃	445,954 98	〃	
Mandats du Trésorier général et des payeurs principaux de l'Algérie sur leurs préposés	108,720 70	〃	3,526,644 69	3,542,673 20	〃	16,028f 51c	92,692 19	〃	
Mandats des préposés sur le Trésorier général ou les payeurs principaux de l'Algérie et le Receveur général des finances tunisiennes	300,007 80	〃	4,605,910 25	4,766,253 74	〃	160,343 49	139,664 31	〃	
Mandats des préposés sur les payeurs	408,707 32	〃	35,311,451 42	33,308,074 36	2,003,377 06	〃	2,412,084 38	〃	
Mandats des trésoriers-payeurs des colonies sur les trésoriers particuliers et les préposés	575,269 65	〃	7,062,401 55	7,245,059 49	〃	182,657 94	392,611 71	〃	
Mandats des trésoriers particuliers et préposés sur les trésoriers-payeurs des colonies	3,152,592 33	〃	50,712,276 57	49,131,828 46	1,580,448 11	〃	4,733,040 44	〃	
Mandats des payeurs sur leurs préposés	165,587 40	〃	5,387,961 81	5,095,190 77	292,771 04	〃	458,358 44	〃	
TOTAUX	82,463,106 77	〃	905,084,278 58	867,853,539 37	37,589,769 15	359,029 94	119,693,845 98	〃	
	82,463,106f 77c		37,230,739f 21c		37,230,739f 21c		119,693,845f 98c		

RÉCAPITULATION DES EFFETS À PAYER.

1° Bons du Trésor	310,672,832f 05c	〃	626,030,183f 05c	700,617,024f 40c	22,000,000f 00c	96,586,841f 35c	236,085,990f 70c	〃	
2° Annuités et obligations	9,200,637,625 39	〃	506,186,627 54	308,613,623 11	333,003,174 85	135,430,170 42	9,398,210,629 82	〃	
3° Traites	32,848,049 97	〃	18,876,436 75	16,091,782 20	2,786,500 00	1,845 45	35,632,704 52	〃	
4° Mandats	82,463,106 77	〃	905,084,278 58	867,853,539 37	37,589,769 15	359,029 94	119,693,845 98	〃	
TOTAUX	9,626,621,614 18	〃	2,056,177,525 92	1,893,175,969 08	395,379,444 00	232,377,887 16	9,789,623,171 02	〃	
	9,626,621,614f 18c		163,001,556f 84c		163,001,556f 84c		9,789,623,171f 02c		

État de développement des CORRESPONDANTS *du* TRÉSOR *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — DIVERS SERVICES PUBLICS.									
Agent comptable du Service des poudres et salpêtres, s/c courant avec le Trésor	״	21,331,711f 33c	82,766,631f 43c	57,915,390f 50c	24,851,240f 93c	״	(A) 3,519,529f 60c	״	(A) Solde compris sous la rubrique « Autres services créanciers ». (Voir page 555.)
Agent comptable de l'Office national du tourisme, s/c courant avec le Trésor	12,637f 75c	״	30,000 00	34,276 94	״	4,276f 94c	(A) 8,360 81	״	
Agent comptable de l'Office national de la navigation, s/c courant avec le Trésor	״	״	27,500 00	2,500 00	25,000 00	״	(A) 25,000 00	״	
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c courant avec le Trésor	8,125,605 57	״	16,861,788 31	23,695,324 49	״	6,833,536 18	(A) 1,292,069 39	״	
Algérie. — Budget de l'exercice 1910	8,409,862 36	״	״	8,409,525 39	״	8,409,525 39	336 97	״	
Algérie. — Budget de l'exercice 1911	2,415,808 90	״	37,375,068 89	23,847,544 39	13,527,524 50	״	15,943,333 40	״	
Algérie. — Budget de l'exercice 1912	״	״	113,289,333 76	98,912,596 35	14,376,737 41	״	14,376,737 41	״	
Algérie. — Opérations hors budget	104,264,014 63	״	206,449,507 89	188,157,449 68	18,292,058 21	״	122,556,072 84	״	
Budget général de l'Afrique occidentale française	11,266,640 55	״	27,731,139 76	36,041,772 07	״	8,310,632 31	2,956,008 24	״	
Budget général de l'Indo-Chine	״	2,345,229 89	104,089,034 29	93,740,704 01	10,348,330 28	״	8,003,100 39	״	
Budget général de l'Afrique équatoriale française (Congo)	129,510 92	״	15,016,415 89	13,268,431 51	1,747,984 38	״	1,877,495 30	״	
Caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française	2,921,526 77	״	11,034,563 09	4,234,360 93	6,800,202 16	״	9,721,728 93	״	
Caisse de réserve du budget général de l'Indo-Chine	13,020,766 61	״	2,178,068 17	2,942,870 40	״	764,802 23	12,255,964 38	״	
Caisse de réserve du budget général de l'Afrique équatoriale française (Congo)	״	״	707,258 69	״	707,258 69	״	707,258 69	״	
Caisse de réserve du service local des colonies	31,153,263 51	״	11,697,469 35	9,043,209 65	2,654,259 70	״	33,807,523 21	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c chez le trésorier général et les payeurs principaux en Algérie et le receveur général des finances tunisiennes	״	87,303 17	40,313,772 03	40,227,571 72	86,200 31	״	״	1,102f 86c	
Caisse des dépôts et consignations, s/c chez les trésoriers-payeurs des colonies	1,030 75	״	10,268,973 22	10,022,642 31	246,330 91	״	(A) 247,361 66	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c chez les trésoriers-payeurs généraux	411,625 87	״	792,951,512 37	792,991,004 96	״	39,492 59	(A) 372,133 28	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor	311,209,040 00	״	1,865,459,290 73	1,864,071,819 58	1,387,471 15	״	312,596,511 15	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la caisse nationale d'épargne	25,228,726 72	״	170,688,794 87	155,811,682 38	14,877,112 49	״	40,105,839 21	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	47,286,143 96	״	308,269,499 03	321,151,515 46	״	12,882,016 43	34,404,127 53	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	66,543,046 02	״	282,136,665 40	321,618,139 16	״	39,481,473 76	27,061,572 26	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites ouvrières et paysannes	301,360 17	״	57,405,650 33	47,895,050 93	9,510,599 40	״	9,811,959 57	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Timbres-poste affectés aux bulletins de retraite	״	120 00	706 00	725 00	״	19 00	״	139 00	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Versements en numéraire et en timbres-poste	882,289 16	״	4,926,356 55	4,923,742 06	2,614 49	״	(A) 884,903 65	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — s/c de timbres-retraites pour le service des retraites ouvrières et paysannes	86,009,738 87	״	30,710,936 54	44,660,135 60	״	13,949,199 06	(A) 72,060,539 81	״	
Caisse des dépôts et consignations, s/c des caisses d'assurances chez les receveurs des postes et des télégraphes	51,598 01	״	464,466 78	483,470 03	״	19,003 25	(A) 32,594 76	״	
Colis postaux	317 75	״	58,311 59	57,711 14	600 45	״	(A) 918 20	״	
Communes et établissements publics, l/c de fonds placés au Trésor avec intérêts — Ville de Paris	84,889,493 22	״	156,395,694 05	140,543,053 71	15,852,640 34	״	100,742,133 56	״	
Communes et établissements publics, l/c de fonds placés au Trésor avec intérêts — Départements	392,690,418 62	״	634,782,369 48	618,736,608 94	16,045,760 54	״	408,736,179 16	״	
Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	33,649,618 83	״	587,122,334 69	585,949,503 98	1,172,830 71	״	(A) 34,822,449 54	״	
A reporter	1,230,874,085 52	23,764,364 39	5,571,209,113 18	5,509,390,333 27	152,512,757 05	90,693,977 14	1,268,929,742 90	1,241 86	

État de développement des Correspondants du Trésor *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recette.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — Divers services publics. (*Suite.*)									
Report	1,230,874,085f 52c	23,764,364f 39c	5,571,209,113f 18c	5,509,390,333f 27c	152,512,757f 05c	90,693,977f 14c	1,268,929,742f 90c	1,241f 86c	
Divers corps de troupe de la guerre et de la marine, L/C de fonds déposés au Trésor	18,598,200 00	"	34,046,500 00	33,813,700 00	232,800 00	"	18,831,000 00	"	(A) Solde compris sous la rubrique «Autres services créanciers. (Voir page 555.)
Divers établissements, L/C de fonds placés au Trésor sans intérêts	581,214 52	"	4,447,013 06	4,487,177 92	"	40,164 86	541,049 66	"	
Divers, L/C de dépôts de valeurs à rembourser par les receveurs des postes et des télégraphes (mandats français et bons de poste)	42,238,071 84	"	3,721,464,840 51	3,714,199,515 76	7,265,324 75	"	(A) 49,503,396 59	"	
Divers, L/C de dépôts de valeurs payables à l'étranger	77,896,028 06	"	123,384,084 68	121,756,342 14	1,627,742 54	"	(A) 79,523,770 60	"	
Divers offices étrangers, L/C de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes	"	77,870,460 67	148,745,525 41	153,390,729 60	"	4,645,204 19	"	82,515,664 86	
Droits non postaux perçus sur les boîtes de valeurs déclarées remises en France à destination de l'étranger	654 88	"	265 25	87 99	177 26	"	(A) 832 14	"	
Droits non postaux grevant les boîtes de valeurs déclarées originaires de l'étranger et payés en France	"	278 87	3 60	193 16	"	189 56	"	468 43	
Imprimerie nationale	100,000 00	"	7,495,719 14	7,159,941 52	335,777 62	"	435,777 62	"	
Institut français d'archéologie orientale du Caire	31,392 83	"	123,570 00	89,081 09	34,488 91	"	65,881 74	"	
Récépissés, mandats	93,310 55	"	989,028 75	1,083,529 94	"	94,501 19	"	1,190 64	
Remboursement des avances faites aux caisses régionales de crédit agricole mutuel. (Loi du 31 mars 1899.)	"	"	1,370,132 73	1,370,132 73	"	"	"	"	
Service départemental (budget de l'exercice 1911)	161,015,746 96	"	67,363,911 93	228,379,658 89	"	161,015,746 96	"	"	
Service départemental (budget de l'exercice 1912)	"	"	680,860,154 00	534,735,300 43	146,124,853 57	"	146,124,853 57	"	
Service départemental (opérations hors budget)	2,639,583 71	"	28,309,956 00	29,430,731 65	"	1,120,775 65	1,518,808 06	"	
Service départemental de l'Algérie. — Budget de l'exercice 1911	8,124,355 61	"	2,127,392 07	10,251,747 68	"	8,124,355 61	"	"	
Service départemental de l'Algérie. — Budget de l'exercice 1912	"	"	23,913,789 54	16,298,227 21	7,615,562 33	"	7,615,562 33	"	
Service départemental de l'Algérie. — Opérations hors budget	"	34,696 85	429,129 04	427,079 98	2,049 06	"	"	32,647 79	
Service local des colonies	20,682,437 91	"	144,924,377 72	137,708,584 35	7,215,793 37	"	27,898,231 28	"	
Solde des comptes avec les offices étrangers	"	10,803,082 27	86,346,026 47	83,397,508 35	2,948,518 12	"	"	7,854,564 15	
Souscriptions à l'émission d'obligations de chemins de fer de l'État	"	"	14,894,300 00	14,894,300 00	"	"	"	"	
Termes versés sur certificats provisoires de chemins de fer de l'État	"	"	24,541,970 00	24,541,567 00	403 00	"	(A) 403 00	"	
Territoires du Sud. — Budget de l'exercice 1910	326,435 96	"	"	326,435 96	"	326,435 96	"	"	
Territoires du Sud. — Budget de l'exercice 1911	"	101,025 00	8,840,680 59	7,993,683 90	846,996 69	"	745,971 69	"	
Territoires du Sud. — Budget de l'exercice 1912	"	"	2,827,529 15	3,670,708 54	"	843,179 39	"	843,179 39	
Territoires du Sud. — Opérations hors budget	3,892,831 15	"	12,291,314 39	11,193,858 58	1,097,455 81	"	4,990,286 96	"	
Trésorier général des invalides de la marine, S/C courant avec le Trésor	15,253,802 43	"	34,309,062 51	37,047,480 82	"	2,738,418 31	12,515,384 12	"	
Trésorier général des invalides de la marine, S/C chez le trésorier général et les payeurs principaux en Algérie et le receveur général des finances tunisiennes	"	3,354,201 11	2,807,043 79	1,162,614 32	1,644,429 47	"	"	1,709,771 64	
Trésorier général des invalides de la marine, S/C chez les trésoriers-payeurs des colonies	2,859 98	"	488,845 60	417,796 65	71,048 95		73,908 93	"	
Tunisie. — Budget de l'exercice 1911	21,802,160 73	"	39,480,197 16	61,282,357 89	"	21,802,160 73	"	"	
Tunisie. — Budget de l'exercice 1912	"	"	67,122,019 60	55,770,271 91	11,351,747 69	"	(A) 11,351,747 69	"	
Tunisie. — Opérations hors budget	"	23,751,937 03	215,404,849 96	217,899,682 54	"	2,494,832 58	"	26,246,769 61	
Tunisie. — Versements des comptables sans affectation spéciale en 1911	31,994,325 07	"	1,246,810 34	33,241,135 41	"	31,994,325 07	"	"	
Tunisie. — Versements des comptables sans affectation spéciale en 1912	"	"	40,129,638 78	"	40,129,638 78	"	(A) 40,129,638 78	"	
Tunisie. — Services spéciaux. (Réserve)	5,364,855 90	"	10,164,805 23	5,390,909 83	4,773,895 40	"	(A) 10,138,751 30	"	
Totaux du paragraphe 1er	1,641,512,353 61	139,680,046 19	11,122,099,600 18	11,062,202,407 01	385,831,460 37	325,934,267 20	1,680,934,998 96	119,205,498 37	
	1,501,832,307f 42c		59,897,193f 17c		59,897,193f 17c		1,561,729,500f 59c		

État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 2. — ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS. (Fonds déposés au Trésor.)									
Crédit foncier, *s/c* courant n° 2	135,516f 53c	"	1,355f 16c	"	1,355f 16c	"	136,871f 69c	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations anglaises	463,872 28	"	74,527 70	522,715f 53	"	448,187f 83c	15,684 45	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations écossaises	22,721 80	"	73,731 59	87,989 12	"	14,257 53	8,464 27	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations irlandaises	80,809 15	"	121,573 53	137,880 66	"	16,307 13	64,502 02	"	
TOTAUX du paragraphe 2	702,919 76	"	271,187 98	748,585 31	1,355 16	478,752 49	225,522 43	"	
	702,919f 76c		477,397f 33c		477,397f 33c		225,522f 43c		
§ 3. — FONDS À REMBOURSER À DIVERS.									
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de recettes à lui verser pour divers services spéciaux	29,268f 31c	"	2,035,207f 59c	1,965,677f 69c	69,529f 90c	"	98,798f 21c	"	
Divers, *L/c* de dépôts de valeurs à recouvrer dans les départements et les colonies	3,518,058 86	"	96,412,924 09	96,563,794 97	"	150,870f 88c	3,367,187 98	"	
Divers, *L/c* d'arrérages de rentes déposées	"	"	355,949,382 57	355,949,382 57	"	"	"	"	
Divers, *L/c* d'arrérages de valeurs du Trésor (certificats nominatifs)	"	"	17,429,250 00	17,429,250 00	"	"	"	"	
TOTAUX du paragraphe 3	3,547,327 17	"	471,826,764 25	471,908,105 23	69,529 90	150,870 88	3,465,986 19	"	
	3,547,327f 17c		89,340f 98c		81,340f 98c		3,465986,f 19c		

État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
1° *Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.*									
Caisse des dépôts et consignations, s/c intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement	41f 41c	//	2,352,340f 50c	2,350,176f 80c	2,163f 70c	//	2,205f 11c	//	
Caisse nationale d'épargne. — Versement du produit des ventes	//	//	1,842 40	1,842 40	//	//	//	//	
Commis de l'Enregistrement, c/c de versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	//	//	69,629 19	68,351 39	1,277 80	//	1,277 80	//	
Divers, c/c de frais d'assistance judiciaire	87,195 93	//	1,672,497 96	1,670,895 71	1,602 25	//	88,798 18	//	
Etablissements d'aliénés, c/c de recouvrements de pensions	10,946 71	//	120,823 38	125,918 02	//	5,094f 64c	5,852 07	//	
Fonds commun diocésain	1,471,499 69	//	2,254,831 85	2,149,399 25	105,432 60	//	1,576,932 29	//	
Fonds commun général créé en exécution de la loi du 13 avril 1908	333,037 12	//	4,382,808 02	4,144,967 59	237,840 43	//	570,877 55	//	
Légion d'honneur, s/c avec les receveurs de l'enregistrement	2,763 00	//	531 00	3,294 00	//	2,763 00	//	//	
Legs Giffard	1,133 71	//	410 00	60 20	349 80	//	1,483 51	//	
Legs Lassence	1,556 74	//	53,709 70	54,562 78	//	853 08	703 66	//	
Legs Tuchmann	28,096 50	//	//	//	//	//	28,096 50	//	
Legs Picard	//	//	20,020 00	20,020 00	//	//	//	//	
Liquidation des congrégations dissoutes	4,200 98	//	21,890,903 02	21,886,865 39	4,037 63	//	8,238 61	//	
Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	//	//	1,488,823 46	1,488,823 46	//	//	//	//	
Produit de la vente de matières provenant du Ministère de la guerre à classer	3,693 19	//	671,790 21	670,282 59	1,507 62	//	5,200 81	//	
Recettes à classer	15,272 59	//	30,830 10	38,876 18	//	8,046 08	7,226 51	//	
Recouvrements pour le compte des receveurs d'Algérie	261 50	//	376 10	637 60	//	261 50	//	//	
Recouvrements pour des tiers	79 75	//	9,633 18	9,712 93	//	79 75	//	//	
Retenues au profit des asiles nationaux	//	//	555 84	555 84	//	//	//	//	
Séquestre des biens des anciens établissements ecclésiastiques	14,762,314 94	//	6,867,397 00	10,512,026 95	//	3,644,629 95	11,117 684 99	//	
Succession Annocque	31,265 45	//	46,249 99	518 52	45,731 47	//	76,996 92	//	
Succession Guérin	5,132 05	//	//	//	//	//	5,132 05	//	
Taxes additionnelles perçues pour le compte de la ville de Paris	//	//	3,883,824 94	3,883,824 94	//	//	//	//	
TOTAUX du 1°	16,758,491 26	//	45,819,827 84	49,081,612 54	399,943 30	3,661,728 00	13,496,706 56	//	
	16,758,491f 26c		3,261,784f 70c		3,261,784f 70c		13,496,706f 56c		
A reporter	16,758,491f 26c	//	45,819,827f 84c	49,081,612f 54c	399,943f 30c	3,661,728f 00c	13,496,706f 56c	//	

État de développement des Correspondants du Trésor *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects. (Suite.)									
Report	16,758.491f 26c	″	45,819.827f 84c	49,081,612f 54c	399.943f 30c	3,661,728f 00c	13,496,706f 56c	″	
2° *Receveurs des douanes.*									
Consignations	9,685.219 80	″	140,365,367 88	129.959.575 06	10,405,792 82	″	20,091,012 62	″	
Masses des préposés	120,142 20	″	1,341,083 08	1,285,001 86	56,081 22	″	176,223 42	″	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	373,181 85	″	339,046,489 76	339,211,493 19	″	165,003 43	208,178 42	″	
Primes de capture	8,476 59	″	47,176 00	48,244 09	″	1,068 09	7,408 50	″	
Recouvrements faits pour des tiers	224,114 42	″	17,320,032 82	17,328,210 72	″	8,177 90	215,936 52	″	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans le produit des saisies faites à la requête des autres administrations	2,659 20	″	6,339 29	5.465 17	874 12	″	3,533 32	″	
Totaux du 2°	10,413,794 06	″	498,126,488 83	487,837,990 09	10,462,748 16	174,249 42	20,702,292 80	″	
	10,413,794f 06c		10,288,498f 74c		10,288,498f 74c		20,702,292f 80c		
3° *Receveurs des contributions indirectes.*									
Consignations	78,340f 64c	″	1,770,737f 57c	1,768,338f 76c	2,398f 81c	″	80,739f 45c	″	
Fonds à rembourser à divers et recettes à classer	10,510,226 52	″	1,222,844,678 70	1,220,901,967 87	1,942,710 83	″	12,452,937 35	″	
Recouvrements faits pour des tiers	398,414 80	″	26,637,943 68	26,677,534 62	″	39,590 94	358,823 86	″	
Totaux du 3°	10,986,981 96	″	1,251,253,359 95	1,249,347,841 25	1,945,109 64	39,590 94	12,892,500 66	″	
	10,986,981f 69c		1,905,518f 70c		1,905,518f 70c		12,892,500f 66c		
A reporter	38,159,267f 28c	″	1,795,199,676f 62c	1,786,267,443f 88c	12,807,801f 10c	3,875,568f 36c	47,091,500f 02c	″	

État de développement des CORRESPONDANTS *du* TRÉSOR *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS. (Suite.)									
Report	38,159,267f 28c	//	1,795,199,676f 62c	1,786,267,443f 88c	12,807,801f 10c	3,875,568f 36c	47,091,500f 02c	//	
4° Receveurs des postes et des télégraphes.									
Articles d'argent indûment payés	12f 00c	//	354f 40c	314f 40c	40f 00c	//	52f 00c	//	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	//	56,844,774f 71c	597,617,095 30	604,864,290 06	//	7,247,194f 76c	//	64,091,969f 47c	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	//	214,996 64	2,830,555 19	2,870,006 08	//	39,450 89	//	254,447 53	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	//	8,446 00	106,951 00	107,135 00	//	184 00	//	8,630 00	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	62,075,745 80	//	611,993,126 49	615,036,337 67	//	3,043,211 18	59,032,534 62	//	
Contributions pour l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques	//	//	1,880,665 68	1,880,665 68	//	//	//	//	
Provisions en garantie du remboursement de travaux	6,135 19	//	//	2,000 00	//	2,000 00	4,135 19	//	
Recettes à classer : recettes effectuées en fin d'année par les receveurs des postes pour le compte de leurs collègues.	35,586 93	//	88,162 31	35,586 93	52,575 38	//	88,162 31	//	
Recettes à classer. (Retenues à rembourser.)	31,624 21	//	383,615 14	381,464 31	2,150 83	//	33,775 04	//	
Recouvrements effectués pour le compte de l'administration des douanes (Corse)	//	//	288 55	288 55	//	//	//	//	
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	//	//	2,793,445 80	2,793,445 80	//	//	//	//	
Remises pour port de sommation et de commandement des contributions directes	664 25	//	53,968 35	53,545 45	422 90	//	1,087 15	//	
Remises sur opérations effectuées pour le compte de l'administration des douanes (Corse)	//	//	208 70	208 70	//	//	//	//	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines	20,059,114 99	//	15,989,336 25	16,457,145 07	//	467,808 82	19,591,306 17	//	
Service des téléphones. — Divers, c/c pour l'installation de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines	//	8,019,578 31	16,578,215 31	15,989,336 25	588,879 06	//	//	7,430,699 25	
Versements effectués en exécution de l'article 85 de la loi de finances du 8 avril 1910	192 97	//	2,739 40	2,739 40	//	//	192 77	//	
TOTAUX du 4°	82,209,076 14	65,087,795 66	1,250,318,727 87	1,260,474,509 35	644,068 17	10,799,849 65	78,751,245 25	71,785,746 25	
	17,121,280f 48c		10,155,781f 48c		10,155,781f 48c		6,965,499f 00c		
TOTAUX du § 4	120,368,343f 42c	65,087,795f 66c	3,045,518,404f 49c	3,046,741,953f 23c	13,451,869f 27c	14,675,418f 01c	125,842,745f 27c	71,785,746f 25c	
	55,280,547f 76c		1,223,548f 74c		1,223,548f 74c		54,056,999f 02c		

État de développement des Correspondants *du* Trésor *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Divers correspondants.									
1° *Trésoriers-payeurs généraux.*									
Bénéfices et frais de gestions intérimaires de recettes des finances	36,183f 32c	″	54,085f 92c	47,258f 52c	6,827f 40c	″	43,010f 72c	″	
Consignations de droits d'examen	584,565 00	″	6,118,585 00	6,105,145 00	13,440 00	″	598,005 00	″	
Consignations en matière de police de roulage, de navigation et de pêche	30,127 02	″	16,402 66	17,991 24	″	1,588f 58c	28,538 44	″	
Cotisations municipales et particulières	13,382,377 55	″	92,869,864 97	95,678,646 49	″	2,808,781 52	10,573,596 03	″	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	282,487 69	″	7,528,909 25	7,506,543 69	22,365 56	″	304,853 25	″	
Droits de permis de chasse	113,616 00	″	11,116,602 00	11,134,476 00	″	17,874 00	95,742 00	″	
Droits perçus sur déclarations de locations verbales	9,157 77	″	77,726 91	77,468 97	257 94	″	9,415 71	″	
Droits universitaires acquis aux villes et aux universités	45 00	″	330,890 82	330,855 82	35 00	″	80 00	″	
Excédents de versements sur contributions directes	2,054,040 48	″	7,712,822 09	7,903,014 14	″	190,192 05	1,863,848 43	″	
Frais divers d'assistance judiciaire dus aux officiers ministériels et autres	204 06	″	92 20	263 76	″	171 56	32 50	″	
Recouvrements de contributions extérieures	29,203 74	″	32,565,475 76	32,563,791 34	1,684 42	″	30,888 16	″	
Recouvrements en vertu de contraintes	1,195,217 49	″	30,289,283 56	30,934,834 09	″	645,550 53	549,666 96	″	
Reliquats provenant de divers services	1,347,937 84	″	1,279,805 60	1,344,910 01	″	65,104 41	1,282,833 43	″	
Reversements de frais de justice à restituer aux condamnés	176 20	″	429 30	382 20	47 10	″	223 30	″	
Totaux du 1° (à reporter)	19,065,339 16	″	189,960,976 04	193,645,581 27	44,657 42	3,729,262 65	15,380,733 93	″	
	19,065,339f 16c		3,684,605f 23c		3,684,605f 23c		15,380,733f 93c		

État de développement des CORRESPONDANTS *du* TRÉSOR *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de recettes.	de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — DIVERS CORRESPONDANTS. (Suite.)									
Report	19,065,339f 16c	″	189,960,976f 04c	193,645,581f 27c	44,657f 42c	3,729,262f 65c	15,380,733f 93c	″	
2° Caissier-payeur central du Trésor public.									
Agent comptable de la caisse des musées nationaux, s/c courant	958,447f 97c	″	1,858,311f 94c	2,660,170f 88c	″	801,858f 94c	156,589f 03c	″	
Agent comptable des timbres-poste coloniaux, s/c de versements à classer	279,758 83	″	538,000 00	″	538,000f 00c	″	817,758 83	″	
Avances en compte courant à divers caissiers et agents des ministères	″	310,000f 00c	2,000 00	4,000 00	″	2,000 00	″	312,000f 00c	
Banque d'Alsace-Lorraine, s/c courant	5,483 45	″	407,775 33	410,227 02	″	2,451 69	3,031 76	″	
Banque de Mulhouse, s/c courant	3,705 53	″	260,451 32	260,775 98	″	324 66	3,380 87	″	
Banque internationale de Luxembourg, s/c courant	3,355 01	″	543,877 90	544,156 75	″	278 85	3,076 16	″	
Caissier agent comptable de la Monnaie, s/c courant	2,038,456 85	″	3,982,926 28	2,519,601 66	1,463,324 62	″	3,501,781 47	″	
Caissier du chemin de fer et du port de la Réunion, s/c courant	338,381 18	″	2,926,000 00	3,235,435 95	″	309,435 95	28,945 23	″	
Caissier général des chemins de fer de l'État, s/c courant	11,498,702 93	″	700,325,049 18	692,864,329 51	7,460,719 67	″	18,959,422 60	″	
Caissier-payeur central, s/c d'effets souscrits pour remboursements d'avances. (Loi du 5 avril 1910.)	″	″	104,931 11	″	104,931 11	″	104,931 11	″	
Caissier-payeur central, s/c de recettes à vérifier	1,062,724 84	″	87,662,441 54	73,862,871 59	13,799,569 95	″	14,862,294 79	″	
Caissier-payeur central, s/c intermédiaire de sommes indûment reçues	5,837 55	″	19,761 62	21,042 56	″	1,280 94	4,556 61	″	
Crédit foncier de France, s/c de dépôt en garantie pour les dépenses faites par les trésoriers-payeurs généraux	2,000,000 00	″	″	″	″	″	2,000,000 00	″	
Divers, L/c d'achats de rentes et valeurs du Trésor	85,650 86	″	8,379,081 34	8,183,215 84	195,865 50	″	281,516 36	″	
Divers, L/c de coupons indûment détachés d'inscriptions de rentes à transférer ou à reconvertir	3,056 50	″	699 50	1,246 00	″	546 50	2,510 00	″	
Divers, L/c de retenues à classer	13,397 22	″	11,666 96	10,343 46	1,323 50	″	14,720 72	″	
Divers, L/c de transformation de cautionnements; achats de rentes	1,906 05	″	1,137,700 88	1,138,523 49	″	822 61	1,083 44	″	
Divers, L/c de ventes de rentes et valeurs du Trésor	″	″	180,605 79	180,605 79	″	″	″	″	
Droit de transfert et de conversion des obligations nominatives des Chemins de fer de l'État	″	″	6,184 50	300 75	5,883 75	″	5,883 75	″	
Fonds commun général créé par la loi du 13 avril 1908	1,487,110 71	″	2,794,292 34	1,381,420 99	1,412,871 35	″	2,899,982 06	″	
Fonds commun provenant du 1/2 p. o/o de la redevance proportionnelle des mines au profit des communes (Loi du 8 avril 1910, art. 4.)	611,903 82	″	575,838 76	548,639 23	27,199 53	″	639,103 35	″	
Fonds de réserve pour provision et subventions extraordinaires aux sociétés de secours mutuels constituées par le personnel ouvrier des usines de filature (Décret du 26 février 1910, article 4)	206,190 66	″	34,293 35	70 00	34,223 35	″	240,414 01	″	
Fonds de garantie pour pertes éventuelles résultant de prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	93,083 00	″	112,917 70	″	112,917 70	″	206,000 70	″	
Frais d'adjudication, L/c de versements et de remboursements	307 05	″	437 70	642 70	″	205 00	102 05	″	
Gouvernement grec, s/c d'envois de monnaies divisionnaires	″	4,479,756 08	″	″	″	″	″	4,479,756 08	
Indo-Chine, s/c courant	2,853,067 19	″	16,903,182 03	17,902,076 20	″	998,894 17	1,854,173 02	″	
Institut national des Orphelinats et maisons de retraite des serviteurs de l'État, s/c courant	250 00	″	8,326 10	7,000 00	1,326 10	″	1,576 10	″	
Intérêts de retard sur versements libératoires des obligations des Chemins de fer de l'État. — 1912	″	″	3,735 39	″	3,735 39	″	3,735 39	″	
M. Diano, payeur principal	″	1,649 76	1,657 18	7 42	1,649 76	″	″	″	
M. Frappier, payeur principal	″	″	497,713 18	500,000 00	″	2,286 82	″	2,286 82	
M. Thiébaut, payeur principal	″	1 47	″	″	″	″	″	1 47	
M. Andrieuc, payeur principal	″	″	398,424 72	400,000 00	″	1,575 28	″	1,575 28	
M. Atger, payeur principal	″	″	398,162 53	400,000 00	″	1,837 47	″	1,837 47	
M. Mairet, payeur principal	″	10 37	″	″	″	″	″	10 37	
M. Ropert, payeur principal	″	″	373,275 46	375,000 00	″	1,724 54	″	1,724 54	
Porteurs de rentes 3 p. o/o amortissables par annuités, L/c de coupons absents	2,846 25	″	2,711 25	2,576 25	135 00	″	2,981 25	″	
Porteurs de rentes 3 1/2 p. o/o remboursées ou converties, L/c de coupons absents	2,207 25	″	″	102 00	″	102 00	2,105 25	″	
À reporter	23,555,830 70	4,791,417 68	830,452,432 88	807,414,382 02	25,163,676 28	2,125,625 42	46,601,655 91	4,799,192 03	
À reporter	19,065,339 16	″	189,960,976 04	193,645,581 27	44,657 42	3,729,262 65	15,380,733 93	″	

État de développement des Correspondants du Trésor *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Divers correspondants. (Suite.)									
Report	19,065,339f 16c	″	189,960,976f 04c	193,645,581f 27c	44,657f 42c	3,729,262f 65c	15,380,733f 93c	″	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.* (Suite.)									
Report	23,555,830f 70c	4,791,417f 68c	830,452,432f 88c	807,414,382 02c	25,163,676f 28c	2,125,625f 42c	46,601,655f 91c	4,799,192f 03c	
Porteurs d'obligations des Chemins de fer de l'État, L/c d'intérêts échus	″	″	5,679,343 08	5,469,207 84	210,135 24	″	210,135 24	″	
Porteurs d'obligations amortissables par annuités, terminables en 1923, L/c d'arrérages à leur payer. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)	″	″	14,481,750 00	14,481,750 00	″	″	″	″	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, L/c d'arrérages. (Loi d 17 février 1898.) [Perfectionnement du matériel d'armement.]	817 50	″	3,746,125 00	3,746,815 00	″	690 00	127 50	″	
Porteurs d'obligations à court terme, L/c d'arrérages à leur payer. (Loi du 26 février 1903.) [Insuffisance de recettes.]	502 50	″	″	150 00	″	150 00	352 50	″	
Porteurs d'obligations à court terme, L/c d'arrérages à leur payer. (Loi du 18 décembre 1908.)	450 00	″	155,700 00	156,150 00	″	450 00	″	″	
Porteurs d'obligations à court terme, L/c d'arrérages à leur payer. (Loi du 26 décembre 1908.)	″	″	787,500 00	787,500 00	″	″	″	″	
Produit du prélèvement de 6 p. o/o sur les primes à la filature de la soie (Loi du 11 juin 1909, article 4.)	63,193 03	″	197,976 23	190,063 78	7,912 45	″	71,105 48	″	
Recettes à classer sur le produit de l'émission des obligations créées pour les besoins des Chemins de fer de l'État, (1912)	″	″	45,969,144 11	45,969,144 11	″	″	″	″	
Receveur municipal de Paris, s/c de recouvrement de taxes spéciales	688,397 58	″	3,881,857 42	3,883,802 92	″	1,945 50	686,452 08	″	
Retenues pour droits d'investiture sur les arrérages des dotations	9,849 96	″	636 41	9,849 96	″	9,213 55	636 41	″	
Service de la remonte, s/c de fonds déposés en compte courant	19,075 00	″	700,000 00	713,075 00	″	13,075 00	6,000 00	″	
Service de l'emprunt de Madagascar (1897)	53,581 00	″	968,506 25	974,087 50	″	5,581 25	47,999 75	″	
Service de l'emprunt de Madagascar (1903)	119,166 40	″	1,823,450 00	1,826,081 85	″	2,631 85	116,534 55	″	
Service de l'emprunt de Madagascar (1906)	39,792 35	″	610,810 00	601,600 05	9,209 95	″	49,002 30	″	
Service de l'emprunt du Congo (1909)	″	″	665,750 00	252,375 00	413,375 00	″	413,375 00	″	
Service des subsistances militaires, s/c d'avances déposées en compte courant	61,761 51	″	1,750,474 51	1,744,979 40	5,495 11	″	67,256 62	″	
Services locaux coloniaux, L/c courant	1,705,816 32	″	39,910,161 98	36,500,366 66	3,409,795 32	″	5,115,611 64	″	
Société de crédit coopératif de Lorraine	5,305 88	″	49,643 50	51,900 50	″	2,257 00	3,048 88	″	
Souscriptions à l'émission des obligations des Chemins de fer de l'État. (1912)	″	″	1,945,103,600 00	1,945,103,103 00	497 00	″	497 00	″	
Trésorier-comptable de la caisse des recherches scientifiques, s/c courant	″	″	142,215 30	142,215 30	″	″	″	″	
Trésoriers-payeurs généraux, L/c d'envois de valeurs à vérifier	12,503 75	″	″	″	″	″	12,503 75	″	
Ville de Nouméa, s/c courant	4,973 00	″	145,046 63	138,351 90	6,694 73	″	11,667 73	″	
Totaux du 2°	26,341,016 48	4,791,417 68	2,897,222,123 30	2,870,156,951 79	29,226,791 08	2,161,619 57	53,413,962 34	4,799,192 03	
	21,549,598f 80c		27,065,171f 51c		27,065,171f 51c		48,614,770f 31c		
A reporter	45,406,355f 64c	4,791,417f 68c	3,087,183,099f 34c	3,063,802,533f 06c	29,271,448f 50c	5,890,882f 22c	68,794,696f 27c	4,799,192f 03c	

État de développement des CORRESPONDANTS *du* TRÉSOR *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — DIVERS CORRESPONDANTS. (Suite.)									
Report	45,406,355f 64c	4,791,417f 68c	3,087,183,099f 34c	3,063,802,533f 06c	29,271,448f 50c	5,890,882f 22c	68,794,696f 27c	4,799,192f 03c	
3° Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.									
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant à intérêts	"	25,228,726f 72c	155,811,682f 38c	170,688,794f 87c	"	14,877,112f 49c	"	40,105,839f 21c	
Caisse générale d'épargne et de retraites de Belgique	"	228,934 87	2,046,447 17	2,151,637 22	"	105,190 05	"	334,124 92	
Caisse d'épargne postale d'Italie	"	33,571 31	787,586 08	806,433 43	"	18,847 35	"	52,418 66	
Compte de la dotation	64,739,116f 34c	"	5,141,791 35	"	5,141,791f 35c	"	69,880,907f 69c	"	
Compte général des déposants	1,704,094,436 77	"	687,892,012 02	646,422,722 05	41,469,289 97	"	1,745,563,726 74	"	
Compte général des déposants à régulariser	3,440 24	"	7,897 75	1,728 63	6,169 12	"	9,609 36	"	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1911	"	11,084 86	11,084 86	"	11,084 86	"	"	"	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1912	"	"	"	1,559 93	"	1,559 93	"	1,559 93	
Divers, L/c de dépôts en inscriptions de rentes	16,329,021 78	"	14,119,887 57	12,050,619 51	2,069,268 06	"	18,398,289 84	"	
Divers, L/c de versements pour construction d'immeubles	15,000 00	"	15,000 00	30,000 00	"	15,000 00	"	"	
Frais d'administration — Exercice 1911	"	4,139,138 11	8,106,940 14	3,967,802 03	4,139,138 11	"	"	"	
Frais d'administration — Exercice 1912	"	"	8,114 13	4,395,838 01	"	4,387,723 88	"	4,387,723 88	
Intérêts courus et non échus	"	"	156,134 42	192,023 55	"	35,889 13	"	35,889 13	
Intérêts en compte courant — Exercice 1911	548,084 99	"	12,679,660 50	13,227,745 49	"	548,084 99	"	"	
Intérêts en compte courant — Exercice 1912	"	"	42,628,896 04	42,378,068 84	250,827 20	"	250,827 20	"	
Office tunisien	"	151,758 54	5,440,652 72	5,317,097 62	123,555 10	"	"	28,203 44	
Opérations à régulariser	"	3,440 24	1,728 63	7,897 75	"	6,169 12	"	9,609 36	
Prélèvements sur les excédents de recette pour construction et aménagement de l'hôtel	"	"	1,024 60	1,024 60	"	"	"	"	
Prélèvement sur dotation pour construction d'immeubles — Exercice 1911	"	967,796 92	1,273,175 93	305,379 01	967,796 92	"	"	"	
Prélèvement sur dotation pour construction d'immeubles — Exercice 1912	"	"	"	274,606 91	"	274,606 91	"	274,606 91	
Propriétés immobilières appartenant à la Caisse nationale d'épargne	"	1,640,641 19	"	1,274,200 53	"	1,274,200 53	"	2,914,841 72	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/c de remboursements français	45,132,242 81	"	621,117,382 60	614,867,682 37	6,249,700 23	"	51,381,943 04	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/c de remboursements internationaux	222,777 02	"	2,884,059 74	2,852,113 50	31,946 24	"	254,723 26	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/c de versements	"	50,529,110 89	635,046,167 00	630,728,674 88	4,317,492 12	"	"	46,211,618 77	
Retenues exercées en vertu de la loi sur les pensions civiles	12,764 89	"	172,710 47	155,549 27	17,161 20	"	29,926 09	"	
Succursales étrangères	3,433 43	"	1,912,466 20	1,911,201 89	1,264 31	"	4,697 74	"	
Succursales navales	"	274,114 56	4,268,307 15	4,160,316 33	107,990 82	"	"	166,123 74	
Succursales régimentaires	"	537,440 56	3,504,402 56	3,263,294 74	241,107 82	"	"	296,332 74	
Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	15,514 29	128,791 12	113,363 00	15,428 12	"	"	86 17	
Traites en portefeuille	"	59,923 93	834,201 28	826,367 17	7,834 11	"	"	52,089 82	
Virements d'ordre	"	"	736,771 54	736,771 54	"	"	"	"	
TOTAUX du 3°	1,831,100,318 27	83,821,196 99	2,206,734,975 95	2,163,110,514 67	65,168,845 66	21,544,384 38	1,885,774,650 96	94,871,068 40	
	1,747,279,121 28		43,624,461 28		43,624,461 28		1,790,903,582 56		
À reporter	1,876,506,673 91	88,612,614 67	5,293,918,075 29	5,226,913,047 73	94,440,294 16	27,435,266 60	1,954,569,347 23	99,670,260 43	

État de développement des Correspondants du Trésor *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Divers correspondants. (Suite.)									
Report	1,876,506,673f 91c	88,612,614f 67c	5,293,918,075f 29c	5,226,913,047f 73c	94,440,294f 16c	27,435,266f 60c	1,954,569,347f 23c	99,670,260f 43c	
4° *Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.*									
Reliquats provenant de divers services	25,830 47	″	5,883 79	22,482 61	″	16,598 82	9,231 65	″	
	25,830 47		16,598 82		16,598 82		9,231 65		
Totaux du § 5	1,876,532,504 38	88,612,614 67	5,293,923,959 08	5,226,935,530 34	94,440,294 16	27,451,865 42	1,954,578,578 88	90,670,260 43	
	1,787,919,889 71		66,988,428 74		66,988,428 74		1,854,908,318 45		

RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 1. — Divers services publics	1,641,512,353f 61c	139,680,046f 19c	11,122,099,600f 18c	11,062,202,407f 01c	385,831,460f 37c	325,934,267f 20c	1,680,934,998f 96c	119,205,498f 37c	
§ 2. — Établissements particuliers	702,919 76	″	271,187 98	748,585 31	1,355 16	478,752 49	225,522 43	″	
§ 3. — Fonds à rembourser à divers	3,547,327 17	″	471,826,764 25	471,908,105 23	69,529 90	150,870 88	3,465,986 19	″	
§ 4. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	120,368,343 42	65,087,795 66	3,045,518,404 49	3,046,741,953 23	13,451,869 27	14,675,418 01	125,842,745 27	71,785,746 25	
§ 5. — Divers correspondants	1,876,532,504 38	88,612,614 67	5,293,923,959 08	5,226,935,530 34	94,440,294 16	27,451,865 42	1,954,578,578 88	99,670,260 43	
Totaux généraux	3,642,663,448 34	293,380,456 52	19,933,639,915 98	19,808,536,581 12	493,794,508 86	368,691,174 00	3,765,047,831 73	290,661,505 05	
Excédent de recettes	3,349,282,991 82		125,103,334 86		125,103,334 86		3,474,386,326 68		

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.				SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents		OBSERVATIONS.
	de recettes.	de dépenses.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de recettes.	EXCÉDENTS de dépenses.	de recettes.	de dépenses.	
1° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES.									
Administration de l'assistance publique, s/c de remboursements d'avances	330,125f 21c	″	3,351,325f 36c	3,366,384f 01c	″	15,058f 65c	315,066f 56c	″	
Communes et établissements publics, l/c de produits de coupes extraordinaires de bois	8,370,900 68	″	7,155,805 22	8,279,248 88	″	1,123,443 66	7,247,457 02	″	
Caisse centrale, s/c de certificats provisoires d'obligations des Chemins de fer de l'État (émission 1912)	″	″	23,208,500 00	23,206,500 00	2,000f 00c	″	2,000 00	″	
Divers agents, l/c de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	40,480 43	″	289,599 80	314,917 19	″	25,317 39	15,163 04	″	
Divers comptables du département, l/c de mandats du trésorier général	2,107,708 13	″	234,361,388 01	234,311,551 79	49,836 22	″	2,157,544 35	″	
Divers comptables, l/c de fonds en dépôt	5,055 37	″	637,266 58	621,377 93	15,888 65	″	20,944 02	″	
Divers départements, l/c de recouvrements de deniers pupillaires	″	15,730f 09c	2,714,848 83	2,698,660 71	16,188 12	″	458 03	″	
Divers, l/c d'abonnements au *Journal officiel*	″	20 00	33,057 75	33,017 75	40 00	″	20 00	″	
Divers, l/c d'achats de rentes sur l'État	8,823,343 64	″	212,249,114 85	213,001,217 98	″	752,103 13	8,071,240 51	″	
Divers, l/c d'arrérages de rentes italiennes	965 58	″	153,718 29	148,625 11	5,093 18	″	6,058 76	″	
Divers, l/c de certificats nominatifs d'obligations des Chemins de fer de l'État (1912) à échanger	″	″	2,311,500 00	2,300,500 00	11,000 00	″	11,000 00	″	
Divers, l/c de fournitures de l'Imprimerie nationale	″	2,152 70	162,834 68	162,764 28	70 40	″	″	2,082 30	
Divers, l/c de certificats nominatifs d'obligations des Chemins de fer de l'État déposés pour échange	″	″	5,000 00	5,000 00	″	″	″	″	
Divers, l/c d'inscriptions nominatives déposées pour échange	875,496 00	″	18,165,376 40	17,886,977 55	278,398 85	″	1,153,894 85	″	
Divers, l/c d'obligations des chemins de fer de l'État déposées pour échange	″	″	100,000 00	100,000 00	″	″	″	″	
Divers, l/c de placements en bons du Trésor	22,000 00	″	16,325,100 00	16,080,100 00	245,000 00	″	267,000 00	″	
Divers, l/c de recettes à classer	532,764 06	″	6,886,739 28	6,506,052 99	380,686 29	″	913,450 35	″	
Divers, l/c de titres nominatifs de rentes italiennes déposés pour conversion	2,400 00	″	12,400 00	14,800 00	″	2,400 00	″	″	
Divers, l/c de restitutions au Trésor	″	″	1,493 15	1,493 15	″	″	″	″	
Divers, l/c de retenues à classer	38,106 27	″	1,217,294 99	1,202,174 46	15,120 53	″	53,226 80	″	
Divers, l/c de retenues pour la Caisse des retraites de la vieillesse	567 00	″	5,851 00	5,688 00	163 00	″	730 00	″	
Divers, l/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange	446,485 00	″	17,448,688 98	14,707,811 84	2,740,877 14	″	3,187,362 14	″	
Divers, l/c de titres de rentes en dépôt à la Recette centrale de la Seine	28,319 00	″	6,150 00	6,150 00	″	″	28,319 00	″	
Divers, l/c de valeurs remises à l'encaissement	1,738,875 64	″	88,305,422 18	87,818,335 63	487,086 55	″	2,225,962 19	″	
Divers, l/c de ventes de rentes sur l'État	1,147,182 42	″	64,160,530 40	64,456,725 60	″	296,195 20	850,987 22	″	
Divers, l/c de versements pour le service des Enfants assistés	2,081,103 10	″	24,292,173 94	25,200,073 57	″	907,899 63	1,173,203 47	″	
Divers, l/c de versements sur taxes de brevets d'invention	10,685 00	″	854,325 00	853,710 00	615 00	″	11,300 00	″	
Droits perçus pour le c/ des villes, chefs-lieux d'arrondissement	″	″	424,662 91	424,662 91	″	″	″	″	
Facultés et écoles du gouvernement, l/c de produits à classer	9,359 37	″	3,782,774 72	3,779,644 88	3,129 84	″	12,489 21	″	
Percepteurs, l/c de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1911.)	55 80	″	10 80	66 60	″	55 80	″	″	
Percepteurs, l/c de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1912.)	″	″	763 00	680 40	82 60	″	82 60	″	
Percepteurs, l/c de remboursements par les cercles et casinos du prix des carnets de tickets	″	″	32,688 00	14,639 00	18,049 00	″	18,049 00	″	
À reporter	26,611,977 70	17,902 79	728,656,404 12	727,509,552 21	4,269,325 37	3,122,473 46	27,743,009 12	2,082 30	

Etat de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Suite.)									
§ 1. — Comptes dont les opérations sont justifiées par des pièces. (Suite.)									
Report	26,611,977f 70c	17,902f 79c	728,656,404f 12c	727,509,552f 21c	4,269,325f 37c	3,122,473f 46c	27,743,009f 12c	2,082f 30c	
Percepteurs de la Corse, L/C de recouvrements pour le c/ de leurs prédécesseurs sur les contributions des exercices clos	1,203 46	"	12,260 37	7,226 25	5,034 12	"	6,237 58	"	
Percepteurs de villes, L/C de recouvrements	"	"	53,407,431 19	53,407,431 19	"	"	"	"	
Percepteurs, L/C d'envois de fonds pour le service du Trésor	"	16,381,280 66	340,208,522 06	342,144,814 75	"	1,936,292 69	"	18,317,573 35	
Percepteurs, L/C de restes à recouvrer sur les contributions des exercices périmés	"	347,431 79	671,843 22	633,950 64	37,892 58	"	"	309,539 21	
Pupilles de l'Assistance publique, L/C de titres, valeurs et objets précieux trouvés en fin de tutelle	4,244 54	"	654,614 75	640,699 21	13,915 54	"	18,160 08	"	
Receveurs des communes et établissements publics, L/C d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt	7,094,710 10	"	8,659,128 07	8,819,980 87	"	160,852 80	6,933,857 30	"	
Receveurs d'établissements de bienfaisance, L/C de recouvrements de rentes et créances	56,433 79	"	2,029,478 02	2,051,089 61	"	21,611 59	34,822 20	"	
Receveurs d'hospices et d'établissements de bienfaisance, L/C d'intérêts et de capitaux de cautionnements	312 00	"	126,489 12	126,480 12	9 00	"	321 00	"	
Service de la remonte, S/C d'avances déposées en compte courant	366,825 00	"	16,902,897 00	16,971,507 00	"	68,610 00	298,215 00	"	
Service des subsistances militaires, S/C d'avances déposées en compte courant	118,666 92	"	4,003,800 49	3,809,159 14	194,641 35	"	313,308 27	"	
Service local des colonies, S/C de recouvrements	850 59	"	156,792 20	157,417 04	"	624 84	225 75	"	
Souscripteurs à l'émission d'obligations des Chemins de fer de l'État 1912, L/C d'intérêts de retard	"	"	1,833 24	1,827 81	5 43	"	5 43	"	
Taxes additionnelles perçues par les receveurs de l'enregistrement pour le c/ de la ville de Paris	1,292 05	"	60,314 77	61,030 41	"	715 64	576 41	"	
Totaux du § 1er	34,256,516 15	16,746,615 24	1,155,551,808 62	1,156,342,166 25	4,520,823 39	5,311,181 02	35,348,738 14	18,629,194 86	
	17,509,900f 91c		790,357f 63c		790,357f 63c		16,719,543f 28c		
§ 2. — Comptes donnant lieu à délivrance de récépissés à talon, sans justifications pour les dépenses.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, S/C de recouvrements	"	"	217,430f 55c	52,240f 46c	165,190f 09c	"	165,190f 09c	"	
Agent comptable des poudres et salpêtres, S/C de recouvrements	44,232f 00c	"	222,152 15	249,357 50	"	27,205f 35c	17,026 65	"	
Adjudicataires de coupes de bois, L/C de traites payées par anticipation	3,174 00	"	72,986 00	76,160 00	"	3,174 00	"	"	
Caissier général des chemins de fer de l'Etat, S/C de recouvrements	222,790 00	"	91,691,941 79	91,549,331 79	142,610 00	"	365,400 00	"	
Caissier du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure, S/C courant	620,059 71	"	590,000 00	596,136 17	"	6,136 17	613,923 54	"	
Caissier du Trésor, S/C de payements à divers correspondants	966,207 83	"	274,525,754 46	270,869,629 03	3,656,125 43	"	4,622,333 26	"	
Divers établissements d'utilité publique, L/C de recouvrements autorisés	222,387 27	"	3,254,570 83	3,166,660 26	87,910 57	"	310,297 84	"	
Divers, L/C de remboursements de prêts consentis en vertu de la loi du 18 mars 1910	"	"	661,188 42	661,188 42	"	"	"	"	
Divers, L/C de reversements sur allocations et bonifications. (Retraites ouvrières.)	"	"	25 20	109 30	"	84 10	"	84f 10c	
Divers, L/C de versements destinés à la constitution d'un fonds de garantie pour pertes éventuelles résultant de prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	"	"	13,573 80	13,413 80	160 00	"	160 00	"	
Employés des recettes des finances, L/C de fonds de pensions et secours	11,937 11	"	61,627 22	62,293 79	"	666 57	11,270 54	"	
Percepteurs, L/C de produits divers du budget recouvrés pour le compte des receveurs des finances	"	47f 50c	957,195 50	959,208 51	"	2,013 01	"	2,060 51	
Percepteurs, L/C de traites de douanes et d'obligations des redevables des contributions indirectes à recouvrer	"	949 40	9,910 12	9,620 25	289 87	"	"	659 53	
Receveurs percepteurs de la ville de Paris, L/C d'allocations provisoires	"	943,864 97	1,343,888 24	1,363,628 23	"	19,739 99	"	963,604 96	
Société nationale d'assistance pour les aveugles travailleurs	"	"	180 00	180 00	"	"	"	"	
Trésorier général des Invalides de la Marine, S/C de recouvrements	"	"	8,341,818 95	"	8,341,818 95	"	8,341,818 95	"	
Totaux du § 2	2,090,787 92	944,861 87	381,964,243 23	369,629,157 51	12,394,104 91	59,019 19	14,447,420 87	966,409 10	
	1,145,926f 05c		12,335,085f 72c		12,335,085f 72c		13,481,011f 77c		

État de développement des Correspondants des Comptables des Finances *pendant l'année 1912.* (Suite.)

1° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Suite.)

§ 3. — Comptes d'ordre dont les opérations ne sont pas susceptibles de justifications.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION au 1er janvier 1912. Excédents de recettes.	de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	Dépenses.	Excédents de recettes.	de dépenses.	SITUATION au 1er janvier 1913. Excédents de recettes.	de dépenses.	OBSERVATIONS.
Agent comptable du service des titres des Chemins de fer de l'État, s/c d'obligations au porteur	//	//	100,000f 00c	100,000f 00c	//	//	//	//	
Agent comptable des Poudres et Salpêtres, s/c de payements à vérifier	//	4,419,666f 47c	32,081,854 30	33,094,506 66	//	1,012,652f 36c	//	5,432,318f 83c	
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c de payements à vérifier	//	5,283,733 01	11,639,071 70	11,845,070 15	//	205,998 45	//	5,489,731 46	
Banque de France, s/c de prélèvements autorisés	58,376,000f 00c	//	2,242,688,225 00	2,242,812,625 00	//	124,400 00	58,251,600f 00c	//	
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	//	3,018,078 15	209,536,453 76	210,333,371 20	//	796,917 44	//	3,814,995 59	
Caisse centrale du Trésor public, s/c d'envois à vérifier	//	47,067,997 07	3,328,349,741 54	3,330,506,812 58	//	2,157,071 04	//	49,225,068 11	
Certificats nominatifs d'obligations des Chemins de fer de l'État (émission 1912) à échanger	//	//	2,300,500 00	2,311,500 00	//	11,000 00	//	11,000 00	
Certificats nominatifs d'obligations des Chemins de fer de l'État (émission 1912) déposés pour échange	//	//	5,000 00	5,000 00	//	//	//	//	
Divers condamnés, L/C de remboursements de sommes indûment versées	//	525 21	1,750 07	1,919 02	//	168 95	//	694 16	
Divers, L/C d'allocations et bonifications. (Retraites ouvrières.)	//	//	84 60	1,062,017 89	//	1,061,933 29	//	1,061,933 29	
Divers, L/C d'arbitrages de rentes	//	8,959 63	401,825 04	401,249 39	575f 65c	//	//	8,383 98	
Divers, L/C de payements à présentation	//	4,094,711 70	101,747,431 20	101,739,280 32	8,150 88	//	//	4,086,560 82	
Divers, L/C de payements à régulariser	//	36,267,638 18	166,101,032 16	173,340,955 35	//	7,239,923 19	//	43,507,561 37	
Enfants assistés, L/C d'avances	//	1,950,399 18	25,016,520 05	24,188,425 39	828,094 66	//	//	1,122,304 52	
Établissements nationaux de bienfaisance, L/C de pensions et de secours	//	7,631 50	224,949 98	217,408 48	7,541 50	//	//	90 00	
Ex-trésoriers généraux, L/C courants	14,828 91	//	582,484 22	590,871 14	//	8,386 92	6,441 99	//	
Frais de poursuites par la poste à régulariser	//	16,061 47	57,218 18	43,757 96	13,460 22	//	//	2,601 25	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	//	875,496 00	17,886,977 55	18,165,376 40	//	278,398 85	//	1,153,894 85	
Mandats sur le Trésor à classer	//	1,576 35	6,298,975 19	6,305,435 09	//	6,459 90	//	8,036 25	
Percepteurs, L/C de titres de rentes achetés	//	104,412 65	3,803,723 72	3,777,286 58	26,437 14	//	//	77,975 51	
Percepteurs, L/C de titres de rentes mixtes sur l'État à renouveler	//	//	15,527 00	16,134 00	//	607 00	//	607 00	
Quittances de rentes 3 p. o/o	//	7,222 75	145,853,493 00	145,846,624 50	6,868 50	//	//	354 25	
Receveurs particuliers, L/C courants	//	31,028,655 69	3,467,902,790 54	3,474,488,205 38	//	6,585,414 84	//	37,614,070 53	
Receveurs particuliers, L/C des certificats provisoires d'obligations des Chemins de fer de l'État. (Émission 1912.)	//	//	13,792,000 00	13,793,500 00	//	1,500 00	//	1,500 00	
Receveurs particuliers, L/C d'envois de fonds aux percepteurs	10,113,372 53	//	229,910,271 04	228,589,974 67	1,320,296 37	//	11,433,668 90	//	
Receveurs particuliers, L/C d'obligations des Chemins de fer de l'État	//	//	100,000 00	100,000 00	//	//	//	//	
Receveurs particuliers L/C de restes à recouvrer sur contributions directes des exercices périmés	182,343 00	//	326,083 38	358,786 59	//	32,703 21	149,639 79	//	
Receveurs particuliers, L/C de titres de rentes achetés	//	1,741,957 35	113,096,074 81	112,800,008 22	296,066 59	//	//	1,445,890 76	
Receveurs particuliers, L/C de titres de rentes au porteur et mixtes	//	41,117 00	6,092,974 84	6,083,413 84	9,561 00	//	//	31,556 00	
Receveurs particuliers, L/C de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises	//	1,858,629 30	135,556,341 15	135,273,032 10	283,309 05	//	//	1,575,320 25	
Receveurs particuliers, L/C d'intérêts et frais de service à régulariser	//	7,509 86	728,679 98	722,729 75	5,950 23	//	//	1,559 63	
Rentes de la vieillesse payées par les receveurs et percepteurs du département de la Seine	//	1,493,969 75	6,467,780 58	6,568,269 78	//	100,489 20	//	1,594,458 95	
Titres de rentes nominatives italiennes déposés pour conversion	//	2,400 00	14,800 00	12,400 00	2,400 00	//	//	//	
Trésorier général des Invalides, s/c de payements à vérifier	//	6,604,573 41	26,577,815 01	37,643,220 05	//	11,065,405 04	//	17,669,978 45	
Trésorier général des Invalides s/c de provisions	//	//	60,168 80	60,168 80	//	//	//	//	
Trésorier général des Invalides, s/c d'opérations à régulariser	61,179 70	//	//	//	//	//	61,179 70	//	
Trésor public, s/c de titres de rentes au porteur et mixtes	//	341,091 00	14,700,706 84	17,401,697 98	//	2,700,991 14	//	3,042,082 14	
Totaux du § 3	68,747,724 14	146,244,012 68	10,310,019,325 23	10,340,601,034 26	2,808,711 79	33,390,420 82	69,902,530 38	177,980,527 95	
	77,496,288f 54c		30,581,709f 03c		30,581,709f 03c		108,077,997f 57c		

RÉCAPITULATION.

§ 1. Comptes dont les opérations sont justifiées par des pièces	34,256,516f 15c	16,746,615f 24c	1,155,551,808f 62c	1,156,342,166f 25c	4,520,823f 39c	5,311,181f 02c	35,348,738f 14c	18,629,194f 86c
§ 2. Comptes donnant lieu à la délivrance de récépissés à talon sans justifications pour les dépenses	2,090,787 92	944,861 87	381,964,243 23	369,629,157 51	12,394,104 91	59,019 19	14,447,420 87	966,409 10
§ 3. Comptes dont les opérations ne sont pas susceptibles de justifications	68,747,724 14	146,244,012 68	10,310,019,325 23	10,340,601,034 26	2,808,711 79	33,390,420 82	69,902,530 38	177,980,527 95
Totaux du 1°	105,095,028 21	163,935,489 79	11,847,535,377 08	11,866,572,358 02	19,723,640 09	38,760,621 03	119,698,689 39	197,576,131 91
	58,840,461f 58c		19,036,980f 94c		19,036,980f 94c		77,877,442f 52c	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	EXCÉDENTS de recettes.	EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
2° CORRESPONDANTS DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
§ 1. — COMPTES RELATIFS AUX VALEURS INACTIVES.									
Certificats provisoires d'obligations à émettre pour le service des Chemins de fer de l'État	″	″	300,000,000f 00c	299,992,000f 00c	8,000f 00c	″	8,000f 00c	″	
Divers, *L/c* de valeurs au porteur de diverses origines. (Inscriptions de rentes.)	59,862f 76c	″	12,317 00	25,526 71	″	13,209f 71c	46,653 05	″	
Divers, *L/c* de valeurs au porteur de diverses origines. (Titres et effets divers.)	5,566,146 28	″	2,996,931 00	2,427,980 00	568,851 00	″	6,134,997 28	″	
Divers, *L/c* de valeurs déposées pour différents motifs. (Inscriptions de rentes.)	4,406,360 10	″	1,683,969 00	1,654,996 00	28,973 00	″	4,435,333 10	″	
Divers, *L/c* de valeurs déposées pour différents motifs. (Titres et effets divers.)	51,163,176 24	″	211,085,330 82	228,730,318 13	″	17,644,987 31	33,518,188 93	″	
Divers, *L/c* de valeurs du Trésor déposées en échange de certificats nominatifs	612,300,000 00	″	946,900,000 00	966,450,000 00	″	19,550,000 00	592,750,000 00	″	
Divers, *L/c* d'inscriptions de rentes, pensions et obligations diverses en dépôt	63,289,055 00	″	355,579,333 11	356,016,516 61	″	437,183 50	62,851,871 50	″	
Divers, *L/c* d'inscriptions de rentes nominatives de diverses origines	″	″	1,496 00	1,496 00	″	″	″	″	
Divers, *L/c* d'inscriptions de rentes provenant de la transformation des cautionnements (1898). (Achats de rentes).	″	″	35,461 00	35,461 00	″	″	″	″	
Divers, *L/c* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Achats.)	1,649 00	″	22,643,287 26	22,597,435 26	45,852 00	″	47,501 00	″	
Divers, *L/c* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Ventes.)	″	″	61,731 00	61,731 00	″	″	″	″	
Divers, *L/c* d'inscriptions de rentes sur l'État (nominatives) affectées à des cautionnements	496,303 00	″	″	101,559 00	″	101,559 00	394,744 00	″	
Divers, *L/c* d'obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs	4,112,500 00	″	3,380,000 00	3,492,000 00	″	112,000 00	4,000,500 00	″	
Legs Giffard, *s/c* d'inscriptions de rentes	18,025 00	″	″	″	″	″	18,025 00	″	
Récépissés de souscriptions à liquider collectivement (Chemins de fer de l'État, 1912)	″	″	32,900 00	32,900 00	″	″	″	″	
Titres et effets divers nominatifs de diverses origines	″	″	33,000 00	33,000 00	″	″	″	″	
Valeurs déposées en provision de l'émission des obligations créées pour les besoins des Chemins de fer de l'État	″	″	221,482,000 00	221,482,000 00	″	″	″	″	
TOTAUX du § 1er	741,413,077 38	″	2,065,927,656 19	2,103,134,919 71	651,676 00	37,858,939 52	704,205,813 86	″	
	741,413,077f 38c		37,207,263f 52c		37,207,263f 52c		704,205,813f 86c		
§ 2. — COMPTES EN DEHORS DES VALEURS INACTIVES.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	″	1,173,468f 70c	4,895,746f 91c	3,722,278f 21c	1,173,468f 70c	″	″	″	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de recouvrements	″	″	1,051,780 07	1,051,780 07	″	″	″	″	
Agent comptable du service des Poudres et Salpêtres, *s/c* de recouvrements	8,003,677f 23c	″	75,462,313 40	82,532,622 76	″	7,070,309f 36c	933,367f 87c	″	
Agent comptable du service des Poudres et Salpêtres, *s/c* de payements à vérifier	″	2,166,228 23	25,833,533 35	27,505,682 52	″	1,672,149 17	″	3,838,377f 40c	
Souscripteurs sur dépôts de titres, *L/c* de sommes à verser ultérieurement	″	″	221,482,000 00	221,482,000 00	″	″	″	″	
Souscription en faveur des victimes des inondations de 1910	347,432 77	″	6,184 06	353,616 83	″	347,432 77	″	″	
Trésorier général des Invalides de la Marine, *s/c* de recouvrements	″	″	5,508,789 43	5,215,268 89	293,520 54	″	293,520 54	″	
Trésorier général des Invalides de la Marine, *s/c* de payements à vérifier	″	″	4,198 80	4,198 50	″	″	″	″	
TOTAUX du § 2	8,351,110 00	3,339 696 93	334,244,546 02	341,867,448 08	1,466,989 24	9,089,891 30	1,226,888 41	3,838,377 40	
	5,011,413f 07c		7,622,902f 06c		7,622,902f 06c		2,611,488f 99c		
TOTAUX du 2°	749,764,187f 38c	3,339,696f 93c	2,400,172,202f 21c	2,445,002,367f 79c	2,118,665f 24c	46,948,830f 82c	705,432,702 27	3,838,377 40	
	746,424 490f 45c		44,830,165f 58c		44,830,165f 58c		701,594,324f 87c		

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
3° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR.									
1° Agent comptable des Chancelleries diplomatiques et consulaires.									
Agents en débet	"	13,180f 96c	"	"	"	"	"	13,180f 96c	
Agents percepteurs, L/C courant	"	693,165 87	5,003,628f 46c	4,979,290f 25c	24,338f 21c	"	"	668,827 66	
Compte des établissements français	160,481f 25c	"	357,421 46	403,312 24	"	45,890f 78c	114,590f 47c	"	
Compte spécial des naufrages	"	"	56,481 94	56,481 94	"	"	"	"	
Dépôts en numéraire	214,284 03	"	911,571 56	893,285 97	18,285 59	"	232,569 62	"	
Divers, L/C de provisions versées à Paris	1,297,996 14	"	1,361,446 27	1,635,556 28	"	274,110 01	1,023,886 13	"	
Divers ministères, L/C courants	"	267,411 50	411,468 22	167,382 31	244,085 91	"	"	23,325 59	
Divers particuliers, L/C de recouvrements à l'étranger	"	176,333 89	285,543 77	168,462 11	117,081 66	"	"	59,252 23	
Opérations concernant la Caisse des dépôts et consignations	"	325,795 62	765,342 75	987,820 42	"	222,477 67	"	548,273 29	
Opérations concernant la Caisse des Invalides de la marine	"	35,528 19	13,544 20	15,753 32	"	2,209 12	"	37,737 31	
Recette centrale de la Seine, S/C d'amendes	374 50	"	1,731 35	1,474 25	257 10	"	631 60	"	
Recettes à vérifier	1,847,393 08	"	3,499,867 68	3,709,151 58	"	209,283 90	1,638,109 18	"	
2° Agent comptable des traites de la Marine.									
Reversements de trop-perçus sur traites de la marine	"	"	43,256 98	43,256 98	"	"	"	"	
Traites de la marine payées	"	"	16,608,490 10	16,608,490 10	"	"	"	"	
Traites de la marine visées	1,129,500 62	"	16,268,729 39	16,608,490 10	"	339,760 71	789,739 91	"	
Versements au Trésor de traites anciennes restant à payer et d'excédents de régularisation	"	"	903 95	903 95	"	"	"	"	
3° Agent comptable des traites des Affaires étrangères.									
Reversements de trop-perçus sur traites des affaires étrangères	"	"	851,616 73	851,616 73	"	"	"	"	
Traites des affaires étrangères, payées	"	"	5,007,025 30	5,007,025 30	"	"	"	"	
Traites des affaires étrangères, visées	254,804 53	"	5,200,789 02	5,007,025 30	193,763 72	"	448,568 25	"	
Versements au Trésor de traites anciennes restant à payer et d'excédents de régularisation	"	"	2,131 42	2,131 42	"	"	"	"	
TOTAUX du 3°	4,904,834 15	1,511,416 03	56,650,990 55	57,146,910 55	597,812 19	1,093,732 19	4,248,095 16	1,350,597 04	
	3,393,418f 12c		495,920f 00c		495,920f 00c		2,897,498f 12c		
4° CORRESPONDANTS DES PAYEURS D'ARMÉES.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, S/C de recouvrements	"	"	2,575f 15c	"	2,575f 15c	"	2,575f 15c	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, S/C de payements à vérifier	"	28,078f 20c	48,066 85	88,315f 45c	"	40,248f 60c	"	68,326f 80c	
Bénéfices et frais de négociation et de change	"	"	591,011 37	591,011 37	"	"	"	"	
Caisse centrale du Trésor, S/C d'envois à vérifier	"	188,755 28	2,600,781 52	2,596,734 84	4,046 98	"	"	184,708 30	
Dépôts provisoires des soumissionnaires de fournitures et travaux	15,700f 00c	"	340,700 00	318,400 00	22,300 00	"	38,000 00	"	
Divers, L/C de payements à régulariser	"	14,192,703 07	16,896,753 27	26,354,192 52	"	9,457,439 25	"	23,650,142 32	
Divers, L/C de recettes à classer	1,210 23	"	376,302 48	376,678 50	"	376 02	834 21	"	
Dons en espèces au profit des troupes débarquées au Maroc	"	"	3,417 35	3,417 35	"	"	"	"	
Facultés et Écoles du Gouvernement, L/C de produits à classer	"	"	1,075 00	1,075 00	"	"	"	"	
Retenues sur traitement en vertu d'opposition	"	"	5,572 38	5,572 38	"	"	"	"	
Successions de militaires décédés au Maroc, L/C de versements provisoires	"	"	16,387 46	1,034 70	15,352 76	"	15,352 76	"	
Trésorier général des Invalides de la Marine, S/C de payements à vérifier	"	"	461 83	468 83	"	7 00	"	7 00	
TOTAUX du 4°	16,910 23	14,409,536 55	20,883,104 96	30,336,900 94	44,274 89	9,498,070 87	56,762 12	23,903,184 42	
	14,392,626f 32c		9,453,795f 98c		9,453,795f 98c		23,846,422f 30c		

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année* 1912. (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
5e CORRESPONDANTS DU TRÉSORIER GÉNÉRAL ET DES PAYEURS PRINCIPAUX EN ALGÉRIE ET DU RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES TUNISIENNES.									
Administration de l'Assistance publique, s/c de remboursements d'avances	″	″	2,092f 65c	1,819f 25c	273f 40c	″	273f 40c	″	
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c de recouvrements	″	″	8,171 90	1,693 60	6,481 30	″	6,481 30	″	
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c de payements à vérifier	″	438,469f 85c	923,171 63	907,720 84	15,450 79	″	″	423,019f 06c	
Agent comptable de l'Université, s/c courant	14,027f 64c	″	860,657 14	850,498 27	10,158 87	″	24,186 51	″	
Agents en service détaché, L/c de retenues pour pensions civiles encaissées pour le c/ du receveur central de la Seine	442 26	″	9,613 03	9,596 91	16 12	″	458 38	″	
Banque de l'Algérie, s/c d'achats de rentes	″	″	94,910 20	94,910 20	″	″	″	″	
Banque d'État du Maroc	″	″	614,243 71	593,974 95	20,268 76	″	20,268 76	″	
Bordereaux d'achats de rentes remis par la caisse centrale	″	59,979 77	20,180,666 31	20,596,290 61	″	415,624f 30c	″	475,604 07	
Caisse centrale du Trésor public, s/c d'envois à vérifier	″	78,859,936 96	375,661,961 47	398,827,780 38	″	23,165,818 91	″	102,025,755 87	
Caisse centrale, s/c de certificats provisoires d'obligations de chemins de fer de l'État	″	″	1,188,500 00	1,188,500 00	″	″	″	″	
Caissier des chemins de fer algériens de l'État, s/c courant	4,087,767 85	″	18,148,272 36	18,484,671 16	″	336,398 80	3,751,369 05	″	
Caissier du Trésor, s/c de payements à divers correspondants	19,527 02	″	542,807 15	452,770 51	90,036 64	″	109,563 66	″	
Certificats nominatifs d'obligations de chemins de fer à échanger	″	″	4,000 00	4,000 00	″	″	″	″	
Chambres de commerce	57,468 27	″	146,547 06	168,221 91	″	21,674 85	35,793 42	″	
Communes et établissements publics, s/c d'achats de valeurs	″	″	94,910 20	94,910 20	″	″	″	″	
Communes et établissements publics, L/c de valeurs déposées au Trésor	135,500 00	″	109,000 00	″	109,000 00	″	244,500 00	″	
Dépenses pour le c/ de la Caisse des dépôts et consignations à régulariser	″	3,475 63	2,347 94	1,334 17	1,013 77	″	″	2,461 86	
Divers établissements d'utilité publique, L/c de recouvrements autorisés	″	″	771 25	771 25	″	″	″	″	
Divers fonctionnaires, L/c d'abonnement d'office au *Journal officiel*	″	″	880 00	880 00	″	″	″	″	
Divers, L/c d'achats de rentes sur l'État	175,256 64	″	1,966,507 40	1,636,435 04	330,072 36	″	505,329 00	″	
Divers, L/c de fournitures de l'Imprimerie nationale	″	44 94	17,519 03	17,502 01	17 02	″	″	27 92	
Divers, L/c de payements à présentation	″	62,289 06	3,797,141 11	3,918,214 57	″	121,073 46	″	183,362 52	
Divers, L/c de payements à régulariser	″	6,225,585 63	14,979,871 97	25,554,259 29	″	10,574,387 32	″	16,799,972 95	
Divers, L/c de recettes à classer	280,598 86	″	2,066,268 44	2,145,493 03	″	79,224 59	201,374 27	″	
Divers, L/c de retenues à classer	13,161 51	″	61,334 27	58,949 68	2,384 59	″	15,546 10	″	
Divers, L/c de certificats nominatifs d'obligations de chemins de fer à échanger	″	″	4,000 00	4,000 00	″	″	″	″	
Divers, L/c d'allocations et bonifications. — Retraites ouvrières	″	″	″	87 60	″	87 60	″	87 60	
A reporter	4,783,750 05	85,649,781 84	441,486,169 22	475,615,285 43	585,173 62	34,714,289 83	4,915,143 85	119,910,291 85	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
5° CORRESPONDANTS DU TRÉSORIER GÉNÉRAL ET DES PAYEURS PRINCIPAUX EN ALGÉRIE ET DU RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES TUNISIENNES. (Suite.)									
Report	4,783,750f 05c	85,649,781f 84c	441,486,169f 22c	475,615,285f 43c	585,173f 62c	34,714,289f 83c	4,915,143f 85c	119,910,291f 85c	
Divers, L/c de retenues à verser à la caisse de retraites pour la vieillesse	145 66	"	2,952 82	2,775 37	177 45	"	323 11	"	
Divers, L/c de retenues sur traitements exercées à divers titres	1,376 17	"	109,379 12	108,851 82	527 30	"	1,903 47	"	
Divers, L/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposées pour échange	739 00	"	25,239 00	24,766 00	473 00	"	1,212 00	"	
Divers, L/c de valeurs remises à l'encaissement	10,916 33	"	474,467 79	484,493 62	"	10,025 83	890 50	"	
Divers, L/c de ventes de rentes sur l'État	6,102 11	"	711,203 71	702,825 33	8,378 38	"	14,480 49	"	
Divers, L/c de versements en échange de mandats sur le Trésor	"	"	187,607 83	187,607 83	"	"	"	"	
Divers, L/c d'inscriptions nominatives déposées pour échange	6,564 00	"	47,534 00	43,317 00	4,217 00	"	10,781 00	"	
Établissements nationaux de bienfaisance, L/c de pensions et de secours	"	"	3,644 00	3,644 00	"	"	"	"	
Facultés et écoles du Gouvernement, L/c de produits à classer	"	"	74,824 30	74,824 30	"	"	"	"	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	6,564 00	43,317 00	47,534 00	"	4,217 00	"	10,781 00	
Mouvements de fonds entre les régies à régulariser	"	"	190,473,669 72	190,473,669 72	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, L/c de dépenses à vérifier	"	"	120,939,758 70	120,939,758 70	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, L/c de recettes à vérifier	"	"	124,991,702 46	124,991,702 46	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, L/c de reçus provisoires de la Banque de l'Algérie	"	"	6,340,000 00	5,940,000 00	400,000 00	"	400,000 00	"	
Payeurs particuliers, L/c de titres de rentes achetées	"	"	297,871 29	297,871 29	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, L/c de titres de rentes au porteur et mixtes	"	"	3,784 00	3,784 00	"	"	"	"	
Payeur principal de Bône, S/c courant	"	"	14,798,832 19	14,798,832 19	"	"	"	"	
Payeur principal de Constantine, S/c courant	"	"	55,295,603 59	55,295,603 59	"	"	"	"	
Payeur principal d'Oran, S/c courant	"	"	96,173,990 21	96,173,990 21	"	"	"	"	
A reporter	4,809,593 32	85,656,345 84	1,052,481,550 95	1,086,211,136 86	998,946 75	34,728,532 66	5,344,734 42	119,921,072 85	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
5° CORRESPONDANTS DU TRÉSORIER GÉNÉRAL ET DES PAYEURS PRINCIPAUX EN ALGÉRIE ET DU RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES TUNISIENNES. (Suite.)									
Report	4,809,593f 32c	85,656,345f 84c	1,052,481,550f 95c	1,086,211,136f 86c	998,946f 75c	34,728,532f 66c	5,344,734f 42c	119,921,072f 85c	
Prélèvement sur le produit des jeux de hasard	"	"	73,063 95	73,063 95	"	"	"	"	
Recettes pour le compte de la caisse des dépôts et consignations à régulariser	1,823 91	"	5,903 64	1,689 85	4,213 79	"	6,037 70	"	
Récépissés de fonds de subvention des comptables tunisiens à classer	"	"	2,648,232 53	2,648,232 53	"	"	"	"	
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, c/c courant	"	4,216 50	38,677,224 60	38,677,707 93	"	483 33	"	4,699 83	
Receveurs des administrations financières, c/c intermédiaire de fonds de subvention reçus des comptables du Trésor.	"	"	46,741,523 32	46,741,523 32	"	"	"	"	
Receveurs des administrations financières, c/c intermédiaire de versements au Trésor	"	"	372,874,094 53	372,874,094 53	"	"	"	"	
Receveurs des contributions diverses, c/c courant	"	40,812,988 19	218,641,017 57	218,372,226 17	268,791 40	"	"	40,544,196 79	
Receveurs des contributions diverses, c/c de demandes de mandats sur le Trésor	"	"	24,021 08	24,021 08	"	"	"	"	
Receveurs principaux des douanes, c/c courant	"	384,980 35	59,589,088 35	60,037,778 79	"	448,690 44	"	833,670 79	
Receveurs principaux des postes et des télégraphes, c/c courant	"	5,120,847 58	737,919,958 95	738,179,483 30	"	259,524 35	"	5,380,371 93	
Receveurs des postes en Algérie, c/c de mouvements de fonds avec l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	38,303,396 53	38,303,396 53	"	"	"	"	
Recouvrements en vertu de contraintes	199 33	"	15,473 28	14,488 35	984 93	"	1,184 26	"	
Service des subsistances militaires, s/c d'avances en compte courant	"	"	457,070 61	457,070 61	"	"	"	"	
Service local des colonies, s/c de recouvrements	9 60	"	402 55	412 15	"	9 60	"	"	
Timbres-poste et chiffres-taxes, c/c de valeurs en dépôt	13,774 50	"	"	"	"	"	13,774 50	"	
Trésorier général de l'Algérie, s/c courant	"	"	162,151,668 85	162,151,668 85	"	"	"	"	
Trésorier général des Invalides de la marine, s/c de payements à vérifier (Tunisie)	"	4,656 97	24,912 95	31,606 07	"	6,693 12	"	11,350 09	
Trésor, s/c de titres de rentes au porteur et mixtes	"	739 00	24,916 00	25,239 00	"	323 00	"	1,062 00	
Ville de Paris, s/c de provisions	6,000 00	"	81,000 00	81,000 00	"	"	6,000 00	"	
Ville de Paris s/c d'opérations	"	"	500,449 72	500,449 72	"	"	"	"	
TOTAUX (à reporter)	4,831,400 66	131,984,774 43	2,731,234,969 96	2,765,406,289 59	1,272,936 87	35,444,256 50	5,371,730 88	166,696,424 28	

État de développement des CORRESPONDANTS COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1912. (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
5° CORRESPONDANTS DU TRÉSORIER GÉNÉRAL ET DES PAYEURS PRINCIPAUX EN ALGÉRIE ET DU RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES TUNISIENNES. (Suite.).									
Report	4,831,400f 66c	131,984,774f 43c	2,731,234,969f 96c	2,765,406,289f 59c	1,272,936f 87c	35,444,256f 50c	5,371,730f 88c	166,696,424f 28c	
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE DES RECEVEURS.									
1° *Receveurs de l'Enregistrement.*									
Divers, L/c de retenues pour pensions à classer	2,049 61	//	22,163 88	21,969 97	193 91	//	2,243 52	//	
Établissements d'aliénés, L/c de recouvrements de pensions	//	//	860 50	860 50	//	//	//	//	
Frais de formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	//	12 96	//	//	//	//	//	12 96	
Frais de justice avancés pour le compte du budget métropolitain	//	345 23	1,470 83	2,690 44	//	1,219 61	//	1,564 84	
Frais de justice maritime	//	//	654 00	654 00	//	//	//	//	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'Administration de l'Enregistrement	//	7,535 47	//	11 10	//	11 10	//	7,546 57	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'Administration des Forêts	//	176 00	//	//	//	//	//	176 00	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	617 19	//	5,730 89	5,471 07	259 82	//	877 01	//	
Frais de location et de vente d'immeubles appartenant à l'État	//	3,599 59	164 05	172 15	//	8 10	//	3,607 69	
Payements à régulariser. Frais de justice avancés pour l'assistance judiciaire en Tunisie	//	51 60	337 30	457 20	//	119 90	//	171 50	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux effectués par les soins du Ministère de la Guerre (Loi du 14 janvier 1890)	//	15 00	66,384 10	66,384 10	//	//	//	15 00	
Produits de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	6,685 65	//	14,557 47	21,243 12	//	6,685 65	//	//	
Produits de la vente de matières provenant du Ministère de la Guerre à classer	//	//	53,463 93	53,463 93	//	//	//	//	
Recettes à classer	239 67	//	//	//	//	//	239 67	//	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1908	41 12	//	//	//	//	//	41 12	//	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1909	14 24	//	//	//	//	//	14 24	//	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1910	102 74	//	//	//	//	//	102 74	//	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1911	91 22	//	78 44	173 84	//	95 40	//	4 18	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1912	//	//	325,026 82	324,696 14	330 68	//	330 68	//	
Recouvrements ou régularisations d'avances antérieures à 1901	5,235 92	//	//	//	//	//	5,235 92	//	
Recouvrements pour le compte de l'agent judiciaire du Trésor	//	//	45 60	45 60	//	//	//	//	
Recouvrements pour le compte des receveurs de la métropole	//	2 06	2,184 51	1,954 30	230 21	//	228 15	//	
2° *Receveurs des Douanes.*									
Droits et produits constatés et recouvrés au titre de l'exercice 1911	//	//	911 37	911 37	//	//	//	//	
Droits et produits constatés et recouvrés au titre de l'exercice 1912	//	//	40,598 10	40,598 10	//	//	//	//	
A reporter	4,846,478 02	131,996,512 34	2,731,769,601 75	2,765,948,046 52	1,273,951 49	35,452,396 26	5,381,043 93	166,709,523 02	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
Report	4,846,478f 02c	131,996,512f 34c	2,731,769,601f 75c	2,765,948,046f 52c	1,273,951f 49c	35,452,396f 26c	5,381,043f 93c	166,709,523f 02c	
5° CORRESPONDANTS DU TRÉSORIER GÉNÉRAL ET DES PAYEURS PRINCIPAUX EN ALGÉRIE ET DU RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES TUNISIENNES (Suite.).									
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE DES RECEVEURS. (Suite.)									
3° *Receveurs des contributions diverses.*									
Dépenses d'urgence	〃	12,760 60	24,255 20	19,704 76	4,550 44	〃	〃	8,210 16	
Frais de poursuites pour le service des contributions diverses	〃	4,511 21	2,464 71	502 69	1,962 02	〃	〃	2,549 19	
Opérations pour le compte des receveurs de la métropole	342 16	〃	3,735 49	4,063 65	〃	328 16	14 00	〃	
Mandats sur le Trésor	〃	〃	102,691 63	102,691 63	〃	〃	〃	〃	
Recouvrements faits pour des tiers	3,508 35	〃	744,298 76	741,653 93	2,644 83	〃	6,153 18	〃	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1911	〃	〃	696 67	696 67	〃	〃	〃	〃	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1912	〃	〃	1,133,159 48	1,133,159 48	〃	〃	〃	〃	
4° *Receveurs des Postes et des Télégraphes.*									
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	〃	2,569 90	24,295 80	28,524 15	〃	4,228 35	〃	6,798 25	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	1,491,698 76	〃	20,482,383 66	20,597,761 76	〃	115,378 10	1,376,320 66	〃	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	〃	1,329,245 11	17,414,953 69	17,577,616 31	〃	162,662 62	〃	1,491,907 73	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	〃	531 00	6,412 00	6,556 00	〃	144 00	〃	675 00	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	〃	7,780 38	21,558 31	14,053 66	7,504 65	〃	〃	275 73	
Payements faits pour le compte de la caisse nationale d'épargne	〃	14,739 70	256,362 89	252,855 24	3,507 65	〃	〃	11,232 05	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1911	7,195 53	〃	892 64	8,088 17	〃	7,195 53	〃	〃	
Recouvrements de produits constatés au titre de l'exercice 1912	〃	〃	105,533 22	96,678 72	8,854 50	〃	8,854 50	〃	
TOTAUX	6,349,222 82	133,368,650 24	2,772,093,295 90	2,806,532,653 34	1,302,975 58	35,742,333 02	6,772,386 27	168,231,171 13	
	127,019,427 42		34,439,357 44		34,439,357 44		161,458,784 86		

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.

1° COMPTES GÉNÉRAUX.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c de payements à vérifier	″	164,945f 88c	248,434f 85c	235,482f 81c	12,952f 04c	″	″	151,993f 84c	
Amendes attribuées à divers	18,190f 54c	″	52,671 16	40,721 78	11,949 38	″	30,139f 92c	″	
Arrérages de pensions civiles payés par provision	″	17,585 30	10,358 11	18,410 46	″	8,052f 35c	″	25,637 65	
Avances au service Marine	″	223,317 09	3,378,468 94	3,327,859 65	50,609 29	″	″	172,707 80	
Bénéfice du change sur les mandats d'articles d'argent	″	″	117,377 65	117,377 65	″	″	″	″	
Bons de poste et mandats tunisiens payés	″	12,638 15	22,368 37	21,460 82	907 55	″	″	11,730 60	
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	″	26,976 44	14,809,512 89	14,786,207 77	23,305 12	″	″	3,671 32	
Budget général de l'Afrique occidentale, s/c d'ordres de payements acquittés en Afrique occidentale française	″	55,818 83	″	″	″	″	″	55,818 83	
Câbles français de la côte occidentale d'Afrique, l/c de recettes	117,941 37	″	773,992 63	767,474 31	6,518 32	″	124,459 69	″	
Caisse centrale, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	″	34,665 00	34,605 00	29,985 00	4,620 00	″	″	30,045 00	
Caisse de l'instruction publique	2,545 80	″	11,225 00	8,383 17	2,841 83	″	5,387 63	″	
Chambres de commerce	″	″	4,356 00	″	4,356 00	″	4,356 00	″	
Dépenses à régulariser	″	21,362,641 49	60,128,641 25	57,908,877 34	2,219,763 91	″	″	19,142,877 58	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations à régulariser	″	72,328 47	88,960 82	376,174 48	″	287,213 66	″	359,542 13	
Dépôts administratifs	1,347,558 09	″	757,970 42	572,058 37	185,912 05	″	1,533,470 14	″	
Dépôts de fonds des corps de troupes	2,009,280 70	″	4,168,874 84	3,982,649 34	186,225 50	″	2,195,506 20	″	
Dépôts faits par les soumissionnaires de marchés ou adjudications	212,891 33	″	1,836,259 29	1,869,218 77	″	32,959 48	179,931 85	″	
Divers agents, l/c de retenues pour le compte du receveur central de la Seine	167 92	″	26,688 58	24,795 99	1,892 59	″	2,060 51	″	
Divers comptables, l/c de recouvrements de contributions en vertu de contraintes	5,246 90	″	81,211 59	80,614 93	596 66	″	5,843 56	″	
Divers détenus, l/c de fonds de pécule	28,465 32	″	36,793 15	31,070 73	5,722 42	″	34,187 74	″	
Divers, l/c d'achats de rentes sur l'État	2,124,982 00	″	14,631,371 66	15,481,163 66	″	849,792 00	1,275,190 00	″	
Divers, l/c de délégations à payer hors de la colonie	″	″	222,746 01	222,746 01	″	″	″	″	
Divers, l/c d'envois d'argent dans l'intérieur de la colonie	535,946 82	″	5,465,356 99	5,926,208 50	″	460,851 51	75,095 31	″	
A reporter	6,403,216 79	21,970,916 65	106,908,245 20	105,828,941 54	2,718,172 66	1,638,869 00	5,465,628 55	19,954,024 75	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année* **1912**. (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	6,403,216f 79c	21,970,916f 65c	106,908,245f 20c	105,828,941f 54c	2,718,172f 66c	1,638,869f 00c	5,465,628f 55c	19,954,024f 75c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Divers, L/C de recettes à classer	5,963,400 30	″	15,555,413 10	18,082,781 22	″	2,527,368 12	3,436,032 18	″	
Divers, L/C de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	34,665 00	″	29,985 00	34,605 00	″	4,620 00	30,045 00	″	
Divers, L/C de titres de rentes déposés pour échange	877 00	″	808,798 00	188,220 00	620,578 00	″	621,455 00	″	
Divers, L/C de ventes de rentes sur l'État	1,164 62	″	247,302 30	248,466 92	″	1,164 62	″	″	
Divers, L/C de versements en échange de mandats sur le Trésor	″	″	19,743 98	19,743 98	″	″	″	″	
Divers, L/C d'excédents de versements sur les contributions	12,925 96	″	43,604 30	46,944 12	″	3,339 82	9,586 14	″	
Droits consignés à régulariser ultérieurement	42,925 55	″	2,744,753 28	2,722,938 73	21,814 55	″	64,740 10	″	
Écoles du Gouvernement, L/C de produits à classer	50 00	″	647 50	697 50	″	50 00	″	″	
Émission de bons de caisse	3,755,535 00	″	″	″	″	″	3,755,535 00	″	
Fonds commun pour le service de l'instruction primaire	″	116,903 65	1,609,178 61	1,605,620 10	3,558 51	″	″	113,345 14	
Fonds de réserve des communes et établissements publics	130,010 89	″	160,378 20	179,072 54	″	18,694 34	111,316 55	″	
Fonds reçus à vérifier	965,056 50	″	4,244,335 90	5,209,392 40	″	965,056 50	″	″	
Frais de négociation et de change	″	224 85	13,814,528 67	13,820,327 01	″	5,798 34	″	6,023 19	
Gérants de caisses d'avances en territoires militaires, L/C courant	″	115,000 00	2,500 00	2,500 00	″	″	″	115,000 00	
Immigration, S/C courant	58,604 58	″	7,407 00	435 00	6,972 00	″	65,576 58	″	
Inscription des rentes amortissables en garantie de bons de nickel (titres amortis)	″	920,700 00	920,700 00	899,550 00	21,150 00	″	″	899,550 00	
Octroi de mer	755,245 52	″	5,371,016 35	5,388,183 56	″	17,167 21	738,078 31	″	
Parts attribuées aux communes sur divers droits et produits	186,489 38	″	229,980 79	207,856 08	22,124 71	″	208,614 09	″	
Parts de taxes télégraphiques revenant à des compagnies de câbles sous-marins	12,975 13	″	121,034 38	121,037 13	″	2 75	12,972 38	″	
Percepteurs, L/C courant	″	3,525,968 10	15,991,211 14	13,954,063 97	2,037,147 17	″	″	1,488,820 93	
Percepteurs, L/C de restes à recouvrer sur contributions directes du service local	″	27,093 93	11,923 07	10,568 31	1,354 76	″	″	25,739 17	
Placements des communes	816,610 60	″	939,309 21	717,019 66	222,289 55	″	1,038,900 15	″	
Préposés des trésoriers-payeurs des colonies, L/C courant	″	35,267,571 51	192,229,325 00	200,660,593 71	″	8,431,268 71	″	43,698,840 22	
Produits de déshérences, épaves, etc	1,451,244 20	″	91,417 96	124,247 23	″	32,829 27	1,418,414 93	″	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin, S/C courant	″	30,092,957 40	149,063,614 56	164,993,730 86	″	15,930,116 30	″	46,023,073 70	
A reporter	20,590,997 02	92,037,336 09	511,166,353 50	535,067,536 57	5,675,161 91	29,576,344 98	16,976,894 96	112,324,417 10	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	20,590,997f 02c	92,037,336f 09c	511,166,353f 50c	535,067,536f 57c	5,675.161f 91c	29,576,344f 98c	16,976,894f 96c	112,324,417f 10c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Recettes à répartir	33,058 69	″	21,610,781 81	21,578,235 29	32,546 52	″	65,605 21	″	
Recettes en atténuation des dépenses du service colonial	405,850 31	″	12,111,132 37	11,356,833 00	754,299 37	″	1,160,149 68	″	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, à régulariser	70,343 46	″	24,782 46	49,846 89	″	25,064 43	45,279 03	″	
Recettes pour le compte de la Légion d'honneur, à régulariser	583 50	″	47 00	462 50	″	415 50	168 00	″	
Receveurs des communes, hospices et établissements de bienfaisance, L/C courant	3,399,141 77	″	15,042,355 76	13,546,409 76	1,495,946 00	″	4,895,087 77	″	
Receveurs des postes et des télégraphes, L/C courant	1,548,172 73	″	19,557,256 52	21,181,679 62	″	1,624,423 10	″	76,250 37	
Remises sur les obligations cautionnées souscrites par les redevables	2,988 43	″	66,875 75	68,010 43	″	1,134 68	1,853 75	″	
Restes à recouvrer sur contributions directes	″	61,765 97	221,295 87	201,634 21	19,661 66	″	″	42,104 31	
Restes à recouvrer sur contributions et revenus publics	″	10 60	10 60	″	10 60	″	″	″	
Restes à recouvrer sur contributions indirectes et divers produits	″	44,981 48	44,789 40	24,766 32	20,023 08	″	″	24,958 40	
Retenues par suite d'oppositions	34,751 38	″	333,501 82	349,268 05	″	15,766 23	18,985 15	″	
Saisies et doubles droits de douanes à répartir	104,291 43	″	111,379 17	138,937 51	″	27,558 34	76,733 09	″	
Service local des colonies, S/C de recouvrements	″	349 99	1,910,445 14	1,910,188 13	257 01	″	″	92 98	
Service local, S/C courant (Inde)	4,274,832 85	″	3,608,702 25	3,637,004 51	″	28,302 26	4,246,530 59	″	
Service local, S/C de provisions pour dépenses faites hors de la colonie	″	″	39,510,863 06	39,510,863 06	″	″	″	″	
Souscription pour l'érection d'un monument à la mémoire des morts de l'armée d'Afrique	″	″	690 75	690 75	″	″	″	″	
Successions des fonctionnaires coloniaux et locaux et des militaires des troupes coloniales, L/C de versements provisoires	117,246 24	″	231,714 43	277,835 82	″	46,121 39	71,124 85	″	
Successions vacantes, L/C courant	605,064 68	″	1,931,842 72	1,230,382 07	701,460 65	″	1,306,525 33	″	
Timbres-poste coloniaux, L/C de distribution	3,712,934 39	″	1,558,652 53	1,566,637 65	″	7,985 12	3,704,949 27	″	
Trésoriers coloniaux, L/C de payements divers	″	5,629 52	″	″	″	″	″	5,629 52	
Trésoriers particuliers, L/C courant	″	1,866,254 79	11,844,803 69	11,435,393 06	409,410 63	″	″	1,456,844 16	
Trésoriers particuliers, L/C de restes à recouvrer sur contributions directes	″	″	128 00	″	128 00	″	128 00	″	
Trésoriers-payeurs généraux, L/C de payements divers	″	15,000 00	15,142 10	142 10	15,000 00	″	″	″	
Trésor public, S/C de titres de rentes	6,691 00	″	188,220 00	828,798 00	″	640,578 00	″	633,887 00	
A reporter	34,906,947 38	94,031,328 44	641,091,766 70	663,961,555 30	9,123,905 43	31,993,694 03	32,570,014 68	114,564,183 84	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	34,906,947f 88c	94,031,328f 44c	641,091,766f 70c	663,961,555f 30c	9,123,905f 43c	31,993,694f 03c	32,570,014f 68c	114,564,183f 84c	
2° COMPTES PARTICULIERS.									
Moyen-Congo.									
Emprunt de 21 millions, *s/c* de provisions	″	″	663,597 50	663,597 50	″	″	″	″	
Fonds provenant de l'emprunt de 21 millions	9 401,145 82	″	918,000 40	8,000,000 00	″	7,081,999 60	2,319,146 22	″	
Solde acquise et non payée aux fonctionnaires et agents en service dans l'intérieur	3,187 18	″	″	″	″	″	3,187 18	″	
Part contributive des concessionnaires à l'établissement de postes de douanes	1,968 66	″	″	″	″	″	1,968 66	″	
Restes à payer sur les demi-annuités de l'emprunt de 1909	″	″	30,790 00	″	30,790 00	″	30,790 00	″	
Haut-Sénégal et Niger.									
Budgets locaux du Sénégal, *L/c* de dépenses à régulariser	″	200 00	″	″	″	″	″	200 00	
Sénégal.									
Caisse de retenues de pilotage sur la barre à Saint-Louis	42,606 08	″	18,498 07	35,135 07	″	16,637 00	25,969 08	″	
Colonies de l'Afrique occidentale française, *L/c* courant pour payements en Afrique occidentale française	″	34,384 18	″	″	″	″	″	34,384 18	
Préposés receveurs régionaux, *L/c* courant	″	3,191,762 86	14,163,412 00	16,639,670 39	″	2,476,258 39	″	5,668,021 25	
Remises à répartir entre les agents de la douane	″	4,719 75	4,998 00	2,038 27	2,959 73	″	″	1,760 02	
Trésorier-payeur de l'Afrique occidentale française, *s/c* courant	″	″	8,608 73	8,608 73	″	″	″	″	
Madagascar.									
Dépôts de fonds des brigades de la garde indigène	57,421 45	″	91,478 47	101,403 31	″	9,924 84	47,496 61	″	
Emprunt de 1897, *s/c* de provisions	″	″	967,887 50	967 887 50	″	″	″	″	
Emprunt de 1903, *s/c* de provisions	″	″	2,434,260 00	2,434 260 00	″	″	″	″	
Produit brut du câble de Mozambique à Majunga	54,901 03	″	196,459 52	252,892 83	″	56,433 31	″	1,532 28	
Produit des taxes de consommation affecté au service de l'emprunt de 60 millions (1903)	1,032,336 96	″	4,439,451 50	5,471,170 91	″	1,031,719 41	617 55	″	
Produits des douanes affectés au service des intérêts de l'emprunt de 1897	354,697 97	″	1,413,007 73	1,767,694 70	″	354,686 97	11 00	″	
Receveur principal des douanes, *s/c* courant	604,832 97	″	5,892,071 53	5,856,873 89	35,197 64	″	640,030 61	″	
Receveurs des postes, *s/c* courant (service des articles d'argent métropolitains)	″	″	6,778,753 31	6,778,753 31	″	″	″	″	
Retenues pour le compte de la Caisse locale des retraites	″	″	294,820 21	288,645 87	6,174 34	″	6,174 34	″	
Service des domaines, *s/c* courant	138,123 70	″	545,809 65	601,707 77	″	55,898 12	82,225 58	″	
A reporter	46,598,169 70	97,262,395 23	679,953,670 82	713,831,895 35	9,199,027 14	43,077,251 67	35,727,631 51	120,270,081 57	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6e CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	46,598,169f 70c	97,262,395f 23c	679,953,670f 82c	713,831,895f 35c	9,199,027f 14c	43,077,251f 67c	35,727,631f 51c	120,270,081f 57c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Réunion.									
Caissier du port et du chemin de fer de la Réunion, s/c courant	1,164,430 78	"	666,805 89	1,831,236 67	"	1,164,430 78	"	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse s/c courant	"	"	32,110 00	32,110 00	"	"	"	"	
Chemin de fer et port de la Réunion, s/c courant	"	"	2,352,546 04	1,611,086 78	741,459 26	"	741,459 26	"	
Provision pour amortissement d'emprunt (ville de Saint-Pierre)	"	"	168,884 42	168,884 42	"	"	"	"	
Sociétés de secours mutuels, L/c de titres au porteur	2,500 00	"	"	2,500 00	"	2,500 00	"	"	
Guadeloupe.									
Caisses d'épargne, L/c de recouvrements	1,700 00	"	85,670 00	87,013 00	"	1,343 00	357 00	"	
Caisses d'épargne, L/c de remboursements	"	2,979 50	68,328 71	67,231 14	1,097 57	"	"	1,881 93	
Diverses administrations, L/c de titres déposés	20,100 00	"	"	"	"	"	20,100 00	"	
Droits de consommation sur les spiritueux	"	"	68,020 94	68,020 94	"	"	"	"	
Droits de sortie sur les denrées coloniales représentatifs de l'impôt	"	"	279,383 57	279,383 57	"	"	"	"	
Droits perçus au profit des examinateurs au baccalauréat	6,289 60	"	3,720 00	6,662 40	"	2,942 40	3,347 20	"	
Emprunt de 1,200,000 francs, s/c de provisions	"	"	75,756 90	75,756 90	"	"	"	"	
Emprunt de 1,500,000 francs, s/c de provisions	"	"	98,893 25	98,893 25	"	"	"	"	
Emprunt de 900,000 francs, s/c de provisions	"	"	72,289 65	72,289 65	"	"	"	"	
Emprunt de 1,000,000 de francs, s/c de provisions	"	"	68,396 30	68,396 30	"	"	"	"	
Percepteurs, L/c de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne	"	357 00	87,915 00	85,670 00	2,245 00	"	1,888 00	"	
Produits des douanes affectés au service de l'emprunt	160,341 17	"	356,274 10	302,023 37	54,250 73	"	214,591 90	"	
Martinique.									
Emprunt de 3,000,000 de francs, s/c courant	"	"	3,000,262 80	3,000,200 00	62 80	"	62 80	"	
Emprunt de 3,000,000 de francs, s/c de provisions	"	"	91,105 51	91,105 51	"	"	"	"	
Emprunt de 1,460,000 francs, s/c de provisions	"	"	96,260 90	96,260 90	"	"	"	"	
Fonds accordés à titre de primes à la pêche côtière	171 92	"	"	"	"	"	171 92	"	
Primes d'encouragement aux cultures secondaires	1 03	"	"	"	"	"	1 03	"	
Retenues sur les dépôts effectués pour droits d'examen par les candidats au brevet de l'enseignement secondaire	2,363 52	"	4,690 00	3,362 50	1,327 50	"	3,691 02	"	
A reporter	47,956,067 72	97,265,731 73	687,630,984 80	721,879,982 65	9,999,470 00	44,248,467 85	36,713,301 64	120,271,963 50	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	47,956,067f 72c	97,265,731f 73c	687,630,984f 80c	721,879,982f 65c	9,999,470f 00c	44,248,467f 85c	36,713,301f 64c	120,271,963f 50c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Saint-Pierre et Miquelon.									
Emprunt de 500,000 francs, s/c de provisions	〃	〃	41,395 95	41,395 95	〃	〃	〃	〃	
Produits des douanes affectés au service de l'emprunt	〃	〃	41,464 27	41,464 27	〃	〃	〃	〃	
Budget général de l'Indo-Chine.									
Dépenses à régulariser de l'emprunt de 200 millions	〃	6,415,226 55	1,640,969 58	4,068,158 13	〃	2,427,188 55	〃	8,842,415 10	
Dépenses du budget général à régulariser	〃	2,115,342 88	20,865,602 85	20,571,263 52	294,339 33	〃	〃	1,821,003 55	
Prélèvement sur les recettes du pari mutuel	11,571 65	〃	8,123 80	539 40	7,584 40	〃	19,156 05	〃	
Recettes du budget général à régulariser	165,675 98	〃	255,064 78	326,529 68	〃	71,464 90	94,211 08	〃	
Receveur principal des douanes, s/c courant	9,949,758 20	〃	83,483,606 57	84,255,379 40	〃	771,772 83	9,177,985 37	〃	
Receveur principal des postes, s/c courant	4,364,799 80	〃	21,776,481 77	22,286,759 82	〃	510,278 05	3,854,521 75	〃	
Service de l'enregistrement	19,305 36	〃	1,161,400 27	879,819 15	281,581 12	〃	300,886 48	〃	
Trésorier général, s/c courant	〃	16,656,078 28	133,087,296 73	139,473,625 30	〃	6.386,328 57	〃	23,042,406 85	
Cochinchine.									
Banque de l'Indo-Chine s/c courant avec le Trésor	〃	37,656,126 29	68,369,136 30	72,824,472 68	〃	4,455,336 38	〃	42,111,462 67	
Cochinchine s/c courant	〃	10,416,446 73	65,651,292 14	58,144,229 81	7,507,062 33	〃	〃	2,909,384 40	
Dépenses à régulariser du budget général	〃	1,119,672 60	5,310,211 92	4,553,039 28	757,172 64	〃	〃	362,499 96	
Dépenses à régulariser. — Service local	〃	1,152,643 65	4,584,782 03	4,650,043 82	〃	65,261 79	〃	1,217,905 44	
Dépenses diverses en piastres à régulariser	〃	263,976 26	7,075,957 45	7,027,467 80	48,489 65	〃	〃	215,486 61	
Dépôts de la caisse locale des retraites (européens)	〃	〃	131,307 32	131,307 32	〃	〃	〃	〃	
Dépôts de la caisse locale des retraites (indigènes)	〃	〃	99,097 67	99,097 67	〃	〃	〃	〃	
Divers, t/c de retenues à verser au Trésor	40,664 09	〃	274,558 21	292,192 45	〃	17,634 24	23,029 85	〃	
Mandats du trésorier particulier sur les divers comptables locaux	100,821 76	〃	3,096,765 70	3,061,493 45	35,272 25	〃	136,094 01	〃	
Mairie de Saïgon, s/c de tickets	346,325 00	〃	545,300 00	364,625 00	180,675 00	〃	527,000 00	〃	
Produit du supplément de la taxe d'exportation de riz alloué à la chambre de commerce de Saïgon	〃	〃	78,525 05	12,500 00	66,025 05	〃	66,025 05	〃	
Recettes en piastres à classer	66,076 60	〃	1,605,381 00	1,447,953 92	157,427 08	〃	223,503 68	〃	
A reporter	63,021,066 16	173,061,244 97	1,106,814,706 16	1 146,433,340 47	19,335,098 85	58,953,733 16	51,135,714 96	200.794.528 08	

État de développement des Correspondants des Comptables des Finances *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	63,021,066f 16c	173,061,244f 97c	1,106,814,706f 16c	1,146,433,340f 47c	19,335,098f 85c	58,953,733f 16c	51,135,714f 96c	200,794,528f 08c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Cochinchine. (Suite.)									
Recettes pour le compte de la Banque d'Indo-Chine	20,256 91	″	164,032 92	126,169 10	37,863 82	″	58,120 73	″	
Receveurs comptables des budgets régionaux	3,955,288 97	″	7,228,108 67	7,391,033 28	″	162,924 61	3,792,364 36	″	
Receveurs des postes, *L/c* d'émissions et de payements d'articles d'argent	″	″	5,348,725 58	5,348,725 58	″	″	″	″	
Souscription publique de la province de Chaudoc	116,093 38	″	″	116,093 38	″	116,093 38	″	″	
Trésorier général de l'Indo-Chine, *s/c* courant	5,387,757 67	″	61,035,784 92	56,682,303 07	4,353,481 85	″	9,741,239 52	″	
Trésorier général de l'Indo-Chine, *s/c* d'opérations avec la Banque	″	″	36,267,868 30	36,267,868 30	″	″	″	″	
Trésorier particulier *s/c* courant du budget local	11,322,224 71	″	59,983,886 24	68,396,726 55	″	8,412,840 31	2,909,384 40	″	
Trésorier particulier de l'Annam, *s/c* courant	1,591,431 45	″	3,758,268 46	1,644,589 79	2,113,678 67	″	3,705,110 12	″	
Trésorier particulier du Cambodge, *s/c* courant	17,129,825 87	″	7,908,333 22	3,169,160 87	4,739,172 35	″	21,868,998 22	″	
Trésorier particulier du Laos, *s/c* courant	″	2,368,446 91	6,894 37	896,868 35	″	889,973 98	″	3,258,420 89	
Inde.									
Caisse locale de retraites, *s/c* courant	″	″	34,719 10	300 00	34,419 10	″	34,419 10	″	
Caisse particulière des gardes-champêtres, *s/c* courant	586 75	″	241 86	104 16	137 70	″	724 45	″	
Dépôts divers. Service local	202,143 02	″	126,142 03	195,379 96	″	69,237 93	132,905 09	″	
Divers, *L/c* de remboursements de la valeur des colis postaux	42,535 53	″	35,839 76	53,643 15	″	17,803 39	24,732 14	″	
Fonds commun des amendes	6,791 92	″	398 83	2,067 92	″	1,669 09	5,122 83	″	
Produit de l'impôt foncier affecté au service de l'emprunt de 4,380,000 francs	11,227 54	″	22,455 09	22,455 08	0 01	″	11,227 55	″	
Produit de l'impôt foncier de Karikal affecté au service de l'emprunt de 74,000 francs	2,517 56	″	5,035 11	5,035 12	″	0 01	2,517 55	″	
Recouvrements au profit du Trésor anglais	9,576 66	″	47,453 91	41,012 44	6,441 47	″	16,018 13	″	
Timbres mobiles (Enregistrement), *L/c* de distribution	72,562 50	″	″	29,250 00	″	29,250 00	43,312 50	″	
Trésor, *s/c* courant	″	3,870,260 28	3,264,118 96	3,241,349 56	22,769 40	″	″	3,847,490 88	
Tonkin.									
Budget général de l'Indo-Chine, *s/c* courant	15,323,592 01	″	135,141,179 56	127,422,364 72	7,718,814 84	″	23,042,406 85	″	
Emprunt de la Chambre de commerce d'Haïphong	840,655 00	″	478,925 00	765,950 00	″	287,025 00	553,630 00	″	
Emprunt de 200 millions, *s/c* courant	2,476,147 71	″	200,968 12	951,721 75	″	750,753 63	1,725,394 08	″	
Emprunt de 53 millions, *s/c* courant	8,448,570 91	″	″	1,092,488 51	″	1,092,488 51	7,356,082 40	″	
Receveurs des postes, *L/c* d'émissions et de payements d'articles d'argent	″	″	6,063,979 13	6,063,979 13	″	″	″	″	
Reliquats sur provisions pour le service de l'emprunt de 200 millions	449,858 17	″	606,613 75	644,538 75	″	37,925 00	411,933 17	″	
Reliquats sur provisions pour le service de l'emprunt de 53 millions	71,477 50	″	69,642 50	62,972 50	6,670 00	″	78,147 50	″	
Restes à payer sur les demi-annuités de l'emprunt de 1896	162,560 00	″	″	″	″	″	162,560 00	″	
A reporter	130,664,747 90	179,299,952 16	1,434,614,321 55	1,467,067,491 49	38,368,548 06	70,821,718 00	126,812,065 65	207,900,439 85	

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Suite.)									
Report	130,664,747f 90c	179,299,952f 16c	1,434,614,321f 55c	1,467,067,491f 49c	38,368,548f 06c	70,821,718f 00	126,812,065f 65c	207,900,439f 85c	
1° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Nouvelle-Calédonie.									
Caissier central, *s/c* avec la ville de Nouméa	"	119,097 98	209,209 95	217,808 63	"	8,598 68	"	127,696 66	
Dépôts des indigènes et orphelins, *L/c* courant	465,104 43	"	158,957 40	201,587 76	"	42,630 36	422,474 07	"	
Emprunt de 3,000,000 de francs, *s/c* de provisions	"	"	171,530 00	171,530 00	"	"	"	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 3,400,000 francs, *s/c* de provisions	1,347,512 50	"	"	500,000 00	"	500,000 00	847,512 50	"	
Produits affectés au service de l'emprunt	85,765 00	"	85,765 00	85,765 00	"	"	85,765 00	"	
Service local, *s/c* de recrutement des travailleurs asiatiques	714 80	"	32,167 25	32,400 00	"	232 75	482 05	"	
Sociétés de secours mutuels, *L/c* de titres et valeurs au porteur	900 00	"	"	"	"	"	900 00	"	
Vignettes en représentation des droits sur les tabacs, *L/c* de distribution	9,985 16	"	"	478 80	"	478 80	9,506 36	"	
Guinée.									
Fonds de subvention au receveur des postes	"	"	47,000 00	47.000 00	"	"	"	"	
Afrique occidentale française.									
1° BUDGET GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.									
Budget annexe des fonds de l'emprunt de 14 millions	"	3,049,581 97	11,963,213 75	14,903,428 27	"	2,940,214 52	"	5,989,796 49	
Budget annexe du port de Dakar, *s/c* courant	"	"	204,679 35	204,679 35	"	"	"	"	
Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer, *s/c* courant	152,715 45	"	6,598,551 13	6,081,202 76	517,348 37	"	670,063 82	"	
Budget annexe des fonds de l'emprunt de 100 millions, *s/c* courant	"	11,723,002 12	33,222,272 42	22,316,171 69	10,906,100 73	"	"	816,901 39	
Budget annexe des fonds de l'emprunt de 65 millions, *s/c* courant	405,483 93	"	878,298 90	1,472,091 87	"	593,792 97	"	188,309 04	
Budget annexe de la Mauritanie, *s/c* courant	"	646,954 55	1,504,852 49	757,743 25	747,109 24	"	100,154 69	"	
Budget général de l'A. O. F., *s/c* courant	1,663,310 76	"	18,799,713 99	21,418,237 82	"	2,618,523 83	"	955,213 07	
Divers budgets de l'A. O. F., *L/c* de dépenses à régulariser	"	11,319,747 55	20,172,362 90	19,490,552 54	681,810 36	"	"	10,637,937 19	
Divers budgets de l'A. O. F., *L/c* de recouvrements	39,480 00	"	1,153,728 24	1,152,501 89	1,226 35	"	40,706 35	"	
2° COLONIE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.									
Caisse de pilotage de Dakar	37,090 61	"	51,191 05	41,719 13	9,471 92	"	46,562 53	"	
Caissier-payeur central, *s/c* de bons du Trésor appartenant au gouvernement général	"	24,000,000 00	72,000,000 00	55,000,000 00	17,000,000 00	"	"	7,000,000 00	
Dépenses du budget des pays de protectorat du Sénégal	"	"	88,302 27	88,302 27	"	"	"	"	
Dépenses du budget des territoires d'administration directe du Sénégal	"	"	91,161 64	91,161 64	"	"	"	"	
Emprunt de 100 millions, *s/c* de provisions	"	"	2,287,177 70	2,287,177 70	"	"	"	"	
Emprunt de 65 millions, *s/c* de provisions	"	"	1,401,158 10	1,401,158 10	"	"	"	"	
Emprunt de 14 millions, *s/c* de proxisions	"	"	312,912 35	312,912 35	"	"	"	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 65 millions, *s/c* courant	46,462 91	"	5,049,871 82	534,628 70	4,515,243 12	"	4,561,706 03	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 100 millions	30,967,668 06	"	11,630,367 40	35,017,790 39	"	23,387,422 99	7,580,245 07	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 14 millions	7,000,000 00	"	7,002,056 97	9,013,753 21	"	2,011,696 24	4,988,303 76	"	
Recettes du budget des territoires d'administration directe du Sénégal	"	"	82.554 24	82,554 24	"	"	"	"	
Recettes du budget des pays de protectorat du Sénégal	"	"	3,356 19	3,356 19	"	"	"	"	
Trésorier-payeur du Sénégal, *s/c* courant	"	"	100,332 59	185,277 34	"	84,944 75	"	84,944 75	
TOTAUX du § 6	172,886,941 51	230,158,336 33	1,629,917,066 64	1,660,180,462 38	72,746,858 15	103,010,253 89	146,166,447 88	233,701,238 44	
	57,271,394f 82c		30,263,395f 74c		30,263,395f 74c		87,534,790f 56c		

État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	105,095,028f 21c	163,935,489f 79c	11 847,535,377f 08c	11,866,572,358f 02c	19,723,640f 09c	38,760,621f 03c	119,698,689f 39c	197,576,131f 91c	
2° Correspondants du Caissier-payeur central du Trésor public	749,764,187 38	3,339,696 93	2,400,172,202 21	2,445,002,367 79	2,118,665 24	46,948,830 82	705,432,702 27	3,838,377 40	
3° Correspondants des agents comptables du Trésor	4,904,834 15	1,511,416 03	56,650,990 55	57,146,910 55	597,812 19	1,093,732 19	4,248,095 16	1,350,597 04	
4° Correspondants des payeurs d'armées	16,910 23	14,409,536 55	20,883,104 96	30,336,900 94	44,274 89	9,498,070 87	56,762 12	23,903,184 42	
5° Correspondants du Trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du Receveur général des finances tunisiennes	6,349,222 82	133,368,650 24	2,772,093,295 90	2,806,532,653 34	1,302,975 58	35,742,333 02	6,772,386 27	168,231,171 13	
6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	172,886,941 51	230,158,336 33	1,629,917,066 64	1,660,180,462 38	72,746,858 15	103,010,253 89	146,166,447 88	233,701,238 44	
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,039,017,124 30	546,723,125 87	18,727,252,037 34	18,865,771,653 02	96,534,226 14	235,053,841 82	982,375,083 09	628,600,700 34	
	492,293,998f 43c		138,519,615f 68c		138,519,615f 68c		353,774,382f 75c		

État de développement des FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,646f 69c	"	40,180f 28c	36,162f 59c	4,017f 69c	"	5,664f 38c	"	
Receveurs des contributions indirectes	"	"	209 09	9 09	200 00	"	200 00	"	
Trésoriers-payeurs généraux	31,871,203 41	"	879,280,544 92	876,476,867 14	2,803,677 78	"	34,674,881 19	"	
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	10 00	"	"	"	"	"	10 00	"	
Trésoriers-payeurs des colonies	"	169,905 06	81,304 93	65,152 49	16,152 44	"	"	153,752f 62c	
TOTAUX	31,872,860 10	169,905 06	879,402,239 22	876,578,191 31	2,824,047 91	"	34,680,755 57	153,752 62	
EXCÉDENT de recettes	31,702,955 04		2,824,047 91		2,824,047 91		34,527,002 95		

État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° AVANCES DES RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE.									
Frais avancés aux liquidateurs des biens des congrégations dissoutes. — Receveurs des domaines. — Loi du 29 mars 1910	"	227,890f 50c	240,612f 03c	165,252f 42c	75,359f 61c	"	"	152,530f 89c	
Frais avancés aux liquidateurs judiciaires des biens des congrégations dissoutes en exécution des lois du 1er juillet 1901 et du 7 juillet 1904	"	713,464 05	222,731 01	973 61	221,757 40	"	"	491,706 65	
Frais avancés aux liquidateurs administratifs des biens des congrégations dissoutes	"	9,781 23	2,179 80	"	2,179 80	"	"	7,601 43	
Frais de justice maritime	"	280 25	2,266 37	2,313 32	"	46f 95c	"	327 20	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	186 65	1 199 75	1,093 90	105 85	"	"	80 80	
Frais en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	5,984 13	27,547 78	35,618 65	"	8,070 87	"	14,055 00	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines	"	304,518 11	195,361 18	415,787 90	"	220,426 72	"	524,944 83	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	"	17,087 79	819 67	508 80	310 87	"	"	16,776 92	
Frais de poursuites et d'instances en matière de recrutement	"	11 00	"	"	"	"	"	11 00	
Frais de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	26,837 09	9,712 93	11,383 01	"	1,670 08	"	28,507 17	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État	"	29,345 91	134,739 24	138,763 43	"	4,024 19	"	33,370 10	
Payements à régulariser: Autres avances autorisées	"	4,962 27	11,176 93	235,768 00	"	224,591 07	"	229,553 34	
Payements à régulariser: Frais avancés pour l'exécution de la loi du 9 décembre 1905	"	173 24	27 50	146 20	"	118 70	"	291 94	
Payements à régulariser: Frais de justice avancés par l'assistance judiciaire en Tunisie	"	15 30	145 00	166 20	"	21 20	"	36 50	
Payements à régulariser: Frais de justice avancés pour le compte du budget spécial de l'Algérie	"	247 00	1,512 25	1,743 55	"	231 30	"	478 30	
Payements à régulariser: Perfectionnement du matériel d'armement	"	873 47	733 35	542 35	191 00	"	"	682 47	
Payements à régulariser: Remises des receveurs et des receveurs conservateurs	2 12	"	"	2 12	"	2 12	"	"	
Payements à régulariser: Saisies immobilières, prix d'immeubles dont l'administration est restée propriétaire	"	12,649 00	"	"	"	"	"	12,649 00	
Payements à régulariser: Séquestre des biens des anciens établissements ecclésiastiques	"	557,799 53	164,607 78	143,838 53	20,769 25	"	"	537,030 28	
Restitutions de droits de timbre indûment perçus. Déchets et maculatures (sommes inférieures à 5 francs)	"	402 55	3,351 17	3,232 22	118 95	"	"	283 60	
TOTAUX du 1°	2 12	1,912,509 07	1,018,723 74	1,157,134 21	320,792 73	459,203 20	"	2,050,917 42	
	1,912,506 95		138,410 47		138,410 47		2,050,917 42		
2° AVANCES DES RECEVEURS DES DOUANES.									
Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et aux orphelins	"	41,426f 97c	196,212f 27c	180,718f 30c	15,493f 97c	"	"	25,933f 00c	
Avances diverses et accidentelles	"	22,330 97	1,104,104 88	1,193,797 24	"	89,692f 36c	"	112,023 33	
Détaxes de distance	"	505,182 87	3,703,016 10	3,741,442 76	"	38,426 66	"	543,609 53	
Fonds remis aux receveurs particuliers pour subvenir aux remboursements des consignations et au payement des dépenses	"	1,600,945 29	34,241,561 14	34,530,762 30	"	289,201 16	"	1,890,146 45	
Frais de poursuites et d'instances	"	14,295 30	4,240 60	3,966 11	274 49	"	"	14,020 81	
Frais de saisies et de préemptions	"	147,496 80	117,000 36	116,569 97	430 39	"	"	147,066 41	
Parts de saisies à des indicateurs	"	7,505 19	8,311 58	3,153 33	5,158 25	"	"	2,346 94	
Remboursements de droits sur colis postaux réexpédiés	"	15,325 48	42,101 31	29,893 47	12,207 84	"	"	3,117 64	
TOTAUX du 2°	"	2,354,508 87	39,416,548 24	39,800,303 48	33,564 94	417,320 18	"	2,738,264 11	
	2,354,508 87		383,755 24		383,755 24		2,738,264 11		

État de développement DES AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
3° AVANCES DES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.									
Achat de timbres et divers services	״	162,557f 03c	179,246f 33c	166,135f 90c	13,110f 43c	״	״	149,446f 60c	
Frais judiciaires et frais de poursuites pour le recouvrement des droits	״	524,363 12	534,864 56	495,808 88	39,055 68	״	״	485,307 44	
Service des contributions indirectes	״	944,882 63	9,140,565 74	9,326,013 32	״	185,447f 58c	״	1,130,330 21	
Service des tabacs	״	223,718 32	7,123,101 26	8,944,753 30	״	1,821,652 04	״	2,045,370 36	
TOTAUX du 3°	״	1,855,521 10	16,977,777 89	18,932,711 40	52,166 11	2,007,099 62	״	3,810,454 61	
	1,855,521f 10c		1,954,933f 51c		1,954,933f 51c		3,810,454f 61c		
4° AVANCES DES RECEVEURS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
Achats de carnets de pêche journaliers dans les eaux du lac Léman et du lac du Bourget	״	147f 00c	״	״	״	״	״	147f 00c	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	״	46,512 85	638,233f 60c	766,649f 85c	״	128,416f 25c	״	174,929 10	
Arrérages de pensions payés par provision	״	39,386 90	209,999 17	210,750 91	״	751 74	״	40,138 64	
Avances aux contrôleurs des services maritimes postaux	״	14,800 00	69,400 00	68,700 00	700f 00c	״	״	14,100 00	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne, y compris les débets	״	402,642 90	8,520,289 28	8,476,169 01	44,120 27	״	״	358,522 63	
Dépenses à régulariser. — Payements effectués en fin d'année par les receveurs des postes et des télégraphes pour leurs collègues	״	45,837 54	45,837 54	91,663 56	״	45,826 02	״	91,663 56	
Droits de douane et de garantie pour valeurs déclarées. — Boîtes originaires des colonies françaises ou de l'étranger	״	1 51	18,062 29	18,064 21	״	1 92	״	3 43	
Frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	״	56,694 76	752,063 17	749,690 66	2,372 51	״	״	54,322 25	
Frais de poursuites et d'instances	״	475 30	1,223 70	1,156 20	67 50	״	״	407 80	
Remises pour communications téléphoniques	״	1 03	1,668,784 24	1,673,673 02	״	4,888 78	״	4,889 81	
Remises aux agents des bureaux télégraphiques secondaires	״	187,701 53	3,368,076 38	3,374,686 36	״	6,609 98	״	194,311 51	
TOTAUX du 4°	״	794,201 32	15,291,969 37	15,431,203 78	47,260 28	186,494 69	״	933,435 73	
	794,201f 32c		139,234f 41c		139,234f 41c		933,435f 73c		
5° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
Avances de timbres-retraite revenant à divers assurés	״	״	0f 30c	1,303f 26c	״	1,302f 96c	״	1,302f 96c	
Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement	״	26,160f 78c	״	36,443 54	״	36,443 54	״	62,604 32	
Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics	״	3,521 89	3,233 86	2,035 29	1,198f 57c	״	״	2,323 32	
Poursuites par la poste en matière d'amendes	״	12,890 49	84,198 28	82,718 40	1,479 88	״	״	11,410 61	
Poursuites par la poste en matière de contributions directes	32,364f 65c	״	391,177 86	279,240 72	111,937 14	״	144,301f 79c	״	
Poursuites pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires	״	230,231 34	422,728 91	468,084 58	״	45,355 67	״	275,587 01	
Poursuites pour le recouvrement des contributions directes	״	185,192 04	1,357,908 09	997,805 75	360,102 34	״	174,910 30	״	
Remboursements de taxes de brevets d'invention	״	״	51,170 00	51,170 00	״	״	״	״	
Restes à recouvrer sur les contributions directes et taxes y assimilées des exercices expirés	״	1,107,113 28	8,346,824 70	8,169,762 57	177,062 13	״	״	930,051 15	
TOTAUX du 5°	32,364 65	1,565,109 82	10,657,242 00	10,088,564 11	651,780 06	83,102 17	319,212 09	1,283,279 37	
	1,532,745f 17c		568,677f 89c		568,677f 89c		964,067f 28c		

État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année* 1912. (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
6° AVANCES DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
Administration des manufactures de l'Etat, s/c de traites de tabacs à régulariser	//	352f 51c	1,008f 31c	2,227f 36c	//	1,219f 05c	//	1,571f 56c	
Avances pour l'application de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché	//	292,200 00	1,490,000 00	2,544,800 00	//	1,054,800 00	//	1,347,000 00	
Avances au service des poudres et salpêtres	//	//	8,367,488 45	8,367,488 45	//	//	//	//	
Avances aux chemins de fer de l'État	//	//	172,125,852 75	288,265,852 75	//	116,140,000 00	//	116,140,000 00	
Avances pour remboursements d'excédents de versements sur souscriptions à l'émission des obligations des chemins de fer de l'État : au caissier général du chemin de fer de l'État	//	//	2,631,290 00	2,631,290 00	//	//	//	//	
Avances pour remboursements d'excédents de versements sur souscriptions à l'émission des obligations des chemins de fer de l'État : à la Banque de France	//	//	72,476,278 00	72,476,278 00	//	//	//	//	
Avances sans intérêts à l'Administration des chemins de fer de l'État	//	27,000,000 00	27,000,000 00	//	27,000,000f 00c	//	//	//	
Bonification et demi-trimestre d'intérêts dus sur les rentes 3 1/2 p. o/o (converties)	//	67,801,958 76	//	//	//	//	//	67,801,958 76	
Caisse centrale, s/c de payements à régulariser	//	119,076,932 82	170,335,324 03	78,455,217 54	91,880,106 49	//	//	27,196,826 33	
Caissier-payeur central, s/c de coupons payés sur duplicata à régulariser	//	583 75	1,060 50	668 75	391 75	//	//	192 00	
Caissier-payeur central s/c de remboursement d'obligations à court terme non renouvelées	//	71,957,075 22	70,212,170 42	//	70,212,170 42	//	//	1,744,904 80	
Caissier-payeur central, s/c intermédiaire de sommes indûment payées	//	17,788 20	736,332 74	719,019 39	17,313 35	//	//	474 85	
Compléments de pensions payés pour le compte de la Caisse des offrandes nationales	//	7,586 00	38,510 71	37,987 58	523 13	//	//	7,062 87	
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	//	2,388,230 19	8,852,098 24	24,522,786 05	//	15,670,687 81	//	18,058,918 00	
Divers budgets et services, L/c d'emploi des avances de la Banque de France	//	180,000,000 00	//	20,000,000 00	//	20,000,000 00	//	200,000,000 00	
Divers correspondants, L/c d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	//	2,756,482 33	27,038,928 70	26,940,681 57	98,247 13	//	//	2,658,235 20	
Divers L/c d'intérêts payés sur obligations des chemins de fer de l'État	//	//	3,758,614 53	3,816,800 00	//	58,185 47	//	58,185 47	
Divers, L/c de coupons au porteur	//	3,637,446 75	221,069,900 50	221,106,397 75	//	36,497 25	//	3,673,944 00	
Divers ministères et services, L/c de dépenses faites à l'étranger au moyen de traites tirées sur le Trésor par les consuls	//	698,478 57	2,528,460 71	2,564,583 97	//	36,123 26	//	734,601 83	
Fonds de roulement de trésorerie du chemin de fer et du port de la Réunion	//	297,187 50	297,187 50	//	297,187 50	//	//	//	
Frais de l'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'Etat	//	//	141 00	1,113,640 69	//	1,113,499 69	//	1,113,499 69	
Intérêts attachés aux bons du Trésor : Échéance de 1912	//	281,791 60	3,684,895 30	3,403,103 70	281,791 60	//	//	//	
Intérêts attachés aux bons du Trésor : Échéance de 1913	//	//	//	87,579 35	//	87,579 35	//	87,579 35	
Pensions de fonctionnaires et agents coloniaux de l'Algérie. (Arrêté du 15 janvier 1903.)	//	134,480 45	227,147 90	225,442 48	1,705 42	//	//	132,775 03	
Pensions des sous-officiers et soldats des troupes coloniales	//	91,902 30	264,639 70	408,144 17	//	143,504 47	//	235,406 77	
Remboursements de rentes 3 1/2 p. o/o (non converties)	//	1,724,970 67	//	//	//	//	//	1,724,970 67	
Solde à recouvrer sur souscriptions à l'émission des obligations des chemins de fer de l'État. — 1912	//	//	56,592 00	68,291 00	//	11,699 00	//	11,699 00	
Trésoriers-payeurs, L/c de prélèvements à la Banque d'Algérie	//	22,700,000 00	108,800,000 00	96,300,000 00	12,500,000 00	//	//	10,200,000 00	
TOTAUX du 6°	//	500,865,447 62	901,993,921 99	854,058,280 55	202,289,436 79	154,353,795 35	//	452,929,806 18	
	500,865,447f 62c		47,935,641f 44c		47,935,641f 44c		452,929,806f 28c		

État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
7° AVANCES DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR.									
Divers tireurs de traites de la marine, L/c courant	″	″	11,441,420f 13c	23,001,817f 03c	″	11,560,396f 90c	″	11,560,396 90	
Divers tireurs de traites des affaires étrangères, L/c courant	″	3.871,216f 53c	6,741,570 92	5,202,920 44	1,538,650f 48c	″	″	2,332,566 05	
	″	3,871,216 53	18,182,991 05	28,204,737 47	1,538,650 48	11,560,396 90	″	13,892.962 95	
TOTAUX du 6°	3,871,216f 53c		10,021,746f 42c		10,021,746f 42c		13,892,962f 95c		
8° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	″	1,280,457f 07c	1,474,534f 34c	2,047,431f 87c	″	572,897f 53c	″	1,853,354f 60c	
Trésorier-particulier de Saint-Pierre (Martinique), s/c de faits antérieurs au 8 mai 1902	″	254,947 79	″	″	″	″	″	254,947 79	
Trésorier de la Guadeloupe, s/c de faits antérieurs à l'incendie du 22 décembre 1905	″	696,050 50	″	″	″	″	″	696,050 50	
	″	2,231,455 36	1,474,534 34	2,047,431 87	″	572,897 53	″	2,804,352 89	
TOTAUX du 8°	2,231,455f 36c		572,897f 53c		572,897f 53c		2,804,352f 89c		
9° AVANCES DE L'AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES.									
Excédents de dépenses à régulariser par suite de reversements ultérieurs	″	551f 94c	551f 94c	4,463f 65c	″	3,911f 71c	″	4.463f 65c	
	551f 94c		3,911f 71c		3,911f 71c		4,463f 65c		

État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.				SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents		OBSERVATIONS.
	de recettes.	de dépenses	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de recettes.	EXCÉDENTS de dépenses.	de recettes.	de dépenses.	
RÉCAPITULATION DES AVANCES POUR DIVERS SERVICES.									
1° Avances des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre	2f 12c	1,912,509f 07c	1,018,723f 74c	1,157,134f 21c	320,792f 73c	459,203f 20c	″	2,050,917f 42c	
2° Avances des receveurs des douanes	″	2,354,508 87	39,416,548 24	39,800,303 48	33,564 94	417,320 18	″	2,738,264 11	
3° Avances des receveurs des contributions indirectes	″	1,855,521 10	16,977,777 89	18,932,711 40	52,166 11	2,007,099 62	″	3,810,454 61	
4° Avances des receveurs des postes et des télégraphes	″	794,201 32	15,291,969 37	15,431,203 78	47,260 28	186,494 69	″	933,435 73	
5° Avances des trésoriers-payeurs généraux	32,364f 65c	1,565,109 82	10,657,242 00	10,088,564 11	651,780 06	83,102 17	319,212f 09c	1,283,279 37	
6° Avances du caissier-payeur central du Trésor public	″	500,865,447 62	901,993,921 99	854,058,280 55	202,289,436 79	154,353,795 35	″	452,929,806 18	
7° Avances des agents comptables du Trésor	″	3,871,216 53	18,182,991 05	28,204,737 47	1,538,650 48	11,560,396 90	″	13,892,962 95	
8° Avances des trésoriers-payeurs des colonies	″	2,231,455 36	1,474,534 34	2,047,431 87	″	572,897 53	″	2,804,352 89	
9° Avances de l'agent comptable des virements de comptes	″	551 94	551 94	4,463 65	″	3,911 71	″	4,463 65	
TOTAUX GÉNÉRAUX	32,366 77	515,450,521 63	1,005,014,260 56	969,724,830 52	294,933,651 39	169,644,221 35	319,212 09	480,447,936 91	
EXCÉDENT des dépenses	515,418,154f 86c		35,289,430f 04c		35,289,430f 04c		480,128,724f 82c		

État de développement des DÉBETS DE COMPTABLES *pendant l'année 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	"	134,316f 06c	36,083f 35c	75,355f 11c	"	39,271f 76c	"	173,587f 82c	
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	"	5,357 50	"	"	"	"	"	5,357 50	
Receveurs des douanes en Algérie	"	10,246 59	45 60	"	45 60	"	"	10,200 99	
Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	658,380 98	83,598 71	114,778 69	"	31,179 98	"	689,560 96	
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	4,839 94	107 60	"	107 60	"	"	4,732 34	
Receveurs des contributions indirectes en France	"	235,324 31	8,556 79	5,580 77	2,976 02	"	"	232,348 29	
Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomatiques et consulaires	"	72,711 34	"	"	"	"	"	72,711 34	
TOTAUX	"	1,121,176 72	128,392 05	195,714 57	3,129 22	70,451 74	"	1,188,499 24	
	1,121,176f 72c		67,322f 52c		67,322f 52c		1,188,499f 24c		

COMPTE DE TRÉSORERIE. (Suite.)

SERVICES DE TRÉSORERIE. (Suite.)

MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1912.

1° État de développement, par comptes.

1° *État présentant la situation, par comptes, des* Mouvements de fonds entre les comptables des finances *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTABLES. Comptables qui ont effectué la recette.	Comptables qui ont effectué la dépense.	SITUATION au 1er janvier 1912. Excédents des recettes.	SITUATION au 1er janvier 1912. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes par comptables.	Recettes par virements.	TOTAL des recettes.	Dépenses par comptables.	Dépenses par virements.	TOTAL des dépenses.	Excédents des recettes.	Excédents des dépenses.	SITUATION au 1er janvier 1913. Excédents des recettes.	SITUATION au 1er janvier 1913. Excédents des dépenses.
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	Trésoriers-payeurs généraux	″	″	6,235,134f 61c	″	6,235,134f 61c	6,235,134f 61c	″	6,235,134f 61c	″	″	″	″
	Caissier-payeur central du Trésor public	″	″	3,838,720 00	″	3,838,720 00	3,838,720 00	″	3,838,720 00	″	″	″	″
	Leurs collègues	″	″	15,139,657 34	″	15,139,657 34	15,139,657 34	″	15,139,657 34	″	″	″	″
		″	″	25,213,511 95	″	25,213,511 95	25,213,511 95	″	25,213,511 95	″	″	″	″
Receveurs des douanes en France	Receveurs des contributions indirectes en France	″	″	1,325,572 26	″	1,325,572 26	1,325,572 26	″	1,325,572 26	″	″	″	″
	Trésoriers-payeurs généraux	″	″	5,475,247 16	″	5,475,247 16	5,475,247 16	″	5,475,247 16	″	″	″	″
	Leurs collègues	″	″	2,003,261 42	″	2,003,261 42	2,003,261 42	″	2,003,261 42	″	″	″	″
		″	″	8,804,080 84	″	8,804,080 84	8,804,080 84	″	8,804,080 84	″	″	″	″
Receveurs des contributions indirectes en France	Receveurs des douanes en France	″	″	1,036,020 29	″	1,036,020 29	1,036,020 29	″	1,036,020 29	″	″	″	″
	Trésoriers-payeurs généraux	″	″	22,725,500 00	″	22,725,500 00	22,725,500 00	″	22,725,500 00	″	″	″	″
	Leurs collègues	″	″	17,229,647 33	″	17,229,647 33	17,229,647 33	″	17,229,647 33	″	″	″	″
		″	″	40,991,167 62	″	40,991,167 62	40,991,167 62	″	40,991,167 62	″	″	″	″
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	″	″	16,496,984 81	″	16,496,984 81	16,496,984 81	″	16,496,984 81	″	″	″	″
	Receveurs des douanes en France	″	″	1,864,938 55	″	1,864,938 55	1,864,938 55	″	1,864,938 55	″	″	″	″
	Receveurs des contributions indirectes en France	″	″	14,970,935 50	″	14,970,935 50	14,970,935 50	″	14,970,935 50	″	″	″	″
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	10f 00c	″	615,214,079 24	″	615,214,079 24	615,214,089 24	″	615,214,089 24	″	10f 00c	″	″
	Trésoriers-payeurs généraux	3,000 00	″	437,836,072 32	″	437,836,072 32	437,839,072 32	″	437,839,072 32	″	3,000 00	″	″
	Caissier-payeur central du Trésor public	246 99	″	298,356,817 36	″	298,356,817 36	298,357,064 36	″	298,357,064 36	″	247 00	″	0f 01c
	Leurs collègues	″	1,492,110f 09c	1,726,923,141 74	″	1,726,923,141 74	1,726,595,263 17	″	1,726,595,263 17	327,878f 57c	″	″	1,164,231 52
		3,256 99	1,492,110 09	3,111,662,969 52	″	3,111,662,969 52	3,111,338,347 95	″	3,111,338,347 95	327,878 57	3,257 00	″	1,164,231 53
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	″	″	″	20,604,109f 64c	20,604,109 64	20,604,109 64	″	20,604,109 64	″	″	″	″
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Receveurs des postes et des télégraphes en France	401,708 76	″	609,053,865 84	″	609,053,865 84	609,098,501 97	″	609,098,501 97	″	44,636 13	357,072f 63c	″
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	14,739 70	″	17,695,779 24	″	17,695,779 24	″	17,699,286f 89c	17,699,286 89	″	3,507 65	11,232 05	″
	Caissier-payeur central du Trésor public	″	″	85,515,796 37	″	85,515,796 37	85,515,796 37	″	85,515,796 37	″	″	″	″
		416,448 46	″	712,265,441 45	″	712,265,441 45	694,614,298 34	17,699,286 89	712,313,585 23	″	48,143 78	368,304 68	″
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	2,300 00	″	590,758,631 00	″	590,758,631 00	590,761,574 42	″	590,761,574 42	″	2,943 42	″	643 42
	Receveurs des douanes en France	″	″	462,687,060 18	″	462,687,060 18	462,687,060 18	″	462,687,060 18	″	″	″	″
	Receveurs des contributions indirectes en France	″	″	944,574,019 61	″	944,574,019 61	944,574,019 61	″	944,574,019 61	″	″	″	″
	Receveurs des postes et des télégraphes en France	″	4,774 50	503,645,508 63	″	503,645,508 63	503,654,508 63	″	503,654,508 63	″	9,000 00	″	13,774 50
	Caissier-payeur central du Trésor public	210,866 79	″	3,137,550,122 23	″	3,137,550,122 23	3,137,424,916 64	″	3,137,424,916 64	125,205 59	″	336,072 38	″
	Agent comptable des traites de la marine	″	″	16 40	″	16 40	″	″	″	16 40	″	16 40	″
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	″	5,000 00	129,573 75	5,000 00	134,573 75	129,573 75	″	129,573 75	5,000 00	″	″	″
	Trésoriers-payeurs des colonies	″	1,167,607 20	2,871,218 20	3,102,020 00	5,973,238 20	2,873,576 80	15,001 50	2,888,578 30	3,084,659 90	″	1,917,052 70	″
	Leurs collègues	″	1,634,534 94	12,992,367 75	″	12,992,367 75	13,184,141 09	″	13,184,141 09	″	191,773 34	″	1,826,308 28
		213,166 79	2,811,916 64	5,655,208,517 75	3,107,020 00	5,658,315,537 75	5,655,289,371 12	15,001 50	5,655,304,372 62	3,214,881 89	203,716 76	2,253,141 48	1,840,726 20
A reporter		632,872 24	4,304,026 73	9,554,145,689 13	23,711,129 64	9,577,856,818 77	9,556,854,887 46	17,714,288 39	9,574,569,175 85	3,542,760 46	255,117 54	2,621,446 16	3,004,957 73

État présentant la situation, par comptes, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année* 1912. (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTABLES. — COMPTABLES qui ont effectué la recette.	DÉSIGNATION DES COMPTABLES. — COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES par comptables.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES par virements.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. TOTAL des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES par comptables.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. DÉPENSES par virements.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. TOTAL des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION au 1er JANVIER 1913. Excédents des recettes.	SITUATION au 1er JANVIER 1913. Excédents des dépenses.
	Report	632,872f 24c	4,304,026f 73c	9,554,145,689f 13c	23,711,129f 64c	9,577,856,818f 77c	9,556,854,887f 46c	17,714,288f 39c	9,574,569,175f 85c	3,542,760f 46c	255,117f 54c	2.621,446f 16c	3,004,957f 73c
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	"	129,239 50	577,302,987 94	"	577,302,987 94	577,334,375 82	"	577,334,375 82	"	31,387 88	"	160,627 38
	Receveurs des douanes en France. (Numéraire.)	"	"	186,185,242 06	"	186,185,242 06	186,185,242 06	"	186,185,242 06	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes.)	"	"	63,721,827 43	"	63,721,827 43	63,721,827 43	"	63,721,827 43	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France (Numéraire.)	"	"	300,940,604 75	"	300,940,604 75	300,940,604 75	"	300,940,604 75	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	"	"	49,968,893 00	"	49,968,893 00	49,968,893 00	"	49,968,893 00	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	3,213,795 68	131,096,020 69	"	131,096,020 69	135,316,584 16	"	135,316,584 16	"	4,220,563 47	"	7,434,359 15
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	80,124,606 23	"	80,124,606 23	80,124,606 23	"	80,124,606 23	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	6,139 91	4,158,248,127 35	"	4,158,248,127 35	4,158,229,909 94	"	4,158,229,909 94	18,217 41	"	12,077 50	"
	Agent comptable des traites de la marine	0 50	"	39,452 05	"	39,452 05	39,370 55	"	39,370 55	81 50	"	82 00	"
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	8,727 60	"	4,784,625 24	"	4,784,625 24	4,584,074 95	"	4,584,074 95	200,550 29	"	209,277 89	"
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	"	"	433,593,023 40	"	423,593,023 40	423,591,692 02	"	423,591,692 02	1,331 38	"	1,331 38	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	97,052,990 08	"	169,047,774 71	176,500 00	169,224,274 71	202,089,583 65	610 00	202,090,193 65	"	32,865,918 94	64,187,071 14	"
	Payeurs d'armées	3,079 50	"	2,705,571 42	"	2,705,571 42	2,656,356 68	"	2,656,356 68	49,214 74	"	52,294 24	"
	Agent comptable des traites des Affaires étrangères.	3,006 82	"	849,609 97	"	849,609 97	851,616 73	"	851,616 73	"	2,006 76	1,000 06	"
	Son prédécesseur	"	"	1,136,238,369 25	"	1,136,238,369 25	1,136,238,369 25	"	1,136,238,369 25	"	"	"	"
		97,067,804 50	3,349,175 09	7,284,846,735 49	176,500 00	7,285,023,235 49	7,321,873,107 22	610 00	7,321,873,717 22	269,395 32	37,119,877 05	64,463,134 21	7,594,986 53
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires.	Caissier-payeur central du Trésor public	"	11,807 91	2,583,763 25	"	2,583,763 25	2,579,724 10	"	2,579,724 10	4,039 15	"	"	7,768 76
	Son prédécesseur	"	"	466,738 14	"	466,738 14	466,738 14	"	466,738 14	"	"	"	"
		"	11,807 91	3,050,501 39	"	3,050,501 39	3,046,462 24	"	3,046.462 24	4,039 15	"	"	7,768 76
Agent comptable des traites de la marine.	Caissier-payeur central du Trésor public	1,040 57	"	16,609,394 05	"	16,609,394 05	16,609,394 05	"	16,609,394 05	"	"	1,040 57	"
	Son prédécesseur	"	6,728,323 04	6,728,323 04	"	6,728,323 04	"	"	"	6,728,323 04	"	"	"
		1,040 57	6,728,323 04	23,337,717 09	"	23,337,717 09	16,609,394 05	"	16,609.394 05	6,728,323 04	"	1,040 57	"
Agent comptable des traites des affaires étrangères	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	5,009,156 72	"	5,009,156 72	5,009,156 72	"	5,009,156 72	"	"	"	"
	A reporter	97,701,717 31	14,393,332 77	16,870,389,799 82	23,887,629 64	16,894,277,429 46	16,903,393,007 69	17,714,898 39	16,921,107,906 08	10,544,517 97	37,374,994 59	67,085,620 94	10,607,713 02

1° *État présentant la situation, par comptes, des* MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION AU 1er JANVIER 1912. Excédents		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. RECETTES			DÉPENSES			EXCÉDENTS		SITUATION AU 1er JANVIER 1913. Excédents	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptables.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
	Report	97,701,717f 31c	14,393,332f 77c	16,870,389,799f 82c	23,887,629f 64c	16,894,277,429f 46c	16,903,393,007f 69c	17,714,898f 39c	16,921,107,906f 08c	10,544,517f 97c	37,374,994f 59c	67,085,620f 94c	10,607,713f 02c
Payeurs d'armées	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	16,256,974 40	"	16,256,974 40	4,550,425 00	"	4,550,425 00	11,706,549 40	"	11,706,549 40	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	216,629 10	"	33,423,225 73	"	33,423,225 73	33,173,352 85	"	33,173,352 85	249,872 88	"	466,501 98	"
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	"	"	600,060 00	"	600,060 00	12,606,639 40	"	12,606,639 40	"	12,006,579 40	"	12,006,579 40
		216,629 10	"	50,280,260 13	"	50,280,260 13	50,330,417 25	"	50,330,417 25	11,956,422 28	12,006,579 40	12,173,051 38	12,006,579 40
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	Trésoriers-payeurs généraux	4,900 00	"	1,684,163 30	"	1,684,163 30	1,684,163 30	5,000 00	1,689,163 30	"	5,000 00	"	100 00
	Caissier-payeur central du Trésor public	22,548,555 78	"	215,377,754 02	"	215,377,754 02	227,677,754 63	"	227,677,754 63	"	12,300,000 61	10,248,555 17	"
		22,553,455 78	"	217,061,917 32	"	217,061,917 32	229,361,917 93	5,000 00	229,366,917 93	"	12,305,000 61	10,248,555 17	100 00
Trésoriers-payeurs des colonies	Trésoriers-payeurs généraux	"	1,401,092 80	5,388,664 90	"	5,388,664 90	5,260,469 50	205 00	5,260,674 50	127,990 40	"	"	1,273,102 40
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	46,873,685 59	85,230,554 56	610 00	85,231,164 56	59,144,781 54	"	59,144,781 54	26,086,383 02	"	"	20,787,302 57
	Agent comptable des traites de la marine	"	12 50	14 54	"	14 54	25 78	"	25 78	"	11 24	"	23 74
	Leurs collègues	1,035,506 41	"	26,143,980 81	"	26,143,980 81	24,057,671 72	3,101,815 00	27,159,486 72	"	1,015,505 91	20,000 50	"
		1,035,506 41	48,274,790 89	116,763,214 81	610 00	116,763,824 81	88,462,948 54	3,102,020 00	91,564,968 54	26,214,373 42	1,015,517 15	20,000 50	22,060,428 71
Agent judiciaire du Trésor	Agent comptable des traites de la marine	"	"	"	3,860 65	3,860 65	3,860 65	"	3,860 65	"	"	"	"
Agent comptable des virements de comptes	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	23,875 83	"	"	106,063 65	106,063 65	121,395 78	"	121,395 78	"	15,332 13	8,543 70	"
	TOTAUX	121,531,184 43	62,668,123 66	17,254,495,192 08	23,998,163 94	17,278,493,356 02	17,271,673,547 84	20,821,918 39	17,292,495,466 23	48,715,313 67	62,717,423 88	89,535,771 69	44,674,821 13
		58,863,060f 77c				14,002,110f 21c				14,002,110f 21c		44,860,950f 56c	

COMPTE DE TRÉSORERIE. (Suite.)

SERVICES DE TRÉSORERIE. (Suite.)

MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES (Suite)

PENDANT L'ANNÉE 1912.

2° État de développement, par comptables.

2° *État de développement, par comptables, des* Mouvements de fonds entre les comptables des finances *pendant l'année 1912.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	Trésoriers-payeurs généraux	6,235,134f 61c	//	6,235,134f 61c	25,213,511f 95c
	Caissier-payeur central du Trésor public	3,838,720 00	//	3,838,720 00	
	Leurs collègues	15,139,657 34	//	15,139,657 34	
		25,213,511 95	//		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France.	1,325,572 26	//	1,325,572 26	8,804,080 84
	Trésoriers-payeurs généraux	5,475,247 16	//	5,475,247 16	
	Leurs collègues	2,003,261 42	//	2,003,261 42	
		8,804,080 84	//		
Receveurs des contributions indirectes en France.	Receveurs des douanes	1,036,020 29	//	1,036,020 29	40,991,167 62
	Trésoriers-payeurs généraux	22,725,500 00	//	22,725,500 00	
	Leurs collègues	17,229,647 33	//	17,229,647 33	
		40,991,167 62	//		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	16,496,984 81	//	16,496,984 81	3,111,662,969 52
	Receveurs des douanes en France	1,864,938 55	//	1,864,938 55	
	Recev. des contributions indirectes en France.	14,970,935 50	//	14,970,935 50	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	615,214,079 24	//	615,214,079 24	
	Trésoriers-payeurs généraux	437,836,072 32	//	437,836,072 32	
	Caissier-payeur central du Trésor public	298,356,817 36	//	298,356,817 36	
	Leurs collègues	1,726,923,141 74	//	1,726,923,141 74	
		3,111,662,969 52	//		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	//	20,604,109 64	20,604,109 64	20,604,109 64
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France.	609,053,865 84	//	609,053,865 84	712,265,441 45
	Receveurs des postes et télégraphes en Algérie.	17,695,779 24	//	17,695,779 24	
	Caissier-payeur central du Trésor public	85,515,796 37	//	85,515,796 37	
		712,265,441 45	//		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	Recev. des postes et des télégraphes en France.	16,496,984f 81c	//	16,496,984f 81c	1,199,732,592f 39c
	Trésoriers-payeurs généraux	590,761,574 42	//	590,761,574 42	
	Caissier-payeur central du Trésor public	577,334,375 82	//	577,334,375 82	
	Leurs collègues	15,139,657 34	//	15,139,657 34	
		1,199,732,592 39	//		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France.	1,036,020 29	//	1,036,020 29	717,498,349 93
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	1,864,938 55	//	1,864,938 55	
	Trésoriers-payeurs généraux	462,687,060 18	//	462,687,060 18	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	186,185,242 06	//	186,185,242 06	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.)	63,721,827 43	//	63,721,827 43	
	Leurs collègues	2,003,261 42	//	2,003,261 42	
		717,498,349 93	//		
Receveurs des contributions indirectes en France.	Receveurs des douanes en France	1,325,572 26	//	1,325,572 26	1,329,009,672 45
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	14,970,935 50	//	14,970,935 50	
	Trésoriers-payeurs généraux	944,574,019 61	//	944,574,019 61	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	300,940,604 75	//	300,940,604 75	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Obligations des redevables.)	49,968,893 00	//	49,968,893 00	
	Leurs collègues	17,229,647 33	//	17,229,647 33	
		1,329,009,672 45	//		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	609,098,501 97	//	609,098,501 97	2,974,664,857 93
	Trésoriers-payeurs généraux	503,654,508 63	//	503,654,508 63	
	Caissier-payeur central du Trésor public	135,316,584 16	//	135,316,584 16	
	Leurs collègues	1,726,595,263 17	//	1,726,595,263 17	
		2,974,664,857 93	//		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	//	17,699,286 89	17,699,286 89	17,699,286 89
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France.	615,214,089 24	//	615,214,089 24	716,064,200 89
	Receveurs de postes et télégraphes en Algérie.	20,604,109 64	//	20,604,109 64	
	Caissier-payeur central du Trésor public	80,124,606 23	//	80,124,606 23	
	Agent comptable des virements de comptes	121,395 78	//	121,395 78	
		716,064,200 89	//		

2° *État de développement, par comptables, des* MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Trésoriers-payeurs généraux......	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France..............	590,758,631f 00c	//	590,758,631f 00c	5,658,315,537f 75c
	Receveurs des douanes en France.........	462,687,060 18	//	462,687,060 18	
	Recev. des contributions indirectes en France.	944,574,019 61	//	944,574,019 61	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	503,645,508 63	//	503,645,508 63	
	Caissier-payeur central du Trésor public...	3,137,550,122 23	//	3,137,550,122 23	
	Agent comptable des traites de la marine...	16 40	//	16 40	
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes..........................	129,573 75	5,000f 00c	134,573 75	
	Trésoriers-payeurs des colonies...........	2,871,218 20	3,102,020 00	5,973,238 20	
	Leurs collègues........................	12,992,367 75	//	12,992,367 75	
		5,655,208,517 75	3,107,020 00		
Caissier-payeur central du Trésor public........	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France..............	577,302,987 94	//	577,302,987 94	7,285,023,235 49
	Receveurs des douanes en France. (Numéraire.)	186,185,242 06	//	186,185,242 06	
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes.)......................	63,721,827 43	//	63,721,827 43	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)................	300,940,604 75	//	300,940,604 75	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)....	49,968,893 00	//	49,968,893 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	131,096,020 69	//	131,096,020 69	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne..........................	80,124,606 23	//	80,124,606 23	
	Trésoriers-payeurs généraux.............	4,158,248,127 35	//	4,158,248,127 35	
	Agent comptable des traites de la marine....	39,452 05	//	39,452 05	
	Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires.................	4,784,625 24	//	4,784,625 24	
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes..........................	423,593,023 40	//	423,593,023 40	
	Trésoriers-payeurs des colonies...........	169,047,774 71	176,500 00	169,224,274 71	
	Payeurs d'armées......................	2,705,571 42	//	2,705,571 42	
	Agent comptable des traites des affaires étrangères..........................	849,609 97	//	849,609 97	
	Son prédécesseur......................	1,136,238,369 25	//	1,136,238,369 25	
		7,284,846,735 49	176,500 00		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Trésoriers - payeurs généraux......	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France..............	6,235,134f 61c	//	6,235,134f 61c	4,655,189,267f 92c
	Receveurs des douanes en France.........	5,475,247 16	//	5,475,247 16	
	Recev. des contributions indirectes en France.	22,725,500 00	//	22,725,500 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	437,839,072 32	//	437,839,072 32	
	Payeurs d'armées......................	4,550,425 00	//	4,550,425 00	
	Caissier-payeur central du Trésor public...	4,158,229,909 94	//	4,158,229,909 94	
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes..........................	1,684,163 30	5,000f 00c	1,689,163 30	
	Trésoriers-payeurs des colonies...........	5,260,469 50	205 00	5,260,674 50	
	Leurs collègues........................	13,184,141 09	//	13,184,141 09	
		4,655,184,062 92	5,205 00		
Caissier-payeur central du Trésor public........	Receveurs de l'enregistrement, des domaines. et du timbre en France..............	3,838,720 00	//	3,838,720 00	5,005,569,030 51
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	298,357,064 36	//	298,357,064 36	
	Payeurs d'armées......................	33,173,352 85	//	33,173,352 85	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne..........................	85,515,796 37	//	85,515,796 37	
	Trésoriers-payeurs généraux.............	3,137,424,916 64	//	3,137,424,916 64	
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes..........................	227,677,754 63	//	227,677,754 63	
	Trésoriers-payeurs des colonies...........	59,144,781 54	//	59,144,781 54	
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires.................	2,579,724 10	//	2,579,724 10	
	Agent comptable des traites de la marine...	16,609,394 05	//	16,609,394 05	
	Agent comptable des traites des affaires étrangères..........................	5,009,156 72	//	5,009,156 72	
	Son successeur........................	1,136,238,369 25	//	1,136,238,369 25	
		5,005,569,030 51	//		

2° *État de développement, par comptables, des* MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année 1912.* (Suite.)

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires....	Caissier-payeur central du Trésor public...	2,583,763f 25c	″	2,583,763f 25c	3,050,501f 39c
	Son prédécesseur..........................	466,738 14	″	466,738 14	
		3,050,501 39	″		
Agent comptable des traites de la marine........	Caissier-payeur central du Trésor public....	16,609,394 05	″	16,609,394 05	23,337,717 09
	Son prédécesseur..........................	6,728,323 04	″	6,728,323 04	
		23,337,717 09	″		
Agent comptable des traites des affaires étrangères	Caissier-payeur central du Trésor public...	5,009,156 72	″	5,009,156 72	5,009,156 72
Agent judiciaire du Trésor........	Agent comptable des traites de la Marine...	″	3,860 65	3,860 65	3,860 65
Payeurs d'armées..	Trésoriers-payeurs généraux.............	16,256,974 40	″	16,256,974 40	50,280,260 13
	Caissier-payeur central du Trésor public....	33,423,225 73	″	33,423,225 73	
	Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes......................	600,060 00	″	600,060 00	
		50,280,260 13	″		
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes....	Trésoriers-payeurs généraux.............	1,684,163 30	″	1,684,163 30	217,061,917 32
	Caissier-payeur central du Trésor public....	215,377,754 02	″	215,377,754 02	
		217,061,917 32	″		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	Caissier-payeur central du Trésor public....	4,584,074f 95c	″	4,584,074f 95c	5,050,813f 09c
	Son successeur..........................	466,738 14	″	466,738 14	
		5,050,813 09	″		
Agent comptable des traites de la marine.......	Caissier-payeur central du Trésor public....	39,370 55	″	39,370 55	43,256 98
	Trésoriers-payeurs des colonies...........	25 78	″	25 78	
	Agent judiciaire du Trésor..............	3,860 65	″	3,860 65	
		43,256 98	″		
Agent comptable des traites des affaires étrangères	Caissier-payeur du Trésor public.........	851,616 73	″	851,616 73	851,616 73
Payeurs d'armées..	Caissier-payeur central du Trésor public....	2,656,356 68	″	2,656,356 68	2,656,356 68
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes.....	Trésoriers-payeurs généraux.............	129,573 75	″	129,573 75	436,327,905 17
	Caissier-payeur central du Trésor public....	423,591,692 02	″	423,591,692 02	
	Payeurs d'armées.......................	12,606,639 40	″	12,606,639 40	
		436,327,905 17	″		

2° *État de développement, par comptables, des* MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES *pendant l'année* 1912. (Suite.)

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Trésoriers-payeurs des colonies....	Trésoriers-payeurs généraux............	5,388,664f 90c	//	5,388,664f 90c	116,763,824f 81c
	Caissier-payeur central du Trésor public....	85,230,554 56	610f 00c	85,231,164 56	
	Agent comptable des traites de la marine...	14 54	//	14 54	
	Leurs collègues..............	26,143,980 81	//	26,143 980 81	
		116,763,214 81	610 00		
Agent comptable des virements de comptes.......	Agent comptable de la Caisse d'epargne....	//	106,063 65	106.063 65	106,063 65

RÉCAPITULATION DES RECETTES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	25,213,511f 95c
Receveurs des douanes en France	8,804,080 84
Receveurs des contributions indirectes en France	40,991,167 62
Receveurs des postes et des télégraphes en France	3,111,662,969 52
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	20,604,109 64
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	712,265,441 45
Trésoriers-payeurs généraux	5,658,315,537 75
Caissier-payeur central du Trésor public	7,285,023,235 49
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	3,050,501 39
Agent comptable des traites de la marine	23,337,717 09
Agent comptable des traites des affaires étrangères	5,009,156 72
Agent judiciaire du Trésor	3,860 65
Payeurs d'armées	50,280,260 13
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	217,061,917 32
Trésoriers-payeurs des colonies	116,763,824 81
Agent comptable des virements de comptes	106,063 65
TOTAL GÉNÉRAL	17,278,493,356 02

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Trésoriers-payeurs des colonies....	Trésoriers-payeurs généraux............	2,873,576f 80c	15,001 50	2,888,578f 30c	232,138,258f 67c
	Caissier-payeur central du Trésor public....	202,089,583 65	610 00	202,090,193 65	
	Leurs collègues....................	24,057,671.72	3,101,815 00	27,159,486 72	
		229,020,832 17	3,117,426 50		

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	1,199,732,592f 39c
Receveurs des douanes en France	717,498,349 93
Receveurs des contributions indirectes en France	1,329,009,672 45
Receveurs des postes et des télégraphes en France	2,974,664,857 93
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	17,699,286 89
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	716,064,200 89
Trésoriers-payeurs généraux	4,655,189,267 92
Caissier payeur central du Trésor public	5,005,569,030 51
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	5,050,813 09
Agent comptable des traites de la marine	43,256 98
Agent comptable des traites des affaires étrangères	851,616 73
Payeurs d'armées	2,656,356 68
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	436,327,905 17
Trésoriers-payeurs des colonies	232,138,258 67
TOTAL GÉNÉRAL	17,292,495.466 23

Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1912, sur les Budgets et les Services spéciaux et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Ain	16,746,384 09	15,562,849 87	1,183,534 22	"	
Aisne	54,758,683 62	32,054,904 81	22,703,778 81	"	
Allier	26,129,028 42	15,377,309 42	10,751,719 00	"	
Alpes (Basses-)	5,543,162 75	10,166,410 87	"	4,623,248 12	
Alpes (Hautes-)	4,869,685 35	12,332,110 63	"	7,462,425 28	
Alpes-Maritimes	44,964,242 54	29,586,841 94	15,377,400 60	"	
Ardèche	11,872,309 86	13,599,480 01	"	1,727,170 15	
Ardennes	36,036,599 21	24,876,208 03	11,160,391 18	"	
Ariège	7,296,378 73	12,159,707 36	"	4,863,328 63	
Aube	18,894,321 52	17,171,486 39	1,722,835 13	"	
Aude	20,098,491 00	17,727,158 24	2,371,332 76	"	
Aveyron	13,652,813 97	16,737,643 33	"	3,084,829 36	
Bouches-du-Rhône	174,551,396 02	92,398,061 74	82,153,334 28	"	
Calvados	47,236,062 58	27,620,709 05	19,615,353 53	"	
Cantal	9,223,453 99	9,776,343 90	"	552,889 91	
Charente	17,877,746 70	30,636,872 05	"	12,759,125 35	
Charente-Inférieure	34,876,094 08	45,135,130 98	"	10,259,036 90	
Cher	17,380,948 35	28,693,147 22	"	11,312,198 87	
Corrèze	11,002,360 20	13,988,777 88	"	2,986,417 68	
Corse	6,622,764 95	20,733,172 61	"	14,110,407 66	
Côte-d'Or	31,668,434 47	29,640,511 51	2,027,922 96	"	
Côtes-du-Nord	27,094,825 89	23,952,630 60	3,142,195 29	"	
Creuse	9,499,773 04	9,749,994 82	"	250,221 78	
Dordogne	16,390,321 35	20,192,660 60	"	3,802,339 25	
Doubs	26,928,615 71	29,110,957 58	"	2,182,341 87	
Drôme	17,044,218 04	19,463,705 65	"	2,419,487 61	
Eure	34,120,011 70	18,197,686 85	15,922,324 85	"	
Eure-et-Loir	23,929,454 93	15,268,973 61	8,660,481 32	"	
Finistère	41,548,610 87	98,497,409 58	"	56,948,798 71	
Gard	26,672,557 99	24,767,012 06	1,905,545 93	"	
A reporter	834,529,751 92	775,175,869 19	198,698,149 86	139,344,267 13	

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	834,529,751 92	775,175,869 19	198,698,149 86	139,344,267 13	
Garonne (Haute-)	41,334,248 08	39,954,459 41	1,379,788 67	"	
Gers	10,706,274 69	12,012,951 85	"	1,306,677 16	
Gironde	127,414,697 99	71,626,126 95	55,788,571 04	"	
Hérault	70,684,802 52	35,867,365 54	34,817,436 98	"	
Ille-et-Vilaine	39,506,051 16	36,863,326 86	2,642,724 30	"	
Indre	14,334,808 79	13,511,604 60	823,204 19	"	
Indre-et-Loire	24,826,365 63	23,409,035 02	1,417,330 61	"	
Isère	37,467,275 51	39,193,053 11	"	1,725,777 60	
Jura	16,842,839 89	15,645,298 68	1,197,541 21	"	
Landes	11,788,629 51	10,788,340 05	1,000,289 46	"	
Loir-et-Cher	15,537,291 62	12,844,992 61	2,692,299 01	"	
Loire	42,445,545 99	38,523,892 25	3,921,653 74	"	
Loire (Haute-)	11,412,231 66	9,445,533 04	1,966,698 62	"	
Loire-Inférieure	76,726,035 31	67,762,816 72	8,963,218 59	"	
Loiret	30,488,587 22	28,718,607 00	1,769,980 22	"	
Lot	7,085,249 87	11,855,749 17	"	4,770,499 30	
Lot-et-Garonne	15,113,534 77	20,408,665 93	"	5,295,131 16	
Lozère	3,710,299 68	6,903,163 28	"	3,192,863 60	
Maine et-Loire	33,629,127 07	30,046,667 84	3,582,459 23	"	
Manche	34,518,897 17	64,982,628 80	"	30,463,731 63	
Marne	49,441,271 05	47,395,528 78	2,045,742 27	"	
Marne (Haute-)	14,106,389 49	15,190,477 99	"	1,084,088 50	
Mayenne	17,470,036 58	10,089,045 13	7,380,991 45	"	
A reporter	1,581,120,243 17	1,438,215,199 80	330,088,079 45	187,183,036 08	

Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1912, sur les Budgets et les services spéciaux et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	1,581,120,243 17	1,438,215,199 80	330,088,079 45	187,183,036 08	
Meurthe-et-Moselle	91,741,594 26	63,907,025 37	27,834,568 89	〃	
Meuse	20,339,267 53	46,433,521 69	〃	26,094,254 16	
Morbihan	24,280,378 43	56,485,650 57	〃	32,205,272 14	
Nièvre	16,486,467 00	21,935,199 49	〃	5,448,732 49	
Nord	291,408,337 47	104,590,633 19	186,817,704 28	〃	
Oise	44,937,691 33	29,594,969 89	15,342,721 44	〃	
Orne	23,260,636 89	15,639,902 77	7,620,734 12	〃	
Pas-de-Calais	111,229,056 98	53,171,612 06	58,057,444 92	〃	
Puy-de-Dôme	28,404,377 24	30,050,213 63	〃	1,645,836 39	
Pyrénées (Basses-)	27,395,745 32	27,321,461 35	74,283 97	〃	
Pyrénées (Hautes-)	9,877,632 11	22,472,648 53	〃	12,595,016 42	
Pyrénées-Orientales	15,102,145 92	14,977,955 60	124,190 32	〃	
Territoire de Belfort (Haut-Rhin)	18,153,949 59	18,761,079 39	〃	607,129 80	
Rhône	106,446,713 26	68,458,940 53	37,987,772 73	〃	
Saône (Haute-)	20,073,135 32	16,534,990 27	3,538,145 05	〃	
Saône-et-Loire	39,864,386 76	24,744,232 27	15,120,154 49	〃	
Sarthe	29,285,675 08	24,591,509 03	4,694,166 05	〃	
Savoie	15,908,693 51	21,283,257 02	〃	5,374,593 51	
Savoie (Haute-)	11,910,020 18	13,596,081 00	〃	1,686,060 82	
Seine	1,422,392,599 54	117,146,162 68	1,305,246,436 86	〃	
A reporter	3,949,618,746 89	2,229,912,246 13	1,992,546,402 57	272,839,901 81	

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report	3,949,618,746 89	2,229,912,246 13	1,992,546,402 57	272,839,901 81
Seine-Inférieure	286,463,753 39	82,973,550 48	203,490,202 91	〃
Seine-et-Marne	41,525,158 31	30,338,085 29	11,187,073 02	〃
Seine-et-Oise	87,876,854 58	69,392,257 76	18,484,596 82	〃
Sèvres (Deux-)	17,009,438 74	13,966,256 00	3,043,182 74	〃
Somme	46,952,235 41	31,335,993 29	15,616,242 12	〃
Tarn	14,845,256 44	15,510,236 21	〃	664,979 77
Tarn-et-Garonne	9,143,123 82	11,306,791 41	〃	2,163,667 59
Var	27,655,129 98	122,719,335 08	〃	95,064,205 10
Vaucluse	18,148,725 87	14,210,759 19	3,937,966 68	〃
Vendée	17,569,673 89	15,346,655 37	2,223,018 52	〃
Vienne	17,347,167 32	19,968,341 46	〃	2,621,174 14
Vienne (Haute-)	16,968,508 05	21,575,010 64	〃	4,606,502 59
Vosges	30,669,957 48	31,966,558 02	〃	1,296,600 54
Yonne	20,182,568 45	18,764,594 61	1,417,973 84	〃
	4,601,976,298 62	2,729,286,670 94	2,251,946,659 22	379,257,031 54
Caissier-payeur central du Trésor public.	1,069,523,445 42	2,707,966,131 99	〃	1,638,442,686 57
Agents comptables du Trésor	2,591,652 37	17,288,117 34	〃	14,696,464 97
Payeurs des armées	4,698,467 13	79,254,403 33	〃	74,555,936 20
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	12,379,397 71	121,796,133 55	〃	109,416,735 84
Trésoriers-payeurs des colonies	28,577,204 14	79,042,460 57	〃	50,465,256 43
TOTAUX	5,719,746,465 39	5,734,633,917 72	2,251,946,659 22	2,266,834,111 55
Agent comptable des virements de comptes (A)	183,331,444 85	205,296,715 43	〃	21,965,270 58
TOTAUX	5,903,077,910 24	5,939,930,633 15	2,251,946,659 22	2,288,799,382 13
Excédent de dépense, pendant l'année 1912, sur les budgets et les services spéciaux			36,852,722f 91c	

OBSERVATIONS.

Le présent tableau a pour objet de développer *les excédents de dépense* pendant l'année 1912, des *budgets* et des *services spéciaux* qui se trouvent balancés par les *excédents de recette* des autres *services de trésorerie*.

Ces deux excédents, en sens inverse, se justifient l'un par l'autre, et se résument ainsi qu'il suit :

Budgets.

Recettes sur les contributions et revenus publics. (Voir le détail par département, page 129, du présent compte)		4,841,412,803f 19c
Payements effectués sur les dépenses publiques. (Voir le développement par département, p. 223.)		4,767,110,678 74
EXCÉDENT de recette		74,302,124 45
Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1911 à attribuer à divers services		141,130,104 49
EXCÉDENT de dépense		66,827,980 04

Services spéciaux.

Recettes sur les services spéciaux qui s'exécutent en dehors des budgets.	1,061,665,107f 05c	
Payements sur les mêmes services	1,031,689,849 92	
EXCÉDENT de recette	29,975,257 13	29,975,257 13
Excédent final de dépense		36,852,722 91

Autres services de trésorerie.

Excédents des fonds envoyés par les comptables des finances		14,002,110f 21c
Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille		136,776,598 33
TOTAL (dépense)		150,778,708 54
Augmentation des créances passives	152,409,323f 93c	
Diminution des créances actives	35,222,107 52	
TOTAL (recette)	187,631,431 45	187,631,431 45
Excédent final de recette		36,852,722 91

(A) Le résultat ci-contre des opérations constatées par virements de comptes dans les budgets et les services spéciaux est présenté, comme il suit, au tableau de développement par classe de comptables, pages 41 et 53.

Recette	299,912,634f 31c	
A déduire : Annulations de recette	116,581,189 46	
	183,331,444 85	183,331,444f 85c
Dépense	515,962,225f 07c	
A déduire : Annulations de dépense	310,665,509 64	
	205,296,715 43	205,296,715 43
EXCÉDENT de dépense		21,965,270 58

Développement des Bons du Trésor pour l'année 1912.

			Bons du Trésor remis à la Banque de France.	Bons du Trésor remis à la Banque de l'Algérie.	Bons du Trésor remis à des particuliers. — Bons ordinaires.	Totaux.
Solde au 31 décembre 1911			187,086,000f 00c	3,000,000f 00c	120,586,832f 05c	310,672,832f 05c
Émissions de l'année 1912			20,012,500 00	2,000,000 00	604,017,683 05	626,030,183 05
Totaux au 31 décembre 1912			207,098,500 00	5,000,000 00	724,604,515 10	936,703,015 10
Remboursements de l'année 1912			600,000 00	//	700,017,024 40	700,617,024 40
Solde au 31 décembre 1912			206,498,500 00	5,000,000 00	24,587,490 70	236,085,990 70
Ce dernier solde se subdivise ainsi qu'il suit :						
Montant des bons	remis à divers. — Bons ordinaires	Capital	//	//	24,478,700f 00c	24,587,490f 70c
		Intérêts	//	//	108,790 70	
	remis à la Banque de France	Capital	206,498,500f 00c	//	//	206,498,500 00
	remis à la banque de l'Algérie	Capital	//	5,000,000 00	//	5,000,000 00
Échéance des bons	Bons échus au 31 décembre 1912	Divers. — Capital	//	//	2,595,600 00	2,616,811 35
		Divers. — Intérêts	//	//	21,211 35	
	Bons à échoir en 1913	Divers. — Capital	//	//	21,883,100 00	21,970,679 35
		Divers. — Intérêts	//	//	87,579 35	
	Bons à échoir à la fin du privilège	Banque de France. — Capital.	200,000,000 00	//	//	200,000,000 00
		Banque de l'Algérie. - Capital.	//	5,000,000 00	//	5,000,000 00
	Bons à échéances diverses	Banque de France. — Capital.	6,498,500 00	//	//	6,498,500 00

Année 1912.	Bons du Trésor ordinaires remis à divers particuliers pendant l'année 1912.
Janvier	358,846,274f 65c
Février	79,750,764 60
Mars	78,610,436 75
Avril	6,284,406 45
Mai	13,562,590 65
Juin	2,365,974 10
Juillet	25,292,629 35
Août	16,235,410 45
Septembre	7,542,827 70
Octobre	3,319,774 35
Novembre	8,852,159 80
Décembre	3,354,434 20
Totaux	604,017,683 05

Le taux moyen des bons du Trésor remis à divers pendant l'année 1912 a été de 2f 465 p. o/o.

Développement du compte : OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.
(Loi du 17 février 1898.) — *Renouvellements.*

	CAPITAL DES OBLIGATIONS.
Solde au 31 décembre 1911	186,763,575f 22c
Émissions de l'année 1912	48,550,000 00
TOTAL au 31 décembre 1912	235,313,575 22
Remboursements de l'année 1912	54,262,170 42
SOLDE au 31 décembre 1912	181,051,404 80

Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :

ÉCHÉANCES.		CAPITAL À REMBOURSER.	TAUX D'INTÉRÊT.
1er mars 1907 (A)	3,000 00f	179,306,500f 00c	3 p. 0/0
1er mars 1908 (A)	3,500 00		3 p. 0/0
1er juin 1913	20,000,000 00		2 25 p. 0/0
1er juillet 1913	60,250,000 00		2 25 p. 0/0
1er septembre 1913	50,500,000 00		2 25 p. 0/0
1er février 1914	5,500,000 00		2 75 p. 0/0
1er mars 1914	32,000,000 00		3 p. 0/0
1er juillet 1914	5,500,000 00		2 75 p. 0/0
1er octobre 1914	5,550,000 00		2 75 p. 0/0
Obligations remboursées sur un compte d'avances du Caissier-payeur central et non encore renouvelées		1,744,904 80	
TOTAL		181,051,404 80	

(A) Ces obligations n'avaient pas été présentées au remboursement au 31 décembre 1912.

Développement du compte : Obligations du Trésor à court terme.

(*Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.* — Loi du 18 décembre 1908.)

	CAPITAL DES OBLIGATIONS.
Solde au 31 décembre 1911	33,920,000f 00c
Émissions de l'année 1912	"
Remboursements de l'année 1912	33,920,000 00
Total au 31 décembre 1912	"

Développement du compte : Obligations du Trésor à court terme.

(*Remboursements de cautionnements.* — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.) — *Renouvellements.*

	CAPITAL DES OBLIGATIONS.
Solde au 31 décembre 1911	35,000,000f 00c
Émissions de l'année 1912	"
Remboursements de l'année 1912	"
Total au 31 décembre 1912	35,000,000 00

ÉCHÉANCES.	CAPITAL À REMBOURSER.	TAUX D'INTÉRÊT.
1er juillet 1913	20,000,000f 00c	2,25 p. 0/0.
1er août 1913	15,000.000 00	2,25 p. 0/0.
Total	35,000,000 00	

Développement du compte : TRAITES DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL SUR LUI-MÊME, *pour l'année 1912.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	TOTAUX.
Excédent de recettes au 31 décembre 1911	30,223,600f	2,184,700f	32,408,300f
Émissions de l'année 1912	2,928,000	11,650,000	14,578,000
TOTAUX	33,151,600	13,834,700	46,986,300
Payements de l'année 1912	2,829,400	8,962,100	11,791,500
Excédent de recettes au 31 décembre 1912	30,322,200	4,872,600	35,194,800

DÉTAIL, PAR ÉCHÉANCES, DES TRAITES RESTANT À PAYER ET COMPOSANT L'EXCÉDENT DE RECETTES CI-DESSUS.

ÉMISSIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	TOTAUX.
1907	800,000f	500f	800,500f
1908	5,878,200	"	5,878,200
1909	948,000	400	948,400
1910	8,500,000	2,300	8,502,300
1911	11,452,000	286,800	11,738,800
1912	2,744,000	4,582,600	7,326,600
TOTAUX	30,322,200	4,872,600	35,194,800
NET ÉGAL	35,194,800f		

Développement du compte : MANDATS TIRÉS SUR LE TRÉSOR PAR LES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX ET AUTRES COMPTABLES, *pour l'année 1912.*

COMPTABLES.	EXCÉDENTS AU 31 DÉCEMBRE 1911. Recettes.	EXCÉDENTS AU 31 DÉCEMBRE 1911. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Émissions.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. Payements.	EXCÉDENTS AU 31 DÉCEMBRE 1912. Recettes.	EXCÉDENTS AU 31 DÉCEMBRE 1912. Dépenses.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Trésoriers-payeurs généraux	22,982,788 50	//	503,846,504 74	504,913,767 74	21,915,525 50	//
Payeurs des armées	4,111,562 17	//	34,125,694 83	29,956,498 67	8,280,758 33	//
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	74,392,887 82	//	115,323,345 79	103,325,912 03	86,390,321 58	//
Trésoriers-payeurs des colonies	720,567,571 70	744,660,945 15	137,519,305 37	119,141,308 16	26,897,358 53	32,612,734 77
	Excédent de dépenses : 24,093,373f 45c				Excédent de dépenses : 5,715,376f 24c	
TOTAUX	822,054,810 19	744,660,945 15	790,814,850 73	757,337,486 60	143,483,963 94	32,612,734 77
	Excédent net de recettes : 77,393,865f 04c		Excédent net de recettes : 33,477,364f 13c		Excédent net de recettes : 110,871,229f 17c	

COMPTES DES BUDGETS

POUR L'ANNÉE 1912

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1911

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1912

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1902 A 1911

NOTE GÉNÉRALE

SUR

LES COMPTES DES BUDGETS.

Documents dont se composent les comptes des budgets.

Les comptes des budgets font connaître la situation financière de l'État sur les exercices en cours d'exécution pendant l'année qui vient de s'écouler; ils comparent à cet effet les évaluations des produits avec les droits établis et recouvrés sur les redevables, et les crédits accordés aux Ministres avec les services faits et avec les payements effectués. Ces comptes rapprochent ainsi les prévisions législatives des opérations réalisées en recette et en dépense, et déterminent les non-valeurs sur les revenus ou les excédents de recouvrements, et les crédits sans emploi à annuler ou les compléments de crédits nécessaires pour couvrir les excédents de dépenses.

Ils se composent, pour l'année 1912, des documents qui suivent :

1° *Compte définitif du budget de l'exercice 1911 ;*

2° *Compte provisoire du budget de l'exercice 1912.*

Le développement, la justification et le contrôle des opérations qui sont retracées dans les comptes des budgets relativement aux droits liquidés au profit ou à la charge de l'État et à leur réalisation par le Trésor public se trouvent dans les sections du *Compte général des finances* désignées ci-après, où ces mêmes opérations se reproduisent, savoir :

Compte des opérations de l'année;

Compte des contributions et revenus publics ;

Compte des dépenses publiques ;

Compte de trésorerie;

Situation générale des finances.

Les comptes des budgets reposent, en conséquence, sur la garantie des opérations matérielles du Trésor et sur la situation générale des finances, en même temps que les résultats en sont contrôlés, conformément à l'ordonnance du 9 juillet 1826, par les *Déclarations générales* émanées chaque année de la Cour des comptes, pour attester, d'après les arrêts rendus par elle sur les comptes individuels des agents chargés des recettes et des dépenses, l'exactitude des comptes publiés par les Ministres pour chaque exercice.

Résultats généraux publiés sur les budgets de 1902 à 1911.

On joint aux comptes des budgets, sous le titre de *Résultats généraux sur les budgets de 1902 à 1911*, une série de tableaux dont l'objet est de résumer, par exercice et par branches principales de service pendant les dix derniers exercices expirés, la situation financière de chacun des budgets que l'on envisage, de manière à déterminer, soit qu'on les examine séparément, soit qu'on les compare entre eux, leurs ressources et leurs besoins respectifs, ainsi que leur résultat final (A).

(A) Voir pages 512 à 533.

Budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'État.

La loi du 9 juillet 1836, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1833, art. 17, et les lois de finances des 13 mai 1863, 29 décembre 1882, art. 7, 30 décembre 1883, art. 4, 17 juillet 1889, art. 33, 29 mars 1897, art. 23, 26 décembre 1910, art. 31, et 13 juillet 1911, art. 32, ont prescrit de rattacher, chaque année, *pour ordre*, au budget général de l'État les services spéciaux de la *Fabrication des monnaies et médailles*, de l'*Imprimerie nationale*, de la *Légion d'honneur*, des *Poudres et salpêtres*, de la *Caisse des Invalides de la marine*, de l'*École centrale des arts et manufactures*, du *Chemin de fer et du port de la Réunion*, *de l'Ancien réseau des Chemins de fer de l'État*, du *Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest* et de la *Caisse nationale d'épargne;* elles ont en même temps statué, d'une part, que ces budgets annexes seraient soumis à toutes les règles prescrites par les lois de finances pour le règlement définitif de chaque exercice, et, d'autre part, que les comptes détaillés de ces mêmes services seraient joints aux comptes généraux des départements ministériels auxquels ils ressortissent.

Conformément à ces dispositions, un titre particulier de la loi des comptes est consacré, depuis la loi précitée du 9 juillet 1836, à l'apurement législatif des budgets annexes susmentionnés, dont une ordonnance, en date du 15 février 1847, a déféré les résultats au contrôle annuel de la Cour des comptes.

Les recettes et les dépenses des services ci-dessus mentionnés ne sont pas comprises dans le *Compte général de l'Administration des finances* parce que, soumises à un régime particulier, elles s'effectuent en dehors de l'action du Ministre des finances par des comptables spéciaux, qui ne sont pas astreints à remettre à la Direction générale de la Comptabilité publique des éléments périodiques d'écritures d'après lesquels elle ait à retracer les mouvements desdits services. C'est donc seulement dans les comptes des ministères des finances, de la justice, de la guerre, de la marine, du commerce et de l'industrie, des colonies et des travaux publics (service des travaux publics et service des postes et des télégraphes), que se trouvent les développements et les justifications des résultats contenus, à cet égard, dans les projets de lois de règlement.

COMPTE DÉFINITIF

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1911

NOTE GÉNÉRALE

SUR LES RÉSULTATS DU RÈGLEMENT DÉFINITIF

DU BUDGET DE L'EXERCICE 1911.

Le budget de l'exercice 1911 a été l'objet de deux lois distinctes portant les dates des 16 juillet 1910 et 13 juillet 1911.

Celle du 16 juillet 1910 est relative aux contributions directes.

La loi du 13 juillet 1911 a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1911.

On va donc présenter la situation définitive de l'exercice 1911, en suivant l'ordre et la forme prescrits par la deuxième loi de finances précitée.

BUDGET GÉNÉRAL.

Résultat du vote primitif du budget général.

La loi du 13 juillet 1911 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1911 :

RECETTES : Produits recouvrables	en FRANCE..	4,384,072,839f 00c	4,386,690,609f 00c
	en ALGÉRIE..	2,617,770 00	
DÉPENSES			4,386,462 181 00
EXCÉDENT présumé de recettes			228,428f 00c

Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (A). Ces tableaux les récapitulent, par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie en citant les actes d'où elles résultent.

1° Évaluations des recettes.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent :

Les recettes de l'exercice 1911 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

Produits recouvrables	en FRANCE	4,384,072,839f 00c	4,386,690,609f 00c
	en ALGÉRIE	2,617,770 00	

Elles doivent être augmentées :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.

Produits recouvrables	en FRANCE	75,099,473f 47c	75,101,682 79
	en ALGÉRIE	2,209 32	
A reporter			4,461,792,291 79

(A) Voir pages 360 à 369.

Report......................... 4,461,792,291^f 79^c

2° De l'excédent des réalisations sur les évaluations des produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État et d'autres produits :

Produits recouvrables	en France..........	1,203,822^f 13^c	1,203,822 13
	en Algérie.........	//	

3° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :

Produits recouvrables	en France.............	98,000^f 00^c	314,246 47
	en Algérie............	216,246 47	

Total des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1911................................ 4,463,310,360 39

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 13 juillet 1911 s'élèvent, pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à....................... 4.386,462,181^f 00^c

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 74,923,273 fr. 50, qui se décompose ainsi :

Les crédits qui correspondent à certains produits consommés en nature dans les établissements spéciaux ressortissant aux Ministères de la justice et de l'agriculture, dont la dépense se règle d'après les ressources, ont été augmentés du montant des plus values sur les produits constatés, ci.. 131,073^f 42^c

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets pour......................... 40,794,124 14

En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts aux Ministres de la guerre et de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits accordés par divers décrets se sont élevés à.... 3,549,650 67

En exécution de l'article 33 de la loi de finances du 31 décembre 1907, des crédits ont été ouverts à divers ministres, en la forme usitée en matière de fonds de concours, sur le produit des legs et des donations at-

A reporter.................. 44,474,848 23 | 4,386,462,181 00

Report	44,474,848f 23c	4,386,462,181f 00c
tribués à l'État ou à diverses administrations publiques. Ces crédits, accordés par décrets, se sont élevés à	763,795 27	
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter :		
1° Par suite de lois ou de décrets, les crédits des fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	12,100,000 00	74,923,273 50
2° Les crédits ouverts par décrets au Ministre de l'agriculture, en exécution de la loi du 17 novembre 1897, et gagés sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France pour faire des avances aux caisses régionales de crédit agricole	17,584,630 00	
Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires par des lois spéciales pour	175,235,359f 26c	
Les virements de crédits de chapitre à chapitre effectués par des décrets spéciaux pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde se sont élevés à la somme de 3,183,872 fr. 54. Leur résultat n'affectant pas la situation du budget, ils ne sont cités ici que pour mémoire	(Mémoire.)	
En outre, la loi du 23 mai 1834 qui, par ses articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses, sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1911 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de	25,632,579 63	211,850,438 89
Des crédits additionnels ouverts par décrets spéciaux régularisés par des lois se sont élevés à	10,982,500 00	
Total des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1911 (A).		4,673,235,893 39

(A) Voir page 369.

Comparaison des prévisions législatives avec les faits réalisés. 1° Situation des recettes en clôture d'exercice.

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés et pour présenter ainsi la situation définitive du budget général de l'exercice 1911, telle qu'elle résulte des opérations constatées jusqu'à l'époque de sa clôture.

Les évaluations des recettes de 1911 s'élèvent, comme on l'a dit, à :

Produits recouvrables	en France	4,460,474,134f 60c	4,463,310,360f 39c
	en Algérie	2,836,225 79	

Les droits et produits liquidés à la charge des redevables de l'État s'élèvent à :

Produits recouvrables en France	4,698,747,093f 42c	4,702,760,947f 57c
Produits recouvrables en Algérie	4,013,854 15	

Les recouvrements effectués sont de :

Produits recouvrables en France	4,685,905,348 01	4,689,045,845 37
Produits recouvrables en Algérie	3,140,497 36	
et il est resté à recouvrer		13,715,102 20

Ces restes à recouvrer s'appliquent à diverses natures d'impôts et revenus, à des produits de monopoles, à des revenus et ventes de domaines, à des produits divers et à des recettes d'ordre pour lesquels la liquidation des droits et leur réalisation ne s'opèrent pas simultanément (voir le Compte définitif des recettes de l'exercice 1911), savoir :

Produits recouvrables en France.

§ 1. — *Impôts et revenus.*				
Produits de l'enregistrement	603,442f 51c	7,734,039f 88c	12,841,745f 41c	
Produit du timbre	499 68			
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	26,847 64			
Produits des douanes	1,282,889 36			
Produits des contributions indirectes	5,790,942 39			
Sucres	29,418 30			
§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*				
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	96,800f 20c	1,329,052 53		
Produits des postes	81,344 66			
Produits des télégraphes	1,148,186 25			
Produits des téléphones	2,721 42			
§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,390,378f 02c	3,505,538 87		
Produits des forêts	115,160 85			
§ 4. — *Produits divers du budget.*				
Produits divers		133,797 09		
§ 6. — *Recettes d'ordre.*				
Recettes en atténuation de dépenses	14,035f 00c	139,317 04		
Recettes d'ordre proprement dites	125,282 04			
A reporter			12,841,745 41	4,463,310,360 39

Report.............	12,841,745f 41c	4,463,310,360f 39c

Produits recouvrables en Algérie.

§ 4. — *Produits divers du budget.*

Produits divers..	873,356 79
Total égal....................	13,715,102 20

Le solde ci-dessous représente des ressources assurées pour le Trésor; mais, à raison des délais dans lesquels les redevables pourront se libérer, le recouvrement en sera porté au compte de l'exercice en cours, au moment où il aura lieu.

On ne doit, en conséquence, comparer avec les prévisions du budget que les recouvrements obtenus jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, lesquels s'élèvent à 4,689,045,845f 37c

Les ressources ordinaires réalisées pendant l'exercice 1911 sont donc supérieures aux évaluations du budget (A) de :

Produits recouvrables..	en France	225,431,213f 41c	225,735,484f 98c
	en Algérie...........	304,271 57	

Les prévisions de la loi de finances, établies en général d'après les recettes de la dernière année dont les résultats sont connus, renferment nécessairement plusieurs éventualités. Les tableaux (B) font connaître par branche de revenus les différences entre les prévisions modifiées du budget et les produits réalisés. Ces produits sont, en outre, comparés avec ceux de l'exercice précédent, et cette comparaison se trouve dans le projet de loi de règlement (page 234). Enfin le compte définitif des recettes de l'exercice 1911 développe, par branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

2° Situation des dépenses en clôture d'exercice.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits ouverts aux ministres au titre du budget général, tant par le vote du budget primitif que par des lois subséquentes, s'élèvent ensemble à : 4,673,235,893f 39c

Il convient d'ajouter à cette somme le montant des crédits complémentaires demandés par le projet de loi de règlement, ci.............................. 755,845 73

A reporter.............................. 4,673,991,739 12

(A) Voir pages 371 et 373.
(B) Voir pages 370 à 373.

Report........................... 4,673,991,739f 12c

Les dépenses liquidées à la charge de l'exercice 1911 montent à 4,570,171,051f 76c

Les payements effectués sur les dépenses jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice sont de.......... 4,547,915,740 88

et il est resté à payer, par imputation sur les fonds des exercices suivants, selon le mode réglé par la loi du 23 mai 1834 pour l'apurement des dépenses sur exercices clos........................... 22,255,310 88

En comparant les crédits mis à la disposition des Ministres avec les dépenses payées par le Trésor public, ci........................... 4,547,915,740 88

on voit que, dans leur ensemble, les payements de l'exercice 1911 ont été inférieurs aux crédits accordés, de........................... 126,075,998 24

Ce dernier résultat se décompose, ainsi qu'on va le faire connaître, d'après la situation des différents services auxquels les crédits ont été attribués (A), savoir :

Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.......	103,820,687 36
Crédits non consommés par les payements et représentant les dépenses restant à solder à la clôture de l'exercice...........................	22,255,310 88
Total à annuler, égal à l'excédent des crédits sur les payements.	126,075,998 24

Les comptes de chaque département ministériel, publiés par chapitre et par article à l'appui du projet de loi de règlement, font connaître les opérations qui ont donné lieu aux excédents de crédits dont on vient de présenter l'analyse. Ce sont ces comptes qu'il faut consulter pour les détails par nature de dépense, ainsi que pour les éclaircissements administratifs que comporte l'emploi fait par les Ministres des crédits mis à leur disposition.

Mais, indépendamment de ce point de vue de contrôle législatif sous lequel les charges de l'exercice 1911 doivent être examinées, il convient encore de les comparer à celles que l'exercice précédent a eu à supporter, et cette comparaison est établie dans le projet de loi de règlement (page 239).

(A) Voir page 375.

Résultat du budget général de l'exercice 1911 à l'époque de sa clôture.

En résumé, le résultat du budget général de 1911, à la clôture de l'exercice, s'établit ainsi qu'il suit :

Les ressources réalisées applicables aux besoins du budget général de l'exercice 1911 s'élèvent, comme on l'a vu plus haut, à :

Produits recouvrables	en FRANCE.......	4,685,905,348f 01c	4,689,045,845f 37c
	en ALGÉRIE......	3,140,497 36	

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres ayant été de..... 4,547,915,740 88

il en résulte que l'excédent final des recettes sur les dépenses du budget général est de.. 141,130,104 49

Comparaison des recettes et des dépenses de 1911 avec celles de 1910.

On a fait remarquer l'intérêt qui s'attache à comparer les produits et les dépenses de l'exercice en règlement, avec les résultats correspondants de l'exercice précédent. Ces comparaisons font l'objet de tableaux placés aux pages 234 à 240 du projet de loi de règlement et sont, en outre, développées dans les états publiés au compte définitif des recettes de l'exercice 1911, où sont indiquées avec détails les causes des augmentations ou des diminutions survenues en 1911, comparativement au budget de 1910.

Des états semblables pour les dépenses sont joints au compte des Ministères et font également connaître, par nature de services, les causes des différences qui ressortent entre les mêmes exercices.

Le rapprochement des termes du règlement définitif des deux budgets présente le résultat suivant :

Le projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1911 fait ressortir entre les recettes et les payements un excédent de recette de.................... 141,130,104f 49c

Le projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1910 ayant présenté un excédent de dépense de.. 48,027,820 31

il en résulte, en faveur du budget de 1911, comparé à celui de l'exercice précédent, une différence de.. 189,157,924 80

BUDGET GÉNÉRAL

COMPTE DÉFINITIF DES RECETTES ET DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1911

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'exercice 1911.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Produits recouvrables en France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES … Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services. Augmentations.	MODIFICATIONS … Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1911. Augmentations.	MODIFICATIONS … Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1911.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — Impôts et revenus.								
Contributions directes et centimes d'État	544,392,530 00	″	″	″	″	″	″	544,392,530 00
Taxes assimilées aux contributions directes	51,504,899 00	″	″	″	″	″	″	51,504,899 00
Produits de l'enregistrement	786,757,700 00	″	″	″	″	″	″	786,757,700 00
Produits du timbre	240,881,300 00	″	″	″	″	″	″	240,881,300 00
Impôts sur les opérations de bourse	12,513,000 00	″	″	″	″	″	″	12,513,000 00
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	103,520,000 00	″	″	″	″	″	″	103,520,000 00
Produits des douanes	559,212,000 00	″	″	″	″	″	″	559,212,000 00
Produits des contributions indirectes	623,955,400 00	″	″	″	″	(1) 97,000 00	″	624,052,400 00
Sucres	164,547,900 00	″	″	″	″	″	″	164,547,900 00
Totaux des impôts et revenus	3,087,284,729 00	″	″	″	″	97,000 00	″	3,087,381,729 00
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.								
France.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	566,696,400 00	″	″	″	″	″	″	566,696,400 00
Produits des postes	260,617,700 00	″	″	″	″	″	″	260,617,700 00
Produits des télégraphes	52,466,900 00	″	″	″	″	″	″	52,466,900 00
Produits des téléphones	30,548,400 00	″	″	″	″	″	″	30,548,400 00
Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques	12,347,100 00	″	″	″	″	″	″	12,347,100 00
Produits de diverses exploitations	17,588,090 00	″	″	″	″	″	″	17,588,090 00
	940,264,590 00	″	″	″	″	″	″	940,264,590 00
Colonies.								
Produits de diverses exploitations	65,780 00	″	″	″	″	″	″	65,780 00
Totaux des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	940,330,370 00	″	″	″	″	″	″	940,330,370 00
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	38,017,714 00	″	″	(2) 131,073 42	″	(3) ″	″	38,148,787 42
Produits des forêts	33,515,200 00	″	″	″	″	″	″	33,515,200 00
Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	71,532,914 00	″	″	131,073 42	″	″	″	71,663,987 42
§ 4. — Produits divers du budget.								
Produits divers	73,452,090 00	″	″	(4) 1,072,748 71	″	(5) 1,000 00	″	74,525,838 71
§ 5. — Ressources exceptionnelles.								
Diverses ressources exceptionnelles	103,670,290 00	″	″	″	″	″	″	103,670,290 00
§ 6. — Recettes d'ordre.								
Recettes en atténuation de dépenses	78,586,397 00	(6) 92,882 46	″	″	″	″	″	78,679,279 46
Recettes d'ordre proprement dites	29,216,049 00	(7) 75,006,591 01	″	″	″	″	″	104,222,640 01
Totaux des recettes d'ordre	107,802,446 00	75,099,473 47	″	″	″	″	″	182,901,919 47
Totaux des recettes du budget général (Produits recouvrables en France)	4,384,072,839 00	75,099,473 47	″	1,203,822 13	″	98,000 00	″	4,460,474,134 60
		75,099,473f 47c		1,203,822f 13c		98,000f 00c		

Résultat en augmentation : 76,401,295f 60c

OBSERVATIONS.

FRANCE.

PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

(1) Loi du 16 décembre 1911. — Autres droits et recettes à différents titres 97,000f 00c

PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.

(2) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État. Ces produits se répartissent ainsi :

ÉTABLISSEMENTS.	EXCÉDENTS des réalisations sur les évaluations.	EXCÉDENTS des évaluations sur les réalisations.
Ministère de la justice. — Établissements pénitentiaires	31,635f 31c	″
Ministère de l'agriculture. — École nationale d'horticulture de Versailles	974 79	″
Ministère de l'agriculture. — Écoles d'agriculture	25,806 15	″
Ministère de l'agriculture. — Bergeries	9,384 82	″
Ministère de l'agriculture. — Écoles vétérinaires	5,889 89	″
Ministère de l'agriculture. — Haras et dépôts d'étalons	57,382 46	″
	99,438 11	″
	131,073 42	″
Plus-value des recettes	131,073f 42c	

(3) Loi du 18 juillet 1911. — Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place. (Loi du 17 février 1900.) 67,989f 15c
Loi du 28 juin 1912. — A annuler : Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses .... 67,989 15 } ″

PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(4) Recettes sur exercices clos comprises dans les recettes accidentelles à différents titres 1,072,748f 71c

(5) Loi du 16 décembre 1911. — Remboursement des frais de mission des membres de la Commission de métrologie usuelle 1,000 00

RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.

(6) Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service 52,319f 65c
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires quittant le service 5,457 11
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur .... 35,105 70 } 92,882f 46c

RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.

Fonds de concours versés par les Compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.

(7) Crédits ouverts sur l'exercice 1911 par des lois et décrets rendus pendant l'année 1911 .... 17,600,000f 00c
Crédits ouverts sur l'exercice 1911 par des décrets rendus pendant l'année 1912 .... 1,000,000 00 } 18,600,000f 00c
Loi du 28 juin 1912. — A annuler : Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses .... 6,500,000 00 } 12,100,000f 00c

A reporter 12,100,000 00

(Suite des observations à la page 363.)

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'exercice 1911.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Produits recouvrable en Algérie.)

Désignation des produits.	Évaluations des recettes d'après le budget primitif.	Évaluations supplémentaires des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	Modifications résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services. Augmentations.	Diminutions.	Modifications résultant de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1911. Augmentations.	Diminutions.	Évaluations servant de base au compte définitif du budget général de l'exercice 1911.
§ 1er. — Impôts et revenus.								
Taxes assimilées aux contributions directes	150f 00c	«	«	«	«	«	«	150f 00c
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,026,760 00	«	«	«	«	«	«	1,026,760 00
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	430,730 00	«	«	«	«	(1) 216,246f 47c	«	646,976 47
§ 4. — Produits divers du budget.								
Produits divers	175,815 00	«	«	«	«	«	«	175,815 00
§ 6. — Recettes d'ordre.								
Recettes en atténuation de dépenses	984,315 00	«	«	«	«	«	«	984,315 00
Recettes d'ordre proprement dites	«	(2) 2,209f 32c	«	«	«	«	«	2,209 32
Totaux des recettes d'ordre	984,315 00	2,209 32	«	«	«	«	«	986,524 32
Totaux des recettes du budget général. (Produits recouvrables en Algérie.)	2,617,770 00	2,209 32	«	«	«	216,246 47	«	2,836,225 79
		2,209f 32c		«		216,246f 47c		
		Résultat en augmentation : 218,455f 79c						

Récapitulation.

Désignation des produits.	Évaluations des recettes d'après le budget primitif.	Évaluations supplémentaires. Augmentations.	Diminutions.	Modifications (réalisation des ressources). Augmentations.	Diminutions.	Modifications (changements). Augmentations.	Diminutions.	Évaluations servant de base au compte définitif.
Produits recouvrables en France	4,384,072,839f 00c	75,099,473f 47c	«	1,203,822f 13c	«	98,000f 00c	«	4,460,474,134f 60c
Produits recouvrables en Algérie	2,617,770 00	2,209 32	«	«	«	216,246 47	«	2,836,225 79
Totaux généraux	4,386,690,609 00	75,101,682 79	«	1,203,822 13	«	314,246 47	«	4,463,310,360 39
		75,101,682f 79c		1,203,822f 13c		314,246f 47c		
		Résultat en augmentation : 76,619,751f 39c						

Observations.

Report 12,100,000f 00c

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

(7) Report de l'exercice 1910 par décrets 12,779,393f 67c
Crédits ouverts sur l'exercice 1911 par décrets rendus pendant l'année 1911 .... 35,217,089 32
pendant l'année 1912 .... 4,795,881 44
(total) 52,792,364f 43c
Transport par décrets à l'exerice 1912 .... *11,998,240 29*
(reste) 40,794,124 14

Produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques

Report de l'exercice 1910 par décrets 36,171f 91c
Crédits ouverts sur l'exercice 1911 par des décrets rendus pendant l'année 1911 .... 787,913 25
(total) 824,085f 16c
Transport par décrets à l'exercice 1912 .... *60,289 89*
(reste) 763,795 27

Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.

Report de l'exercice 1910 par décrets 324,100f 52c
Crédits ouverts sur l'exercice 1911 par décrets rendus pendant l'année 1911 .... 3,101,157 40
pendant l'année 1912 .... 730,787 85
(total) 4,156,045f 77c
Transport à l'exercice 1912 par les décrets des 18 avril et 14 juin 1912 .... *608,604 42*
(reste) 3,547,441 35

Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France.
(Loi du 31 mars 1899.)

Report de l'exercice 1910 par le décret du 23 juin 1911 .... 273,977f 00c
Crédits ouverts sur l'exercice 1911, par des décrets rendus pendant l'année 1911 .... 18,150,000 00
(total) 18,423,977f 00c
Transport à l'exercice 1912 par le décret du 20 juin 1912 .... *839,347 00*
(reste) 17,584,630 00

Produits accessoires du service de trésorerie 216,600 25

75,006,591 01

Algérie.

Produits du domaine autre que le domaine forestier.

(1) Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie :
Loi du 18 juillet 1911 .... 992,129f 51c
Loi du 28 juin 1912 (Annulation) *777,880 88*
(reste) 214,248f 63c
Versements effectués par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893 :
Loi du 18 juillet 1911 .... 42,516f 42c
Loi du 28 juin 1912 (Annulation) *40,518 58*
(reste) 1,997 84

216,246 47

Recettes d'ordre proprement dites.

(2) Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. — **Crédits ouverts sur l'exercice 1911 par le décret du 30 avril 1911** 2,209f 32c

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1911.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 13 juillet 1911.)	§ 1er — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES FONDS DE CONCOURS DE DIVERSES NATURES. 1° FONDS DE CONCOURS OU DONATIONS POUR EMPLOI DE LEGS				2° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.				TOTAUX DES COLONNES 6 et 10 à reporter page 366.	OBSERVATIONS.
		Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1911.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1910.	Crédits transportés par décrets à l'exercice 1912.	Totaux nets des crédits de fonds de concours pour emploi de legs ou donations.	Crédits ouverts à l'exercice 1911. par décrets.	Crédits reportés par décrets, de l'exercice 1910.	Crédits transportés par décrets, à l'exercice 1912.	TOTAUX NETS des crédits de fonds de concours ordinaires.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											
Ministère des finances	1,278,112,967	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances	20,024,448	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	48,746,855	8,030 00	//	550 00	7,480 00	74,000 00	//	//	74,000 00	81,480 00	
Ministère de la justice	57,134,668	//	(B) 40 00	40 00	//	//	//	//	//	//	
Ministère des affaires étrangères	20,513,525	80,518 85	//	54 97	80,463 88	//	//	//	//	80,463 88	
Ministère de l'intérieur	(A) 139,819,228	24,394 55	8,176 50	7,250 00	25,321 05	106,216 55	(c) 31,523 99	37,740 54	100,000 00	125,321 05	
Ministère de la guerre. 1re Section. — Troupes métropolitaines	810,818,473	226,199 99	8,455 12	9,367 90	225,287 21	327,677 86	120,833 00	230,715 17	217,795 69	443,082 90	
Ministère de la guerre. 2e Section. — Troupes coloniales	40,559,245	//	//	//	//	700 00	//	//	700 00	700 00	
Ministère de la guerre. 3e Section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	86,784,022	//	//	//	//	3,409,000 00	798,868 53	3,352,878 85	854,989 68	854,989 68	
Ministère de la marine	416,430,618	//	//	//	//	158,500 00	151,532 40	302,602 93	7,429 47	7,429 47	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re Section. — Instruction publique	290,460,931	216,818 95	8,468 62	18,514 99	206,772 58	177,012 36	1,000 00		178,012 36	384,784 94	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e Section. — Beaux-arts	19,756,763	195,000 25	6,154 75	19,233 12	181,921 88	1,093,119 27	146,543 84	209,892 40	1,029,770 71	1,211,692 59	
Ministère du commerce et de l'industrie	55,708,084	333 40	//	//	333 40	16,605 00	//	//	16,605 00	16,938 40	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	50,608,026	5,600 00	//	//	5,600 00	//	//	//	//	5,600 00	
Ministère des colonies	103,501,077	289 50	141 75	431 25	//	//	//	//	//	//	
Ministère de l'agriculture	38,781,573	8,365 00	2,735 42	4,565 43	6,534 99	264,122 26	2,189 45	//	266,311 71	272,846 70	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Trav. publics. Dépenses ordinaires	85,040,090	//	//	//	//	898,810 61	222,517 54	46,275 80	1,075,052 35	1,075,052 35	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Trav. publics. Dépenses extraordinaires	190,051,850	14,459 76	24 00	282 23	14,201 53	32,936,235 80	10,403,793 54	6,814,806 86	36,525,222 48	36,539,424 01	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	3,509,105	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAUX	2,458,224,133	780,010 25	34,196 16	60,289 89	753,916 52	39,461,999 71	11,878,802 29	10,994,912 55	40,345,889 45	41,099,805 97	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.											
Ministère des finances	252,928,888	//	//	//	//	483,186 40	898,591 38	995,077 74	386,700 04	386,700 04	
Ministère des affaires étrangères	425,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Ministère de l'agriculture (Forêts)	14,987,600	//	//	//	//	26,446 65	2,000 00	8,250 00	20,196 65	20,196 65	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	316,667,745	7,903 00	1,975 75	//	9,878 75	41,338 00	//	//	41,338 00	51,216 75	
TOTAUX	585,009,233	7,903 00	1,975 75	//	9,878 75	550,971 05	900,591 38	1,003,327 74	448,234 69	458,113 44	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, ETC.											
Ministère des finances	34,791,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Ministère de la justice	734,500	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Ministère de l'agriculture (Forêts)	12,000	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	9,553,900	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAUX	45,091,400	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,386,462,181	787,913 25	36,171 91	60,289 89	763,795 27	40,012,970 76	12,779,393 67	11,998,240 29	40,794,124 14	41,557,919 41	

(A) Un crédit de 476,100 francs, primitivement ouvert au Service des cultes, a été transporté au Ministère de l'intérieur par la loi du 16 décembre 1911.
(B) Crédit transporté du Ministère de l'intérieur à celui de la justice en exécution du décret du 31 mars 1911.

(C) Compte tenu d'un crédit de 29,890 francs, transporté du Service des cultes.

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'exercice 1911. (Suite.)

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (Suite.)

SUITE DU § 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES FONDS DE CONCOURS DE DIVERSES NATURES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	REPORTS de la PAGE PRÉCÉDENTE Fonds de concours. (Colonne 11.)	3° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES REDEVANCES ET SUR L'AVANCE de la Banque de France (Crédit agricole).				4° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES PRODUITS DU PRÉLÈVEMENT FAIT SUR LE PARI MUTUEL EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE.				5° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. VERSEMENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER EN EXÉCUTION DES CONVENTIONS DE 1883.				TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur des fonds de diverses natures. (Fonds de concours.) (A reporter page 368.)
		Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1911.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1910	Crédits transportés par décrets à l'exercice 1912	Totaux nets des crédits de fonds de concours. (Crédit agricole.)	Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1911.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1910.	Crédits transportés par décrets à l'exercice 1912.	Totaux nets des crédits de fonds de concours. (Pari mutuel.)	Crédits ouverts à l'exercice 1911, par décrets.	Crédits ouverts à l'exercice 1911, par lois.	Crédits annulés à l'exercice 1911 par lois.	Total des crédits de fonds de concours imputables sur des versements des compagnies de chemins de fer.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re Partie. — Dette publique.														
Ministère des finances	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
2e Partie. — Pouvoirs publics.														
Ministère des finances	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
3e Partie. — Services généraux.														
Ministère des finances	81,480 00	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	81,480 00
Ministère de la justice	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Ministère des affaires étrangères	80,463 88	″	″	″	″	″	″	″	″		″	″	″	80,463 88
Ministère de l'intérieur	125,321 05	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	125,321 05
Ministère de la guerre. 1re Section. — Troupes métropolitaines.	443,082 90	″	″	″	″	2,209 32	″	″	2,209 32	″	″	″	″	445,292 22
Ministère de la guerre. 2e Section. — Troupes coloniales	700 00	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	700 00
Ministère de la guerre. 3e Section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	854,989 68	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	854,989 68
Ministère de la marine	7,429 47	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	7,429 47
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re Section. — Instruction publique	384,784 94	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	384,784 94
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e Section. — Beaux-Arts	1,211,692 59	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1,211,692 59
Ministère du commerce et de l'industrie	16,938 40	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	16,938 40
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	5,600 00	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	5,600 00
Ministère des colonies	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Ministère de l'agriculture	272,846 70	18,150,000 00	273,977 00	*839,347 00*	17,584,630 00	3,831,945 25	324,100 52	*608,604 42*	3,547,441 35	″	″	″	″	21,404,918 05
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Travaux publics. Dépenses ordinaires	1,075,052 35	″	″	″	″	″	″	″	″	460,833 69	″	″	460,833 69	1,535,886 04
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Travaux publics. Dépenses extraordinaires.	36,539,424 01	″	″	″	″	″	″	″	″	12,339,166 31	5,800,000 00	*6,500,000 00*	11,639,166 31	48,178,590 32
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Totaux	41,099,805 97	18,150,000 00	273,977 00	*839,347 00*	17,584,630 00	3,834,154 57	324,100 52	*608,604 42*	3,549,650 67	12,800,000 00	5,800,000 00	*6,500,000 00*	12,100,000 00	74,334,086 64
4e Partie. — Frais de régie, etc.														
Ministère des finances	386,700 04	″	″	″	″	″	″	″	″		″	″	″	386,700 04
Ministère des affaires étrangères	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	20,196 65	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	20,196 65
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	51,216 75	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	51,216 75
Totaux	458,113 44	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	458,113 44
5e Partie. — Remboursements et restitutions, etc.														
Ministère des finances	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Ministère de la justice	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. Postes et télégraphes	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Totaux	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Totaux généraux	41,557,919 41	18,150,000 00	273,977 00	*839,347 00*	17,584,630 00	3,834,154 57	324,100 52	*608,604 42*	3,549,650 67	12,800,000 00	5,800,000 00	*6,500,000 00*	12,100,000 00	74,792,200 08

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recette et de dépense du budget général de l'exercice 1911. (Fin.)

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (Fin.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (1)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 13 juillet 1911.) — Reports de la page 364, col. 2. (2) francs.	MODIFICATIONS SPÉCIALES résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services. (3) fr. c.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur des fonds de diverses natures. (Fonds de concours.) Reports de la page 367, col. 15. (4) fr. c.	§ 2. — CRÉDITS — VIREMENTS de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde. Augmentations. (5) fr. c.	Diminutions. (6) fr. c.
1re Partie. — Dette publique.					
Ministère des finances	1,278,112,967	//	//	2,108,281 13	2,108,281 13
2e Partie. — Pouvoirs publics.					
Ministère des finances	20,024,448	//	//	//	//
3e Partie. — Services généraux.					
Ministère des finances	48,746,855	//	81,480 00	//	//
Ministère de la justice	57,134,668	31,635 31	//	//	//
Ministère des affaires étrangères	20,513,525	//	80,463 88	//	//
Ministère de l'intérieur	139,819,228	//	125,321 05	//	//
Ministère de la guerre. 1re Section. — Troupes métropolitaines	810,818,473	//	445,292 22	618,764 36	618,764 36
Ministère de la guerre. 2e Section. — Troupes coloniales	40,559,245	//	700 00	257,991 11	257,991 11
Ministère de la guerre. 3e Section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	86,784,022	//	854,989 68	//	//
Ministère de la marine	416,430,618	//	7,429 47	45,612 46	45,612 46
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. 1re Section. — Instruction publique	290,460,931	//	384,784 94	//	//
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. 2e Section. — Beaux-Arts	19,756,763	//	1,211,692 59	//	//
Ministère du commerce et de l'industrie	55,708,084	//	16,938 40	//	//
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	50,608,026	//	5,600 00	//	//
Ministère des colonies	103,501,077	//	//	153,223 48	153,223 48
Ministère de l'agriculture	38,781,573	99,438 11	21,404,918 05	//	//
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section, Travaux publics. Dépenses ordinaires	85,040,090	//	1,535,886 04	//	//
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section, Travaux publics. Dépenses extraordinaires	190,051,850	//	48,178,590 32	//	//
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	3,509,105	//	//	//	//
Totaux	2,458,224,133	131,073 42	74,334 086 64	1,075,591 41	1,075,591 41
4e Partie. — Frais de régie, etc.					
Ministère des finances	252,928,888	//	386,700 04	//	//
Ministère des affaires étrangères	425,000	//	//	//	//
Ministère de l'agriculture (Forêts)	14,987,600	//	20,196 65	//	//
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. Postes et télégraphes	316,667,745	//	51,216 75	//	//
Totaux	585,009,233	//	458,113 44	//	//
5e Partie. — Remboursements et restitutions, etc.					
Ministère des finances	34,791,000	//	//	//	//
Ministère de la justice	734,500	//	//	//	//
Ministère de l'agriculture (Forêts)	12,000	//	//	//	//
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	9,553,900	//	//	//	//
Totaux	45,091,400	//	//	//	//
Totaux généraux	4,386,462,181	131,073 42	74,792,200 08	3,183,872 54	3,183,872 54
		74,923,273f 50c		//	

IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET.

MINISTÈRES ET SERVICES. (1)	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations. (7) fr. c.	Diminutions. (8) fr. c.	CRÉDITS ADDITIONNELS ouverts par des décrets spéciaux régularisés par des lois. Augmentations. (9) fr. c.	Diminutions. (10) fr. c.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1911. (11) fr. c.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget. (12) fr. c.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1911. Col. 2, 3, 4 et 12. (13) fr. c.	OBSERVATIONS. (14)
1re Partie. — Dette publique.								
Ministère des finances	2,617,370 00	//	//	//	//	2,617,370 00	1,280,730,337 00	
2e Partie. — Pouvoirs publics.								
Ministère des finances	236,790 28	//	//	//	//	236,790 28	20,261,238 28	
3e Partie. — Services généraux.								
Ministère des finances	1,846,767 46	22,027 50	//	//	7,395,763 09	9,220,503 05	58,048,838 05	
Ministère de la justice	2,136,442 40	//	//	//	154,614 10	2,291,056 50	59,457,359 81	
Ministère des affaires étrangères	4,073,199 05	159,030 00	//	//	254,381 30	4,168,550 35	24,762,539 23	
Ministère de l'intérieur	1,824,172 32	182,000 00	//	//	5,160,186 84	6,802,359 16	146,746,908 21	
Ministère de la guerre. 1re Section. — Troupes métropolitaines	82,045,964 47	949,648 61	//	//	3,651,666 15	84,747,982 01	896,011,747 23	
Ministère de la guerre. 2e Section. — Troupes coloniales	7,977,756 01	15,000 00	//	//	155,118 70	8,117,874 71	48,677,819 71	
Ministère de la guerre. 3e Section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	15,364,713 40	9,184,868 00	//	//	162,290 06	6,342,135 46	93,981,147 14	
Ministère de la marine	28,418,994 87	16,759,028 00	//	//	565,450 09	12,225,416 96	428,663,464 43	
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. 1re Section. — Instruction publique	9,422,979 09	88,512 95	//	//	138,368 85	9,472,834 99	300,318,550 93	
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. 2e Section. — Beaux-Arts	629,134 31	15,000 00	//	//	1,708,345 45	2,322,479 76	23,290,935 35	
Ministère du commerce et de l'industrie	1,614,380 40	1,510,000 00	//	//	561,818 19	666,198 59	56,391,220 99	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	105,523 00	18,000 00	//	//	4,902 47	92,425 47	50,706,051 47	
Ministère des colonies	645,104 60	312 145 84	//	//	1,626,201 18	1,959,159 94	105,460,236 94	
Ministère de l'agriculture	1,145,846 28	48,000 00	//	//	375,653 42	1,473,499 70	61,759,428 86	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section, Travaux publics. Dépenses ordinaires	224,190 61	55,000 00	//	//	2,177,978 85	2,347,169 46	88,923,145 50	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section, Travaux publics. Dépenses extraordinaires	36,345,920 00	900,000 00	//	//	//	35,445,920 00	273,676,360 32	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	//	//	//	//	1,539,840 89	1,539,840 89	5,048,945 89	
Totaux	193,821,088 27	30,218,260 90	//	//	25,632,579 63	189,235,407 00	2,721,924,700 06	
4e Partie. — Frais de régie, etc.								
Ministère des finances	6,744,056 61	2,367,955 00	5,182,500 00	//	//	9,558,601 61	262,874,189 65	
Ministère des affaires étrangères	//	//	//	//	//	//	425,000 00	
Ministère de l'agriculture (Forêts)	104,412 75	41,412 75	//	//	//	63,000 00	15,070,796 65	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. Postes et télégraphes	3,029,478 00	2,824,008 00	//	//	//	205,470 00	316,924,431 75	
Totaux	9,877,947 36	5,233,375 75	5,182,500 00	//	//	9,827,071 61	595,294,418 05	
5e Partie. — Remboursements et restitutions, etc.								
Ministère des finances	2,833,800 00	//	5,800,000 00	//	//	8,633,800 00	43,424,800 00	
Ministère de la justice	//	//	//	//	//	//	734,500 00	
Ministère de l'agriculture (Forêts)	//	//	//	//	//	//	12,000 00	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	1,300,000 00	//	//	//	//	1,300,000 00	10 853,900 00	
Totaux	4,133,800 00	//	5,800,000 00	//	//	9,933,800 00	55,025,200 00	
Totaux généraux	210,686,995 91	35,451,636 65	10,982,500 00	//	25,632 579 63	211,850,438 89	4,673,235,893 39	
	Augmentation : 175,235,359f 26c		Augmentation : 10,982,500f 00					

Budget général de l'Exercice 1911. (Suite.) — *Règlement définitif des recettes à l'époque de la clôture de l'exercice.*

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES.				RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1911.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (Produits recouvrables en France.)								
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'État	544,392,530f 00c	547,295,740f 49c	547,295,740f 49c	"	2,903,210f 49c	"	547,295,740f 49c	
Taxes assimilées aux contributions directes	51,504,899 00	51,875,678 89	51,875,678 89	"	370,779 89	"	51,875,678 89	
Produits de l'enregistrement	786,757,700 00	805,827,081 39	805,223,638 88	603,442f 51c	18,465,938 88	"	805,223,638 88	
Produits du timbre	240,881,300 00	229,079,728 25	229,079,228 57	499 68	"	11,802,071f 43c	229,079,228 57	
Impôt sur les opérations de bourse	12,513,000 00	12,132,175 95	12,132,175 95	"	"	380,824 05	12,132,175 95	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	103,520,000 00	115,618,877 51	115,592,029 87	26,847 64	12,072,029 87	"	115,592,029 87	
Produits des douanes	559,212,000 00	769,178,251 10	767,895,361 74	1,282,889 36	208,683,361 74	"	767,895,361 74	
Produits des contributions indirectes	624,052,400 00	685,701,751 97	679,910,809 58	5,790,942 39	55,858,409 58	"	679,910,809 58	
Sucres	164,547,900 00	186,380,005 03	186,350,586 73	29,418 30	21,802,686 73	"	186,350,586 73	
Totaux des impôts et revenus	3,087,381,729 00	3,403,089,290 58	3,395,355,250 70	7,734,039 88	320,156,417 18	12,182,895 48	3,395,355,250 70	
					307,973,521f 70c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	566,696,400f 00c	572,834,113f 26c	572,737,313f 06c	96,800f 20c	6,040,913f 06c	"	572,737,313f 06c	
Produits des postes	260,617,700 00	277,968,129 10	277,886,784 44	81,344 66	17,269,084 44	"	277,886,784 44	
Produits des télégraphes	52,466,900 00	58,504,933 69	57,356,747 44	1,148,186 25	4,889,847 44	"	57,356,747 44	
Produits des téléphones	30,548,400 00	35,289,951 12	35,287,229 70	2,721 42	4,738,829 70	"	35,287,229 70	
Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques	12,347,100 00	10,295,217 08	10,295,217 08	"	"	2,051,882f 92c	10,295,217 08	
Produits de diverses exploitations	17,588,090 00	13,044,446 15	13,044,446 15	"	"	4,543,643 85	13,044,446 15	
Totaux	940,264,590 00	967,936,790 40	966,607,737 87	1,329,052 53	32,938,674 64	6,595,526 77	966,607,737 87	
					26,343,147f 87c			
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	65,780 00	68,112 75	68,112 75	"	2,332f 75c	"	68,112 75	
					2,332f 75c			
Totaux des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	940,330,370 00	968,004,903 15	966,675,850 62	1,329,052 53	32,941,007f 39c	6,595,526f 77c	966,675,850 62	
					26,345,480f 62c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	38,148,787f 42c	34,583,773f 85c	31,193,395f 83c	3,390,378f 02c	"	6,955,391f 59c	31,193,395f 83c	
Produits des forêts	33,515,200 00	33,965,870 49	33,850,709 64	115,160 85	335,509 64	"	33,850,709 64	
Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	71,663,987 42	68,549,644 34	65,044,105 47	3,505,538 87	335,509 64	6,955,391 59	65,044,105 47	
					6,619,881f 95c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	74,525,838f 71c	69,102,686f 99c	68,968,889f 90c	133,797f 09c	"	5,556,948f 81c	68,968,889f 90c	
					5,556,948f 81c			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	103,670,290f 00c	3,136,004f 81c	3,136,004f 81c	"	"	100,534,285f 19c	3,136,004f 81c	
					100,534,285f 19c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	78,679,279f 46c	83,438,439f 32c	83,424,404f 32c	14,035f 00c	4,745,124f 86c	"	83,424,404f 32c	
Recettes d'ordre proprement dites	104,222,640 01	103,426,124 23	103,300,842 19	125,282 04	"	921,797 82	103,300,842 19	
Totaux des recettes d'ordre	182,901,919 47	186,864,563 55	186,725,246 51	139,317 04	4,745,124 86	921,797 82	186,725,246 51	
					3,823,327f 04c			
Totaux des recettes du Budget général. (Produits recouvrables en France.)	4,460,474,134f 60c	4,698,747,093f 42c	4,685,905,348f 01c	12,841,745f 41c	358,178,059f 07c	132,746,845f 66c	4,685,905,348f 01c	
					225,431,213f 41c			

Budget général de l'Exercice 1911. (Suite.) — *Règlement définitif des recettes à l'époque de la clôture de l'exercice.* (Suite.)

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES.				RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1911.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (Produits recouvrables en Algérie.)								
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.								
Taxes assimilées aux contributions directes	150f 00c	//	//	//	//	150f 00c	//	
Produits de l'enregistrement	//	100f 80c	100f 80c	//	100f 80c	//	100f 80c	
TOTAUX	150 00	100 80	100 80	//	100 80	150 00	100 80	
					49f 20c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	1,026,760f 00c	1,010,172f 60c	1,010,172f 60c	//	//	16,587f 40c	1,010,172f 60c	
					16,587f 40c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	646,976f 47c	557,967f 54c	557,967f 54c	//	//	89,008f 93c	557,967f 54c	
					89,008f 93c			
§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	175,815f 00c	1,400,754f 55c	527,397f 76c	873,356f 79c	351,582f 76c	//	527,397f 76c	
					351,582f 76c			
§ 6. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	984,315f 00c	1,042,649f 34c	1,042,649f 34c	//	58,334f 34c	//	1,042,649f 34c	
Recettes d'ordre proprement dites	2,209 32	2,209 32	2,209 32	//	//	//	2,209 32	
TOTAUX	986,524 32	1,044,858 66	1,044,858 66	//	58,334 34	//	1,044,858 66	
					58,334f 34c			
TOTAUX des recettes du Budget général. (Produits recouvrables en Algérie.)	2,836,225f 79c	4,013,854f 15c	3,140,497f 36c	873,356f 79c	410,017f 90c	105,746f 33c	3,140,497f 36c	
					304,271f 57c			
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL.								
Produits recouvrables en France	4,460,474,134f 60c	4,698,747,093f 42c	4,685,905,348f 01c	12,841,745f 41c	225,431,213f 41c	//	4,685,905,348f 01c	
Produits recouvrables en Algérie	2,836,225 79	4,013,854 15	3,140,497 36	873,356 79	304,271 57	//	3,140,497 36	
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,463,310,360 39	4,702,760,947 57	4,689,045,845 37	13,715,102 20	225,735,484 98	//	4,689,045,845 37	
					225,735,484f 98c			

Budget général de l'Exercice 1911. (Suite.) — *Règlement définitif des dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES.						RÈGLEMENTS DES CRÉDITS.					OBSERVATIONS.
			PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ORDONNANCES DES MINISTRES					CRÉDITS ANNULÉS.				
	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	pour les dépenses propres à l'exercice 1911.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS complémentaires accordés pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales.	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	CRÉDITS définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1911.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1re Partie. — Dette publique.												
Ministère des finances	1,280,730,337f 00c	1,271,917,939f 31c	1,264,835,011f 31c	"	1,264,835,011f 31c	7,082,928f 00c	"	"	8,812,397f 69c	7,082,928f 00c	1,264,835,011f 31c	
2e Partie. — Pouvoirs publics.												
Ministère des finances	20,261,238 28	20,261,238 28	20,261,238 28	"	20,261,238 28	"	"	"	"	"	20,261,238 28	
3e Partie. — Services généraux des ministères.												
Ministère des finances	58,048,838 05	57,549,998 82	50,104,864 44	7,395,763f 09c	57,500,627 53	49,371 29	"	"	498,839 23	49,371 29	57,500,627 53	
Ministère de la justice	59,457,359 81	58,613,360 06	58,238,952 79	154,614 10	58,393,566 89	219,793 17	"	"	843,999 75	219,793 17	58,393,566 89	
Ministère des affaires étrangères	24,762,539 23	24,080,293 20	23,364,161 70	254,381 30	23,618,543 00	461,750 20	"	"	682,246 03	461,750 20	23,618,543 00	
Ministère de l'intérieur	146,746,908 21	135,446,874 41	127,174,494 16	5,160,186 84	132,334,681 00	3,112,193 41	"	"	11,300,033 80	3,112,193 41	132,334,681 00	
Ministère de la guerre. 1re Section. — Troupes métropolitaines	896,011,747 23	883,188,259 14	875,541,278 70	3,651,666 15	879,192,944 85	3,995,314 29	417,230f 30c	"	13,240,718 39	3,995,314 29	879,192,944 85	
Ministère de la guerre. 2e Section. — Troupes coloniales	48,677,819 71	44,024,759 52	43,449,527 29	155,118 70	43,604,645 99	420,113 53	"	"	4,653,060 19	420,113 53	43,604,645 99	
Ministère de la guerre. 3e Section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	93,981,147 14	92,866,406 02	92,472,616 02	162,290 06	92,634,906 08	231,499 94	"	"	1,114,741 12	231,499 94	92,634,906 08	
Ministère de la marine	428,663,464 43	420,598,032 39	418,320,284 17	565,450 09	418,885,734 26	1,712,298 13	338,615 43	"	8,404,047 47	1,712,298 13	418,885,734 26	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re Section. — Instruction publique	300,318,550 93	296,679,912 46	296,424,193 65	138,368 85	296,562,562 50	117,349 96	"	"	3,638,638 47	117,349 96	296,562,562 50	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e Section. — Beaux-arts	23,290,935 35	21,959,952 39	18,647,828 63	1,708,345 45	20,356,174 08	1,603,778 31	"	"	1,330,982 96	1,603,778 31	20,356,174 08	
Ministère du commerce et de l'industrie	56,391,220 99	54,273,702 52	53,416,722 43	561,818 19	53,978,540 62	295,161 90	"	"	2,117,518 47	295,161 90	53,978,540 62	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	50,706,051 47	30,527,551 85	30,496,327 08	4,902 47	30,501,229 55	26,322 30	"	"	20,178,499 62	26,322 30	30,501,229 55	
Ministère des colonies	105,460,236 94	100,215,336 09	97,463,123 56	1,626,201 18	99,089,324 74	1,126,011 35	"	"	5,244,900 85	1,126,011 35	99,089,324 74	
Ministère de l'agriculture	61,759,428 86	58,975,836 59	58,483,614 49	375,653 42	58,859,267 91	116,568 68	"	"	2,783,592 27	116,568 68	58,859,267 91	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Trav. publ. Dépenses ordinaires	88,923,145 50	88,363,562 71	86,116,070 26	2,177,978 85	88,294,049 11	69,513 60	"	"	559,582 79	69,513 60	88,294,049 11	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Trav. publ. Dépenses extraordinaires	273,676,360 32	270,815,724 53	270,443,448 32	"	270,443,448 32	372,276 21	"	"	2,860,635 79	372,276 21	270,443,448 32	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	5,048,945 89	5,036,745 00	3,496,161 20	1,539,840 89	5,036,002 09	742 91	"	"	12,200 89	742 91	5,036,002 09	
	2,721,924,700 06	2,643,216,397 70	2,603,653,668 89	25,632,579 63	2,629,286,248 52	13,930,059 18	755,845 73	"	79,464,238 09	13,930,059 18	2,629,286,248 52	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.												
Ministère des finances	262,874,189 65	257,592,636 50	257,512,736 52	"	257,512,736 52	79,899 98	"	"	5,281,553 15	79,899 98	257,512,736 52	
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	424,426 65	57,712 71	"	57,712 71	366,713 94	"	"	573 35	366,713 94	57,712 71	
Ministère de l'agriculture	15,070,796 65	14,887,019 87	14,846,914 89	"	14,846,914 89	40,104 98	"	"	183,776 78	40,104 98	14,846,914 89	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	316,924,431 75	307,863,770 24	307,108,165 44	"	307,108,165 44	755,604 80	"	"	9,060,661 51	755,604 80	307,108,165 44	
	595,294,418 05	580,767,853 26	579,525,529 56	"	579,525,529 56	1,242,323 70	"	"	14,526,564 79	1,242,323 70	579,525,529 56	
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.												
Ministère des finances	43,424,800 00	42,489,801 53	42,489,801 53	"	42,489,801 53	"	"	"	934,998 47	"	42,489,801 53	
Ministère de la justice	734,500 00	656,195 30	656,195 30	"	656,195 30	"	"	"	78,304 70	"	656,195 30	
Ministère de l'agriculture	12,000 00	10,356 55	10,356 55	"	10,356 55	"	"	"	1,643 45	"	10,356 55	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	10,853,900 00	10,851,359 83	10,851,359 83	"	10,851,359 83	"	"	"	2,540 17	"	10,851,359 83	
	55,025,200 00	54,007,713 21	54,007,713 21	"	54,007,713 21	"	"	"	1,017,486 79	"	54,007,713 21	
Totaux généraux	4,673,235,893 39	4,570,171,051 76	4,522,283,161 25	25,632,579 63	4,547,915,740 88	22,255,310 88	755,845 73	"	103,820,687 36	22,255,310 88	4,547,915,740 88	
								126,075,998f 24c (col. 9 à 11)				
							125,320,152f 51c (col. 8 à 11)					

RÉSULTAT DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1911.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur les droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1911 :

Produits recouvrables en France.

§ 1er.	Impôts et revenus	3,395,355,250f 70c	4,685,905,348f 01c	4,689,045,845f 37c
§ 2.	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	966,675,850 62		
§ 3.	Produits et revenus du domaine de l'État	65,044,105 47		
§ 4.	Produits divers du budget	68,968,889 90		
§ 5.	Ressources exceptionnelles	3,136,004 81		
§ 6.	Recettes d'ordre	186,725,246 51		

Produits recouvrables en Algérie.

§ 1er.	Impôts et revenus	100f 80c	3,140,497 36
§ 2.	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,010,172 60	
§ 3.	Produits et revenus du domaine de l'État	557,967 54	
§ 4.	Produits divers du budget	527,397 76	
§ 6.	Recettes d'ordre	1,044,858 66	

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1911 :

1re Partie.	Dette publique	1,264,835,011f 31c	4,547,915,740f 88c
2e Partie.	Pouvoirs publics	20,261,238 28	
3e Partie.	Services généraux des ministères	2,629,286,248 52	
4e Partie.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	579,525,529 56	
5e Partie.	Remboursements, restitutions et non-valeurs	54,007,713 21	

Excédent de recette du budget général 141,130,104f 49c

COMPTE PROVISOIRE

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1912

NOTE

SUR

LE COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1912.

Le budget de l'exercice 1912 a été l'objet de deux lois distinctes : celle du 18 juillet 1911, relative aux contributions directes, et celle du 27 février 1912, qui a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1912.

On va présenter la situation provisoire de l'exercice 1912 en suivant l'ordre et la forme prescrits par cette dernière loi.

La loi du 27 février 1912 a fixé, ainsi qu'il suit, les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1912 :

Résultat du vote primitif du budget général.

RECETTES. .	Produits recouvrables en France. . . .	4,495,849,566f 00c	4,498,330,466f 00c
	Produits recouvrables en Algérie . . .	2,480,900 00	
DÉPENSES			4,497,963,139 00
	EXCÉDENT présumé de recettes		367,327 00

Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (A). Ces tableaux les récapitulent par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie, en citant les actes d'où elles résultent.

1° Évaluations des recettes.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent :

Les recettes de l'exercice 1912 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

Produits recouvrables en FRANCE	4,495,849,566f 00c	4,498,330,466f 00c
Produits recouvrables en ALGÉRIE.	2,480,900 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour mémoire au budget primitif :

Produits recouvrables en FRANCE	116,527,737f 70c	116,530,228 87
Produits recouvrables en ALGÉRIE.	2,491 17	
A reporter		4,614,860,694 87

(A) Voir pages 386 à 389.

Report........................ 4,614,860,694f 87c

2° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :

Produits recouvrables en FRANCE	Augmentation......	2,183,389f 15c	
	Diminution........	*3,413,812 16*	
	A déduire.......	*1,230,423 01*	687,976 45
Produits recouvrables en ALGÉRIE............		1,918,399 46	

TOTAL des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1912 (A)........................... 4,615,548,671 32

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 27 février 1912, s'élèvent pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à..................... 4,497,963,139f 00c

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 116,427,809 fr. 62, qui se décompose ainsi :

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour.............................. 80,648,897f 57c

En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts aux Ministères de la guerre et de l'agriculture, dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits, accordés par divers décrets, se sont élevés à.................. 3,865,645 44

Conformément aux prescriptions de la loi du 17 novembre et de la décision ministérielle du 27 décembre 1897, des crédits gagés sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France ont été ouverts au Ministère de l'agriculture, dans la forme usitée en matière de fonds de concours, pour lui permettre de faire des avances aux caisses régionales de crédit agricole. Ces crédits, accordés par divers décrets, se sont élevés à.............................. 15,539,347 00

A reporter....... 100,053,890 01 4,497,963,139 00

(A) Voir page 389.

Report 4,497,963,139f 00c

Report	100,053,890f 01c	116,427,809 62
En exécution de l'article 33 de la loi de finances du 31 décembre 1907, des crédits ont été ouverts à divers ministères, en la forme usitée en matière de fonds de concours, sur le produit des legs et des donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques. Ces crédits, accordés par décrets, se sont élevés à	853,919 61	
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter, par suite de lois ou de décrets, les crédits de fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883, ci.	15,520,000 00	

Les crédits du budget primitif ont, en outre, été augmentés, de la manière suivante, de 210,123,783 fr. 59 par l'ouverture d'autres crédits imputables sur les ressources générales du budget.

Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires pour	165,799,860f 84c	210,123,783 59
La loi du 23 mai 1834, qui, par les articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année pour ces dépenses, sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1912 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de	37,329,922 75	
Enfin les crédits de l'exercice 1912 ont été augmentés, en vertu des lois qui ont autorisé les services, d'une somme de	6,994,000 00	

Total des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1912 (a). 4,824,514,732 21

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés ou à réaliser, et pour présenter ainsi la situation provisoire du budget général de l'exercice 1912, telle qu'elle résulte des écritures de la direction générale de la comptabilité publique.

Comparaison des prévisions législatives du budget général avec les faits réalisés ou à réaliser.

(a) Voir page 395.

1° Situation des recettes.

Les évaluations rectifiées de 1912 s'élèvent, comme on l'a dit, à

Produits recouvrables en France..........	4,611,146,880f 69c	4,615,548,671f 32c
Produits recouvrables en Algérie..........	4,401,790 63	

Les droits constatés à la charge des redevables de l'État sont fixés à :

Produits recouvrables en France........	4,844,300,784f 74c	4,849,728,447f 83c
Produits recouvrables en Algérie.......	5,427,663 09	

Les recouvrements effectués sont de :

Produits recouvrables en France.......	4,738,206,116f 72c	4,740,842,023 56
Produits recouvrables en Algérie........	2,635,906 84	

Au 1er janvier 1913, il restait à recouvrer sur :

Produits recouvrables en France........	106,094,668f 02c	108,886,424 27
Produits recouvrables en Algérie.......	2,791,756 25	

Si l'on compare les évaluations précitées avec les droits constatés en recette pour l'exercice 1912 :

Produits recouvrables en France...........	4,844,300,784f 74c	4,849,728,447 83
Produits recouvrables en Algérie..........	5,427,663 09	

On trouve un excédent de droits constatés (A) de 234,179,776f 51c ainsi réparti :

Produits recouvrables en France..........	233,153,904f 05c	234,179,776 51
Produits recouvrables en Algérie..........	1,025,872 46	

Cet excédent s'explique par l'éventualité que comportent nécessairement les évaluations législatives. Il convient de remarquer que ces produits ne pourront être utilement comparés qu'avec ceux de l'exercice précédent; cette comparaison, ainsi que les causes des différences qui en ressortiront, sera publiée, pour le budget de 1912, lorsqu'on en rendra le compte définitif.

2° Situation des dépenses.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits accordés aux Ministres, tant par le vote primitif du budget que par les lois subséquentes, s'élèvent à.......................... 4,824,514,732 21

A reporter......................... 4,824,514,732 21

(A) Voir page 421.

Report...................... 4.824.514.732f 21c

Les dépenses constatées jusqu'au 1er janvier 1913, et celles que l'on présume devoir encore être effectuées sur l'exercice 1912, sont fixées à.................................. 4,841,400,961f 80c

Les payements faits d'après les ordonnances des Ministres, jusqu'au 1er janvier 1913, ont été de...... 4,175,679,559 67

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1913 : 665,721,402 13

Si l'on compare les crédits ouverts aux Ministres avec le montant des droits constatés en dépense pour l'exercice 1912, ci..................... 4,841,400,961 80

On trouve un excédent des dépenses sur les crédits de (A)............... 16,886,229 59

Ce dernier résultat subira des modifications en règlement définitif de l'exercice 1912.

On doit faire observer à l'égard des dépenses, comme on l'a fait pour les recettes, qu'elles ne pourront être comparées avec celles de l'exercice précédent que lorsqu'elles auront atteint le dernier degré de leur liquidation; cette comparaison se trouvera annexée tant au projet de loi de règlement de l'exercice 1912 qu'au compte de chaque département ministériel.

Il résulte de ce qui précède que la situation du budget général de l'exercice 1912, d'après les faits connus, s'établit ainsi qu'il suit : Résultat général du budget de l'exercice 1912 en situation provisoire.

Les droits constatés à la charge des redevables de l'État, pour cet exercice, s'élèvent à :

Produits recouvrables en France..........	4,844,300,784f 74c	4,849,728,447 83
Produits recouvrables en Algérie...........	5,427,663 09	

Les dépenses résultant des services faits, d'après les indications fournies par les divers ministères, sont de............... 4,841,400,961f 80c

Dans ce chiffre sont comprises les dépenses des exercices antérieurs payées en 1912 au titre des exercices clos et s'élevant à........................ 37,329,922 75

En évaluant à la même somme de 37,329,922 fr. 75 les dépenses constatées en 1912 qui ne seront payées que sur les exercices suivants, il reste comme chiffre de *dépenses probables* à la charge de l'exercice 1912... 4,804,071,039 05 — 4,804,071,039 05

Il en ressort, en situation provisoire, un excédent de recettes de.......... 45,657,408 78

(A) Voir page 507.

MODIFICATIONS

AUX PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES

QUI SERVENT DE BASE

AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1912

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Produits recouvrables en France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1912.		ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.						
Contributions directes	553,112,361 00	//	//	//	//	553,112,361 00
Taxes assimilées aux contributions directes	52,137,864 00	//	//	//	//	52,137,864 00
Produits de l'enregistrement	762,171,100 00	//	//	//	//	762,171,100 00
Produits du timbre	240,576,300 00	//	//	//	//	240,576,300 00
Impôt sur les opérations de bourse	14,924,700 00	//	//	//	//	14,924,700 00
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	111,856,000 00	//	//	//	//	111,856,000 00
Produits des douanes	590,359,000 00	//	//	(1) 27,400 00	//	590,386,400 00
Produits des contributions indirectes	644,484,900 00	//	//	(2) 180,000 00	//	644,664,900 00
Sucres	167,374,200 00	//	//	//	//	167,374,200 00
Totaux des impôts et revenus	3,136,996,425 00	//	//	207,400 00	//	3,137,203,825 00
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.						
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	567,968,600 00	//	//	//	//	567,968,600 00
Produits des postes	275,197,100 00	//	//	//	//	275,197,100 00
Produits des télégraphes	58,396,100 00	//	//	//	//	58,396,100 00
Produits des téléphones	39,514,500 00	//	//	//	//	39,514,500 00
Produits de diverses exploitations	12,090,035 00	//	//	//	(3) 3,413,812 16	8,676,222 84
	953,166,335 00	//	//	//	3,413,812 16	949,752,522 84
Colonies.						
Produits de diverses exploitations	59,450 00	//	//	//	//	59,450 00
Totaux des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État.	953,225,785 00	//	//	//	3,413,812 16	949,811,972 84
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.						
Produits du domaine autre que le domaine forestier	33,149,950 00	//	//	(4) 67,989 15	//	33,217,939 15
Produits des forêts	35,068,900 00	//	//	//	//	35,068,900 00
Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	68,218,850 00	//	//	67,989 15	//	68,286,839 15
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produits divers	69,441,485 00	(5) 5 00	//	(6) 50,000 00	//	69,491,490 00
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.						
Diverses ressources exceptionnelles	153,000,000 00	//	//	//	//	153,000,000 00
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.						
Recettes en atténuation de dépenses	80,029,301 00	(7) 95,452 87	//	(8) 1,858,000 00	//	81,982,753 87
Recettes d'ordre proprement dites	34,937,720 00	(9) 116,432,279 83	//	//	//	151,369,999 83
Totaux des recettes d'ordre	114,967,021 00	116,527,732 70	//	1,858,000 00	//	233,352,753 70
Totaux des produits recouvrables en France	4,495,849,566 00	116,527,737 70	//	2,183,389 15	3,413,812 16	4,611,146,880 69
		116,527,737 70		1,230,423 01		
			Résultat en augmentation	115,297,314 69		

OBSERVATIONS.

(1) Produits des douanes :
Loi du 23 décembre 1912. — Autres droits et recettes accessoires...... 27,400f 00c

(2) Produits des contributions indirectes :
Loi du 23 décembre 1912. — Autres droits et recettes à différents titres.. 180,000 00

(3) Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État :
Produits de diverses exploitations. — Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État.(ancien réseau) :
Loi du 15 juillet 1912 .... *A déduire.* 2,813,400f 00c
Loi du 23 décembre 1912 .... *A déduire.* 600,412 16
} *3,413,812 16*

(4) Produits du domaine autre que le domaine forestier :
Loi du 13 juillet 1912. — Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place. (Loi du 17 février 1900.)........ 67,989 15

Produits divers du budget :
(5) Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887)........ 5 00
(6) Loi du 13 juillet 1912. — Remboursement des frais de contrôle des distributions d'énergie électrique........ 50,000 00

(7) Recettes en atténuation de dépenses :
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service........ 86,148f 38c
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires quittant le service........ 9,304 49
} 95,452 87

(8) Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante :
Loi du 15 juillet 1912........ 942,000f 00c
Loi du 23 décembre 1912........ 676,000 00
} 1,618,000f 00c
Loi du 15 juillet 1912. — Remboursement par les chemins de fer de l'État des frais de service des obligations amortissables émises pour leur compte........ 240,000 00
} 1.858,000 00

(9) Recettes d'ordre proprement dites :

Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :
Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par lois et décrets rendus pendant l'année 1912........ 15,520,000f 00c

Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public :
Report de l'exercice 1911 par décrets........ 11,998,240f 29c
Décret du 1er avril 1912.. *A déduire.* 108,482 60
} 11,889,757f 69c
Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par décrets rendus pendant l'année 1912.. 68,759,139 88
} 80,648,897f 57c

Produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques :
Report de l'exercice 1911 par décrets... 60,289f 89c
Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par décrets rendus pendant l'année 1912.. 793,629 72
} 853,919 61

Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage :
Report de l'exercice 1911 par décrets... 608,604f 42c
Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par décrets rendus pendant l'année 1912.. 3,254,549 85
} 3,863,154 27

Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France. (Loi du 31 mars 1899) :
Report de l'exercice 1911 par décret du 20 juin 1912........ 839,347f 00c
Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par décrets rendus pendant l'année 1912.. 14,700,000 00
} 15,539,347 00

Produits accessoires du service de trésorerie........ 6,961 38

} 116,432,279 83

Total........ 115,297,314 69

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912. (Suite.)

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Suite.) — Produits recouvrables en Algérie.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des recettes d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS supplémentaires des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS résultant de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1912.		ÉVALUATIONS servant de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — Impôts et revenus.						
Taxes assimilées aux contributions directes	//	//	//	//	//	//
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.						
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	989,640 00	//	//	//	//	989,640 00
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.						
Produits du domaine autre que le domaine forestier	324,920 00	//	//	(1) 1,918,399 46	//	2,243,319 46
§ 4. — Produits divers du budget.						
Produits divers	179,440 00	//	//	//	//	179,440 00
§ 6. — Recettes d'ordre.						
Recettes en atténuation de dépenses	986,900 00	//	//	//	//	986,900 00
Recettes d'ordre proprement dites	//	(2) 2,491 17	//	//	//	2,491 17
Totaux des recettes d'ordre	986,900 00	2,491 17	//	//	//	989,391 17
Totaux des produits recouvrables en Algérie	2,480,900 00	2,491 17	//	1,918,399 46	//	4,401,790 63
		2,491 17		1,918,399 46		
Résultat en augmentation				1,920,890 63		

RÉCAPITULATION.

Produits recouvrables en France	4,495,849,566 00	116,527,737 70	//	2,183,389 15	3,413,812 16	4,611,146,880 69
— en Algérie	2,480,900 00	2,491 17	//	1,918,399 46	//	4,401,790 63
Totaux généraux	4,498,330,466 00	116,530,228 87	//	4,101,788 61	3,413,812 16	4,615,548,671 32
		116,530,228 87		687,976 45		
Résultat en augmentation				117,218,205 32		

OBSERVATIONS.

(1) Produits du domaine autre que le domaine forestier.

Loi du 13 juillet 1912. — Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie 1,877,880f 88c

Loi du 13 juillet 1912. — Versements effectués par la Ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893 .... 40,518 58

Ensemble : 1,918,399f 46c

(2) Recettes d'ordre proprement dites.

Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage :
Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par le décret du 19 avril 1912 .. 2,491 17

Total 1,920,890 63

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912. (Suite.)

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.*

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.) 1	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. — (Loi du 27 février 1912.) (A reporter à la page 392, col. 2.) 2	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. — 1° FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. — Crédits reportés de l'exercice 1911, par décrets. 3	Crédits ouverts sur l'exercice 1912 — par décrets. 4	Crédits ouverts sur l'exercice 1912 — par lois. 5	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours ordinaires. 6	2° FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES sur le prélèvement du pari mutuel. — CRÉDITS ouverts par décrets sur l'exercice 1912. 7	CRÉDITS reportés par décrets de l'exercice 1911. 8	TOTAUX des crédits ouverts (Prélèvement sur le pari mutuel.) 9	TOTAUX DES CRÉDITS de fonds de concours ordinaires et des crédits de fonds de concours (Prélèvement sur le pari mutuel.) (A reporter à la page suivante, col. 3.) 10	OBSERVATIONS. 11
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re Partie. — Dette publique.										
Ministère des finances	1,286,084,002 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
2e Partie. — Pouvoirs publics.										
Ministère des finances	19,972,948 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
3e Partie. — Services généraux.										
Ministère des finances	49,523,210 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de la justice	57,181,407 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère des affaires étrangères	19,386,325 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur	141,431,043 00	37,740 54	105,000 00	"	142,740 54	"	"	"	142,740 54	
Ministère de la guerre — 1re section. — Troupes métropolitaines	793,752,105 00	230,715 17	163,417 86	"	394,133 03	2,491 17	"	2,491 17	396,624 20	
Ministère de la guerre — 2e section. — Troupes coloniales	41,829,359 00	"	700 00	"	700 00	"	"	"	700 00	
Ministère de la guerre — 3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	84,917,174 00	3,352,878 85	7,175,187 46	"	10,528,066 31	"	"	"	10,528,066 31	
Ministère de la marine	423,278,924 00	302,602 93	42,095 15	"	344,698 08	"	"	"	344,698 08	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Instruction publique	297,742,024 00	"	126,872 06	"	126,872 06	"	"	"	126,872 06	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 2e section. — Beaux-arts	21,214,683 00	209,892 40	930,134 32	"	1,140,026 72	"	"	"	1,140,026 72	
Ministère du commerce et de l'industrie	53,856,627 00	"	11,830 00	"	11,830 00	"	"	"	11,830 00	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	98,160,048 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère des colonies	103,399,329 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'agriculture	38,817,662 00	"	308,188 28	"	308,188 28	3,254,549 85	608,604 42	3,863,154 27	4,171,342 55	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses ordinaires	88,869,480 00	46,275 80	972,621 72	"	1,018,897 52	"	"	"	1,018,897 52	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	222,802,920 00	6,814,806 86	38,624,112 80	"	45,438,919 66	"	"	"	45,438,919 66	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	3,543,385 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
	2,539,705,705 00	10,994,912 55	48,460,159 65	"	59,455,072 20	3,257,041 02	608,604 42	3,865,645 44	63,320,717 64	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.										
Ministère des finances	261,853,863 00	(A) 886,595 14	477,010 39	"	1,363,605 53	"	"	"	1,363,605 53	(A) Compte tenu d'une annulation de 108,482 fr. 60. (Décret du 1er avril 1912.)
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'agriculture	15,360,600 00	8,250 00	24,949 65	"	33,199 65	"	"	"	33,199 65	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	328,234,121 00	"	19,797,020 19	"	19,797,020 19	"	"	"	19,797,020 19	
	605,873,584 00	894,845 14	20,298,980 23	"	21,193,825 37	"	"	"	21,193,825 37	
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.										
Ministère des finances	35,111,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de la justice	650,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'agriculture	12,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	10,553,900 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
	46,326,900 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Totaux généraux	4,497,963,139 00	11,889,757 69	68,759,139 88	"	80,648,897 57	3,257,041 02	608,604 42	3,865,645 44	84,514,543 01	
			68,759,139f 88c (col. 4 + 5)							

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912 (Suite.)

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS ouverts par le budget primitif. (Loi du 27 février 1912). (Reports de la page 390, col. 2.)	CRÉDITS de fonds de concours ordinaires et crédits de fonds de concours du Pari mutuel. (Reports de la page précédente, col. 10.)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. (Suite.) — 3° FONDS DE CONCOURS POUR LE CRÉDIT AGRICOLE. — Crédits ouverts, par décrets, sur l'exercice 1912.	3° Fonds de concours pour le crédit agricole. — Crédits reportés, par décrets, de l'exercice 1911.	3° Fonds de concours pour le crédit agricole. — TOTAL des crédits ouverts. (Crédit agricole.)	4° FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES VERSEMENTS DES COMPAGNIES (Conventions de 1883). — Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par décrets.	4° Fonds de concours (Conventions de 1883). — Crédits ouverts sur l'exercice 1912 par loi.	4° Fonds de concours (Conventions de 1883). — TOTAUX des crédits ouverts. (Conventions de 1883.)	5° FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS ET DONATIONS. — Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1912.	5° Fonds de concours pour emploi de legs et donations. — Crédits reportés de l'exercice 1911.	5° Fonds de concours pour emploi de legs et donations. — TOTAUX des crédits ouverts. (Legs et donations.)	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits de fonds de concours.	TOTAUX (col. 2 et 13 des présentes pages). À REPORTER à la page suivante. (Col. 2.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re Partie. — Dette publique.													
Ministère des finances	1,286,084,002 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	1,286,084,002 00
2e Partie. — Pouvoirs publics.													
Ministère des finances	19,972,948 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	19,972,948 00
3e Partie. — Services généraux.													
Ministère des finances	49,523,210 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	5,950 00	550 00	6,500 00	6,500 00	49,529,710 00
Ministère de la justice	57,181,407 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	1,540 00	1,540 00	1,540 00	57,182,947 00
Ministère des affaires étrangères	19,386,325 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	79,476 89	54 97	79,531 86	79,531 86	19,465,856 86
Ministère de l'intérieur	141,431,043 00	142,740 54	〃	〃	〃	〃	〃	〃	71,251 77	5,750 00	77,001 77	219,742 31	141,650,785 31
Ministère de la guerre. 1re section. — Troupes métropolitaines	793,752,105 00	396,624 20	〃	〃	〃	〃	〃	〃	216,829 84	9,367 90	226,197 74	622,821 94	794,374,926 94
Ministère de la guerre. 2e section. — Troupes coloniales	41,829,359 00	700 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	700 00	41,830,059 00
Ministère de la guerre. 3e section. — Constructions et matériel neufs. Approvisionnements de réserve	84,917,174 00	10,528,066 31	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	10,528,066 31	95,445,240 31
Ministère de la marine	423,278,924 00	344,698 08	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	344,698 08	423,623,622 08
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re section. — Instruction publique	297,742,024 00	126,872 06	〃	〃	〃	〃	〃	〃	204,054 31	18,514 99	222,569 30	349,441 36	298,091,465 36
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e section. — Beaux-arts	21,214,683 00	1,140,026 72	〃	〃	〃	〃	〃	〃	191,285 62	19,233 12	210,518 74	1,350,545 46	22,565,228 46
Ministère du commerce et de l'industrie	53,856,627 00	11,830 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	323 74	〃	323 74	12,153 74	53,868,780 74
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	98,160,048 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	5,600 00	〃	5,600 00	5,600 00	98,165,648 00
Ministère des colonies	103,399,329 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	288 35	431 25	719 60	719 60	103,400,048 60
Ministère de l'agriculture	38,817,662 00	4,171,342 55	14,700,000 00	839,347 00	15,539,347 00	〃	〃	〃	6,502 50	4,565 43	11,067 93	19,721,757 48	58,539,419 48
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re section. — Travaux publics. Dépenses ordinaires	88,869,480 00	1,018,897 52	〃	〃	〃	543,196 00	〃	543,196 00	〃	〃	〃	1,562,093 52	90,431,573 52
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re section. — Travaux publics. Dépenses extraordinaires	222,802,920 00	45,438,919 66	〃	〃	〃	8,476,804 00	6,500,000 00	14,976,804 00	4,118 20	282 23	4,400 43	60,420,124 09	283,223,044 09
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	3,543,385 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	3,543,385 00
	2,539,705,705 00	63,320,717 64	14,700,000 00	839,347 00	15,539,347 00	9,020,000 00	6,500,000 00	15,520,000 00	785,681 22	60,289 89	845,971 11	95,226,035 75	2,634,931,740 75
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.													
Ministère des finances	261,853,863 00	1,363,605 53	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	1,363,605 53	263,217,468 53
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	425,000 00
Ministère de l'agriculture	15,360,600 00	33,199 65	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	33,199 65	15,393,799 65
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	328,234,121 00	19,797,020 19	〃	〃	〃	〃	〃	〃	7,948 50	〃	7,948 50	19,804,968 69	348,039,089 69
	605,873,584 00	21,193,825 37	〃	〃	〃	〃	〃	〃	7,948 50	〃	7,948 50	21,201,773 87	627,075,357 87
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.													
Ministère des finances	35,111,000 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	35,111,000 00
Ministère de la justice	650,000 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	650,000 00
Ministère de l'agriculture	12,000 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	12,000 00
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	10,553,900 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	10,553,900 00
	46,326,900 00	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	46,326,900 00
Totaux généraux	4,497,963,139 00	84,514,543 01	14,700,000 00	839,347 00	15,539,347 00	9,020,000 00	6,500,000 00	15,520,000 00	793,629 72	60,289 89	853,919 61	116.427,809 62	4,614,390,948 62

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1912. (Suite.)

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	REPORTS de LA PAGE PRÉCÉDENTE (col. 14).	CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. — CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois — Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS additionnels ouverts par décrets à régulariser par des lois.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1912.	TOTAUX NETS des crédits imputables sur ressources générales du budget.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re Partie. — Dette publique.								
Ministère des finances	1,286,084,002 00	1,173,282 00	155.700 00	//	//	1,017,582 00	1,287,101,584 00	
2e Partie. — Pouvoirs publics.								
Ministère des finances	19,972,948 00	163,500 00	//	//	//	163,500 00	20,136,448 00	
3e Partie. — Services généraux.								
Ministère des finances	49,529,710 00	936,988 09	3,000 00	//	7,027,144 25	7,961,132 34	57,490,842 34	
Ministère de la justice	57,182,947 00	1,406,830 00	//	195,000 00	202,434 15	1,804,264 15	58,987,211 15	
Ministère des affaires étrangères	19,465,856 86	1,375,869 35	59,000 00	27,000 00	1,392,556 82	2,736.426 17	22,202,283 03	
Ministère de l'intérieur	141,650,785 31	2,163,615 87	158.123 00	72,000 00	8,873,852 41	10,951,345 28	152,602,130 59	
Ministère de la guerre. 1re section. — Troupes métropolitaines	794,374,926 94	25,570,854 39	306,861 00	//	5,231,372 96	30,495,366 35	824,870,293 29	
Ministère de la guerre. 2e section. — Troupes coloniales	41,830,059 00	9,544 02	19,949 00	//	446,098 59	435,693 61	42,265,752 61	
Ministère de la guerre. 3e section. — Constructions et matériel neufs. Approvisionnements de réserve	95,445,240 31	31,172,547 95	//	//	79,328 17	31,251,876 12	126,697,116 43	
Ministère de la marine	423,623,622 08	40,979,168 91	14,200 00	//	2,290,977 89	43,255,946 80	466,879,568 88	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re section — Instruction publique	298,091,465 36	2,065,734 43	132,300 00	//	100,715 41	2,034,149 84	300,125,615 20	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e section. — Beaux-arts	22,565,228 46	284,721 01	//	//	3,127,071 29	3,411,792 30	25,977,020 76	
Ministère du commerce et de l'industrie	53,868,780 74	140,246 60	//	3,450,000 00	390,468 37	3,980,714 97	57,849,495 71	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	98,165,648 00	215,869 00	43,956 00	//	5,447 23	177,360 23	98,343,008 23	
Ministère des colonies	103,400,048 60	1,409,469 87	161,802 00	//	2,021,910 99	3,269,578 86	106,669,627 46	
Ministère de l'agriculture	58,539,419 48	3,074,788 57	198,400 00	250,000 00	239,002 59	3,365,391 16	61,904,810 64	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re section. — Travaux publics. Dépenses ordinaires	90,431,573 52	500,773 02	222,600 00	//	1,212,862 68	1,491,035 70	91,922,609 22	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re section. — Travaux publics. Dépenses extraordinaires	283,223,044 09	32,765,539 63	1,030,000 00	//	//	31,735,539 63	314,958,583 72	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e section. — Postes et télégraphes	3,543,385 00	33 38	//	//	4,688,678 95	4,688,712 33	8,232,097 33	
	2,634,931,740 75	144,072,594 09	2,350,191 00	3,994,000 00	37,329,922 75	183,046,325 84	2,817,978,066 59	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.								
Ministère des finances	263,217,468 53	12,431,213 00	29,208 00	//	//	12,402,005 00	275,619,473 53	
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	//	//	//	//	//	425,000 00	
Ministère de l'agriculture	15,393,799 65	186,512 75	35,600 00	//	//	150,912 75	15,544,712 40	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	348,039,089 69	6,120,058 00	395,000 00	//	//	5,725,058 00	353,764,147 69	
	627,075,357 87	18,737,783 75	459,808 00	//		18,277,975 75	645,353,333 62	
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.								
Ministère des finances	35,111,000 00	2,880,000 00	//	3,000,000 00	//	5,880,000 00	40,991,000 00	
Ministère de la justice	650,000 00	38,400 00	//	//	//	38,400 00	688,400 00	
Ministère de l'agriculture	12,000 00	//	//	//	//	//	12,000 00	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	10,553,900 00	1,700,000 00	//	//	//	1,700,000 00	12,253,900 00	
	46,326,900 00	4,618,400 00	//	3,000,000 00	//	7,618,400 00	53,945,300 00	
Totaux généraux	4,614,390,948 62	168,765,559 84	2.965,699 00	6,994,000 00	37,329,922 75	210,123,783 59	4,824,514,732 21	
		Augmentations : 165,799,860f 84c						

COMPTE PROVISOIRE DES RECETTES

DE L'EXERCICE 1912

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912. 8	OBSERVATIONS. 9
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
1° CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Contribution foncière... Propriétés bâties	102,084,321f 00c	102,137,825f 04c	537,355,302f 95c	20,972,102f 83c	53,504f 04c	"	102,137,825f 04c	
Contribution foncière... Propriétés non bâties	106,996,176 00	107,732,039 36			735,863 36	"	107,732,039 36	
Contribution personnelle-mobilière	110,877,385 00	111,166,682 35			289,297 35	"	111,166,682 35	
Contribution des portes et fenêtres	70,561,884 00	70,641,605 24			79,721 24	"	70,641,605 24	
Contribution des patentes	161,473,095 00	165,525,610 04			4,052,515 04	"	165,525,610 04	
Frais d'avertissement	1,119,500 00	1,123,643 75			4,143 75	"	1,123,643 75	
Totaux	553,112,361 00	558,327,405 78	537,355,302 95	20,972,102 83	5,215,044 78	"	558,327,405 78	
					5,215,044f 78c			
2° TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Taxe des biens de mainmorte	14,307,770f 00c	14,960,998f 03c	14,492,768f 82c	468,229f 21c	653,228f 03c	"	14,960,998f 03c	
Redevances des mines	7,572,210 00	7,920,301 39	6,884,295 94	1,036,005 45	348,091 39	"	7,920,301 39	
Droit de vérification des poids et mesures	5,960,000 00	6,282,869 50	5,766,007 02	516,862 48	322,869 50	"	6,282,869 50	
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	30,500 00	31,716 25	29,800 00	1,916 25	1,216 25	"	31,716 25	
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	450,000 00	467,132 00	68,835 00	398,297 00	17,132 00	"	467,132 00	
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	120,000 00	129,690 00	37,740 21	91,949 79	9,690 00	"	129,690 00	
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets et de la taxe sur les billards publics et privés	83,000 00	82,748 05	67,584 34	15,163 71	"	251 95	82,748 05	
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	20,380,000 00	20,748,971 58	19,361,855 68	1,387,115 90	368,971 58	"	20,748,971 58	
Taxe sur les billards publics et privés	1,070,000 00	1,081,530 00	1,000,000 00	81,530 00	11,530 00	"	1,081,530 00	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,250,240 00	1,146,210 15	1,135,631 73	10,578 42	"	104,029 85	1,146,210 15	
Taxe militaire	9,754 00	5,175 36	4,479 87	695 49	"	4,578 64	5,175 36	
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	519,355 00	505,095 60	389,556 45	115,539 15	"	14,259 40	505,095 60	
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz liquéfiés ou comprimés	285,035 00	302,322 12	218,869 45	83,452 67	17,287 12	"	302,322 12	
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	100,000 00	102,454 28	72,096 26	30,358 02	2,454 28	"	102,454 28	
Totaux	52,137,864 00	53,767,214 31	49,529,520 77	4,237,693 54	1,752,470 15	123,119 84	53,767,214 31	
					1,629,350f 31c			
3° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.								
Mutations. Mutations à titre onéreux. Meubles... Valeurs mobilières	84,233,500 00	96,636,516f 09c	96,621,408f 28c	15,107f 81c	12,403,016f 09c	"	96,636,516f 09c	
Créances, rentes, prix d'office	4,761,500 00	4,433,974 79	4,433,974 79	"	"	327,525 21	4,433,974 79	
Fonds de commerce	12,443,900 00	14,165,787 52	14,160,019 99	5,767 53	1,721,887 52	"	14,165,787 52	
Meubles corporels	9,263,000 00	10,206,921 25	10,206,707 75	213 50	943,921 25	"	10,206,921 25	
Immeubles et droits immobiliers	165,578,500 00	188,183,906 20	188,056,902 42	127,003 78	22,605,406 20	"	188,183,906 20	
Mutations à titre gratuit. Entre vifs (donations)	30,171,200 00	26,972,282 88	26,936,910 18	35,372 70	"	3,198,917f 12c	26,972,282 88	
Par décès (successions)	312,638,400 00	319,355,752 13	319,309,939 55	45,812 58	6,717,352 13	"	319,355,752 13	
Taxe représentative du droit d'accroissement	957,500 00	1,205,858 60	1,203,920 65	1,937 95	248,358 60	"	1,205,858 60	
Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	95,443,500 00	101,157,397 86	101,155,303 47	2,094 39	5,713,897 86	"	101,157,397 86	
Actes judiciaires et extrajudiciaires	21,711,500 00	23,497,700 75	23,496,151 62	1,549 13	1,786,200 75	"	23,497,700 75	
Hypothèques	13,235,000 00	14,566,031 40	14,565,919 40	112 00	1,331,031 40	"	14,566,031 40	
Taxes sur les capitaux assurés par les compagnies d'assurance contre l'incendie	4,548,500 00	4,800,785 00	4,800,785 00	"	252,285 00	"	4,800,785 00	
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	4,962,100 00	3,651,689 43	3,488,539 47	163,149 96	"	1,310,410 57	3,651,689 43	
Recettes diverses	2,223,000 00	5,180,688 80	2,671,925 46	2,508,763 34	2,957,688 80	"	5,180,688 80	
Totaux	762,171,100 00	814,015,292 70	811,108,408 03	2,906,884 67	56,681,045 60	4,836,852 90	814,015,292 70	
					51,844,192f 70c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	COMPARAISON … Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912. 8	OBSERVATIONS. 9
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)								
4° PRODUITS DU TIMBRE.								
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	41,740,500f 00c	44,270,101f 29c	44,270,097f 09c	4f 20c	2,529,601f 29c	″	44,270,101f 29c	
Affiches	5,321,500 00	5,211,879 07	5,211,879 07	″	″	109,620f 93c	5,211,879 07	
Contrats d'assurances	11,343,000 00	12,116,960 70	12,116,960 70	″	773,960 70	″	12,116,960 70	
Contrats de transport	48,945,300 00	49,166,332 62	49,166,332 62	″	221,032 62	″	49,166,332 62	
Contrôle des marques de fabrique	11,000 00	16,320 50	16,320 50	″	5,320 50	″	16,320 50	
Passeports	5,500 00	7,114 20	7,114 20	″	1,614 20	″	7,114 20	
Permis de chasse	9,977,500 00	11,122,830 00	11,122,830 00	″	1,145,330 00	″	11,122,830 00	
Quittances et chèques	29,193,500 00	31,474,409 84	31,474,409 84	″	2,280,909 84	″	31,474,409 84	
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc	23,201,000 00	26,907,384 32	26,907,384 32	″	3,706,384 32	″	26,907,384 32	
Valeurs mobilières	70,019,000 00	43,638,056 18	43,637,556 50	499 68	″	26,380,943 82	43,638,056 18	
Pénalités (amendes de contravention)	803,000 00	729,583 44	729,583 44	″	″	73,416 56	729,583 44	
Recettes diverses	15,500 00	22,902 40	22,902 40	″	7,402 40	″	22,902 40	
Totaux	240,576,300 00	224,683,874 56	224,683,370 68	503 88	10,671,555 87	26,563,981 31	224,683,874 56	
					15,892,425f 44c			
5° IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.								
Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et pénalités	11,813,500f 00c	13,005,753f 68c	13,005,753f 68c	″	1,192,253f 68c	″	13,005,753f 68c	
Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de commerce	3,111,200 00	″	″	″	″	3,111,200f 00c	″	
Totaux	14,924,700 00	13,005,753 68	13,005,753 68	″	1,192,253 68	3,111,200 00	13,005,753 68	
					1,918,946f 32c			
6° TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES, ETC.								
Revenus des valeurs mobilières	111,064,500f 00c	125,315,654f 36c	125,301,303f 21c	14,351f 15c	14,251,154f 36c	″	125,315,654f 36c	
Revenus de certaines associations	712,000 00	757,961 69	751,798 70	6,162 99	45,961 69	″	757,961 69	
Pénalités	79,500 00	85,665 60	79,332 10	6,333 50	6,165 60	″	85,665 60	
Totaux	111,856,000 00	126,159,281 65	126,132,434 01	26,847 64	14,303,281 65	″	126,159,281 65	
					14,303,281f 65c			
7° PRODUITS DES DOUANES.								
Droits à l'importation (marchandises diverses)	530,949,000f 00c	624,123,197f 01c	624,123,197f 01c	″	93,174,197f 01c	″	624,123,197f 01c	
Droits de statistique	14,395,000 00	15,887,694 00	15,887,694 00	″	1,492,694 00	″	15,887,694 00	
Droits de navigation	10,946,000 00	11,450,568 34	11,450,568 34	″	504,568 34	″	11,450,568 34	
Autres droits et recettes accessoires	6,157,400 00	5,856,401 86	5,856,401 86	″	″	300,998f 14c	5,856,401 86	
Amendes et confiscation	1,728,000 00	3,463,446 58	1,798,971 26	1,664,475f 32c	1,735,446 58	″	3,463,446 58	
Taxe de consommation des sels de douane	24,231,000 00	23,517,893 29	23,517,893 29	″	″	713,106 71	23,517,893 29	
Taxes de fabrication sur les huiles minérales brutes perçues par l'administration des douanes	1,980,000 00	2,154,226 06	2,154,226 06	″	174,226 06	″	2,154,226 06	
Totaux	590,386,400 00	686,453,427 14	684,788,951 82	1,664,475 32	97,081,131 99	1,014,104 85	686,453,427 14	
					96,067,027f 14c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

8° PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Droits	Vins, cidres, poirés et hydromels	74,066,400f 00c	67,493,728f 76c	67,488,249f 52c	5,479f 24c	"	6,572,671f 24c	67,493,728f 76c	
Droits	Bières	15,365,300 00	15,857,605 43	15,833,379 41	24,226 02	492,305f 43c	"	15,857,605 43	
Droits	Alcools. — Surtaxe des vins alcoolisés	354,772,800 00	387,185,007 27	386,894,842 55	290,164 72	32,412,207 27	"	387,185,007 27	
Droits	Taxe de consommation sur les alcools perçue par la douane en Corse	473,000 00	640,781 05	640,781 05	"	167,781 05	"	640,781 05	
	Droit de 40 centimes et de 50 centimes par expédition	4,361,000 00	4,674,171 00	4,674,171 00	"	313,171 00	"	4,674,171 00	
	Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	11,089,000 00	11,183,419 85	11,183,419 85	"	94,419 85	"	11,183,419 85	
	Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	1,922,800 00	2,110,488 73	2,049,212 15	61,276 58	187,688 73	"	2,110,488 73	
	Droit de fabrication des stéarines et bougies	6,328,100 00	6,063,861 14	6,045,912 28	17,948 86	"	264,238 86	6,063,861 14	
	Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,792,800 00	2,928,328 08	2,922,979 38	5,348 70	135,528 08	"	2,928,328 08	
	Impôt sur le prix des places et des transports par chemins de fer	82,818,400 00	79,226,414 24	78,374,052 72	852,361 52	"	3,591,985 76	79,226,414 24	
	Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	4,607,300 00	4,662,230 59	4,652,949 19	9,281 40	54,930 59	"	4,662,230 59	
	Taxe sur les vélocipèdes	8,414,000 00	9,870,579 00	9,870,579 00	"	1,456,579 00	"	9,870,579 00	
	Taxe sur les distributeurs automatiques	755,000 00	780,310 00	780,310 00	"	25,310 00	"	780,310 00	
Droits divers et recettes à différents titres.	Licences aux débitants de boissons, distillateurs, etc	36,856,200 00	36,714,323 35	36,674,481 45	39,841 90	"	141,876 65	36,714,323 35	
Droits divers et recettes à différents titres.	Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	362,500 00	378,837 15	378,837 15	"	16,337 15	"	378,837 15	
Droits divers et recettes à différents titres.	Garantie des matières d'or et d'argent	8,846,700 00	9,503,124 19	9,503,124 19	"	656,424 19	"	9,503,124 19	
Droits divers et recettes à différents titres.	Droits perçus à l'occasion des essais effectués par le Service des laboratoires	26,000 00	40,243 72	40,243 72	"	14,243 72	"	40,243 72	
Droits divers et recettes à différents titres.	Droit de dénaturation des alcools	160,700 00	169,131 18	164,858 70	4,272 48	8,431 18	"	169,131 18	
Droits divers et recettes à différents titres.	Timbres de toute espèce	13,960,100 00	14,022,629 20	14,022,629 10	0 10	62,529 20	"	14,022,629 20	
Droits divers et recettes à différents titres.	Cartes à jouer	3,001,700 00	2,945,295 25	2,730,133 75	215,161 50	"	56,404 75	2,945,295 25	
Droits divers et recettes à différents titres.	Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	2,526,400 00	2,141,749 28	1,876,969 45	264,779 83	"	384,650 72	2,141,749 28	
Droits divers et recettes à différents titres.	Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	3,762,500 00	12,686,886 39	4,917,085 10	7,769,801 29	8,924,386 39	"	12,686,886 39	
Droits divers et recettes à différents titres.	Autres droits et recettes à différents titres	7,396,200 00	8,940,416 31	7,927,711 60	1,012,704 71	1,544,216 31	"	8,940,416 31	
	TOTAUX	644,664,900 00	680,219,561 16	669,646,912 31	10,572,648 85	46,566,489 14	11,011,827 98	680,219,561 16	
						35,554,661f 16c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)

9° SUCRES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produits recouvrés par l'Administration des douanes	29,506,200^f 00^c	55,350,969^f 82^c	55,350,969^f 82^c	//	25,844,769^f 82^c	//	55,350,969^f 82^c	
Produits recouvrés par l'Administration des contributions indirectes	137,868,000 00	121,062,386 18	116,428,272 06	4,634,114^f 12^c	//	16,805,613 82	121,062,386 18	
TOTAUX	167,374,200 00	176,413,356 00	171,779,241 88	4,634,114 12	25,844,769 82	16,805,613 82	176,413,356 00	
					9,039,156^f 00^c			

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

1° PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produit de la vente des allumettes chimiques	42,074,700^f 00^c	42,919,885^f 00^c	41,906,985^f 70^c	1,012,899^f 30^c	845,185^f 00^c	//	42,919,885^f 00^c	
Produit de la vente des tabacs	505,064,400 00	534,229,297 74	534,211,907 90	17,389 84	29,164,897 74	//	534,229,297 74	
Produit de la vente des poudres à feu	20,829,500 00	24,051,816 31	23,924,035 48	127,780 83	3,222,316 31	//	24,051,816 31	
TOTAUX	567,968,600 00	601,200,999 05	600,042,929 08	1,158,069 97	33,232,399 05	//	601,200,999 05	
					33,232,399^f 05^c			

2° PRODUITS DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

POSTES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produit net des taxes des correspondances postales. — Soldes des comptes avec les Offices étrangers	257,189,100^f 00^c	266,296,967^f 43^c	266,296,967^f 43^c	//	9,107,867^f 43^c	//	266,296,967^f 43^c	
Droits perçus sur les mandats français et internationaux et sur les bons de poste	14,306,800 00	15,809,101 18	15,742,401 18	66,700^f 00^c	1,502,301 18	//	15,809 101 18	
Recettes diverses et accidentelles	3,701,200 00	3,677,663 76	593,363 76	3,084,300 00	//	23,536 24	3,677,663 76	
TOTAUX	275,197,100 00	285,783,732 37	282,632,732 37	3,151,000 00	10,610,168 61	23,536 24	285,783,732 37	
					10,586,632^f 37^c			

TÉLÉGRAPHES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	55,205,100^f 00^c	56,831,911^f 20^c	54,040,411^f 20^c	2,791,500^f 00^c	1,626,811^f 20^c	//	56,831,911^f 20^c	
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	1,418,300 00	1,542,489 87	1,539,889 87	2,600 00	124,189 87	//	1,542,489 87	
Recettes diverses et accidentelles	1,772,700 00	2,293,643 92	1,722,843 92	570,800 00	520,943 92	//	2,293,643 92	
TOTAUX	58,396,100 00	60,668,044 99	57,303,144 99	3,364,900 00	2,271,944 99	//	60,668,044 99	
					2,271,944^f 99^c			

TÉLÉPHONES.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produit des conversations téléphoniques. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	6,340,500^f 00^c	6,795,604^f 74^c	6,795,604^f 74^c	//	455,104^f 74^c	//	6,795,604^f 74^c	
Produit des abonnements urbains et interurbains	30,653,800 00	36,395,394 39	36,395,394 39	//	5,741,594 39	//	36,395,394 39	
Recettes diverses et accidentelles	2,520,200 00	2,692,157 87	2,532,057 87	160,100^f 00^c	171,957 87	//	2,692,157 87	
TOTAUX	39,514,500 00	45,883,157 00	45,723,057 00	160,100 00	6,368,657 00	//	45,883,157 00	
					6,368,657^f 00^c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS AVEC LES DROITS recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
3° PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS.								
FRANCE.								
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	1,962,880f 00c	2,147,895f 12c	//	2,147,895f 12c	185,015f 12c	//	2,147,895f 12c	
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	265,095 00	367,853 12	//	367,853 12	102,758 12	//	367,853 12	
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	4,151,687 84	5,745,642 48	//	5,745,642 48	1,593,954 64	//	5,745,642 48	
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer en régie	475,000 00	560,152 14	//	560,152 14	85,152 14	//	560,152 14	
Produits bruts de l'exploitation en régie des journaux officiels	1,821,560 00	1,734,302 68	1,575,389f 23c	158,913 45	//	87,257f 32c	1,734,302 68	
	8,676,222 84	10,555,845 54	1,575,389 23	8,980,456 31	1,966,880 02	87,257 32	10,555,845 54	
					1,879,622f 70c			
COLONIES.								
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	59,450 00c	15,338f 25c	15,338f 25c	//	//	44,111f 75c	15,338f 25c	
					44,111f 75c			
TOTAUX	8,735,672f 84c	10,571,183f 79c	1,590,727f 48c	8,980,456f 31c	1,966,880f 02c	131,369f 07c	10,571,183f 79c	
					1,835,510f 95c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.								
Revenus du domaine autre que les forêts	6,355,700f 00c	7,252,244f 95c	6,375,583f 41c	876,661f 54c	896,544f 95c	//	7,252,244f 95c	
Recouvrements de rentes et créances	102,000 00	51,673 63	47,564 33	4,109 30	//	50,326f 37c	51,673 63	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	4,051,000 00	3,608,214 98	3,590,250 83	17,964 15	//	442,785 02	3,608,214 98	
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	10,500 00	13,679 20	13,679 20	//	3,179 20	//	13,679 20	
Produit de la redevance perçue sur les voitures, chevaux et bicyclettes traversant le parc de Saint-Cloud	43,500 00	52,907 00	52,907 00	//	9,407 00	//	52,907 00	
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres ou à son magasin de vente à Paris	254,800 00	253,743 40	235,314 85	18,428 55	//	1,056 60	253,743 40	
Aliénation d'objets mobiliers	13,442,600 00	13,135,999 94	12,996,698 83	139,301 11	//	306,600 06	13,135,999 94	
Aliénation d'immeubles	6,392,150 00	3,679,909 56	1,592,177 28	2,087,732 28	//	2,712,240 44	3,679,909 56	
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	962,200 00	685,851 89	185,028 23	500,823 66	//	276,348 11	685,851 89	
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda (Corse)	63,000 00	55,950 00	55,950 00	//	//	7,050 00	55,950 00	
Successions en déshérence	1,245,100 00	658,635 26	622,340 09	36,295 17	//	586,464 74	658,635 26	
Epaves et biens vacants	227,400 00	413,593 80	412,509 80	1,084 00	186,193 80	//	413,593 80	
Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place (Loi du 17 février 1900)	67,989 15	67,989 15	//	67,989 15	//	//	67,989 15	
TOTAUX	33,217,939 15	29,930,392 76	26,180,003 85	3,750,388 91	1,095,324 95	4,382,871 34	29,930,392 76	
					3,287,546f 39c			
2° PRODUITS DES FORÊTS.								
Produits encaissés par les Trésoriers-Payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité	26,372,000f 00c	25,011,937f 21c	25,011,937f 21c	//	//	1,360,062f 79c	25,011,937f 21c	
Produits encaissés par les Receveurs des domaines. — Chasses, menus produits, etc.	8,690,900 00	9,147,994 07	8,713,369 86	434,624f 21c	457,094f 07c	//	9,147,994 07	
Produits réglés par virements de comptes	6,000 00	420 48	420 48	//	//	5,579 52	420 48	
TOTAUX	35,068,900 00	34,160,351 76	33,725,727 55	434,624 21	457,094 07	1,365,642 31	34,160,351 76	
					908,548f 24c			

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS AVEC LES DROITS recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,660,000f 00c	2,460,521f 10c	2,105,893f 10c	354,628f 00c	〃	199,478f 90c	2,460,521f 10	
Taxe des brevets d'invention	4,691,455 00	5,025,890 00	5,024,750 00	1,140 00	334,435f 00c	〃	5,025,890 00	
Produit de la rente de l'Inde	711,420 00	177,855 00	177,855 00	〃	〃	533,565 00	177,855 00	
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	4,787,000 00	3,170,426 86	〃	3,170,426 86	〃	1,616,573 14	3,170,426 86	
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	1,207,000 00	1,235,214 28	〃	1,235,214 28	28,214 28	〃	1,235,214 28	
Produit de la vente des publications du Gouvernement	148,310 00	210,065 63	210,065 63	〃	61,955 63	〃	210,065 63	
Produit des expéditions des archives de la République	1,000 00	4 50	4 50	〃	〃	995 50	4 50	
Produit du concours général d'animaux de boucherie	80,000 00	102,889 65	102,889 65	〃	22,889 65	〃	102,889 65	
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	6,420 00	〃	〃	〃	〃	6,420 00	〃	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires. — Salaires des détenus et recouvrements des frais de poursuites	357,000 00	194,653 95	180,723 85	13,930 10	〃	162,346 05	194,653 95	
Produit du travail des sections d'exclus	14,000 00	11,315 13	11,315 13	〃	〃	2,684 87	11,315 13	
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	4,006,410 00	4,058,356 98	3,157,244 88	901,112 10	51,746 98	〃	4,058,356 98	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	334,000 00	51,816 94	51,816 94	〃	〃	282,183 06	51,816 94	
Restitutions au Trésor	12,700 00	7,914 55	7,914 55	〃	〃	4,785 45	7,914 55	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	632,140 00	12 00	12 00	〃	〃	632,128 00	12 00	
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	355,600 00	270,980 69	270,980 69	〃	〃	84,619 31	270,980 69	
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	〃	960 00	〃	〃	960 00	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	3,309,300 00	9,940,574 90	9,940,574 90	〃	6,631,274 90	〃	9,940,574 90	
Reversement au Trésor par les trésoriers-payeurs généraux de la partie de leurs remises et commissions annuelles dépassant 40,000 francs	50,000 00	24,169 00	24,169 00	〃	〃	25,831 00	24,169 00	
Reversement au Trésor par les conservateurs des hypothèques de la partie de leurs salaires bruts annuels dépassant le maximum prévu par l'article 18 de la loi du 30 mai 1899	3,000 00	〃	〃	〃	〃	3,000 00	〃	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'Administon des finances	315,300 00	448,410 67	448,410 67	〃	133,110 67	〃	448,410 67	
Recettes accidentelles à différents titres	7,474,400 00	9,342,551 64	9,342,551 64	〃	1,868,151 64	〃	9,342,551 64	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Tunisie	4,853,820 00	4,817,520 55	4,698,088 33	119,432 22	〃	36,299 45	4,817,520 55	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	13,200 00	13,200 00	〃	〃	13,200 00	13,200 00	
Remboursement des frais de contrôle par la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien	160,000 00	〃	〃	〃	〃	160,000 00	〃	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères : de l'Intérieur	14,200 00	〃	〃	〃	〃	14,200 00	〃	
— du Commerce et de l'Industrie	10,000 00	10,000 00	10,000 00	〃	〃	〃	10,000 00	
— de l'Agriculture	30,000 00	11,900 00	11,900 00	〃	〃	18,100 00	11,900 00	
— des Travaux publics, des postes et des télégraphes	3,500 00	3,500 00	3,500 00	〃	〃	〃	3,500 00	
Remboursement des frais de contrôle des distributions d'énergie électrique	250,000 00	159,595 98	159,595 98	〃	〃	90,404 02	159,595 98	
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	64,500 00	36,818 95	36,818 95	〃	〃	27,681 05	36,818 95	
A reporter	36,569,835 00	41,787,118 95	35,990,275 39	5,796,843 56	9,131,778 75	3,914,494 80	41,787,118 95	

Compte provisoire des Recettes.

(Produits recouvrables en France.) (Suite.)

BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 1912.
(Suite.)

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET. (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS AVEC LES DROITS recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Report	36,569,835f 00c	41,787,118f 95c	35,990,275f 39c	5,796,843f 56c	9,131,778f 75c	3,914,494f 80c	41,787,118f 95c	
Remboursement des frais de mission des membres de la Commission de métrologie usuelle	1,000 00	″	″	″	″	1,000 00	″	
Contribution des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation pour frais de surveillance et de contrôle	230,000 00	181,592 98	181,592 98	″	″	48,407 02	181,592 98	
Contributions des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents et des syndicats de garantie, pour frais de contrôle et de surveillance	335,000 00	291,403 88	291,403 88	″	″	43,596 12	291,403 88	
Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis, pour le compte de l'État par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse	88,000 00	55,162 95	55,162 95	″	″	32,837 05	55,162 95	
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	7,000 00	3,445 00	3,445 00	″	″	3,555 00	3,445 00	
Versement au Trésor des bénéfices d'exploitations réalisés par les établissements d'enseignement dépendant du Ministère de l'Agriculture (art. 76 de la loi du 30 mars 1902)	100,000 00	″	″	″	″	100,000 00	″	
Produits de location et d'aliénation du domaine pénitentiaire de l'État à la Nouvelle-Calédonie	30,000 00	25,266 05	25,266 05	″	″	4,733 95	25,266 05	
Redevance due par le titulaire de la concession des îles Saint-Paul et Amsterdam	1,000 00	1,000 00	1,000 00	″	″	″	1,000 00	
Droit d'inscription des courtiers de commerce	38,000 00	33,500 00	33,500 00	″	″	4,500 00	33,500 00	
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	200,000 00	″	″	″	200,000 00	
Remboursement par la colonie du Haut-Sénégal et Moyen-Niger des avances pour les travaux du chemin de fer de Kayes au Niger	917,000 00	″	″	″	″	917,000 00	″	
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	17,480,000 00	17,332,635 87	16,049,049 27	1,283,586 60	″	147,364 13	17,332,635 87	
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	5 00	5 00	5 00	″	″	″	5 00	
Versement des frais de contrôle et d'analyse des semences fourragères importées en France et des frais d'inspection phytopathologique de la production horticole	30,000 00	6,013 64	6,013 64	″	″	23,986 36	6,013 64	
Droits d'inspection sanitaire sur les animaux exportés de France	12,000 00	13,017 25	13,017 25	″	1,017 25	″	13,017 25	
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce, etc.	22,800 00	17,900 00	17,900 00	″	″	4,900 00	17,900 00	
Produit de la majoration spéciale affectant le montant des cessions faites par la marine aux particuliers et aux bâtiments de guerre du gouvernement britannique	82,690 00	228,858 74	228,858 74	″	146,168 74	″	228,858 74	
Annuité due par l'Algérie, par suite du rachat des lignes de la Compagnie Franco-Algérienne	593,600 00	593,609 36	593,609 36	″	9 36	″	593,609 36	
Indemnité due par le gouvernement chinois en vertu du traité du 7 septembre 1901	11,753,560 00	979,400 00	979,400 00	″	″	10,774,160 00	979,400 00	
Remboursement par la ville de Paris de sa part contributive dans les dépenses d'établissement du lycée de la rue de Douai, à Paris	1,000,000 00	″	″	″	″	1,000,000 00	″	
Produit des prises sur l'ennemi	″	28,537 88	28,537 88	″	28,537 88	″	28,537 88	
Contributions et indemnités de guerre	″	31,800 21	31,800 21	″	31,800 21	″	31,800 21	
Produit du concours central des animaux reproducteurs des espèces chevaline et asine	″	2,648 25	2,648 25	″	2,648 25	″	2,648 25	
Partage des bénéfices avec les compagnies de chemins de fer en vertu des conventions de 1883	″	946,787 87	946,787 87	″	946,787 87	″	946,787 87	
TOTAUX	69,491,490 00	62,759,703 88	55,679,273 72	7,080,430 16	10,288,748 31	17,020,534 43	62,759,703 88	
					6,731,786f 12c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

PRODUITS ET REVENUS. (1)	ÉVALUATIONS des RECETTES. (2)	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. (3)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Prélèvement sur le compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	153,000,000f 00c	153,000,000f 00c	153,000,000f 00c	″	″	″	153,000,000f 00c	
					″			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires	6,145,585f 00c	6,029,690f 00c	5,423,362f 50c	606,327f 50c	″	115,895f 00c	6,029,690f 00c	
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	30,000 00	31,200 00	31,200 00	″	1,200f 00c	″	31,200 00	
Taxe sur les examens de capacité pour la conduite des automobiles et des motocycles	160,000 00	502,882 50	502,882 50	″	342,882 50	″	502,882 50	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires	7,287,055 00	7,913,419 20	7,745,015 99	168,403 21	626,364 20	″	7,913,419 20	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	38,000,000 00	37,442,850 12	35,919,492 38	1,523,357 74	″	557,149 88	37,442,850 12	
Retenue de 1 p. o/o sur les émoluments de divers agents dépendant des manufactures de l'État	207,646 00	212,103 75	212,103 75	″	4,457 75	″	212,103 75	
Versement par la Caisse nationale d'epargne de l'excédent de dépense qu'occasionne au Trésor le service des pensions de ses agents	305,770 00	273,370 55	″	273,370 55	″	32,399 45	273,370 55	
Retenues sur la solde des officiers et assimilés de l'armée de terre et de la partie de l'armée coloniale stationnée en France	7,060,770 00	6,752,483 48	26,815 78	6,725,667 70	″	308,286 52	6,752,483 48	
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	11,495 00	11,092 99	″	11,092 99	″	402 01	11,092 99	
Retenues sur la solde des officiers et assimilés de l'armée de mer	1,200,000 00	945,345 48	1,666 28	943,679 20	″	254,654 52	945,345 48	
Retenues sur la solde des officiers et assimilés de l'armée coloniale aux colonies et retenues sur la solde du personnel colonial soumis au régime des pensions militaires	1,027,960 00	979,673 54	350,553 53	629,120 01	″	48,286 46	979,673 54	
Contribution des colonies aux dépenses militaires qu'elles occasionnent à l'État	14,850,000 00	14,850,000 00	″	14,850,000 00	″	″	14,850,000 00	
Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'École coloniale	121,000 00	130,000 00	″	130,000 00	9,000 00	″	130,000 00	
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	2,000 00	4,292 39	4,292 39	″	2,292 39	″	4,292 39	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	1,329,780 00	1,142,230 98	947,377 88	194,853 10	″	187,549 02	1,142,230 98	
Remboursement au Trésor, par les entrepreneurs des services économiques des établissements pénitentiaires, des indemnités dues au personnel de garde et de surveillance	113,210 00	64,313 12	64,313 12	″	″	48,896 88	64,313 12	
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	86,148 38	86,148 38	86,148 38	″	″	″	86,148 38	
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires quittant le service	9,304 49	9,304 49	9,304 49	″	″	″	9,304 49	
Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	52,000 00	40,782 95	40,782 95	″	″	11,217 05	40,782 95	
Remboursement des frais de traitement dans les hôpitaux des colonies	1,075,000 00	246,615 67	246,615 67	″	″	828,384 33	246,615 67	
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés et sénateurs	260,030 00	263,462 51	263,462 51	″	3,432 51	″	263,462 51	
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	2,393,000 00	3,032,139 90	3,032,139 90	″	639,139 90	″	3,032,139 90	
Versement au Trésor de la subvention accordée par la Ville de Marseille à l'école d'application du service de santé colonial	15,000 00	20,000 00	″	20,000 00	5,000 00	″	20,000 00	
Remboursement par les chemins de fer de l'État des frais de service des obligations amortissables émises pour leur compte	240,000 00	114,742 26	114,742 26	″	″	125,257 74	114,742 26	
Retenue de 3 p. o/o sur le traitement des anciens employés de la Compagnie du canal du Midi	″	1,735 23	1,735 23	″	1,735 23	″	1,735 23	
TOTAUX des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	81,982,753 87	81,099,879 49	55,024,007 49	26,075,872 00	1,635,504 48	2,518,378 86	81,099,879 49	
					882,874f 38c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

PRODUITS ET REVENUS. (1)	ÉVALUATIONS des RECETTES. (2)	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. (3)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. (4)	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. (5)	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. (6)	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations. (7)	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912. (8)	OBSERVATIONS. (9)
§ 6 — RECETTES D'ORDRE. (Suite.)								
Report des recettes en atténuation de dépenses	81,982,753f 87c	81,099,879f 49c	55,024,007f 49c	26,075,872f 00c	1,635,504f 48c	2,518,378f 86c	81,099,879f 49c	
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	3,467,006f 00c	3,559,355f 21c	1,535,073f 60c	2,024,281f 61c	92,349f 21c	«	3,559,355f 21c	
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	875,065 00	875,065 00	875,065 00	«	«	«	875,065 00	
Contingent de la commune de Marseille dans les frais de la police marseillaise	1,684,125 00	1,400,625 00	1,400,625 00	«	«	283,500f 00c	1,400,625 00	
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police	1,706,020 00	760,312 90	760,312 90	«	«	945,707 10	760,312 90	
Contingent du département de la Seine dans les frais de police des communes suburbaines	136,900 00	136,900 00	136,900 00	«	«	«	136,900 00	
Versements par la Caisse des dépôts et consignations des frais de perception et des dégrèvements concernant les taxes additionnelles pour fonds de garantie	133,000 00	707 11	707 11	«	«	132,292 89	707 11	
Versement par les villes des frais de perception et de distribution d'avertissements concernant les taxes de remplacement.	318,444 00	50,747 47	50,747 47	«	«	267,696 53	50,747 47	
Contribution de l'Algérie aux dépenses de la direction des affaires algériennes	40,000 00	«	«	«	«	40,000 00	«	
Remboursement par les colonies des frais de transport de leurs condamnés	1,808,000 00	1,185,751 26	1,185,751 26	«	«	622,248 74	1,185,751 26	
Remboursement forfaitaire par les colonies des dépenses de relève des officiers du corps de santé placés hors cadres pour être mis à la disposition des services locaux	227,200 00	1,600 00	1,600 00	«	«	225,600 00	1,600 00	
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	364,757 00	149,806 39	149,806 39	«	«	214,950 61	149,806 39	
Remboursement par le gouvernement khédivial, par le gouvernement beylical et par le gouvernement hellénique des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens, des papiers timbrés et timbres mobiles tunisiens et des papiers timbrés, impressions, banderoles et timbres mobiles helléniques	33,600 00	20,275 08	20,275 08	«	«	13,324 92	20,275 08	
Remboursement par l'Algérie et les colonies des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés, timbres et impressions qui leur sont cédés	47,300 00	47,333 36	47,333 36	«	33 36	«	47,333 36	
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	200,000 00	200,000 00	«	«	«	200,000 00	
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts	22,438,933 00	21,181,909 29	21,181,909 29	«	«	1,257,023 71	21,181,909 29	
Remboursement des sommes versées à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis à titre de garanties d'intérêts	1,200,000 00	800,000 00	800,000 00	«	«	400,000 00	800,000 00	
Part de l'État dans les bénéfices du chemin de fer de Kayes au Niger	100,000 00	«	«	«	«	100,000 00	«	
Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	15,520,000 00	16,270,000 00	16,270,000 00	«	750,000 00	«	16,270,000 00	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	80,648,897 57	80,648,897 57	80,648,897 57	«	«	«	80,648,897 57	
Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques	853,919 61	796,538 22	796,538 22	«	«	57,381 39	796,538 22	
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	3,863,154 27	3,863,154 27	3,863,154 27	«	«	«	3,863,154 27	
Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France pour frais de gestion du service des caisses régionales de crédit agricole	137,300 00	113,500 00	113,500 00	«	«	23,800 00	113,500 00	
Prélèvement sur les fonds affectés aux avances du crédit maritime pour les frais de gestion de ce service	14,870 00	«	«	«	«	14,870 00	«	
Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France. (Loi du 31 mars 1899.)	15,539,347 00	14,119,564 00	9,220,290 00	4,899,274 00	«	1,419,783 00	14,119,564 00	
Produits accessoires du service de trésorerie	6,961 38	6,961 38	6,961 38	«	«	«	6,961 38	
Remboursements par les asiles publics d'aliénés des frais de concours aux emplois de médecin adjoint dans ces établissements	5,200 00	2,937 85	2,937 85	«	«	2,262 15	2,937 85	
Reversements sur les subventions accordées aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local, de tramways et automobiles	«	6,231 31	6,231 31	«	6,231 31	«	6,231 31	
	151,369,999 83	146,198,172 67	139,274,617 06	6,923,555 61	848,613 88	6,020,441 04	146,198,172 67	
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	«	«	«	«	«	«	«	
Totaux des recettes d'ordre proprement dites	151,369,999 83	146,198,172 67	139,274,617 06	6,923,555 61	848,613 88	6,020,441 04	146,198,172 67	
					5,171,827f 16c			
Totaux généraux des recettes d'ordre	233,352,753 70	227,298,052 16	194,298,624 55	32,999,427 61	2,484,118 36	8,538,819 90	227,298,052 16	
					6,054,701f 54c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en Algérie.) (Suite.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
§ Ier. — IMPÔTS ET REVENUS.								
PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.								
Enregistrement des certificats de propriété de rentes sur l'État	″	6f 30c	6f 30c	″	6f 30c	″	6f 30c	
					6f 30c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	145,130f 00c	137,797f 25c	137,797f 25c	″	″	7,332f 75c	137,797f 25c	
Recettes accessoires	″	470 50	470 50	″	470f 50c	″	470 50	
Produit de la vente des poudres à feu	844,510 00	956,181 59	956,181 59	″	111,671 59	″	956,181 59	
Recettes accessoires	″	13,002 40	13,002 40	″	13,002 40	″	13,002 40	
Amendes et confiscations (Poudres et tabacs)	″	2,443 51	2,443 51	″	2,443 51	″	2,443 51	
TOTAUX	989,640 00	1,109,895 25	1,109,895 25	″	127,588 00	7,332 75	1,109,895 25	
					120,255f 25c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
PRODUIT DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.								
Aliénation d'objets mobiliers (provenant des ministères de la guerre et de la marine)	324,920f 00c	315,259f 62	315,259f 62c	″	″	9,660f 38c	315,259f 62c	
Aliénations d'immeubles	″	15,755 42	15,755 42	″	15,755f 42c	″	15,755 42	
Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	1,877,880 88	1,877,880 88	″	1.877,880f 88c	″	″	1,877,880 88	
Versements effectués par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893	40,518 58	40,518 58	″	40,518 58	″	″	40,518 58	
TOTAUX	2,243,319 46	2,249,414 50	331,015 04	1,918,399 46	15,755 42	9,660 38	2,249,414 50	
					6,095f 04c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	179,440f 00c	176,473f 83c	176,473f 83c	″	″	2,966f 17c	176,473f 83c	
Recettes provenant d'anciens exercices (Algérie)	″	884,859 86	11,503 07	873,356f 79c	884,859f 86c	″	884,859 86	
Recettes accidentelles à différents titres	″	2,568 62	2,568 62	″	2,568 62	″	2,568 62	
TOTAL	179,440 00	1,063,902 31	190,545 52	873,356 79	887,428 48	2,966 17	1,063,902 31	
					884,462f 31c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Retenues et autres produits recouvrés en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	986,900f 00c	1,001,771f 09c	1,001,771f 09c	″	14,871f 09c	″	1,001,771f 09c	
Retenue de 1 o/o sur les émoluments des divers agents dépendant des manufactures de l'État	″	182 47	182 47	″	182 47	″	182 47	
TOTAL	986,900 00	1,001,953 56	1,001,953 56	″	15,053 56	″	1,001,953 56	
					15,053f 56c			
RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,491 17	2,491 17	2,491 17	″	″	″	2,491 17	
TOTAL	989,391 17	1,004,444 73	1,004,444 73	″	15,053f 56c	″	1,004,444 73	
					15,053f 56c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en France.) (Suite.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (Produits recouvrables en France.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes	553,112,361f 00c	558,327,405f 78c	537,355,302f 95c	20,972,102f 83c	5,215,044f 78c	"	558,327,405f 78c	
Taxes assimilées aux contributions directes	52,137,864 00	53,767,214 31	49,529,520 77	4,237,693 54	1,629,350 31	"	53,767,214 31	
Produits de l'enregistrement	762,171,100 00	814,015,292 70	811,108,408 03	2,906,884 67	51,844,192 70	"	814,015,292 70	
Produits du timbre	240,576,300 00	224,683,874 56	224,683,370 68	503 88	"	15,892,425f 44c	224,683,874 56	
Impôt sur les opérations de bourse	14,924,700 00	13,005,753 68	13,005,753 68	"	"	1,918,946 32	13,005,753 68	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	111,856,000 00	126,159,281 65	126,132,434 01	26,847 64	14,303,281 65	"	126,159,281 65	
Produits des douanes	590,386,400 00	686,453,427 14	684,788,951 82	1,664,475 32	96,067,027 14	"	686,453,427 14	
Produits des contributions indirectes	644,664,900 00	680,219,561 16	669,646,912 31	10,572,648 85	35,554,661 16	"	680,219,561 16	
Sucres	167,374,200 00	176,413,356 00	171,779,241 88	4,634,114 12	9,039,156 00	"	176,413,356 00	
Totaux des impôts et revenus	3,137,203,825 00	3,333,045,166 98	3,288,029,896 13	45,015,270 85	213,652,713 74	17,811,371 76	3,333,045,166 98	
					195,841,341f 98c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	567,968,600 00	601,200,999 05	600,042,929 08	1,158,069 97	33,232,399 05	"	601,200,999 05	
Produits des postes	275,197,100 00	285,783,732 37	282,632,732 37	3,151,000 00	10,586,632 37	"	285,783,732 37	
Produits des télégraphes	58,396,100 00	60,668,044 99	57,303,144 99	3,364,900 00	2,271,944 99	"	60,668,044 99	
Produits des téléphones	39,514,500 00	45,883,157 00	45,723,057 00	160,100 00	6,368,657 00	"	45,883,157 00	
Produits de diverses exploitations	8,676,222 84	10,555,845 54	1,575,389 23	8,980,456 31	1,879,622 70	"	10,555,845 54	
Totaux	949,752,522 84	1,004,091,778 95	987,277,252 67	16,814,526 28	54,339,256 11	"	1,004,091,778 95	
					54,339,256f 11c			
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	59,450 00	15,338 25	15,338 25	"	"	44,111 75	15,338 25	
					44,111f 75c			
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	949,811,972 84	1,004,107,117 20	987,292,590 92	16,814,526 28	54,339,256 11	44,111 75	1,004,107,117 20	
					54,295,144f 36c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	33,217,939 15	29,930,392 76	26,180,003 85	3,750,388 91	"	3,287,546 39	29,930,392 76	
Produits des forêts	35,068,900 00	34,160,351 76	33,725,727 55	434,624 21	"	908,548 24	34,160,351 76	
Totaux des produits et revenus du domaine de l'État	68,286,839 15	64,090,744 52	59,905,731 40	4,185,013 12	"	4,196,094 63	64,090,744 52	
					4,196,094f 63c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	69,491,490 00	62,759,703 88	55,679,273 72	7,080,430 16	"	6,731,786 12	62,759,703 88	
					6,731,786f 12c			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	153,000,000 00	153,000,000 00	153,000,000 00	"	"	"	153,000,000 00	
					"			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	81,982,753 87	81,099,879 49	55,024,007 49	26,075,872 00	"	882,874 38	81,099,879 49	
Recettes d'ordre proprement dites	151,369,999 83	146,198,172 67	139,274,617 06	6,923,555 61	"	5,171,827 16	146,198,172 67	
Totaux des recettes d'ordre	233,352,753 70	227,298,052 16	194,298,624 55	32,999,427 61	"	6,054,701 54	227,298,052 16	
					6.054,701f 54c			
Totaux des recettes du Budget général. (Produits recouvrables en France.)	4,611,146,880 69	4,844,300,784 74	4,738,206,116 72	106,094,668 02	267,991,969 85	34,838,065 80	4,844,300,784 74	
					233,153,904f 05c			

Compte provisoire des Recettes. (Produits recouvrables en Algérie.) (Suite.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (Produits recouvrables en Algérie.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.								
Produits de l'enregistrement	"	6f 30c	6f 30c	"	6f 30c	"	6f 30c	
					6f 30c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	989,640f 00c	1,109,895 25	1,109,895 25	"	120,255f 25c	"	1,109,895 25	
					120,255f 25c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,243,319 46	2,249,414 50	331,015 04	1,918,399f 46c	6,095 04	"	2,249,414 50	
					6,095f 04c			
§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	179,440 00	1,063,902 31	190,545 52	873,356 79	884,462 31	"	1,063,902 31	
					884,462f 31c			
§ 6. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	986,900 00	1,001,953 56	1,001,953 56	"	15,053 56	"	1,001,953 56	
Recettes d'ordre proprement dites	2,491 17	2,491 17	2,491 17	"	"	"	2,491 17	
TOTAUX des recettes d'ordre	989,391 17	1,004,444 73	1,004,444 73	"	15,053 56	"	1,004,444 73	
					15,053f 56c			
TOTAUX des recettes du Budget général. (Produits recouvrables en Algérie.)	4,401,790 63	5,427,663 09	2,635,906 84	2,791,756 25	1,025,872 46	"	5,427,663 09	
					1,025,872f 46c			

RÉCAPITULATION DU BUDGET GÉNÉRAL.

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER.	Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
Produits recouvrables en France	4,611,146,880f 69c	4,844,300,784f 74c	4,738,206,116f 72c	106,094,668f 02c	233,153,904f 05c	"	4,844,300,784f 74c	
Produits recouvrables en Algérie	4,401,790 63	5,427,663 09	2,635,906 84	2,791,756 25	1,025,872 46	"	5,427,663 09	
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,615,548,671 32	4,849,728,447 83	4,740,842,023 56	108,886,424 27	234,179,776 51	"	4,849,728,447 83	
					234,179,776f 51c			

COMPTE PROVISOIRE DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1912

Compte provisoire des Dépenses.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	MINISTÈRE DES FINANCES.									
	1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.									
	DETTE CONSOLIDÉE.									
1	Rentes 3 p. o/o	655,832,276f 00c	655,747,262f 91c	85,013f 09c	655,832,276f 00c	635,369,466f 09c	20,462,809f 91c	//	//	655,832,276f 00c
								//		
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.									
2	Annuité pour le remboursement de la dette à terme et le service des rentes 3 p. o/o amortissables	156,800,000f 00c	156,774,264f 08c	25,735f 92c	156,800,000f 00c	155,303,303f 75c	1,496,696f 25c	//	//	156,800,000f 00c
3	Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	11,600,000 00	11,600,000 00	//	11,600,000 00	11,600,000 00	//	//	//	11,600,000 00
4	Intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial de perfectionnement de l'armement. (Loi du 17 février 1898.)	4,267,300 00	3,721,291 71	546,008 29	4,267,300 00	3,721,291 71	546,008 29	//	//	4,267,300 00
4 bis	Intérêts des obligations à court terme émises pour l'exploitation provisoire du réseau racheté de l'Ouest	155,700 00	155,700 00	//	155,700 00	155,700 00	//	//	//	155,700 00
5	Intérêts des obligations émises pour le remboursement de cautionnements	795,000 00	787,500 00	//	787,500 00	787,500 00	//	//	7,500f 00c	787,500 00
6	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,303 00	2,482,302 73	//	2,482,302 73	2,482,302 73	//	//	0 27	2,482,302 73
7	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	//	20,500,000 00	20,500,000 00	//	//	//	20,500,000 00
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	2,546,000 00	2,546,000 00	//	2,546,000 00	2,546,000 00	//	//	//	2,546,000 00
9	Annuité à la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	2,348,000 00	2,348,000 00	//	2,348,000 00	2,348,000 00	//	//	//	2,348,000 00
10	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	49,031,750 00	49,031,750 00	//	49,031,750 00	49,031,750 00	//	//	//	49,031,750 00
11	Intérêts des prêts faits aux départements et communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse ainsi qu'aux propriétaires d'immeubles résidant dans ces départements. (Loi du 23 juillet 1909.)	375,801 00	300,519 77	11,520 95	312,040 72	300,519 77	11,520 95	//	63,760 28	312,040 72
12	Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,500 00	//	14,112 83	14,112 83	//	14,112 83	//	2,387 17	14,112 83
13	Annuités aux compagnies de chemins de fer	38,212,519 00	38,212,518 78	//	38,212,518 78	38,212,518 78	//	//	0 22	38,212,518 78
14	Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	219,838 00	212,140 54	7,697 46	219,838 00	192,069 04	27,768 96	//	//	219,838 00
15	Intérêts de la dette flottante du Trésor	14,900,000 00	//	14,900,000 00	14,900,000 00	14,153,915 39	746,084 61	//	//	14,900,000 00
16	Intérêts de capitaux de cautionnements	2,483,000 00	2,007,244 30	475,755 70	2,483,000 00	121,681 67	2,361,318 33	//	//	2,483,000 00
	TOTAUX de la dette remboursable à terme ou par annuités	306,733,711 00	290,679,231 91	15,980,831 15	306,660,063 06	301,456,552 84	5,203,510 22	//	73,647 94	306,660,063 06
								73,647f 94c		
	A reporter	962,565,987 00	946,426,494 82	16,065,844 24	962,492,339 06	936,826,018 93	25,666,320 13	//	73,647 94	962,492,339 06

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	//	Budget primitif		1,286,084,002
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
12 juillet 1912	25	Pensions civiles (loi du 9 juin 1853)	1,000,000	
13 juillet 1912	24	Supplément à la dotation de l'ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'ordre et des médaillés militaires	4,000	
23 décembre 1912	24	*Idem*	13,582	
23 décembre 1912	4 bis	Intérêts des obligations à court terme émises pour l'exploitation provisoire du réseau racheté de l'Ouest	155,700	
			1,173,282	
		2° Crédits annulés.		
23 décembre 1912	4	Intérêts des obligations à court terme pour le compte spécial de perfectionnement de l'armement (loi du 17 février 1898)	155,700	
				1,017,582
		TOTAL GÉNÉRAL		1,287,101,584

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

1re Partie. — DETTE PUBLIQUE. (Suite.)

Chapitres spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (a)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
	Report	962,565,987f 00c	946,426,494f 82c	16,065,844f 24c	962,492,339f 06c	936,826,018f 93c	25,666,320f 13c	″	73,647f 94c	962,492,339f 06c	(a) Voir note page 425.
	DETTE VIAGÈRE.										
17	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	431,000 00	399,300 93	46,302 91	445,603 84	399,238 43	46,365 41	14,603 84	″	445,603 84	
18	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790 00	790 00	″	790 00	395 00	395 00	″	″	790 00	
19	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	61,000 00	50,141 12	2,271 00	52,412 12	50,203 62	2,208 50	″	8,587 88	52,412 12	
20	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)	129,307,000 00	123,789,887 12	3,853,871 86	127,643,758 98	123,795,217 14	3,848,541 84	″	1,663,241 02	127,643,758 98	
21	Pensions militaires de la Marine et des Colonies. (Lois des 18 avril 1831, etc.)	48,007,000 00	45,775,129 71	1,330,418 20	47,105,547 91	45,776,744 49	1,328,803 42	″	901,452 09	47,105,547 91	
22	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, decrets des 13 et 25 juin 1853.)	1,031 00	718 00	″	718 00	718 00	″	″	313 00	718 00	
23	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	5,725 00	3,843 05	11 18	3,854 23	3,843 05	11 18	″	1,870 77	3,854 23	
24	Supplément à la dotation de l'Ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'Ordre et des médaillés militaires	12,138,892 00	12,138,892 00	″	12,138,892 00	12,125,310 00	13,582 00	″	″	12,138,892 00	
25	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	118,310,000 00	111,642,055 40	4,043,355 23	115,685,410 63	111,646,230 63	4,039,180 00	″	2,624,589 37	115,685,410 63	
26	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	54,000 00	46,000 00	″	46,000 00	46,000 00	″	″	8,000 00	46,000 00	
27	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	3,438 00	1,275 22	″	1,275 22	1,275 22	″	″	2,162 78	1,275 22	
28	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins, et à leurs veuves	1,841,000 00	1,510,992 29	33,054 08	1,544,046 37	1,509,150 32	34,896 05	″	296,953 63	1,544,046 37	
29	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 déc. 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,840,000 00	1,608,015 11	85,496 43	1,693,511 54	1,608,040 11	85,471 43	″	146,488 46	1,693,511 54	
30	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	362,000 00	303,322 11	17,699 36	321,021 47	303,197 11	17,824 36	″	40,978 53	321,021 47	
31	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Loi du 27 juin 1885 et 9 déc. 1905.)	43,721 00	39,971 00	1,250 00	41,221 00	39,971 00	1,250 00	″	2,500 00	41,221 00	
32	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins (Loi du 18 avril 1888.)	46,000 00	32,680 07	2,894 75	35,574 82	32,680 07	2,894 75	″	10,425 18	35,574 82	
33	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine, de la préfecture de police et des services de l'Algérie. (Décrets des 11 juin 1881 et 7 juin 1902.)	29,000 00	″	″	″	″	″	″	29,000 00	″	
34	Allocations supplémentaires: 1° aux officiers, sous-officiers, soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tous grades du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi; 4° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'Etat, archivistes d'état-major, ainsi qu'à leurs veuves, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 15 novembre 1890	3,111,000 00	2,630,082 64	66,084 57	2,696,167 21	2,632,121 86	64,045 35	″	414,832 79	2,696,167 21	
35	Compléments de pension aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	400,000 00	381,587 66	3,772 51	385,360 17	381,632 24	3,727 93	″	14,639 83	385,360 17	
36	Pensions aux ministres des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	8,342,000 00	7,510,044 45	389,403 97	7,899,448 42	7,510,813 20	388,635 22	″	442,551 58	7,899,448 42	
37	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	201,000 00	162,017 13	4.666 24	166,683 37	161,373 38	5,309 99	″	34,316 63	166,683 37	
	Totaux de la dette viagère	324,535,597 00	308,026,745 01	9,880,552 29	317,907,297 30	308,024,154 87	9,883,142 43	14,603 84	6,642,903 54	317,907,297 30	
								6,628,299f 70c			
	Totaux de la Dette publique	1,287,101,584 00	1,254,453,239 83	25,946 396 53	1,280,399,636 36	1,244,850,173 80	35,549,462 56	14,603 84	6,716,551 48	1,280,399,636 36	
								6,701,947f 64c			

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

2e Partie. — POUVOIRS PUBLICS.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
38	Dotation du Président de la République	600,000f 00c	600,000f 00c	"	600,000f 00c	600,000f 00c	"	"	"	600,000f 00c
39	Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00
40	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	"	"	300,000 00
41	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	6,854,000 00	6,854,000 00	"	6,854,000 00	6,854,000 00	"	"	"	6,854,000 00
42	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	12,082,448 00	12,082,448 00	20,782f 41c	12,103,230 41	12 082,448 00	20,782f 41c	20,782f 41c	"	12,103,230 41
	Totaux	20,136 448 00	20,136,448 00	20,782 41	20,157,230 41	20,136,448 00	20,782 41	20,782 41	"	20,157,230 41
								20,782f 41c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des :				
27 février 1912	....	Budget primitif		19,972,948f
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
29 mars 1912	41	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.	34,000f	
9 juillet 1912	42	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.	33,500	
21 décembre 1912	42	*Idem*	96,000	163,500
		Total général		20,136,448

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
43	Traitement du Ministre, du sous-secrétaire d'État et personnel de l'administration centrale du ministère.	3,696,175f 02c	3,630,268f 24c	1,109f 19c	3,631,377f 43c	3,625,034f 60c	6,342f 83c	//	64,797f 59c	3,631,377f 43c
44	Indemnités diverses. — Travaux supplémentaires et gratifications de l'administration centrale	413,535 50	356,883 93	43,326 31	400,210 24	354,876 58	45,333 66	//	13,325 26	400,210 24
45	Traitement du personnel de l'inspection générale des finances	696,615 00	682,933 20	//	682,933 20	606,841 92	76,091 28	//	13,681 80	682,933 20
46	Frais de tournées, de missions et d'examen de l'inspection générale des finances. — Frais de bibliothèque et dépenses diverses	215,185 00	189,934 83	2,329 90	192,264 73	183,763 17	8,501 56	//	22,920 27	192,264 73
47	Traitement du personnel central des administrations financières	1,821,350 00	1,771,569 21	491 59	1,772,060 80	1,769,036 78	3,024 02	//	49,289 20	1,772,060 80
48	Indemnités diverses du personnel central des administrations financières	58,475 00	45,247 17	2,899 85	48,147 02	42,042 24	6,104 78	//	10,327 98	48,147 02
48 bis	Allocations aux agents de la direction générale de l'enregistrement ayant participé à la liquidation des biens des congrégations dissoutes	29,208 00	29,207 40	//	29,207 40	26,532 40	2,675 00	//	0 60	29,207 40
49	Matériel de l'administration centrale	446,965 00	331,470 12	111,921 17	443,391 29	315,661 94	127,729 35	//	3,573 71	443,391 29
49 bis	Conférences internationales pour l'unification des méthodes d'analyses et pour la réglementation de l'emploi de la saccharine	10,000 00	1,313 46	2,186 38	3,499 84	1,313 46	2,186 38	//	6,500 16	3,499 84
50	Impressions	2,428,958 00	945,841 51	1,131,615 21	2,077,456 72	942,345 35	1,135,111 37	//	351,501 28	2,077,456 72
51	Dépenses diverses de l'administration centrale	130,640 00	69 150 07	54,306 60	123,456 67	59,289 28	64,167 39	//	//	123,456 67
52	Frais de trésorerie	147,000 00	//	147,000 00	147,000 00	90,425 17	56,574 83	//	7,183 33	147,000 00
53	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,044,000 00	1,044,000 00	//	1,044,000 00	1,041,000 00	3,000 00	//	//	1,044,000 00
54	Traitements du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances	3,129,000 00	3,067,063 61	5,020 56	3,072,084 17	3,045,000 91	27,083 26	//	56,915 83	3,072,084 17
55	Indemnités de fonctions et bonifications de pensions de retraite du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances, fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine.	1,733,000 00	1,640,382 40	92,617 60	1,733,000 00	1,641,735 68	91,264 32	//	//	1,733,000 00
56	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances.	654,000 00	650,853 32	2,046 67	652,899 99	637,453 32	15,446 67	//	1,100 01	652,899 99
57	Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais de personnel auxiliaire et du matériel à leur charge	1,586,500 00	1,209,645 74	376,854 26	1,586,500 00	1,181,761 27	404,738 73	//	//	1,586,500 00
58	Frais de contrôle et de perception du prélèvement de 15 p. o/o sur le produit brut des jeux. (Loi du 15 juin 1907.)	//	//	66,530 00	66,530 00	//	66,530 00	66,530f 00c	//	66,530 00
59	Traitement du personnel de la Cour des comptes	1,573,650 00	1,470,569 90	100,606 64	1,571,176 54	1,470,325 90	100,850 64	//	2,473 46	1,571,176 54
60	Indemnités diverses du personnel de la Cour des comptes.	22,750 00	5,001 15	16,958 90	21,960 05	5,001 15	16,958 90	//	789 95	21,960 05
61	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	43,400 00	26,507 31	16,887 96	43,395 27	25,580 60	17,814 67	//	4 73	43,395 27
62	Traitements du personnel du service des laboratoires	345,600 00	341,101 13	1,789 00	342,890 13	338,173 94	4,716 19	//	2,709 87	342,890 13
63	Indemnités diverses du personnel des laboratoires. — Frais de missions et secours	44,400 00	31,749 95	12,642 98	44,392 93	31,191 66	13,201 27	//	7 07	44,392 93
64	Matériel et dépenses diverses du service des laboratoires.	135,850 00	107,689 18	27,460 10	135,149 28	83,135 68	52,013 60	//	700 72	135,149 28
65	Allocations aux ministres des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	50,000 00	23,456 36	4.800 00	28,256 66	21,431 66	6,825 00	//	21,743 34	28,256 66
66	Répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes. (Art. 41 de la loi du 9 décembre 1905.)	29,798,211 13	29,794,109 75	4,099 80	29,798,209 55	29,794,109 75	4,099 80	//	1 58	29,798,209 55
67	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	6,500 00	6.500 00	//	6,500 00	6,500 00	//	//	//	6,500 00
68	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	202,730 44	193,483 49	9,137 06	202,620 55	159,488 72	43,131 83	//	109 89	202,820 55
		50,463,698 09	47,665,932 73	2,234,637 73	49,900,570 46	47,499,053 13	2,401,517 33	66,530 00	629,657 63	49,900,570 46
69	Dépenses des exercices clos	7,027,144 25	7,027,144 25	//	7,027,144 25	7,027,144 25	//	//	//	7,027,144 25
	TOTAUX	57,490,842 34	54,693,076 98	2,234,637 73	56,927,714 71	54,526,197 38	2,401,517 33	66,530 00	629,657 63	56,927,714 71
								563,127f 63c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	»	Budget primitif		49,523,210f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
8 mars 1912	43	Traitement du Ministre, du Sous-Secrétaire d'État et personnel de l'administration centrale du ministère	86,055f 02c	
8 mars 1912	44	Indemnités diverses. — Travaux supplémentaires et gratifications de l'administration centrale	13,728 00	
8 mars 1912	49	Matériel de l'administration centrale	83,035 00	
8 mars 1912	50	Impressions	56,958 00	
30 mars 1912	66	Répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes (art. 41 de la loi du 9 décembre 1905)	519,646 13	
13 juillet 1912	68	Dépenses des exercices périmés non frappées de décnéance	1,730 44	
13 juillet 1912	44	Indemnités diverses. — Travaux supplémentaires et gratifications de l'administration centrale	18,027 50	
13 juillet 1912	49 bis.	Conférences internationales pour l'unification des méthodes d'analyses et pour la réglementation de l'emploi de la saccharine	10,000 00	
13 juillet 1912	50	Impressions	100,000 00	
27 novembre 1912	59	Traitement du personnel de la Cour des comptes	2,500 00	
27 novembre 1912	60	Indemnités diverses du personnel de la Cour des comptes	500 00	
27 novembre 1912	61	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	5,090 00	
23 décembre 1912	44	Indemnités diverses. — Travaux supplémentaires et gratifications de l'administration centrale	1,500 00	
23 décembre 1912	48 bis.	Allocations aux agents de la direction générale de l'enregistrement ayant participé à la liquidation des biens des congrégations dissoutes	29,208 00	
23 décembre 1912	51	Dépenses diverses de l'administration centrale	4,500 00	
23 décembre 1912	59	Traitement du personnel de la Cour des comptes	1,600 00	
23 décembre 1912	63	Indemnités diverses du personnel des laboratoires. — Frais de missions et secours	3,000 00	
			936,988 09	
		2° Crédits annulés.		
13 juillet 1912	52	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	*3,000 00*	933,988 09
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.		
		Crédits reportés de 1911.		
Décrets des : 30 juin 1912	67	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	550f 00c	
		Crédits ouverts à 1912.		
10 janvier 1912	67	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations: 2,550f 00c		
23 mars 1912	67	*Idem*: 1,150 00		
18 mai 1912	67	*Idem*: 780 00		
23 novembre 1912	67	*Idem*: 1,470 00		
			5,950 00	6,500 00
	69	Dépenses des exercices clos		7,027,144 25
		TOTAL GÉNÉRAL		57,490,842 34

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
70	Personnel de l'administration des contributions directes et du cadastre	4,392,000f 00c	4,320,218f 72c	56f 39c	4,320,275f 11c	4,032,685f 91c	287,589f 20c	″	71,724f 89c	4,320,275f 11c
71	Personnel des commis titulaires des directions des contributions directes et du cadastre	249,500 00	247,366 29	″	247,366 29	242,438 55	4,927 74	″	2,133 71	247,366 29
72	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes et du cadastre	1,547,940 00	1,469,733 06	44,369 25	1,514,102 31	1,369,227 88	144,874 43	″	33,837 69	1,514,102 31
73	Pensions de retraites des commis titulaires des directions des contributions directes et du cadastre	17,900 00	16,971 00	40 00	17,011 00	16,785 00	226 00	″	889 00	17,011 00
74	Frais relatifs aux rôles des contributions directes	2,269,910 00	852,055 17	740,367 44	1,592,422 61	792,246 26	800,176 35	″	677,487 39	1,592,422 61
75	Frais relatifs à l'application de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribon foncière des propriétés non bâties.)	216,000 00	80,349 02	118,761 17	199,110 19	80,948 01	118,162 18	″	16,889 81	199,110 19
76	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	730,000 00	653,428 15	48,928 90	702,357 05	650,387 29	51,969 76	″	27,642 95	702,357 05
77	Frais de distribution des avertissements	500,000 00	427,435 13	74,579 51	502,014 64	417,232 96	84,781 68	2,014f 64c	″	502,014 64
78	Traitement du personnel technique du service du cadastre.	11,900 00	11,733 06	″	11,733 06	11,733 06	″	″	166 94	11,733 06
79	Indemnités diverses du personnel technique du service du cadastre	20,880 00	10,610 38	2,795 12	13,405 50	10,500 38	2,905 12	″	7,474 50	13,405 50
80	Subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses du service extérieur du cadastre	1,581,105 53	526,358 49	77,996 85	604,355 34	489,576 87	114,778 47	″	976,750 19	604,355 34
81	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu des propriétés non bâties	6,488,600 00	4,766,755 23	776,440 99	5,543,196 22	4,639,712 61	903,483 61	″	941,403 78	5,543,196 22
82	Mutations cadastrales	611,000 00	592,546 39	325 31	592,871 70	591,994 97	876 73	″	18,128 30	592,871 70
83	Remises proportionnelles des percepteurs et traitements des percepteurs stagiaires	10,672,400 00	9,130,592 08	1,486,670 14	10,617,262 22	8,876,784 68	1,740,477 54	″	55,137 78	10,617,262 22
84	Indemnités aux percepteurs surnuméraires. — Indemnités et secours aux porteurs de contraintes et frais divers	200,600 00	126,380 76	64,304 44	190,685 20	110,525 53	80,159 67	″	9,914 80	190,685 20
85	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires	276,100 00	35,474 91	274,780 94	310,255 85	34,861 05	275,394 80	34,155 85	″	310,255 85
86	Frais de perception des centimes communaux, des impositions pour les bourses et chambres de commerce, des taxes additionnelles pour fonds de garantie et des taxes de remplacement assimilées aux contributions directes	8,843,753 00	6,291,900 48	2,090,422 54	8,382,323 02	6,128,944 79	2,253,378 23	″	461,429 98	8,382,323 02
87	Secours renouvelables aux anciens percepteurs, à leurs veuves et orphelins et secours accidentels	180,000 00	159,750 00	19,850 00	179,600 00	155,400 00	24,200 00	″	400 00	179,600 00
88	Traitements du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	17,942,995 00	17,065,961 35	789,289 94	17,855,251 29	17,043,139 73	812,111 56	″	87,743 71	17,855,251 29
89	Indemnités diverses et secours au personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,290,340 00	1,159,445 21	115,154 98	1,274,600 19	1,145,673 23	128,926 96	″	15,739 81	1,274,600 19
89 *bis*	Travaux statistiques en vue d'arriver à une meilleure répartition des taxes sur les mutations immobilières	10,000 00	2,701 65	422 30	3,123 95	″	3,123 95	″	6,876 05	3,123 95
90	Allocations au personnel chargé de la gestion des biens ecclésiastiques et de la liquidation des biens des congrégations dissoutes	470,792 00	458,942 11	″	458,942 11	458,695 11	247 00	″	11,849 89	458,942 11
91	Traitements du personnel de l'atelier général du timbre	224,615 00	220,471 57	3,491 60	223,963 17	220,471 57	3,491 60	″	651 83	223,963 17
92	Indemnités du personnel de l'atelier général du timbre	17,411 00	11,471 17	5,687 12	17,158 29	11,471 17	5,687 12	″	252 71	17,158 29
93	Matériel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	245,443 00	153,986 14	74,769 35	228,755 49	121,333 69	107,421 80	″	16,687 51	228,755 49
94	Matériel de l'atelier général du timbre	473,468 00	410,741 55	43,629 08	454,370 63	398,418 46	55,952 17	″	19,097 37	454,370 63
95	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	960,450 00	957,156 85	27,503 70	984,660 55	912,084 42	72,576 13	24,210 55	″	584,660 55
95 *bis*	Indemnité due aux héritiers Cuny, en vertu d'un arrêt du Conseil d'État	222,526 00	222,525 77	″	222,525 77	″	222,525 77	″	0 23	222,525 77
96	Traitements du personnel de l'administration des douanes.	32,897,760 00	32,852,856 68	5,604 73	32,858,461 41	32,849,972 53	8,488 88	″	39,298 59	32,858,461 41
	A reporter	93,561,388 53	83,235,918 37	6.886.241 79	90,122,160 16	81,813.245 71	8,308,914 45	60.381 04	3,499,609 41	90,122,160 16

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif	261,853,863f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.	
		1° Crédits ouverts.	
	116	Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État	451,960 00
28 juin 1912	117	Bâtiments des manufactures de l' tat	188,975 00
	118	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	552,520 00
	120	Achats et transports. — Service des tabacs	200,000 00
	121	Achats et transports. — Service des allumettes	75,000 00
	74	Frais relatifs aux rôles des contributions directes	663,500 00
	98 *bis*	Dépense de réfection des types de farines et de semoules servant au contrôle d'admission temporaire des blés	11,800 00
	107	Poudres et salpêtres. — Prix de cessions faites par le service de la fabrication	1,114,532 00
13 juillet 1912	115	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Institutions de secours	20,000 00
	116	Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État	400,000 00
	117	Bâtiments des manufactures de l'État	40,000 00
	118	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	231,000 00
	120	Achats et transports. — Service des tabacs	4,000,000 00
	84	Indemnités aux percepteurs surnuméraires, indemnités et secours aux porteurs de contraintes et frais divers	58,000 00
	88	Traitements du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	470,000 00
	93	Matériel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	16,500 00
	96	Traitements du personnel de l'administration des douanes.	25,000 00
	97	Indemnités du personnel de l'administration des douanes	1,000 00
	99	Habillement, équipement et armement des agents des brigades des douanes et versement au fonds commun de la masse	1,400 00
28 décembre 1912	102	Matériel de l'administration des contributions indirectes, frais de transport, valeurs de tabacs, de poudres et d'allumettes repris des débitants ou provenant de saisies	356,000 00
	104	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes	180,000 00
	109	Indemnités du personnel commissionné des manufactures de l'État et frais divers	32,000 00
	110	Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'État	2,000,000 00
	112	Pensions de retraite du personnel non commissionné des manufactures de l'État	180,500 00
	113	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Appointements et salaires	3,000 00
		A reporter	11,272,687 00
		A reporter	261,853,863 00

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	93,561,388f 53c	83,235,918f 37c	6,886,241f 79	90,122,160f 16c	81,813,245f 71c	8,308,914f 45c	60,381f 04c	3,499,609f 41c	90,122,160f 16c
97	Indemnités du personnel de l'administration des douanes.	2,550,450 00	2,508,409 57	11,824 40	2,520,233 97	2,432,019 97	88,214 00	//	30,216 03	2,520,233 97
98	Matériel et dépenses diverses de l'administration des douanes.	1,536,165 00	1,441,860 07	82,052 08	1,523,912 15	1,210,917 23	312,994 92	//	12,252 85	1,523,912 15
98 *bis*	Dépenses de réfection des types de farines et de semoules servant au contrôle des opérations d'admissions temporaires des blés	11,800 00	9,519 19	1,320 28	10,839 47	3,023 25	7,816 22	//	960 53	10,839 47
99	Habillement, équipement et armement des agents des brigades des douanes et versemt au fonds commun des masses.	1,141,300 00	993,912 45	117,317 74	1,111,230 19	895,422 33	215,807 86	//	30,069 81	1,111,230 19
100	Traitements du personnel de l'administration des contributions indirectes. — Remises et émoluments divers	35,549,500 00	34,355,350 94	942,998 61	35,298,349 55	31,946,410 26	3,351,939 29	//	251,150 45	35,298,349 55
101	Indemnités et remises du personnel de l'administration des contributions indirectes	4,006,500 00	3,833,687 06	153,965 42	3,987,652 48	3,454,554 30	533,098 18	//	18,847 52	3,987,652 48
102	Matériel de l'administration des contributions indirectes, frais de transport, valeurs de tabacs, de poudres et d'allumettes repris des débitants ou provenant de saisies.	2,504,780 00	2,268,946 31	142,506 97	2,411,453 28	2,249,893 56	161,559 72	//	93,326 72	2,411,453 28
103	Frais de loyers, frais judiciaires et dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes	2,981,600 00	2,970,857 37	9,983 22	2,980,840 59	2,603,411 44	377,429 15	//	759 41	2,980,840 59
104	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes	1,160,000 00	1,025,152 54	118,334 93	1,143,487 47	737,653 93	405,833 54	//	16,512 53	1,143,487 47
105	Détaxes de distance	3,750,000 00	3,800,764 58	70,022 20	3,870,786 78	3,227,812 13	642,974 65	120,786 78	//	3,870,786 78
106	Dépenses des tabacs et des poudres à feu en Algérie	55,000 00	37,035 31	13,713 36	50,748 67	29,033 50	21,715 17	//	4,251 33	50,748 67
107	Poudres et salpêtres. — Prix de cessions faites par le service de la fabrication	9,365,467 00	8,153,683 82	*24,486 50*	8,129,197 32	8,153,683 82	*24,486 50*	//	1,236,269 68	8,129,197 32
108	Traitements du personnel commissionné de l'administration des manufactures de l'État	2,287,935 00	2,228,190 16	//	2,228,190 16	2,047,988 47	180,201 69	//	59,744 84	2,228,190 16
109	Indemnités du personnel commissionné des manufactures de l'État et frais divers	281,525 00	225,463 13	48,078 86	273,541 99	205,681 10	67,860 89	//	7,983 01	273,541 99
110	Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'État	26,771,353 00	26,608,667 50	4,617 84	26,613,285 34	24,104,264 43	2,509,020 91	//	158,067 66	26,613,285 34
111	Allocations du personnel non commissionné des manufactures de l'État	1,189,300 00	1,039,013 58	12,305 99	1,051,319 57	942,195 06	109,124 51	//	137,980 43	1,051,319 57
112	Pensions de retraite du personnel non commissionné des manufactures de l'État	2,440,080 00	1,687,179 84	732,544 92	2,419,724 76	1,386,014 55	1,033,710 21	//	20,355 24	2,419,724 76
113	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Appointements et salaires	44,600 00	44,707 27	//	44,707 27	40,597 89	4,109 38	107 27	//	44,707 27
114	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Indemnités et gratifications	15,900 00	13,567 22	565 00	14,132 22	12,965 93	1,166 29	//	1,767 78	14,132 22
115	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Institutions et secours	766,600 00	648,456 79	81,553 66	730,010 45	584,120 16	145,890 29	//	36,589 55	730,010 45
116	Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État	10,414,160 00	8,857,385 46	528,613 20	9,385,998 66	7,604,576 37	1,781,422 29	//	1,028,161 34	9,385,998 66
117	Bâtiments des manufactures de l'État	1,231,150 00	523,996 45	433,276 83	957,273 28	394,018 86	563,254 42	//	273,876 72	957,273 28
118	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	1,673,520 00	455,566 27	80,453 93	536,020 20	408,851 04	127,169 16	//	1,137,499 80	536,020 20
119	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'État	240,000 00	160,305 12	33,338 04	193,643 16	151,646 31	41,996 85	//	46,356 84	193,643 16
120	Achats et transports. — Service des tabacs	65,597,500 00	61,728,767 08	3,772,047 01	65,500,814 09	60,208,688 29	5,292,125 80	//	96,685 91	65,500,814 09
121	Achats et transports. — Service des allumettes	4,491,900 00	3,497,538 04	216,042 68	3,713,580 72	3,488,834 65	224,746 07	//	778,319 28	3,713,580 72
	Totaux	275,619,473 53	252,353,901 49	14,469,232 46	266,823,133 95	240,337,524 54	26,485,609 41	181,275 09	8,977,614 67	266,823,133 95
								8,796,339f 58c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 433.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des :		Report	11,272,687 00	261,853,863 00
23 décembre 1912	114	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel non commissionné des manufactures de l'État. — Indemnités et gratifications	2,000 00	
	116	Matériel et dépenses diverses des manufactures de l'État	645,000 00	
	117	Bâtiments des manufactures de l'État	289,000 00	
	95 *bis*	Indemnités dues aux héritiers Cuny en vertu d'un décret du Conseil d'État	222,526 00	
			12,431,213 00	
		2e Crédits annulés.		
23 décembre 1912	90	Allocations au personnel chargé de la gestion des biens ecclésiastiques et de la liquidation des biens des congrégations dissoutes	*29,208 00*	12,402,005 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.		
		Crédits reportés de 1911.		
Décrets des : 30 janvier 1912	80	Subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses du service extérieur du cadastre 980,087 31		
30 juin 1912	80	*Idem* 14,990 43		
		995,077 74		
		Annulation sur crédits reportés.		
1er avril 1912	80	*Idem* *108,482 60*	886,595 14	
		Crédits ouverts à 1912.		
1er avril 1912	80	Subventions, triangulation, matériel et dépenses diverses du service extérieur du cadastre 239,016 86		
4 mai 1912	80	*Idem* 118,219 08		
16 juillet 1912	80	*Idem* 78,790 82		
19 octobre 1912	80	*Idem* 40,983 63		
			477,010 39	1,363,605 53
		Total général		275,619,473 53

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)

5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1912.
122	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées, y compris les taxes additionnelles pour fonds de garantie	27,000,000f 00c	27,036,385f 37c	A déd. 86,284f 87c	26,950,100f 50c	24,220,521f 93c	2,729,578f 57c	″	49,899f 50c	26,950,100f 50c
123	Remboursements sur produits indirects et divers. Art. 1er. Enregistremt et domaines	6,500,000 00	6,209,741 84	29,737 93	6,239,479 77	4,669,108 40	1,570,371 37	″	260,520 23	6,239,479 77
	Art. 2. Douanes	805,000 00	803,525 74	″	803,525 74	606,557 91	196,967 83	″	1,474 26	803,525 74
	Art. 3. Contributions indirectes	664,000 00	603,689 29	A déd. 928 02	602,761 27	460,295 38	142,465 89	″	61,238 73	602,761 27
	Art. 4. Manufactures de l'État	6,000 00	819 50	″	819 50	819 50	″	″	5,180 50	819 50
	Art. 5. Produits divers	500,000 00	496,657 03	″	496,657 03	157,141 18	339,515 85	″	3,342 97	496,657 03
	Totaux du Chapitre 123	8,475,000 00	8,114,433 40	28,809 91	8,143,243 31	5,893,922 37	2,249,320 94	″	331,756 69	8,143,243 31
124	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	40,000 00	16,278 30	″	16,278 30	16,278 30	″	″	23,721 70	16,278 30
125	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers. Art. 1er. Enregistremt et domaines	10,000 00	8,461 68	1 42	8,463 10	7,884 60	578 50	″	1,536 90	8,463 10
	Art. 2. Douanes	822,000 00	824,714 91	A déd. 2,896 81	821,818 10	793,295 56	28,522 54	″	181 90	821,818 10
	Art. 3. Contributions indirectes	900,000 00	899,108 42	A déd. 3,690 25	895,418 17	889,447 52	5,970 65	″	4,581 83	895,418 17
	Art. 4. Manufactures de l'État	2,000 00	1,260 08	″	1,260 08	1,215 48	44 60	″	739 92	1,260 08
	Art. 5. Produits divers	2,682,000 00	2,674,360 50	14,048 62	2,688,409 12	2,686,126 32	2,282 80	6,409 12	″	2,688,409 12
	Totaux du Chapitre 125	4,416,000 00	4,407,905 59	7,462 98	4,415,368 57	4,377,969 48	37,399 09	6,409 12	7,040 55	4,415,368 57
126	Remboursement à l'exportation du droit sur le sel employé à la préparation des viandes, des beurres et des conserves de cornichons salés	60,000 00	20,965 55	″	20,965 55	17,345 11	3,620 44	″	39,034 45	20,965 55
127	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	1,000,000 00	999,819 79	″	999,819 79	779,022 84	220,796 95	″	180 21	999,819 79
	Totaux	40,991,000 00	40,595,788 00	A déd. 50,011 98	40,545,776 02	35,305,060 03	5,240,715 99	6,409 12	451,633 10	40,545,776 02
								445,223f 98c		

Observations.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Lois des : 27 février 1912		Budget primitif		35,111,000f 00c
		Crédits ouverts par des lois.		
13 juillet 1912	123	Remboursements sur produits indirects et divers	445,000 00	
23 décembre 1912	123	*Idem*	1,900,000 00	
	125	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	535,000 00	
				2,880,000 00
		Crédits ouverts par décrets régularisés par des lois.		
Décret du : 4 octobre 1912	122	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées, y compris les taxes additionnelles pour fonds de garantie		3,000,000 00
		Total général		40,991,000 00

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.

	Crédits	Dépenses constatées	Dépenses présumées	Total	Payements	Restes à payer	Dépenses excédant les crédits	Crédits excédant les dépenses	Dépenses probables
1re Partie. — Dette publique	1,287,101,584 00	1,254,453,239 83	25,946,396 53	1,280,399,636 36	1,244,850,173 80	35,549,462 56	14,603 84	6,716,551 48	1,280,399,636 36
2e Partie. — Pouvoirs publics	20,136,448 00	20,136,448 00	20,782 41	20,157,230 41	20,136,448 00	20,782 41	20,782 41	″	20,157,230 41
3e Partie. — Services généraux des ministères	57,490,842 34	54,693,076 98	2,234,637 73	56,927,714 71	54,526,197 38	2,401,517 33	66,530 00	629,657 63	56,927,714 71
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	275,619,473 53	252,353,901 49	14,469,232 46	266,823,133 95	240,337,524 54	26,485,609 41	181,275 09	8,977,614 67	266,823,133 95
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs	40,991,000 00	40,595,788 00	A déd. 50,011 98	40,545,776 02	35,305,060 03	5,240,715 99	6,409 12	451,633 10	40,545,776 02
Totaux généraux	1,681,339,347 87	1,622,232,454 30	42,621,037 15	1,664,853,491 45	1,595,155,403 75	69,698,087 70	289,600 46	16,775,456 88	1,664,853,491 45
							16,485,856f 42c		

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTERES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Traitement du Ministre, traitements du personnel de l'administration centrale	636,180f 00c	615,027f 33c	″	615,027f 33c	614,345f 40c	681f 93c	″	21,152f 67c	615,027f 33c
1 bis	Traitements du personnel du service intérieur	70,920 00	70,622 41	″	70,622 41	70,622 41	″	″	297 59	70,622 41
2	Indemnités et allocations pour travaux extraordinaires du personnel de l'administration centrale et du service intérieur	28,860 00	21,985 89	6,865 00	28,850 89	20,385 89	8,465 00	″	9 11	28,850 89
3	Matériel de l'administration centrale	84,100 00	59,380 20	24,699 79	84,079 99	58,461 19	25,618 80	″	20 01	84,079 99
4	Personnel du Conseil d'État	1,224,500 00	1,200,882 84	″	1,200,882 84	1,199,566 09	1,316 75	″	23,617 16	1,200,882 84
5	Conseil d'État. — Indemnités et allocations diverses	9,100 00	4,900 00	4,200 00	9,100 00	4,300 00	4,800 00	″	•	9,100 00
6	Matériel du Conseil d'État	62,000 00	37,112 02	24,886 66	61,998 68	37,112 02	24,886 66	″	1 32	61,998 68
7	Personnel de la Cour de cassation	1,165,800 00	1,163,464 79	500 00	1,163,964 79	1,162,214 79	1,750 00	″	1,835 21	1,163,964 79
8	Cour de cassation. — Indemnités, allocations diverses, gratifications	10,775 00	10,608 72	″	10,608 72	10,608 72	″	″	166 28	10,608 72
9	Menues dépenses de la Cour de cassation	21,525 00	6,404 39	14,683 63	21,088 02	6,184 39	14,903 63	″	436 98	21,088 02
10	Cours d'appel	6,088,500 00	6,077,853 73	″	6,077,853 73	6,065,246 23	12,607 50	″	10,646 27	6,077,853 73
11	Cours d'appel. — Secours	200 00	200 00	″	200 00	100 00	100 00	″	″	200 00
12	Cours d'appel. — Mobilier, frais de parquet et menues dépenses	266,000 00	256,624 22	9,187 26	265,811 48	180,221 96	85,589 52	″	188 52	265,811 48
13	Cours d'assises	35,000 00	33,660 00	900 00	34,560 00	28,920 00	5,640 00	″	440 00	34,560 00
14	Tribunaux de première instance	12,418,700 00	12,327,343 37	273 75	12,327,617 12	12,050,515 66	277,101 46	″	91,082 88	12,327,617 12
15	Tribunaux de 1re instance. — Indemnités, allocations div. et secours	67,800 00	43,505 70	18,510 60	62,016 30	43,233 10	18,783 20	″	5,783 70	62,016 30
16	Tribunaux de commerce	185,500 00	185,116 25	0 38	185,116 63	167,277 26	17,839 37	″	383 37	185,116 63
17	Trib. de com. — Indemnités au secrétaire du trib. de com. de Paris	2,000 00	2,000 00	″	2,000 00	1,500 00	500 00	″	″	2,000 00
18	Tribunaux de police	101,100 00	101,003 64	0 48	101,004 12	94,179 46	6,824 66	″	95 88	101,004 12
19	Justices de paix	10,348,350 00	10,335,473 56	1,692 37	10,337,165 93	9,361,818 52	975,347 41	″	11,184 07	10,337,165 93
20	Justices de paix. — Frais de secrétaires des juges de paix de Paris	33,000 00	33,000 00	″	33,000 00	33,000 00	″	″	″	33,000 00
21	Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	3,000 00	″	3,000 00	3,000 00	″	″	″	3,000 00
22	Frais de justice en France	6,450 000 00	8,580,360 47	7,441 77	8,587.802 24	8,579,813 00	7.989 24	2,137,802f 24c	″	8,587,802 24
23	Frais de rev. des procès crim. et sec. aux individus relaxés ou acquittés	15,000 00	8,555 30	1,150 00	9,705 30	7,955 30	1,750 00	″	5,294 70	9,705 30
24	Frais des statistiques et impressions diverses	139,950 00	87,626 33	49,219 23	136,845 56	87,626 33	49,219 23	″	3,104 44	136,845 56
25	Secours et dépenses imprévues, médailles aux conseils de prud'hommes	91,500 00	83,798 20	810 00	84,608 20	69,010 70	15,597 50	″	6,891 80	84,608 20
26	Bonifications de l'État pour la constitution des pensions de retraites des agents des services de la justice	3,800 00	2,943 65	9 50	2,953 15	2,943 65	9 50	″	846 85	2,953 15
27	Subvention à l'Office de législation étrangère et de droit international	24,500 00	24,500 00	″	24,500 00	8,416 66	16.083 34	″	″	24,500 00
28	Personnel du service pénitentiaire	5,783,415 00	5,644,205 71	139,209 29	5,783,415 00	5,407,603 45	375,811 55	″	″	5,783,415 00
29	Personnel du service pénit. — Indemnités, allocations, gratifications	871,762 00	711,358 16	160,403 84	871,762 00	669,837 82	201,924 18	″	″	871,762 00
30	Entretien des détenus	8,150,000 00	7,267,294 07	882,705 93	8,150,000 00	6,692,622 45	1,457,377 55	″	″	8,150,000 00
31	Régie directe du travail	2,397,000 00	2,105,708 64	291,291 36	2,397,000 00	2,035,207 80	361,792 20	″	″	2,397,000 00
32	Remb. div. pour frais de séjour de détenus hors des établ. pénit.	44,000 00	19,841 65	24,158 35	44,000 00	16,843 44	27,156 56	″	″	44,000 00
33	Transport des détenus et des libérés	398,000 00	333,712 69	64,287 31	398,000 00	313,794 10	84,205 90	″	″	398,000 00
34	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (Services à l'entreprise)	3,000 00	″	3,000 00	3,000 00	″	3,000 00	″	″	3,000 00
35	Mobilier du service pénitentiaire (Services à l'entreprise)	25,000 00	14,010 26	10,989 74	25,000 00	8,009 77	16,990 23	″	″	25,000 00
36	Travaux ordinaires aux immeubles pénit. et mobilier (Serv. en régie)	543,000 00	347,393 45	195,606 55	543,000 00	306,273 91	236,726 09	″	″	543,000 00
37	Exploitations agricoles	108,000 00	91,676 88	16,323 12	108,000 00	83,273 12	24,726 88	•	″	108,000 00
38	Consommations en nature des établissements pénitentiaires	420,000 00	•	420,000 00	420,000 00	″	420,000 00	•	″	420,000 00
39	Dépenses accessoires du service pénitentiaire	71,400 00	38,532 38	32,867 62	71,400 00	33,634 23	37,765 77	•	″	71,400 00
40	Subventions aux institutions de patronage	151,000 00	81,700 00	69,300 00	151,000 00	74,800 00	76,200 00	″	″	151,000 00
41	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	90,000 00	29,593 99	60,406 01	90,000 00	24,102 20	65,897 80	″	″	90,000 00
42	Participation de l'État dans les dép. de construction et d'aménagements des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 fév. 1893. — Entretien des prisons cellul. app. à l'État	140.000 00	77.741 38	62,258 62	140,000 00	76,733 38	63,266 62	″	″	140,000 00
43	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	1,540 00	1,500 00	″	1,500 00	1,500 00	″	″	40 00	1,500 00
		58,784,777 00	58,141,222 27	2,597,838 16	60,739,060 43	55,712,814 40	5.026 246 03	2,137,802 24	183,518 81	60,739,060 43
45	Dépenses des exercices clos	202,434 15	202,434 15	″	202,434 15	202,434 15	″	″	″	202,434 15
	Totaux	58,987,211 15	58,343,656 42	2,597,838 16	60,941,494 58	55,915,248 55	5,026,246 03	2,137,802 24	183.518 81	60,941,494 58
								1,954,283f 43c		

5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS (A)	Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS.	RESTES à payer.	Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES.
46	Remboursement sur le produit du travail des détenus	(B) 688,400 00	590,269 52	98,130 48	688,400 00	559,653 43	128,746 57	″	″	688,400 00

RÉCAPITULATION.

	CRÉDITS	Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS.	RESTES à payer.	Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES.
3e partie. — Services généraux des ministères	58,987,211 15	58,343,656 42	2,597,838 16	60,941,494 58	55,915,248 55	5,026,246 03	2,137,802 24	183,518 81	60,941,494 58
5e partie. — Remboursements, restitutions, non-valeurs	688,400 00	590,269 52	98,130 48	688.400 00	559,653 43	128,746 57	″	″	688,400 00
Totaux généraux	59,675,611 15	58,933,925 94	2,695,968 64	61,629,894 58	56,474,901 98	5,154,992 60	2,137,802 24	183,518 81	61,629,894 58
							1,954,283 43		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif		57,181,407f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
13 juillet 1912	1	Traitement du Ministre, traitements du personnel de l'administration centrale	9.430f 00c	
	12	Cours d'appel. — Mobilier, frais de parquet et menues dépenses	1,000 00	
	14	Tribunaux de première instance	15,600 00	
	16	Tribunaux de commerce	500 00	
	18	Tribunaux de police	300 00	
	19	Justices de paix	11,500 00	
	24	Frais des statistiques et impressions diverses	14,000 00	
	25	Secours et dépenses imprévues, médailles aux conseils de prud'hommes	15,000 00	
23 décembre 1912	10	Cours d'appel	15.500 00	
	15	Tribunaux de première instance. — Indemnités, allocations diverses et secours	24,000 00	
	30	Entretien des détenus	1,150,000 00	
	31	Régie directe du travail	150.000 00	
				1,406,830 00
		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS RÉGULARISÉS PAR DES LOIS.		
Décrets des : 19 octobre 1912	31	Régie directe du travail		195,000 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.		
		Crédits reportés de 1911.		
14 mars 1912	43	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	1,500 00	
30 juin 1912	43	*Idem*	40 00	
				1,540 00
	45	Dépenses des exercices clos		202,434 15
		Total général		58,987,211 15

(B) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif	650,000 00
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.	
28 déc. 1912	45	Remboursement sur le produit du travail des détenus	38,400 00
		Total général	688,400 00

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.									
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.	864,284f 00c	823,176f 98c	41,107f 02c	864,284f 00c	820,711f 74c	43,572f 26c	"	"	428400f 86
2	Indemnités et gratifications au personnel de l'administraton centrale	21,200 00	18,248 63	2,951 37	21,200 00	17,729 20	3,470 80	"	"	21,200 00
3	Personnel de service	160,000 00	147,079 70	12,920 30	160,000 00	147,017 15	12,982 85	"	"	160,000 00
4	Indemnités et gratifications au personnel de service	25,000 00	23,392 97	1,607 03	25,000 00	23,380 97	1,619 03	"	"	25,000 00
5	Matériel et impressions	272,000 00	168,489 50	103,510 50	272,000 00	166,886 03	105,113 97	"	"	272,000 00
6	Archives. — Bibliothèque. — Publication de doc. diplomatiques.	43,000 00	14,360 99	28,639 01	43,000 00	13,430 16	29,569 84	"	"	43,000 00
7	Dépenses secrètes	1,000,000 00	1,000,000 00	"	1,000,000 00	1,000,000 00	"	"	"	1,000,000 00
8	Personnel des services extérieurs	8,134,700 00	7,365,153 71	769,546 29	8,134,700 00	7,081,920 13	1,052,779 87	"	"	8,134,700 00
9	Indemnités et gratifications au personnel des services extérieurs	207,300 00	148,504 51	58,795 49	207,300 00	137,071 26	70,228 74	"	"	207,300 00
10	Personnel à la disposition du Ministre et en disponibilité	120,000 00	93,843 80	26,156 20	120,000 00	84,468 90	35,531 10	"	"	120,000 00
11	Frais de représentation	1,555,000 00	1,510,853 57	44,146 43	1,555,000 00	1,383,094 00	171,906 00	"	"	1,555,000 00
12	Missions	40,000 00	32,999 84	7,000 16	40,000 00	30,666 52	9,333 48	"	"	40,000 00
13	Secours	200,000 00	160,705 85	39,294 15	200,000 00	129,206 20	70,793 80	"	"	200,000 00
14	Indemnités de loyer	540,000 00	328,100 19	211,899 81	540,000 00	268,100 19	271,899 81	"	"	540,000 00
15	Frais d'établissement	540,000 00	402,640 70	137,359 30	540,000 00	392,784 45	147,215 55	"	"	540,000 00
16	Frais de voyages et de courriers	1,044,000 00	476,049 35	567,950 65	1,044,000 00	419,253 21	624,746 79	"	"	1,044,000 00
17	Dépenses des résidences	1,282,000 00	1,040,274 43	241,725 57	1,282,000 00	1,029,691 88	252,308 12	"	"	1,282,000 00
18	Frais de correspondance	676,000 00	236,754 60	469,245 40	706,000 00	235,023 96	470,976 04	30,000 00	"	706,000 00
19	Frais de résidence de l'ambassade ottomane	76,000 00	64,882 17	11,117 83	76,000 00	51,007 17	24,992 83	"	"	76,000 00
20	Entretien des immeubles à l'étranger. — Achat et entretien de mobilier et de fournitures à l'étranger	358,000 00	70,293 58	287,706 42	358,000 00	67,732 73	290,267 27	"	"	358,000 00
20 bis	Construction d'un hôtel consulaire à Alexandrie	11,030 00	"	11,030 00	11,030 00	"	11,030 00	"	"	11,030 00
20 ter	Achat de terrain pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio	111,500 00	"	111,500 00	111,500 00	"	111,500 00	"	"	111,500 00
21	Œuvres françaises d'Europe	97,000 00	76,836 00	20,164 00	97,000 00	71,836 00	25,164 00	"	"	97,000 00
22	Œuvres françaises en Orient	1,100,000 00	583,041 61	516,958 39	1,100,000 00	577,624 97	522,375 03	"	"	1,100,000 00
23	Œuvres françaises en Extrême-Orient	175,000 00	91,773 49	83,226 51	175,000 00	83,152 72	91,847 28	"	"	175,000 00
24	Œuvres françaises au Maroc	1,261,300 00	254,498 28	1,006,801 72	1,261,300 00	230,280 20	1,031,019 80			1,261,300 00
25	Œuvres françaises en Amérique	31,000 00	30,818 39	181 61	31,000 00	30,818 39	181 61	"	"	31,000 00
26	Relations entre la côte des Somalis et l'Éthiopie	50,000 00	5,449 98	44,550 02	50,000 00	5,449 98	44,550 02	"	"	50,000 00
27	Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger	60,000 00	52,901 02	7,098 98	60,000 00	52,901 02	7,098 98	"	"	60,000 00
28	Présents diplomatiques	60,224 00	30,158 30	30,065 70	60,224 00	29,088 94	31,135 06	"	"	43,287 00
29	Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger	136,200 00	60,992 22	83,317 78	144,310 00	45,318 57	98,991 43	8,110 00	"	144,310 00
29 bis	Frais de réception de S. M. la reine des Pays-Bas en France	200,000 00	174,698 57	25,301 43	200,000 00	163,284 68	36,715 32	"	"	200,000 00
30	Participat. de la France aux dépenses de la cour d'arbitrage de la Haye.	20,000 00	14,539 84	5,460 16	20,000 00	12,623 18	7,376 82	"	"	20,000 00
30 bis	Frais de justice et d'arbitrage international	154,000 00	33,997 97	13,232 03	47,230 00	29,367 99	17,862 01	"	106,770 00	47,230 00
31	Participation de la France à des dépenses internationales	43,625 00	26,037 74	17,587 26	43,625 00	26,037 74	17,587 26	"	"	43,625 00
32	Allocations à la famille d'Abd-el-Kader	55,000 00	40,849 87	14,150 13	55,000 00	40,849 87	14,150 13	"	"	55,000 00
33	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	79,531 86	60,531 86	"	60,531 86	60,531 86	"	"	19,000 00	60,531 86
34	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	5,831 35	5,831 35	"	5,831 35	5,831 35	"	"	"	5,831 35
		20,809,726 21	15,668,761 56	5,053,304 65	20,722,066 21	14,964,173 31	5,757,892 90	38,110 00	125,770 00	20,722,066 21
35	Dépenses des exercices clos	1,392,556 82	1,392,556 82	"	1,392,556 82	1,392,556 82	"	"	"	1,392,556 82
	Totaux de la 3e partie	22,202,283 03	17,061,318 38	5,053,304 65	22,114,623 03	16,356,730 13	5,757,892 90	38,110 00	125,770 00	22,114,623 03
								87,660 00		
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
36	Remises sur recettes des chancelleries	(B) 425,000 00	"	425,000 00	425,000 00	"	425,000 00	"	"	425,000 00
								"		
	RÉCAPITULATION.									
	3e Partie. — Services généraux des ministères	22,202,283 03	17,061,318 38	5,053,304 65	22,114,623 03	16,356,730 13	5,757,892 90	38,110 00	125,770 00	22,114,623 03
	4e Partie. — Frais de régie, de perception, etc.	425,000 00	"	425,000 00	425,000 00	"	425,000 00	"	"	425,000 00
	Totaux généraux	22,627,283 03	17,061,318 38	5,478,304 65	22,539,623 03	16,356,730 13	6,182,892 90	38,110 00	125,770 00	22,539,623 03
								87,660f 00c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	"	Budget primitif			19,386,325f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.			
		1° Crédits ouverts.			
22 mars 1912	24	Œuvres françaises au Maroc		50,000f 00c	
30 mars 1912	29	Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger		5,500 00	
30 mai 1912	29	Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger		9,000 00	
	29 bis	Frais de réception de S. M. la reine des Pays-Bas en France		200,000 00	
28 juin 1912	20 bis	Construction d'un hôtel consulaire à Alexandrie		11,030 00	
3 juillet 1912	11	Frais de représentation		5,000 00	
	30bis	Frais de justice et d'arbitrage international		154,000 00	
12 juillet 1912	29	Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger		25,000 00	
13 juillet 1912	34	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance		5,831 35	
13 juillet 1912	1er	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale		26,081 00	
	16	Frais de voyages et de courriers		100,000 00	
	17	Dépenses des résidences		2,000 00	
	19	Frais de résidence de l'ambassade ottomane		10,000 00	
	20	Entretien des immeubles à l'étranger. — Achat et entretien de mobiliers et de fournitures à l'étranger		20,000 00	
	24	Œuvres françaises au Maroc		120,000 00	
	28	Présents diplomatiques		25,224 00	
	29	Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger		54,700 00	
2 août 1912	20ter	Achat de terrain pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio		111,500 00	
23 décembre 1912	14	Indemnités de loyer		25,000 00	
	15	Frais d'établissement		40,000 00	
	16	Frais de voyages et de courriers		150,000 00	
	18	Frais de correspondance		226,000 00	
				1,375,869 35	
		2° Crédits annulés.			
13 juillet 1912	14	Indemnités de loyer		*59,000 00*	1,316,869 35
		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS RÉGULARISÉS PAR DES LOIS.			
Décrets des : 2 octobre 1912	29	Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger			27,000 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.			
		1° Crédits reportés de 1911.			
18 mars 1912	33	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		54 97	
		2° Crédits ouverts à 1912.			
18 mars 1912	33	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	19,312 50		
15 mai 1912	33	*Idem*	19,312 50		
21 mai 1912	33	*Idem*	1,100 00		
16 juin 1912	33	*Idem*	1,241 39		
12 septembre 1912	33	*Idem*	19,510 50		
30 décembre 1912	33	*Idem*	19,000 00		
				79,476 89	79,531 86
	35	Dépenses des exercices clos			1,392,556 82
		Total général			22,202,283 03

(B) Crédits accordés par le budget primitif.

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Traitement du Ministre, traitements du personnel de l'administration centrale	1,331,420f 00c	1,284,664f 55c	46,755f 45c	1,331,420f 00c	1,266,214f 83c	65,205f 17c	″	″	1,331,420f 00c
2	Indemnités du personnel de l'administration centrale	48,830 00	43,251 24	5,578 76	48,830 00	42,159 62	6,670 38	″	″	48,830 00
3	Traitements du personnel du service intérieur	180,100 00	176,050 89	4,049 11	180,100 00	175,306 65	4,793 35	″	″	180,100 00
4	Indemnités du personnel du service intérieur	32,000 00	31,225 08	774 92	32,000 00	26,447 45	5,552 55	″	″	32,000 00
5	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	195,989 00	147,567 99	48,421 01	195,989 00	144,820 30	51,168 70	″	″	195,989 00
6	Impressions, achat d'ouvrages, abonnements	136,452 00	94,393 62	42,058 38	136,452 00	83,620 67	52,831 33	″	″	136,452 00
7	Inspections générales. — Traitements	150,500 00	144,499 18	6,000 82	150,500 00	142,624 19	7,875 81	″	″	150,500 00
8	Indemnités, frais de tournées et missions spéciales des inspections générales	98,500 00	79,396 68	19,103 32	98,500 00	76,368 36	22,131 64	″	″	98,500 00
9	Traitements des fonctionnaires administratifs des départements.	5,038,900 00	5,036,797 67	2,102 33	5,038,900 00	4,908,622 59	130,277 41	″	″	5,038,900 00
10	Indemnités de déplacement des fonctionnaires administratifs des départements	51,000 00	39,667 80	11,332 20	51,000 00	38,516 45	12,483 55	″	″	51,000 00
11	Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures	4,877,800 00	4,867,502 85	10,297 15	4,877,800 00	4,825,120 97	52,679 03	″	″	4,877,800 00
12	Frais matériels d'administration des préfectures	581,000 00	580,992 09	7 91	581,000 00	572,021 09	8,978 91	″	″	581,000 00
13	Frais matériels d'administration des sous-préfectures	473,000 00	472,718 59	281 41	473,000 00	455,063 97	17,936 03	″	″	473,000 00
14	Traitements du personnel de l'administration des journaux officiels	144,400 00	144,035 97	364 03	144,400 00	143,759 37	640 63	″	″	144,400 00
15	Indemnités du personnel de l'administration des journaux officiels.	18,600 00	11,345 55	7,254 45	18,600 00	11,345 55	7,254 45	″	″	18,600 00
16	Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des journaux officiels	941,973 00	809,200 00	132,773 00	941,973 00	809,200 00	132,773 00	″	″	941,973 00
17	Matériel des journaux officiels	596,785 00	420,739 85	176,045 15	596,785 00	406,999 17	189,785 83	″	″	596,785 00
18	Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	1,450,000 00	221,091 80	1,228,908 20	1,450,000 00	208,291 80	1,241,708 20	″	″	1,450,000 00
19	Frais de voyage et de séjour aux membres du conseil supérieur des sapeurs-pompiers. — Dépenses matérielles du conseil	4,000 00	1,740 00	2,260 00	4,000 00	1,740 00	2,260 00	″	″	4,000 00
20	Subventions aux sociétés de tir, de sport, d'instruction militaire, de natation et de gymnastique	300,000 00	237,896 47	62,103 53	300,000 00	230,471 47	69,528 53	″	″	300,000 00
20 bis.	Subvention aux fédérations sportives, à l'occasion des jeux olympiques de Stockholm	100,000 00	86,000 00	14,000 00	100,000 00	86,000 00	14,000 00	″	″	100,000 00
22	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,682,000 00	3,682,000 00	″	3,682,000 00	3,682,000 00	″	″	″	3,682,000 00
22 bis.	Frais d'enlèvement du rocher de Torméry (Savoie) et réparation des dégâts	60,000 00	60,000 00	″	60,000 00	60,000 00	″	″	″	60,000 00
23	Subventions pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	23,500 00	13,250 00	10,250 00	23,500 00	5,000 00	18,500 00	″	″	23,500 00
24	Subventions aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux	9,666,666 00	6,541,662 00	3,125,004 00	9,666,666 00	6,219,547 00	3,447,119 00	″	″	9,666,666 00
24 bis.	Subvention exceptionnelle au département de la Corse pour travaux d'intérêt public. (Loi du 8 juillet 1912.)	500,000 00	500,000 00	″	500,000 00	″	500,000 00	″	″	500,000 00
25	Dépenses du conseil supérieur de l'Assistance publique	2,000 00	65 00	1,935 00	2,000 00	65 00	1,935 00	″	″	2,000 00
26	Dotations de l'hospice national des Quinze-Vingts et subvention .	595,000 00	345,000 00	250,000 00	595,000 00	345,000 00	250,000 00	″	″	595,000 00
27	Subvention pour les œuvres d'assistance par le travail spécial aux aveugles et pour l'application des mesures préventives de la cécité	125,000 00	121,000 00	4,000 00	125,000 00	104,000 00	21,000 00	″	″	125,000 00
28	Subvention à la maison nationale de Saint-Maurice	50,000 00	50,000 00	″	50,000 00	50,000 00	″	″	″	50,000 00
29	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles	219,000 00	219,000 00	″	219,000 00	200,750 00	18,250 00	″	″	219,000 00
	A reporter	31,674,415 00	26,462,754 87	5,211,660 13	31,674,415 00	25,321,076 50	6,353,338 50	″	″	31,674,415 00

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif			141,431,043f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS. 1° *Crédits ouverts.*			
2 avril 1912	22 bis	Frais d'enlèvement du rocher de Torméry (Savoie) et réparation des dégâts		60,000 00	
	56	Traitements des fonctionnaires et agents de la sûreté générale		133,470 00	
	57	Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires de la sûreté générale. — Frais divers des services de police		406,560 00	
	59	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale		259,093 00	
31 mai 1912	78 bis	Funérailles de M. Henri Brisson		30,000 00	
28 juin 1912	51	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime		60,000 00	
3 juillet 1912	20 bis	Subventions aux fédérations sportives à l'occasion des jeux olympiques de Stockholm.		100,000 00	
13 juillet 1912	6	Impressions, achat d'ouvrages, abonnements		7,000 00	
	23	Subventions pour le rachat des ponts à péages dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)		8,500 00	
	55	Matériel et dépenses diverses de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains		44,088 06	
	57	Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires de la sûreté générale. — Frais divers des services de police		124,535 00	
	55 bis	Exposition internationale d'hygiène à Dresde.		20,000 00	
	82	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance		25,164 34	
23 décembre 1912	5	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale		15,000 00	
	16	Dépenses de composition, impression, expédition et distribution des journaux officiels.		132,773 00	
	17	Matériel des journaux officiels		78,943 00	
	24 bis	Subvention exceptionnelle au département de la Corse pour dépenses d'intérêt public. (Loi du 8 juillet 1912)		500,000 00	
	36 bis	Participation de l'État aux dépenses faites par les départements		155,646 72	
	55	Matériel et dépenses diverses de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains		2,842 75	
				2,163,615 87	
		2° *Crédits annulés.*			
13 juillet 1912	1	Traitement du ministre, traitements du personnel de l'administration centrale	9,430 00		
	56	Traitements des fonctionnaires et agents de la sûreté générale	133,693 00		
	72	Secours personnels à divers titres	15,000 00		
				158,123 00	2,005,492 87
		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS RÉGULARISÉS PAR DES LOIS.			
Décret du 31 octobre 1912	51	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime		72,000 00	72,000 00
		A reporter			143,508,535 87

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1912.
	Report	31,674,415f 00c	26,462,754f 87c	5,211,660f 13c	31,674,415f 00c	25,321,076f 50c	6,353,338f 50c	″	″	31,674,415f 00c
30	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	220,000 00	220,000 00	″	220,000 00	201,674 00	18,326 00	″	″	220,000 00
31	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	125,000 00	125,000 00	″	125,000 00	114,583 30	10,416 70	″	″	125,000 00
32	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	95,000 00	″	95,000 00	95,000 00	″	″	″	95,000 00
33	Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours, autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893 ou de la loi du 14 juillet 1905	850,000 00	93,801 48	756,198 52	850,000 00	80,017 73	769,982 27	″	″	850,000 00
34	Application de la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs	100,000 00	61,233 10	38,766 90	100,000 00	54,834 79	45,165 21	″	″	100,000 00
35	Concours aux emplois de médecins adjoints des asiles publics d'aliénés	3,500 00	3,500 00	″	3,500 00	3,500 00	″	″	″	3,500 00
36	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés	14,200,000 00	13,320,100 00	879,900 00	14,200,000 00	13,210,000 00	990,000 00	″	″	14,200,000 00
36 *bis*	Participation de l'État aux dépenses faites par les départements pour l'établissement d'écoles de pupilles difficiles ou vicieux (Loi du 28 juin 1904)	155,646 72	″	155,646 72	155,646 72	″	155,646 72	″	″	155,646 72
37	Traitement des inspecteurs, sous-inspecteurs et commis d'inspection de l'assistance publique et contribution aux frais de traitement des agents de surveillance	1,030,000 00	1,005,810 20	24,189 80	1,030,000 00	988,426 50	41,573 50	″	″	1,030,000 00
38	Indemnités diverses et frais de tournées des inspecteurs, sous-inspecteurs et commis d'inspection de l'assistance publique	197,000 00	178,364 02	18,635 98	197,000 00	169,034 02	27,965 98	″	″	197,000 00
39	Application de la loi du 23 décembre 1874 concernant la protection des enfants du premier âge	850,000 00	588,800 15	261,199 85	850,000 00	588,800 15	261,199 85	″	″	850,000 00
40	Subventions aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge	700,000 00	″	700,000 00	700,000 00	″	700,000 00	″	″	700,000 00
41	Subventions aux œuvres de préservation de l'enfance contre la tuberculose, reconnues comme établissements d'utilité publique	120,000 00	120,000 00	″	120,000 00	120,000 00	″	″	″	120,000 00
	Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables	51,200,000 00	42,011,806 26	9,188,193 74	51,200,000 00	41,002,882 76	10,197,117 24	″	″	51,200,000 00
42 43	Assistance aux bénéficiaires de l'article 7 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes	8,755,000 00	268,809 10	8,486,190 90	8,755,000 00	7,883,456 19	871,543 81	″	″	8,755,000 00
44	Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, d'hygiène et à des œuvres antialcooliques	213,500 00	58,309 97	155,190 03	213,500 00	56,709 97	156,790 03	″	″	213,500 00
45	Secours d'extrême urgence	40,000 00	29,724 95	10,275 05	40,000 00	27,469 45	12,530 55	″	″	40,000 00
46	Assistance médicale gratuite	2,855,000 00	2,255,000 00	600,000 00	2,855,000 00	2,213,000 00	642,000 00	″	″	2,855,000 00
47	Hygiène et salubrité générales, épidémies	493,000 00	83,130 72	409,869 28	493,000 00	79,452 08	413,547 92	″	″	493,000 00
48	Commission de la tuberculose	8,500 00	2,450 00	6,050 00	8,500 00	1,450 00	7,050 00	″	″	8,500 00
49	Traitements du personnel du service sanitaire maritime	240,000 00	239,256 36	743 64	240,000 00	230,028 92	9,971 08	″	″	240,000 00
50	Personnel du service sanitaire maritime	45,400 00	36,842 83	8,557 17	45,400 00	32,829 96	12,570 04	″	″	45,400 00
51	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire maritime	323,000 00	95,937 77	227,062 23	323,000 00	90,231 36	232,768 64	″	″	323,000 00
52	Contrôle des sérums et liquides injectables	2,500 00	161 10	2,338 90	2,500 00	161 10	2,338 90	″	″	2,500 00
53	Dépenses diverses des eaux minérales	50,650 00	43,399 96	7,250 04	50,650 00	41,841 33	8,808 67	″	″	50,650 00
54	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	85,050 00	80,698 44	4,351 56	85,050 00	66,024 19	19,025 81	″	″	85,050 00
55	Matériel et dépenses diverses de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	179,280 81	95,962 07	83,318 74	179,280 81	92,843 99	86,436 82	″	″	179,280 81
55 *bis*	Exposition internationale d'hygiène de Dresde	20,000 00	20,000 00	″	20,000 00	″	20,000 00	″	″	20,000 00
56	Traitements des fonctionnaires et agents de la sûreté générale	2,150,032 00	1,987,705 76	162,326 24	2,150,032 00	1,929,396 11	220,635 89	″	″	2,150,032 00
	A reporter	116,981,474 53	89,583,559 11	27,397,915 42	116,981,474 53	94,694,724 40	22,286,750 13	″	″	116,981,474 53

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 443.

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.			Sommes.
		Report			143,508,535f 87c
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.			
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.			
Décrets des :		*1° Crédits reportés de 1911.*			
12 février 1912	81	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		4,500f 00c	
29 mars 1912	81	*Idem*		1,000 00	
5 avril 1912	81	*Idem*		250 00	
				5,750 00	
		2° Crédits ouverts à 1912.			
5 mars 1912	81	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	4,500f 00c		
16 mars 1912	81	*Idem*	194 00		
19 mars 1912	81	*Idem*	336 30		
20 mars 1912	81	*Idem*	50,218 00		
30 avril 1912	81	*Idem*	437 35		
8 juin 1912	81	*Idem*	194 00		
13 juin 1912	81	*Idem*	578 87		
21 juin 1912	81	*Idem*	4,500 00		
17 août 1912	81	*Idem*	5,194 00		
27 octobre 1912	81	*Idem*	4,500 00		
29 novembre 1912	81	*Idem*	599 25		
				71,251 77	
					77,001 77
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
		1° Crédits reportés de 1911.			
20 avril 1912	71	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)		1,688 24	
29 juin 1912	85	Secours de la fondation Rothschild		36,052 30	
				37,740 54	
		2° Crédits ouverts à 1912.			
20 avril 1912	79	Frais d'administration et de contrôle concernant l'exécution de la loi du 15 juin 1907 sur les jeux. — Indemnités	75,000f 00c		
7 mai 1912	57	Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires et agents de la sûreté générale. — Frais divers des services de police	30,000 00		
				105,000 00	
					142,740 54
	84	Dépenses des exercices clos			8,873,852 41
		Total général			152,602,130 59

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)										
	3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)										
	Report	116,981,474f 53c	89,583,559f 11c	27,397,915f 42c	116,981,474f 53c	94,694,724f 40c	22,286,750f 13c	//	//	116,981,474f 53c	(A) Voir note page 443.
57	Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires et agents de la sûreté générale. — Frais divers des services de police	1,726,394 00	1,230,681 69	495,712 31	1,726,394 00	1,174,834 41	551,559 59	//	//	1,726,394 00	
58	Police des communes du département de la Seine	3,063,490 00	2,955,491 96	107,998 04	3,063,490 00	2,925,992 83	137,497 17	//	//	3,063,490 00	
59	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.	13,377,831 00	13,377,831 00	//	13,377,831 00	13,377,831 00	//	//	//	13,377,831 00	
60	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	2,337,836 00	2,219,410 13	118,425 87	2,337,836 00	2,147,297 47	190,538 53	//	//	2,337,836 00	
61	Frais de la police marseillaise	3,048,250 00	3,009,838 75	38,411 25	3,048,250 00	2,995 217 15	53,032 85	//	//	3,048,250 00	
62	Agents secrets de la Sûreté générale	1,000,000 00	1,000,000 00	//	1,000,000 00	1,000,000 00	//	//	//	1,000,000 00	
63	Secours aux anciens commissaires de police	95,000 00	80,973 31	14,026 69	95,000 00	77,510 81	17,489 19	//	//	95,000 00	
64	Récompenses pour belles actions	8,000 00	5,341 83	2,658 17	8,000 00	5,341 83	2,658 17	//	//	8,000 00	
65	Médailles trentenaires aux sapeurs-pompiers	12,000 00	9,680 13	2,319 87	12,000 00	9 040 13	2,959 87	//	//	12,000 00	
66	Médailles trentenaires aux cantonniers de la voirie départementale et communale	5,000 00	441 56	4,558 44	5,000 00	441 56	4,558 44	//	//	5,000 00	
67	Médailles aux agents de la police municipale et rurale, aux employés d'octroi, au personnel secondaire des hôpitaux et des asiles publics d'aliénés	3,000 00	3,000 00	//	3,000 00	2,540 29	459 71	//	//	3,000 00	
68	Frais des élections sénatoriales	880,000 00	769,402 95	110,597 05	880,000 00	767,474 45	112,525 55	//	//	880,000 00	
69	Frais de contentieux	3,000 00	627 88	2,372 12	3,000 00	357 88	2,642 12	//	//	3,000 00	
70	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	6,696 00	//	6,696 00	6,696 00	//	6,696 00	//	//	6,696 00	
71	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	21,188 24	5,281 52	15,906 72	21,188 24	3,871 72	17,316 52	//	//	21,188 24	
72	Secours personnels à divers titres	385,000 00	385,000 00	//	385,000 00	340,270 00	44,730 00	//	//	385,000 00	
73	Secours aux étrangers réfugiés	40,000 00	25,978 70	14,021 30	40,000 00	25,419 30	14,580 70	//	//	40,000 00	
74	Secours aux anciens ministres des cultes et à leur famille	250,000 00	236,875 00	13,125 00	250,000 00	202,900 00	47,100 00	//	//	250,000 00	
75	Délimitation des frontières	3,000 00	618 75	2,381 25	3,000 00	618 75	2,381 25	//	//	3,000 00	
76	Célébration de la fête nationale du 14 juillet	120,000 00	102,869 40	17,130 60	120,000 00	95,303 09	24,696 91	//	//	120,000 00	
77	Dépenses du service de l'émigration	7,900 00	6,650 00	1,250 00	7,900 00	6,550 00	1,350 00	//	//	7,900 00	
78	Frais de rapatriement	110,000 00	45,151 26	64,848 74	110,000 00	8,672 49	101,327 51	//	//	110,000 00	
78 *bis*.	Funérailles de M. Henri Brisson	30,000 00	21,876 37	8,123 63	30,000 00	21,875 87	8,124 13	//	//	30,000 00	
79	Frais d'administration et de contrôle concernant l'exécution de la loi du 15 juin 1907 sur les jeux. (Indemnités)	75,000 00	58,686 11	16,313 89	75,000 00	56,966 10	18,033 90	//	//	75,000 00	
81	Emploi de fonds provenant de legs ou donations	77,001 77	76,251 77	750 00	77,001 77	75,751 75	1,250 02	//	//	77,001 77	
82	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	25,164 34	25,164 34	//	25,164 34	25,164 34	//	//	//	25,164 34	
85	Secours de la fondation Rothschild	36,052 30	3,200 00	32,852 30	36,052 30	1,500 00	34,552 30	//	//	36,052 30	
		143,728,278 18	115,239,883 52	28,488,394 66	143,728,278 18	120,043,467 62	23,684,810 56	//	//	143,728,278 18	
84	Dépenses des exercices clos	8,873,852 41	8,873,852 41	//	8,873,852 41	8,873,852 41	//	//	//	8,873,852 41	
	Totaux	152,602,130 59	124,113,735 93	28,488,394 66	152,602,130 59	128,917,320 03	23,684,810 56	//	//	152,602,130 59	
								//			

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chapitres spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.
	INTÉRIEUR.					
1	Traitement du Ministre et du Secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale	1,807,666f 00c	1,740,870f 00c	68 574f 00c	1,809,444f 00c	1,629,024f 76c
2	Personnel civil de l'administration centrale	2,151,224 00	2,150,833 33	390 67	2,151,224 00	2,127,244 83
2bis	Personnel de l'administration centrale. — Allocations non tarifées	77,360 00	67,933 34	9,426 66	77,360 00	57,436 80
3	Matériel de l'administration centrale	343,000 00	342,057 33	942 67	343,000 00	271,375 01
4	Frais généraux d'impressions	333,000 00	306,231 73	43,768 27	350,000 00	132,510 35
5	Bibliothèques	151,675 00	148,984 35	2,690 65	151,675 00	106,049 97
6	État-major général et services généraux de l'armée	11,609,380 00	11,521,435 00	315,231 00	11,836,666 00	11,021,032 38
7	États-majors particuliers de l'artillerie et du génie	10,823,250 00	10,620,000 00	368,527 00	10,988,527 00	10,334,635 22
8	Service de l'intendance militaire	5,940,044 00	5,782,199 60	182,761 40	5,964,961 00	5,624,892 84
9	Service de santé	3,274,586 00	3,191,577 10	53,008 90	3,244,586 00	3,000,659 09
10	Service du recrutement	1,716,858 00	1,690,000 00	26,858 00	1,716,858 00	1,609,154 04
10bis	Service des remontes et vétérinaires militaires	704,722 00	179,000 00	550,088 00	729,088 00	147,418 56
10ter	Service de la justice militaire	703,806 00	667,805 44	11,000 56	678,806 00	635,910 85
11	Écoles militaires (Personnel)	10,004,266 00	9,889,266 00	"	9,889 266 00	9,781,247 62
11bis	Écoles militaires (Personnel). — Allocations diverses	27,790 00	15,451 00	12,339 00	27,790 00	11,683 65
12	Écoles militaires (Matériel)	2,118,391 00	2,023,787 46	94,603 54	2,118,391 00	1,815,852 94
13	Solde de l'infanterie	90,661,369 00	121,368,095 16	"	121,368,095 16	121,368,095 16
14	Solde de la cavalerie	25,001,445 00	24,621,445 00	"	24,621,445 00	23,522,131 70
15	Solde de l'artillerie	32,017,026 00	31,979,092 14	514,119 86	32,493,212 00	31,729,875 08
16	Solde du génie	6,043,184 00	5,542,922 93	270,261 07	5,813,184 00	5,525,047 30
17	Solde du train des équipages militaires	2,827,552 00	2,830,424 19	70,626 81	2,901,051 00	2,830,424 19
18	Solde des troupes d'administration	2,727,626 00	2,652,626 00	"	2,652,626 00	2,570,900 86
19	Manœuvres et exercices techniques	13,274,322 00	5,574,094 56	7,550,227 44	13,124,322 00	4,289,926 02
20	Gendarmerie	38,606,916 00	43,232,425 08	"	43,232,425 08	43,232,425 08
21	Garde républicaine	7,070,331 00	6,366,354 65	653,976 35	7,020,331 00	6,366,354 65
22	Cadre de réserve (Réserve spéciale). — Solde de non-activité et de réforme	5,889,219 00	5,957,499 61	551,605 39	6,509,105 00	5,957,499 61
23	Frais de déplacements	11,411,228 00	10,921,818 40	918,991 60	11,840,810 00	8,123,936 90
24	Frais divers des réserves et du recrutement	410,810 00	389,555 67	21,254 33	410,810 00	360,574 58
25	Réparations civiles. — Frais de justice. — Établissements pénitentiaires et sections d'exclus	933,436 00	691,497 99	248,938 01	940,436 00	617,552 36
26	Transports	1,758,590 00	1,598,321 81	4,385,268 19	5,983,590 00	1,268,425 55
26bis	Personnel du service de la liquidation des transports. — Allocations diverses	630 00	630 00	"	630 00	535 25
27	Service géographique (Personnel)	1,269,538 00	1,268,786 54	751 46	1,269,538 00	1,205,447 48
27bis	Service géographique (Personnel). — Allocations non tarifées	9,100 00	9,091 58	8 42	9,100 00	8,751 24
28	Service géographique (Matériel)	259,498 00	245,880 93	30,992 07	276,873 00	172,202 72
29	Service militaire des chemins de fer	396,500 00	344,239 50	52,260 50	396,500 00	31,912 96
30	Établissements de l'artillerie (Personnel)	1,934,171 00	1,915,980 00	18,191 00	1,934,171 00	1,826,917 59
30bis	Établissements de l'artillerie (Personnel). — Allocations diverses	10,000 00	11,904 41	"	11,904 41	11,904 41
30ter	Avantages divers au personnel des fabrications de l'artillerie. — Allocations diverses	3,560,760 00	3,283,267 00	277,493 00	3,560,760 00	3,102,941 48
30qr	Avantages divers au personnel des fabrications de l'artillerie. — Allocations non tarifées	242,000 00	203,977 00	38,023 00	242,000 00	146,437 14
31	Établissements de l'artillerie (Matériel)	12,975,722 00	7,834 838 31	11,340,883 69	19,175,722 00	6,017,409 63
32	Munitions pour l'instruction du tir	24,644,392 00	24,562,394 27	81,997 73	24,644,392 00	21,115,546 52
33	Établissements du génie (Personnel)	1,160,440 00	1,139,294 08	21,145 92	1,160,440 00	1,105,995 48
33bis	Établissements du génie (Personnel). — Allocations diverses	70,900 00	66,082 82	4,817 18	70,900 00	58,177 52
34	Établissements du génie (Matériel)	19,702,242 12	19,585,010 03	25,053,532 09	44,638,542 12	16,233,325 20
35	Remonte et recensement des chevaux	21,166,418 00	20,804,312 09	2,392,845 91	23,197,158 00	19,446,050 25
36	Service des subsistances (Personnel)	688,260 00	643,885 34	44,374 66	688,260 00	585,107 14
	A reporter	378,510,643 12	395,983,178 77	56,282,796 00	452,265,974 77	377,137,959 96

Chapitres spéciaux.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	180,419f 24c	1,778f 00c	"	1,809,444f 00c
2	23,979 17	"	"	2,151,224 00
2bis	19,923 20	"	"	77,360 00
3	71,624 99	"	"	343,000 00
4	217,489 65	17,000 00	"	350,000 00
5	45,625 03	"	"	151,675 00
6	815,633 62	227,286 00	"	11,836,666 00
7	653,891 78	165,277 00	"	10,988,527 00
8	340,068 16	24,917 00	"	5,964,961 00
9	243,926 91	"	30,000f 00c	3,244,586 00
10	107,703 96	"	"	1,716,858 00
10bis	581,669 44	24,366 00	"	729,088 00
10ter	42,895 15	"	25,000 00	678,806 00
11	108,018 38	"	115,000 00	9,889,266 00
11bis	16,106 35	"	"	27,790 00
12	302,538 06	"	"	2,118,391 00
13	"	30,706,726 16	"	121,368,095 16
14	1,099,313 30	"	380,000 00	24,621,445 00
15	763,336 92	476,186 00	"	32,493,212 00
16	288,136 70	"	230,000 00	5,813,184 00
17	70,626 81	73,499 00	"	2,901,051 00
18	81,725 14	"	75,000 00	2,652,626 00
19	8,834,395 98	"	150,000 00	13,124,322 00
20	"	4,625,509 08	"	43,232,425 08
21	653,976 35	"	50,000 00	7,020,331 00
22	551,605 39	619,886 00	"	6,509,105 00
23	3,716,873 10	429,582 00	"	11,840,810 00
24	50,235 42	"	"	410,810 00
25	322,883 64	7,000 00	"	940,436 00
26	4,715,164 45	4,225,000 00	"	5,983,590 00
26bis	94 75	"	"	630 00
27	64,090 52	"	"	1,269,538 00
27bis	348 76	"	"	9,100 00
28	104,670 28	17,375 00	"	276,873 00
29	364,587 04	"	"	396,500 00
30	107,253 41	"	"	1,934,171 00
30bis	"	1,904 41	"	11,904 41
30ter	457,818 52	"	"	3,560,760 00
30qr	95,562 86	"	"	242.000 00
31	13,158,312 37	6,200,000 00	"	19,175,722 00
32	3,528,845 48	"	"	24,644,392 00
33	54,444 52	"	"	1,160,440 00
33bis	12,722 48	"	"	70,900 00
34	28,405,216 92	24,936,300 00	"	44 638,542 12
35	3,751,107 75	2,030,740 00	"	23,197,158 00
36	103,152 86	"	"	688,260 00
A reporter	75,128,014 81	74,810,331 65	1,055,000 00	452,265,974 77

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	"	Budget primitif		793,752,105f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
29 mars 1912	7	États-majors particuliers de l'artillerie et du génie	62,000f 00c	
	16	Solde du génie	600,000 00	
	19	Manœuvres et exercices techniques	140,000 00	
	34	Établissements du génie. — Matériel	1,100,000 00	
	35	Remonte et recensement des chevaux	194,500 00	
	39	Fourrages	66,500 00	
	43	Harnachement	1,810 00	
30 mars 1912	42	Habillement et campement. — Matériel	80,000 00	
	50bis	Médaille commémorative des opérations du Maroc	217,000 00	
13 juillet 1912	52	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,457 78	
13 juillet 1912	13	Solde de l'infanterie	18,160 00	
	14	Solde de la cavalerie	7,500 00	
	15	Solde de l'artillerie	13,896 00	
	16	Solde du génie	29,300 00	
	26	Transports	720 00	
	30	tablissements de l'artillerie. — Personnel	67,500 00	
	33	Établissements du génie. — Personnel	27,040 00	
	36	Service des subsistances. — Personnel	8,226 00	
	41	Habillement et campement. — Personnel	32,052 00	
	42	Habillement et campement. — Matériel	250,000 00	
	43	Harnachement	2,160 00	
	45	Hôpitaux. — Personnel	9,530 00	
	50ter	Médaille commémorative de la campagne de 1870-1871	40,000 00	
	54bis	Dérasement partiel des fortifications de Bayonne	67,989 15	
	55	Solde des états-majors et services	10,155 00	
	56	Solde des corps de troupes	8,400 00	
	58	Etablissements de l'artillerie	2,000 00	
	59	Etablissements du génie	2,704 00	
	60	Services divers	103,820 00	
	61	Subsistances, chauffage et éclairage	240 00	
	62	Habillement, campement, harnachement et couchage	3,779 00	
	66	Subventions aux territoires du Sud	360 00	
	70bis	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	1,877,880 88	
	70ter	Dérasement partiel des fortifications d'Alger	40,518 58	
25 juillet 1912	52bis	Participation du Ministère de la Guerre à l'érection des monuments qui seront élevés en Russie à la mémoire des morts de la campagne de 1812	5,000 00	
27 novembre 1912	23	Frais de déplacement	42,000 00	
23 décembre 1912	55	Solde des états-majors et services	675 00	
	56	Solde des corps de troupes	6,093 00	
	57	Frais de déplacements et transports	49,300 00	
	63	Dépenses diverses	8,150 00	
23 décembre 1912	1	Traitement du Ministre et du Secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale	4,325 00	
	2bis	Personnel de l'administration centrale. — Allocations non tarifées	9,000 00	
	14	Solde de la cavalerie	53,400 00	
	15	Solde de l'artillerie	31,100 00	
	18	Solde des troupes d'administration	2,515 00	
	20	Gendarmerie	162,525 00	
	21	Garde républicaine	71.144 00	
	23	Frais de déplacements	386,450 00	
	25	Réparations civiles. — Frais de justice. — Établissements pénitentiaires et sections d'exclus	204,846 00	
	26	Transports	49,000 00	
	30ter	Avantages divers au personnel des fabrications de l'artillerie. — Allocations diverses	240,400 00	
	31	Établissements de l'artillerie. — Matériel	470,100 00	
	37	Pain et approvisionnements de réserve	1,348,367 00	
	38	Ordinaires de la troupe	6,713,147 00	
	39	Fourrages	8.630,154 00	
	48	Allocations aux militaires soutiens de familles et gratifications de réforme	94,762 00	
	56	Solde des corps de troupes	750 00	
	57	Frais de déplacements et transports	1,000 00	
	61	Subsistance, chauffage et éclairage	1,884,453 00	
	66	Subventions aux territoires du Sud	14,000 00	
				25,570,854 39
		A reporter		819,322,959 39

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	378,510,643f 12c	395,983,178f 77c	56,282,796f 00c	452,265,974f 77c	377,137,959f 96c	75,128,014f 81c	74,810,331f 65	1,055,000f 00c	452,265,974f 77c
36 *bis.*	Service des subsist. — Personnel. — Allocat. diverses	54,478 00	42,177 00	4,853 72	47,030 72	25,086 08	21,944 64	″	7,447 28	47,030 72
37	Pain et approvisionnements de réserve	40,134,700 00	33,526,436 32	″	33,226,436 32	33,526,436 32	″	″	6,608,263 68	33,526,436 32
38	Ordinaires de la troupe	117,249,746 00	102,585,762 60	″	102,585,762 60	102,585,762 60	″	″	14,663,983 40	102,585,762 60
39	Fourrages	84,990,263 00	72,497,082 80	285 81	72,497,368 61	72,217,082 80	280,285 81	″	12,492,894 39	72,497,368 61
40	Chauffage et éclairage	8,006,172 00	7,371,196 21	234,975 79	7,606,172 00	5,330,901 83	2,275,270 17	″	400,000 00	7,606,172 00
41	Habillement et campement. (Personnel.)	1,812,064 00	1,679,074 17	139,414 83	1,818,489 00	1,616,988 04	201,500 96	6,425 00	″	1,818,489 00
41 *bis.*	Habillem. et campem. — Personnel. — Alloc. diverses.	315,561 00	311,336 63	4,224 37	315,561 00	292,810 85	22,750 15	″	″	315,561 00
42	Habillement et campement. (Matériel.)	54,218,844 00	54,074,167 16	3,995,026 84	58,069,194 00	48,297,473 05	9,771,720 95	3,850,350 00	″	58,069,194 00
43	Harnachement	5,303,059 00	4,770,693 94	4,064,616 06	8,835,310 00	4,364,169 55	4,471,140 45	3,532,251 00	″	8,835,310 00
44	Couchage et ameublement	9,072,300 00	7,785,453 47	1,302,770 53	9,088,224 00	5,875,684 99	3,212,539 01	15,924 00	″	9,088,224 00
45	Hôpitaux. (Personnel.)	538,910 00	505,018 26	33,891 74	538,910 00	485,488 33	53,421 67	″	″	538,910 00
45 *bis.*	Hôpitaux. — Personnel. — Allocations diverses	98,276 00	92,741 74	5,534 26	98,276 00	83,813 56	14,462 44	″	″	98,276 00
46	Hôpitaux. (Matériel.)	9,559,707 00	9,477,703 61	1,176,393 39	10,654,097 00	8,912,343 08	1,741,753 92	1,094,390 00	″	10,654,097 00
47	Invalides et musée de l'armée. — (Personnel et matériel.)	141,603 00	140,580 13	1,022 87	141,603 00	132,708 55	8,894 45	″	″	141,603 00
47 *bis.*	Inval. et musée de l'armée. — Pers. et mat. — All. div.	10,695 00	10,580 00	115 00	10,695 00	5,528 93	5,166 07	″	″	10,695 00
48	Alloc. aux milit. sout. de fam. et gratificat. de réforme.	19,330,262 00	17,119,497 00	2,486,503 00	19,606,000 00	15,679,309 34	3,926,690 66	275,738 00	″	19,606,000 00
48 *bis.*	Secours aux anciens militaires	3,432,000 00	3,372,548 00	59,452 00	3,432,000 00	3,083,287 07	348,712 93	″	″	3,432,000 00
49	Préparation militaire	2,539,150 00	2,029,997 87	509,152 13	2,539,150 00	1,277,436 91	1,261,713 09	″	″	2,539,150 00
50	Dépenses secrètes	530,000 00	550,000 00	″	550,000 00	545,000 00	5,000 00	20,000 00	″	550,000 80
50 *bis.*	Médaille commémorative des opérations du Maroc	217,000 00	150,000 00	55,700 00	205,700 00	4,374 48	201,325 52	″	11,300 00	205,700 00
50 *ter.*	Médaille commémorative de 1870-71	40,000 00	31,881 84	8,118 16	40,000 00	16,011 22	23,988 78	″	″	40,000 00
51	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	226,197 74	215,750 10	″	215,750 10	215,750 10	″	″	10,447 64	215,750 10
52	Dép. des exercices périmés non frappées de déchéance	2,457 78	2,457 78	″	2,457 78	2,409 78	48 00	″	″	2,457 78
52 *bis.*	Particip. du Minist. de la Guerre à l'érect. des monum. qui ser. élev. en Russie aux morts de la camp. de 1812.	5,000 00	5,000 00	″	5,000 00	″	5,000 00	″	″	5,000 00
54 *bis.*	Dérasement partiel des fortifications de Bayonne	67,989 15	″	67,989 15	67,989 15	″	67,989 15	″	″	67,989 15
	ALGÉRIE ET TUNISIE.									
55	Solde des états-majors et services	6,254,036 00	8,912,029 86	″	8,912,029 86	8,912,029 86	″	2,657,993 86	″	8,912,029 86
56	Solde des corps de troupe	19,512,801 00	48,537,230 17	″	48,537,230 17	48,537,230 17	″	29,024,429 17	″	48,537,230 17
57	Frais de déplacements et transports	3,180,753 00	8,477,464 08	8,385,474 92	16,862,939 00	8,477,464 08	8,385,474 92	13,682,186 00	″	16,862,939 00
58	Établissements de l'artillerie	2,382,982 00	1,483,225 06	899,756 94	2,382,982 00	871,417 46	1,511,564 54	″	″	2,382,982 00
58 *bis.*	Établissements de l'artillerie. — Allocations diverses	58,980 00	47,167 00	11,813 00	58,980 00	44,938 74	14,041 26	″	″	58,980 00
59	Établissements du génie	2,385,527 91	2,213,910 00	167,617 45	2,381,527 45	1,353,305 06	1,028,222 39	″	4,000 46	2,381,527 45
59 *bis.*	Établissements du génie. — Allocations diverses	7,400 00	7,400 00	″	7,400 00	5,958 97	1,441 03	″	″	7,400 00
60	Services divers	2,661,839 17	2,552,553 18	3,785,420 99	6,337,974 17	2,552,553 18	3,785,420 99	3,676,135 00	″	6,337,974 17
61	Subsistances, chauffage et éclairage	28,218,869 00	27,176,425 56	″	27,176,425 56	27,176,425 56	″	″	1,042,443 44	27,176,425 56
61 *bis.*	Personnel du service des subsist. — Allocat. diverses	4,843 00	1,100 00	3,743 00	4,843 00	571 27	4,271 73	″	″	4,843 00
62	Habillement, campement, harnachement et couchage	8,857,591 00	8,387,126 54	9,007,159 46	17,394,286 00	6,225,888 66	11,168,397 34	8,536,695 00	″	17,394,286 00
62 *bis.*	Habill., campem., harnac. et couc. — Pers. — All. div.	27,662 00	27,500 00	162 00	27,662 00	23,437 34	4,224 66	″	″	27,662 00
63	Dépenses diverses	900,453 00	391,603 00	526,850 00	918,453 00	313,492 59	604,960 45	18,000 00	″	918,453 00
64	Hôpitaux	1,792,283 00	1,725,896 68	4,731,154 32	6,457,051 00	1,725,896 68	4,731,154 32	4,664,768 00	″	6,457,051 00
64 *bis.*	Hôpitaux. — Personnel. — Allocations diverses	3,400 00	3,400 00	″	3,400 00	2,504 59	895 41	″	″	3,400 00
65	Préparation militaire	64,932 00	59,593 00	5,339 00	64,932 00	10,875 13	54,056 87	″	″	64,932 00
66	Subventions aux territoires du Sud	4,434,334 00	4,100,898 36	869,217 64	4,970,116 00	3,929,717 50	1,040,398 50	535,782 00	″	4,970,116 00
67	Gendarmerie de Tunisie. (Dépenses remboursables)	364,757 00	313,074 73	51,682 27	364,757 00	303,545 96	61,211 04	″	″	364,757 00
67 *bis.*	Troupes auxiliaires marocaines	″	″	17,020,000 00	17,020,000 00	″	17,020,000 00	17,020,000 00	″	17,020,000 00
70 *bis.*	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	1,977,880 88	515,650 00	1,362,230 88	1,877,880 88	329,767 70	1,548,113 18	″	100,000 00	1,877,880 88
70 *ter.*	Dérasement partiel des fortifications d'Alger	140,518 58	″	40,518 58	40,518 58	″	41,518 58	″	100,000 00	40,518 58
		819,638,920 33	829,263,562 62	117,300,976 10	946,564,538 72	792,510,837 92	154,053,700 80	163,421,398 68	36,495,780 29	946,564,538 72
53	Dépenses des exercices clos. (Intérieur.)	3,861,198 66	3,861,198 66	″	3,861,198 66	3,861,198 66	″	″	″	3,861,198 66
69	Dépenses des exercices clos. (Algérie et Tunisie)	1,370,174 30	1,370,174 30	″	1,370,174 30	1,370,174 30	″	″	″	1,370,174 30
	TOTAUX de la 1re Section	824,870,293 29	834,494,935 58	117,300,976 10	951,795,911 68	797,742,210 88	154,053,700 80	163,421,398 68	36,495,780 29	951,795,911 68
								126,925,618f 39c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 449.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
		Report			819,322,959f 39c
		2e Crédits annulés.			
Lois des :					
29 mars 1912	13	Solde de l'infanterie		125,000 00	
	14	Solde de la cavalerie		50,000 00	
	15	Solde de l'artillerie		50,000 00	
13 juillet 1912	9	Services militaires divers		10,155 00	
	11	Écoles militaires. — Personnel		62,456 00	
23 décembre 1912	2	Personnel civil de l'administration centrale		8,500 00	
	16	Solde du génie		750 00	
					306,861 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.			
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.			
		1e Crédits reportés de 1911.			
Décrets des :					
22 mars 1912	51	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		8,629f 15c	
26 juin 1912	51	*Idem*		738 75	
				9,367 90	
		2e Crédits ouverts à 1912.			
13 février 1912	51	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	2,125f 00c		
28 février 1912	51	*Idem*	15,697 25		
1er mars 1912	51	*Idem*	278 80		
6 mars 1912	51	*Idem*	7,795 80		
	51	*Idem*	133 00		
8 mars 1912	51	*Idem*	768 00		
	51	*Idem*	544 86		
29 mars 1912	51	*Idem*	5,200 50		
19 avril 1912	51	*Idem*	1,754 00		
4 mai 1912	51	*Idem*	1,102 10		
15 mai 1912	51	*Idem*	150 00		
	51	*Idem*	1,000 00		
	51	*Idem*	1,036 00		
	51	*Idem*	3,150 00		
20 mai 1912	51	*Idem*	59,756 00		
	51	*Idem*	450 00		
	51	*Idem*	35 00		
	51	*Idem*	220 00		
23 mai 1912	51	*Idem*	2,125 00		
24 mai 1912	51	*Idem*	15,769 07		
2 juin 1912	51	*Idem*	100 00		
8 juin 1912	51	*Idem*	18,867 15		
18 juin 1912	51	*Idem*	624 50		
	51	*Idem*	11,688 00		
	51	*Idem*	30 00		
26 juin 1912	51	*Idem*	373 25		
	51	*Idem*	20 00		
25 juillet 1912	51	*Idem*	100 00		
11 août 1912	51	*Idem*	320 25		
14 août 1912	51	*Idem*	5,017 50		
4 septembre 1912	51	*Idem*	880 00		
11 septembre 1912	51	*Idem*	11,107 74		
13 septembre 1912	51	*Idem*	69 00		
15 septembre 1912	51	*Idem*	4,049 60		
21 septembre 1912	51	*Idem*	945 65		
9 octobre 1912	51	*Idem*	15,758 12		
13 octobre 1912	51	*Idem*	2,774 00		
7 novembre 1912	51	*Idem*	100 00		
15 novembre 1912	51	*Idem*	1,608 21		
22 novembre 1912	51	*Idem*	2,125 00		
28 novembre 1912	51	*Idem*	18,435 25		
5 décembre 1912	51	*Idem*	2,038 50		
7 décembre 1912	51	*Idem*	440 30		
20 décembre 1912	51	*Idem*	267 44		
				216,829 84	
					226,197 74
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
		1e Crédits reportés de 1911.			
26 juin 1912	34	Établissements du génie. — Matériel		25,214 26	
	59	Établissements du génie		5,500 91	
	70 *bis*	Réorganisation des établissements militaires en Algérie		100,000 00	
	70 *ter*	Dérasement partiel des fortifications d'Alger		100,000 00	
		A reporter		230,715 17	819,242,296 13

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)

2e SECTION. — TROUPES COLONIALES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
71	Personnel de l'administration centrale	260,690f 00c	240,000f 00c	20,690f 00c	260,690f 00c	228,514f 53c	32,175f 47c	"	"	260,690f 00c
71 bis	Personnel de l'administration centrale. — Allocations non tarifées	2,110 00	1,520 00	590 00	2,110 00	674 00	1,436 00	"	"	2,110 00
72	Matériel de l'administration centrale	78,500 00	59,000 00	19,500 00	78,500 00	37,038 99	41,461 01	"	"	78,500 00
73	États-majors et services	3,167,076 00	2,656,410 77	621,946 23	3,278,357 00	2,656,410 77	621,946 23	111,281f 00c	"	3,278,357 00
74	Infanterie coloniale	14,479,931 00	22,815,888 04	"	22,815,888 04	22,815,888 04	"	8,335,957 04	"	22,815,888 04
75	Artillerie coloniale	3,504,990 00	4,848,807 82	"	4,848,807 82	4,848,807 82	"	1,343,817 82	"	4,848,807 82
76	Manœuvres et exercices techniques	323,397 00	87,100 00	236,297 00	323,397 00	55,750 62	267,646 38	"	"	323,397 00
77	Cadre de réserve. — Réserve spéciale. — Solde de non-activité et de réforme	201,521 00	213,430 00	22,483 00	235,913 00	213,430 00	22,483 00	34,392 00	"	235,913 00
78	Écoles, justice militaire et recrutement	279,022 00	203,293 86	75,728 14	279,022 00	176,353 67	102,668 33	"	"	279,022 00
79	Frais de déplacements et de transports	1,024,608 00	983,242 64	1,291,365 36	2,274,608 00	819,800 62	1,454,807 38	1.250,000 00	"	2,274,608 00
80	Artillerie. — Matériel et munitions	1,289,543 00	1,281,975 88	1,130,879 12	2,412,855 00	1,248,301 71	1,164,553 29	1,123,312 00	"	2,412,855 00
81	Casernement des troupes coloniales	587,945 00	505,531 47	162,413 53	667,945 00	347,953 02	319,991 98	80,000 00	"	667,945 00
81 bis	Casernement des troupes coloniales. — Allocations diverses	400 00	245 00	155 00	400 00	204 20	195 80	"	"	400 00
82	Subsistances. (Chauffage et éclairage.)	7,040,560 00	2,432,806 63	23,179 51	2,455,986 14	1,736,538 20	719,447 94	"	4,584,573f 86c	2,455,986 14
83	Remonte	230,930 00	230,491 00	264,399 00	494,890 00	146,050 24	348,839 76	263,960 00	"	494,890 00
84	Habillement, campement, couchage et harnachement	3,246,711 00	3,147,919 81	2,414,287 19	5,562,207 00	2,848,832 13	2,713,374 87	2,315,496 00	"	5,562,207 00
85	Hôpitaux	878,251 00	865,760 42	499,490 58	1,365,251 00	845,238 81	520,012 19	487,000 00	"	1,365,251 00
86	Secours	604,770 00	484,106 00	120,664 00	604,770 00	436,547 00	168,223 00	"	"	604,770 00
87	Approvisionnement de réserve (Défense des colonies)	150,000 00	141,942 70	"	141,942 70	141,942 70	"	"	8,057 30	141,942 70
88	Tirailleurs sénégalais en Algérie (Sud-Oranais)	1,601,783 00	1,021,783 00	"	1,021,783 00	695,429 35	326,353 65	"	580,000 00	1,021,783 00
89	Corps d'occupation de Chine	2,864,212 00	2,738,986 99	374,225 01	3,113,212 00	1,655,166 02	1,458,045 98	249,000 00	"	3,113,212 00
90	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,704 02	2,704 02	"	2,704 02	1,443 57	1,260 45	"	"	2,704 02
		41,819,654 02	44,962,946 05	7,278,292 67	52,241,238 [illegible]	41,956,316 01	10,284,922 71	15,594,215 86	5,172,631 16	52,241,238 72
91	Dépenses des exercices clos	446,098 59	446,098 59	"	446,098 59	446,098 59	"	"	"	446,098 59
	TOTAUX de la 2e Section	42,265,752 61	45,409,044 64	7,278,292 67	52,687,337 31	42,402,414 60	10,284,922 71	15,594,215 86	5,172,631 16	52,687,337 31
								10,421,584f 70c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 449.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	230,715 17	819,242,296f 13c
		2e Crédits ouverts à 1912.		
Décrets des : 2 juin 1912	34	Établissements du génie. (Matériel.)	33,427 86	
	44	Couchage et ameublement	1,200 00	
	59	Établissements du génie	16,000 00	
14 août 1912	27	Service géographique. (Personnel.)	20,000 00	
	34	Établissements du génie (Matériel)	575 00	
	42	Habillement et campement. (Matériel)	2,450 00	
	55	Solde des états-majors et services	5,000 00	
	57	Frais de déplacements et transports	7,500 00	
	59	Établissements du génie	500 00	
	60	Services divers	24,500 00	
	62	Habillement, campement, harnachement et couchage	500 00	
15 novembre 1912	34	Établissements du génie (Matériel)	10,065 00	
	42	Habillement et campement. (Matériel.)	8,450 00	
	59	Établissements du génie	32,000 00	
	62	Habillement, campement, harnachement et couchage	1,250 00	
				394,133 03
		FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES PRODUITS DU PRÉLÈVEMENT FAIT SUR LE PARI MUTUEL EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE.		
		Crédits ouverts à 1912.		
19 avril 1912	60	Services divers		2,491 17
	53	Dépenses des exercices clos. (Intérieur.)		3,861,198 66
	69	Dépenses des exercices clos. (Algérie et Tunisie)		1,370,174 30
		TOTAL GÉNÉRAL		824,870,293 29

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
Lois des : 27 février 1921	"	Budget primitif			41,829,359f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.			
		1e Crédits ouverts.			
13 juillet 1912	90	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance		2,704 02	
13 juillet 1912	74	Infanterie coloniale		3,200 00	
	75	Artillerie coloniale		2,000 00	
	81	Casernement des troupes coloniales		360 00	
	85	Hôpitaux		780 00	
23 décembre 1912	71 bis	Personnel de l'administration centrale. — Allocations non tarifées		500 00	
				9,544 02	
		2e Crédits annulés.			
13 juillet 1912	73	États-majors et services	13,021 00		
	82	Subsistances. — Chauffage et éclairage	5,428 00		
	83	Remonte	1,500 00		
				19,949 00	
					10,394 98
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.			
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
		Crédits ouverts à 1912.			
Décret du : 14 août 1912	74	Infanterie coloniale			700 00
	91	Dépenses des exercices clos			446,098 59
		TOTAL GÉNÉRAL			42,265,752 61

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1912.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)									
	3e SECTION. — CONSTRUCTIONS ET MATÉRIEL NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE.									
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)									
93	Chemins de fer	6,950,000f 00c	3,503,635f 50c	637,687f 50c	4,141,323f 00c	493,955f 21c	3,647,367f 79c	"	2,808,677f 00c	4,141,323f 00c
94	Équipages de campagne	17,606,304 00	15,691,885 86	5,441,418 14	21,133,304 00	11,063,147 38	10,070,156 62	3,527,000 00	"	21,133,304 00
95	Équipages de siège	299,000 00	241,537 00	657,463 00	899,000 00	117,099 30	781,900 70	600,000 00	"	899,000 00
96	Armement des places	6,589,812 00	5,213,736 00	1,806,076 00	7,019,812 00	4,154,662 12	2,865,149 88	430,000 00	"	7,019,812 00
97	Armement des côtes	1,016,500 00	989,938 64	26,561 36	1,016,500 00	788,814 78	227,685 22	"	"	1,016,500 00
98	Armes portatives	10,677,782 00	9,203,950 82	673,831 18	9,877,782 00	7,179,753 66	2,698,028 34	"	800,000 00	9,877,782 00
99	Expériences. (Artillerie)	500,000 00	480,203 04	19,796 96	500,000 00	408,127 68	91,872 32	"	"	500,000 00
100	Bâtiments et machines. (Artillerie.)	5,012,000 00	2,675,272 00	986,728 00	3,662,000 00	1,805,440 34	1,856,559 66	"	1,350,000 00	3,662,000 00
101	Casernements. (Génie.)	15,850,131 46	301,766 66	15,850,131 46	16,151,898 12	7,688,169 05	8,463,729 07	301,766 66	"	16,151,898 12
102	Fortifications	13,711,340 00	10,789,017 31	2,768,322 69	13,557,340 00	7,638,850 71	5,918,489 29	"	154,000 00	13,557,340 00
103	Matériel de guerre du génie	29,335,262 46	22,524,109 38	2,641,153 08	25,165,262 46	15,154,684 78	10,010,577 68	"	4,170,000 00	25,165,262 46
104	Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges	9,431,785 00	6,902,148 73	1,974,636 27	8,876,785 00	4,837,884 32	4,038,900 68	"	555,000 00	8,876,785 00
105	Défenses de Bizerte	564,237 39	337,028 52	227,208 87	564,237 39	216,672 93	347,564 46	"	"	564,237 39
106	Établissements et matériel de l'intendance militaire	4,843,918 00	3,927,022 50	1,870,975 50	5,797,998 00	2,322,652 90	3,475,345 10	954,080 00	"	5,797,998 00
107	Établissements et matériel du service de santé	4,229,680 00	3,463,058 21	1,018,201 79	4,481,260 00	1,973,650 37	2,507,609 63	251,580 00	"	4,481,260 00
107 *bis*	Établissements et approvisionnements des poudres et salpêtres	"	"	1,872,400 00	1,872,400 00	"	1,872,400 00	1,872,400 00	"	1,872,400 00
107 *ter*	Service géographique	"	"	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00
108	Dépses des exercices périmés non frappées de déchéance	35 95	35 95	"	35 95	35 95	"	"	"	35 95
		126,617,788 26	86,244,346 12	38,672,591 80	124,916,937 92	65,843,601 48	59,073,336 44	8,136,826 66	9,837,677 00	124,916,937 92
109	Dépenses des exercices clos	79,328 17	79,328 17	"	79,328 17	79,328 17	"	"	"	79,328 17
	TOTAUX de la 3e Section	126,697,116 43	86,323,674 29	38,672,591 80	124,996,266 09	65,922,929 65	59,073,336 44	8,136,826 66	9,837,677 00	124,996,266 09
								1,700,850f 34c		
	RÉCAPITULATION.									
	1re SECTION. — Troupes métropolitaines	824,870,293 29	834,494,935 58	117,300,976 10	951,795,911 68	797,742,210 88	154,053,700 80	163,421,398 68	36,495,780 29	951,795,911 68
	2e SECTION. — Troupes coloniales	42,265,752 61	45,409,044 64	7,278,292 67	52,687,337 31	42,402,414 60	10,284,922 71	15,594,215 86	5,172,631 16	52,687,337 31
	3e SECTION. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	126,697,116 43	86,323,674 29	38,672,591 80	124,996,266 09	65,922,929 65	59,073,336 44	8,136,826 66	9,837,677 00	124,996,266 09
	TOTAUX GÉNÉRAUX	993,833,162 33	966,227,654 51	163,251,860 57	1,129,479,515 08	906,067,555 13	223,411,959 95	187,152,441 20	51,506,088 45	1,129,479,515 08
								135,646,352f 75c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	"	Budget primitif			84,917,174f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.			
29 mars 1912	103	Matériel de guerre du génie	12,950,000 00		
28 juin 1912	94	Équipages de campagne	2,020,000 00		
	96	Armement des places	570,000 00		
	97	Armement des côtes	30,000 00		
	98	Armes portatives	750,000 00		
	100	Bâtiments et machines. — Artillerie	2,415,000 00		
	102	Fortifications	49,000 00		
	103	Matériel de guerre du génie	1,000,000 00		
	104	Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges	280,000 00		
	106	Établissements et matériel de l'intendance militaire	905,218 00		
	107	Établissements et matériel du service de santé	365,650 00		
13 juillet 1912	93	Chemins de fer	6,000,000 00		
	94	Équipages de campagne	490,304 00		
	102	Fortifications	117,340 00		
	108	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	35 95		
23 décembre 1912	102	Fortifications	1,230,000 00		
	104	Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges	2,000,000 00		
					31,172,547 95
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.			
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
Décrets des :		*Crédits reportés de 1911.*			
26 juin 1912	101	Casernement. — Génie		3,133,606 46	
	104	Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges		17,035 00	
	105	Défense de Bizerte		2,237 39	
	107	Établissements et matériel du service de santé		200,000 00	
				3,352,878 85	
		Crédits ouverts à 1912.			
8 mai 1912	103	Matériel de guerre du génie	639,346 70		
2 juin 1912	101	Casernements. — Génie	3,083,025 00		
14 août 1912	101	*Idem*	840,000 00		
13 septembre 1912	102	Fortifications	315,000 00		
	103	Matériel de guerre du génie	437,315 76		
15 novembre 1912	101	Casernements. — Génie	1,443,500 00		
	104	Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges	17,000 00		
	105	Défense de Bizerte	200,000 00		
	107	Établissements et matériel du service de santé	200,000 00		
				7,175,187 46	
					10,528,066 31
	109	Dépenses des exercices clos			79,328 17
		TOTAL GÉNÉRAL			126,697,116 43

MINISTÈRE DE LA MARINE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTERES.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	TITRE Ier. — Frais généraux d'administration. — Entretien de la marine militaire.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	3,307,634f 00c	3,207,792f 63c	96,481f 37c	3,304,274f 00c	3,197,145f 38c	107,128f 62c	″	3,360f 00c	3,304,274f 00c
1 bis.	Gratifications du personnel central	106,355 00	60,722 09	45,632 91	106,355 00	60,418 59	45,936 41	″	″	106,355 00
2	Personnel divers en service à Paris	387,189 00	385,566 34	23,422 66	408,989 00	385,566 34	23,422 66	21,800f 00c	″	408,989 00
3	Matériel de l'administration centrale	189,327 00	128,021 23	75,916 77	203,938 00	111,920 47	92,017 53	14,611 00	″	203,938 00
4	Impressions. — Livres et reliûres	561,175 00	315,681 28	243,432 72	559,114 00	286,123 67	272,990 33	″	2,061 00	559,114 00
5	Personnel du service hydrographique	383,711 00	358,377 47	25,333 53	383,711 00	353,766 07	29,944 93	″	″	383,711 00
6	Matériel et frais divers du service hydrographique	348,500 00	222,046 44	106,453 56	328,500 00	186,381 45	142,118 55	″	20,000 00	328,500 00
7	Contrôle de l'administration de la marine	319,502 00	295,218 99	24,283 01	319,502 00	287,644 99	31,857 01	″	″	319,502 00
8	Officiers de marine	10,925,285 00	9,845,793 46	1,079,491 54	10,925,285 00	9,196,504 03	1,728,780 97	″	″	10,925,285 00
9	Officiers mécaniciens	2,202,239 00	2,102,078 89	100,160 11	2,202,239 00	2,001,081 53	201,157 47	″	″	2,202,239 00
10	Équipages de la flotte	49,290,951 00	46,868,458 54	2,422,492 46	49,290,951 00	43,644,660 18	5,646,290 82	″	″	49,290,951 00
11	Traitement de table	4,118,598 00	3,795,123 80	323,474 20	4,118,598 00	3,371,694 12	746,903 88	″	″	4,118,598 00
12	Justice maritime, police et surveillance des côtes, ports et établissements	2,348,914 00	2,256,940 87	91,973 13	2,348,914 00	2,205,323 93	143,590 07	″	″	2,348,914 00
13	Personnel divers d'instruction	194,238 00	180,272 70	13,965 30	194,238 00	174,923 71	19,314 29	″	″	194,238 00
14	Personnel du service de l'intendance maritime	1,358,044 00	1,236,580 64	121,463 36	1,358,044 00	1,159,244 35	198,799 65	″	″	1,358,044 00
15	Service des subsistances, de l'habillement, du casernement. — Salaires	871,380 00	809,521 10	41,858 90	851,380 00	805,128 75	46,251 25	″	20,000 00	851,380 00
16	Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives	22,116,865 00	20,308,844 83	1,859,507 17	22,168,352 00	18,304,327 98	3,864,024 02	51,487 00	″	22,168,352 00
17	Service de l'habillement et du casernement. — Matières	3,645,392 00	3,180,687 42	381,704 58	3,562,392 00	3,066,889 44	495,502 56	″	83,000 00	3,562,392 00
18	Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires	256,238 00	298,918 69	12,319 31	311,238 00	269,507 06	41,730 94	55,000 00	″	311,238 00
19	Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires	24,222,616 00	21,568,440 28	2,284,780 72	23,853,221 00	16,760,932 20	7,092,288 80	″	369,395 00	23,853,221 00
20	Personnel du service de santé	2,082,986 00	1,854,906 91	228,079 09	2,082,986 00	1,752,543 12	330,442 88	″	″	2,082,986 00
21	Service des hôpitaux. — Salaires	455,795 00	417,472 30	38,322 70	455,795 00	416,444 14	39,350 86	″	″	455,795 00
22	Service des hôpitaux. — Matières	2,720,927 93	1,981,122 36	761,069 64	2,742,192 00	1,866,110 04	876,081 96	21,264 07	″	2,742,192 00
23	Personnel du service des constructions navales	5,256,325 00	4,987,432 15	247,092 85	5,234,525 00	4,871,125 52	363,399 48	″	21,800 00	5,234,525 00
24	Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	7,436,000 00	7,775,511 28	″	7,775,511 28	7,643,182 90	132,328 38	339,511 28	″	7,775,511 28
25	Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	8,675,000 00	7,592,837 67	824,203 33	8,417,041 00	7,080,303 20	1,336,737 80	″	257,959 00	8,417,041 00
26	Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires	6,617,000 00	6,498,025 72	330,876 28	6,828,902 00	6,353,281 75	475,620 25	211,902 00	″	6,828,902 00
27	Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières	12,239,684 00	9,391,984 50	2,396,549 50	11,788,534 00	8,408,150 32	3,380,383 68	″	451,150 00	11,788,534 00
28	Personnel du service de l'artillerie	1,994,291 00	1,888,134 54	106,156 46	1,994,291 00	1,882,515 90	111,775 10	″	″	1,994,291 00
29	Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	2,247,222 00	2,505,834 55	71,727 45	2,577,562 00	2,477,184 75	100,377 25	330,340 00	″	2,577,562 00
30	Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	3,749,160 00	2,582,583 25	1,295,724 75	3,878,308 00	2,267,674 25	1,610,633 75	129,148 00	″	3,878,308 00
31	Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires	2,144,380 00	2,408,434 06	95,945 94	2,504,380 00	2,405,851 13	98,528 87	360,000 00	″	2,504,380 00
32	Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières	24,975,013 00	22,539,782 91	1,935,494 09	24,475,277 00	22,052,880 34	2,422,396 66	″	499,736 00	24,475,277 00
33	Personnel du service des travaux hydrauliques	833,270 00	812,528 04	20,741 96	833,270 00	781,381 37	51,888 63	″	″	833,270 00
34	Service des travaux hydrauliques. — Salaires	1,086,883 00	1,031,005 90	″	1,031,005 90	1,026,772 36	4,233 54	″	55,877 10	1,031,005 90
	A reporter	209,668,089 93	191,692,683 83	17,726,131 35	209,418,815 18	177,114,585 33	32,304,229 85	1,535,063 35	1,784,338 10	209,418,815 18

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif		423,278,924f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
29 mars 1912	10	Équipages de la flotte	85,700f 00c	
	11	Traitement de table	8,530 00	
	49	Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières	500,000 00	
	56	Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations	470,000 00	
30 mars 1912	32	Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières	11,905,000 00	
28 juin 1912	16	Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives	30,000 00	
	27	Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières	350,000 00	
	47	Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage	635,000 00	
	48	Constructions navales. — Constructions neuves — Salaires	285,000 00	
	50	Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie. — Achats	2,250,000 00	
	51	Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines	800,000 00	
	52	Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	340,000 00	
	55	Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	345,000 00	
	56	Ouvrages maritimes. — Immeubles d'interêt militaire et général et grandes améliorations. — Travaux neufs	510,000 00	
	57	Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opérations de la flotte	1,500,000 00	
13 juillet 1912	60	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	14,275 91	
13 juillet 1912	19	Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accesres	1,600,000 00	
	27	Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières	980,000 00	
	48	Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires	3,183,000 00	
	49	Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières	8,567,663 00	
23 décembre 1912	16	Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives	1,500,000 00	
	19	Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires	200,000 00	
	22	Service des hôpitaux. — Matières	250,000 00	
	50	Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie. — Achats	2,500,000 00	
	57	Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opérations de la flotte	2,100,000 00	
	58	Service de santé. — Constructions neuves	70,000 00	
		TOTAL	40,979,168 91	
		2° Crédits annulés.		
13 juillet 1912	28	Personnel du service de l'artillerie	14,200 00	40,964,968 91
		A reporter		464,243,892 91

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	209,668,089f 93c	191,692,683f 83c	17,726,131f 35c	209,418,815f 18c	177,114,585f 33c	32,304,229f 85c	1,535,063f 35c	1,784,338f 10c	209,418,815f 18c
35	Ouvrages maritimes, voirie et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises	2,108,650 00	1,710,206 09	404,443 91	2,114,650 00	1,580,852 60	533,797 40	6,000 00	″	2,114,650 00
36	Services administratifs. — Pers. de gestion et d'exécution.	4,625,883 00	4,236,361 50	317,681 50	4,554,043 00	4,135,661 99	418,381 01	″	71,840 00	4,554,043 00
37	Frais de déplacement et de transport de personnel. — Frais de séjour	3,722,720 00	3,422,922 57	788,797 43	4,211,720 00	2,865,155 61	1,346,564 39	489,000 00	″	4,211,720 00
38	Gratifications, secours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses	2,682,461 00	2,182,455 65	314,708 35	2,497,164 00	2,059,562 67	437,601 33	″	185,297 00	2,497,164 00
39	Officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	973,600 00	923,399 92	50,200 08	973,600 00	900,291 56	73,308 44	″	″	973,600 00
40	Dépenses secrètes	100,000 00	100,000 00	″	100,000 00	100,000 00	″	″	″	100,000 00
	TITRE II. — MARINE MARCHANDE ET PÊCHES.									
41	Personnel de l'administration de l'inscription maritime	1,248,973 00	1,065,263 90	183,709 10	1,248,973 00	1,017,040 61	231,932 39	″	″	1,248,973 00
42	Personnel du service des pêches et de la navigation maritimes	1,254,943 00	1,075,358 25	179,584 75	1,254,943 00	1,025,717 99	229,225 01	″	″	1,254,943 00
43	Pêches et navigation maritime. — Encouragement et assistance aux gens de mer. — Matériel, frais divers, subventions	616,300 00	252,606 92	305,618 08	558,225 00	223,879 05	334,345 95	″	58,075 00	558,225 00
43bis	Service scientifique des pêches maritimes	42,000 00	28,464 05	12,519 95	40,984 00	21,242 65	19,741 35	″	1,016 00	40,984 00
44	Frais d'administration et de contrôle des caisses régionales de crédit maritime	14,870 00	3,623 86	689 14	4,313 00	3,508 73	804 27	″	10,557 00	4,313 00
45	Rapatriement des marins du commerce	146,500 00	175,144 21	39,120 79	214,265 00	46,274 58	167,990 42	67,765 00	″	214,265 00
46	Subvention à la Caisse des invalides de la marine	16,553,309 00	16,553,309 00	3,360 00	16,556,669 00	16,553,309 00	3,360 00	3,360 00	″	16,556,669 00
	TITRE III. — TRAVAUX NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE.									
47	Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage	9,317,430 00	5,979,202 27	1,545,578 73	7,524,781 00	5,595,744 68	1,929,036 32	″	1,792,649 00	7,524,781 00
48	Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires	14,138,000 00	13,142,308 44	534,931 56	13,677,240 00	13,138,109 84	539,130 16	″	460,760 00	13,677,240 00
49	Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières	45,297,998 15	29,556,315 01	15,124,443 99	44,680,759 00	28,091,365 78	16,589,393 22	″	617,239 15	44,680,759 00
50	Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie. — Achats	62,736,000 00	49,688,735 02	9,608,589 98	59,297,325 00	49,490,302 96	9,807,022 04	″	3,438,675 00	59,297,325 00
51	Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements, torpilles et mines	9,300,000 00	3,589,186 87	910,084 13	4,499,271 00	3,241,921 62	1,257,349 38	″	4,800,729 00	4,499,271 00
52	Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	11,574,000 00	6,479,866 87	2,101,180 13	8,581,047 00	5,977,809 82	2,603,237 18	″	2,992,953 00	8,581,047 00
53	Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Salaires	2,795,400 00	2,113,449 50	55,450 50	2,168,900 00	2,108,958 28	59,941 72	″	626,500 00	2,168,900 00
54	Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Matières	39,574,680 00	36,690,765 35	9,622,485 65	46,313,251 00	35,140,095 06	11,173,155 94	6,738,571 00	″	46,313,251 00
55	Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformation d'ateliers et de chantiers	3,544,000 00	2,029,762 18	978,948 82	3,008,711 00	1,826,743 12	1,181,967 88	″	535,289 00	3,008,711 00
56	Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations	2,410,338 00	1,286,222 30	680,404 70	1,966,627 00	1,221,558 61	745,068 39	″	443,711 00	1,966,627 00
57	Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte	19,480,570 00	14,953,783 77	2,787,494 23	17,741,278 00	14,105,704 91	3,635,573 09	″	1,739,292 00	17,741,278 00
58	Service de santé. — Constructions neuves	647,600 00	345,304 90	157,842 10	503,147 00	343,509 27	159,637 73	″	144,453 00	503,147 00
	TITRE IV. — DÉPENSES D'ORDRE, D'EXERCICES CLOS ET D'EXERCICES PÉRIMÉS.									
60	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	14,275 91	14,275 91	″	14,275 91	14,000 49	275 42	″	″	14,275 91
		464,588,590 99	389,290,978 14	64,433,998 95	453,724,977 09	367,942,906 81	85,782,070 28	8,839,759 35	19,703,373 25	453,724,977 09
61	Dépenses des exercices clos	2,290,977 89	2,290,977 89	″	2,290,977 89	2,290,977 89	″	″	″	2,290,977 89
	TOTAUX	466,879,568 88	391,581,956 03	64,433,998 95	456,015,954 98	370,233,884 70	85,782,070 28	8,839,759 35	19,703,373 25	456,015,954 98
								10,863,613f 90c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 457.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
		Report			464,243,892f 91c
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
Décrets des :		*Crédits reportés de 1911.*			
22 février 1912	57	Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte		291,620f 00c	
18 mai 1912	22	Service des hôpitaux. — Matières		10,982 93	
		TOTAL		302,602 93	
		Crédits ouverts à 1912.			
3 juillet 1912	49	Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières	37,095f 15c		
3 septembre 1912	49	Idem	5,000 00		
				42,095 15	
					344,698 08
	61	Dépenses des exercices clos			2,290,977 89
		TOTAL GÉNÉRAL			466,879,568 88

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	1,030,635f 00c	1,023,909f 27c	6,725f 73c	1,030,635f 00c	1,021,734f 27c	8,900f 73c	״	״	1,030,635f 00c
2	Services généraux de l'administration centrale. — Indemnités, gratifications, secours, frais de mission	79,600 00	65,307 03	14,292 97	79,600 00	57,645 98	21,954 02	״	״	79,600 00
3	Matériel de l'administration centrale	156,440 00	104,646 43	51,793 57	156,440 00	88,920 56	67,519 44	״	״	156,440 00
4	Impressions	111,700 00	94,646 11	17,053 89	111,700 00	94,646 11	17,053 89	״	״	111,700 00
5	Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. (Personnel.)	33,333 00	31,920 56	1,412 44	33,333 00	31,920 56	1,412 44	״	״	33,333 00
6	Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. (Matériel.)	19,617 00	10,544 41	9,072 59	19,617 00	10,459 16	9,157 84	״	״	19,617 00
7	Encouragements aux savants et gens de lettres	168,000 00	166,150 00	1,850 00	168,000 00	134,000 00	34,000 00	״	״	168,000 00
8	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	396,600 00	393,343 87	3,256 13	396,600 00	386,806 86	9,793 14	״	״	396,600 00
9	Administration académique. (Personnel.)	520,300 00	514,534 08	5,765 92	520,300 00	511,281 55	9,018 45	״	״	520,300 00
10	Administration académique. — Traitements de disponibilité et interruptions de traitement	3,200 00	3,000 00	200 00	3,200 00	2,625 00	575 00	״	״	3,200 00
11	Administration académique. — Indemnités, gratifications, secours	17,300 00	9,850 00	7,450 00	17,300 00	8,700 00	8,600 00	״	״	17,300 00
12	Administration académique. (Matériel.)	84,000 00	75,451 77	8,548 23	84,000 00	48,736 19	35,263 81	״	״	84,000 00
13	Inspection académique. — Traitements des inspecteurs d'académie	777,933 33	777,800 75	132 58	777,933 33	762,444 91	15,488 42	״	״	777,933 33
14	Inspection académique. — Traitements des secrétaires et commis	809,900 00	805,305 87	4,594 13	809,900 00	779,801 97	30,098 03	״	״	809,900 00
15	Inspection académique. — Traitements de disponibilité	10,000 00	7,478 77	2,521 23	10,000 00	6,678 77	3,321 23	״	״	10,000 00
16	Secours et indemnités aux anciens fonctionnaires de l'inspection académique et à leurs veuves ou orphelins	25,000 00	24,550 00	450 00	25,000 00	21,500 00	3,500 00	״	״	25,000 00
17	Inspection académique. (Matériel.)	74,000 00	73,959 50	40 50	74,000 00	48,623 45	25,376 55	״	״	74,000 00
18	Frais généraux de l'enseignement supérieur	99,642 30	87,717 78	11,924 52	99,642 30	80,846 22	18,796 08	״	״	99,642 30
19	Université de Paris. (Personnel.)	4,066,569 00	4,057,788 33	8,780 67	4,066,569 00	3,903,843 48	162,725 52	״	״	4,066,569 00
20	Universités des départements. (Personnel.)	8,065,970 00	8,032,381 02	33,588 98	8,065,970 00	7,948,126 75	117,843 25	״	״	8,065,970 00
21	Universités. — Indemnités et allocations diverses	150,200 00	100,677 78	49,522 22	150,200 00	92,406 09	57,793 91	״	״	150,200 00
22	Universités. (Matériel.)	2,669,577 00	2,639,798 63	29,778 37	2,669,577 00	2,241,566 90	428,010 10	״	״	2,669,577 00
23	Examens et concours de l'enseignement supérieur	314,100 00	244,655 83	69,444 17	314,100 00	196,662 88	117,437 12	״	״	314,100 00
24	Bourses de l'enseignement supérieur. — Université de Paris	114,000 00	111,975 00	2,025 00	114,000 00	110,800 00	3,200 00	״	״	114,000 00
25	Bourses de l'enseignement supérieur. — Universités des départements	262,000 00	252,445 00	9,555 00	262,000 00	247,641 66	14,358 34	״	״	262,000 00
26	Bourses d'études, de voyages et de séjour à l'étranger, de médecine et de pharmacie	107,000 00	104,324 85	2,675 15	107,000 00	96,433 19	10,566 81	״	״	107,000 00
27	Fonds pour l'expansion universitaire et scientifique de la France à l'étranger	172,300 00	109,268 81	63,031 19	172,300 00	96,192 26	76,107 74	״	״	172,300 00
28	École des hautes études. (Personnel.)	303,104 50	298,959 03	4,145 47	303,104 50	294,329 37	8,775 13	״	״	303,104 50
29	École des hautes études. (Matériel.)	109,459 50	50,202 10	59,257 40	109,459 50	43,726 43	65,733 07	״	״	109,459 50
30	École normale supérieure. (Personnel.)	69,925 00	68,741 06	1,183 94	69,925 00	68,741 06	1,183 94	״	״	69,925 00
31	École normale supérieure. — Indemnités, gratifications, secours	3,000 00	1,000 00	2,000 00	3,000 00	1,000 00	2,000 00	״	״	3,000 00
32	École normale supérieure. (Matériel.)	204,000 00	173,007 88	30,992 12	204,000 00	163,118 53	40,881 47	״	״	204,000 00
33	Collège de France. (Personnel.)	539,550 00	513,417 67	26,132 33	539,550 00	512,823 67	26,726 33	״	״	539,550 00
34	Collège de France. — Indemnités, gratifications, secours	2,000 00	״	2,000 00	2,000 00	״	2.000 00	״	״	2,000 00
35	Collège de France. (Matériel.)	77,860 00	32,859 47	45,000 53	77,860 00	26,474 92	51,385 08	״	״	77,860 00
36	École des langues orientales vivantes. (Personnel.)	159,450 00	157,474 26	1,975 74	159,450 00	157,368 51	2,081 49	״	״	159,450 00
37	École des langues orientales vivantes. — Indemnités, gratifications, secours	1,000 00	״	1,000 00	1,000 00	״	1,000 00	״	״	1,000 00
38	École des langues orientales vivantes. (Matériel.)	29,050 00	10,893 39	18,156 61	29,050 00	9,701 82	19,348 18	״	״	29,050 00
39	École des chartes. (Personnel.)	66,600 00	66,503 54	96 46	66,600 00	66,503 54	96 46	״	״	66,600 00
40	École des chartes. — Indemnités, gratifications, secours	1,900 00	1,900 00	״	1,900 00	1,900 00	״	״	״	1,900 00
	A reporter	21,905,815 63	21,298,389 85	607,425 78	21,905,815 63	20,376,732 62	1,529,083 01	״	״	21,905,815 63

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des :				
27 février 1912	״	Budget primitif		297,742,024f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
30 mars 1912	1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	6,375f 00c	
	93	Frais généraux de l'enseignement secondaire	10,000 00	
	125	Écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. — Matériel	15,000 00	
	148 bis	Célébration du bi-centenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau	30,000 00	
26 juin 1912	18	Frais généraux de l'enseignement supérieur	15,992 30	
	144	Service des constructions scolaires. — Lycées et collèges de garçons	500,000 00	
13 juillet 1912	147	Frais d'acquisition et d'appropriation d'un immeuble destiné à l'installation d'un lycée de jeunes filles, rue de Douai, à Paris	1,990 86	
	61 bis	Bureau des longitudes. — Conférence internationale pour étude de l'unification des signaux horaires par la télégraphie sans fil	7,500 00	
13 juillet 1912	147 bis	Frais d'appropriation et d'aménagement pour l'installation d'un lycée de jeunes filles dans les dépendances de l'hôtel Biron	686,522 09	
13 juillet 1912	150	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	32,444 18	
27 novembre 1912	22	Universités. — Matériel	396,250 00	
23 décembre 1912	58	Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — Matériel	44,000 00	
	101	Frais généraux des collèges communaux de garçons	10,000 00	
	113	Traitements, indemnités et allocations pour inactivité ou interruption d'emploi (enseignement secondaire)	12,000 00	
	131	Frais de suppléance et de maladie des instituteurs et des institutrices	126,500 00	
	134	Subventions aux communes du département de la Seine pour contribuer aux frais d'inspection médicale des écoles primaires	800 00	
	138	Traitements et indemnités aux fonctionnaires en congé. — Indemnités pour interruption de traitement (enseignement primaire). — Allocations aux médaillés de l'enseignement primaire	10,000 00	
	140	Allocations aux fonctionnaires de l'enseignement primaire chargés de famille	115,360 00	
	141	Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 août 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public	45,000 00	
			2,065,734 43	
		2° Crédits annulés.		
12 juillet 1912	13	Inspection académique. — Traitements des inspecteurs d'académie. 5,000f 00c		
23 décembre 1912	128	Traitements du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes. 126,500 00		
	133	Subventions aux communes pour les caisses des écoles. 800 00	132,300 00	
				1,933,434 43
		A reporter		299,675,458 43

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	21,905,815f63c	21,298,389f85c	607,425f78c	21,905,815f63c	20,376,732f62c	1,529,083f01c	//	//	21,905,815f63c
41	École des chartes. (Matériel.)	14,000 00	8,735 16	5,264 84	14,000 00	8,724 81	5,275 19	//	//	14,000 00
42	École française d'Athènes. (Personnel.)	53,300 00	50,432 67	2,867 33	53,300 00	46,424 39	6,875 61	//	//	53,300 00
43	École française d'Athènes. (Matériel.)	70,000 00	37,651 65	32,348 35	70,000 00	36,901 65	33,098 35	//	//	70,000 00
44	École française de Rome. (Personnel.)	38,500 00	38,399 76	100 24	38,500 00	28,799 82	9,700 18	//	//	38,500 00
45	École française de Rome. (Matériel.)	36,760 00	14,142 95	22 617 05	36,760 00	9,237 05	27,522 95	//	//	36,760 00
46	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	735,650 00	719,334 43	16,315 57	735,650 00	718,923 55	16,726 45	//	//	735,650 00
47	Muséum d'histoire naturelle (Indemnités, gratifications, secours.)	20,000 00	12,982 20	7,017 80	20,000 00	12,982 20	7,017 80	//	//	20,000 00
48	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.)	318,640 00	318,640 00	//	318,640 00	318,640 00	//	//	//	318,640 00
49	Observatoire de Paris. (Personnel.)	185,500 00	180,936 84	4,563 16	185,500 00	180,936 84	4,563 16	//	//	185,500 00
50	Observatoire de Paris. (Indemnités, gratifications, secours.)	7,000 00	3,457 50	3,542 50	7,0000 00	3,157 50	3,842 50	//	//	7,000 00
51	Observatoire de Paris. (Matériel.)	61,000 00	39,136 26	21,863 74	61,000 00	38,901 20	22,098 80	//	//	61,000 00
52	Publication de la carte photographique du ciel	90,000 00	55,586 54	34,413 46	90,000 00	46,371 46	43,628 54	//	//	90,000 00
53	Bureau central météorologique. — (Personnel.)	119,130 00	117,036 30	2,093 70	119,130 00	115,320 91	3,809 09	//	//	119,130 00
54	Bureau central météorologique. (Indemnités, gratifications, secours.)	3,720 00	3,364 00	356 00	3,720 00	3,364 00	356 00	//	//	3,720 00
55	Bureau central météorologique. — (Matériel.)	82,250 00	61,509 94	20,740 06	82,250 00	55,470 74	26,779 26	//	//	82,250 00
56	Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — (Personnel.)	42,750 00	42,418 14	331 86	42,750 00	42,418 14	331 86	//	//	42,750 00
57	Observatoire d'astronomie physique de Meudon. (Indemnités, gratifications, secours.)	2,250 00	1,425 30	824 70	2,250 00	1,425 30	824 70	//	//	2,250 00
58	Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — (Matériel.)	80,000 00	17,805 68	62,194 32	80,000 00	17,805 68	62,194 32	//	//	80,000 00
59	Bureau des longitudes. — (Personnel.)	117,950 00	114,465 44	3,484 56	117,950 00	114,229 34	3,720 66	//	//	117,950 00
60	Bureau des longitudes. (Indemnités, gratifications, secours.)	8,170 00	2,570 00	5,600 00	8,170 00	2,570 00	5,600 00	//	//	8,170 00
61	Bureau des longitudes (Matériel)	24,000 00	2,996 75	21,003 25	24,000 00	2,996 75	21,003 25	//	//	24,000 00
61 bis	Bureau des longitudes. — Conférence internationale pour études de l'unification des signaux horaires par la télégraphie sans fil	7,500 00	5,792 25	1,707 75	7,500 00	3,544 00	3,956 00	//	//	7,500 00
62	Subvention à la société des observatoires du Mont-Blanc	8,000 00	8,000 00	//	8,000 00	4,000 00	4,000 00	//	//	8,000 00
63	Institut national de France. — (Personnel.)	67,500 00	65,693 77	1,806 23	67,500 00	65,693 77	1,806 23	//	//	67,500 00
64	Institut national de France. (Indemnités académiques aux membres de l'Institut et à divers.)	423,000 00	422,839 36	160 64	423,000 00	385,885 24	37,114 76	//	//	423,000 00
65	Institut national de France. — (Matériel.)	209,400 00	117,285 40	92,114 60	209,400 00	113,332 82	96,067 18	//	//	209,400 00
66	Publication des travaux de la mission de l'Équateur	22,000 00	//	22,000 00	22,000 00	//	22,000 00	//	//	22,000 00
67	Académie de médecine. — (Personnel.)	55,050 00	47,084 46	7,965 54	55,050 00	47,084 46	7,965 54	//	//	55,050 00
68	Académie de médecine. — (Matériel.)	30,400 00	22,388 58	8,011 42	30,400 00	22,077 59	8,322 41	//	//	30,400 00
69	Subventions à des sociétés savantes et à des établissements libres d'enseignement supérieur	142,000 00	131,684 07	10,315 93	142,000 00	114,634 07	27,365 93	//	//	142,000 00
70	Subvention à la caisse des recherches scientifiques	35,000 00	35,000 00	//	35,000 00	35,000 00	//	//	//	35,000 00
71	Publication des travaux de l'expédition française au Pôle Sud	26,000 00	25,982 50	17 50	26,000 00	25,982 50	17 50	//	//	26,000 00
72	Voyages et missions scientifiques et littéraires	189,960 00	165,501 20	24,458 80	189,960 00	162,607 20	27,352 80	//	//	189,960 00
73	Musée d'ethnographie. — Musée Guimet. (Personnel.)	51,170 00	46,829 26	5,140 74	51,970 00	46,829 26	5,140 74	//	//	51,970 00
74	Musée d'ethnographie. — Musée Guimet. (Indemnités, gratifications, secours.)	4,520 00	2,996 75	1,523 25	4,520 00	2,996 75	1,523 25	//	//	4,520 00
75	Musée d'ethnographie. — Musée Guimet. (Matériel)	23,110 00	9,738 84	13,371 16	23,110 00	9,674 34	13,435 66	//	//	23,110 00
76	Institut français d'archéologie orientale au Caire	107,760 00	107,760 00	//	107,760 00	107,760 00	//	//	//	107,760 00
77	Subvention à la mission scientifique du Maroc	40,000 00	40,000 00	//	40,000 00	40,000 00	//	//	//	40,000 00
78	Publications diverses	202,200 00	65,205 60	136,994 40	202,200 00	53,248 73	148,951 27	//	//	202,200 00
79	Fouilles archéologiques en Perse	131,000 00	112,087 16	18,912 84	131,000 00	104,916 66	26,083 34	//	//	131,000 00
	A reporter	25,792,755 63	24,573,286 56	1,219,469 07	25,792,755 63	23,527,601 34	2,265,154 29	//	//	25,792,755 63

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 461.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
		Report			299,675,458 43
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.			
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.			
Décrets des :		*1° Crédits reportés de 1911.*			
1er février 1912	149	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		7,871f53c	
23 février 1912	149	*Idem*		10,137 86	
26 juin 1912	149	*Idem*		500 00	
30 juin 1912	149	*Idem*		5 60	
				18,514 99	
		2° Crédits ouverts à 1912.			
1er février 1912	149	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	33,077f17c		
6 mars 1912	149	*Idem*	6,985 10		
1er mai 1912	149	*Idem*	15,513 15		
18 juillet 1912	149	*Idem*	29,507 04		
3 octobre 1912	149	*Idem*	26,824 92		
12 novembre 1912	149	*Idem*	15,454 53		
20 novembre 1912	149	*Idem*	51,058 60		
30 novembre 1912	149	*Idem*	20,050 00		
14 décembre 1912	149	*Idem*	5,583 80		
				204,054 31	
					222,569 30
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
		Crédits ouverts à 1912.			
12 mars 1912	20	Universités des départements (Personnel)		8,800f00c	
	22	Universités. (Matériel.)		1,200 00	
25 mars 1912	20	Universités des départements. (Personnel).		500 00	
	22	Universités. (Matériel)		500 00	
1er avril 1912	28	École des hautes études. (Personnel)		4,000 00	
	33	Collège de France. (Personnel)		10,000 00	
11 avril 1912	13	Inspection académique. — Traitements des inspecteurs d'académie		8,833 33	
8 mai 1912	119	Frais généraux de l'enseignement primaire et indemnités temporaires exceptionnelles		2,000 00	
12 mai 1912	28	École des hautes études. (Personnel)		16,500 00	
	29	École des hautes études. (Matériel)		3,500 00	
	33	Collège de France. (Personnel)		6,000 00	
	35	Collège de France. (Matériel)		300 00	
	36	École des langues orientales vivantes (Personnel)		6,000 00	
	38	École des langues orientales vivantes (Matériel)		1,000 00	
	118	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles		4,166 66	
20 juillet 1912	33	Collège de France. (Personnel)		10,000 00	
18 octobre 1912	20	Universités des départements (Personnel).		375 00	
	22	Universités. (Matériel)		2,125 00	
	28	École des hautes études (Personnel)		7,604 50	
	29	École des hautes études (Matériel)		4,795 50	
	38	École des langues orientales vivantes (Matériel)		3,000 00	
18 octobre 1912	19	Université de Paris (Personnel)		5,500 00	
	22	Universités (Matériel)		500 00	
	38	École des langues orientales vivantes (Matériel)		750 00	
23 octobre 1912	20	Universités des départements (Personnel)		2,000 00	
27 octobre 1912	20	Universités des départements. (Personnel)		1,125 00	
	22	Universités (Matériel)		3,875 00	
	38	École des langues orientales vivantes (Matériel)		1,000 00	
		A reporter		115,949 99	299,898,027 73

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	25,792,755f 63c	24,573,286f 56c	1,219,469f 07c	25,792,755f 63c	23,527,601f 34c	2,265,154f 29c	//	//	25,792,755f 63c
80	Bibliothèque nationale. (Personnel.)	457,800 00	451,792 12	6,007 88	457,800 00	451,081 20	6.718 80	//	//	457,800 00
81	Bibliothèque nationale. — Indemnités, gratifications, secours	20,000 00	18,802 45	1,197 55	20,000 00	18,802 45	1,197 55	//	//	20,000 00
82	Bibliothèque nationale. (Matériel.)	279,400 00	239,168 88	40,231 12	279,400 00	221.148 72	58,251 28	//	//	279,400 00
83	Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	106,000 00	75,662 82	30,337 18	106,000 00	75,662 82	30,337 18	//	//	106,000 00
84	Bibliothèques publiques. (Personnel.)	147,520 00	146,998 35	521 65	147,520 00	146,540 02	979 98	//	//	147,520 00
85	Bibliothèques publiques. Indemnités, gratifications, secours	980 00	//	980 00	980 00	//	980 00	//	//	980 00
86	Bibliothèques publiques. (Matériel.)	63,900 00	29,084 29	34,815 71	63,900 00	26,857 29	37,042 71	//	//	63,900 00
87	Catalogues des manuscrits et incunables	15,000 00	4,782 00	10,218 00	15,000 00	4,032 00	10,968 00	//	//	15,000 00
88	Services généraux des bibliothèques et des archives	39,000 00	37,591 63	1,408 37	39,000 00	35,495 18	3,504 82	//	//	39,000 00
89	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires.	162,000 00	123,948 00	38,052 00	162,000 00	119,294 75	42,705 25	//	//	162,000 00
90	Archives nationales. (Personnel.)	208,950 00	203,208 49	5,741 51	208,950 00	203,208 49	5,741 51	//	//	208,950 00
91	Archives nationales. — Indemnités, gratifications, secours	750 00	750 00	//	750 00	//	750 00	//	//	750 00
92	Archives nationales. (Matériel.)	23,550 00	11,756 68	11,793 32	23,550 00	11,741 68	11,808 32	//	//	23,550 00
93	Frais généraux de l'enseignement secondaire	202,800 00	176,771 08	26,028 92	202,800 00	174,890 03	27,909 97	//	//	202,800 00
94	Subventions fixes quinquennales pour insuffisance de recettes des externats des lycées nationaux de garçons	8,540,900 00	8,540,900 00	//	8,540,900 00	8,540,900 00	//	//	//	8,540,900 00
95	Subventions pour insuffisance de recettes des internats et dépenses diverses des lycées nationaux de garçons	160,000 00	//	160,000 00	160,000 00	//	160,000 00	//	//	160,000 00
96	Frais généraux des lycées nationaux de garçons	316,500 00	204,091 74	112,408 26	316,500 00	174,859 79	141,640 21	//	//	316,500 00
97	Indemnités d'agrégation dans les lycées de garçons	706,000 00	518,200 00	187,800 00	706,000 00	514,200 00	191,800 00	//	//	706,000 00
98	Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des lycées de garçons.	6,517,650 00	5,723,500 00	794,150 00	6,517,650 00	5,713,500 00	804,150 00	//	//	6,517,650 00
99	Collèges communaux de garçons	4,944,500 00	4 910,104 81	34,395 19	4,944,500 00	4,908,288 38	36,211 62	//	//	4,944,500 00
100	Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de garçons	3,717,600 00	3,472,539 15	245,060 85	3,717,600 00	3,443,936 27	273,663 73	//	//	3,717,600 00
101	Frais généraux des collèges communaux de garçons	138,000 00	104,390 18	33,609 82	138,000 00	91,417 02	46,582 98	//	//	138,000 00
102	École normale de Sèvres. (Personnel.)	155,200 00	155,200 00	//	155,200 00	155,200 00	//	//	//	155,200 00
103	École normale de Sèvres. (Matériel.)	101,499 00	101.499 00	//	101,499 00	101,499 00	//	//	//	101,499 00
104	Lycées nationaux de jeunes filles	1,571,500 00	1,571,000 00	500 00	1,571,500 00	1,571,000 00	500 00	//	//	1,571,500 00
105	Collèges communaux de jeunes filles	763,925 00	727,458 25	36,466 75	763,925 00	722,464 50	41,460 50	//	//	763,925 00
106	Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles	1,365,200 00	1,365,196 80	3 20	1,365,200 00	1,344,518 99	20,681 01	//	//	1,365,200 00
107	Cours secondaires de jeunes filles. — Frais généraux des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles	366,150 00	310,543 96	55,606 04	366,150 00	308,005 45	58,144 55	//	//	366,150 00
108	Subventions aux collèges et cours secondaires de jeunes filles qui seront créés dans le courant de 1912	20,000 00	9,788 25	10,211 75	20,000 00	9,788 25	10,211 75	//	//	20,000 00
109	Bourses nationales et dégrèvements dans les lycées, collèges et cours secondaires. — Remises dans la proportion des crédits disponibles, et après examen, en faveur des enfants des familles nécessiteuses	2,946,400 00	2,176,232 37	770,167 63	2,946,400 00	2,17[illegible],571 37	771,828 63	//	//	2,946,400 00
110	Bourses nationales aux élèves martiniquais dans les lycées et collèges	50,000 00	28,406 00	21,594 00	50,000 00	28,406 00	21,594 00	//	//	50,000 00
111	Remises universitaires accordées dans les lycées et collèges de garçons, dans les lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles	2,334,000 00	1,886,750 01	447,249 99	2,334,000 00	1,856,650 51	477,349 49	//	//	2,334,000 00
112	Subvention et bourses d'externat à l'École alsacienne	65,000 00	53,000 00	12,000 00	65,000 00	53,000 00	12,000 00	//	//	65,000 00
113	Traitements, indemnités et allocations pour inactivité ou interruption d'emploi. (Enseignement secondaire.)	312,000 00	284,759 92	27,240 08	312,000 00	247,237 58	64,762 42	//	//	312,000 00
114	Frais de déplacement des fonctionnaires de l'enseignement secondaire en exercice.	53,250 00	26,968 00	26,282 00	53,250 00	21,370 00	31,880 00	//	//	53,250 00
115	Secours aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire en exercice	31,000 00	8,910 00	22,090 00	31,000 00	4,400 00	26,600 00	//	//	31,000 00
116	Secours aux anciens fonctionnaires de l'enseigt secondre, à leurs veuves ou orphelins.	190,000 00	187,465 00	2,535 00	190,000 00	177,590 00	12,410 00	//	//	190,000 00
117	Subventions aux lycées pour l'amélior. de la situation des agents de serv. de ces établ.	363,200 00	38,231 00	324,969 00	363,200 00	32,637 00	330.563 00	//	//	363,200 00
118	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,522,648 73	2,501,784 86	20,863 87	2,522,648 73	2,283.385 78	239.262 95	//	//	2,522,648 73
119	Frais généraux de l'enseignement primaire et indemnités temporaires exceptionnelles.	577,600 00	407,534 83	170,065 17	577,600 00	292,646 37	284,953 63	//	//	577,600 00
	A reporter	66,350,128 36	61,408,057 48	4,942,070 88	66,350,128 36	59,787,828 23	6,562,300 13	//	//	66,350,128 36

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 461.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	115,949f 99c	299,898,027f 73c
Décrets des :				
12 nov. 1912	72	Voyages et missions scientifiques et littéraires	2,960 00	
	118	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	1,033 33	
25 nov. 1912	20	Universités des départements. (Personnel.)	1,000 00	
30 nov. 1912.	22	Universités. (Matériel.)	2,500 00	
19 déc. 1912	36	École des langues orientales vivantes. (Personnel.)	500 00	
	38	École des langues orientales vivantes. (Matériel)	1,000 00	
	118	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	1,928 74	
				126,872 06
	151	Dépenses des exercices clos		100,715 41
		TOTAL GÉNÉRAL		300,125,615 20

Compte provisoire des Dépenses (Suite.)

INISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
	Report	66,350,128f 36c	61,408,057f 48c	4,942,070f 88c	66,350,128f 36c	59,787,828f 23c	6,562,300f 13c	″	″	66,350,128f 36c	(A) Voir note page 461.
120	École normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. (Personnel.)	86,750 00	85,550 00	1,200	86,750 00	85,550 00	1,200 00	″	″	86,750 00	
121	École normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. (Matériel.)	89,000 00	88,891 78	108 22	89,000 00	88,891 78	108 22	″	″	89,000 00	
122	École normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud. (Personnel.)	90,550 00	90,550 00	″	90,550 00	90,550 00	″	″	″	90,550 00	
123	École normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud. (Matériel.)	63,960 00	63,960 00	″	63,960 00	63,960 00	″	″	″	63,960 00	
124	Écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. (Personnel.)	4,616,485 00	4,548,285 90	68,199 10	4,616,485 00	4,449,230 47	167,254 53	″	″	4,616,485 00	
125	Ecoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. (Matériel.)	5,015,000 00	4,888,716 66	126,283 34	5,015,000 00	4,849,803 21	165,196 79	″	″	5,015,000 00	
126	Enseignement primaire supérieur	6,012,545 00	5,885,416 83	127,128 17	6,012,545 00	5,248,303 08	764,241 92	″	″	6,012,545 00	
127	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement primaire.	825,000 00	818,963 18	6,036 82	825,000 00	617,140 98	207,859 02	″	″	825,000 00	
128	Traitements du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	185,465,170 00	183,773,618 50	1,760,085 19	185,533,703 69	167,593,348 77	17,940,354 92	68,533 69	″	185,533,703 69	
129	Créations d'écoles et d'emplois	635,000 00	421,236 00	213,764 00	635,000 00	294,893 96	340,106 04	″	″	635,000 00	
130	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	5,423,000 00	5,130,000 00	293,000 00	5,423,000 00	5,130,000 00	293,000 00	″	″	5,423,000 00	
131	Frais de suppléance et de maladie des instituteurs et des institutrices	1,000,000 00	859,819 40	140,180 60	1,000,000 00	765,945 49	234,054 51	″	″	1,000,000 00	
132	Indemnités de remplacement des institutrices en couches	343,000 00	330,260 00	12,740 00	343,000 00	241,774 13	101,225 87	″	″	343,000 00	
133	Subventions aux communes pour les caisses des écoles	129,200 00	119,230 00	9,970 00	129,200 00	85,220 00	43,980 00	″	″	129,200 00	
134	Subventions aux communes du département de la Seine pour contribuer aux frais de l'inspection médicale des écoles primaires	16,800 00	16,000 00	800 00	16,800 00	16,000 00	800 00	″	″	16,800 00	
135	Subventions et encouragements	101,800 00	85,661 40	16,138 60	101,800 00	76,329 22	25,470 78	″	″	101,800 00	
136	Enseignement primaire. — Matériel. — Bibliothèques scolaires	309,400 00	234,814 96	74,585 04	309,400 00	232,155 96	77,244 04	″	″	309,400 00	
137	Œuvres complémentaires de l'école	950,000 00	910,501 98	39,598 02	950,100 00	882,320 97	67,779 03	100 00	″	950,100 00	
138	Traitements et indemnités aux fonctionnaires en congé. — Indemnités pour interruption de traitement. (Enseignement primaire.) — Allocation aux médaillés de l'enseignement primaire	868,300 00	836,320 04	31,979 96	868,300 00	625,060 83	243,239 17	″	″	868,300 00	
139	Avances remboursables aux instituteurs et aux institutrices admis à faire valoir leurs droits à la retraite. — Secours et subventions aux anciens fonctionnaires de l'enseignement primaire et à leurs veuves ou orphelins	1,308,000 00	945,785 99	362,214 01	1,308,000 00	861,062 43	446,937 57	″	″	1,308,000 00	
140	Allocations aux fonctionnaires de l'enseignement primaire chargés de famille	300,360 00	184,960 00	115,400 00	300,360 00	183,940 00	116,420 00	″	″	300,360 00	
141	Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public	85,000 00	39,854 81	45,145 19	85,000 00	37,824 81	47,175 19	″	″	85,000 00	
142	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	1,519,245 00	1,440,003 72	79,241 28	1,519,245 00	1,138,442 92	380,802 08	″	″	1,519,245 00	
143	Service des constructions scolaires. (Enseignement primaire.)	10,000,000 00	9,412,452 34	587,547 66	10,000,000 00	7,455,030 29	2,544,969 71	″	″	10,000,000 00	
144	Service des constructions scolaires. (Lycées et collèges de garçons.)	3,789,900 00	2,833,836 54	956,063 46	3,789,900 00	2,660,377 30	1,129,522 70	″	″	3,789,900 00	
145	Service des constructions scolaires. (Lycées et collèges de jeunes filles.)	2,745,380 00	1,387,243 88	1,358,136 12	2,745,380 00	1,290,231 99	1,455,148 01	″	″	2,745,380 00	
146	Subventions pour constructions de l'enseignement supérieur et établissements de l'enseignement supérieur	200,000 00	200,000 00	″	200,000 00	190,000 00	10,000 00	″	″	200,000 00	
147	Frais d'acquisition et d'appropriation d'un immeuble destiné à l'installation d'un lycée de jeunes filles, rue de Douai, à Paris	701,990 86	119,863 36	582,127 50	701,990 86	119,859 76	582,131 10	″	″	701,990 86	
147bis	Frais d'appropriation et d'aménagement pour l'installation d'un lycée de jeunes filles dans les dépendances de l'hôtel Biron	686,522 09	307,984 83	378,537 26	686,522 09	307,984 83	378,537 26	″	″	686,522 09	
148	Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	12,400 00	11,835 62	564 38	12,400 00	″	12,400 00	″	″	12,400 00	
148bis	Célébration du bi-centenaire de la naissance de Jean-Jacques-Rousseau	30,000 00	23,469 86	6,530 14	30,000 00	18,586 89	11,413 11	″	″	30,000 00	
149	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	222,569 30	212,469 10	*à déd. 2,850 00*	209,619 10	209,619 10	″	″	12,950 20	209,619 10	
150	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	32,444 18	32,444 18	″	32,444 18	32,444 18	″	″	″	32,444 18	
		300,024,899 79	287,748,058 34	12,332,524 94	300,080,583 28	265,729,711 58	34,350,871 70	68,633 69	12,950 20	300,080,583 28	
151	Dépenses des exercices clos	100,715 41	100,715 41	″	100,715 41	100,715 41	″	″	″	100,715 41	
	TOTAUX	300,125,615 20	287,848,773 75	12,332,524 94	300,181,298 69	265,830,426 99	34,350,871 70	68,633 69	12,950 20	300,181,298 69	
								55,683f 49c			

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

2ᵉ SECTION. — BEAUX-ARTS.

3ᵉ PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Personnel de l'administration centrale	481,000ᶠ 00ᶜ	461,638ᶠ 78ᶜ	675ᶠ 25ᶜ	462,314ᶠ 03ᶜ	461,518ᶠ 63ᶜ	795ᶠ 40ᶜ	"	18,685ᶠ 97ᶜ	462,314ᶠ 03ᶜ
2	Personnel de l'administration centrale. — Indemnités diverses. — Secours, gratifications frais de voyages et de missions	33,675 00	27,663 10	2,484 20	30,147 30	26,697 95	3,449 35	"	3,527 70	30,147 30
3	Matériel de l'administration centrale	54,100 00	44,196 84	9,901 55	54,098 39	40,005 91	14,092 48	"	1 61	54,098 39
4	Personnel des inspections et des services extérieurs des Beaux-arts	100,200 00	97,899 36	"	97,899 36	97,457 70	441 66	"	2,300 64	97,899 36
5	Frais de tournées et de voyages	20,000 00	18,091 25	520 50	18,611 75	18,091 25	520 50	"	1,388 25	18,611 75
6	Frais de missions	9,000 00	3,900 00	5,100 00	9,000 00	3,900 00	5,100 00	"	"	9,000 00
7	Académie de France à Rome. (Personnel.)	13,400 00	13,399 92	"	13,399 92	12,283 26	1,116 66	"	0 08	13,399 92
8	Académie de France à Rome. (Matériel.)	117,360 00	89,817 87	27,542 13	117,360 00	84,025 27	33,334 73	"	"	117,360 00
9	Académie de France à Rome. — Indemnités diverses, honoraires et salaires	21,340 00	19,228 46	2,111 50	21,339 96	17,440 13	3,899 83	"	0 04	21,339 96
10	École nationale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	312,700 00	309,596 12	"	309,596 12	308,951 68	644 44	"	3,103 88	309,596 12
11	École nationale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	123,600 00	82,052 76	40,630 59	122,683 35	80,968 76	41,714 59	"	916 65	122,683 35
12	École nationale des beaux-arts à Paris. — Indemnités et secours	460 00	"	460 00	460 00	"	460 00	"	"	460 00
13	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	110,600 00	109,034 20	"	109,034 20	108,884 20	150 00	"	1,565 80	109,034 20
14	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	36,125 00	30,852 92	5,258 90	36,111 82	28,277 92	7,833 90	"	13 18	36,111 82
15	École nationale des arts décoratifs à Paris. — Indemnités diverses	6,000 00	5,999 80	"	5,999 80	5,060 00	939 80	"	0 20	5,999 80
16	Subvention à l'école spéciale d'architecture	30,000 00	30,000 00	"	30,000 00	30,000 00	"	"	"	30,000 00
17	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	321,762 50	320,849 87	14,163 55	335,013 42	288,095 08	46,918 34	13,250ᶠ 92ᶜ	"	335,013 42
18	Écoles départementales et municipales de dessin, des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel. — Écoles régionales d'architecture	355,450 00	355,352 31	"	355,352 31	266,293 25	89,059 06	"	97 69	355,352 31
19	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	195,900 00	193,196 78	"	193,196 78	193,195 12	1 66	"	2,703 22	193,196 78
20	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	41,100 00	30,996 65	10,103 35	41,100 00	30,950 15	10,149 85	"	"	41,100 00
21	Conservatoire national de musique et de déclamation. — Indemnités diverses, pensions, encouragements, secours	41,223 00	30,550 00	10,322 93	40,872 93	30,425 00	10,447 93	"	350 07	40,872 93
22	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	156,500 00	150,679 51	7,370 49	158,050 00	131,194 96	26,855 04	1,550 00	"	158,050 00
23	Théâtres nationaux	1,465,000 00	1,465,000 00	"	1,465,000 00	1,340,833 05	124,166 95	"	"	1,465,000 00
24	Bibliothèque publique de l'Opéra. (Personnel.)	5,000 00	4,374 96	"	4,374 96	3,591 64	783 32	"	625 04	4,374 96
25	Bibliothèque publique de l'Opéra. — Dépenses de matériel. — Indemités diverses, secours	1,000 00	410 64	589 00	999 64	384 39	615 25	"	0 36	999 64
26	Concerts populaires à Paris et dans les départements et œuvres de décentralisation artistique	133,500 00	127,450 00	6,050 00	133,500 00	112,325 00	21,175 00	"	"	133,500 00
27	Sociétés musicales à Paris et dans les départements	7,100 00	7,091 99	"	7,091 99	6,396 99	695 00	"	8 01	7,091 99
28	Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. (Personnel.)	6,900 00	6,499 88	"	6,499 88	6,499 88	"	"	400 12	6,499 88
29	Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Dépenses du matériel, indemnités diverses, secours	6,210 30	5,538 04	671 11	6,209 15	5,062 79	1,146 36	"	1 15	6,209 15
30	Indemnités et secours. (Théâtres.)	105,000 00	102,893 05	1,650 00	104,543 05	86,708 33	17,834 72	"	456 95	104,543 05
31	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	831,025 00	747,810 42	76,126 76	823,937 18	722,802 22	101,134 96	"	7,087 82	823,937 18
32	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Encouragements. — Prix national et bourses de voyages en France et à l'étranger	254,000 00	221,100 00	32,722 10	253,822 10	212,050 00	41,772 10	"	177 90	253,822 10
33	Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	128,000 00	127,496 45	200 00	127,696 45	106,502 62	21,193 83	"	303 55	127,696 45
34	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	472,200 00	428,503 05	43,695 70	472,198 75	428,286 39	43,912 36	"	1 25	472,198 75
35	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	152,400 00	128,776 91	23,617 92	152,394 83	124,797 79	27,597 04	"	5 17	152,394 83
36	Manufacture nationale de Sèvres. — Indemnités diverses, missions, secours, achats de projets et primes	33,000 00	31,605 46	1,390 00	32,995 46	29,765 46	3,230 00	"	4 54	32,995 46
37	École de céramique de la Manufacture nationale de Sèvres	20,658 00	18,800 26	1,760 62	20,560 88	18,800 26	1,760 62	"	97 12	20,560 88
38	École de céramique de la Manufacture nationale de Sèvres. — Matériel et indemnités diverses	28,342 00	24,539 30	3,801 84	28,341 14	24,509 30	3,831 84	"	0 86	28,341 14
	A reporter	6,230,830 80	5,872,886 91	328,919 99	6,201,806 90	5,493,032 33	708,774 57	14,800 92	43,824 82	6,201,806 90

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	"	Budget primitif		21,214,683ᶠ 00ᶜ
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
13 juillet 1912	76	Constructions et grosses réparations des hôtels diplomatiques et consulaires. — Mobilier de première installation	73,000ᶠ 00ᶜ	
	100	Frais de procès et d'instance	1,358 26	
	102	Participation du service des Beaux-Arts au Congrès international de Dresde pour l'enseignement du dessin et des arts appliqués à l'industrie	9,000 00	
27 novembre 1912	85	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de construction et de réfection	92,000 00	
	101	Travaux de réfection du ministère des Affaires étrangères	100,000 00	
23 décembre 1912	47	Musées nationaux. — Matériel	1,247 00	
	71	Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux	1,500 00	
	72	Matériel des bâtiments civils et des palais nationaux	3,615 75	
	73	Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux	3,000 00	
				284,721 01
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.		
		Crédits reportés de 1911.		
Décrets des : 30 janvier 1912	97	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	17,725ᶠ 21ᶜ	
5 mars 1912	97	*Idem*	1,507 91	
			19,233 12	
		Crédits ouverts à 1912.		
30 janvier 1912	97	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations — 37,781ᶠ 80ᶜ		
1ᵉʳ juin 1912	97	*Idem* — 6,237 75		
1ᵉʳ mars 1912	97	*Idem* — 13,185 00		
18 mars 1912	97	*Idem* — 665 05		
1ᵉʳ mai 1912	97	*Idem* — 459 21		
10 mai 1912	97	*Idem* — 35,909 80		
14 juin 1912	97	*Idem* — 2,282 00		
13 août 1912	97	*Idem* — 4,000 00		
	97	*Idem* — 41,519 30		
27 août 1912	97	*Idem* — 2,188 30		
	97	*Idem* — 1,375 45		
14 septembre 1912	97	*Idem* — 1,069 60		
16 octobre 1912	97	*Idem* — 2,000 00		
	97	*Idem* — 1,000 00		
26 octobre 1912	97	*Idem* — 1,808 98		
6 novembre 1912	97	*Idem* — 16,146 93		
15 novembre 1912	97	*Idem* — 936 00		
	97	*Idem* — 16,373 20		
13 décembre 1912	97	*Idem* — 4,912 00		
31 décembre 1912	97	*Idem* — 1,435 25		
			191,285 62	210,518 74
		A reporter		21,709,922 75

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

2e SECTION. — BEAUX-ARTS. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	6,230,830f 80c	5,872,886f 91c	328,919f 99c	6,201,806f 90c	5,493,032f 33c	708,774f 57c	14,800f 92c	43,824f 82c	6,201,806f 90c
39	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	220,500 00	208,636 25	″	208,636 25	203,151 71	5,484 54	″	11,863 75	208,636 25
40	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	33,850 00	26,555 10	6,549 67	33,104 77	26,155 10	6,949 67	″	745 23	33,104 77
41	Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail	25,256 00	21,555 82	2,678 68	24,234 50	21,551 47	2,683 03	″	1,021 50	24,234 50
42	Manufacture nationale des Gobelins. (Restauration de tapisseries appartenant à l'État)	50,000 00	46,793 91	2,553 18	49,347 09	46,793 91	2,553 18	″	652 91	49,347 09
43	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	102,730 00	98,580 07	″	98,580 07	98,522 31	57 76	″	4,149 93	98,580 07
44	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	14,620 00	8,556 04	5,987 77	14,543 81	8,198 63	6,345 18	″	76 19	14,543 81
45	Manufacture nationale de Beauvais. — Indemnités diverses, primes de travail. — Secours	1,000 00	1,000 00	″	1,000 00	1,000 00	″	″	″	1,000 00
46	Musées nationaux. (Personnel.)	262,300 00	254,607 77	122 00	254,729 77	254,277 27	452 50	″	7,570 23	254,729 77
46 bis	Personnel de gardiennage	568,780 00	540,374 72	″	540,374 72	537,881 77	2,492 95	″	28,405 28	540,374 72
47	Musées nationaux. (Matériel.)	246,752 00	127,846 60	118,905 40	246,752 00	112,755 53	133,996 47	″	″	246,752 00
48	Musées nationnaux. — Salaire des gagistes. — Indemnités diverses, secours, frais de voyages	137,495 00	107,888 38	27,904 45	135,792 83	107,494 88	28,297 95	″	1,702 17	135,792 83
49	Musées nationaux. — Chalcographie et atelier de moulage	20,000 00	16,356 38	3,615 78	19,972 16	15,576 38	4,395 78	″	27 84	19,972 16
50	Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	165,000 00	165,000 00	″	165,000 00	165,000 00	″	″	″	165,000 00
51	Musées départementaux et municipaux. — Œuvres d'art appartenant à des collectivités autorisées	20,000 00	13,750 00	5,249 16	18,999 16	8,750 00	10,249 16	″	1,000 84	18,999 16
52	Musée indo-chinois du Trocadéro	6,000 00	4,432 10	1,566 18	5,998 28	2,621 50	3,376 78	″	1 72	5,998 28
53	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art. — Sociétés des beaux-arts des départements. — Inventaire général des richesses d'art de la France	90,000 00	60,746 30	28,244 00	88,990 30	60,746 30	28,244 00	″	1,009 70	88,990 30
54	Expositions à Paris et dans les départements	11,500 00	2,763 62	8,565 05	11,328 67	2,763 62	8,565 05	″	171 33	11,328 67
55	Expositions à Paris et dans les départements. — Indemnités	6,000 00	4,939 00	1,060 00	5,999 00	4,939 00	1,060 00	″	1 00	5,999 00
56	Conservation des palais nationaux. (Personnel.)	299,000 00	295,653 13	122 77	295,775 90	292,575 31	3,200 59	″	3,224 10	295,775 90
57	Conservation des palais nationaux. (Matériel.)	264,660 00	152,656 35	112,003 65	264,660 00	142,377 82	122,282 18	″	″	264,660 00
58	Conservation des palais nationaux. (Personnel auxiliaire.) — Indemnités diverses et secours	67,785 00	64,320 64	3,279 00	67,599 64	62,956 78	4,642 86	″	185 36	67,599 64
59	Administration du mobilier national. (Personnel.)	137,100 00	129,934 83	″	129,934 83	129,110 33	824 50	″	7,165 17	129,934 83
60	Administration du mobilier national. (Matériel.)	99,450 00	58,943 82	40,503 36	99,447 18	49,081 22	50,365 96	″	2 82	99,447 18
61	Administration du mobilier national. — Indemnités diverses. — Secours	10,675 00	4,149 98	6,520 00	10,669 98	4,059 98	6,610 00	″	5 02	10,669 98
62	Administration du mobilier national. — Ameublement de la Cour des comptes	275,000 00	222,145 61	52,854 39	275,000 00	210,495 82	64,504 18	″	″	275,000 00
63	Personnel des monuments historiques	148,775 00	121,143 49	24 50	121,167 99	108,218 07	12,949 92	″	27,607 01	121,167 99
64	Monuments historiques, — Subventions, allocations, missions, secours, indemnités diverses	10,900 00	9,950 00	950 00	10,900 00	9,950 00	950 00	″	″	10,900 00
65	Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État. — Ouverture de la digue du mont Saint-Michel	1,774,406 82	115,155 13	1,659,251 69	1,774,406 82	95,822 47	1,678,584 35	″	″	1,774,406 82
66	Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques	3,459,921 45	756,313 82	2,693,483 56	3,449,797 38	587,963 67	2,861,833 71	″	10,124 07	3,449,797 38
67	Monuments historiques. — Dépenses communes	156,000 00	108,713 44	47,286 56	156,000 00	100,119,57	55,880 43	″	″	156,000 00
68	Musée de sculpture comparée du Trocadéro. (Personnel.)	29,700 00	28,494 56	″	28,494 56	28,494 56	″	″	1,205 44	28,494 56
69	Musée de sculpture comparée du Trocadéro. (Matériel.)	44,950 00	16,094 55	27,878 98	43,973 53	14,790 60	29,182 93	″	976 47	43,973 53
70	Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Indemnités diverses et secours	700 00	300 00	396 00	696 00	300 00	396 00	″	4 00	696 00
71	Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux	198,160 00	193,457 47	2,237 83	195,695 30	190,182 47	5,512 83	″	2,464 70	195,695 30
72	Matériel des bâtiments civils et des palais nationaux	41,705 75	27,391 48	14,314 27	41,705 75	14,895 06	26,810 69	″	″	41,705 75
73	Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux	1,497,025 00	767,821 11	729,203 89	1,497,025 00	506,714 09	990,310 91	″	″	1,497,025 00
74	Bâtiments civils et palais nationaux. — Frais de voyages, indemnités diverses et secours	32,300 00	11,652 65	20,647 35	32,300 00	9,724 65	22,575 35	″	″	32,300 00
	A reporter	16,760,827 82	10,667,561 03	5,952,879 11	16,620,440 14	9,729,044 18	6,891,395 96	14,800 92	155,188 60	16,620,440 14

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 469.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report		21,709,922f 75c
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.		
		1° Crédits reportés de 1911.		
Décrets des :				
16 fév. 1912	31	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	12.900f 00c	
22 fév. 1912	40	Manufacture nationale des Gobelins. — Matériel	1,350 00	
22 fév. 1912	41	Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses. — Secours et primes de travail	3,656 00	
13 juin 1912	66	Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques	150,381 86	
29 juin 1912	65	Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État. — Ouverture de la digue du Mont-Saint-Michel	41,604 54	
				209,892 40
		2° Crédits ouverts à 1912.		
22 fév. 1912	31	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	45,500 00	
2 avril 1912	17	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	26,075 00	
2 avril 1912	31	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	2,000 00	
10 mai 1912	34	Manufacture nationale de Sèvres. — Personnel	6,000 00	
10 mai 1912	35	Manufacture nationale de Sèvres. — Matériel	3,000 00	
10 mai 1912	36	Manufacture nationale de Sèvres. — Indemnités diverses, missions, secours, achats de projets et primes	6,000 00	
10 mai 1912	40	Manufacture nationale des Gobelins. — Matériel	2,125 00	
10 mai 1912	41	Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail	375 00	
10 mai 1912	73	Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux	600 00	
12 mai 1912	75	Grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux	129,000 00	
14 juin 1912	17	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	22,987 50	
		A reporter	243,662 50	21,919,815 15

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

2e SECTION. — BEAUX-ARTS. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	16,760,827f82c	10,667,561f03c	5,952,879f11c	16,620,440f14c	9,729,044f18c	6,891,395f96c	14,800f92c	155,188f60c	16,620,440f14c
75	Grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux	1,401,300 00	201,474 71	1,199,825 29	1,401,300 00	165,864 49	1,235,435 51	″	″	1,401,300 00
76	Construction et grosses réparations des hôtels diplomatiques et consulaires	595,100 00	248,865 31	346,234 69	595,100 00	191,470 93	403,629 07	″	″	595,100 00
77	Bâtiments des cours d'appel. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	135,000 00	5,747 47	129,252 53	135,000 00	100 00	134,900 00	″	″	135,000 00
78	Reconstruction de la cour d'appel de Paris	200,000 00	16,400 00	120,938 43	137,338 43	16,400 00	120,938 43	″	62,661 57	137,338 43
79	Location du terrain du grand palais des Champs-Élysées	15,000 00	7,500 00	7,500 00	15,000 00	7,500 00	7,500 00	″	″	15,000 00
80	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel	117,600 00	116,800 00	″	116,800 00	116,792 40	7 60	″	800 00	116,800 00
81	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Matériel	16,800 00	14,466 48	1,696 52	16,163 00	3,106 97	13,056 03	″	637 00	16,163 00
82	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	387,644 65	260,119 26	127,525 39	387,644 65	229,694 03	157,950 62	″	″	387,644 65
83	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Frais de voyage, indemnités diverses et secours	11,000 00	9,534 38	150 00	9,684 38	4,654 77	5,029 61	″	1,315 62	9,684 38
84	Palais de Versailles et de Trianon. — Travaux de réfection et de restauration	200,000 00	160,000 00	40,000 00	200,000 00	21,000 00	179,000 00	″	″	200,000 00
85	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de construction et de réfection	292,000 00	36,082 52	169,730 52	205,813 04	34,559 27	171,253 77	″	86,186 96	205,813 04
86	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	40,000 00	34,084 42	5,493 69	39,578 11	″	39,578 11	″	421 89	39,578 11
87	Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement	300,000 00	26,005 93	211,569 66	237,575 59	25,595 76	211,979 83	″	62,424 41	237,575 59
88	Palais de Fontainebleau. — Travaux de restauration	50,000 00	38,500 00	11,500 00	50,000 00	″	50,000 00	″	″	50,000 00
89	Muséum d'histoire naturelle. — Travaux de construction et de réfection	185,000 00	2,570 08	182,429 92	185,000 00	2,570 08	182,429 92	″	″	185,000 00
90	École nationale d'agriculture de Grignon. — Travaux d'agrandissement et de réfection	89,000 00	75,000 00	13,774 96	88,774 96	36,431 84	52,343 12	″	225 04	88,774 96
91	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'amélioration	98,800 00	64,973 59	32,908 82	97,882 41	46,589 39	51,293 02	″	917 59	97,882 41
92	Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'institut national agronomique	400,000 00	61,484 94	158,079 85	219,564 79	46,914 94	172,649 85	″	180,435 21	219,564 79
93	Reconstruction du musée d'arts décoratifs des Gobelins	200,000 00	56,288 88	143,711 12	200,000 00	56,286 88	143,713 12	″	″	200,000 00
94	Construction d'un nouveau réservoir pour le service des eaux de Versailles et de Marly	400,000 00	325,683 80	″	325,683 80	305,213 87	20,469 93	″	74,316 20	325 683 80
95	École nationale des beaux-arts. — Travaux de restauration et de réfection	50,000 00	49,708 00	″	49,708 00	″	49,708 00	″	292 00	49,708 00
96	Observatoire du parc de Saint-Maur. — Reconstruction d'un pavillon central	50,000 00	7,572 60	37,134 05	44,706 65	7,572 60	37,134 05	″	5,293 35	44,706 65
96 bis	Construction d'un immeuble avenue de Suffren, pour la marine	500,000 00	52,078 96	279,397 97	331,476 93	52,078 96	279,397 97	″	168,523 07	331,476 93
96 ter	Transport du musée de la marine	34,000 00	34,000 00	″	34,000 00	″	34,000 00	″	″	34,000 00
97	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	210,518 74	200,446 73	″	200,446 73	200,446 73	″	″	10,072 01	200,446 73
100	Frais de procès et d'instance	1,358 26	1,356 26	″	1,356 26	1,306 66	49 60	″	2 00	1,356 26
101	Travaux de réfection au Ministère des Affaires étrangères	100,000 00	100,000 00	″	100,000 00	″	100,000 00	″	″	100,000 00
102	Participation du service des Beaux-Arts au congrès international de Dresde pour l'enseignement du dessin et des arts appliqués à l'industrie	9,000 00	6,766 52	2,191 70	8,958 22	6,760 10	2,198 12	″	41 78	8,958 22
		22,849,949 47	12,881,071 87	9,173,924 22	22,054,996 09	11,307,954 85	10,747,041 24	14,800 92	809,754 30	22,054,996 09
99	Dépenses des exercices clos	3,127,071 29	3,127,071 29	″	3,127,071 29	3,127,071 29	″	″	″	3,127,071 29
	Totaux	25,977,020 76	16,008,143 16	9,173,924 22	25,182,067 38	14,435,026 14	10,747,041 24	14,800 92	809,754 30	25,182,067 38
								794,953f38c		

RÉCAPITULATION.

	CRÉDITS	Dépenses constatées	Dépenses présumées	TOTAL	PAYEMENTS	RESTES À PAYER	Dépenses excédant les crédits	Crédits excédant les dépenses	DÉPENSES PROBABLES
1re Section. — Instruction publique	300,125,615f20c	287,848,773f75c	12,332,524f94c	300,181,298f69c	265,830,426f99c	34,350,871f70c	68,633f69c	12,950f20c	300,181,298f69c
2e Section. — Beaux-Arts	25,977,020 76	16,008,143 16	9,173,924 22	25,182,067 38	14,435,026 14	10,747,041 24	14,800 92	809,754 30	25,182,067 38
Totaux généraux	326,102,635 96	303,856,916 91	21,506,449 16	325,363,366 07	280,265,453 13	45,097,912 94	83,434 61	822,704 50	325,363,366 07
							739,269f89c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 469.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Décrets des :		Report	243,662f50c	21,919,815f15c
28 juin 1912	65	Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État. — Ouverture de la digue du Mont St-Michel	13,802 28	
	73	Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux	225 00	
	82	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	14,803 00	
3 juillet 1912	41	Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail	200 00	
	66	Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques	62,581 65	
27 juillet 1912	40	Manufacture nationale des Gobelins. — Matériel	6,375 00	
	41	Manufacture des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail	1,125 00	
2 sept. 1912	17	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	33,425 00	
	65	Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État. — Ouverture de la digue du Mont Saint-Michel	1,000 00	
	66	Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques.	87,359 67	
	82	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations.	8,440 00	
5 sept. 1912	66	Monuments historiques, etc	95,143 48	
13 sept. 1912	31	Travaux d'art et décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	16,625 00	
	38	École de céramique de la manufacture nationale de Sèvres. — Matériel et indemnités diverses	1,000 00	
14 nov. 1912	82	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	3,460 00	
29 nov. 1912	66	Monuments historiques, etc	172,952 08	
20 déc. 1912	17	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	19,075 00	
	82	Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	6,341 65	
21 déc. 1912	29	Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Dépenses du matériel, indemnités diverses, secours	110 30	
30 déc. 1912	65	Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'État. — Ouverture de la digue du Mont Saint-Michel	3,000 00	
	66	Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'État. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques.	105,043 93	
	66	*Idem*	34,383 78	930,134 32
	99	Dépenses des exercices clos		3,127,071 29
		Total général		25,977,020 76

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.	474,455f 00c	455,977f 98c	1,007f 70c	456,985f 68c	454,926f 13c	2,059f 55c	″	17,469f 32c	456,985f 68c
2	Indemnités spéciales, travaux extraordinaires, gratifications, secours au personnel de l'administration centrale	41,715 00	38,654 07	3,060 00	41,714 07	36,574 07	5,140 00	″	0 93	41,714 07
3	Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale	73,050 00	70,222 24	683 28	70,905 52	69,239 81	1,665 71	″	2,144 48	70,905 52
4	Indemnités diverses, travaux extraordinaires, gratifications, secours au personnel de service de l'administration centrale	14,906 00	14,712 25	192 50	14,904 75	14,059 25	845 50	″	1 25	14,904 75
5	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	78,745 00	43,857 88	34,767 32	78,625 20	41,624 89	37,000 31	″	119 80	78,625 20
6	Achats de livres, abonnements aux revues et journaux	15,000 00	8,245 28	6,720 95	14,966 23	7,582 20	7,384 03	″	33 77	14,966 23
7	Impressions	50,410 00	25,635 58	21,769 07	47,404 65	22,258 56	25,146 09	″	3,005 35	47,404 65
8	Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	57,760 00	34,050 89	23,695 00	57,745 89	34,050 89	23,695 00	″	14 11	57,745 89
9	Traitement du personnel des poids et mesures	1,055,000 00	1,039,848 18	2,978 79	1,042,826 97	986,820 06	56,006 91	″	12,173 03	1,042,826 97
10	Frais de tournées du personnel des poids et mesures. — Indemnités; secours, gratifications, etc	220,000 00	216,034 14	3,947 83	219,981 97	213,244 46	6,737 51	″	18 03	219,981 97
11	Matériel et bureaux des poids et mesures. — Fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses	98,370 00	85,007 80	13,274 54	98,282 34	66,861 70	31,420 64	″	87 66	98,282 34
12	Dépenses du bureau national des poids et mesures et de la commission de métrologie usuelle. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures. — Frais de déplacement des membres de la commission de métrologie usuelle	13,500 00	7,955 00	5,191 00	13,146 00	7,955 00	5,191 00	″	354 00	13,146 00
13	Comité consultatif des arts et manufactures	25,500 00	21,486 58	3,802 06	25,288 64	18,946 58	6,342 06	″	211 36	25,288 64
14	Dépenses relatives aux expositions, congrès, etc. — Médailles, prix, etc	1,500 00	1,124 96	300 02	1,424 98	1,124 96	300 02	″	75 02	1,424 98
15	Conservatoire national des arts et métiers (Personnel). — Traitements et salaires	472,700 00	427,410 99	150 00	427,560 99	427,410 99	150 00	″	45,139 01	427,560 99
16	Conservatoire national des arts et métiers. (Personnel.) — Indemnités, secours, gratifications et allocations diverses	12,100 00	11,780 20	280 75	12,060 95	11,410 00	650 95	″	39 05	12,060 95
17	Conservatoire national des arts et métiers. — Subvention pour les dépenses de matériel et les dépenses diverses de fonctionnement	675,000 00	675,000 00	″	675,000 00	675,000 00	″	″	″	675,000 00
18	Écoles nationales d'arts et métiers. — Subvention pour les dépenses de personnel et de matériel. — Bourses et dépenses diverses	2,386,933 00	2,106,789 87	276,766 13	2,383,556 00	2,100,574 87	282,981 13	″	3,377 00	2,383,556 00
19	École nationale d'horlogerie de Cluses. (Personnel.) — Traitements, gages et salaires	52,025 00	50,514 75	1,510 25	52,025 00	46,461 90	5,563 10	″	″	52,025 00
20	École nationale d'horlogerie de Cluses. (Personnel.) — Indemnités diverses, secours, gratifications. — Subventions aux élèves	20,405 00	19,430 00	975 00	20,405 00	8,200 00	12,205 00	″	″	20,405 00
21	École nationale d'horlogerie de Cluses. — Matériel et dépenses diverses	44,350 00	25,314 59	19,034 41	44,349 00	19,392 02	24,956 98	″	1 00	44,349 00
22	Bourses de préparation et d'entretien à l'école centrale des arts et manufactures pour les anciens élèves des écoles nationales d'arts et métiers	32,500 00	22,250 00	10,250 00	32,500 00	22,250 00	10,250 00	″	″	32,500 00
23	Bourses à l'école centrale des arts et manufactures	50,000 00	38,022 50	11,977 50	50,000 00	38,022 50	11,977 50	″	″	50,000 00
24	Écoles pratiques de commerce et d'industrie et sections normales préparatoires au professorat commercial et au professorat industriel. (Personnel.) — Traitements, gages et salaires	2,262,645 00	1,938,880 96	30,622 53	1,969,503 49	1,795,687 52	173,815 97	″	293,141 51	1,969,503 49
25	Écoles pratiques de commerce et d'industrie et sections normales préparatoires au professorat commercial et au professorat industriel. (Personnel.) — Indemnités diverses, gratifications, secours, etc	94,300 00	84,852 98	7,941 75	92,794 73	79,416 00	13,378 73	″	1,505 27	92,794,73
25bis	École normale de l'enseignement technique. — Matériel et dépenses diverses	5,000 00	″	4,989 69	4,989 69	″	4,989 69	″	10 31	4,989 69
26	Écoles nationales d'enseignement professsionnel. — Subvention pour le fonctionnement des écoles. — Bourses et dépenses diverses	863,985 00	796,354 39	27,004 05	823,358 44	789,978 49	33,379 95	″	40,626 56	823,358 44
	A reporter	9,191,854 00	8,259,414 06	512,892 12	8,772,306 18	7,989,072 85	783,233 33	″	419,547 82	8,772,306 18

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912.	″	Budget primitif		53,856,627f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
30 mars 1912	35	Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public	11,686f 60c	
30 mars 1912	52	Frais d'instance	7,200 00	
12 juillet 1912	41ter	Exposition universelle et internationale de Gand	55,000 00	
13 juillet 1912	11	Matériel et bureaux des poids et mesures. — Fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses	4,600 00	
13 juillet 1912	26	Écoles nationales d'enseignement professionnel. — Subvention pour le fonctionnement des écoles. — Bourses et dépenses diverses	40,000 00	
13 juillet 1912	41ter	Exposition internationale de Turrin	8,000 00	
23 déc. 1912	8	Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	13,760 00	
				140,246 66
		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS RÉGULARISÉS PAR DES LOIS.		
Décrets des : 11 oct. 1912	44	Subventions à la marine marchande. — Primes à la construction		3,450,000 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS. *Crédits ouverts à 1912.*		
5 avril 1912	49	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		323 74
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. *Crédits ouverts à 1912.*		
5 déc. 1912	14	École nationale d'horlogerie de Cluses. — Personnel		11,830 00
	43	Dépenses des exercices clos		390,468 37
		TOTAL GÉNÉRAL		57,849,495 71

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois (A) spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
	Report	9,191,854f 00c	8,259,414f 06c	512,892f 12c	8,772,306f 18c	7,989,072f 85c	783,233f 33c	″	419,547f 82c	8,772,306f 18c	(A) Voir note page 475.
27	Encouragements à l'enseignement industriel	771,500 00	620,602 61	128,213 72	748,816 33	607,088 41	141,727 92	″	22,683 67	748,816 33	
28	Encouragements à l'enseignement commercial	478,100 00	388,462 84	68,388 74	456,851 58	379,408 47	77,443 11	″	21,248 42	456,851 58	
29	Enseignement industriel et commercial. (Personnel.) — Traitements des inspecteurs	80,000 00	76,749 88	″	76,749 88	75,666 55	1,083 33	″	3,250 12	76,749 88	
30	Enseignement industriel et commercial. — Inspection. — Missions. — Conseils et commissions. — Frais de tournées et indemnités diverses	25,600 00	23,585 50	1,883 70	25,469 20	23,335 50	2,133 70	″	130 80	25,469 20	
31	Écoles d'hydrographie. (Personnel.) — Solde et accessoires de solde du corps des officiers des écoles d'hydrographie. — Traitements des professeurs des cours complémentaires	162,601 00	152,383 88	2,910 05	155,293 93	145,383 88	9,910 05	″	7,307 07	155,293 93	
32	Écoles d'hydrographie. (Personnel.) — Indemnités diverses. — Missions. — Frais de tournées et d'examens	23,227 00	22,102 44	74 50	22,176 94	20,411 50	1,765 44	″	1,050 06	22,176 94	
33	Écoles d'hydrographie. — Immeubles, matériel et dépenses diverses	15,935 00	8,872 72	6,216 36	15,089 08	7,238 22	7,850 86	″	845 92	15,089 08	
34	Remboursement au département de la Seine de la part contributive de l'État dans les dépenses de construction et d'installation de l'École nationale d'arts et métiers de Paris. (5e annuité.)	300,000 00	300,000 00	″	300,000 00	300,000 00	″	″	″	300,000 00	
35	Dépenses résultant pour l'État de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public	12,686 60	1,713 60	200 00	1,913 60	1,686 60	227 00	″	10,773 00	1,913 60	
36	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	10,000 00	9,999 96	0 04	10,000 00	9,499 96	500 04	″	″	10,000 00	
37	Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle.	3,700 00	″	″	″	″	″	″	3,700 00	″	
38	Part contributive du ministère du Commerce et de l'Industrie à la publication du *Moniteur officiel du commerce*	12,500 00	12,500 00	″	12,500 00	12,500 00	″	″	″	12,500 00	
39	Expertises, valeurs de douanes	39,700 00	23,579 44	10,507 89	34,087 33	22,661 29	11,426 04	″	5,612 67	34,087 33	
40	Subventions aux chambres de commerce françaises à l'étranger et aux musées commerciaux. — Missions commerciales	153,600 00	6,365 80	147,200 00	153,565 80	6,365 80	147,200 00	″	34 20	153,565 80	
41	Office national du commerce extérieur	70,000 00	69,629 85	370 15	70,000 00	69,629 85	370 15	″	″	70,000 00	
41 *bis*	Exposition internationale de Turin	8,000 00	″	″	″	″	″	″	8,000 00	″	
41 *ter*	Exposition universelle et internationale de Gand	55,000 00	43,800 00	10,690 50	54,490 50	35,000 00	19,490 50	″	509 50	54,490 50	
42	Dépenses incombant à la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers	6,900 00	54 00	6,833 00	6,887 00	54 00	6,833 00	″	13 00	6,887 00	
43	Encouragements aux pêches maritimes	5,350,000 00	1,795,079 40	760,218 11	2,555,297 51	1,574,883 83	980,413 68	″	2,794,702 49	2,555,297 51	
44	Subventions à la marine marchande. — Primes à la construction	14,450,000 00	14,296,487 64	4,783,874 16	19,080,361 80	14,182,735 78	4,897,626 02	4,630,361f 80c	″	19,080,361 80	
45	Subventions à la marine marchande. — Primes à la navigation et compensation d'armement	21,900,000 00	11,469,631 96	8,972,435 20	20,442,067 16	11,043,776 90	9,398,290 26	″	1,457,932 84	20,442,067 16	
46	Dépenses diverses de la marine marchande	5,400 00	2,130 50	599 12	2,729 62	1,426 65	1,302 97	″	2,670 38	2,729 62	
47	Primes à la filature de la soie	4,300,000 00	2,451,223 02	868,697 50	3,319,920 52	2,449,352 04	870,568 48	″	980,079 48	3,319,920 52	
48	Frais accessoires occasionnés par l'application du régime des primes à la filature de la soie	25,200 00	14,758 81	5,991 07	20,749 88	14,155 91	6,593 97	″	4,450 12	20,749 88	
49	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	323 74	323 74	″	323 74	323 74	″	″	″	323 74	
52	Frais d'instance	7,200 00	″	7,200 00	7,200 00	″	7,200 00	″	″	7,200 00	
		57,459,027 34	40,049,451 65	16,295,395 93	56,344,847 58	38,971,657 73	17,373,189 85	4,630,361 80	5,744,541 56	56,344,847 58	
51	Dépenses des exercices clos	390,468 37	390,468 37	″	390,468 37	390,468 37	″	″	″	390,468 37	
	Totaux	57,849,495 71	40,439,920 02	16,295,395 93	56,735,315 95	39,362,126 10	17,373,189 85	4,630,361 80	5,744,541 56	56,735,315 95	
								1,114,179f 76c			

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	835,929f 00c	723,392f 00c	//	723,392f 00c	722,798f 12c	593f 88c	//	112,537f 00c	723,392f 00c
2	Indemnités, allocations, gratifications, secours, etc., au personnel de l'administration centrale. — Travaux d'auxiliaires	53,065 00	52,094 80	647f 70c	52,742 50	48,652 20	4,090 30	//	322 50	52,742 50
3	Traitement du personnel de service de l'administration centrale	58,500 00	51,456 14	8 33	51,464 47	51,110 64	353 83	//	7,035 53	51,464 47
4	Indemnités, allocations, gratifications, secours, etc., au personnel de l'administration centrale. — Hommes de peine auxiliaires	35,193 00	32,541 80	2,495 94	35,037 74	30,760 05	4,277 69	//	155 26	35,037 74
5	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	129,690 00	70,243 98	59,250 05	129,494 03	69,363 06	60,130 97	//	195 97	129,494 03
6	Achats de livres, abonnements aux revues et journaux	16,500 00	10,069 23	6,352 68	16,421 91	9,919 23	6,502 68	//	78 09	16,421 91
7	Impressions	122,000 00	45,693 33	57,923 54	103,616 87	22,693 74	80,923 13	//	18,383 13	103,616 87
8	Conseil supérieur du travail	13,000 00	11,654 44	845 84	12,500 28	11,521 44	978 84	//	499 72	12,500 28
9	Office du travail. — Traitements	24,000 00	23,999 76	//	23,999 76	23,999 76	//	//	0 24	23,999 76
10	Office du travail. — Frais de mission et dépenses diverses	16,000 00	13,329 47	2,209 45	15,538 92	13,192 27	2,346 65	//	461 08	15,538 92
11	Association nationale française pour la protection légale des travailleurs et office international du travail, laboratoire d'études sur l'hygiène du travail. — Association internationale pour la lutte contre le chômage	20,000 00	18,000 00	2,000 00	20,000 00	18,000 00	2,000 00	//	//	20,000 00
12	Inspection du travail dans l'industrie. — Traitements	591,000 00	582,929 15	//	582,929 15	561,153 24	21,775 91	//	8,070 85	582,929 15
13	Inspection du travail dans l'industrie. — Indemnités et dépenses diverses	299,500 00	246,413 84	51,431 98	297,845 82	231,505 09	66,340 73	//	1,654 18	297,845 82
14	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	480,000 00	424,238 37	53,778 35	478,016 72	412,025 10	65,991 62	//	1,983 28	478,016 72
15	Encouragements et médailles aux syndicats professionnels.	15,000 00	12,022 09	2,976 08	14,998 17	11,718 34	3,279 83	//	1 83	14,998 17
16	Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit et aux institutions de crédit mutuel	373,000 00	157,782 20	214,500 00	372,282 20	157,782 20	214,500 00	//	717 80	372,282 20
17	Subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire et aux bureaux municipaux de placement	118,000 00	29,276 15	24,936 00	54,212 15	28,463 15	25,749 00	//	63,787 85	54,212 15
18	Statistique générale de la France. — Personnel	216,000 00	212,872 20	//	212,872 20	212,547 93	324 27	//	3,127 80	212,872 20
19	Statistique générale de la France. — Gratifications, allocations de famille, secours au personnel. — Missions à l'étranger	16,000 00	15,995 55	//	15,995 55	15,995 55	//	//	4 45	15,995 55
20	Statistique générale de la France. — Matériel	60,000 00	22,275 65	32,553 23	54,828 88	21,699 11	33,129 77	//	5,171 12	54,828 88
21	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse — Bonifications sur les pensions	5,000 00	//	//	//	//	//	//	5,000 00	//
22	Bonifications aux pensions de retraite	700,000 00	700,000 00	//	700,000 00	700,000 00	//	//	//	700 000 00
23	Dépenses diverses concernant la prévoyance sociale	4,000 00	1,127 85	2,604 97	3,732 82	1,007 85	2,724 97	//	267 18	3,732 82
24	Amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs.	1,500,000 00	1,084,730 25	72,716 28	1,157,446 53	1,069,984 50	87,462 03	//	342,553 47	1,157,446 53
25	Frais d'application de la loi du 31 mars 1903 sur l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs	9,000 00	1,581 37	1,505 81	3,087 18	917 81	2,169 37	//	5,912 82	3,087 18
26	Encouragements aux comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale	20,000 00	19,751 70	248 30	20,000 00	18,814 05	1,185 95	//	//	20,000 00
27	Annuités de remboursement des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux sociétés de crédit immobilier	165,000 00	78,000 00	//	78,000 00	78,000 00	//	//	87,000 00	78,000 00
28	Remboursement à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des frais d'administration du service des avances aux sociétés de crédit immobilier	8,000 00	//	7,886 53	7,886 53	//	7,886 53	//	113 47	7,886 53
	A reporter	5,903,377 00	4,641,471 32	596,871 06	5,238,342 38	4,543,624 43	694,717 95	//	665,034 62	5,238,342 38

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912		Budget primitif		98,160,048f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
22 mars 1912	1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	23,920f 00c	
	2	Indemnités, allocations, secours au personnel de l'administration centrale	25,801 00	
	5	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	1,875 00	
28 juin 1912	46	Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Matériel	18,000 00	
13 juillet 1912	1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	100,000 00	
	4	Indemnités, allocations, gratifications, secours, etc., au personnel de service de l'administration centrale	3,923 00	
	5	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	15,000 00	
	7	Impressions	11,150 00	
	29	Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Personnel	5,000 00	
	32	Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Personnel	4,000 00	
27 novembre 1912	2	Indemnités au personnel de l'administration centrale	4,800 00	
23 décembre 1912	2	*Idem*	2,400 00	
			215,869 00	
		2° Crédits annulés.		
13 juillet 1912	2	Indemnités au personnel de l'administration centrale — 32,556 00		
	30	Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Matériel — 5,000 00		
	33	Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Indemnités diverses — 4,000 00		
28 décembre 1912	1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale — 2,400 00		
			43,956 00	171,913 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.		
		Crédits ouverts à 1912.		
Décrets des : 17 février 1912	50	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	750f 00c	
21 mai 1912	50	*Idem*	750 00	
5 août 1912	50	*Idem*	750 00	
26 octobre 1912	50	*Idem*	3,350 00	
				5,600 00
	52	Dépenses des exercices clos		5,447 23
		TOTAL GÉNÉRAL		98,343,008 23

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.										
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Report	5,903,377f 00c	4,641,471f 32c	596,871f 06c	5,238,342f 38c	4,543,624f 4c	694,717f 95c	"	665,034f 62c	5,238,342f 38c	(A) Voir note page 479.
29	Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Personnel	267,000 00	248,822 11	"	248,822 11	248,822 11	"	"	18,177 89	248,822 11	
30	Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Gratifications, frais de tournées des commissaires, contrôleurs et indemnités diverses	26,000 00	19,411 65	337 60	19.749 25	18,863 15	886 10	"	6,250 75	19.749 25	
31	Contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Matériel	42,000 00	18,322 72	11,179 02	29,501 74	18,147 44	11,354 30	"	12,498 26	29,501 74	
32	Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Personnel	177,000 00	166,276 12	"	166,276 12	166,276 12	"	"	10,723 88	166,276 12	
33	Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Gratifications, frais de tournées des commissaires, contrôleurs et indemnités diverses	18,000 00	16,021 40	610 00	16,631 40	16,021 40	610 00	"	1.368 60	16,631 40	
34	Contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation. — Matériel	35,000 00	11,918 62	5.259 66	17,178 28	11,837 07	5,341 21	"	17,821 72	17,178 28	
35	Indemnités de frais de voyage et de séjour aux membres du conseil supérieur de la mutualité	4,000 00	1,649 25	2,009 25	3,658 50	1,649 25	2,009 25	"	341 50	3,658 50	
36	Subventions aux sociétés de secours mutuels	3,000,000 00	3,000,000 00	"	3,000,000 00	3,000,000 00	"	"	"	3,000.000 00	
37	Récompenses honorifiques de la mutualité	10,000 00	6.600 00	1,474 00	8,074 00	6,600 00	1,474 00	"	1,926 00	8.074 00	
38	Subventions aux sociétés de secours mutuels qui ne constituent pas de retraites et aux caisses de réassurance contre les longues maladies et l'invalidité	430,000 00	430,000 00	"	430,000 00	430,000 00	"	"	"	430,000 00	
39	Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels	1,150,000 00	862.500 00	367,710 00	1,230,210 00	862,500 00	367,710 00	80.210 00	"	1,230,210 00	
40	Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	5,900,000 00	"	5,900,000 00	5,900,000 00	"	5,900,000 00	"	"	5,900,000 00	
41	Allocations viagères des assurés obligatoires	33,894,686 00	14,042,890 03	6,573 54	14,049.463 57	14,042,872 40	6,591 17	"	19,845,222 43	14,049,463 57	
42	Majorations et bonification des assurés facultatifs	13,357,618 00	1,447,132 00	510,177 34	1,957,309 34	1,447,018 67	510,290 67	"	11,400,308 66	1.957,309 34	
43	Allocations aux décès	11,400,000 00	2,550,586 62	1,420,113 38	3.970,700 00	2,400,661 29	1,570,038 71	"	7,429,300 00	3,970.700 00	
44	Allocations de gestion et allocations forfaitaires	17,085,000 00	1,573,309 38	761,599 64	2,334,909 02	1,573,309 38	761,599 64	"	14,750,090 98	2,334,909 02	
45	Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Allocations, indemnités et remises	4,780,000 00	1,888,827 55	1,816.969 15	3.705,796 70	1,746,861 65	1,958,935 05	"	1.074,203 30	3,705,796 70	
46	Administration du service des retraites dans les départements et les communes. — Matériel	809,600 00	241,850 04	184,749 96	426,600 00	212,806 70	213,793 30	"	383,000 00	426,600 00	
47	Contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes. — Traitements	24,000 00	19,999 68	"	19,999 68	19,999 68	"	"	4.000 32	19,999 68	
48	Contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes. — Frais de tournées	18,000 00	10,531 13	1,895 01	12,426 14	10,531 13	1,895 01	"	5,573 86	12,426 14	
49	Indemnités aux membres ouvriers du Conseil supérieur des retraites ouvrières et paysannes et de la section permanente de ce conseil	680 00	141 50	5 00	146 50	141 50	5 00	"	533 50	146 50	
50	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	5,600 00	5,600 00	"	5,600 00	5,600 00	"	"	"	5,600 00	
	Totaux	98,337,561 00	31,203,861 12	11,587,533 61	42,791,394 73	30,784,143 37	12,007,251 36	80,210 00	55,626,376 27	42,791,394 73	
52	Dépenses des exercices clos	5,447 23	5,447 23	"	5,447 23	5.447 23	"	"	"	5,447 23	
	Totaux	98,343,008 23	31,209,308 35	11,587,533 61	42,796,841 96	30,789,590 60	12,007,251 36	80,210 00	55,626,376 27	42,796,841 96	
								55,546,166f 27c			

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES COLONIES.

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1912.
	TITRE Ier. — DÉPENSES CIVILES.									
	1re Section. — Dépenses d'intérêt commun.									
1	Traitement du Ministre et personnel civil de l'admon centr.	889,674f 00c	872,581f 89c	17,092f 11c	889,674f 00c	863,227f 90c	26,446f 10c	//	//	889,674f 00c
2	Personnel militaire de l'administration centrale	363,920 00	321,830 11	42,089 89	363,920 00	318,695 38	45,224 62	//	//	363,920 00
3	Personnel de l'admon centr. — Indemnités et allocat. div.	62,540 00	51,030 26	11,509 74	62,540 00	49,503 29	13,036 71	//	//	62,540 00
4	Matériel de l'administration centrale	183,692 00	114,408 58	69,283 42	183,692 00	112,335 62	71,356 38	//	//	183,692 00
5	Frais d'impr., publication de documents et abonnements.	74,000 00	36,014 61	37,985 39	74,000 00	33,376 26	40,623 74	//	//	74,000 00
6	Secours	30,000 00	25,310 00	4,690 00	30,000 00	18,755 00	11,245 00	//	//	30,000 00
7	Frais du service télégraphique	141,400 00	118,033 89	23,366 11	141,400 00	118,033 89	23,366 11	//	//	141,400 00
8	Service administ. dans les ports de comm. de la métropole.	208,719 00	201,354 00	7,365 00	208,719 00	193,156 12	15,562 88	//	//	208,719 00
9	Service administ. dans les ports de comm. de la métropole. — Indemnités, suppléments et gratifications	33,014 00	31,957 00	1,057 00	33,014 00	28,880 82	4,133 18	//	//	33,014 00
10	Inspection des colonies	329,550 00	322,985 20	6,564 80	329,550 00	272,821 64	56,728 36	//	//	329,550 00
11	Solde des inspect. génér. des colon. du cadre de réserve.	25,275 00	25,275 00	//	25,275 00	23,168 77	2,106 23	//	//	25,275 00
12	Subvent. à des soc. et à des œuvres intéressant les colonies.	281,284 00	281,275 30	8 70	281,284 00	249,298 53	31,985 47	//	//	281,284 00
13	Études agricoles coloniales	27,496 00	23,608 00	3,888 00	27,496 00	25,585 77	1,910 23	//	//	27,496 00
14	Études agricoles coloniales. — Indemnités et allocat. div.	2,504 00	2,400 00	104 00	2,504 00	2,400 00	104 00	//	//	2,504 00
15	Bourses et subventions à l'école coloniale	149,600 00	149,600 00	//	149,600 00	149,600 00	//	//	//	149,600 00
16	Subvent. à diverses comp. pour les câbles sous-marins.	424,500 00	379,982 94	44,517 06	424,500 00	124,025 98	300,474 02	//	//	424,500 00
17	Frais d'exploitation du câble Saïgon-Pontianak	30,000 00	30,000 00	//	30,000 00	//	30,000 00	//	//	30,000 00
18	Traitt de dispon. des gouverneurs et des secrétaires gén.	22,000 00	9,333 33	12,666 67	22,000 00	8,361 11	13,638 89	//	//	22,000 00
19	Service des phares à Saint-Pierre et Miquelon	77,270 00	52,270 00	25,000 00	77,270 00	17,378 16	59,891 84	//	//	77,270 00
20	Missions scientifiques et commerciales dans les colonies ou d'intérêt colonial à l'étranger	45,000 00	38,126 70	6,873 30	45,000 00	29,856 70	15,143 30	//	//	45,000 00
20 bis	Missions de délimitation dans l'Afrique occidentale	35,000 00	34,504 43	495 57	35,000 00	13,443 63	21,556 37	//	//	35,000 00
20 ter	Mission chargée d'étudier les conséquences économiques de l'ouverture du canal de Panama	64,000 00	45,985 28	18,014 72	64,000 00	50,925 00	13,075 00	//	//	64,000 00
20quat	Missions de délimitation en Afrique équatoriale française.	550,000 00	452,476 67	97,523 33	550,000 00	100,335 78	449,664 22	//	//	550,000 00
21	Classement des archives du ministère des Colonies	3,000 00	2,521 69	478 31	3,000 00	2,090 19	909 81	//	//	3,000 00
24	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	719 60	431 25	//	431 25	431 25	//	//	288 35	431 25
	2e Section. — Subventions temporaires aux budgets locaux et à divers chemins de fer coloniaux.									
25	Subvention au budget local de la Guadeloupe	275,000 00	275,000 00	//	275,000 00	275,000 00	//	//	//	275,000 00
26	Subvention au budget local de la Réunion	75,000 00	75,000 00	//	75,000 00	//	75,000 00	//	//	75,000 00
27	Subvention au budget local de Saint-Pierre et Miquelon	109,030 00	109,030 00	//	109,030 00	109,030 00	//	//	//	109,030 00
28	Subvent. au budget local des établissem. franç. d'Océanie.	174,000 00	174,000 00	//	174,000 00	//	174,000 00	//	//	174,000 00
29	Subvention au budget local de la Nouvelle-Calédonie	350,000 00	350,000 00	//	350,000 00	200,000 00	150,000 00	//	//	350,000 00
30	Subvention au budget du protectorat des îles Wallis	25,000 00	25,000 00	//	25,000 00	10,000 00	15,000 00	//	//	25,000 00
31	Subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides	650,000 00	350,000 00	300,000 00	650,000 00	325,000 00	325,000 00	//	//	650,000 00
32	Subvention au budget local de la Côte française des Somalis.	7,000 00	7,000 00	//	7,000 00	//	7,000 00	//	//	7,000 00
33	Subvention au budget général de l'Afrique équatoriale	600,000 00	600,000 00	//	600,000 00	//	600,000 00	//	//	600,000 00
34	Subv. extraord. au budget gén. de l'Afrique équat. pour le serv. de l'emprunt autorisé par la loi du 12 juill. 1909.	665,750 00	665,750 00	//	665,750 00	//	665,750 00	//	//	665,750 00
35	Subvention extraordinaire au budget local de la Côte française des Somalis pour payement de l'annuité afférente à l'emprunt relatif au prolongement du chemin de fer éthiopien jusqu'à Diré-Daoua. (Convention du 6 février et loi du 6 avril 1902)	500,000 00	500,000 00	//	500,000 00	500,000 00	//	//	//	500,000 00
36	Garantie d'intérêts à la cie du chem. de fer franco-éthiopien.	500,000 00	107,000 00	393,000 00	500,000 00	107,000 00	393,000 00	//	//	500,000 00
37	Frais de contrôle remboursables par la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien	160,000 00	127,210 00	32,790 00	160,000 00	56,603 89	103,396 11	//	//	160,000 00
38	Subv. au budget local de l'Inde pour le serv. de l'emprunt autorisé par les lois des 1er avril 1906 et 11 avril 1910.	230,000 00	230,000 00	//	230,000 00	115,000 00	115,000 00	//	//	230,000 00
39	Contribution de l'État aux dépenses des services hospitaliers dans certaines colonies	130,000 00	40,500 00	89,500 00	130,000 00	32,000 00	98,000 00	//	//	130,000 00
	A reporter	8,504,937 60	7,258,786 13	1,245,863 12	8,504,649 25	4,535,320 68	3,969,328 57	//	288 35	8,504,649 25

Observations.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Lois des : 27 février 1912	//	Budget primitif		103,399,329f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1° Crédits ouverts.		
30 mars 1912	13	Études agricoles coloniales	250f 00c	
	39 bis	Contribution de l'État aux dépenses du service de l'inscription maritime dans certaines colonies	112,512 00	
22 juin 1912	20 quat.	Missions de délimitation en Afrique équatoriale française	550,000 00	
28 juin 1912	62	Service de l'artillerie et des constructions militaires (Groupe indo-chinois)	40,000 00	
	64	Défense des colonies	250,000 00	
13 juillet 1912	70	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,153 03	
13 juillet 1912	2	Personnel militaire de l'administration centrale	58,769 00	
	3	Personnel de l'administration centrale. — Indemnités et allocations diverses	2,600 00	
	59	Gratifications au personnel des services militaires	3,040 00	
13 juillet 1912	42 bis	Dépenses nécessitées par les éruptions de la Montagne Pelée	22,145 84	
23 décembre 1912	19	Service des phares à Saint-Pierre et Miquelon	25,000 00	
	31	Subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides	300,000 00	
	58	Services divers (loyers, ameublements, etc.)	36,000 00	
			1,409,469 87	
		2° Crédits annulés.		
30 mars 1912	14	Études agricoles coloniales. — Indemnités et allocations diverses ... 250f		
	22	Inscription maritime ... 82,454		
	23	Inscription maritime. — Indemnités, allocations et dépenses diverses ... 30,058		
13 juillet 1912	45	Solde des troupes aux colonies (Groupe indo-chinois) ... 20,600		
	46	Solde des troupes aux colonies (Groupe de l'Afrique orientale) ... 7,400		
	58	Services divers (loyers, ameublements, etc.) ... 3,040		
23 décembre 1912	47	Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale ... 18,000	161,802 00	
				1,247,667 87
		Crédits de fonds de concours. Fonds de concours pour emploi de legs ou donations.		
		Crédits reportés de 1911.		
Décrets des : 30 juin 1912	24	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	431f 25c	
		Crédits ouverts à 1912.		
28 juin 1912	24	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	288 35	
				719 60
	71	Dépenses des exercices clos		2,021,910 99
		Total général		106,669,627 46

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES COLONIES. (Suite.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1912.	Observations.
	Report	8,504,937f 60c	7,258,786f 13c	1,245,863f 12c	8,504,649f 25c	4,535,320f 68c	3,969,328f 57c	//	288f 35c	8,504,649f 25c	(A) Voir note page 483.
39 bis	Contribution de l'État aux dépenses du service de l'inscription maritime dans certaines colonies	112,512 00	112,512 00	//	112,512 00	81,811 73	30,700 27	//	//	112,512 00	
40	Subvent. au budget annexe du ch. de fer et du port de la Réunion.	1,956,000 00	1,956,000 00	//	1,956,000 00	1,956,000 00	//	//	//	1,956,000 00	
41	Frais de change afférents aux dépenses du chemin de fer et du port de la Réunion, payables dans la métropole	10,000 00	//	10,000 00	10,000 00	//	10,000 00	//	//	10,000 00	
42	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	273,400 00	21,102 70	252,297 30	273,400 00	2,291 63	271,108 37	//	//	273,400 00	
42 bis	Dépenses nécessitées par les éruptions de la montagne Pelée	22,145 84	2,712 74	19,433 10	22,145 84	110 00	22,035 84	//	//	22,145 84	
	TITRE II. — DÉPENSES MILITAIRES.										
43	Solde des troupes aux colonies. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	744,212 00	691,322 00	52,890 00	744,212 00	382,354 43	361,857 57	//	//	744,212 00	
44	Solde des troupes aux colonies. (Groupe de l'Afrique occidentale française)	8,156,269 00	7,804,695 00	351,574 00	8,156,269 00	5,398,122 36	2,758,146 64	//	//	8,156,269 00	
45	Solde des troupes aux colonies. (Groupe Indo-Chinois.)	18,189,542 00	17,635,320 12	554,221 88	18,189,542 00	10,029,507 25	8,160,034 75	//	//	18,189,542 00	
46	Solde des troupes aux colonies. (Groupe de l'Afrique orientale.)	6,210,920 00	5,983,652 00	227,268 00	6,210,920 00	3,120,933 23	3,089,986 77	//	//	6,210,920 00	
47	Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale	8,216,884 00	7,927,914 52	288,969 48	8,216,884 00	4,424,287 99	3,792,596 01	//	//	8,216,884 00	
48	Personnel de l'intendance des troupes coloniales	1,824,424 00	1,735,245 26	89,178 74	1,824,424 00	1,798,730 39	25,693 61	//	//	1,824,424 00	
49	Personnel du service hospitalier	2,135,885 00	2,020,233 42	115,651 58	2,135,885 00	880,587 46	1,255,297 54	//	//	2,135,885 00	
50	Frais de route et de passage du personnel militaire	7,287,014 00	5,822,110 39	1,464,903 61	7,287,014 00	3,465,192 41	3,821,821 59	//	//	7,287,014 00	
51	Remonte et harnachement	886,965 00	800,015 12	86,949 88	886,965 00	204,782 80	682,182 20	//	//	886,965 00	
52	Vivres et fourrages. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	386,533 00	344,555 73	41,977 27	386,533 00	103,910 60	282,622 40	//	//	386,533 00	
53	Vivres et fourrages. (Groupe de l'Afrique occidentale française.)	3,975,480 00	3,726,152 74	249,327 26	3,975,480 00	886,468 25	3,089,011 75	//	//	3,975,480 00	
54	Vivres et fourrages. (Groupe Indo-Chinois.)	6,013,854 00	5,051,397 49	962,456 51	6,013,854 00	1,415,970 33	4,597,883 67	//	//	6,013,854 00	
55	Vivres et fourrages. (Groupe de l'Afrique orientale.)	2,213,361 00	2,054,768 82	158,592 18	2,213,361 00	468,558 44	1,744,802 56	//	//	2,213,361 00	
56	Matériel du service de santé	3,339,004 00	2,808,936 38	530,067 62	3,339,004 00	1,146,674 81	2,192,329 19	//	//	3,339,004 00	
57	Habillement, campement et couchage	5,738,952 00	5,617,156 45	121,795 55	5,738,952 00	2,753,652 41	2,985,299 59	//	//	5,738,952 00	
58	Services divers (loyers, ameublements, etc.)	366,660 00	321,384 05	45,275 95	366,660 00	84,507 16	282,152 84	//	//	366,660 00	
59	Gratifications au personnel des services militaires	13,040 00	12,044 50	995 50	13,040 00	3,504 00	9,536 00	//	//	13,040 00	
60	Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe des Antilles et du Pacifique.)	241,000 00	217,274 73	23,725 27	241,000 00	112,520 73	128,479 27	//	//	241,000 00	
61	Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe de l'Afrique occidentale française.)	2,125,388 00	2,009,578 46	115,809 54	2,125,388 00	1,053,447 61	1,071,940 39	//	//	2,125,388 00	
62	Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe Indo-Chinois.)	4,950,025 00	4,583,590 37	366,434 63	4,950,025 00	1,746,319 25	3,203,705 75	//	//	4,950,025 00	
63	Service de l'artillerie et des constructions militaires. (Groupe de l'Afrique orientale.)	1,321,746 00	1,256,952 39	64,793 61	1,321,746 00	637,227 18	684,518 82	//	//	1,321,746 00	
64	Défense des colonies	1,850,000 00	1,191,648 56	658,351 44	1,850,000 00	733,173 16	1,116,826 84	//	//	1,850,000 00	
	TITRE III. — SERVICES PÉNITENTIAIRES.										
65	Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,407,945 00	2,309,107 00	98,838 00	2,407,945 00	1,241,289 16	1,166,655 84	//	//	2,407,945 00	
66	Indemnités, gratifications, secours accidentels et allocations diverses au personnel de l'administration pénitentiaire	65,565 00	46,270 00	19,295 00	65,565 00	6,937 12	58,627 88	//	//	65,565 00	
67	Administr. pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillem. et couchage.)	3,126,000 00	2,852,215 94	273,784 06	3,126,000 00	2,116,122 06	1,009,877 94	//	//	3,126,000 00	
68	Administration pénitentiaire. (Frais de transp. de passage de route.)	984,000 00	701,342 24	282,657 76	984,000 00	524,441 23	459,558 77	//	//	984,000 00	
69	Administration pénitentiaire. (Matériel.)	988,900 00	538,844 95	450,055 05	988,900 00	314,381 02	674,518 98	//	//	988,900 00	
	TITRE IV. — DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.										
70	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	9,153 03	9,153 03	//	9,153 03	1,022 25	8,130 78	//	//	9,153 03	
		104,647,716 47	95,423,563 98	9,223,864 14	104,647,428 12	51,630,159 13	53,017,268 99	//	288 35	104,647,428 12	
71	Dépenses des exercices clos	2,021,910 99	2,021,910 99	//	2,021,910 99	2,021,910 99	//	//	//	2,021,910 99	
	Totaux	106,669,627 46	97,445,474 97	9,223,864 14	106,669,339 11	53,652,070 12	53,017,268 99	//	288 35	106,669,339 11	
								288f 35c			

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	990,000f 00c	947,140f 29c	5,258f 26c	952,398f 55c	946,394f 29c	6,004f 26c	//	37,601f 45c	952,398f 55c
2	Frais de déplacement, indemnités, gratifications et secours au personnel de l'administration centrale, travaux extraordinaires	199,500 00	185,115 48	14,185 06	199,300 54	157,598 69	41,701 85	//	199 46	199,300 54
3	Personnel des surveillants, huissiers, gens de service de l'administration centrale	87,690 00	80,666 96	165 00	80,831 96	80,342 60	489 36	//	6,858 04	80,831 96
4	Indemnités, gratifications et secours au personnel des huissiers et gardiens de bureau	18,860 00	13,439 15	4,978 50	18,417 65	18,417 65	//	//	442 35	18,417 65
5	Traitements du personnel de l'administration centrale affecté au service du crédit mutuel et de la coopération agricoles et des inspecteurs des caisses de crédit et des sociétés coopératives agricoles	82,400 00	79,992 32	185 00	80,177 32	79,992 32	185 00	//	2,222 68	80,177 32
6	Frais de déplacements et de missions, indemnités, gratifications et secours au personnel du crédit mutuel et de la coopération agricoles	19,100 00	13,133 50	5,681 00	18,814 50	13,133 50	5,681 00	//	285 50	18,814 50
7	Participation de la France aux dépenses d'un institut international d'agriculture	43,500 00	39,000 00	//	39,000 00	39,000 00	//	//	4,500 00	39,000 00
8	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	120,000 00	63,147 87	50,533 02	113,680 89	58,891 38	54,789 51	//	6,319 11	113,680 89
9	Impressions de l'administration centrale, souscriptions aux publications, abonnements, autographies	208,000 00	153,950 82	53,260 21	207,211 03	144,562 51	62,648 52	//	788 97	207,211 03
10	Matériel et impressions du service du crédit mutuel et de la coopération agricoles	12,000 00	5,499 20	6,440 08	11,939 28	5,499 20	6,440 08	//	60 72	11,939 28
11	Mérite agricole et médailles agricoles	10,000 00	8,566 85	90 00	8,656 85	8,347 56	309 29	//	1,343 15	8,656 85
12	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	45,600 00	33,891 96	9,630 65	43,522 61	43,522 61	//	//	2,077 39	43,522 61
13	Subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles. — Dépenses de surveillance et de contrôle	1,575,000 00	926,626 13	564,682 80	1,491,308 93	887,126 13	604,182 80	//	83,691 07	1,491,308 93
14	Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles	3,450,000 00	2,840,526 40	608,344 41	3,448,870 81	2,441,347 05	1,007,523 76	//	1,129 19	3,448,870 81
15	Traitements des inspecteurs de l'agriculture	90,950 00	85,782 82	//	85,782 82	84,999 47	783 35	//	5,167 18	85,782 82
16	Indemnités, frais de tournées et de déplacements des inspecteurs de l'agriculture	44,000 00	42,416 76	1,567 00	43,983 76	42,341 72	1,642 04	//	16 24	43,983 76
17	Professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture	800,700 00	762,750 00	24,784 66	787,534 66	702,763 17	84,771 49	//	13,165 34	787,534 66
18	Indemnités, frais de tournées et de déplacement des professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture	107,500 00	81,162 06	17,210 14	98,372 20	64,851 48	33,520 72	//	9,127 80	98,372 20
18 *bis*	Enseignement ménager	200,000 00	95,263 47	51,243 49	146,506 96	49,934 18	96,572 78	//	53,493 04	146,506 96
19	Personnel de l'institut national agronomique	224,100 00	220,166 14	1,469 44	221,635 58	221,309 48	326 10	//	2,464 42	221,635 58
20	Matériel de l'institut national agronomique	99,000 00	74,900 00	23,860 68	98,760 68	74,900 00	23,860 68	//	239 32	98,760 68
21	Personnel des écoles nationales d'agriculture	332,500 00	331,562 58	//	331,562 58	318,472 17	13,090 41	//	937 42	331,562 58
22	Matériel des écoles nationales d'agriculture	367,700 00	361,534 00	3,233 00	364,767 00	288,188 36	76,578 64	//	2,933 00	364,767 00
23	Personnel des écoles spéciales et des établissements d'élevage	108,100 00	107,954 00	//	107,954 00	107,803 24	150 76	//	146 00	107,954 00
24	Matériel des écoles spéciales et des établissements d'élevage	145,600 00	135,750 00	5,901 38	141,651 38	117,416 36	24,235 02	//	3,948 62	141,651 38
25	Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État	1,154,505 12	1,143,716 81	292 38	1,144,009 19	1,054,549 12	89,460 07	//	10,495 93	1,144,009 19
25 *bis*	Indemnités et gratifications au personnel des établissements d'enseignement agricole, des stations agronomiques et des laboratoires agricoles	15,400 00	10,327 90	5,016 00	15,343 90	7,261 60	8,082 30	//	56 10	15,343 90
26	Matériel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État. — Subventions à diverses institutions agricoles	937,691,66	670,677 20	195,788 48	866,465 68	548,389 31	318,076 37	//	71,225 98	866,465 68
27	Encouragements à l'agriculture. — Missions et dépenses diverses	2,304,620 00	2,031,437 96	302,890 48	2,334,328 44	1,826,709 20	507,619 24	29,708f 44c	//	2,334,328 44
27 *bis*	Dépenses relatives au traitement des champs et récoltes ravagés par les mulots	250,000 00	105,993 05	97,207 20	203,200 25	33,257 95	169,942 30	//	46,799 75	203,200 25
28	Primes à la sériciculture. — Frais de répartition et de contrôle	5,000,000 00	3,691,515 78	130,830 00	3,822,345 78	2,260,255 17	1,562,090 61	//	1,177,654 22	3,822,345 78
29	Frais de surveillance et de contrôle des opérations de grainage des vers à soie et de l'importation des semences fourragères; frais d'inspection phytopathologique de la production horticole	55,000 00	20,720 58	24,749 96	45,470 54	19,588 85	25,881 69	//	9,529 46	45,470 54
30	Primes à la culture du lin et du chanvre. — Frais de répartition et de contrôle	2,275,000 00	100,346 33	2,038,536 74	2,138,883 07	37,767 45	2,101,115 62	//	136,116 93	2,138,883 07
31	Primes et encouragements à la culture de l'olivier. — Frais de répartition et de contrôle	2,000,000 00	9,000 00	1,759,984 43	1,768,984 43	6,000 00	1,762,984 43	//	231,015 57	1,768,984 43
32	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement, la défense et la reconstitution des vignobles de France et recherches sur les maladies de la vigne	310,000 00	264,191 60	28,890 10	293,081 70	245,772 80	47,308 90	//	16,918 30	293,081 70
33	Allocations et subventions pour le traitement, la défense, la reconstitution et l'extension des plantations diverses autres que la vigne	50,000 00	20,711 65	22,257 80	42,969 45	16,711 65	26,257 80	//	7,030 55	42,969 45
34	Personnel des écoles vétérinaires	594,370 00	557,132 25	28,213 70	585,345 95	574,149 70	11,196 25	//	9,024 05	585,345 95
35	Indemnités et gratifications au personnel des écoles vétérinaires	24,880 00	16,409 30	8,458 50	24,867 80	13,048 94	11,818 86	//	12 20	24,867 80
36	Matériel des écoles vétérinaires	423,350 00	400,642 14	22,705 99	423,348 13	348,734 86	74,613 27	//	1 87	423,348 13
37	Secours au personnel et aux anciens employés des établissements d'enseignement agricole ou vétérinaire, à leurs veuves et à leurs orphelins	18,700 00	12,750 00	2,500 00	15,250 00	12,050 00	3,200 00	//	3,450 00	15,250 00
38	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles nationales vétérinaires	106,000 00	96,900 00	9,017 20	105,917 20	93,519 09	12,398 11	//	82 80	105,917 20
39	Traitement du personnel des services sanitaires vétérinaires	123,900 00	117,365 94	1,293 56	118,659 50	113,091 25	5,568 25	//	5,240 50	118,659 50
40	Services sanitaires vétérinaires	189,100 00	148,101 32	39,163 12	187,264 44	131,441 57	55,822 87	//	1,835 56	187,264 44
	A reporter	25,214,316 78	17,107,878 57	6,170,499 42	23,278,377 99	14,339,453 63	8,938,924 36	29,708 44	1,965,647 23	23,278,377 99

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	»	Budget primitif		38,817,662f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
30 mars 1912	5	Traitements du personnel de l'administration centrale affecté au service du crédit mutuel et de la coopération agricoles et des inspecteurs des caisses de crédit et des sociétés coopératives agricoles	6,000f 00c	
	25 *bis*	Indemnités et gratifications au personnel des établissements d'enseignement agricole, des stations agronomiques et des laboratoires agricoles	15,400 00	
	26	Matériel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État	92,000 00	
13 juillet 1912	14	Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles	1,850,000 00	
	54	Nourriture des animaux	55,705 00	
	58	Personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	27,500 00	
	59	Indemnités, gratifications, secours et allocations de toute nature au personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	12,000 00	
	61	Études et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles à la charge de l'État	292,500 00	
	75	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,083 57	
27 novembre 1912	2	Frais de déplacement, indemnités, gratifications et secours au personnel de l'administration centrale, travaux extraordinaires	48 000 00	
23 décembre 1912	2	*Idem*	16,000 00	
	6	Frais de déplacements et de missions, indemnités, gratifications et secours au personnel du crédit mutuel et de la coopération agricoles	5,500 00	
	8	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	5,500 00	
	9	Impressions de l'administration centrale, souscriptions aux publications, abonnements, autographies	8,000 00	
	14	Secours aux agriculteurs pour calamités agricoles	600,000 00	
	43	Indemnités pour abatage d'animaux et saisies de viandes tuberculeuses, inoculations préventives effectuées par mesure administrative	30,000 00	
	61	Études et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles à la charge de l'État	9,600 00	
			3,074,788 57	
		2° Crédits annulés.		
30 mars 1912	6	Frais de déplacements et de missions, indemnités, gratifications et secours au personnel du crédit mutuel et de la coopération agricoles . . . 6,000f		
	19	Personnel de l'institut national agronomique . . . 500		
	20	Matériel de l'institut national agronomique . . . 1,000		
	21	Personnel des écoles nationales d'agriculture . . . 2,000		
	22	Matériel des écoles nationales d'agriculture . . . 98,000		
	23	Personnel des écoles spéciales et des établissements d'élevage . . . 1,900		
	25	Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État . . . 4,000		
27 novembre 1912	1	Traitement du Ministre et personnel de l'administr. centrale . . . 48,000		
23 décembre 1912	1	*Idem* . . . 16,000		
	5	Traitements du personnel de l'administration centrale affecté au service du crédit mutuel et de la coopération agricoles . . . 5,500		
	69	Frais de prélèvement et d'analyse, etc. . . . 5,500		
13 juillet 1912	2	Frais de déplacement, indemnités, gratifications et secours au personnel de l'administration centrale, travaux extraordinaires . . . 5,000		
	25	Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État . . . 5,000		
			198,400 00	
				2,876,388 57
		CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS RÉGULARISÉS PAR DES LOIS.		
Décrets des : 30 octobre 1912	27 *bis*	Dépenses relatives au traitement des champs et récoltes ravagés par les mulots		250,000 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.		
		1° Crédits reportés de 1911.		
28 mars 1912	72	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	3,890 42	
2 juin 1912	72	*Idem*	675 01	
		A reporter	4,565 43	41,944,050 57

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (Suite).

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	25,214,316f 78c	17,107,878f 57c	6,170,499f 42c	23,278,377f 99c	14,339,453f 63c	8,938,924f 36c	29,708f 44c	1,965,647f 23c	23,278,377f 99c
41	Services départementaux des épizooties	460,000 00	352,311 17	100,660 38	452,971 55	343,559 09	109,412 46	//	7,028 45	452,971 55
42	Consommations en nature. (Établissements agricoles.)	75,900 00	//	75,900 00	75,900 00	//	75,900 00	//	//	75,900 00
43	Indem. pour abatage d'animaux et saisie de viandes tuberculeuses, inoculations préventives effectuées par mesure administrative	1,630,000 00	1,038,273 37	534,042 51	1,572,315 88	768,403 29	803,912 59	//	57,684 12	1,572,315 88
44	Traitements du personnel des haras	362,200 00	342,516 42	165 63	342,682 05	325,242 78	17,439 27	//	19,517 95	342,682 05
45	Frais de tournées du personnel des haras	134,500 00	127,018 67	6,792 63	133,811 30	113,092 53	20,718 77	//	688 70	133,811 30
46	Indemnités et secours au personnel des haras	20,350 00	11,198 38	8,960 00	20,158 38	9,600 00	10,558 38	//	191 62	20,158 38
47	Traitements des sous-agents des haras	1,660,400 00	1,646,282 48	1 38	1,646,283 86	1,592,305 55	53,978 31	//	14,116 14	1,646,283 86
48	Secours, allocations, gratifications de monte et spéciales; indemnités de vivres et de logement aux sous-agents des haras	183,408 00	42,667 00	136,979 75	179,646 75	38,732 25	140,914 50	//	3,761 25	179,646 75
49	Soins et médicaments aux hommes	32,314 00	26,860 50	2,968 98	29,829 48	15,595 18	14,234 30	//	2,484 52	29,829 48
50	Habillement des sous-agents des haras	161,775 00	150,200 00	5,132 52	155,332 52	116,226 24	39,106 28	//	6,442 48	155,332 52
51	Bâtiments. — Grosses réparations. — Réparations d'entretien. — Frais de culture. — Frais de bureau. — Dépenses diverses	326,800 00	298,178 71	8,393 81	306,572 52	223,723 71	82,848 81	//	20,227 48	306,572 52
52	Frais de conduite, frais de monte, salaires	255,732 00	238,100 38	11,501 03	249,601 41	207,788 73	41,812 68	//	6,130 59	249,601 41
53	Ferrure, sellerie, soins et médicaments aux chevaux	251,045 00	193,527 04	56,100 87	249,627 91	145,453 97	104,173 94	//	1,417 09	249,627 91
54	Nourriture des animaux	2,741,303 00	2,706,250 00	30,153 56	2,736,403 56	2,424,761 45	311,642 11	//	4,899 44	2,736,403 56
55	Consommations en nature. — Haras	35,000 00	//	35,000 00	35,000 00	//	35,000 00	//	//	35,000 00
56	Remonte des haras	2,866,764 77	2,723,863 97	197,036 15	2,920,900 12	1,176,113 97	1,744,786 15	54,135 35	//	2,920,900 12
57	Encouragements à l'industrie chevaline	3,323,389 50	2,976,767 52	517,216 67	3,493,984 19	2,510,784 12	983,200 07	170,594 69	//	3,493,984 19
58	Personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	457,820 00	362,099 62	23,843 18	385,942 80	343,913 10	42,029 70	//	71,877 20	385,942 80
59	Indemnités, gratifications, secours et allocations de toute nature au personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles	172,700 00	93,771 77	45,165 41	138,937 18	87,635 34	51,301 84	//	33,762 82	138,937 18
60	Police et surveillance de l'aménagement des eaux	220,000 00	212,577 43	2,312 09	214,889 52	145,489 80	69,399 72	//	5,110 48	214,889 52
61	Études et trav. d'hydraul. et d'amél. agricoles à la charge de l'État	1,482,747 00	1,146,894 91	43,614 62	1,190,509 53	745,710 54	444,798 99	//	292,237 47	1,190,509 53
62	Subventions pour études et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles. — Encouragements au drainage. — Assainissement des marais communaux	1,555,500 00	1,277,602 91	272,761 46	1,550,364 37	979,710 43	570,653 94	//	5,135 63	1,550,364 37
63	Allocations et subventions à diverses institutions concernant l'hydraulique et les améliorations agricoles	138,800 00	118,087 34	19,568 05	137,655 39	80,330 80	57,324 59	//	1,144 61	137,655 39
64	Garantie d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole	1,000,000 00	921,431 21	60,016 03	981,447 24	686,731 21	294,716 03	//	18,552 76	981,447 24
65	Surveillance et contrôle des compagnies ou concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	30,000 00	19,810 00	//	19,810 00	15,432 77	4,377 23	//	10,190 00	19,810 00
66	Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel pour prêts à court terme. (Loi du 31 mars 1899.)	7,739,347 00	4,382,750 00	1,933,000 00	6,315,750 00	4,417,750 00	1,898,000 00	//	1,423,597 00	6,315,750 00
66 *bis*	Avances aux caisses région[les] de crédit agricole mutuel pour prêts aux sociétés coopératives agricoles. (Loi du 26 déc. 1906.)	2,800,000 00	1,220,740 00	1,461,274 00	2,682,014 00	1,160,740 00	1,521,274 00	//	117,986 00	2,682,014 00
66 *ter*	Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel et aux sociétés de crédit immobilier pour prêts à long terme en faveur des petites exploitations rurales. (Loi du 19 mars 1910.)	5,000,000 00	3,941,800 00	1,180,000 00	5,121,800 00	3,641,800 00	1,480,000 00	121,800 00	//	5,121,800 00
67	Person. de l'insp. de la répres. des fraudes et du laboratoire central	221,275 00	214,808 30	400 00	215,208 30	201,059 90	14,148 40	//	6,066 70	215,208 30
68	Frais de tournées des inspect. — Secours, gratific. et indemnités aux agents du laboratoire central et aux inspecteurs	107,000 00	97,284 85	6,218 30	103,503 15	93,691 17	9,811 98	//	3,496 85	103,503 15
69	Frais de prélèvement et d'analyse. — Indemnités aux agents de prélèvements et des services administratifs	757,769 50	679,070 53	84,783 77	763,854 30	485,766 93	278,087 37	6,084 80	//	763,854 30
70	Frais d'inspection des établissements de produits médicamenteux ou hygiéniques et des eaux minérales	135,500 00	4,000 00	129,800 60	133,800 60	4,605 00	129,195 60	//	1,699 40	133,800 60
71	Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	100,000 00	76,044 70	26,168 13	102,212 83	27,530 70	74,682 13	2,212 83	//	102,212 83
72	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	11,067 93	8,510 00	//	8,510 00	8,510 00	//	//	2,557 93	8,510 00
75	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,083 57	1,083 57	//	1,083 57	1,083 57	//	//	//	1,083 57
		61,665,808 05	44,760,261 32	13,186,430 93	57,946,692 25	37,478,327 75	20,468,364 50	384,536 11	4,103,651 91	57,946,692 25
76	Dépenses des exercices clos	239,002 59	239,002 59	//	239,002 59	239,002 59	//	//	//	239,002 59
	Totaux	61,904,810 64	44,999,263 91	13,186,430 93	58,185,694 84	37,717,330 34	20,468,364 50	384,536 11	4,103,651 91	58,185,694 84
								3,719,115 80		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 487.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
		Report			41,944,050f 57c
Décrets des		FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS.			
		2° Crédits ouverts à 1912. Report.		4,565 43	
6 février 1912	72	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	853f 75c		
15 mars 1912	72	*Idem*	1,695 00		
22 mai 1912	72	*Idem*	853 75		
19 juillet 1912	72	*Idem*	1,550 00		
12 octobre 1912	72	*Idem*	775 00		
2 décembre 1912	72	*Idem*	775 00		
				6,502 50	11,067 93
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
		1° Crédits ouverts à 1912.			
	4	Indemnités, gratifications et secours au personnel des huissiers et gardiens de bureau		3,000f 00c	
25 mars 1912	12	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses		27,000 00	
	25	Personnel des écoles pratiques, fermes-écoles, stations et établissements divers de l'État		200 00	
28 mars 1912	62	Subventions pour études et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles		3,000 00	
	25	Personnel des écoles pratiques		5,000 00	
	67	Personnel de l'inspection de la répression des fraudes		43,125 00	
10 juin 1912	68	Frais de tournée des inspecteurs, secours, gratifications et indemnités aux agents du laboratoire central		17,000 00	
	69	Frais de prélèvement et d'analyse		29,268 75	
4 juillet 1912	26	Matériel des écoles pratiques		27,058 33	
19 juillet 1912	25	Personnel des écoles pratiques		16,500 00	
	26	Matériel des écoles pratiques		2,900 00	
30 juillet 1912	25	Personnel des écoles pratiques		2,000 00	
7 août 1912	67	Personnel de l'inspection de la répression des fraudes		5,800 00	
	69	Frais de prélèvement et d'analyse		12,408 30	
31 août 1912	26	Matériel des écoles pratiques		2,300 00	
5 septembre 1912	25	Personnel des écoles pratiques		7,805 12	
	61	Études et travaux d'hydraulique		37,247 00	
	62	Subventions pour études et travaux d'hydraulique		12,500 00	
2 octobre 1912	67	Personnel de l'inspection de la répression des fraudes		5,750 00	
	69	Frais de prélèvement et d'analyse		6,317 50	
18 octobre 1912	26	Matériel des écoles pratiques		3,933 33	
30 octobre 1912	58	Personnel de l'hydraulique et des améliorations agricoles		2,000 00	
	25	Personnel des écoles pratiques		10,000 00	
13 novembre 1912	26	Matériel des écoles pratiques		3,200 00	
	61	Études et travaux d'hydraulique		2,000 00	
22 novembre 1912	67	Personnel de l'inspection de la repression des fraudes		6,600 00	
	69	Frais de prélèvement et d'analyse		12,774 95	
30 décembre 1912	26	Matériel des écoles pratiques		1,500 00	
					308,188 28
		FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES REDEVANCES DE LA BANQUE DE FRANCE (CRÉDIT AGRICOLE).			
		1° Crédits reportés de 1911.			
20 juin 1912	66	Avances aux caisses régionales		859,347 00	
		2° Crédits ouverts à 1912.			
26 janvier 1912	66	Avances aux caisses régionales (loi du 31 mars 1899)	2,900,000 00		
16 février 1912	66 *bis.*	*Idem* (loi du 26 décembre 1906)	1,000,000 00		
	66 *ter.*	*Idem* (loi du 19 mars 1910)	2,000,000 00		
27 juin 1912	66 *bis.*	*Idem*	1,000,000 00		
	66 *ter.*	*Idem*	2,000,000 00		
7 août 1912	66	*Idem*	1,500,000 00		
13 novembre 1912	66	*Idem*	2,500,000 00		
	66 *bis.*	*Idem*	800,000 00		
	66 *ter.*	*Idem*	1,000,000 00	14,700,000 00	15,539,347 00
		FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES PRODUITS DU PRÉLÈVEMENT FAIT SUR LE PARI MUTUEL EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE.			
		1° Crédits reportés de 1911.			
18 avril 1912	56	Remonte des haras		562,604 42	
14 juin 1912	57	Encouragements à l'industrie chevaline		46,000 00	
		2° Crédits ouverts à 1912.		608,604 42	
6 avril 1912	57	Encouragements à l'industrie chevaline	350,065 55		
14 juin 1912	57	*Idem*	500,134 35		
	56	Remonte des haras	400,000 00		
30 juillet 1912	57	Encouragements à l'industrie chevaline	600,037 25		
30 août 1912	56	Remonte des haras	504,160 35		
16 novembre 1912	56	*Idem*	300,000 00		
	57	Encouragements à l'industrie chevaline	300,047 45		
7 décembre 1912	56	Remonte des haras	100,000 00		
	57	Encouragements à l'industrie chevaline	200,104 90	3,254,549 85	3,863,154 27
	76	Dépenses des exercices clos			239,002 59
		Total général			61,904,810 64

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Suite.)									
	4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
77	Personnel des agents des eaux et forêts dans les départemts.	2,500,000f 00c	2,422,274f 64c	134f 00c	2,422,408f 64c	2,258,167f 89c	164,240f 75c	″	77,591f 36c	2,422,408f 64c
78	Personnel des préposés dans les départements	3,470,000 00	3,398,010 00	568 00	3,398,578 00	3,095,968 66	302,609 34	″	71,422 00	3,398,578 00
79	Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes-forestiers communaux. — Secours	200,000 00	105,914 00	91,070 00	196,984 00	101,937 00	95,047 00	″	3,016 00	196,984 00
80	Contribution de l'État pour le traitement des préposés forestiers communaux	350,000 00	336,390 00	12,407 69	348,797 69	331,667 06	17,130 63	″	1,202 31	348,797 69
81	Indemnités et secours au personnel	797,000 00	755,379 35	41,584 49	796,963 84	596,135 72	200,828 12	″	36 16	796,963 84
82	Personnel de l'enseignement forestier	106,500 00	105,016 00	″	105,016 00	95,454 06	9,561 94	″	1,484 00	105,016 00
82 bis	Indemnités au personnel de l'enseignement forestier	35,600 00	30,664 00	4,919 50	35.583 50	26,932 53	8,650 97	″	16 50	35,583 50
83	Matériel de l'enseignement forestier	44,000 00	40,958 00	2,997 00	43,955 00	21,183 42	22,771 58	″	45 00	43,955 00
84	Amélioration et entretien des forêts et des dunes	1,092,434 60	1,029,128 61	60,825 92	1,089,954 53	712,095 24	377,859 29	″	2,480 07	1,089,954 53
85	Pêche et pisciculture	153,690 00	93,977 93	58,845 00	152,822 93	51,243 58	101,579 35	″	867 07	152,822 93
86	Améliorations pastorales et forestières	152,630 00	83,938 00	20,346 00	104,284 00	51,307 86	52,976 14	″	48,346 00	104,284 00
87	Restauration et conservation des terrains en montagne	3,387,945 05	2,682,706 35	620,609 00	3,303,315 35	1,945,407 94	1,357,907 41	″	84,629 70	3,303,315 35
88	Aménagements et exploitations	456,412 75	414,392 75	48,378 01	462,770 76	299,381 37	163,389 39	6,358 01	″	462,770 76
89	Entretien des chasses non affermées	50,000 00	50,000 00	″	50,000 00	37,529 47	12,470 53	″	″	50,000 00
90	Primes pour la destruction des loups. — Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture	9,000 00	2,297 00	144 00	2,441 00	1,307 20	1,133 80	″	6,559 00	2,441 00
91	Impositions sur les forêts domaniales	2,482,000 00	2,449,474 71	30,286 00	2,479,760 71	2,443,007 80	36,752 91	″	2,239 29	2,479,760 71
92	Dépenses diverses et matériel du service des eaux et forêts. — Droits d'usage. — Frais d'instances	257,500 00	225,932 26	75,688 57	301,620 83	208,789 72	92,831 11	44,120 83	″	301,620 83
	Totaux	15,544,712 40	14,226,453 60	1,068,803 18	15,295,256 78	12,277,516 52	3,017,740 26	50,478 84	299,934 46	15,295,256 78
								249,455f 62c		
	5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.									
93	Remboursements sur produits divers des forêts, etc.	(B) 12,000f 00c	10,927f 00c	1,070f 00c	11,997f 00c	9,397f 16c	2,599f 84c	″	3f 00c	11,997f 00c
								3f 00c		
	RÉCAPITULATION.									
3e partie.	Services généraux des ministères	61,904,810f 64c	44,999,263f 91c	13,186,430f 93c	58,185,694f 84c	37,717,330f 34c	20,468,364f 50c	384,536f 11c	4,103,651f 91c	58,185,694f 84c
4e partie.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	15,544,712 40	14,226,453 60	1,068,803 18	15,295,256 78	12,277,516 52	3,017,740 26	50,478 84	299,934 46	15,295,256 78
5e partie.	Remboursements, restitutions et non-valeurs	12,000 00	10,927 00	1,070 00	11,997 00	9,397 16	2,599 84	″	3 00	11,997 00
	Totaux généraux	77,461,523 04	59,236,644 51	14,256,304 11	73,492,948 62	50,004,244 02	23,488,704 60	435,014 95	4,403,589 37	73,492,948 62
								3,968,574f 42c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif		15,360,600f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1° Crédits ouverts.		
30 mars 1912	82 bis.	Indemnités au personnel de l'enseignement forestier	35,600f 00c	
13 juillet 1912	81	Indemnités et secours au personnel	70,000 00	
13 juillet 1912	88	Aménagements et exploitations	41,412 75	
13 juillet 1912	92	Dépenses diverses et matériel	7,500 00	
23 décembre 1912	91	Imposition sur les forêts domaniales	32,000 00	
			186,512 75	
		2° Crédits annulés.		
30 mars 1912	82	Personnel de l'enseignement forestier	35,600 00	
				150,912 75
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.		
		1° Crédits reportés de 1911.		
Décrets des : 26 janvier 1912	85	Pêche et pisciculture	800 00	
9 avril 1912	87	Restauration et conservation des terrains en montagne	5,800 00	
30 avril 1912	84	Amélioration et entretien des forêts	1,650 00	
			8,250 00	
		2° Crédits ouverts à 1912.		
25 mars 1912	87	Restauration et conservation des terrains en montagne ... 200 00		
9 avril 1912	85	Pêche et pisciculture ... 340 00		
10 mai 1912	85	Idem ... 200 00		
22 mai 1912	84	Amélioration et entretien des forêts ... 60 60		
10 juin 1912	84	Idem ... 1,200 00		
10 juin 1912	85	Pêche et pisciculture ... 400 00		
10 juin 1912	87	Restauration et conservation des terrains en montagne ... 7,791 65		
4 juillet 1912	87	Idem ... 2.000 00		
19 juillet 1912	84	Amélioration et entretien des forêts ... 24 00		
30 juillet 1912	85	Pêche et pisciculture ... 50 00		
30 août 1912	85	Idem ... 800 00		
30 août 1912	86	Améliorations pastorales et forestières ... 1,525 40		
31 août 1912	86	Idem ... 704 60		
31 août 1912	87	Restauration et conservation des terrains en montagne ... 3,290 00		
2 octobre 1912	87	Idem ... 450 00		
22 octobre 1912	87	Idem ... 400 00		
23 octobre 1912	85	Pêche et pisciculture ... 800 00		
13 novembre 1912	85	Idem ... 300 00		
3 décembre 1912	87	Restauration et conservation des terrains en montagne ... 3,763 40		
20 décembre 1912	87	Idem ... 250 00		
21 décembre 1912	86	Améliorations pastorales et forestières ... 400 00		
			24.949 65	33,199 65
		Total général		15,544,712 40

(B) Crédits accordés par le budget primitif.

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS.

DÉPENSES ORDINAIRES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	§ 1er. *Personnel.*									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.	1,301,000f00c	1,274,257f52c	//	1,274,257f52c	1,273,140f86c	1,116f66c	//	26,742f48c	1,274,257f52c
2	Allocations et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale	81,000 00	59,169 30	21,898f42c	81,067 72	57,916 76	23,150 96	67f72c	//	81,067 72
3	Frais d'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie élect. — Personnel de l'administ. cent. — Traitements.	18,500 00	16,549 36	//	16,549 86	16,549 86	//	//	1,950 14	16,549 86
4	Frais d'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. — Personnel de l'administration centrale. — Allocations et indemnités diverses	1,500 00	696 31	760 73	1,457 04	683 51	773 53	//	42 96	1,457 04
5	Frais de déplacement du personnel de l'administration centrale.	5,000 00	2,112 75	//	2,112 75	2,046 75	66 00	//	2,887 25	2,112 75
6	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées — Traitements.	3,373,933 33	3,366,958 20	7,396 65	3,874,354 85	3,268,872 85	105,482 00	421 52	//	3,374,354 85
7	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées, — Allocations et indemnités diverses	67,000 00	68,873 83	6,844 47	75,718 30	66,055 23	9,663 07	8,718 30	//	75,718 30
8	Traitement d'un inspecteur général. — Contrôle des distributions d'énergie électrique	15,000 00	14,916 65	//	14,916 65	14,916 65	//	//	83 35	14,916 65
9	École nationale des ponts et chaussées et services annexes. — Personnel. — Traitements	229,675 00	223,374 72	2,718 03	226,092 75	222,648 53	3,444 22	//	3,582 25	226,092 75
10	École nationale des ponts et chaussées et services annexes. — Personnel. — Allocations et indemnités diverses	12,645 00	10,103 03	2,538 00	12,641 03	10,103 03	2,538 00	//	3 97	12,641 03
11	Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées. — Traitements	6,870,083 33	6,828,182 29	1,291 62	6,829,473 91	6,450,124 30	379,349 61	//	40,609 42	6,829,473 91
12	Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées. — Allocations et indemnités diverses	614,800 00	591,707 22	25,239 84	616,947 06	561,586 20	55,360 86	2,147 06	//	616,947 06
13	Personnel des ingénieurs des mines. — Traitements	606,500 00	582,189 88	200 00	532,389 88	559,615 40	22,774 48	//	24,110 12	582,389 88
14	Personnel des ingénieurs des mines. — Alloc. et indemnités diverses.	20,000 00	19,186 90	800 00	19,986 90	19,105 50	881 40	//	13 10	19,986 90
15	Missions d'études et stages pratiques à l'étranger des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines. — Traitements.	80,000 00	39,999 96	//	39,999 96	36,666 63	3,333 33	//	40,000 04	39,999 96
16	Missions d'études et stages pratiques, à l'étranger, des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines — Dépenses diverses	20,000 00	7,665 82	9,041 76	16,707 58	5,106 74	11,600 84	//	3,292 42	16,707 58
17	Subvention à l'école nationale supérieure des mines	288,300 00	288,300 00	//	288,300 00	288,300 00	//	//	//	288,300 00
18	Subvention à l'école nationale des mines de Saint-Étienne	87,300 00	87,300 00	//	87,300 00	87,300 00	//	//	//	87,300 00
19	Écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai. — Traitements.	21,400 00	21,400 00	//	21,400 00	20,375 01	1,024 99	//	//	21,400 00
20	Écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai. — Bourses, subventions, allocations diverses	17,810 00	17,800 00	//	17,800 00	14,462 05	3,337 95	//	10 00	17,800 00
21	Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines. — Traitements	517,600 00	477,281 34	524 69	477,806 03	448,360 33	29,445 70	//	39,793 97	477,806 03
22	Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines. — Allocations et indemnités diverses	54,190 00	50,826 71	548 25	51,374 96	47,978 04	3,396 92	//	2,815 04	51,374 96
23	Personnel des commis et dames sténodactylographes employés dans les bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. — Traitements	3,997,770 00	3,968,825 60	444 55	3,969,270 15	3,888,194 42	81,075 73	//	28,499 85	3,969,270 15
24	Personnel des commis et dames sténodactylographes employés dans les bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. — Allocations et indemnités diverses	611,580 00	605,469 74	6,822 88	612,292 62	594,632 38	17,660 24	712 62	//	612,292 62
25	Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires	494,100 00	483,394 24	150 75	483,544 99	471,336 15	12,208 84	//	10,555 01	483,544 99
26	Agents temporaires et auxiliaires. — Allocations et indemnités diverses	64,900 00	58,887 07	3,515 50	62,402 57	58,559 10	3,843 47	//	2,497 43	62,402 57
27	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime. — Traitements	362,200 00	361,030 13	560 00	361,590 13	344,353 08	17,237 05	//	609 87	361,590 13
28	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime. — Allocations et indemnités diverses	120,250 00	120,298 07	375 00	120,673 07	105,035 21	15,637 86	423 07	//	120,673 07
	A reporter	19,954,036 66	19,646,757 14	91,671 14	19,738,428 28	18,934,024 57	804,403 71	2,490 29	228,098 67	19,738,428 28

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	//	Budget primitif			88,869,480f00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.			
		1° *Crédits ouverts.*			
30 mars 1912	66 *bis*	Remboursement des frais occasionnés par des travaux de sauvetage	743f10c		
13 juillet 1912	75	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	34,629 92		
13 juillet 1912	6	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées. — Traitements	12,000 00		
	9	École nationale des ponts et chaussées	1,700 00		
	14	Personnel des ingénieurs des mines. — Allocations	3,000 00		
	22	Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines	1,500 00		
	23	Personnel des commis et dames sténodactylographes	60,000 00		
	27	Personnel de officiers et maîtres de port. — Traitements	2,000 00		
	29	Personnel de la navigation intérieure.	80,000 00		
	31	Personnel des ports maritimes de commerce	26,000 00		
	34	Personnel des phares et balises	5,500 00		
	38	Personnel des commissaires de surveillance	1,500 00		
	49	Frais de contrôle des distributions d'énergie électrique	51,000 00		
23 décembre 1912	19	École des maîtres mineurs d'Alais et de Douai	400 00		
	28	Personnel des officiers et maîtres de port. — Allocations	4,500 00		
	29	Personnel de la navigation intérieure.	9,500 00		
	32	Personnel des ports maritimes de commerce	15,000 00		
	68	Bonification des pensions de retraites.	191,800 00		
				500,773 02	
		2° *Crédits annulés.*			
13 juillet 1912	7	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées. — Allocations et indemnités diverses	12,000 00		
	10	École nationale des ponts et chaussées. — Personnel. — Allocations et indemnités diverses	1,700 00		
	11	Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées. — Traitements	40,000 00		
	13	Personnel des ingénieurs des mines. — Traitements	3,000 00		
	21	Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines	1,500 00		
	24	Personnel des commis et dames sténodactylographes	20,000 00		
	28	Personnel des officiers et maîtres de port. — Allocations	2,000 00		
	30	Personnel de la navigation intérieure.	80,000 00		
	32	Personnel des ports maritimes de commerce	26,000 00		
	33	Personnel des phares et balises	5,500 00		
	39	Personnel des commissaires de surveillance administrative	1,500 00		
23 décembre 1912	21	Personnel des sous-ingénieurs et contrôleurs des mines	400 00		
	27	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	4,500 00		
	30	Personnel de la navigation intérieure.	9,500 00		
	31	Personnel des ports maritimes de commerce	15,000 00		
				222,600 00	278,173 02
		A reporter			89,147,653 02

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report	19,954,036f 66c	19,646,757f 14c	91,671f 14c	19,738,428f 28c	18,934,024f 57c	804,403f 71c	12,490f 29	228,098f 67c	19,738,428f 28c
	§ 1er. — *Personnel.* (Suite.)									
29	Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, pontiers, barragistes, etc.). — Traitements, suppléments de traitements et indemnités diverses permanentes	2,973,325 00	2,942,563 92	1,200 58	2,943,764 50	2,689,297 33	254,467 17	″	29,560 50	2,943,764 50
30	Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, pontiers, etc.). — Indemnités diverses non permanentes, frais de de changement de résidence, secours, etc.	146,101 00	119,912 02	9,469 36	129,381 38	90,952 02	38,429 36	″	16,719 62	129,381 38
31	Personnel des ports maritimes de commerce (éclusiers, pontiers, etc.). — Traitements, suppléments de traitements et indemnités diverses permanentes	757,035 00	729,197 95	439 66	729,637 61	695,791 96	33,845 65	″	27,397 39	729,637 61
32	Personnel des ports maritimes de commerce (éclusiers, pontiers, etc.). — Indemnités diverses non permanentes, frais de changement de résidence, secours, etc.	30,815 00	21,659 29	2,084 67	23,743 96	12,362 76	11,381 20	″	7,071 04	23,743 96
33	Personnel des phares et balises. — Traitements, suppléments de traitements et indemnités diverses permanentes	852,460 00	840,716 37	1,785 96	842,502 33	770,801 96	71,700 37	″	9,957 67	842,502 33
34	Personnel des phares et balises. — Indemnités diverses non permanentes, frais de changement de résidence, secours, etc.	71,445 00	66,575 77	2,340 85	68,916 62	53,248 31	15,668 31	″	2,528 38	68,916 62
35	Indemnités aux gardes-ports sortis de fonctions	7,500 00	5,457 00	″	5,457 00	4,019 16	1,437 84	″	2,043 00	5,457 00
36	Directeur, contrôleurs généraux et inspecteurs du contrôle de l'exploitation commerciale des chemins de fer. — Traitements	252,000 00	248,577 75	450 00	249,027 75	245,486 08	3,541 67	″	2,972 25	249,027 75
37	Directeur, contrôleurs généraux et inspecteurs du contrôle de l'exploitation commerciale des chemins de fer. — Allocations et indemnités diverses	3,700 00	1,466 97	″	1,466 97	920 42	546 55	″	2,233 03	1,466 97
38	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer. — Traitements	850,900 00	849,234 79	772 50	850,007 29	805,867 04	44,140 25	″	892 71	850,007 29
39	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer. — Allocations et indemnités diverses.	94,210 00	92,691 69	″	92,691 69	87,170 08	5,521 61	″	1,518 31	92,691 69
40	Personnel des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail. — Traitements	112,750 00	106,358 31	″	106,358 31	103,649 96	2,708 35	″	6,391 69	106,358 31
41	Personnel des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail. — Allocations et indemnités diverses	17,700 00	15,909 73	479 75	16,389 48	15,588 83	800 65	″	1,310 52	16,389 48
42	Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer. — Traitements	30,200 00	27,665 93	″	27,665 93	27,665 93	″	″	2,534 07	27,665 93
43	Personnel de service attaché aux bureaux du contrôle des chemins de fer. — Allocations et indemnités diverses.	3,800 00	2,331 49	1,885 60	4,217 09	1,801 67	2,415 42	417 09	″	4,217 09
44	Frais généraux du service des ponts et chaussées	1,425,167 10	1,356,386 35	17,117 33	1,373,503 68	1,097,309 11	276,194 57	″	51,663 42	1,373,503 68
45	Frais généraux du service de surveillance de la pêche sur les canaux et les cours d'eau navigables canalisés	12,000 00	5,598 63	77 40	5,676 03	4,235 79	1,440 24	″	6,323 97	5,676 03
46	Frais de tournées des contrôleurs des comptes et des contrôleurs du travail	37,740 00	33,173 34	583 58	33,756 92	28,655 08	5,101 84	″	3,983 08	33,756 92
47	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés	494,440 00	435,595 69	29,946 97	465,542 66	360,965 04	104,577 62	″	28,897 34	465,542 66
48	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur. — Remboursement des frais occasionnés par les examens de capacité pour la conduite des automobiles	286,960 00	269,514 07	4,403 92	273,917 99	232,957 12	40,960 87	″	13,042 01	273,917 99
49	Frais de contrôle des distributions d'énergie électrique	215,000 00	142,265 15	62,662 98	204,928 13	27,132 24	177,795 89	″	10,071 87	204,928 13
50	Nivellement général de la France. — Frais généraux de personnel	18,600 00	20,334 75	3,530 40	23,865 15	17,357 00	6,508 15	5,265 15	″	23,865 15
51	Carte géologique de la France. — Frais généraux de personnel et frais de tournées des collaborateurs	42,750 00	24,205 00	18,754 65	42,959 65	23,630 00	19,329 65	209 65	″	42,959 65
52	Secours aux anciens fonctionnaires ou agents, aux anciens ouvriers en régie, aux veuves, orphelins, etc. — Subventions à des sociétés ou à des œuvres intéressant le service du Ministère	490,000 00	480,978 00	2,600 00	483,578 00	410,289 00	73,289 00	″	6,422 00	483,578 00
	A reporter	29,180,634 76	28,485,127 10	252,257 30	28,737,384 40	26,741,178 46	1,996,205 94	18,382 18	461,632 54	28,737,384 40

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 493.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
		Report			89,147,653f 02c
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.			
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.			
		Crédits reportés de 1911.			
Décrets des :					
30 avril 1912	66	Matériel des mines		4,191f 00c	
24 mai 1912	58	Routes et ponts. (Entretien.)		34,783 11	
31 mai 1912	58	*Idem.*		3,600 00	
	60	Navigation intérieure. (Rivières.)		998 26	
2 juin 1912	63	Ports maritimes. — Travaux ordinaires		2,703 43	
				46,275 80	
		Crédits ouverts à 1912.			
18 juillet 1912	64	Phares, fanaux, balises et signaux divers.	66,500f 00c		
22 juillet 1912	63	Ports maritimes. — Travaux ordinaires.	119,657 44		
24 juillet 1912	60	Navigation intérieure. (Rivières.)	15,334 00		
30 août 1912	60	*Idem.*	136,047 22		
2 septembre 1912	58	Routes et ponts. (Entretien.)	102,425 74		
	61	Navigation intérieure. (Canaux.)	19,539 26		
25 novembre 1912	32	Personnel des ports maritimes de commerce	1,500 00		
	50	Nivellement général de la France	800 00		
	60	Navigation intérieure. (Rivières.)	199,187 19		
30 novembre 1912	29	Personnel de la navigation intérieure	350 00		
	33	Personnel des phares et balises	380 00		
	60	Navigation intérieure. (Rivières.)	420 00		
	64	Phares, fanaux, balises et signaux divers.	90 00		
	63	Ports maritimes — Travaux ordinaires	291,236 11		
3 décembre 1912	11	Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées. — Traitements	2,883 33		
	12	*Idem.* — Allocations	150 00		
	27	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime. — Traitements.	250 00		
	28	*Idem.* — Allocations	600 00		
	29	Personnel de la navigation intérieure. — Traitements	2,935 00		
	30	*Idem.* — Indemnités	2,201 00		
	33	Personnel des phares et balises. — Traitements	400 00		
	34	*Idem.* — Indemnités	325 00		
	38	Personnel des commissaires de surveillance. — Traitements	2,000 00		
	39	*Idem.* — Allocations	260 00		
19 décembre 1912	38	Personnel des commissaires de surveillance. — Traitements	2,400 00		
	39	*Idem.* — Allocations	450 00		
	44	Frais généraux du service des ponts et chaussées	167 10		
	54	Matériel et dépenses diverses	800 00		
28 décembre 1912	6	Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées. — Traitements	3,333 33		
				972,621 72	
					1,018,897 52
		A reporter			90,166,550 54

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	Report........	29,180,634f 76c	28,485,127f 10c	252,257f 30c	28,737,384f 40c	26.741,178f 46c	1,996,205f 94c	18,382f 18c	461,632f 54c	28.737,384f 40c
	§ 2. *Entretien.*									
53	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des conseils généraux des ponts et chaussées et des mines, des comités et commissions	152,950 00	86,590 43	59,283 96	145,874 39	81,924 34	63,950 05	//	7,075 61	145,874 39
54	Matériel et dépenses diverses de l'école des ponts et chaussées et de ses services annexes	60,180 00	36,909 52	19,034 92	55,944 44	41,294 40	14,650 04	//	4,235 56	55,944 44
55	Frais des bureaux des services des ponts et chaussées	988,281 00	877,634 47	90,952 46	968,586 93	583,768 49	384,818 44	//	19,694 07	968,586 93
56	Frais des bureaux des services des mines	92,000 00	68,550 23	18,807 42	87,357 65	41,038 26	46,319 39	//	4,642 35	87,357 65
57	Impressions et publications de l'administration des travaux publics. — Documents financiers. — Abonnements. — Annales des ponts et chaussées et des mines. — Achats d'ouvrages et de cartes. — Reliures	465,315 00	343,858 88	111,581 55	455,440 43	222,739 72	232,700 71	//	9,874 57	455,440 43
58	Routes et ponts. — (Entretien et réparations ordinaires).	32,346,808 85	30,702,670 25	125,384 98	30,824,055 23	25,804,793 86	5,019,261 37	//	1,516,753 62	30,824,055 23
59	Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	3,000,000 00	//	3,000,000 00	2,250,000 00	750,000 00	//	//	3,000,000 00
60	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et réparations ordinaires.)	6,360,986 67	6,237,241 04	10,205 19	6,247,446 23	5,180,470 14	1,066,976 09	//	113,540 44	6,247,446 23
61	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et réparations ordinaires.)	5,976,539 26	5,849,717 84	24,056 87	5,873,774 71	4,964,871 39	908,903 32	//	102,764 55	5,873,774 71
62	Réfection du souterrain de Mauvages, sur le canal de la Marne au Rhin	1,500,000 00	1,500,000 00	//	1,500,000 00	1,435,851 54	64,148 46	//	//	1,500,000 00
63	Ports maritimes. — Trav. ordin. (Entre. et réparat. ordin.)	7,770,596 98	7,649,306 10	90,040 75	7,739,346 85	6,465,860 14	1,273,486 71	//	31,250 13	7,739,346 85
64	Phares, fanaux, balises et sig. div. (Entr. et réparat. ordin.)	1,574,090 00	1,564,106 85	8,486 93	1,572,593 78	1,285,228 75	287,365 03	//	1,496 22	1,572,593 78
65	Exploitat. en régie d'outill. de navig. (Formes de radoub dans les ports marit., touages dans les souter. de canaux.)	249,500 00	248,762 79	*à déd.* 1,908 00	246,854 79	153,005 16	98,849 63	//	2,645 21	246,854 79
	§ 3. *Dépenses diverses.*									
66	Matériel des mines. — Frais d'études et d'expérience concernant l'hygiène et la sécurité dans les mines, frais de sauvetage et frais de recherches minières	15,691 00	6,140 80	3,743 68	9,884 48	3,280 60	6,603 88	//	5,806 52	9,884 48
66bis	Remboursement des frais occasionnés par des travaux de sauvetage entrepris à la suite d'un éboulement dans les carrières d'Allassac	743 10	743 10	//	743 10	743 10	//	//	//	743 10
67	Comité de contentieux et comité consultatif de règlement amiable des entreprises de travaux publics et des marchés de fourniture. — Frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et au règlement des travaux. — Frais de procédure de déchéance et de mise en adjudication des concessions minières inexploitées.	40,000 00	37,115 95	16,859 05	53,975 00	35,618 59	18,356 41	13,975 00	//	53,975 00
68	Bonification des pensions de retraite des agents temporaires et agents auxiliaires assimilés	211,800 00	19,175 75	170,539 55	189,715 30	18,933 00	170,782 30	//	22,084 70	189,715 30
69	Bonificat. des pensions de retr. des cantonniers de l'État.	491,000 00	483,629 95	7,056 75	490,686 70	479,808 50	10,878 20	//	313 30	490,686 70
70	Médailles aux cantonniers et agents inférieurs de l'administration des travaux publics et des chemins de fer de l'État	3,000 00	1,826 31	1,150 65	2,976 96	1,826 31	1,150 65	//	23 04	2,976 96
71	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer et du congrès international des chemins de fer	21,000 00	17,376 58	2,000 00	19,376 58	2,000 00	17,376 58	//	1,623 42	19,376 58
72	Participation de la France dans les dépenses de l'association internationale permanente des congrès de navigation et office national de la navigation	35,000 00	35,000 00	//	35,000 00	35,000 00	//	//	//	35,000 00
73	Particip. de la France dans les dép. de l'associat. intern. des congrès de la route et office national du tourisme.	45,000 00	45,000 00	//	45,000 00	45,000 00	//	//	//	45,000 00
74	Encouragements à la navigation aérienne	100,000 00	98,240 20	//	98,240 00	93,240 00	5,000 00	//	1,760 00	98,240 00
75	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	34,629 92	34,627 37	//	34,627 37	34,489 20	138 17	//	2 55	34,627 37
		90,709,746 54	87,429,351 31	1,005,534 01	88,434,885 32	76,001,963 95	12,432,921 37	32,357 18	2,307,218 40	88,434,885 32
76	Dépenses des exercices clos	1,212,862 68	1,212,862 68	//	1,212,862 68	1,212,862 68	//	//	//	1,212,862 68
	TOTAUX des dépenses ordinaires...	91,922,609 22	88,642,213 99	1,005,534 01	89,647,748 00	77,214,826 63	12,432,921 37	32,357 18	2,307,218 40	89,647,748 00
								2,274,861f 22c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 493.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report		90,166,550f 54c
		FONDS DE CONCOURS VERSÉS PAR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER EN EXÉCUTION DES CONVENTIONS DE 1883.		
Décrets des :		*Crédits ouverts par décrets.*		
18 mars 1912	25	Agents temporaires et auxiliaires. — Salaires	145,000f	
	26	*Idem.* Allocations	15,000	
	44	Frais généraux du service des ponts et chaussées	250,000	
	55	Frais des bureaux des services des ponts et chaussées.	97,881	
	57	Impressions et publications	23,815	
30 août 1912	55	Frais des bureaux des services des ponts et chaussées.	10,000	
	57	Impressions et publications	1,500	
				543,196 00
	76	Dépenses des exercices clos		1,212,862 68
		TOTAL GÉNÉRAL		91,922,609 22

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
	§ 1er — *Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.*									
77	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	4,900,000f 00c	1,899,979f 73c	2,383,604f 69c	4,283,584f 42c	987,490 33	3,296,094f 09c	″	616,415f 58c	4,283,584f 42c
78	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	46,800,000 00	43,948,233 13	2,851,766 87	46,800,000 00	32,311,025 58	14,488,974 42	″	″	46,800,000 00
79	Annuités dues au réseau racheté de l'Ouest	14,377,000 00	13,511,432 92	865,086 76	14,376,519 68	13,511,432 92	865,086 76	″	480 32	14,376,519 68
80	Annuités dues à l'ancien réseau de l'État	123,000 00	″	123,000 00	123,000 00	″	123,000 00	″	″	123,000 00
81	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée	10,000 00	4,066 91	″	4,066 91	566 91	3,500 00	″	5,933 09	4,066 91
82	Insuffisance des produits de l'exploitation du réseau racheté de l'Ouest	81,911,539 63	78,040,000 00	3,871,539 63	81,911,539 63	78,040,000 00	3,871,539 63	″	″	81,911,539 63
83	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	26,800,000 00	21,859,326 58	4,940,673 42	26,800,000 00	21,360,335 01	5,439,664 99	″	″	26,800,000 00
84	Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways	11,000,000 00	6,657,035 68	4,377,964 32	11,035,000 00	6,041,251 04	4,993,748 96	35,000f 00c	″	11,035,000 00
85	Subventions annuelles aux entreprises de services réguliers d'automobiles	220,000 00	″	114,374 88	114,374 88	″	114,374 88	″	105,625 12	114,374 88
86	Subvention à l'Algérie pour les dépenses de chemins de fer	16,500,000 00	16,500,000 00	″	16,500,000 00	16,500,000 00	″	″	″	16,500,000 00
87	Subventions au gouvernement tunisien à titre de participation à la garantie d'intérêt du réseau de chemin de fer dit de la Medjerdah	1,399,000 00	1,399,000 00	″	1,399,000 00	1,399,000 00	″	″	″	1,399,000 00
	§ 2. — *Travaux.*									
88	Routes nationales. — Construction de routes neuves et lacunes. — Études relatives à la création de routes du tourisme	705,000 00	533,385 28	2,541 65	535,926 93	440,885 93	95,041 00	″	169,073 07	535,926 93
89	Rectifications des routes nationales	310,438 59	199,258 84	63,064 17	262,323 01	175,802 02	86,520 99	″	48,115 58	262,323 01
90	Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs	3,347,439 22	3,087,382 79	172,000 33	3,259,383 12	2,321,001 51	938,381 61	″	88,056 10	3,259,383 12
91	Parachèvement des routes forestières de la Corse	25,000 00	25,000 00	″	25,000 00	5,207 50	19,792 50	″	″	25,000 00
92	Construction de ponts	1,849,617 54	1,089,814 14	à déd. 7,392 00	1,082,422 14	834,417 32	248,004 82	″	767,195 40	1,082,422 14
93	Amélioration des rivières	3,374,719 13	3,089,587 59	215,164 53	3,304,752 12	2,581,943 57	722,808 55	″	69,967 01	3,304,752 12
94	Établissement et amélioration de canaux de navigation	26,966,093 00	24,776,491 53	61,388 83	24,837,880 36	22,052,674 90	2,785,205 46	″	2,128,212 64	24,837,880 36
95	Amélioration et extension des ports maritimes	48,602,342 64	44,873,385 98	123,399 10	44,996,785 08	40,404,433 67	4,592,351 41	″	3,605,557 56	44,996,785 08
	A reporter	289,221,189 75	261,493,381 10	20,158,177 18	281,651,558 28	238,967,468 21	42,684,090 07	35,000 00	7,604,631 47	281,651,558 28

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.			SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	....	Budget primitif			222,802,920 00
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS. *1° Crédits ouverts.*			
28 juin 1912	98	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	900,000f 00c		
13 juillet 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes	4,500,000 00		
13 juillet 1912	97bis	Réparation des avaries causées par les tempêtes, orages et inondations	1,500,000 00		
15 juillet 1912	82	Insuffisance des produits de l'exploitation du réseau racheté de l'Ouest	22,389,900 00		
23 décembre 1912	82	Insuffisance des produits de l'exploitation du réseau racheté de l'Ouest	375,639 63		
23 décembre 1912	83	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	3,100,000 00		
			32,765,539 63		
		2° Crédits annulés.			
15 juillet 1909	79	Annuités dues au réseau racheté de l'Ouest	526,000f		
15 juillet 1909	80	Annuités dues à l'ancien réseau de l'État	183,000		
23 décembre 1909	79	Annuités dues au réseau racheté de l'Ouest	212,000		
23 décembre 1909	80	Annuités dues à l'ancien réseau de l'État	109,000	1,030,000 00	31,735,539 63
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. FONDS DE CONCOURS POUR EMPLOI DE LEGS OU DONATIONS. *Crédits reportés de 1911.*			
Décrets des : 27 janvier 1912	103	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations		278 90	
30 juin 1912	103	*Idem*		3 33	
				282 23	
		Crédits ouverts à 1912.			
13 février 1912	103	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	650f 00c		
26 avril 1912	103	*Idem*	490 60		
7 juin 1912	103	*Idem*	960 00		
3 septembre 1912	103	*Idem*	600 00		
8 novembre 1912	103	*Idem*	1,417 60	4,118 20	
					4,400 43
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. *Crédits reportés de 1911.*			
27 janvier 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes		541,919 33	
5 février 1912	95	*Idem*		439,207 33	
10 février 1912	95	*Idem*		465,888 09	
21 février 1912	96	Amélioration et extension du service des phares		188,606 29	
28 février 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes		585,430 96	
15 mars 1912	99	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883		350,000 00	
16 mars 1912	98	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État		400,000 00	
18 mars 1912	90	Routes nationales. — Réparations extraordinaires		82,682 38	
30 avril 1912	90	*Idem*		87,134 74	
7 mai 1912	92	Construction de ponts		451,488 46	
17 mai 1912	89	Rectification des routes nationales		60,438 59	
31 mai 1912	94	Établissement et amélioration de canaux de navigation		503,299 00	
31 mai 1912	96	Amélioration et extension du service des phares		33,303 45	
2 juin 1912	91	Parachèvement des routes forestières de la Corse		18,129 08	
2 juin 1912	93	Amélioration des rivières		139,716 07	
2 juin 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes		2,454,242 39	
2 juin 1912	97	Travaux de défense contre la mer et contre les eaux		12,143 38	
10 juin 1912	93	Amélioration des rivières		1,042 03	
14 juin 1912	90	Routes nationales. — Réparations extraordinaires		135 29	
				6,814,806 86	6,814,806 86
		Crédits ouverts à 1912.			
10 mars 1912	94	Établissement et amélioration des canaux de navigation		1,000,000 00	
23 mars 1912	92	Construction de ponts		135,000 00	
29 mars 1912	99	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883		305,399 77	
2 avril 1912	93	Amélioration des rivières		204,500 00	
4 avril 1912	98	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État		89,000 00	
7 mai 1912	92	Construction de ponts		245,000 00	
22 mai 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes		3,605,212 80	
7 juin 1912	95	*Idem*		1,319,100 00	
7 juin 1912	96	Amélioration et extension du service des phares		350,750 00	
		A reporter		7,253,962 57	
		A reporter			261,357,666 92

Compte provisoire des Dépenses (Suite.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS effectués sur les ordonnances des Ministres.	RESTES à payer pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES probables de l'exercice 1912.
	Report	289,221,189f 75c	261,493,381f 10c	20,158,177f 18c	281,651,558f 28c	238,967,468f 21c	42,684,090f 07c	35,000f 00c	7,604,631f 47c	281,651,568f 28c
	§ 2. — *Travaux.* (Suite).									
96	Amélioration et extension du service des phares, fanaux, balises et signaux divers	1,567,692 64	1,362,539 51	15,126 37	1,377,665 88	1,206,450 79	171,215 09	〃	190,026 76	1,377,665 88
97	Travaux de défense contre la mer et contre les eaux	712,143 38	548,447 97	118,894 25	667,342 22	481,945 82	185,396 40	〃	44,801 16	667,342 22
97bis	Réparation des avaries causées par les tempêtes, orages, inondations	1,550,155 83	1,318,380 88	113,587 50	1,431,968 38	893,591 31	538,377 07	〃	118,187 45	1,431,968 38
98	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	5,262,075 00	1,716,486 07	66,634 46	1,783,120 53	1,478,484 60	304,635 93	〃	3,478,954 47	1,783,120 53
99	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	16,586,901 69	15,047,492 69	à déd. *470,389 05*	14,577,103 64	9,888,666 84	4,688,436 80	〃	2,009,798 05	14,577,103 64
	§ 3. *Dépenses diverses.*									
100	Prix à accorder à la suite d'un concours à ouvrir en 1912 entre les inventeurs des divers appareils d'attelage automatique	10,000 00	10,000 00	〃	10,000 00	〃	10,000 00	〃	〃	10,000 00
101	Nivellement général de la France. — Matériel et main-d'œuvre	40,775 00	45,015 80	10,414 95	55,430 75	37,180 30	18,250 45	14,655 75	〃	55,430 75
102	Carte géologique de la France. — Entretien des bâtiments, chauffage, éclairage et dépenses diverses	3,250 00	1,219 60	1,484 10	2,703 70	1,129 60	1,574 10	〃	546 30	2,703 70
103	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	4,400 43	3,315 19	310 00	3,625 19	3,625 19	〃	〃	775 24	3,625 19
	Totaux des dépenses extraordinaires	314,958,583 72	281,546,278 81	20,014,239 76	301,560,518 57	252,958,542 66	48,601,975 91	49,655 75	13,447,720 90	301,560,518 57
								13,398,065f 15c		

RÉCAPITULATION DES TRAVAUX PUBLICS.

		Crédits	Dépenses constatées	Dépenses présumées	Total	Payements	Restes à payer	Dépenses excédant les crédits	Crédits excédant les dépenses	Dépenses probables
	Dépenses ordinaires	91,922,609f 22c	88,642,213f 99c	1,005,534f 01c	89,647,748f 00c	77,214,826f 63c	12,432,921f 37c	32,357f 18c	2,307,218f 40c	89,647,748f 00c
	Dépenses extraordinaires	314,958,583 72	281,546,278 81	20,014,239 76	301,560,518 57	252,958,542 66	48,601,975 91	49,655 75	13,447,720 90	301,560,518 57
	Totaux	406,881,192 94	370,188,492 80	21,019,773 77	391,208,266 57	330,173,369 29	61,034,897 28	82,012 93	15,754,939 30	391,208,266 57
								15,672,926f 37c		

2e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits	Dépenses constatées	Dépenses présumées	Total	Payements	Restes à payer	Dépenses excédant les crédits	Crédits excédant les dépenses	Dépenses probables
1	Personnel de l'administration centrale. — Traitements et salaires	(B) 3,102,667f 00c	3,034,661f 90c	5,015f 26c	3,039,677f 16c	2,779,671f 07c	260,006f 09c	〃	62,989f 84c	3,039,677f 16c
2	Indemnités, secours et pensions du personnel de l'administration centrale	136,697 00	111,391 80	24,033 56	135,425 36	104,266 11	31,159 25	〃	1,271 64	135,425 36
3	Matériel de l'administration centrale	304,021 00	227,262 96	76,228 92	303,491 88	206,631 89	96,859 99	〃	529 12	303,491 88
4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	33 38	33 38	〃	33 38	33 38	〃	〃	〃	33 38
		3,543,418 38	3,373,350 04	105,277 74	3,478,627 78	3,090,602 45	388,025 33	〃	64,790 60	3,478,627 78
5	Dépenses des exercices clos	4,688,678 95	4,688,678 95	〃	4,688,678 95	4,688,678 95	〃	〃	〃	4,688,678 95
	Totaux	8,232,097 33	8,062,028 99	105,277 74	8,167,306 73	7,779,281 40	388,025 33	〃	64,790 60	8,167,306 73
								64,790f 60c		

OBSERVATIONS.

(A) Voir note page 499.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report		261,357,666f 92
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. (Suite.)		
		Crédits ouverts à 1912. (Suite.)		
Décrets des :		Report	7,253,962f 57c	
12 juin 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes	2,480,000 00	
	98	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	1,405 00	
	99	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	74,000 00	
22 juin 1912	94	Établissement et amélioration de canaux de navigation	3,000,000 00	
	95	Amélioration et extension des ports maritimes	544,000 00	
18 juillet 1912	96	Amélioration et extension du service des phares	200,700 00	
22 juillet 1912	90	Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs	91,310 34	
	93	Amélioration des rivières	129,461 03	
	95	Amélioration et extension des ports maritimes	1,552,000 00	
29 juillet 1912	95	*Idem*	3,225,000 00	
30 août 1912	94	Établissement et amélioration de canaux de navigation	1,000,000 00	
2 septembre 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes	2,752,950 00	
3 septembre 1912	94	Établissement et amélioration de canaux de navigation	300,000 00	
18 octobre 1912	94	*Idem*	1,000,000 00	
22 octobre 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes	2,299,250 00	
19 novembre 1912	95	*Idem*	2,110,658 45	
	101	Nivellement général de la France. — Matériel et main-d'œuvre	2,275 00	
25 novembre 1912	90	Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs	211,176 47	
	94	Établissement et amélioration de canaux de navigation	365,994 00	
30 novembre 1912	94	*Idem*	4,000,000 00	
	99	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	880,697 92	
3 décembre 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes	2,162,483 29	
19 décembre 1912	94	Établissement et amélioration de canaux de navigation	296,800 00	
	96	Amélioration et extension du service des phares	59,832 90	
28 décembre 1912	95	Amélioration et extension des ports maritimes	2,580,000 00	
	97bis	Réparation des avaries causées par les tempêtes, orages et inondations	50,155 83	38,624,112 80
		FONDS DE CONCOURS VERSÉS PAR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER EN EXÉCUTION DES CONVENTIONS DE 1883.		
		Crédits ouverts par lois.		
Loi du : 13 juillet 1912	99	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	6,500,000 00	
		Crédits ouverts par décrets.		
Décrets des : 27 janvier 1912	99	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883 — 70,000 00		
21 février 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
18 mars 1912	99	*Idem* — 288,304 00		
30 avril 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
24 mai 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
22 juin 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
27 juillet 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
30 août 1912	99	*Idem* — 808,500 00		
13 octobre 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
25 octobre 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
19 novembre 1912	99	*Idem* — 820,000 00		
20 décembre 1912	99	*Idem* — 750,000 00	8,476,804 00	14,976,804 00
		Total général		314,958,583 72

(B) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	•	Budget primitif	3,543,385 00
		Crédit ouvert par loi.	
13 juillet 1912	4	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	33 38
	5	Dépenses des exercices clos	4,688,678 95
		Total général	8,232,097 33

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,

2e SECTION. — POSTES

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOI

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.
6	École professionnelle supérieure. — Personnel	152,246f 00c	134,346f 60c	700f 00c	135,046f 60c	134,346f 60c
7	École professionnelle supérieure. — Matériel	15,700 00	6,508 11	7,841 23	14,349 34	5,829 23
8	Inspection générale et services techniques. — Ateliers de construction. — Contrôle. — Personnel des agents et sous-agents	917,700 00	895,987 22	11,639 38	907,626 60	893,017 22
9	Exploitation. — Personnel des agents	87,846,766 00	86,024,458 22	183,329 56	86,207,787 78	85,677,140 15
10	Rétribution des agents non commission. et frais d'aide.	4,705,052 00	4,401,674 77	163,054 69	4,564,729 46	4,280,236 14
11	Exploitation. — Personnel des sous-agents	66,777,387 00	63,949,163 32	237,969 27	64,187,132 59	63,947,081 91
12	Exploitation. — Sous-agents auxiliaires	8,251,678 00	8,064,263 46	6,605 05	8,070,868 51	7,843,940 33
13	Remises au personnel et à divers	5,454,903 00	5,232,169 18	203,525 80	5,435,694 98	4,418,556 28
14	Indemnités diverses	30,618,021 66	29,335,836 33	7,158 42	29,342,994 75	27,379,301 19
15	Chaussures, habillement, équipement, frais de premier établissement	7,697,545 00	7,291,317 53	368,221 80	7,659,539 33	7,002,329 00
16	Secours, frais médicaux et pharmaceutiques	1,005,308 00	911,826 00	84,014 49	995,840 49	840,884 39
17	Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier	13,024,740 10	9,365,341 66	1,976,340 39	11,341,682 05	7,451,482 15
18	Constructions d'immeubles autorisées par des lois spéciales	867,204 00	370,720 72	241,423 02	612,143 74	347,933 53
19	Matériel des bureaux	4,775,941 00	4,259,526 55	474,269 31	4,733,795 86	3,992,302 93
20	Impressions et publications	3,460,873 00	1,608,841 31	1,576,418 11	3,185,259 42	1,549,018 92
21	Atelier de fabrication et agence comptable des timbres-poste	884,928 00	527,787 65	280,221 27	808,008 92	500,079 17
22	Transports postaux	21,395,931 00	18,124,085 82	2,538,846 93	20,662,932 75	17,232,673 41
23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	10,120,966 28	3,672,017 37	4,214,322 52	7,886,339 89	3,071,547 62
24	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Entretien.	2,397,894 00	1,653,207 33	704,372 47	2,357,579 80	1,375,383 76
25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	24,758,440 93	16,090,839 72	7,190,183 99	23,281,023 71	13,887,189 60
26	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Entretien.	6,501,661 00	5,195,363 52	1,269,067 02	6,464,430 54	4,772,727 77
27	Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs.	459,820 00	114,487 24	207,193 39	321,680 63	71,374 56
28	Matériel des réseaux pneumatiques. — Entretien	550,300 00	429,937 31	105,405 34	535,342 65	359,419 55
29	Transport et emballage du matériel	1,104,673 08	784,176 07	319,889 61	1,104,065 68	550,453 52
30	Salaires du personnel ouvrier des services techniques.	17,894,955 90	17,190,348 52	28,176 89	17,218,525 41	16,957,167 77
31	Indemnités diverses du personnel ouvrier et frais de déplacement des sous-agents aux services techniques	2,653,111 24	2,148,889 97	127,085 81	2,275,975 78	2,103,730 43
32	Pensions de retraite et d'invalidité du personnel ouvrier et de certaines catégories d'auxiliaires	739,024 00	531,913 00	59,089 18	591,002 18	519,212 04
33	Dépenses diverses	199,477 00	121,526 73	53,602 17	175,128 90	110,907 06
34	Cours d'instruction des surnuméraires. — Traitements et salaires	496,500 00	403,837 75	414 20	404,251 95	396,544 46
35	Cours d'instruction des surnuméraires. — Indemnités	125,920 00	101,851 05	1,264 27	103,115 32	98,270 16
36	Cours d'instruction des surnuméraires. — Matériel	37,506 00	4,251 44	10,445 68	14,697 12	251 44
37	Participation de la France aux frais généraux des bureaux internationaux de Berne	11,250 00	"	10,625 00	10,625 00	"
38	Subvention au service maritime entre la France et la Corse (Loi du 3 janvier 1903)	550,000 00	412,499 97	81,076 46	493,576 43	366,666 64
39	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,231,666 00	1,084,909 70	143,287 84	1,228,197 54	1,084,909 70
40	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.	472,500 00	433,124 89	39,374 99	472,499 88	433,124 89
41	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	11,083,000 00	8,301,511 02	1,534,600 16	9,836,111 18	8,301,511 02
42	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	5,956,340 00	5,191,420 11	733,408 20	5,924,828 31	5,042,185 51
43	Subvention au service maritime entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse	1,450,000 00	1,148,997 51	77,130 96	1,226,128 47	1,148,997 51
44	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,234,210 00	2,591,552 14	356,527 58	2,948,079 72	2,528,308 95
45	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,640 00	1,751,944 74	172,695 26	1,924,640 00	1,751,944 74
46	Subvention au service maritime de la côte occidentale d'Afrique	266,000 00	240,833 26	25,166 66	265,999 92	234,833 26
47	Subvention au service maritime du Brésil et de la Plata	1,380,000 00	1,266,138 73	104,324 98	1,370,463 71	1,266,138 73
48	Subvention à la Compagnie française des câbles télégraphiques pour l'exploitation des câbles sous-marins	200,000 00	150,000 00	50,000 00	200,000 00	150,000 00
49	Frais d'exploitation du câble de Ténériffe à St-Louis.	104,420 00	68,416 60	22,500 06	90,916 66	68,416 66
50	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.	7,948 50	7,948 50	"	7,948 50	7,948 50
	Totaux	353,764,147 69	311,595,798 64	26,002,809 41	337,598,608 05	300,155,318 40

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

2e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite).

4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Paiements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1912.
6	École professionnelle supérieure. — Personnel	152,246f 00c	134,346f 60c	700f 00c	135,046f 60c	134,346f 60c	700f 00c	//	17,199f 40	135,046f 60c
7	École professionnelle supérieure. — Matériel	15,700 00	6,508 11	7,841 23	14,349 34	5,829 23	8,520 11	//	1,350 66	14,349 34
8	Inspection générale et services techniques. — Ateliers de construction. — Contrôle. — Personnel des agents et sous-agents	917,700 00	895,987 22	11,639 38	907,626 60	893,017 22	14,609 38	//	10,073 40	907,626 60
9	Exploitation. — Personnel des agents	87,846,766 00	86,024,458 22	183,329 56	86,207,787 78	85,677,140 15	530,647 63	//	1,638,978 22	86,207,787 78
10	Rétribution des agents non commission. et frais d'aide	4,705,052 00	4,401,674 77	163,054 69	4,564,729 46	4,280,236 14	284,493 32	//	140,322 54	4,564,729 46
11	Exploitation. — Personnel des sous-agents	66,777,387 00	63,949,163 32	237,969 27	64,187,132 59	63,947,081 91	240,050 68	//	2,590,254 41	64,187,132 59
12	Exploitation. — Sous-agents auxiliaires	8,251,678 00	8,064,263 46	6,605 05	8,070,868 51	7,843,940 33	226,928 18	//	180,809 49	8,070,868 51
13	Remises au personnel et à divers	5,454,903 00	5,232,169 18	203,525 80	5,435,694 98	4,418,556 28	1,017,138 70	//	19,208 02	5,435,694 98
14	Indemnités diverses	30,618,021 66	29,335,836 33	7,158 42	29,342,994 75	27,379,301 19	1,963,693 56	//	1,275,026 91	29,342,994 75
15	Chaussures, habillement, équipement, frais de premier établissement	7,697,545 00	7,291,317 53	368,221 80	7,659,539 33	7,002,329 00	657,210 33	//	38,005 67	7,659,539 33
16	Secours, frais médicaux et pharmaceutiques	1,005,308 00	911,826 00	84,014 49	995,840 49	840,884 39	154,956 10	//	9,467 51	995,840 49
17	Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier	13,024,740 10	9,365,341 66	1,976,340 39	11,341,682 05	7,451,482 15	3,890,199 90	//	1,683,058 05	11,341,682 05
18	Constructions d'immeubles autorisées par des lois spéciales	867,204 00	370,720 72	241,423 02	612,143 74	347,933 53	264,210 21	//	255,060 26	612,143 74
19	Matériel des bureaux	4,775,941 00	4,259,526 55	474,269 31	4,733,795 86	3,992,302 93	741,492 93	//	42,145 14	4,733,795 86
20	Impressions et publications	3,460,873 00	1,608,841 31	1,576,418 11	3,185,259 42	1,549,018 92	1,636,240 50	//	275,613 58	3,185,259 42
21	Atelier de fabrication et agence comptable des timbres-poste	884,928 00	527,787 65	280,221 27	808,008 92	500,079 17	307,929 75	//	76,919 08	808,008 92
22	Transports postaux	21,395,931 00	18,124,085 82	2,538,846 93	20,662,932 75	17,232,673 41	3,430,259 34	//	732,998 25	20,662,932 75
23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	10,120,966 28	3,672,017 37	4,214,322 52	7,886,339 89	3,071,547 62	4,814,792 27	//	2,234,626 39	7,886,339 89
24	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Entretien	2,397,894 00	1,653,207 33	704,372 47	2,357,579 80	1,375,383 76	982,196 04	//	40,314 20	2,357,579 80
25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	24,758,440 93	16,090,839 72	7,190,183 99	23,281,023 71	13,887,189 60	9,393,834 11	//	1,477,417 22	23,281,023 71
26	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Entretien	6,501,661 00	5,195,363 52	1,269,067 02	6,464,430 54	4,772,727 77	1,691,702 77	//	37,230 46	6,464,430 54
27	Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs	459,820 00	114,487 24	207,193 39	321,680 63	71,374 56	250,306 07	//	138,139 37	321,680 63
28	Matériel des réseaux pneumatiques. — Entretien	550,300 00	429,937 31	105,405 34	535,342 65	359,419 55	175,923 10	//	14,957 35	535,342 65
29	Transport et emballage du matériel	1,104,673 08	784,176 07	319,889 61	1,104,065 68	550,453 52	553,612 16	//	607 40	1,104,065 68
30	Salaires du personnel ouvrier des services techniques	17,894,955 90	17,190,348 52	28,176 89	17,218,525 41	16,957,167 77	261,357 64	//	676,430 49	17,218,525 41
31	Indemnités diverses du personnel ouvrier et frais de déplacement des sous-agents aux services techniques	2,653,111 24	2,148,889 97	127,085 81	2,275,975 78	2,103,730 43	172,245 35	//	377,135 46	2,275,975 78
32	Pensions de retraite et d'invalidité du personnel ouvrier et de certaines catégories d'auxiliaires	739,024 00	531,913 00	59,089 18	591,002 18	519,212 04	71,790 14	//	148,021 82	591,002 18
33	Dépenses diverses	199,477 00	121,526 73	53,602 17	175,128 90	110,907 06	64,221 84	//	24,348 10	175,128 90
34	Cours d'instruction des surnuméraires. — Traitements et salaires	496,500 00	403,837 75	414 20	404,251 95	396,544 46	7,707 49	//	92,248 05	404,251 95
35	Cours d'instruction des surnuméraires. — Indemnités	125,920 00	101,851 05	1,264 27	103,115 32	98,270 16	4,845 16	//	22,804 68	103,115 32
36	Cours d'instruction des surnuméraires. — Matériel	37,506 00	4,251 44	10,445 68	14,697 12	251 44	14,445 68	//	22,808 88	14,697 12
37	Participation de la France aux frais généraux des bureaux internationaux de Berne	11,250 00	//	10,625 00	10,625 00	//	10,625 00	//	625 00	10,625 00
38	Subvention au service maritime entre la France et la Corse (Loi du 3 janvier 1903)	550,000 00	412,499 97	81,076 46	493,576 43	366,666 64	126,909 79	//	56,423 57	493,576 43
39	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,231,666 00	1,084,909 70	143,287 84	1,228,197 54	1,084,909 70	143,287 84	//	3,468 46	1,228,197 54
40	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	472,500 00	433,124 89	39,374 99	472,499 88	433,124 89	39,374 99	//	0 12	472,499 88
41	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	11,083,000 00	8,301,511 02	1,534,600 16	9,836,111 18	8,301,511 02	1,534,600 16	//	1,246,888 82	9,836,111 18
42	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	5,956,340 00	5,191,420 11	733,408 20	5,924,828 31	5,042,185 51	882,642 80	//	31,511 69	5,924,828 31
43	Subvention au service maritime entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse	1,450,000 00	1,148,997 51	77,130 96	1,226,128 47	1,148,997 51	77,130 96	//	223,871 53	1,226,128 47
44	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,234,210 00	2,591,552 14	356,527 58	2,948,079 72	2,528,308 95	419,770 77	//	286,130 28	2,948,079 72
45	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,640 00	1,751,944 74	172,695 26	1,924,640 00	1,751,944 74	172,695 26	//	//	1,924,640 00
46	Subvention au service maritime de la côte occidentale d'Afrique	266,000 00	240,833 26	25,166 66	265,999 92	234,833 26	31,166 66	//	0 08	265,999 92
47	Subvention au service maritime du Brésil et de la Plata	1,380,000 00	1,266,138 73	104,324 98	1,370,463 71	1,266,138 73	104,324 98	//	9,536 29	1,370,463 71
48	Subvention à la Compagnie française des câbles télégraphiques pour l'exploitation des câbles sous-marins	200,000 00	150,000 00	50,000 00	200,000 00	150,000 00	50,000 00	//	//	200,000 00
49	Frais d'exploitation du câble de Ténériffe à St-Louis	104,420 00	68,416 60	22,500 06	90,916 66	68,416 66	22,500 00	//	13,503 34	90,916 66
50	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	7,948 50	7,948 50	//	7,948 50	7,948 50	//	//	//	7,948 50
	Totaux	353,764,147 69	311,595,798 64	26,002,809 41	337,598,608 05	300,155,318 40	37,443,289 65	//	16,165,539 64	337,598,608 05
								16,165,539f 64c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Lois des : 27 février 1912	»	Budget primitif		328,234,121f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS. — 1° Crédits ouverts.		
28 juin 1912	17	Frais de loyer	525,475f 00c	
	18	Constructions d'immeubles	53,638 00	
	22	Transports postaux	567,557 00	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	827,486 00	
	27	Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs	292,730 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier des services techniques	23,268 00	
13 juillet 1912	12	Exploitation. — Sous-agents auxiliaires	75,000 00	
	18	Constructions d'immeubles	304,060 00	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	735,000 00	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	93,560 00	
	26	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Entretien	300,000 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	200,000 00	
	33	Dépenses diverses	30,000 00	
27 novembre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	340,000 00	
23 décembre 1912	13	Remises au personnel	160,000 00	
	15	Chaussures, habillement, équipement, frais de premier établissement	194,000 00	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	212,334 00	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	963,681 00	
	29	Transport et emballage du matériel	13,632 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier des services techniques	126,938 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	73,699 00	
	33	Dépenses diverses	8,000 00	
			6,120,058 00	
		2° Crédits annulés.		
13 juillet 1912	22	Transports postaux 75,000f 00c		
	30	Salaires du personnel ouvrier des services techniques 200,000 00		
23 décembre 1912	39	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée 120,000 00		
			395,000 00	5,725,058 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. — Fonds de concours pour emploi de legs ou donations. — Crédits ouverts à 1912.		
Décrets des : 29 mars 1912	50	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations	2,021f 25c	
18 juillet 1912	50	Idem	1,975 75	
5 septembre 1912	50	Idem	1,975 75	
29 novembre 1912	50	Idem	1,975 75	
				7,948 50
		A reporter		333,967,127 50

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Décrets des :		Report		333,967,127f 50c
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. — Crédits ouverts à 1912.		
29 mars 1912	14	Indemnités diverses	3,684f 36c	
	17	Frais de loyer	7,368 72	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	36,843 62	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	508,442 05	
	29	Transport et emballage du matériel	29,474 90	
	30	Salaires du personnel ouvrier des services techniques	128,952 68	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	22,106 17	
13 avril 1912	14	Indemnités diverses	5,166 73	
	17	Frais de loyer	10,333 47	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	51,667 35	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	713,009 43	
	29	Transport et emballage du matériel	41,333 88	
	30	Salaires du personnel ouvrier	180,835 73	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	31,000 41	
17 mai 1912	14	Indemnités diverses	306 80	
	17	Frais de loyer	613 60	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	2,761 17	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	18,254 43	
	29	Transport et emballage du matériel	920 39	
	30	Salaires du personnel ouvrier	6,749 53	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	1,073 79	
22 mai 1912	14	Indemnités diverses	7,157 03	
	17	Frais de loyer	14,314 05	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	71,570 25	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	987,669 45	
	29	Transport et emballage du matériel	57,256 20	
	30	Salaires du personnel ouvrier	250,495 87	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	42,942 15	
7 juin 1912	14	Indemnités diverses	6,768 15	
	17	Frais de loyer	13,536 31	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	67,681 55	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	934,005 39	
	29	Transport et emballage du matériel	54,145 24	
	30	Salaires du personnel ouvrier	236,885 43	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	40,608 93	
14 juin 1912	14	Indemnités diverses	19,556 59	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	195,565 82	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	2,855,260 95	
	30	Salaires du personnel ouvrier	704,036 94	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	136,896 08	
22 juin 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	45,500 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	16,900 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	2,600 00	
		A reporter	8,562,251 59	
		A reporter		333,967,127 50

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Décrets des :		Report		333,967,127f 50c
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. (Suite.) — Crédits ouverts à 1912. (Suite.)		
		Report	8,562,251f 59c	
18 juillet 1912	14	Indemnités diverses	6,062 56	
	17	Frais de loyer	12,125 12	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	60,625 60	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	836,633 28	
	29	Transport et emballage du matériel	48,500 48	
	30	Salaires du personnel ouvrier	212,189 60	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	36,375 36	
18 juillet 1912	14	Indemnités diverses	5,351 75	
	17	Frais de loyer	10,703 48	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	53,517 42	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	738,540 46	
	29	Transport et emballage du matériel	42,813 94	
	30	Salaires du personnel ouvrier	187,310 99	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	32,110 46	
5 août 1912	17	Frais de loyer	20,000 00	
5 août 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	46,445 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	17,251 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	2,654 00	
5 août 1912	14	Indemnités diverses	717 74	
	17	Frais de loyer	1,435 48	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	6,459 69	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	42,705 67	
	29	Transport et emballage du matériel	2,153 23	
	30	Salaires du personnel ouvrier	15,790 35	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	2,512 10	
5 août 1912	14	Indemnités diverses	602 92	
	17	Frais de loyer	1,205 83	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	5,426 22	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	35,873 31	
	29	Transport et emballage du matériel	1,808 74	
	30	Salaires du personnel ouvrier	13,264 08	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	2,110 20	
4 septembre 1912	14	Indemnités diverses	7,374 81	
	17	Frais de loyer	14,749 62	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	73,748 10	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	1,017,723 78	
	29	Transport et emballage du matériel	58,998 48	
	30	Salaires du personnel ouvrier	258,118 35	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	44,248 86	
12 octobre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	472,500 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	175,500 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	27,000 00	
		A reporter	13,213,489 63	
		A reporter		333,967,127 50

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Décrets des :		Report		333,967,127f 50c
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. (Suite.) — Crédits ouverts à 1912. (Suite.)		
		Report	13,213,489f 63c	
12 octobre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	62,237 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	23,116 60	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	3,556 40	
12 octobre 1912	14	Indemnités diverses	6,070 62	
	17	Frais de loyer	12,141 24	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	60,706 20	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	837,745 56	
	29	Transport et emballage du matériel	48,564 96	
	30	Salaires du personnel ouvrier	212,471 70	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	36,423 72	
26 octobre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	155,582 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	57,787 60	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	8,890 40	
26 octobre 1912	14	Indemnités diverses	493 19	
	17	Frais de loyer	986 38	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	4,438 70	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	29,344 72	
	29	Transport et emballage du matériel	1,479 56	
	30	Salaires du personnel ouvrier	10,850 15	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	1,726 16	
5 novembre 1912	14	Indemnités diverses	8,794 75	
	17	Frais de loyer	17,589 49	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	87,947 45	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	1,213,674 81	
	29	Transport et emballage du matériel	70,357 96	
	30	Salaires du personnel ouvrier	307,816 07	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	52,768 47	
6 novembre 1912	14	Indemnités diverses	1,017 43	
	17	Frais de loyer	2,034 85	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	9,156 84	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	60,536 90	
	29	Transport et emballage du matériel	3,052 28	
	30	Salaires du personnel ouvrier	22,383 40	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	3,561 00	
29 novembre 1912	14	Indemnités diverses	6,935 93	
	17	Frais de loyer	13,871 85	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	69,359 25	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	957,157 65	
	29	Transport et emballage du matériel	55,487 40	
	30	Salaires du personnel ouvrier	242,757 37	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	41,615 55	
		A reporter	18,035,979 19	
		A reporter		333,967,127 50

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Décrets des :		Report		333,967,127f 50c
		FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. (Suite.) — Crédits ouverts à 1912. (Suite.)		
		Report	18,035,979f 19c	
19 décembre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	49,126 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	18,246 80	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	2,807 20	
27 décembre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	45,500 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	16,900 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	2,600 00	
28 décembre 1912	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	19,600 00	
	30	Salaires du personnel ouvrier	4,000 00	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	3,000 00	
28 décembre 1912	14	Indemnités diverses	7,996 30	
	17	Frais de loyer	15,992 61	
	23	Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	79,963 05	
	25	Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs	1,103,490 09	
	29	Transport et emballage du matériel	63,970 44	
	30	Salaires du personnel ouvrier	279,870 68	
	31	Indemnités diverses du personnel ouvrier	47,977 83	
				19,797,020 19
		Total général		353,764,147 69

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

2e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS ET NON-VALEURS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
51	Remboursements sur produits des postes, des télégraphes et des téléphones	12,252,900f 00c	12,247,753f 42c	378f 95c	12,248,132f 37c	10,292,084f 23c	1,956,048f 14c	″	4,767f 63c	12,248,132f 37c	
52	Répartition de produits d'amendes	1,000 00	226 66	″	226 66	226 66	″	″	773 34	226 66	
	Totaux de la 5e partie	12,253,900 00	12,247,980 08	378 95	12,248,359 03	10,292,310 89	1,956,048 14	″	5,540 97	12,248,359 03	
								5,540f 97c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Lois des : 27 février 1912	″	Budget primitif	10,553,900f 00c
		CRÉDIT OUVERT PAR LOI.	
23 décembre 1912	51	Remboursements sur produits des postes, des télégraphes et des téléphones	1,700,000 00
		TOTAL GÉNÉRAL	12,253,900 00

RÉCAPITULATION DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS	Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS	RESTES À PAYER	Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
3e PARTIE. Services généraux des ministères	8,232,097 33	8,062,028 99	105,277 74	8,167,306 73	7,779,281 40	388,025 33	″	64,790 60	8,167,306 73
4e PARTIE. Frais de régie, de perception, etc.	353,764,147 69	311,595,798 64	26,002,809 41	337,598,608 05	300,155,318 40	37,443,289 65	″	16,165,539 64	337,598,608 05
5e PARTIE. Remboursements, restitutions et non-valeurs	12,253,900 00	12,247,980 08	378 95	12,248,359 03	10,292,310 89	1,956,048 14	″	5,540 97	12,248,359 03
TOTAUX GÉNÉRAUX	374,250,145 02	331,905,807 71	26,108,466 10	358,014,273 81	318,226,910 69	39,787,363 12	″	16,235,871 21	358,014,273 81
							16,235,871,21		

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS	Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS	RESTES À PAYER	Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.
1re SECTION. — Travaux publics	406,881,192 94	370,188,492 80	21,019,773 77	391,208,266 57	330,173,369 29	61,034,897 28	82,012 93	15,754,939 30	391,208,266 57
2e SECTION. — Postes et télégraphes	374,250,145 02	331,905,807 71	26,108,466 10	358,014,273 81	318,226,910 69	39,787,363 12	″	16,235,871 21	358,014,273 81
TOTAUX	781,131,337 96	702,094,300 51	47,128,239 87	749,222,540 38	648,400,279 98	100,822,260 40	82,012 93	31,990,810 51	749,222,540 38
							31,908,797f 58c		

Compte provisoire des Dépenses. (Suite.)

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES résultant des services faits. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ORDONNANCES DES MINISTRES. pour les dépenses propres à l'exercice 1912.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1912.	OBSERVATIONS.
1re Partie. — Dette publique.												
Ministère des finances	1,287,101,584f 00c	1,254,453,239f 83c	25,946,396f 53c	1,280,399,636f 36c	1,244,850,173f 80c	"	1,244,850,173f 80c	35,549,462f 56c	14,603f 84c	6,716,551f 48c	1,280,399,636f 36c	
2e Partie. — Pouvoirs publics.												
Ministère des finances	20,136,448 00	20,136,448 00	20,782 41	20,157,230 41	20,136,448 00	"	20,136,448 00	20,782 41	20,782 41	"	20,157,230 41	
3e Partie. — Services généraux des ministères.												
Ministère des finances	57,490,842 34	54,693,076 98	2,234,637 73	56,927,714 71	47,499,053 13	7,027,144f 25c	54,526,197 38	2,401,517 33	66,530 00	629,657 63	56,927,714 71	
Ministère de la justice	58,987,211 15	58,343,656 42	2,597,838 16	60,941,494 58	55,712,814 40	202,434 15	55,915,248 55	5,026,246 03	2,137,802 24	183,518 81	60,941,494 58	
Ministère des affaires étrangères	22,202,283 03	17,061,318 38	5,053,304 65	22,114,623 03	14,964,173 31	1,392,556 82	16,356,730 13	5,757,892 90	38,110 00	125,770 00	22,114,623 03	
Ministère de l'intérieur	152,602,130 59	124,113,735 93	28,488,394 66	152,602,130 59	120,043,467 62	8 873,852 41	128,917,320 03	23,684,810 56	"	"	152,602,130 59	
Ministère de la guerre. 1re Section. — Troupes métropolitaines.	824,870,293 29	834,494,935 58	117,300,976 10	951,795,911 68	792,510,837 92	5,231,372 96	797,742,210 88	154,053,700 80	163,421,398 68	36,495,780 29	951,795,911 68	
Ministère de la guerre. 2e Section. — Troupes coloniales	42,265,752 61	45,409,044 64	7,278,292 67	52,687,337 31	41,956,316 01	446,098 59	42,402,414 60	10,284,922 71	15,594 215 86	5,172,631 16	52,687,337 31	
Ministère de la guerre. 3e Section. — Constructions et matériel neufs. – Approvisionnements de réserve.	126,697,116 43	86,323,674 29	38,672,591 80	124,996,266 09	65,843,601 48	79,328 17	65,922,929 65	59,073,336 44	8,136,826 66	9,837,677 00	124,996,266 09	
Ministère de la marine	466,879,568 88	391,581,956 03	64,433 998 95	456,015,954 98	367,942,906 81	2,290,977 89	370,233,884 70	85,782,070 28	8,839,759 35	19,703,373 25	456,015,954 98	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re Section. — Instruction publique	300,125,615 20	287,848,773 75	12,332,524 94	300,181,298 69	265,729,711 58	100,715 41	265,830,426 99	34,350,871 70	68,633 69	12,950 20	300,181,298 69	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 2e Section. — Beaux-arts	25,977,020 76	16,008,143 16	9,173,924 22	25,182,067 38	11,307,954 85	3,127,071 29	14,435,026 14	10,747,041 24	14,800 92	809,754 30	25,182,067 38	
Ministère du commerce et de l'industrie	57,849,495 71	40,439,920 02	16,295,395 93	56,735,315 95	38,971,657 73	390,468 37	39,362,126 10	17,373,189 85	4,630,361 80	5,744,541 56	56,735,315 95	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	98,343,008 23	31,209,308 35	11,587,533 61	42,796,841 96	30,784,143 37	5,447 23	30,789,590 60	12,007,251 36	80,210 00	55,626,376 27	42,796,841 96	
Ministère des colonies	106,669,627 46	97,445,474 97	9,223,864 14	106,669,339 11	51,630,159 13	2,021,910 99	53,652,070 12	53,017,268 99	"	288 35	106,669,339 11	
Ministère de l'agriculture	61,904,810 64	44,999,263 91	13,186,430 93	58,185,694 84	37,478,327 75	239,002 59	37,717,330 34	20,468,364 50	384,536 11	4,103,651 91	58,185,694 84	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Travaux publics. Dépenses ordinaires	91,922,609 22	88,642,213 99	1,005,534 01	89,647,748 00	76,001,963 95	1,212,862 68	77,214,826 63	12,432,921 37	32,357 18	2,307,218 40	89,647,748 00	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 1re Section. Travaux publics. Dépenses extraordinaires.	314,958,583 72	281,546,278 81	20,014,239 76	301,560,518 57	252,958,542 66	"	252,958,542 66	48,601,975 91	49,655 75	13,447,720 90	301,560,518 57	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	8,232,097 33	8,062,028 99	105,277 74	8,167,306 73	3,090,602 45	4,688,678 95	7,779,281 40	388,025 33	"	64,790 60	8,167,306 73	
	2,817,978,066 59	2,508,222,804 20	358,984,760 00	2,867,207,564 20	2,274,426,234 15	37,329,922 75	2,311,756,156 90	555,451,407 30	203,495,198 24	154,265,700 63	2,867,207,564 20	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.												
Ministère des finances	275,619,473 53	252,353,901 49	14,469,232 46	266,823,133 95	240,337,524 54	"	240,337,524 54	26,485,609 41	181,275 09	8,977,614 67	266,823,133 95	
Ministère des affaires étrangères	425,000 00	"	425,000 00	425,000 00	"	"	"	425,000 00	"	"	425,000 00	
Ministère de l'agriculture	15,544,712 40	14,226,453 60	1,068,803 18	15,295,256 78	12,277,516 52	"	12,277,516 52	3,017,740 26	50,478 84	299,934 46	15,295,256 78	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	353,764,147 69	311,595,798 64	26,002,809 41	337,598,608 05	300,155,318 40	"	300,155,318 40	37,443,289 65	"	16,165,539 64	337,598,608 05	
	645,353,333 62	578,176,153 73	41,965,845 05	620,141,998 78	552,770,359 46	"	552,770,359 46	67,371,639 32	231,753 93	25,443,088 77	620,141,998 78	
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.												
Ministère des finances	40,991,000 00	40,595,788 00	*à déd.* 50,011 98	40,545,776 02	35,305,060 03	"	35,305,060 03	5,240,715 99	6,409 12	451,633 10	40,545,776 02	
Ministère de la justice	688,400 00	590,269 52	98,130 48	688,400 00	559,653 43	"	559,653 43	128,746 57	"	"	688,400 00	
Ministère de l'agriculture	12,000 00	10,927 00	1,070 00	11,997 00	9,397 16	"	9,397 16	2,599 84	"	3 00	11,997 00	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. 2e Section. — Postes et télégraphes	12,253,900 00	12,247,980 08	378 95	12,248,359 03	10,292,310 89	"	10,292,310 89	1,956,048 14	"	5,540 97	12,248,359 03	
	53,945,300 00	53,444,964 60	49,567 45	53,494,532 05	46,166,421 51	"	46,166,421 51	7,328,110 54	6,409 12	457,177 07	53,494,532 05	
Totaux généraux	4,824,514,732 21	4,414,433,610 36	426,967,351 44	4,841,400,961 80	4,138,349,636 92	37,329,922 75	4,175,679,559 67	665,721,402 13	203,768,747 54	186,882,517 95	4,841,400,961 80	
									16,886,229f 59c			

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

SUR

LES BUDGETS DE 1902 À 1911

NOTE

SUR

LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES BUDGETS DE 1902 À 1911.

Cette partie du *Compte général des finances* résume les résultats généraux et définitifs des budgets depuis 1902, en considérant chacun de ces budgets sous le double rapport de sa *situation financière* et de son *règlement législatif*.

La *situation financière* est constituée par les ressources et les besoins exclusivement propres à l'exercice.

La situation en *règlement législatif* tient compte non seulement de ces ressources et de ces besoins, mais encore de l'emploi des fonds disponibles qui constituent les excédents de recettes des budgets.

Le tableau général, inséré ci-après, fait connaître la situation des exercices 1902 et suivants sous les deux aspects qui viennent d'être indiqués. La situation provisoire de l'exercice en cours d'exécution n'y est pas comprise, parce qu'elle ne se forme encore que de recettes et de dépenses présumées, qui seront remplacées l'année suivante par les résultats constatés définitivement en clôture d'exercice.

Ce tableau général est lui-même accompagné de tableaux de développements des recettes et des dépenses qui s'y trouvent comprises.

Les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets que présentent ces développements sont celles qui ont été portées dans les lois de règlement de comptes, et d'où est ressorti le résultat final propre à chaque exercice.

Enfin, il a paru utile de compléter cette partie du *Compte général des finances* par un *Résumé analytique de la situation des budgets* qui compare, depuis 1902, les budgets votés avec les budgets réglés définitivement, en faisant ainsi ressortir les résultats de l'exécution des services tant en recette qu'en dépense. Les développements dont il est accompagné présentent des renseignements statistiques souvent recherchés avec intérêt, c'est-à-dire les plus-values annuellement réalisées sur chacune des branches principales de revenus et les suppléments ou annulations de crédits auxquels a successivement donné lieu chaque département ministériel.

Les exercices 1814 à 1893 forment trois périodes entièrement accomplies dont les résultats généraux sont invariables. Il a été jugé inutile de continuer à reproduire leur situation. Celle des exercices 1814 à 1869 est insérée, avec les détails qu'elle comporte, dans le Compte général de l'année 1885, pages 707 à 746; celle des exercices 1870 à 1886 dans le Compte général de l'année 1897, pages 579 à 607; celle des exercices 1887 à 1893 a figuré pour la dernière fois dans le Compte général de l'année 1903, pages 492 à 548.

Depuis l'année 1904, les *Comptes des finances* successifs présentent la situation des dix derniers exercices réglés.

BUDGETS DE 1902 À 1911.

Résumé de la situation financière des budgets de 1902 à 1911.

Les recettes ordinaires de toute nature des budgets de 1902 à 1911 se sont élevées ensemble à ... 39,631,069,439[f]

Les dépenses de toute nature, à ... 39,450,646,459

Les recettes sont donc supérieures aux dépenses de ... 180,422,980

Ce dernier résultat est d'accord avec ceux qui sont fixés par les projets de loi de règlement des exercices 1902 à 1911.

Il s'établit comme suit :

Exercice 1903. Excédent de recette employé conformément à la loi du 28 décembre 1904 (art. 7) ...	70,330,460[f]
Exercice 1904. Excédent de recette employé conformément aux lois des 20 décembre 1905 (art. 6) et 17 avril 1906 (art. 89) ...	100,522,209
Exercice 1905. Excédent de recette employé conformément aux lois des 22 avril 1905 (art. 85) et 29 décembre 1906 (art. 17) ...	59,507,954
Exercice 1907. Excédent de recette employé conformément aux lois des 30 janvier 1907 (art. 102), 7 mars 1908 (art. 8) et 8 avril 1910 (art. 79) ...	88,126,868
Exercice 1911. Excédent de recette employé conformément à la loi du 27 février 1912 (art. 27 et 28) ...	141,130,104
Ensemble (à reporter) ...	459,617,595

	Report.............		459,617,595f
A DÉDUIRE :			
Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.	Exercice 1902.............	116,835,473f	
	Exercice 1906.............	15,009,252	
	Exercice 1908.............	54,144,568	
	Exercice 1909.............	45,177,502	
	Exercice 1910.............	48,027,820	
	ENSEMBLE.........	279,194,615	279,194,615
	SOMME ÉGALE......................		180,422,980

Ce résultat est extrait du tableau général publié ci-après et dans lequel on a rapproché les ressources et les besoins de chaque exercice, d'abord sous le rapport du règlement financier, ensuite sous le rapport du règlement législatif, tel qu'il ressort de la loi des comptes. Le tableau général dont il s'agit est lui-même accompagné d'états de développement des recettes et des dépenses dans la forme analogue à ceux qui sont produits pour les périodes précédentes, en tenant compte toutefois des différences que les lois des budgets ont apportées dans la nomenclature des recettes et des dépenses.

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1902 à 1911.

SITUATION FINANCIÈRE ET RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE CHAQUE EXERCICE.

		EXERCICES.											OBSERVATIONS
		1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	TOTAL.	
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
RECETTE	Recettes ordinaires	3,514,887,374	3,655,772,265	3,727,519,522	3,755,238,284	3,801,362,768	3,945,928,504	3,966,405,128	4,137,777,685	4,273,050,077	4,685,909,840	39,463,851,447	
	Ressources exceptionnelles	67,604,746	11,786,515	11,530,169	11,108,523	35,637,419	22,438,627	"	3,135,276	840,712	3,136,005	167,217,992	
	TOTAL	3,582,492,120	3,667,558,780	3,739,049,691	3,766,346,807	3,837,000,187	3,968,367,131	3,966,405,128	4,140,912,961	4,273,890,789	4,689,045,845	39,631,069,439	
DÉPENSE	Dépenses ordinaires	3,699,327,593	3,597,228,320	3,638,527,482	3,706,838,853	3,852,009,439	3,880,240,263	4,020,549,696	4,186,090,463	4,321,918,609	4,547,915,741	39,450,646,459	
EXCÉDENTS	de recette employés législativement	"	(A) 70,330,460	(B) 100,522,209	(C) 59,507,954	"	(D) 88,126,868	"	"	"	(E) 141,130,104	180,422,980	Excédent de recette sur l'ensemble des budgets de 1902 à 1911.
	de dépense portés aux découverts du Trésor	116,835,473	"	"	"	15,009,252	"	54,144,568	45,177,502	48,027,820	"		

(A) Cet excédent de recette a été affecté, en exécution de la loi du 28 décembre 1904, (art. 7) : 1° à désintéresser la dette flottante du montant des avances par elle faites pour le rachat des lignes de la compagnie de chemins de fer franco-algérienne, pour 17,500,000f
2° Au remboursement total du capital de 44,000,000f, représentant des obligations émises pour le payement des garanties d'intérêts, dues aux compagnies de chemins de fer, ci 44,000,000
3° Au crédit du compte de divers correspondants du Trésor (Caissier-payeur central) : *Portion de l'excédent de recette de l'exercice 1903 à appliquer au remboursement de dettes du Trésor*, (Remboursement à la Compagnie fermière de Vichy de ses avances: 4,740,895 fr. 84, *remboursement* d'obligations émises en vertu des lois des 13 avril 1898 et 12 juillet 1902 : 4,089,564f 55) 8,830,460

ENSEMBLE 70,330,460

(B) Cet excédent de recette a été affecté, en exécution de la loi du 20 décembre 1905 (art. 6) : 1° au payement à la Caisse des dépôts et consignations d'une somme de 9,473,502f
représentant la demi-annuité à échoir le 16 février 1906 pour remboursement de l'avance faite au Trésor, en vue de l'organisation de nouvelles communications télégraphiques sous-marines et du capital restant dû sur cette avance, à la même date;
2° pour le surplus, ci 91,048,707

En exécution de l'article 89 de la loi de finances du 17 avril 1906 :
(a) Au remboursement des obligations à court terme (Loi du 12 juillet 1902), pour 47,320,435f 47c
(b) Au remboursement des obligations à court terme (Loi du 26 février 1903), pour 43,728,271 29

Somme égale 91,048,706 76

ENSEMBLE 100,522,209

(C) Cet excédent de recette a été affecté;
1° En exécution de la loi du 29 décembre 1906 (art. 17) :
(a) Au remboursement au Trésor de l'avance faite, en exécution de l'article 32 de la loi du 22 avril 1905, pour le rachat des majorats et dotations, ci 12,459,103f
(b) Au remboursement au Trésor de l'avance faite, en exécution de la loi du 25 juillet 1901, pour le rachat des câbles de la West African Telegraph Company, pour 3,600,000
2° En exécution de l'article 85 de la loi de finances du 22 avril 1905 : pour le surplus, ci 43,448,851
au remboursement d'une nouvelle partie des obligations émises en vertu de la loi du 26 février 1903, pour faire face aux insuffisances de recettes des exercices 1901 et 1902.

ENSEMBLE 59,507,954

(D) Cet excédent de recette a été affecté :
1° En exécution de la loi de finances du 30 janvier 1907 (art. 102) au remboursement du reliquat des obligations émises en vertu de la loi du 26 février 1903, pour 12,332,244f
2° En exécution de la loi du 7 mars 1908 (art. 8), au remboursement au Trésor de l'avance faite pour amortir l'emprunt contracté auprès de la Caisse nationale d'épargne, conformément à la loi du 28 juin 1901, ci 533,125
3° Et pour le surplus, ci 75,261,499

En exécution de la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 79) et de la décision ministérielle du 25 du même mois :

1° A l'atténuation des découverts du Trésor, en somme égale au versement de l'Italie pour sa part dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Milan. (Loi du 19 mai 1866.) 5,000,000f 00c
2° A l'apurement du solde, au 31 décembre 1909, des avances pour les travaux du chemin de fer de Kayes au Niger 16,588,924 16
3° A l'atténuation du compte de liquidation des caisses vicinale et scolaire 53,672,575 10

Somme égale 75,261,499 26

ENSEMBLE 88,126,868

(E) Cet excédent de recette a été appliqué, en exécution des articles 27 et 28 de la loi de finances du 27 février 1912, au crédit du Compte spécial : *Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914*, ci 141,130,104f

Tableau général des recettes ordinaires et des ressources exceptionnelles des budgets de 1902 à 1911.

(Voir les développements pages suivantes.)

	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	EXERCICES. 1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	OBSERVATIONS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Produits recouvrables en France.	Impôts et revenus	2,503,487,328	2,602,666,912	2,625,329,107	2,630,367,979	2,683,753,489	2,790,890,205	2,793,515,283	2,931,108,215	3,033,280,267	3,395,355,251	
	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	764,368,862	798,335,868	842,073,920	863,779,408	864,240,658	882,041,032	893,270,534	913,887,158	949,780,226	966,675,851	
	Produits et revenus du domaine de l'État	55,464,011	50,591,091	61,558,100	52,494,734	56,502,910	59,942,283	60,941,384	59,405,223	64,028,564	65,044,105	
	Produits divers du budget	57,578,164	70,074,916	72,402,190	83,656,607	60,369,810	70,279,245	73,689,251	73,077,906	69,499,421	68,968,890	
	Recettes d'ordre	130,086,700	129,173,096	120,991,791	121,477,835	130,156,129	139,477,328	141,863,866	157,066,234	153,576,836	186,725,246	
	Totaux des recettes ordinaires	3,510,985,065	3,650,841,883	3,722,355,108	3,751,776,563	3,795,022,996	3,942,630,093	3,963,280,318	4,134,544,736	4,270,165,314	4,682,769,343	
	Ressources exceptionnelles (A)	67,604,746	11,786,515	11,530,169	11,108,523	35,637,419	22,438,627	〃	3.135,276	840,712	3,136,005	
	Totaux des recettes. (France.)	3,578,589,811	3,662,628,398	3,733,885,277	3,762,885,086	3,830,660,415	3,965,068,720	3,963,280,318	4,137,680,012	4,271,006,026	4,685,905,348	
Produits recouvrables en Algérie.	Impôts et revenus	1,622	1,616	1,559	3,354	2,763	2,201	1,089	366	129	101	
	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,032,188	3,210,769	2,020,738	1,827,075	1,103,516	969,787	1,091,639	1,042,563	991,025	1,010,173	
	Produits et revenus du domaine de l'État	863,048	605,996	558,312	561,330	1,691,590	1,197,843	889,802	1,027,582	730,743	557,967	
	Produits divers du budget	546,844	356,243	1,707,730	263,088	2,688,047	231,397	210,157	172,487	149,742	527,398	
	Recettes d'ordre	1,458,607	755,758	876,075	806,874	853,856	897,183	932,123	989,951	1,013,124	1,044,858	
	Totaux des recettes. (Algérie.)	3,902,309	4,930,382	5,164,414	3,461,721	6,339,772	3,298,411	3,124,810	3,232,949	2,884,763	3,140,497	
	Totaux généraux	3,582,492,120	3,667,558,780	3,739,049,691	3,766,346,807	3,837,000,187	3,968,367,131	3,966,405,128	4,140,912,961	4,273,890,789	4,689,045,845	

(A) Voir le détail, pages 520 et 521.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX
SUR LES BUDGETS
de 1902 à 1911.
(Suite.)

Développement sur les impôts et revenus pour les budgets de 1902 à 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	EXERCICES. 1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE.											
IMPÔTS DIRECTS.											
Contributions directes	489,209,590	494,792,757	499,308,424	504,539,440	508,128,156	515,983 680	523,562,215	529,794,064	536,288,035	547,295,740	
Taxes assimilées aux contributions directes	43,467,101	46,518,326	50,038,342	50,185,518	51,807,358	44,866,676	46,873,225	47,637,610	50,451,874	51,875,679	
Totaux des impôts directs	532,676,691	541,311,083	549,346,766	554,724,958	559,935,514	560,850,356	570.435,440	577,431,674	586,739.909	599,171,419	
IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.											
Produits de l'enregistrement	566,568,829	592,336,744	591,596,990	626,085,059	609,385,030	646,314,410	643,293,673	685,720,172	689,593,469	805,223,639	
Produits du timbre	181,672,081	192,250,046	190,129,860	188,288,225	201,605,312	207,256,998	197,309,812	239,736,127	239,195,491	229,079,228	
Impôt sur les opérations de bourse	7,069,596	7,366,600	7,065,423	7,704,498	7,922,842	7,774,056	10,404,857	12,508,593	11,756,741	12,132,176	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	79,781,973	80,083,094	84,411,119	85,828,708	91,396,037	101,083,368	100,028,234	102,551,906	107,873,443	115,592,030	
Totaux des impôts indirects	835,092,479	872,036,484	873,203,392	907,906,490	910,309,221	962,428,832	951,036,576	1,040,516,798	1,048,419,144	1,162,027,073	
Produits des douanes. — Droits à l'importation (marchandises diverses)	354,772,113	401,628,870	391,791,202	395,041,263	426,784,886	455,769,857	440,627,282	471,528,315	528,499,416	709,151,525	
Produits des douanes. — Droits divers	20,642,060	22,034,203	21,258,182	26,978,667	27,024,307	29,306,741	29,104,749	29,012,323	33,612,723	36,580,247	
Produits des douanes. — Taxe de consommation des sels de douanes	23,631,081	23,838,182	24,122,660	23,621,810	23,802,564	24,157,652	24,747,339	25,122,357	24,155,752	22,163,590	
Totaux des produits des douanes	399,045,254	447,501,255	437,172,044	445,641,740	477,611,757	509,234,250	494,479,370	525,662,995	586,267,891	767,895,362	
Produits des contributions indirectes. — Boissons	387,507,816	406,300,116	438,935,068	413,784,950	419,584,476	412,528,488	429,366,713	431,547,634	443,531,849	477,205,928	
Produits des contributions indirectes. — Taxe de consommation sur les sels perçue hors du rayon des douanes	10,105,863	10,744,903	10,311,909	9,977,762	9,940,967	9,538,114	9,731,820	9,832,629	11,063,299	11,279,802	
Produits des contributions indirectes. — Droits divers	159,507,534	162,455,384	164,352,365	162,164,012	160,074,891	180,635,198	179,056,202	181,569,561	190,421,587	191,425,080	
Totaux des produits des contributions indirectes	557,121,213	579,500,403	613,599,342	585,926,724	589,600,334	602,701,800	618,154,735	622,949,824	645,016,735	679,910,810	
Sucres coloniaux	26,299,967	24,863,915	19,247,877	16,955,670							
Sucres étrangers	64,088	67,502	90,626	206,037	〃	〃	〃	〃	〃	〃	
Sucres indigènes et solde au 31 décembre du compte spécial ouvert par la loi du 29 juin 1897 : *Taxe de raffinage des sucres affectée au payement des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897*	153,187,634	137,386,268	132,669,060	119,006,360							
Produits recouvrés par l'Administration des douanes	....	....	....	....	23,997,234	23,785,516	28,747,487	27,247,784	29,431,256	38,274,952	
Produits recouvrés par l'Administration des contributions indirectes	....	....	....	....	122,299,429	124,516,902	121,769,999	137,299,140	137,405,332	148,075,635	
Taxe de raffinage	....	....	....	....	〃	7,372,549	8,891,676	〃	〃	〃	
Totaux des produits des sucres	179,551,689	162,317,685	152,007,563	136,168,067	146,296,663	155,674,967	159,409,162	164,546,924	166,836,588	186,350,587	
Totaux des impôts et revenus indirects	1,970,810,635	2,061,355,827	2,075,982,341	2,075,643,021	2,123,817,975	2,230,039,849	2,223,079,843	2,353,676,541	2,446.540,358	2,796,183,832	

Développement sur les produits de monopoles et exploitations industrielles et sur les produits et revenus du domaine de l'État pour les budgets de 1902 à 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS. (1)	EXERCICES. 1902. (2)	1903. (3)	1904. (4)	1905. (5)	1906. (6)	1907. (7)	1908. (8)	1909. (9)	1910. (10)	1911. (11)	OBSERVATIONS. (12)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
PRODUITS RÉCOUVRABLES EN FRANCE. (Suite.)											
PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.											
Allumettes chimiques	33,848,748	34,594,776	34,923,522	35,482,848	37,287,386	38,611,098	39,758,878	40,089,337	41,685.877	41,406,292	
Tabacs	420,530,037	434,110,177	447,234,422	450,662,152	458,030.084	470,554.059	477,909,551	487,079,723	497,676,639	508,806,688	
Poudres	12,816,245	13,003,398	14,766.899	15,851,066	18,564.417	18,487,476	18,359,834	19,329,909	20,079,616	22,524,333	
Postes — Taxe des lettres	209,337,597	221,160,674	235,059,131	249,640,115	232,717,979	233,020,818	239,712,436	240,390.133	256,204,914	259,456,846	
Postes — Envois d'argent	9,673,854	10,070,203	10,516,189	11,050,804	11,763,576	12,405,061	12,991,285	13,624,534	14,307,594	14,862,278	
Postes — Recettes diverses	568,010	591,373	663,332	763,355	1,503,217	1,508,862	1,645,812	3,484,489	3,630,287	3.567,660	
Totaux	219,579,461	231,822,250	246,238,652	261,454,274	245,984,772	246,934,741	254,349,533	257,499,156	274,142,795	277,886,784	
Télégraphes — Bureaux de France et offices étrangers	39,525,742	39,443.532	40,946,097	43,267,139	45,725,368	47,100,222	45,804,104	48,972,593	54,227,993	54,368,145	
Télégraphes — Surveillance des chemins de fer. (Remboursements de traitements d'agents)	732,451	730,653	726,596	776,852	1,057,406	1,435,133	1,813,479	″	″	″	
Télégraphes — Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	″	1,108,469	1,150,960	1,213,998	1,254,529	1,296,324	1,317,349	1,360,711	1,433,416	1,508,528	
Télégraphes — Recettes diverses et accidentelles	2,223,673	1,088,939	1,109,053	1,231,590	1,259,598	1,251,799	1,282,074	1,433,069	1,578,611	1,480,074	
Totaux	42,481,866	42,371,593	43,932,706	46,489.579	49,296,901	51,083,478	50,217,006	51,766,373	57,240,020	57,356,747	
Téléphones — Taxes des conversations	1,656,398	2,230,269	1,302,368	806,432	484,350	712,305	457,942	1,167,648	538,444	1,605,861	
Téléphones — Abonnements	17,510,335	19,668,150	20,911,408	22,492,018	23,796,401	25,369,982	23,680,024	29,328,911	29,473,710	33,021,500	
Téléphones — Recettes diverses	153,561	172,768	199.783	196,547	218,812	223,544	309,068	489,618	609,680	659,869	
Totaux	19,320,294	22,071,187	22,413,559	23,494.997	24,499.563	26,305,831	24,447,034	30,986,177	30,621,834	35,287,230	
Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques — Contributions pour l'établissement de lignes et de bureaux	″	″	1,517,332	1,599,147	1,708,648	1,853,582	2,515,818	2,850,793	2,930,670	2,932,341	
Contributions et avances pour travaux télégraphiques et téléphoniques — Avances remboursables pour l'installation de réseaux	″	″	10,222,612	9,327,446	11,211,720	11,160,977	10,762,617	7,963,211	11,839,044	7,362,876	
Totaux	″	″	11,739,944	10,926,593	12,920,368	13,014,559	13,278,435	10,814,004	14,769,714	10,295,217	
Produits de diverses exploitations — France	15,586,499	20,137,455	20,747,066	19,350,421	17,210,103	16,971,866	14,873,171	16,255,900	13,504,285	13,044,446	
Produits de diverses exploitations — Colonies	205,714	225,033	77,150	67,478	447,064	77,924	77,092	66,579	59,446	68,113	
Totaux	15,792,213	20,362,488	20,824,216	19.417,899	17,657,167	17,049,790	14,950,263	16,322,479	13,563,731	13,112,559	
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	764,368,864	798,335,869	842,073,920	863,779,408	864,240,658	882,041,032	893,270,534	913,887,158	949,780,226	966,675,850	
PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.											
Produits du domaine autre que le domaine forestier	20,306,011	21,217,188	30,832,201	21,913,012	23,774,113	25,226,076	26,145,646	27,310,301	28,959,215	31,193,396	
Produits des forêts	35,158,000	29,373,903	30,725,899	30,581,722	32,728,797	34,716,207	34,795,738	32,094,922	35,069,349	33,850,710	
Totaux	55,464,011	50,591,091	61,558,100	52,494,734	56,502,910	59,942,283	60,941,384	59,405,223	64,028,564	65,044,106	

Développement sur les ressources exceptionnelles attribuées aux budgets de 1902 à 1911.

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	fr.
1902	Produit de l'émission d'obligations à court terme	44,000,000	67,604,746
	Versement de l'indemnité chinoise	10,955,358	
	Portion du produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1901) à attribuer à l'exercice 1902. (Loi du 6 décembre 1901.)	12,649,388	
1903	Portion du produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1901) à attribuer à l'exercice 1903. (Loi du 6 décembre 1901.)	....	11,786,515
1904	Portion du produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1901) à attribuer à l'exercice 1904. (Loi du 6 décembre 1901.)	....	11,530,169
1905	Portion du produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1901) à attribuer à l'exercice 1905. (Loi du 6 décembre 1901.)	....	11,108,523
1906	Indemnité due par le Gouvernement chinois en vertu du traité du 7 septembre 1901	11,132,680	35,637,419
	Solde au 31 décembre 1905 du compte : Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1901)	24,504,739	
	A reporter	....	137,667,372
	Report	....	137,667,372
1907	Indemnité due par le Gouvernement chinois en vertu du traité du 7 septembre 1901	11,121,197	22,438,627
	Versement au Trésor de l'actif disponible de la Caisse des retraites ecclésiastiques	8,268,843	
	Prélèvement sur les fonds du pari mutuel	500,000	
	Solde du compte spécial ouvert par la loi du 29 juin 1897	2,548,587	
1908	Aucune ressource exceptionnelle n'a été perçue au titre de l'exercice 1908	″	″
1909	Part de l'État dans les bénéfices de l'exposition de 1900	″	3,135,276
1910	Solde du produit de legs faits à l'État	743,724	840,712
	Part de l'État dans les bénéfices de l'Exposition de 1900	96,988	
1911	Versement par la Banque de la Martinique du montant des billets de banque émis par cet établissement antérieurement à 1903 et non représentés	1,420,290	3,136,005
	Reversement par la Tunisie des sommes touchées en excédent pour la constitution des fonds de garantie du réseau de chemin de fer de la Medjerdah	750,000	
	Part de l'État dans les bénéfices du chemin de fer de Kayes au Niger	906,193	
	Solde du produit de legs faits à l'État	59,522	
	Total	....	167,217,992

Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et exploitations industrielles et les produits et revenus du domaine de l'État pour les budgets de 1902 à 1911.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	EXERCICES.										OBSERVATIONS.
	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGÉRIE.											
IMPÔTS DIRECTS.											
Contributions et taxes spéciales	1,596	1,550	1,463	1,934	1,941	801	520	248	13	"	
IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS.											
Enregistrement	26	66	96	110	238	135	94	118	116	101	
Contributions diverses. { Droits divers	"	"	"	1,310	584	1,265	475	"	"	"	
Total des impôts et revenus indirects	26	66	96	1,420	822	1,400	569	118	116	101	
PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.											
Tabacs	284,133	261,210	251,428	275,285	308,128	141,764	151,845	149,684	146,129	143,704	
Poudres	(A) 748,055	(B) 778,819	(C) 631,580	722,377	795,388	828,023	939,794	(D) 892,879	(E) 844,896	(F) 866,469	
Produits de diverses exploitations	"	2,170,740	1,137,730	829,413	"	"	"	"	"	"	
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	1,032,188	3,210,769	2,020,738	1,827,075	1,103,516	969,787	1,091,639	1,042,563	991,025	1,010,173	
PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.											
Produits du domaine autre que le domaine forestier	863,048	605,996	558,312	561,330	1,691,590	1,197,843	889,802	1,027,582	730,743	557,967	

(A) Poudres 747,346f
Amendes et confiscations. (Tabacs et poudres.) 709
748,055

(B) Poudres 775,362f
Amendes et confiscations. (Tabacs et poudres.) 3,457
778,819

(C) Poudres 630,411f
Amendes et confiscations. (Tabacs et poudres.) 1,169
631,580

(D) Poudres 887,628f
Amendes et confiscations. [Tabacs et poudres.] 5,251
892,879

(E) Poudres 844,518f
Amendes et confiscations. [Tabacs et poudres] 378
844,896

(F) Poudres 866,030
Amendes et confiscations. [Tabacs et poudres] 439
866,469

Tableau général des payements effectués sur les budgets de 1902 à 1911.

MINISTÈRES ET SERVICES.	EXERCICES										OBSERVATIONS.
	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1re Partie. — Dette publique.											
Ministère des finances	1,246,592,882	1,172,749,224	1,204,985,018	1,205,124,259	1,217,409,372	1,219,519,326	1,252,834,637	1,253,874,802	1,256,780,305	1,264,835,011	
2e Partie. — Pouvoirs publics.											
Ministère des finances	13,592,600	13,701,482	13,697,137	13,894,500	14,335,058	19,748,270	19,560,651	19,787,461	20,499,010	20,261,238	
3e Partie. — Services généraux des ministères.											
Ministère des finances	31,134,243	28,590,051	26,334,853	26,367,798	49,505,628	48,684,456	51,750,423	66,378,363	59.922,929	57,500,627	
Ministère dé la justice	37,304,963	37,382,215	37,624,159	37,622,503	38,278,764	39,046,250	40,482,398	39,922,564	56,687,556	58,393,567	
Ministère des affaires étrangères	18,196,421	17,191,055	16,813,090	18,332,269	17,761,207	20,895,304	20,475,248	22,679,321	20,480,892	23,618.543	
Ministère de l'intérieur. — Intérieur	77,099,803	79,777,713	80,710,141	85,626,789	79,336,713	106,764,296	119,013,773	141,009,107	155,840,594	132,334,681	
Ministère de l'intérieur. — Cultes	42,510,175	42,146,455	42,081,934	40,959,381	801,738	618,662	478.600	482,559	469,129	″	
Ministère de la guerre. — 1re Section. — Troupes métropolitaines	639,572,073	632,960,410	630,307,347	656,915,530	682,629,210	691,946,119	738,425,477	762,808,567	780,211,528	879,192,945	
Ministère de la guerre. — 2e Section. — Troupes coloniales	37,685,626	39,815,607	40,081,863	39,079,701	39,466,367	38,441,737	36,950,590	36,658,108	39,003,934	43,604.646	
Ministère de la guerre. — 3e Section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserv. / 4e Section. — Dépenses extraordinairese	54,453,925	33,444,635	32,029,629	58,196,306	137,453,956	21,679,246 69,887,435	22,129,203 37.764,116	71,663,471	95,388,106	92,634,906	
Ministère de la marine	298,575,267	304,691,631	292,963,909	316,012,320	305,901,894	315,703,863	330,784,488	347,689,893	363,625,360	518,885,734	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re Section. — Instruction publique	208,488,685	216,764,731	224,422,395	236,414,231	250,849,102	259,376,669	267,503,318	272,436,854	279,363,710	296,562,563	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e Section. — Beaux-arts	15,937,509	15,166,165	14,411,945	14,121,637	17,406,888	17,830,412	17,170,653	21,578,696	20,867,338	20,356,174	
Ministère du commerce et de l'industrie	63,683,368	53,385,764	61,358,345	51,243,193	63,526,012	57,073,420	60,378,945	68,108,401	58,501,221	53,978,541	
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	″	″	″	″	13,648,498	11,937,184	12,551,137	16,911,593	15,022,509	30.501,230	
Ministère des colonies	111,801,541	102,559,402	105,232,210	101,630,261	103,332,208	96,246,967	94,034,013	92,012,495	95,256,855	99,089,325	
Ministère de l'agriculture	36,385,144	34,899,576	38,055,511	39,009,173	38,477,440	44,807,936	46,372,203	47,341,614	55,128,517	58,859,268	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re Section. Travaux publics. — Dépenses ordinaires	84,401,763	83,973,848	92,637,488	83,774,706	83,820,523	83,185,436	87,976,953	85,961,045	86,582,568	88,294,049	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 1re Section. Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	191,934,059	181,147,213	174,823,023	166,976,621	156,864,028	157,372,618	183,034,910	219,006,051	245,232,209	270,443,448	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	4,061,592	7,777,773	3,966,676	3,831,043	4,610,974	5,038,702	5,126,697	5,167,867	6,480,190	5,036,002	
	1,953,226,157	1,911,674,244	1,913,854,518	1,976,113,462	2,083,671,150	2,086,536,712	2,172,403,145	2,317,816,569	2,434,065,145	2,629,286,249	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.											
Ministère des finances	214,013,873	213,311,206	213,951,145	213,930,536	220,366,208	224,080,671	230,851,806	237,409,098	242,882,475	257,512,737	
Ministère des affaires étrangères	56,901	34,871	58,575	24,583	″	″	″	″	″	57,713	
Ministère de l'agriculture	13,652,227	13,719,596	13,818,313	13,545,083	13,480,248	13,796,853	13,988,286	14,598,199	14,556,419	14,846,915	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	213,951,983	225,303,152	234,132,023	241,204,050	258,834,335	269,594,616	283,379,605	292,409,446	298,707,315	307,108,165	
	441,674,984	452,368,825	461,960,056	468,704,252	492,680,791	507,472,140	528,219,697	544,416,743	556,146,209	579,525,530	
5e Partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.											
Ministère des finances	35,760,583	39,320,800	35,168,029	35,293,582	33,854,591	37,109,777	38,454,226	37,852,899	42,349,297	42,489,802	
Ministère de la justice	″	″	″	″	″	″	″	″	615,891	656,195	
Ministère de l'intérieur	829,028	739,148	691,163	658,860	641,669	566,053	614,503	625,709	″	″	
Ministère de l'agriculture	10,304	10,535	10,335	9,901	10,149	10,153	10,404	9,943	10,141	10,356	
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	7,641,055	6,664,062	8,161,226	7,040,037	9,406,659	9,277,832	8,452,433	11,706,337	11.452,611	10,851,360	
	44,240,970	46,734,545	44,030,753	43,002,380	43,913,068	46,963,815	47,531,566	50,194,888	54,427,940	54,007,713	
Totaux	3,699,327,593	3,597,228,320	3,638,527,482	3,706,838,853	3,852,009,439	3,880,240,263	4,020,549,696	4,186,090,463	4,321,918,609	4,547,915,741	

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Tableau comparatif par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement.

Modifications législatives ou administratives apportées aux prévisions de recettes et de dépenses du budget primitif, en cours d'exécution et lors du règlement de chaque exercice.

	EXERCICES										OBSERVATIONS.
	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Évaluations adoptées par la loi du budget	3,602,465,468	3,528,486,845	3,565,390,586	3,623,075,014	3,709,241,503	3,834,222,273	3,910,583,680	4,005,445,069	4,185,583,750	4,386,690,609	
Crédits ouverts par la loi du budget	3,602,333,244	3,528,397,807	3,565,219,928	3,623,053,765	3,709,192,067	3,833,825,305	3,910,283,358	4,005,224,676	4,185,382,482	4,386,462,181	
Excédent présumé de recette résultant de la loi du budget	132,224	89,038	170,658	21,249	49,436	396,968	300,322	220,393	201,268	228,428	
Recette.. — Évaluations adoptées par la loi du budget	3,602,465,468	3,528,486,845	3,565,390,586	3,623,075,014	3,709,241,503	3,834,222,273	3,910,583,680	4,005,445,069	4,185,583,750	4,386,690,609	
Modifications législatives au budget voté. — Évaluations supplémentaires des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif — Augmentation	57,724,324	53,740,675	40,808,846	36,121,875	32,894,541	30,788,512	40,015,479	56,758,113	52,302,137	75,101,683	
Diminution	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Modifications résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services — Augmentation	13,469,246	12,723,266	12,556,440	11,796,306	880 276	1,771,335	1,030,575	1,188,045	1,890,398	1,203,822	
Diminution	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Modifications résultant de changements apportés au budget primitif par des lois, décrets ou décisions ministérielles — Augmentation	6,630,222	399,120	2,157,289	664,823	5,610,121	2,638,486	2,038,546	2,280,680	528,769	314,246	
Diminution	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Résultat en... augmentation	77,823,792	66,863,061	55,522,575	48,583,004	39,384,938	35,198,333	43,084,600	60,226,838	54,721,304	76,619,751	
Résultat en... diminution	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Montant réel du budget voté	3,680,289,260	3,595,349,906	3,620,913,161	3,671,658,018	3,748,626,441	3,869,420,606	3,953,668,280	4,065,671,907	4,240,305,054	4,463,310,360	
Résultat définitif de l'exécution des services — Augmentations	″	72,208,874	118,136,530	94,688,789	88,373,746	98,946,525	12,736,848	75,241,054	33,585,735	225,735,485	
Diminutions	97,797,140	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
TOTAUX des recettes définitives (à reporter)	3,582,492,120	3,667,558,780	3,739,049,691	3,766,346,807	3,837,000,187	3,968,367,131	3,966,405,128	4,140,912,961	4,273,890,789	4,689,045,845	

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS (Suite.)

Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement. (Suite.)

Modifications législatives ou administratives apportées aux prévisions de recettes et de dépenses du budget primitif, en cours d'exécution et lors du règlement de chaque exercice.

1	1902. (2)	1903. (3)	1904. (4)	1905. (5)	1906. (6)	1907. (7)	1908. (8)	1909. (9)	1910. (10)	1911. (11)	OBSERVATIONS. (12)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report des recettes définitives	3,582,492,120	3,667,558,780	3,739,049,691	3,766,346,807	3,837,000,187	3,968,367,131	3,966,405,128	4,140,912,961	4,273,890,789	4,689,045,845	
Dépense. — Crédits ouverts par la loi du budget	3,602,333,244	3,528,397,807	3 565,219,928	3,623,053,765	3,709,192,067	3,833,825,305	3,910,283,358	4,005,224,676	4,185,382,482	4,386,462,181	
Dépense. — Modifications législatives au budget voté. — Crédits égaux aux plus-values de recettes. — Augmentation	74,443	78,114	82,745	72,250	65,077	64,274	105,925	111,198	113,955	131,073	
Dépense. — Modifications législatives au budget voté. — Réduction provenant des moins-values de recettes. — Diminution	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Dépense. — Modifications législatives au budget voté. — Résultat en augmentation	74,443	78,114	82,745	72,250	65,077	64,274	105,925	111,198	113,955	131,073	
Dépense. — Modifications législatives au budget voté. — Résultat en diminution	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Dépense. — Montant réel du budget voté	3,602,407,687	3,528,475,921	3,565,302,673	3,623,126,015	3,709,257,144	3,833,889,579	3,910,389,283	4,005,335,874	4,185,496,437	4,386,593,254	
Dépense. — Résultat définitif de l'exécution des services. — Augmentations (A)	96,919,906	68,752,399	73,224,809	83,712,838	(A)142,752,295	(B) 46,350,684	(C) 110,160,413	(D)180,754,589	136,422,172	(E)161,322 487	
Dépense. — Résultat définitif de l'exécution des services. — Diminutions	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Dépense. — Totaux des dépenses définitives	3,699,327,593	3,597,228,320	3,638,527,482	3,706,838,853	3,852,009,439	3,880,240,263	4,020,549,696	4,186,090,463	4,321,918,609	4,547,915,741	
Situation définitive en règlement d'exercice. — Excédent de recettes formant ressources pour des services déterminés législativement	//	70,330,460	100,522,209	59,507,954	//	88,126,868	//	//	//	141,130,104	Excédent de recette : 180,422,980 fr.
Situation définitive en règlement d'exercice. — Excédents de dépenses formant découverts pour le Trésor	116,835,473	//	//	//	15,009,252	//	54,144,568	45,177,502	48,027,820	//	

(A) Ces augmentations représentent le chiffre net des crédits supplémentaires.

OBSERVATIONS (12) :

(A) Y compris des crédits complémentaires à accorder par la loi de règlement, savoir :

Au ministère des Finances.	86,676f
Au ministère de la Guerre.	56,453
Total.....	143,129

(B) Y compris un crédit complémentaire de 566f à accorder au ministère de l'instruction publique par la loi de règlement de cet exercice.

(C) Y compris des crédits complémentaires à accorder par la loi de règlement, savoir :

Au ministère des Finances.	125,396f
Au ministère de la Guerre (1re section)	1,058,942
Au ministère de la Marine.	324,076
Total......	1,508,414

(D) Y compris un crédit complémentaire de 42,658 francs à accorder au ministère des Colonies par la loi de règlement.

(E) Y compris des crédits complémentaires à accorder par la loi de règlement, savoir :

Au ministère de la Guerre (1re section)	417,230f
Au ministère de la Marine.	338,616
Total....	755,846

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS. (Suite.)

Développement, par catégories principales, des augmentations et des diminutions de recettes par rapport aux évaluations budgétaires.

PRODUITS ET REVENUS.		EXERCICES. 1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	OBSERVATIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Impôts directs	Augmentations	1,571,795	1,125,680	2,919,709	3,697,912	5,564,968	6,914,536	8,779,580	7,243,786	3,791,403	3,273,841	
	Diminutions	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Impôts et revenus indirects	Augmentations	"	80,559,594	99,944,577	24,146,327	78,784,498	129,705,849	44,310,713	100,075,767	155,299,139	304,699,632	
	Diminutions	*102,403,517*	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	Augmentations	16,523,546	32,372,923	50,177,428	49,971,693	45,639,720	40,325,584	10,748,383	16,183,170	38,089,872	26,328,893	
	Diminutions	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Produits et revenus du domaine de l'État	Augmentations	39,888	"	"	1,524,005	1,073,495	1,178,574	1,956,364	"	"	"	
	Diminutions	"	*4,138,747*	*7,315,658*	"	"	"	"	*4,353,842*	*6,228,945*	*6,708,891*	
Produits divers du budget	Augmentations	250,914	"	3,425,985	12,341,917	166,142	"	"	1,890,852	"	"	
	Diminutions	"	*376,130*	"	"	"	*301,185*	*319,497*	"	*921,889*	*5,205,366*	
Ressources exceptionnelles	Augmentations	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Diminutions	*14,360,643*	*40,000,000*	*35,800,000*	"	*57,164,281*	*85,926,272*	*56,500,000*	*54,864,724*	*159,439,289*	*100,534,285*	
Recettes d'ordre	Augmentations	580,877	2,665,554	4,784,489	3,006,935	14,309,204	7,049,439	3,761,305	9,066,045	2,995,444	3,881,661	
	Diminutions	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Résultat définitif de l'exécution des services.	Augmentations. (Recouvrements en excédent sur les évaluations.)	18,967,020	116,723,751	161,252,188	94,688,789	145,538,027	185,173,982	69,556,345	134,459,620	200,175,858	338,184,027	
	Diminutions. (Évaluations en excédent sur les recouvrements.)	*116,764,160*	*44,514,877*	*43,115,658*	"	*57,164,281*	*86,227,457*	*56,819,497*	*59,218,566*	*166,590,123*	*112,448,542*	
	Résultat net. Recouvrements en excédent sur les évaluations	"	72,208,874	118,136,530	94,688,789	88,373,746	98,946,525	12,736,848	75,241,054	33,585,735	225,735,485	
	Résultat net. Évaluations en excédent sur les recouvrements	*97,797,140*	"	"	"	"	"	"	"	"	"	

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS. (Suite.)

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés [A].

EXERCICES.

MINISTÈRES ET SERVICES. 1		1902. 2	1903. 3	1904. 4	1905. 5	1906. 6
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Ministère des Finances	Suppléments de crédits	33,323,598	20,931,915	12,197,498	12,210,728	12,510,145
	Crédits annulés	*15,867,576*	*13,126,727*	*13,624,982*	*20,760,162*	*21,580,728*
Ministère de la Justice	Suppléments de crédits	2,017,398	1,072,472	1,216,332	2,386,331	1,426,836
	Crédits annulés	*88,918*	*639,740*	*71,857*	*211,928*	*581,672*
Ministère des Affaires étrangères	Suppléments de crédits	2,440,601	2,460,889	1,667,138	3,020,337	1,363,899
	Crédits annulés	*900,989*	*1,884,174*	*1,654,683*	*1,785,194*	*1,288,052*
Ministère de l'Intérieur — Intérieur	Suppléments de crédits	2,443,387	2,013,766	4,243,315	4,231,392	1,086,705
	Crédits annulés	*4,095,443*	*3,092,995*	*3,617,890*	*3,976,333*	*3,242,453*
Ministère de l'Intérieur — Cultes	Suppléments de crédits	377,020	284,039	380,701	378,550	271,534
	Crédits annulés	*800,398*	*842,637*	*683,700*	*1,744,102*	*9,925*
Ministère de la Guerre — 1re section. — Troupes métropolitaines	Suppléments de crédits	7,469 306	12,761,458	16,377,891	35,682,436	35,587,763
	Crédits annulés	*6,337,303*	*8,784,084*	*5,101,706*	*8,056,451*	*5,549,148*
Ministère de la Guerre — 2e section. — Troupes coloniales	Suppléments de crédits	11,081,569	13,239,179	12,621,507	11,306,858	1,157,236
	Crédits annulés	*1,301,766*	*1,180,777*	*1,115,397*	*854,951*	*930,099*
Ministère de la Guerre — 3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	Suppléments de crédits	〃	〃	〃	〃	〃
	Crédits annulés	〃	〃	〃	〃	〃
Ministère de la Guerre — 4e section. — Dépenses extraordinaires	Suppléments de crédits	5,952,743	2,806,114	3,732,733	32,159,574	126,865,834
	Crédits annulés	*635,293*	*424,479*	*426,104*	*880,418*	*16,329,388*
Ministère de la Marine	Suppléments de crédits	4,614,520	2,419,527	2,108,015	20,520,622	894,582
	Crédits annulés	*12,837,991*	*11,199,419*	*21,972,743*	*23,206,550*	*19,892,497*
Ministère de l'Instruction publique, et des Beaux-Arts — 1re section. — Instruction publique	Suppléments de crédits	856,801	2,418,169	1,354,592	1,219,585	2,893,343
	Crédits annulés	*1,030,897*	*1,592,835*	*840,419*	*1,820,161*	*3,284,251*
Ministère de l'Instruction publique, et des Beaux-Arts — 2e section. — Beaux-arts	Suppléments de crédits	2,425,488	1,412,680	1,115,548	995,225	1,632,546
	Crédits annulés	*1,047,386*	*569,823*	*731,410*	*845,446*	*1,673,797*
Ministère du Commerce et de l'Industrie	Suppléments de crédits	24,064,422	6,778,928	13,551,443	7,789,501	13,129,185
	Crédits annulés	*1,071,526*	*2,919,574*	*1,607,165*	*8,660,710*	*2,620,823*
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	Suppléments de crédits	〃	〃	〃	〃	2,126,747
	Crédits annulés	〃	〃	〃	〃	*275,600*
Ministère des Colonies	Suppléments de crédits	12,912,060	5,170,423	7,228,270	3,785,236	6,389,735
	Crédits annulés	*16,871,064*	*11,932,240*	*10,288,760*	*12,934,302*	*13,472,627*
Ministère de l'Agriculture	Suppléments de crédits	6,902,108	6,043,468	9,204,507	10,364,350	8,754,203
	Crédits annulés	*1,952,478*	*1,696,862*	*1,388,933*	*2,449,049*	*1,909,128*
Ministère des Travaux publics, des Postes et des télégraphes — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses ordinaires	Suppléments de crédits	2,419,331	2,748,722	10,848,128	2,375,364	2,079,434
	Crédits annulés	*813,238*	*1,160,543*	*581,010*	*1,098,528*	*934,731*
Ministère des Travaux publics, des Postes et des télégraphes — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	Suppléments de crédits	32,373,789	31,901,830	32,738,435	25,237,302	24,879,798
	Crédits annulés	*2,862,870*	*5,182,257*	*4,738,698*	*5,581,910*	*12,296,998*
Ministère des Travaux publics, des Postes et des télégraphes — 2e section. — Postes et télégraphes	Suppléments de crédits	20,905,456	24,612,786	14,436,428	10,243,883	16,374,396
	Crédits annulés	*7,144,555*	*4,094,800*	*3,352,215*	*5,328,241*	*10,942,838*
TOTAUX	Suppléments de crédits	172,579,597	139,076,365	145,022,481	183,907,274	259 423,921
	Crédits annulés	*75,659,691*	*70,323,966*	*71,797,672*	*100,194,436*	*116,814,755*
Résultat définitif de l'exécution des services. (Voir pages 528 et 529.)	Augmentation représentant le chiffre net des crédits supplémentaires, compte tenu des crédits égaux aux plus-values de recettes	96,919,906	68,752,399	73,224,809	83,712,838	142,609,166

MINISTÈRES ET SERVICES. 1		1907. 7	1908. 8	1909. 9	1910. 10	1911. 11	TOTAL. Suppléments de crédits. 12	TOTAL. Crédits annulés. 13
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Ministère des Finances	Suppléments de crédits	21,759,939	22,205,049	35,804,716	31,931,996	30,735,245	233,610,829	〃
	Crédits annulés	*30,159,428*	*22,808,909*	*16,814,201*	*22,117,538*	*22,739,988*	〃	*199,600,239*
Ministère de la Justice	Suppléments de crédits	382,088	3,081,158	2,390,264	1,908,188	2,291,057	18,172,124	〃
	Crédits annulés	*55,087*	*77,310*	*100,600*	*1,760,540*	*1,142,098*	〃	*4,729,750*
Ministère des Affaires étrangères	Suppléments de crédits	2,914,509	2,020,617	7,133,392	2,662,601	4,249,014	29,932,997	〃
	Crédits annulés	*1,129,205*	*910,370*	*4,069,778*	*2,157,333*	*1,511,284*	〃	*17,291,062*
Ministère de l'Intérieur — Intérieur	Suppléments de crédits	8,889,054	11,947,543	16,215,379	21,954,996	6,927,680	79,953,217	〃
	Crédits annulés	*5,624,852*	*5,812,775*	*7,554,457*	*9,717,320*	*14,412,227*	〃	*61,146,745*
Ministère de l'Intérieur — Cultes	Suppléments de crédits	115,730	12,161	12,247	2,812	〃	1,834,794	〃
	Crédits annulés	*4,198*	*40,562*	*35,488*	*41,457*	〃	〃	*4,202,467*
Ministère de la Guerre — 1re section. — Troupes métropolitaines	Suppléments de crédits	37,556,615	66,723,107	79,345,631	49,747,655	85,193,274	426,445,136	〃
	Crédits annulés	*15,439,729*	*11,540,239*	*12,991,329*	*13,648,783*	*17,236,033*	〃	*104,684,805*
Ministère de la Guerre — 2e section. — Troupes coloniales	Suppléments de crédits	6,138,455	1,188,851	793,139	1,033,598	8,118,575	66,678,967	〃
	Crédits annulés	*1,545,108*	*1,669,644*	*1,506,273*	*1,449,851*	*5,073,174*	〃	*16,627,040*
Ministère de la Guerre — 3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	Suppléments de crédits	465,713	1,057,727	6,604,958	12,503,915	7,197,125	27,829,438	〃
	Crédits annulés	*848,243*	*456,824*	*990,930*	*5,733,471*	*1,346,241*	〃	*9,375,709*
Ministère de la Guerre — 4e section. — Dépenses extraordinaires	Suppléments de crédits	15,854,101	à déd. 673,616	〃	〃	〃	186,697,483	〃
	Crédits annulés	*213,406*	*294,047*	〃	〃	〃	〃	*19,203,135*
Ministère de la Marine	Suppléments de crédits	10,272,927	14,756,344	22,225,207	8,374,985	12,232,846	98,419,575	〃
	Crédits annulés	*6,738,883*	*4,228,653*	*8,380,942*	*20,325,102*	*10,116,346*	〃	*138,899,126*
Ministère de l'Instruction publique, et des Beaux-Arts — 1re section. — Instruction publique	Suppléments de crédits	973,882	1,106,575	1,539,078	831,017	9,857,620	23,050,662	〃
	Crédits annulés	*2,965,325*	*4,825,162*	*3,615,823*	*3,893,346*	*3,755,988*	〃	*27,624,207*
Ministère de l'Instruction publique, et des Beaux-Arts — 2e section. — Beaux-arts	Suppléments de crédits	1,862,109	2,389,194	6,043,503	4,327,265	3.534,172	25,737,730	〃
	Crédits annulés	*1,496,222*	*3,906,679*	*2,962,513*	*3,747,915*	*2,934,761*	〃	*19,915,952*
Ministère du Commerce et de l'Industrie	Suppléments de crédits	1,638,707	6,094,940	13,682,523	3,769,457	683,137	91,182,243	〃
	Crédits annulés	*1,055,590*	*3,750,886*	*2,056,235*	*2,396,418*	*2,412,680*	〃	*28,551,607*
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	Suppléments de crédits	814,543	1,162,166	3,388,763	172,213	98,025	7,762,457	〃
	Crédits annulés	*1,426,378*	*1,720,527*	*722,509*	*737,043*	*20,204,822*	〃	*25,086,879*
Ministère des Colonies	Suppléments de crédits	3,373,365	6,666,211	2,704,895	3,122,994	1,959,160	53,312,349	〃
	Crédits annulés	*16,600,137*	*10,901,887*	*8,433,747*	*8,905,573*	*6,370,912*	〃	*116,711,249*
Ministère de l'Agriculture	Suppléments de crédits	14,698,450	15,353,558	15,455,459	24,130,241	22,971,615	133,877,959	〃
	Crédits annulés	*1,362,928*	*1,154,183*	*1,890,895*	*4,207,778*	*3,125,686*	〃	*21,137,920*
Ministère des Travaux publics, des Postes et des télégraphes — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses ordinaires	Suppléments de crédits	1,997,621	5,612,650	2,624,850	3,124,496	3,883,056	37,713,652	〃
	Crédits annulés	*1,611,855*	*1,175,066*	*993,304*	*1,083,468*	*629,096*	〃	*10,080,839*
Ministère des Travaux publics, des Postes et des télégraphes — 1re section. — Travaux publics. — Dépenses extraordinaires	Suppléments de crédits	21,243,480	29,910,558	38,922,737	91,254,796	83,624,510	412,087,235	〃
	Crédits annulés	*10,205,661*	*5,555,448*	*2,838,711*	*23,002,037*	*3,232,912*	〃	*75,497,502*
Ministère des Travaux publics, des Postes et des télégraphes — 2e section. — Postes et télégraphes	Suppléments de crédits	2,466,916	9,770,710	12,024,873	15,370,952	3,096,528	129,302,928	〃
	Crédits annulés	*8,585,851*	*10,904,333*	*10,241,948*	*14,877,032*	*9,831,750*	〃	*85,303,563*
TOTAUX	Suppléments de crédits	153,418,204	200,385,503	266,911,614	276,224,177	286,642,639	2,083,591,775	〃
	Crédits annulés	*107,068,086*	*91,733,504*	*86,199,683*	*139,802,005*	*126,075,998*	〃	*985,669,796*
Résultat définitif de l'exécution des services. (Voir pages 528 et 529.)	Augmentation représentant le chiffre net des crédits supplémentaires, compte tenu des crédits égaux aux plus-values de recettes	46,350,118	108,651,999	180,711,931	136,422,172	160,566,641 (B)	1,097,921,979	

OBSERVATIONS. 14

(A) Le chiffre des suppléments de crédits comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos, conséquemment, celui des *crédits annulés* représente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice.

(B) Exercice 1911. Net des crédits supplémentaires imputables sur les ressources.. de diverses natures... 74,792,200; générales du budget... 85,774,441; TOTAL...... 160,566,641

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 31 DÉCEMBRE 1912

NOTE

SUR

LE BILAN ET LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

La Situation générale de l'Administration des finances présente, par branche de services, le résultat des opérations développées dans les comptes des *Contributions et revenus publics*, des *Dépenses publiques*, et des *Opérations de Trésorerie*, qui ont constitué l'*actif* et le *passif* de l'Administration des finances au 31 décembre 1912.

Les termes d'*actif* et de *passif* sont employés ici dans l'acception spéciale qu'ils ont en comptabilité. L'*actif* se compose de l'ensemble des soldes des comptes *débiteurs*, soit qu'il s'agisse de comptes de correspondants dont le montant constitue une véritable créance du Trésor, soit qu'il s'agisse de comptes de budgets réglés en excédent de dépense ou de tous autres comptes débiteurs. Le *passif* est représenté par les soldes des comptes *créditeurs*, aussi bien par ceux dont le montant correspond à une dette du Trésor, que par ceux des comptes de budgets réglés en excédent de recette ou par ceux de tous autres comptes créditeurs.

S'il s'agissait de déterminer d'une façon complète le bilan de l'État, il faudrait faire figurer au passif toutes les dettes calculées en capitaux, et, à l'actif, la valeur des biens domaniaux mobiliers ou immobiliers, forêts, canaux, églises, palais, musées, etc., et le capital que représentent les industries monopolisées, chemins de fer, manufactures, etc. Il n'a pas paru possible de prêter à ces divers éléments de la fortune publique une valeur suffisamment précise pour permettre, d'après cette base, d'arriver à des résultats susceptibles de trouver place dans une comptabilité rigoureusement justifiée. L'Administration des finances s'est contentée, depuis 1821, de dresser, au 31 décembre de chaque année, le résumé des recettes et des dépenses du Trésor public considéré comme banquier de l'État chargé d'accomplir, pour le compte de ce dernier, des opérations actives et passives.

Le Trésor, envisagé à ce point de vue, comprend dans son *actif* ses valeurs de caisse et de portefeuille, ses créances sur divers, ses avances à l'État, notamment celles qui se rapportent aux budgets soldés en excédent de dépense.

Son *passif* est composé de la dette flottante, des sommes dues à divers correspondants, enfin du montant des recouvrements qu'il a effectués au titre des budgets réglés en excédent de recette[1].

Pour établir le bilan du Trésor dans les conditions qui viennent d'être indiquées, on a pris comme point de départ les résultats tels qu'ils ressortent des écritures des comptables auxquelles se juxtaposent quelques opérations faites d'office par l'Administration des finances. Mais pour que ces résultats, qui sont la transcription matérielle de la balance du Grand-Livre, puissent devenir l'expression de la situation réelle du Trésor, il faut y apporter différentes modifications ayant pour but de les ramener à ce

---

[1] On remarquera que le Trésor, comme une caisse, est débité de ce qu'il reçoit (*passif*), et crédité de ce qu'il donne (*actif*). Par suite, les avances que le Trésor a faites à l'État figurent dans l'*actif*, tandis qu'elles figureraient au *passif* dans une situation financière de l'État. Au contraire, les sommes versées au Trésor pour le compte de l'État, les excédents de recette des budgets par exemple, sont portées au *passif* du Trésor. Dans un bilan de l'État, elles seraient un des éléments de l'*actif*.

qu'ils seraient effectivement si les opérations portées à des comptes provisoires étaient régularisées, si celles qui sont inscrites à la fois pour ordre à un compte débiteur et à un compte créditeur étaient compensées [1], enfin, si le vote des lois de règlement des budgets réglés administrativement avait permis de faire entrer définitivement dans les écritures les résultats des exercices dont la période d'exécution est terminée.

La *Situation générale de l'Administration des Finances*, au 31 décembre 1912, se compose des documents ci-après :

Un premier état reproduit, d'après les écritures, la situation au 1er janvier 1912, les opérations de l'année et la situation au 31 décembre 1912.

Un deuxième état, reprenant les soldes de celui qui précède, indique les modifications en plus et en moins que ces soldes doivent subir pour devenir conformes à la réalité. Ce sont ces diverses modifications, compensations, anticipations portant sur des faits considérés comme certains quoique non encore acquis définitivement, qui, juxtaposées d'abord par grandes subdivisions en regard de chacun des soldes débiteurs ou créditeurs qu'elles affectent, et corroborées ensuite par des développements détaillés, permettent de faire ressortir la situation réelle du Trésor et démontrent la sincérité des soldes qui la constituent.

Un troisième état, reprenant à un autre point de vue les excédents de recette et les excédents de dépense de la situation rectifiée, donne la répartition de l'actif en quatre grandes catégories, savoir :

1° *Découverts et avances, Créances dont la réalisation est ajournée à une date indéterminée;*

2° *Avances à rembourser sur les budgets ultérieurs;*

3° *Autres services débiteurs;*

4° *Valeurs de caisse et de portefeuille;*

et dégage, dans le passif, la dette flottante des autres services créanciers.

Un quatrième état complète le précédent. Il est destiné à retracer, par nature de créances, les mouvements de la dette flottante du Trésor.

A l'appui de ces différents états ont été insérés les développements énumérés ci-après. Ils sont accompagnés, en ce qui concerne les services spéciaux du Trésor, de notices explicatives faisant connaître l'objet, la destination et le jeu des comptes.

Le *Développement servant à déterminer l'actif et le passif réels du Trésor public* fournit les indications nécessaires pour remonter facilement à l'origine des modifications en plus et en moins qu'ont dû subir les soldes ressortant des écritures, afin de permettre d'établir la situation réelle du Trésor. Il est accompagné de références au moyen desquelles on peut se reporter immédiatement à la contre-partie de chaque opération.

Un *Relevé détaillé des valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 31 décembre 1912* a été inséré ensuite. Il sert à justifier le dernier élément de la situation du Trésor, la caisse et le portefeuille, par lesquels s'établit la balance entre les recettes et les dépenses. Ce relevé ne doit pas être isolé de celui qui se trouve parmi les développements précédents (actif) et qui ramène le montant brut de l'encaisse au chiffre réel des valeurs ayant une influence sur la situation du Trésor.

Viennent enfin la série des développements sur les Services spéciaux du Trésor, la Caisse des dépôts et consignations, les Créances administratives, et les Découverts et avances du Trésor.

---

[1] Telles sont les opérations concernant les valeurs en dépôt à la caisse centrale du Trésor, qui figurent, d'une part, à l'*actif* comme valeurs de caisse et de portefeuille du caissier-payeur central, et, d'autre part, au *passif* comme soldes créditeurs de divers comptes administratifs du même comptable.

Ainsi justifiée dans ses différents éléments, la situation du Trésor au 31 décembre 1912 se présente de la manière suivante :

Les découverts et avances du Trésor s'élevaient à la somme de..	1,229,823,031 65	1,430,774,029f 94c
les créances dont la régularisation est ajournée, à celle de	200,950,998 29	
les avances à rembourser ultérieurement à..		9,590,921,685 47
Le Trésor avait donc dû faire face à une dépense de..................		11,021,695,715 41
Mais les services créanciers lui ont fourni des ressources s'élevant à......................................	11,364,942,913 89	
tandis que les services débiteurs ont seulement nécessité une avance de..	1,067,094,606 65	
Il a donc eu à sa disposition une somme de.........	10,297,848,307 24	10,297,848,307 24
qui a ramené à...		723,847,408 17
c'est-à-dire à la différence entre le chiffre de la dette flottante, soit	1,523,665,160 22	723,847,408 17
et le solde en caisse réel qui est de..................	799,817,752 05	

le montant des disponibilités que le Trésor a dû se procurer en faisant appel aux ressources de la *Dette flottante.*

Dette flottante.

Par opposition avec les dettes de l'État, dette perpétuelle dont le remboursement ne peut être exigé, et dette amortissable dont les échéances sont expressément déterminées et échelonnées sur un certain nombre d'années, la dette flottante comprend les sommes dues par le Trésor et qui proviennent : d'une part, des versements effectués en compte courant, obligatoirement ou non, et remboursables généralement à vue ou dans certains cas à très brève échéance, d'autre part, des bons du Trésor remis à des particuliers et remboursables à des échéances qui ne peuvent dépasser un an.

La dette flottante avait fourni au Trésor au 31 décembre 1912 les ressources suivantes :

Effets à payer (bons et mandats du Trésor).........			135,349,929 17	1,523,665,160f 22c
Comptes courants et fonds en dépôt.	avec intérêts.	933,683,844 87	1,359,197,889 06	
	sans intérêts..	425,514,044 19		
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.....			29,117,341 99	
Les dépenses à la charge du Trésor étant seulement, ainsi qu'on l'a vu plus haut, de..				723,847,408 17
Les ressources qu'il a eues à sa disposition ont excédé ses besoins de........				799,817,752 05

Cette disponibilité était représentée par les valeurs réelles de caisse et de portefeuille au 31 décembre 1912.

A la suite de la Situation générale des finances, se trouve un résumé qui en reproduit, par grandes subdivisions, les résultats et les présente synoptiquement en regard de ceux qui ressortent de chacune des situations de l'Administration des finances des neuf années antérieures. On peut ainsi se rendre compte du mouvement des opérations financières du Trésor pendant les dix dernières années.

68.

BILAN DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES,

PRÉSENTANT LA SITUATION AU 1ER JANVIER 1912, LES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912 ET LA SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	ACTIF. Excédents de dépenses au 1er janvier 1912.	ACTIF. Dépenses de l'année 1912.	ACTIF. Total des dépenses.	PASSIF. Excédents de recettes au 1er janvier 1912.	PASSIF. Recettes de l'année 1912.	PASSIF. Total des recettes.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912. Actif.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912. Passif.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Découverts et avances du Trésor	1,067,425,049 22	15,009,252 66	1,082,434,301 88	//	//	//	1,082,434,301 88	//	
							1,082,434,301f 88c		
Service des budgets	162,359,143 89	4,908,240,783 23	5,070,599,927 12	631,990,443 93	4,856,422,055 85	5,488,412,499 78	147,349,891 23	565,162,463 89	
							417,812,572f 66c		
Services spéciaux du Trésor	9,595,757,245 92	1,031,689,849 92	10,627,447,095 84	398,097,092 87	1,061,665,107 05	1,459,762,199 92	9,719,632,649 17	551,947,753 25	
							9,167,684,895f 92c		
Avances pour divers services	515,450,521 63	969,724,830 52	1,485,175,352 15	32,366 77	1,005,014,260 56	1,005,046,627 33	480,447,936 91	319,212 09	
							480,128,724f 82c		
Débets de comptables	1,121,176 72	195,714 57	1,316,891 29	//	128,392 05	128,392 05	1,188,499 24	//	
							1,188,499f 24c		
Effets à payer. — Bons du Trésor	//	700,617,024 40	700,617,024 40	310,672,832 05	626,030,183 05	936,703,015 10	//	236,085,990 70	
Effets à payer. — Annuités et obligations	//	308,613,623 11	308,613,623 11	9,200,637,625 39	506,186,627 54	9,706,824,252 93	//	9,398,210,629 82	
Effets à payer. — Traites	//	16,091,782 20	16,091,782 20	32,848,049 97	18,876,436 75	51,724,486 72	//	35,632,704 52	
Effets à payer. — Mandats	//	867,853,539 37	867,853,539 37	82,463,106 77	905,084,278 58	987,547,385 35	//	119,693,845 98	
	//	1,893,175,969 08	1,893,175,969 08	9,626,621,614 18	2,056,177,525 92	11,682,799,140 10	//	9,789,623,171 02	
							9,789,623,171f 02c		
Correspondants du Trésor. — Divers services publics	139,680,046 19	11,062,202,407 01	11,201,882,453 20	1,641,512,353 61	11,122,099,600 18	12,763,611,953 79	119,205,498 37	1,680,934,998 96	
Correspondants du Trésor. — Établissements particuliers	//	748,585 31	748,585 31	702,919 76	271,187 98	974,107 74	//	225,522 43	
Correspondants du Trésor. — Fonds à rembourser à divers	//	471,908,105 23	471,908,105 23	3,547,327 17	471,826,764 25	475,374,091 42	//	3,465,986 19	
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	65,087,795 66	3,046,741,953 23	3,111,829,748 89	120,368,343 42	3,045,518,404 49	3,165,886,747 91	71,785,746 25	125,842,745 27	
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants	88,612,614 67	5,226,935,530 34	5,315,548,145 01	1,876,532,504 38	5,293,923,959 08	7,170,456,463 46	99,670,260 43	1,954,578,578 88	
	293,380,456 52	19,808,536,581 12	20,101,917,037 64	3,642,663,448 34	19,933,639,915 98	23,576,303,364 32	290,661,505 05	3,765,047,831 73	
							3,474,386,326f 68c		
Correspondants des comptables des finances. — Trésoriers-payeurs généraux	163,935,489 79	11,866,572,358 02	12,030,507,847 81	105,095,028 21	11,847,535,377 08	11,952,630,405 29	197,576,131 91	119,698,689 39	
Correspondants des comptables des finances. — Caissier-payeur central	3,339,696 93	2,445,002,367 79	2,448,342,064 72	749,764,187 38	2,400,172,202 21	3,149,936,389 59	3,838,377 40	705,432,702 27	
Correspondants des comptables des finances. — Agents comptables du Trésor	1,511,416 03	57,146,910 55	58,658,326 58	4,904,834 15	56,650,990 55	61,555,824 70	1,350,597 04	4,248,095 16	
Correspondants des comptables des finances. — Payeurs des armées	14,409,536 55	30,336,900 94	44,746,437 49	16,910 23	20,883,104 96	20,900,015 19	23,903,184 42	56,762 12	
Correspondants des comptables des finances. — Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	133,368,650 24	2,806,532,653 34	2,939,901,303 58	6,349,222 82	2,772,093,295 90	2,778,442,518 72	168,231,171 13	6,772,386 27	
Correspondants des comptables des finances. — Trésoriers-payeurs des colonies	230,158,336 33	1,660,180,462 38	1,890,338,798 71	172,886,941 51	1,629,917,066 64	1,802,804,008 15	233,701,238 44	146,166,447 88	
	546,723,125 87	18,865,771,653 02	19,412,494,778 89	1,039,017,124 30	18,727,252,037 34	19,766,269,161 64	628,600,700 34	982,375,083 09	
							353,774,382f 75c		
Fonds particuliers des comptables	169,905 06	876,578,191 31	876,748,096 37	31,872,860 10	879,402,239 22	911,275,099 32	153,752 62	34,680,755 57	
							34,527,002f 95c		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	62,668,123 66	17,292,495,466 23	17,355,163,589 89	121,531,184 43	17,278,493,356 02	17,400,024,540 45	44,674,821 13	89,535,771 69	
							44,860,950f 56c		
	12,245,054,748 49	65,661,418,291 66	77,906,473,040 15	15,491,826,134 92	65,798,194,889 99	81,290,021,024 91	12,395,144,057 57	15,778,692,042 33	
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE (Voir le développement, page 548)	3,246,771,386 43	....	....	//	....	....	3,383,547,984 76	//	
	15,491,826,134 92	....	....	15,491,826,134 92	....	....	15,778,692,042 33	15,778,692,042 33	

Tableau de l'Actif et du Passif réels du Trésor public, présentant la situation du Trésor d'après les écritures, les modifications qui ont dû y être apportées et la situation réelle du Trésor.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	ACTIF. — EXCÉDENTS DE DÉPENSE.				PASSIF. — EXCÉDENTS DE RECETTE.				SITUATION RÉELLE DU TRÉSOR. (A)		OBSERVATIONS.
	Situation d'après les écritures.	Modifications (B). Augmentations.	Modifications (B). Diminutions.	Situation rectifiée.	Situation d'après les écritures.	Modifications (B). Augmentations.	Modifications (B). Diminutions.	Situation rectifiée.	Actif.	Passif.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Découverts et avances du Trésor	1,082,434,301f 88c	147,388,729f 77c	"	1,229,823,031f 65c	"	"	"	"	1,229,823,031f 65c	"	
Service des budgets	147,349,891 23	"	147,349,891f 23c	"	565,162,463f 89c	1,986,388f 61c	6,332,179f 20c	560,816,673f 30c	"	560,816,673f 30c	
Services spéciaux du Trésor	9,719,632,649 17	"	"	9,719,632,649 17	551,947,753 25	"	1,986,388 61	549,961,364 64	9,169,671,284 53	"	
Avances pour divers services	480,447,936 91	"	6,371,017 74	474,076,919 17	319,212 09	"	"	319,212 09	473,757,707 08	"	
Débets de comptables	1,188,499 24	"	"	1,188,499 24	"	"	"	"	1,188,499 24	"	
Effets à payer. — Bons du Trésor	"	"	"	"	236,085,990 70	"	"	236,085,990 70	"	236,085,990 70	
Effets à payer. — Annuités et obligations	"	"	"	"	9,398,210,629 82		"	9,398,210,629 82	"	9,398,210,629 82	
Effets à payer. — Traites	"	"	"	"	35,632,704 52	"	33,330,400 00	2,302,304 52	"	2,302,304 52	
Effets à payer. — Mandats	"	"	"	"	119,693,845 98	"	"	119,693,845 98	"	119,693,845 98	
	"	"	"	"	9,789,623,171 02	"	33,330,400 00	9,756,292,771 02	"	9,756,292,771 02	
Correspondants du Trésor. — Divers services publics	119,205,498 37	"	81,233,542 24	37,971,956 13	1,680,934,998 96	"	112,952,736 06	1,567,982,262 90	"	1,530,010,306 77	
Correspondants du Trésor. — Établissements particuliers	"	"	"	"	225,522 43	"	"	225,522 43	"	225,522 43	
Correspondants du Trésor. — Fonds à rembourser à divers	"	"	"	"	3,465,986 19	"	"	3,465,986 19	"	3,465,986 19	
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	71,785,746 25	"	66,463,233 87	5,322,512 38	125,842,745 27	"	66,463,233 87	59,379,511 40	"	54,056,999 02	
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants	99,670,260 43	"	94,871,068 40	4,799,192 03	1,954,578,578 88	"	1,885,774,650 96	68,803,927 92	"	64,004,735 89	
	290,661,505 05	"	242,567,844 51	48,093,660 54	3,765,047,831 73	"	2,065,190,620 89	1,699,857,210 84	"	1,651,763,550 30	
Correspondants des comptables des finances. — Trésoriers-payeurs généraux	197,576,131 91	"	12,292,505 60	185,283,626 31	119,698,689 39	"	26,168,414 66	93,530,274 73	91,753,351 58	"	
Correspondants des comptables des finances. — Caissier-payeur central	3,838,377 40	"	"	3,838,377 40	705,432,702 27	"	704,205,813 86	1,226,888 41	2,611,488 99	"	
Correspondants des comptables des finances. — Agents comptables du Trésor	1,350,597 04	"	"	1,350,597 04	4,248,095 16	"	"	4,248,095 16	"	2,897,498 12	
Correspondants des comptables des finances. — Payeurs des armées	23,903,184 42	"	"	23,903,184 42	56,762 12	"	"	56,762 12	23,846,422 30	"	
Correspondants des comptables des finances. — Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	168,231,171 13	"	486,385 07	167,744,786 06	6,772,386 27	"	486,385 07	6,286,001 20	161,458,784 86	"	
Correspondants des comptables des finances. — Trésoriers-payeurs des colonies	233,701,238 44	"	"	233,701,238 44	146,166,447 88	"	6,217,857 81	139,948,590 07	93,752,648 37	"	
	628,600,700 34	"	12,778,890 67	615,821,809 67	982,375,083 09	"	737,078,471 40	245,296,611 69	373,422,696 10	2,897,498 12	
Fonds particuliers des comptables	153,752 62	"	"	153,752 62	34,680,755 57	"	5,557,539 20	29,123,216 37	"	28,969,463 75	
Mouvements de fonds entre les comptables	44,674,821 13	"	44,674,821 13	"	89,535,771 69	2,080,063 60	44,674,821 13	46,941,014 16	"	46,941,014 16	
Valeurs de caisse et de portefeuille (C)	3,383,547,984 76	2,080,063 60	2,585,810,296 31	799,817,752 05	"	"	"	"	799,817,752 05	"	
TOTAUX	15,778,692,042 33	149,468,793 37	3,039,552,761 59	12,888,608,074 11	15,778,692,042 33	4,066,452 21	2,894,150,420 43	12,888,608,074 11	12,047,680,970 65	12,047,680,970 65	
		2,890,083,968f 22c				2,890,083,968f 22c					

(A) Dans le chiffre qui constitue le passif réel du Trésor, la dette flottante est comprise pour une somme de 1,523,665,160 fr. 22, conformement au détail donné dans l'état ci-après, page 547.

(B) Les modifications sont détaillées p. 548 à 563.

(C) Voir le détail des valeurs de caisse, pages 560, 566 à 568.

Tableau synoptique présentant le résumé de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	ACTIF.	ACTIF.					PASSIF.	PASSIF.		OBSERVATIONS.
	Excédents de dépense. — Situation rectifiée.	DÉCOUVERTS et avances du Trésor.	CRÉANCES dont la régularisation est ajournée.	AVANCES à rembourser par les budgets ultérieurs.	AUTRES SERVICES débiteurs.	VALEURS de caisse et de portefeuille.	Excédents de recette. — Situation rectifiée.	DETTE FLOTTANTE.	AUTRES SERVICES créanciers.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Découverts et avances du Trésor	1,229,823,031 65	1,229,823,031 65	″	″	″	″	″	″	″	
Service des budgets	″	″	″	″	″	″	560,816,673 30	″	560,816,673 30	
Services spéciaux du Trésor	9,719,632,649 17	″	″	9,590,921,685 47	128,710,963 70	″	549,961,364 64	″	549,961,364 64	
Avances pour divers services	474,076,919 17	″	200,950,998 29	″	273,125,920 88	″	319,212 09	″	319,212 09	
Débets de comptables	1,188,499 24	″	″	″	1,188,499 24	″	″	″	″	
Effets à payer : Bons du Trésor	″	″	″	″	″	″	236,085,990 70	24,478,700 00	211,607,290 70	
Effets à payer : Annuités et obligations	″	″	″	″	″	″	9,398,210,629 82	″	9,398,210,629 82	
Effets à payer : Traites	″	″	″	″	″	″	2,302,304 52	″	2,302,304 52	
Effets à payer : Mandats	″	″	″	″	″	″	119,693,845 98	110,871,229 17	8,822,616 81	
	″	″	″	″	″	″	9,756,292,771 02	135,349,929 17	9,620,942,841 85	
Correspondants du Trésor : Divers services publics	37,971,956 13	″	″	″	37,971,956 13	″	1,567,982,262 90	1,343,591,632 70	224,390,630 20	
Correspondants du Trésor : Établissements particuliers	″	″	″	″	″	″	225,522 43	225,522 43	″	
Correspondants du Trésor : Fonds à rembourser à divers	″	″	″	″	″	″	3,465,986 19	″	3,465,986 19	
Correspondants du Trésor : Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	5,322,512 38	″	″	″	5,322,512 38	″	59,379,511 40	″	59,379,511 40	
Correspondants du Trésor : Divers correspondants	4,799,192 03	″	″	″	4,799,192 03	″	68,803,927 92	15,380,733 93	53,423,193 99	
	48,093,660 54	″	1	″	48,093,660 54	″	1,699,857,210 84	1,359,197,889 06	340,659,321 78	
Correspondants des comptables des finances : Trésoriers-payeurs généraux	185,283,626 31	″	″	″	185,283,626 31	″	93,530,274 73	″	93,530,274 73	
Correspondants des comptables des finances : Caissier-payeur central	3,838,377 40	″	″	″	3,838,377 40	″	1,226,888 41	″	1,226,888 41	
Correspondants des comptables des finances : Agents comptables du Trésor	1,350,597 04	″	″	″	1,350,597 04	″	4,248,095 16	″	4,248,095 16	
Correspondants des comptables des finances : Payeurs des armées	23,903,184 42	″	″	″	23,903,184 42	″	56,762 12	″	56,762 12	
Correspondants des comptables des finances : Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	167,744,786 06	″	″	″	167,744,786 06	″	6,286,001 20	″	6,286,001 20	
Correspondants des comptables des finances : Trésoriers-payeurs des colonies	233,701,238 44	″	″	″	233,701,238 44	″	139,948,590 07	″	139,948,590 07	
	615,821,809 67	″	″	″	615,821,809 67	″	245,296,611 69	″	245,296,611 69	
Fonds particuliers des comptables	153,752 62	″	″	″	153,752 62	″	29,123,216 37	29,117,341 99	5,874 38	
Mouvements de fonds entre les comptables	″	″	″	″	″	″	46,941,014 16	″	46,941,014 16	
Valeurs de caisse et de portefeuille	799,817,752 05	″	″	″	″	799,817,752 05	″	″	″	
TOTAUX	12,888,608,074 11	1,229,823,031 65	200,950,998 29	9,590,921,685 47	1,067,094,606 65	799,817,752 05	12,888,608,074 11	1,523,665,160 22	11,364,942,913 89	
		1,430,774,029f 94c			1,866,912,358f 70c			12,888,608,074f 11c		
		12,888,608,074f 11								

Développement, par nature de créances, des mouvements de la dette flottante du Trésor, pendant l'année 1912, et situation de cette dette au 31 décembre 1912.

NATURE DES CRÉANCES COMPOSANT LA DETTE FLOTTANTE.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1912.		DETTE FLOTTANTE au 31 décembre 1912.		RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1912.	
	CRÉANCES passibles d'intérêts.	CRÉANCES sans intérêts.	CRÉANCES passibles d'intérêts.	CRÉANCES sans intérêts.	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
EFFETS À PAYER.						
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	107,519,800f 00c	12,692,100f 00c	(A) 21,883,100f 00c	(B) 2,595,600f 00c	"	95,733,200f 00c
Mandats tirés sur le Trésor par les Trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	"	77,393,865 04	"	110,871,229 17	33,477,364f 13c	"
	107,519,800 00	90,085,965 04	21,883,100 00	113,466,829 17	33,477,364 13	95,733,200 00
	197,605,765f 04c		135,349,929f 17c		62,255,835f 87c	
CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.						
Communes et établissements publics, L/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	84,889,493f 22c	"	(C) 100,742,133f 56c	"	15,852,640f 34c	"
Communes et établissements publics, L/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	392,690,418 62	"	(D) 408,736,179 16	"	16,045,760 54	"
Service départemental — Budget de l'exercice 1911	"	161,015,746f 96	"	"	"	161,015,746f 96c
Service départemental — Budget de l'exercice 1912	"	"	"	146,124,853f 57c	146,124,853 87	"
Service départemental — Opérations hors budget	"	2,639,583 71	"	1,518,808 06	"	1,120,775 65
Divers établissements, L/c de fonds déposés au Trésor sans intérêts	"	581,214 52	"	541,049 66	"	40,164 86
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor	311,209,040 00	"	312,596,511 15	"	1,387,471 15	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	66,543,046 02	"	27,061,572 26	"	"	39,481,473 76
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	25,228,726 72	"	40,105,839 21	"	14,877,112 49	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	47,286,143 96	"	34,404,127 53	"	"	12,882,016 43
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites ouvrières et paysannes	301,360 17	"	9,811,959 57	"	9,510,599 40	"
Imprimerie nationale	"	100,000 00	"	435,777 62	335,777 62	"
Institut français d'archéologie orientale du Caire	"	31,392 83	"	65,881 74	34,488 91	"
Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, L/c de fonds déposés au Trésor	"	18,598,200 00	"	18,831,000 00	232,800 00	"
Trésorier général des Invalides de la marine, s/c courant avec le Trésor et chez divers comptables	"	11,902,461 30	"	10,879,521 41	"	1,022,939 89
Service départemental de l'Algérie. — Budget de l'exercice 1911	"	8,124,355 61	"	"	"	8,124,355 61
Service départemental de l'Algérie. — Budget de l'exercice 1912	"	"	"	7,615,562 33	7,615,562 33	"
Service local des colonies	"	20,682,437 91	"	27,898,231 28	7,215,793 37	"
Caisse de réserve du service local des colonies	"	13,563,022 54	"	15,853,769 97	2,290,747 43	"
Crédit foncier, s/c courant	135,516 53	"	136,871 69	"	1,355 16	"
Ministère de l'instruction publique, s/c de fondations anglaises, écossaises et irlandaises	567,403 23	"	88,650 74	"	"	478,752 49
Divers correspondants des Trésoriers-payeurs généraux	"	19,065,339 16	"	15,380,733 93	"	3,684,605 23
Caisse de réserve du budget général de l'Afrique équatoriale française	"	"	"	707,258 69	707,258 69	"
Caisse de réserve du budget général de l'Indo-Chine	"	153,519 07	"	"	"	153,519 07
Caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française	"	2,320,466 37	"	8,943,502 69	6,623,036 32	"
Algérie — Budget de l'exercice 1910	"	8,409,862 36	"	336 97	"	8,409,525 39
Algérie — Budget de l'exercice 1911	"	2,415,808 90	"	15,943,333 40	13,527,524 50	"
Algérie — Budget de l'exercice 1912	"	"	"	14,376,737 41	14,376,737 41	"
Algérie — Opérations hors budget	"	104,264,014 63	"	122,556,072 84	18,292,058 21	"
Territoires du Sud — Budget de l'exercice 1910	"	326,435 96	"	"	"	326,435 96
Territoires du Sud — Budget de l'exercice 1911	"	"	"	745,971 69	745,971 69	"
Territoires du Sud — Opérations hors budget	"	3,892,831 15	"	4,990,286 96	1,097,455 81	"
Budget général de l'Afrique occidentale française	"	11,266,640 55	"	2,956,008 24	"	8,310,632 31
Budget général de l'Afrique équatoriale française	"	129,510 92	"	1,877,495 30	1,747,984 38	"
Budget général de l'Indo-Chine	"	"	"	7,271,850 43	7,271,850 43	"
	928,851,148 47	389,482,844 45	933,683,844 87	425,514,044 19	285,914,839 75	245,050,943 61
	1,318,333,992f 92c		(E) 1,359,197,889f 06c		40,863,896f 14c	
FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.						
Fonds particuliers des Trésoriers-payeurs généraux	26,269,159f 91c	"	(F) 29,117,341f 99c	"	2,848,182f 08c	"
TOTAL GÉNÉRAL	1,062,640,108 38	479,568,809f 49c	984,684,286 86	538,980,873 36	322,240,385f 96c	340,784,143 61
	1,542,208,917f 87c		1,523,665,160f 22c		18,543,757f 65c	

OBSERVATIONS.

(A) Bons à échoir en 1913 (capital)	21,883,100f 00c
(B) Bons échus au 31 décembre 1912 (capital)	2,595,600 00
ENSEMBLE (voir pages 340 et 553)	24,478,700 00

(C) Cette somme se répartit comme suit :

Communes	Ville de Paris	92,000,000f 00c
Établissements	Asile de la Providence	3,426 11
	Asile Vacassy	5,203 91
	Asiles de Vincennes et du Vésinet	911,200 68
	Assistance publique	3,500,000 00
	Hospice des Quinze-Vingts	299,989 93
	Institution des Jeunes Aveugles	19,733 20
	Institution des Sourds-Muets à Paris	56,171 93
	Monts-de-piété	3,000,000 00
	Maison nationale de Charenton	198,441 61
Intérêts afférents à l'exercice 1912 liquidés au profit des comptes ci-dessus		747,966 19
TOTAL		100,742,133 56

(D) Cette somme se répartit comme suit :

Communes		318,347,204f 28c
Établissements	Hospices, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité	33,539,790 71
	Bureaux de bienfaisance et d'assistance médicale	27,027,153 61
	Associations syndicales	5,602,723 12
	Monts-de-piété	2,207,708 43
	Sociétés de maternité, crèches approuvées	31,270 67
	Caisses des écoles	331,911 70
	Orphelinats	92,341 03
	Facultés	5,073,389 73
	Chambres de commerce	3,630,220 20
	Divers	9,580,776 61
Intérêts afférents à l'exercice 1912 liquidés au profit des comptes ci-dessus		3,271,689 07
TOTAL		408,736,179 16

(E) Voir page 555	1,343,591,632 70
	225,522 43
(E) Voir page 557	15,380,733 93
	1,359,197,889 06

(F) Voir page 563.

69.

(A) *Les numéros de l'Actif sont établis en caractères droits; ceux du Passif en caractères penchés.*

(B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*

DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)			
		Le chiffre constaté dans les écritures est de		1,082,434,301f 88c
		Il doit être augmenté du montant des sommes dont l'imputation ne sera définitivement acquise qu'après le vote des projets de loi de règlement qui l'ont proposée, savoir :		
1	8	Projet de loi de règlement de l'exercice 1907, art. 17. Faillite Musy. Créance irrecouvrable dont le montant est compris dans le solde débiteur au 31 décembre 1908 du compte de trésorerie : *Avances pour le service des contributions indirectes*	38,838f 54c	
2	5	Projet de loi de règlement de l'exercice 1908, art. 7. Excédent de dépense dudit exercice.	54,144,568 62	147,388,729 77
3	6	Projet de loi de règlement de l'exercice 1909, art. 7. Excédent de dépense dudit exercice.	45,177,502 30	
4	7	Projet de loi de règlement de l'exercice 1910, art. 6. Excédent de dépense dudit exercice.	48,027,820 31	
		Chiffre rectifié des découverts et avances du Trésor		1,229,823,031 65

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*

(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*

SERVICE DES BUDGETS.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)					
		Solde créditeur d'après les écritures				565,162,463f 89c
		BUDGET DE L'EXERCICE 1912.				
		Solde créditeur d'après les écritures				565,162,463 89
		Diminution de l'excédent de recette par suite du transport au budget général de l'exercice 1912 du montant des dépenses qui seront régularisées en 1913 et qui font l'objet de soldes débiteurs au compte d'avances pour divers services, savoir :				
		Avances du caissier-payeur central du Trésor public.				
		A déduire.				
1	9	Divers correspondants, L/C d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor		2,658,235 20	*6,332,179f 20c*	*4,345,790 59*
2	10	Divers, L/C de coupons au porteur		3,673,944 00		
		A ajouter :				
		Ressources classées provisoirement parmi les Services spéciaux du Trésor :				
3	4	*Produit de l'aliénation d'immeubles affecté à des travaux exécutés par le Ministère de la guerre.* (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)		1,877,880 88	1,986,388 61	
	4	*Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées* — Bayonne	67,989 15	108,507 73		
		— Alger	40,518 58			
		Chiffre rectifié du budget de l'exercice 1912				560,816,673 30

Cette somme est destinée à faire face aux dépenses de l'exercice 1912.

ACTIF.

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public.

NUMÉROS d'ordre des compensations. (A)	NUMÉROS de renvoi aux compensations (B)			
		(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits; ceux du Passif en caractères penchés.* (B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*		
		SERVICE DES BUDGETS.		
		Le solde débiteur constaté dans les écritures, soit		147,349,891f 23c
		représente le montant des excédents de dépenses des exercices 1908, 1909 et 1910, savoir :		
5	2	Exercice 1908	54,144,568f 62c	
6	3	Exercice 1909	45,177,502 30	*147,349,891 23*
7	4	Exercice 1910	48,027,820 31	
		Les projets de loi de règlement des exercices 1908, 1909 et 1910 n'ayant pas été votés avant le 31 décembre 1912, ces excédents de dépense n'ont pu être compris définitivement parmi les découverts du Trésor; il y a lieu de les déduire aux comptes des budgets où ils ne figurent que temporairement.		
		Situation réelle du Service des budgets		"
		SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS.		
		Soldes débiteurs d'après les écritures des comptables		9,719,632,649f 17c
		Ce chiffre se répartit comme suit :		
		1° AVANCES À REMBOURSER PAR LES BUDGETS ULTÉRIEURS.		
		Services spéciaux compensés par le service des effets à payer.		
		N° 29. Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	3,388,372,000f 00c	
		N° 30. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	181,051,404 80	
		N° 31. Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de l'Algérie	5,000,000 00	
		N° 32. Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor. (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)	456,750,000 00	
		N° 33. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des Dépôts et Consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.)	355,126,312 85	
		N° 34. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des Dépôts et Consignations. (Loi du 10 avril 1908.)	1,980,400 00	9,408,671,129 82
		N° 36. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)	35,000,000 00	
		N° 37. Trésor public, *s/c* de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)	4,678,892,512 17	
		N° 38. Trésor public, *s/c* de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés.)	6,498,500 00	
		N° 39. Trésor public, *s/c* d'obligations des chemins de fer de l'État. (Loi du 13 juillet 1911.)	300,000,000 00	
		Autres services spéciaux non compensés :		
		N° 20. Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897. (Loi du 15 juillet 1897.)	1,000,000 00	
		N° 21. Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898	425,000 00	182,250,555 65
		N° 25. Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	179,758,055 65	
		N° 27. Avances au Gouvernement crétois. (Loi du 6 avril 1902.)	1,000,000 00	
		N° 28. Avances aux Caisses départementales ou régionales. (Loi du 5 avril 1910.)	67,500 00	
				9,590,921,685 47
		2° AUTRES SERVICES DÉBITEURS.		
		N° 22. Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	720,183f 52	
		N° 23. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	24,619,034 61	128,710,963 70
		N° 24. Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	103,371,745 57	
		Total égal		9,719,632,649 17

PASSIF

NUMÉROS d'ordre des compensations. (A)	NUMÉROS de renvoi aux compensations (B)		
		(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.* (B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*	
		SERVICES SPÉCIAUX CRÉDITEURS.	
		Soldes créditeurs d'après les écritures	551,947,753f 25c
		A déduire :	
4	*8*	Annulation, pour application au budget de l'exercice 1912 des ressources y relatives qui ont été provisoirement classées parmi les services spéciaux	*1,986,388 61*
		Chiffre rectifié des services spéciaux créditeurs	549,961,364 64
		Ce chiffre constitue le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante et se décompose de la manière suivante :	
		N° 1. Capitaux de cautionnements en numéraire	105,033,678f 57c
		N° 2. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	16,276,142 65
		N° 3. Produit de legs et de donations atribués à l'État ou à diverses administrations publiques	62,491 61
		N° 4. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	95,859 19
		N° 5. Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	110,367 66
		N° 6. Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	1,220,372 57
		N° 7. Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	13,844,378 95
		N° 8. Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France	21,322,366 00
		N° 9. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	181,051,404 80
		N° 10. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)	35,000,000 00
		N° 11. Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction et agrandissements de maisons d'école et à des subsides pour location	203,898 17
		N° 13. Fonds affectés aux remboursements des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)	229,847 43
		N° 14. Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902	1,660,472 01
		N° 16. Avances de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France	20,000,000 00
		N° 17. Versement au Trésor de la valeur des billets à impression bleue de la Banque de France	5,000,000 00
		N° 18. Avance de 2 millions faites à l'État par la Banque de l'Algérie	2,000,000 00
		N° 19. Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914	146,850,085 03
		Total égal	549.961,364 64

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits ; ceux du Passif en caractères penchés.*
(B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits ; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*

AVANCES POUR DIVERS SERVICES.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations (B)				
		Solde débiteur d'après les écritures des comptables			480,447,936f 91
		A déduire :			
8	1	Annulation de la partie du même solde afférente à la faillite Musy, dont le transport aux découverts du Trésor est proposé par l'article 17 du projet de loi de règlement de l'exercice 1907		38,838f 54	
		Transport au budget général de l'exercice 1912 du montant des dépenses à régulariser qui font l'objet des soldes débiteurs ci-après :			
9	*1*	Divers correspondants, L/c d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	2,658,235f 20c	6,332,179 20	
10	*2*	Divers, L/c de coupons au porteur	3,673,944 00		
					6,371,017 74
		CHIFFRE RECTIFIÉ des avances pour divers services			474,076,919 17

A répartir comme suit :

1° CRÉANCES DONT LA RÉGULARISATION EST AJOURNÉE.

§ 1. *Prêts de la Banque de France.*			
Prêt de la Banque de France (convention de 1857)	60,000,000f 00c	200,000,000f 00c	200,950,998f 29c
Prêt de la Banque de France (convention de 1878, ayant profité aux budgets extraordinaires des exercices 1880 et suivants	80.000,000 00		
Prêt de la Banque de France (convention de 1896)	40,000,000 00		
Prêt de la Banque de France (convention de 1911)	20,000,000 00		
§ 2. *Autres créances.*			
Trésorier particulier de Saint-Pierre (Martinique), s/c de faits antérieurs au 8 mai 1902.	254,947 79	950,998 29	
Trésorier de la Guadeloupe, s/c de faits antérieurs à l'incendie du 22 décembre 1905	696,050 50		
2° AUTRES SERVICES DÉBITEURS.			
Autres avances des divers comptables			273,125,920 88
TOTAL ÉGAL			474,076,919 17

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif ; les autres renvoient à l'Actif.*

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)				
		AVANCES POUR DIVERS SERVICES.			
		Solde créditeur d'après les écritures formant le passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante.			319,212f 09c
		EFFETS À PAYER.			
		Solde créditeur d'après les écritures			9,789,623,171 02
		À DÉDUIRE			
		Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service, mais qui sont restées sans emploi :			
5	26	Dans les caisses des payeurs des armées		2,848,800f 00c	
6	27	Dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies		30,481,600 00	
		TOTAL		33,330,400 00	*33,330,400 00*
		Chiffre rectifié des effets à payer constituant le passif réel du Trésor, et se décomposant comme suit :			9,756,292,771 02
		Dette flottante : Bons du Trésor remis à divers particuliers		24,478,700f 00c	135,349,929f 17c
		Dette flottante : Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables		110,871,229 17	
		Autres services créanciers			9,620,942,841 85
		TOTAL ÉGAL			9,756,292,771 02
		CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.			
		Solde créditeur d'après les écritures			3,765,047,831f 73c
		1° *Divers services publics.*			
		Solde d'après les écritures		1,680,934,998f 96c	
		À DÉDUIRE :			
		1° Solde créditeur du compte *Divers, L/c de dépôts de valeurs payables à l'étranger* compensé à l'actif avec partie du solde débiteur du compte ci-après :			
7	11	*Divers offices étrangers, L/c de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes*	79,523,770f 60c	*112,952,736 06*	
		2° Solde créditeur du compte courant avec le Trésor du trésorier général des invalides de la marine compensé pour partie à l'actif avec le solde débiteur du compte de ce comptable :			
8	12	Chez le trésorier général et les payeurs principaux en Algérie et le receveur général des finances tunisiennes. 1,709,771f 64c	1,709,771 64		
9	13	Chez les trésoriers-payeurs des colonies. ″			
		3° Annulation totale ou partielle des soldes créditeurs des comptes ci-après, représentant des opérations d'ordre compensées avec une partie des inscriptions de rentes et valeurs du Trésor, qui figurent dans le portefeuille des trésoriers-payeurs des colonies :			
10	28	Caisse de réserve du service local des colonies. 17,953,753 24	31,719,193 82		
11	30	Caisse de réserve du budget génér. de l'Indo-Chine 12,255,964 38			
12	31	Caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française. 778,226 24			
13	29	Budget de général l'Indo-Chine. 731,249 96			
		Chiffre rectifié des divers services publics formant le passif réel du Trésor.		1,567,982,262 90	
		Cette somme se décompose comme suit :			
		A reporter			3,765,047,831 73

ACTIF.

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits ; ceux du Passif en caractères penchés.*
(B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits ; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)					
		DÉBETS DE COMPTABLES.				
		Solde débiteur d'après les écritures des comptables				1,188,499f 24c
		Service débiteur à solder par le Trésor.				
		CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.				
		Soldes momentanément débiteurs d'après les écritures des comptables				290,661,505f 05c
		1° DIVERS SERVICES PUBLICS. Solde d'après les écritures			119,205,498f 37c	
		A déduire :				
		Compensation des comptes d'ordre présentant des soldes débiteurs avec les soldes créditeurs correspondants :				
11	7	Divers offices étrangers, *L/C* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes compensés pour partie au passif avec le solde créditeur du *c/ Divers. L/C de dépôts de valeurs payables à l'étranger.*		79,523,770f 60c		
12	8	Trésorier général des invalides de la marine — *s/c* chez le trésorier général et les payeurs principaux en Algérie et le receveur général des finances tunisiennes compensé avec le passif	1,709,771f 64c		*81,233,542 24*	
13	9	Trésorier général des invalides de la marine — *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies, compensé avec le passif	"	1,709,771 64		
		Chiffre rectifié			37,971,956 13	
		2° COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS. Solde d'après les écritures			71,785,746 25c	
		A déduire :				
14	*14*	Soldes débiteurs des comptes d'ordre des Receveurs des postes (Caisse nationale d'épargne) compensés pour partie au passif avec les soldes créditeurs correspondants		59,032,534f 62c	*66,463,233 87*	
15	*15*	Soldes débiteurs des comptes des mêmes comptables (service des téléphones) compensés au passif avec partie des soldes créditeurs correspondants		7,430,699 25		
		Chiffre rectifié			5,322,512 38	
		3° DIVERS CORRESPONDANTS. Solde d'après les écritures			99,670,260 43	
		A déduire :				
16	*16*	Solde débiteur des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne compensé au passif avec partie des soldes créditeurs correspondants			*94,871,068 40*	
		Chiffre rectifié représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.			4,799,192 03	
		Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants du Trésor.				
		Divers services publics			81,233,542f 24c	*242,567,844 51*
		Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects			66,463,233 87	
		Divers correspondants			94,871,068 40	
		CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor				48,093,660 54
		représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.				

PASSIF.

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)					
		CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)				
		Report				3,765,047,831f 73c
		Dette flottante (partie). — Communes et établissements publics, *L/C* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	100,742,133f 56c			
		Départements	408,736,179 16			
		Service départemental — Budget de l'exercice 1912	146,124,853 57			
		Service départemental — Opérations hors budget	1,518,808 06			
		Divers établissements publics, *L/C* de fonds déposés au Trésor sans intérêts	541,049 66			
		Caisse des dépôts et consignations, *s/c* courant avec le Trésor	312,596,511 15			
		Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	27,061,572 26			
		Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	40,105,839 21			
		Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la Caisse de retraites pour la vieillesse	34,404,127 53			
		Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites ouvrières et paysannes	9,811,959 57			
		Imprimerie nationale	435,777 62			
		Institut français d'archéologie orientale du Caire	65,881 74			
		Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, *L/C* de fonds déposés au Trésor	18,831,000 00	1,343,591,632f 70c		
		Trésorier général des invalides de la Marine, *s/c* courant avec le Trésor et chez divers comptables	10,879,522 41			
		Service départemental de l'Algérie, exercice 1912	7,615,562 33			
		Service local des colonies	27,898,231 28			
		Caisse de réserve du service local des colonies	15,853,769 97			
		Caisse de réserve du budget général de l'Afrique équatoriale française	707,258 69			
		Caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française	8,943,502 69			
		Caisse de réserve du budget général de l'Indo-Chine	"			
		Algérie. Budget de l'exercice 1910	336 97			
		Algérie. Budget de l'exercice 1911	15,943,333 40			
		Algérie. Budget de l'exercice 1912	14,376,737 41			
		Algérie. Opérations hors budget	122,556,072 84			
		Territoires du sud. — Budget de l'exercice 1911	745,971 69			
		Territoires du sud. — Opérations hors budget	4,990,286 96			
		Budget général de l'Afrique occidentale française	2,956,008 24			
		Budget général de l'Afrique équatoriale française	1,877,495 30			
		Budget général de l'Indo-Chine	7,271,850 43			
		Autres services créanciers		224,390,630 20		
		TOTAL		1,567,982,262 90		
		2° Fonds déposés au Trésor par des établissements particuliers.				
		Solde créditeur d'après les écritures			225,522f 43c	
		se décomposant comme suit :				
		Dette flottante (partie.) — Crédit foncier, *s/c* courant		136,871f 69c		
		Dette flottante (partie.) — Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations anglaises, écossaises et irlandaises		88,650 74		
		TOTAL		225,522 43		
		3° Fonds à rembourser à divers.				
		Solde créditeur d'après les écritures formant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante.			3,465,986 19	
		A reporter				3,765,047,831 73

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

ACTIF.

(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits; ceux du Passif en caractères penchés.*
(B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)						
		Solde débiteur d'après les écritures des comptables					628,600,700f 34c
		A déduire par catégories :					
		TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.					
		Solde débiteur d'après les écritures				197,576,131f 91c	
		Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif :					
		A déduire :					
		1° Comptes de correspondants administratifs.					
		Enfants assistés, L/C d'avances		1,122,304 52			
		Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C de versements pour le service des enfants assistés.*					
		Inscriptions nominatives de rentes à échanger		1,153,894 85			
		Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C d'inscriptions nominatives déposées pour échange.*					
		Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	3,814,995f 59c				
		Receveurs particuliers, L/C de titres de rentes achetés	1,445,890 76	5,338,861 86	10,717,185f 35c		
		Percepteurs, L/C de titres de rentes achetés	77,975 51				
17	*18*	Compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C d'achats de rentes.*					
		Divers, L/C d'arbitrages de rentes		8,383 98			
		Compensés au passif avec partie du solde créditeur du compte : *Divers, L/C de ventes de rentes sur l'Etat.*					
		Trésor, S/C de titres de rentes au porteur et mixtes	3,042,082f 14c				
		Receveurs particuliers, L/C de titres de rentes au porteur et mixtes	31,556 00	3,093,740 14			
		Percepteurs L/C de titres de rentes mixtes à renouveler.	607 00				
		Divers, L/C de payements à régulariser (pour partie)	19,495 00				
		Compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange.*					
		2° Comptes de fonds particuliers :					
18	*23*	Receveurs particuliers : L/C de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises			1,575,320f 25c		
		Compensé au passif avec une partie du compte *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.*					
		TOTAL à déduire des correspondants des trésoriers-payeurs généraux			12,292,505 60	*12,292,505 60*	
		Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux représentant des services débiteurs à solder par le Trésor				185,283,626 31	
		A reporter				185,283,626 31	628,600,700 34

PASSIF.

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)				
		Report			3,765,047,831 73c
		4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.			
		Solde créditeur d'après les écritures		125,842,745f 27c	
		A déduire :			
14	14	Les soldes débiteurs des comptes d'ordre de la Caisse nationale d'épargne, compensés pour partie à l'actif.			
		Receveurs des postes et des télégraphes en France	59,032,534f 62c	*66,463,233 87*	
		Le solde débiteur du compte d'ordre du service des téléphones compensés à l'actif.			
15	15	Receveurs des postes et des télégraphes en France	7,430,699 25		
		Chiffre rectifié des comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects formant le passif réel du Trésor ne faisant pas partie de la dette flottante		59,379,511 40	
		5° Divers correspondants.			
		Solde créditeur d'après les écritures		1,954,578,578f 88c	
		A déduire :			
		Solde débiteur du compte de Divers services publics :			
16	16	1° Soldes débiteurs de divers comptes contradictoires	94,871,068f 40c	*1,885,774,650 96*	
17	25	2° L'excédent à déduire du solde en caisse et en portefeuille de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	1,790,903,582 56		
		Chiffre rectifié des divers correspondants du Trésor		68,803,927 92	
		formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :			
		Dette flottante (partie.). — Divers Correspondants du Trésor chez les trésoriers-payeurs généraux	15,380,733f 93c		
		Autres services créanciers	53,423,193 99		
		TOTAL ÉGAL	68,803,927 92		
		RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.			
		1° Divers services publics		112,952,736f 06c	*2,065,190,620 89*
		4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects		66,463,233 87	
		5° Divers correspondants		1,885,774,650 96	
		CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor			1,699,857,210 84
		formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit, conformément aux indications ci-dessus :			
		Dette flottante		1,359,197,889f 06c	
		Autres services créanciers		340,659,321 78	
		TOTAL ÉGAL		1,699,857,210 84	

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

ACTIF.

(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits; ceux du Passif en caractères penchés.*
(B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le* Passif.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)					
		CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)				
		Report			185,283,626f 31c	628,600,700f 34c
		CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC, solde d'après les écritures			3,838,377 40	
		AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR, solde d'après les écritures			1,350,597 04	
		PAYEURS DES ARMÉES, solde d'après les écritures			23,903,184 42	
		TRÉSORIER GÉNÉRAL ET PAYEURS PRINCIPAUX en Algérie et receveur général des finances tunisiennes, solde d'après les écritures		168,231,171f 13c		
		A déduire : Opérations d'ordre :				
19	21	Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	475,604f 07c	*486,385 07*		
		Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C d'achats de rentes sur l'État.*				
		Inscriptions nominatives de rentes à échanger	10,781 00			
		Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C d'inscriptions nominatives déposées pour échange.*				
		Chiffre rectifié des correspondants du Trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes représentant des services débiteurs à solder par le Trésor		167,744,786 06	167,744,786 06	
		TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. Solde d'après les écritures			233,701,238 44	
		TOTAL des correspondants administratifs			615,821,809 67	
		Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants administratifs.				
		Correspondants des trésoriers-payeurs généraux			12,292,505f 60c	
		Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes			486,385 07	
		Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies			"	
		TOTAL des déductions			12,778,890 67	*12,778,890 67*
		Chiffre rectifié des correspondants administratifs				615,821,809 67
		représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et répartis comme ci-dessus.				
		FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.				
		Solde momentanément débiteur résultant des écritures des comptables représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.				153,752 62
		MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.				
		Solde débiteur résultant des écritures des comptables				44,674,821f 13c
		A déduire :				
20	*26*	Annulation à l'actif et au passif des soldes débiteurs des comptes des mouvements de fonds qui ne doivent avoir aucune influence sur la situation générale du Trésor				*44,674,821 13*
		Chiffre rectifié des mouvements de fonds				"

PASSIF.

(A) *Les numéros d'ordre du* Passif *sont établis en caractères penchés, ceux de l'*Actif *en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le* Passif; *les autres renvoient à l'*Actif.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)				
		CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.			
		Solde créditeur d'après les écritures des comptables			982,375,083f 09c
		A déduire :			
		1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux.			
		Solde créditeur d'après les écritures		119,698,689f 39c	
		A déduire :			
		Pour opérations d'ordre se balançant au passif et à l'actif :			
18	17	1° Comptes de correspondants administratifs	10,717,185f 35c	*26,168,414 66*	
19	21	2° Comptes de valeurs de portefeuille	15,451,229 31		
		Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux formant le passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante		93,530,274f 73f	
		2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public.			
		Solde créditeur d'après les écritures		705,432,702f 27c	
		A déduire :			
20	24	Les valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des correspondants administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable		*704,205,813 86*	
		Chiffre rectifié des correspondants du caissier-payeur central		1,226,888 41	
		3° Correspondants des agents comptables du Trésor.			
		Solde créditeur d'après les écritures		4,248,095f 16c	
		formant le passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante.			
		4° Correspondants des Payeurs des armées.			
		Solde créditeur d'après les écritures		56,762f 12c	
		formant le passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante.			
		5° Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes.			
		Solde créditeur d'après les écritures		6,772,386f 27c	
		A déduire :			
21	19	Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif		*486,385 07*	
		Chiffre rectifié formant le passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante		6,286,001 20	
		A reporter			982,375,083 09

ACTIF.

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits; ceux du Passif en caractères penchés.*
(B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS à l'actif du Trésor.
		TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.				
		I. — *VALEURS RÉELLES.*				
		Numéraire en caisse	549,802f 82c	26,424f 25c	//	576,227f 07c
		Valeurs représentatives	12,753 83	//	//	12,753 83
		Certificats provisoires d'obligations des chemins de fer de l'État (Émission 1912)	500 00	//	//	500 00
		Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier du Trésor	43,146 00	//	//	43,146 00
		Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	//	//	//	//
		Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État en souffrance	216,672 81	19,505 00	//	236,177 81
		Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le Caissier-payeur central	9,017 00	//	//	9,017 00
		Titres, valeurs et objets à remettre aux pupilles de l'Assistance publique en fin de tutelle	18,160 08	//	//	18,160 08
		Avances aux économes des hospices	//	//	//	//
		Effets sur diverses places	2,311 25	//	//	2,311 25
		II. — *VALEURS D'ORDRE SE BALANÇANT À L'ACTIF ET AU PASSIF.*				322,065 97
		1° Avec les comptes de correspondants administratifs.				
		Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la chambre syndicale.	1,085,205 24	12,216 85	//	
		Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C d'achats de rentes*	//	//	1,097,422f 09c	//
		Bons du Trésor remis par le caissier-payeur central	50,551 90	//	//	
		Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C de placements en bons du Trésor*	//	//	50,551 90	//
		Traites de coupes ordinaires de bois des communes et établissements publics	5,952,228 80	981,628 50	//	
		Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Receveurs des communes et établissements publics, L/C d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt*	//	//	6,933,857 30	//
		Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et établissements publics	6,216,782 02	1,030,675 00	//	
21	*19*	Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Communes et établissements publics, L/C de produits de coupes extraordinaires de bois*	//	//	7,247,457 02	//
		Titres de rentes remis par la direction de la Dette inscrite	58,338 00	5,864 00	//	
		Titres de rentes sur l'État à échanger	29,420 00	//	//	
		Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange*	//	//	93,622 00	//
		Inscriptions de rentes appartenant au département de la Seine et à la caisse des pensions et secours des employés de la Recette centrale	28,319 00	//	//	
		Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, L/C de titres de rentes en dépôt à la Recette centrale de la Seine.*	//	//	28,319 00	//
		2° Avec les fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux :			15,451,229 31	
		Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées	1,779,268 95	//	//	
		Titres du Crédit foncier à remettre à divers	2,199,200 00	3,750 00	//	
22	*24*	Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux*	//	//	3,982,218 95	//
23	*25*	A reporter (valeurs de caisse et de portefeuille)	18,251,677 70	2,080,063 60	19,433,448 26	898,293 04

(1) Cette colonne est destinée à recevoir le montant des valeurs de caisse et de portefeuille de ceux des trésoriers-payeurs généraux qui ont quitté leurs fonctions au 31 décembre de l'année. La constatation de la transmission par le comptable hors de fonctions de ses valeurs de caisse à son successeur a lieu en effet par l'intermédiaire d'un compte de mouvements de fonds qui est débité par le crédit de la caisse. L'opération inverse n'étant effectuée que l'année suivante dans les écritures du successeur, il y a lieu, le cas échéant, d'en tenir compte ici.

PASSIF.

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des compensations.	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)				
		Report			982,375,083f 09c
		6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies.			
		Solde créditeur d'après les écritures		146,166,447f 88c	
		A déduire :			
	32		1,841,383f 63c		
	33		3,704,949 27		
22	34	Opérations d'ordre se balançant avec les valeurs de portefeuille	105,208 33	6,217,857 81	
	35		29,810 22		
	36		9,506 36		
	37		527,000 00		
		Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs des colonies formant le passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante		139,948,590 07	
		RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.			
		1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux		26,168,414f 66c	
		2° Correspondants du caissier-payeur central		704,205,813 86	
		5° Correspondants du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes		486,385 07	
		6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies		6,217,857 81	
		TOTAL des annulations		737,078,471 40	737,078,471 40
		Chiffre rectifié des correspondants administratifs formant passif du Trésor et non compris dans la dette flottante.			245,296,611 69

Développements servant à déterminer l'Actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

ACTIF.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)	(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits; ceux du Passif en caractères penchés.* (B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des références en caractères droits; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.*	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF du Trésor.
		VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)				
		Report	18,251,677f 70c	2,080,063f 60c	19,433,448f 26c	898,293f 04c
		CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC	1,132,818,638 96	″	″	428,612,825 10
24	*20*	Annulation des valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des comptes administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable	″	″	704,205,813 86	
		RECEVEURS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS	183,045,848 29	″	″	183,045,848 29
		AGENT COMPTABLE DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE	1,794,229,757 59	″	″	3,326,175 03
25	*17*	Annulation d'une portion du solde en caisse compensée au passif avec une partie des soldes créditeurs des comptes de divers correspondants de l'*Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne*. La différence de 3,326,175 fr. 03 représente l'excédent réel des recettes sur les dépenses faites par ce comptable à titre de mouvements de fonds	″	″	1,790,903,582 56	
		TRÉSORIER GÉNÉRAL ET PAYEURS PRINCIPAUX EN ALGÉRIE ET RECEVEUR GÉNÉRAL DES FINANCES TUNISIENNES	115,887,865 58	″	″	115,887,865 58
		AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR	556,437 84	″	″	556,437 84
		PAYEURS DES ARMÉES	14,607,192 57	″	″	11,758,392 57
26	5	Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service et qui sont restées sans emploi dans les caisses des payeurs des armées	″	″	2,848,800 00	
		A reporter	3,259,397,418 53	2,080,063 60	2,517,391,644 68	744,085,837 45

PASSIF.

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations. (A)	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations. (B)				
		Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables			34,680,755f 57c
		A répartir par catégorie comme suit :			
		1° Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.			
		Solde créditeur d'après les écritures		34,674,881f 19c	
		A déduire :			
23	18	1° Opérations balancées à l'actif et au passif « Correspondants administratifs »	1,575,320f 25c	5,557,539f 20c	
24	22	2° Valeurs de caisse et de portefeuille	3,982,218 95		
		Chiffre rectifié des fonds particuliers des trésoriers généraux formant passif réel du Trésor et imputable sur la dette flottante		29,117,341 99	
		2° Fonds particuliers des autres comptables.			
		Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables		5,874f 38c	
		formant passif réel du Trésor et ne faisant pas partie de la dette flottante.			
		RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS À OPÉRER SUR LES FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.			
		Augmentations		″	
		Diminutions		5,557,539f 20c	
		NET À DÉDUIRE			5,557,539 20
		Chiffre rectifié des fonds particuliers des comptables des finances			29,123,216 37
		formant passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :			
		Dette flottante		29,117,341f 99c	
		Autres services créanciers		5,874 38	
		TOTAL ÉGAL		29,123,216 37	

ACTIF.

Développement servant à déterminer l'actif et le Passif réels du Trésor public. (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE des compensations.	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations.	(A) *Les numéros d'ordre de l'Actif sont établis en caractères droits ; ceux du Passif en caractères penchés.* (B) *Les compensations avec l'Actif sont indiquées par des numéros de référence en caractères droits ; les numéros en caractères penchés renvoient à des opérations comprises dans le Passif.* VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF du Trésor.
(A)	(B)	Report	3,259,397,418f 53c	2,080,063f 60c	2,517,391,644f 68c	744,085,837f 45c
		TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES	124,150,566 23	"	"	
27	*6*	Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service qui sont restées sans emploi dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies	"	"	30,481,600 00	
		Inscriptions de rentes et valeurs du Trésor :				
28	*10*	1° Appartenant au service local, compensées au passif avec une partie du solde créditeur des comptes des divers services publics : *Caisse de réserve du service local des colonies* ... 17,953,753f 24c				
		2° Appartenant au budget général de l'Indo-Chine, compensées au passif avec une partie du solde créditeur des comptes de divers services publics :				
29	*13*	*Budget général de l'Indo-Chine* ... 731,249 96				
30	*11*	*Caisse de réserve du budget général de l'Indo-Chine* ... 12,255,964 38	"	"	31,719,193 82	
31	*12*	3° Appartenant au budget général de l'Afrique occidentale française, compensées au passif avec une partie du solde créditeur du compte de divers services publics : *Caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française* ... 778,226 24				55,731,914 60
32	*22*	4° Appartenant à divers établissements, compensées au passif avec une partie du solde créditeur du compte des correspondants des comptables : *Receveurs des communes, hospices et établissements de bienfaisance, L/C courant*	"	"	1,841,383 63	
33	*22*	Timbres-poste L/C de dépôt compensé au passif avec une partie du solde créditeur du compte des correspondants administratifs : *Timbres-poste coloniaux, L/C de distribution*	"	"	3,704,949 27	
34	*22*	Titres de rentes déposés en cautionnements compensés au passif avec une partie du solde créditeur du compte des correspondants administratifs : *Dépôts administratifs*	"	"	105,208 33	
35	*22*	Titres de rentes remis par le Caissier central compensés au passif avec une partie du solde créditeur du compte des correspondants administratifs : *Divers, L/C d'achats de rentes sur l'État*	"	"	29,810 22	
36	*22*	Vignettes en représentation de droits sur les tabacs compensés au passif avec le solde créditeur du compte des correspondants administratifs : *Vignettes en représentation de droits sur les tabacs*	"	"	9,506 36	
37	*22*	Tickets de la mairie de Saïgon compensés au passif avec le solde créditeur du compte des correspondants administratifs : *Mairie de Saïgon, S/C de tickets*	"	"	527,000 00	
		TOTAUX des valeurs de caisse et de portefeuille	3,383,547,984 76	2,080,063 60	2,585,810,296 31	799,817,752 05

RÉCAPITULATION DES VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE

(DÉDUCTION FAITE DES VALEURS D'ORDRE).

	CAISSE.	PORTEFEUILLE.	TOTAL.
Trésoriers-payeurs généraux	576,227f 07c	322,065f 97c	898,293f 04c
Caissier-payeur central du Trésor public. — Valeurs existant au Trésor	11,012,775 23	49,190,054 53	428,612,825 10
Caissier-payeur central du Trésor public. — Numéraire en dépôt à la Banque de France	185,743,423 42		
Caissier-payeur central du Trésor public. — Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie	182,666,571 92		
Receveurs des impôts et revenus indirects	53,671,176 69	129,374,671 60	183,045,848 29
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	3,326,175 03	3,326,175 03
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	13,433,056 32	102,454,809 26	115,887,865 58
Agents comptables du Trésor	13,197 78	543,240 06	556,437 84
Payeurs des armées	11,758,392 57	"	11,758,392 57
Trésoriers-payeurs des colonies	53,608,952 02	2,122,962 58	55,731,914 60
TOTAL	512,483,773 02	287,333,979 03	799,817,752 05

PASSIF.

(A) *Les numéros d'ordre du Passif sont établis en caractères penchés, ceux de l'Actif en caractères droits.*
(B) *Les numéros en caractères penchés correspondent à des compensations avec le Passif; les autres renvoient à l'Actif.*

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

NUMÉROS D'ORDRE des compensations.	NUMÉROS DE RENVOI aux compensations.			
(A)	(B)			
		Solde créditeur d'après les écritures des comptables		89,535,771f 69c
		A ajouter :		
25	23	Conséquence du rétablissement aux valeurs de caisse et de portefeuille du numéraire et des valeurs existant chez les Trésoriers généraux au moment de leur remise de service	2,080,063f 60c	
		A déduire.		42,594,757 53
26	20	Annulation au passif et à l'actif des soldes débiteurs des comptes de mouvements de fonds, qui ne doivent avoir aucune influence sur la situation générale du Trésor	44,674,821 13	
		CHIFFRE RECTIFIÉ des mouvements de fonds entre les comptables des finances		46,941,014 16

représentant des excédents qui se décomposent comme suit :

	EXCÉDENTS DES FONDS ENVOYÉS.	EXCÉDENTS DES FONDS REÇUS.
Receveurs des postes et des télégraphes en France	1,164,231f 53c	"
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	368,304f 68c
Trésoriers-payeurs généraux	"	2,492,478 88
Caissier-payeur central du Trésor public	"	56,868,147 68
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	7,768 76	"
Agent comptable des traites de la marine	"	1,040 57
Payeurs des armées	"	166,471 98
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et receveur général des finances tunisiennes	"	10,248,455 17
Trésoriers-payeurs des colonies	22,040,428 21	"
Agent comptable des virements de comptes	"	8,543 70
	23,212,428 50	70,153,442 66
EXCÉDENTS de fonds reçus	46,941,014f 16c	

Développement des VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE existant chez les Comptables au 31 décembre 1912.

	DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
Receveurs des revenus indirects.	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	Numéraire		929,704f 30c	//	929,704f 30c
	Receveurs des douanes	Numéraire		1,304,517 40	//	8,517,530 79
		Traites de douane sur Paris	270,019f 07c			
		Traites de douane sur les départements	568,976 39			
		Effets divers représentant des valeurs réelles	385,868 56	//	7,213,013f 39c	
		Quittances de droits garantis par des soumissions cautionnées ou des consignations	5,948,097 58			
		Traites en souffrance	40,051 79			
	Receveurs des contributions indirectes	Numéraire		2,460,553 51	//	5,103,909 58
		Obligation des redevables des contributions indirectes	2,423,850 00	//	2,643,356 07	
		Pièces de dépense	219,506 07			
	Receveurs des postes, des télégraphes et des téléphones	Numéraire		48,976,401 48	//	168,494,703 62
		Valeurs diverses		//	119,518,302 14	
		TOTAL		53,671,176 69	129,374,671 60	183,045,848 29
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Valeurs françaises appartenant à la Caisse nationale d'épargne		//	1,708,865,401 78	1,794,229,757 59
		Valeurs françaises appartenant à la dotation		//	66,966,065 97	
		Rentes achetées pour le compte des déposants		//	18,398,289 84	

Trésoriers-payeurs généraux des finances.	VALEURS APPARTENANT aux trésoriers généraux.	VALEURS APPARTENANT au Trésor.	TOTAL.	CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
Numéraire en caisse	549,802f 82c	//	549,802f 82c	549,802 82	//	18,251,677 70
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État en souffrance	216,672 81	//	216,672 81	//	17,701,874 88	
Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées	1,779,268 95	//	1,779,268 95			
Titres du Crédit foncier à remettre à divers	2,199,200 00	//	2,199,200 00			
Bons du Trésor remis par le caissier central	//	50,551 90	50,551 90			
Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier central	//	43,146 00	43,146 00			
Certificats provisoires d'obligations des chemins de fer de l'État. (Émission 1912.)	//	500 00	500 00			
Traites de coupes ordinaires de bois des communes et des établissements publics	//	5,952,228 80	5,952,228 80			
Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et des établissements publics	//	6,216,782 02	6,216,782 02			
Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la Chambre syndicale	//	1,085,205 24	1,085,205 24			
Titres de rentes sur l'État à échanger	//	29,420 00	29,420 00			
Titres de rentes remis par la Dette inscrite	//	58,338 00	58,338 00			
Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le caissier-payeur central	//	9,017 00	9,017 00			
Inscriptions de rentes appartenant au département de la Seine et à la caisse des pensions et secours des employés de la recette centrale, etc.	//	28,319 00	28,319 00			
Valeurs représentatives	//	12,753 83	12,753 83			
Titres, valeurs et objets précieux à remettre aux pupilles de l'Assistance publique en fin de tutelle	//	18,160 08	18,160 08			
Effets sur diverses places	//	2,311 25	2,311 25			
	4,744,944 58	13,506,733 12	18,251,677 70			
A reporter				54,220,979 51	1,941,306,304 07	1,995,527,283 58

DÉSIGNATION des COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.				CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report				54,220,979f 51c	1,941,306,304f 07c	1,995,527,283f 58c
Caissier-payeur central du Trésor public.	Numéraire	à la Caisse centrale		11,012,775f 23c	379,422,770 57	//	1,132,818,638 96
		à la Banque de France		185,743,423 42			
		à la Banque d'Algérie		182,666,571 92			
	Valeurs actives.	Effets de commerce sur Paris		408,856 41	//	49,190,054 53	
		Effets souscrits en remboursement d'avances		104,931 11			
		Traites de douane	sur Paris	3,091,229 52			
			sur les départements	8,126,998 62			
		Obligations des redevables des contributions indirectes	Paris	6,383,001 00			
			Départements	5,423,032 00			
		Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État		22,501,983 90			
		Valeurs à recouvrer dans les départements ou les colonies pour le compte de divers		744,212 46			
		Valeurs représentatives des payements faits pour le compte du Trésor		2,213,427 83			
		Valeurs diverses		192,381 68			
	Valeurs inactives.	Inscriptions de rentes nominatives affectées à des cautionnements		394,744 00	//	704,205,813 86	
		Inscriptions de rentes au porteur. (Achats.)		47,501 00			
		Inscriptions de rentes, coupons et quittances de rentes en dépôt		62,851,871 50			
		Valeurs déposées pour différents motifs	Inscriptions de rentes	4,435,333 10			
			Titres et effets divers	33,518,188 93			
		Valeurs au porteur de diverses origines	Inscriptions de rentes	46,653 05			
			Titres et effets divers	6,134,997 28			
		Valeurs du Trésor déposées en échange de certificats nominatifs		592,750,000 00			
		Obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs		4,000,500 00			
		Legs Giffard, s/c d'inscriptions de rentes		18 025 00			
		Certificats provisoires d'obligations des chemins de fer de l'État		8,000 00			
	A reporter				433,643,750 08	2,694,702,172 46	3,128,345,922 54

Développement des Valeurs de Caisse et de Portefeuille *existant chez les Comptables au 31 décembre 1912.* (Suite.)

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE.	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report		433,643,750 08	2,694,702,172 46	3,128,345,922 54
Agents comptables du Trésor	Numéraire		13,197 78	″	556,437 84
	Traites du Caissier-Payeur central du Trésor	41,837f 91c	″	543,240 06	
	Traites de chancelleries	20,324 68			
	Valeurs diverses	481,077 47			
Payeurs des armées	Numéraire — en caisse chez le payeur particulier	2,776,120 07	11,758,392 57	″	14,607,192 57
	Numéraire — en caisse chez les préposés	8,982,272 50			
	Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même		″	2,848,800 00	
Trésorier général et payeurs principaux en Algérie et Receveur général des finances tunisiennes.	Numéraire — en caisse chez le Trésorier général et les payeurs principaux	4,457,462f 30c	13,433,056 32	″	115,887,865 58
	Numéraire — en caisse chez les préposés	4,059,044 02			
	Numéraire — à la Banque d'Algérie	4,916,550 00			
	Traites du caissier-payeur central	″	″	102,454,809 26	
	Valeurs diverses	102,454,809 26			
Trésoriers-payeurs des colonies	Numéraire — chez les trésoriers-payeurs	50,850,657 02	53,608,952 02	″	124,150,566 23
	Numéraire — déposé en garantie d'émissions de bons de caisse	2,758,295 00			
	Bons de caisse	283,305 00	″	70,541,614 21	
	Traites du caissier-payeur central sur lui-même	30,481,600 00			
	Timbres-poste, c/c de dépôt	3,704,949 27			
	Bons de douane	1,757,773 38			
	Inscriptions de rentes et valeurs du Trésor appartenant au service local	17,953,753 24			
	Inscriptions de rentes et valeurs du Trésor appartenant au budget général de l'Afrique occidentale française	778,226 24			
	Inscriptions de rentes et valeurs du Trésor appartenant au budget général de l'Indo-Chine	12,987,214 34			
	Inscriptions de rentes et valeurs du Trésor appartenant à divers établissements	1,841,383 63			
	Titres de rentes remis par le caissier central	29,810 22			
	Titres de rentes déposés à titre de cautionnements	105,208 33			
	Feuilles de rôles d'équipages	21,095 10			
	Timbres mobiles (enregistrement)	48,221 25			
	Tickets de la mairie de Saïgon	527,000 00			
	Vignettes en représentation des droits sur les tabacs, c/c de dépôt	9,506 36			
	Effets divers	12,567 85			
	Total des valeurs de caisse et de portefeuille		512,457,348 77	2,871,090,635 99	3,383,547,984 76

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 31 DÉCEMBRE 1912.

(Suite.)

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, ET LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

1° Développements sur les Services spéciaux affectant la situation de la Dette flottante.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Compte n° 1. — *Capitaux de cautionnements en numéraire.*

Au 31 décembre 1911, le compte des *Capitaux de cautionnements en numéraire* présentait un solde créditeur de		117,224,408 58
Les cautionnements versés en 1912 s'élèvent à		4,627,650 61
		121,852,059 19
Les cautionnements remboursés pendant la même année étant de		16,818,380 62
il ressort un solde créditeur de (voir page 289)	(A)	105,033,678 57

représentant le montant total des cautionnements inscrits sur les livres du Trésor à la date du 31 décembre 1912.

On trouvera d'ailleurs, dans le 2e volume du compte général de l'Administration des finances, le détail, par ministère et par classe de titulaires de cautionnements, des capitaux versés et remboursés pendant l'année 1912, avec l'indication du nombre des parties, ainsi que le montant des capitaux restant dus au 31 décembre de la même année.

(A) Une somme de 218,097,907f 62 avait été prélevée sur les cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820; elle se décomposait comme il suit :

1° Cautionnements restant inscrits au 1er avril 1814 et dont les fonds ont été employés aux dépenses générales de l'État	152,975,907f 62c
2° Cautionnements versés au Trésor, en exécution des lois des 28 avril 1816 et 23 juillet 1820 et dont les budgets ont profité à titre de ressources extraordinaires	65,122,000 00
Total égal	218,097,907 62

Afin de rendre au solde créditeur du présent compte spécial sa véritable signification, c'est-à-dire de faire apparaître le montant exact des sommes dues aux titulaires des capitaux de cautionnements, une décision ministérielle du 21 décembre 1880 a prescrit de créditer le présent compte de la somme de 218,097,907f 62c, dont il avait été débité au profit des budgets et de débiter en même temps un nouveau compte spécial intitulé : *Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820*».

Il en résulte que depuis l'année 1880 le solde créditeur du compte des capitaux de cautionnements représente bien la dette de l'État. On rappellera que le compte de prélèvements institué en 1880 a été soldé par un transport aux «Découverts et avances du Trésor» en exécution de l'article 26 de la loi du 30 mars 1888.

COMPTE N° 2. — *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.*

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, de l'article 52 du décret du 31 mai 1862 et de la loi de finances du 26 février 1887, les fonds versés par les départements, les communes ou les particuliers, pour concourir avec ceux de l'État à des dépenses d'intérêt public, sont portés en recette aux Recettes d'ordre du budget (Recettes d'ordre proprement dites); un crédit de pareille somme est ouvert par décret au ministre compétent, additionnellement à ceux qui ont été accordés par la loi pour les mêmes dépenses, et la portion desdits fonds qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré.

Pour l'exécution de cette disposition, un arrêté ministériel du 6 juin 1863 a prescrit de centraliser les recettes de cette origine à un compte ouvert parmi les Services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, et de transporter aux budgets qui supportent la dépense, par prélèvement sur le compte spécial, une ressource égale aux crédits ouverts par décrets pour payer les dépenses correspondantes. Ce prélèvement est effectué par les soins de l'Agent comptable des virements de comptes.

A l'époque du 31 décembre 1911 (voir compte des finances de 1911, page 560), le compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* présentait un excédent de recettes de.......... 18,034,342f 52c

Les recettes effectuées pendant l'année 1912 par les comptables (voir page ci-après) s'élèvent à.......... 70,230,468f 61c

Par suite de rectifications opérées par voie de virement dans les écritures centrales du Trésor (art. 20, 141, 226, 231, 239, 259, 274, 275 et 279 du Journal général) il convient d'en déduire une somme de.......... *2,115 36*

Reste.......... 70,228,353 25

Le chiffre des situations produites par les départements ministériels est de 70,228,078 fr. 25. La différence, soit 275 francs, provient d'une erreur d'imputation qui sera régularisée en 1913.

En outre, l'Agent comptable des virements a effectué les opérations suivantes :

A) Il a transporté au crédit du présent compte :

1° En exécution de l'article 28 de la loi de finances du 13 juillet 1911, une somme de.... 3,911,316f 38c représentant le montant des avances faites à l'État, en 1911, pour l'établissement de communications téléphoniques et afférentes à des travaux non exécutés au cours de cet exercice (art. 22 du Journal général).

2° Diverses sommes, d'ensemble.......... 909 11 dont le compte a été débité à tort (art. 37, 126 et 145 du Journal général).

Ensemble (1° et 2°) : 3,912,225 49

Total.......... 74,140,578 74

B) Il en a déduit :

1° Une somme de.......... 1,505,000f 18c représentant des versements effectués, en 1911, pour l'établissement de lignes appartenant au réseau de l'État et primitivement imputés au présent compte (art. 95 du Journal général).

2° Celle de.......... 838,757 11 représentant le montant des recettes ayant plus de 5 ans de date au 31 décembre 1911 et transporté aux produits divers du budget de l'exercice 1911.

Ensemble (1° et 2°) : *2,343,757 29*

Le chiffre définitif des recettes de l'année 1912 doit donc être arrêté (voir page 239) à.......... 71,796,821 45 — 71,796,821 45

Total.......... 89,831,163 97

Les prélèvements opérés pendant la même année et imputés au budget des recettes de l'exercice 1911, pour faire face à des crédits d'égale somme sont de.......... 4,795,881f 44c

Les prélèvements opérés pendant la même année pour faire face aux crédits ouverts sur l'exercice 1912 sont de.......... 68,759,139 88

Total des prélèvements opérés (voir page 239).......... 73,555,021 32 — 73,555,021 32

Il reste au 31 décembre 1912, un excédent de recettes de.......... 16,276,142 65 égal au solde créditeur qui ressort à la page 239 du présent compte.

Ce solde provient des causes ci-après :

1° Recettes ayant plus de cinq ans de date au 31 décembre 1912.......... 1,040,669f 39c

Aux termes de la décision ministérielle du 11 juillet 1870, concernant les valeurs et excédents de recettes non réclamés dans le délai de cinq ans, cette somme a été appliquée en 1913 aux produits divers du budget de l'exercice 1912.

2° Recettes de 1908 à 1912.......... 15,235,473 26

Cette somme est destinée à faire l'objet de décrets d'ouverture de crédits de fonds de concours pendant les années 1913 et suivantes.

Total égal au solde créditeur ci-dessus.......... 16,276,142 65

La commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1875, considérant que les *fonds de concours pour dépenses publiques* prennent une extension chaque jour plus considérable, en raison des travaux exécutés par l'État avec le concours des départements, des communes, des chambres de commerce, des compagnies de chemins de fer et des particuliers, a demandé la publication d'un tableau justificatif des droits acquis au Trésor ainsi que la situation des recettes et des restes à recouvrer à ce titre. En conséquence, les comptables des finances ont été invités à fournir des états détaillés présentant, d'une part, le détail des versements effectués pendant l'année courante, d'autre part, la comparaison des versements réalisés avec les engagements souscrits pendant la même année ou restant à réaliser sur les années antérieures.

Un tableau récapitulatif de ces états a été inséré chaque année dans le *Compte général des finances* à partir de 1882.

Mais la Cour des comptes et les commissions de vérification pour les années 1883, 1884 et 1885 ont fait remarquer que, les comptables des finances ne connaissant les engagements de fonds de concours que par l'émission des titres de perception, leurs écritures ne permettent pas de suivre la trace des engagements qui n'ont pas encore été mis en recouvrement, et que, par conséquent, les chiffres indiqués au compte des finances ne présentent pas d'éléments suffisants de contrôle.

A la suite de ces observations, les ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation détaillée de tous les engagements existant à la date du 31 décembre de chaque année et dont il leur appartient d'assurer l'exécution. La loi du 26 janvier 1892 a rendu cette publication obligatoire. Le résumé de ces situations pour l'année 1912 figure parmi les annexes du présent compte, *Compte de divers services publics*, page 760.

En dehors de ces situations, on continue à demander aux comptables des finances de fournir des états détaillés des opérations qu'ils ont accomplies *dans le courant de l'année*, afin de pouvoir rapprocher, au point de vue des *versements* et des *restes à recouvrer*, le résultat de leurs écritures avec les chiffres des situations établies par les ministères. Pour l'année 1912, les opérations des comptables sont résumées dans le tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES. 1	RESTES À RECOUVRER au 31 décembre 1911. 2	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1912. 3	TOTAL À RECOUVRER. 4	VERSEMENTS EFFECTUÉS en 1912. 5	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913. 6
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Finances	//	592,292 29	592,292 29	592,292 29	//
Affaires étrangères	//	25,000 00	25,000 00	25,000 00	//
Intérieur	10,515 00	96,258 33	106,773 33	106,773 33	//
Guerre	870,000 00	8,786,628 54	9,656,628 54	8,745,253 54	911,375 00
Marine	//	57,072 95	57,072 95	57,072 95	//
Instruction publique	//	699,817 40	699,817 40	699,817 40	//
Beaux-Arts	131,595 76	1,084,790 75	1,216,386 51	1,149,597 66	66,788 85
Commerce et industrie	//	12,355 00	12,355 00	12,355 00	//
Agriculture	4,573 24	399,387 83	403,961 07	396,440 01	7,521 06
Travaux publics	800,230 29	41,814,369 55	42,614,599 84	41,602,796 75	(A)1,012,035 11
Postes et Télégraphes	//	16,843,069 68	16,843,069 68	16,843,069 68	//
Totaux	1,816,914 29	70,411,042 32	72,227,956 61	70,230,468 61	1,997,720 02 (A)

(A) Les chiffres ci-dessus ne représentent pas la différence entre le montant des titres de perception et celui des versements, une somme de 232 fr. 02 ayant été recouvrée sans titre de perception. Cette opération a été régularisée par voie de virement (art. 274 du Journal général).

COMPTE N° 3. — *Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques.*

L'article 33 de la loi de finances du 31 décembre 1907 a étendu les dispositions de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et de l'article 52 du décret du 31 mai 1862, concernant les fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, aux produits des legs et des donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques.

En vue de l'exécution de ces dispositions, il a été ouvert parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Produit de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques*, où sont centralisés les fonds provenant de l'encaissement des arrérages de legs et donations versés au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations, sur la demande des administrations ou des établissements intéressés. Ces versements sont destinés à gager, comme en matière de fonds de concours, les crédits à ouvrir par décret aux chapitres inscrits pour mémoire dans les budgets des différents ministères et appelés à supporter la dépense d'attribution aux bénéficiaires des dons et legs. Mais les crédits non utilisés dans l'année sont annulés par décret et reportés, avec la même affectation, à l'exercice suivant, et il n'est prélevé sur le compte spécial qu'une somme égale au montant des dépenses acquittées.

Il convient de remarquer que les opérations relatives aux dons et legs intéressant des établissements investis de l'autonomie financière ne doivent pas être incorporés au budget, et par suite, restent en dehors du compte spécial.

A l'époque du 31 décembre 1911 (voir compte des finances de 1911, p. 562) le compte *Produit de legs et donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques*, présentait un excédent de recettes de	68,194f 25c
Les recettes effectuées pendant l'année 1912 par le Caissier-payeur central du Trésor public (voir ci-contre) s'élèvent à	790,835 58
(Ce chiffre est inférieur de 150 francs au total des situations produites par les départements ministériels; la différence provient d'une erreur d'imputation qui sera rectifiée en 1913.)	
A reporter	859,029 83
Report	859,029f 83c
Les prélèvements opérés pendant la même année, par les soins de l'Agent comptable des virements, en vue de doter le budget de l'exercice 1912 d'une ressource égale aux payements effectués sont de (voir page 415)	796,538 22
Il reste, au 31 décembre 1912, un excédent de recettes de	62,491 61

égal au solde créditeur qui ressort à la page 239 du présent compte général.

Cette somme servira à gager les crédits qui seront ouverts par décrets pour attribution, pendant les années 1913 et suivantes, des dons et des legs qui ont donné lieu à des versements effectués au cours de l'année 1912 et non employés.

La comptabilité des dons et legs étant, en principe, soumise aux mêmes règles que celle des fonds de concours, les Ministres devront fournir annuellement une situation détaillée de toutes les donations centralisées à la Caisse des dépôts et dont ils ont assuré la réalisation.

Le résumé de ces situations pour l'année 1912 figure parmi les annexes du présent compte, *Compte de divers services publics*, page 762.

Indépendamment de ces situations, le Caissier-payeur central fournit un état détaillé des opérations qu'il a effectuées dans le courant de l'année, et qui permet de rapprocher, au point de vue des versements et des restes à recouvrer, le résultat de ses écritures avec les chiffres des situations établies par les ministères. Pour l'année 1912, les opérations de ce comptable sont résumées dans le tableau ci-contre :

MINISTÈRES ET SERVICES. 1	RESTES À RECOUVRER au 31 décembre 1911. 2	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1912. 3	TOTAL à RECOUVRER. 4	VERSEMENTS EFFECTUÉS en 1912. 5	RESTES à RECOUVRER au 1er janvier 1913. 6
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Finances	″	5,950 00	5,950 00	5,950 00	″
Affaires étrangères	″	81,026 65	81,026 65	81,026 65	″
Intérieur	″	71,057 77	71,057 77	71,057 77	″
Guerre	865 00	215,985 84	216,850 84	215,811 84	1,039 00
Instruction publique	″	204,960 16	204,960 16	204,960 16	″
Beaux Arts	″	185,047 87	185,047 87	185,047 87	″
Commerce et industrie	″	2,523 74	2,523 74	2,523 74	″
Travail et prévoyance sociale	″	5,600 00	5,600 00	5,600 00	″
Colonies	″	288 35	288 35	288 35	″
Agriculture	″	6,502 50	6,502 50	6,502 50	″
Travaux publics	″	4,118 20	4,118 20	4,118 20	″
Postes et Télégraphes	″	7,948 50	7,948 50	7,948 50	″
TOTAUX	865 00	791,009 58	791,874 58	790,835 58	1,039 00

SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES au 31 décembre 1912. (Suite.)

COMPTE N° 4. — *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre.* (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)

La loi du 2 janvier 1890 a ordonné l'imputation à un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor du produit de l'aliénation des immeubles militaires appartenant à des places déclassées dont la désignation est donnée dans un tableau annexé à cette loi.

Ce compte, intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la Guerre*, présente à son crédit les ressources provenant du produit des ventes réalisées par l'administration des Domaines et à son débit les prélèvements effectués par l'Agent comptable des virements de comptes, en somme égale aux dépenses supportées par chaque exercice. Ces prélèvements sont appliqués en recette aux *Produits des domaines* (*France*) à un compte intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux Domaines par le département de la Guerre* (Loi du 2 janvier 1890).

Les payements, auxquels il est fait face au moyen des ressources centralisées au présent compte spécial, figurent à un chapitre distinct du Ministère de la Guerre, sous le titre : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles.*

Postérieurement, la décision ministérielle du 19 mars 1891, prise en conformité de la loi du 14 janvier 1890, a étendu ces dispositions aux produits de l'aliénation des immeubles militaires en Algérie. Elle a prescrit que le produit net de ces aliénations serait transitoirement appliqué au compte spécial ouvert par la loi du 2 janvier 1890 et que les prélèvements opérés par l'Agent comptable des virements seraient également imputés au débit de ce compte et portés en recette aux produits domaniaux de l'Algérie, au compte ouvert sous le titre : *Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.*

Les dépenses autorisées sur les crédits gagés par ces ressources sont imputées au chapitre du budget du Ministère de la Guerre, intitulé : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie.*

Enfin la loi du 29 juin 1897 a prescrit :

1° (art. 33) de réduire d'une somme de 5,000,000 de francs les dépenses autorisées par l'article 1er de la loi du 2 janvier 1890 pour l'exécution de travaux inscrits sous les nos 5, 6, 7 et 8 de l'État B annexé à ladite loi.

2° (art. 34) d'augmenter de 5,000,000 de francs les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1897 (France). *Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Produit de l'aliénation d'immeubles militaires devenus inutiles.* Mais les ressources disponibles à prélever sur le présent compte spécial à l'époque de la clôture de l'exercice 1897 ne s'étant élevées qu'à la somme de 241,570f 89c, il n'a été appliqué aux produits des Domaines de cet exercice (France) qu'une ressource équivalente.

A la clôture des exercices 1899 à 1905, en exécution de la loi précitée du 29 juin 1897 (art. 34), et afin de doter ces exercices de ressources correspondant aux évaluations prévues par les lois de finances des 30 mai 1899, 13 avril 1900, 25 février 1901, 30 mars 1902, 31 mars, 30 décembre 1903 et 22 avril 1905 au compte : *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires* (*Lois des 2 janvier 1890 et 29 juin 1897*) « ouvert parmi les produits du domaine autre que le domaine forestier (France) » il a été prélevé diverses sommes de 2,960,690 fr. 42, de 31,494 fr, 84, de 118,333 fr. 38, de 21,693 fr. 80, de 27,863 fr. 20, de 75,225 fr. 31 et de 55,904 fr. représentant, à 101 fr. 71 près, le reliquat disponible à la fin de chacun de ces exercices, sur le présent compte spécial (France).

Les ressources ont été appliquées successivement en recette par l'Agent comptable des virements de comptes au budget des exercices 1899 à 1905 inclus.

Le tableau suivant indique par exercice le détail des crédits employés par le Ministère de la Guerre, auxquels il est pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il développe, outre les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés par des actes législatifs spéciaux.

TABLEAU des crédits du budget général du Ministère de la Guerre imputables sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la Guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)

EXERCICES.	DATES DES LOIS.	CRÉDITS — FRANCE. ouverts.	CRÉDITS — FRANCE. annulés.	CRÉDITS — ALGÉRIE. ouverts.	CRÉDITS — ALGÉRIE. annulés.	NET, PAR EXERCICE, DES CRÉDITS VOTÉS. France.	NET. Algérie.	NET. TOTAL.	EXERCICES.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1892	26 janvier 1892	675,000 00	″	″	″	595,919 25	″	595,919 25	1892
	14 juin 1902. Règlemt de l'exerc. 1892	″	79,080 75	″	″				
1893	28 juillet 1893	318,083 47	″	″	″				
	21 mars 1894 ... 10,421f 11c					305,173 86	″		
	27 juin 1902. Règlement	″	12,909 61	″	″				
	de l'exercice 1893 ... 2,488 50							386,183 49	1893
	28 juillet 1893	″	″	96,900 00	″				
	21 mars 1894 ... 12,000f 00c					″	81,009 63		
	27 juin 1902. Règlement	″	″	″	15,890 37				
	de l'exercice 1893 ... 3,890 37								
1894	19 mars 1894	578,518 00	″	″	″				
	29 juin 1895 ... 130,934f 20c					447,468 05	″		
	31 octobre 1902. Règle-	″	131,049 95	″	″			531,733 61	1894
	ment de l'exercice 1894. 115 75								
	19 mars 1894	″	″	84,274 99	″	″	84,265 56		
	29 juin 1895	″	″	″	9 43				
1895	29 juin 1895 ... 198,000f 00c								
	26 juillet 1895 ... 85,000 00	375,735 09	″	″	″				
	28 mai 1896 ... 92,735 09					223,999 57	″		
	28 mai 1896 ... 147,022 13								
	23 nov. 1902. Règlement	″	151,735 52	″	″			255,557 21	1895
	de l'exercice 1895 ... 4,713 39								
1896	29 juin 1895	″	″	31,557 64	″	″	31,557 64		
	13 juillet 1896	52,713 39	″	″	″	52,713 39	″	130,706 65	1896
	13 juillet 1896	″	″	78,000 00	″	″	77,993 26		
	29 juin 1897	″	″	″	6 74				
1897	29 juin 1897	210,000 00	″	″	″	209,898 29	″		
	4 mai 1903. Règlemt de l'exercice 1897	″	101 71	″	″			339,897 53	1897
	29 juin 1897	″	″	160,000 00	″				
	20 avril 1898 ... 30,000f 00c					″	129,999 24		
	4 mai 1903. Règlement	″	″	″	30,000 76				
	de l'exercice 1897 ... 0 76								
1898	22 juillet 1898	60,000 00	″	″	″	60,000 00	″		
	20 avril 1898 ... 30,000f 00c	″	″	340,000 00	″			376,994 73	1898
	22 juillet 1898 ... 310,000 00					″	316,994 73		
	30 novembre 1904. (Règlement de								
	l'exercice 1898)	″	″	″	23,005 27				
	A reporter	2,270,049 95	374,877 54	790,732 63	68,912 57	1,895,172 41	721,820 06	2,616,992 47	
	Report	2,270,049 95	374,877 54	790,732 63	68,912 57	1,895,172 41	721,820 06	2,616,992 47	
1899	25 décembre 1899	″	″	266,763 27	″				
	29 juin 1900 ... 36,316f 62c					″	230,439 61	230,439 61	1899
	7 juillet 1906. (Règlement	″	″	″	36,323 66				
	de l'exercice 1899) ... 7 04								
1900	13 avril 1900 ... 500,000f 00c	″	″	1,250,000 00	″				
	7 juillet 1900 ... 750,000 00					″	524,986 14	524,986 14	1900
	27 juin 1901	″	″	″	725,013 86				
1901	8 novembre 1901	″	″	1,142,000 00	″				
	27 juin 1902 ... 91,291f 47c					″	1,049,419 53	1,049,419 53	1901
	7 mars 1901. (Règlement	″	″	″	92,580 47				
	de l'exercice 1901) ... 1,289 00								
1902	6 décembre 1902	″	″	560,000 00	″	″	528,722 42	528,722 42	1902
	30 juin 1903	″	″	″	31,277 58				
1903	30 juin 1903	″	″	250,000 00	″	″	173,331 03	173,331 03	1903
	29 juin 1904	″	″	″	76,668 97				
1904	29 juin 1904	″	″	245,583 16	″	″	188,194 68	188,194 68	1904
	29 juin 1905	″	″	″	57,388 48				
1905	29 juin 1905	″	″	657,388 48	″	″	250,508 51	250,508 51	1905
	Projet de loi de règlemt de l'exerce 1905.	″	″	″	406,879 97				
1906	29 décembre 1906	″	″	1,156,879 97	″	″	1,149,989 11	1,149,989 11	1906
	Projet de loi de règlemt de l'exerce 1906.	″	″	″	6,890 86				
1907	28 décembre 1907	″	″	614,912 02	″	″	614,893 11	614,893 11	1907
	30 juin 1908	″	″	″	18 91				
1908	16 juillet 1908	″	″	520,263 83	″	″	228,519 82	228,519 82	1908
	30 juin 1909	″	″	″	291,744 01				
1909	19 juillet 1909	″	″	800,000 00	″	″	121,413 51	121,413 51	1909
	30 juin 1910	″	″	″	678,586 49				
1910	16 juillet 1910	″	″	1,000,000 00	″	″	7,870 49	7,870 49	1910
	30 juin 1911	″	″	″	992,129 51				
1911	18 juillet 1911	″	″	992,129 51	″	″	214,248 63	214,248 63	1911
	28 juin 1912	″	″	″	777,880 88				
1912	13 juillet 1912	″	″	1,877,880 88	″	″	1,877,880 88	1,877,880 88	1912
	TOTAUX	2,270,049 95	374,877 54	12,124,533 75	4,242,296 22	1,895,172 41	7,882,237 53	9,777,409 94	
		1,895,172 41		7,882,237 53		9,777,409 94			

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 4. — *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la Guerre.* (Lois des 2 et 14 janvier 1890.) [Suite.]

Les recettes portées au présent compte spécial ont été effectuées dans les villes ci-après :

FRANCE.		ANNÉES 1890 à 1907.	ANNÉE 1908.	ANNÉE 1909.	ANNÉE 1910.	ANNÉE 1911.	ANNÉE 1912.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	Soissons	20,957 30	//	//	//	//	//	20,957 30
Alpes-Maritimes	Antibes	10,347 08	//	//	//	//	//	10,347 08
Charente-Inférieure	La Rochelle	34,232 17	//	//	//	//	//	34,232 17
	Le Château	19,961 40	//	//	//	//	//	19,961 40
	Rochefort	52,318 50	//	//	//	//	//	52,318 50
	Ars-en-Ré	675 45	//	//	//	//	//	675 45
	Saint-Martin	4,038 50	//	//	//	//	//	4,038 50
Corse	Ajaccio	1,400 00	//	//	//	//	//	1,400 00
	Vico	690 00	//	//	//	//	//	690 00
Dordogne	Périgueux	1 20	//	//	//	//	//	1 20
Finistère	Brest	369,794 34	//	//	//	//	//	369,794 34
Isère	Vienne	88,723 85	//	//	//	//	//	88,723 85
Loire	Montbrison	10,206 00	//	//	//	//	//	10,206 00
Meurthe-et-Moselle	Lunéville	70,646 90	//	//	//	//	//	70,646 90
Meuse	Bar-le-Duc	11,966 15	//	//	//	//	//	11,966 15
	Montmédy	10,554 00	//	//	//	//	//	10,554 00
	Stenay	813 10	//	//	//	//	//	813 10
Morbihan	Lorient	8,654 25	//	//	//	//	//	8,654 25
	Belle-Isle	12,068 85	//	//	//	//	//	12,068 85
Nord	Bergues	21,828 25	//	//	//	//	//	21,828 25
	Condé	42,618 85	//	//	//	//	//	42,618 85
	Dunkerque	293,964 03	//	//	//	//	//	293,964 03
	Gravelines	13,964 00	//	//	//	//	//	13,964 00
	Le Quesnoy	9,500 00	//	//	//	//	//	9,500 00
	Lille	1,206 00	//	//	//	//	//	1,206 00
Oise	Beauvais	5,980 15	//	//	//	//	//	5,980 15
Pas-de-Calais	Boulogne	165,543 87	//	//	//	//	//	165,543 87
	Saint-Omer	14,955 30	//	//	//	//	//	14,955 30
	Aire	25,771 10	//	//	//	//	//	25,771 10
Seine	Paris. - Place Vendôme	2,963,730 32	//	//	//	//	//	2,963,730 32
	Pantin	474,283 60	//	//	//	//	//	474,283 60
Seine-Inférieure	Dieppe	473,391 14	//	//	//	//	//	473,391 14
Seine-et-Oise	Versailles	123,191 91	//	//	//	//	//	123,191 91
	Saint-Germain	40,651 80	//	//	//	//	//	40,651 80
Haute-Vienne	Limoges	29,420 60	//	//	//	//	//	29,420 60
	TOTAL pour la France	5,428,049 96	//	//	//	//	//	5,428,049 96
ALGÉRIE.								
Alger	Alger	1,435,863 59	1,162,146 27	110,072 94	47,504 45	15,637 31	9,278 40	2,780,502 96
	Dellys	18,456 70	1,936 50	//	//	//	//	20,393 20
	Blidah	44,534 09	358 93	//	//	//	//	44,893 02
	Boufarik	7,309 30	//	//	//	//	//	7,309 30
	Aumale	18,227 97	//	//	//	//	//	18,227 97
	Laghouat	6,445 47	//	//	4,911 99	5,600 00	5,279 07	22,236 53
	Médéa	129,128 74	1,391 74	//	//	//	//	130,520 48
	Miliana	69,430 44	//	//	//	//	//	69,430 44
	Tenès	25,261 22	1,783 74	6 00	//	//	//	27,050 96
	Tizi-Ouzou	7,406 53	//	//	//	//	//	7,406 53
	Orléansville	11,741 79	//	//	//	//	//	11,741 79
	Cherchell	46,480 16	//	//	//	//	//	46,480 16
	Dra-el-Mizan	400 00	//	381 48	//	800 00	//	1,581 48
	Koléa	5,177 73	401 52	//	//	2,659 20	//	8,238 45
	Téniet-el-Hâad	103 46	//	//	//	//	//	103 46
	A reporter	1,825,967 19	1,168,018 70	110,460 42	52,416 44	24,696 51	14,557 47	3,196,116 73

		ANNÉES 1890 à 1907.	ANNÉE 1908.	ANNÉE 1909.	ANNÉE 1910.	ANNÉE 1911.	ANNÉE 1912.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report		1,825,967 19	1,168,018 70	110,460 42	52,416 44	24,696 51	14,557 47	3,196,116 73
Constantine	Constantine	170,289 02	2,608 32	4,143 83	2,125 93	//	//	179,167 10
	Djidjeli	35,462 34	29,930 83	12,778 92	//	18,952 84	//	97,124 93
	Batna	7,753 02	//	//	//	//	//	7,753 02
	Bône	183,596 45	//	//	//	18,961 67	//	202,558 12
	Bougie	458,249 54	26,070 73	21,700 08	10,423 22	82,950 42	25,114 64	624,508 63
	La Calle	621 90	//	//	//	//	//	621 90
	Guelma	4,066 89	//	//	//	//	//	4,066 89
	Jemmapes	1,541 18	//	//	//	//	//	1,541 18
	Philippeville	25,963 13	869 01	//	//	//	//	26,832 14
	Sétif	123,142 52	//	//	//	//	//	123,142 52
	Akbou	1,211 90	//	//	//	//	//	1,211 90
	Mila	51 00	//	//	//	//	//	51 00
	Bordj-bou-Arréridj	4,208 50	//	//	//	//	//	4,208 50
	Soukahras	1,135 00	//	//	//	//	//	1,135 00
Oran	Mascara	457,863 97	49,791 59	23,451 81	24,195 09	17,752 72	//	573,055 18
	Mostaganem	175,985 21	2,470 74	16,868 14	61,015 95	44,122 92	26,711 99	327,174 95
	Oran	1,935,457 22	27,521 35	50,388 99	15,958 87	15,233 46	//	2,044,559 89
	Tlemcen	224,141 32	//	//	//	//	//	224,141 32
	Nemours	20,041 43	//	//	//	21,809 50	//	41,850 93
	Sidi-bel-Abbès	264,667 83	//	//	//	//	//	264,667 83
	Arzew	20,044 65	1,511 32	//	//	//	//	21,555 97
	Saïda	2,800 39	//	//	//	//	//	2,800 39
	Gégyville	8,148 99	//	//	//	//	//	8,148 99
	TOTAL pour l'Algérie	5,952,410 59	1,308,792 59	239,792 19	166,135 50	244,480 04	66,384 10	7,977,995 01
RÉCAPITULATION.								
France		5,428,049 96	//	//	//	//	//	5,428,049 96
Algérie		5,952,410 59	1,308,792 59	239,792 19	166,135 50	244,480 04	66,384 10	7,977,995 01
TOTAL		11,380,460 55	1,308,792 59	239,792 19	166,135 50	244,480 04	66,384 10	13,406,044 97

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte s'élèvent à 13,406,044 97

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la Guerre sont développés dans le tableau ci-dessous:

Exercice	Détail	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Exercice 1892		595,919f 25c	//	595,919f 25c	
— 1893		305,173 86	81,009f 63c	386,183 49	
— 1894		447,468 05	84,265 56	531,733 61	
— 1895		223,999 57	31,557 64	255,557 21	
— 1896		52,713 39	77,993 26	130,706 65	
— 1897	France. { Ressources égales aux crédits 209,898 29c; Loi du 29 juin 1897. art. 34. 241,570 89 } 451,469f 18c; Algérie. — Ressources égales aux crédits 129,999 24	451,469 18	129,999 24	581,468 42	
— 1898	Ressources égales aux crédits	60,000 00	316,994 73	376,994 73	
— 1899	France. — Lois des 29 juin 1897 et 30 mai 1899 2,960,690 42; Algérie — Ressources égales aux crédits 230,439 61	2,960,690 42	230,439 61	3,191,130 03	
— 1900	France. — Lois des 29 juin 1897 et 13 avril 1900 31,494 84; Algérie — Ressources égales aux crédits 524,986 14	31,494 84	524,986 14	556,480 98	
— 1901	France. — Lois des 29 juin 1897 et 25 février 1901 118,333 38; Algérie. — Ressources égales aux crédits 1,049,419 53	118,333 38	1,049,419 53	1,167,752 91	
— 1902	France. — Lois des 29 juin 1897 et 30 mars 1902. 21,693 80; Algérie. — Ressources égales aux crédits 528,722 42	21,693 80	528,722 42	550,416 22	
— 1903	France. — Lois des 29 juin 1897 et 31 mars 1903. 27,863 20; Algérie. — Ressources égales aux crédits 173,331 03	27,863 20	173,331 03	201,194 23	
— 1904	France. — Lois des 29 juin 1897 et 30 déc. 1903. 75,225 31; Algérie. — Ressources égales aux crédits 188,194 68	75,225 31	188,194 68	263,419 99	
— 1905	France. — Lois des 29 juin 1897 et 22 avril 1905 55,904 00; Algérie. — Ressources égales aux crédits 250,508 51	55,904 00	250,508 51	306,412 51	
— 1906	Algérie. — Ressources égales aux crédits	//	1,149,989 11	1,149,989 11	
— 1907	Algérie. — Ressources égales aux crédits	//	614,893 11	614,893 11	
— 1908	Algérie. — Ressources égales aux crédits	//	228,519 82	228,519 82	
— 1909	Algérie. — Ressources égales aux crédits	//	121,413 51	121,413 51	
— 1910	Algérie. — Ressources égales aux crédits	//	7,870 49	7,870 49	
— 1911	Algérie. — Ressources égales aux crédits	//	214,248 63	214,248 63	
présentant un total de		5,427,948 25	6,004,356 65	11,432,304 90	11,432,304 90
d'où, au 31 décembre 1912, un solde créditeur de					1,973,740 07

égal à celui qui ressort page 239.

Compte n° 5. — *Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.*

Diverses lois ont ratifié des conventions passées entre l'État, des villes et des particuliers concernant la cession d'immeubles domaniaux provenant d'anciennes fortifications aujourd'hui déclassées. Conformément aux termes de ces conventions, les travaux de démantèlement des places doivent rester à la charge de l'État, et les dépenses, évaluées au montant du prix d'adjudication, ont été ou seront réparties entre les exercices 1891 et suivants.

Il est pourvu aux crédits législativement ouverts à ces exercices au moyen des ressources provenant de l'aliénation desdits immeubles.

Ces lois ont également ordonné que les versements à faire par les villes et les particuliers cessionnaires seraient portés en recette à un compte de trésorerie pour être appliqués aux produits domaniaux de l'exercice 1891 et des exercices suivants dans la proportion des crédits ouverts ou à ouvrir sur chacun de ces exercices à des chapitres spéciaux du Ministère de la Guerre.

Des décisions du Directeur général de la Comptabilité publique, prises en exécution des lois susvisées, ont prescrit aux receveurs des domaines d'imputer les sommes versées sur les prix de cessions à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : *Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.*

L'imputation définitive au compte : Produits et revenus du domaine de l'État (France et Algérie) est effectuée à la fin de chaque exercice par l'Agent comptable des virements de comptes, en somme égale aux crédits employés.

Conformément aux termes de l'article 9 de la loi du 18 décembre 1905, les opérations de versements et de prélèvements afférentes aux places de Givet, Antibes, Arras, Saint-Omer, Bouchain, Cambrai, Lille, Vitry-le-François et Auxonne ont été définitivement closes le 31 décembre 1905, et les excédents de versements non employés ont été appliqués par virements de comptes au compte : Produits et revenus du domaine de l'État de l'exercice 1905. France.

Le tableau suivant indique par exercice le détail des crédits du Ministère de la Guerre auxquels il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il développe, outre les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des actes législatifs spéciaux.

Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la Guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

FRANCE.

EXERCICES.	DATES DES LOIS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	NET des crédits.
	VALENCIENNES.			
1891	26 décembre 1890	250,000f 00	″	10,699f 70
	23 juillet 1892... 25,000f 00 / 28 février 1902. (Règlement de l'exercice 1891). 214,300 30	″	239,300f 30	
1892	26 janvier 1892. 115,000 00 / 23 juillet 1892.. 25,000 00	140,000 00	″	12,477 90
	14 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1892.)	″	127,522 10	
1893	28 juillet 1893	120,000 00	″	24,005 00
	21 mars 1894	″	95,995 00	
1894	19 mars 1894	82,000 00	″	42,010 76
	28 avril 1895	″	39,989 24	
1895	28 avril 1895	43,500 00	″	4,999 99
	29 juin 1896	″	38,500 01	
1896	13 juillet 1896	45,900 00	″	7,399 86
	29 juin 1897	″	38,500 14	
1897	29 juin 1897	10,500 00	″	″
	20 avril 1898	″	10,500 00	
1898	20 avril 1898	10,500 00	″	″
	30 novembre 1904. (Règlement de l'exercice 1898.)	″	10,500 00	
1900	7 juillet 1900	13,000 00	″	″
	27 juin 1901	″	13,000 00	
1901	8 novembre 1901	40,500 00	″	″
	27 juin 1902	″	40,500 00	
1902	6 décembre 1902	40,500 00	″	40,499 70
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1902	″	0 30	
1905	29 juin 1905	70,907 24	″	1,499 90
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1905	″	69,407 34	
1906	29 décembre 1906	69,407 34	″	69,407 17
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1906	″	0 17	
		936,714 58	723,714 60	212,999 98
	GIVET.			
1891	26 décembre 1890	100,000 00	″	100,000 00
	ARRAS.			
1891	24 juillet 1891	300,000f 00	″	249,998f 08
	23 juillet 1892... 50,000f 00 / 28 février 1902. (Règlement de l'exercice 1891.) 1 92	″	50,001f 92	
1892	23 juillet 1892	500,000 00	″	499,999 99
	14 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1892.)	″	0 01	
1893	28 juillet 1893	50,400 00	″	50,399 96
	27 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1893.)	″	0 04	
		850,400 00	50,001 97	800,398 03
	DOUAI.			
1891	24 juillet 1891	500,000 00	″	201,499 96
	23 juillet 1892	″	298,500 04	
1892	23 juillet 1892	750,000 00	″	674,999 99
	14 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1892.)	″	75,000 01	
1893	28 juillet 1893	95,000 00	″	94,985 45
	27 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1892.)	″	14 55	
1894	28 juillet 1894	47,700 05	″	3,600 00
	28 avril 1895	″	44,100 05	
1895	28 avril 1895	44,114 60	″	59 59
	29 juin 1896	″	44,055 01	
1896	13 juillet 1896	44,055 01	″	″
	29 juin 1897	″	44,055 01	
1897	29 juin 1897	44,055 01	″	″
	20 avril 1898	″	44,055 01	
1898	20 avril 1898	44,055 01	″	″
	30 novembre 1904. (Règlement de l'exercice 1898)	″	44,055 01	
1901	8 novembre 1901	44,055 01	″	″
	27 juin 1902	″	44,055 01	
1902	6 décembre 1902	44,055 01	″	23,999 74
	30 juin 1903	″	20,055 27	
1903	30 juin 1903	20,055 27	″	1,989 36
	29 juin 1904	″	18,065 91	
1904	29 juin 1904	18,065 91	″	3,238 29
	29 juin 1905	″	14,827 62	
1905	29 juin 1905	14,827 62	″	14,814 59
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1905	″	13 03	
		1,710,038 50	690,851 53	1,019,186 97
	SAINT-OMER.			
1892	23 juillet 1892	47,000f 00	″	5,019f 09
	14 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1892.)	″	41,980f 91	
1893	28 juillet 1893	38,000 00	″	38,000 00
1894	28 juillet 1894	26,000 00	″	25,999 82
	28 avril 1895	″	0 18	
1895	28 avril 1895	10,981 09	″	2,000 00
	29 juin 1896	″	8,981 09	
1896	13 juillet 1896	8,981 09	″	8,981 09
		130,962 18	50,962 18	80,000 00
	AIRE-SUR-LA-LYS.			
1893	28 juillet 1893	100,000 00	″	44,970 00
	21 mars 1894	″	55,030 00	
1894	21 mars 1894	66,500 00	″	66,499 96
	28 avril 1895	″	0 04	
1895	28 avril 1895	31,530 04	″	31,530 04
1897	29 juin 1897	30,000 00	″	30,000 00
		228,030 04	55,030 04	173,000 00
	BOUCHAIN (NORD).			
1893	28 juillet 1893	50,000 00	″	319 56
	21 mars 1894..... 49,680f 00 / 27 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1893.) 0 44	″	49,680 44	
1894	21 mars 1894	99,680 00	″	46,283 06
	28 avril 1895..... 52,993f 48 / 31 octobre 1902. (Règlement de l'exercice 1894). 403 46	″	53,396 94	
1895	28 avril 1895	52,993 92	″	52,991 29
	23 novembre 1902. (Règlement de l'exercice 1895.)	″	2 63	
		202,673 92	103,080 01	99,593 91
	CAMBRAI.			
1894	28 juillet 1894	230,000f 00	″	35,223f 25
	28 avril 1895... 194,757f 26 / 31 octobre 1902. (Règlement de l'exercice 1894). 19 49	″	194,776f 75	
1895	28 avril 1895	220,000 00	″	140,929 53
	29 juin 1896	″	79,070 47	
1896	13 juillet 1896	163,000 00	″	133,999 91
	29 juin 1897	″	29,000 09	
1897	29 juin 1897	63,827 82	″	26,150 96
	20 avril 1898... 27,627 82 / 4 mai 1903. (Règlement de l'exercice 1897.).. 10,049 04	″	37,676 86	
1898	20 avril 1898	27,627 82	″	27,614 71
	30 novembre 1904. (Règlement de l'exercice 1898.)	″	13 11	
1899	25 décembre 1899	16,500 00	″	8,627 79
	29 juin 1900	″	7,872 21	
1900	7 juillet 1900	41,434 36	″	17,399 86
	27 juin 1901	″	24,034 50	
1901	8 novembre 1901	24,034 50	″	″
	27 juin 1902	″	24,034 50	
1902	6 décembre 1902	24,034 50	″	24,034 48
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1902	″	0 02	
		810,459 00	396,478 51	413,980 49
	LANDRECIES.			
1895	28 avril 1893	116,000 00	″	85,000 00
	29 juin 1896	″	31,000 00	
1896	13 juillet 1896	50,000 00	″	49,999 85
	6 décembre 1902, (Règlement de l'exercice 1893	″	0 15	
		166,000 00	31,000 15	134,999 85

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 5. — *Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.* (Suite.)

Suite du Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la Guerre imputables sur le produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

FRANCE.

EXERCICES.	DATES DES LOIS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS NET des crédits.
	VITRY-LE-FRANÇOIS.			
1895	28 avril 1895	40,000f 00	〃	39,989f 85
	10 juin 1896	〃	10f 15	
1896	13 juillet 1896	40,010 15	〃	39,974 74
	9 décembre 1902. (Règlement de l'exercice 1896.)	〃	35 41	
		80,010 15	45 56	79,964 59
	LILLE.			
1893	8 août 1893	450,000 00	〃	21,997 46
	21 mars 1894... 428,000f 00; 27 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1893.) 2 54	.	428,002 54	
1894	21 mars 1894	200,000 00	〃	199,863 74
	31 octobre 1902. (Règlement de l'exercice 1894.)	〃	136 26	
1895	28 avril 1895	198,000 00	〃	144,746 92
	29 juin 1896	〃	53,253 08	
1896	13 juillet 1896	83,391 88	〃	83,387 55
	9 décembre 1902. (Règlement de l'exercice 1896.)	〃	4 33	
		931,391 88	481,396 21	449,995 67
	ANTIBES.			
1897	29 juin 1897	30,000 00	〃	30,000 00
	AUXONNE.			
1897	29 juin 1897	51,000 00	〃	51,000 00
1898	22 juillet 1898	49,000 00	〃	49,000 00
		100,000 00	〃	100,000 00

EXERCICES.	DATES DES LOIS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS NET des crédits.
	BAYONNE.			
1901	8 novembre 1901	50,000 00	〃	49,999 97
	27 juin 1902	〃	0 03	
1902	6 décembre 1902	150,000 00	〃	75,000 00
	30 juin 1903	〃	75,000 00	
1903	30 juin 1903	125,000 00	〃	93,799 97
	29 juin 1904	〃	31,200 03	
1904	29 juin 1904	201,200 03	〃	20,000 00
	29 juin 1905	〃	181,200 03	
1905	29 juin 1905	181,200 06	〃	67,771 75
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1905	〃	113,428 31	
1906	29 décembre 1906	113,428 31	〃	6,789 14
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1906	〃	106,639 17	
1907	28 décembre 1906	106,639 17	〃	31,799 82
	30 juin 1908	〃	74,839 35	
1908	16 juillet 1908	74,839 35	〃	6,850 20
	30 juin 1909	〃	67,989 15	
1909	19 juillet 1909	67,989 15	〃	〃
	30 juin 1910	〃	67,989 15	
1910	16 juillet 1910	67,989 15	〃	〃
	30 juin 1911	〃	67,989 15	
1911	18 juillet 1911	67,989 15	〃	〃
	28 juin 1912	〃	67,989 15	
1912	13 juillet 1912	67,989 15	〃	67,989 15
		1,274,263 52	854,263 52	420,000 00

ALGÉRIE.

EXERCICES.	DATES DES LOIS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS NET des crédits.
	ALGER.			
1893	28 juillet 1893	1,000,000f 00	〃	272,074f 73
	21 mars 1894... 727,300f 00; 27 juin 1902. (Règlement de l'exercice 1893.) 625 27	〃	727,925f 27	
1894	21 mars 1894	1,727 300 00	〃	419,159 59
	18 avril 1895	〃	1,308,140 41	
1895	18 avril 1895	2,000,000 00	〃	699,108 11
	29 juin 1896. 1,300,865 05; 23 nov. 1902. (Règlem. de l'exerc. 1895.) 26 84	〃	1,300,891 89	
1896	13 juillet 1896	2,100,000 00	〃	1,554,105 95
	29 juin 1897	〃	545,894 05	
1897	29 juin 1897	1,900,000 00	〃	1,770,230 31
	20 avril 1898... 129,766f 34; 4 mai 1903. (Règlement de l'exercice 1897.). 3 35	〃	129,769 69	
1898	20 avril 1898... 129,766 34; 22 juillet 1898.. 625,551 62	755,317 96	〃	712,674 23
	30 novembre 1904. (Règlement de l'exercice 1898.)	〃	42,643 73	
1899	25 décembre 1899	500,000 00	〃	298,470 91
	29 juin 1900	〃	201,529 09	
1900	7 juillet 1900	550,000 00	〃	144,938 97
	27 juin 1901... 395,919 74; 19 février 1907 (Règlement de l'exerc. 1900). 9,141 29	〃	405,061 03	
	A reporter	10,532,617 96	4,661,855 16	5,870,762 80

EXERCICES.	DATES DES LOIS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS NET des crédits.
	Report	10,532,617 96	4,661,855 16	5,870,762 80
1901	8 novembre 1901	450,000 00	〃	220,323 44
	27 juin 1902	〃	229,676 56	
1902	6 décembre 1902	250,000 00	〃	2,240 95
	30 juin 1903	〃	247,759 05	
1903	30 juin 1903	376,672 81	〃	〃
	29 juin 1904	〃	376,672 81	
1904	29 juin 1904	376,672 81	〃	〃
	29 juin 1905	〃	376,672 81	
1905	29 juin 1905	376,672 81	〃	1,200 00
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1905	〃	375,472 81	
1906	29 décembre 1906	375,472 81	〃	79,224 14
	Projet de loi de règlement de l'exercice 1906	〃	296,248 67	
1907	28 décembre 1907	296,248 67	〃	64,667 28
	30 juin 1908	〃	231,581 39	
1908	16 juillet 1908	231,581 39	〃	126,644 21
	30 juin 1909	〃	104,937 18	
1909	19 juillet 1909	104,937 18	〃	49,997 02
	30 juin 1910	〃	54,940 16	
1910	16 juillet 1910	54,940 16	〃	12,423 74
	30 juin 1911	〃	42,516 42	
1911	18 juillet 1911	42,516 42	〃	1,997 84
	28 juin	〃	40,518 58	
1912	13 juillet 1912	40,518 58	〃	40,518 58
		13,508,851 60	7,038,851 60	6,470,000 00

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 5. — *Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.* (Suite.)

Suite du Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la Guerre imputables sur le produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

RÉCAPITULATION PAR PLACE.

PLACES.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	NET DES CRÉDITS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Valenciennes	936,714 58	723,714 60	212,999 98
Givet	100,000 00	″	100,000 00
Arras	850,400 00	50,001 97	800,398 03
Douai	1,710,038 50	690,851 53	1,019,186 97
Saint-Omer	130,962 18	50,962 18	80,000 00
Aire-sur-la-Lys	228,030 04	55,030 04	173,000 00
Bouchain (Nord)	202,673 92	103,080 01	99,593 91
Cambrai	810,459 00	396,478 51	413,980 49
Landrecies	166,000 00	31,000 15	134,999 85
Vitry-le-François	80,010 15	45 56	79,964 59
Lille	931,391 88	481,396 21	449,995 67
Antibes	30,000 00	″	30,000 00
Auxonne	100,000 00	″	100,000 00
Bayonne	1,274,263 52	854,263 52	420,000 00
TOTAL (France)	7,550,943 77	3,436,824 28	4,114,119 49
Alger	13,508,851 60	7,038,851 60	6,470,000 00
TOTAL GÉNÉRAL	21,059,795 37	10,475,675 88	10,584,119 49

RÉCAPITULATION PAR EXERCICE DES CRÉDITS NETS.

EXERCICES.	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1891	562,197 74	″	562,197 74
1892	1,192,496 97	″	1,192,496 97
1893	274,677 43	272,074 73	546,752 16
1894	419,480 59	419,159 59	838,640 18
1895	502,247 21	699,108 11	1,201,355 32
1896	323,743 00	1,554,105 95	1,877,848 95
1897	137,150 96	1,770,230 31	1,907,381 27
1898	76,614 71	712,674 23	789,288 94
1899	8,627 79	298,470 91	307,098 70
1900	17,399 86	144,938 97	162,338 83
1901	49,999 97	220,323 44	270,323 41
1902	163,533 92	2,240 95	165,774 87
1903	95,789 33	″	95,789 33
1904	23,238 29	″	23,238 29
1905	84,086 24	1,200 00	85,286 24
1906	76,196 31	79,224 14	155,420 45
1907	31,799 82	64,667 28	96,467 10
1908	6,850 20	126,644 21	133,494 41
1909	″	49,997 02	49,997 02
1910	″	12,423 74	12,423 74
1911	″	1,997 84	1,997 84
1912	67,989 15	40,518 58	108,507 73
TOTAL GÉNÉRAL	4,114,119 49	6,470,000 00	10,584,119 49

PLACES.	ÉVALUATIONS législatives des aliénations autorisées.	RECOUVREMENTS. ANNÉES 1890 à 1907.	ANNÉE 1908.	ANNÉE 1909.	ANNÉE 1910.	ANNÉE 1911.	ANNÉE 1912.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
FRANCE.								
Valenciennes (Loi du 26 août 1890)	365,000f 00c	365,000f 00c	″	″	″	″	″	365,000f 00c
Givet (Loi du 4 décembre 1890)	100,000 00	100,000 00	″	″	″	″	″	100,000 00
Arras (Loi du 23 décembre 1890)	1,200,000 00	800,400 00	″	″	″	″	″	800,400 00
Douai (Loi du 19 janvier 1891)	1,300,000 00	1,019,200 00	″	″	″	″	″	1,019,200 00
Saint-Omer (Loi du 18 déc. 1891)	80,000 00	80,000 00	″	″	″	″	″	80,000 00
Aire-sur-la-Lys (Lois des 18 avril 1893, 31 mars et 29 juin 1897)	40,000 00	63,725 00	″	4,681 80	″	″	″	68,406 80
Bouchain (Nord) [Loi du 12 mai 1893]	100,000 00	100,000 00	″	″	″	″	″	100,000 00
Cambrai (Loi du 3 août 1893)	414,000 00	414,000 00	″	″	″	″	″	414,000 00
Lille (Loi du 8 août 1893)	500,000 00	500,000 00	″	″	″	″	″	500,000 00
Landrecies (Loi du 20 avril 1894)	116,000 00	116,000 00	″	″	″	″	″	116,000 00
Vitry-le-François (Loi du 21 janvier 1895)	80,000 00	80,000 00	″	″	″	″	″	80,000 00
Auxonne (Loi du 31 juillet 1896)	100,000 00	100,000 00	″	″	″	″	″	100,000 00
Antibes (Loi du 31 juillet 1896.)	30,000 00	30,000 00	″	″	″	″		30,000 00
Bayonne (Loi du 17 février 1900.)	(A) 420,000 00	420,000 00	″	″	″	″	″	420,000 00
	4,845,000 00	4,188,325 00	″	4,681 80	″	″	″	4,193,006 80
ALGÉRIE.								
Alger (Loi du 29 mars 1893)	11,470,000 00	11,551,947 66	″	″	″	″	″	11,551,947 66
TOTAUX	16,315,000 00	15,740,272 66	″	4,681 80	″	″	″	15,744,954 46

(A) Sur la somme de 570,000 francs due par la ville de Bayonne.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 5. — *Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.* (Suite.)

Tableau présentant, par année et par place, pour la France et pour l'Algérie, le montant des aliénations autorisées par des lois, le chiffre des recouvrements effectués sur le produit des cessions consenties et celui des prélèvements.

Il résulte du tableau précédent que les recouvrements portés au crédit du présent compte se sont élevés à........................ 15,744,954f 46c

Le tableau ci-après présente par exercice les prélèvements successifs portés au débit du présent compte, savoir :

EXERCICES.	MOTIFS DES PRÉLÈVEMENTS.	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5
1891..........	....	562,197f 74c	"	562,197f 74c
1892..........	....	1,192,496 97	"	1,192,496 97
1893..........	....	274,677 43	272,074f 73c	546,752 16
1894..........	....	419,480 59	419,159 59	838,640 18
1895..........	....	502,247 21	699,108 11	1,201,355 32
1896..........	....	323,743 00	1,554,105 95	1,877,848 95
1897..........	France. — Ressources égales aux crédits........ 137,150f96c Algérie. { Ressources égales aux crédits........... 1,770,230f31c ; Loi du 29 juin 1897, Art. 34, § 3....... 5,000,000 00 } 6,770,230 31	137,150 96	6,770,230 31	(A) 6,907,381 27
1898..........	Ressources égales aux crédits..............	76,614 71	712,674 23	789,288 94
1899..........	Ressources égales aux crédits..............	8,627 79	298,470 91	307,098 70
1900..........	Ressources égales aux crédits..............	17,399 86	144,938 97	162,338 83
1901	Ressources égales aux crédits..............	49,999 97	220,323 44	270,323 41
1902..........	Ressources égales aux crédits..............	163,533 92	2,240 95	165,774 87
1903..........	Ressources égales aux crédits..............	95,789 33	"	95,789 33
1904..........	Ressources égales aux crédits..............	23,238 29	"	23,238 29
1905..........	Solde de diverses places appliqué au budget en vertu de la loi du 18 décembre 1905, art. 9(B)... 50,467f31c Ressources égales aux crédits.................. 84,086 24	134,553 55	1,200 00	135,753 55
1906..........	Ressources égales aux crédits..............	76,196 31	79,224 14	155,420 45
1907..........	Ressources égales aux crédits..............	31,799 82	64,667 28	96,467 10
1908..........	Ressources égales aux crédits..............	6,850 20	126,644 21	133,494 41
1909..........	Ressources égales aux crédits..............	"	49,997 02	49,997 02
1910..........	Ressources égales aux crédits..............	"	12,423 74	12,423 74
1911..........	Ressources égales aux crédits..............	"	1,997 84	1,997 84
	ENSEMBLE..............	4,096,597 65	11,429,481 42	15,526,079 07

ENSEMBLE.............. 15,526,079 07

d'où au 31 décembre 1912, un solde créditeur de........................ 218,875 39
égal à celui qui ressort page 239.

(A) Pendant l'année 1898, les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la Guerre ont été de (France et Algérie). 1,907,381f 27c
auxquels il y a lieu d'ajouter une somme de........................ 5,000,000 00
imputée en recette au budget de l'exercice 1897 (Algérie) en exécution de l'article 32 de la loi du 29 juin 1897, qui a réduit de 5,000,000 fr. les dépenses autorisées par la loi du 29 mars 1893 pour le dérasement partiel de l'enceinte d'Alger, et de l'article 34, § 3, de la loi précitée de 1897, qui a augmenté d'autant les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1897.

ENSEMBLE........................ 6,907,381 27

(B) Le prélèvement de 50,467 fr. 31 représentant le reliquat disponible au 31 décembre 1905 sur les versements effectués se répartit entre les places ci-après :

Arras........................	1f 97c
Bouchain........................	406 09
Cambrai........................	19 51
Lille........................	50,004 33
Vitry-le-François........................	35 41
SOMME ÉGALE........................	50,467 31

PLACES.	CRÉDITS NETS.	ÉVALUATIONS LÉGISLATIVES des aliénations autorisées.	DIFFÉRENCES AUX ÉVALUATIONS.		OBSERVATIONS.
			En plus.	En moins.	
1	2	3	4	5	6
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Valenciennes........................	212,999 98	365,000 00	152,000 02	"	
Givet........................	100,000 00	100,000 00	"	"	
Arras........................	800,398 03	1,200,000 00	399,601 97	"	
Douai........................	1,019,186 97	1,300,000 00	280,813 03	"	
Saint-Omer........................	80,000 00	80,000 00	"	"	
Aire-sur-la-Lys........................	173,000 00	40,000 00	"	(A) 133,000 00	(A) Ressources prises sur les versements faits par la ville de Valenciennes.
Bouchain........................	99,593 91	100,000 00	406 09	"	
Cambrai........................	413,980 49	414,000 00	19 51	"	
Landrecies........................	134,999 85	116,000 00	"	(A) 18,999 85	
Vitry-le-François........................	79,964 59	80,000 00	35 41	"	
Lille........................	449,995 67	500,000 00	50,004 33	"	
Antibes........................	30,000 00	30,000 00	"	"	
Auxonne........................	100,000 00	100,000 00	"	"	
Bayonne........................	420,000 00	420,000 00	"	"	
	4,114,119 49	4,845,000 00	882,880 36	151,999 85	
Alger........................	6,470,000 00	11,470,000 00	(B) 5,000,000 00	"	(B) Ressources déjà employées (voir note A, page précédente).
TOTAUX........................	10,584,119 49	16,315,000 00	5,882,880 36	151,999 85	
EN PLUS aux aliénations autorisées......			5,730,880 51		

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 6. — *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.*

La loi du 2 juin 1891 dispose :

ART. 5. — ......Les sociétés de courses dûment autorisées peuvent, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses exclusivement.

Le décret du 7 juillet 1891, rendu en exécution de la loi précitée, réglemente l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux en France, et prescrit :

ART. 3. — Il sera prélevé sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout prélèvement :

1° Deux pour cent (2 p. 0/0) en faveur des œuvres locales de bienfaisance,

...... 2° Un pour cent (1 p. 0/0) en faveur de l'élevage.

Le montant de ce dernier prélèvement devra être versé dans un délai de huit jours : à Paris, à la Recette centrale des finances; dans les départements, à la Trésorerie générale.

ART. 4. — ...... Les fonds recueillis au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, pour être rattachés au budget du Ministère de l'Agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

L'article 102 de la loi de finances du 31 mars 1903 a stipulé qu'un nouveau prélèvement pouvant aller jusqu'à un pour cent (1 p. 0/0) serait fait sur les fonds du pari mutuel pour subventionner les travaux communaux d'adduction d'eau potable et la Caisse des recherches scientifiques.

Pendant les années 1891, 1892 et 1893, en exécution d'une circulaire du 1er septembre 1891, § 1er, les comptables des finances ont imputé les versements effectués dans leurs caisses par les sociétés de courses au compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, classé parmi les services spéciaux du Trésor, et ont fait figurer à son débit les prélèvements destinés à faire face aux crédits de l'espèce ouverts au ministère de l'Agriculture.

Pendant l'année 1894, la circulaire du 10 mai, s'appuyant sur les termes du décret du 7 juillet précité, a enjoint aux comptables des finances d'ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, le compte *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, destiné à retracer à son crédit l'ensemble des prélèvements effectués en faveur de l'élevage sur les versements des sociétés de courses et à son débit les sommes ayant servi à doter le budget de ressources correspondant aux crédits employés.

Postérieurement, le décret du 11 novembre 1896, qui se réfère à la loi du 2 juin 1891, prescrit, article 3 :

Les articles 1, 2, 3, 4, 6 et 7 du décret du 7 juillet 1891 sont rendus applicables à l'Algérie. Toutefois, le dernier paragraphe de l'article 4 est ainsi modifié : « Les fonds recueillis en Algérie au profit de l'élevage « seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte « distinct intitulé : *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de* « *l'élevage*, pour être rattachés au budget du ministère de la Guerre (ser- « vice des remontes) dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

« Les fonds dont il s'agit devront être exclusivement employés à l'achat « d'étalons de choix ou en encouragements donnés à la production chevaline.

« Le Gouverneur général exerce les attributions conférées par ce décret « aux ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture.

« Le trésorier général de l'Algérie et les payeurs principaux exer- « cent, dans la colonie, les attributions dévolues par ce décret aux tré- « soriers-payeurs généraux et aux receveurs particuliers. »

Les recouvrements portés au crédit du présent compte et les prélèvements correspondant à des crédits ouverts par des décrets sont détaillés dans le tableau suivant :

ANNÉES.		RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	MONTANT DES PRÉLÈVEMENTS. FRANCE. Guerre.	Agriculture.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Versements antérieurs à l'année 1894 imputés provisoirement au compte spécial: *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*		486,368 75	//	486,368 75	//	//	//
Année 1894..	Exercice 1894	1,836,369 41	//	1,836,369 41	//	2,129,900 01	2,129,900 01
Année 1895..	Exercice 1895	1,630,284 51	//	1,630,284 51	//	1,509,458 26	1,509,458 26
Année 1896..	Exercice 1896	1,968,088 74	//	1,968,088 74	//	1,620,701 21	1,620,701 21
Année 1897..	Exercice 1896	2,136,980 02	1,927 70	2,138,907 72	//	20,084 35	2,223,429 45
	Exercice 1897				//	2,203,345 10	
Année 1898..	Exercice 1897	2,213,982 04	2,699 00	2,216,681 04	2,219 05	8,022 40	2,214,669 89
	Exercice 1898				1,381 90	2,203,046 54	
Année 1899..	Exercice 1898	2,555,901 90	3,204 54	2,559,106 44	998 20	//	2,610,546 66
	Exercice 1899				2,034 21	2,607,514 25	
Année 1900..	Exercice 1899	2,308,429 20	2,167 08	2,310,596 28	1,197 88	//	2,207,686 76
	Exercice 1900				1,219 78	2,205,269 10	
Année 1901..	Exercice 1900	2,260,637 80	1,590 07	2,262,227 87	//	424,027 85	1,555,644 20
	Exercice 1901				1,023 85	1,130,592 50	
Année 1902..	Exercice 1901	2,501,967 45	2,835 58	2,504,803 03	//	1,080,013 20	2,998,245 92
	Exercice 1902				2,410 67	1,915,822 05	
Année 1903..	Exercice 1902	2,575,548 75	2,529 30	2,578,078 05	//	485,002 50	2,469,280 38
	Exercice 1903				2,493 88	1,981,784 00	
Année 1904..	Exercice 1903	2,491,979 50	2,488 98	2,494,468 48	//	144,999 20	1,756,352 65
	Exercice 1904				2,341 00	1,609,012 45	
Année 1905..	Exercice 1904	2,614,084 55	2,953 16	2,617,037 71	//	1,122.003 25	3,126,938 68
	Exercice 1905				1,979 03	2,002,956 40	
Année 1906..	Exercice 1906	3,007,814 00	2,347 23	3,010,161 23	2,854 86	1,314,372 00	1,317,226 86
Année 1907..	Exercice 1906	3,216,847 40	2,504 77	3,219,352 17	//	1,830,014 30	3,787,299 03
	Exercice 1907				2,267 58	1,955,017 15	
	Application aux Ressources exceptionnelles (Loi du 30 janvier 1907 art. 42)	....	....	....	....	....	(A) 500,000 00
Année 1908..	Exercice 1907	3,040,184 70	2,931 30	3,043,116 00	//	1,600,024 95	3,746,513 62
	Exercice 1908				2,637 72	2,143,850 95	
Année 1909..	Exercice 1908	3,278,958 00	2,558 46	3,281,516 46	//	995,868 75	3,252,526 55
	Exercice 1909				3,063 50	2,253,594 30	
	Annulation d'un prélèvement fait à tort en 1908	....	....	....	//	*A déd.* 90,000 00	*A déd.* 90,000 00
Année 1910..	Exercice 1909	3,745,483 45	2,240 82	3,747,724 27	//	1,025,127 35	4,228,681 36
	Exercice 1910				2,580 11	3,200,973 90	
Année 1911..	Exercice 1910	3,827,425 65	2,514 47	3,829,940 12	//	300,075 45	3,403,442 17
	Exercice 1911				2,209 32	3,101,157 40	
Année 1912..	Exercice 1911	4,039,591 30	2,325 52	4,041,916 82	//	730,787 85	3,987,828 87
	Exercice 1912				2,491 17	3,254,549 85	
		51,736,927 12	39,817 98	51,776,745 10	37,403 71	50,018,968 82	50,556,372 53

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, les recouvrements ont été de	51,776,745f 10c
et les prélèvements de	50,556,372 53
Il en résulte un solde créditeur, au 31 décembre 1912 (Voir page 239)', de	1,220,372 57

(A) Pendant l'année 1907, les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager les dépenses de l'exercice 1907 (Guerre et Agriculture) ont été de 1,957,284f 73c
auxquels il y a lieu d'ajouter une somme de 500,000 00
imputée en recette au budget de l'exercice 1907 en exécution de l'article 42 de la loi du 30 janvier 1907, par prélèvement sur l'excédent disponible du présent compte.
ENSEMBLE 2,457,284 73

SITUATION GÉNÉRALE
DES FINANCES
au 31 décembre 1912.
(Suite.)

COMPTE N° 7. — *Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)*

La Banque de France, conformément aux dispositions de la loi du 17 novembre 1897, portant prorogation de son privilège, doit verser à l'État, à partir du 1er janvier 1897, jusqu'au 31 décembre 1920, chaque année et par semestre, « une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive », sans que cette redevance puisse jamais être inférieure à deux millions (2,000,000, de francs (A).

Les versements acquis au Trésor par application de la loi précitée sont effectués le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année et portés au crédit du présent compte spécial, qui est débité du montant des sommes appliquées aux budgets et services dans la forme usitée en matière de fonds de concours, pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêt, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894. (Lois du 31 mars 1899, art. 1er, du 13 avril 1900, art. 10, et décision ministérielle du 27 décembre 1897.) D'autre part, la loi du 29 décembre 1906 à autorisé le Gouvernement à prélever sur ces redevances des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives agricoles, remboursables en 25 ans au plus, et dont le maximum ne peut dépasser le tiers desdites redevances annuelles de la Banque. Enfin, la loi du 19 mars 1910 stipule qu'il peut être également prélevé sur les redevances et remis gratuitement aux caisses régionales des avances spéciales pour faciliter les opérations du crédit individuel à long terme. Ces dernières avances, qui ne peuvent excéder le double du capital social des caisses régionales, sont remboursables dans un délai maximum de 20 ans,

Primitivement, les avances étaient prélevées d'abord sur le présent compte et subsidiairement sur le compte de même nature : *Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France*, Les recouvrements effectués en remboursement de ces avances; provisoirement imputés par les comptables au compte de correspondants du Trésor : *Remboursement des avances faites aux caisses régionales de crédit agricole mutuel (loi du 31 mars 1899)*, d'où ils sont ultérieurement retirés par l'Agent comptable des virements de comptes, étaient appliqués d'abord, s'il y avait lieu, au compte : *Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France*, afin de maintenir dans la mesure du possible l'intégralité de son solde créditeur, et, pour le surplus, au présent compte. (Circulaire de la Direction générale de la Comptabilité publique, du 13 novembre 1900.)

Depuis l'intervention des lois de 1906 et de 1910, on a dû réserver les redevances annuelles pour les avances aux sociétés coopératives et les prêts individuels à long terme. Toutefois, il a été convenu entre les départements de l'Agriculture et des Finances que les ressources nécessaires pour gager les différentes natures de crédits continueraient à être prélevées sur le présent compte dans la limite de ses disponibilités, sauf à lui faire restituer, en cas de besoin, par le compte de l'avance de 40 millions, les sommes ainsi empruntées temporairement pour le service du crédit à court terme.

Mais à partir de l'exercice 1912, les crédits ouverts pour mémoire au budget au titre des avances aux caisses régionales faisant l'objet, suivant leur destination, de trois chapitres distincts, chacun des comptes spéciaux supporte les prélèvements mis à sa charge par les lois susmentionnées et bénéficie d'autre part des remboursements de prêts qui lui reviennent normalement. Une double opération de régularisation figure à cet effet au présent compte pour les faits antérieurs à 1912 (B).

Aux termes de la loi du 28 décembre 1904 (art. 9) les dispositions concernant les fonds de concours pour dépenses d'intérêt public ont cessé, à partir du 1er janvier 1904, d'être applicables aux dépenses résultant des frais d'administration, de répartition et de contrôle des avances pour le crédit agricole. En fin de chaque exercice, un prélèvement, dont le montant est fixé annuellement par la loi de finances, est effectué sur les fonds mis à la disposition du Gouvernement pour être attribués aux caisses régionales de crédit agricole et appliqué aux Recettes d'ordre proprement dites, sous le titre : *Prélèvement sur les redevances annuelles et sur l'avance de la Banque de France (loi du 31 mars 1899) pour frais d'administration, de répartition et de contrôle du service des prêts agricoles.*

Le premier des tableaux suivants présente, par exercice, le détail des crédits ouverts ou reportés par des lois ou par des décrets. Ces crédits sont destinés à faire face aux dépenses du ministère de l'Agriculture auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte ainsi que de l'avance de 40 millions. Un autre tableau donne la situation du compte, ressortant de la comparaison des recouvrements (versements de la Banque et remboursements par les bénéficiaires des avances) avec les prélèvements effectués pour les avances et les frais d'administration. Enfin un troisième tableau fait connaître le quantum des ressources disponibles, au 31 décembre 1912, pour chacun des services du crédit agricole.

(A) La loi du 29 décembre 1911 a modifié la base du calcul de la redevance qui sera désormais, non plus constante, mais graduée comme suit :
1/8e lorsque le taux de l'escompte ne dépassera pas 3,50 p. 100;
1/7e pour un taux supérieur à 3,50 jusqu'à 4 p. 100:
1/6e lorsque le taux excédera 4 p. 100.

(B) La loi du 30 novembre 1912 stipule que les avances autorisées par celle du 19 mars 1910 en faveur du crédit individuel à long terme pourront être prélevées sur l'avance de 40 millions, sous réserve que ces prélèvements, ne devant pas excéder la somme de 12 millons de francs, seront remboursés au compte des 40 millions au moyen d'annuités imputées sur celui des redevances annuelles. En raison de l'accroissement des redevances, le Gouvernement n'a pas eu à faire usage de cette faculté en 1912.

Tableau des crédits du budget général du ministère de l'Agriculture ouverts ou reportés aux exercices 1900 et suivants, et imputables sur le produit des redevances annuelles et sur l'avance par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)

EXERCICES.	LOIS ET DÉCRETS.		CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	NET des crédits.
1900	29 juin 1900	644,250f00	724,600f00	//	699,763 10
	29 oct. 1900.	8,000 00			
	25 janv. 1901	72,350 00			
	28 mars 1901		//	24,836 90	
1901	13 mars 1901	215,000 00	3,643,221 90	//	2,843,221 90
	28 mars 1901	24,836 00			
	8 mai 1901..	102,925 90			
	14 mai 1901.	60,000 00			
	8 juin 1901..	299,000 00			
	4 juillet 1901	257,200 00			
	10 août 1901	214,000 00			
	15 août 1901	162,300 00			
	24 oct. 1901.	50,000 00			
	12 nov. 1901.	50,250 00			
	21 nov. 1901	747,860 00			
	29 nov. 1901.	459,850 00			
	13 déc. 1901.	1,000,000 00			
	28 janvier 1902		//	800,000 00	
1902	16 janv. 1902..	40,000	3,880,000 00	//	3,868,781 00
	28 janv. 1902..	800,000			
	20 avril 1902..	1,000,000			
	19 juin 1902...	1,000,000			
	20 oct. 1902...	40,000			
	6 nov. 1902....	1,000,000			
	30 juin 1903		//	11,219 00	
1903	4 fév. 1903....	1,000,000	2,601,219 00	//	1,965,030 00
	7 février 1903..	40,000			
	25 juin 1903...	540,000			
	30 juin 1903...	11,219			
	8 sept. 1903...	1,000,000			
	9 mars 1904...	10,000			
	2 mai 1904		//	636,189 00	
1904	2 mai 1904....	1,836,189	5,836,189 00	//	5,245,869 00
	12 juin 1904...	2,000,000			
	26 juillet 1904.	1,000,000			
	7 sept. 1904...	500,000			
	21 nov. 1904..	500,000			
	19 fév. 1905		//	590,320 00	
	Loi de finances de l'exercice 1904		70,000 00	//	70,000 00
1905	19 fév. 1905...	2,590,320	5,890,320 00	//	5,430,301 00
	12 mai 1906...	2,000,000			
	17 août 1905..	1,300,000			
	1er mars 1906		//	460,019 00	
	Loi de finances de l'exercice 1905		70,000 00	//	70,000 00
1906	25 janv. 1906..	1,000,000	4,360,019 00	//	3,717,530 00
	1er mars 1906..	460,019			
	4 avril 1906...	1,000,000			
	13 juillet 1906.	1,800,000			
	3 déc. 1906....	100,000			
	24 avril 1907		//	642,489 00	
	Loi de finances de l'exerc. 1906.		70,000 00	//	70,000 00
	À reporter		27,145,568 90	3,165,072 90	23,980,496 00
	Report		27,145,568 90	3,165,072 90	23,980,496f 00
1907	16 février 1907.....	2,000,000	6,042,489 00	//	5,800,715 00
	24 avril 1907......	642,489			
	24 avril 1907......	700,000			
	10 juillet 1907.....	2,500,000			
	7 nov. 1907.......	200,000			
	4 mai 1908		//	241,774 00	
	Loi de finances de l'exercice 1907	70,000	80,000 00	//	80,000 00
	Loi du 26 avril 1907.	10,000			
1908	4 février 1908......	2,300,000	9,741,774 00	//	8,655,692 00
	16 avril 1908.......	2,300,000			
	4 mai 1908........	241,774			
	15 juillet 1908.....	1,300,000			
	27 octobre 1908.....	3,600,000			
	29 janvier 1909....	1,076,082	//	1,086,082 00	
	30 juin 1909......	10,000			
	Loi de finances de l'exercice 1908..		80,000 00	//	80,000 00
1909	29 janvier 1909.....	1,076,082	10,186,082 00	//	9,825,290 00
	4 février 1909......	2,600,000			
	17 avril 1909......	1,500,000			
	30 juin 1909......	10,000			
	22 juillet 1909.....	3,000,000			
	2 octobre 1909....	900,000			
	16 nov. 1909.......	1,100,000			
	24 juin 1910		//	360,792 00	
	Loi de finances de l'exercice 1909	82,000	96,000 00	//	96,000 00
	Loi du 26 juin 1909...	14,000			
1910	22 janvier 1910......	2,800,000	11,660,792 00	//	11,386,815 00
	3 mai 1910.......	3,100,000			
	24 juin 1910.......	360,792			
	19 juillet 1910......	2,800,000			
	16 sept. 1910.......	350,000			
	22 nov. 1910.......	2,250,000			
	23 juin 1911		//	273,977 00	
	Loi de finances de l'exercice 1910	108,800	118,305 00	//	118,305 00
	Loi du 16 juil. 1910..	9,505			
1911	28 janvier 1911.....	5,750,000	18,423,977 00	//	17,584,630 00
	30 avril 1911.......	11,800,000			
	23 juin 1911.......	273,977			
	13 nov. 1911.......	600,000			
	20 juin 1912		//	839,347 00	
	Loi de finances de l'exercice 1911..		113,500 00	//	113,500 00
1912	26 janv. 1912, ch. 66...	2,900,000	15,539,347 00	//	15,539,347 00
	16 fév. 1912, ch. 66 *bis*.	1,000,000			
	16 fév. 1912, ch. 66 *ter*.	2,000,000			
	20 juin 1912, ch. 66...	839,347			
	27 juin 1912, ch. 66 *bis*.	1,000,000			
	27 juin 1912, ch. 66 *ter*.	2,000,000			
	7 août 1912, ch. 66...	1,500,000			
	13 nov. 1912, ch. 66...	2,500,000			
	13 nov. 1912, ch. 66 *bis*.	800,000			
	13 nov. 1912, ch. 66 *ter*.	1,000,000			
	Loi de finances de l'exercice 1912.		113,500 00	//	113,500 00
	TOTAL		99,341,334 90	5,967,044 90	93,374,290 00

Les crédits ouverts à l'exercice 1912 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 7. — *Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)* [Suite.]

Tableau des versements effectués à titre de redevances annuelles, par la Banque de France à la Caisse centrale du Trésor public, des remboursements d'avances et des prélèvements correspondant aux crédits ouverts au ministère de l'Agriculture.

RECOUVREMENTS.

ANNÉES.			VERSEMENTS.	REMBOURSEMENTS D'AVANCES. Prêts à court terme.	Sociétés coopératives.	PRÊTS individuels à long terme.	TOTAL.
1898....	Année 1897......... 1er semestre 1898.....	2,742,314f 80c 1,494,906 72	4,237,221f 52c	″	″	″	4,237,221f 52c
1899....	2e semestre 1898..... 1er semestre 1899.....	1,747,992 54 2,381,416 79	4,129,409 33	″	″	″	4,129,409 33
1900....	2e semestre 1899..... 1er semestre 1900.....	2,475,873 16 3,241,124 28	5,716,997 44	″	″	″	5,716,997 44
1901....	2e semestre 1900..... 1er semestre 1901.....	2,414,209 44 2,195,268 71	4,609,478 15	″	″	″	4,609,478 15
1902....	2e semestre 1901..... 1er semestre 1902.....	1,912,351 44 1,894,508 11	3,806,859 55	″	″	″	3,806,859 55
1903....	2e semestre 1902..... 1er semestre 1903.....	1,882,633 76 2,189,242 83	4,071,876 59	″	″	″	4,071,876 59
1904....	2e semestre 1903..... 1er semestre 1904.....	2,125,406 60 2,435,823 62	4,561,230 22	″	″	″	4,561,230 22
1905....	2e semestre 1904..... 1er semestre 1905.....	2,085,766 14 2,074,432 49	4,160,198 63	126,250f 00c	″	″	4,286,448 63
1906....	2e semestre 1905..... 1er semestre 1906.....	2,150,610 02 2,655,946 80	4,806,556 82	211,565 00	″	″	5,018,121 82
1907....	2e semestre 1906..... 1er semestre 1907.....	2,676,581 25 3,563,843 02	6,240,424 27	166,369 00	″	″	6,406,793 27
1908....	2e semestre 1907..... 1er semestre 1908.....	3,205,327 34 3,793,298 58	6,998,625 92	520,567 00	″	″	7,519,192 92
1909....	2e semestre 1908..... 1er semestre 1909.....	2,328,174 46 2,445,976 51	4,774,150 97	326,889 00	″	″	5,101,039 97
1910....	2e semestre 1909..... 1er semestre 1910.....	2,344,532 13 2,765,639 38	5,110,171 51	385,843 00	1,200f 00c	″	5,497,214 51
1911....	2e semestre 1910..... 1er semestre 1911.....	2,967,728 90 3,296,900 44	6,264,629 34	1,230,788 00	127,842 30	″	7,623,259 64
1912....	2e semestre 1911..... 1er semestre 1912.....	3,928,900 11 4,200,501 55	8,129,401 66	(c) −1,616,631 00 ″	″ 94,008 51	″ 33,039 22f	−1,616,631 00 8,256,449 39
Total.......................			77,617,231 92	1,351,640 00	223,050 81	33,039 22	79,224,961 95

PRÉLÈVEMENTS.

EXERCICES.	AVANCES. Prêts à court terme.	Sociétés coopératives.	Prêts individuels à long terme.	FRAIS d'administration.
1898........	″	″	″	″
1899........	″	″	″	″
1900........	637,086f 90c	″	″	15,163f 10c
1900........	72,350 00	″	″	″
1901........	3,493,548 10	″	″	124,836 90
1902........	3,000,000 00	″	″	80,000 00
1903........	2,500,000 00	″	″	80,000 00
1903........	″	″	″	10,000 00
1904........	5,200,000 00	″	″	″
1904........	″	″	″	70,000 00
1905........	5,300,000 00	″	″	70,000 00
1906........	2,965,311 00	″	″	70,000 00
1906........	292,200 00	″	″	″
1907........	5,650,315 00	″	″	80,000 00
1907........	150,400 00	″	″	″
1908........	6,670,767 00	680,425f 00c	″	80,000 00
1908........	1,020,600 00	283,900 00	″	″
1909........	7,719,240 00	930,050 00	″	96,000 00
1909........	947,600 00	228,400 00	″	″
1910........	5,441,250 00	1,892,970 00	1,369,000 00	118,305 00
1910........	1,332,300 00	391,295 00	960,000 00	″
1911........	(A) 6,430,350 56 (B) −137,300 00	2,038,280 00	4,117,000 00	113,500 00
1911........	425,000 00 (D) −13,491,600 56	326,000 00 ″	620,000 00 ″	″ ″
1912........	″	1,160,740 00	3,641,800 00	113,500 00
	45,619,418 00	7,932,060 00	10,707,800 00	1,121,305 00
	65,380,583f 00c			

Au 31 décembre 1912, le présent compte fait ressortir un solde créditeur de (voir page 239)........................ 13,844,378f 95

OBSERVATIONS.

(A) Les avances payées s'élevaient à.......... 10,058,350f 00c
Il a été prélevé sur l'avance de la Banque (voir page 596)...................... 3,627,999 44
Reste pour le présent compte......... 6,430,350 56

(B) Annulation par virement de comptes de prélèvements effectués en 1901, en excédent sur les crédits employés.

(C) Transport par virement au compte n° 8 des remboursements de prêts effectués en 1910 et 1911.

(D) Transport par virement au même compte de prélèvements opérés en 1910 et 1911 pour le crédit à court terme.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 7. — *Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)* [Suite.]

Tableau de répartition des ressources (redevances annuelles et avance de la Banque de France) entre les différents services de crédit agricole.

RECETTES ET DÉPENSES ANNUELLES.	SOMMES.	AFFECTATION DES REDEVANCES. 1/3 aux sociétés coopératives. (Loi de 1906.)	AFFECTATION DES REDEVANCES. 2/3 au crédit à long terme. (Loi de 1910.)	AVANCE DE LA BANQUE réservée au crédit à court terme. (Loi de 1899.)	OBSERVATIONS.
Redevances versées au 1er janvier 1907 et avance de 40 millions	40,099,828f 25c	«	«	40,000,000f 00c	(A) Report au crédit à long terme.
Remboursements des caisses à la même date	337.815 00				
A déduire :	40,437,643 25				
Avances accordées de 1900 à 1906 … 23,460,496f 00c					
Frais d'administration … 520,000 00	23,980,496 00				
Ressources disponibles au 1er janvier 1907	16,457,147 25				
Part des coopératives	5,485,715 75	5,485,715f 75c			
Reste pour le crédit à court terme	10,971,431 50				
Année 1907. Redevances … 6,240,424f 27c; Frais d'administration … 80,000 00 — 6,160,424f 27c	4,106,949 52	2,053,474 75			
Année 1907. Remboursements	166,369 00				
Année 1908. Redevances … 6,998,625f 92c; Frais d'administration … 80,000 00 — 6,918,625f 92c	4,612,417 28	2,306,208 64			
Année 1908. Remboursements	520,567 00				
Année 1909. Redevances … 4,774,150f 97c; Frais d'administration … 96,000 00 — 4,678,150f 97c	3,118,767 32	1,559,383 65			
Année 1909. Remboursements	326,889 00				
A déduire :	23,823,390 62	11,404,782 79			
Avances accordées : en 1907 … 5,800,715f 00c; en 1908 … 8,655,692 00; en 1909 … 9,825,290 00 — 24,281,697f 00c	22,158,922 00	2,122,775 00			
Ressources disponibles au 1er janvier 1910	1,664,468 62 (A)	9,282,007 79	1,664,468f 62c (A)	40,000,000 00	

SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES au 31 décembre 1912. (Suite.)

RECETTES ET DÉPENSES ANNUELLES.	SOMMES.	AFFECTATION DES REDEVANCES. 1/3 aux sociétés coopératives. (Loi de 1906.)	AFFECTATION DES REDEVANCES. 2/3 au crédit à long terme. (Loi de 1910.)	AVANCE DE LA BANQUE réservée au crédit à court terme. (Loi de 1899.)	OBSERVATIONS.
Ressources disponibles au 1er janvier 1910	«	9,282,007f 79c	1,664,468f 62c	40,000,000f 00c	(B) Chiffres arrêtés au 31 décembre 1912. (C) Voir page 593. (D) Voir page 596.
Année 1910. Redevances … 5,110,171f 51c; Frais d'administration … 118,305 00	4,991,866f 51c	1,663,955 50	3,327,911 01	«	
Année 1910. Remboursements	«	1,200 00	«	385,843 00	
Année 1911. Redevances … 6,264,629f 34c; Frais d'administration … 113,500 00	6,151,129 34	2,050,376 44	4,100,752 90	«	
Année 1911. Remboursements	«	127,842 30	«	1,230,788 00	
Année 1911. Restitution d'une ressource indûment prélevée en 1901	«	«	«	137,300 00	
Année 1912. Redevances … 8,129,401f 66c; Frais d'administration … 113,500 00	8,015,901 66	2,671,967 22	5,343,934 44	«	
Année 1912. Remboursements	«	94.008 51	33,039 22	1,243,085 00	
A déduire :		15,891,357 76	14,470,106 19	42,997,016 00	
Avances accordées :					
en 1910	«	2,284,265 00	2,329.000 00	6,773,550 00	
en 1911	«	2,364,280 00	4,737,000 00	10,483,350 00	
en 1912 (B)	«	1,160,740 00	3,641,800 00	4,417,750 00	
		5,809,285 00	10,707,800 00	21,674,650 00	
Ressources disponibles au 31 décembre 1912	«	10,082,072 76	3,762,306 19	(D) 21,322,366 00	
		(C) 13,844,378f 95c			

COMPTE N° 8. — *Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France.*

La Banque de France, par une convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897, portant prorogation de son privilège jusqu'au 31 décembre 1920, s'est engagée à mettre à la disposition du Trésor public, indépendamment de l'avance des 140 millions résultant des traités antérieurs du 10 juin 1857 et du 29 mars 1878, une nouvelle avance de quarante millions (40,000,000), consentie pour la durée du privilège, garantie par des bons du Trésor et ne devant pas porter intérêt.

Le présent compte spécial a été créé en conformité des prescriptions de la décision ministérielle du 27 décembre 1897, pour retracer les opérations de comptabilité relatives à la constatation et à l'emploi de cette avance. Les fonds versés par la Banque de France ont été portés à son crédit, et il doit être débité du montant des sommes appliquées aux budgets ou services, dans la forme usitée en matière de fonds de concours, pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêt, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui auront été constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894. (Lois du 31 mars 1899, art. 1er, et du 13 avril 1900, art. 10.)

Ainsi qu'on l'a vu dans les développements du compte précédent, les lois des 29 décembre 1906 et 19 mars 1910 ayant réservé pour les avances aux sociétés coopératives et les prêts individuels à long terme, les redevances annuelles de la Banque de France, qui, jusqu'alors fournissaient également les ressources nécessaires au crédit à court terme, c'est sur le présent compte que celles-ci devront être désormais prélevées. Par contre, les remboursements de prêts de même nature lui seront attribués pour servir à de nouvelles avances.

En conséquence des dispositions susénoncées, la situation du compte : *Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France* est la suivante :

Crédit.

Application en 1897 par le Caissier-payeur central du versement de la Banque			40,000,000f 00
Remboursements d'avances à court terme.	Années 1910 et 1911 (transport du compte n° 7)	(A) 1,616,631f 00c	
	Année 1912	1,243,085 00	
		2,859,716 00	2,859,716 00
	Total du crédit		42,859,716 00

Débit.

Prélèvements pour prêts à court terme.	Exercices 1910 et 1911 (transport du compte n° 7)	(B) 13,491,600f 56c	
	Exercice 1911 (opération directe sur le présent compte)	3,627,999 44	
	Exercice 1912	4,417,750 00	
	Total du débit	21,537,350 00	21,537,350 00

D'où, au 31 décembre 1912, un solde créditeur de 21,322,366 00

égal à celui qui figure page 239.

(A) Voir page 592.
(B) Voir page 593.

COMPTE N° 9. — *Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898).*

Aux termes de la loi du 17 février 1898, article 3, le ministre des Finances a été autorisé à émettre ou à négocier, pour subvenir provisoirement aux dépenses de perfectionnement du matériel d'armement et de la réinstallation des services militaires, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pouvait dépasser six ans. Les ressources ainsi créées devaient être maintenues dans la limite des crédits ouverts ou de l'insuffisance temporaire du montant des réalisations porté en recette au compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Le présent compte : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)*, a été ouvert conformément aux prescriptions de la décision ministérielle du 28 juin 1898, qui a fixé le mode de comptabilité devant permettre de retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement des obligations.

Au crédit de ce compte est porté le produit des obligations négociées au fur et à mesure des versements effectués, et à son débit est imputé le montant des prélèvements opérés pour rembourser les obligations arrivées à l'échéance.

Le compte : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)*, en corrélation avec le précédent, est crédité de ces prélèvements.

Le Caissier-payeur central a porté au crédit du compte : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)*, pendant les années 1898 à 1901, le produit des obligations successivement émises dont le montant s'élevait à la somme de 197,620,000f 00c

La réalisation des ressources prévues au compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement etc.*, n'avait pas permis, jusqu'en 1907, de prélever les sommes nécessaires au remboursement des obligations de l'espèce et le solde créditeur du présent compte, au 31 décembre 1907, était égal au montant des obligations émises. Mais cette situation s'est modifiée par la suite et d'importantes réalisations ont fait descendre le solde débiteur du premier compte au-dessous du produit des émissions : comme conséquence, les prélèvements ci-après ont pu être opérés par l'Agent comptable des virements, en vue de régulariser, jusqu'à due concurrence, l'opération de remboursement déjà effectuée par le Caissier-payeur central sur les ressources de la trésorerie, savoir :

Pendant l'année 1908	965,697f 35c	7,335,990f 20c
— 1909	5,230,527 43	
— 1912	1,139,765 42	

D'autre part, la décision ministérielle du 19 décembre 1910, en appliquant aux obligations de cette nature l'annuité de remboursement de la dette à terme inscrite dans les budgets en vertu de l'article 78 de la loi du 8 avril 1910, a prescrit de prélever annuellement sur ce compte une ressource équivalente, pour la transporter au compte : *Perfectionnement, etc.*

En conséquence, le Caissier-Payeur central a effectué les prélèvements ci-après, savoir :

Pendant l'année 1910	1,582,665f 00c	9,232,605 00	
— 1911	3,077.535 00		
— 1912	4,572,405 00		
Ensemble		16,568,595 20	16,568,595 20

et, au 31 décembre 1912, le solde créditeur du compte ne s'élève plus qu'à 181,051,404 80

chiffre égal à celui qui ressort page 239.

COMPTE N° 10. — *Produit de l'émission d'obligations à court terme.*
(*Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.*)

Aux termes de l'article 41 de la loi du 26 décembre 1908, le ministre des Finances a été autorisé :

1° A rembourser les cautionnements en numéraire que les comptables de deniers publics ont été admis à remplacer par la caution solidaire d'associations françaises de cautionnement mutuel;

2° A pourvoir à ces remboursements au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du Trésor et jusqu'à due concurrence, d'obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

La décision ministérielle du 28 juin 1909, prise en exécution de ladite loi, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations. Elle a prescrit que l'émission serait constatée par l'intermédiaire de trois comptes, l'un à ouvrir parmi les Services spéciaux sous la rubrique : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme.* (*Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41*), l'autre jouant contradictoirement avec le précédent, à classer parmi les comptes d'Effets à payer sous le titre : *Obligations du Trésor à court terme.* (*Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41*), et enfin le présent compte intitulé : *Produit de l'émission d'obligations à court terme.* (*Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41*).

Ce dernier compte est crédité par le Caissier-payeur central du produit des obligations négociées au fur et à mesure des versements effectués. Il sera ultérieurement débité, par les soins de l'Agent comptable des virements, du montant total des obligations remboursées, lorsqu'une loi en aura autorisé l'application dans les écritures.

Conformément aux prescriptions ci-dessus énoncées, le présent compte a été crédité, pendant l'année 1909, de la somme de 35,000,000 fr.

représentant le produit des obligations émises. Aucune autre opération n'ayant eu lieu, cette somme est égale au solde créditeur qui ressort à la page 239.

COMPTE N° 11. — *Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à des subsides pour location.*

Aux termes de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, relative à la suppression de l'enseignement congréganiste, la liquidation des biens et valeurs appartenant aux congrégations dissoutes s'opère d'après les règles édictées par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825. Après prélèvement des pensions alimentaires prévues par cette loi, le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux ne faisant pas retour aux donateurs ou aux héritiers ou ayants droit des donateurs ou testateurs, doit servir à augmenter les subventions de l'État pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à accorder des subsides pour location.

Le décret du 17 juin 1905, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 juillet 1904, énumère, en son article 23, les ressources qui doivent être mises à la disposition des communes. Ce sont :

1° Les sommes restant disponibles sur le produit de la vente des biens des congrégations, après versement à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des capitaux nécessaires à la constitution au profit des ayants droit des pensions alimentaires;

2° Celles qui proviennent du remboursement, en cas de retrait de pensions, du capital représentant la valeur des rentes constituées à la Caisse des retraites;

3° Celles qui sont produites par la vente, dans les cas spécifiés aux articles 20 à 22 du décret, des biens antérieurement affectés aux fonctionnement des maisons de retraite.

Le même décret dispose (art. 24 et 25) que les sommes versées par le liquidateur à la caisse du receveur des finances de l'arrondissement où l'établissement principal de la congrégation a son siège sont portées en recette, au moment de leur encaissement, à un compte classé parmi les Services spéciaux du Trésor. Les subventions et les subsides sont accordés aux communes par le ministre de l'Instruction publique, après avis d'une commission spéciale nommée par décret; ils ne peuvent être imputés que sur les crédits législatifs ouverts au fur et à mesure de la réalisation des ressources. Une somme égale au montant des crédits employés sur chaque exercice est prélevée sur le compte spécial et portée en recette au budget de cet exercice.

Conformément aux dispositions qui précèdent, il a été ouvert parmi les Services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Produits affectés, en exécution de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, à des subventions pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à des subsides pour location.* Au crédit de ce compte sont appliqués les versements des liquidateurs, et à son débit figureront les prélèvements opérés par l'Agent comptable des virements pour doter les budgets des ressources égales aux crédits ouverts au ministre de l'Instruction publique en vue de l'allocation aux communes de subventions ou de subsides.

Les recettes effectuées au titre du présent compte se sont élevées, savoir :

Pendant l'année 1911 à	(A) 94,702f 62c
— 1912 à	109,195 55
	203,898 17

Aucun prélèvement n'ayant été opéré, cette somme constitue son solde créditeur au 31 décembre 1912, égal à celui qui ressort page 239.

(A) Déduction faite d'une somme de 1,113 fr. 52 par virement de comptes.

COMPTE N° 12. — *Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés.*
(*Loi du 18 mars 1910.*)

Aux termes d'une convention approuvée par la loi du 18 mars 1910, la Banque de France s'est engagée à mettre à la disposition du Trésor, pour un délai maximum de cinq ans, des avances sans intérêts pouvant s'élever au total de 100 millions de francs, afin de permettre à l'État de venir en aide, sous forme de prêts, aux victimes des sinistres survenus du 1er juillet 1909 au 18 mars 1910. Sur cette somme, 25 millions doivent être remis au Crédit foncier et affectés par ses soins à des prêts à long terme; le Crédit foncier remboursera le Trésor le 1er octobre 1915 et sera remboursé, à son tour, au moyen d'annuités mises à la charge de l'État pour 3/10es, des départements et des communes pour 3/10es, et des emprunteurs eux-mêmes pour le surplus, 4/10es. Le complément des avances de la Banque, soit 75 millions, doit être employé par le Trésor en prêts à court terme, accordés par décisions de commissions locales, sous réserve de l'homologation d'une commission centrale siégeant à la Chambre de commerce de Paris; la Banque sera remboursée par fractions de 1/10e, 2/10es, 3/10es et 4/10es à des dates fixées par la loi, et le Trésor sera remboursé lui-même dans des proportions correspondantes et également en quatre termes, par les emprunteurs. D'autre part, il a été institué un fonds de garantie alimenté par les versements des emprunteurs, des départements, communes, chambres de commerce et particuliers, et enfin du Trésor lui-même dans la limite d'une somme de 10 millions.

Une décision ministérielle du 5 juillet 1910 a déterminé les mesures propres à assurer l'exécution de la loi précitée, en ce qui concerne : le versement de l'avance de la Banque et la remise des bons à cet établissement, le payement des prêts, la constitution du fonds de garantie, le remboursement des prêts par les emprunteurs et le remboursement de l'avance de la Banque.

Les versements de la Banque de France, effectués au fur et à mesure des besoins, doivent être constatés au crédit d'un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés* (*Loi du 18 mars 1910*). Ce compte servant de compte d'emploi, c'est à son débit que doivent être imputés les prêts consentis soit aux particuliers, soit au Crédit foncier. Lorsque les ressources de la trésorerie le permettent, le payement des prêts peut d'ailleurs précéder le versement de la Banque; comme contrepartie, le remboursement des intéressés précédera également le remboursement à la Banque elle-même. Dans ce cas, les prêts sont momentanément imputés au compte de *Dépenses à régulariser*, lequel se trouve soldé lors du versement de la Banque.

Les versements de la Banque devant donner lieu à remise de bons (art. 4 de la convention), les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces valeurs sont constatées dans les écritures du Trésor au moyen des deux comptes suivants : 1° un compte d'effets à payer intitulé : *Bons remis à la Banque de France* (*Avances pour prêts aux sinistrés. — Loi du 18 mars 1910*), lequel est crédité du montant des bons et débité des payements effectifs de bons remboursés aux échéances; 2° un compte de services spéciaux : *Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910* (*Prêts aux sinistrés*), lequel comprendra, à son débit, le montant des bons remis, contradictoirement avec le compte d'effets à payer précité, et à son crédit, les prélèvements opérés sur les fonds destinés au remboursement des bons arrivés à échéance.

Bien que la loi ait fixé à des époques presque identiques les remboursements à effectuer par les emprunteurs au Trésor et par celui-ci à la Banque, il existe en réalité de véritables avances de la trésorerie, tenant à deux causes : d'une part, à ce que le Crédit foncier ne remboursera qu'au mois d'octobre 1915 les 25 millions reçus du Trésor, alors que cette somme devra être restituée à la Banque par fractions prenant fin en 1915; d'autre part, à ce que le Trésor restituera les 75 autres millions aux dates inscrites sur les bons, alors que des retards se produiront dans le remboursement des emprunts des particuliers, et que certaines créances du Trésor seront admises en non-valeur. Afin de pouvoir suivre la situation des avances de l'espèce, il a été ouvert un compte de services spéciaux intitulé : *Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés* (*Loi du 18 mars 1910*). A son crédit doivent figurer les remboursements effectués par les emprunteurs en conformité de leurs engagements, ou par le Crédit foncier en vertu de la convention passée avec lui; à son débit, les prélèvements faits pour doter le compte : *Trésor public* en vue de l'amortissement effectif des bons. Ce compte, le plus souvent débiteur, sera soldé en fin d'opération au moyen du fonds de garantie ou des autres ressources qui lui seraient attribuées.

Quant au fonds de garantie, il a fait l'objet de l'ouverture parmi les correspondants du Trésor d'un compte, sous le titre : *Fonds de garantie pour pertes éventuelles résultant de prêts aux sinistrés* (*Loi du 18 mars 1910*). Ce compte comprendra, à son crédit : 1° le versement de 2 p. o/o des sommes non remboursées en fin d'année (art. 4 de la loi); 2° les fonds de concours versés par divers (art. 8); à son débit : 1° les sommes à verser au compte : *Fonds affectés*, 2° les sommes restées sans emploi et remboursées aux divers intéressés (art. 8, § 3).

La Caisse centrale du Trésor public a été chargée seule du payement des prêts, qui peuvent être acquittés soit directement à ses guichets, soit pour son compte par l'intermédiaire des Trésoriers-payeurs généraux. De même, elle centralise tous les remboursements de prêts, ainsi que les recouvrements de sommes à imputer au fonds de garantie. La rentrée en est assurée par les soins de l'Agent judiciaire du Trésor qui établit, en outre, une situation d'ensemble et annuelle des opérations : cette situation est présentée en deux tableaux distincts pour les prêts et le fonds de garantie qui figurent pages 732 à 737 du présent compte général.

Le Caissier-Payeur central a crédité le compte spécial : *Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés* (*Loi du 18 mars 1910*), en somme égale aux versements faits par la Banque, savoir :

Pendant l'année 1910	6,000,000f 00c	
— 1911	1,086,000 00	7,098,500f 00c
— 1912	12,500 00	
et il l'a débité du montant des prêts consentis, savoir :		
Pendant l'année 1910	5,973,300 00	
— 1911	1,112,700 00	(A) 7,098,500 00
— 1912	12,500 00	
de sorte qu'au 31 décembre 1912, le compte ne présente aucun solde		"

ainsi qu'il ressort page 239.

(A) Cette somme se décompose ainsi :

Crédit foncier	2,200,000f 00c
Prêts individuels	4,898,500 00
TOTAL ÉGAL	7,098,500 00

COMPTE N° 13. — *Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés. (Loi du 18 mars 1910.)*

La loi du 18 mars 1910, relative aux prêts à consentir, au moyen des fonds avancés par la Banque de France, aux victimes des sinistres survenus du 1er juillet 1909 au 18 mars 1910, dispose (art. 4) que le remboursement au Trésor des prêts aux commerçants, industriels et artisans sinistrés doit avoir lieu en quatre termes ainsi échelonnés :

1/10e à la fin de la deuxième année;
2/10es à la fin de la troisième année;
3/10es à la fin de la quatrième année;
4/10es à la fin de la cinquième année.

Or, l'article 4 de la convention conclue avec la Banque et approuvée par la loi avait fixé à des époques sensiblement les mêmes les échéances de remboursement du Trésor à la Banque. Néanmoins, les retards qui se produiront dans le remboursement d'un certain nombre d'emprunts et l'admission en non-valeur de diverses créances laisseront, tout au moins temporairement, le Trésor à découvert. Il en sera de même, en ce qui concerne les 25 millions remis au Crédit foncier en vue de prêts à long terme, lesquels ne seront remboursés par cet établissement que le 1er octobre 1915, alors qu'il n'a été fait à cet égard aucune distinction dans les échéances de remboursement à la Banque.

La décision ministérielle du 5 juillet 1910, dans l'objet de suivre avec précision la situation des avances du Trésor (voir les développements du compte précédent), a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux d'un compte intitulé : *Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés* (*Loi du 18 mars 1910*). Ce compte doit comprendre : à son crédit, les remboursements effectués par les emprunteurs en conformité de leurs engagements et par le Crédit foncier, en vertu de la convention passée avec lui; à son débit, les prélèvements opérés pour doter, en vue de l'amortissement effectif des bons, le compte spécial : *Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910* (*Prêts aux sinistrés*).

Le Caissier-payeur central a crédité le présent compte du montant des prêts remboursés, savoir :

Pendant l'année 1910	27,100 00c
— 1911	240,299 31
— 1912	562,448 12
Total du crédit	829,847 43
Les prélèvements effectués en 1912 à son débit s'étant élevés à	600,000 00
il en résulte, au 31 décembre 1912, son solde créditeur de	229,847 43

égal à celui qui ressort page 239.

COMPTE N° 14. — *Taxe de fabrication sur les alcools d'industrie, affectée au payement de l'indemnité de 9 francs par hectolitre revenant aux dénaturateurs d'alcools en vertu des lois des 25 février 1901 et 30 mars 1902.*

La loi de finances du 25 février 1901 (art. 59) a alloué à forfait, à partir du 1er janvier 1902, aux préparateurs d'alcools dénaturés destinés au chauffage, à l'éclairage, ou à la production de force motrice, pour leur tenir compte du coût du dénaturant, une somme de 9 francs par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation.

D'autre part, elle a assujetti les distillateurs qui rectifient les flegmes ou qui mettent en œuvre des matières autres que les vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, à l'acquittement d'une taxe de fabrication de 80 centimes par hectolitre d'alcool pur sortant de leurs usines, sous déduction :

1° Des quantités directement exportées;

2° Des quantités à l'état de flegmes dirigées sur d'autres usines pour y être rectifiées.

Dans le cas où le produit de cette taxe ne suffirait pas à couvrir la dépense ou lui serait supérieur, le taux en serait relevé ou abaissé, suivant le cas, par un décret soumis à la sanction législative avant le 1er avril et rendu exécutoire à partir du 1er janvier suivant.

Enfin la même loi a prescrit l'ouverture, parmi les Services spéciaux du Trésor, d'un compte qui serait débité du montant des sommes payées aux dénaturateurs et crédité du montant de la taxe imposée aux distillateurs.

Postérieurement, la loi du 30 mars 1902, sans apporter d'autre changement à ces dispositions, a transformé le mode d'établissement de la bonification accordée aux préparateurs d'alcool dénaturé, en stipulant (art. 16) que la somme de 9 francs doit être allouée par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation selon la formule générale (soit 10 p. o/o de méthylène).

Au 31 décembre 1911, le présent compte faisait ressortir un solde créditeur de		763,707f 36c
Les opérations effectuées pendant l'année 1912, par les receveurs des contributions indirectes, ont été les suivantes :		
Les recouvrements se sont élevés à	5,476,505f 52c	
Les payements à	4,579,740 87	
D'où une différence de	896,764 65	896,764 65
Le solde créditeur, égal à celui qui figure page 239, est ainsi de		1,660,472 01

et constitue l'excédent du produit de la taxe sur le montant des indemnités payées au 31 décembre 1912.

En vue de couvrir l'insuffisance de la taxe perçue antérieurement, divers décrets en ont successivement élevé le taux. Elle a été de 3 fr. 47 pour l'année 1910 (décret du 8 mars 1909) puis ramenée à 2 fr. 85 pour l'année 1911 (décret du 31 mars 1910), et à 2 fr. 33 pour l'année 1912 (décret du 28 mars 1911.) Elle sera de 2 fr. 26 pour l'année 1913 (décretdu 9 mars 1912).

Le titre du présent compte a été légèrement modifié pour le mettre d'accord avec la réalité des faits.

COMPTE N° 15. — *Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État. (1912.)*

Aux termes des articles 69 et 158 de la loi de finances du 13 juillet 1911 et de l'article 25 de celle du 27 février 1912, le ministre des Finances a été autorisé à émettre des obligations amortissables dans l'objet :

1° De subvenir aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'État (réseau ancien et réseau racheté de la compagnie de l'Ouest) pour les exercices 1911 et 1912, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 ;

2° De solder le compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor, en exécution de l'article 4 de la loi du 18 décembre 1908, et intitulé : *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest ;*

3° De rembourser les obligations à court terme émises en vertu des lois de finances des exercices 1909 (art. 33) et 1910 (art. 76).

D'autre part, l'article 2 de la loi du 8 mars 1912 dispose qu'aux sommes ainsi empruntées doivent s'ajouter toutes les dépenses matérielles et tous frais d'émission. Ces dépenses et ces frais, à prélever sur le produit de la négociation des obligations, ne peuvent excéder une somme totale de 6 millions de francs.

Un décret du 9 mars 1912 a autorisé la négociation, au moyen d'une souscription publique, de 600,000 obligations 4 p. 0/0 d'une valeur nominale de 500 francs portant intérêts du 1er février 1912 et remboursables en 50 ans par voie de tirage au sort, le premier tirage devant avoir lieu avant le 1er février 1913 et le dernier avant le 1er février 1962. Le prix d'émission a été fixé à 503 francs.

Un arrêté ministériel de la même date a déterminé les conditions dans lesquelles l'émission devrait s'effectuer. La souscription a eu lieu le 23 mars 1912. Chaque obligation a fait l'objet d'un versement de garantie de 100 francs en souscrivant, le versement complémentaire, soit 403 francs, étant exigible à la répartition. Les 600,000 obligations souscrites ont ainsi produit un capital de 301,800,000 francs.

Conformément à la décision ministérielle du 21 mars 1912, cette somme devait être constatée, au fur et à mesure des versements, au crédit d'un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : *Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912)*. Au débit du même compte doivent être imputés les prélèvements à faire en exécution des lois susmentionnées.

Pendant l'année 1912, le Caissier-payeur central, sur le produit net de l'émission porté au crédit du présent compte, ci....		301,800,000f 00c
a effectué les prélèvements ci-après (décisions ministérielles des 22 juin et 24 juillet 1912) :		
1° Solde du compte spécial : *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest*....	69,105,847f 03c	
2° Amortissement des obligations émises pour l'exploitation provisoire dudit réseau..........	33,920,000 00	
3° Provision pour les frais d'émission..........	1,800,000 00	
4° Attribution au compte courant du Caissier général des chemins de fer de l'État (A).......... à charge de solder les avances consenties par le Trésor en 1911 et 1912 pour une somme totale de 188,064,433 fr. 27.	196,974,152 97	301,800,000 00
Par suite, au 31 décembre 1912, le présent compte ne fait ressortir aucun solde (voir page 239.)..........		"

Le produit de l'émission, déduction faite des frais (1,800,000 fr.) se répartit entre les deux réseaux de la manière suivante	
Ancien réseau..........	26,802,415 43
Réseau racheté de la compagnie de l'Ouest..........	273,197,584 57
	300,000,000 00

(A) Dans cette somme est comprise celle de 1,681,318f 68c, revenant à l'administration des chemins de fer de l'État à titre de recettes en atténuation de la charge des intérêts échéant le 1er août 1912. (Intérêts courus du 1er février au jour de l'émission.)

COMPTE N° 16. — *Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France.*

COMPTE N° 17. — *Versement au Trésor de la valeur de billets à impression bleue de la Banque de France. (Loi du 29 décembre 1911.)*

En vertu d'une convention en date du 11 novembre 1911 et de la convention additionnelle du 28 du même mois, ratifiées par la loi du 29 décembre 1911 (art. 2), la Banque de France s'est engagée :

1° A mettre à la disposition de l'État, en augmentation des avances d'ensemble 180 millions de francs résultant des traités des 10 juin 1857, 29 mars 1878 et 31 octobre 1896, une avance supplémentaire de 20 millions de francs. Cette avance, consentie pour la durée du privilège de la Banque, ne portera pas intérêts ; le remboursement doit en être garanti par la remise d'un bon du Trésor à l'échéance du 31 décembre 1920 ;

2° A remettre définitivement au Trésor une somme de 5 millions, prélevée sur le montant des billets de tous anciens types à impression bleue, sans fond rose, et des petites coupures de 5 francs, 20 francs et 25 francs, restant en circulation au 31 décembre 1911.

L'article 3 de la loi du 29 décembre 1911 prescrit de centraliser les sommes ainsi versées à un compte spécial du Trésor, où elles seront réservées jusqu'à ce que des dispositions législatives aient établi les conditions dans lesquelles elles seront affectées à des œuvres de crédit.

Postérieurement, la décision ministérielle du 21 juin 1912, qui règle le mode de comptabilité à suivre pour décrire les opérations relatives tant à l'avance de 20 millions faite par la Banque qu'à la somme de 5 millions versée par cet établissement, mentionne que, si la loi susvisée prévoit seulement l'ouverture d'un compte, il parait indispensable de distinguer entre ces deux natures de versements qui ont un caractère différent et pourraient ultérieurement ne pas recevoir le même emploi. Elle dispose, en conséquence, que les fonds remis par la Banque seront, d'après leur origine, respectivement portés au crédit de deux comptes à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre de : *Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France* et de *Versement au Trésor de la valeur de billets à impression bleue de la Banque de France. (Loi du 29 décembre 1911.)*

Le débit de ces comptes retracera l'emploi des ressources correspondantes par leur application au crédit des budgets ou services auxquels elles auront été législativement attribuées.

Pendant l'année 1912, le Caissier-payeur central a crédité les présents comptes, savoir :

Le compte : *Avance de 20 millions faite au Trésor par la Banque de France*, de la somme de..........	20,000,000f 00c
Le compte : *Versement au Trésor de la valeur de billets à impression bleue de la Banque de France*, de celle de..........	5,000,000 00

qui constituent leur solde créditeur respectif au 31 décembre 1912.

Ces soldes sont égaux à ceux qui ressortent page 239.

COMPTE N° 18. — *Avance de 2 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie.*

Aux termes de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1911, approuvant la convention intervenue le 30 novembre précédent avec la Banque de l'Algérie, cet établissement doit mettre à la disposition du Trésor, sans intérêt et pour toute la durée de son privilège, une avance de 2,000,000 de francs, en augmentation de celle de 3,000,000 prévue à l'article 6 de la loi du 5 juillet 1900.

Cette avance supplémentaire doit être portée à un compte spécial du Trésor, où elle sera réservée jusqu'à ce que des dispositions législatives en aient réglé l'emploi en faveur de l'Algérie.

D'autre part, l'article 2 de la convention précitée stipule, qu'en garantie de son avance, il sera remis à la Banque de l'Algérie des bons du Trésor à l'échéance du 31 décembre 1920.

Le présent compte spécial a été créé, en conformité des prescriptions de la décision ministérielle du 17 juin 1912, pour retracer les opérations de comptabilité relatives à la constatation et à l'emploi de cette avance. Les fonds versés par la Banque de l'Algérie ont été portés à son crédit, où ils demeureront jusqu'à ce qu'une loi en ait fixé l'emploi.

Pendant l'année 1912, le Caissier-payeur central du Trésor a perçu la somme de 2,000,000f 00c

dont il a été fait recette au présent compte et qui, à défaut d'autre opération, constitue son solde créditeur au 31 décembre 1912 (Voir page 239).

COMPTE N° 19. — *Compte provisionnel pour les exercices 1912, 1913 et 1914.*

Le présent compte a été ouvert dans les écritures centrales du Trésor en exécution de l'article 27 de la loi de finances du 27 février 1912.

L'article 28 de la même loi dispose que ce compte doit être tout d'abord :

1° *Crédité* de la somme de 158,719,980 fr. 54, que la Compagnie de l'Est s'est engagée à rembourser par anticipation, au titre du capital de sa dette de garantie, conformément à l'article 1er de la convention provisoire passée le 6 septembre 1911 entre le Ministre des finances, le Ministre des Travaux publics et ladite compagnie;

2° *Débité* d'une somme de 153,000,000 francs, que le Ministre des finances est autorisé à appliquer aux ressources exceptionnelles de l'exercice 1912.

Doivent être ensuite inscrits :

Au *crédit* de ce compte : 1° Tous les intérêts dus et à devoir par la Compagnie de l'Est et prévus à ladite convention, déduction faite des excédents de produits nets afférents à l'année 1911 et des intérêts pendant l'année 1912 du capital de 158,719,980 fr. 54, payables par douzièmes, ces derniers intérêts étant inscrits aux recettes du budget général de l'exercice 1912; 2° l'excédent des recettes constaté en clôture de l'exercice 1911 jusqu'à concurrence 153,000,000 francs;

Et à son *débit*, le montant des prélèvements qui auront été autorisés au profit des budgets des exercices 1913 et 1914 par les lois de finances de ces exercices.

Ce compte sera clos au 31 décembre 1914 après application à l'exercice 1914 du prélèvement le concernant. Le solde créditeur qu'il présenterait à cette date sera transporté au crédit du compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : *Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêt.*

Conformément aux dispositions législatives susénoncées, pendant l'année 1912 :

Le Caissier-payeur central a crédité le présent compte de la somme de 158,719,980f 54c

versée par la Compagnie de l'Est, et sur laquelle il a effectué un prélèvement de 153,000,000 00

pour application aux Ressources exceptionnelles de l'exercice 1912.

Reste 5,719,980 54

D'autre part, l'article 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1911 fixe à la somme de 141,130,104 fr. 49 l'excédent de recettes de cet exercice. L'Agent comptable des virements a, en conséquence, porté au crédit du présent compte une somme égale, ci 141,130,104 49

D'où, au 31 décembre 1912, un solde créditeur de 146,850,085 03

égal à celui qui ressort page 239.

COMPTE N° 20. — *Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.*

Aux termes de la loi du 15 juillet 1897, art. 2, le ministre des Finances a été autorisé à faire au budget local de la colonie de la Guadeloupe, sur les fonds du Trésor, une avance de 1 million de francs qui devait être remboursée, sans intérêts, à partir de 1903, au moyen de dix annuités égales.

Pour retracer ces opérations dans les écritures de l'Administration centrale, la même loi a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.*

Ce compte doit présenter à son débit le montant de l'avance effectuée par le Trésor, et, à son crédit, les annuités successives de remboursement.

Pendant l'année 1898, l'avance de 1 million de francs a été portée en dépense à ce compte, dont elle constitue, à défaut de remboursement par la colonie, le solde débiteur au 31 décembre 1912.

Ce solde est égal à celui qui ressort à la page 239.

COMPTE N° 21. — *Avance au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898.*

Aux termes de la loi du 5 avril 1898, le ministre des Finances a été autorisé à faire au budget local de la colonie de Mayotte, sur les fonds du Trésor, une avance de 500,000 francs remboursable sans intérêts, à partir de 1903, au moyen de vingt annuités de 25,000 francs chacune.

Le présent compte a été ouvert pour retracer ces opérations dans les écritures de l'Administration centrale. Il doit présenter à son débit le montant de l'avance du Trésor et à son crédit les sommes successivement remboursées à titre d'annuités.

Au 31 décembre 1907, les avances effectuées par le Trésor s'élevaient à la somme totale de 500,000 francs, répartie comme suit :

Année 1898		107,622f 08c
Année 1899		175,140 03
Année 1900		217,237 89
Ensemble		500,000 00
La colonie a remboursé :		
pendant l'année 1908	25,000f 00c	
pendant l'année 1911	25,000 00	
pendant l'année 1912	25,000 00	
Total	75,000 00	75,000 00
Elle reste donc redevable de		425,000 00

somme égale au solde débiteur du présent compte (voir à la page 239).

COMPTE N° 22. — *Prêts faits à l'industrie.* (*Loi du 1er août 1860.*)

Les prêts faits à l'industrie, en exécution de la loi du 1er août 1860, ont été constatés au débit d'un compte ouvert sous ce titre parmi les *Services spéciaux* du Trésor. Ils doivent, jusqu'à leur entière liquidation, être imputés sur les ressources de la dette flottante. Quant aux intérêts qui en proviennent, ils sont portés en recette aux *Produits divers du budget* de l'exercice courant.

Au 31 décembre 1911, les avances du Trésor s'élevaient à 720,183f 52c

Aucun remboursement n'ayant été effectué pendant l'année 1912, les avances au 31 décembre 1912 restent fixées à la même somme, égale au solde débiteur qui ressort à la page 239.

COMPTE N° 23. — *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires.*

L'article 53 de la loi de finances du 26 juillet 1893 dispose :

« A partir du 1er janvier 1894, les caisses instituées par les lois du 11 juillet 1868, du 1er juin 1878, du 3 juillet 1880 et du 2 août 1881, sont et demeurent supprimées.

« Toutefois, les payements correspondant aux engagements pris antérieurement au 31 décembre 1893 pourront continuer d'être effectués pendant l'année 1894.

« A cette date, les comptes destinés à retracer les opérations de ces caisses dans les écritures du Trésor sont définitivement clos.

« Le Ministre des Finances est autorisé à ouvrir, à partir du 1er janvier 1894, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte unique de liquidation qui sera débité des avances faites par le Trésor restant à amortir et crédité des sommes inscrites au budget pour leur remboursement. »

La décision ministérielle du 4 mai 1894, rendue en exécution de cette loi, a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires*, qui comprendra, à son débit, la totalité des soldes débiteurs des comptes destinés à décrire les opérations relatives aux subventions et avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires, et, à son crédit, la portion des annuités inscrites au budget du Ministère des Finances de chaque exercice représentant l'amortissement des avances du Trésor. En outre, la décision ministérielle du 5 février 1895, prise en exécution des lois des 7 décembre (art. 3) et 27 décembre 1894 (art. 13), a prescrit l'application au crédit du présent compte du produit des obligations, remboursables par annuités terminables en 1923, émises en vertu des lois précitées et destinées à pourvoir au remboursement des avances faites par la dette flottante aux caisses vicinale et scolaire.

Conformément à ces dispositions législatives, l'Agent comptable des virements de comptes a, en fin d'année 1893, débité le présent compte de la somme de 350,892,110f 90c
représentant les soldes débiteurs des comptes ci-après au 31 décembre de ladite année. (Voir pages 726, 731 et 738 du compte des finances de l'année 1893.)

Avances à la caisse des chemins vicinaux	199,178,057f 87c
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur les ressources de la dette flottante	47,575,309 92
Avances à la caisse des lycées, collèges et écoles (avances remboursables)	104,138,743 11
Ensemble	350,892,110 90
En fin d'année 1894, l'Agent des virements a transporté, en exécution du 2e alinéa de l'article 53 de la loi du 26 juillet 1893, au débit du présent compte, le solde débiteur du compte *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, ci	77,216,075 39
Total représentant l'avance de la dette flottante	428,108,186 29

Les opérations relatives à l'amortissement de ces avances sont successivement portées au crédit du présent compte et réparties par années dans les proportions suivantes :

Année 1894 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, représentant les annuités de remboursement, ci		8,633,519f 32c	403,489,151 68
Année 1895 : 1° Application des ordonnances du Ministère des Finances, ci	3,016,488f 46c	251,016,488 46	
2° Cession à la Caisse des dépôts et consignations de 496,000 obligations de 500 francs remboursables par annuités terminables en 1923, au taux de 3 p. o/o (loi du 27 décembre 1894, art. 13), ci	(A) 248,000,000 00		
Année 1896 : 1° Application des ordonnances du Ministère des Finances, ci	653,832 49	71,919,011 00	
2° Application d'un complément d'ordonnances émises sur le chapitre 9 du Ministère des Finances [exercice 1896] (décision ministérielle du 2 août 1896), ci	8,178 51		
3° Cession à la Caisse des dépôts et consignations du solde des obligations de l'espèce, soit 142,514 obligations de 500 francs, remboursables par annuités terminables en 1923, au taux de 3 p. o/o (loi du 27 décembre 1894, art. 13), ci	(A) 71,257,000 00		
Année 1897 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, chap. 9, ci		2,278,865 92	
Année 1898 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, chap. 9, ci		2,353,530 82	
Année 1899 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, chap. 11, ci		2,430,642 06	
Année 1900 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, chap. 11, ci		3,728,173 00	
Année 1901 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, chap. 11, ci		3,728,173 00	
Année 1902 : Application des ordonnances du Ministère des Finances, chap. 11, ci		3,728,173 00	
Année 1910 : Application de partie de l'excédent de recette de l'exercice 1907 (décision ministérielle du 25 avril 1910, prise en exécution de l'art. 79 de la loi du 8 du même mois), ci		53,672,575 10	

Les annuités de remboursement à la dette flottante ont cessé de figurer au budget depuis l'année 1903.

Le compte présente ainsi, au 31 décembre 1912, un solde débiteur de 24,619,034 61
égal à celui qui ressort page 239.

(A) A partir de l'année 1902, l'amortissement du capital de 319,257,000 francs, représentant les obligations remises à la Caisse des dépôts et consignations en 1895 et 1896, précédemment suivi au compte : *Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923*, figure au compte global ouvert par la décision ministérielle du 24 mai 1902, sous le titre : *Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuité terminables en 1923 remises à la Caisse des dépôts et consignations en contre-valeur de la dette du Trésor* (*loi du 30 mars 1902, art. 41*).

COMPTE N° 24. — *Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.*

L'article 14 de la loi du 8 août 1885, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1886, a créé, à partir de l'année 1886, parmi les services spéciaux du Trésor, deux comptes intitulés :

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.

Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts (A) ;

qui doivent présenter :

En dépense, le montant, en capital et intérêts (B) à 4 p. o/o l'an, des sommes avancées par l'État, conformément aux conventions ratifiées par la loi du 20 novembre 1883 et par les lois antérieures;

En recette, les sommes remboursées par les compagnies de chemins de fer conformément aux mêmes conventions.

Les crédits ouverts au ministère des Travaux publics à partir de l'exercice 1886, au titre de ces deux comptes spéciaux, sont constatés dans le tableau suivant, avec l'indication de l'exercice qu'ils concernent, de la loi qui les a accordés et du compte auquel ils sont affectés :

DÉSIGNATION DES EXERCICES AUXQUELS LES CRÉDITS ONT ÉTÉ OUVERTS par les lois de finances.		CRÉDITS ATTRIBUÉS AUX COMPTES : AVANCES aux compagnies de chemins de fer *français* pour garantie d'intérêts.	AVANCES aux compagnies de chemins de fer *algériens* pour garantie d'intérêts.	TOTAL par exercice DES CRÉDITS OUVERTS
Exercice 1886. (Loi du 8 août 1885, art. 15.)		50,000,000f 00c	13,000,000f 00c	63,000,000f 00c
Exercice 1887. (Loi du 26 février 1887, art. 18.)		89,000,000 00	15,000,000 00	104,000,000 00
Exercice 1888. (Loi du 30 mars 1888, art. 17.)		67,000,000 00	18,000,000 00	85,000,000 00
Exercice 1889. (Loi du 29 décembre 1888, art. 11.)	54,000,000f 00c	26,506,375 19	21,000,000 00	47,506,375 19
(Loi du 27 novembre 1890.) Annulation	27,493,624 81			
Exercice 1890. (Loi du 17 juill. 1889, art. 35.) 34,000,000f 00c ; (Loi du 27 nov. 1890.) Report de 1889 27,493,624 81	61,493,624 81	27,810,461 07	24,000,000 00	51,810,461 07
(Loi du 24 juillet 1891.) Annulation	33,683,163 74			
Crédits non employés et non reportés (annulés)		»	*Add.* 6,640,359 07	*Add.* 6,640,359 07
Exercice 1891. (Loi du 26 décembre 1890.)	58,000,000 00	67,683,163 74	24,000,000 00	91,683,163 74
(Loi du 24 juillet 1891.) Report de 1890	33,683,163 74			
Exercice 1893. (Loi du 28 avril 1893, art. 76.)		25,000,000 00	»	25,000,000 00
Exercice 1894. (Loi du 26 juillet 1893, art. 71 et décision ministérielle du 27 février 1894.) Crédits imputés sur les ressources disponibles de la dette flottante		54,109,102 67	»	(C) 54,109,102 67
TOTAL des crédits ouverts au 31 décembre 1912		407,109,102 67	108,359,640 93	515,468,743 60

Pour les budgets antérieurs à celui de 1891, il était stipulé par chacune des lois de finances portant ouverture des crédits de l'espèce que la portion de crédits non employée à la fin de chaque exercice ne pourrait être reportée aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi, et qu'il devrait être pourvu aux avances autorisées au moyen du produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme.

A partir de l'exercice 1891, aux termes de l'article 23 de la loi du 26 décembre 1890 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de cet exercice, la portion des crédits restée sans emploi à la clôture d'un exercice est reportée de plein droit aux exercices suivants.

En outre, diverses lois ont prescrit : 1° de pourvoir aux avances de garanties d'intérêts par des primes d'émission réalisées sur des obligations du Trésor à court terme, ou au moyen des versements effectués par les compagnies de chemins de fer dans le courant des années 1891 et 1892 et dans les années antérieures (loi du 26 décembre 1890, art. 24 et loi du 26 janvier 1892, art. 43); 2° de rembourser des obligations du Trésor à court terme en circulation, au moyen de prélèvements sur les excédents de recettes des exercices 1890 et 1891 (art. 61 de la loi du 26 décembre 1890), de l'exercice 1898 (art. 108 de la loi du 13 avril 1898) et de l'exercice 1899 (art. 61 de la loi du 30 mai 1899).

(A) Le compte *Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts* a été soldé pendant l'année 1893.

(B) Ce compte, affectant directement la situation générale des Finances, ne peut être débité que des avances dont la caisse *et le portefeuille* du Trésor ont fourni le montant. Quant aux intérêts dont le chiffre du capital prêté devra être augmenté annuellement, ils seront suivis par compagnie au moyen du compte courant de la garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, qui fait partie des comptes d'ordre. (Voir dans le présent volume du compte des Finances, Comptes de divers services publics, *Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.*)

(C) Cette somme représente les crédits imputés sur les ressources disponibles de la dette flottante qui ont servi à payer, pendant l'année 1894, à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, les garanties d'intérêts à elle dues pour les années d'exploitation antérieures à l'année 1893. (Loi du 26 juillet 1893, art. 71, et décision ministérielle du 27 février 1894.)

Le tableau inséré ci-après présente, par année, d'une part, le montant des avances du Trésor faites depuis 1886 aux compagnies de chemins de fer français, et, d'autre part, les versements effectués par les compagnies et les diverses ressources destinées à pourvoir aux avances de garanties.

En cas de reversements de sommes payées en trop, le montant en est constaté en recette à une colonne distincte du crédit de ce compte pour permettre de reconstituer, par voie de déduction, le montant des avances réelles. — Comme ces intérêts remboursés par les compagnies, tant qu'ils ne sont qu'à l'état de dette, ne peuvent être constatés au débit du présent compte spécial, l'Administration des finances, sous le régime de la loi du 8 août 1885, les avait appliqués aux produits des budgets, en exécution de décisions ministérielles. Mais ce mode d'imputation ne peut plus être suivi désormais, puisque, en vertu des lois nouvelles, on doit affecter au payement des garanties les sommes versées par les compagnies à quelque titre que ce soit.

Au 31 décembre 1911, ce compte présentait un solde débiteur de 103,371,745f 57c

Aucune opération n'ayant été effectuée pendant l'année 1912, il accuse la même situation au 31 décembre 1912.

Les avances faites aux compagnies, ainsi que les diverses ressources destinées à y pourvoir, font l'objet du tableau ci-après, qui présente la situation de ce compte à la fin de l'année 1912.

ANNÉES ET EXERCICES.	DÉBIT. MONTANT des avances en capital.	CRÉDIT. REMBOURSEMENT sur le capital.	REMBOURSEMENT sur les intérêts.	REVERSEMENTS de trop-payé.	Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1891. Lois des 26 déc. 1890 et 28 avril 1893.	Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1898 Lois des 13 avril 1898 et 26 déc. 1899.	Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1899. Lois des 30 mai 1899 et 30 déc. 1900	Remboursement des obligations sexennaires sur les crédits du Ministère des Finances.	Primes d'émission des obligations du Trésor à court terme.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Année 1886. Exercice 1886	49,995,000 00	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1887. Exercice 1886. 5,000f 00c ; Exercice 1887. 77,518,410 77	77,523,410 77	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1888. Exercice 1887. 11,481,589 23 ; Exercice 1888. 40,727,100 33	52,208,689 56	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1889. Exercice 1888. 26,272,899 67 ; Exercice 1889. 21,186,777 58	47,459,677 25	249,621 73	1,027,929 74	»	»	»	»	»	»	1,277,551 47
Année 1890. Exercice 1889. 5,319,597 61 ; Exercice 1890. 23,120,461 07	28,440,058 68	3,754,023 17	3,203,997 27	»	»	»	»	»	»	6,958,020 44
Année 1891. Exercice 1890. 4,690,000 00 ; Exercice 1891. 46,233,511 41	50,923,511 41	271,893 17	50,594 48	»	»	»	»	»	»	322,487 65
Année 1892. Exercice 1891. 891,126 19 ; Exercice 1892. 19,604,555 21	20,495,681 40	368,938 07	78,244 64	»	»	»	»	»	»	447,182 71
Année 1893. Exercice 1892. 953,970 93 ; Exercice 1893. 18,069,172 13	19,023,143 06	»	»	»	87,358,543 59	»	»	»	»	87,358,543 59
Année 1894. Exercice 1893. 1,188,205 85 ; Exercice 1894. 3,734,315 62 ; Crédits imputables sur la Dette flottante 54,109,102 67	59,031,624 14	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1895. Exercice 1895 2,008,306 40	2,008,306 40	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1897. Exercice 1897	»	»	»	»	»	»	»	27,900,000 00	2,044,236 15	29,944,236 15
Année 1898. Exercice 1898	»	»	»	18,430 31	»	»	»	30,000,000 00	»	30,018,430 31
Année 1899. Exercice 1899	»	»	»	»	»	26,557,237 14	»	31,000,000 00	»	57,557,237 14
Année 1900. Exercice 1900	»	»	»	»	»	»	52,577,667 64	37,276,000 00	»	89,853,667 64
	407,109,102 67	4,644,476 14	4,360,766 13	18,430 31	87,358,543 59	26,557,237 14	52,577,667 64	126,176,000 00	2,044,236 15	303,737,357 10
		303,737,357f 10c								

Solde débiteur au 31 décembre 1912 : 103,371,745f 57c.
Ce solde est le même que celui qui ressort page 239.

La loi du 8 avril 1910 (art. 79) a admis le principe de l'atténuation de ce solde, concurremment avec celui du compte n° 19 : *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires*, au moyen du reliquat de 53,672,575 fr. 10 provenant de l'excédent de recette de l'exercice 1907. Comme on l'a vu à la page 607, c'est ce dernier compte qui a bénéficié de l'intégralité de la ressource dont il s'agit.

D'autre part, l'article 28 de la loi du 27 février 1912 stipule que le solde créditeur du compte provisionnel prévu à l'article 27 pour les besoins des exercices 1912 à 1914, et qui devra être clos au 31 décembre 1914, sera également appliqué au compte : *Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.*

COMPTE N° 25. — *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

La loi du 17 février 1898 dispose :

ART. 1er. — Le ministre des Finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : « *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires* ».

ART. 2. — Seront portés en recette à ce compte, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé par la loi, les produits d'aliénations d'immeubles militaires désaffectés ou de fortifications déclassées à partir de la promulgation de la présente loi, et spécialement le produit des aliénations des terrains provenant du déclassement des fronts Ouest et Nord de l'enceinte de Paris.

Y seront imputés en dépense :

A une première section, les dépenses de perfectionnement du matériel d'armement;

A une deuxième section, les dépenses nécessitées par la réinstallation des services et par les frais de construction de la nouvelle enceinte de Paris;

A une troisième section, les intérêts des obligations émises en exécution de l'article 3 ci-après.

ART. 3. — Pour subvenir provisoirement aux dépenses, le ministre des Finances est autorisé à émettre ou à négocier, dans la limite des crédits ouverts en exécution de l'article 4 ci-après et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

ART. 4. — Des crédits seront ouverts chaque année, par la loi, au titre du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Les crédits ou portions de crédits restés disponibles en fin d'année pourront être reportés par décrets à l'année suivante.

ART. 5. — Un tableau détaillé des opérations relatives au compte spécial, effectuées du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, sera inséré dans le compte général de l'administration des Finances.

ART. 6. — Les conditions du déclassement et de l'aliénation des fronts Ouest et Nord de l'enceinte de Paris seront déterminées par une loi.

Conformément aux termes de la loi précitée, il a été ouvert, pendant l'année 1898, un compte spécial sous le titre : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Les tableaux ci-après présentent, par année : 1° les crédits ouverts aux ministères de la Guerre et des Finances avec l'indication des lois qui les ont accordés; 2° les recettes effectuées par les receveurs des domaines et centralisées dans les écritures du Caissier-payeur central et des Trésoriers-payeurs généraux, ainsi que les diverses natures de dépenses distinguées par section, comme il est spécifié dans la loi.

Bien que ces opérations ne soient pas développées par exercice, les dépenses demeurent soumises aux prescriptions de la loi du 29 janvier 1831, relativement à la déchéance quinquennale. Les crédits disponibles au 31 décembre de chaque année sont considérés comme annulés et font l'objet d'un décret qui les reporte à l'année suivante.

D'autre part, la décision ministérielle en date du 28 juin 1898, prise en exécution de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, fixe le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement des obligations à court terme destinées à servir de ressources pour faire face provisoirement au payement des dépenses de l'espèce.

Ces dernières opérations sont développées dans les trois comptes suivants : 1° le compte spécial : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (loi du 17 février 1898)*; 2° le compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme (loi du 17 février 1898)*, dont le crédit joue contradictoirement avec le débit du compte précédent; 3° le compte classé parmi les services spéciaux du Trésor sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (loi du 17 février 1898)*, qui sera débité pour ordre par le crédit du compte précité : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (loi du 17 février 1898)*, lorsque la réalisation des ressources propres au présent compte permettra de faire face au remboursement des obligations émises.

La loi du 30 décembre 1900 (art. 7) a disposé que, à partir du 1er janvier 1901, cessaient d'être imputés au débit du présent compte spécial :

1° Les dépenses de perfectionnement du matériel d'armement;

2° Les intérêts des obligations du Trésor émises en vertu de l'article 3 de la loi du 17 février 1898.

Elle stipulait toutefois : que les sommes non employées au 31 décembre 1900 sur les crédits ouverts à cette date au titre de la 1re section pourraient être reportées à 1901 avec la même affectation; que les opérations de dépenses relatives à la 1re et à la 3e sections seraient définitivement closes le 31 mars 1901 pour l'ordonnancement, et le 30 avril suivant pour le payement; et enfin que les crédits et portions de crédits restant disponibles au 31 mars 1901 seraient définitivement annulés.

Ces annulations de crédits, prononcées par la loi du 5 avril 1903, sont détaillées dans le tableau ci-contre.

Enfin, l'article 78 de la loi de finances du 8 avril 1910 ayant ordonné l'inscription, dans les budgets des exercices 1910 et suivants, d'une annuité de remboursement de la dette à terme, la décision ministérielle du 19 décembre 1910 a appliqué aux obligations du compte de perfectionnement le crédit ouvert à cet effet au Ministère des finances.

Une ressource équivalente, prélevée sur le produit de l'émission de ces obligations sera portée chaque année, par le Caissier-payeur central, au crédit du présent compte, et figurera en recette dans le deuxième tableau ci-après :

1° Tableau des crédits ouverts et annulés.

ANNÉES.	LOIS ET DÉCRETS. (Les lois sont indiquées par le signe *).		CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	NET des crédits.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
1898	* 17 février 1898. — Guerre, 1re section		66,000,000 00	»	53,827,172 64
	* 29 décembre 1898. — Guerre, 1re section	5,500,000 00	»	12,172,827 36	
	27 avril 1899 — Guerre, 1re secton.	6,672,827 36			
1899	* 29 déc. 1898. — Guerre, 1re secton.	66,000,000 00	83,167,214 86	»	71,445,402 26
	* 29 déc. 1898. — Guerre, 2e secton.	310,050 00			
	* 29 déc. 1898. — Finances, 3e son.	1,279,500 00			
	29 déc. 1898. — Guerre, 1re secton.	5,500,000 00			
	* 30 mars 1899. — Finances, 3e son.	143,737 50			
	27 avril 1899. — Guerre, 1re secton.	6,672,827 36	»	11,721,812 60	
	* 10 déc. 1899. — Guerre, 2e secton.	3,261,100 00			
	7 déc. 1899. — Guerre, 1re secton.	2,000,000 00			
	8 janv. 1900. — Guerre, 1re secton.	3,500,000 00			
	14 janv. 1900. — Guerre, 2e secton.	3,382,950 00			
	23 fév. 1900. — Guerre, 1re secton.	2,760,000 00			
	23 fév. 1900. — Guerre, 2e secton.	59,374 69			
	28 mai 1900. — Guerre, 1re secton.	19,487 91			
1900	7 déc. 1899. — Guerre, 1re secton.	2,000,000 00	78,014,412 60	»	63,306,483 39
	8 janv. 1900. — Guerre, 1re secton.	3,500,000 00			
	14 janv. 1900. — Guerre, 2e secton.	3,382,950 00			
	23 fév. 1900. — Guerre, 1re secton.	2,760,000 00			
	23 fév. 1900. — Guerre, 2e secton.	59,374 69			
	28 mai 1900. — Guerre, 1re secton.	19,487 91			
	* 19 avril 1900. — Guerre, 1re secton.	55,000,000 00			
	* 19 avril 1900. — Finances, 3e son.	4,416,100 00			
	* 9 mai 1900. — Guerre, 2e secton.	150,000 00			
	* 12 juill. 1900. — Guerre, 2e secton.	6,666,500 00			
	* 30 déc. 1900. — Guerre, 2e secton.	60,000 00			
	11 janv. 1901. — Guerre, 1re secton.	5,000,000 00	»	14,707,929 21	
	11 janv. 1901. — Guerre, 2e secton.	500,000 00			
	1er fév. 1901. — Guerre, 1re secton.	5,835,778 60			
	7 mars 1901. — Guerre, 2e secton.	2,584,000 61			
	5 avril 1903. — Finances, 3e secton	788,150 00			
1901	11 janv. 1901. — Guerre, 1re secton.	5,000,000 00	13,919,779 21	»	11,223,152 33
	11 janv. 1901. — Guerre, 2e secton.	500,000 00			
	1er fév. 1901. — Guerre, 1re secton.	5,835,778 60			
	7 mars 1901. — Guerre, 2e secton.	2,584,000 61			
	16 avril 1902. — Guerre, 2e section.	2,606,945 70	»	2,696,626 88	
	* 5 avril 1903. — Guerre, 1re secton.	89,681 18			
	À reporter		241,101,406 67	41,299,196 05	199,802,210 62
	Report		241,101,406 67	41,299,196 05	199,802,210 62
1902	16 avril 1902. — Guerre, 1re secton.	2,606,945 70	2,612,945 70	»	815,297 27
	* 6 déc. 1902. — Guerre, 2e secton.	6,000 00			
	22 mai 1903. — Guerre, 2e section		»	1,797,648 43	
1903	22 mai 1903. — Guerre, 2e section		1,797,648 43	»	1,189,933 19
	* 11 juill. 1903. — Guerre (2e secton.	150,000 00			
	4 juin 1904 (2e s.).	457,715 24	»	607,715 24	
1904	4 juin 1904. (2e s.)	457,715 24	1,180,968 74	»	451,261 84
	* 23 mars 1904 (2e s.)	413,253 50			
	* 20 avril 1904 (2e s.)	75,000 00			
	* 28 déc. 1904 (2e s.)	235,000 00			
	11 juin 1905 (2e s.)		»	729,706 90	
1905	11 juin 1905. (2e s.)	729,706 90	917,706 90	»	316,051 87
	* 29 juin 1905 (2e s.)	188,000 00			
	Idem. 2e section	»	»	601,655 03	
1906	8 mai 1906 (2e s.).	601,655 03	1,801,655 03	»	240,510 30
	* 29 déc. 1906 (2e s.).	1,200,000 00			
	1er mars 1907 (2e s.)	1,300,000 00	»	1,561,144 73	
	30 Juin 1907 (2e s.)	261,144 73			
1907	17 mars 1907 (2e s.)	1,300,000 00	1,961,144 73	»	334,042 80
	30 juin 1907 (2e s.).	261,144 73			
	* 7 mars 1908 (2e s.).	400,000 00			
	17 janv. 1908 (2e s.)	1,000,000 00	»	1,627,101 93	
	30 juin 1908 (2e s.).	627,101 93			
1908	17 janv. 1908 (2e s.)	1,000,000 00	1,627,101 93	»	275,708 97
	30 juin 1908 (2e s.).	627,101 93			
	26 janv. 1909 (2e s.)	1,200,000 00	»	1,351,392 96	
	26 juin 1909 (2e s.).	151,392 96			
1909	26 janv. 1909 (2e s.)	1,200,000 00	1,587,392 96	»	827,473 45
	26 juin 1909 (2e s.)	151,392 96			
	* 30 déc. 1909 (2e s.)	236,000 00			
	10 fév. 1910 (2e s.)	500,000 00	»	759,919 51	
	30 avril 1910 (2e s.)	172,793 41			
	18 mai 1910 (2e s.)	87,126 10			
1910	10 févr. 1910 (2e s.)	500,000 00	1,051,419 51	»	677,038 29
	30 avril 1910 (2e s.)	172,793 41			
	18 mai 1910 (2e s.).	87,126 10			
	* 31 mars 1910 (2e s.)	61,500 00			
	* 31 mars 1911 (2e s.)	230,000 00			
	28 janv. 1911 (2e s.)	95,050 00	»	374,381 22	
	4 mai 1911 (2e s.).	230,000 00			
	30 juin 1911 (2e s.).	49,331 22			
1911	28 janvier 1911	95,050 00	374,381 22	»	120.588 34
	4 mai 1911	230,000 00			
	30 juin 1911	49,331 22			
	8 février 1912	200,000 00	»	253,792 88	
	22 juin 1912	53,792 88			
1912	8 fév. 1912	200,000 00	1,607,492 88	»	190,005 59
	22 juin 1912	53,792 88			
	* 30 mars 1912	620,000 00			
	* 23 déc. 1912	733,700 00			
	7 mars 1913	400,000 00	»	1,417,487 29	
	13 juin 1913	1,017,487 29			
	TOTAL		257,621,264 70	52,381,142 17	205,240,122 53

2° Tableau des recouvrements effectués et des dépenses acquittées.

DÉSIGNATION DES ANNÉES.	DÉPENSE. 1re SECTION. — Perfectionnement du matériel d'armement.	DÉPENSE. 2e SECTION. — Réinstallation des services et frais de construction.	DÉPENSE. 3e SECTION. — Intérêts des obligations émises.	DÉPENSE. TOTAL.	RECETTE. PRODUIT des aliénations de terrains.	RECETTE. REVERSEMENT d'intérêts d'obligations.	RECETTE. PRÉLÈVEMENT sur le produit des obligations.	RECETTE. TOTAL.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Année 1898	53,827,172 64	»	»	53,827,172 64	13,698 78	129,110 19	»	142,808 97	
Année 1899	69,893,339 45	128,825 31	1,423,237 50	71,445,402 26	651,969 55	2,225 81	»	654,195 36	
Année 1900	59,104,293 34	568,324 08	3,627,950 00	63,300,567 42	556,069 62	377,055 82	»	933,125 44	
Année 1901	10,752,013 39	477,054 91	»	11,229,068 30	815,706 37	»	»	815,706 37	
Année 1902	»	814,709 62	»	814,709 62	496,742 66	»	»	496,742 66	
Année 1903	»	1,184,330 55	»	1,184,330 55	452,122 88	»	»	452,122 88	
Année 1904	»	456,864 48	»	456,864 48	423,605 61	»	»	423,605 61	
Année 1905	»	316,051 87	»	316.051 87	609,524 95	»	»	609,524 95	
Année 1906	»	240,592 30	»	240,592 30	1,122,446 57	»	»	1,122,446 57	
Année 1907	»	333,960 80	»	333,960 80	844,138 78	»	»	844,138 78	
Année 1908	»	275,708 97	»	275,708 97	5,506,236 40	»	»	5,506,236 40	
Année 1909	»	827,473 45	»	827,473 45	621,625 40	»	»	621,625 40	
Année 1910	»	677,038 29	»	677,038 29	330,582 84	»	1,582,665 00	1,913,246 84	
Année 1911	»	120.588 34	»	120.588 34	1,812.658 26	»	3.077.535 00	4,890.193 26	
Année 1912	»	190.005 59	»	190.005 59	1,483,354 74	»	4,572,405 00	6,055,759 74	
	193,576,818 82	6,611,528 56	5,051,187 50	205,239,534 88	15,740,482 41	508,391 82	9,232,605 00	25,481,479 23	
	205,239,534 88				25,481,479 23				

SOLDE débiteur au 31 décembre 1912, égal à celui qui ressort page 239..... 179,758,055 65

DÉVELOPPEMENT SUR LES SERVICES SPECIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 26. — *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.*

La loi du 13 juillet 1908 a autorisé le Ministre des Travaux publics à procéder au rachat du réseau de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Celle du 18 décembre de la même année, réglant les conditions provisoires d'exploitation, ainsi que les mesures financières nécessitées par le rachat, stipule que les lignes rachetées seront incorporées aux chemins de fer de l'État et que l'exploitation en sera provisoirement assurée par le Ministre des Travaux publics, suivant les mêmes règles administratives que l'ancien réseau, jusqu'à ce qu'une loi spéciale, à intervenir avant le 31 décembre 1910, en fixe l'organisation et l'administration définitives. Comme conséquence, les recettes et les dépenses d'exploitation doivent faire l'objet d'un budget annexe, rattaché pour ordre au budget général de l'État, et qui comprend également en dépense les provisions à verser à la Compagnie de l'Ouest, à valoir sur l'annuité définitive de rachat.

La dernière loi dispose en outre :

Art. 4. — Il sera ouvert, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.*

Seront portés à ce compte :

En recette :

Le produit des obligations à court terme émises par le Ministre des Finances dans la limite des autorisations qui seront données à cet effet par les lois de finances ou par des lois spéciales.

En dépense :

1° Le montant des travaux complémentaires exécutés sur les lignes en exploitation du réseau racheté de l'Ouest, après la clôture de tous comptes respectifs de construction;

2° Les payements effectués pour l'achat ou la construction du matériel roulant en augmentation d'inventaire;

3° Le montant des travaux exécutés sur les lignes nouvelles comprises dans l'état annexé à la loi de finances;

4° Les travaux de parachèvement sur les lignes ou sections de lignes en exploitation;

5° Les études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée;

6° Le fonds de roulement jusqu'à concurrence d'une somme de 12 millions de francs, mis à la disposition du service d'exploitation du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.

La loi qui réglera l'organisation et l'administration définitives du réseau racheté déterminera les conditions dans lesquelles sera opérée la clôture et sera effectué l'amortissement du compte spécial ouvert en vertu du présent article.

Art. 5. — Les dépenses prévues à l'article précédent au titre du compte, *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest*, seront effectuées dans la limite des crédits d'autorisation qui seront ouverts, chaque année, par la loi de finances.

C'est en exécution de ces dispositions législatives, qu'il a été ouvert, pendant l'année 1909, un compte spécial sous le titre : *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.*

D'autre part, la décision ministérielle du 20 juillet 1909 a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement des obligations destinées à servir de ressources pour faire face aux dépenses de l'espèce. Ces opérations sont développées dans les deux comptes suivants : 1° un compte de services spéciaux; *Trésor public, s/c d'obligations à court terme.* (*Loi du 18 décembre 1908*); 2° un compte d'Effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme.* (*Loi du 18 décembre 1908*), dont le crédit joue contradictoirement avec le débit du compte précédent.

Enfin l'article 77 de la loi de finances du 8 avril 1910 a rendu applicables à ce compte, en ce qui concerne le fonds de concours, les prescriptions édictées, en ce qui concerne le budget général, par l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et par l'article 52 du décret du 31 mai 1862.

Les tableaux ci contre présentent, par année : 1° les crédits ouverts au Ministère des Travaux publics, avec l'indication des lois et des décrets qui les ont accordés ou annulés; 2° la situation du compte, ressortant de la comparaison des dépenses, classées par nature, comme il est spécifié dans la loi, avec les recettes effectuées par le Caissier-payeur central, sur le produit des émissions successives d'obligations et par l'Agent comptable des virements en vue de doter le compte de ressources égales aux crédits de fonds de concours.

1° *Tableau des crédits ouverts ou annulés.*

OBJET DES CRÉDITS.	ANNÉE 1909. Crédits ouverts. (A)	ANNÉE 1909. Crédits reportés à 1910. (B)	ANNÉE 1909. Net des crédits.	ANNÉE 1910. Crédits ouverts ou reportés de 1909. (C)	ANNÉE 1910. Crédits annulés. (D)	ANNÉE 1910. Net des crédits.	TOTAL des crédits.
Travaux complémentaires à exécuter sur les lignes en exploitation du réseau racheté de l'Ouest après la clôture de leurs comptes respectifs de construction	12,000,000f 00c	4,841,486f 39c	7,158,513f 61c	38,708,731f 11c	3,600,432f 29c	35,108,298f 82c	42,266,812f 43c
Achat ou construction du matériel roulant en augmentation d'inventaire	23,000,000 00	1,173,427 31	21,826,572 69	30,673,427 31	7,394,282 51	23,279,144 80	45,105,717 49
Travaux à exécuter sur les lignes nouvelles comprises dans l'état K annexé à la loi de finances	2,500,000 00	1,135,614 18	1,364,385 82	2,635,614 18	821,972 89	1,813,641 29	3,178,027 11
Travaux de parachèvement sur les lignes ou sections de lignes en exploitation	600,000 00	209,539 80	390,460 20	309,989 80	130,248 43	179,741 37	570,201 57
Étude des lignes dont l'exécution n'est pas commencée	100,000 00	67,423 60	32,576 40	167,423 60	133,663 03	33,760 57	66,336 97
Fonds de roulement à mettre à la disposition du service d'exploitation du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest	12,000,000 00	"	12,000,000 00	"	"	"	12,000,000 00
Totaux	50,200,000 00	7,427,491 28	42,772,508 72	72,495,186 00	12,080,599 15	60,414,586 85	103,187,095 57

DATES DES LOIS ET DÉCRETS :

(A) Loi du 26 décembre 1908, modifiée par celle du 30 décembre 1909.	
(B) Décret du 20 mai 1910.	
(C) Loi du 8 avril 1910 modifiée par celle du 30 mai 1911	64,662,400f 00c
Décret du 20 mai 1910 (report de 1909)	7,427,491 28
Décret du 21 juin 1910 (fonds de concours)	382,398 52
Décret du 18 juillet 1910 (*idem*)	11,376 20
Décret du 21 novembre 1910 (*idem*)	11,520 00
	72,495,186 00
(D) Projet de loi de règlement de l'exercice 1910 (art. 10)	11,836,552f 97c
Décret du 8 juin 1911 (fonds de concours)	244,046 18
	12,080,599 15

2° *Situation du compte.*

DÉSIGNATION DES DÉPENSES ACQUITTÉES.	DÉBIT. Année 1909.	DÉBIT. Année 1910.	DÉBIT. Total.
Travaux complémentaires à exécuter sur les lignes en exploitation du réseau racheté de l'Ouest après la clôture de leurs comptes respectifs de construction	7,158,513f 61c	35,108,298f 82c	42,266,812f 43c
Achat ou construction du matériel roulant en augmentation d'inventaire	21,826,572 69	23,279,144 80	45,105,717 49
Travaux à exécuter sur les lignes nouvelles comprises dans l'état K annexé à la loi de finances	1,364,385 82	1,813,641 29	3,178,027 11
Travaux de parachèvement sur les lignes ou sections de lignes en exploitation	390,460 20	179,741 37	570,201 57
Étude des lignes dont l'exécution n'est pas commencée	32,576 40	33,760 57	66,336 97
Fonds de roulement à mettre à la disposition du service d'exploitation du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest	12,000,000 00		12,000,000 00
Total du débit	42,772,508 72	60,414,586 85	103,187,095 57

Crédit : Produit des obligations émises, en 1909	27,000,000f 00c	33,920,000f 00c	34,081,248 54
Crédit : Produit des obligations émises, en 1910	6,920,000 00		
Crédit : Application des fonds de concours. — Année 1910		161,248 54	
Solde débiteur au 31 décembre 1911			69,105,847 03

L'organisation et l'administration du réseau racheté de l'Ouest ont été définitivement fixées par la loi de finances du 13 juillet 1911, dont l'article 158 stipule que le présent compte doit être soldé au moyen d'une émission spéciale d'obligations amortissables faite pour le service des chemins de fer de l'État. L'émission ayant été autorisée par le décret du 9 mars 1912, une décision ministérielle du 22 juin suivant en a affecté le produit, à concurrence de la somme de 69,105,847 fr. 03, à l'extinction du solde ci-dessus. L'opération, effectuée en 1912 par le Caissier-payeur central, a eu pour effet de solder le compte. (Voir page 239.)

DÉVELOPPEMENT SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 27. — *Avance au Gouvernement crétois.*

La loi du 6 avril 1902 dispose :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre des Finances est autorisé à faire au Gouvernement crétois, sur les fonds du Trésor, une avance d'un million de francs, qui sera constatée au débit d'un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Avance au Gouvernement crétois.*

Cette somme, productive d'intérêts à trois pour cent (3 p. 0/0) à partir du payement définitif, sera remboursée au moyen d'annuités égales s'élevant chacune, en capital et intérêts, à la somme de 50,000 francs. La part de ces annuités représentant le capital amorti sera portée au crédit du compte spécial ; le surplus sera inscrit parmi les recettes budgétaires : *Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante.*

Le Caissier-payeur central a débité le présent compte, savoir :

Pendant l'année 1902, de la somme de..........	821,038f 44c
———— 1903, de celle de.............	166,461 56
———— 1904, de celle de.............	12,500 00
Aucun remboursement n'ayant été effectué, il en résulte, au 31 décembre 1912, un solde débiteur de...	1,000,000 00

égal à celui qui ressort page 239, et représentant le montant intégral de l'avance versée.

La loi du 22 juillet 1912 a autorisé la remise au Gouvernement crétois, dans les mêmes conditions que pour la première, d'une nouvelle avance de 35,000 francs. Mais le versement en a été différé.

COMPTE N° 28. — *Avances aux caisses départementales ou régionales. (Loi du 5 avril 1910.)*

L'article 14 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes prévoit, au nombre des organismes susceptibles de coopérer au service des retraites :

Les sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels agréées à cet effet par décret ;

Les caisses départementales ou régionales instituées par décret et administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du Gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés, et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs ;

Les caisses de retraites de syndicats professionnels.

L'article 38 de la même loi, modifié par l'article 61 de la loi de finances du 27 février 1912, dispose que des avances remboursables peuvent être faites à ces différents groupements, pour couvrir leurs frais de premier établissement, dans les conditions à fixer par un règlement d'administration publique. Le remboursement de ces avances devra être effectué, dans un délai maximum de 15 ans, par annuités égales calculées aux taux du tarif de chaque caisse pour la première année d'opération. Les décrets d'autorisation fixeront, pour chaque caisse, les limites desdites avances remboursables.

Le décret du 25 mars 1911, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée, modifié par celui du 6 août 1912, fixe en ses articles 55 et 82 les conditions dans lesquelles les sociétés et les caisses départementales de retraites peuvent obtenir des avances. Le montant des avances successives consenties, dans les limites du maximum indiqué par le décret d'institution, est déterminé par les Ministres du Travail et des Finances sur la demande de la caisse intéressée et au vu d'un état estimatif des dépenses à couvrir, ainsi que des justifications d'emploi des avances antérieures, s'il y a lieu. Le décret d'institution doit stipuler en outre qu'au cas où le versement des annuités de remboursement ne serait pas effectué dans le délai fixé, une décision interministérielle pourrait autoriser le prélèvement d'office de tout ou partie de l'annuité en retard sur le montant des allocations accordées à la caisse par application de l'article 12 de la loi des retraites ouvrières.

Pour l'exécution de ces dispositions, la loi de finances du 13 juillet 1911 (art. 122) a prescrit l'ouverture d'un compte spécial du Trésor, au débit duquel sont imputées les avances consenties et qui devait être soldé, au 31 décembre 1912, au moyen des ressources qui lui seraient législativement attribuées. Ce compte figure dans les écritures de la Caisse centrale sous le titre : *Avances aux caisses départementales ou régionales (Loi du 5 avril 1910)*, mais sa date de clôture a été prorogée d'une année par l'article 7 de la loi du 23 décembre 1912. Quant à l'encaissement par le Trésor des annuités arrivées à échéance, le montant en sera porté en recette au compte de Produits divers du budget intitulé : *Remboursement des avances faites aux caisses départementales ou régionales (Loi du 5 avril 1910).*

Pendant l'année 1912, le présent compte spécial a été débité, en somme égale aux avances versées, de.................... 67,500f 00c

Cette somme représente son solde débiteur au 31 décembre 1912 (voir p. 239).

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 31 DÉCEMBRE 1912.

(Suite.)

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, ET LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

(Suite.)

2° Développements sur les Services spéciaux d'ordre compensés par le Service des Effets à payer.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 29. — *Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables.*

Les rentes 3 p. o/o amortissables ont été créées par la loi du 11 juin 1878, titre Ier.

Un décret du 16 juillet suivant, rendu en exécution de ladite loi, a déterminé les conditions d'émission de ces rentes pour un emprunt de 439,878,547 francs contracté en 1878. Un autre décret du 7 mars 1881, rendu en exécution de la même loi, a également fixé les conditions d'émission d'un nouvel emprunt de 999,967,365 francs fait en 1881. La loi du 30 décembre 1882, portant fixation des dépenses du budget extraordinaire de 1882, a autorisé la consolidation en rentes 3 p. o/o amortissables des capitaux de la dette flottante. Cette opération, dont le décret et l'arrêté ministériel du 14 mars 1883 ont fixé les conditions, a produit la somme de 1,199,986,880 fr. 50. Un nouvel emprunt en rentes 3 p. o/o amortissables, dont le montant s'est élevé à 349,978,889 francs, a été effectué en exécution de la loi du 30 janvier 1884. Cette loi a autorisé, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, l'inscription de rentes 3 p. o/o amortissables correspondant, d'après les cours moyens de 1883, au capital des rentes perpétuelles dont l'annulation a été opérée en échange de rentes viagères. Le capital des rentes 3 p. o/o amortissables, inscrites pour cette cause, s'est élevé à 367,737,500 francs. Enfin, la loi du 24 décembre 1890 a autorisé le ministre des Finances à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril, 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876, et à inscrire au Grand-Livre de la dette publique, pour remettre à la Caisse des dépôts et consignations, la somme de rente 3 p. o/o amortissable, pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. o/o prélevées. Le capital de rente 3 p. o/o amortissable émise de ce chef s'est élevé à 183,456,500 francs.

Pour retracer dans les écritures centrales du Trésor les diverses opérations auxquelles ont donné lieu l'émission et la négociation de cette valeur, trois comptes ont été nécessaires :

Le premier, intitulé : *Produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0 amortissables* (avec indication de l'année d'émission 1878-1881-1884), présentait d'une part, le montant des réalisations opérées, d'autre part, l'application qui a été faite au profit des budgets ou des services de trésorerie auxquels le produit des emprunts était destiné à pourvoir. Ce compte a été soldé pendant l'année 1887.

Le second compte, classé parmi les *effets à payer,* sous le titre de *Rentes 3 p. 0/0 amortissables* (décision ministérielle du 8 août 1878), présente, au crédit, le montant du capital, *au pair,* des rentes émises; au débit, le montant des remboursements de capitaux effectués par suite des tirages au sort.

Le troisième compte, ouvert parmi les services spéciaux, sous le titre de : *Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables,* présente au débit le montant du capital au pair, en corrélation avec le crédit du compte d'effets à payer susmentionné, et, au crédit, le montant des ordonnances délivrées par imputation sur le budget du ministère des Finances.

Toutefois, en ce qui concerne les deux derniers comptes, un élément nouveau a été apporté par l'intervention de l'article 29 de la loi du 17 avril 1906, prescrivant d'annuler au Grand-Livre, dans le délai de six mois, les inscriptions de rentes acquises à l'État. Comme conséquence, le capital de ces rentes n'a pu, après la sortie aux tirages des séries correspondantes, être compris dans les ordonnances annuelles de remboursement, qui se sont trouvées ainsi en désaccord avec le tableau d'amortissement. La décision ministérielle du 25 mars 1912 a rétabli la concordance au moyen d'une opération d'ordre confiée aux soins de l'Agent comptable des virements, et consistant à créditer le compte : *Trésor public* par le débit du compte *Rentes 3 p. 0/0 amortissables,* en somme égale au montant du capital des rentes annulées, lorsqu'elles viennent à être désignées par le sort.

Les opérations constatées au présent compte sont les suivantes :

Il a été débité :

Pendant l'année 1878, par suite de l'émission de	16,495,500f 00c	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		549,850,000f 00c
Pendant l'année 1881, par suite de l'émission de	36,034,860 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		1,201,162,000 00
Pendant l'année 1883, par suite de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne, de	37,265,700 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		1,242,190,000 00
Pendant l'année 1884 :				
1° Par suite du complément de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne et de la caisse de la dotation de l'armée 7,585,770f 00c	21,292,515 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	252,859,000f	709,750,500 00
2° Par suite de l'émission provenant de l'emprunt de 350 millions 13,706,745 00			456,891,500	
Pendant l'année 1885, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	11,032,125 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		367,737,500 00
Pendant l'année 1891, pour remplacer dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations les rentes 3 p. o/o prélevées en vue du remboursement d'obligations du Trésor et de bons de liquidation. (Loi du 24 décembre 1890.)	5,503,695 00	de rentes 3 p. oo (capital au pair).		183,456,500 00
Ensemble à reporter	127,624,395 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).		4,254,146,500 00

Report... Montant de rentes 3 p. o/o	127,624,395f 00c	"
Report... Capital au pair	"	4,254,146,500f 00c

Il a été crédité du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties aux tirages du 1er mars des années suivantes, compte tenu de l'opération d'ordre applicable aux inscriptions annulées comme ayant fait retour à l'État :

ANNÉES.	MONTANT DES RENTES sorties aux tirages.	SOMMES REMBOURSÉES (Capital au pair).	ANNÉES.	MONTANT DES RENTES sorties aux tirages.	SOMMES REMBOURSÉES. (Capital au pair).
			Report.	9,529,665f	317,655,500f
1879	94,260f	3,142,000f	1896	747,435	24,914,500
1880	94,260	3,142,000	1897	747,435	24,914,500
1881	94,260	3,142,000	1898	747,435	24,914,500
1882	303,765	10,125,500	1899	747,435	24,914,500
1883	303,765	10,125,500	1900	747,435	24,914,500
1884	620,160	20,672,000	1901	747,435	24,914,500
1885	713,670	23,789,000	1902	747,435	24,914,500
1886	713,670	23,789,000	1903	747,435	24,914,500
1887	713,670	23,789,000	1904	747,435	24,914,500
1888	713,670	23,789,000	1905	747,435	24,914,500
1889	713,670	23,789,000	1906	747,435	24,914,500
1890	713,670	23,789,000	1907	747,435	24,914,500
1891	747,435	24,914,500	1908	1,494,870	(A) 49,829,000
1892	747,435	24,914,500	1909	1,494,870	(B) 49,829,000
1893	747,435	24,914,500	1910	1,494,870	49,829,000
1894	747,435	24,914,500	1911	1,494,870	49,829,000
1895	747,435	24,914,500	1912	1,494.870	49,829,000
À reporter..	9,529,665	317,655,500	Total....	25,973,235	865,774,500

Ainsi que l'indique l'état précédent, le montant des rentes sorties aux tirages était, au 1er janvier 1913, de	25,973,235 00	"
correspondant à un capital nominal de	"	865,774,500 00
Il reste donc à amortir, au 1er janvier 1913, une somme de rentes de	101,651,160 00	"
représentant un capital nominal de égal au solde débiteur qui ressort à la page 241.		3,388,372,000 00
A l'époque du 31 décembre 1912, le compte d'*Effets à payer* (voir page 243) présente un solde créditeur de		3,389,410,000 00
Soit un excédent de montant de 31,140 francs de rentes sorties aux tirages et restant à rembourser.		1,038,000 00

(A) Dont 9,000 francs par virement de comptes.
(B) Dont 1,000 francs par virement de comptes.
} L'opération globale a été comprise dans les écritures de l'année 1911.

COMPTE N° 30. — *Trésor public, s/c d'obligations à court terme.* (*Loi du 17 février 1898.*)

Aux termes de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, le Ministre des Finances a été autorisé, pour subvenir provisoirement aux dépenses de perfectionnement du matériel d'armement et de réinstallation de services militaires, à émettre ou à négocier dans la limite des crédits ouverts et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires*, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne devait pas dépasser six ans. La décision ministérielle du 28 juin 1898, prise en exécution de la loi précitée, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer, dans les écritures du Trésor, les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations et a prescrit la création des trois comptes suivants :

1° Un compte à ouvrir parmi les services spéciaux sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme* (*Loi du 17 février 1898*) qui est crédité du produit des obligations négociées, et débité du montant des obligations à rembourser à chaque échéance;

2° Un compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme* (*Loi du 17 février 1898*) qui présente, à son crédit, le montant des obligations émises et, à son débit, les payements effectifs d'obligations remboursées aux échéances;

3° Enfin le présent compte classé parmi les services spéciaux sous le titre : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme* (*Loi du 17 février 1898*), qui comprend, à son débit, le montant des obligations négociées, contradictoirement avec le crédit du compte d'effets à payer précité, et, à son crédit, les prélèvements opérés pour rembourser les obligations arrivées à l'échéance.

Diverses décisions ministérielles ont autorisé le renouvellement des obligations de l'espèce en modifiant leur taux d'intérêt et leur échéance, et l'article 77 de la loi du 27 février 1912 a permis le remboursement des obligations échéant en 1912 au moyen de renouvellements à l'échéance maxima de 1918.

Pendant les années 1898 à 1901, le Caissier-payeur central a porté au débit du présent compte, contradictoirement avec le crédit du compte d'Effets à payer correspondant, le produit des obligations successivement négociées dont le montant s'élevait à la somme de.. 197,620,000f 00c

Au 31 décembre 1907, cette somme constituait encore le solde débiteur du compte. Mais, postérieurement, la réalisation des ressources prévues au compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement, etc.*, a permis à l'Agent comptable des virements d'effectuer les prélèvements ci-après sur le compte de la même catégorie : *Produit de l'émission d'obligations à court terme* (*loi du 17 février 1898*), en vue de régulariser, jusqu'à due concurrence, l'opération de remboursement déjà faite par le Caissier-payeur central sur les ressources de la trésorerie, savoir :

Pendant l'année 1908	965,697f 35c	
— 1909.......	5,230,527 43	
— 1912.......	1,139,765 42	
La somme totale de.........	7,335,990 20	7,335,990 20

a été portée, dans les mêmes proportions et aux époques correspondantes, au crédit du présent compte.

D'autre part, la décision ministérielle du 19 décembre 1910 a appliqué aux obligations de cette nature l'annuité de remboursement de la dette à terme inscrite dans les budgets en vertu de l'article 78 de la loi du 8 avril 1910; elle stipulait en outre qu'une ressource équivalente serait prélevée sur le compte : *Produit* et transporté au compte : *Perfectionnement.*

En conséquence, le Caissier-payeur central a crédité le présent compte du montant des ordonnances émises par le ministère des Finances, savoir :

Année 1910, chap. 2.........	1,582,665 00	
— 1911, chap. 2.........	3,077,535 00	9,232,605 00
— 1912, chap. 2.........	4,572,405 00	
Son solde débiteur, au 31 décembre 1912 (v. p. 241) est ainsi ramené au chiffre de....................		181,051,404 80

A la même date, le compte d'effets à payer correspondant fait ressortir un solde créditeur égal (voir page 243).

COMPTE N° 31. — *Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de l'Algérie.*

La Banque de l'Algérie, aux termes de la convention du 30 janvier 1900, approuvée par la loi du 5 juillet suivant, doit mettre à la disposition du Trésor public une avance de 3 millions de francs, consentie pour la durée de son privilège et ne portant pas intérêt. En garantie de cette avance, il est stipulé, dans la convention, qu'il sera remis à la Banque de l'Algérie une somme égale de bons du Trésor.

Le présent compte spécial a été créé en conformité de la décision ministérielle du 25 juillet 1900, pour retracer les opérations de comptabilité relatives à la constatation de l'émission de ces bons sans intérêts; son débit représente le capital au pair des bons émis, en corrélation avec le compte d'Effets à payer : *Bons remis à la Banque de l'Algérie.* Ce dernier compte, ouvert en exécution de la décision précitée, joue contradictoirement avec le compte spécial.

Postérieurement la loi du 8 juillet 1901 a institué, en Algérie, des caisses régionales de crédit agricole mutuel et a disposé que l'avance de 3 millions et les redevances annuelles de la banque de l'Algérie seraient réparties entre ces caisses, par le Gouverneur général.

En exécution de cette loi, la décision ministérielle du 4 janvier 1902 a prescrit au Caissier-payeur central de verser, au crédit du compte du trésorier général de l'Algérie, l'avance de 3 millions de francs et les redevances annuelles reçues de la Banque de l'Algérie.

Ces opérations ont été effectuées, pendant l'année 1902, par le Caissier central qui a soldé, dans ses écritures, les deux comptes de services spéciaux : *Avance de 3 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie*, et : *Redevances annuelles versées par la Banque de l'Algérie.* (*Loi du 5 juillet 1900.*)

Le présent compte spécial et le compte d'Effets à payer contradictoire : *Bons remis à la banque de l'Algérie* continueront à présenter les opérations relatives à la garantie de l'avance consentie au Trésor par la Banque de l'Algérie.

En vertu d'une nouvelle convention du 30 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre suivant, la Banque de l'Algérie s'est engagée à verser au Trésor une avance supplémentaire de 2 millions garantie également par des bons. Le versement a eu lieu en 1912, et la décision ministérielle du 17 juin 1912 stipule que la remise des bons sera constatée au moyen des deux comptes ouverts pour l'avance de 1900.

Le Caissier-payeur central du Trésor a débité le présent compte par le crédit du compte d'Effets à payer correspondant, savoir :

Pendant l'année 1900, de..................	3,000,000f 00c
— 1912, de..................	2,000,000 00
Ensemble.......	5,000,000 00

Aucune autre opération n'ayant été effectuée, cette somme constitue son solde débiteur au 31 décembre 1912, égal à celui qui ressort page 241.

A la même date, le compte d'Effets à payer présente un solde créditeur équivalent. (V. page 243.)

COMPTE N° 32. — *Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 remises à la Caisse des Dépôts et Consignations en contre-valeur de la dette du Trésor.* (Loi du 30 mars 1902, art. 41.)

La loi de finances du 30 mars 1902 (art. 41) dispose :

A dater du 1er juillet 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux diverses caisses gérées par la Caisse des dépôts et consignations en raison des avances consenties par elles aux titres ci-après :

1° Conversion de l'emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895);

2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

3° Liquidation des caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895);

4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

5° Indemnités de rachat à la compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

La Caisse des dépôts et consignations recevra, en payement, des obligations amortissables productives d'un intérêt de 3 p. o/o et remboursables au moyen de quarante-quatre demi-annuités dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière à celle du 16 novembre 1923.

Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897.

En exécution de cette loi, une décision ministérielle du 5 mai 1902 a autorisé la création d'obligations représentant le capital de 785,565,019f 84c auquel a été arrêté le chiffre de la nouvelle dette du Trésor, et la remise de ces obligations à la Caisse des dépôts et consignations en garantie de ses avances, contre restitution des engagements du Trésor en sa possession à cette époque.

Ces obligations, émises au capital de 500 francs avec jouissance du 16 novembre 1901, sont divisées en séries comprenant chacune 100 titres et sont amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923.

Postérieurement, la décision ministérielle du 24 mai 1902 a déterminé les mesures de comptabilité à prendre pour décrire les opérations relatives tant à la suppression des anciennes dettes du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts qu'à leur unification, et elle a prescrit, dans ce but, au Caissier-Payeur central les opérations suivantes.

La rentrée des anciennes valeurs remises au Trésor par la Caisse des dépôts a été constatée en soldant respectivement l'un par l'autre, pendant l'année 1902, les comptes qui faisaient ressortir distinctement chacune des anciennes dettes du Trésor, vis-à-vis de la Caisse des Dépôts.

Ces comptes étaient les suivants :

COMPTES DE SERVICES SPÉCIAUX :

Trésor public, S/C d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (*Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.*)

Trésor public, S/C d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (*Lois des 26 juillet 1893, article 56, et 28 décembre 1895, art. 47.*)

Trésor public, S/C d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (*Lois des 7 et 27 décembre 1894.*)

Caisse des dépôts et consignations, S/C d'avances pour les suppléments de pensions.

COMPTES D'EFFETS À PAYER :

Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (*Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.*)

Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (*Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 49.*)

Obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (*Lois des 7 et 27 décembre 1894.*)

COMPTES D'AVANCES POUR DIVERS SERVICES :

Trésor public, S/C de suppléments de pensions aux militaires, marins et à leurs veuves.

L'émission, le remboursement et l'amortissement des obligations remises à la Caisse des Dépôts, et représentant la nouvelle dette du Trésor, sont retracés au moyen de deux comptes ouverts dans les écritures du Caissier-payeur central du Trésor public, savoir :

1° Un compte d'effets à payer intitulé : *Obligations amortissables par annuités terminables en 1923* (*Loi du 30 mars 1902, art. 41*), qui comprend, à son crédit, le montant des nouvelles obligations et, à son débit, les payements successifs des demi-annuités remboursées à l'échéance;

2° Le présent compte spécial qui retrace, à son débit, l'ensemble de la dette du Trésor contradictoirement avec le crédit du compte d'effets à payer précité, et, à son crédit, les sommes ordonnancées chaque année à titre d'amortissement sur les crédits ouverts au chapitre du budget du ministère des Finances, intitulé : *Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, au 1er janvier 1902.*

La nouvelle dette du Trésor, qui est suivie désormais en capital seulement, a été arrêtée à la somme de................ 785,565,019f 84c

décomposée comme suit :

Emprunt Morgan..............................		168,967,937 45
Remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895)........................		149,763,721 79
Obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (lois des 7 et 27 décembre 1894) :		
Liquidation des caisses vicinale et scolaire.............	265,907,000f 00c	349,400,000 00
Expéditions de Madagascar et du Siam..................	83,493,000 00	
Caisse des dépôts et consignations, *S/C* d'avances pour les suppléments de pensions.................		89,357,660 60
Indemnités de rachat avancées par la Caisse des dépôts et consignations à la Compagnie du canal du Midi :		
Pour la cession d'un titre de 750,000 francs de rente 3 p. o/o, jouissance du 1er janvier 1902 (ladite rente calculée à 101 fr. 8028, cours moyen des mois de décembre 1900, janvier et février 1901, soit.....		25,450,700 00
Pour les arrérages de la rente ci-dessus, échus du 1er juillet 1898 au 1er janvier 1902, ci............		(1) 2,625,000 00
Total égal..............		785,565,019 84

Pendant l'année 1902, le Caissier-Payeur central a, conformément aux instructions précitées, débité le présent compte spécial de........................ 785,565,019 84

et il l'a crédité successivement, pendant les années 1902 à 1911, du montant d'ordonnances du ministère des Finances, savoir :

1902. — Chap. 10. Amortissement de 511 séries et demie...	25,565,019f 84c	
1903. — Chap. 11. Amortissement de 528 séries..........	26,400,000 00	
1904. — Chap. 12. Amortissement de 544 séries..........	27,200,000 00	
1905. — Chap. 11. Amortissement de 561 séries..........	28,050,000 00	
1906. — Chap. 11. Amortissement de 578 séries..........	28,900,000 00	
1907. — Chap. 9. Amortissement de 596 séries..........	29,800,000 00	
1908. — Chap. 10. Amortissement de 613 séries..........	30,650,000 00	
1909. — Chap. 9. Amortissement de 632 séries..........	31,600,000 00	
1910. — Chap. 11. Amortissement de 651 séries..........	32,550,000 00	
1911. — Chap. 11. Amortissement de 671 séries	33,550,000 00	
1912. — Chap. 10. Amortissement de 691 séries	34,550,000 00	
Ensemble.....	328,815,019 84	328,815,019 84
Il en résulte, au 31 décembre 1912, un solde débiteur de..............................		456,750,000 00

égal à celui qui ressort page 241 et au solde créditeur du compte d'effets à payer contradictoire. (Voir page 243.)

(1) Cette somme a fait l'objet, en 1901 et 1902, de prélèvements sur les ressources de la dette flottante qui ont été constatés au compte d'Avances du Caissier-Payeur central : *Arrérages courus sur la rente à remettre à la Compagnie du canal du Midi*, en exécution de la sentence arbitrale du 2 février 1901. (Décision ministérielle du 13 juillet 1901.) La Caisse des Dépôts et Consignations a désintéressé la dette flottante par un versement fait en 1902, qui a permis de solder ce compte.

COMPTE N° 33. — *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25.*)

La loi de finances du 31 décembre 1907 a ordonné, par son article 24, l'annulation au Grand-Livre de la dette publique, à partir du 1er octobre 1907, d'une somme de 7,950,000 francs de rentes 3 p. o/o perpétuelles, représentant un capital nominal de 265 millions de francs, et cédée par la Caisse des dépôts et consignations, par prélèvement sur le portefeuille de la Caisse nationale d'épargne.

D'autre part, une décision ministérielle du 17 mars 1908, prise en exécution de l'article 25 de la loi susvisée, a prescrit la remise à la Caisse des dépôts de cinquante-sept demi-annuités semestrielles, payables sur les crédits du budget du Ministère des finances et échéant, la première le 1er avril 1908 et la dernière le 1er avril 1936.

Le montant desdites demi-annuités, représentées par des obligations du Trésor, est fixé ainsi qu'il suit :

De 1908 à 1910	5,500,000f 00c
De 1911 à 1914	5,800,000 00
En 1915	6,800,000 00
De 1916 à 1931	7,150,000 00
De 1932 à 1935	10,350,000 00
En 1936	6,726,312 85

En cas de force majeure, et dans le seul but de faire face aux remboursements demandés par la Caisse nationale d'épargne, la Caisse des dépôts et consignations est autorisée à requérir, par décret, la réinscription au compte de cette caisse de tout ou partie de la portion de rente correspondant au capital restant à amortir.

Afin de constater l'émission des obligations représentatives des cinquante-sept demi-annuités semestrielles, il a été ouvert dans les écritures de la Caisse centrale du Trésor public deux comptes nouveaux, savoir :

1° Le présent compte, classé parmi les services spéciaux;

2° Un compte d'effets à payer intitulé : *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 31 décembre 1907, art. 24 et 25*).

Le débit du compte spécial joue contradictoirement avec le crédit du compte d'effets à payer et exprime la dette initiale du Trésor représentée par le montant des demi-annuités de remboursement. A son crédit, est imputé, à chacune des échéances semestrielles, le montant des ordonnances émises sur les crédits du Ministère des finances pour permettre les remboursements successifs des demi-annuités; le solde représente donc le montant des amortissements à inscrire dans les budgets ultérieurs.

Pendant l'année 1908, le Caissier-payeur central a inscrit en dépense au présent compte le chiffre global des cinquante-sept demi-annuités, ci. (A) 411,326,312f 85c

Il a appliqué en recette les ordonnances émises sur les crédits du Ministère des finances, savoir :

Exercice 1908, chapitre 3	11,000,000f 00c	
Exercice 1909, chapitre 3	11,000,000 00	
Exercice 1910, chapitre 3	11,000,000 00	
Exercice 1911, chapitre 3	11,600,000 00	
Exercice 1912, chapitre 3	11,600,000 00	
		56,200,000 00

D'où il résulte, au 31 décembre 1912, un solde débiteur de 355,126,312 85

égal à celui qui figure page 241, et représente 47 demi-annuités restant à rembourser.

Le compte des effets à payer (voir page 243) fait ressortir un solde créditeur équivalent.

(A) Voir, pour la décomposition de cette somme en capital et intérêts, le 2e volume du présent compte général, page 121.

COMPTE N° 34. — *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 10 avril 1908*).

Aux termes de l'article 2 de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché, des prêts au taux de 2 p. o/o peuvent être consentis par l'État aux Sociétés régionales de crédit immobilier.

L'article 6 de la même loi fixe à 100 millions de francs le maximum des prêts à consentir, et autorise le Ministre des finances à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances faites au Trésor par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances doivent être représentées par des titres d'annuités dont le règlement d'intérêts a lieu trimestriellement, au taux fixé pour le tarif de ladite caisse, conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886 et en vigueur au moment de la réalisation de chaque avance.

Cet article dispose, en outre, que les prêts aux sociétés seront effectués pour le compte de l'État par la Caisse nationale des retraites, sur la désignation d'une Commission spéciale instituée auprès du Ministère du travail, en vertu de l'article 8 de la loi, et que les frais d'administration afférents à ce service seront remboursés chaque année à la Caisse nationale.

D'autre part, afin d'éviter la complication qu'entraînerait l'établissement d'un tableau d'amortissement et la remise de titres d'annuités à l'occasion de chaque demande de prêt, l'administration des Finances n'a pas entendu subordonner le versement aux sociétés à une avance préalable de la Caisse nationale des retraites, c'est-à-dire user, avant tout payement, de la faculté donnée par la loi. Une décision ministérielle du 10 juillet 1909 a prescrit que le montant de ces réalisations serait tout d'abord versé par le Trésor à la Caisse des dépôts qui en ferait la remise aux Sociétés, l'État devant seulement, en fin de chaque trimestre, emprunter à la Caisse des retraites une somme égale au total des avances provisoires faites au cours du trimestre. Inversement, la Caisse des dépôts doit opérer l'encaissement des sommes remboursées par les sociétés, puis en faire immédiatement le versement au Trésor.

La décision précitée a réglé ainsi qu'il suit la description de ces diverses opérations dans les écritures du Trésor.

Les avances provisoires sont constatées au crédit du compte courant de la Caisse des dépôts et au débit d'un compte d'avances intitulé : *Avances pour l'application de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché.* En fin de trimestre, au vu d'un état des demandes acquittées de la Caisse des dépôts et d'un tableau d'amortissement préparé par elle, on établit les titres représentatifs de l'emprunt à faire à la Caisse nationale des retraites en vue du règlement des avances du trimestre écoulé. Le montant des versements de cette caisse est porté à la fois en recette au compte d'avances et en dépense au compte-courant de la Caisse des dépôts. Quant à la remise d'annuités à la Caisse des dépôts, elle est constatée par la Caisse centrale du Trésor public au crédit d'un compte d'Effets à payer ouvert sous la rubrique : *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 10 avril 1908*) et au débit du présent compte, classé parmi les Services spéciaux, sous le titre : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 10 avril 1908*).

Le payement des intérêts a lieu chaque trimestre, après délivrance par le Ministère du travail et de la prévoyance sociale d'une ordonnance émise pour leur montant, au nom de la Caisse des dépôts. Le remboursement du capital se fait semestriellement au moyen de l'émission, par le même ministère, d'une ordonnance au nom du Caissier-payeur central, à charge par lui d'en créditer le présent compte spécial. Cette opération est effectuée contre remise du titre d'annuités et constatée au débit du compte contradictoire d'Effets à payer.

Enfin les sommes remboursées par les sociétés à la Caisse des dépôts sont versées par cet établissement ou prélevées sur son compte courant et appliquées en recette au compte de Produits divers du budget, intitulé : *Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

Conformément aux dispositions susénoncées, le Caissier payeur central a débité le présent compte :

Pendant l'année 1910, d'une somme de	150,000f 00c	
— 1911, —	384,000 00	2,024,000f 00c
— 1912, —	1,490,000 00	

et il l'a crédité du montant d'ordonnances émises sur les crédits du budget du Ministère du travail, savoir :

Exercice 1910, chapitre 24	2,000f 00c	
— 1911, chapitre 24	8,400 00	43,600 00
— 1912, chapitre 27	33,200 00	

Il en résulte, au 31 décembre 1912, un solde débiteur de 1,980,400 00
égal à celui qui ressort page 241.

A la même date, le compte d'effets à payer (voir page 243) présente un solde créditeur d'égale somme.

La loi du 23 décembre 1912 a admis les sociétés coopératives d'habitations à bon marché, soit (art. 28) à bénéficier directement d'avances de l'État au taux et dans les conditions prévus par celle du 10 avril 1908, soit à recevoir des prêts des sociétés de crédit immobilier sous certaines conditions énumérées à l'article 29.

En outre, l'article 30 de la même loi a étendu le bénéfice des avances de l'État aux associations reconnues d'utilité publique dans les mêmes conditions que pour les sociétés de crédit immobilier. Cette dernière disposition a elle-même été rendue applicable, par la loi du 21 mars 1913, aux sociétés et unions de sociétés de secours mutuels.

COMPTE N° 35. — *Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.)*

La loi du 18 décembre 1908, réglant les conditions provisoires d'exploitation, après rachat, du réseau de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, ainsi que les mesures financières nécessitées par le rachat, a ouvert (art. 4) parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Exploitation provisoire du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest,* qui doit être alimenté par le produit d'obligations à court terme émises par le Ministre des finances, dans la limite des autorisations données à cet effet par les lois de finances ou par des lois spéciales.

Postérieurement, l'article 33 de la loi de finances du 26 décembre 1908 a autorisé en 1909 l'émission, dans les conditions ci-dessus indiquées et jusqu'à concurrence de la somme de 50,200,000 francs, d'obligations dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1915. Pour l'année 1910, la faculté d'émission a été portée à 64,662,400 francs d'obligations à échéance maxima de 1916 (art. 76 de la loi du 8 avril 1910).

La décision ministérielle du 20 juillet 1909, prise en exécution des dispositions législatives précitées, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations, et prescrit la création des deux comptes suivants :

1° Un compte d'Effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.)*, qui présente à son crédit le montant des obligations émises et, à son débit, les payements effectifs d'obligations remboursées aux échéances ;

2° Le présent compte, classé parmi les services spéciaux, sous le titre : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 18 décembre 1908.)*, qui comprend à son débit le montant des obligations négociées, contradictoirement avec le crédit du compte d'Effets à payer correspondant, et, à son crédit, le montant des ordonnances délivrées pour l'amortissement des obligations arrivées à échéance.

Les opérations constatées à ce dernier compte sont les suivantes :

Il a été débité par le Caissier-Payeur central, savoir :

Pendant l'année 1909, par suite de l'émission de 54,000 obligations (capital au pair), de la somme de	27,000,000 francs;
Pendant l'année 1910, par suite de l'émission de 13,840 obligations (capital au pair), de celle de	6,920,000 —
ENSEMBLE	33,920,000 —

Aucun remboursement n'ayant été effectué, au 31 décembre 1911 le solde du présent compte était débiteur de la même somme.

Aux termes de l'article 158 de la loi de finances du 13 juillet 1911, les obligations de l'espèce doivent être remboursées au moyen d'une émission spéciale d'obligations amortissables faite pour le service des chemins de fer de l'État. Le compte a été ainsi soldé en 1912 par un prélèvement d'une somme de 33,920,000 francs, que le Caissier-payeur central a opéré sur le produit de l'emprunt autorisé par le décret du 9 mars 1912 (décision ministérielle du 22 juin 1912).

Il en a été de même pour le compte d'Effets à payer (voir pages 241 et 243).

COMPTE N° 36. — *Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)*

L'article 41 de la loi du 26 décembre 1908 a autorisé le Ministre des finances a émettre, au mieux des intérêts du Trésor et jusqu'à concurrence des remboursements de capitaux de cautionnements effectués conformément audit article, des obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

En exécution de cette loi, diverses décisions ministérielles ont été prises : celles des 12 juin et 13 juillet 1909 ont prescrit l'émission, avec jouissance respective des 1er juillet et 1er août de la même année, d'obligations de l'espèce devant produire ensemble un capital de 35,000,000 francs, au taux de 2 1/4 p. o/o, pour une durée de deux années; une autre décision, en date du 28 juin 1909, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations, et ordonné l'ouverture des trois comptes suivants :

1° Un compte à ouvrir parmi les services spéciaux, sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)*, au crédit duquel doit figurer le produit des obligations négociées, jusqu'à ce qu'une loi en ait, après remboursement de ces dernières, autorisé l'application dans les écritures;

2° Un compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme. (Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)*, qui présente à son crédit le montant des obligations émises et, à son débit, le payement effectif des obligations remboursées à l'échéance;

3° Le présent compte spécial, au débit duquel figure, contradictoirement avec le crédit du compte d'Effets à payer précité, le montant des obligations négociées, et qui sera crédité des ressources budgétaires affectées aux remboursements lors des échéances,

Les opérations constatées au présent compte spécial : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme. — (Remboursements de cautionnements. — Loi du 26 décembre 1908, art. 41.)*, sont les suivantes :

Il a été débité par le Caissier-Payeur central, pendant l'année 1909, par suite de l'émission de 70,000 obligations (capital au pair) de la somme de .... 35,000,000 francs.

Le remboursement des obligations échues ayant été opéré au moyen de renouvellements autorisés par les lois de finances, ce chiffre est égal à celui qui ressort page 241 comme solde débiteur au 31 décembre 1912, ainsi qu'au solde créditeur du compte d'Effets à payer correspondant (voir page 243).

COMPTE N° 37. — *Trésor public, s/c de coupons d'annuités remis à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. (Loi du 21 décembre 1909.)*

En exécution des dispositions de l'article 4 de la convention du 28 octobre 1909, portant règlement amiable du prix de rachat dû à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest et approuvée par la loi du 21 décembre 1909, une décision ministérielle du 30 mai 1910 a autorisé la remise à cette compagnie, en représentation des sommes que l'État doit lui payer conformément aux paragraphes 2 et 3 dudit article, d'un titre spécial, exempt du droit de timbre et inaliénable, muni de coupons correspondant, comme valeur et échéances, aux sommes inscrites au tableau annexé à la convention.

Une seconde décision, en date du 31 mai 1910, a fixé le mode de comptabilité destiné à constater cette sortie de valeur dans les écritures centrales des finances et à suivre le payement des coupons d'annuités. Elle prescrit l'ouverture sur les livres de la Caisse centrale du Trésor public de deux comptes jouant contradictoirement et classés, l'un parmi les Services spéciaux, sous le titre : *Trésor public, s/c de coupons d'annuités remis à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest (Loi du 21 décembre 1909)*, l'autre parmi les Effets à payer, intitulé : *Annuités à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest (Loi du 21 décembre 1909).*

Au premier de ces comptes, débité de la dette totale du Trésor, doivent être appliquées les ordonnances émises sur les crédits ouverts annuellement au budget annexe du réseau racheté à la compagnie de l'Ouest. Le second, crédité à l'origine de la valeur du titre remis, doit être débité du montant des coupons restitués par la compagnie au fur et à mesure de leur échéance.

Mais la valeur du titre remis en 1910 à la Compagnie avait été calculée sans tenir compte des emprunts réalisés par elle après le 1er janvier 1908. Le paragraphe 7 de l'article 4 de la convention prévoyait donc la remise ultérieure d'un titre complémentaire. Cette remise a eu lieu en vertu d'une décision concertée des Ministres des travaux publics et des finances en date du 31 juillet 1912; un tableau annexé à la décision fixe la valeur des coupons de la nouvelle annuité, payables aux mêmes échéances que celles de l'annuité principale.

Les opérations relatives à la dette complémentaire sont suivies au moyen des comptes ouverts précédemment pour la dette initiale.

Le Caissier-payeur central a inscrit en dépense au présent compte spécial :

Pendant l'année 1910, le montant de la dette principale		4,978,336,135f 42c
——— 1912, le montant de la dette complémentaire		156,146,627 54
ENSEMBLE		(A) 5,134,482,762 96

Il a appliqué en recette les ordonnances émises sur les crédits du budget annexe du réseau racheté de l'Ouest, savoir :

Exercice 1909, chapitre 5	106,150,697f 52c	
——— 1910, chapitre 5	112,428,346 20	
——— 1911, chapitre 12	112,410,954 38	
——— 1912, chapitre 12	(B) 124,600,252 69	
TOTAL	455,590,250 79	455,590,250 79
D'où il résulte, au 31 décembre 1912, un solde débiteur de		4,678,892,512 17

égal à celui qui figure page 241.

Le compte des Effets à payer (voir page 243) fait ressortir un solde créditeur équivalent.

(A) Voir, pour l'évaluation de cette dette en capital, le 2e volume du présent compte général, pages 166 et 168.

(B) Compte tenu, pour l'annuité complémentaire, des échéances antérieures à l'année 1912, soldées par provision sur les crédits des exercices correspondants.

COMPTE N° 38. — *Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910. (Prêts aux sinistrés.)*

La loi du 18 mars 1910, relative aux prêts à consentir aux victimes des sinistres survenus du 1er juillet 1909 jusqu'au jour de sa promulgation, et approuvant la convention par laquelle la Banque de France s'est engagée à mettre à la disposition du Trésor une somme de 100 millions de francs, destinée à venir en aide aux sinistrés, stipule (art. 9) que les opérations ainsi autorisées, et dont il sera justifié à la Cour des comptes, donneront lieu à ouverture de comptes distincts dans les écritures du Trésor.

La décision ministérielle du 5 juillet 1910 a fixé les mesures de comptabilité à prendre pour l'application de ladite loi (voir les développements du compte n° 12, page 587), et prescrit l'ouverture parmi les services spéciaux du Trésor d'un compte intitulé : *Avances de la Banque de France pour prêts aux sinistrés (Loi du 18 mars 1910)*, où sont constatés en recette les versements de la Banque, et en dépense les prêts accordés.

D'autre part, l'émission et le remboursement des bons à remettre à la Banque en représentation de ses avances sont suivis au moyen de deux comptes classés, l'un parmi les Effets à payer, sous le titre : *Bons remis à la Banque de France (Avances pour prêts aux sinistrés) [Loi du 18 mars 1910]*; l'autre parmi les Services spéciaux, et libellé : *Trésor public, s/c de bons remis à la Banque de France pour les avances faites en vertu de la loi du 18 mars 1910 (Prêts aux sinistrés)*. Le premier de ces comptes, crédité du montant des bons remis à la Banque, est ensuite débité des payements effectifs de bons remboursés aux échéances; le second comprend à son débit le montant des bons remis, contradictoirement avec le précédent, et à son crédit les prélèvements opérés sur les fonds destinés au remboursement des bons arrivés à échéance.

En conséquence de ces dispositions, le Caissier-payeur central a débité le présent compte spécial des sommes ci-après, représentant le montant des bons remis à la Banque, savoir :

Pendant l'année 1910	6,000,000f 00c	7,098,500f 00c
——— 1911	1,086,000 00	
——— 1912	12,500 00	
et l'a été crédité, en 1912, par prélèvement sur le compte : *Fonds affectés au remboursement des avances de la Banque de France*, de		600,000 00
sorte qu'au 31 décembre 1912, ce compte présente un solde débiteur de		6,498,500 00

égal à celui qui ressort page 241 et au solde créditeur du compte d'Effets à payer correspondant (voir page 243).

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. (Suite.)

COMPTE N° 39. — *Trésor public, s/c d'obligations des chemins de fer de l'État.* (*Loi du 13 juillet 1911.*)

Les obligations destinées à subvenir aux besoins des chemins de fer de l'État (réseau ancien et réseau racheté de la Compagnie de l'Ouest) ont été créées par les lois de finances des 13 juillet 1911 (art. 69 et 158) et 27 février 1912 (art. 25).

Deux décrets du 9 mars 1912, rendus en exécution desdites lois, ainsi qu'un arrêté ministériel du même jour, ont déterminé les conditions d'émission de ces obligations. La souscription publique a eu lieu le 23 mars 1912, pour 600,000 obligations 4 p. o/o d'une valeur nominale de 500 francs, émises au prix de 503 francs et remboursables en 50 ans par voie de tirage au sort.

Diverses décisions ministérielles ont fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à la négociation et à l'amortissement de ces valeurs.

A cet effet, trois comptes sont nécessaires.

Le premier intitulé : *Produit de l'émission des obligations des chemins de fer de l'État (1912)* sert à constater : d'une part, le montant des réalisations opérées; d'autre part, les prélèvements effectués au profit des services auxquels le produit de l'émission est destiné à pourvoir. Il a été rendu compte de ces opérations à la page 239.

Le second compte, classé parmi les Effets à payer, sous le titre : *Obligations des chemins de fer de l'État (Loi du 13 juillet 1911)*, présente au crédit le montant du capital au pair des obligations émises; au débit, le montant des remboursements effectués contre présentation par les porteurs des titres sortis aux tirages. (Voir page 243.)

Le troisième compte, ouvert parmi les Services spéciaux, et libellé : *Trésor public, s/c d'obligations des chemins de fer de l'État (Loi du 13 juillet 1911)*, présente au débit le montant du capital au pair, en corrélation avec le crédit du compte d'Effets à payer précité, et au crédit le montant des mandats délivrés par le Directeur des chemins de fer de l'État sur les crédits ouverts annuellement aux budgets annexes des deux réseaux.

Les opérations constatées à ce dernier compte pendant l'année 1912 par le Caissier-payeur central du Trésor sont les suivantes :

Débit. — Émission de 600,000 obligations (capital au pair), ci	300,000,000f 00c
Crédit. — (Aucun tirage ni remboursement n'a été effectué en 1912.)	»
Solde débiteur au 31 décembre 1912	300,000,000 00

égal à celui qui ressort page 241 et au solde créditeur du compte des Effets à payer (voir page 243).

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 31 DÉCEMBRE 1912.

(Suite.)

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR,

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS,

LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES

ET LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

(SUITE.)

3° Développements sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations, les créances administratives et les Découverts et avances du Trésor.

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations et compris dans le passif de la situation générale des finances au 31 décembre 1912.

Les fonds déposés au Trésor public par la Caisse des dépôts et consignations sont de différentes origines :

1° Fonds placés en compte courant et dont l'intérêt est bonifié à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de décisions annuelles du Ministre des Finances. — Voir ci-après (page 612, n° 8)	312,628,286f 67c	312,628,286f 67c
dont il convient de déduire une somme de	31,775 52	
représentant jusqu'à concurrence de 31,770 fr. 15 le montant de deux traites tirées en décembre 1912, l'une de 30,159 fr. 55 par le Consul français à Tanger, l'autre de 1,610 fr. 60 par le Consul français à Nuremberg, et, pour le surplus (5 fr. 37) des remises allouées aux receveurs des Postes sur bulletins retraites dont il ne sera tenu compte par la caisse des dépôts et consignations qu'en 1913.		
Net	312,596,511 15	
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor* (page 245);		
2° Fonds appartenant aux caisses d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 31 mai 1837 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor à l'intérêt de 2 fr. p. o/o par an. — Voir ci-après (page 628, n° 9)		27,061,572 26
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des Caisses d'épargne* (page 245);		
3° Fonds appartenant à la Caisse nationale d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 9 avril 1881 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor. — Voir ci-après (page 628, n° 10)		40,105,839 21
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne* (page 245);		
4° Fonds appartenant à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont la gestion est attribuée par la loi du 30 janvier 1884 à la Caisse des dépôts et consignations, qui les place en compte courant au Trésor à l'intérêt, provisoirement fixé, de 3 fr. 50 p. o/o l'an. — Voir ci-après (page 628, n° 11)	34,403,590f 53c	34,403,590 53
auquel il convient d'ajouter une somme de	537 00	
représentant le montant des timbres-poste affectés aux bulletins de retraite qui ne figureront qu'en 1913 dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.		
Ensemble	34,404,127 53	
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* (page 245).		
5° Fonds appartenant au service des retraites ouvrières et paysannes, dont la gestion est attribuée par la loi du 5 avril 1910 à la Caisse des dépôts et consignations, qui les place en compte courant au Trésor. — Voir ci-après (page 628, n° 12).		9,811,959 57
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites ouvrières* (page 245).		
Les fonds désignés ci-dessus montant à		424,011,248 24

sont compris dans la situation de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1913 résumée dans le tableau suivant :

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES. (Suite.)

Situation de la Caisse des dépôts et consignations *au 31 décembre 1912.*

DÉSIGNATION DES COMPTES	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912. ACTIF.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912. PASSIF.
1. Prêts sur titres	6,000,000 00	″
2. Avances aux caisses d'épargne	52,652 96	″
3. Avances à la Société de crédit des habitations à bon marché	3,124,800 00	″
4. Prêts aux départements, communes et établissements publics (Dépôts et consignations)	68,078,319 03	″
5. Prêts aux départements, communes et chambres de commerce (Sociétés de secours mutuels)	44,835,087 77	″
6. Annuités en recouvrement sur prêts aux départements, communes et établissements publics	61,580 01	″
7. Annuités et créances arriérées	9,621 21	″
8. Trésor public, *s/c* courant	312,628,286 67	″
9. Trésor public, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	(A) 27,061,572 26	″
10. Trésor public, *s/c* de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	40,105,839 21	″
11. Trésor public, *s/c* de fonds non employés de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	34,403,590 53	″
12. Trésor public, *s/c* de fonds non employés des retraites ouvrières	9,811,959 57	″
13. Banque de France, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	1,000 00	″
14. Banque de France, *s/c* de fonds non employés du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	60,000,000 00	″
15. Consignations judiciaires et administratives	″	365,842,971 41
16. Fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger	″	2,630,942 95
17. Cautionnements de soumissionnaires de travaux et fournitures	″	2,016,306 71
18. Caisses d'épargne ordinaires	″	(A) 4,049,140,525 65
19. Sociétés de secours mutuels *L/c* de dépôts. 255,378,906f 54c		
20. Sociétés de secours mutuels, *L/c* de fonds de dotation 337,065 72	″	(B) 418,567,553 80
21. Sociétés de secours mutuels approuvées, *L/c* de fonds de retraites 162,851,581 54		
22. Fonds de réserve et de garantie des Caisses d'épargne	″	(C) 293,319,657 87
23. Dépôts divers à conditions spéciales	″	19,559,115 04
24. Dépôts volontaires appartenant à des particuliers	″	1,612,511 97
25. Caisses de retraite, de secours et de prévoyance au profit des employés et ouvriers	″	395,114 83
26. Établissements publics ou autres assimilés, *L/c* de dépôts	″	38,118,553 43
27. Fonds affectés au règlement de la double dette du Gouvernement d'Haïti	″	17,000 00
28. Produit du prélèvement opéré sur le produit brut des jeux dans les cercles et les casinos	″	25,960,551 73
29. Legs et fondations	″	3,172,362 95
30. Notaires, *L/c* de dépôts	″	74,727,616 82
31. Pensions de retraites sur fonds spéciaux	″	9,869,581 52
32. Produit du prélèvement effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance	″	22,605,080 03
33. Produit du prélèvement sur le pari mutuel pour subvention aux travaux communaux d'adduction d'eau potable	″	12,461,646 48
34. Séquestres et autres mandataires de justice, *L/c* de dépôts	″	14,079,428 81
35. Société de crédit des habitations à bon marché, *s/c* de dépôts	″	219,694 49
36. Ministère du travail. — Produit de la vente des timbres pour les retraites ouvrières	″	4,665,641 72
À reporter	606,174,309 22	5,358,981,858 21

OBSERVATIONS.

(A) Composition des fonds des caisses d'épargne, savoir :

Fonds en compte courant au Trésor (voir n° 9)	27,061,572 26
Rentes et valeurs en portefeuille (voir page 630)	4,022,077,953 39
Ensemble	4,049,139,525 65
A ajouter :	
Banque de France : *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne. (Voir n° 13.)	1,000 00
Total des fonds des caisses d'épargne	4,049,140,525 65

(B) Y compris 330,454,319 fr. 04 en rentes sur l'État et obligations.

(C) Y compris 212,846,039 fr. 62 en rentes sur l'État et obligations.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912. ACTIF.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912. PASSIF.
Report	606,174,309 22	5,358,981,858 21
37. Caisse d'assurances constituant des retraites ouvrières	″	672,565 09
38. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, retraites ouvrières (art. 4 et 14 de la loi du 5 avril 1910)	″	8,065,905 11
39. Fonds de réserve des retraites ouvrières	″	1,073,489 37
40. Provisions pour le payement des bonifications (art. 4 de la loi du 5 avril 1910)	″	491,285 45
41. Caisse nationale d'assurances en cas de décès	″	751,130 99
42. Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents	″	430,229 11
43. Caisse des offrandes nationales	″	617,125 55
44. Fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail.)	″	268,875 87
45. Caisse nationale d'épargne	″	40,105,839 21
46. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	″	34,404,227 53
47. Trésoriers généraux, *L/c* courant, Trésoriers d'Algérie et payeurs d'armées	(D) 371,030 42	″
48. Trésoriers coloniaux, *L/c* courant	(E) 111,753 07	″
49. Divers comptables, *L/c* d'opérations réciproques	″	39,410 73
50. Remises et traites des préposés	″	6,547,094 69
51. Caisse de retraite pour la vieillesse, *s/c* de timbres-poste affectés aux bulletins-retraite	637 00	″
52. Recettes à régulariser	″	9,665 26
53. Remboursements d'avances faites pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction des établissements scolaires	″	1,174,170 21
Comptes de réserve. 54. Divers. *L/c* d'intérêts échus et exigibles 26,720,808f 90c; 55. Réserves pour créances litigieuses 885,247 82	″	27,606,056 72
Profits et pertes. 56. Bénéfices réalisés pendant l'année 1912 4,170,426 86; 57. Produit de la déchéance trentenaire 1,299,042 04	″	5,469,468 90
	606,657,729 71	5,486,708,398 00
Valeurs de caisse et de portefeuille (F)	4,880,050,668 29	″
Totaux	5,486,708,398 00	5,486,708,398 00
Valeurs actives et inactives. (Loi du 28 juillet 1875.)		
58. Caissier général, *s/c* de valeurs et rentes diverses	3,293,358,795 93	″
59. Divers comptables, *L/c* d'envois de titres consignés	54,245 00	″
60. Consignations, *L/c* de rentes et valeurs mobilières	″	307,145,355 34
61. Divers comptables. *L/c* d'envois de titres déposés	14,400 00	″
62. Divers, *L/c* de rentes et valeurs inactives ou déposées	″	2,083,691,251 98
63. Divers, *L/c* de rentes et valeurs actives	″	902,579,564 61
64. Comptes d'ordre	″	11,269 00
Totaux	3,293,427,440 93	3,293,427,440 93
Totaux généraux	8,780,135,838 93	8,780,135,838 93

OBSERVATIONS.

(D) Cette somme se décompose comme suit :

Solde créditeur du compte courant : 1° des trésoriers-payeurs généraux (page 245)	372,133 28
2° Solde débiteur du trésorier général et des payeurs principaux en Algérie et du receveur général des finances tunisiennes (page 245)	1,102 86
Total égal	371,030 42

(E) Le solde du compte courant des trésoriers coloniaux résultant des écritures des comptables est créditeur de (p. 245) 247,361 66

Celui de la Caisse des dépôts est débiteur de 111,753 07

La différence de 135,608 59

représente l'écart entre les opérations du 2e semestre 1911 et celles du 2e semestre 1912, passées en 1911 et en 1912, par la Caisse des Dépôts, tandis qu'elles n'ont été comprises qu'en 1912 ou ne seront passées qu'en 1913, dans les écritures de l'Administration centrale des finances.

(F) Voir le tableau page suivante.

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES. (Suite.)

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 31 décembre 1912.

NATURE DES VALEURS.	VALEURS APPARTENANT à la Caisse des dépôts et consignations.	Aux caisses d'épargne et de prévoyance privées. Rentes de la réserve.	Aux caisses d'épargne et de prévoyance privées. Provenant des fonds déposés.	Aux sociétés de secours mutuels (fonds de retraites).	TOTAL.
Valeurs étrangères	"	60,089,313f 15c	"	"	60,089,313f 15c
Numéraire	1,804,088f 01c	"	"	"	1,804,088 01
Effets à recevoir	145,183 33	"	"	"	145,183 33
Rentes 3 p. o/o	179,275,672 10	53,507,256 42	2,141,476,566f 05c	279,023,850f 08c	2,653,283,344 65
Rentes 3 p. o/o déposées à la Banque de France en garantie d'avances	"	"	109,986,666 65	"	109,986,666 65
Rentes 3 p. o/o amortissables	"	21,167,166 33	1,306,821,051 88	1,101,025 65	1,329,089,243 86
Emprunt 2 1/2 p. o/o. Protectorat de l'Annam et du Tonkin	"	"	8,467,860 35	"	8,467,860 35
Emprunt hellénique 2 1/2 p. o/o or 1898	"	"	6,905,358 26	"	6,905,358 26
Obligations du Trésor à court terme	30,000,000 00	42,500,000 00	25,000,000 00	"	97,500,000 00
Obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923. (Loi du 30 mars 1902, article 41.)	35,118,500 00	"	261,408,000 00	16,809,000 00	313,335,500 00
Obligations de sociétés d'habitations à bon marché	"	15,555,800 00	"	"	15,555,800 00
Obligations des chemins de fer de l'État	300,819 30	"	1,359,809 00	"	1,660,628 30
Obligations des diverses compagnies de chemins de fer	67,099,945 51	13,426,503 72	143,525,580 45	33,520,443 31	257,572,472 99
Obligations du Crédit foncier de France.	"	"	17,127,060 75	"	17,127,060 75
Bons du Mont-de-Piété de Paris	"	6,600,000 00	"	"	6,600,000 00
Obligations souscrites en garantie de prêts	928,147 99	"	"	"	928,147 99
TOTAUX ÉGAUX. (Voir d'autre part.)	314,672,356 24	212,846,039 62	4,022,077,953 39	330,454,319 04	4,880,050,668 29

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES ACTIVES.

Créances administratives.

Au 31 décembre 1912, il n'existe aucune créance administrative à constater dans le compte général de l'administration des Finances.

On continue à mentionner pour mémoire les répétitions à exercer par la France :

Auprès du Gouvernement belge, en raison des deux armements faits en 1831 et en 1832 pour la défense de la Belgique et la garantie de son territoire; le règlement provisoire des réclamations à faire les avait portées à 15,294,530 francs;

Auprès du Gouvernement russe, relativement à l'emprunt négocié en 1812 entre la France et la Saxe, et pour sûreté duquel le roi de Saxe, alors grand-duc de Varsovie, affecta le produit des mines de Wielicska; somme non réglée;

Auprès de la Régence de Tunis, pour remboursement des frais d'un armement extraordinaire destiné à la défense du bey; somme non réglée.

DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRESOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. — BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.			DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES DÉCOUVERTS.
1° Découverts à l'extinction desquels aucune ressource n'a été primitivement affectée.					
Période antérieure au 1er avril 1814.					
Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814...	67,304,366f 56c				
Débets et créances provenant du service antérieur au 1er avril 1814, non recouvrés au 1er janvier 1836.	567,228 12				
Déficit sur le service des cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France.	6,404,248 73				
Avance du Trésor pour la régularisation des crédits relatifs à la dette viagère et aux intérêts de cautionnements. (Loi du 9 juillet 1836.)..........	13,164,305 10	87,440,148f 51c			
Budgets de 1815 à 1830.					
Portion des dépenses de la guerre d'Espagne. (Voir compte des finances de 1862, page 427.).......	47,567,047 00				
Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827. (Loi du 26 juillet 1829.)...................	32,016,283 00				
Distrons d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur l'ex. 1830)	371,051 00				
Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1830. (Loi du 24 avril 1833.).....................	63,346,061 00				
Créances litigieuses (art. 21 de la loi du 20 mai 1874). Tiler père et fils..........................	16,178 36				
Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820. (Art. 26 de la loi du 30 mars 1888.).....	218,097,907 62	361,414,527 98			
Budgets des exercices 1832 à 1840.					
Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1832. (Loi du 14 juin 1835.).........................	25,009,993 00				
Payements pour l'arriéré de la Guerre. (Dépense non allouée sur l'exercice 1832.)................	270,560 00				
Payements de créances d'exercices périmés concernant le ministère de la Guerre non alloués en dépense sur l'exercice 1838.................	16,150 00				
Dépense du ministère des Affaires étrangères non allouée dans le règlement de l'exercice 1840...	5,000 00				
Solde du compte entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne (Loi du 2 mars 1832 et décret-loi du 22 janvier 1852.)...............	3,498,847 52				
Avances restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 sur la portion de l'Emprunt grec de 1833 garantie par la France. (Art. 4 de la loi du 26 février 1887.)..	27,097,807 31	55,898,357 83	504,753,034f 32c	«	504,753,034f 32c
2° Découverts du service ordinaire des budgets à l'extinction desquels ont été affectés les fonds disponibles de la réserve de l'amortissement.					
Budget de l'exercice 1840. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice).	138,004,529f 64c				
Budget de l'exercice 1841. (*Idem.*).................................	18,694,405 42				
Budget de l'exercice 1842. (*Idem.*).................................	108,612,172 30				
Budget de l'exercice 1843. (*Idem.*).................................	39,826,738 40				
Budget de l'exercice 1844. (*Idem.*).................................	181,530 77		456,009,951 93	«	456,009,951 93
Budget de l'exercice 1845. (Décret pour le règlement de cet exercice, en date du 20 juillet 1848.) Excédent de recettes de 4,335,329 fr. 84.................	(*Mémoire.*)				
Budget de l'exercice 1846. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).	41,273,264 48				
Budget de l'exercice 1847. (*Idem.*).................................	109,417,310 92				
3° Avances du Trésor pour l'établissement des grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842.					
Exercice 1842. (Avance constatée par la loi de règlement du budget.)...........	1,368,091 28				
Exercice 1843. (*Idem.*).................................	27,214,800 94				
Exercice 1844. (*Idem.*).................................	43,190,895 22				
Exercice 1845. (*Idem.*).................................	100,480,587 57				
Exercice 1846. (*Idem.*).................................	121,626,442 50				
Exercice 1847. (*Idem.*).................................	147,873,328 08		441,901,957 90	«	441,901,957 90
Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par des fabricants de sucre du département du Nord et devenues irrécouvrables. (Art. 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876.)................	145,404 99				
Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par le sieur Lefèvre, fabricant de sucre à Montescourt (Aisne), devenues irrécouvrables. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1877.)................	2,407 32				
4° Découverts des exercices 1848 à 1851.					
Exercice 1848. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).........	3,005,050 51				
Exercice 1849. (*Idem.*).................................	214,625,477 32				
Exercice 1850. (*Idem.*).................................	41,014,767 28				
Exercice 1851. (*Idem.*).................................	100,728,868 78		376,545,056 48	«	376,545,056 48
Avances pour le service de l'Emprunt de la famille d'Orléans. (Loi du 21 décembre 1872 et décision du 24 septembre 1873.)................	16,322,691 61				
Créances litigieuses (Art. 21 de la loi du 20 mai 1873.) — Ville de Lille .... 628,200f 78c; Ville de Limoges.......... 220,000 00	848,200 78				
TOTAL (*à reporter*)................................			1,779,210,000 63	«	1,779,210,000 63

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. — BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.				ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatés dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des ATTÉNUATIONS de découverts.
1° Fonds disponibles de l'amortissement appliqués à l'extinction des découverts du service ordinaire des budgets, au fur et à mesure des consolidations, conformément à l'article 36 de la loi du 25 juin 1841.						
Réserve de l'année 1842	67,111,792f 57c					
Réserve de l'année 1843................................	69,876,633 52					
Réserve de l'année 1844................................	72,505,042 27					
Réserve de l'année 1845................................	75,117,373 04			442,247 114f 58c	«	442,247 114f 58c
Réserve de l'année 1846................................	77,878,714 32					
Réserve de l'année 1847................................	79,757,558 86					
2° Ressources affectées par les lois des 3 juillet 1846 et 8 août 1847 aux travaux extraordinaires autorisés sous le régime de la loi du 11 juin 1842.						
Sommes versées par des compagnies adjudicataires de chemins de fer en remboursement de dépenses effectuées par le Trésor public. (Art. 16 de la loi du 3 juillet 1846.)						
Compagnie du chemin de fer du Nord. — Année 1845.	20,000,000f 00c					
Compagnie du chemin de fer du Nord. — Année 1846.	9,000,000 00	37,358,750f 00c				
Compagnie du chemin de fer du Nord. — Année 1847.	8,358,750 00					
Compagnie du chemin de fer de Lyon. — Année 1845		8,000,000 00				
Recette par virement de comptes en 1845, de la créance mise en même temps à la charge de la ville de Lille pour sa part contributive dans la construction de la station du Chemin de fer du Nord. (Loi d'intérêt local du 19 juillet 1845.)....		600,000 00	45,958,750f 00c	130,171,110 50	«	130,171,110 50
Portion réalisée de l'emprunt de 250 millions négocié le 10 novembre 1847 (4e paragraphe de la loi spéciale du 8 août 1847) :						
Versement des adjudicataires en 1847.......	42,234,298f 50c					
Versement des adjudicataires en 1848......	41,978,062 00		84,212,360 50			
3° Ressources provenant des consolidations en rentes décrétées en 1848 et qui ont été appliquées à l'ensemble des découverts du Trésor.						
Bons du Trésor convertis en emprunt national. (Décret du 16 mars 1848.)	26,182,213f 29c					
Bons du Trésor créés antérieurement au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.)......................................	242,747,800 60					
Fonds des sociétés et agences tontinières. (Décret du 29 juillet 1848.)..	2,734,020 13					
Fonds des communes et établissements publics. (Même décret.).......	3,606,456 84			288,845,162 77	«	288,845,162 77
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.) (Voir le compte général des finances de 1857, page 424.).........	13,549,039 91					
Consolidation des bons du Trésor émis en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.)...............	25,632 00					
TOTAL (*à reporter*)................................				861,263,387 85	«	861,263,387 85

DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. (Suite.)			DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des DÉCOUVERTS.
Report des budgets antérieurs à 1852.....			1,779,210,000f 63c	//	1,779,210,000f 63
BUDGETS DE 1852 À 1870.					
Découvert du budget de l'exercice 1852.........	25,759,013f 54c				
Découvert du budget de l'exercice 1853.........	23,148,545 53	234,940,881f 81c			
Découvert du budget de l'exercice 1854.........	186,033,322 74				
Remboursements de capitaux de rentes 5 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852.)........		78,706,849 76			
Les budgets des exercices 1855 à 1859, qui ont profité du produit des emprunts nationaux, ont été réglés en excédent de recette successivement transporté, d'exercice en exercice, par les lois de règlement.)					
Résultat des stipulations financières du traité de Zurich avec l'Autriche et le Piémont........(A)		39,880,055 64			
Capital des obligations mexicaines appartenant à l'État........		28,510,500 00			
Découvert du budget de l'exercice 1860........		119,008,884 37			
Découvert du budget de l'exercice 1861........		164,903,163 93	816,584,990 45	//	816,584,990 45
Découvert du budget de l'exercice 1862........		34,953,625 98			
Découvert du budget de l'exercice 1863........		22,131,099 90			
Découvert du budget de l'exercice 1864........		51,765,610 71			
Fonds spécial des dotations accordées sur le produit des aliénations de bois. (Loi du 21 décembre 1872, décision du 24 septembre 1873 et art. 16 du projet de loi portant règlement de l'exercice 1879, pour 5,717 fr. 36.)........		1,106,333 41			
Solde débiteur à la fin de l'exercice 1886 du compte *Indemnités payées aux courtiers de marchandises*. (Art. 2 de la loi du 19 juillet 1886.)..		30,961,106 58			
Créances irrécouvrables sur les prêts faits à l'industrie en 1860. (Art. 27 de la loi du 30 mars 1888.)........		9,716,878 36			
BUDGETS DE 1871 À 1911.					
Découvert du budget de l'exercice 1872. (Loi du 1er août 1885.)........			81,917,283 31	//	81,917,283 31
Découvert du budget de l'exercice 1873. (Loi du 11 août 1885.)........			44,932,564 64	//	44,932,564 64
Découvert du budget de l'exercice 1874. (Loi du 14 août 1885.)........			64,414,280 23	//	64,414,280 23
Découvert du budget de l'exercice 1882........			42,547,475 31	//	42,547,475 31
Avances faites par le Trésor, en 1870, à la Commission d'armement national. (Loi du 22 juillet 1887, art. 19.)........			16,689,839 50	//	16,689,839 50
Droits de douanes dus par divers départements ministériels pour des marchandises livrées en 1870-1871 avec suspension d'impôts. (Loi du 22 juillet 1887, art 20.)........			105,406 65	//	105,406 65
Versements effectués, en 1870-1871, par les comptables de la régie des contributions indirectes à diverses communes des départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, pour obtempérer à des réquisitions de l'armée allemande. (Art. 14 de la loi de règlement de l'exercice 1876.)........			217,655 40	//	217,655 40
Prix de tabacs livrés sans factures à des débitants lors de l'invasion allemande, en 1870. (Art. 13 de la loi du règlement de 1878.)........			351 00	//	351 00
À reporter........			2,846,619,847 12	//	2,846,619,847 12

(A) En exécution des lois du 19 mai 1866 (art 11) et du 8 avril 1910 (art. 79), ce découvert a été atténué des 5 millions versés en 1905 par l'Italie substituée à l'Autriche dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Milan. (Voir p. 637.)

ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)		ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES ATTÉNUATIONS de découverts.
Report des budgets antérieurs à 1852........		861,263,387f 85c	//	861,263,387f 85c
BUDGETS DE 1852 À 1870.				
Produit de la consolidation en rentes 3 p. o/o de fonds disponibles de la dotation de l'armée. (Art. 1er de la loi du 19 juin 1857.)........	115,947,704f 32c			
Produit de la consolidation en rentes de l'augmentation du capital de la Banque de France........	100,000,000 00			
Montant des quatre annuités remboursées à la Banque de France sur son prêt de 75 millions........	20,000,000 00			
Produit net de la soulte provenant de la conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o........	157,760,896 80			
Recouvrements effectués sur l'emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)........	299,910,391 90	722,662,992 61	//	722,662,992 61
Portion de l'excédent de recettes de 1865 qui n'a point été attribué au budget extraordinaire de 1866........	9,737,530 02			
Primes afférentes à des obligations mexicaines appartenant à l'État.....	321,400 00			
Excédent de recettes de l'exercice 1868. (Loi du 16 novembre 1875, art. 14.)........	18,985,069 57			
BUDGETS DE 1871 À 1911.				
Rentes 5 p. o/o à remettre aux déposants des caisses d'épargne. (Loi du 20 juin 1871 et décision ministérielle du 24 septembre 1873.)........		67,098,322 50	//	67,098,322 50
Portion du produit de l'emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)........		242,171,800 00	//	242,171,800 00
Capital de rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi du 1er mai 1886........		399,999,973 80	//	399,999,973 80
Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt d [émission de 1886]. (Loi du 1er mai 1886 et décision ministérielle du 13 novembre 1888).		2,287,681 36	//	2,287,681 36
Excédent de recettes de l'exercice 1875........		57,959,444 14	//	57,959,444 14
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1879........		20,697,180 49	//	20,697,180 49
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1880........		1,302,819 51	//	1,302,819 51
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1881........		74,512,993 59	//	74,512,993 59
À reporter........		2,449,956,595 85	//	2,449,956,595 85

DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS. (Suite.)

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. (Suite.)	DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des DÉCOUVERTS.
BUDGETS DE 1871 À 1911. (Suite.)			
Report	2,846,619,847f 12c	//	2,846,619,847f 12c
Découvert du budget de l'exercice 1883	62,427,893 02	//	62,427,893 02
Découvert du budget de l'exercice 1884	89,918,295 34	//	89,918,295 34
Découvert du budget de l'exercice 1885	146,660,445 38	//	146,660,445 38
Découvert du budget de l'exercice 1886	124,136,327 46	//	124,136,327 46
Montant de la faillite liquidée de la banque de la Nouvelle-Calédonie. (Loi du 2 juin 1887, art. 8.	291,993 75	//	291,993 75
Découvert du budget de l'exercice 1887	17,081,073 59	//	17,081,073 59
Découvert du budget de l'exercice 1892	9,939,759 11	//	9,939,759 11
Succession Giffard. Régularisation d'avances. (Loi de règlement de l'exercice 1892, art. 17.)	4,786,830 23	//	4,786,830 23
Découvert du budget de l'exercice 1893	84,511,095 82	//	84,511,095 82
Découvert du budget de l'exercice 1894	21,654,615 90	//	21 654,615 90
Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire. (Loi du 30 décembre 1891. — Loi de règlement de l'exercice 1894, art. 16.)	891,569 05	//	891,569 05
Découvert du budget de l'exercice 1895	17,903,459 50	//	17,903,459 50
Découvert du budget de l'exercice 1896	8,727,130 66	//	8,727,130 66
Faillite Fontaine et Cie, fabricants de sucre à Neuville-Saint-Rémy (Nord). (Loi de règlement de l'exercice 1897, art. 16.)	160,523 62	//	160,523 62
Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire. (Loi du 25 décembre 1899, art. 25.)	134,756 00	//	134,756 00
Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État. (Loi du 25 décembre 1899, art. 25.)	843,684 88	//	843,684 88
Réorganisation des défenses de Calais. (Loi du 26 décembre 1899, art. 5.)	7,460,002 71	//	7,460,002 71
Bons de liquidation et obligations à long terme remboursés en vertu de la loi du 24 décembre 1890. (Loi du 30 décembre 1900, art. 17.)	2,241,470 70	//	2,241,470 70
Découvert du budget de l'exercice 1901	125,657,976 26	//	125,657,976 26
Découvert du budget de l'exercice 1902	116,835,473 39	//	116,835,473 39
Faits antérieurs au 18 mars 1871 (Loi de règlement de l'exercice 1902, art. 17)	979,296 61	//	979,296 61
Faillite Prévost, raffineur de sucre à Paris (Loi de règlement de l'exercice 1903, art. 16) ... 668,577f 89c			
Faillite Beaune, fabricant d'huile de schiste à La Varenne-d'Igornay (Saône-et-Loire) (Loi de règlement de l'exercice 1903, art. 16) ... 449 35	669,027 24	//	669,027 24
Découvert du budget de l'exercice 1906	15,009,252 66	//	15,009,252 66
Faillite Musy, raffineur de sucres à Raismes (Nord). [Projet de loi de règlement de l'exercice 1907, article 17]	//	38,838 54	38,838 54
Découvert du budget de l'exercice 1908	//	54,144,568 62	54,144,568 62
Découvert du budget de l'exercice 1909	//	45,177,502 30	45,177,502 30
Découvert du budget de l'exercice 1910	//	48,027,820 31	48,027,820 31
	3,705,541,800 00	147,388,729 77	3,852,930,529 77
À DÉDUIRE : Atténuation de découverts. (Voir ci-contre.)	2,623,107,498 12	//	2,623,107,498 12
RESTE pour total des découverts au 31 décembre 1912	1,082,434,301 88	147,388,729 77	1,229,823,031 65

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)	ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES ATTÉNUATIONS de découverts.
BUDGETS DE 1871 À 1911. (Suite.)			
Report	2,449,956,595f 85c	//	2,449,956,595f 85c
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1889	6,193,792 43	//	6,193,792 43
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la Marine, des Beaux-arts et des Travaux publics :			
Prêt de la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.) ... 5,388f 03c			
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.) ... 16,493 69	24,881 72	//	24,881 72
Produit de la conversion de rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) ... 3,000 00			
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial *Produit de la vente des matières versées par le service de la Marine.* (Loi de règlement de l'exercice 1892, art. 18.)	63,942 30	//	63,942 30
Reliquat disponible au 31 décembre 1896 sur les comptes de trésorerie ci-après (Loi de règlement de l'exercice 1896, art. 16) :			
Services spéciaux du Trésor.			
1° Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï ... 669f 05c			
2° Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891) ... 88,348 30	219,228 40	//	219,228 40
Divers correspondants du Trésor.			
3° Rente de la dotation de l'armée, s/c de liquidation ... 130,211 05			
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1899	937,828 89	//	937,828 89
Soldes créditeurs au 31 décembre 1903 des comptes de trésorerie ci-après. (Loi de règlement de l'exercice 1902, art. 16) :			
Services spéciaux du Trésor.			
Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 26 février 1903) ... 107,301,228f 53c			
Divers correspondants du Trésor.	160,711,228 53	//	160,711,228 53
Produit de l'émission d'obligations à court terme. — Remboursement de cautionnements. (Loi du 12 juillet 1902.) ... 53,410,000 00			
Portion de l'excédent de recette de l'exercice 1907. (Lois des 19 mai 1866 et 8 avril 1910 et projet de loi de règlement dudit exercice, art. 7.)	5,000,000 00	//	5,000,000 00
TOTAL des atténuations de découverts au 31 décembre 1912	2,623,107,498 12	//	2,623,107,498 12

RÉSUMÉ

DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1ER JANVIER 1903 AU 31 DÉCEMBRE 1912.

Il a paru utile de faire suivre l'exposé de la situation générale de l'Administration des finances, à l'époque du 31 décembre 1912, d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite les principaux termes des situations semblables publiées à la fin de chacune des années précédentes à partir du 1er janvier 1903, de façon à mettre en regard les résultats des dix dernières années. Les résultats correspondants relatifs aux années 1814 à 1870 et 1871 à 1895 ont été publiés pour la dernière fois, les premiers dans le *Compte général des finances* de l'année 1885, les seconds dans celui de l'année 1903.

Le *Résumé de la situation* se compose des cinq tableaux suivants :

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public;

Développement de l'actif réalisable du Trésor, des découverts et avances du Trésor, et des créances irrécouvrables;

Développement de la Dette flottante du Trésor;

Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor;

Développement justificatif du résultat exprimant la différence entre l'excédent des services créanciers et les services débiteurs.

Les éléments de ce travail d'ensemble sont extraits des comptes généraux de l'Administration des finances et présentent la situation générale des finances, non pas telle qu'elle résulte des opérations des comptables, mais rectifiée par les modifications qui permettent d'établir l'*actif* et le *passif réels* du Trésor public.

En établissant une moyenne pour une période de dix ans, depuis le commencement de 1903 jusqu'au 31 décembre 1912, on constate, comme le fait connaître l'un des tableaux placés à la suite de la présente note, que les causes et la composition de la dette flottante du Trésor pendant les dix dernières années se résument ainsi qu'il suit :

1° CAUSES DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION DU 1er JANVIER 1903 au 31 décembre 1912.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR sur le service des budgets.	INSUFFISANCE DE L'EXCÉDENT DE RECETTES DES BUDGETS EN COURS D'EXÉCUTION et des services spéciaux suivis en dehors des budgets, comparativement à la réserve habituelle de caisse et aux créances actives du Trésor.	TOTAL DES BESOINS DE TRÉSORERIE qui ont dû être couverts par la Dette flottante.
	Moyenne sur dix années :	*Moyenne sur dix années :*	*Moyenne sur dix années :*
1903 à 1912.	1,124,199,759f 56c	226,902,201f 36c	1,351,101,960f 92c

2° COMPOSITION DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE)

SITUATION DU 1er JANVIER 1903 au 31 décembre 1912.	EFFETS À PAYER.	COMPTES COURANTS et FONDS EN DÉPÔT.	FONDS PARTICULIERS des TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.	MONTANT DE LA DETTE FLOTTANTE (en moyenne).
	Moyenne sur dix années :	*Moyenne sur dix années :*	*Moyenne sur dix années :*	*Moyenne sur dix années :*
1903 à 1912.	151,417,593f 09c	1,167,921,565f 69c	31,762,802f 14c	1,351,101,960f 92c

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles les situations ont été arrêtées.	ACTIF. Découverts et créances dont la régularisation est ajournée.	ACTIF. Avances à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	ACTIF. Services débiteurs. (A)	TOTAL.	PASSIF. Dette flottante du Trésor.	PASSIF. Services créanciers.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 31 décembre 1903...........	1,252,063,022 75	5,102,448,964 50	1,202,409,000 77	7,556,920,988 02	1,121,787,274 67	6,435,133,713 35
Au 31 décembre 1904...........	1,252,732,049 99	5,007,394,868 72	1,264,913,687 55	7,525,040,606 26	1,262,668,431 10	6,262,372,175 16
Au 31 décembre 1905...........	1,252,732,990 01	4,956,989,265 40	1,464,002,536 70	7,673,724,792 11	1,347,082,845 93	6,326,641,946 18
Au 31 décembre 1906...........	1,253,376,047 51	4,757,579,121 20	1,503,363,934 96	7,514,319,103 67	1,374,037,337 73	6,140,281,765 94
Au 31 décembre 1907...........	1,268,385,300 17	4,478,167,377 85	1,727,181,555 51	7,473,734,233 53	1,336,301,786 12	6,137,432,447 41
Au 31 décembre 1908...........	1,268,424,138 71	4,993,410,197 44	1,407,050,088 61	7,668,884,424 76	1,317,468,218 61	6,351,416,206 15
Au 31 décembre 1909...........	1,317,568,707 33	4,953,984,726 75	1,381,159,901 24	7,652,713,335 32	1,299,761,645 29	6,352,951,690 03
Au 31 décembre 1910...........	1,362,746,209 63	9,681,314,101 72	1,274,694,232 61	12,318,754,543 96	1,386,037,991 68	10,932,716,552 28
Au 31 décembre 1911...........	1,410,774,029 94	9,467,046,282 22	1,732,245,353 81	12,610,065,665 97	1,542,208,917 87	11,067,856,748 10
Au 31 décembre 1912...........	1,430,774,029 94	9,590,921,685 47	1,866,912,358 70	12,888,608,074 11	1,523,665,160 22	11,364,942,913 89

(A) Y compris les valeurs de caisse.

ACTIF.

Développements de l'Actif réalisable du Trésor, des Découverts et avances du Trésor et des créances irrécouvrables.

ACTIF.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE										OBSERVATIONS.
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	1912.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Valeurs de caisse et de portefeuille :											
Caissier-Payeur central du Trésor public. — Numéraire — au Trésor	9,607,492 61	12,440,871 51	8,789,325 08	10,848,214 03	9.958,180 10	11,730,218 68	12,833,090 22	10,595,645 69	11,587,395 89	11,012,775 23	Voir les tableaux p. 544, 545 et 564.
Caissier-Payeur central du Trésor public. — Numéraire — à la Banque de France	176,538,913 86	233,980,569 28	378,895,416 59	338,164,554 03	246,162,973 06	165,814,174 34	176,087,346 07	124,531,221 89	192,679,994 59	185,743,423 42	
Caissier-Payeur central du Trésor public. — Numéraire — à la Banque d'Algérie	26,235,912 74	41,294,870 85	72,825,763 38	57,657,505 68	73,874,233 20	53,390,369 06	71,579,841 13	88,998,113 94	80,350,293 38	182,666,571 92	
Caissier-Payeur central du Trésor public. — Portefeuille	51,974,454 55	62,602,316 34	51,025,225 51	49,387,149 18	48,983,314 70	80,844,274 81	53,368,534 38	47,175,639 51	43,076,278 48	49,190,054 53	
Comptables extérieurs	139,624,614 62	162,928,089 01	162,949,842 01	199,396,066 20	222,602,576 29	190,167,449 80	207,772,876 98	240,143,980 51	346,520,747 34	371,204,926 95	
Total	403,981,388 38	513,246,716 99	674,485,572 57	655,453.489 12	601,581,277 35	501,946,486 69	521,641,688 78	511,444,601 54	674,214,709 68	799,817,752 05	
Avances à rembourser par les budgets ultérieurs	5,102,448,964 50	5,007,394,868 72	4,956,989,265 40	4,757,579,121 20	4,478,167,377 85	4,993,410,197 44	4,953,984,726 75	9,681,314,101 72	9,467,046,282 22	9,590,921,685 47	
Services débiteurs	798,427,612 39	751,666,970 56	789,516,964 13	847,910,445 84	1,125,600,278 16	905,103,601 92	859,518,212 46	763,249,631 07	1,058,030,644 13	1,067,094,606 65	
Total de l'actif réalisable du Trésor	6,304,857,965 27	6,272,308,556 27	6,420,991,802 10	6,260,943,056 16	6,205,348,933 36	6,400,460,286 05	6,335,144,627 99	10,956,008,334 33	11,199,291,636 03	11,457,834,044 17	
Découverts et avances du Trésor	1,071,756,021 98	1,072,425,049 22	1,072,425,049 22	1,072,425,049 22	1,087,434,301 88	1,087,473,140 42	1,136,617,709 04	1,181,795,211 34	1,229,823,031 65	1,229,823,031 65	
Créances dont la régularisation est ajournée	180,307,000 77	180,307,000 77	180,307,940 79	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	200,950,998 29	
Total des découverts et avances	1,252,063,022 75	1,252,732,049 99	1,252,732,990 01	1,253,376,047 51	1,268,385,300 17	1,268,424,138 71	1,317,568,707 33	1,362,746,209 63	1,410,774,029 94	1,430,774,029 94	
Total général	7,556,920,988 02	7,525,040,606 26	7,673,724,792 11	7,514,319,103 67	7,473,734,233 53[1]	7,668,884,424 76	7,652,713,335 32	12,318,754,543 96	12,610,065,665 97	12,888,608,074 11	

DÉVELOPPEMENT DE LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE										OBSERVATIONS.
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	1912.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
EFFETS À PAYER.											
Bons du Trésor remis à divers particuliers. (Bons ordinaires.)	114,430,800 00	184,997,400 00	91,197,100 00	116,367,900 00	78,023,400 00	72,650,700 00	30,546,500 00	49,576,900 00	120,211,900 00	24,478,700 00	
Mandats sur le Trésor tirés par les trésoriers généraux et les autres comptables	48,280,561 18	63,090,082 19	57,896,829 82	53,004,009 25	65,574,116 44	47,225,825 35	33,164,736 65	75,193,375 80	77,393,865 04	110,871,229 17	
TOTAL des Effets à payer	162,711,361 18	248,087,482 19	149,093,929 82	169,371,909 25	143,597,516 44	119,876,525 35	63,711,236 65	124,770,275 80	197,605,765 04	135,349,929 17	
COMPTES COURANTS ET FONDS EN DÉPÔT.											
Communes et établissements publics	383,174,603 50	350,316,204 42	391,059,266 29	411,920,289 24	404,716,333 28	396,729,809 24	423,060,265 98	448,372,864 80	477,579,911 84	509,478,312 72	
Service départemental	85,344,932 82	83,847,179 31	116,723,766 44	155,218,564 97	161,747,207 06	159,074,072 51	148,008,727 06	161,082,792 26	163,655,330 67	147,643,661 63	
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor	173,765,283 96	196,999,715 45	301,352,886 33	257,738,837 94	242,363,122 79	274,593,124 66	287,872,460 99	284,801,236 24	311,209,040 00	312,596,511 15	
Caisse des dépôts et consignations s/c de fonds non employés des caisses d'épargne privées et de la Caisse nationale d'épargne	100,502,579 45	137,548,559 61	143,488,556 91	130,852,923 75	140,005,181 24	134,913,865 90	144,508,761 88	117,991,759 57	91,771,772 74	67,167,411 47	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse des retraites de la vieillesse	39,377,727 91	48,672,511 16	38,475,453 52	44,192,455 96	41,621,419 41	43,582,284 91	38,978,121 19	33,449,562 46	47,286,143 96	34,404,127 53	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites ouvrières et paysannes	"	"	"	"	"	"	"	"	301,360 17	9,811,959 57	
Trésorier général des Invalides de la marine	4,828,649 34	3,550,801 26	2,998,02[illegible] 75	3,392,620 89	3,270,094 41	5,302,588 14	6,884,499 76	7,114,864 84	11,902,461 30	10,879,521 41	
Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine	11,662,941 00	13,203,500 00	14,356,250 00	17,372,250 00	10,806,500 00	13,458,300 00	20,788,200 00	19,518,200 00	18,598,200 00	18,831,000 00	
Crédit foncier de France	121,493 58	123,315 98	125,165 72	127,043 21	128,948 85	130,883 08	132,846 32	134,174 78	135,516 53	136,871 69	
Gouvernement beylical	11,482,774 10	16,068,253 40	19,107,901 61	139,694 52	"	"	"	"	"	"	
Correspondants du Trésor. (Trésoriers-payeurs généraux.)	14,231,731 75	14,612,758 21	13,169,255 12	12,809,091 91	12,108,113 19	13,304,869 67	14,312,882 51	14,657,632 12	19,065,339 16	15,380,733 93	
Autres correspondants	1,467,652 86	3,636,926 91	5,739,333 02	5,484,658 50	6,641,794 18	6,226,317 36	7,016,938 34	11,506,092 65	19,215,895 53	28,623,733 76	
Service départemental de l'Algérie	6,916,283 86	6,475,656 76	6,304,981 52	7,200,690 42	10,800,843 27	11,657,757 09	6,898,036 88	8,068,382 81	8,124,355 61	7,615,562 33	
Service local des colonies	17,263,433 25	22,684,365 71	17,936,734 27	11,763,497 01	12,542,028 81	17,060,242 48	10,783,325 58	16,368,116 17	20,682,437 91	27,898,231 28	
Caisse de réserve du budget général de l'Indo-Chine	5,033,783 51	4,137,330 44	5,131,972 76	13,930,375 06	13,559,575 36	1,196,896 70	1,695,068 18	107,206 80	153,519 07	"	
Caisse de réserve du service local des colonies	10,646,150 69	10,337,797 34	12,667,964 91	11,467,478 12	15,262,702 80	14,395,052 89	17,102,637 81	11,638,319 40	13,563,022 54	15,853,769 97	
Budget de l'Algérie	16,838,983 82	15,436,386 57	9,194,567 19	14,833,218 97	7,899,889 04	7,099,886 19	7,108,671 51	4,333,272 90	10,825,671 26	30,320,407 78	
Opérations hors budget. (Algérie.)	49,784,392 76	51,137,442 56	60,914,264 69	71,474,874 22	76,843,804 55	67,195,021 35	70,544,583 80	90,707,728 95	104,264,014 63	122,556,072 84	
TOTAL des comptes courants et fonds en dépôt	932,443,398 16	978,788,705 09	1,158,746,342 05	1,169,918,564 69	1,160,317,558 20	1,165,920,972 17	1,205,696,027 79	1,229,852,206 75	1,318,333,992 92	1,359,197,889 06	
FONDS PARTICULIERS.											
Trésoriers-payeurs généraux	26,632,515 33	35,792,243 82	39,242,574 06	34,746,863 79	32,386,711 48	31,670,721 09	30,354,380 85	31,415,509 13	26,269,159 91	29,117,341 99	
TOTAL de la dette flottante du Trésor	1,121,787,274 67	1,262,668,431 10	1,347,082,845 93	1,374,037,337 73	1,336,301,786 12	1,317,468,218 61	1,299,761,645 29	1,386,037,991 68	1,542,208,917 87	1,523,665,160 22	

Tableau résumé des causes et de la composition de la dette flottante du Trésor.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 31 DÉCEMBRE										MOYENNE sur 10 ANNÉES.	OBSERVATIONS.
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	1912.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
CAUSES DE LA DETTE FLOTTANTE.												
Découverts et avances du Trésor	1,071,756,021 98	1,072,425,049 22	1,072,425,049 22	1,072,425,049 22	1,087,434,301 88	1,087,473,140 42	1,136,617,709 04	1,181,795,211 34	1,229,823,031 65	1,229,823,031 65	1,124,199,759 56	
Avances et créances dont la régularisation est ajournée	180,307,000 77	180,307,000 77	180,307,940 79	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	180,950,998 29	200,950,998 29	182,757,893 03	
Avances à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt	5,102,448,964 50	5,007,394,868 72	4,956,989,265 40	4,757,579,121 20	4,478,167,377 85	4,993,410,197 44	4,953,984,726 75	9,681,314,101 72	9,467,046,282 22	9,590,921,685 47	6,298,925,659 13	
	6,354.511,987 25	6,260,126,918 71	6,209,722,255 41	6,010,955,168 71	5,746,552,678 02	6,261,834,336 15	6,271,553,434 08	11,044,060,311 35	10,877,820,312 16	11,021,695,715 41	7,605,883,311 72	
Différence entre l'excédent des services créanciers et les services débiteurs. (Voir le développement spécial à la page suivante.) *A déduire*	*5,232,724,712 58*	*4,997,458,487 61*	*4,862,639,409 48*	*4,636,917,830 98*	*4,410,250,891 90*	*4,944,366,117 54*	*4,971,791,788 79*	*9,658,022,319 67*	*9,335,611,394 29*	*9,498,030,555 19*	*6.254,781,350 80*	
TOTAL des besoins de trésorerie qui ont dû être couverts par la Dette flottante	1,121,787,274 67	1,262,668,431 10	1,347,082,845 93	1,374,037,337 73	1,336,301,786 12	1,317,468,218 61	1,299,761,645 29	1,386,037,991 68	1,542,208,917 87	1,523,665,160 22	1,351,101,960 92	
COMPOSITION DE LA DETTE FLOTTANTE.												
Effets à payer. (Bons du Trésor et mandats sur le Trésor.)	162,711,361 18	248,087,482 19	149,093,929 82	169,371,909 25	143,597,516 44	119,876,525 35	63,711,236 65	124,770,275 80	197,605,765 04	135,349,929 17	151,417,593 09	
Comptes courants et fonds en dépôt	932,443,398 16	978,788,705 09	1,158,746,342 05	1,169,918,564 69	1,160,317.558 20	1,165,920,972 17	1,205,696,027 79	1,229,852,206 75	1,318,333,992 92	1,359,197,889 06	1,167,921,565 69	
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux	26,632,515 33	35,792,243 82	39,242,574 06	34,746,863 79	32,386,711 48	31,670,721 09	30,354,380 85	31,415,509 13	26,269,159 91	29,117,341 99	31,762,802 14	
MONTANT de la dette flottante	1,121,787,274 67	1,262,668,431 10	1,347,082,845 93	1,374,037,337 73	1,336,301.786 12	1,317,468,218 61	1,299,761,645 29	1,386,037,991 68	1,542,208,917 87	1,523,665,160 22	1,351,101,960 92	

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'excédent des services créanciers et les services débiteurs.*

ÉPOQUES auxquelles les situations sont arrêtées.	ACTIF. — Services débiteurs. — Pour les opérations du présent compte.	PASSIF. — Services créanciers. — Pour les opérations du présent compte.	DIFFÉRENCES entre les deux termes ci-contre. Excédent des services créanciers (à déduire de l'actif).	Excédent des services débiteurs (à ajouter à l'actif).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 31 décembre 1903	1,202,409,000 77	6,435,133,713 35	5,232,724,712 58	"
Au 31 décembre 1904	1,264,913,687 55	6,262,372,175 16	4,997,458,487 61	"
Au 31 décembre 1905	1,464,002,536 70	6,326,641,946 18	4,862,639,409 48	"
Au 31 décembre 1906	1,503,363,934 96	6,140,281,765 94	4,636,917,830 98	"
Au 31 décembre 1907	1,727,181,555 51	6,137,432,447 41	4,410,250,891 90	"
Au 31 décembre 1908	1,407,050,088 61	6,351,416,206 15	4,944,366,117 54	"
Au 31 décembre 1909	1,381,159,901 24	6,352,951,690 03	4,971,791,788 79	"
Au 31 décembre 1910	1,274,694,232 61	10,932,716,552 28	9,658,022,319 67	"
Au 31 décembre 1911	1,732,245,353 81	11,067,856,748 10	9,335,611,394 29	"
Au 31 décembre 1912	1,866,912,358 70	11,364,942,913 89	9,498,030,555 19	"
Moyenne sur 10 années	1,482,393,265 04	7,737,174,615 84	6,254,781,350 80	"

COMPTES

DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

I.

GARANTIES D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER,
A LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES CÂBLES TÉLÉGRAPHIQUES
ET AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

II.

AVANCES FAITES PAR L'ÉTAT À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
DE DAKAR A SAINT-LOUIS ET POUR L'ACHÈVEMENT DU CANAL DU FOREZ.

III.

APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS

IV.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES
POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

V.

SERVICE LOCAL DES COLONIES ET CAISSE DE RÉSERVE
DU SERVICE LOCAL DES COLONIES.

VI

ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

VII.

EMPRUNT GREC.

VIII.

DÉBETS ET CRÉANCES, PRÊTS A L'INDUSTRIE ET PRÊTS AUX SINISTRÉS.

IX.

FONDS DE CONCOURS.

I

COMPTE

DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS

AU 31 DÉCEMBRE 1912.

1°

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS, TUNISIENS ET ALGÉRIENS.

2°

À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

3°

À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER FRANCO-ÉTHIOPIEN DE DJIBOUTI À ADDIS-ABEBA.

4°

À LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES CÂBLES TÉLÉGRAPHIQUES.

5°

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

1°

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS

AUX COMPAGNIES

DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS, TUNISIENS ET ALGÉRIENS

Aux termes des conventions passées avec les compagnies de chemins de fer, les payements que l'État fait à ces compagnies, à titre de garantie d'intérêts, sont des *avances* dont il doit être remboursé avec les intérêts simples à 4 p. o/o sur les produits nets des lignes auxquelles s'applique la garantie, dès que ces produits nets dépassent l'intérêt garanti.

Il convient dès lors de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts ; de l'autre, le montant des sommes versées par les compagnies, soit à titre de remboursements quand les produits nets ont dépassé le revenu garanti, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Mais il convient de séparer des diverses avances faites par l'État aux compagnies de chemins de fer celles qui ont été allouées aux Compagnies de l'Est, d'Orléans et du Midi, antérieurement aux conventions de 1883. Des conditions particulières ont été en effet insérées dans les conventions de 1883, en ce qui concerne le remboursement de ces dernières avances. On en présentera le montant dans un tableau spécial dont la dernière colonne rappelle les clauses inscrites dans les conventions et fait connaître la situation actuelle du remboursement. Quant aux autres avances, la situation en est donnée en capital et intérêts au 31 décembre 1912, d'après les comptes établis par le ministère des Travaux publics, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication aux compagnies.

Le compte de la garantie d'intérêt se divise donc en deux parties :

1re PARTIE. — Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.

2e PARTIE. — Compte courant de la garantie d'intérêts au 31 décembre 1912.

Ce dernier compte embrasse l'ensemble des réseaux français, tunisien et algérien. Il fait ressortir :

En ce qui concerne les compagnies signataires des conventions de 1883, le montant des avances

faites par l'État pour les exercices postérieurs à la mise en application des conventions, sauf pour la Compagnie P.-L.-M. qui, aux termes d'une convention spéciale du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, a compensé le montant de sa dette envers l'État, pour son réseau principal, avec les annuités représentatives d'avances faites par elle en vertu de la convention de 1883;

En ce qui concerne les compagnies non soumises au régime des conventions de 1883, le montant des avances de l'Etat depuis l'origine sauf : 1° pour la Compagnie P.-L.-M., ligne du Rhône au Mont-Cenis, incorporée dans le réseau principal, et pour la Compagnie de chemins de fer départementaux (réseau du Vivarais); ces deux compagnies ont obtenu remise de leurs dettes de garantie (Conventions des 14 juin 1897 et 6 février 1898, approuvées par les lois des 18 février et 25 mars 1898); 2° pour la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France qui est soumise à un régime spécial. (Voir au Compte général des finances de l'année 1895 la note de la page 940.)

Il convient de remarquer, en outre, que le taux d'intérêt des avances faites ou à faire par l'État à la Compagnie du Midi, à partir du 1er juillet 1898, à titre de garantie d'intérêt, a été abaissé à 3 p. o/o. (Art. 3 de la convention du 3 novembre 1896, approuvée par la loi du 27 novembre 1897. — Rachat par l'État du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.)

Les opérations effectuées pendant l'année 1912 sont développées dans une série de tableaux annexes.

OBSERVATIONS.

Sauf pour les exercices 1871 et 1872, la garantie a toujours été payée en capital; chaque compte est *débité* de tous les payements faits par le Trésor et *crédité* de tous les reversements et remboursements faits par les compagnies, valeur à la date à laquelle ces opérations ont été effectuées.

Les intérêts sont calculés en prenant l'année pour le nombre exact des jours.

Les garanties dues pour les années 1871 et 1872 aux compagnies de l'Est, d'Orléans et du Midi (1) ont été converties en annuités à la charge de l'État. Le compte a été débité du montant de la garantie pour chacun de ces deux exercices avec valeur à la date à laquelle correspond le point de départ des annuités.

On fera en outre observer qu'aux termes de l'article 9 de la convention du 28 octobre 1909 approuvée par la loi du 21 décembre suivant « l'État et la Compagnie (de l'Ouest) renoncent « l'un vis-à-vis de l'autre à toute réclamation, notamment au sujet des comptes de garantie et « se donnent décharge réciproque, complète et définitive; toutes instances en cours seront en « conséquence abandonnées ».

Les opérations concernant la garantie d'intérêts de la Compagnie de l'Ouest ont par suite cessé de figurer au présent compte depuis l'année 1909.

(1) Pour l'Ouest, les garanties de 1871 et 1872 ont été payées en capital le 7 avril 1879.

1re Partie. — ANCIENNE DETTE DES COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Situation, en capital et intérêts, des sommes avancées par l'État aux Compagnies de l'Est, d'Orléans et du Midi, à titre de garantie d'intérêt, pour les années d'exploitation antérieures à l'application des conventions de 1883.

COMPAGNIES.		SITUATION au 31 décembre 1882 (voir pages 944 et 945 du Compte général de 1892).			OPÉRATIONS EFFECTUÉES du 31 décembre 1882 jusqu'à la signature des conventions (voir les développements page 662).		SITUATION au moment de la signature des conventions.	OPÉRATIONS POSTÉRIEURES à la signature des conventions (voir les développements, page 662).		SITUATION définitive de l'ancienne dette des Compagnies.	SITUATION ACTUELLE du remboursement de l'ancienne dette. (Pour les développements, voir le compte général des opérations se rattachant à l'exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883, présenté en conformité de l'article 76 de la loi de finances du 26 janvier 1892.)
		Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Solde.	Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.		Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.		
Est	Capital	115,239,292f 10c	307,390f 49c								
	Intérêts	41,190,224 19	4,378,756 89								
	Total	156,429,516 29	4,686,147 38	151,743,368f 91c	〃	1,106,817f 44c	150,636,551f 47	〃	〃	150,636,551f 47c	Est. — Aux termes de l'article 8 de la convention du 11 juin 1883, cette dette doit être compensée avec les dépenses de premier établissement incombant à l'État pour les travaux de superstructure des lignes concédées à la Compagnie et pour divers travaux d'agrandissement et de modification des gares de jonction. L'État a fait abandon de cette dette à la Compagnie, qui a accepté cet abandon, comme représentant *à forfait* la part contributive de l'État dans lesdits travaux. La dette de la Compagnie ayant été ainsi remplacée par une *obligation de faire*, il n'y a plus lieu d'en suivre le compte en argent.
Orléans	Capital	173,212,168 03	6,558,640 93		158,683f 19c	122,499 96		〃	2,393,058f 74c		
	Intérêts	63,817,811 93	16,587,129 00		〃	8,521,512 01		6,664,579f 95c	〃		
	Total	237,029,979 96	23,145,769 93	213,884,210 03	158,683 19	8,644,011 97	205,398,881 25	6,664,579 95	2,393,058 74	209,670,402 46	Orléans. — Conformément à l'article 7 de la convention du 28 juin 1883, la dette contractée par la Compagnie envers l'État par suite des avances reçues à titre de garantie d'intérêt a cessé de porter intérêt à partir du 1er janvier 1884. Aux termes du même article modifié ultérieurement par l'article 2 de la convention du 17 mai 1886, cette dette doit être remboursée et éteinte par compensation avec les dépenses de toute nature faites par la Compagnie au compte de l'État sur les nouvelles lignes. D'après l'arrêté ministériel en date du 13 août 1896, la somme totale de 209,670,402 fr. 46 a été entièrement remboursée par la Compagnie de 1884 à 1889 inclus.
Midi	Capital	40,403,449 02	3,824,582 53		8,565 34	3,942,853 82		〃	〃		
	Intérêts	11,832,645 78	10,936,838 84		487,060 23	1,382,867 17		2,745,802 61	1,003,058 22		
	Total	52,236,094 80	14,761,421 37	37,474,673 43	495,625 57	5,325,720 99	32,644,578 01	2,745,802 61	1,003,058 22	34,387,322 40	Midi. — Aux termes de l'article 11 de la convention du 9 juin 1883, la Compagnie devait payer à l'État, en 1884, 8,600,000 francs par trimestre, soit 34,400,000 francs pour l'année entière. La partie représentant, en capital et intérêts, le solde de la dette contractée par la Compagnie envers l'État, du chef de la garantie d'intérêt stipulée dans les conventions antérieures, a été fixée, par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887, à 34,387,322 fr. 40. Moyennant ce versement, la Compagnie a été dûment libérée de sa dette au 31 décembre 1884. Le reliquat de 12,677 fr. 60 a été considéré, aux termes du même article 11, comme une avance en argent, remboursable au moyen d'annuités.
Ensemble	Capital	328,854,909 15	10,690,613 95		〃	〃		〃	〃		
	Intérêts	116,840,681 90	31,902,724 73		〃	〃		〃	〃		
	Total	445,695,591 05	42,593,338 68	403,102,252 37	654,308 76	15,076,550 40	388,680,010 73	9,410,382 56	3,396,116 96	394,694,276 33	

DÉVELOPPEMENTS À L'APPUI DU COMPTE PRÉCÉDENT.

Opérations postérieures au 31 décembre 1882.

EST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à.... 151,743,368f 91c
Le 4 mai 1883, la Compagnie a effectué un remboursement de 1,106,817 44
représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.

Le solde du compte courant a été ainsi ramené à...................... 150,636,551 47

chiffre indiqué à l'article 8 de la convention du 8 juin 1883.

ORLÉANS. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à 213,884,210f 03
Il a été successivement modifié par deux séries d'opérations, les unes antérieures, les autres postérieures à la convention du 28 juin 1883.

Opérations antérieures à la convention. — L'État a versé à la Compagnie, le 22 juin 1883, le solde de la garantie de 1879, s'élevant à................ 158,683 19

soit ensemble.. 214,042,893 22
De son côté, la Compagnie a reversé, le 8 février 1883, une somme de.. 122,499f 96c
qu'elle avait reçue en trop sur la garantie de 1878, plus les intérêts de cette somme, calculés du 8 mai 1879, date du versement de l'Etat, au 7 février 1883, soit.................... 18,405 20
Elle a, en outre, effectué, le 25 avril 1883, un remboursement de.. 8,503,106 81
représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.

Ensemble.................. 8,644,011 97 — 8,644,011 97

Le solde du compte courant a été ainsi ramené au chiffre de............. 205,398,881 25
concordant, à un centime près, avec le solde mentionné par l'article 7 de la convention du 28 juin 1883.

A reporter.......................... 205,398,881 25

Report	205,398,881 25
Opérations postérieures à la convention. — Les intérêts en compte courant pendant l'année 1883 se sont balancés au profit de l'État par un solde de	(1) 6,664,579 95
et ont porté la dette de la Compagnie à	212,063,461 20
Mais un remboursement de	2,393,058 74
effectué le 30 avril 1884 et représentant, d'après les écritures de la Compagnie, l'excédent de recettes de l'Exercice 1883, a finalement réduit le solde à	209,670,402 46

MIDI. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à		37,474,673f 43c
Depuis cette époque, l'État a versé à la Compagnie :		
le 12 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1877		4,676 92
le 18 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1878		3,888 42
De plus, les intérêts en compte courant du 1er janvier au 20 avril 1883 ont été :		
au débit, de	487,060f 23c	
au crédit, de	64,853 64	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	422,206 59	422,206 59
Soit, au total		37,905,445 36
De son côté, la Compagnie a remboursé :		
le 20 février 1883, à titre d'acompte sur l'excédent de recettes de 1882	(2) 4,000,000f 00c	
le 20 avril 1883, à titre de solde provisoire de cet excédent de recettes	(3) 1,260,867 35	
Ensemble	5,260,867 35	5,260,867 35
Le solde au 30 avril 1883 était ainsi de		32,644,578 01
Les intérêts en compte courant depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1884, date de l'extinction de la dette de la Compagnie, ont été :		
au débit, de	2,745,802f 61c	
au crédit, de	1,003,058 22	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	1,742,744 39	1,742,744 39
La dette de la Compagnie a été ainsi fixée par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887 à		34,387,322 40

(1) Chiffre provisoire : le décompte des intérêts sera revisé lors du règlement définitif des opérations relatives au remboursement de la dette de la Compagnie d'Orléans.

(2) Ce payement a été imputé pour 1,100,247 fr. 73 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 2,899,752 fr. 27 c. au compte capital.

(3) Ce payement a été imputé pour 217,765 fr. 80 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 1,043,101 fr. 55 c. au compte capital.

2e PARTIE. — COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AU 31 DÉCEMBRE 1912.

(FRANCE ET TUNISIE.)

1° NOUVELLE DETTE DES COMPAGNIES SIGNATAIRES DES CONVENTIONS DE 1883.
2° DETTE DES COMPAGNIES NON SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.					REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.					DIFFÉRENCES DUES PAR LES COMPAGNIES.		
		COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1911.	PAYEMENTS en capital effectués en 1912.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1911.	REMBOURSEMENTS en capital effectués en 1912.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE-CAPITAL.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
FRANCE.														
Régime des conventions de 1883.	Est	167,616,915f 62c	*A déd.* 166,719,980f 54c	896,935f 08c	130,395,967f 73c	131,292,902f 81c	896,935f 08c	〃	896,935f 08c	120,292,797f 32c	121,189,732f 40c	〃	10,103,170f 41c	10,103,170f 41c
	Orléans	154,713,152 56	16,000,000 00	170,713,152 56	131,917,804 44	302,630,957 00	1,820,024 89	〃	1,820,024 89	39,097,274 15	40,917,299 04	168,893,127f 67c	92,820,530 29	261,713,657 96
	Midi	205,294,710 91	4,000,000 00	209,294,710 91	122,573,437 46	331,868,148 37	18,410 14	〃	18,410 14	868,149 83	886,559 97	209,276,300 77	121,705,287 63	330,981,588 40
		527,624,779 09	*A déd.* 146,719,980 54	380,904,798 55	384,887,209 63	765,792,008 18	2,735,370 11	〃	2,735,370 11	160,258,221 30	162,993,591 41	378,169,428 44	224,628,988 33	602,798,416 77
Sud de la France		2,497,577 98	〃	2,497,577 98	〃	2,497,577 98	66,724 67	〃	66,724 67	〃	66,724 67	2,430,853 31	〃	2,430,853 31
Départementaux	Réseau des Charentes et des Deux-Sèvres	4,939,258 83	307,836 34	5,247,095 17	1,646,861 33	6,893,956 50	2,542 55	〃	2,542 55	712 73	3,255 28	5,244,552 62	1,646,148 60	6,890,701 22
	Ferrières - Courçon à Epannes	446,286 03	39,700 00	485,986 03	113,563 50	599,549 53	〃	〃	〃	〃	〃	485,986 03	113,563 50	599,549 53
		5,385,544 86	347,536 34	5,733,081 20	1,760,424 83	7,493,506 03	2,542 55	〃	2,542 55	712 73	3,255 28	5,730,538 65	1,759,712 10	7,490,250 75
Économiques		18,879,647 20	930,000 00	19,809,647 20	8,190,592 32	28,000,239 52	8,874 00	〃	8,874 00	7,048 63	15,922 63	19,800,773 20	8,183,543 69	27,984,316 89
ENSEMBLE pour la France		554,387,549 13	*A déd.* 145,442,444 20	408,945,104 93	394,838,226 78	803,783,331 71	2,813,511 33	〃	2,813,511 33	160,265,982 66	163,079,493 99	406,131,593 60	234,572,244 12	640,703,837 72
Ouest-Algérien (ligne de Tlemcen à la frontière du Maroc)		1,787,231 62	774,675 48	2,561,907 10	192,717 25	2,754,624 35	9,153 20	〃	9,153 20	1,448 47	10,601 67	2,552,753 90	191,268 78	2,744,022 68
TUNISIE.														
Bône-Guelma et prolongements. (A)	Tunis à la frontière algérienne et embranchements	68,229,736 79	〃	68,229,736 79	53,823,174 15	122,052,910 94	793 94	〃	793 94	389 90	1,183 84	68,228,942 85	53,822,784 25	122,051,727 10
TOTAUX GÉNÉRAUX (France et Tunisie)		624,404,517 54	*A déd.* (B) 144,667,768 72	479,736,748 82	448,854,118 18	928,590,867 00	2,823,458 47	〃	2,823,458 47	160,267,821 03	163,091,279 50	476,913,290 35	288,586,297 15	765,499,587 50

(A) Ce compte courant ne comprend que les payements faits pour les années d'exploitation antérieures à 1910, les comptes des années 1910 et suivantes étant réglés par le Gouvernement tunisien, en vertu de la convention du 15 mars 1910, approuvée par la loi du 11 avril suivant.
(B) Ce chiffre, obtenu par compensation entre le remboursement en capital de la Compagnie de l'Est et les payements de garantie effectués par le Trésor au profit des autres compagnies, fait ressortir un total d'axances en capital, poup 1912, s'élevant à 22,052,211 fr. 82.

CHEMINS DE FER ALGÉRIENS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

1° COMPTES COURANTS DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AU 31 DÉCEMBRE 1912.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.				
		COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1911.	PAYEMENTS en capital effectués en 1912.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.
1	2	3	4	5	6	7
P.-L-M.	Oran à Alger et Constantine à Philippeville	37,610,688f 77c	"	37,610,688f 77c	43,904,630f 72c	81,515,319f 49c
Bône-Guelma et prolongements	Bône à Guelma	9,052,674 55	"	9,052,674 55	"	9,052,674 55
	Prolongements en Algérie	141,988,582 87	3,394,185f 01c	145,382,767 88	94,048,607 57	239,431,375 45
		151,041,257 42	3,394,185 01	154,435,442 43	94,048,607 57	248,484,050 00
Est-algérien		205,985,695 47	178,193 61	206,163,889 08	96,038,098 99	302,201,988 07
Ouest-algérien		68,635,968 14	1,269,778 56	69,905,746 70	38,246,386 64	108,152,133 34
ENSEMBLE pour l'Algérie		463,273,609 80	4,842,157 18	468,115,766 98	272,237,723 92	740,353,490 90

COMPAGNIES.	LIGNES.	REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.					DIFFÉRENCES DUES PAR LES COMPAGNIES.		
		COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1911.	REMBOURSEMENTS en capital effectués en 1912.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE-CAPITAL.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.
1	2	8	9	10	11	12	13	14	15
P.-L-M.	Oran à Alger et Constantine à Philippeville	287,504f 39c	"	287,504f 39c	11,256,036f 37c	11,543,540f 76c	37,323,184f 38c	32,648,594f 35c	69,971,778f 73c
Bône-Guelma et prolongements	Bône à Guelma	898,648 59	138,381f 55c	1,037,030 14	"	1,037,030 14	8,015,644 41	"	8,015,644 41
	Prolongements en Algérie	1,763 18	"	1,763 18	964 23	2,727 41	145,381,004 70	94,047,643 34	239,428,648 04
		900,411 77	138,381 55	1,038,793 32	964 23	1,039,757 55	153,396,649 11	94,047,643 34	247,444,292 45
Est-algérien		115,842 86	"	115,842 86	42,072 57	157,915 43	206,048,046 22	95,996,026 42	302,044,072 64
Ouest-algérien		414,671 10	"	414,671 10	297,622 67	712,293 77	69,491,075 60	37,948,763 97	107,439,839 57
ENSEMBLE pour l'Algérie		1,718,430 12	138,381 55	1,856,811 67	11,596,695 84	13,453,507 51	466,258,955 31	260,641,028 08	726,899,983 39

CHEMINS DE FER ALGÉRIENS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

2° COMPTES COURANTS DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS EN CE QUI CONCERNE LES AVANCES CONSENTIES PAR LA MÉTROPOLE ET LES REVERSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES COMPAGNIES ANTÉRIEUREMENT AU 1er JANVIER 1905.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.			REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.			DIFFÉRENCES DUES PAR LES COMPAGNIES.			OBSERVATIONS.
		COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE-CAPITAL.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	
Paris-Lyon-Méditerranée....	Oran à Alger et Constantine à Philippeville..........	36,576,487f 83c	43,602,191f 37c	80,178,679f 20c	287,504f 39c	1,467,914f 38c	1,755,418f 77c	36,288,983f 44c	42,134,276f 99c	78,423,260f 43c	
Bône-Guelma et prolongements	Bône à Guelma..........	9,005,277 69	"	9,005,277 69	212,269 87	"	212,269 87	8,793,007 82	"	8,793,007 82	
	Prolongements en Algérie..........	112,959,053 42	88,640,514 31	201,599,567 73	1,763 18	964 23	2,727 41	112,957,290 24	88,639,550 08	201,596,840 32	
		121,964,331 11	88,640,514 31	210,604,845 42	214,033 05	964 23	214,997 28	121,750,298 06	88,639,550 08	210,389,848 14	
Ouest Algérien..........	....	53,501,708 60	35,269,512 09	88,771,220 69	414,671 10	297,622 67	712,293 77	53,087,037 50	34,971,889 42	88,058,926 92	
Est-Algérien..........	Constantine à Sétif (compte spécial de la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886)..........	6,367,558 36	"	6,367,558 36	67,245 28	"	67,245 28	6,300,313 08	"	6,300,313 08	
	Alger à Constantine, El-Guerrah à Batna, Ménerville à Tizi-Ouzou, Batna à Biskra, Bougie à Beni-Mansour, les Ouled-Ramoun à Aïn-Beïda..........	168,982,095 39	88,493,982 17	257,476,077 56	48,597 58	42,072 57	90,670 15	168,933,497 81	88,451,909 60	257,385,407 41	
	Situation au 11 mai 1908 (veille de la prise de possession par l'Algérie)..........	175,349,653 75	88,493,982 17	263,843,635 92	115,842 86	42,072 57	157,915 43	175,233,810 89	88,451,909 60	263,685,720 49	
	ENSEMBLE pour l'Algérie..........	387,392,181 29	256,006,199 94	643,398,381 23	1,032,051 40	1,808,573 85	2,840,625 25	386,360,129 89	254,197,626 09	640 557,755 98	

CHEMINS DE FER ALGÉRIENS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

3° COMPTES COURANTS DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS EN CE QUI CONCERNE LES AVANCES CONSENTIES PAR L'ALGÉRIE DEPUIS LE 1er JANVIER 1905.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1912.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.					REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.					OBSERVATIONS.
		COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1911.	PAYEMENTS en capital effectués en 1912.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1911.	COMPTE-CAPITAL au 31 décembre 1912.	REMBOURSEMENTS en capital effectués en 1912.	COMPTE-INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	
1	2	3	4	5	6	7	8	10	9	11	12	13
P.-L.-M.	Oran à Alger et Constantine à Philippeville	1,034,200f 94c	"	1,034,200f 94c	302,439f 35c	1,336,640f 29c	"	"	"	9,788,121f 99c	9,788,121f 99c	
Bône-Guelma et prolongements.	Bône à Guelma	47,396 86	"	47,396 86	"	47,396 86	686,378f 72c	138,381f 55c	824,760f 27c	"	824,760 27	
	Prolongements en Algérie	29,029,529 45	3,394,185 01	32,423,714 46	5,408,093 26	37,831,807 72	"	"	"	"	"	
		29,076,926 31	3,394,185 01	32,471,111 32	5,408,093 26	37,879,204 58	686,378 72	138,381 55	824,760 27	"	824,760 27	
Est-Algérien		30,636,041 72	178,193 61	30,814,235 33	7,544,116 82	38,358,352 15	"	"	"	"	"	
Ouest-Algérien		15,134,259 54	1,269,778 56	16,404,038 10	2,976,874 55	19,380,912 65	"	"	"	"	"	
Ensemble pour l'Algérie		75,881,428 51	4,842,157 18	80,723,585 69	16,231,523 98	96,955,109 67	686,378 72	138,381 55	824,760 27	9,788,121 99	10,612,882 26	

NOTE

au sujet du compte de la garantie d'intérêts au 31 décembre 1912 aux Compagnies de chemins de fer français, tunisiens et algériens.

Le compte courant de la garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer d'intérêt général arrêté chaque année par le Ministère des Travaux publics, après avoir été vérifié par la direction du Mouvement général des fonds, fournit la situation de chaque compagnie à l'égard de l'État et comprend les opérations de toute nature susceptibles d'affecter cette situation.

La loi du 23 juillet 1904 ayant mis à la charge du budget spécial de l'Algérie, avec une subvention forfaitaire de l'État, les dépenses relatives aux chemins de fer d'intérêt général de la colonie, à partir du 1er janvier 1905, il a été décidé par l'Administration des Finances, d'accord avec celle des Travaux publics, qu'indépendamment du compte courant présentant la situation d'ensemble des Compagnies, arrêtée au 31 décembre de chaque année, et afin d'établir la distinction nécessaire entre les avances consenties par l'État aux Compagnies jusqu'au 31 décembre 1904 et les dépenses faites postérieurement par l'Algérie avec le concours de la métropole, deux comptes courants seraient arrêtés annuellement pour chacune de ces Compagnies : le premier, par le Ministère des travaux publics, constatant la dette de la Compagnie vis-à-vis du Trésor français et comprenant seulement, pour l'année écoulée, les intérêts dus par elle sur le capital avancé (le développement de ce compte figure aux pages 676 et 677); le second, arrêté par le Gouverneur général de l'Algérie, relatant les opérations effectuées depuis le 1er janvier 1905, sans faire mention de la dette des Compagnies, en capital et intérêts, avant cette date (le développement de ce compte figure aux pages 678 à 681). En outre, la loi du 23 juillet 1904 ne s'appliquant pas aux lignes stratégiques, un compte spécial a été ouvert pour la ligne de Tlemcen vers le Maroc (Ouest-Algérien).

Les payements réellement effectués en 1912 par la caisse centrale, soit	28,222,827f 66c
présentent avec les avances en capital inscrites au compte courant de la garantie desdites compagnies de chemins de fer (page 658, colonne 4)..	22,052,211 82
une différence *en plus* de..................................	6,170,615 84

qui s'explique ainsi qu'il suit :

En vertu de la convention du 1er décembre 1894 (voir au compte général des Finances de 1895, page 940, la note faisant suite au développement du compte courant de la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France), les seules avances à faire figurer dans le compte de la Compagnie du Sud de la France sont les avances payées pour les insuffisances de l'exploitation des exercices antérieurs à 1895 et celles faites, à partir de 1895, pour la constitution d'un fonds de réserve.

Or, sur les payements effectués par l'État au titre de la garantie d'intérêts, pendant l'année 1912, à cette compagnie et s'élevant à un total de................................ 3,961,615f 84c

il ne figure au compte courant de la garantie aucune somme représentant un versement applicable à la constitution du fonds de réserve.

Il en résulte une différence *en moins*, à la colonne 4, de 3,961,615f 84c

D'autre part, la convention du 6 février 1898, approuvée par la loi du 25 mars 1898, a fait disparaître le compte courant du réseau du Vivarais, concédé à la compagnie de chemins de fer départementaux.

Il s'ensuit qu'aux sommes précédentes s'ajoute le versement de 2,209,000 00

effectué au profit de cette compagnie, dans le courant de l'année 1912, au titre de la garantie due, tant pour le réseau du Vivarais, que pour la ligne de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge (loi du 18 avril 1904) qui est soumise en ce qui concerne les avances de garantie, au régime de la convention du 6 février 1898. On retrouve ainsi la différence de 6,170,615f 84c

constatée au début de la présente note entre le montant des payements de garantie réellement effectués, en 1912, et celui des avances en capital qui figure au compte courant des Compagnies de chemins de fer.

Les payements effectués en 1912 par la Caisse centrale du Trésor public pour les garanties d'intérêt se décomposent ainsi qu'il suit :

1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1911 (Travaux publics, Dépenses extraordinaires, § 1er, chap. 60)	6,862,492f 65c	28,222,827f 66c
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1912 (Travaux publics, Dépenses extraordinaires, § 1er, chap. 83)	21,360,335 01	

En déduisant de cette somme la différence *en plus* arrêtée ainsi qu'il a été dit plus haut à 6,170,615 84

on obtient le total des sommes figurant à la colonne 4 du tableau de la page 658 et s'élevant à 22,052,211 82

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1912.

DÉBIT. — DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912. — CRÉDIT.

FRANCE. — § 1er. COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Compagnie des chemins de fer de l'Est.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	167,616,915f 62c	....	....	126,791,554 49
1912	Intérêts du capital précédent du 1er au 20 janvier 1912	"	20	366,375f 77c	
	A déduire :				
20 janvier	Deuxième versement sur la subvention due par la Compagnie pour l'établissement de la ligne de Moutiers-Granges à Longeau (art. 3 de la convention des 1er et 9 juillet 1909 approuvée par la loi du 28 décembre 1909)	2,000,000 00			
	RESTE	165,616,915 62			
	Intérêts du capital précédent du 21 au 31 janvier 1912	"	11	199,102 30	
	A déduire :				
31 janvier	Versement du premier douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie (art. 1er de la convention du 6 septembre 1911 approuvée par la loi du 24 janvier 1912)	13,226,665 05			
	RESTE	152,390,250 57			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 29 février 1912	"	29	482,985 49	
	A déduire :				
29 février	Versement du deuxième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 04			
	RESTE	139,163,585 53			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 30 mars 1912	"	30	456,274 05	
	A déduire :				
30 mars	Versement du troisième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 05			
	RESTE	125 936,920 48			
	Intérêts du capital précédent du 31 mars au 20 avril 1912	"	21	289,035 56	
	A déduire :				
20 avril	Troisième versement sur la subvention due par la Compagnie pour l'établissement de la ligne de Moutiers-Granges à Longeau	2,000,000 00			
	RESTE	123,936,920 48			
	Intérêts du capital précédent du 21 au 30 avril 1912	"	10	135,450 19	
	A déduire :				
30 avril	Versement du quatrième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 04			
	RESTE	110,710,255 44			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 31 mai 1912	"	31	375,083 93	
	A déduire :				
31 mai	Versement du cinquième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 05			
	RESTE	97,483,590 39			
	Intérêts du capital précédent du 1er juin au 1er juillet 1912	"	31	330,272 27	
	A déduire :				
1er juillet	Versement du sixième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 04			
	RESTE	84,256,925 35			
	Intérêts du capital précédent du 2 au 20 juillet 1912	"	19	174,959 74	
	A déduire :				
20 juillet	Quatrième versement sur la subvention due par la Compagnie pour l'établissement de la ligne de Moutiers-Granges à Longeau.	2,000,000 00			
	RESTE	82,256,925 35			
	Intérêts du capital précédent du 21 au 31 juillet 1912	"	11	98,888 11	
	A reporter	82,256,925 35		2,908,427 41	126,791,554 49

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	896,935 08	"	"	98,628,571 32
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	"	"	35,877f 40c	
	Remboursement au c/« intérêts » du solde de l'excédent de produit net des années :				
29 janvier	1908	"	"	446,439 31	
28 décembre	1909	"	"	381,909 29	
30 décembre	Remboursement au c/« intérêts » sur l'excédent de produit net de l'année d'exploitation 1910	"	"	20,800,000 00	
					21,664,226 00
	A reporter	896,935 08			120,292,797 32

COMPTE-COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1912.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912.

DÉBIT.

FRANCE. — § 1er. COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883 (Suite).

Compagnie des chemins de fer de l'Est.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	PARTIELS. — Montant.	TOTAUX par année.
	Report	82,256,925 35		2,908,427 41	126,791,554 49
31 juillet	A déduire : Versement du septième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665f 05c			
	Reste	69,030,260 30			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 31 août 1912	″	31	223,873 01	″
31 août	A déduire : Versement du huitième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 04			
	Reste	55,803.595 26			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 30 septembre 1912	″	30	182,962 61	″
30 septembre	A déduire : Versement du neuvième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 05			
	Reste	42,576,930 21			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 19 octobre	″	19	82,411 11	″
19 octobre	A déduire : Cinquième versement sur la subvention due par la Compagnie pour l'établissement de la ligne de Moutiers-Granges à Longeau.	2,000.000 00			
	Reste	40,576,930 21			
	Intérêts du capital précédent du 20 au 31 octobre	″	12	53,215 65	″
31 octobre	A déduire : Versement du dixième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 04			
	Reste	27,350,265 17			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 30 novembre	″	30	89,673 00	″
30 novembre	A déduire : Versement du onzième douzième sur le remboursement du capital de la dette de garantie	13,226.665 05			
	Reste	14,123,600 12			
	Intérêts du capital précédent du 1er au 31 décembre	″	31	47,850 45	″
31 décembre	A déduire : Versement du douzième douzième sur le ramboursement du capital de la dette de garantie	13,226,665 04			3,604,413 24
	Situation à la fin de 1912	896,935 08		″	130,395,967 73
	Total des avances	131,292,902f 81c			

Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

ÉPOQUES	NATURE DES VERSEMENTS	CAPITAL	Nombre de jours	Montant	TOTAUX par année
	Situation à la fin de 1911	154,713,152f 56c	....	....	125,450,240f 09c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	6,188,526f 10c	6,467,564 35
2 mars	Provision sur la garantie de 1910	5,100,000 00	304	169,442 62	
30 septembre.	Provision sur la garantie de 1911	10,900,000 00	92	109,595 63	
	Situation à la fin de 1912	170,713,152 56	....	....	131,917,804 44
	Total des avances	302,630,957f 00c			

Compagnie des chemins de fer du Midi. (*)

ÉPOQUES	NATURE DES VERSEMENTS	CAPITAL	Nombre de jours	Montant	TOTAUX par année
	Situation à la fin de 1911	205,294,710f 91c	....	....	116,383,776f 46c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	6,158,841f 33c	6,189,661 00
28 septembre.	Provision sur la garantie de 1911	4,000,000 00	94	30,819 67	
	Situation à la fin de 1912	209.294,710 91	....	....	122,573,437 46
	Total des avances	331,868,148f 37c			

CRÉDIT.

Compagnie des chemins de fer de l'Est.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	PARTIELS. — Montant.	TOTAUX par année.
	Report	896,935 08			120,292,797 32
″		″	″	″	″
″		″	″	″	″
″		″	″	″	″
″		″	″	″	″
″		″	″	″	″
″		″	″	″	″
″	Situation à la fin de 1912	896,935f 08c	″	″	120,292,797f 32
	Total des reversements	121,189,732f 40c			

Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

ÉPOQUES	NATURE DES REVERSEMENTS	CAPITAL	Nombre de jours	Montant	TOTAUX par année
	Situation à la fin de 1911	1,820,024f 89c	....	....	39,024,473f 15
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	72,801f 00	72,801 00
	Situation à la fin de 1912	1,820,024 89	....	....	39,097,274 15
	Total des reversements	40,917,299f 04c			

Compagnie des chemins de fer du Midi. (*)

ÉPOQUES	NATURE DES REVERSEMENTS	CAPITAL	Nombre de jours	Montant	TOTAUX par année
	Situation à la fin de 1911	18,410f 14c	....	....	867,597f 53c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	552 30	552 30
	Situation à la fin de 1912	18,410 14	....	....	868,149 83
	Total des reversements	886,559f 97c			

(*) A partir du 1er juillet 1898, le taux des intérêts dus par la Compagnie des chemins de fer du Midi sur les avances de l'État qui était fixé à 4 p. o/o a été abaissé à 3 p. o/o (art. 3 de la convention du 30 novembre 1896). approuvée par la loi du 27 novembre 1896.) Rachat par l'État du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0) *au 31 décembre 1912.*

DÉBIT.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912. (Suite.)

FRANCE. — § 2. COMPAGNIES NON SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	SITUATION PROVISOIRE à la fin de 1911	2,497,577f 98c	Les sommes payées au concessionnaire, soit à titre d'insuffisances d'exploitation des exercices antérieurs à 1895, soit pour la constitution d'un fonds de réserve à partir de l'exercice 1895, seront remboursées *sans intérêts* (art. 4 et 5 de la convention du 1er décembre 1894).		
1912	Néant	″			
	SITUATION provisoire à la fin de 1912	2,497,577 98			

Compagnie de chemins de fer départementaux.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	4,939,258f 83c	....	....	1,442,772f 10c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	197,570f 35c	204,089 23
18 mars	Provision sur la garantie de 1911	150,000 00	288	4,721 31	
30 avril	Solde de la garantie de 1910	2,436 34	245	65 24	
20 septembre.	Provision sur la garantie de 1912	155,400 00	102	1,732 33	
	SITUATION à la fin de 1912	5,247,095 17	....	....	1,646,861 33
	TOTAL des avances	6,893,956f 50c			

Compagnie de chemins de fer départementaux.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	446,286f 03c	....	....	94,883f 28c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	17,851f 44c	18,680 22
18 mars.	Provision sur la garantie de 1911	19,000 00	288	598 03	
20 septembre.	Provision sur la garantie de 1912	20,700 00	102	230 75	
	SITUATION à la fin de 1912	485,986 03	....	....	113,563 50
	TOTAL des avances	599,549f 53c			

CRÉDIT.

de fer du Sud de la France.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	SITUATION provisoire à la fin de 1911	66,724f 67c	....	....	″
1912	Néant	″	″	″	″
	SITUATION provisoire à la fin de 1912	66,724 67	....	....	″

(Réseau des Charentes et des Deux-Sèvres.)

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	2,542f 55c	....	....	611f 00
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	101f 70c	101 70
	Situation à la fin de 1912	2,542 55	....	....	712 73
	TOTAL des reversements	3,255f 28c			

(Ligne de Ferrières-Courçon à Épannes.)

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	″	....	....	″
1912	Néant	″	″	″	″
	SITUATION à la fin de 1912	″	″	″	″
	TOTAL des reversements	″	....	....	″

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0) au 31 décembre 1912.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912. (Suite.)

FRANCE. — § 2. COMPAGNIES NON SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883. (Suite.)

Société générale des chemins de fer économiques.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	18,879,647f 20c	....	....	7,409,488f 40c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	755,185f 89c	781,103 92
20 avril	Provision sur la garantie de 1911	930,000 00	255	25,918 03	
	SITUATION à la fin de 1912	19,809,647 20	....	....	8,190,592 32
	TOTAL des avances	28,000,239f 52c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	8,874f 00c	....	....	6,693f 67c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	354 96c	354 96
	SITUATION à la fin de 1912	8,874 00	....	....	7,048 63
	TOTAL des reversements	15,922f 63c			

ALGÉRIE.

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien.

Compte spécial de la ligne de Tlemcen à la frontière du Maroc.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	1,787,231f 62c	....	....	108,317f 89c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	71,489f 26c	
9 mars	Provision sur la garantie de 1911	154,932 10	297	5,028 94	
20 mai	Solde de la garantie de 1908	83,532 89	225	2,054 09	
15 juin	Provision sur la garantie de 1912	160,310 44	199	3,486 53	84,399 36
14 septembre	*Idem*	131,795 08	108	1,555 61	
11 novembre	Solde de la garantie de 1909	118,525 57	50	647 68	
21 décembre	Provision sur la garantie de 1912	125,579 40	10	137 25	
	SITUATION à la fin de 1912	2,561,907 10	....	....	192,717 25
	TOTAL des avances	2,754,624f 35c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	9,153f 20c	....	....	1,082f 34c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	366f 13c	366 13
	SITUATION à la fin de 1912	9,153 20	....	....	1,448 47
	TOTAL des reversements	10,601f 67c			

TUNISIE.

Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	68,229,736f 79c	....	....	51,093,984f 68c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	2,729,189f 47c	2,729,189 47
	SITUATION à la fin de 1912	68,229,736 79	....	....	53,823,174 15
	TOTAL des avances	122,052,910f 94c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	793f 94c	....	....	358f 14c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	31f 76c	31 76
	SITUATION à la fin de 1912	793 94	....	....	389 90
	TOTAL des reversements	1,183f 84c			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1912.

DÉBIT. ALGÉRIE. — 1°. DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS CONCERNANT LES AVANCES CONSENTIES PAR LA MÉTROPOLE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1904. CRÉDIT.

ALGÉRIE.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (Réseau algérien.)				
1912	Situation à la fin de 1911	36,576,487f 83c			42,139,131f 86c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃	〃	1,463,059f 51c	1,463,059 51
	Situation à la fin de 1912	36,576,487 83			43,602,191 37
	Total des avances	80,178,679f 20c			
	Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.				
	§ 1er. Ligne de Bône à Guelma.				
1912	Situation à la fin de 1911	9,005,277f 69c	Les sommes payées au concessionnaire à titre de garantie seront remboursées *sans intérêts.*		
	Néant	〃			
	Situation des avances à la fin de 1912	9,005,277 69			
	§ 2. Prolongements en Algérie.				
1912	Situation à la fin de 1911	112,959,053f 42c			84,122,152f 17c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃	〃	4,518,362f 14c	4,518,362 14
	Situation à la fin de 1912	112,959,053 42			88,640,514 31
	Total des avances	201,599,567f 73c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Constantine à Sétif (période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
1912	Situation à la fin de 1911	6,367,558f 36c	Les sommes payées au concessionnaire à titre de garantie seront remboursées *sans intérêts.*		
	Néant	〃			
	Total des avances à la fin de 1912	6,367,558 36			
	§ 2. Réseau entier (non compris les avances afférentes à la ligne de Constantine à Sétif pour la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
1912	Situation au 11 mai 1908 (veille de la prise de possession par l'Algérie)	168,982,095f 39c	〃	〃	88,493,982f 17c
	Total des avances	257,476,077f 56c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien.				
	Réseau entier (y compris les avances afférentes à la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès pour la période d'exploitation antérieure au 1er janvier 1895).				
1912	Situation à la fin de 1911	53,501,708f 60c			33,129,443f 75c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃	〃	2,140,068f 34c	2,140,068 34
	Situation à la fin de 1912	53,501,708 60			35,269,512 09
	Total des avances	88,771,220f 69c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (Réseau algérien.)				
1912	Situation à la fin de 1911	287,504f 39c			1,456,414f 21c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃	〃	11,500f 17c	11,500 17
	Situation à la fin de 1912	287,504 39			1,467,914 38
	Total des reversements	1,755,418f 77c			
	Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.				
	§ 1er. Ligne de Bône à Guelma.				
1912	Situation à la fin de 1911	212,269f 87c			〃
	Néant	〃	〃	〃	〃
	Situation à la fin de 1912	212,269 87			〃
	§ 2. Prolongements en Algérie.				
1912	Situation à la fin de 1911	1,763f 18c			893f 70
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃		70f 53c	70 53
	Situation à la fin de 1912	1,763 18			964 23
	Total des reversements	2,727f 41c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Constantine à Sétif (période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
1912	Situation à la fin de 1911	67,245f 28c			〃
	Néant	〃	〃	〃	〃
	Total des reversements à la fin de 1912	67,245 28			〃
	§ 2. Réseau entier (non compris les avances afférentes à la ligne de Constantine à Sétif pour la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
1912	Situation au 11 mai 1908	48,597f 58c	〃	〃	42,072f 57c
	Total des reversements	90,670f 15c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien.				
	Réseau entier (y compris les avances afférentes à la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès pour la période d'exploitation antérieure au 1er janvier 1895).				
1912	Situation à la fin de 1911	414,671f 10c			281,035f 83c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃	〃	16,586f 84c	16,586 84
	Situation à la fin de 1912	414,671 10			297,622 67
	Total des reversements	712,293f 77c			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1912.

DÉBIT. — 2e DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS CONCERNANT LES AVANCES FAITES PAR L'ALGÉRIE DEPUIS LE 1er JANVIER 1905. — CRÉDIT.

ALGÉRIE. (Suite.)

Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (Réseau Algérien).

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
1912	Situation à la fin de 1911	1,034,200f 94c	....	....	261,071f 31c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	״	....	41,368f 04c	41,368 04
	SITUATION à la fin de 1912	1,034,200 94	....	....	302,439 35
	TOTAL des avances	1,336,640f 29			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
1912	SITUATION à la fin de 1911	״	....	....	6,539,522f 55c
20 juillet	Remboursement sur l'excédent de produit net de 1911	״	״		3,248,599 44
	SITUATION à la fin de 1912	״	....	....	9,788,121 99
	TOTAL des reversements	9,788,121f 99c			

Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.

§ 1er Ligne de Bône à Guelma.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0
1912	Situation à la fin de 1911	47,396f 86c	Les sommes payées au concessionnaire à titre de garantie seront remboursées *sans intérêts.*
	SITUATION à la fin de 1912	47,396 86	

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
1912	SITUATION à la fin de 1911	686,378f 72c	....	....	״
	Reversement aux « Prolongements » :				
3 février	Excédent de produit net (2e semestre 1911)	110,397 80	״	״	״
20 juillet	Excédent de produit net (1er semestre 1912)	27,983 75			
	SITUATION à la fin de 1912	824,760 27	....	....	״

§ 2 Prolongements en Algérie.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
1912	SITUATION à la fin de 1911	29,029,529f 45c	....	....	4,157,585f 19c
3 février	Intérêts pour 1912 du capital précédent	״	״	1,161,181f 18c	1,250,508 07
20 juillet	Provision sur la garantie du 2e semestre 1911	1,551,754 23	332	56,304 09	
	Provision sur la garantie du 1er semestre 1912	1,842,430 78	164	33,022 80	
	SITUATION à la fin de 1912	32,423,714 46	....	....	5,408,093 26
	TOTAL des avances	37,831,807f 72c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. — PARTIELS. Nombre de jours.	PARTIELS. Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	״	....	....	״
1912	Néant	״	״	״	״
	SITUATION à la fin de 1912	״	....	....	״
	TOTAL des reversements	״			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1912.

2° DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS CONCERNANT LES AVANCES FAITES PAR L'ALGÉRIE DEPUIS LE 1er JANVIER 1905. (Suite.)

ALGÉRIE. (Suite.)

Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1911	30,636,041f 72c	....	....	6,314,059f 64c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	"	"	1,225,441f 67c	1,230,057 18
8 mai	Solde de la garantie afférente à l'exercice 1908 (du 1er janvier au 11 mai 1908)	178,193 61	237	4,615 51	
	Situation à la fin de 1912	30,814,235 33	....	....	7,544,116 82
	Total des avances	38,358,352f 15c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1911	"	....	....	"
1912	Néant	"	"	"	"
	Situation à la fin de 1912	"	....	....	"
	Total des reversements	"			

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1911	15,134,259f 54c	....	....	2,347,675f 19c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	"	"	605,370f 38c	
14 juin	Solde de la garantie afférente à l'exercice 1908	325,280 06	200	7,109 95	
19 février	Provision sur le 2e semestre 1911	162,284 31	316	5,604 57	629,199 36
15 mai	Provision sur le 1er trimestre 1912	250,434 44	230	6,295 07	
24 août	Provision sur le 1er semestre 1912	298,425 58	129	4,207 31	
7 décembre	Provision sur le 3e trimestre 1912	233,354 17	24	612 08	
	Situation à la fin de 1912	16,404,038 10	....	....	2,976,874 55
	Total des avances	19,380,912f 65c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1911	"	....	....	"
1912	Néant	"	"	"	"
	Situation à la fin de 1912	"	....	....	"
	Total des reversements	"			

2°

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS

À LA COMPAGNIE

DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

En vertu d'une convention du 30 octobre 1880, passée avec la Société de construction des Batignolles et approuvée par la loi du 29 juin 1882, les payements que l'État fait, au titre de la garantie d'intérêt afférente à la ligne de Dakar à Saint-Louis, sont des avances qui doivent donner lieu à remboursement, avec les intérêts simples à 4 p. 0/0, sur les produits nets de l'exploitation, toutes les fois qu'ils dépasseront le montant de la garantie de mille cent cinquante-quatre francs (1,154 fr.) par kilomètre.

Il convient, dès lors, de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts; de l'autre, le montant des sommes versées par le concessionnaire, soit à titre de remboursement, quand les produits nets ont dépassé le montant de la garantie de 1,154 francs par kilomètre, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Le montant des avances faites par l'État, pour la Compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint Louis, est indiqué en capital et intérêts au 31 décembre 1912, d'après les comptes établis par le Ministère des Colonies, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication à la Compagnie.

Le tableau ci-annexé fait connaître la situation du compte courant des avances au 31 décembre 1911 et les opérations effectuées pendant l'année 1912.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1912.

CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912. (1)

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1911	22,421,227f 60c	....	....	17,909 481f 55c
1912.	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	896,849f 10c	896,849 10
	Situation à la fin de 1912	22,421,227 60	....	....	18,806,330 65
	Total des avances	41,227,558f 25c			
	Différence due par la Compagnie	33,633,128f 44c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1911	1,391,750f 25c	....	....	5,347,014f 55c
1912.	Intérêts pour 1912 du capital précédent	″	″	55,670f 01c	855,670 01
29 juillet.	Remboursement au c/c «intérêts», de l'excédent du produit net de 1910	″	″	800,000 00	″
	Situation à la fin de 1912	1,391,750 25	....	....	6,202,684 56
	Total des reversements	7,594,434f 81c			

(1) Le compte-courant n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté du Ministre des colonies avant la publication du présent volume, les chiffres qui figurent au tableau ci-dessus, fournis par l'Administration des finances, pourront donner lieu à des rectifications ultérieures.

3°

COMPTE DE LA GARANTIE

DE PRODUITS ET D'INTÉRÊTS

À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER FRANCO-ÉTHIOPIEN

DE DJIBOUTI À ADDIS-ABEBA.

En vertu d'une Convention du 8 mars 1909 passée avec la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba, et approuvée par la loi du 3 avril 1909, l'État fait, à titre de garantie d'intérêts (art. 7) ou d'exploitation (art. 19), des avances qui doivent donner lieu à remboursement, avec les intérêts simples à 3 p. 0/0.

A cette dette en capital de la Compagnie vis-à-vis de l'État peut s'ajouter une pénalité (art. 9), si le montant total du compte d'établissement est supérieur à l'évaluation arrêtée conformément aux articles 8 et 13 de la Convention précitée.

Le remboursement de ces avances et, s'il y a lieu, de cette pénalité, s'effectue dans les conditions prévues aux articles 23, 24 et 29 de la Convention.

Il convient, dès lors, de tenir un compte-courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État et des pénalités encourues par la Compagnie, augmentées des intérêts; de l'autre, le montant des sommes versées par le concessionnaire, soit à titre de remboursement (art. 23 et 24), soit à titre de reversement quand les provisions versées par l'État ont été reconnues trop fortes.

Le montant des avances faites par l'État pour la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba est établi en capital et intérêts d'après les comptes dressés par le Ministère des colonies, de concert avec la Direction du Mouvement général des Fonds et après communication à la Compagnie.

Le tableau ci-annexé fait connaître la situation du compte-courant des avances au 31 décembre 1912.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 3 P. 0/0).

au 31 décembre 1912.

CHEMINS DE FER DE DJIBOUTI À ADDIS-ABEBA.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 3 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
1912	Situation au 31 décembre 1911	685,152f 37c	......	......	21,550f 74c
	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	20,554f 57c	
2 février	Solde de la garantie de 1909	119,109 69	333	3,251 11	25,375 60
5 juillet	Provision sur la garantie de 1911	107,000 00	179	1,569 92	
	Situation au 31 décembre 1912	911,262 06	......	......	46,926 34
	Total des avances	958,188f 40c			
	Différence dues par la Compagnie	934,468f 40c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 3 P. 0/0. — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
1912		//			
27 décembre	1er acompte sur le produit net de 1912	23,720f 00c			
	Situation au 31 décembre 1912	23,720f 00c			
	Total des reversements	23,720f 00c			

4°

COMPTE DE LA GARANTIE

DE PRODUITS ET D'INTÉRÊTS

À LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES CÂBLES TÉLÉGRAPHIQUES.

En vertu de la convention du 2 juillet 1895 et de l'avenant du 19-20 décembre 1895 passés avec la Compagnie française des câbles télégraphiques et approuvés par la loi du 28 mars 1896, l'État fait, à titre de garantie de produits (art. 6), des avances qui doivent donner lieu à remboursement par la compagnie (art. 7) [1].

D'autre part, en vertu de la convention du 28 mars 1901, passée avec ladite Compagnie et approuvée par la loi du 31 juillet 1901, l'État fait, à titre de garantie d'intérêts ou de produits, des avances qui doivent donner lieu à remboursement, avec les intérêts simples à 3 p. o/o à partir du jour du versement jusqu'au jour du remboursement (art. 8).

Le remboursement de ces avances à titre de garantie d'intérêts ou de produits s'effectue dans les conditions prévues à l'article 5 de ladite convention de 1901, lorsque la comparaison des recettes et des dépenses, calculées comme il est dit à l'article 4, fait ressortir un excédent de recettes.

Il convient, dès lors, de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État en vertu des conventions précitées, augmentées des intérêts, de l'autre le montant des sommes versées par le concessionnaire, soit à titre de remboursement, quand les produits nets laissent un solde après les payements prévus à l'article 5, soit à titre de reversements quand les provisions versées par l'État au cours d'une année (convention 1901 — art. 5) ont été reconnues trop fortes.

Le tableau ci-annexé fait connaître la situation du compte courant des avances au 31 décembre 1912 et les opérations effectuées depuis la mise en vigueur de la convention du 28 mars 1901.

---

[1] Aux termes de l'art. 15 de la convention du 28 mars 1901, remise est faite à la Compagnie de 467.181 fr. 41, qui lui ont été versés, par le passé, pour le service de la garantie de produits établie par la convention du 2 juillet 1895 (câble transatlantique).

COMPAGNIE FRANÇAISE DES CÂBLES TÉLÉGRAPHIQUES.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 3 P. 0/0.)

Développement des opérations effectuées depuis la mise en vigueur de la convention du 28 mars 1901.

DÉBIT.

EPOQUE DES VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 3 P. o/o — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant	TOTAUX par année.
1902.					
19 juillet	Provision sur la garantie de 1901	600,000f 00c	165	8,136f 99c	
9 septembre	Complément de provision sur 1901	200,000 00	113	1,857 53	9.994f 52c
		800,000 00	......	....	9.994 52
1903	Intérêts pour 1903 du capital précédent	〃	〃	24,000 00	
21 juillet	Montant de la garantie de 1902	567,464 48	163	7,602 47	31,602 47
		1,367,464 48	......	....	41,596 99
1904	Intérêts pour 1904 du capital précédent	〃	〃	41,023 93	
4 février	Provision sur la garantie de 1903	400,000 00	331	10,852 46	56,728 85
5 août	Complément de provision sur 1903	400,000 00	148	4,852 46	
		2,167,464 48	......	....	98,325 84
1905	Intérêts pour 1905 du capital précédent	〃	〃	65,023 93	
4 mars	Provision sur la garantie de 1904	400,000 00	302	9.928 77	80,377 36
19 juillet	Complément de provision sur 1904	400,000 00	165	5,424 66	
		2,967,464 48	......	....	178,703 20
1906	Intérêts pour 1906 du capital précédent	〃	〃	89,023 93	89,023 93
		2,967,464 48	......	....	267,727 13
1907	Intérêts pour 1907 du capital précédent	〃	〃	89,023 93	
29 novembre	Montant de la garantie de 1905	66,215 21	32	174 16	89,198 09
		3,033,679 69	......	....	356,925 22
1908	Intérêts pour 1908 du capital précédent	〃	〃	91,010 39	91,010 39
1909	Intérêts pour 1909 du capital précédent	〃	〃	91,010 39	91,010 39
		3,033,679 69	......	....	538,946 00
1910	Intérêts pour 1910 du capital précédent	〃	〃	91,010 39	
17 septembre	Montant de la garantie de 1907	326,318 17	105	2,816 17	93,826 56
		3,359,997 86	......	....	632,772 56
1911	Intérêts pour 1911 du capital précédent	〃	〃	100,799 94	100,799 94
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	〃	〃	100,799 94	100,799 94
	Situation au 31 décembre 1912	3,359,997 86	......	....	834,372 44
	TOTAL des avances	4,194,370f 30c			

CRÉDIT.

ÉPOQUE DES REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS A 3 P. o/o — PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Néant.				

5°

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

Les quatre entreprises d'hydraulique agricole ci-après désignées reçoivent des avances de l'État, sous forme de garantie d'intérêt, en vertu de conventions spéciales qui ont été passées avec chacune d'elles :

1° *La Compagnie de la Crau et des Marais de Fos.* — (Conventions des 7 mai 1881 et 29 décembre 1888, approuvées par les lois des 9 août 1881 et 26 avril 1889);

2° *Le Syndicat du Canal de Gignac (Hérault).* — (Loi du 13 juillet 1882);

3° *La Société du Canal de la Bourne (Drôme).* — (Convention du 3 décembre 1879, approuvée par la loi du 19 juillet 1880);

4° *La Société du Canal de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse).* — (Convention du 18 juin 1880, approuvée par la loi du 2 août 1880).

Les avances faites aux deux premières entreprises (celles de la Crau et du Canal de Gignac) sont productives d'intérêts à 4 p. o/o par an. En ce qui concerne les sommes avancées, à titre de garantie d'intérêt, aux Sociétés des Canaux de la Bourne et de Pierrelatte, le solde débiteur, à l'expiration de la période de garantie dont la durée est de 50 ans, sera seul productif envers l'État d'intérêts calculés au taux de 4 p. o/o par an.

Le tableau ci-annexé fait connaître, pour ces quatre entreprises, la situation des comptes courants au 1er janvier 1912, les opérations effectuées en 1912, ainsi que la situation des comptes au 1er janvier 1913.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912.

Syndicat du canal de Gignac (Hérault).

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	1,523,744f 18c	....	....	708,636f 67c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	60,949f 76c	61,800 98
13 avril	Provision sur la garantie de 1911	19,000 00	262	544 04	
11 octobre	Provision sur la garantie de 1912	34,700 00	81	307 18	
	SITUATION à la fin de 1912	1,577,444 18	....	....	770,437 65
	TOTAL des avances	2,347,881f 83c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. — Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	//	//	//	//
1912	Néant	//	//	//	//
	SITUATION à la fin de 1912	//	....	....	//
	TOTAL des reversements	//			

Société du canal de la Bourne (Drôme).

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	7,376,125f 33c	//	//	//
1912. 16 avril	Solde de la garantie de 1910	2,517 90	//	//	//
	SITUATION à la fin de 1912	7,378,643 23	....	....	//

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	//	//	//	//
1912	Néant	//	//	//	//
	SITUATION à la fin de 1912	//	....	....	//

Société du canal de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse).

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	2,759,311f 00c	//	//	//
1912. 4 mars	Solde de la garantie de 1910	2,003 31	//	//	//
30 mars	Provision sur la garantie de 1911	68,000 00	//	//	//
15 octobre	Provision sur la garantie de 1912	68,000 00	//	//	//
	SITUATION à la fin de 1912	2,897,314 31	....	....	//

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	288f 91c	//	//	//
1912	Néant	//	//	//	//
	SITUATION à la fin de 1912	288 91	....	....	//

Compagnie agricole de la Crau et des marais de Fos.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	12,690,868f 28c	....	....	5,750,612f 66c
1912	Intérêts pour 1912 du capital précédent	//	//	507,634f 73c	520,261 34
19 janvier	Solde de la garantie de 1910	57,336 81	347	2,174 41	
16 avril	Acompte sur la garantie du 2e semestre 1911	229,347 20	259	6,491 90	
12 juillet	Solde de la garantie du 1er semestre 1911	57,336 79	142	1,077 80	
7 septembre	Acompte sur la garantie du 1er semestre 1912	229,347 22	115	2,882 50	
	SITUATION à la fin de 1912	13,264,236 30	....	....	6,270,874 00
	TOTAL des avances	19,535,110f 30c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	SITUATION à la fin de 1911	//	//	//	//
1912	Néant	//	//	//	//
	SITUATION à la fin de 1912	//	....	....	//
	TOTAL des reversements	//			

II

COMPTE

DES AVANCES FAITES PAR L'ÉTAT

AU 31 DÉCEMBRE 1912

1°

À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS

2°

POUR L'ACHÈVEMENT DU CANAL DU FOREZ

1°

AVANCES DE L'ÉTAT

A LA COMPAGNIE

DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

(*Convention du 30 octobre 1880, art. 3, 4 et 7.*)

L'établissement du tableau des avances faites par l'État, au 31 décembre 1912, à la Compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à titre de complément et d'accroissement du capital de premier établissement, a soulevé des difficultés qui n'ont pas encore été tranchées.

2°

COMPTE EN CAPITAL ET INTÉRÊTS A 4 P. 0/0

DES AVANCES FAITES PAR L'ÉTAT

POUR L'ACHÈVEMENT DU CANAL DU FOREZ

(*Exécution de l'article 2, § 2, de la loi du 7 août 1882.*)

La loi du 7 août 1882, relative à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez, a spécifié, dans son article 2, que les ressources affectées à l'exécution des travaux se composeraient : 1° de la subvention supplémentaire de 1,220,833 francs accordée à l'entreprise par décision du Ministre des Travaux publics du 1er avril 1880; 2° d'avances, portant intérêts à 4 p. o/o l'an, à faire par l'État au département de la Loire, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour couvrir le surplus des dépenses, quel qu'en soit le montant. Toutefois, aux termes des articles 5 et 6 de la loi précitée, le compte des avances consenties par l'État doit être clos vingt ans après la mise en eau du canal principal (branche d'Aubigny à Montverdun). A partir de cette date, les sommes ainsi avancées « continueront de porter intérêt au taux de 4 p. o/o l'an au profit de l'État » et « devront lui être remboursées par le département de la Loire, par annuités égales, servies pendant une période n'excédant pas 30 ans après la clôture du compte ».

Ces avances, faites par l'État au département, ne sont pas versées dans la caisse départementale pour être employées au payement des terrains, travaux, etc., intéressant le canal du Forez; elles sont mises à la disposition du service hydraulique sous forme de crédits, sur lesquels sont imputées les dépenses résultant de l'exécution des projets approuvés par l'Administration et le payement est effectué au moyen de mandats individuels délivrés aux ayants droit. Les travaux d'achèvement du canal sont donc, depuis l'origine, exécutés et payés comme s'il s'agissait de travaux ordinaires de l'État.

Le tableau ci-après, dressé par le service hydraulique de la Loire, relate le total des dépenses faites chaque année depuis 1882 pour l'achèvement du canal du Forez, avec l'intérêt à 4 p. o/o à partir du 1er janvier de l'année suivante.

COMPTE EN CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 %

des avances faites par l'État au département de la Loire pour l'achèvement du canal du Forez, en exécution de l'article 2, § 2, de la loi du 7 août 1882.

ANNÉES.	DÉPENSES ANNUELLES totales, dont un tiers à la charge de l'État jusqu'à concurrence de 1 million 220,833 francs (art. 2, § 1er de la loi du 7 août 1882).	AVANCES FAITES PAR L'ÉTAT AU DÉPARTEMENT en capital : deux tiers à la charge du département.	AVANCES FAITES PAR L'ÉTAT AU DÉPARTEMENT en intérêts à 4 p. o/o.	OBSERVATIONS.
1882	116,158f 21c	77,438f 81c	//	
1883	564,651 26	376,434 17	3,097f 55c	
1884	375,956 76	250,637 84	18,154 91	
1885	31,301 42	20,867 61	28,180 42	
1886	354,688 34	236,458 89	29,015 12	
1887	151,773 25	101,182 17	38,473 48	
1888	361,871 70	241,247 80	42,520 77	
1889	248,066 81	165,377 87	52,170 68	
1890	244,498 76	162,999 17	58,785 79	
1891	43,911 58	29,274 38	65,305 76	
1892	21,565 84	14,377 23	66,476 74	
1893	25,265 14	16,843 43	67,051 83	
1894	19,346 74	12,897 83	67,725 57	
1895	177,986 89	118,657 93	68,241 48	
1896	187,076 14	124,717 43	72,987 80	
1897	91,479 78	60,986 52	77,976 50	
1898	218,815 03	145,876 69	80,415 96	
1899	135,267 74	90,178 50	86,251 03	
1900	57,868 27	38,578 85	89,858 17	
1901	39,168 47	26,112 32	91,401 32	
1902	24,374 76	16,249 84	92,445 82	
1903	22,559 87	15,039 92	93,095 81	
1904	5,228 99	3,486 00	93,697 41	
1905	3,505 50	2,337 00	93,836 85	
1906	2,781 80	1,854 53	93,930 33	
1907	7,762 13	5,174 74	94,004 51	
1908	8,256 90	5,504 60	94,211 50	
1909	20,527 65	13,685 10	94,431 68	
1910	30,132 82	20,088 55	94,979 08	
1911	27,558 97	18,372 63	95,782 63	
1912	//	//	96,517 53	
	3,619,407 52	2,412,938 35	2,141,024 03	
		4,553,962 38		

III

COMPTE D'APUREMENT

DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS

AU 1ER JANVIER 1913.

Objet du compte.

Les comptes des finances rendus depuis l'année 1829 ont expliqué les mesures successivement prises par l'Administration et les Assemblées législatives pour assurer l'apurement régulier des dépenses restant à payer sur le budget de chaque exercice à l'époque de son règlement définitif. Le régime qui est suivi pour cet apurement a été consacré par les articles 9 et 10 de la loi du 29 janvier 1831 et par les articles 8, 9 et 10 de celle du 23 mai 1834. On croit inutile de reproduire l'ensemble de ces dispositions, dont le texte se trouve d'ailleurs page 387 du compte des finances de l'année 1838, dispositions qui ont été complétées depuis par le paragraphe 6 du chapitre IX du décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique.

On se borne, en conséquence, à résumer dans la présente note les opérations relatives aux exercices dont l'apurement a dû faire l'objet du compte à établir pour l'année 1912, c'est-à-dire ceux de 1908 à 1911.

Les tableaux de cette section du compte des finances sont divisés par exercices et par ministères.

On les fait précéder d'un état général qui présente l'ensemble des opérations constatées pendant l'année 1912, et qui sert de base au compte spécial à produire à la Cour des comptes en exécution de l'article 135 du décret du 31 mai 1862.

Ces opérations sont celles qui suivent :

Résumé des opérations de l'année 1912.

1° Nouvelles créances dont l'admission a été autorisée par des crédits additionnels aux restes à payer des exercices ci-après :

Exercice 1908	579,717f 54c
Exercice 1909	2,687,837 12
Exercice 1910	11,014,915 33
Exercice 1911	64,097 72
	14,346,567 71

2° Créances de l'exercice 1911 restant à payer à la clôture de cet exercice. 22,255,310f 88c

3° Payements effectués, sur le budget de l'exercice 1912, pour solder les créances des exercices antérieurs, savoir :

Exercice 1907. (Payements faits aux colonies.)	18,022f 09c
Exercice 1908	1,880,230 93
Exercice 1909	4,827,168 25
Exercice 1910	16,399,339 93
Exercice 1911	14,205,161 55
	37,329,922 75

4° Créances de l'exercice 1908 éteintes pour cause de déchéance, ou qui ne peuvent plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires, savoir. 1,300,997f 81c

Situation des exercices au 1er janvier 1913.

Le tableau expositif des opérations constatées pendant l'année 1912 est suivi de ceux qui résument et rapprochent les différents termes de la situation, au 1er janvier 1913, des exercices 1908, 1909, 1910 et 1911, dont l'apurement fait l'objet du présent compte. Ces derniers tableaux présentent les résultats ci-après :

Exercice 1908.

Exercice 1908. — Cet exercice a atteint, le 31 décembre 1912, le terme de sa prescription quinquennale. Le compte en est publié pour la dernière fois, et les créances qui pourraient être encore à solder jusqu'au 31 décembre 1913, époque à laquelle il se trouvera définitivement forclos, seront ordonnancées en vertu de crédits spéciaux et classées dans les écritures des Ministres comme *dépenses des exercices périmés*.

Les dépenses qui restaient à payer à l'époque de la clôture dudit exercice s'élevaient à.	29,101,405f 19c
De nouvelles créances liquidées depuis et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres ont augmenté ce reste à payer de.	23,711,930 80
et l'ont ainsi porté à	52,813,335 99
Les payements effectués en atténuation de ces créances, et qui ont eu lieu sur les fonds des budgets des exercices 1909, 1910, 1911 et 1912, se sont élevés à.	51,512,338 18
Le surplus représente les créances qui demeurent éteintes pour cause de déchéance, ci	1,300,997 81

Ce chiffre devra toutefois être diminué du montant des payements qui auront été faits aux colonies en 1912, et qui ne seront notifiés en France que pendant l'année 1913.

Exercice 1909. — L'apurement de cet exercice doit encore se prolonger pendant une année, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1913. Exercice 1909.

Lors de son règlement définitif, il présentait un reste à payer de..........	20,488,730f 75c
qui s'est accru, pour de nouvelles créances constatées à la charge du Trésor, de	8,388,880 81
Ensemble....................................	28,877,611 56
Sur ce reliquat, il a été payé par imputation sur les budgets des exercices 1910, 1911 et 1912..................................	27,403,655 74
De sorte qu'au 1er janvier 1913 les créances restant à solder ne sont plus que de...	1,473,955 82

Exercice 1910. — Deux années sont encore nécessaires pour compléter l'apurement de cet exercice, qui ne cessera de figurer dans la comptabilité des ministères qu'au 1er janvier 1915. Exercice 1910.

A l'époque où le compte définitif en a été rendu, le reste à payer était de.	20,859,235f 27c
Mais de nouvelles créances, tardivement réclamées, ont ajouté à la dette du Trésor une somme de..................................	11,014,916 44
En sorte que les payements à faire pour solder les dépenses de l'exercice montaient réellement à....................................	31,874,151 71
Ceux que les Ministres ont ordonnancés sur les budgets des exercices 1911 et 1912 s'élevant à..................................	29,286,580 97
il ne restera plus à imputer sur les ressources des budgets des exercices suivants, sauf la portion de ces créances dont le Trésor pourra demeurer exonéré pour cause de forclusion définitive, que..........................	2,587,570 74

Exercice 1911.

Exercice 1911. — Cet exercice a atteint le terme de sa clôture législative le 30 avril 1912, et le Trésor restait alors débiteur, envers les créanciers des services constatés, d'une somme de 22,255,310f 88c

De nouvelles créances liquidées depuis et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres ont augmenté ce reste à payer de 64,097 72

et l'ont ainsi porté à 22,319,408 60

Les payements sur les voies et moyens du budget de l'exercice 1912 s'élevant à 14,205,161 55

les créances restant à solder au 31 décembre 1912 ne sont plus que de 8,114,247 05

La prescription de cinq ans atteindra cet exercice à la fin de l'année 1915.

Créances restant à solder au 1er janvier 1913.

Les créances restant à solder au 31 décembre 1912, sur les exercices qui se trouvaient en cours d'apurement à cette époque, s'élèvent, savoir :

Exercice 1909, à	1,473,955f 82c
Exercice 1910, à	2,587,570 74
Exercice 1911, à	8,114,247 05
Total	12,175,773 61

Exercice 1907.

On a publié pour la dernière fois dans le compte de 1911 les résultats de cet exercice, qui avait atteint au 31 décembre 1911 le terme de sa prescription quinquennale, et il ne devrait plus en être question dans cette note. Cependant, sans en reproduire le tableau, il est nécessaire de mentionner ici les modifications qu'il a subies.

Le chiffre total des payements sur cet exercice effectués à la fin de l'année 1911 (voir le compte des finances de ladite année, page 693), ci.................... 35,941,152f 86c

doit être augmenté du montant des payements faits aux colonies en 1911 et notifiés trop tard en France pour figurer dans le compte de ladite année, soit.......................... 18,022 09

Total...................... 35,959,174 95

Par suite, le montant des cré ances éteintes pour cause de déchéance s'élevant à... 1,140,146f 35c

doit être diminué dans la même proportion de.......................... 18,022 09

et il s'élève définitivement à.................................... 1,122,124 26

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS.

État général des opérations constatées pendant l'année 1912 sur les exercices clos qui étaient en cours d'apurement.

MINISTÈRES.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer ouverts par des lois ou décrets rendus pendant l'année 1912.					CRÉANCES de l'exercice 1911 restées à payer à l'époque de la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur l'exercice 1912. (Chapitre spécial des exercices clos.)						CRÉANCES de l'exercice 1908 éteintes pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
	Exercice 1908.	Exercice 1909.	Exercice 1910.	Exercice 1911.	TOTAL.		Exercice 1907.	Exercice 1908.	Exercice 1909.	Exercice 1910.	Exercice 1911.	TOTAL.		
Finances	981f 25c	609f 88c	55,977f 00c	20,021f 13c	77,589f 26c	7,212,199f 27c	74f 14c	308,236f 32c	587,320f 21c	1,470,440f 60c	4,661,072f 98c	7,027,144f 25c	504,300f 93c	
Justice	14,923 77	15,482 72	30,656 00	//	61,062 49	219,793 17	//	28,614 59	5,765 16	168,054 40	//	202,434 15	28,229 84	
Affaires étrangères	23,046 21	79,582 72	805,166 07	//	907,795 00	828,464 14	//	89,977 32	118,043 53	1,176,808 31	7,727 66	1,392,556 82	110,533 75	
Intérieur et cultes	59,053 72	1,605,681 63	3,289,284 51	//	4,954,019 86	3,112,193 41	//	112,706 60	2,639,519 23	6,121,626 58	//	8,873,852 41	269,170 25	
Guerre. — Troupes métropolitaines. — 1° Intérieur	140,578 54	194,293 42	83,699 04	//	418,571 00	2,865,096 50	//	385,788 21	282,528 94	521,950 04	2,670,931 47	3,861,198 66	67,643 67	
Guerre. — Troupes métropolitaines. — 2° Algérie et Tunisie	//	4,043 27	7,948 07	//	11,991 34	1,130,217 79	//	228 50	14,159 42	244,572 24	1,111,214 14	1,370,174 30	31,817 80	
Guerre. — Troupes coloniales	1,262 19	712 66	12,675 81	//	14,650 66	420,113 53	//	3,882 10	5,923 81	17,936 52	418,356 16	446,098 59	350 01	
Guerre. — Constructions et matériel neufs, etc.	//	948 11	8,300 75	//	9,248 86	231,499 94	//	390 70	3,532 06	16,259 51	59,145 90	79,328 17	814 14	
Marine	104,486 48	56,968 44	448,300 59	//	609,755 51	1,712,298 13	//	154,875 32	79,903 04	579,161 17	1,477,038 36	2,290,977 89	12,296 95	
Instruction publique, et beaux-arts. — Instruction publique	2,521 57	2,585 16	6,879 44	//	11,986 17	117,349 96	//	7,794 24	8,301 20	20,927 04	63,692 93	100,715 41	31,844 16	
Instruction publique, et beaux-arts. — Beaux-arts	98,812 01	253,501 21	1,186,357 37	//	1,538,670 59	1,603,778 31	//	111,715 51	246,302 39	1,195,797 71	1,573,255 68	3,127,071 29	13,684 35	
Commerce et industrie	10,634 64	18,708 11	45,081 18	//	74,423 93	295,161 90	//	18,065 33	28,834 39	58,017 78	285,550 87	390,468 37	2,867 16	
Travail et prévoyance sociale	125 50	496 50	869 53	//	1,491 53	26,322,30	//	125 50	496 50	1,247 90	3,577 33	5,447 23	247 20	
Colonies	29,555 94	72,327 53	674,558 94	//	776,442 41	1 126,011 35	17,947 95	464,990 59	393,877 63	388,817 46	756,277 36	2,021,910 99	168,203 60	
Agriculture	1,034 34	5,378 00	41,113 83	17,004 53	64,530 70	156,673 66	//	14,468 73	16,598 65	83,424 28	124,510 93	239,002 59	35,077 06	
Travaux publics, postes et télégraphes. — Travaux publics	85,680 47	364,883 54	289,389 16	27,072 06	767,025 23	441,789 81	//	152,726 52	381,144 28	306,110 55	372,881 33	1,212,862 68	10,804 79	
Travaux publics, postes et télégraphes. — Postes et télégraphes	7,020 91	11,634 22	4,028,658 04	//	4,047,313 17	756,347 71	//	25,644 85	14,917 81	4,028,187 84	619,928 45	4,688,678 95	13,112 15	
TOTAL	579,717 54	2.687,837 12	11,014,915 33	64,097 72	14,346,567 71	22,255,310 88	18,022 09	1,880,230 93	4,827,168 25	16,399,339 93	14,205,161 55	37,329,922 75	1,300,997 81	

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS. (Suite.)

EXERCICE 1908. (Loi de règlement.)

Situation définitive au 1er janvier 1913, époque à partir de laquelle cet exercice, ayant atteint sa période quinquennale, cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1909.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1910.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1911.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1912.	CRÉANCES qui restaient réellement À PAYER à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1909.	Exercice 1910.	Exercice 1911.	Exercice 1912.	TOTAL.	CRÉANCES ÉTEINTES pour cause de déchéance ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.
Finances	9,709,692f 29c	″	15,205f 00c	1,115f 41c	(A) 981f 25	9,726,993f 95c	6,812,366f 60c	1,538,614f 21c	563,475f 89c	308,236f 32c	9,222,693f 02c	504,300f 93c
Justice	(1) 160,719 49	″	(1) 78,080 11	27,012 83	(B) 14,923 77	280,736 20	(1) 375 50	(1) 221,975 46	1,540 81	28,614 59	252,506 36	28,229 84
Affaires étrangères	860,395 11	″	45,062 46	32,983 13	(C) 23,046 21	961,486 91	77,090 97	652,655 71	31,229 16	89,977 32	850,953 16	110,533 75
Intérieur et cultes	(1) 3,569,179 25	″	(1) 11,839,963 62	115,846 05	(D) 59,053 72	15,584,042 64	(1) 3,405,737 97	(1) 11,734,185 43	62,242 39	112,706 60	15,314,872 39	269,170 25
Guerre. Troupes métropolitaines. 1° Intérieur	(2) 2,194,279 01	″	(2) 1,336,283 47	232,540 23	(E) 140,578 54	3,903,681 25	(2) 1,879,514 07	(2) 1,542,470 28	28,265 02	385,788 21	3,836,037 58	67,643 67
Guerre. Troupes métropolitaines. 2° Algérie et Tunisie	(2) 2,573,244 28	″	2,945,322 05	″	″	5,518,566 33	(2) 2,518,333 80	2,961,947 73	6,238 50	228 50	5,486,748 53	31,817 80
Guerre. Troupes coloniales	355,476 64	″	16,404 65	3,445 76	(F) 1,262 19	376,589 24	354,997 86	16,466 91	892 36	3,882 10	376,239 23	350 01
Guerre. Constructions et matériel neufs, etc.	101,368 13	″	55,076 81	1,437 30	″	157,882 24	88,369 26	63,346 24	4,961 90	390 70	157,068 10	814 14
Marine	759,474 07	″	1,222,618 99	74,798 89	(G) 104,486 48	2,161,378 43	647,135 76	1,316,396 08	30,674 32	154,875 32	2,149,081 48	12,296 95
Instruction publique, et beaux-arts. Instruction publique	505,474 27	″	29,012 43	35,271 88	(H) 2,521 57	572,280 15	453,167 26	23,165 84	56,308 65	7,794 24	540,435 99	31,844 16
Instruction publique, et beaux-arts. Beaux-arts	1,690,790 96	14,015f 35c	947,273 28	245,895 57	(I) 98,812 01	2,996,787 17	1,674,508 89	950,087 76	246,790 66	111,715 51	2,983,102 82	13,684 35
Commerce et industrie	3,060,181 80	″	27,797 25	12,648 23	(J) 10,634 64	3,111,261 92	3,051,069 62	33,842 27	5,417 54	18,065 33	3,108,394 76	2,867 16
Travail et prévoyance sociale	1,011,996 40	″	507 55	93 80	(K) 125 50	1,012,723 25	1,011,509 20	747 55	93 80	125 50	1,012,476 05	247 20
Colonies	369,350 26	″	1,415,130 92	501,090 00	(L) 29,555 94	2,315,127 12	315,907 12	701,503 11	664,522 70	464,990 59	2,146,923 52	168,203 60
Agriculture	399,866 92	″	51,823 22	31,979 62	(M) 1,034 34	484,704 10	330,293 24	84,763 94	20,101 13	14,468 73	449,627 04	35 077 06
Travaux publics, postes et télégraphes. Travaux publics	220,934 11	″	549,514 95	303,857 38	(N) 85,680 47	1,159,986 91	121,664 75	572,074 34	302,716 51	152,726 52	1,149,182 12	10,804 79
Travaux publics, postes et télégraphes. Postes et télégraphes	1,558,982 20	″	904,195 90	18,909 17	(O) 7,020 91	2,489,108 18	1,523,455 18	907,262 05	19,633 95	25,644 85	2,475,996 03	13 112 15
TOTAL	(2) 29,101,405 19	14,015 35	(2) 21,479,272 66	1,638,925 25	579,717 54	52,813,335 99	(2) 24,265,497 05	(2) 23,321,504 91	2,045,105 29	1,880,230 93	51,512,338 18	1,300,997 81

Total of the four columns of new credits (1909–1912): 23,711,930f 80c

OBSERVATIONS.

Renvoi	Acte	Montant
(A)	Décret du 5 mars	205f 95c
	Décret du 20 juillet	105 30
	Décret du 30 novembre	481 00
	Décret du 21 décembre	189 00
		981 25
(B)	Décret du 15 février	76 39
	Décret du 28 février	36 00
	Loi du 13 juillet	14,811 38
		14,923 77
(C)	Décret du 8 novembre	1,948 83
	Loi du 13 juillet	21,097 38
		23,046 21
(D)	Décret du 6 février	17,142 00
	Décret du 2 mars	238 61
	Décret du 10 juin	7,800 00
	Décret du 29 novembre	1,408 00
	Loi du 13 juillet	32,465 11
		59,053 72
(E)	Décret du 1er mai	1,905 78
	Loi du 13 juillet	138,672 76
		140,578 54
(F)	Décret du 1er mai	539 00
	Loi du 13 juillet	723 19
		1,262 19
(G)	Décret du 19 février	6,885 50
	Décret du 17 juin	84 39
	Décret du 28 août	285 00
	Décret du 30 novembre	1,742 97
	Loi du 13 juillet	5,359 00
	Loi du 23 décembre	90,129 62
		104,486 48
(H)	Décret du 1er février	1,416 00
	Décret du 12 novembre	5 57
	Décret du 20 décembre	200 00
	Loi du 13 juillet	900 00
		2,521 57
(I)	Décret du 1er février	64,245 22
	Décret du 18 mars	6,785 84
	Décret du 22 juin	25,828 85
	Décret du 29 novembre	1,952 10
		98,812 01
(J)	Décret du 19 avril	3,229 78
	Loi du 13 juillet	7,404 86
		10,634 64
(K)	Décret du 12 mars	125 50
(L)	Décret du 15 mai	27,416 88
	Décret du 25 septembre	568 86
	Loi du 13 juillet	1,570 20
		29,555 94
(M)	Décret du 22 mars	346 74
	Décret du 2 juillet	48 00
	Décret du 13 novembre	16 85
	Loi du 13 juillet	622 75
		1,034 34
(N)	Décret du 20 mai	8,503 97
	Décret du 17 juillet	6,819 75
	Décret du 12 novembre	58,354 61
	Décret du 30 novembre	555 26
	Décret du 14 décembre	514 68
	Loi du 13 juillet	10,932 20
		85,680 47
(O)	Décret du 31 janvier	80 52
	Décret du 10 mai	5,738 30
	Décret du 31 août	738 81
	Décret du 28 novembre	463 28
		7,020 91

(1) Chiffres modifiés par suite du transfert des services pénitentiaires du Ministère de l'Intérieur à celui de la Justice.

(2) Chiffres modifiés par suite de la création du budget annexe du Service des Poudres et Salpêtres,

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS. (Suite.)

EXERCICE 1909. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1913.

MINISTÈRES.	CRÉANCES QUI RESTAIENT à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1910.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1911.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1912.	CRÉANCES QUI RESTAIENT réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1910.	Exercice 1911.	Exercice 1912.	TOTAL.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1913.
Finances	7,855,739f 27c	835f 88c	3,028f 41c	(A) 609f 88c	7,860,213f 44c	4,971,826f 86c	1,609,993f 73c	587,320f 21c	7,169,140 74c	691,072f 70c
Justice	(1) 109,006 89	//	55,006 60	(B) 15,482 72	179,496 21	//	151,342 59	5,765 16	157,107 75	22,388 46
Affaires étrangères	539,531 57	//	94,975 03	(C) 79,582 72	714,089 32	107,948 78	207,490 23	118,043 53	433,482 54	280,606 78
Intérieur et cultes	(1) 3,124,657 04	//	2,694,190 91	(D) 1,605,681 63	7,424,529 58	175 00	4,766,173 97	2,639,519 23	7,405,868 20	18,661 38
Guerre. Troupes métropolitaines. 1° Intérieur	(2) 2,696,214 20	//	(2) 85,348 48	(E) 194,293 42	2,975,856 10	(2) 2,487,068 88	177,467 01	282,528 94	2,947,064 83	28,791 27
Guerre. Troupes métropolitaines. 2° Algérie et Tunisie	1,191,062 62	//	66,081 15	(F) 4,043 27	1,261,187 04	1,140,997 18	52,750 84	14,159 42	1,207,907 44	53,279 60
Guerre. Troupes coloniales	210,238 17	//	12,865 36	(G) 712 66	223,816 19	134,033 59	83,699 39	5,923 81	223,656 79	159 40
Guerre. Constructions et matériel neufs, etc.	237,349 38	//	2,037 17	(H) 948 11	240,334 66	223,296 55	6,436 69	3,532 06	233,265 30	7,069 36
Marine	377,530 13	//	203,089 73	(I) 56,968 44	637,588 30	171,050 25	359,822 89	79,903 04	610,776 18	26,812 12
Instruction publique, et beaux-arts. Instruction publique	70,258 88	//	5,258 09	(J) 2,585 16	78,102 13	24,056 06	11,384 94	8,301 20	43,742 20	34,359 93
Instruction publique, et beaux-arts. Beaux-arts	1,076,362 74	//	409,739 00	(K) 253,501 21	1,739,602 95	1,062,622 35	403,100 11	246,302 39	1,712,024 85	27,578 10
Commerce et industrie	79,925 22	//	75,318 21	(L) 18,708 11	173,951 54	78,142 05	53,989 11	28,834 39	160,965 65	12,985 99
Travail et prévoyance sociale	4,300 08	//	1,427 55	(M) 496 50	6,224 13	2,537 80	2,375 25	496 50	5,409 55	814 58
Colonies	516,279 48	//	751,924 73	(N) 72,327 53	1,340,531 74	424,018 19	453,719 37	393,877 63	1,271,615 19	68,916 55
Agriculture	304,490 39	6,902 80	23,860 16	(O) 5,378 00	340,631 35	255,027 97	40,816 13	16,598 65	312,442 75	28,188 60
Travaux publics, postes et télégraphes. Travaux publics	543,075 26	//	789,787 92	(P) 364,883 54	1,697,746 72	474,483 37	823,257 17	381,144 28	1,678,884 82	18,861 90
Travaux publics, postes et télégraphes. Postes et télégraphes	1,552,709 43	//	419,366 51	(Q) 11,634 22	1,983,710 16	1,325,704 15	489,679 10	14,917 81	1,830,301 06	153,409 10
TOTAL	(2) 20,488,730 75	7,738 68	(2) 5,693,305 01	2,687,837 12	28,877,611 56	(2) 12,882,988 97	9,693,498 52	4,827,168 25	27,403,655 74	1,473,955 82
		8,388,880f 81c (total des nouvelles créances)								

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 5 mars........ 550 48
Décret du 30 novembre.... 59 40
609 88

(B) Décret du 15 février...... 488 72
Décret du 28 février...... 188 20
Décret du 17 décembre.... 14,803 30
Loi du 13 juillet......... 2 50
15,482 72

(C) Décret du 8 novembre..... 2,237 65
Loi du 13 juillet......... 77,345 07
79,582 72

(D) Décret du 6 février....... 604 66
Décret du 2 mars......... 777,387 71
Décret du 10 juin........ 455 08
Loi du 13 juillet......... 827,234 18
1,605,681 63

(E) Décret du 1er mai......... 162,236 58
Loi du 13 juillet......... 32,056 84
194,293 42

(F) Décret du 1er mai........ 1,435 50
Loi du 13 juillet......... 2,607 77
4,043 27

(G) Décret du 1er mai........ 384 75
Loi du 13 juillet......... 327 91
712 66

(H) Décret du 1er mai........ 948 11

(I) Décret du 19 février...... 10,137 52
Décret du 17 juin........ 28,255 11
Décret du 28 août........ 10,136 37
Décret du 30 novembre.... 8,439 44
56,968 44

(J) Décret du 14 janvier..... 1 45
Décret du 1er février...... 1,620 81
Décret du 18 juillet....... 50 00
Loi du 13 juillet......... 912 90
2,585 16

(K) Décret du 1er février..... 128,180 96
Décret du 18 mars....... 20,008 58
Décret du 22 juin........ 66,797 53
Décret du 29 novembre.... 38,514 14
253,501 21

(L) Décret du 19 avril........ 17,823 81
Décret du 25 novembre.... 884 30
18,708 11

(M) Décret du 12 mars........ 490 50
Décret du 24 juin........ 6 00
496 50

(N) Décret du 15 mai........ 20,094 63
Décret du 25 septembre... 7,170 24
Loi du 13 juillet........ 45,062 66
72,327 53

(O) Décret du 22 mars....... 701 64
Décret du 2 juillet....... 686 41
Décret du 13 novembre.... 82 44
Décret du 16 décembre.... 12 65
Loi du 13 juillet......... 3,894 86
5,378 00

(P) Décret du 20 mai........ 82,756 15
Décret du 17 juillet...... 1,518 27
Décret du 12 novembre... 57,617 65
Décret du 30 novembre.... 603 34
Loi du 13 juillet......... 222,388 13
364,883 54

(Q) Décret du 31 janvier...... 263 68
Décret du 10 mai......... 3,668 51
Décret du 31 août........ 4,616 99
Décret du 28 novembre... 3,085 04
11,634 22

(1) Chiffres modifiés par suite du transfert des services pénitentiaires du Ministère de l'intérieur à celui de la justice.

(2) Chiffres modifiés par suite de la création du budget annexe du service des Poudres et salpêtres.

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS. (Suite.)

EXERCICE 1910. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1913.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1911.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1912.	CRÉANCES QUI RESTAIENT réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1911.	PAYEMENTS EFFECTUÉS Exercice 1912.	PAYEMENTS EFFECTUÉS TOTAL.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1913.
Finances	7,542,538f 17c	//	(A) 55,977f 00c	7,598,515f 17c	4,947,029f 21	1,470,440f 60c	6,417,469f 81c	1,181,045f 36c
Justice	151,311 13	//	(B) 30,656 00	181,967 13	//	168,054 40	168,054 40	13,912 73
Affaires étrangères	1,133,055 28	//	(C) 805,166 07	1,938,221 35	2,500 00	1,176,808 31	1,179,308 31	758,913 04
Intérieur et cultes	2,860,721 01	//	(D) 3,289,284 51	6,150,005 52	//	6,121,626 58	6,121,626 58	28,378 94
Guerre. Troupes métropolitaines. 1° Intérieur	(1) 3,410,289 17	//	(E) 83,699 04	3,493,988 21	2,888,360 34	521,950 04	3,410,310 38	83,677 83
Guerre. Troupes métropolitaines. 2° Algérie et Tunisie	568,169 65	//	(F) 7,948 07	576,117 72	328,192 12	244,572 24	572,764 36	3,353 36
Guerre. Troupes coloniales	79,579 89	//	(G) 12,675 81	92,255 70	70,055 97	17,936 52	87,992 49	4,263 21
Guerre. Constructions et matériel neufs, etc.	170,633 34	//	(H) 8,300 75	178,934 09	147,922 12	16,259 51	164,181 63	14,752 46
Marine	286,144 78	//	(I) 448,300 59	734,445 37	130,639 13	579,161 17	709,800 30	24,645 07
Instruction publique et beaux-arts. Instruction publique	119,748 92	//	(J) 6,879 44	126,628 36	56,623 61	20,927 04	77,550 65	49,077 71
Instruction publique et beaux-arts. Beaux-arts	1,052,742 68	//	(K) 1,186,357 37	2,239,100 05	1,033,202 28	1,195,797 71	2,228,999 99	10,100 06
Commerce et industrie	480,696 26	//	(L) 45,081 18	525,777 44	465,890 40	58,017 78	523,908 18	1,869 26
Travail et prévoyance sociale	3,285 38	//	(M) 869 53	4,154 91	2,207 62	1,247 90	3,455 52	699 39
Colonies	478,439 21	//	(N) 674,558 94	1,152,998 15	432,195 54	388,817 46	821,013 00	331,985 15
Agriculture	381,574 13	1f 11c	(O) 41,113 83	422,689 07	313,703 62	83,424 28	397,127 90	25,561 17
Travaux publics postes et télégraphes. Travaux publics	1,078,669 69	//	(P) 289,389 16	1,368,058 85	1,042,774 62	306,110 55	1,348,885 17	19,173 68
Travaux publics postes et télégraphes. Postes et télégraphes	1,061,636 58	//	(Q) 4,028,658 04	5,090,294 62	1,025,944 46	4,028,187 84	5,054,132 30	36,162 32
TOTAL	(1) 20,859,235 27	1 11	11,014,915 33	31,874,151 71	12,887,241 04	16,399,339 93	29,286,580 97	2,587,570 74
		11,014,916f 44c (1911 et 1912)						

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 5 mars	17,275f 29c
Décret du 20 juillet	18,209 07
Décret du 20 juillet	665 79
Décret du 30 novembre	60 02
Décret du 21 décembre	1,499 06
Loi du 13 juillet	18,267 77
	55,977 00
(B) Décret du 15 février	50 00
Décret du 28 février	24,361 43
Décret du 12 mai	1,337 12
Décret du 18 octobre	208 33
Décret du 17 décembre	4,699 12
	30,656 00
(C) Décret du 8 novembre	31.405 97
Loi du 13 juillet	773,760 10
	805,166 07
(D) Décret du 6 février	1,610,771 01
Décret du 2 mars	528,969 47
Décret du 10 juin	1,119,978 07
Décret du 29 novembre	6,584 88
Loi du 13 juillet	22,981 08
	3,289,284 51
(E) Décret du 1er mai	83,699 04
(F) Décret du 1er mai	7,948 07
(G) Décret du 1er mai	12,675 81
(H) Décret du 1er mai	8,300 75
(I) Décret du 19 février	213,367 11
Décret du 17 juin	90,768 30
Décret du 28 août	12 33
Décret du 30 novembre	11,027 61
Loi du 13 juillet	129,465 12
Loi du 23 décembre	3,660 12
	448,300 59
(J) Décret du 1er février	2,242f 20c
Décret du 8 mai	366 10
Décret du 18 juillet	672 86
Décret du 18 octobre	2,306 62
Loi du 13 juillet	1,291 66
	6,879 44
(K) Décret du 18 mars	506,531 20
Décret du 22 juin	521,427 28
Décret du 29 novembre	158,398 89
	1,186,357 37
(L) Décret du 19 avril	39,511 46
Décret du 25 novembre	5,569 72
	45,081 18
(M) Décret du 12 mars	156 60
Décret du 24 juin	712 93
	869 53
(N) Décret du 15 mai	53,127 00
Décret du 25 septembre	554,989 66
Loi du 13 juillet	66,442 28
	674,558 94
(O) Décret du 22 mars	22,237 86
Décret du 4 juillet	14,491 43
Décret du 13 novembre	1,948 92
Décret du 16 décembre	2,435 62
	41,113 83
(P) Décret du 20 mai	91,204 86
Décret du 17 juillet	18,646 21
Décret du 12 novembre	67,161 62
Décret du 30 novembre	617 66
Loi du 13 juillet	111,758 81
	289,389 16
(Q) Décret du 31 janvier	52,850 07
Décret du 10 mai	47,410 42
Décret du 31 août	2,227,087 89
Décret du 28 novembre	102,684 73
Loi du 31 juillet	1,598,624 93
	4,028,658 04

(1) Chiffres modifiés par suite de la création du budget annexe du service des Poudres et Salpêtres.

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS. (Suite.)

EXERCICE 1911. — (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1913.

MINISTÈRES.	CRÉANCES QUI RESTAIENT à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels.	CRÉANCES QUI RESTAIENT réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur l'exercice 1912. (Chapitre spécial des dépenses des exercices clos.)	RESTES À PAYER au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
Finances	7,212,199f 27c	(A) 20,021f 13c	7,232,220f 40c	4,661,072f 98c	2,571,147f 42c	(A) Décret du 21 décembre. 8,048f 98c Décret du 30 décembre. 11,972 15 20,021 13
Justice	219,793 17	"	219,793 17	"	219,793 17	
Affaires étrangères	828,464 14	"	828,464 14	7,727 66	820,736 48	
Intérieur et cultes	3,112,193 41	"	3,112,193 41	"	3,112,193 41	
Guerre. Troupes métropolitaines. 1° Intérieur.	2,865,096 50	"	2,865,096 50	2,670,931 47	194,165 03	
Guerre. Troupes métropolitaines. 2° Algérie et Tunisie.	1,130,217 79	"	1,130,217 79	1,111,214 14	19,003 65	
Guerre. Troupes coloniales	420,113 53	"	420,113 53	418,356 16	1,757 37	
Guerre. Constructions et matériel neufs, etc.	231,499 94	"	231,499 94	59,145 90	172,354 04	
Marine	1,712,298 13	"	1,712,298 13	1,477,038 36	235,259 77	
Instruction publique et beaux-arts. Instruction publique	117,349 96	"	117,349 96	63,692 93	53,657 03	
Instruction publique et beaux-arts. Beaux-arts	1,603,778 31	"	1,603,778 31	1,573,255 68	30,522 63	
Commerce et industrie	295,161 90	"	295,161 90	285,550 87	9,611 03	
Travail et prévoyance sociale.	26,322 30	"	26,322 30	3,577 33	22,744 97	
Colonies	1,126,011 35	"	1,126,011 35	756,277 36	369,733 99	
Agriculture	156,673 66	(B) 17,004 53	173,678 19	124,510 93	49,167 26	(B) Décret du 16 décembre.
Travaux publics, postes et télégraphes. Travaux publics	441,789 81	(C) 27,072 06	468,861 87	372,881 33	95,980 54	(C) Décret du 14 décembre.
Travaux publics, postes et télégraphes. Postes et télégraphes	756,347 71	"	756,347 71	619,928 45	136,419 26	
TOTAL	22,255,310 88	64,097 72	22,319,408 60	14,205,161 55	8,114,247 05	

État général des créances sur exercices clos restant à solder au 1er janvier 1913 et dont le payement peut avoir lieu par imputation sur les budgets des exercices courants, selon le mode réglé par l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

MINISTÈRES.	MONTANT DES CRÉANCES RESTANT À PAYER. Exercice 1909.	Exercice 1910.	Exercice 1911.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Finances	691,072f 70c	1,181,045f 36c	2,571,147f 42c	4,443,265f 48c	
Justice	22,388 46	13,912 73	219,793 17	256,094 36	
Affaires étrangères	280,606 78	758,913 04	820,736 48	1,860,256 30	
Intérieur et cultes	18,661 38	28,378 94	3,112,193 41	3,159,233 73	
Guerre. Troupes métropolitaines. 1° Intérieur	28,791 27	83,677 83	194,165 03	306,634 13	
Guerre. Troupes métropolitaines. 2° Algérie et Tunisie	53,279 60	3,353 36	19,003 65	75,636 61	
Guerre. Troupes coloniales	159 40	4,263 21	1,757 37	6,179 98	
Guerre. Constructions et matériel neufs, etc.	7,069 36	14,752 46	172,354 04	194,175 86	
Marine	26,812 12	24,645 07	235,259 77	286,716 96	
Instruction publique et beaux-arts. Instruction publique	34,359 93	49,077 71	53,657 03	137,094 67	
Instruction publique et beaux-arts. Beaux-arts	27,578 10	10,100 06	30,522 63	68,200 79	
Commerce et industrie	12,985 99	1,869 26	9,611 03	24,466 28	
Travail et prévoyance sociale	814 58	699 39	22,744 97	24,258 94	
Colonies	68,916 55	331,985 15	369,733 99	770,635 69	
Agriculture	28,188 60	25,561 17	49,167 26	102,917 03	
Travaux publics, postes et télégraphes. Travaux publics	18,861 90	19,173 68	95,980 54	134,016 12	
Travaux publics, postes et télégraphes. Postes et télégraphes	153,409 10	36,162 32	136,419 26	325,990 68	
TOTAL	1,473,955 82	2,587,570 74	8,114,247 05	12,175,773 61	

IV

COMPTE

DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES

RECOUVRÉES POUR LE COMPTE

DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES

COMPTE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES

Situation du compte

La loi de finances du 18 juillet 1892 (art. 18 à 27) a supprimé le budget des dépenses sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893. Par suite, les opérations relatives au recouvrement des centimes départementaux et communaux ont cessé d'être comprises dans le budget de l'État. Néanmoins les comptables du Trésor continuent à assurer le recouvrement de ces contributions pour le compte des départements et des communes et les opérations qu'ils effectuent à titre intermédiaire sont constatées dans leurs écritures. Dans le but de les faire apparaître dans les comptes généraux de l'Administration des finances, la décision ministérielle du 21 avril 1894 avait prescrit l'ouverture d'un compte classé parmi les services spéciaux sous le titre : *Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.* Mais une nouvelle décision prise à la date du 17 novembre 1908 a prononcé le transport dudit compte dans la catégorie des *Correspondants du Trésor,* § 1er. Divers services publics, où il doit désormais figurer. Cette opération a été effectuée pendant l'année 1909, par l'agent comptable des virements.

Le crédit de ce compte exprime les recouvrements effectués sur les contribuables et son débit la restitution aux intéressés des centimes perçus à leur profit.

EXERCICE 1911.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail aux pages 704 à 706 du compte des finances de l'année 1911.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière. — Propriétés bâties .... 108,314,115^{f} 04^{c} — Propriétés non bâties 156,286,533 97	264,600,649^{f} 01^{c}				
Contribution personnelle-mobilière	107,840,799 48	521,486,705^{f} 79^{c}	21,885,578^{f} 13^{c}	543,372,283^{f} 92^{c}	"
Contribution des portes et fenêtres	54,963,930 21				
Contribution des patentes	115,966,905 22				
	543,372,283 92	521,486,705 79	21,885,578 13	543,372,283 92	"
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Fonds pour dépenses communales et fonds de garantie. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.)	987,819^{f} 06^{c}	892,074^{f} 04^{c}	95,745^{f} 02^{c}	987,819^{f} 06^{c}	"
Attribution aux communes de 1 p. o/o sur le principal de la redevance proportionnelle des mines	1,108,759 95	594,509 63	514,250 32	1,108,759 95	"
Taxe perçue sur les mines pour fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25.)	58,093 55	18,802 34	39,291 21	58,093 55	"
	2,154,672 56	1,505,386 01	649,286 55	2,154,672 56	"
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées	545,526,956^{f} 48^{c}	522,992,091^{f} 80^{c}	22,534,864^{f} 68^{c}	545,526,956^{f} 48^{c}	"
Taxes vicinales recouvrées pour le compte des communes	24,193,778^{f} 97^{c}	21,614,191^{f} 08^{c}	2,579,587^{f} 89^{c}	24,193,778^{f} 97^{c}	"
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	569,720,735 45	544,606,282 88	25,114,452 57	569,720,735 45	"

RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

pour l'année 1912.

Il est tenu par exercice et chaque exercice doit présenter, en recette et en dépense, les divisions suivantes :

Centimes départementaux.

Centimes communaux.

Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets.

Taxe perçue sur les mines, pour fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25.)

Ce compte ne présente, en principe, que deux exercices, le plus ancien devant toujours être soldé. En effet, au 30 avril de la seconde année de l'exercice, les rôles des contributions non encore recouvrés sont soldés pour ordre, de telle sorte qu'à cette époque la dépense doit être exactement égale à la recette et que le compte de l'exercice se trouve définitivement balancé.

Pour permettre de contrôler d'une manière plus effective les recouvrements de l'espèce, on a cru utile de les faire accompagner du détail des rôles mis en recouvrement pour chaque exercice.

EXERCICE 1912.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail qui suit.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1912.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Contribution foncière. — Propriétés bâties .... 111,215,115^{f} 46^{c} — Propriétés non bâties 158,848,358 81	270,063,474^{f} 27^{c}				
Contribution personnelle-mobilière	111,115,019 43	"	537,144,075^{f} 18^{c}	537,144,075^{f} 18^{c}	22,270,194^{f} 69^{c}
Contribution des portes et fenêtres	56,680,988 57				
Contribution des patentes	121,554,787 60				
	559,414,269 87	"	537,144,075 18	537,144,075 18	22,270,194 69
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.					
Fonds pour dépenses communales et fonds de garantie. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.)	1,037,448^{f} 89^{c}	"	933,786^{f} 28^{c}	933,786^{f} 28^{c}	103,662^{f} 61^{c}
Attribution aux communes de 1 p. o/o du principal de la redevance proportionnelle des mines	1,150,435 95	"	1,008,602 31	1,008,602 31	141,833 64
Taxe perçue sur les mines pour fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25.) ...	30,000 61	"	12,763 93	12,763 93	17,236 68
	2,217,885 45	"	1,955,152 52	1,955,152 52	262,732 93
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées	561,632,155^{f} 32^{c}	"	539,099,227^{f} 70^{c}	539,099,227^{f} 70^{c}	22,532,927^{f} 62^{c}
Taxes vicinales recouvrées pour le compte des communes	25,571,364^{f} 50^{c}	"	22,908,654^{f} 42^{c}	22,908,654^{f} 42^{c}	2,662,710^{f} 08^{c}
TOTAL des recouvrements pour le compte des départements et des communes	587,203,519 82	"	562,007,882 12	562,007,882 12	25,195,637 70

COMPTE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES. (Suite.)

Situation du compte pour l'année 1912.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1912.

CONTRIBUTION FONCIÈRE.			CONTRIBUTION FONCIÈRE. PROPRIÉTÉS bâties.	PROPRIÉTÉS non bâties.	TOTAUX par contributions.	
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871)........	19,997,782f 13c	30,022,275f 44c	50,020,057f 57c	142,766,543f 58c
		Centimes additionnels sur les quatre contributions sans affectation spéciale, maximum 8 centimes........	6,384,035 61	9,583,727 35	15,967,762 96	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)...............	7,994,875 49	12,002,409 96	19,997,285 45	
		Pour insuffisance de revenus, à recouvrer en vertu de la loi du 30 juin 1907..........	8,525,239 04	13,259,171 52	21,784,410 56	
		Centimes additionnels sur la contribution foncière pour dépenses du cadastre. (Loi du 2 août 1829).......................	17,610 30	47,316 20	64,926 50	
		Centimes additionnels pour le renouvellement, la révision et la conservation du cadastre. (Loi du 17 mars 1898.)...............	″	31,264 82	31,264 82	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales........................	12,309,007 72	22,591,828 00	34,900,835 72	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	Dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)..........	3,994,647 51	5,993,641 46	9,988,288 97	127,296,930 69
		Frais d'experts (arrêté du 24 floréal an VIII, art. 18 et 19)......................	″	72 00	72 00	
		Dépenses du cadastre. (Loi du 17 mars 1898, art. 2.)........................	″	3,535 15	3,535 15	
		Dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	49,265,128 42	59,374,317 78	108,639,446 20	
		Dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)............................	2,726,789 24	5,938,799 13	8,665,588 37	
Total de la contribution foncière.............			111,215,115 46	158,848,358 81	270,063,474 27	270,063,474 27

A reporter.......... .. 270,063,474f 27c

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1912.

Report.................................... 270,063,474f 27c

CONTRIBUTION PERSONNELLE-MOBILIERE.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)..................................	20,474,884f 66c	56,891,654f 59c
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes........ sans affectation spéciale, maximum 8 centimes. (Loi du 10 août 1871)..................	6,529,948 54	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes........ pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)........................	8,183,838 79	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes........ pour insuffisance de revenus, à recouvrer en vertu de la loi du 30 juin 1907...........	8,851,547 89	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales..	12,851,434 71	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) sur les contributions foncière et personnelle-mobilière...	4,088,133 90	54,223,364 84
		frais d'experts. (Arrêté du Gouvernement du 24 floréal an VIII, articles 18 et 19.)...	9,114 32	
		dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)...........................	47,095,281 93	
		dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)........................	3,030,834 69	

Total de la contribution personnelle-mobilière............. 111,115,019 43

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes sans affectation spéciale, maximum 8 centimes...	4,255,755f 74c	23,991,547f 05c
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)................................	5,330,769 64	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes pour insuffisance de revenus, à recouvrer en vertu de la loi du 30 juin 1907...................	5,804,376 65	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales............	8,600,645 02	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	frais d'experts. (Arrêté du Gouvernement du 24 floréal an VIII, articles 18 et 19.)..................................	100 10	32,689,441 52
		dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.).................	30,573,401 72	
		dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)...........	2,115,939 70	

Total de la contribution des portes et fenêtres......................... 56,680,988 57

A reporter.................. ...... 437,859,482f 27c

COMPTE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES. (Suite.)

Situation du compte pour l'année 1912.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1912.

		Report		437,859,482f 27c

CONTRIBUTION DES PATENTES.

Fonds	Budget / Centimes	Détail	Montant	Total
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire. — Centimes additionnels sur les quatre contributions directes	sans affectation spéciale, maximum 8 centimes	9,011,377f 90c	
		pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	11,295,246 39	
		pour insuffisance de revenus, à recouvrer en vertu de la loi du 30 juin 1907	12,034,621 37	48,759,125f 35c
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	16,417,879 69	
Fonds pour dépenses communales et fonds de garantie.	Centimes additionnels. pour	dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	55,026,412 57	
		frais de bourses et de chambres de commerce, y compris 5 centimes par franc pour non-valeurs et frais de confection. (Lois du 23 juillet 1820 et du 13 juillet 1880.)	4,056,645 13	
		dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	3,390,457 93	72,795,662 25
		Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes	9,043,288 13	
		Taxe sur les patentes pour fonds de garantie. (Accidents du travail, loi du 9 avril 1898)	1,278,858 49	
		TOTAL de la contribution des patentes		121,554,787 60
		TOTAL des contributions directes		559,414,269 87
Taxes assimilées aux contributions directes.	Fonds pour dépenses communales et fonds de garantie.	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.)	1,037,448f 89c	
		Attribution aux communes de 1 p. 100 du principal de la redevance proportionnelle des mines	1,150,435 95	2,217,885f 45c
		Taxe perçue sur les mines pour fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25)	30,000 61	
		TOTAL des taxes assimilées		2.217,885 45
		Contributions directes et taxes assimilées		561,632,155 32
		Taxes vicinales recouvrées pour le compte des communes		25,571.364 50
		TOTAL des fonds pour dépenses départementales et communales de l'exercice 1912		587,203,519 82

Pendant l'année 1912, les recettes portées au crédit du présent compte, s'élevant à la somme de 587,122,334 fr. 69, se décomposent comme suit :

	EXERCICE 1911.	EXERCICE 1912.	TOTAL.
Centimes départementaux	9,875,200f 27c	262,446,417f 82c	272,321,618f 09c
Centimes communaux	11,778,296 18	273,576,294 24	285,354,590 42
Centimes additionnels à la patente attribués à la Caisse des dépôts pour la constitution du fonds de garantie	232,081 68	1,121,363 12	1,353,444 80
Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	95,847 20 (A) *A déd.* 102 18	933,786 28	1,029,633 48 (A) *A déd.* 102 18
1 p. 100 attribué aux communes du principal de la redevance proportionnelle des mines.	514,250 32	1,008,602 31	1,522,852 63
Taxe perçue sur les mines, en exécution de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail	39,291 21	12,763 93	52,055 14
Taxes vicinales recouvrées pour le compte des communes	2,579,587 89	22,908,654 42	25,488,242 31
TOTAL des recettes	25,114,452 57	562,007,882 12	587,122,334 69

Le solde créditeur du compte au 31 décembre 1911 était de	33,649,618 83
ENSEMBLE	620,771,953 52

Les dépenses corrélatives aux attributions des contributions directes et des taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes se sont élevées, savoir :

		EXERCICE 1911.	EXERCICE 1912.	TOTAL.	
Attribution des centimes départementaux		24,151,172f 91c	247,887,246f 48c	272,038,419f 39c	
Attribution des centimes communaux.	Centimes additionnels imposés	26,513,595 39	258,336,574 60	284,850,169 99	
	Centimes additionnels à la patente attribués à la Caisse des dépôts pour la constitution du fonds de garantie	513,010 28	989,207 82	1,502,218 10	
	Attribution aux communes du vingtième sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	400,876 81 (A) *A déd.* 102 18	627,014 97	1,027,891 78 (A) *A déd.* 102 18	
	Attribution aux communes de 1 p. 100 du principal de la redevance proportionnelle des mines	1,002,110 37	272,740 47	1,274,850 84	
	Attribution à la Caisse des dépôts de la taxe perçue sur les mines pour la constitution du fonds de garantie	55,343 28	8,760 60	64,103 88	
Attribution des taxes vicinales recouvrées pour le compte des communes		6,128,064 54	19,063,887 64	25,191,952 18	
TOTAL		58,764,071 40	527,185,432 58	585,949,503 98	585,949,503 98

D'où un solde créditeur au 31 décembre 1912, de égal à celui qui ressort page 245.	34,822,449 54

(A) Par virement de compte.

V

COMPTES

DU SERVICE LOCAL DES COLONIES

ET

DE LA CAISSE DE RÉSERVE DU SERVICE LOCAL DES COLONIES

POUR L'ANNÉE 1912

SERVICE LOCAL DES COLONIES.

Situation du compte pour l'année 1912.

La création de *budgets coloniaux* distincts du budget général de l'État résulte de l'application du principe adopté par l'Assemblée constituante et consacré par le décret du 10 juin 1791, d'après lequel les colonies, si elles n'ont pas à concourir aux dépenses de la métropole, doivent au moins suffire à leurs propres dépenses. L'ordonnance du 26 janvier 1825 a également abandonné aux colonies tous leurs revenus et mis à leur charge toutes les dépenses les concernant.

La loi du 25 juin 1841 rattacha, au contraire, au budget de l'État, les recettes et les dépenses de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane. Mais le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui a réglé la constitution des trois premières de ces colonies, revint au système inauguré par l'Assemblée constituante de 1791. Il décida qu'elles supporteraient toutes les dépenses, à l'exception de celles dans lesquelles l'intérêt général de l'État se trouverait engagé, et il ne réserva au profit du Trésor aucune recette provenant du recouvrement des contributions, soit directes, soit indirectes. Toutefois des contingents à fournir au Trésor public peuvent être imposés aux colonies, et, d'un autre côté, l'article 15 prévoit que des subventions peuvent être accordées au service local, en cas d'insuffisance des ressources. Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, également spécial aux mêmes colonies, a encore réduit le nombre des dépenses imputables sur les fonds du budget métropolitain.

Tout en ne visant que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, le sénatus-consulte de 1854 portait que les autres colonies seraient régies par des décrets jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte; ensuite, le décret du 26 septembre 1855 a appliqué à tous les établissements coloniaux les principes du sénatus-consulte de 1854; il a institué dans chaque colonie un trésorier-payeur, comptable direct du Trésor, auquel incombe, entre autres attributions, le soin d'effectuer et de centraliser toutes les recettes et dépenses intéressant le service local, qui se trouvent ainsi soumises au contrôle de la Cour des comptes. Ces opérations figurent, dans les écritures de l'Administration des finances, au compte *Service local des colonies* précédemment classé parmi les *Services spéciaux* mais dont la décision ministérielle du 16 avril 1901 a prescrit le transport, à partir de 1900, dans la catégorie des *Correspondants du Trésor*. — § 1er. *Divers services publics.*

Ce compte, à raison des opérations effectuées pendant la gestion 1911-1912 (1er juillet 1911 au 30 juin 1912), présente la situation suivante :

Solde créditeur au commencement de la gestion 1911-1912	20,682,437f 91c
Recettes	144,924,377 72
Total	165,606,815 63
Dépenses	137,708,584 35
Solde créditeur au 30 juin 1912	27,898,231 28

Ce solde, qui représente l'excédent des recettes sur les dépenses locales, dont le Trésor est dépositaire, se décompose comme suit:

Martinique		2,531,812f 29c
Guadeloupe		359,879 25
Réunion		989,146 05
Guyane		256,560 02
Sénégal		2,061,722 73
Haut-Sénégal et Moyen-Niger		1,410,734 98
Guinée française	(A) *A déd.*	*462,890 13*
Côte d'Ivoire		633,240 98
Dahomey	(A) *A déd.*	*603,601 40*
Gabon	(A) *A déd.*	*236,873 07*
Moyen-Congo		497,409 49
Saint-Pierre et Miquelon		92,284 70
Mayotte	(A) *A déd.*	*7,019 72*
Taïti		772,299 18
Nouvelle-Calédonie		492,958 27
Inde		3,111,646 20
Cochinchine		4,517,550 54
Côte des Somalis		1,275,805 24
Madagascar		10,348,576 92
Oubanghi-Chari	(A) *A déd.*	*143,011 24*
Total égal au solde qui ressort à la page 247		27,898,231 28

(A) Soldes débiteurs qui seront régularisés dans le compte des finances de l'année 1913.

CAISSE DE RÉSERVE DU SERVICE LOCAL DES COLONIES.

Situation du compte pour l'année 1912.

Jusqu'en 1878, les dépôts au Trésor des excédents de recettes des budgets locaux des colonies, que fait ressortir le règlement de chaque exercice et qui constituent un fonds de réserve et de prévoyance dont l'État est détenteur, étaient représentés par le solde du compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, compte classé parmi les correspondants des trésoriers coloniaux, tandis que les recettes et les dépenses du service local étaient centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor. Afin de grouper dans une même catégorie de comptes toutes les opérations relatives au service local des colonies, une décision ministérielle du 18 novembre 1880 a statué que le compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, ci-dessus mentionné, serait transporté parmi les services spéciaux à partir de 1878. Mais une nouvelle décision, prise le 16 avril 1901, a prescrit le transport, à partir de 1900, du présent compte ainsi que des comptes similaires dans la catégorie des *Correspondants du Trésor*. — § 1er. *Divers services publics.*

Le solde créditeur de ce compte, au commencement de la gestion 1911-1912, était de	31,153,263f 51c
Les versements du fonds de réserve qui ont été effectués, pendant l'année 1912, par diverses colonies se sont élevés à	11,697,469 35
Total de la recette	42,850,732 86
Si de cette somme on retranche les remboursements faits aux colonies par l'État pendant la même année	9,043,209 65
il ressort, à la fin de la gestion 1911-1912, un solde créditeur de	33,807,523 21

Ce solde représente ce qui est dû par l'État aux diverses colonies ci-après :

Martinique	20,756f 36c
Guadeloupe	42,720 26
Réunion	380,164 58
Guyane	1,104,115 40
Sénégal	2,406,840 10
Haut-Sénégal et Moyen-Niger	6,565,848 37
Guinée française	2,348,866 65
Côte d'Ivoire	2,124,609 33
Dahomey	1,724,098 41
Gabon	107,646 42
Moyen-Congo	303,996 91
Saint-Pierre et Miquelon	157,438 85
Taïti	302,793 08
Nouvelle-Calédonie	368,322 47
Inde	162,780 84
Cochinchine	1,022,705 27
Côte des Somalis	372,651 71
Madagascar	13,757,931 25
Oubanghi-Chari	486,803 22
Mayotte	46,433 73
Total égal au solde qui ressort à la page 245	33,807,523 21

VI

COMPTE

DE

L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE

En dehors de la constatation d'une créance sur la succession Bernadotte, le compte de l'ancien domaine extraordinaire n'a plus mentionné aucune opération depuis l'année 1906. Il a donc paru inutile d'en maintenir les développements, qui ont figuré pour la dernière fois dans le Compte général de l'année 1909, pages 714 à 716.

VII

COMPTE

DES

OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC

GARANTIE PAR LA FRANCE

POUR L'ANNÉE 1912

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC GARANTIE PAR LA FRANCE.

En exécution de l'article 4 de la loi du 26 février 1887, deux décisions ministérielles ont transporté aux découverts du Trésor le montant du solde débiteur du compte inscrit parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre de : *Avance pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France.*

La première de ces décisions, en date du 7 mars 1887, a transporté au compte des découverts le solde débiteur du compte de services spéciaux précité, ressortant des écritures du Trésor, au 31 décembre 1886, ci........ 27,094,735f 31c

La seconde, en date du 10 mai 1887, a ajouté à ce solde le montant d'un payement effectué pendant l'année 1887, sur l'exercice 1886, ci........ 3,072 00

En sorte que le solde définitivement transporté aux découverts s'élève, à la clôture de l'exercice 1886, à........ 27,097,807 31

Mais le transport de cette somme parmi les découverts du Trésor n'a eu d'autre but que de dégager l'actif du Trésor d'une créance d'un recouvrement intégral tellement éloigné qu'elle ne saurait être considérée comme constituant un actif réalisable. Ce n'est donc qu'une opération d'ordre qui ne modifie en rien la nature de la créance de la France sur le Gouvernement hellénique, et c'est ainsi, du reste, que le législateur l'a compris, puisqu'il a ordonné que les versements ultérieurs à faire par le Gouvernement grec, en atténuation de la créance du Trésor, seraient portés en recette au budget.

Il est donc indispensable que le compte général de l'Administration des finances continue à présenter, chaque année, la situation de la dette du Gouvernement hellénique, jusqu'à parfait versement de la dernière annuité de 200,000 francs, à verser en exécution du traité du 5 janvier 1864.

Ce résultat a été obtenu en introduisant parmi les comptes spéciaux du compte général de l'Administration des finances, à partir de 1887, un nouveau compte d'ordre, intitulé : *Compte des*

opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France et en y joignant tous les développements qui accompagnaient l'ancien compte figurant dans la situation du Trésor et dont la suppression a été la conséquence des dispositions de l'article 4 de la loi précitée du 26 février 1887.

Les développements concernant les opérations afférentes à la portion de l'emprunt grec garantie par la France, effectuées jusqu'à la clôture de l'exercice 1886 et que l'on se propose de suivre avec les mêmes détails dans cette partie du Compte général des finances, sont consignés ci-après :

Les crédits successivement ouverts au Ministre des Finances par plusieurs lois, ordonnances et décrets, pour le payement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié, le 12 janvier 1833 par le Gouvernement grec, jusqu'à concurrence de la partie de cet emprunt garantie par la France (voir, pour les conditions de négociation et de service de l'emprunt grec, le volume des documents divers de l'année 1850, page 779), s'élèvent définitivement à la somme de.....	31,822,536f 00c
Mais il convient de retrancher de ces crédits les portions restées sans affectation pour divers motifs énoncés dans le volume déjà cité (pages 783 et 785) et qui s'élèvent à........	20,897 95
De sorte que la somme engagée par la France pour faire face aux intérêts et à l'amortissement de la portion de l'emprunt grec garantie par elle n'est, en réalité, que de........	31,801,638f 05c
Les payements effectués en vertu des crédits ci-dessus s'élevaient, au 31 décembre 1886, à........	31,793,277f 54c

Une commission instituée en 1857, composée des envoyés de France, de Russie et d'Angleterre, et assistée d'agents spéciaux des finances, a réglé, d'accord avec le Gouvernement hellénique, qu'une somme annuelle de 900,000 francs, susceptible d'être augmentée ultérieurement à des époques déterminées, serait affectée par le Gouvernement grec au service de son emprunt, et que cette somme serait partagée par tiers entre les trois puissances garantes.

Un premier crédit de 1,005,120 drachmes a été voté par les Chambres helléniques. Cette somme a produit en francs 895,626 fr. 69, dont le tiers, soit 298,542 fr. 23, a été soldé à la France en 1861, au moyen de traites sur la maison Rothschild.

Mais un nouveau traité, promulgué par décret du 5 janvier 1864, alloua au roi Georges Ier, en augmentation de sa liste civile, une somme annuelle de 12,000 liv. sterling, soit 300,000 francs, imputable sur celle de 900,000 francs que la Grèce, ainsi qu'on vient de le dire, avait contracté l'obligation de verser annuellement aux trois puissances garantes. Il en résulte que la somme à recevoir chaque année par la France se réduit actuellement à 200,000 francs.

A reporter.................. 31,793,277f 54c

Report	31,793,277f 54c

Par ces motifs, il a été, jusqu'au 31 décembre 1886, fait application en recette au compte inscrit parmi les *Services spéciaux du Trésor* sous le titre : *Avance pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France*, de la somme de 4,698,542 fr. 23, savoir :

En 1861	298,542f 23c	4,698,542 23
De 1865 à 1886, à raison de 200,000 francs par an	4,400,000 00	

L'avance du Trésor, au 1er janvier 1887, transportée aux découverts en exécution de la loi du 26 février 1887, est donc de	27,094,735f 31c
Pendant la deuxième gestion de l'exercice 1886 (année 1887), un nouveau payement montant (voir page 621 du compte général des finances de l'année 1887) à a été également porté en augmentation des découverts du Trésor.	3,072 00
Ce qui élève, en clôture dudit exercice, à l'avance du Trésor, soldée par les découverts.	27,097,807f 31c

Conformément au traité précité du 5 janvier 1864, il a été versé en atténuation de la dette hellénique :

De 1887 à 1911, vingt-cinq annuités inscrites au budget des exercices correspondants, représentant la dette afférente aux années 1886 à 1910.	5.000,000f 00c	5,200,000 00
En 1912, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1912 représentant la dette afférente à l'année 1911	200,000 00	

De sorte que la créance du Trésor au 1er janvier 1913 est de	21,897,807 31
La différence entre le chiffre des crédits définitifs, ci	31,801,638f 05c

et celui des payements ainsi décomposé :

Période antérieure au 1er janvier 1887	31,793,277f 54c	31,796,349 54
Année 1887	3,072 00	
Soit		5,288f 51c

représente le reliquat des crédits applicables aux obligations amorties, dont le remboursement n'a pas encore été réclamé à l'époque du 1er janvier 1913.

VIII

COMPTE

DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES

DES PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860)

ET DES PRÊTS CONSENTIS AUX VICTIMES DES SINISTRES (LOI DU 18 MARS 1910)

POUR L'ANNÉE 1912

NOTE

SUR LE COMPTE DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES

DES PRÊTS FAITS A L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860)

ET DES PRÊTS CONSENTIS AUX VICTIMES DES SINISTRES (LOI DU 18 MARS 1910).

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

Le compte des débets et créances litigieuses dont le recouvrement est poursuivi par l'Agent judiciaire du Trésor public se résume, pour l'année 1912, en un état qui présente :

1° La situation au 1er janvier 1912, telle qu'elle est constatée dans le compte des finances de 1911;

2° Le mouvement, en accroissements et en atténuations, pendant l'année 1912, de tous les articles du compte des débets et créances;

3° La situation au 31 décembre 1912.

Cet état fait connaître :

1° Les débets et créances litigieuses susceptibles de figurer dans l'actif du Trésor, sous le titre d'avances, débets et créances à recouvrer;

2° Les débets et créances de toute nature qui ne font pas partie de l'actif du Trésor, et dont la recette est appliquée aux produits divers du budget.

Dans le cours de l'année 1912, il est survenu 1,925 affaires nouvelles, s'élevant ensemble, en capital, intérêts et frais, à.. 1,970,233f 07c

Pendant la même année, les atténuations opérées se sont élevées, savoir :

En versements effectués dans les caisses du Trésor, à.	568,530f 40c	
En réductions ou régularisations, à...............	31,881 92	
En remises à titre gracieux, à..................	40,324 13	
En déclarations de caducité, à..................	168,423 13	
Total des atténuations..........	809,159 58	809,159 58
Différence en faveur des accroissements..........		1,161,073 49

En sorte que, d'une part, les débets et créances, qui, au commencement de l'année 1912, présentaient un total de 14,515,375f 85c
s'élèvent, à la fin de cette même année à 15,676,449 34

Différence égale 1,161,073 49

Les *accroissements* des débets et créances sont justifiés par des arrêts de la Cour des comptes, des états de liquidation d'intérêts, des états de situation formés sur les écritures appuyées de pièces justificatives, ou par des bordereaux de débets notifiés par les ministères.

Les *réductions* et *régularisations* sont justifiées par des arrêts de la Cour des comptes et des décisions ministérielles.

Les *créances déclarées caduques* sont celles qui ne présentent plus de ressources pour le Trésor public, soit parce que l'insolvabilité des redevables a été régulièrement établie, soit parce que leur résidence et leur actif sont demeurés inconnus, soit enfin parce que la discussion de leur actif est terminée.

La déclaration de caducité ne préjudicie point aux droits du Trésor public : si les débiteurs reviennent à un meilleur état de fortune, ou si la résidence de ceux qui étaient inconnus est découverte, le Trésor public reprend alors contre eux les poursuites primitivement entamées. La déclaration de caducité n'est qu'une mesure d'ordre essentielle à l'apurement de la comptabilité, en ce qu'elle fait disparaître des écritures du Trésor public une masse de créances réputées sans valeur.

PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860).

Le chiffre définitif de l'avance occasionnée au Trésor par la loi du 1er août 1860 s'est élevé à la somme principale de 36,840,166f 65c
de laquelle il y a lieu de déduire :

1° Le montant des prêts déclarés caducs et portés en surséance indéfinie en vertu des décisions ministérielles suivantes :

21 avril 1893	2,951,518f 70c	
5 mars 1898	2,280,181 43	
5 mars 1898	118,625 90	
12 avril 1898	1,133,774 78	
24 juin 1898	1,013,331 12	
24 août 1899	210,872 69	
2 février 1900	324,816 03	
3 mai 1902	93,652 81	
10 décembre 1904	37,232 17	
	8,164,005f 63c	

2° Le montant de réductions résultant de transactions homologuées :

Par décrets du 19 février 1897	111,028f 31c	
Par décret du 9 juin 1898	50,000 00	
		161,028 31

Ensemble 8,325,033 94

Reste (à reporter) 28,515,132f 71c

Report		28,515,132f 71c
Ce reste s'est atténué du montant des recouvrements opérés par le Trésor, savoir :		
Antérieurement à 1912, de	26,462,210f 84c	
Pendant l'année 1912, de	//	
		26,462,210 84
Il reste donc à recouvrer au 31 décembre 1912, *en capital*		2,052,921 87

L'avance de ladite somme principale de 36,840,166 fr. 65 s'est augmentée pour intérêts et frais :

Antérieurement à 1912, de		15,328,089f 77c
Pendant l'année 1912, de		//
Dont il y a lieu de déduire :		
1° Le montant des intérêts et des frais déclarés caducs en même temps que les capitaux des prêts auxquels ils étaient afférents, savoir :		
Antérieurement à 1912	513,016f 52c	
Pendant l'année 1912	//	
	513,016f 52c	
2° Le capital d'une rente 3 p. 0/0, sur l'État de 861 francs annulée au profit du Trésor : (Voir note (1) au compte des finances de 1897, page 1112).		
Antérieurement à 1912	23,267 50	543,304 67
3° Le montant des intérêts afférents aux prêts qui ont fait l'objet des transactions homologuées par les décrets susvisés.		
Antérieurement à 1912	7,020 65	
Pendant l'année 1912	//	
Reste		14,784,785f 10c
Ce reste s'est atténué du montant des recouvrements opérés par le Trésor, savoir :		
Antérieurement à 1912, de	14,678,478f 26c	
Pendant l'année 1912, de	//	
		14,678,478 26
Reste dû, au 31 décembre 1912, sur les *intérêts* et les *frais*		106,306f 84c

Le solde à recouvrer au 31 décembre 1912 sur les prêts à l'industrie s'élève donc à 2,159,228 fr. 71, savoir :

Capital	2,052,921f 87c
Intérêts et frais	106,306 84
Ensemble	2,159,228 71

Il y a lieu de remarquer que l'article 27 de la loi de finances du 30 mars 1888 a autorisé le transport aux découverts du Trésor d'une somme en capital de 9,716,878 fr. 36, représentant les prêts irrécouvrables, en spécifiant que ces créances continueront de figurer dans les écritures de l'agent judiciaire jusqu'à ce que leur caducité ait été prononcée dans les formes réglementaires.

En exécution de cette loi, il a été transporté aux découverts une somme de...	9,716,878f 36c
D'autre part, les déclarations de caducité prononcées jusqu'au 31 décembre 1912 s'élevant à 8,164,005 fr. 63, applicables aux prêts en cours pour 37,271 fr. 07 et aux prêts inscrits aux découverts du Trésor pour........................	8,126,734 56
il en résulte que le capital des prêts non encore admis en caducité s'élève à...	1,590,143 80
Si l'on retranche cette somme du capital fixé précédemment à............	2,052,921 87
on obtient le reste à recouvrer, au 31 décembre 1912, sur le capital des prêts, soit.	462,778 07
Si l'on compare enfin ce chiffre avec celui qui ressort, à la même date, au compte spécial : *Prêts faits à l'industrie* (voir page 239), soit.....................	720,183 52
on constate une différence de....................................	257,405f 45c

comprenant :

1° Des versements effectués comme suit :

Année 1891....................................	371f 00c
— 1892....................................	10,000 00
— 1893....................................	10,000 00
— 1894....................................	10,000 00
Années 1895-1896............................	6,000 00
Année 1897....................................	5,840 66
— 1898....................................	19,227 14
— 1899....................................	10,000 00
— 1900....................................	10,000 00
— 1901....................................	10,000 00
— 1902....................................	10,000 00
	101,438f 80c

Ces remboursements, qui figurent parmi les atténuations constatées dans les écritures de l'Agent judiciaire du Trésor, ne peuvent être appliqués au crédit du compte spécial, dont le solde débiteur ne comprend plus les prêts correspondant à ces versements, depuis leur transport aux découverts, prescrit par la loi du 30 mars 1888.

2° Des réductions résultant des transactions homologuées par les décrets mentionnés plus haut, et s'élevant au total de..... 155,966 65(1) représentant des capitaux de prêts figurant dans les découverts du Trésor.

Somme égale................ 257,405f 45c

(1) Déduction faite d'une somme de 5,061 fr. 66 portée au crédit du compte spécial : *Prêts faits à l'industrie*, pendant l'année 1898.

PRÊTS CONSENTIS AUX SINISTRÉS (LOI DU 18 MARS 1910).

Les prêts *chirographaires* consentis aux victimes des sinistres en exécution de la loi du 18 mars 1910 et les cotisations y afférentes sont recouvrés en vertu d'une décision ministérielle du 5 juillet 1910, sous le contrôle et la surveillance de l'agent judiciaire du Trésor.

Il en est de même des cotisations de 2 p. 0/0 afférentes aux prêts *hypothécaires* consentis par le Crédit foncier de France dans les conditions prévues par la loi susvisée. Ces cotisations sont, en effet, versées au fonds de garantie constitué pour couvrir les pertes éventuelles (art. 7 de la loi).

Les trois tableaux ci-après font respectivement connaître, pour le capital des prêts chirographaires, la cotisation de 2 p. 0/0 afférente auxdits prêts, et la cotisation de 2 p. 0/0 afférente aux prêts hypothécaires :

1° Le montant des sommes dues au Trésor;

2° Le montant des recouvrements effectués;

3° Le montant des réductions sur cotisations motivées par le payement anticipé du capital des prêts chirographaires ou par le non versement aux intéressés de tout ou partie du capital des prêts hypothécaires;

4° Le montant des sommes restant à recouvrer.

Ces résultats s'établissent ainsi qu'il suit :

1° *Capital des prêts chirographaires.*

Le montant des prêts versés jusqu'au 31 décembre 1912 inclusivement s'élève à..		4,898,500f 00c
Il a été remboursé en 1910, 1911 et 1912 un total de		829,847 43
RESTE à recouvrer au 1er janvier 1913....................		4,068,652f 57c

2° *Cotisation afférente aux prêts chirographaires.*

Les cotisations afférentes aux prêts chirographaires versés jusqu'au 31 décembre 1912 s'élèvent à..		391,880f 00c
Il a été payé en 1911 et 1912..........................	145,105f 40c	178,264 40
Les remboursements effectués sur le capital ont donné lieu à la réduction des cotisations correspondantes pour................	33,159 00	
Il reste dû au 1er janvier 1913........................		213,615f 60c

3° *Cotisation afférente aux prêts hypothécaires.*

Les cotisations afférentes aux prêts hypothécaires versés jusqu'au 31 décembre 1912 s'élèvent à..		217,690f 00c
Il a été payé en 1911 et 1912..........................	60,895f 30c	61,865 30
La non-perception d'un prêt par son titulaire et la réduction du montant de deux prêts ont donné lieu à la réduction de la cotisation correspondante, soit..................................	970 00	
Il reste dû au 1er janvier 1913........................		155,824f 70c

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

État présentant la Situation au 1er janvier 1912, les Accroissements et les Atténuations pendant l'année 1912 et la Situation au 31 décembre 1912.

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.		MONTANT DES DÉBETS AU 1er JANVIER 1912. Capital.	Intérêts.	Frais.	ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1912. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL DES DÉBETS. (A reporter à la page suivante.) Capital.	Intérêts.	Frais.	SECTIONS.	OBSERVATIONS.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	Actif....	139,463f 77c	″	″	75,564f 90c	″	″	215,028f 67c	″	″		
		Non-actif.	177,658 13	22,956f 90c	39f 30c	4,569 86	1,473f 03c	″	182,227 99	24,429f 93c	39f 30c	1	
2	Receveurs des douanes.	Actif....	10,246 59	″	″	″	″	″	10,246 59	″	″		
		Non-actif.	28,883 91	2,516 47	18 65	″	″	″	28,883 91	2,516 47	18 65	2	
3	Receveurs des postes et des télégraphes.....	Actif....	543,360 46	″	″	230,833 01	″	″	774,193 47	″	″		
		Non-actif.	12,002 46	32,986 50	179 83	″	25,584 61	95f 21c	12,002 46	58,571 11	275 04	3	
4	Receveurs des contributions indirectes..	Actif....	235,289 91	″	″	5,602 97	″	″	240,892 88	″	″		
		Non-actif.	394 88	32,664 69	2,048 93	″	3,058 09	″	394 88	35,722 78	2,048 93	4	
5	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomatiques et consulaires..........	Actif. ...	72,711 34	″	″	″	″	″	72,711 34	″	″		
		Non-actif.	44,368 45	8,823 16	″	″	″	″	44,368 45	8,823 16	″	5	
	TOTAL.....	Actif....	1,001,072 07	″	″	312,000 88	″	″	1,313,072 95	″	″		
		Non-actif.	263,307 83	99,947 72	2,286 71	4,569 86	30,115 73	95 21	267,877 69	130,063 45	2,381 92		
6	Prêts à divers manufacturiers. (Loi du 8 septembre 1830.).....	Actif....	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
		Non-actif.	150,000 00	″	″	″	″	″	150,000 00	″	″	6	
	TOTAL..................		1,414,379 90	99,947 72	2,286 71	316,570 74	30,115 73	95 21	1,730,950 64	130,063 45	2,381 92		
7	Justice....................		65,256 44	1,469 69	413 15	18,015 25	″	″	83,271 69	1,469 69	413 15	7	
8	Affaires étrangères............		481,248 62	″	″	″	649 42	″	481,248 62	649 42	″	8	
9	Intérieur..................		245,120 33	130 84	178 67	3,369 70	″	″	248,490 03	130 84	178 67	9	
9 *bis*	Algérie....................		″	″	″	″	″	″	″	″	″	9*bis*	
10	Finances....................		353,041 36	″	″	113,259 00	″	″	466,300 36	″	″	10	
11	Guerre. — Fourniss[rs] et comptables		2,607,585 68	22,717 42	445 75	447,225 66	37 70	″	3,054,811 34	22,755 12	445 75	11	
12	Guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats..................		364,226 79	392 88	36 60	43,974 78	125 00	″	408,201 57	517 88	36 60	12	
13	Marine. — Fournisseurs, comptables et armateurs............		52,128 64	″	″	31,692 24	200 20	153 15	83,820 88	200 20	153 15	13	
14	Marine. — Marins.............		78,849 97	″	6 55	5,666 87	″	″	84,516 84	″	6 55	14	
14 *bis*	Colonies....................		139,213 67	200 90	49 10	45,247 60	″	″	184,461 27	200 90	49 10	14*bis*	
15	Instruction publique..........		9,129 73	″	″	2,000 00	″	″	11,129 73	″	″	15	
15 *bis*	Beaux-arts..................		34,904 24	″	″	″	″	″	34,904 24	″	″	15*bis*	
16	Travaux publics..............		3,176,131 10	400,074 44	40 88	261,309 77	107 52	″	3,437,440 87	400,181 96	40 88	16	
16 *bis*	Chemins de fer de l'État........		5,239 12	20 57	″	″	″	″	5,239 12	20 57	″	16*bis*	
17	Agriculture..................		4,458 95	″	″	2,651 79	″	″	7,110 74	″	″	17	
17 *bis*	Commerce....................		1,351,819 25	30,311 35	1,839 61	66 00	″	″	1,351,885 25	30,311 35	1,839 61	17*bis*	
17 *ter*	Coupes de bois...............		6,292 85	″	″	″	″	″	6,292 85	″	″	17*ter*	
18	Postes et télégraphes..........		2,761,103 86	105 18	2,565 81	391,446 35	5 00	875 93	3,152,550 21	110 18	3,441 74	18	
18 *bis*	Caisse nationale d'épargne.......		170,385 75	8,065 39	″	20,694 11	2,276 30	″	191,079 86	10,341 69	″	18*bis*	
19	Écoles du Gouvernement........		135,037 65	″	133 60	48,726 00	″	16 30	183,763 65	″	149 90	19	
19 *bis*	Débets divers transmis par les Trésoriers-Payeurs généraux avec autorisation de la Dir[on] générale de la Comptab. publique. (Circ. du 31 janvier 1899, § 1er.)........		467,988 19	″	402 94	182,444 18	60 87	16 80	650,432 37	60 87	419 74	19*bis*	
20	Débets de l'agence judiciaire.....		1,971 15	″	3,078 28	35 00	″	1,102 90	2,006 15	″	4,181 18	20	
21	Ministère du travail...........		14,948 58	″	″	″	″	″	14,948 58	″	″	21	
	TOTAL des débets divers...		12,526,081 92	463,488 66	9,190 94	1,617,824 30	3,462 01	2,165 08	14,143,906 22	466,950 67	11,356 02		
	REPORT des débets des comptables des finances et des divers prêts.		1,414,379 90	99,947 72	2,286 71	316,570 74	30,115 73	95 21	1,730,950 64	130,063 45	2,381 92		
	TOTAL..................		13,940,461 82	563,436 38	11,477 65	1,934,395 04	33,577 74	2,260 29	15,874,856 86	597,014 12	13,737 94		
			14,515,375f 85c			1,970,233f 07c			16,485,608f 92c				
22	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)............		2,052,921 87	105,931 73	375 11	″	″	″	2,052,921 87	105,931 73	375 11	22	
	TOTAL GÉNÉRAL.........		15,993,383 69	669,368 11	11,852 76	1,934,395 04	33,577 74	2,260 29	17,927,778 73	702,945 85	14,113 05		
			16,674,604f 56c			1,970,233f 07c			18,644,837f 63c				

Suite des DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

Suite de l'*État présentant la Situation au 1er janvier 1912, les Accroissements et Atténuations pendant l'année 1912 et la Situation au 31 décembre 1912.*

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	REPORT DU TOTAL DES DÉBETS. (Voir page précédente.)			ATTÉNUATIONS PENDANT L'ANNÉE 1912. Versements effectués au c/ recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire.			Versements effectués à divers comptes.			Réductions par arrêts, jugements et décisions diverses, radiations pour ordre.			Remises à titre gracieux			Déclarations de caducité.			Total des atténuations.			TOTAL DES DÉBETS au 31 DÉCEMBRE 1912.			SECTIONS.
		Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	Capital.	Intérêts.	Frais.	
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines — Actif	215,028f 67c	″	″	32,717f 74c	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	3,365f 61c	″	″	36,083f 35c	″	″	178,945f 32c	″	″	1
	— Non-actif	182,227 99	24,429f 93c	39f 30c	4,699 55	1,473f 03c	″	″	″	″	209f 79c	″	″	″	″	″	534 38	237f 80c	″	5,443 72	1,710 83	″	176,784 39	22,719f 10	39f 30	
2	Receveurs des douanes — Actif	10,246 59	″	″	45 60	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	45 60	″	″	10,200 99	″	″	
	— Non-actif	28,883 91	2,516 47	18 65	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	28,883 91	2,516 47	18 65	2
3	Receveurs des postes et des télégraphes — Actif	774,193 47	″	″	79,477 04	″	″	″	″	″	3,316 05	″	″	7,735f 87	″	″	2,540 39	″	″	93,069 35	″	″	681,124 12	″	″	
	— Non-actif	12,002 46	58,571 11	275 04	″	9,629 15	60f 00c	″	″	″	″	″	″	″	113f 95	″	″	″	″	″	9,743 10	60f 00	12,002 46	48,828 01	215 04	3
4	Receveurs des contributions indirectes — Actif	240,892 88	″	″	4,514 74	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,029 85	″	″	8,544 59	″	″	232,348 29	″	″	
	— Non-actif	394 88	35,722 78	2,048 93	″	1,063 37	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	39 18	″	″	1,102 55	″	394 88	34,620 23	2,048 93	4
5	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomat. et consul. — Actif	72,711 34	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	72,711 34	″	″	5
	— Non-actif	44,368 45	8,823 16	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	44,368 45	8,823 16	″	
	TOTAL... Actif	1,313,072 95	″	″	116,755 12	″	″	″	″	″	3,316 05	″	″	7,735 87	″	″	9,935 85	″	″	137,742 89	″	″	(B) 1,175,330 06	″	″	
	TOTAL... Non-actif	267,877 69	130,063 45	2,381 92	4,699 55	12,165 55	60 00	″	″	″	209 79	″	″	″	113 95	″	534 38	276 98	″	5,443 72	12,556 48	60 00	262,433 27	117,506 97	2,321 92	
6	Prêts à divers manufacturiers. (Loi du 8 sept. 1830.) — Actif	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	6
	— Non-actif	150,000 00	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
	TOTAL	1,730,950 64	130,063 45	2,381 92	121,454 67	12,165 55	60 00	″	″	″	3,525 84	″	″	7,735 87	113 95	″	10,470 23	276 98	″	143,186 61	12,556 48	60 00	1,587,764 03	117,506 97	2,321 92	
7	Justice	83,271 69	1,469 69	413 15	14,188 07	″	″	″	″	″	25 00	″	″	″	″	″	″	″	″	14,213 07	″	″	69,058 62	1,469 69	413 15	7
8	Affaires étrangères	481,248 62	649 42	″	″	649 42	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	649 42	″	481,248 62	″	″	8
9	Intérieur	248,490 03	130 84	178 67	1,778 90	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	420 95	″	″	2,199 85	″	″	246,290 18	130 84	178 67	9
9 bis	Algérie	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	9bis
10	Finances	466,300 36	″	″	6,969 03	″	″	″	″	″	1,733 66	″	″	30,843 05	″	″	10,753 41	″	″	50,299 15	″	″	416,001 21	″	″	10
11	Guerre. — Fournisseurs et comptables	3,054,811 34	22,755 12	445 75	125,812 69	37 70	6 95	″	″	″	300 00	″	″	″	″	″	9,783 76	″	8f 95	135,896 45	37 70	15 90	2,918,914 89	22,717 42	429 85	11
12	Guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats	408,201 57	517 88	36 60	17,865 48	165 00	″	54f 92c	″	″	24 92	″	″	″	″	″	33,134 11	″	″	51,079 43	165 00	″	357,122 14	352 88	36 60	12
13	Marine. — Fournisseurs, comptables et armateurs	83,820 88	200 20	153 15	15,175 36	200 20	″	″	″	″	0 01	″	″	″	″	″	1,570 30	″	″	16,745 67	200 20	″	67,075 21	″	153 15	13
14	Marine. — Marins	84,516 84	″	6 55	1,192 11	″	″	″	″	″	350 31	″	″	1,225 61	″	″	8,976 04	″	6 55	11,744 07	″	6 55	72,772 77	″	″	14
14 bis	Colonies	184,461 27	200 90	49 10	8,915 08	″	″	3,463 44	″	″	349 20	″	″	″	″	″	12,058 12	″	″	24,785 84	″	″	159,675 43	200 90	49 10	14bis
15	Instruction publique	11,129 73	″	″	780 18	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	254 90	″	″	1,035 08	″	″	10,094 65	″	″	15
15 bis	Beaux-arts	34,904 24	″	″	199 75	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	199 75	″	″	34,704 49	″	″	15bis
16	Travaux publics	3,437,440 87	400,181 96	40 88	92,915 77	107 52	″	24 33	″	″	″	″	″	″	″	″	1,134 34	″	″	94,074 44	107 52	″	3,343,366 43	400,074 44	40 88	16
16 bis	Chemins de fer de l'État	5,239 12	20 57	″	70 00	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	70 00	″	″	5,169 12	20 57	″	16bis
17	Agriculture	7,110 74	″	″	476 73	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	476 73	″	″	6,634 01	″	″	17
17 bis	Commerce	1,351,885 25	30,311 35	1,839 61	1,359 00	″	″	2,000 00	″	″	22,885 95	″	″	″	″	″	21 80	″	″	26,266 75	″	″	1,325,618 50	30,311 35	1,839 61	17bis
17 ter	Coupes de bois	6,292 85	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	550 00	″	″	550 00	″	″	5,742 85	″	″	17ter
18	Postes et télégraphes	3,152,550 21	110 18	3,441 74	45,740 26	5 00	55 10	″	″	″	568 16	″	″	″	″	″	51,364 83	20 47	500 86	97,673 25	25 47	555 96	3,054,876 96	84 71	2,885 78	18
18 bis	Caisse nationale d'épargne	191,079 86	10,341 69	″	12,591 05	1,737 78	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	397 82	13 48	″	12,988 87	1,751 26	″	178,090 99	8,590 43	″	18bis
19	Écoles du Gouvernement	183,763 65	″	149 90	41,473 42	″	16 30	″	″	″	60 00	″	″	″	″	″	8,105 21	″	″	49,638 63	″	16 30	134,125 02	″	133 60	19
19 bis	Débets divers transmis par les tr.-pay. gén. avec autorisation de la Dir.on g.e de la Comptabil. publ.e (Circ.e du 31 janv. 1899, § 1)	650,432 37	60 87	419 74	38,312 19	60 87	″	20 49	″	″	2,058 87	″	″	405 65	″	″	18,502 02	″	″	59,299 22	60 87	″	591,133 15	″	419 74	19bis
20	Débets de l'Agence judiciaire	2,006 15	″	4,181 18	430 09	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	98 00	430 09	″	98 00	1,576 06	″	4,083 18	20
21	Ministère du travail	14,948 58	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	14,948 58	″	″	21
	TOTAL des divers débiteurs	14,143,906 22	466,950 67	11,356 02	426,245 16	2,963 49	78 35	5,563 18	″	″	28,356 08	″	″	32,474 31	″	″	157,027 61	33 95	614 36	649,666 34	2,997 44	692 71	13,494,239 88	463,953 23	10,663 31	
	REPORT des débets des comptables des finances et des divers prêts	1,730,950 64	130,063 45	2,381 92	121,454 67	12,165 55	60 00	″	″	″	3,525 84	″	″	7,735 87	113 95	″	10,470 23	276 98	″	143,186 61	12,556 48	60 00	1,587,764 03	117,506 97	2,321 92	
	TOTAL	15,874,856 86	597,014 12	13,737 94	547,699 83	15,129 04	138 35	5,563 18	″	″	31,881 92	″	″	40,210 18	113 95	″	167,497 84	310 93	614 36	792,852 95	15,553 92	752 71	15,082,003 91	581,460 20	12,985 23	
		16,485,608f 92c			562,967f 22c			5,563f 18c			31,881f 92c			40,324f 13c			168,423f 13c			809,159f 58c			15,676,449f 34c			
22	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	2,052,921 87	105,931 73	375 11	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	2,052,921 87	105,931 73	375 11	22
	TOTAL GÉNÉRAL	17,927,778 73	702,945 85	14,113 05	547,699 83	15,129 04	138 35	5,563 18	″	″	31,881 92	″	″	40,210 18	113 95	″	167,497 84	310 93	614 36	792,852 95	15,553 92	752 71	17,134,925 78	687,391 93	13,360 34	
		18,644,837f 63c			(A) 562,967f 22c			5,563f 18c			31,881f 92c			40,324f 13c			168,423f 13c			809,159f 58c			17,835,678f 05c			

OBSERVATIONS.

(A) Voir page 748.

(B) Voir page 749.

Suite des DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

(A)

RECOUVREMENTS POURSUIVIS PAR L'AGENT JUDICIAIRE DU TRÉSOR.

Comparaison des chiffres de l'Agent judiciaire du Trésor avec les résultats constatés à la Direction générale de la Comptabilité publique.

Les résultats constatés à la Direction générale de la Comptabilité publique se répartissent entre les comptes ci-après :

1° Compte des débets compris dans l'actif du Trésor public (voir le compte de trésorerie « Débets de comptables », p. 316 et 317)			128,392f 05c
2° Compte des produits divers du budget (voir pages 112 et 113) :			
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances. — Recettes sur débets de comptables (Exercice 1912.)		20,560f 16c	449,866 16
Recettes sur divers débets, savoir : A l'exercice 1911	1,455f 49c	429,306 00	
A l'exercice 1912	427,850 51		
et s'élèvent ensemble à la somme totale de			578,258 21
Cette somme, comparée avec la situation de l'Agent judiciaire (page 746)			562,967 22
fait ressortir une différence en plus à la Comptabilité publique de			15,290 99

Les écritures de la Comptabilité publique comprennent :

1° Six sommes de 695 fr. 13, 1,200 francs, 670 fr. 30, 102 fr. 15, 2,000 francs et 550 francs (ensemble 5,217 fr. 58) représentant le montant d'une remise et de cinq décharges accordées, la première par un décret du 28 mai 1912, les suivantes par décisions ministérielles des 28 novembre et 29 décembre 1911, 16 et 18 janvier 1912 à des comptables en débet des postes et télégraphes, et qui ont fait l'objet d'ordonnances de remboursement au profit du Trésor (décisions ministérielles des 16 février et 12 août 1912), ci	5,217f 58c	15,153f 43c
2° Une somme de 9,935 fr. 85 représentant des débets de comptables portés aux créances caduques (décision ministérielle du 19 juillet 1912), et dont le remboursement au profit du Trésor a été prescrit par décision ministérielle du 27 décembre 1912, ci	9,935 85	
Ces diverses sommes ont cessé de figurer dans les écritures de l'Agent judiciaire du Trésor, dès que les remise et décharges ont été accordées et que la déclaration de caducité a été prononcée.		
3° Deux sommes de 106 fr. 36 et 12 fr. 20 (ensemble 118 fr. 56) représentant le montant de réductions pour ordre effectuées par le service du Contentieux par suite d'erreur d'application des versements en 1909; ces sommes qui continuaient à figurer au compte de trésorerie « débets de comptables » ont fait l'objet d'une ordonnance de remboursement au profit du Trésor (décision ministérielle du 28 septembre 1912), ci		118 56
4° Une somme de 19 francs, représentant le montant d'une indemnité perçue en trop, lors des opérations de recensement des chevaux, par M. Salvet, vétérinaire de réserve à Thézan (Aude), et transportée par voie de virement, dans les écritures de la Comptabilité publique pour l'année 1912, du compte des *Reversements de fonds sur les dépenses des ministères* auquel elle avait été appliquée par erreur, au compte *Recouvrements poursuivis par l'Agent judiciaire du Trésor public*, auquel il y avait lieu de l'affecter; mais que le service du contentieux n'a pu, à cause de l'époque tardive à laquelle cette opération lui a été signalée, faire figurer dans ses écritures arrêtées au 1er janvier 1913, ci		19 00
Différence égale		15,290 99

(B)

DÉBETS COMPRIS DANS L'ACTIF DU TRÉSOR PUBLIC.

Situation au 1er janvier 1913, dans les écritures de la Direction générale de la Comptabilité publique.

Section 1.	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en France	173,587f 82c	178,945f 32c
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	5,357 50	
— 2.	Receveurs des douanes en Algérie		10,200 99
— 3.	Receveurs des postes et des télégraphes en France	689,560 96	694,293 30
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	4,732 34	
— 4.	Receveurs des contributions indirectes en France		232,348 29
— 5.	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomatiques et consulaires		72,711 34
	Total		1,188,499 24
	Cette somme, comparée avec la situation de l'Agent judiciaire (page 747)		1,175,330 06
	fait ressortir une différence en plus à la Comptabilité publique de		13,169 18

Les écritures de la Comptabilité publique comprennent :

1° Quatre sommes de 7,040 fr. 74, 9 fr. 30, 54 fr. 60 et 600 francs (ensemble 7,704 fr. 64) représentant le montant d'une remise et de trois décharges accordées, la première par un décret du 27 novembre 1912, les suivantes par des décisions ministérielles du 23 novembre 1912 à des comptables en débet des postes et télégraphes, et dont le remboursement au profit du Trésor n'a pu être effectué qu'en 1913. Ces sommes ont cessé de figurer dans les écritures de l'Agent judiciaire du Trésor dès que les remise et décharges ont été accordées, ci	7,704f 64c
2° Diverses sommes s'élevant ensemble à 5,464 fr. 54, représentant le montant de débets de comptables des postes et télégraphes et qui n'ont été notifiés au service du Contentieux qu'en 1913, ci	5,464 54
Différence égale	13,169 18

qui sera régularisée ultérieurement.

PRÊTS CONSENTIS AUX VICTIMES DES SINISTRES.

(Loi du 18 mars 1910.)

PRÊTS CHIROGRAPHAIRES. — CAPITAL.

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES PRÊTS			REMBOURSEMENTS			ADMISSIONS EN NON-VALEUR			TOTAL des ATTÉNUATIONS.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	VERSÉS aux emprunteurs avant le 1er janvier 1912.	VERSÉS aux emprunteurs en 1912.	TOTAL.	ANTÉRIEURS à 1912.	EFFECTUÉS en 1912.	TOTAL.	ANTÉRIEURES à 1912.	EFFECTUÉES en 1912.	TOTAL.			
Ain	7,000^{f} 00^{c}	//	7,000^{f} 00^{c}	//	300^{f} 00^{c}	300^{f} 00^{c}	//	//	//	300^{f} 00^{c}	6,700^{f} 00^{c}	(1) Ces chiffres diffèrent de ceux figurant au compte général des finances de 1911, en raison d'erreurs rectifiées lors de l'établissement de la comptabilité de 1912 et provenant notamment de prêts payés effectivement en 1911, mais dont le payement n'a été régularisé et pris en charge par la Caisse centrale qu'au début de 1912.
Aisne	1,000 00	//	1,000 00	//	//	//	//	//	//	//	1,000 00	
Côte-d'Or	6,100 00	//	6,100 00	//	160 00	160 00	//	//	//	160 00	5,940 00	
Eure	2,300 00	//	2,300 00	//	200 00	200 00	//	//	//	200 00	2,100 00	
Loiret	13,500 00	//	13,500 00	2,000^{f} 00^{c}	1,050 00	3,050 00	//	//	//	3,050 00	10,450 00	
Meuse	1,000 00	//	1,000 00	//	//	//	//	//	//	//	1,000 00	
Seine	4,419,200 00(1)	4,500^{f} 00^{c}	4,423,700 00(1)	251,354 31	509,726 32	761,080 63	//	//	//	761,080 63	3,662,619 37	
Seine-et-Marne	6,200 00	//	6,200 00	//	2,202 30	2,202 30	//	//	//	2,202 30	3,997 70	
Seine-Inférieure	9,400 00	//	9,400 00	700 00	1,770 00	2,470 00	//	//	//	2,470 00	6,930 00	
Seine-et-Oise	420,300 00(1)	8,000 00	428,300 00(1)	13,345 00	47,039 50	60,384 50	//	//	//	60,384 50	367,915 50	
TOTAUX	4,886,000 00(1)	12,500 00	4,898,500 00(1)	267,399 31	562,448 12	829,847 43	//	//	//	829,847 43	4,068,652 57	

PRÊTS CONSENTIS AUX VICTIMES DES SINISTRES.

(Loi du 18 mars 1910.)

PRÊTS CHIROGRAPHAIRES. — COTISATION DE 2 P. 100.

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES COTISATIONS			PAYEMENTS			RÉDUCTIONS PAR SUITE DE REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS du capital			ADMISSIONS EN NON-VALEUR			TOTAL des ATTÉNUATIONS.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	AFFÉRENTES aux prêts versés aux emprunteurs avant le 1er janvier 1912.	AFFÉRENTES aux prêts versés aux emprunteurs en 1912.	TOTAL.	ANTÉRIEURS à 1912.	EFFECTUÉS en 1912.	TOTAL.	Antérieures à 1912.	Effectuées en 1912.	Total.	ANTÉRIEURS à 1912.	EFFECTUÉES en 1912.	TOTAL.			
Ain	560f 00c	//	560f 00c	//	140f 00c	140f 00c	//	//	//	//	//	//	140f 00c	420f 00c	(1) Voir l'observation au tableau précédent. (2) Ces chiffres diffèrent de 246 francs de ceux figurant au Compte général des Finances de 1911 en raison de ce que quatre titulaires de prêts ont acquitté, au début de 1912, la cotisation échue en 1911, alors que cette cotisation avait été portée en réduction à la suite du remboursement des dits prêts au cours de 1911.
Aisne	80 00	//	80 00	//	20 00	20 00	//	//	//	//	//	//	20 00	60 00	
Côte-d'Or	488 00	//	488 00	122 00	32 00	154 00	//	//	//	//	//	//	154 00	334 00	
Eure	184 00	//	184 00	//	46 00	46 00	//	//	//	//	//	//	46 00	138 00	
Loiret	1,080 00	//	1,080 00	230 00	210 00	440 00	160f 00c	//	160f 00c	//	//	//	600 00	480 00	
Meuse	80 00	//	80 00	20 00	20 00	40 00	//	//	//	//	//	//	40 00	40 00	
Seine	(1) 353,536 00	360f 00c	(1) 353,896 00	64,668 00	66,529 60	131,197 60	(2) 7,794 00	13,247f 00c	31,041 00	//	//	//	162,238 60	191,657 40	
Seine-et-Marne	496 00	//	496 00	40 00	52 00	92 00	//	//	//	//	//	//	92 00	404 00	
Seine-Inférieure	752 00	//	752 00	154 00	174 00	328 00	56 00	//	56 00	//	//	//	384 00	368 00	
Seine-et-Oise	(1) 33,624 00	640 00	34,264 00	6,142 00	6,505 80	12,647 80	990 00	912 00	1,902 00	//	//	//	14,549 80	19,714 20	
TOTAUX	(1) 390,880 00	1,000 00	(1) 391,880 00	71,376 00	73,729 40	145,105 40	(2) 19,000 00	14,159 00	33,159 00	//	//	//	178,264 40	213,615 60	

PRÊTS CONSENTIS AUX VICTIMES DES SINISTRES.

(*Loi du 18 mars 1910.*)

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES. — COTISATION DE 2 P. 100.

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES COTISATIONS — Afférentes aux prêts versés aux emprunteurs avant le 1er janvier 1912.	Afférentes aux prêts versés aux emprunteurs en 1912.	Total.	PAYEMENTS — Antérieurs à 1912.	Effectués en 1912.	Total.	RÉDUCTIONS PAR SUITE DE NON-PERCEPTION DES PRÊTS par les bénéficiaires — Antérieures à 1912.	Effectuées en 1912.	Total.	ADMISSIONS EN NON-VALEUR — Antérieures à 1912.	Effectuées en 1912.	Total.	TOTAL des atténuations.	RESTES à recouvrer au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
Bouches-du-Rhône	80f 00c	"	80f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80f 00c	(1) Prêts réduits en capital n° 5221 (Tr Kint) de 700 fr. et 5562 (Veuve Lolliot) de 2,000 francs.
Côte-d'Or	1,250 00	"	1,250 00	"	250f 00c	250f 00c	"	"	"	"	"	"	250f 00c	1,000 00	
Côtes-du-Nord	900 00	"	900 00	180f 00c	180 00	360 00	"	"	"	"	"	"	360 00	540 00	
Dordogne	150 00	"	150 00	"	30 00	30 00	"	"	"		"	"	30 00	120 00	
Drôme	200 00	"	200 00	40 00	40 00	80 00	"	"	"	"	"	"	80 00	120 00	
Eure	1,000 00	"	1,000 00	40 00	200 00	240 00	"	"	"	"	"	"	240 00	760 00	
Eure-et-Loir	510 00	"	510 00	"	262 00	262 00	"	"	"	"	"	"	262 00	248 00	
Nièvre	300 00	"	300 00	"	60 00	60 00	"	"	"	"	"	"	60 00	240 00	
Marne	2,770 00	"	2,770 00	608 00	950 00	1,558 00	"	"	"	"	"	"	1,558 00	1,212 00	
Oise	700 00	"	700 00	"	60 00	60 00	"	"	"	"	"	"	60 00	640 00	
Puy-de-Dôme	200 00	"	200 00	40 00	40 00	80 00	"	"	"	"	"	"	80 00	120 00	
Seine	185,070 00	1,600f 00c	186,670 00	18,889 00	33,114 30	52,003 30	700 00	(1) 270f 00c	970f 00c	"	"	"	52,973 30	133,696 70	
Seine-et-Marne	2,950 00	"	2,950 00	460 00	590 00	1,050 00	"	"	"	"	"	"	1,050 00	1,900 00	
Seine-et-Oise	19,860 00	150 00	20,010 00	1,450 00	3,412 00	4,862 00	"	"	"	"	"	"	4,862 00	15,148 00	
TOTAUX	215,940 00	1,750 00	217,690 00	21,707 00	39,188 30	60,895 30	700 00	(1) 270 00	970 00	"	"	"	61,865 30	155,824 70	

IX

COMPTE DES FONDS DE CONCOURS

AU 1er JANVIER 1913

NOTE

SUR LES FONDS DE CONCOURS POUR DÉPENSES D'INTÉRÊT PUBLIC

L'examen des opérations relatives au recouvrement des sommes dues à titre de fonds de concours par des départements, des communes ou des particuliers, etc., avait attiré, dès l'année 1882, l'attention de la Commission de vérification des comptes des Ministres pour l'exercice 1875. Pour faciliter le contrôle de ces opérations, l'Administration des finances avait prescrit aux comptables, à partir de 1882, de présenter, dans des états détaillés destinés à être soumis aux commissions financières, la comparaison des versements effectués avec les engagements souscrits.

Mais la Cour des comptes, d'une part, et, d'autre part, les Commissions de vérification des comptes des Ministres pour les années 1883, 1884 et 1885, ont fait remarquer que la nature même des choses s'oppose à ce que les comptables du Trésor connaissent l'intégralité des engagements souscrits, puisque l'existence des conventions de fonds de concours ne leur est révélée le plus souvent qu'au moment où ces conventions entrent dans la période de recouvrement. En vue de compléter les éléments nécessaires au contrôle, les Ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation, établie sur les bases ci-après, de tous les engagements de fonds de concours dont il leur appartient d'assurer l'exécution :

Cette situation, dont la production a été rendue obligatoire par la loi, comprend la nomenclature de tous les engagements en vigueur au 1er janvier de l'année dont il est rendu compte, ou souscrits pendant le courant de cette année, quelle que soit, d'ailleurs, l'époque à partir de laquelle ils sont exigibles;

Elle indique, pour chacune des parties versantes, la date et la nature des actes constitutifs ou approbatifs des conventions, ainsi que les conditions d'après lesquelles ces conventions sont exécutoires;

Elle présente la marche du service de recouvrement depuis l'origine de chaque convention; mais, afin de faciliter le travail de vérification et d'établir des points de rapprochement avec les écritures des comptables, les versements des années antérieures sont distingués de ceux qui sont relatifs à l'année courante;

Enfin elle donne, par comparaison entre le chiffre des titres de perception mis en recouvrement et celui des versements effectués, le montant des restes à recouvrer au 31 décembre.

La loi du 26 janvier 1892 a, par son article 77, rendu obligatoire la production de cette situation qui doit être établie en deux expéditions, dont l'une est adressée à la Cour des comptes et l'autre est destinée à être mise sous les yeux de la Commission de vérification des comptes des Ministres. Cet état est, en ce qui concerne le ministère des Travaux publics, l'objet d'une publication spéciale contenant tous les détails prescrits par la circulaire de la Comptabilité publique du 19 avril 1884.

Les résultats généraux des situations dressées pour 1912 sont résumés dans le tableau ci-après.

Deux autres tableaux présentent de même la situation des fonds de concours provenant du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage et celle des produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses administrations publiques.

SITUATION POUR L'ANNÉE 1912

1° Des engagements contractés par des départements, des communes ou des particuliers, etc., à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

MINISTÈRES ET SERVICES. 1	MONTANT TOTAL des engagements en cours. 2	TITRES DE PERCEPTION: ÉMIS antérieurement au 1er janvier 1912. 3	TITRES DE PERCEPTION: DE L'ANNÉE 1912. 4	TITRES DE PERCEPTION: TOTAL. 5	TITRES DE PERCEPTION: RESTANT à émettre. (Différence entre les colonnes 2 et 5.) 5 *bis*	VERSEMENTS EFFECTUÉS SUR LES ENGAGEMENTS EN COURS: Versements antérieurs au 1er janvier 1912. 6	VERSEMENTS EFFECTUÉS: Versements de L'ANNÉE 1912. 7	VERSEMENTS EFFECTUÉS: TOTAL. 8	RESTES À RECOUVRER exigibles au 31 décembre 1912. (Différence entre les colonnes 5 et 8.) 9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Finances	6,143,303 18	5,040,031 89	592,292 29	5,632,324 18	510,979 00	5,040,031 89	592,292 29	5,632,324 18	//
Affaires étrangères	25,000 00	//	25,000 00	25,000 00	//	//	25,000 00	25,000 00	//
Intérieur	105,000 00	10,515 00	94,485 00 (A)	105,000 00	//	//	105,000 00 (H)	105,000 00	//
Guerre	23,643,805 15	4,536,450 00	8,786,628 54	13,323,078 54	10,320,726 61	3,666,450 00	8,745,253 54	12,411,703 54	911,375 00
Marine	57,072 95	//	57,072 95	57,072 95	//	//	57,072 95	57,072 95	//
Instruction publique et Beaux-Arts. — Instruction publique	706,117 40	//	702,817 40 (B)	702,817 40	3,300 00	//	702,817 40 (I)	702,817 40	//
Instruction publique et Beaux-Arts. — Beaux-arts	1,489,291 14	226,103 18	1,083,535 75 (C)	1,309,638 93	179,652 21	94,507 42	1,148,342 66 (J)	1,242,850 08	66,788 85
Commerce et industrie	12,355 00	//	12,355 00	12,355 00	//	//	12,355 00	12,355 00	//
Agriculture	924,257 66	308,501 21	399,387 83	707,889 04	216,368 62	303,927 97	396,440 01	700,367 98	7,521 06
Travaux publics, Postes et Télégraphes. — Travaux publics	345,695,296 90	134,797,475 97	41,812,514 54 (D)	176,609,990 51	175,956,515 67 (G)	133,997,245 68	41,600,709 72 (K)	175,597,955 40	1,012,035 11
Travaux publics, Postes et Télégraphes. — Postes et télégraphes	136,935,919 52	107,618,555 62	16,842,794 68 (E)	124,461,350 30	12,474,569 22	107,618,555 62	16,842,794 68 (L)	124,461,350 30	//
TOTAUX	515,737,418 90	252,537,632 87	70,408,883 98 (F)	322,946,516 85	199,662,111 33	250,720,718 58	70,228,078 25 (M)	320,948,796 83	1,997,720 02

OBSERVATIONS.

10

(A) Le montant des titres de perception accusé par le Ministère de l'Intérieur est de.. 94,485f 00c
tandis que, d'après les comptables, il ressort à (V. page 573) 96,258 33

La différence, soit 1,773 33

provient d'une erreur d'imputation régularisée par voie de virement dans les écritures de l'année 1912 (art. 276 du journal général).

(B) Le montant des titres de perception accusé par le Ministère de l'Instruction publique est de 702,817f 40c
D'après la situation des comptables, il ressort à 699,817 40

La différence, soit 3,000 00

a été régularisée par voie de virement dans les écritures de l'année 1912 (art. 226 du journal général).

(C) Le montant des titres de perception accusé par le service des Beaux-Arts est de. 1,083,535f 75c
D'après la situation des comptables, il ressort à 1,084,790 75

La différence, soit 1,255 00

provient d'une erreur d'imputation régularisée par voie de virement dans les écritures de l'année 1912 (art. 279 du journal général).

(D) Le montant des titres de perception accusé par le Ministère des Travaux publics est de 41,812,514f 54c
D'après la situation des comptables, il ressort à 41,814,369 55

La différence, soit 1,855 01

provient de fausses imputations qui ont été régularisées par voie de virement dans les écritures de l'année 1912 (art. 231, 239 et 259 du journal général).

(E) Le montant des titres de perception accusé par le Service des Postes et Télégraphes est de 16,842,794f 68c
D'après la situation des comptables, il ressort à 16,843,069 68

La différence, soit 275 00

provient d'une erreur d'imputation qui sera régularisée par voie de virement dans les écritures de l'année 1913.

(F) Le montant des titres de perception accusé par les Ministères ressort à 70,408,883f 98c
D'après la situation des comptables, il est de (V. page 573) 70,411,042 32

La différence, soit 2,158 34

est expliquée dans les notes (A), (B), (C), (D) et (E) ci-dessus.

(G) Cette somme ne représente pas le montant réel des titres de perception restant à délivrer et ne correspond pas à la différence entre le chiffre de la colonne 2 et celui de la colonne 5. En effet, pour un certain nombre d'engagements, le montant de la contribution à fournir par les intéressés ne peut être actuellement déterminé. La mention «Mémoire» étant alors inscrite sur le titre à la colonne réservée au total de l'engagement, il n'est pas possible, en l'espèce, de faire ressortir le montant des titres de perception restant à délivrer.

Versements :

(H), (I), (J), (L) Voir, en ce qui concerne ces versements, les notes (A), (B), (C) et (E) relatives aux titres de perception.

(K) Le montant des versements accusé par le Ministère des Travaux publics est de. 41,600,709 72
D'après la situation des comptables, il ressort à 41,602,796 75

La différence, soit 2,087 03

provient 1° pour 1,855 01
de fausses imputations régularisées par voie de virement (voir note (D) ci-dessus).
2° pour 232 02
} 2,087 03
d'une somme comprise à tort dans les fonds de concours et qui a fait l'objet d'un virement dans les écritures de l'année 1912 (art. 274 du journal général).

(M) Le montant des versements accusé par les Ministères est de 70,228,078 25
D'après la situation des comptables, il ressort à 70,230,468 61

Pour l'explication de cette différence, soit 2,390 36
se reporter aux notes (H), (I), (J), (L), (K) ci-dessus.

2° Des fonds de concours provenant du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.

1	2	3	4	5	5 bis	6	7	8	9	10
Guerre	2,325f 52c	//	2,325f 52c	2,325f 52c	//	•	2,325f 52c	2,325f 52c	//	
Agriculture	4,069,644 60	13,230 15	4,056,414 45	4,069,644 60	//	//	4,039,591 30	4,039,591 30	30,053 30	
TOTAUX	4,071,970 12	13,230 15	4,058,739 97	4,071,970 12	//	//	4,041,916 82	4,041,916 82	30,053 30	

SITUATION POUR L'ANNÉE 1912

des produits de legs et de donations attribués à l'État ou à diverses Administrations publiques.

MINISTÈRES ET SERVICES. 1	RESTES à recouvrer au 31 décembre 1911. 2	TITRES de perception de l'année 1912. 3	TOTAL à recouvrer 4	VERSEMENTS effectués en 1912. 5	RESTES à recouvrer au 1er janvier 1913. 6
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Finances	//	5,950 00	5,950 00	5,950 00	//
Affaires étrangères	//	81,026 65	81,026 65	81,026 65	//
Intérieur	//	71,057 77	71,057 77	71,057 77	//
Guerre	865 00	215,985 84	216,850 84	215,961 84	889 00
Instruction publique	//	204,960 16	204,960 16	204,960 16	//
Beaux-arts	//	185,047 87	185,047 87	185,047 87	//
Commerce et industrie	//	2,523 74	2,523 74	2,523 74	//
Travail et prévoyance sociale	//	5,600 00	5,600 00	5,600 00	//
Colonies	//	288 35	288 35	288 35	//
Agriculture	//	6,502 50	6,502 50	6,502 50	//
Travaux publics	//	4,118 20	4,118 20	4,118 20	//
Postes et télégraphes	//	7,948 50	7,948 50	7,948 50	//
Totaux	865 00	791,009 58	791,874 58	790,985 58	889 00

Certifié le *Compte général des finances* rendu pour l'année 1912,

Conforme, dans toutes ses parties, aux résultats inscrits périodiquement sur les livres de la Direction générale de la Comptabilité publique d'après les comptabilités des divers ordonnateurs des services publics et d'après les écritures journalières de tous les préposés à la réalisation des recettes et à l'acquittement des dépenses de l'État;

Vu et contrôlé avec les comptes individuels établis sur pièces justificatives par les comptables pour être soumis au jugement de la Cour des Comptes.

Paris, le 30 juillet 1913.

Le Conseiller d'État,
Directeur général de la Comptabilité publique,

MAURICE BLOCH.

Arrêté par le Ministre des Finances,

CHARLES DUMONT.

RÉPERTOIRE

ALPHABÉTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES

DOCUMENTS SPÉCIAUX

INSÉRÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES ANTÉRIEURS À 1912

NOTE SUR LE RÉPERTOIRE

DES

DOCUMENTS SPÉCIAUX INSÉRÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

ANTÉRIEURS À CELUI DE 1912.

Le *Compte général de l'Administration des finances* retrace l'ensemble et les détails des différents services qui ont été exécutés pendant l'année dont il porte la date. Les services qui composent la gestion habituelle des finances de l'État occupent dans ce compte une place permanente, et l'on peut toujours, en se reportant d'une année à l'autre, parcourir toute la période que les opérations ont embrassée depuis leur origine. Mais d'autres services, motivés par des circonstances accidentelles et d'une durée temporaire, des opérations spéciales, des comptes rendus sur des points particuliers, cessent nécessairement de figurer dans le compte général des finances lorsque les faits qui les concernent sont terminés ou ont cessé d'offrir l'actualité qui les avait fait produire. Cette méthode est commandée à la fois par la nécessité de maintenir l'ordre et la clarté dans le compte, et de prévenir l'extension inutile de ses développements.

Toutefois, pour faciliter les recherches au sujet des documents spéciaux dont on vient de parler, il a paru convenable d'en dresser un répertoire alphabétique et un répertoire chronologique qui, insérés dans chaque compte annuel, le relient, pour ainsi dire, à tous les précédents, en présentant, à défaut du document lui-même que l'on aurait intérêt à consulter, l'indication précise du compte où il se trouve. On remarquera, à l'égard des opérations spéciales qui se sont échelonnées pendant un certain nombre d'années et dont il a toujours été rendu un compte définitif lors de leur clôture, que c'est à ce compte final qu'il a été renvoyé dans le répertoire alphabétique, afin de permettre de remonter successivement aux comptes analogues sur le même sujet.

Le *Compte général de l'Administration des finances* a été fondé par l'article 3 de la loi du 19 nivôse an IX (9 janvier 1800), portant que « le compte général des recettes et des dépenses publiques faites pendant l'année sera rendu au Gouvernement par le Ministre des finances et présenté au Corps législatif dans le quatrième mois, au plus tard, de l'année suivante ». En conséquence, le répertoire chronologique remonte à l'année 1800, date du premier compte rendu régulièrement.

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

DES DIVERS DOCUMENTS SPÉCIAUX

SUCCESSIVEMENT PUBLIÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DES ANNÉES ANTÉRIEURES ET QU'IL N'Y A PAS EU LIEU DE REPRODUIRE DANS CELUI DE L'ANNÉE 1912.

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS. Années.	Pages.
A		
Agence judiciaire du Trésor (Premier compte de l')	1824.	211 à 222
Aliénations de bois de l'État — effectuées en vertu de la loi du 25 mars 1831	1835.	442 à 445
Aliénations de bois de l'État — effectuées du 1er avril 1814 au 1er janvier 1837	1837 (2e partie).	92 et 93
Allumettes chimiques. (Frais d'expertise et d'expropriation des fabriques en vertu de la loi du 2 août 1872.)	1907 (2e vol.)	183 à 186
	1883.	793 et 794
Amortissement. — Compte du régime antérieur à la loi du 11 juillet 1866	1866.	587 à 627
Amortissement. — Compte du régime de la loi du 11 juillet 1866	1871.	711 à 727
Amortissement de la rente 3 p. 0/0 (Annuité à la Caisse des dépôts et consignations). Loi du 30 décembre 1900, art. 6	1902. (2e vol.)	90
Ancien domaine extraordinaire. — État des recettes effectuées sur les fonds provenant de l'ancien domaine extraordinaire	1905.	686
Ancien domaine extraordinaire. — Premier compte publié	1822.	210 à 220
Ancien domaine extraordinaire. — Compte des opérations effectuées de 1818 à 1831	1830.	350 à 364
Ancien domaine extraordinaire. — Situation des immeubles au 1er janvier 1848	1847.	642
Ancien domaine extraordinaire. — Compte détaillé des opérations effectuées de 1818 à 1856	1855.	684 à 695
Ancienne liste civile (de Charles X). — Avances pour dépenses d'entretien et de conservation	1830.	97
Ancienne liste civile (de Charles X). — Recettes et dépenses relatives à sa liquidation	1831.	130
Ancienne liste civile (de Charles X). — Compte définitif de sa liquidation	1844.	623 à 641
Annuité à payer au département du Nord par suite de la convention du 2 avril 1898 ratifiée par la loi du 20 avril 1898. (Prisons de Lille et de Douai.)	1901 (2e vol.)	150
Annuité à payer pour l'installation de l'électricité au Ministère de la Marine	1903.	145
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	1906 (2e vol.)	123
Annuité de remboursement pour avances faites pour les travaux d'amélioration des rivières, des canaux et des ports	*Idem.*	155
Annuité pour remboursement à la Caisse nationale d'épargne de l'avance relative à l'acquisition d'un immeuble destiné au service des Postes et des télégraphes	1908 (2e vol.)	156
Apurement des exercices clos. — Rapport au Roi	1829.	7 à 13
Apurement des exercices clos. — Développement du compte	1885.	1095 à 1203
Arriéré antérieur au 1er janvier 1816	1824.	92 et 93
	1834.	300 à 303
Avances à la caisse des chemins vicinaux	1893.	726
Avances à la caisse des écoles (subvention extraordinaire)	894.	702

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS. Années.	Pages.
Avances à la Compagnie générale transatlantique	1885.	9 et 840
Avance à la Société générale algérienne	1893.	793
Avance de 3 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie	1902.	704
Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	1902.	660
Avances aux compagnies de chemins de fer	1856.	702 et 703
Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts	1893.	761 à 763
Avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et syndicats en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes	1881.	795
Avances faites au Trésor par la Banque de France	1902.	656 et 657
Avances faites par l'État au service local des colonies	1900.	695
Avances pour la portion de l'emprunt ottoman de 1855 garantie par la France	1882.	815
Avances pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France	1887.	621
Avances à la Compagnie des services maritimes des messageries nationales	1888.	656
Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition universelle de 1900.)	1910.	232 et 584
Avances pour la construction du chemin de fer du Soudan (Kayes au Niger)	1910.	232 et 604
B		
Biens nationaux (Résumé des états de consistance des)	An IX (1800).	77
Bons de la caisse d'amortissement créés pour la liquidation des exercices de l'an IX (1800) à l'an XIII (1804)	1807.	8
Bons de liquidation. (Départements.)	1892.	761 et 792
Bons du Trésor. (État du mouvement de cinq en cinq jours.)	1845.	172
Budgets des exercices antérieurs à 1810. (Liquidation.)	1811.	7 et 8
Budgets de 1814 à 1829. Tableaux statistiques, situations financières et règlements législatifs	1836.	158 à 165
Budgets de 1814 à 1829. Résultats généraux sur ces budgets	1845.	365 à 369
Budgets de 1814 à 1829. Résumé de la situation financière de ces budgets	1885.	707 à 709
Budgets de 1830 à 1847. Résultats généraux sur ces budgets	1863.	426 à 447
Budgets de 1830 à 1847. Résumé de la situation générale des finances	1863.	493 à 498
Budgets de 1830 à 1847. Résumé de la situation financière de ces budgets	1885.	710 à 719
Budgets de 1848 à 1869. Résumé de la situation financière de ces budgets	*Idem.*	720 et 721
Budgets de 1848 à 1869. Résultats généraux sur ces budgets	*Idem.*	722 à 741
Budgets de 1848 à 1869. Développement des ressources extraordinaires attribuées aux budgets de 1848 à 1869	*Idem.*	742 à 746
Budgets de 1848 à 1869. Résumé de la situation générale des finances	*Idem.*	923 à 930
Budgets des dépenses des exercices 1821 et antérieurs. (Bases de l'apurement de ces budgets.)	1823.	108 à 113
Budgets de la Hollande	1810.	54
Budgets des États Romains	*Idem.*	62 et 63
Budgets des Provinces Illyriennes	*Idem.*	66 et 67
Budget extraordinaire	1891.	358 à 366

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS. Années.	Pages.
Budget sur ressources spéciales	1893.	794 à 797
Budget spécial de l'Algérie	1902.	142 à 151 244 à 249 252 et 253 407 à 420
Budget des cultes	1911.	164
C		
Caisse des Dépôts et consignations (Capital des rentes remises à la)	1886.	646
——— s/c d'avances pour les suppléments de pensions		
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur la dette	1902.	653 à 655
flottante	1893.	727 à 736
Caisse des lycées, collèges et écoles. (Avances remboursables)	1893.	737
Caisse nationale d'épargne (Frais de premier établissement de la)	1885.	882
Cautionnements. Compte d'apurement de ce service, en capitaux et intérêts.	1824.	170 à 202
Cautionnements. Déficit du Trésor sur les cautionnements	1832.	313
Cautionnements. Payements faits pour les intérêts de cautionnements en excédent des crédits législatifs	1835.	211
Cautionnements. Explications sur l'emploi des capitaux de cautionnements réalisés depuis la loi du 28 avril 1816	1836.	408 à 411
Cautionnements. Mouvement des capitaux de cautionnements de 1814 à 1847	1846.	508 et 509
Cautionnements. Prélèvements effectués sur les capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820.	1888.	649
Commune de Paris. Fonds saisis chez divers comptables	1876.	650
Commune de Paris. Liquidation de diverses charges et dépenses	1879.	753
Compte de liquidation. 1re partie	1880.	742 à 755
Compte de liquidation. 2e partie	1882.	785 à 792
Compte des services financiers en Algérie	1902.	817 à 821
Compte spécial des allocations supplémentaires	1908 (2e vol.)	186
Consolidations... des bons du Trésor remis à la Caisse d'amortissement	1838 (1re partie).	526 et 527
Consolidations... des bons du Trésor remis à divers antérieurement au 24 février 1848	1849.	166 et 167
Consolidations... des bons du Trésor en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne	*Idem.*	*Idem.*
Consolidations... des fonds des caisses d'épargne. Compte au 30 juin 1837	1837.	460 et 461
Consolidations... des fonds des caisses d'épargne. Rentes inscrites au 1er janvier 1852	1851.	454 et 455
Consolidations... des fonds des caisses d'épargne. Compte définitif de la consolidation de 1848	1857.	424
Consolidations... des capitaux de la dette flottante	1885.	883 à 888
Construction du quartier général du 18e corps d'armée à Bordeaux (Cession et échange de terrains pour la)	1886.	659 et 660
Contributions directes. Dégrèvements de 1814 à 1835	1835	518
Contributions directes. Tableaux analytiques pour 1837	1838 (2e partie).	58 à 73
Contribution de guerre de 100 millions	1817.	32 et 33
Contrôle des comptes des ministres (Création du)	1826.	7 à 20
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en 4 1/2 p. 0/0	1883.	873 à 875

	Volumes où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Conversion des rentes 3 1/2 p. 0/0 en 3 p. 0/0. — Dispositions législatives et réglementaires	1902 (2ᵉ vol.)	16 et 19
Conversion des titres mexicains	1874.	693 à 695
Créance sur l'Espagne (Règlement de la)	1862.	426 et 427
Crédits d'inscriptions accordés pour les diverses natures de rentes	1883.	868 à 871
Crédits supplémentaires de 1830 à 1836 (Éclaircissements sur les)	1838 (1ʳᵉ partie).	147 à 167
D		
Débets résultant de prêts concédés en vertu de la loi du 1ᵉʳ août 1860 (État des).	1860.	842 et 843
Déclassement de la place de Soissons (Prix de la cession des terrains militaires provenant du)	1887.	676
Déficit antérieur au 1ᵉʳ avril 1814	1832.	312
Dépenses antérieures au 1ᵉʳ avril 1814 (Aperçu des sommes dues pour)	1813-1814.	102
Dépenses de perfectionnement du matériel d'armement (Compte d'apurement des)	1907.	696
Dépenses extraordinaires de guerre imputées sur le produit de l'emprunt de 500 millions autorisé par la loi du 2 mai 1859	1861.	297 à 307
Dette consolidée. — Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes	1849.	458 et 459
	1851.	450 à 453
Dette consolidée. — Rentes possédées par des établissements publics ou particuliers	*Idem.*	448 et 449
Dette consolidée. — Rentes provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, vendues en exécution de la loi du 18 mai 1850.	1851.	458 et 459
Dette consolidée. — Dernière situation des rentes 5 p. 0/0	1852.	438 à 445
Dette viagère. — Payements effectués en excédent des crédits législatifs et qui ont constitué le Trésor en déficit	1835.	211
Droits sur les boissons imposés dans les départements où la perception de contributions indirectes a été interrompue en 1830	1832.	652 à 657
E		
Émission de 7,950,000 francs de rente 3 p. 0/0 (1901)	1902 (2ᵉ vol.).	20 et 21.
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1885.)	1891.	686 à 688
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1887.)	1891.	689 à 692
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1889.)	1891.	693 et 694
Emprunt de 250 millions (dit emprunt Morgan)	1902 (2ᵉ vol.).	86 à 89.
Emprunts en rentes négociés depuis 1816	1883.	920 et 921
Emprunts législatifs contractés du 1ᵉʳ avril 1824 au 1ᵉʳ janvier 1838	1837 (1ʳᵉ partie).	423 à 429
Emprunts législatifs de 1844. — Emprunt de 200 millions	1847.	462 et 463
Emprunts législatifs de 1847. — Emprunt de 250 millions	1848.	472 et 473
Emprunts législatifs de 1848. — Emprunt de 13,107,000 francs	1849.	460 et 461
Emprunts législatifs de 1831. — Emprunt de 120 millions	1836.	458 et 459
Emprunts législatifs de 1848. — Emprunt de 100 millions	1850.	454 et 455

		VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS.	
		Années.	Pages.
Emprunts législatifs (Suite.)	de 1854. — Emprunt de 250 millions	1857.	482 à 488
	de 1855. — Emprunt de 500 millions	Idem.	490 à 496
	de 1855. — Emprunt de 750 millions	Idem.	498 à 504
	État général, par département, des recettes faites sur les emprunts de 1854 et 1855	Idem.	506 et 507
	de 1859. — Emprunt de 500 millions	1861.	508 à 517
	de 1864. — Emprunt de 300 millions	1866.	579 à 583
	de 1868. — Emprunt de 429 millions	1874.	661 à 664
	de 1870. — Emprunt de 750 millions	1874.	667 à 670
	de 1870. — Emprunt de 250 millions dit *Emprunt Morgan.*	1875.	677 à 680
	de 1871. — Emprunt de 2 milliards	Idem.	683 à 687
	de 1872. — Emprunt de 3 milliards	1876.	741 à 744
	de 350 millions en rentes 3 p. 0/0 amortissables. (Émission de 1884.)	1887.	649 à 651
Emprunts spéciaux pour ponts, canaux et travaux divers		1838 (1re partie).	412 à 433.
Expédition d'Alger (Produits extraordinaires provenant de l')		1830.	37
Exposition universelle internationale de 1878		1886.	636 et 637
F			
Fonds capital de l'Administration des monnaies		1887.	669
Fonds affectés à la construction des écoles supérieures d'Alger. (Loi du 19 juillet 1884.)		1889.	702 et 703
Fonds versés par la ville de Nancy pour cession de la caserne Saint-Jean		1889.	706
Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï		1902.	661.
Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires		1894.	703 et 742
Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1889		1894.	737
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900		1910.	232 et 586
Forêts	Contenance des forêts au 1er janvier 1837	1837 (2e partie).	94 et 95
	Compte du fonds spécial pour dépenses d'entretien et d'amélioration	1839 (1re partie).	618
G			
Garantie d'intérêts avancés aux compagnies de chemins de fer		1886.	677 et 678
Gouvernement Sarde (Compte des emprunts contractés par le)		1896.	860 à 862
I			
Impôts et revenus indirects. (Résumé spécial.)		1885.	164 à 177
Indemnités allouées aux courtiers de marchandises		1887.	624 et 625
Indemnités américaines		1839 (1re partie).	616

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS. Années.	Pages.
Indemnité des émigrés. { Compte spécial de cette indemnité	1840.	474
Indemnité des émigrés. { Note sur les résultats définitifs de sa liquidation	1842.	440
Indemnité coloniale. — Note sur le compte de la liquidation de cette indemnité	1875.	668
Inondations. — Travaux de défense	1876.	626
J		
Journées de juillet 1830. — Payements faits par le Trésor pendant ces journées pour les voyages de Rambouillet et de Cherbourg	1831.	100 et 101
L		
Liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement	1818.	240 à 253
Loterie royale. (Développement au 1er janvier 1836, époque de sa suppression.)	1835.	636 à 641
Liquidation de la dernière Liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	1899.	698
M		
Madagascar. (Dépenses de l'expédition de)	1897.	744
Monnaies. — Développement sur la démonétisation des espèces retirées de la circulation en vertu de la loi du 10 juillet 1845	1847.	621 à 636
Monnaies (Anciennes) de cuivre fabriquées depuis 1719	1858.	636
Monnaies (Compte du service des)	1885.	1281 à 1301
Mouvements de fonds du Payeur principal du Trésor français à Tunis	1905.	308
Moyens extraordinaires des budgets de 1831 à 1835	1837.	456 à 461
O		
Obligations royales rachetées par le Trésor du 1er avril 1814 au 20 mars 1815	1814-1815.	45
Obligations trentenaires du Trésor	1864.	510
Obligations à court terme. Compte de liquidation	1891.	743 et 744
Obligations à court terme pour le service des budgets	1892.	765
Obligations à long terme créées pour l'exécution de travaux publics. (Loi du 29 décembre 1876.)	1892.	766 et 767
Obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	92 et 77 et 773
Obligations trentenaires créées pour l'exécution de travaux de chemins de fer (1857-1861)	1894.	766
Obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893	1894.	375
Obligations du Trésor à court terme : (Loi du 30 mars 1902, art. 38. Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer.)	1904.	328
Obligations du Trésor à court terme : (Loi du 30 mars 1902, art. 38. — Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer. Renouvellement.	1904.	328

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS. Années.	Pages.
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 12 juillet 1902. — Remboursements de cautionnements.)	1906.	238 et 336
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 12 juillet 1902. — Renouvellement.)	1906.	238
Obligations du Trésor amortissables par annuités terminables en 1935. (Loi du 22 mars 1902, art. 11. — Organisations de nouvelles lignes télégraphiques sous-marines.)	1906.	238
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	1909.	237 et 335
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 février 1903.)	1909.	237 et 336
P		
Payements faits d'urgence en 1848 (Solde des)	1853.	409
Pensions civiles. — Pensions des anciennes caisses de retraites supprimées	1854.	556 et 557
Pensions civiles sur fonds de retenues (Compte spécial des)	1869.	704 à 719
Plans parcellaires des communes (Procès-verbaux de la Commission des)	1807.	120 à 153
Police générale (Dépenses du Ministère de la)	1853.	124
Ponts, canaux et travaux divers. — Développements du compte de ces travaux	1833.	360 à 375
Ponts, canaux et travaux divers. — Compte définitif de ces travaux	1840.	459
Ponts, canaux et travaux divers. — Emprunts spéciaux pour ces travaux	1838 (1re partie).	412 à 433
Prêts au commerce et à l'industrie en 1830	1831.	370 à 373
Prêts au commerce et à l'industrie effectués en 1830 (Développements des)	1855.	72 et 73
Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0 (1891)	1902.	683 à 685
Produit de l'émission de rentes	1906.	234 et 596
Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0 (émission de 1886)	1902.	650 à 652
Produit de la vente des matières remises par le service de la marine	1902.	682
Produits budgétaires des nouveaux départements annexés	1869.	836 et 837
Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	1896.	719
Produits universitaires rattachés au budget spécial de l'enseignement supérieur.	1861.	90 et 91
Produits éventuels du service départemental (Tableau présentant le mouvement des)	1867.	704 à 707
Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	1904.	230 et 558
Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 26 février 1903)	1911.	232 et 585
R		
Rachat du palais de l'Industrie	1875.	670
Rachat du Chemin de fer de Paris à Lyon	1849.	462 et 463
Rachat de majorats et dotations	1906.	234 et 602
Rapport au Roi placé en tête du compte général des finances	1840.	5
Recettes réalisées à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	1905.	250
Reconnaissances de liquidation (Dernier compte des)	1825.	100 et 101
Redevances annuelles versées par la Banque de l'Algérie (loi du 5 juillet 1900).	1902.	705
Refonte générale des monnaies de cuivre. (Loi du 6 mai 1852.)	1858.	634 et 635
Régie des poudres et salpêtres (Liquidation de l'ancienne)	1841.	556
Relevé des émissions provenant de la consolidation des capitaux de la dette flottante	1885.	992 et 993

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS.	
	Années.	Pages.
Reliquat du budget sur ressources spéciales revenant à divers	1905.	250
Remboursements et restitutions (Développement sur les)	*Idem.*	266 à 269
Remboursement par annuités aux villes pour construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes	1901 (2e volume).	171
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des collèges (loi du 7 décembre 1894) et des dépenses des expéditions de Madagascar et du Siam	1902 (2e vol.).	132 à 134
Remboursement des avances, autres que celles des compagnies, affectées à des travaux de chemins de fer	1905 (2e vol.)	6 et 156
Rente de l'Inde (Développements sur le produit de la)	1856.	72
Rentes remises à la France par le Gouvernement sarde (Développement sur les)	1863.	478 et 479
Rentes 3 p. o/o amortissables. (Tableau des annuités de l'émission de 1891.)	1891.	846 et 847
Rentes 4 p. o/o (Mouvement et situation des)	1887.	732
Rentes 4 1/2 p. o/o anciennes (Mouvement et situation des)	1865.	540
Rentes 4 1/2 p. o/o [1852] (Mouvement et situation des)	1887.	730
Rentes 5 p. o/o (Mouvement et situation des)	1883.	872
Rentes viagères pour la vieillesse. (Situation.)	1883.	1040 et 1041
Réorganisation des défenses de Calais	1899.	699
Ressources applicables aux travaux d'utilité générale (Développement sur les)	*Idem.*	476
Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886	1897.	579 à 607
Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1894	1903.	491 et suivants.
Résultats généraux sur le budget de 1894	1904.	489
Résultats généraux sur le budget de 1895	1905.	489
Résultats généraux sur le budget de 1896	1906.	501 à 527
Résultats généraux sur le budget de 1897	1907.	503 à 529
Résultats généraux sur le budget de 1898	1908.	502 à 527
Résultats généraux sur le budget de 1899	1909.	502 à 527
Résultats généraux sur le budget de 1900	1910.	502 à 527
Résultats généraux sur le budget de 1901	1911.	500 à 521
Résultats généraux sur le budget spécial de l'Algérie (1901)	1911.	500 à 521
Résumé de la situation générale des finances : Modifications apportées aux résultats des situations générales des finances publiées dans les comptes précédents	1847.	420 à 423
Résumé de la situation générale des finances : Situations résumées des années 1830 à 1847	1863.	493 à 498
Résumé de la situation générale des finances : Situations résumées des années 1848 à 1870	1885.	923 à 930
Résumé de la situation générale des finances : Situations résumées des années 1871 à 1894	1903.	669 et suivants.
Résumé des résultats généraux des emprunts de 1854, 1855, 1859 et 1864	1871.	674 et 675
Résumé des opérations que les trésoriers-payeurs généraux ont faites pour le compte du Trésor	1884.	363 à 367
Retenues proportionnelles sur les traitements et remises	1832.	68
	1849.	234 et 235
Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	1904.	230 et 576
S		
Salines et mines de sel de l'Est (Liquidation de l'ancienne compagnie des)	1843.	620
Service colonial (Liquidation définitive du compte du)	1857.	638 à 653
Service départemental (Compte du)	1869.	738 à 745

	Volumes où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Service des budgets en Algérie (Développement des recettes et des payements faits pour le)	1885.	1248 à 1265
Services spéciaux rattachés aux budgets depuis 1814	1840. 1885.	194 392 à 398
Services spéciaux (Règlement définitif des)	1843.	274 à 285
Situation générale du Trésor royal et de l'ancienne caisse d'amortissement au 1er avril 1814	1818.	226 à 237
Souscription aux 300,000 obligations trentenaires du Trésor (Situation des fonds provenant de la)	1864.	510
Subventions aux compagnies de chemins de fer (Payements, en obligations trentenaires du Trésor ou en rentes, de)	1864.	512
Subventions aux compagnies de chemins de fer (Payements, en obligations de 15 ans, de). (Loi du 29 décembre 1873.)	1878.	706
Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	703 à 707
Service local des colonies, *s/c* de dépenses antérieures à 1893 à régulariser	1908.	232 et 600
T		
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte (Développements de la)	1856.	72
Taxe de raffinage et de fabrication des sucres. (Loi du 7 avril 1897.)	1907.	234 et 594
Travaux publics extraordinaires. — Lois des 27 juin 1833 et 3 juin 1834	1840 (1re partie).	391
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 17 mars 1837	1843.	350 à 356
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 25 juin 1841	1848. 1849.	374 à 414 358 et 359
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 11 juin 1842	1848.	374 et 415
Travaux publics extraordinaires. — Situation financière au 1er janvier 1858	1857.	363 à 375
Trésor de la Couronne. — Recettes et dépenses	1831.	131
Trésor de la Couronne. — Compte réglé entre le Trésor public et le Trésor de la Couronne	1839 (1re partie).	420
Trésor de la Couronne. — Note sur le compte non encore réglé définitivement avec le Trésor public	1851.	386
Troupes étrangères. — Enlèvements de fonds dans les caisses du Trésor	1814-1815.	129, 243, 275, 353
Troupes étrangères. — Payements qui leur ont été faits du 8 juillet au 31 décembre 1815	*Idem.*	299
Trésor public, *s/c* de bons de liquidation, départements	1896.	748
Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme (Loi du 25 juillet 1894)	*Idem.*	755
Trésor public *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne	1898.	761
Trésor public *s/c* d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État	1899.	698
Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895)	1902.	716
Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires (lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895 (art. 47)	1902.	714 et 715

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS.	
	Années.	Pages.
Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire	1902.	714 et 715
Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (lois des 7 et 27 décembre 1894)	1902.	720 et 721
Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations, amortissement de la rente 3 p. 0/0. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6)	1903.	232 et 646
Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer. Loi du 30 mars 1902, art. 38.)	1904.	233 et 595
Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1935 Loi du 22 mars 1902, art. 11 (Organisation de nouvelles lignes télégraphiques sous-marines)	1906.	610
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Remboursement de cautionnements.) Loi du 12 juillet 1902	1906.	236 et 608
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 26 février 1903.)	1908.	234 et 612
V		
Valeurs créées pour le service du Trésor du 20 mars au 8 juillet 1815	1814-1815.	153
Valeurs de caisse et de portefeuille (Mouvement des)	1883.	358 et 359

RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE

DES DIVERS DOCUMENTS SPÉCIAUX

SUCCESSIVEMENT PUBLIÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES ET QU'IL N'Y A PAS EU LIEU DE REPRODUIRE DANS CELUI DE L'ANNÉE 1911.

COMPTE DE L'AN IX (1800).

Pages.

Biens nationaux. — Résumé des états de consistance des biens nationaux dans les divers départements de la République 77

COMPTE DE L'ANNÉE 1807.

Bons de la caisse d'amortissement. — État de distribution des bons créés pour la liquidation des exercices de l'an IX (1800) à l'an XIII (1804) 8

Procès-verbaux des séances de la commission formée par le Ministre des finances pour délibérer sur le mode d'exécution des plans parcellaires des communes ..... 120 à 153

COMPTE DE L'ANNÉE 1810.

Budget de la Hollande 54

Budget des États Romains ..... 62 et 63

Budget des Provinces Illyriennes ..... 66 et 67

COMPTE DE L'ANNÉE 1811.

Liquidation des exercices antérieurs à 1810. — Note sur le mode adopté pour la liquidation des créances restées à la charge de ces exercices ..... 7 et 8

COMPTE DES ANNÉES 1813 - 1814.

Dépenses antérieures au 1er avril 1814. — Aperçu des sommes dues par les divers Ministères pour dépenses antérieures à cette date 102

COMPTE DES ANNÉES 1814 - 1815.

Obligations royales. — Bordereau de celles qui ont été rachetées par le Trésor depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815 45

Enlèvements de fonds dans les caisses du Trésor par les troupes étrangères :

Caisses des payeurs { du 1er avril 1814 au 20 mars 1815 129
Caisses des payeurs { du 20 mars au 8 juillet 1815 243

Caisses des receveurs généraux et des payeurs (postérieurement au 8 juillet 1815) ..... 275 à 353

Valeurs créées pour le service du Trésor du 20 mars au 8 juillet 1815 153

Payements faits aux troupes étrangères du 8 juillet au 31 décembre 1815 299

COMPTE DE L'ANNÉE 1817.

Contribution de guerre de 100 millions. — Développement par département des recouvrements faits sur cette contribution ..... 32 et 33

COMPTE DE L'ANNÉE 1818.

Pages.

Situation générale du Trésor royal et de l'ancienne caisse d'amortissement à l'époque du 1er avril 1814. (Exécution des articles 17 et 18 de la loi du 27 juin 1819.) ... 226 à 237

Compte de la liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement arrêté au 1er septembre 1819. (Exécution de l'article 16 de la loi du 27 juin 1819.) ... 240 à 253

COMPTE DE L'ANNÉE 1822.

Ancien domaine extraordinaire. — Premier compte (du 1er janvier au 31 décembre 1822) rendu en exécution de l'article 99 de la loi de finances du 15 mai 1818 ... 210 à 220

COMPTE DE L'ANNÉE 1823.

Budgets des dépenses des exercices 1821 et antérieurs. — Situation définitive qui a servi de base à l'apurement final de ces exercices par la loi du 13 juillet 1824 ... 108 à 113

COMPTE DE L'ANNÉE 1824.

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — Dernier compte général et définitif arrêté au 1er janvier 1825, époque à partir de laquelle les ministres ont dû cesser d'employer les crédits spéciaux qui leur avaient été précédemment ouverts ... 92 et 93

Service des cautionnements. — Compte d'apurement de ce service, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1824, en capitaux et en intérêts ... 170 à 202

Agence judiciaire du Trésor. — Premier compte publié (au 1er janvier 1825) comprenant l'appréciation des débets et créances litigieuses par la commission spéciale que le ministre des Finances avait nommée à cet effet le 6 octobre 1821 ... 211 à 222

COMPTE DE L'ANNÉE 1825.

Reconnaissances de liquidation. — Dernier compte (au 1er janvier 1826) du remboursement des effets de cette nature ... 100 et 101

COMPTE DE L'ANNÉE 1826.

Contrôle des comptes des ministres. — Rapport au Roi à l'appui de l'ordonnance royale du 9 juillet 1826 qui a créé ce contrôle ... 7 à 20

COMPTE DE L'ANNÉE 1829.

Apurement des exercices clos. — Rapport au Roi à l'appui de l'ordonnance du 23 décembre 1829 sur cette matière ... 7 à 13

COMPTE DE L'ANNÉE 1830.

Produits extraordinaires provenant de l'expédition d'Alger en 1830 ... 7

Ancienne liste civile. — État des avances faites pendant l'année 1830 pour dépenses d'entretien et de conservation ... 97

Ancien domaine extraordinaire. — Compte des opérations effectuées de 1818 à 1831 ... 350 à 364

COMPTE DE L'ANNÉE 1831.

Payements faits par le Trésor pendant les journées de juillet 1830 et pour le voyage de Rambouillet et de Cherbourg ... 100 et 101

Pages

Ancienne liste civile. — Recettes et dépenses constatées pendant l'année 1831.................... 130
Trésor de la Couronne. — Recettes et dépenses effectuées pendant l'année 1831.................... 131
Prêts au commerce. — Développement présentant la situation des engagements et effets divers reçus par le Trésor en garantie de ces prêts.................... 370 à 373

COMPTE DE L'ANNÉE 1832.

Retenues proportionnelles sur les traitements et remises. — Développement, par Ministère et par branche de service, des retenues effectuées pendant les années 1831 et 1832.................... 68
Déficit antérieur au 1er avril 1814. — Dernier développement publié sur ce déficit.................... 312
Déficit du Trésor sur les cautionnements. — Dernière publication du développement sur le déficit du Trésor provenant des cautionnements versés dans les départements séparés de la France.................... 313
Produits spéciaux mis à la disposition des Ministres. — Compte de ces produits pour les Ministères de la justice, de la guerre, de la marine et des finances.................... 378
Développement des droits sur les boissons, imposés d'après la loi du 17 octobre 1830, dans les départements où la perception des contributions indirectes a été interrompue.................... 652 à 657

COMPTE DE L'ANNÉE 1833.

Ponts, canaux et travaux divers soumissionnés. — Compte détaillé du service spécial des ponts, canaux et autres travaux soumissionnés.................... 360 à 375

COMPTE DE L'ANNÉE 1834.

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — Dernier compte arrêté au 1er juillet 1834, époque à partir de laquelle sont devenues applicables les nouvelles dispositions de déchéance et de clôture réglées pour ce service par la loi du 4 mai 1834.................... 300 à 303

COMPTE DE L'ANNÉE 1835.

Tableau des payements effectués pour la dette viagère et les intérêts de cautionnements en excédent des crédits législatifs et qui ont constitué le Trésor en déficit.................... 211
Aliénations de bois de l'État. — Compte définitif de celles qui ont été effectuées en vertu de la loi du 25 mars 1831.................... 442 à 445
Dégrèvements sur les contributions directes. — Tableau de ceux qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814. (Le détail par année et par contribution de ce dégrèvement se trouve pages 532 et 533 du compte général de l'année 1832.).................... 518
Loterie royale. — Dernier développement publié au 1er janvier 1836, époque à partir de laquelle elle a été supprimée.................... 636 à 641

COMPTE DE L'ANNÉE 1836.

Tableaux statistiques des budgets de 1814 à 1829 :

1re période de comptabilité. Exercices 1814 à 1821. (Régime antérieur à l'ordonnance royale du 14 septembre 1822.).................... 158 et 159
2e période de comptabilité. Exercices 1822 à 1829. (Régime postérieur à l'ordonnance précitée.).................... 160 et 161
Situation financière et règlement législatif des mêmes budgets.................... 164 et 165
Cautionnements. — Explications sur l'emploi des capitaux de cautionnements réalisés par le Trésor depuis la loi du 28 avril 1816.................... 408 à 411
Emprunt national de 120 millions fait en 1831. — Compte définitif de cet emprunt.................... 458 et 459

COMPTE DE L'ANNÉE 1837.

1re PARTIE.

Pages.

Emprunts législatifs. — Dernier compte des négociations de rentes et des emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1838 .... 423 à 429

Moyens extraordinaires des budgets. — Compte définitif de ceux qui ont été attribués aux budgets de 1831 à 1835 et au budget spécial des travaux publics .... 456 à 460

Consolidation des fonds des caisses d'épargne. — Compte du produit de la consolidation des fonds versés au Trésor jusqu'au 30 juin 1837 .... 460 et 461

2e PARTIE.

Aliénations de bois de l'État. — Tableau de celles qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1837 .... 92 et 93

Contenance des forêts. — Développement par département au 1er janvier 1837 .... 94 et 95

COMPTE DE L'ANNÉE 1838.

1re PARTIE.

Crédits supplémentaires. — Éclaircissements sur ceux qui ont été demandés aux Chambres pour les budgets de 1830 à 1836 .... 147 à 167

Emprunts spéciaux. — Tableau des emprunts contractés pour ponts, canaux et travaux divers, indiquant les conditions qui les régissent et les charges qu'ils imposent annuellement au budget .... 412 à 433

Réserve de l'amortissement. — Tableau de la consolidation en rentes des bons du Trésor remis à la caisse d'amortissement antérieurement au 1er janvier 1839 .... 526 et 527

2e PARTIE.

Contributions directes. — Tableaux analytiques du contingent, en principal, des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, pour l'exercice 1837, présentant les départements dans l'ordre alphabétique et dans l'ordre d'importance des cotes .... 58 à 73

COMPTE DE L'ANNÉE 1839.

1re PARTIE.

Trésor de la Couronne. — Compte réglé entre le Trésor public et le Trésor de la Couronne, en exécution de la loi du 2 mars 1832 et de la décision du Ministre des finances du 31 janvier 1840 420

ndemnités américaines. — Compte spécial des indemnités de cette nature dues à des Français. (Exécution de l'article 2 de la loi du 14 juin 1833.) 616

Compte du fonds spécial pour dépenses d'entretien et d'amélioration dans les forêts. (Régime antérieur à l'exercice 1838.) 618

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1840.

1re PARTIE.

Rapport au Roi placé en tête du compte général des finances 5

Budgets de 1830 à 1838. — Tableaux statistiques de ces budgets .... 188 à 193

Services spéciaux. — Tableau de ceux qui ont été successivement rattachés au budget depuis 1814 194

Pages.

Budget annexe des travaux publics. — Compte définitif du service spécial créé par les lois des 27 juin 1833 et 3 juin 1834.... 391

Ponts et canaux soumissionnés. — Compte des travaux exécutés sur le produit des emprunts affectés à ce service spécial.... 459

Indemnité accordée aux émigrés. — Compte spécial de l'exécution de la loi du 27 avril 1825.... 474

COMPTE DE L'ANNÉE 1841.

1re PARTIE.

Liquidation de l'ancienne régie des poudres et salpêtres.... 556

COMPTE DE L'ANNÉE 1842

Indemnité accordée aux émigrés. — Note sur les résultats définitifs de la liquidation de cette indemnité. (Loi du 27 avril 1825.).... 440

COMPTE DE L'ANNÉE 1843.

Règlement définitif des services spéciaux portés pour ordre au budget (dernière insertion).... 274 à 285

Travaux extraordinaires régis par la loi du 17 mars 1837 (dernier compte de ce service).... 350 à 356

Salines et mines de sel de l'Est. — Compte définitif de la liquidation de l'ancienne compagnie.... 620

COMPTE DE L'ANNÉE 1844.

Liste civile de Charles X. — Compte définitif de la liquidation. (Loi du 8 avril 1834.).... 623 à 641

COMPTE DE L'ANNÉE 1845.

Bons du Trésor. — État présentant le mouvement des bons, de cinq en cinq jours.... 172

Budgets de 1814 à 1829. — Résultats généraux sur ces budgets.... 365 à 369

COMPTE DE L'ANNÉE 1846.

Cautionnements. — Tableau récapitulatif des mouvements de capitaux de cautionnements depuis le 1er avril 1814, et situation analysée de ce service au 1er janvier 1847.... 508 et 509

COMPTE DE L'ANNÉE 1847.

Résumé de la situation générale des finances. — Tableau explicatif des modifications apportées aux résultats des situations générales des finances publiés dans les comptes des années précédentes.... 420 à 423

Emprunt de 200 millions en rentes 3 p. 0/0, négocié le 9 décembre 1844. — Situation définitive de cet emprunt.... 462 et 463

Service des monnaies. — Compte rendu de l'exécution de la loi du 10 juillet 1845 sur la démonétisation des espèces retirées de la circulation.... 621 à 629

Résumé de l'opération du retrait des pièces démonétisées en vertu de la loi précitée.... 630 et 631

Développement des opérations d'affinage du billon supérieur. (Exécution du traité du 16 décembre 1846.).... 632 et 633

Pages.

Développement, par exercice, des dépenses autorisées sur le crédit de 5,250,000 francs ouvert par la loi précitée........ 634 et 635

Tableau des opérations constatées dans les écritures générales de l'Administration des finances pour la démonétisation des espèces retirées de la circulation........ 636

Ancien domaine extraordinaire. — Situation des immeubles provenant du domaine extraordinaire qui restaient à aliéner au 1er janvier 1848........ 642

COMPTE DE L'ANNÉE 1848.

Situation financière du service des travaux extraordinaires. — Résumé des payements effectués et des ressources réalisées par le Trésor au 1er janvier 1849 pour le service des travaux extraordinaires régis par les lois des 25 juin 1841 et 11 juin 1842........ 374

Développement sur l'excédent de recette réalisé par le Trésor pour les travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841........ 414

Développement sur les avances du Trésor pour les grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842........ 415

Emprunt de 250 millions en rentes 3 p. 0/0, négocié le 10 novembre 1847. — Situation définitive de cet emprunt........ 472 et 473

COMPTE DE L'ANNÉE 1849.

Consolidation des bons du Trésor antérieurs au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.) — Tableau détaillé de cette consolidation........ 166 et 167

Consolidation des bons du Trésor créés depuis le 1er juillet 1848 en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet.)........ *Ibid.*

Retenues proportionnelles sur les traitements et remises. (Le développement de ces retenues se trouve au volume du compte définitif des recettes de l'exercice 1848, pages 385 à 389.)........ 234 et 235

Situation financière du service des travaux extraordinaires. — Tableau définitif des allocations générales et des crédits spéciaux pour les travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841........ 358 et 359

Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes, par mois et par catégorie de propriétaires de rentes........ 458 et 459

Emprunt de 13,107,000 francs en rentes 5 p. 0/0, négocié le 25 juillet 1848. — Situation définitive.. 460 et 461

Rachat des actions du chemin de fer de Paris à Lyon. — Situation définitive des rentes 5 p. 0/0 délivrées........ 462 et 463

COMPTE DE L'ANNÉE 1850.

Emprunt national réalisé en exécution des décrets des 9 et 16 mars 1848. — Situation définitive...... 454 et 455

COMPTE DE L'ANNÉE 1851.

Ancien Trésor de la Couronne. — Note sur le compte non encore réglé définitivement entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne........ 386

Rentes 5 p. 0/0 possédées par des établissements publics et particuliers, tant comme propriétaires que comme nus propriétaires, à l'époque du 1er janvier 1852........ 448 et 449

Tableau du mouvement dans la propriété des rentes pendant l'année 1851, avec la distinction des opérations d'ordre et des opérations réelles........ 450 à 453

Rentes 5 p. 0/0 inscrites pour la consolidation des livrets de caisses d'épargne, en exécution du décret du 7 juillet 1848........ 454 et 455

Rentes 5 et 3 p. 0/0 provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, vendues en exécution de la loi du 18 mai 1850........ 458 et 459

COMPTE DE L'ANNÉE 1852.

Pages.

Rentes 5 p. 0/0. — Dernière situation de ces rentes (converties en rentes 4 1/2 p. 0/0 par le décret du 14 mars 1852)........ 438 à 445

COMPTE DE L'ANNÉE 1853.

Ministère de la police générale (supprimé par décret du 21 juin 1853). — Dernier développement des dépenses de ce ministère........ 124

Payements faits d'urgence en 1848. — Développement sur le solde des dépenses extraordinaires de l'espèce restant à régulariser........ 409

COMPTE DE L'ANNÉE 1854.

Pensions des anciennes caisses de retraites supprimées. — État des pensions qui ont été inscrites au grand livre de la dette publique, à partir du 1er janvier 1854........ 556 et 557

COMPTE DE L'ANNÉE 1855.

Produits universitaires rattachés, à partir de 1855, au budget spécial de l'enseignement supérieur...... 72 et 73

Ancien domaine extraordinaire. — Tableau détaillé présentant le mouvement de toutes les créances depuis le 15 mai 1818 jusqu'au 1er janvier 1856 :

Recettes........ 684 à 691

Dépenses........ 692 à 694

Résultat du compte au 1er janvier 1856........ 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1856.

Taxe annuelle des biens de mainmorte. — Développement sur cette taxe, classée, à partir de 1857, parmi les produits divers du budget........ 72

Rente de l'Inde. — Développement sur ce produit, classé comme ci-dessus à partir de 1857........ *Ibid.*

Avances faites aux compagnies de chemins de fer. — Développement de ces avances et appréciation de celles qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1857........ 702 et 703

COMPTE DE L'ANNÉE 1857.

Service des travaux extraordinaires. — Dernière situation financière publiée........ 363 à 375

Consolidation des fonds des caisses d'épargne. — Compte définitif du produit de cette consolidation..... 424

Emprunt national de 250 millions. — Compte définitif........ 482 à 488

Emprunt national de 500 millions. — *Idem*........ 490 à 496

Emprunt national de 750 millions. — *Idem*........ 498 à 504

État général, par département, des recettes faites sur les emprunts nationaux des années 1854 et 1855.. 506 et 507

Service colonial. — Compte de la liquidation définitive de ce service........ 638 à 653

COMPTE DE L'ANNÉE 1858.

Monnaies. — Situation générale et définitive des opérations faites depuis le commencement de la refonte, relativement au retrait des anciennes pièces de cuivre et à la fabrication des nouvelles monnaies de bronze. (Loi du 6 mai 1852.)........ 634 et 635

Dernière situation des anciennes monnaies de cuivre fabriquées depuis 1719........ 636

COMPTE DE L'ANNÉE 1860.

Débets résultant de prêts concédés en vertu de la loi du 1er août 1860........ 842 et 843

COMPTE DE L'ANNÉE 1861.

Pages.

Produits budgétaires des nouveaux départements annexés........ 90 et 91
Compte définitif de l'emprunt national de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)........ 508 à 517
Compte sommaire des dépenses extraordinaires de guerre imputées sur le produit de cet emprunt...... 297 à 307

COMPTE DE L'ANNÉE 1862.

Règlement de la créance sur l'Espagne........ 426 et 427

COMPTE DE L'ANNÉE 1863.

Résultats généraux sur les budgets de 1830 à 1840........ 426 à 447
Résumés de la situation générale des finances du 1er janvier 1831 au 1er janvier 1841........ 493 à 498
Développement sur les ressources applicables aux grands travaux d'utilité générale........ 476
Développement sur les rentes remises à la France par le Gouvernement Sarde........ 478 et 479

COMPTE DE L'ANNÉE 1864.

Développement sur les fonds provenant de la souscription aux 300,000 obligations trentenaires....... 510
Développement sur les subventions payées aux compagnies de chemins de fer en obligations trentenaires du Trésor ou en rentes........ 512

COMPTE DE L'ANNÉE 1865.

Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (anciennes)........ 540

COMPTE DE L'ANNÉE 1866.

Emprunt national de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)........ 579 à 583
Compte de l'amortissement antérieurement à la loi du 11 juillet 1866........ 587 à 627

COMPTE DE L'ANNÉE 1867.

Tableau présentant le mouvement des produits éventuels du service départemental........ 704 à 707

COMPTE DE L'ANNÉE 1869.

Compte spécial des pensions civiles sur fonds de retenue........ 704 à 719
Compte du service départemental........ 738 à 745
Développement des prêts au commerce et à l'industrie qui ont été effectués en 1830........ 836 et 837
État des débets résultant des prêts concédés en vertu de la loi du 1er août 1860........ 842 et 843

COMPTE DE L'ANNÉE 1871.

Résumé des résultats généraux des emprunts de 1854, 1855, 1859 et 1864........ 674 et 675
Compte de l'amortissement des rentes. (Régime de la loi du 11 juillet 1866.)........ 711 à 727

COMPTE DE L'ANNÉE 1874.

Compte de l'emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)........ 661 à 664
Compte de l'emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870 et décret du 19 du même mois.)........ 667 à 670
Compte de la conversion des titres mexicains........ 693 à 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1875.

Pages.

Compte de la liquidation de l'indemnité coloniale .... 668 et 669
Compte du rachat du Palais de l'Industrie 670
Compte de l'emprunt de 250 millions. (Décret du 25 octobre 1870.) .... 677 à 680
Compte de l'emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871 et décret du 23 du même mois.) .... 683 à 687

COMPTE DE L'ANNÉE 1876.

Compte de l'emprunt de 3 milliards. (Loi du 15 juillet 1872 et décret du 20 du même mois.) .... 741 à 744
Travaux de défense des villes contre les inondations 626
Fonds saisis chez divers comptables par la Commune de Paris. (Loi du 10 août 1876.) 650

COMPTE DE L'ANNÉE 1878.

Trésor public, s/c de subventions à payer aux compagnies de chemins de fer en obligations de 15 ans. (Loi du 29 décembre 1873.) .... 706 et 707

COMPTE DE L'ANNÉE 1879.

Liquidation de diverses charges et dépenses (Commune de Paris) 753

COMPTE DE L'ANNÉE 1880.

Compte de liquidation (1re partie) .... 742 à 755

COMPTE DE L'ANNÉE 1881.

Remboursement, en capital, des avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et syndicats en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes .... 795 à 799

COMPTE DE L'ANNÉE 1882.

Compte de liquidation (2e partie) .... 785 à 792
Avances pour la portion de l'emprunt ottoman de 1855 garantie par la France 815

COMPTE DE L'ANNÉE 1883.

Mouvement des valeurs de caisse et de portefeuille .... 358 et 359
Frais d'expertise et d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques .... 793 et 794
Situation des crédits d'inscription accordés pour les diverses natures de rentes .... 868 à 871
Mouvement et situation des rentes 5 p. o/o 872
Conversion des rentes 5 p. o/o en 4 1/2 p. o/o. (Dispositions législatives et réglementaires.) .... 873 à 875
Tableau des emprunts en rentes négociés depuis 1816 .... 920 et 921
Relevé de la situation des rentes viagères pour la vieillesse .... 1040 et 1041

COMPTE DE L'ANNÉE 1884.

Résumé des opérations que les trésoriers-payeurs généraux des finances ont faites pour le compte du Trésor pendant l'année .... 363 à 367

COMPTE DE L'ANNÉE 1885.

Résumé spécial des impôts et revenus indirects .... 164 à 177
Développement des remboursements et restitutions, non-valeurs et primes .... 266 à 269
Tableau des services qui, depuis 1814, faisaient l'objet de services spéciaux ou d'opérations de trésorerie et qui ont été successivement rattachés aux budgets .... 392 à 398
Résumé de la situation financière des budgets de 1814 à 1829, de 1830 à 1847 et de 1848 à 1869 .... 707 à 721

COMPTE DE L'ANNÉE 1885. (Suite.)

Pages.

Résultats généraux des budgets de 1848 à 1869 .... 722 à 741
Développement des ressources extraordinaires attribuées aux budgets de 1848 à 1869 .... 742 à 746
Avances à la Compagnie générale transatlantique .... 839 et 840
Frais de premier établissement de la Caisse nationale d'épargne 882
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante .... 883 à 888
Résumé de la situation générale des finances du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1870 .... 923 à 930
Relevé des émissions provenant de la consolidation des capitaux de la dette flottante .... 992 et 993
Développement, par Ministère, du compte d'apurement des exercices clos .... 1095 à 1223
Développement des recettes et des payements faits pour le service des budgets en Algérie .... 1248 à 1265
Compte du service des monnaies .... 1281 à 1301

COMPTE DE L'ANNÉE 1886.

Exposition universelle internationale de 1878 .... 636 et 637
Capital des rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations 646
Cession et échange de terrains pour la construction du quartier général du 18e corps d'armée à Bordeaux. 659 et 660
Compagnies de chemins de fer, L/C de garantie d'intérêts 677
Divers budgets, L/C de garanties d'intérêts avancées aux compagnies de chemins de fer 678

COMPTE DE L'ANNÉE 1887.

Avances pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France 621
Indemnités allouées aux courtiers de marchandises .... 624 et 625
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. 0/0 amortissables. (Émission de 1884.) .... 649 à 651
Fonds capital de l'Administration des monnaies 669
Prix de la cession à la ville de Soissons de terrains militaires provenant du déclassement de la place 676
Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) 730
Mouvement et situation des rentes 4 p. 0/0 732

COMPTE DE L'ANNÉE 1888.

Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820 649
Avances à la compagnie des services maritimes des messageries nationales 656

COMPTE DE L'ANNÉE 1889.

Fonds affectés à la construction des Écoles supérieures d'Alger. (Loi du 19 juillet 1884.) .... 702 et 703
Fonds versés par la ville de Nancy pour cession de la caserne Saint-Jean 706

COMPTE DE L'ANNÉE 1891.

Budget extraordinaire .... 358 à 366
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisée par la loi de finances de 1885. 686 à 688
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisée par la loi de finances de 1887. 689 à 692
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisée par la loi de finances de 1889. 693 à 694
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. Compte de liquidation .... 743 à 744
Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables. — Tableau des annuités de l'émission de 1891 .... 846 à 847

COMPTE DE L'ANNÉE 1892.

Trésor public, s/c de bons de liquidation (départements) .... 761 et 792
Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets 765
Trésor public, s/c d'obligations à long terme créées pour l'exécution de travaux publics. (Loi du 29 décembre 1876.) .... 766 et 767

COMPTE DE L'ANNÉE 1893.

Pages.

Budget sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893 .... 794 à 797
Avances à la Caisse des chemins vicinaux .... 724 à 726
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur la dette flottante .... 727 à 736
Avances à la Caisse des lycées, collèges et écoles. — Avances remboursables 737
Avances aux Compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts .... 761 à 763
Remboursement de l'avance à la Société générale algérienne 793

COMPTE DE L'ANNÉE 1894.

Avances à la caisse des écoles (subvention extraordinaire) 702
Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires .... 703 à 707
Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires .... 703 à 707
Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1889 737
Trésor public, s/c d'obligations trentenaires créées pour l'exécution des travaux de chemins de fer (1857-1861) 766
Trésor public, s/c d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires .... 772 et 773
Reliquat des obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893 292
Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires 292
Obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893 375

COMPTE DE L'ANNÉE 1895.

Compte des emprunts contractés par le Gouvernement Sarde .... 860 à 862

COMPTE DE L'ANNÉE 1896.

Produit de la Tombola de l'Exposition universelle de 1889 719
Trésor public, s/c de bons de liquidation. (Départements.) 748
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. Loi du 25 juillet 1894 755
Emprunts contractés par le Gouvernement Sarde .... 860 à 862

COMPTE DE L'ANNÉE 1897.

Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886 .... 579 à 607
Compte spécial : Dépenses de l'expédition de Madagascar 744

COMPTE DE L'ANNÉE 1898.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale Algérienne 761

COMPTE DE L'ANNÉE 1899.

Liquidation de la dernière Liste civile et du domaine privé, s/c provisoire 698
Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État 698
Réorganisation des défenses de Calais 699

COMPTE DE L'ANNÉE 1900.

Avances faites par l'État au service local des colonies 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1901. — 2e Volume. Pages.

Annuité à payer au département du Nord par suite de la convention du 2 avril 1898 ratifiée par la loi du 20 avril 1898. (Prisons de Lille et de Douai.) 150
Remboursement par annuités aux villes pour construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes 171

COMPTE DE L'ANNÉE 1902.

1er VOLUME.

Budget spécial de l'Algérie .... 142 à 151 / 244 à 249 / 252 et 253 / 407 à 420
Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0 (émission de 1886) .... 650 à 652
Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions .... 653 à 655
Avances faites au Trésor par la Banque de France .... 656 et 657
Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie 660
Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï 661
Produit de la vente des matières remises par le service de la marine 682
Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 (1891) .... 683 à 685
Avance de 3 millions faite à l'État par la Banque de l'Algérie 704
Redevances annuelles versées par la Banque de l'Algérie (loi du 5 juillet 1900) 705
Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire .... 714 et 715
Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895) 716
Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires (lois des 26 juillet 1893, article 56, et 28 décembre 1895, article 47) 717
Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (lois des 7 et 27 décembre 1894) .... 720 et 721
Compte des services financiers en Algérie .... 817 à 821

2e VOLUME.

Conversion des rentes 3 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0. — Dispositions législatives et réglementaires ..... 16 à 19
Émission de 7,950,000 francs de rente 3 p. 0/0 1901 .... 20 et 21
Emprunt de 250 millions (dit emprunt Morgan) .... 86 à 89
Amortissement de la rente 3 p. 0/0. (Annuité à la Caisse des dépôts et consignations, loi du 30 décembre 1900, article 6.) 90
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des collèges (loi du 7 décembre 1884) et des dépenses des expéditions de Madagascar et du Siam .... 132 à 134

COMPTE DE L'ANNÉE 1903.

1er VOLUME.

Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1894 .... 491 et suiv.
Résumé de la situation générale des finances du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1894 .... 669 et suiv.
Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 décembre 1900, art. 6.) 646

2e VOLUME.

Annuité à payer pour l'installation de l'électricité au ministère de la Marine 145

COMPTE DE L'ANNÉE 1904.

1er VOLUME.

	Pages.
Obligations du Trésor à court terme (Loi du 30 mars 1902, art. 38. — Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer)..........	328
Idem (Renouvellements)..........	328
Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0..........	230 et 558
Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties..........	230 et 576
Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer. (Loi du 30 mars 1902, art. 38)..........	232 et 595
Résultats généraux sur le budget de 1894..........	489

2e VOLUME.

Relevé de la situation de la Dette consolidée, du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1849..........	60

COMPTE DE L'ANNÉE 1905.

1er VOLUME.

Recettes réalisées à la suite de l'incendie de l'Opéra-comique..........	250
Reliquat du budget sur ressources spéciales revenant à divers..........	250
Mouvements de fonds du payeur principal du Trésor français à Tunis..........	308
Résultats généraux sur le budget de 1895..........	489
État des recettes effectuées sur les fonds de l'ancien domaine extraordinaire..........	686

2e VOLUME.

Remboursement des avances autres que celles des compagnies affectées à des travaux de chemins de fer..	6 et 156

COMPTE DE L'ANNÉE 1906

1er VOLUME.

Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 (1901)..........	234 et 596
Rachat de majorats et dotations..........	234 et 602
Trésor public, s/c d'obligations à court terme (remboursement de cautionnements. — Loi du 12 juillet 1902)..........	236 et 608
Obligations du Trésor à court terme (loi du 12 juillet 1902). — Remboursements de cautionnements....	238 et 336
Obligations du Trésor à court terme (loi du 12 juillet 1902). — Renouvellement..........	238 et 336
Obligations du Trésor amortissables par annuités terminables en 1935 (organisation de nouvelles lignes télégraphiques sous-marines. — Loi du 22 mars 1902, art. 11)..........	238
Résultats généraux sur le budget de 1896..........	501 à 527
Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1935 (organisation de nouvelles lignes télégraphiques sous-marines. — Loi du 22 mars 1902, art. 11)..........	610

2e VOLUME.

Pages.
Annuité pour construction destinée au service de l'Intendance.................................... 123
Annuité de remboursement pour avances faites pour les travaux d'amélioration des rivières, des canaux et des ports.. 155

COMPTE DE L'ANNÉE 1907.

1er VOLUME.

Taxe de raffinage et de fabrication des sucres affectée au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.. 234 et 594
Résultats généraux sur le budget de 1897.. 503 à 529
Compte d'apurement des dépenses de perfectionnement du matériel d'armement.................. 696

COMPTE DE L'ANNÉE 1908.

1er VOLUME.

Service local des colonies, s/c de dépenses antérieures à 1893 à régulariser......................... 232 et 600
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 26 février 1903.)............................ 234 et 612
Résultats généraux sur le budget de 1898.. 502 à 527

2e VOLUME.

Annuité pour remboursement à la Caisse nationale d'épargne de l'avance relative à l'acquisition d'un immeuble destiné au service des Postes et des télégraphes.. 156
Compte spécial des allocations supplémentaires.. 186

COMPTE DE L'ANNÉE 1909.

1er VOLUME.

Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.).................................. 237 et 335
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 février 1903)................................... 237 et 336
Résultats généraux sur le budget de 1899.. 502 à 527

COMPTE DE L'ANNÉE 1910.

1er VOLUME.

Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition universelle de 1900.)...... 232 et 584
Avances pour la construction du chemin de fer du Soudan (Kayes au Niger)........................ 232 et 604
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.. 232 et 586
Résultats généraux sur le budget de 1900.. 502 à 527

COMPTE DE L'ANNÉE 1911.

1er VOLUME.

Budget des Cultes.. 164
Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 26 février 1903)....................... 232 et 585
Résultats généraux sur le budget de 1901.. 500 à 521
Résultats généraux sur le budget spécial de l'Algérie (1901)................................... 500 à 521

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1912

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

F. 26

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1913

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1912

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
F. 26

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

1913

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1912.

		Pages.
Tableau récapitulatif de la dette publique		4
Comptes de la dette publique :		
Dette consolidée		14
Dette remboursable à terme ou par annuités.	Rentes 3 p. 0/0 amortissables	63
	Obligations des chemins de fer de l'État	75
	Annuités aux compagnies de chemins de fer	79
	Annuités diverses	119
	Annuités de rachat des canaux	128
	Obligations du Trésor. (V. le 1er vol. p. 602 et 606.)	137
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	139
	Annuités à la Caisse des Dépôts et Consignations en représentation des prêts consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier	152
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	155
	Annuités de rachat du réseau de la Compagnie de l'Ouest	162
	Cautionnements en numéraire, en rentes et cautionnement mutuel	171
Dette flottante. (V. le 1er vol. p. 546 et 547.)		179
Dette viagère	Rentes viagères pour l'année 1912	181
	Pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère	183
	Compte d'emploi des crédits d'inscription	185
	Compte des pensions inscrites au Trésor	186
	Compte des opérations effectuées au cours de l'année 1912	197
	Compte des crédits ouverts et des dépenses effectuées	201
	Statistique des pensions	205
Table détaillée des matières		225

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1ER JANVIER 1913.

Nos des chapitres du budget de 1912.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL au 1er janvier 1912 d'après le compte général des finances de 1911 pages 4 à 7. Dette non amortissable par annuités.	Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. Augmentations.	Diminutions.	CAPITAL au 1er janvier 1912. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS propres à l'année 1912. Augmentations.	Diminutions. Amortissement sur les crédits budgétaires.	Diminutions. Autres causes.	CAPITAL de la dette au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	14	21,922,217,434 00	″	″	″	21,922,217,434 00	″	″	″	21,922,217,434 00	
2	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	63	″	3,438,174,000 00	″	″	3,438,174,000 00	″	49,829,000 00	″	3,388,345,000 00	
3	Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	123	″	251,535,420 33	″	″	251,535,420 33	″	4,084,341 93	″	247,451,078 40	
4	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	137	186,763,575 22	″	″	″	186,763,575 22	″	4,572,405 00	1,139,765 42	181,051,404 80	
5	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 déc. 1908.)	137	35,000,000 00	″	″	″	35,000,000 00	″	″	″	35,000,000 00	
″	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 18 déc. 1908.)	137	33,920,000 00	″		″	33,920,000 00	″	″	33,920,000 00	″	
6	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	111	″	37,278,725 00	″	″	37,278,725 00	″	206,389 00	″	37,072,336 00	
7	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	79	″	304,154,784 25	″	″	304,154,784 25	″	1,467,155 58	″	302,687,628 67	
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898)	81	″	60,914,688 50	″	″	60,914,688 50	″	566,272 60	″	60,348,415 90	
9	Annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	82	″	51,099,658 04	″	″	51,099,658 04	″	431,762 82	″	50,667,895 22	
10	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	119	″	491,300,000 00	″	″	491,300,000 00	″	34,550,000 00	″	456,750,000 00	
11	Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909	124	″	4,863,099 96	″	″	4,863,099 96	927,993 03	6,210 97	″	5,784,882 02	
″	Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	127	″	24,619,034 61	″	″	24,619,034 61	″	″	″	24,619,034 61	
13	Annuités aux compagnies de chemins de fer	83	″	726,826,733 09	″	″	726,826,733 09	″	5,082,560 42	″	721,744,172 67	
14	Rachat de concessions de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	128	″	3,888,173 82	″	″	3,888,173 82	″	32,371 17	″	3,855,802 65	
	A reporter	....	22,177,901,009 22	5,394,654,317 60	″	″	27,572,555,326 82	927,993 03	100,828,469 49	35,059,765 42	27,437,595,084 94	
			27,572,555,326f 82c		″				135,888,234f 91c			
								134,960,241f 88c				

Suite du TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

Suite de la SITUATION AU 1er JANVIER 1913.

Nos des chapitres du budget de 1912.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL au 1er janvier 1912 d'après le compte général des finances de 1911, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL au 1er janvier 1912 — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er janvier 1912. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS propres à l'année 1912. — Augmentations.	MODIFICATIONS propres à l'année 1912. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS propres à l'année 1912. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de la dette au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME. (Suite.)											
	Report	....	22,177,901,009f 22c	5,394,654,317f 60c	″	″	27,572,555,326f 82c	927,993f 03c	100,828,469f 49c	35,059,765f 42c	27,437,595,084f 94c	
	2° MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
142	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire: 1° Enseignement supérieur	140	″	1,399,854 25	″	″	1,399,854 25	″	49,976 59	″	1,349,877 66	
	2° Enseignement secondaire	142	″	3,920,976 76	″	10,208f 87c	3,910,767 89	″	185,969 29	″	3,724,798 60	
	3° Enseignement primaire	150	″	8,736,154 47	″	″	8,736,154 47	″	712,873 47	″	8,023,281 00	
	Total	....	″	14,056,985 48	″	10,208 87	14,046,776 61	″	948,819 35	″	13,097,957 26	
	3° MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.											
27	Annuités de remboursement des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux Sociétés de crédit immobilier	152	″	523,600 00	″	″	523,600 00	2,837,000 00	33,200 00	″	3,327,400 00	
	4° MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.											
	1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS.											
77	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	156	″	24,661,000 00	″	″	24,661,000 00	″	280,000 00	″	24,381,000 00	Non compris le capital afférent aux secondes voies.
78	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	160	″	923,184,000 00	″	″	923,184,000 00	50,648,000 00	9,602,000 00	″	964,230,000 00	
	Total	....	″	947,845,000 00	″	″	947,845,000 00	50,648,000 00	9,882,000 00	″	988,611,000 00	
	BUDGETS ANNEXES DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.											
	ANCIEN RÉSEAU.											
14	Obligations amortissables	75	″	″	″	″	″	26,802,415 43	″	″	26,802,415 43	
	RÉSEAU RACHETÉ DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST.											
12	Annuité de rachat à la Compagnie de l'Ouest	162	″	2,661,500,000 00	118,000 00	″	2,661,618,000 00	(A) 82,903,000 00	36,318,000 00	″	2,708,203,000 00	(A) Annuité complémentaire. (Décision ministérielle du 31 juillet 1912.)
13	Obligations amortissables	75	″	″	″	″	″	273,197,584 57	″	″	273,197,584 57	
			″	2,661,500,000 00	118,000 00	″	2,661,618,000 00	356,100,584 57	36,318,000 00	″	2,981,400,584 57	
	Total général	....	22,177,901,009 22	9,018,579,903 08	118,000 00	10,208 87	31,196,588,703 43	437,315,993 03	148,010,488 84	35,059,765 42	31,450,834,442 20	
			31,196,480,912f 30c		107,791f 13c				183,070,254f 26c			
								254,245,738f 77c				
″	Cautionnements en numéraire	171	115,835,167 45	″	″	″	115,835,167 45	4,627,650 61	″	16,108,668 75	104,354,149 31	(B) La situation détaillée de la dette flottante du Trésor se trouve dans le 1er volume du Compte général des finances, pages 546 et 547.
″	DETTE FLOTTANTE (B)	179	1,542,208,917 87	″	″	″	1,542,208,917 87	322,240,385 96	″	340,784,143 61	1,523,665,160 22	

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1913.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1912.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1912.	ACCROISSEMENTS.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
18	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal, an XI.)	790f 00c	"	"	790f 00c	(A) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges qui, à cette date, incombent au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter : 1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1913 pour une somme de ... 14,946,000f dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ; 2° La somme de 25,500 francs inscrite au budget de 1913 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine, de la préfecture de police et des services de l'Algérie (Décrets des 11 juin 1881 et 7 juin 1902).
14	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	152,569 14	571f 42c	1,714f 26c	151,426 30	
17	Pensions civiles. (Lois du 22 août 1790 et lois subséquentes.)	393,659 37	87,302 00	32,360 06	448,601 31	
19	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,798 00	"	7,500 00	55,298 00	
20	Pensions militaires de la Guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	125,152,480 52	8,979,497 51	5,265,713 31	128,866,264 72	
21	Pensions militaires de la Marine et des Colonies. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	46,200,006 00	4,345,498 00	2,798,310 00	47,747,194 00	
22	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	718 00	"	"	718 00	
23	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	5,475 00	"	1,575 00	3,900 00	
25	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	112,792,115 00	11,367,663 00	6,234,923 00	117,924,855 00	
26	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	54,000 00	"	"	54,000 00	
27	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	1,759 33	"	613 64	1,145 69	
29	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,836,173 00	15,725 00	126,135 00	1,725,763 00	
30	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	353,928 00	2,235 00	42,756 00	313,407 00	
31	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Lois des 27 juin 1885 et 9 décembre 1905.)	43,721 00	"	"	43,721 00	
32	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	43,756 00	600 00	5,000 00	39,356 00	
36	Pensions aux ministre des cultes (Loi du 9 décembre 1905)	8,337,092 00	4,799 00	489,598 00	7,852,293 00	
37	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.	205,800 00	"	25,500 00	180,300 00	
	Totaux	295,636,050 36	24,803,890 93	15,031,698 27	305,408,243 02	
28	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,845,324 00	"	204,645 00	1,640,679 00	
34	Allocations supplémentaires	3,109,618 00	"	308,610 00	2,801,008 00	
35	Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	400,000 00	"	"	400,000 00	
	Total	300,990,992 36	24,803,890 93	15,544,953 27	(A) 310,249,930 02	

COMPTES
DE LA DETTE PUBLIQUE
POUR L'ANNÉE 1912.

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1913, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 9 juillet 1902 [conversion des rentes 3 1/2 p. o/o (1894)].

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° Deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes ;

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes ;

5° *Un état présentant le mouvement des rentes* 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1913 (1) :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.		SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1913.		
		Accroissement.	Décroissement.	MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o........	657,666,523f 027	"	"	657,666,523f 027	21,922,217,434f	4,392,302
NET du décroissement.....		"				

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds ;*

---

(1) Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 63 à 74 présentent, au 1er janvier 1913, la situation suivante :

Nombre des parties..........	434,101
Montant des rentes inscrites..........	101,650,350 francs.
Montant du capital nominal..........	3,388,345,000 francs.

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période,* le montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées.*

D'après ce tableau (voir pages 42 à 55), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à.. 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 2,142,322,126 845

Total des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1913........... 2,205,629,763 845

Les annulations s'élèvent à 1,547,963,240 fr. 818, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,321,838,214f 818	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 950 et 951 du Compte des finances de 1884) :			
Rentes rachetées directement..........	83,418,063f 000	226,125,026 000	
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000		
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..............	130,129,170 000		
Total des annulations		1,547,963,240 818	1,547,963,240 818
Reste pour le montant des rentes au 1er janvier 1913...			657,666,523 027 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1913.*

11° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée,* mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités.* C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 63 à 74) le compte détaillé.

ÉTAT A.

I. — RENTES ÉMISES.

1° *Rentes provenant d'emprunts.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117......	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815...	6,000,000	″	″	″	″	″	″	″	6,000,000	1er mai 1816.... 1er avril 1817...	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817............	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815...	30,000,000	″	″	″	″	″	″	″	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818..........	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815...	14,925,500	″	″	″	″	″	″	″	14,925,500	9 mai 1818.....	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818.............	Payement des sommes dues aux puissances alliées........	12,313,433	″	″	″	″	″	″	″	12,313,433	9 octobre 1818..	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821....................	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815... / Payement des sommes dues aux puissances alliées........ / Remboursement des reconnaissances de liquidation........	1,674,500 / 6,615,944 / 1,294,776	″	″	″	″	″	″	″	9,585,220	9 août 1821....	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagneault et Cie, Delesser et Cie (adjudication).	5
6	L. 1821-1822-1823...........	*Idem*. / Dépenses extraordinaires de l'exerce 1823 (Guerres d'Espagne.)	19,114,516 / 4,000,000	″	″	″	″	″	″	″	23,114,516	10 juillet 1823..	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
7	L. 19 juin 1828............	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)............	″	″	″	″	″	3,134,950	″	″	3,134,950	12 janvier 1830..	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
8	L. 25 mars 1831............	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831..............	7,142,858	″	″	″	″	″	″	″	7,142,858	19 avril 1831...	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
9	L. 21 avril 1831............	Échange des obligations de l'emprunt national au pair.....	1,021,945	″	″	″	″	″	″	″	1,021,945	Année 1831.....	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
10	L. 1831 et 21 avril 1832........	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832.......	7,614,213	″	″	″	″	″	″	″	7,614,213	8 août 1832....	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845.............	Rentes transférées à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance.....	″	″	″	″	″	8,092,647	″	″	8,092,647	....	Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
12	L. 25 juin 1841............	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841...	″	″	″	″	″	″	5,730,659	″	5,730,659	18 octobre 1841.	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
13	*Idem*.....................	*Idem*..............................	″	″	″	″	″	″	7,079,646	″	7,079,646	9 décembre 1844.	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
14	L. 8 août 1847.............	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841..............................	″	″	″	″	″	″	2,569,413	″	2,569,413	10 nov. 1847....	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem*.	14
15	D. 9 mars 1848.............	Emprunt national au pair.............	1,309,104	″	″	″	″	″	″	″	1,309,104	Année 1848.....	Pair.	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	15
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848.	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national.....	519,283	″	″	″	″	″	″	″	519,283	*Idem*..........	71 60				16
17	D. 24 juillet 1848...........	Besoins de l'exercice 1848..........	13,107,000	″	″	″	″	″	″	″	13,107,000	25 juillet 1848..	75 25				17
18	L. 11 mars 1854............	Emprunt de 250 millions...........	″	″	″	4,550,640	″	″	″	″	4,550,640	Mars 1854.....	92 50	101,125,333	93,540,933 00	Souscriptions publiques.	18
19	*Idem*.....................	*Idem*..............................	″	″	″	″	″	″	7,159,590	″	7,159,590	*Idem*..........	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
20	L. 31 décembre 1854.........	Emprunt de 500 millions...........	″	″	″	8,052,120	″	″	″	″	8,052,120	Janvier 1855....	92 00	178,936,000	164,621,120 00		20
21	*Idem*.....................	*Idem*..............................	″	″	″	″	″	″	15,857,530	″	15,857,530	*Idem*..........	65 25	528,584,333	344,901,277 50		21
22	L. 11 juillet 1855...........	Emprunt de 750 millions...........	″	″	″	4,389,760	″	″	″	″	4,389,760	Juillet 1855....	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
23	*Idem*.....................	*Idem*..............................	″	″	″	″	″	″	31,699,740	″	31,699,740	*Idem*..........	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857.	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée........	″	″	″	″	″	″	7,942,315	″	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61.	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
25	L. 9 juin 1857.............	Rentes transférées à la Banque de France........	″	″	″	″	″	″	4,000,000	″	4,000,000	31 déc. 1859....	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
26	L. 2 mai 1859..............	Emprunt de 500 millions...........	″	″	″	″	″	″	25,199,660	″	25,199,660	Mai 1859......	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
27	*Idem*.....................	*Idem*..............................	″	″	″	573,710	″	″	″	″	573,710	*Idem*..........	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem*.	27
28	L. 12 février 1862...........	Conversion des obligations trentenaires..........	″	″	″	″	″	″	12,092,520	″	12,092,520	Année 1862.....	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter....................	126,653,072	″	″	17,566,230	″	11,227,597	119,331,073	″	274,777,972	....	....	7,181,814,464	5,175,227,092 33		

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

1° *Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

ÉTAT A.

Numéros d'ordre.	Dates des lois, décrets et arrêtés.	Motifs des émissions.	Fonds. 5 p. o/o. Ancien.	Fonds. 5 p. o/o. 1871-1872.	Fonds. 4 1/2 p. o/o. 1825.	Fonds. 4 1/2 p. o/o. 1852.	Fonds. 4 1/2 p. o/o. 1883.	Fonds. 4 p. o/o.	Fonds. 3 p. o/o.	Fonds. 3 1/2 p. o/o.	Total des rentes émises pour chaque emprunt.	Date des négociations.	Taux de la négociation.	Capital nominal.	Produit réel de l'emprunt.	Mode de négociation.	Numéros d'ordre.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	//	//	17,566,230	//	11,227,597	119,331,073	//	274,777,972	....	....	7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	//	//	//	//	//	//	14,249,339	//	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	//	//	//	//	//	//	19,514,315	//	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	//	//	//	//	//	//	39,830,306	//	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	//	138,975,295	//	//	//	//	//	//	139,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	//	207,026,310	//	//	//	//	//	//	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	//	//	//	//	//	//	4,404,287	//	4,404,287	Année 1875	....	146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	//	//	//	//	//	//	18,947,368	//	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	//	//	//	//	//	//	13,157,894	//	13,157,894	*Idem.*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	//	//	//	//	//	//	1,879,699	//	1,879,699	*Idem.*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Émission de rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	28,184,376	//	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	//	//	//	//	//	//	//	45,624	45,624	Année 1894	....	1,303,542	1,393,837 25		39
40	L. 6 décembre 1901	Émission de rentes 3 p. o/o pour la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine	//	//	//	//	//	//	7,950,000	//	7,950,000	Année 1901	100 00	265,000,000	264,999,659 21		40
		Totaux	126,653,072	346,001,605	//	17,566,230	//	11,227,597	267,448,657	45,624	768,942,785	....	....	19,040,402,907	14,670,081,849 22		
			472,654,677		17,566,230												
			768,942,785														

2° *Rentes provenant de conversions.*

ÉTAT B.

Numéros d'ordre.	Dates des lois, décrets et ordonnances.	Nature des conversions.	Fonds. 5 p. o/o	Fonds. 4 1/2 p. o/o. 1825.	Fonds. 4 1/2 p. o/o. 1852.	Fonds. 4 1/2 p. o/o. 1883.	Fonds. 4 p. o/o	Fonds. 3 p. o/o.	Fonds. 3 1/2 p. o/o.	Total des rentes converties.	Capital nominal.	Observations.	Numéros d'ordre.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	//	1,034,764	//	//	//	24,459,035 00	//	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	//	//	158,097,609 08	//	//	//	//	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	135,255,410 00	//	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	//	//	//	306,164,085 30	//	//	//	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	37,632,997 00	//	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	//	//	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
7	L. 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o (1894) en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	203,638,159 102	//	203,638,159 102	6,787,938,638		7
		Totaux	//	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	//	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195		
				465,296,458 38									
			1,103,877,291 323										

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. du 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI	Rentes consolidées	40,216,000f 00c	″	″	″	″	″	″	″	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	″	″	″	″	″	″	″	6,086,000 00	121,720,000	2
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	″	″	″	″	″	″	″	11,428,193 00	228,563,860	
3	L. 24 avril 1806. L. 15 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant :											
		1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	″	″	″	″	″	″	″	5,000,000 00	100,000,000	3
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	″	″	″	″	″	″	″	750,000 00	15,000,000	
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	″	″	″	″	″		″	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	″	″	″	″	″	″	″	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	″	″	″	″	″	″	″	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	″	″	″	″	:	″	″	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	″	″	″	″	″	″	″	1,499,654 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères. (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.)	24,253,168 00	″	″	″	″	″	″	″	24,253,168 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus	240,000 00	″	″	″	″	″	″	″	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	″	″	″	″	″	″	″	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	″	″	″	″	″	″	25,995 310	″	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissancetemporaire	109 00	″	″	″	″	″	″	″	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	″	″	″	″	″	15,294,420	110,430,463	″	125,724,883 00	4,063,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	″	″	″	″	″	″	″	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848.	″	″	″	″	″	″	13,541,574	″	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	″	″	″	″	″	″	″	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor.	″	″	″	″	″	″	2,152,786	″	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	″	″	″	″	″	11,869	″	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	″	″	1,915,945	″	″	″	″	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	″	″	″	1,051	″	″	″	″	1,051 00	23,355	20
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	″	″	″	″	″	″	4,403,436	″	4,403,436 00	146,781,200	21
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	″	″	″	500,000	″	″	″	″	500,000 00	11,111,111	22
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	″	″	″	″	″	″	600,000	″	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie	″	″	″	″	″	″	441,176	″	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	″	″	2,416,996	″	15,294,420	157,576,614	″	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 P. o/o. Ancien.	5 P. o/o. 1871 et 1872	4 1/2 P. o/o. 1825.	4 1/2 P. o/o. 1852.	4 1/2 P. o/o. 1883.	4 P. o/o.	3 P. o/o.	3 1/2 P. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
		Report	133,774,163f 60	″	″	2,416,996f	″	15,294,420f	157,576,614f	″	309,062,193f 60c	8,364,108,594f	
25	D. 19 mars 1858	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie	″	″	″	8,397	″	″	″	″	8,397 00	186,600	25
26	A. 9 juillet 1862	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	″	″	″	298,283	″	″	″	″	298,283 00	6,628,511	26
27	L. 2 août 1868	Conversion des titres mexicains	″	″	″	″	″	″	5,701,606	″	5,701,606 00	190,053,533	27
28	L. 26 mars 1873	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune	″	″	″	″	″	″	350,000	″	350,000 00	11,666,667	28
29	L. 22 décembre 1880	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	″	″	″	50	″	″	″	″	50 00	1,111	29
30	L. 27 avril 1883	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers	″	″	″	″	3,963	″	″	″	3,963 00	88,067	30
31	L. et D. 7 novembre 1887	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement	″	″	″	″	″	″	194 922	″	194 922	6,497	31
32	L. 11 décembre 1902	Rétablissement d'une partie des rentes cédées à la Caisse des dépôts et consignations	″	″	″	″	″	″	15,256,172	″	15,256,172	508,539,100	32
		TOTAUX	133,774,163 60	″	″	2,723,726	3,963	15,294,420	178,884,586 922	″	330,680,859 522	9,081,278,680	
			133,774,163f 60c		2,727,689f								
			330,680,859f 522c										

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes provenant d'emprunts	126,653,072f 00	346,001,605f	″	17,566,230f 00	″	11,227,597f	267,448,657f	45,624f	768,942,785f	19,040,402,907
2° Rentes provenant de conversions	″	″	1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	″	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	133,774,163 60	″	″	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	178,884,586 922	″	330,680,859 522	9,081,278,680
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	847,318,845 024	237,640,855 841	2,203,500,935 845	58,616,224,782
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			2,203,500,935f 845c							

II. RENTES ANNULÉES.

État D.

1° *Rentes qui ont fait retour à l'État.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien.	5 p. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	3 1/2 p. 0/0.	TOTAL DES RENTES annulées.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
1	Années 1814, 1815 et 1817	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux	1,812 00	//	//	//	//	//	//	//	1,812	36,240	1
2	//	— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord[re].	1,291,086 00	//	//	//	//	//	//	//	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818	— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan	273,000 00	//	//	//	//	//	//	//	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820	— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	//	//	//	//	//	//	//	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions	— de rentes par suite d'extinction d'usufruit	16,728 00	//	//	3,010 00	//	//	//	//	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822	— de rentes pour déchéance encourue	29,914 00	//	//	//	//	//	//	//	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13	— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres	120,690 00	//	//	//	//	//	//	//	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829	— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs	1,330,818 00	//	//	//	//	//	//	//	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50	— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre	45,116 00	//	//	//	//	//	//	//	45,116	902,320	9
10	*Idem*	— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	//	//	//	//	//	//	//	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d[on] du 17 juil. 1835	— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile	135,196 00	//	//	//	//	//	//	//	135,196	2,703,920	11
12	D[ons] des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	— de rentes appartenant à divers régiments	2,318 00	//	//	//	//	//	//	//	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions	Extinction de majorats reversibles à l'État	116,002 00	//	//	194,023 00	//	//	//	//	310,025	6,631,662	13
14	D[ons] des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes	1,312 00	//	//	//	//	//	//	//	1,312	26,240	14
15	D[on] du 23 mai 1840	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp[r] Napoléon.	750 00	//	//	//	//	//	//	//	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2	— de rentes formant la dotation de l'Université de France	584,151 00	//	//	//	//	//	//	//	584,151	11,683,020	16
17	D[on] du 8 mai 1841	— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm[on] du pénit[er] m[re] de St-Germain.	1,550 00	//	//	//	//	//	//	//	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843	— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères.	75 00	//	//	//	//	//	186	//	261	7,700	18
19	Année 1844	— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X	927 00	//	//	//	//	//	//	//	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10	— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction	285,992 00	//	//	//	//	//	//	//	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848	— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	//	//	//	//	//	8,035,211	//	//	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849	— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine.	6,260 00	//	//	//	//	//	//	//	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849	— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement	//	//	//	//	//	15,294,420	31,146,667	//	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852	— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852	3,685,592 51	//	//	//	//	//	//	//	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties	//	//	//	206,432 18	//	//	//	//	206,432 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852	Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o échangées contre des rentes 3 p. o/o	//	//	//	4,475,655 90	//	//	//	//	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2	Rentes annulées au profit de l'État	//	//	//	167,358 00	//	//	22,000	//	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	//	//	//	//	//	//	11,942,315	//	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861	— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	//	5,814,259	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	//	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862	— de rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	//	//	298,283	//	//	//	//	//	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866	— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	//	//	//	//	//	//	67,341,481	//	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868.	— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains	//	//	//	//	//	//	1,735,305	//	1,735,305	57,843,500	32
33	D[on] 19 octobre 1875	— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État	//	//	//	16,427 00	//	//	//	//	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880	— d'une rente convertie par double emploi en 1862	//	//	//	//	//	//	50	//	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883	— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	//	4,767	//	//	//	//	//	//	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887	— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge	//	//	//	245,555 00	//	//	//	//	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888	— de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	194 922	//	194 922	6,498	37
38	D[ons] 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889	— de rentes appartenant à la tontine Lafarge	//	//	//	//	//	//	804,212 452	//	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4	— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations	//	//	//	//	//	//	5,560,777	//	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*	— de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	//	//	//	//	60,692 00	//	//	//	60,692	1,348,712	40
41	D[on] 3 avril 1894	— de rentes 4 1/2 p. o/o remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o.	//	//	//	//	//	//	//	1,555 555	1,555 555	44,444	41
42	Loi du 30 décembre 1900, art. 6.	— de rentes 3 p. o/o cédées par la Caisse des dépôts et consignations	//	//	//	//	//	//	16,500,000	//	16,500,000	550,000,000	42
43	Diverses décisions	— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État	//	262	//	828 00	83 50	//	370,081 260	1,074	372,328 760	12,392,246	43
44	//	Extinctions de dotations reversibles	//	//	//	//	//	//	188,342 282	//	188,342 282	6,278,077	44
45	//	Annulation de rentes pour divers motifs	20,272 00	//	//	1 439 00	//	//	5,401	//	27,112	617,451	45
46	L. 9 juillet 1902	— 3 1/2 p. o/o remboursées aux particuliers n'ayant pas accepté la conversion	//	//	//	//	//	//	//	60,374	60,374	1,724,971	46
47	L. du 22 avril 1905	Rachat de dotations réversibles	//	//	//	//	//	//	717,048 081	//	717,048 081	23,901,611	47
48	L. du 31 décembre 1907	Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations	//	//	//	//	//	//	7,950,000 000	//	7,950,000 000	265,000,000	48
		Totaux	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,533,631 997	63,003 555	193,935,399 642	5,995,271,936	
			13,825,383 51			7,916,922 58							
			193,935,399,642										

II. — RENTES ANNULÉES.

2° Rentes anulées à la suite de conversions.

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	r. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	″	″	″	″	″	″	″	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	″	″	″	″	″	″	″	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	″	″	586,277	133,033,310	″	1,635,823	″	″	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	″	340,182,317	″	″	″	″	″	″	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	″	″	″	37,186,901	″	446,096	″	″	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	″	″	″	″	305,479,583 80	″	″	″	305,479,583 80	6,788,435,195	6
7	L. du 9 juillet 1902	Rentes 3 1/2 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	″	″	″	″	″	″	″	237 577,852,286	237,577,852 286	6,787,938,638	7
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	″	237,577,852,286	1,263,516,126 176	28,375,527,201	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
					1,263,516,126 176								

3° Rentes rachetées à la Bourse.

ÉTAT F.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	″	1,096	″	″	4,902	62,343	″	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540,978	″	138,366	1,247,921	″	838,738	41,056,347	″	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	″	139,462	1,247,921	″	843,640	41,118,690	″	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4. P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,533,631 997	63,003 555	193,935,399 642	5,995,271,936
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	″	237,577,852 286	1,263,516,126 176	28,375,527,201
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	″	139,462	1,247,921 00	″	843,640	41,118,690	″	88,382,887 00	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	189,652,321 997	237,640,855 841	1,545,834,412 818	36,694,007,348
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,545,834,412 818							

III. RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES. MONTANT des rentes créées.	RENTES CRÉÉES. MONTANT du capital nominal.	RENTES ANNULÉES. MONTANT des rentes annulées.	RENTES ANNULÉES. MONTANT du capital nominal.	MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1913. Montant des rentes au 1er janvier 1913.	MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1913. Montant du capital nominal au 1er janvier 1913.	OBSERVATIONS.
		francs.	francs.	francs.		francs.	
Rentes 5 p. o/o (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	847,318,845 024	28,243,961,534	189,652,321 997	6,321,744,100	657,666,523f 027	21,922,217,434	
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855 841	6,789,738,738	237,640,855 841	6,789,738,738	"	"	
Totaux	2,203,500,935 845	58,616,224,782	1,545,834,412 818	36,694,007,348	657,666,523 027	21,922,217,434	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825..........	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o........................	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852.......	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o................................	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862.........	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o...........................	135,255,410 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 avril 1883..........	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o..............................	340,182,317 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646 340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887........	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o.........................	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894........	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o............................	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
Loi du 9 juillet 1902..........	——— 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o.........................	237,577,852 286	203,638,159 102	33,939,693 184	6,787,938,638	6,787,938,638	"	"	
	TOTAUX............	1,263,516,126 176	1,103,877,291 323	159,638,834 853	28,375,527,201	30,494,543,195	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — MOUVEMENT ET SITUATION DES RENTES 3 P. 0/0.

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1912.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.) (A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains : Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains : Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705 (C)	28,382,290 234
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o	203,638,159 102	226,844,331 102
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 11 décembre 1902	15,256,172 00	
Émission 1901	7,950,000 00	
Total des accroissements		847,318,845 024
Accroissements pendant l'année 1912 :		
Néant		"
Total des rentes inscrites (à reporter)		847,318,845 024

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) ... 586,277f 00c } 133,619,587f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) ... 133,033,310 00 }
Rentes 4 p. o/o ... 1,635,823 00
Total égal ... 135, 55,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report		847,318,845f 024

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1912.

Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs	2,909f 00c	
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825	16,003,286 00	
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,343 00	
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)	186 00	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)	123,541,209 00	
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B).	4,249,571 00	
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	22,000 00	
Rachat du palais de l'Industrie	2,492 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) : Loi du 9 juin 1857	4,000,000 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) : Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860	7,942,315 00	
Extinctions de dotations réversibles	188,342 282	
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)	1,735,304 00	
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)	1 00	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892,, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897, 13 juin 1898, 22 juin 1899, 3 juillet, 19 novembre et 1er décembre 1900, 5 juin et 6 juillet 1901, 29 mars, 30 juin et 26 août 1902, 8 juillet et 11 août 1903, 20 mai 1905, 30 juin 1906, 27 septembre 1907, 24 décembre 1909, 11 janvier, 10 juin et 23 novembre 1910, 26 janvier 1911)	370,081 26	
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)	50 00	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922	
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)	804,212 452	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)	5,560,777 00	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 déc. 1900, art. 6.)	16,500,000 00	
Rachat des Majorats et des Dotations reversibles. (Loi du 22 avril 1905.)	717,048 081	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7,950,000 00	
Total	189,652,321 997	
Décroissements pendant l'année 1912	"	
Total général des décroissements	189,652,321 997	189,652,321 997
Reste, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1913		657,666,523 027
Nombre d'inscriptions	4,443,904	

(A) Rentes provenant : 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement ... 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement ... 8,706,459 00
Total égal ... 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur 3 p. 0/0 inscrites au 1er janvier 1913.*

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.			OBSERVATIONS.
	RENTES			RENTES			
	mixtes.	au porteur.	TOTAL GÉNÉRAL.	mixtes	au porteur.	TOTAL GÉNÉRAL.	
				francs.	francs.	francs.	
2 francs	2,730	63,294	66,024	5,460	126,588	132,048	
3	1,739	105,708	107,447	5,217	317,124	322,341	
4	2,147	62,726	64,873	8,588	250,904	259,492	
5	5,236	250,539	255,775	26,180	1,252,695	1,278,875	
6	5,084	184,645	189,729	30,504	1,107,870	1,138,374	
7	2,081	80,107	82,188	14,567	560,749	575,316	
8	2,103	71,683	73,786	16,824	573,464	590,288	
9	2,041	94,165	96,206	18,369	847,485	865,854	
10	5,157	235,922	241,079	51,570	2,359,220	2,410,790	
20	12,649	395,613	408,262	252,980	7,912,260	8,165,240	
30	21,699	663,747	685,446	650,970	19,912,410	20,563,380	
50	10,424	278,109	288,533	521,200	13,905,450	14,426,650	
100	8,945	264,221	273,166	894,500	26,422,100	27,316,600	
200	4,253	112,942	117,195	850,600	22,588,400	23,439,000	
300	2,811	77,121	79,932	843,300	23,136,300	23,979,600	
500	1,426	33,773	35,199	713,000	16,886,500	17,599,500	
1,000	1,017	18,440	19,457	1,017,000	18,440,000	19,457,000	
1,500	261	6,046	6,307	391,500	9,069,000	9,460,500	
3,000	378	7,546	7,924	1,134,000	22,638,000	23,772,000	
TOTAUX	92,181	3,006,347	3,098,528	7,446,329	188,306,519	195,752,848	

VII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, du 31 décembre 1870 au 31 décembre 1912.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1870 AU 31 DÉCEMBRE 1912.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (A). INSCRIPTIONS de rentes nominatives directes. (1)	départementales. (2)	TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS mixtes. (3).	au porteur. (4).	TOTAL GÉNÉRAL.
31 décembre 1870	652,759	190,058	842,817	74,438	352,484	1,269,739
— 1871	770,555	214,411	984,966	125,396	1,037,676	2,148,038
— 1872	890,375	217,785	1,108,160	193,640	2,171,675	3,473,475
— 1873	975,402	205,514	1,180,916	256,821	2,692,303	4,130,040
— 1874	1,022,220	199,626	1,221,846	288,220	2,869,662	4,379,728
— 1875	1,042,826	198,209	1,241,035	297,939	2,865,789	4,404,763
— 1876	1,062,209	198,849	1,261,058	301,479	2,805,229	4,367,766
— 1877	1,086,650	201,251	1,287,901	303,801	2,693,544	4,285,246
— 1878	1,052,900	201,361	1,254,270	286,268	2,526,997	4,067,535
— 1879	1,031,253	177,345	1,208,598	271,381	2,469,942	3,949,921
— 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426
— 1881	1,004,264	173,881	1,18 ,145	246,292	2,443,364	3,867,801
— 1882	994,090	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616
— 1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192
— 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,059,892
— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356
— 1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176,642	2,887,770	4,222,377
— 1900	1,087,821	95,829	1,183,650	171,507	2,982,979	4,338,136
— 1901	1,180,634	84,564	1,265,198	164,580	3,007,838	4,437,616
— 1902	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787
— 1903	1,369,738	47,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188
— 1904	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687
— 1905	1,352,147	15,866	1,368,013	130,303	3,039,525	4,537,841
— 1906	1,362,736	2,693	1,365,429	124,428	3,098,500	4,588,357
— 1907	1,368,136	862	1,368,998	119,426	3,143,433	4,631,857
— 1908	1,361,431	384	1,361,815	114,414	3,058,462	4,534,691
— 1909	1,346,618	171	1,346,789	108 848	2,993,215	4,448,852
— 1910	1,339,244	36	1,339,280	103,102	2,952,867	4,395,249
— 1911	1,337,319	12	1,337,331	97,255	2,957,716	4,392,302
— 1912	1,345,376	//	1,345,376	92,181	3,006,347	4,443,904

(A) Pour les rentes 3 p. o/o amortissables, voir le tableau de la page 73.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831.

DATES.	MONTANT DES RENTES (A). INSCRIPTIONS de rentes nominatives directes. (1)	départementales. (2)	TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS mixtes. (3)	au porteur. (4)	TOTAL GÉNÉRAL.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1870	292,185,295	53,157,781	345,343,076	8,087,702	32,791,565	386,222,343
— 1871	321,054,753	70,796,023	391,850,776	12,671,845	97,603,635	502,126,256
— 1872	366,309,106	57,967,378	424,276,484	21,346,488	180,497,234	626,120,206
— 1873	399,714,228	55,792,256	455,506,484	28,696,954	205,810,055	690,013,493
— 1874	424,700,564	56,557,075	481,257,639	33,489,747	233,657,585	748,404,971
— 1875	420,626,525	56,822,873	477,449,398	35,506,317	235,302,344	748,258,059
— 1876	420,267,562	57,017,437	477,284,999	35,653,111	234,902,656	747,840,766
— 1877	426,731,892	57,017,414	483,749,306	35,085,158	228,543,227	747,377,691
— 1878	426,791,817	56,625,565	483,417,382	34,073,972	229,311,598	746,802,952
— 1879	425,154,661	56,476,045	481,630,706	32,636,347	231,658,162	745,925,155
— 1880	427,559,734	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
— 1881	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
— 1882	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	230,074,162	741,773,122
— 1883	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
— 1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
— 1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
— 1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
— 1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
— 1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
— 1889	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
— 1890	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
— 1891	435,618,968	48,077,261	483,696,229	25,620,570	225,513,517	733,830,316
— 1892	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,960,347
— 1893	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
— 1894	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
— 1895	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
— 1896	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
— 1897	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
— 1898	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
— 1899	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,546	694,005,775
— 1900	445,967,905	25,262,631	471,230,536	16,048,148	206,713,009	693,991,693
— 1901	434,441,807	21,954,604	456,396,411	15,083,372	206,007,622	677,487,405
— 1902	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
— 1903	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
— 1904	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820
— 1905	449,333,475	3,385,329	452,718,804	11,081,331	202,116,192	665,916,327
— 1906	452,962,392	280,752	453,243,144	10,470,322	201,937,407	665,650,873
— 1907	455,382,433	78,238	455,460,671	9,802,616	200,387,571	665,650,858
— 1908	453,009,183	38,670	453,047,853	9,311,300	195,341,705	657,700,858
— 1909	458,197,411	18,991	458,216,402	8,786,472	190,697,984	657,700,858
— 1910	462,288,411	1,556	462,289 967	8,378,860	186,997,873	657,666,700
— 1911	463,362,781	490	463,363,271	7,880,378	186,422,874	657,666,523
— 1912	461,913,675	//	461,913,675	7,446,329	188,306,519	657,666,523

(A) Voir la note de la page ci-contre.

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1912.*

RENTES INSCRITES.	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
							francs.
§ 1er. — RENTES REMISES À DIVERS.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	″	″	″	″	47,505,695 000
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)....	63,323,383 00	″	″	″	″	″	2,948,650 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	″	″	″	″	″	34,314,584 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	1,341,123 00	″	160,818,541 08	″	″	″	240,322,650 000
TOTAL........................	134,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	″	″	″	325,091,579 000
§ 2. — RENTES NÉGOCIÉES.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	″	″	″	″	3,134,950	″
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	″	″	″	″	23,387,067	35,615,585 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851).	14,416,104 00	″	″	″	″	″	60 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	″	″	17,566,230 00	″	″	″	142,462,332 360
TOTAL................	126,133,789 00	″	17,566,230 00	″	″	26,522,017	178,077,977 360
TOTAL des rentes inscrites........	260,427,235 60	1,034,764	178,384,771 08	″	″	26,522,017	503,169,556 360
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1912)...							
§ 1er. — RENTES REMISES À DIVERS.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale......	″	″	2,744f 00	″	″	″	″
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans..............	″	″	″	″	″	″	400,000 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).............	″	″	″	″	″	″	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.)............................	″	″	″	″	″	″	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).......................	″	″	″	″	″	″	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862..........................	″	″	50 00	″	″	″	″
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Loi du 27 avril 1883.)............	″	″	″	306,164,085f30	″	″	″
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	″	″	″	3,963 00	″	″	″
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	″	″	″	″	″	″	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse........................	″	″	″	″	″	″	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)..	″	″	″	″	″	″	28,382,290 234
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.)................	″	″	″	″	″	″	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)......	″	″	″	″	237,595,231f841	″	″
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	″	″	″	″	45,624 000	″	″
Réinscription de rentes au nom de la caisse des dépôts et consignations...................	″	″	″	″	″	″	15,256,172 000
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 9 juillet 1902)...................	″	″	″	″	″	″	203,638,159 102
TOTAL.................	″	″	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	″	269,079,779 976
§ 2. — RENTES NÉGOCIÉES.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.).	″	″	″	″	″	″	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	″	″	″	″	″	″	16,718,626 000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	138,975,295f00	″	″	″	″	″	″
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.)	207,026,310 00	″	″	″	″	″	″
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	″	″	″	″	″	″	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852. en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	″	″	″	″	″	″	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	″	″	″	″	″	″	28,184,376 000
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)...	″	″	″	″	″	″	7,950,000 000
TOTAL.................	346,001,605 00	″	″	″	″	″	75,069,508 688
TOTAL des rentes inscrites...........	346,001,605 00	″	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	″	344,149,288 664
TOTAL des rentes inscrites au 31 déc. 1912.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841		847,318,845 024

RENTES ANNULÉES.	RENTES 5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914f 00c	7,068	″	″	″	9,740	16,003,761
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	″	″	″	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	″	″	″	24,135,464	50,599,164
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,837,039f08	″	″	1,925,815	88,175,587
TOTAL................	260,427,235 60	1,034,764	140,837,039 08	″	″	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1912).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	″	″	8,397f00	″	″	″	868,908f 363c
Rentes annulées pour divers motifs.........	″	″	245,555 00	″	″	″	806,949 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse....................	5,814,259f 00c	″	″	627,689f00	″	″	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.........................	262 00	″	9,673 00	83 50	1,074f000	″	370,081 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	″	″	″	″	″	″
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.......................	4,767 00	″	″	″	″	″	″
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	″	″	3,503,516 00	″	″	100,279	″
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o......................	″	″	33,683,385 00	″	″	345,817	″
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)........	″	″	″	″	″	″	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o..................	″	″	″	305,540,275 80	″	″	″
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)..........		″	″	″	1,555 555	″	″
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 déc. 1900).	″	″	″	″	″	″	16,500,000 000
Rentes 3 1/2 p. o/o converties en 3 p. o/o..	″	″	″	″	237,577,852 286	″	″
Rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion..............	″	″	″	″	60,374 000	″	″
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 31 déc. 1907).	″	″	″	″	″	″	7,950,000 000
TOTAL des rentes annulées......	346,001,605 00	″	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,811,280 997
TOTAL des rentes annulées au 31 déc. 1912.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,652,321 997

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1912.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o........	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	″
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825)........	1,034,764 00	1,034,764 00	″
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852)........	178,387,565 08	178,387,565 08	″
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883)........	306,168,048 30	306,168,048 30	″
Rentes 4 p. o/o........	26,522,017 00	26,522,017 00	″
Rentes 3 p. o/o........	847,318,845 024	189,652,321 997	657,666,523 027
Rentes 3 1/2........	237,640,855 841	237,640,855 841	″
TOTAL........	2,203,500,935 845	1,545,834,412 818	657,666,523 027

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 40 à 55.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1912.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. o/o.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	//	63,307,637f 00c	//	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	//	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	//	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	//	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	//	//	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. o/o (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048f 30c	306,168,048 30	//	//	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
RENTES 3 1/2 P. o/o.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
TOTAUX	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
RENTES 4 1/2 P. o/o (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	//	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. o/o (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	//	1,096 00	//	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	131,298 00	//	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	//	895,302 00	//	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. o/o (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	24,135,464 00	//	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	//	1,925,815 00	//	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	//	446,096 00	//	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,522,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. o/o (1825-1912).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	//	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1912	344,149,288 664	34,811,280 997	309,338,007 667	//	
TOTAUX	847,318,845 024	189,652,321 997	673,951,043 027	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1913	....	....	657,666,523 027		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						
Rentes 5 p. o/o	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163,762,368f 00c	Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 54.
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	//	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. o/o	//	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. o/o	//	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. o/o	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,027,606 00	//	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. o/o	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4,902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. o/o	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 00	77,746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. o/o	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,026,600 00	//	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. o/o	26,507,375 00	//	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. o/o	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. o/o	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	//	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	895,302 00	//	895,302 00	895,302 00	//	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	//	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. o/o	2,371,911 00	//	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. o/o	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1912.						
Rentes 5 p. o/o	//	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	//	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	//	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	//	
—— 3 1/2 p. o/o	//	237,640,855 841	237,640,855 841	237,640,855 841	//	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450 526 00	//	
—— 4 p. o/o	446,096 00	//	446,096 00	446,096 00	//	
—— 3 p. o/o	348,328,515 36	344,149,288 664	692,477,804 024	34,811,280 997	657,666,523 027	
TOTAUX	386,222,343 36	1,233,962,591 805	1,620,184,935 165	962,518,412 138	657,666,523 027	

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)				
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.) (A)				
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à		40,216,000f	″	″
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)				
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	″	″	″
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)				
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	″	″	″
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	″	″	″
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	″	″	″
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)				
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	″		″
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	″	″	″
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	-	″	″
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période	23,091,637	23,091,637	″	″
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. 0/0)		63,307,637	″	63,307,637f
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)				
ACCROISSEMENTS.				
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. 0/0.)	35,622,768	″	″	″
A reporter	35,622,768	63,307,637		″

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
	PREMIÈRE PÉRIODE.						
40,216,000f	40,216,000f	″	″	″	″	″	
	DEUXIÈME PÉRIODE.						
6,086,000	6,086,000	″	″	″	″	″	
5,663,000	5,663,000	″	″	″	″	″	
4,591,000	4,591,000	″	″	″	″	″	
1,000,000	1,000,000	″	″	″	″	″	
5,000,000	5,000,000	″	″	″	″	″	
750,000	750,000	″	″	″	″	″	
1,637	1,637	″	″	″	″	″	
23,091,637	23,091,637	″	″	″	″	″	
63,307,637	63,307,637	″	″	″	″	″	
	TROISIÈME PÉRIODE.						
35,622,768	35,622,768	″	″	″	″	″	
35,622,768	35,622,768	″	″	″	″	″	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 P. 0/0.	4 1/2 P. 0/0 1825.	4 1/2 P. 0/0 1852.	4 1/2 P. 0/0 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report.	35,622,768	63,307,637f	″	″	35,622,768f	35,622,768f	″	″	″	″	″	
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	″	″	″	43,185,199	43,185,199	″	″	″	″	″	
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	″	″	″	59,974,950	56,840,000	″	″	″	3,134,950f	″	
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	″	″	″	25,493,799	″	1,034,764f	″	″	″	24,459,035f	
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	″	″	″	25,995,310	″	″	″	″	″	25,995,310	
(Savoir : Pour emprunts ... 99,073,619f; Rentes remises à divers ... 91,198,407) TOTAL.	190,272,026	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	″	53,833,174f	″	″	″	″	″	″	″	″	
RESTE.	136,438,852	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		″	″	″	190,272,026	135,647,967	1,034,764	″	″	3,134,950	50,454,345	
ANNULATIONS.												
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) ... 31,723,956f	35,178,389f	″	″	″	31,723,956	31,723,956	″	″	″	″	″	
Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) ... 3,454,433												
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	″	″	16,020,094	″	3,454,433	3,453,958	″	″	″	″	475	
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	″	″	16,020,094	″	7,068	″	″	9,740	16,003,286	
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		″	″	″	51,198,483	35,177,914	7,068	″	″	9,740	16,003,761	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f	(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	″	″	5,210	34,450,584	(A) Rentes inscrites (Voir p. 41). 199,417,208f; Rentes restant à inscrire 2,963,972; TOTAL ÉGAL 202,381,180
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)					QUATRIÈME PÉRIODE.							
ACCROISSEMENTS.												
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.)	31,158,734	″	″	″	31,158,734	15,779,016	″	″	″	″	15,379,718	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	″	″	″	8,092,647	″	″	″	″	8,092,647	″	
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	″	″	″	315	315	″	″	″	″	″	
Rétablissements (5 p. o/o)	109	″	″	″	109	109	″	″	″	″	″	
TOTAL.	39,251,805	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		″	35,530,347	″	35,530,347	″	″	″	″	15,294,420	20,235,927	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	″	26,098,472	″	″	″	″	″	″	″	″	
RESTE.	13,153,333	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		″	″	″	74,782,152	15,779,440	″	″	″	23,387,067	35,615,645	
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	″	″	″	″	″	″	″		

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
Report	13,153 333f 00	164,568,100f 00	99,441,899f	″	″	″	″	″	″	″	″
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o	876,066 00	″	″	″	876,066f 00	807,539f 00	1,096f	″	″	4,902f	62,529f
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.)	″	″	32,000,000	″	32,000,000 00	32,000,000 00	″	″	″	″	″
Reste en rentes actives	12,277,267 00	12,277,267 00	″	″							
Total des rentes annulées pendant la 4e période		″	″	″	32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	″	″	4,902	62,529
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848		176,845,367 00	67,441,899	244,287,266f 00c	(A) 244,287,266 00	146,749,591 00	1,026,600	″	″	26,507,375	70,003,700
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)											
ACCROISSEMENTS.											
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.)	14,935,387f 00	″	″	″	14,935,387f 00	14,935,387f 00	″	″	″	″	″
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.)	35,774,513 00	″	″	″	35,774,513 00	20,068,284 00	″	″	″	″	15,706,229f
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.)	6,817,348 60	″	″	″	6,817,348 60	6,817,348 60	″	″	″	″	″
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.)	6,000,000 00	″	″	″	6,000,000 00	6,000,000 00	″	″	″	″	″
Total	63,527,248 60	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		″	18,608,355	″	18,608,355 00	″	″	″	″	″	18,608,355
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o)	1,019,054 00	″	1,019,054	″	″	″	″	″	″	″	″
Reste	62,508,194 60	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
Total		″	87,069,308	″							
Total des rentes créées pendant la 5e période		″	″	″	82,135,603 60	47,821,019 60	″	″	″	″	34,314,584
ANNULATIONS.											
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.) … 8,035,211f	8,584,698f 00	″	″	″	8,035,211 00	″	″	″	″	8,035,211f	″
Annulations diverses (5 p. o/o) … 549,487		″	″	″	549,487 00	549,487 00	″	″	″	″	″
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :											
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o) … 28,622,606f	″	″	75,063,693	″	28,622,606 00	8,232,978 00	131,298f	″	″	805,833	19,452,497
Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o) … 46,441,087				″	46,441,087 00	″	″	″	″	15,294,420	31,146,667
Reste en rentes actives	53,923,496 60	53,923,496 60	″	″							
Total des rentes annulées pendant la 5e période		″	″	″	83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	″	″	24,135,464	50,599,164
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852		230,768,863 60	12,005,615	242,774,478f 60c	(B) 242,774,478 60	185,788,145 60	895,302	″	″	2,371,911	53,719,120

OBSERVATIONS.

(A) Rentes inscrites (Voir p. 41) 244,287,206f
Rentes restant à inscrire 60
Total égal 244,287,266

(B) Rentes inscrites (Voir p. 41) 239,304,528
Rentes restant à inscrire 3,469,950
Total égal 242,774,478

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.				RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.) Report				230,768,863f 60c	12,005,615f	//								
ACCROISSEMENTS.														
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852)			158,097,609f 08	//	//	//	158,097,609f 08	//	//	158,097,609f 08	//	//	//	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :														
Montant des rentes 5 p. o/o restant à inscrire		2,128,828f												
Diminution d'un dixième		212,883												
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. o/o		1,915,945	1,915,945 00	//	//		1,915,945 00	//	//	1,915,945 00	//	//	//	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852. —3 p. o/o.)			4,403 436 00	//	//	//	4,403,436 00	//	//	//	//	//	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852.—4 1/2 p.o/o.)			500,000 00	//	//	//	500,000 00	//	//	500,000 00	//	//	//	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)			71,709,380 00	//	//	//	71,709,380 00	//	//	16,992,520 00	//	//	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856.—3 p. o/o)			200,000 00	//	//	//	200,000 00	//	//	//	//	//	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.—3 p. o/o.)			441,176 00	//	//	//	441,176 00	//	//	//	//	//	441,176	
Retablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. o/o.)			1,051 00	//	//	//	1,051 00	//	//	1,051 00	//	//	//	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. o/o.)			7,942,315 00	//	//	//	7,942,315 00	//	//	//	//	//	7,942,315	
Rétablisst d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858.—4 1/2 p. o/o)			8,397 00	//	//	//	8,397 00	//	//	8,397 00	//	//	//	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)			25,773,370 00	//	//	//	25,773,370 00	//	//	573,710 00	//	//	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. o/o.)			4,000,000 00	//	//	//	4,000,000 00	//	//	//	//	//	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. o/o.)			12,092,520 00	//	//	//	12,092,520 00	//	//	//	//	//	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 12 février 1862), savoir :														
4 1/2 p. o/o		133,619,587f	135,255,410 00	//	//	//	135,255,410 00	//	//	//	//	//	135,255,410	
4 p. o/o		1,635,823												
Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)			298,283 00	//	//	//	298,283 00	//	//	298,283 00	//	//	//	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. o/o.)			14,249,339 00	//	//	//	14,249,339 00	//	//	//	//	//	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. o/o.)			19,514,315 00	//	//	//	19,514,315 00	//	//	//	//	//	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. o/o), savoir :														
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869		4,000,000f												
Article 2 du même arrêté		1,701,605	5,701,606 00	//	//	//	5,701,606 00	//	//	//	//	//	5,701,606	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)		1												
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. o/o.)			39,830,306 00	//	//	//	39,830,306 00	//	//	//	//	//	39,830,306	
Total			501,934,458 08	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)				//	75,990,468	//	75,990,468 00	//	//	//	//	//	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o)		3,381,280f	9,869,446f 00	//	9,869,446	//	//	//	//	//	//	//	//	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o)		6,488,166												
Reste			492,065,012 08	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Total des rentes créées pendant la 6e période			//	//	//	//	577,924,926 08	//	//	178,387,515 08	//	//	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.														
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :														
Rentes 5 p. o/o à convertir	175,664,010f 09	175,664,010f 09		//	//	//	175,664,010 09	175,664,010f 09	//	//	//	//	//	
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement	158,097,609 08													
Réduction	17,566,401 01													
Annulation des rentes 5 p. o/o de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion		2,128,828 00		//	//	//	2,128,828 00	2,128,828 00	//	//	//	//	//	
Remboursts effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. o/o)		3,685,592 51		//	//	//	3,685,592 51	3,685,592 51	//	//	//	//	//	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. o/o)		206,432 18		//	//	//	206,432 18	//	//	206,432 18	//	//	//	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852.–4 1/2 p. o/o)		4,475,655 90		//	//	//	4,475,655 90	//	//	4,475,655 90	//	//	//	
Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o. (Loi du 11 février 1862.)		135,255,410 00		//	//	//	135,255,410 00	//	586,277f	133,033,310 00	//	1,635,823f	//	
A reporter		321 415,928 68	492,065 012 08	230,768,863 60	97,865,529		321,415,928 68	181,478,430 60	586,277	137,715,398 08	//	1,635,823	//	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de* *depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	321,415,928f 68	492,065,012f 08	230,768,863f 60c	97,865,529f	″	321,415,928f 68	181,478,430f 60	586,277f	137,715,398f 08	″	″	1,635,823f	″	
Report des rentes 4 1/2 p. o/o (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852)	298,283 00		″	″	″	298,283 00	″	298,283	″	″	″	″	″	
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. o/o)	427,646 00		″	″	″	427,646 00	1,715 00	″	365,015 00	″	″	″	60,916f 00c	
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. o/o) (A) 33,699f / 1,701,605 / Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.) 1	1,735,305 00		″	″	″	1,735,305 00	″	″	″	″	″	″	1,735,305 00	
Total	323,877,162 68	323,877,162 68												
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:														
Rentes rachetées antérieurt à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. o/o.)	4,308,000 00			″	″	4,308,000 00	4,308,000 00	″	″	″	″	″	″	
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	2,467,363 00			″	″	2,467,363 00	″	″	1,247,921 00	″	″	23,165	1,196,277 00	
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	3,381,280 00		″	″	″	3,381,280 00	″	10,742	1,608,705 00	″	″	266,827	1,495,006 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. o/o.)	7,942,315 00	″	″	93,844,726	″	7,942,315 00	″	″	″	″	″	″	7,942,315 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. o/o.)	4,000,000 00		″	″	″	4,000,000 00	″	″	″	″	″	″	4,000,000 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. o/o.)	71,745,768 00		″	″	″	71,745,768 00	″	″	″	″	″	″	71,745,768 00	(A) Rentes inscrites...... 386,222,343f
Reste en rentes actives		68,187,849 40	168,187,849 40	″	″									
Total des rentes annulées pendant la 6e période			...	...	...	417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	″	″	1,925,815	88,175,587 00	Rentes restant à inscrire.... 16,755,173
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871			398,956,713 00	4,020,803	402,977,516f	(A) 402,977,516 00	″	″	37,450,476 00	″	″	446,096	365,080,944 00	Total égal. 402,977,516
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1912.)						SEPTIÈME PÉRIODE.								
ACCROISSEMENTS.														
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. o/o.)		138,975,295f 00	″	″	″	138,975,295f 00c	138,975,295f 00	″	″	″	″	″	″	
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. o/o.)		207,026,310 00	″	″	″	207,026,310 00	207,026,310 00	″	″	″	″	″		
Rentes créées en favr des princes[ss] de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. o/o.)		400,000 00	″	″	″	400,000 00	″	″	″	″	″	″	400,000f 00c	
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. o/o.)		350,000 00	″		″	350,000 00	″	″	″	″	″	″	350,000 00	
Rétablist d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 o/o.)		50 00	″	″	″	50 00	″	″	50f 00	″	″	″	″	
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)		306,164,085 30	″	″	″	306,164,085 30	″	″	″	306,164,085f 30c	″	″	″	
Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. o/o.)		3,963 00	″	″	″	3,963 00	″	″	″	3,963 00	″	″	″	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		13,157,894 00	″	″	″	13,157,894 00	″	″	″	″	″	″	13,157,894 00	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		1,879,699 00	″	″	″	1,879,699 00	″	″	″	″	″	″	1,879,699 00	
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		18,947,368 00	″	″	″	18,947,368 00	″	″	″	″	″	″	18,947,368 00	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o		37,632,997 00	″	″	″	37,632,997 00	″	″	″	″	″	″	37,632,997 00	
Rentes 3 p. o/o. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations		194 922	″	″	″	194 922	″	″	″	″	″	″	194,922	
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)		28,184,376 00	″	″	″	28,184,376 00	″	″	″	″	″	″	28,184,376 00	
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)		237,595,231 841	″	″	″	237,595,231 841	″	″	″	″	237,595,231f 841c	″	″	
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. o/o.)		45,624 000	″	″	″	45,624	″	″	″	″	45,624 00	″	″	
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901.)		7,950,000 000	″	″	″	7,950,000 000	″	″	″	″	″	″	7,950,000 000	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations		15,256,172 000	″	″	″	15,256,172 000	″	″	″	″	″	″	15,256,172 000	
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o		203,638,159 102	″	″	″	203,638,159 102	″	″	″	″	″	″	203,638,159 102	
Total		1,217,207,419 165	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. o/o) 9,196,513f / Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. o/o) 383,484		9,579,997 000	″	9,579,997	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Reste à reporter		1,207,627,422 165	398,956,713 00	13,600,800	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Total des rentes créées pendant la 7e période à reporter			...	...	...	1,217,207,419 165	346,001,605 00	″	50 00	306,168,048 30	37,640,855 841	″	327,396,860024	

(A) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report		1,207,627,422f 165	398,956,713f 00c	13,600,800	″	1,217,207,419f 165	346,001,605f	″	50f	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	″	327396,860f 024	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.														
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		″	″	″	2,492 00	″	″	″	″	″	″	2,492 00	
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. o/o)	877,305 363		″	″	″	877,305 363	″	″	8,397	″	″	″	868,908 363	
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. o/o)	381,073 760		″	″	″	381,073 760	262	″	9,673	83 50	1,074	″	370,081 260	
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. o/o.)	50 00		″	″	″	50 00	″	″	″	″	″	″	50 00	
Annulation de rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		″	″	″	4,767 00	4,767	″	″	″	″	″	″	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 : Rentes 5 p. o/o à convertir 340,182,317f 00c	340,182,317 00		″	″	″	340,182,317 00	340,182,317	″	″	″	″	″	″	
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement 306,164,085 30														
Réduction 34,018,231 70														
Annulation de rentes ayant appartenu à a caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. o/o (1852) et 3 p. o/o)	1,049,767f 45		″	″		1,049,767 452	″	″	245,555	″	″	″	804,212 452	
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603 795 00		″	″	″	3,603,795 000	″	″	3,503,516	″	″	100,279f	″	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		″	″	″	194 922	″	″	″	″	″	″	194 922	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o	34,029,202 00		″	″	″	34,029,202 000	″	″	33,683,385	″	″	345,817	″	
Annulation de rentes 3 p. o/o appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 00		″	″	″	5,560,777 000	″	″	″	″		″	5,560,777 000	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 00		″	″	″	60,692 000	″	″	″	60,692 00	″	″	″	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 : Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) à convertir 305,479,583 800	305,479,583 800		″	″	″	305,479,583 800	″	″	″	305,479,583 80	″	″	″	
Rentes 3 1/2 p. o/o remises en remplacement 237,595,231 841														
Réduction 67,884,351 959														
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		″	″	″	1,555,555	″	″	″	″	1,555 555	″	″	
Annulation des rentes 3 p. o/o, cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6.)	16,500,000 000		″	″	″	16,500,000 000	″	″	″	″	″	″	16,500,000000	
Annulation de rente 3 1/2 p. o/o aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,374 000		″	″	″	60,374 000	″	″	″	″	60,374	″	″	
Conversion de rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o	237,577,852 286		″	″	″	237,577,852 286	″	″	″	″	237,577,852 286	″	″	
Annulation de recettes 3 p. o/o cédées par la caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7 950,000 000		″	″	″	7,950,000 000	″	″	″	″	″	″	7,950,000 000	
		953,321,899 138												
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :		254,305,523 027	254,305,523 027											
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. o/o.) 9,196,513f 00c Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. o/o. (Loi du 4 août 1871.) 4,404,287 00		″	″ 4,404,287 00	13,600,800	″	9,196,513 000	5,814,259	″	″	627,689 00	″	″	2,754,565 00	
Total des rentes annulées pendant la 7e période			………	………	………	962,518,412 138	346,001,605	″	37,450,526	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,811,280 997	
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1913			657,666,523 027	″	657,666,523 027	657,666,523 027	″	″	″	″	″	″	657,666,523 027	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

RÉCAPITULATION.

RÉCAPITULATION.	Consolidation des réserves de l'amortissement. (B) / Rentes rachetées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (B)	Opérations diverses. / Annulations diverses.	TOTAL des rentes créées ou annulées.	Développement des opérations par nature de fonds. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
RENTES CRÉÉES.										
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	″	40,216,000f 00c	40,216,000f 00c	40,216,000f 00	″	″	″	″	″	″
2e — Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	″	23,091,637 00	23,091,637 00	23,091,637 00	″	″	″	″	″	″
3e — Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	″	190,272,026 00	190,272,026 00	135,647,967 00	1,034,764f	″	″	″	3,134,950f	50,454,345f 00c
4e — Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00	74,782,152 00	15,779,440 00	″	″	″	″	23,387,067	35,615,645 00
5e — Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 60	82,135,603 60	47,821,019 60	″	″	″	″	″	34,314,584 00
6e — Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 08	577,924,926 08	″	″	178,387,515f 08c	″	″	″	399,537,411 00
7e — Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1912	″	1,217,207,419 165	1,217,207,419 165	346,001,605 00	″	50	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	″	327,396,860 024
TOTAL	130,129,170	2,075,500,593 845	2,205,629,763 845	(c) 608,557,668f 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024
RENTES ANNULÉES.										
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
2e — Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″
3e — Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f 00c	51,198,483f 00c	35,177,914f 00	7,068f	″	″	″	9,740f	16,003,761f 00c
4e — Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00	32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	″	″	″	4,902	62,529 00
5e — Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00	83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	″	″	″	24,135,464	50,599,164 00
6e — Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,162 68	417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	″	″	1,925,815	88,175,587 00
7e — Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1912	9,196,513	953,321,899 138	962,518,412 138	346,001,605 00	″	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,811,280 997
TOTAL	226,125,026	1,321,838,214 818	1,547,963,240 818	608,557,668f 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,652,321 997

(B) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(c) Note concernant les rentes 5 p. o/o.

TABLEAUX	RENTES 5 p. 0/0. CRÉÉES.	RENTES 5 p. 0/0. ANNULÉES.
N° X..	608,557,668f	608,557,668f
N° IX, page 42	606,428,840	606,428,840

DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (A)

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.	RENTES RESTANT à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	″	63,307,637f	63,307,637f	″
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208	(A) 2,963,972f
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206	(B) 60
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528	(C) 3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343	(D) 16,755,173
1er janvier 1913	2,205,629,763	1,547,963,240	657,523,700	657,523,700	

ÉPOQUES.	TOTAL des rentes existantes.	Développement des rentes par nature de fonds. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
1er avril 1814	63,307,637f	63,307,637f	″	″	″	″	″	″
1er août 1830	202,381,180	163,777,690	1,027,696f	″	″	″	3,125,210f	34,450,584f
1er mars 1848	244,287,266	146,749,591	1,026,600	″	″	″	26,507,375	70,003,700
1er janvier 1852	242,774,478	185,788,145	895,302	″	″	″	2,371,911	53,719,120
1er janvier 1871	402,977,516	″	″	37,450,476f	″	″	446,096	365,080,944
1er janvier 1913	657,523,700	″	″	″	″	″	″	657,523,700

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. o/o 15,322f
— 3 p. o/o 948,650
TOTAL 2,963,972

(B) Rentes 3 p. o/o.

(C) — 5 p. o/o.

(D) Rentes 4 1/2 p. o/o 2,744f
— 3 p. o/o 16,752,429
TOTAL 16,755,173

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes inscrites (page 39) est de	2,203,500,935f	″
Le montant des rentes annulées (page 39) est de	″	1,545,834,412f
TOTAUX au 31 décembre 1912	2,203,500,935	1,545,834,412
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	2,205,629,763	1,547,963,240
D'où résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f (A)	

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. o/o (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f 00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. o/o, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX ; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. o/o, une différence en moins de 2,128,828 francs.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1913. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	″	″	″	″	1,522	1,026,600	3,935	18,472,164	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	Compte général de l'Administration des finances pour 1848, page 445.
—— 1850	742,387	180,320,040	″	″	″	″	1,677	895,302	3,862	2,371,911	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	—— 1850	—— pour 1849, page 432.
—— 1851	723,428	180,451,122	″	″	″	″	1,661	895,302	3,934	2,371,911	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	—— 1851	—— pour 1850, page 424.
—— 1852	711,751	182,318,194	″	″	″	″	1,621	895,302	3,858	2,371,911	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	—— 1852	—— pour 1851, page 426.
—— 1853	″	″	″	″	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,911	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	—— 1853	—— pour 1852, page 436.
—— 1854	″	″	″	″	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,326	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	—— 1854	—— pour 1853, page 439.
—— 1855	″	″	″	″	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,227	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	—— 1855	—— pour 1854, page 453.
—— 1856	″	″	″	″	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,568	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	—— 1856	—— pour 1855, page 448.
—— 1857	″	″	″	″	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,568	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	—— 1857	—— pour 1856, page 446.
—— 1858	″	″	″	″	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,568	256,578	135,638,412	1,008,682	310,880,953	—— 1858	—— pour 1857, page 450.
—— 1859	″	″	″	″	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,568	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	—— 1859	—— pour 1858, page 434.
—— 1860	″	″	″	″	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,751	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	—— 1860	—— pour 1859, page 440.
—— 1861	″	″	″	″	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,509	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	—— 1861	—— pour 1860, page 456.
—— 1862	″	″	″	″	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,015	395,792	180,621,924	1,108,676	356,044,376	—— 1862	—— pour 1861, page 474.
—— 1863	″	″	″	″	197,866	39,726,987	″	″	938	472,386	769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	—— 1863	—— pour 1862, page 462.
—— 1864	″	″	″	″	191,988	39,319,394	″	″	976	472,386	775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	—— 1864	—— pour 1863, page 502.
—— 1865	″	″	″	″	186,401	39,148,204	″	″	885	469,261	978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	—— 1865	—— pour 1864, page 536.
—— 1866	″	″	″	″	185,327	37,708,982	″	″	895	446,096	898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	—— 1866	—— pour 1865, page 534.
—— 1867	″	″	″	″	179,858	37,495,296	″	″	789	446,096	915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	—— 1867	—— pour 1866, page 538.
—— 1868	″	″	″	″	174,982	37,448,159	″	″	775	446,096	910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	—— 1868	—— pour 1867, page 566.
—— 1869	″	″	″	″	172,353	37,477,706	″	″	755	446,096	936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	—— 1869	—— pour 1868, page 571.
—— 1870	″	″	″	″	169,173	37,445,729	″	″	769	446,096	1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	—— 1870	—— pour 1869, page 582.
—— 1871	″	″	″	″	168,672	37,447,732	″	″	778	446,096	1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	—— 1871	—— pour 1870, page 588.
—— 1872	633,858	101,061,885	″	″	171,358	37,447,732	″	″	772	446,096	1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	—— 1872	—— pour 1871, page 632.
—— 1873	1,338,383	224,055,390	″	″	172,063	37,450,476	″	″	774	446,096	1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	—— 1873	—— pour 1872, page 616.
—— 1874	2,457,854	287,169,770	″	″	171,385	37,450,476	″	″	795	446,096	1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	—— 1874	—— pour 1873, page 600.
—— 1875	2,769,552	345,756,055	″	″	167,907	37,450,476	″	″	765	446,096	1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	—— 1875	—— pour 1874, page 606.
—— 1876	2,790,143	345,975,800	″	″	163,837	37,443,636	″	″	763	446,096	1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	—— 1876	—— pour 1875, page 622.
—— 1877	2,774,235	346,001,605	″	″	161,641	37,443,636	″	″	761	446,096	1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	—— 1877	—— pour 1876, page 686.
—— 1878	2,635,056	346,001,605	″	″	160,747	37,443,646	″	″	768	446,096	1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	—— 1878	—— pour 1877, page 696.
—— 1879	2,431,179	345,873,512	″	″	159,459	37,442,779	″	″	786	446,096	1,476,114	363,040,565	4,285,246	747,377,691	—— 1879	—— pour 1878, page 750.

(A) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917. — La période du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1848 a figuré pour la dernière fois au Compte de finances de 1904, page 60.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1913. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1880.....	2,318,603	344,996,919	″	″	″	″	162,405	37,442,436	″	″	850	446,096	1,468,063	363,039,704	4,067,535	746,802,952	1er janvier 1880............	Compte général de l'Administration des finances pour 1879, page 814.
— 1881.....	2,278,436	343,893,162	″	″	″	″	166,474	37,442,210	″	″	857	446,096	1,456,659	363,039,256	3,949,921	745,925,155	— 1881...........	— pour 1880, page 818.
— 1882.....	2,221,383	342,388,441	″	″	″	″	170,005	37,442,235	″	″	887	446,096	1,475,526	363,038,988	3,902,426	744,820,724	— 1882...........	— pour 1881, page 856.
— 1883.....	2,295,830	340,845,836	″	″	″	″	175,086	37,433,505	″	″	962	446,096	1,502,738	363,047,685	3,867,801	743,315,760	— 1883...........	— pour 1882, page 864.
— 1884.....	″	″	1,800,714	305,540,359	″	″	186,375	37,433,284	″	″	1,134	446,096	1,534,969	363,047,128	3,974,616	741,773,122	— 1884...........	— pour 1883, page 866.
— 1885.....	″	″	1,970,592	305,540,359	″	″	186,632	37,433,278	″	″	1,180	446,096	1,563,944	363,046,046	3,523,192	706,466,867	— 1885...........	— pour 1884, page 918.
— 1886.....	″	″	2,148,826	305,540,359	″	″	193,285	37,433,232	″	″	1,241	446,096	1,573,758	363,038,351	3,722,348	706,465,779	— 1886...........	— pour 1885, page 948.
— 1887.....	″	″	2,208,708	305,540,359	″	″	198,506	37,432,534	″	″	1,313	446,096	1,649,365	391,690,289	3,917,110	706,458,038	— 1887...........	— pour 1886, page 714.
— 1888.....	″	″	2,272,999	305,540,359	″	″	″	″	″	″	″	″	1,944,224	425,398,760	4,057,892	735,109,278	— 1888...........	— pour 1887, page 727.
— 1889.....	″	″	2,188,245	305,540,303	″	″	″	″	″	″	″	″	2,029,323	433,892,251	4,217,223	730,939,119	— 1889...........	— pour 1888, page 776.
— 1890.....	″	″	2,177,460	305,540,285	″	″	″	″	″	″	″	″	1,992,005	433,856,720	4,217,568	739,432,554	— 1890...........	— pour 1889, page 775.
— 1891.....	″	″	2,139,946	305,540,276	″	″	″	″	″	″	″	″	1,952,501	433,855,132	4,169,465	739,397,005	— 1891...........	— pour 1890, page 783.
— 1892.....	″	″	2,090,662	305,540,276	″	″	″	″	″	″	″	″	1,998,965	428,200,040	4,092,447	739,395,408	— 1892...........	— pour 1891, page 793.
— 1893.....	″	″	1,960,667	305,540,276	″	″	″	″	″	″	″	″	2,154,930	456,429,070	4,089,627	733,830,316	— 1893...........	— pour 1892, page 813.
— 1894.....	″	″	1,800,064	305,540,276	″	″	″	″	″	″	″	″	2,220,186	456,467,702	4,115,597	761,969,346	— 1894...........	— pour 1893, page 853.
— 1895.....	″	″	″	″	1,785,191	237,639,182	″	″	″	″	″	″	2,242,646	456,467,213	4,020,250	762,007,978	— 1895...........	— pour 1894, page 820.
— 1896.....	″	″	″	″	1,823,488	237,638,405	″	″	″	″	″	″	2,250,222	456,464,375	4,027,837	694,106,395	— 1896...........	— pour 1895, page 791.
— 1897.....	″	″	″	″	1,868,086	237,638,398	″	″	″	″	″	″	2,257,501	456,391,914	4,073,710	694,102,780	— 1897...........	— pour 1896, page 797.
— 1898.....	″	″	″	″	1,896,775	237,638,395	″	″	″	″	″	″	2,228,438	456,390,953	4,125,587	694,030,312	— 1898...........	— pour 1897, page 803.
— 1899.....	″	″	″	″	1,910,217	237,638,395	″	″	″	″	″	″	2,262,139	456,390,456	4,125,213	694,029,348	— 1899...........	— pour 1898, 2e vol., page 14.
— 1900.....	″	″	″	″	1,879,753	237,638,374	″	″	″	″	″	″	2,342,624	456,367,401	4,172,356	694,028,851	— 1900...........	— pour 1899, 2e vol., page 14.
— 1901.....	″	″	″	″	1,900,581	237,638,267	″	″	″	″	″	″	2,437,555	456,353,426	4,222,377	694,005,775	— 1901...........	— pour 1900, 2e vol., page 14.
— 1902.....	″	″	″	″	1,880,787	237,638 246	″	″	″	″	″	″	2,556,829	439,849,158	4,338,136	693,991,693	— 1902...........	— pour 1901, 2e vol., page 14.
— 1903.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	3,729,787	666,676,950	4,437,616	677,487,404	— 1903...........	— pour 1902, 2e vol., p. 14.
— 1904.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,502,188	666,669,631	3,729,787	666,676,950	— 1904...........	— pour 1903, 2e vol., p. 14.
— 1905.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,560,687	666,652,819	4,502,188	666,669,631	— 1905...........	— pour 1904, 2e vol.. p. 14.
— 1906.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,537,841	665,916,327	4,560,687	666,652,819	— 1906...........	— pour 1905, 2e vol. page 14.
— 1907.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,588,357	665,650,873	4,537,841	665,916,327	— 1907...........	— pour 1906, 2e vol. page 14.
— 1908.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,631,857	665,650,858	4,588,357	665,650,873	— 1908...........	— pour 1907, 2e vol. p. 14.
— 1909...	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,534,691	657,700,858	4.534.691	657,700,858	— 1909...........	— pour 1908, 2e vol., p. 14.
— 1910.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,448,852	657,700,858	4,448,852	657,700,858	— 1910...........	— pour 1909, 2e v l., p. 14.
— 1911.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,395,249	657,666,700	4,395,249	657,666,700	— 1911...........	— pour 1910, 2e vol., p. 14.
— 1912.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,392,302	657,666,523	4,392,902	657.666,523	— 1912...........	— pour 1911, 2e vol., p. 14.
— 1913.....	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	4,443,904	657,666,523	4.443.904	657,666,523	— 1913...........	— pour 1912, 2e vol., p. 14.

XI. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1913.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
	francs.	francs.	francs.	francs.
Rentes 3 p. o/o	1,806,535,103	671,454,582	666.642,620	1,811,347,065

DETTE

REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1913.

En exécution de la loi du 11 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été inscrit au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. 0/0 amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. 0/0 amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. 0/0 amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1913.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142,000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars 1880 et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881...... 3,728,745f; 16 janvier 1882...... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883........	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem..............	16 avril 1883........	221,850	7,395,000	5,953,256 75	403 51905		
4	Idem..............	16 juillet 1883........	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	585,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem..............	16 janvier 1884 (B)....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884......	2,289,900	7 ,330,00 0	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884........	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884........	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891......	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,500
		TOTAUX......	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de.. 115
qu'on ne peut repartir en 170 séries; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de.... 735,475

On a ainsi un groupe homogène composé de.... 735,590

unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371^f 56}{735,590} = 400^f 788,268,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs. de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de : $\frac{3,459,359,545^f 45^c}{8,508,293} = 406^f 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1912. 15	AMORTIES pendant l'année 1912. (C) 16	AMORTIES au 1er janvier 1913. 17	RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
175	Souscription publique..	39	136	1,099,700	232,508	12,568	245,076	854,624	1
172	Idem...............	36	136	2,402,324	474,878	27,934	502,812	1,899,512	2
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A)...........	34	136	2,499,170	470,432	29,402	499,834	1,999,336	3
170	Idem...............	34	136	198,390	37,344	2,334	39,678	158,712	4
170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	34	136	735,590	138,464	8,654	147,118	588,472	5
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	34	136	152,660	28,736	1,796	30,532	122,128	6
169	Souscription publique..	33	136	913,783	167,617	10,814	178,431	735,352	7
169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	33	136	139,763	25,637	1,654	27,291	112,472	8
163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. o/o perpétuelle.	27	136	366,913	56,275	4,502	60,777	306,136	9
			TOTAUX.....	8,508,293	1,631,891	(C) 99,658	1,731,549	6,776,744	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes; 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal; et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.

Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1913, on aura :

$15 \times 6,776,744 = 101,651,160^f$

$500 \times 6,776,744 = 3,388,372,000^f$ (Voir note page 69).

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans deux séries.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES antérieurement à l'année 1912.		
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334;510 00	1,371,184,510 00	116,254,000	492,272,850 00	608,526,850 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	237,439,000	983,477,205 00	1,220,916,205 00
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,75· 50	253,888,000	1,057,254,937 50	1,311,142,937 50
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	180,227,000	738,598,984 37	918,825,984 37
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	28,137,500	105,486,368 75	134,623,868 75
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	815,945,500	3,377,090,345 62	4,194,135,845 62

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES pendant l'année 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES totaux au 1er janvier 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1913.		
	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	6,284,000	12,913,620 00	19,197,620 00	122,538,000	505,186,470 00	627,724,470 00	427,312,000	316,148,040 00	743,460,040 00
Émission de 1881	13,967,000	28,702,185 00	42,669,185 00	251,406,000	1,012,179,390 00	1,263,585,390 00	949,756,000	702,679,770 00	1,652,435,770 00
Émission de 1883	15,868,000	32,608,740 00	48,476,740 00	269,756,000	1,089,863,677 50	1,359,619,677 50	1,079,024,000	798,319,080 00	1,877,343,080 00
Émission de 1884	11,459,000	23,548,245 00	35,007,245 00	191,686,000	762,147,229 37	953,833,229 37	779,212,000	576,502,290 00	1,355,714,290 00
Émission de 1891	2,251,000	4,625,805 00	6,876,805 00	30,388,500	110,112,173 75	140,500,673 75	153,068,000	113,247,810 00	266,315,810 00
TOTAL	49,829,000	102,398,595 00	152,227,595 00	865,774,500	3,479,488,940 62	4,345,263,440 62	(a) 3,388,372,000	2,506,896,990 00	5,895,268,990 00

(a) Voir note page 69.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
				francs.	fr. c.	fr. c.	
SÉRIES AMORTIES.							
1879	175	549,850,000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041 013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 170.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 130.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 19.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710 752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 52.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 102.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 35.
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie : 148.
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie : 55.
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie : 47.
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie : 74.
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie : 61.
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	N° de la série sortie : 171.
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	N° de la série sortie : 113.
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	N° de la série sortie : 44.
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	N° de la série sortie : 124.
1904	150	3,737,175 000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	N° de la série sortie : 66.
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	N° de la série sortie : 139.
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	N° de la série sortie : 122.
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	N° de la série sortie : 135.
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	Nos des séries sorties : 99-104.
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	Nos des séries sorties : 96-111.
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	Nos des séries sorties : 6-88.
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	Nos des séries sorties : 40-147.
1912	138	3,438,201,000	2	49,829 000	102,398,595 00	152,227,595 00	Nos des séries sorties : 53-63.
TOTAL			39	865,774,500	3,480,488,940 62	4,346,263,440 62	
SÉRIES RESTANT À AMORTIR.							
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829 000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			14	348,803,000	674,933,805 00	1,023,736,805 00	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report	....	....	14	348,803,000	674,933,805 00	1,023,736,805 00	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,743,500	65,400,562 30	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,743,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 40	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189 037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 90	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,658,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	(A) Dans cette somme se trouve compris le capital de 27,000 francs correspondant à 810 francs de rentes ayant fait retour à l'État et annulées. Les séries entrant dans la composition de ces rentes n'ayant pas encore été désignées par le sort pour être remboursées, il n'a pas été possible de réduire de ces 27,000 francs le capital à amortir.
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242 305 00	151,729,305 00	
TOTAL			136	(A) 3,388,372,000	2,506,896,990 00	5,895,268,990 00	

RÉCAPITULATION.

Séries amorties	39	865,774,500	3,480,488,940 62	4,346,263,440 62
Séries restant à amortir	136	(A) 3,388,372,000	2,506,896,990 00	5,895,268,990 00
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146 500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le *Compte général des finances de 1895*, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1906 et 1907, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1906 a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1906, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1907, il en résulte pour cette année, comparée à 1906, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1905 et montant à .... 373,717^f 50^c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1907 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1906, soit .... 747,435^f 00^c
alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1907 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci 373,717 50

Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1907, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à .... 373,717 50 | 373,717 50

Le total de la diminution pour 1907 est donc de 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

Pour l'année 1907, le décompte de ces intérêts s'établit comme il suit :

Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1907 montait à 3,662,431,500 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de .... 109,872,945^f 00^c

Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1907 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef 373,717 50

Le montant des intérêts à payer en 1907 est ainsi ramené à 109,499,227 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à 109,499,227 50

A déduire :

1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435^f 00^c
2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci 373,717 50
} 1,121,152 50

MONTANT des intérêts pour 1908 .... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier .... 3,587,688,000^f

INTÉRÊTS à 3 p. o/o .... 107,630,640^f

A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909 747,435

INTÉRÊTS à payer en 1909 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1913, des crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1913 par diverses lois était de........ 127,624,395f

(Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.)

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1912 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500f
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.)........		36,034,860
Emission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.)........		40,463 400
Emission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.)........		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.)........		5,503,695
Total........		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1912 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1912 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci........	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci........	607,530	
3° Pendant l'année 1884........	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci........	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1907, soit dix-sept fois 747,435 francs, ci........	12,706,395	
6° Pendant les années 1908, 1909, 1910 et 1911..	5,983,180	
Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décisions ministérielles des 30 juin 1906 et 27 mai 1907)........	(A) 1,110	
Total........	24,479,175	
Décroissement pendant l'année 1912 :		
Rentes afférentes aux séries sorties le 1er mars 1912....	1,494,870	
Total........	25,974,045	25,974,045
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1913........		101,650,350

(A) Les rentes portées au compte de réduction appartiennent aux séries suivantes :

Série 50, pour 330 francs } 600 francs.
Série 99, pour 270 francs }

Série 4, pour 120 francs }
Série 101, pour 15 francs }
Série 111, pour 30 francs } 510 francs.
Série 126, pour 300 francs }
Série 169, pour 45 francs }

Sur les 1,110 francs de rentes portés au compte de réduction, 810 francs seulement appartiennent à des séries restant à amortir, les 300 francs de surplus font partie des séries remboursées en 1909 et antérieurement.

Suite du COMPTE DES RENTES.

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1913.
	ACCROISSEMENT. (Rejets.)	DÉCROISSEMENT. (Rétablissements.)	
21,510f	5,865f	5,700f	21,675f

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	165,317	2,479,755f
30	109,616	3,290,580
60	75,071	4,504,260
150	19,651	2,947,650
300	8,156	2,446,800
600	2,523	1,513,800
1,000	716	1,074,000
3,000	986	2,958,000
TOTAUX	382,106	21,214,845

Suite du COMPTE DES RENTES.

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1912.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24.569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430.035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415 053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448,739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990
31 décembre 1900	39,314	400,133	439,447	91,833,240	22,524,315	114,357,555
31 décembre 1901	43,567	408,292	451,859	90.853,005	22,757,115	113,610,120
31 décembre 1902	44,363	411,313	455.676	90,135,900	22,726,785	112,862,685
31 décembre 1903	44,928	409,624	454,552	89,459,790	22,655,460	112,115,250
31 décembre 1904	45,529	409,155	454,684	88,858,380	22,509,435	111,367,815
31 décembre 1905	45,848	410,381	456,219	88,108,890	22,511,490	110,620,380
31 décembre 1906	46,667	411,067	457,734	87,332,820	22.539,525	109,872,345
31 décembre 1907	48,406	413,512	461,918	86,614,590	22,509,810	109,124,400
31 décembre 1908	49,454	406,322	455,776	85,423,635	22,206,165	107,629,800
31 décembre 1909	49,687	398,708	448,395	84,344,760	21,790,200	106,134,960
31 décembre 1910	50,209	389,667	439,876	83,150,220	21,489,870	104,640,090
31 décembre 1911	51,045	386,685	437,730	81,899,835	21,245,385	103,145,220
31 décembre 1912	52,095	382,106	434,101	80,435,505	21,214,845	101,650,350

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

En exécution de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée aux obligations émises pour le service des Chemins de fer de l'État.

Ces obligations sont émises pour faire face aux dépenses ci-après :

1° Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits;

2° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel naval et du matériel roulant ;

3° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel inventorié ;

4° Études et travaux de construction des lignes nouvelles, y compris les parachèvements ;

5° Dépenses exceptionnelles de mise en état d'entretien du matériel roulant et des voies et bâtiments afférentes à l'arriéré légué par la Compagnie de l'Ouest. L'ensemble de ces charges est fixé au maximum de soixante-quinze millions de francs (75,000,000 fr.) ;

6° Reconstitution des fonds de réserve du réseau racheté de l'Ouest en ce qui concerne l'assurance contre l'incendie, ainsi que la réserve du réseau à voie étroite (réseau breton), et constitution d'un fonds de réserve d'assurance maritime pour le réseau racheté de l'Ouest;

7° Constitution de la dotation initiale de la réserve de l'exploitation ;

8° Accroissement du fonds de roulement ;

9° Charges nettes du capital d'établissement des lignes à l'étude ou en construction et insuffisance des produits nets des lignes partiellement exploitées jusqu'au 1er janvier de l'année qui suivra la mise en exploitation de ces lignes dans toute leur étendue.

Le maximum des émissions est fixé chaque année par la loi de finances ; le taux et l'époque des émissions sont déterminés par décret.

Aux termes de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, les obligations des Chemins de fer de l'État sont émises par séries groupant les émissions autorisées pendant une période de dix années consécutives.

Il est affecté au service des intérêts et de l'amortissement des annuités calculées de telle sorte que la charge correspondant à chaque émission soit constante et que le remboursement soit achevé dans un délai maximum de 50 ans à dater de la souscription de la première émission de chaque série, sous réserve de l'exercice du droit que l'État conserve de rembourser à toute époque ces obligations au pair par anticipation.

Le nombre des obligations à rembourser chaque année est augmenté ou diminué de façon à constituer un multiple de cent. Les centaines d'obligations à amortir sont désignées par voie de tirage au sort. Le tirage annuel a lieu un mois au moins avant l'époque fixée pour le remboursement qui coïncide avec l'échéance d'un coupon.

La première échéance de remboursement a été fixée au 1er février 1913 par l'article 2 du décret du 9 mars 1912.

FACULTÉ D'ÉMISSION.

Le total des émissions autorisées au 1er mars 1912 s'établissait comme suit :

1° Autorisation donnée par l'article 69 de la loi de finances du 13 juillet 1911 pour faire face aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des Chemins de fer de l'Etat	151,169,400f 00c
2° Autorisation donnée par le même article de la loi du 13 juillet 1911 pour couvrir les charges du capital d'établissement des lignes à l'étude ou en construction et des insuffisances des produits nets des lignes partiellement exploitées afférentes à l'exercice 1911, soit	713,000 00
3° Autorisation donnée par l'article 158 de la loi du 13 juillet 1911 pour solder le compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor en exécution de l'article 4 de la loi du 18 décembre 1908 et intitulé « Exploitation provisoire du Réseau racheté de l'Ouest ». Le solde débiteur de ce compte a été arrêté à	69,105,847 03
4° Autorisation donnée par le même article 158, pour rembourser les obligations à court terme émises en vertu des lois de finances des exercices 1909 (art. 33) et 1910 (art. 76). Les obligations de l'espèce échues ou à échoir en 1912 formaient un total de	33,920,000 00
A reporter	254,908,247f 03c

Report	254,908,247f 03c
5° Autorisation donnée par l'article 25 de la loi de finances du 27 février 1912 pour faire face aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des Chemins de fer de l'État	143,690,000 00
Total des émissions autorisées au 1er mars 1912	398,598,247 03

ÉMISSIONS.

Le décret du 9 mars 1912 a autorisé le Ministre des Finances à négocier par voie de souscription publique 600,000 obligations 4 p. 0/0 amortissables d'une valeur nominale de 500 francs soit pour un capital de 300,000,000.

Ces 600,000 obligations ont été émises avec jouissance du 1er février 1912, le 23 mars 1912 au taux de 503 francs (1).

Au 31 décembre 1912 ces obligations étaient représentées par :

Obligations au porteur en circulation	343,035f 00c
Obligations déposées en échange de 4,901 certificats nominatifs	256,707 00
Obligations en dépôt à divers titres dans les Caisses de l'Agent-comptable, Chef du Service des Titres	258 00
Total	600,000 00

(1) Le produit en a été constaté au crédit du Compte n° 15 des Service spéciaux du Trésor (voir Compte des Finances, 1er volume, page 602, où est indiquée la répartition entre les deux réseaux des chemins de fer de l'État).

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

DES

600,000 OBLIGATIONS 4 0/0.

(Approuvé par Décision ministérielle du 8 mars 1912.)

ANNÉES.	INTÉRÊTS.	AMORTISSEMENT.	AMORTISSEMENT ARRONDI.	NOMBRE D'OBLIGATIONS.	ANNUITÉ DÉFINITIVE.
	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.
1913	12,000,000	1,965,060 15	1,950,000	3,900	13,950,000
1914	11,922,000	2,058,722 71	2,050,000	4,100	13,972,000
1915	11,840,000	2,134,131 77	2,150,000	4,300	13,990,000
1916	11,754,000	2,194,557 19	2,200,000	4,400	13,954,000
1917	11,666,000	2,293,399 63	2,300,000	4,600	13,966,000
1918	11,574,000	2,384,195 77	2,400,000	4,800	13,974,000
1919	11,478,000	2,470,623 75	2,450,000	4,900	13,928,000
1920	11,380,000	2,606,508 85	2,600,000	5,200	13,980,000
1921	11,276,000	2.695,829 35	2,700,000	5,400	13,976,000
1922	11,168,000	2,792,722 67	2,800,000	5,600	13,968,000
1923	11,056,000	2,901,491 73	2,900,000	5,800	13,956,000
1924	10,940,000	3,026,611 55	3,050,000	6,100	13,990,000
1925	10,818,000	3,122,736 16	3,100,000	6,200	13,918,000
1926	10,694,000	3,294,705 76	3,300,000	6,600	13,994,000
1927	10,562,000	3,397,554 14	3,400,000	6,800	13,962,000
1928	10,426,000	3,536,516 46	3,550,000	7,100	13,976,000
1929	10,284,000	3,667,037 27	3,650,000	7,300	13,934,000
1930	10,138,000	3,844,798 91	3,850,000	7,700	13,988,000
1931	9,984,000	3,975,630 22	4,000,000	8,000	13,984.000
1932	9,824,000	4,115,715 58	4,100,000	8,200	13,924,000
1933	9,660,000	4,321,404 35	4,300,000	8,600	13,960,000
1934	9,488,000	4,499,320 67	4,500,000	9,000	13.988,000
1935	9,308,000	4,656,353 65	4,650,000	9,300	13,958,000
1936	9.122,000	4,849,667 95	4,850,000	9,700	13,972,000
1937	8,928,000	5,036,714 82	5,050,000	10,100	13,978,000
1938	8,726,000	5,225,243 56	5,250,000	10,500	13.976,000
1939	8,516,000	5,423,313 45	5,400,000	10,800	13,916,000
1940	8,300,000	5,689,306 14	5,700,000	11,400	14,000,000
1941	8,072,000	5,881,938 54	5,900,000	11,800	13,972,000
1942	7,836,000	6,110,276 23	6,100,000	12,200	13,936,000
1943	7,592,000	6,383,747 43	6,400,000	12,800	13,992.000
1944	7,336 000	6,612,157 48	6,600,000	13,200	13,936,000
1945	7,072,000	6,905,703 93	6,900,000	13,800	13,972,000
1946	6,796,000	7,174,992 24	7,150,000	14,300	13,946,000
1947	6,510,000	7,481,052 08	7,500,000	15,000	14,010,000
1948	6,210,000	7,735,354 31	7,750,000	15,500	13,960,000
1949	5,900,000	8,049,828 63	8,050,000	16,100	13,950,000
1950	5,578,000	8,386,881 93	8,400,000	16,800	13,978,000
1951	5,242,000	8,709,417 36	8,700,000	17,400	13,942,000
1952	4.894,000	9,080,854 20	9,100,000	18,200	13,994,000
1953	4,530,000	9,415,148 52	9,400,000	18,800	13,930,000
1954	4,154,000	9,826,814 61	9,850,000	19,700	14,004,000
1955	3,760,000	10,180,947 35	10,200,000	20,400	13,960,000
1956	3,352,000	10 593,245 39	10,600,000	21,200	13,952,000
1957	2,928,000	11,030,035 36	11,050,000	22,100	13,978,000
1958	2,486,000	11,458,296 93	11,450,000	22,900	13,936,000
1959	2,028,000	11,945,688 96	11,950,000	23,900	13,978,000
1960	1,550,000	12,410,576 67	12,400,000	24,800	13,950,000
1961	1,054,000	12,922,059 89	12,900,000	25,800	13,954,000
1962	538,000	13,450,002 43	13,450,000	26,900	13,988,000
	398,250,000		300,000,000	600,000	698,250,000

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ
À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1913.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01c
Intérêts	1,385,776,484 01	

A reporter	1,710,776,484 01

Report.....................		1,710,776,484f 01c

Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :

Année 1871, du 19 mai au 31 décembre..........	12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre........	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre........................ 6,833,333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	

Période de 1874 à 1954 inclusivement :

81 annuités de 20,500,000 francs.................	1,660,500,000 00	
Somme égale...............	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1912 :

De 1871 à 1873 inclusivement..................	(A) 50,276,484f 01c	
De 1874 à 1911 inclusivement, 38 annuités à 20,500,000f.	779,000,000 00	
Total....................	829,276,484 01	

Dépenses effectuées pendant l'année 1912 :

Annuité de (intérêts et amortissement)..............	20,500,000 00	
Total général des décroissements.......	849,776,484 01	849,776,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1913 à 1954, soit 42 annuités à 20,500,000 francs, ci..................................		861,000,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir..............................		325,000000f 00c
Capital amorti de 1874 à 1911 inclusivement..............	20,845,215f 75c	
Capital amorti pendant l'année 1912.....................	1,467,155 58	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1913.	22,312,371 33	22,312,371 33
Capital restant à amortir de 1913 à 1954...............		302,687,628 67

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 1325282328 p. 0/0

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1913.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f 00c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1912	38,190,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1912	2,546,000	
TOTAL	40,736,000	40,736,000 00
Dépenses restant à effectuer de 1913 à 1958, soit 46 annuités à 2,546,000 francs, ci		117,116,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti : antérieurement à l'année 1912	6,639,489f 40c	
Capital amorti : pendant l'année 1912	566,272 60	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1913	7,205,762 00	7,205,762 00
Capital restant à amortir de 1913 à 1958		60,348,415 90

ANNUITÉ À LA COMPAGNIE D'ORLÉANS

POUR LES LIGNES ÉCHANGÉES ENTRE ELLE ET L'ÉTAT.

(Convention du 18 juin 1883.)
(Loi du 20 novembre 1883. — Arrêté ministériel du 18 janvier 1900.)

Une convention passée le 18 juin 1883, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et approuvée par la loi du 20 novembre suivant, a réglé l'échange entre cette Compagnie et l'État de diverses lignes de chemins de fer. La soulte résultant de cette opération devait être versée annuellement à la compagnie.

Le montant de cette soulte n'a été déterminé que par un arrêté pris le 18 janvier 1900 par le Ministre des travaux publics, sur le rapport de la Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et après avis conforme du Ministre des finances. Il a été fixé pour les années courues de 1884 à 1891 inclusivement ainsi qu'il suit :

1884	2,962,200f 43c
1885	2,579,032 40
1886	2,779,607 53
1887	2,344,076 08
1888	2,569,038 43
1889	2,695,233 92
1890	2,588,085 22
1891	2,350,700 02

Quant aux années ultérieures, l'article 2 dudit arrêté a transformé ces annuités variables en une annuité fixe de 2,348,000 francs que l'État s'est engagé à payer à la Compagnie d'Orléans jusqu'en 1957 inclusivement (A).

Le montant du capital correspondant aux annuités dues à la Compagnie dès 1884, calculé au taux de 3 fr. 75 p. 0/0, s'élevait à 60,191,675 fr. 03, valeur au 1er janvier 1884.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1913.

Montant des dépenses à effectuer		173,487,974f 03c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1912	65,479,974f 03c	67,827,974 03
Dépenses effectuées pendant l'année 1912	2,348,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1913 (45 annuités de 2,348,000 francs)		105,660,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		60,191,675 03
Capital amorti antérieurement au 1er janvier 1912	9,092,016 99c	
Capital amorti pendant l'année 1912	431,762 82	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1913	9,523,779 81	9,523,779 81
Capital restant à amortir de 1913 à 1957		50,667,895 22

(A) Comme il n'a été fait aucun payement à la Compagnie d'Orléans pendant l'année 1900, le point terminal de l'annuité se trouve reporté au 1er janvier 1957.

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1913, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1913.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1912 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1911, pages 83 et suivantes	38,212,518f 82c	3,264,703,219f 14c	1,519,801,809f 30c	1,744,901,409f 84c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1912	»	»	»	»
Situation définitive au 1er janvier 1912	38,212,518 82	3,264,703,219 14	1,519,801,809 30	1,744,901,409 84
Montant des opérations de l'année 1912, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer	»	»	38,212,518 82	38,212,518 82
Situation au 1er janvier 1913	38,212,518 82	3,264,703,219 14	1,558,014,328 12	1,706,688,891 02

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

1. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1912.			
Compagnie du Nord	360,042f 46c	909,860f 80c	1.269,903f 26c
Compagnie de l'Est	4,069,955 40	//	4,069,955 40
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 82	4,548,052 18
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	13,818,734 58	3,167,451 51	16,986,186 09
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,388,917 28	8,462,978 86
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	//	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	//	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	//	1,262,500 00	1,262,500 00
Syndicat de Grande-Ceinture	//	22,478 35	22,478 35
Compagnie de Fives-Lille	//	85,491 92	85,491 92
TOTAL des accroissements antérieurs à 1912 à reporter	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
Report	29,635,793f 96c	12,279,674f 80c	41,915,468f 76c
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1912.	//	//	//
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1913	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76
Décroissements antérieurs à l'année 1912	3,473,958 86	228,991 12	(A) 3,702,949 98
Décroissements pendant l'année 1912	//	//	//
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1913	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Annuités inscrites au 1er janvier 1913	26,161,835 10	12,050,683 68	38,212,518 78

(A) Rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville.....	40,183,805f 00c	1,841,833f 64c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon..........................	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc..............	″	″	″	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)...............	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat........................	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes............................	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin.......................	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central....................................	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang..	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas....................	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875 à reporter..................................	173,233,805 00	8,063,012 64		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.........	173,233,805f 00c	8,063,012f 64c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne............................	″	″	″	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac..........	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique......................	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876..	24,000,000 00	1,099,311 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon..	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie..........................	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons..................................	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1868 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (A)............	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.)..............	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter........	335,053,605 00	15,473,268 94		

(A) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.......	335,053,605f 00c	15,473,268f 94c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant..........	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes..........	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres..........	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	59,200,000 00	2,711,663 24		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe..........	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap..........	50,000,000 00	2 295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	50,000,000 00	2,295,727 40		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen..........	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter......	452,953,605 00	20,883,618 12		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.........	452,953,605f 00c	20,883,618f 12c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges..........	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules..........	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane..........	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon..........	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886........	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph..........	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq..........	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq..........	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888..........	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne..........	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889..........	559,503,605 00	25,892,378 08		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray..........	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1912..........	565,003,605 00	26,161,835 10		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac / Embranchement de Saint-Eloi	4,656,170f 00c	213,983f 82c	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1845	4,656,170 00	213,983 82		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	47,856,170 00	2,193,780 60		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS (Suite).				
Report	47,856,170f 00c	2,193,780f 60c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2). (1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A. (2) Voir même compte et même page, observation B.
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882	7,0000,00 00	350,145 06		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1856 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	117,731,170 00	5,453,110 46		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	117,731,170^{f} 00^{c}	5,453,110^{f} 46^{c}		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Aix	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 4 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
A reporter	217,712,717 24	10,387 028 60		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	217,712,717^{f} 24^{c}	10,387,028^{f} 60^{c}		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,600,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431 86		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1901. Antérieurement au 1er janvier 1901, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes { 4,594,542^{f} 68^{c} / 5,189,108 27 / 1,442,099 08 }	11,225,750 03	471,647 21	{ 3,9959616 / 3,89581154 / 3,6498546 }	Convention du 5 août 1887. — Loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958 (70 ans). — Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1958 (69 ans). — Amortissement du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1958 (68 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1901	11,225,750 03	471,647 21		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1903. (Loi du 31 mars 1903.) Antérieurement au 1er janvier 1903, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (matériel roulant, outillage, mobilier, etc.)	895,531 56	85,491 92	4,865	Convention du 16 avril 1886. — Loi du 28 août 1886. — Amortissement du 1er août 1899 au 1er août 1913 (15 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1903	895,531 56	85,491 92		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1912	253,127,484 83	12,050,683 68		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	565,003,605 00	26,161,835 10		
Avances	253,127,484 83	12,050,683 68		
TOTAL GÉNÉRAL	818,131,089 83	38,212,518 78		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1er JANVIER 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1913.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	5,293,552f 31c	81,272,628f 77c	86,566,181f 08c	274,829f 72c	1,567,003f 94c	1,841,833f 66c	5,568,382f 03c	82,839,632f 71c	88,408,014f 74c	34,615,422f 97c	42,741,589f 89c	77,357,012f 86c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	392,998 07	5,937,613 93	6,330,612 00	20,535 32	117,086 68	137,622 00	413,533 39	6,054,700 61	6,468,234 00	2,586,466 61	3,193,657 39	5,780,124 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	3,879,663 00	40,123,594 76	44,003,257 76	252,728 00	1,568,314 74	1,821,042 74	4,132,391 00	41,691,909 50	45,824,300 50	33,367,609 00	43,116,186 08	76,483,795 08
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	525,250 00	5,679,910 46	6,205,160 46	37,396 00	232,061 02	269,457 02	562,646 00	5,911,971 48	6,474,617 48	4,937,354 00	6,379,840 84	11,317,194 84
Total	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	10,091,463 38	133,013,747 92	143,105,211 30	585,489 04	3,484,466 38	4,069,955 42	10,676,952 42	136,498,214 30	147,175,166 72	75,506,852 58	95,431,274 20	170,938,126 78
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	2,352,525 75	43,453,673 83	45,806,199 58	127,642 13	989,582 25	1,117,224 38	2,480,167 88	44,443,256 08	46,923,423 96	21,894,632 12	32,732,138 12	53,626,770 24
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	801,867 63	14,320,317 63	15,122,185 26	44,300 06	343,448 28	387,748 34	846,167 69	14,663,765 91	15,509,933 60	7,598,832 31	11,013,088 01	18,611,920 32
Total	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	3,154,393 38	57,773,991 46	60,928,384 84	171,942 19	1,333,030 53	1,504,972 72	3,326,335 57	59,107,021 99	62,433,357 56	29,493,464 43	42,745,226 13	72,238,690 56
A reporter	119,003,605 00	333,781,736 62	452,785,341 62	13,245,856 76	190,787,739 38	204,033,596 14	757,431 23	4,817,496 91	5,574,928 14	14,003,287 99	195,605,236 29	209,608,524 28	105,000,317 01	138,176,500 33	243,176,817 34

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)						
Report	119,003 605f 00c	333,781,736f 62c	452,785,341f 62c	13,245,856f 76c	190,787,739f 38c	204,033,596f 14c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.						
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	2,693,751 01	62,021,862 18	64,715,613 19
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	5,602,998 96	93,084,678 74	98,687,677 70
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	183,033 43	2,945,221 70	3,128,255 13
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	128,255 14	1,994,960 78	2,123,215 92
Châteaubriant à Nantes	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	864,465 24	14,728,762 02	15,593,227 26
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	954,150 55	13,149,398 35	14,103,548 90
TOTAL	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	10,426,654 33	187,924,883 77	198,351,538 10
COMPAGNIE DU MIDI.						
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	2,562,930 10	43,250,301 10	45,813 231 20
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	2,526,832 13	42,641,142 65	45,167,974 78
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	323,637 49	4,931,429 63	5,255,067 12
TOTAL	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	5,413,399 72	90,822,873 38	96,236,273 10
A reporter	256,120,272 00	779,216,133 02	1,035,336,405 02	29,085,910 81	469 535,496 53	498,621,407 34

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1912.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1913.		
	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)						
Report	757,431f 23c	4,817,496f 91c	5,574,928f 14c	14,003,287f 99c	195,605,236f 29c	209,608,524f 28c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.						
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	150,050 42	1,184,292 12	1,334,342 54	2,843,801 43	63,206,154 30	66,049,955 73
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	289,996 44	1,787,638 88	2,077,635 32	5,892,995 40	94,872,317 62	100,765,313 02
Pithiviers à Malesherbes	9,596 40	59,156 46	68,752 86	192,629 83	3,004,378 16	3,197,007 99
Embranchement de Romorantin	6,900 93	43,651 83	50,552 76	135,156 07	2,038,612 61	2,173,768 68
Châteaubriant à Nantes	47,758 59	352,067 75	399,826 34	912,223 83	15,080,829 77	15,993,053 60
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	55,007 26	347,951 28	402,958 54	1,009,157 81	13,497,349 63	14,506,507 44
TOTAL	559,310 04	3,774,758 32	4,334,068 36	10,985,964 37	191,699,642 09	202,685,606 46
COMPAGNIE DU MIDI.						
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	133,061 77	841,687 83	974,749 60	2,695,991 87	44,091,988 93	46,787,980 80
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	131,187 63	829,833 11	961,020 74	2,658,019 76	43,470,975 76	46,128,995 52
Embranchement de Saint-Affrique	18,056 06	120,235 18	138,291 24	341,693 55	5,051,664 81	5,393,358 36
TOTAL	282,305 46	1,791,756 12	2,074,061 58	5,695,705 18	92,614,629 50	98,310,334 68
A reporter	1,599,046 73	10,384,011 35	11,983,058 08	30,684,957 54	479,919,507 88	510,604,465 42

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1913.		
	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)			
Report	105,000,317f 01c	138,176,500f 33c	243,176,817f 34c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.			
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	23,572,865 57	34,471,034 92	58,043,900 49
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	39,507,004 60	50,870,131 82	90,377,136 42
Pithiviers à Malesherbes	1,307,370 17	1,683,379 24	2,990,749 41
Embranchement de Romorantin	964,843 93	1,259,477 51	2,224,321 44
Châteaubriant à Nantes	7,787,776 17	11,004,061 81	18,791,837 98
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	7,690,842 19	10,039,333 57	17,730,175 76
TOTAL	80,830,702 63	109,327,418 87	190,158,121 50
COMPAGNIE DU MIDI.			
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	18,604,008 13	24,284,974 27	42,888,982 40
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	18,341,980 24	23,942,932 32	42,284,912 56
Embranchement de Saint-Affrique	2,658,306 45	3,564 799 35	6,223,105 80
TOTAL	39,604,294 82	51,792,705 94	91,397,000 76
A reporter	225,435,314 46	299,296,625 14	524,731,939 60

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)						
Report	256,120,272f 00c	779,216,133f 02c	1,035,336,405f 02c	29,085,910f 81c	469,535,496f 53c	498,621,407f 34c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.						
Réseau central	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	132,318 61	3,100,409 39	3,232,728 00
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	3,970,739 75	67,007,504 99	70,978,244 74
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	1,412,254 20	25,359,036 90	26,771,291 10
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	9,626,024 40	162,442,449 52	172,068,473 92
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	5,198,053 15	87,718,923 03	92,916,976 18
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	862,788 07	12,197,530 37	13,060,318 44
Grenoble à Gap	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	5,870,493 32	92,845,784 88	98,716,278 20
Thonon à Collonges	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	1,563,228 92	26,396,898 28	27,960,127 20
Lyon à Montbrison	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	1,158,175 03	21,392,754 03	22,550,929 06
Aix à Carnoules	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	2,215,268 94	34,458,457 38	36,673,726 32
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	419,735 15	6,528,970 81	6,948,705 96
Gap à Briançon	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	2,170,703 48	29,367,911 80	31,538,615 28
Thonon à Saint-Gingolph	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	676,241 09	10,518,896 70	11,195,137 80
TOTAL	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	35,276,024 11	579,335,528 09	614,611,552 20
COMPAGNIE DU NORD.						
Amiens à la vallée de l'Ourcq	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	950,196 03	8,152,720 59	9,102,916 62
Amiens à la vallée de l'Ourcq	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	60,662 31	534,670 09	595,332 40
TOTAL	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	1,010,858 34	8,687,390 68	9,698,249 02
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	65,372,793 26	1,057,558,415 30	1,122,931,208 56

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1er JANVIER 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1913.		
	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)									
Report	1,599,046f 73c	10,384,011f 35c	11,983,058f 08c	30,684,957f 54c	479,919,507f 88c	510,604,465f 42c	225,435,314f 46c	299,296,625f 14c	524,731,939f 60c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.									
Réseau central	7,388 98	59,959 52	67,348 50	139,707 59	3,160,368 91	3,300,076 50	1,193,625 41	1,769,708 59	2,963,334 00
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	206,152 23	1,304,023 19	1,510,175 42	4,176,891 98	68,311,528 18	72,488,420 16	28,823,108 02	37,624,610 46	66,447,718 48
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	74,295 55	520,622 03	594,917 58	1,486,549 75	25,879,658 93	27,366,208 68	11,513,450 25	15,852,758 43	27,366,208 68
Chemins de fer de l'Algérie	499,762 24	3,161,269 12	3,661,031 36	10,125,786 64	165,603,718 64	175,729,505 28	69,874,213 36	91,211,166 48	161,085,379 84
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres	269,871 61	1,707,085 33	1,976,956 94	5,467,924 76	89,426,008 36	94,893,933 12	37,732,075 24	49,254,030 12	86,986,105 36
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne	45,714 00	289,165 96	334,879 96	908,502 07	12,486,696 33	13,395,198 40	6,391,497 93	10,017,620 11	16,409,118 04
Grenoble à Gap	313,385 97	1,982,341 43	2,295,727 40	6,183,879 29	94,828,126 31	101,012,005 60	43,816,120 71	57,195,884 89	101,012,005 60
Thonon à Collonges	81,211 44	513,706 16	594,917 60	1,644,440 36	26,910,604 44	28,555,044 80	11,355,559 64	14,821,814 76	26,177,374 40
Lyon à Montbrison	62,839 62	487,183 04	550,022 66	1,221,014 65	21,879,937 07	23,100,951 72	10,778,985 35	15,622,102 33	26,401,087 68
Aix à Carnoules	119,197 13	753,986 83	873,183 96	2,334,466 07	35,212,444 21	37,546,910 28	16,665,533 93	21,754,560 31	38,420,094 24
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane	22,584 72	142,860 66	165,445 38	442,319 87	6,671,831 47	7,114,151 34	3,157,680 13	4,121,916 59	7,279,596 72
Gap à Briançon	126,622 24	800,954 68	927,576 92	2,297,325 72	30,168,866 48	32,466,192 20	17,702 674 28	23,109,710 20	40,812,384 48
Thonon à Saint-Gingolph	36,386 49	230,164 41	266,550 90	712,627 58	10,749,061 11	11,461,688 70	5,087 372 42	6,640,867 18	11,728,239 60
TOTAL	1,865,412 22	11,953,322 36	13,818,734 58	37,141,436 33	591,288,850 45	628,430,286 78	264,091,896 67	348,996,750 45	613,088,647 12
COMPAGNIE DU NORD.									
Amiens à la vallée de l'Ourcq	61,439 53	275,705 53	337,145 06	1.011,635 56	8,428,426 12	9,440,061 68	6,160,239 44	6,651,272 84	12,811,512 28
Amiens à la vallée de l'Ourcq	4,038 84	18,858 56	22,897 40	64,701 15	553,528 65	618,229 80	413,423 85	456,677 35	870,101 20
TOTAL	65,478 37	294,564 09	360,042 46	1,076,336 71	8,981,954 77	10,058,291 48	6,573,663 29	7,107,950 19	13,681,613 48
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions	3,529,937 32	22,631,897 80	26,161,835 12	68,902,730 58	1,080,190,373 10	1,149,093,043 68	496,100,874 42	655,401,325 78	1,151,502,200 20

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES
DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1913.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES									MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1913.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.			PENDANT L'ANNÉE 1912.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1913.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000f 00c	111,393,457f 12c	146,093,457f 12c	4,175,289f 32c	70,459,411f 60c	74,634,700f 92c	216,771f 86c	1,371,200f 50c	1,587,972f 36c	4,392,061f 18c	71,830,612f 10c	76,222,673f 28c	30,307,938f 82c	39,562,845f 02c	69,870,783f 84c
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	376,452 82	6,609,018 68	6,985,471 50	21,002 22	162,825 98	183,828 20	397,455 04	6,771,844 66	7,169,299 70	3,602,544 96	5,221,208 64	8,823,753 60
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	272,571 50	5,109,463 12	5,382,034 62	16,656 31	137,698 37	154,354 68	289,227 81	5,247,161 49	5,536,389 30	2,710,772 19	4,158,011 07	6,868,783 26
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	438,690 52	6,045,700 08	6,484,390 60	25,290 74	159,977 56	185,268 30	463,981 26	6,205,677 64	6,669,658 90	3,536,018 74	4,615,786 46	8,151,805 20
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	2,296,815 20	34,541,753 60	36,838,568 80	125,719 34	795,244 88	920,964 22	2,422,534 54	35,336,998 48	37,759,533 02	17,577,465 46	22,944,960 22	40,522,425 68
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	1,142,484 38	13,105,736 90	14,248,221 28	73,538 55	483,512 01	557,050 56	1,216,022 93	13,589,248 91	14,805,271 84	10,483,977 07	14,304,772 85	24,788,749 92
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	478,470 00	5,488,734 99	5,967,204 99	30,799 00	202,495 98	233,294 98	509,269 00	5,691,230 97	6,200,499 97	4,390,731 00	5,990,895 61	10,381,626 61
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	3,509,523 00	48,365,600 30	51,875,123 30	202,325 00	1,279,821 38	1,482,146 38	3,711,848 00	49,645,421 68	53,357,269 68	28,288,152 00	36,926,288 72	65,214,440 72
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	1,436,065 40	17,790,067 60	19,226,133 00	97,140 98	656,825 02	753,966 00	1,533,206 38	18,446,892 62	19,980,099 00	14,266,793 62	19,284,693 38	33,551,487 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	281,839 95	2,454,210 18	2,736,050 13	20,770 40	112,695 46	133,465 86	302,610 35	2,566,905 64	2,869,515 99	2,697,389 65	3,241,841 12	5,939,230 77
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	375,132 20	6,112,857 22	6,487,989 42	23,026 60	173,579 14	196,605 74	398,158 80	6,286,436 36	6,684,595 16	3,601,841 20	5,147,114 23	8,748,955 43
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	14,783,334 29	216,082,554 27	230,865,888 56	853,041 00	5,535,876 28	6,388,917 28	15,636,375 29	221,618,430 55	237,254,805 84	121,463,624 71	161,398,417 32	282,862,042 03
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	438,690 53	6,045,699 97	6,484,390 50	25,290 74	159,977 56	185,268 30	463,981 27	6,235,677 53	6,669,658 80	3,536,018 73	4,615,786 47	8,151,805 20
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	1,535,416 63	21,159,949 77	22,695,366 40	88,517 52	559,921 52	648,439 04	1,623,934 15	21,719,871 29	23,343,805 44	12,376,065 85	16,155,251 91	28,531,317 76
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	1,096,726 38	15,114,249 52	16,210,975 90	63,226 82	399,943 92	463,170 74	1,159,953 20	15,514,193 44	16,674,146 64	8,840,046 80	11,539,465 76	20,379,512 56
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	1,988,652 24	33,288,950 50	35,277,602 74	121,625 00	1,277,301 22	1,398,926 22	2,110,277 24	34,566,251 72	36,676,528 96	24,021,270 00	41,728,262 34	65,749,532 34
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	21,456,466 82	32,682,216 85	1,144,821 60	9,369,976 38	10,514,797 98	77,940 59	393,706 62	471,647 21	1,222,762 19	9,763,683 00	10,986,445 19	10,002,987 84	11,692,783 82	21,695,771 66
TOTAL	65,357,297 27	173,501,227 28	238,858,524 55	6,204,307 38	84,978,826 14	91,183,133 52	376,600 67	2,790,850 84	3,167,451 51	6,580,908 05	87,769,676 98	94,350,585 03	58,776,389 22	85,731,550 30	144,507,939 52
A reporter	202,457,297 27	556,518,075 15	758,975,372 42	20,987,641 67	301,061,380 41	322,049,022 08	1,229,641 67	8,326,727 12	9,556,368 79	22,217,283 34	309,388,107 53	331,605,390 87	180,240,013 93	247,129,967 62	427,369,981 55

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1er JANVIER 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1913.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report	202,457,297f 27c	556,518,075f 15c	758,975,372f 42c	20,987,641f 67c	301,061,380f 41c	322,049,022f 08c	1,229,641f 67c	8,326,727f 12c	9,556,368f 79c	22.217,283f 34c	309,388,107f 53c	331,605,390f 87c	180,240,013f 93c	247,129,967f 62c	427,369,981f 55c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	692,880 08	7,562,470 61	8,255,350 69	38,099 65	170,896 57	208,996 22	730,979 73	7,733,367 18	8,464,346 91	3,769,020 27	4,068,337 98	7,837,358 25
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	1,674,460 37	18,275,970 53	19,950,430 90	92,074 25	412,999 95	505,074 20	1,766,534 62	18,688,970 48	20,455,505 10	9,108,465 38	9,831,817 12	18,940,282 50
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	541,664 51	6,115,208 41	6,656,872 92	32,326 40	163,463 98	195,790 38	573,990 91	6,278,672 39	6,852,663 30	3,426,009 09	4,014,025 35	7,440,034 44
TOTAL	19,375,000 00	50,615,190 50	69,990,190 50	2,909,004 96	31,953,649 55	34,862,654 51	162,500 30	747,360 50	909,860 80	3,071,505 26	32,701,010 05	35,772,515 31	16,303,494 74	17,914,180 45	34,217,675 19
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac / Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	542,877 35	8,444,443 09	8,987,320 44	29,210 64	184,773 20	213,983 84	572,087 99	8,629,216 29	9,201,304 28	4,084,082 01	5,331,206 05	9,415,288 06
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	298,246 00	11,910,104 00	12,208,350 00	21,255 00	477,745 00	499,000 00	319,501 00	12,387,849 00	12,707,350 00	9,660,499 00	22,542,151 00	32,202,650 00
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	395,497 00	16,694,403 00	17,089,900 00	29,524 00	733,976 00	763,500 00	425,021 00	17,428,379 00	17,853,400 00	14,844,979 00	36,016,621 00	50,861,600 00
TOTAL	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	693,743 00	28,604,507 00	29,298,250 00	50,779 00	1,211,721 00	1,262,500 00	744,522 00	29,816,228 00	30,560,750 00	24,505,478 00	58,558,772 00	83,064,250 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	1,124,955 20	1,618,441 20	62,036 80	499,921 95	561,958 75	2,748 15	19,730 20	22,478 35	64,784 95	519,652 15	584,437 10	428,701 05	605,303 05	1,034,004 10
COMPAGNIE DE FIVES-LIVES.															
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure	895,531 56	386,847 24	1,282,378 80	736,259 70	375,135 26	1,111,394 96	77,743 34	7,748 58	85,491 92	814,003 04	382,883 84	1,196,886 88	81,528 52	3,963 40	85,491 92
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances	253,127,484 83	710,980,490 43	964,107,975 26	25,931,563 48	370,939,037 26	396,870,600 74	1,552,623 10	10,498,060 60	12,050,683 70	27,484,186 58	381,437,097 86	408,921,284 44	225,643,298 25	329,543,392 57	555,186,690 82
RÉCAPITULATION.															
Subventions	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	65,372,793 26	1,057,558,415 30	1,122,931,208 56	3,529,937 32	22,631,897 80	26,161,835 12	68,902,730 58	1,080,190,313 10	1,149,093,043 68	496,100,874 42	655,401,325 78	1,151,502,200 20
Avances	253,127,484 83	710,980,490 43	964,107,975 26	25,931,563 48	370,939,037 26	396,870,600 74	1,552,623 10	10,498,060 60	12,050,683 70	27,484,186 58	381,437,097 86	408,921,284 44	225,643,298 25	329,543,392 57	555,186,690 82
TOTAL GÉNÉRAL	818,131,089 83	2,446,572,129 31	3,264,703,219 14	91,304,356 74	1,428,497,452 56	1,519,801,809 30	5,082,560 42	33,129,958 40	38,212,518 82	96,386,917 16	1,461,627,410 96	1,558,014,328 12	721,744,172 67	984,944,718 35	1,706,688,891 02

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1913.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	69,990,190f 50c	93,730,095f 46c	10,058,291f 48c	35,772,515f 31c	45,830,806f 79c	13,681,613f 48c	34,217,675f 19c	47,899,288f 67c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	″	318,113,293 50	147,175,166 72	″	147,175,166 72	170,938,126 78	″	170,938,126 78	
Compagnie de l'Ouest	″	″	″	″	″	″	″	″	″	Annuités supprimées des Comptes de la Dette publique (loi du 13 juillet 1908).
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	18,616,592 34	411,460,320 30	202,685,606 46	9,201,304 28	211,886,910 74	190,158,121 50	9,415,288 06	199,573,409 56	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	238,858,524 55	1,480,377,458 45	628,430,286 78	94,350,585 03	722,780,871 81	613,088,647 12	144,507,939 52	757,596,586 64	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709,824,183 31	98,310,334 68	237,254,805 84	335,565,140 52	91,397,000 76	282,862,042 03	374,259,042 79	
Compagnies diverses	134,672,048 12	″	134,672,048 12	62,433,357 56	″	62,433,357 56	72,238,690 56	″	72,238,690 56	
Compagnie des chemins de fer départementaux	″	113,625,000 00	113,625,000 00	″	30,560,750 00	30,560,750 00	″	83,064,250 00	83,064,250 00	
Syndicat de grande ceinture de Paris	″	1,618,441 20	1,618,421 20	″	584,437 10	584,437 10	″	1,034 004 10	1,034,004 10	
Compagnie de Fives-Lille	″	1,282,378 80	1,282,378 80	″	1,196,886 88	1,196,886 88	″	85,491 92	85,491 92	
TOTAL	2,300,595,243 88	964,107,975 26	3,264,703,219 14	1,149,093,043 68	408,921,284 44	1,558,014,328 12	1,151,502,200 20	555,186,690 82	1,706,688,891 02	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1913.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES.			DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
	SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.		
1913	26,161,835f 12c	12,050,683f 70c	38,212,518f 82c	1	38,212,518f 82c
1914 à 1949	26,161,835 10	11,965,191 76	38,127,026 86	36	1,372,572,966 96
1950	26,161,835 10	11,608,156 55	37,769,991 65	1	37,769,991 65
1951 à 1954	25,801,792 64	11,055,330 96	36,857,123 60	4	147,428,494 40
1955	21,731,837 24	11,055,330 96	32,787,168 20	1	32,787,168 20
1956	19,991,471 88	11,055,330 96	31,046,802 84	1	31,046,802 84
1957	3,522,910 50	4,353,748 89	7,876,659 39	1	7,876,659 39
1958	3,384,619 26	3,339,379 98	6,723,999 24	1	6,723,999 24
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1,262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	"	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	"	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	"	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	"	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	"	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	"	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	69	1,706,688,891 10

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT DES CAPITAUX à rembourser.	MONTANT DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	Totaux	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887 ..	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888 ..	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889 ..	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier ..	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887 ...	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888 ...	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet ..	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1978
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887 ..	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888 ..	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre ..	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES	MONTANT DES CAPITAUX à rembourser.	MONTANT DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre	2,260,000	113,000
	TOTAUX	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805.000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525,000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717,567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
Total	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'applipuent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
Totaux	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1913 figure ci-après, page 118

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
Total	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951

Les annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement......	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration..	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL....................	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe..................................	533,391f 495
2° Frais de timbre et d'administration..............	12,030 905
TOTAL.................	545,422 40

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 02986513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de..........	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.........	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que..................................	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887..........................	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887.)...............................	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX......................	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1913 figure ci-après, page 118.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 059504755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 23.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2 Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888.)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507 099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1913 figure ci-après, page 118.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 .... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement..................................	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration..................................	7,417 16
Total..................	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe..................................	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration..................	3,708 58
Total..................	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr.03022147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de..............	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de...........	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de........................	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887..................	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr 70 chacune (arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887)..................	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
Totaux..................	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1913 figure ci-après, page 118.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
Totaux	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 9 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1913.

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES annuelles.	DURÉE des ENGAGEMENTS	MONTANT DES DÉPENSES pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1913 à 1950	2,482,302f 73c	38 ans.	94,327,503f 74c	Les quatre annuités.
Année 1951...	1,936,880 33	1 an.	1,936 880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954..........	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée – Midi.
De 1955 à 1957..........	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959......	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
Totaux..................		47 ans.	103,025,129 46	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1913.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES			MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1913.
		ANTÉRIEUREMENT à l'année 1912.	PENDANT l'année 1912.	ANTÉRIEUREMENT à l'année 1913.	
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f 86c	885,854f 86c	59,322f 00c	945,176f 86c	11,079,095f 00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	1,570,542 43	105,893 00	1,676,435 43	16,007,354 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	281,674 06	18,811 00	300,485 06	4,732,454 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	326,563 28	22,363 00	348,926 28	5,253,433 00
Totaux	40,343,359 63	3,064,634 63	206,389 00	3,271,023 63	37,072,336 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	27,564,883 91	675,528 53	28,240,412 44	19,784,627 26
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	40,195,614 27	984,951 80	41,180,566 07	25,990,170 80
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	11,428,239 64	289,463 70	11,717,703 34	9,756,456 90
Compagnie du Midi	23,560,129 32	12,812,621 12	325,969 70	13,138,590 82	10,421,568 50
Totaux	160,230,066 13	92,001,358 94	2,275,913 73	94,277,272 67	65,952,793 46
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	28,450,738 77	//	29,185,589 30	(A) 30,863,722 26
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	41,766,156 70	//	42,857,001 50	(B) 41,997,524 80
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	11,709,913 70	//	12,018,188 40	(C) 14,488,910 90
Compagnie du Midi	29,162,488 60	13,139,184 40	//	13,487,517 10	(D) 15,674,971 50
Totaux	200,573,425 76	95,065,993 57	//	97,548,296 30	103,025,129 46

(A) 42 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1913 au 1er juillet 1954.
(B) 38 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1913 au 1er janvier 1951.
(C) 47 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1913 au 1er janvier 1959.
(D) 45 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1913 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR
VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
AU 1er JANVIER 1902.

(CHAPITRE 10 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

EXERCICE 1912.

LOI DU 30 MARS 1902, ART. 41.

. . . .

« A dater du 1er janvier 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux di- « verses caisses gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations, en raison des avances consenties « par elles aux titres ci-après :

« 1° Conversion de l'Emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des « 26 décembre 1892 et 26 décembre 1895);

« 2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

« 3° Liquidation des Caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre « 1895);

« 4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, « 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

« 5° Indemnités de rachat à la Compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

« La Caisse des Dépôts et Consignations recevra en payement des obligations amo tissables « productives d'un intérêt de trois pour cent (3 p. o/o) et remboursables au moyen de qua- « rante-quatre demi-annuités, dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière « à celle du 16 novembre 1923.

« Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897. »

En exécution de ces dispositions, les sommes dues par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la date du 1er janvier 1902, ont été arrêtées au chiffre de 785,565,019 fr. 84 c. suivant détail ci-après :

Caisses vicinale et scolaire	415,670,721f 79c
Expéditions de Madagascar et du Siam	83,493,000 00
Suppléments de pensions militaires	89,357,660 60
Emprunt Morgan	168,967,937 45
Rachat du canal du Midi (principal et intérêts)	28,075,700 00
TOTAL ÉGAL	785,565,019 84

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR À 1912.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1912.	TOTAL DES AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1913.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 10. Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, au 1er janvier 1902	785,565,019 84	294,265,019 84	34,550,000 00	328,815,019 84	456,750,000 00

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette annuité est calculée au taux de 3 p. o/o.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR

VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1ER JANVIER 1902.

(Loi de finances du 30 mars 1902. — Article 41.)

TERMES SEMESTRIELS.	ANNÉES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT.	INTÉRÊTS.	MONTANT DES ANNUITÉS.	NOMBRE de SÉRIES AMORTIES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1	1902	785,565,019 84	12,665,019 84	12,839,524 89	(A) 25,504,544 73	253 1/2	(A) Les reversements effectués par la Caisse des dépôts sur le montant de l'annuité ordonnancée, ci 25,504,544f 73c ont été de......... 1,746,073 14 ce qui ramène à.... 23,758,471 59 le chiffre des payements. Ces reversements ont été motivés par la différence de jouissance des diverses annuités.
2		772,900,000	12,900,000	11,593,500	24,493,500	258	
3	1903	760,000,000	13,100,000	11,400,000	24,500,000	262	
4		746,900,000	13,300,000	11,203,500	24,503,500	266	
5	1904	733,600,000	13,500,000	11,004,000	24,504,000	270	
6		720,100,000	13,700,000	10,801,500	24,501,500	274	
7	1905	706,400,000	13,900,000	10,596,000	24,496,000	278	
8		692,500,000	14,150,000	10,387,500	24,537,500	283	
9	1906	678,350,000	14,350,000	10,175,250	24,525,250	287	
10		664,000,000	14,550,000	9,960,000	24,510,000	291	
11	1907	649,450,000	14,800,000	9,741,750	24,541,750	296	
12		634,650,000	15,000,000	9,519,750	24,519,750	300	
13	1908	619,650,000	15,200,000	9,294,750	24,494,750	304	
14		604,450,000	15,450,000	9,066,750	24,516,750	309	
15	1909	589,000,000	15,700,000	8,835,000	24,535,000	314	
16		573,300,000	15,900,000	8,599,500	24,499,500	318	
17	1910	557 400,000	16,150,000	8,361,000	24,511,000	323	
18		541,250,000	16,400,000	8,118,750	24,518,750	328	
19	1911	524,850,000	16,650,000	7,872,750	24,522,750	333	
20		508,200,000	16,900,000	7,623,000	24,523,000	338	
21	1912	491,300,000	17,150,000	7,369,500	24,519,500	343	
22		474,150,000	17,400,000	7,112,250	24,512,250	348	
23	1913	456,750,000	17,650,000	6,851,250	24,501,250	353	
24		439,100,000	17,950,000	6,586,500	24,536,500	359	
25	1914	421,150,000	18,200,000	6,317,250	24,517,250	364	
26		402,950,000	18,450,000	6,044,250	24,494,250	369	
27	1915	384,500,000	18,750,000	5,767,500	24,517,500	375	
28		365,750,000	19,050,000	5,486,250	24,536,250	381	
29	1916	346,700,000	19,300,000	5,200,500	24,500,500	386	
30		327,400,000	19,600,000	4,911,000	24,511,000	392	
31	1917	307,800,000	19,900,000	4,617,000	24,517,000	398	
32		287,900,000	20,200,000	4,318,500	24,518,500	404	
33	1918	267,700,000	20,550,000	4,015,500	24,565,500	411	
34		247,150,000	20,850,000	3,707,250	24,557,250	417	
35	1919	226,300,000	21,150,000	3,394,500	24,544,500	423	
36		205,150,000	21,450,000	3,077,250	24,527,250	429	
37	1920	183,700,000	21,800,000	2,755,500	24,555,500	436	
38		161,900,000	22,100,000	2,428,500	24,528,500	442	
39	1921	139,800,000	22,450,000	2,097,000	24,547,000	449	
40		117,350,000	22,800,000	1,760 250	24,560,250	456	
41	1922	94,550,000	23,100,000	1,418,250	24,518,250	462	
42		71,450,000	23,450,000	1,071,750	24,521,750	469	
43	1923	48,000,000	23,800,000	720,000	24,520,000	476	
44		24,200,000	24,200,000	363,000	24,563,000	484	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

(CHAPITRE 3 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

La loi de finances du 31 décembre 1907 (art. 24 et 25) a autorisé l'annulation au Grand-Livre de la dette publique d'un titre de rente 3 p. 0/0 de 7,950,000 francs, portant jouissance du 1er octobre 1907 et représentant un capital nominal de 265,000,000 francs.

Cette inscription, cédée par la Caisse des Dépôts et Consignations par prélèvement sur le portefeuille de la Caisse d'épargne postale, doit lui être remboursée au moyen de cinquante-sept demi-annuités semestrielles, la première venant à échéance le 1er avril 1908 et la dernière, le 1er avril 1936.

Le montant de ces demi-annuités, représentées par des obligations du Trésor, est fixé ainsi qu'il suit :

De 1908 à 1910	5,500,000 francs.
De 1911 à 1914	5,800,000 —
En 1915	6,800,000 —
De 1916 à 1931	7,150,000 —
De 1932 à 1935	10,350,000 —
En 1936 (un semestre)	6,726,312 fr. 85.

SITUATION AU 1er JANVIER 1913.

Les dépenses à effectuer s'élèvent à		411,326,312f 85c
se décomposant ainsi :		
Capital	265,000,000f 00c	
Intérêts	146,326,312 85	
Remboursements effectués antérieurement à 1912	44,600,000 00	56,200,000f 00c
Remboursements effectués en 1912	11,600,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1913		355,126,312 85

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Capital à amortir		265,000,000f 00c
Capital amorti antérieurement à 1912	13,464,579f 67c	17,548,921 60
Capital amorti pendant l'année 1912	4,084,341 93	
Reste à amortir au 1er janvier 1913		247,451,078f 40c

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. L'annuité est calculée au taux de 3 p. 0/0.

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.		MONTANT DES SEMESTRIALITÉS. TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	CAPITAL RESTANT À REMBOURSER.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
					265,000,000 00
1908.	Avril	5,500,000 00	3,975,000 00	1,525,000 00	263,475,000 00
	Octobre	5,500,000 00	3,952,125 00	1,547,875 00	261,927,125 00
1909.	Avril	5,500,000 00	3,928,906 87	1,571,093 13	260,356,031 87
	Octobre	5,500,000 00	3,905,340 47	1,594,659 53	258,761,372 34
1910.	Avril	5,500,000 00	3,881,420 58	1,618,579 42	257,142,792 92
	Octobre	5,500,000 00	3,857,141 89	1,642,858 11	255,499,934 81
1911.	Avril	5,800,000 00	3,832,499 02	1,967,500 98	253,532,433 83
	Octobre	5,800,000 00	3,802,986 50	1,997,013 50	251,535,420 33
1912.	Avril	5,800,000 00	3,773,031 30	2,026,968 70	249,508,451 63
	Octobre	5,800,000 00	3,742,626 77	2,057,373 23	247,451,078 40
1913.	Avril	5,800,000 00	3,711,766 17	2,088,233 83	245,362,844 57
	Octobre	5,800,000 00	3,680,442 66	2,119,557 34	243,243,287 23
1914.	Avril	5,800,000 00	3,648,649 30	2,151,350 70	241,091,936 53
	Octobre	5,800,000 00	3,616,379 04	2,183,620 96	238,908,315 57
1915.	Avril	6,800,000 00	3,583,624 73	3,216,375 27	235,691,940 30
	Octobre	6,800,000 00	3,535,379 10	3,264,620 90	232,427,319 40
1916.	Avril	7,150,000 00	3,486,409 79	3,663,590 21	228,763,729 19
	Octobre	7,150,000 00	3,431,455 93	3,718,544 07	225,045,185 12
1917.	Avril	7,150,000 00	3,375,677 77	3,774,322 23	221,270,862 89
	Octobre	7,150,000 00	3,319,062 94	3,830,937 06	217,439,925 83
1918.	Avril	7,150,000 00	3,261,598 88	3,888,401 12	213,551,524 71
	Octobre	7,150,000 00	3,203,272 87	3,946,727 13	209,604,797 58
1919.	Avril	7,150,000 00	3,144,071 96	4,005,928 04	205,598,869 54
	Octobre	7,150,000 00	3,083,983 04	4,066,016 96	201,532,852 58
1920.	Avril	7,150,000 00	3,022,992 78	4,127,007 22	197,405,845 36
	Octobre	7,150,000 00	2,961,087 68	4,188,912 32	193,216,933 04
1921.	Avril	7,150,000 00	2,898,253 99	4,251,746 01	188,965,187 03
	Octobre	7,150,000 00	2,834,477 80	4,315,522 20	184,649,664 83
1922.	Avril	7,150,000 00	2,769,744 97	4,380,255 03	180,269,409 80
	Octobre	7,150,000 00	2,704,041 14	4,445,958 86	175,823,450 94
A reporter		193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901. (*Suite.*)

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.	MONTANT DES SEMESTRIALITÉS. TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	CAPITAL RESTANT À REMBOURSER.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	
1923. Avril	7,150,000 00	2,637,351 76	4,512,648 24	171,310,802 70
1923. Octobre	7,150,000 00	2,569,662 04	4,580,337 96	166,730,464 74
1924. Avril	7,150,000 00	2,500,956 97	4,649,043 03	162,081,421 71
1924. Octobre	7,150,000 00	2,431,221 32	4,718,778 68	157,362,643 03
1925. Avril	7,150,000 00	2,360,439 64	4,789,560 36	152,573,082 67
1925. Octobre	7,150,000 00	2,288,596 24	4,861,403 76	147,711,678 91
1926. Avril	7,150,000 00	2,215,675 18	4,934,324 82	142,777,354 09
1926. Octobre	7,150,000 00	2,141,660 31	5,008,339 69	137,769,014 40
1927. Avril	7,150,000 00	2,066,535 21	5,083,464 79	132,685,549 61
1927. Octobre	7,150,000 00	1,990,283 24	5,159,716 76	127,525,832 85
1928. Avril	7,150,000 00	1,912,887 49	5,237,112 51	122,288,720 34
1928. Octobre	7,150,000 00	1,834,330 80	5,315,669 20	116,973,051 14
1929. Avril	7,150,000 00	1,754,595 76	5,395,404 24	111,577,646 90
1929. Octobre	7,150,000 00	1,673,664 70	5,476,335 30	106,101,311 60
1930. Avril	7,150,000 00	1,591,519 67	5,558,480 33	100,542,831 27
1930. Octobre	7,150,000 00	1,508,142 46	5,641,857 54	94,900,973 73
1931. Avril	7,150,000 00	1,423,514 60	5,726,485 40	89,174,488 33
1931. Octobre	7,150,000 00	1,337,617 32	5,812,382 68	83,362,105 65
1932. Avril	10,350,000 00	1,250,431 58	9,099,568 42	74,262,537 23
1932. Octobre	10,350,000 00	1,113,938 05	9,236,061 95	65,026,475 28
1933. Avril	10,350,000 00	975,397 12	9,374,602 88	55,651,872 40
1933. Octobre	10,350,000 00	834,778 08	9,515,221 92	46,136,650 48
1934. Avril	10,350,000 00	692,049 75	9,657,950 25	36,478,700 23
1934. Octobre	10,350,000 00	547,180 50	9,802,819 50	26,675,880 73
1935. Avril	10,350,000 00	400,138 21	9,949,861 79	16,726,018 94
1935. Octobre	10,350,000 00	250,890 28	10,099,109 72	6,626,909 22
1936. Avril	6,726,312 85	99,403 63	6,626,909 22	"
TOTAUX	411,326,312 85	146,326,312 85	265,000,000 00	

16.

ANNUITÉS AU CRÉDIT FONCIER,

POUR LE SERVICE DES EMPRUNTS

CONTRACTÉS EN EXÉCUTION DE LA CONVENTION ANNEXÉE À LA LOI DU 23 JUILLET 1909.

(TREMBLEMENTS DE TERRE DU 11 JUIN 1909.)

En vertu d'une convention approuvée par la loi du 23 juillet 1909, l'Etat s'est engagé à rembourse-au Crédit Foncier de France, jusqu'à concurrence des 3/5es, le montant des prêts que cet établissement a été autorisé à faire dans certaines conditions spéciales, pour la reconstruction ou la réparation des bâtiments appartenant à des particuliers et des édifices publics départementaux et communaux détruits ou endommagés par le tremblement de terre survenu le 11 juin 1909 dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

Le montant de ces prêts a été limité à 9 millions pour les particuliers et à 1 million pour les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

En exécution de l'article 2 de la convention précitée, l'État doit prendre intégralement à sa charge pendant les cinq premières années, du 1er septembre 1909 au 1er septembre 1914, l'intérêt à 3.85 p. 100 de la somme de 9 millions qui pourra être empruntée par les particuliers. A partir du 1er septembre 1914, commencera l'amortissement du capital qui s'effectuera en 40 annuités égales de 442,835 francs chacune calculée au taux de 3.85 p. 100.

Toutefois, l'article 2 de la convention stipule que l'État, en dehors des 3/5es de l'annuité qu'il a pris à sa charge, s'est porté garant des payements des 2/5 dûs par les emprunteurs. Il devra donc rembourser l'intégralité de ces prêts en cas de non payement par les particuliers de la fraction qui leur incombe.

En ce qui concerne les emprunts, pouvant s'élever à 1 million, à contracter par les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, leur amortissement a commencé, par suite du retard apporté à la réalisation de ces prêts, le 31 décembre 1911, ainsi qu'il résulte d'un avenant au traité passé avec le Crédit Foncier, approuvé par la loi du 26 décembre 1911.

Ces emprunts seront réalisés au taux de 3.80 p. 100. L'amortissement du capital s'effectuera en 40 annuités de 48,834 francs.

A la date du 31 décembre 1912, les prêts consentis par le Crédit Foncier dans les conditions de la loi et de la convention précitées s'élevaient, pour les particuliers, à 2,072 d'un montant de 8,705,324 fr., et pour les départements et communes, à 39 d'un montant de 946,497 fr. 65.

Le relevé des prêts, ainsi que les sommes dont l'amortissement est à la charge de l'État, se trouvent indiqués dans le tableau ci-après :

PRÊTS AUX PARTICULIERS.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'État.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1911	1,776	7,964,442f 00c	150	140,724f 60c	1,926	8,105,166f 60c	4,863,099f 96c
Prêts consentis en 1912.	136	596,051 00	10	4,106 40	146	600,157 40	360,094 44
Prêts consentis au 31 décembre 1912	1,912	8,560,493 00	160	144,831 00	2,072	8,705,324 00	5,223,194 40

PRÊTS AUX DÉPARTEMENTS ET COMMUNES.

Prêts consentis en 1912 dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE.	MONTANT TOTAL DES PRÊTS.	3/5es À LA CHARGE DE L'ÉTAT.
Bouches-du-Rhône	33	918,947f 65c	551,368f 59c
Vaucluse	6	27,550 00	16,530 00
	39	946,497 65	567,898 59
Capital amorti par les versements semestriels de l'État			6,210 97
Solde au 31 décembre 1912			561,687 62

SITUATION DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 1912.

Prêts aux particuliers, 3/5es à la charge de l'État	5,223,194f 40c
Prêts aux départements et communes, 3/5es à la charge de l'État	561,687 62
La dette du Trésor s'élève, en conséquence, à	5,784,882 02

Elle est susceptible de s'accroître ultérieurement du fait de la caution de l'Etat sur les 2/5es restant, en cas de non remboursement par les emprunteurs.

REMBOURSEMENT À LA DETTE FLOTTANTE

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Ce chapitre comprend exclusivement la portion des avances de l'espèce encore à la charge de la dette flottante.

Les annuités de remboursement ont cessé de figurer au budget depuis 1903; mais, par application de la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 79), on a affecté à l'atténuation de cette dette le reliquat disponible de l'excédent de recette de l'exercice 1907, s'élevant à 53,672,575 fr. 10. Cette opération a été effectuée pendant l'année 1910.

La somme à amortir, au 1er janvier 1913, est indiquée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT		TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1913.
		ANTÉRIEUR à 1912.	PENDANT l'année 1912.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE . — Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires...	97,193,000 00	72,573,965 39	"	72,573,965 39	24,619,034 61

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

Art. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

Art. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise, pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque. Pareille annuité est acquise et à partir de l'extinction des dotations auxquelles elles étaient affectées, aux actions qui ont fait ou qui feront retour postérieurement au 1er septembre 1860.

Art. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

Art. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

Art. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

Art. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

Art. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute. . . . .

Art. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

Art. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

Art. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs. . . . .

Art. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

Art. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;

20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;

401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :

- 362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;
- 39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;
- 401

436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;

100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.

1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 456 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées.

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

Art. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

Art. 2. . . . .

. . . .

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
Total égal	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité de la loi du 20 mai 1863, modifiée par celle du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1912 est de 60,142 fr. 81 (A). (Voir page 131.)

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	3,188,571f 03c	(B) 14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites......	11,343,508 94	
Amortissement effectué :			
Antérieurement au 1er janvier 1912		10,643,906 15	
Pendant l'année 1912		32,371 17	(D)
	TOTAL	10,676,277 32	10,676,277 32
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1913.	Pour les annuités à inscrire..........	3,188,571 03	3,855,802 65
	Pour les annuités inscrites..........	667,231 62	

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1913.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.........	5,531,816f 70c	24,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites..........	18,744,729 42	
Montant des annuités remboursées :			
Antérieurement au 1er janvier 1912		17,705,117f 99c	
Pendant l'année 1912		60,803 72	(C)
	TOTAL	17,765,921 71	17,765,921 71
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1913.	Annuités à inscrire...............	5,531,816f 70c	6,510,624f 41c
	Annuités inscrites................	978,807 71	

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 60,142 fr. 81 cent. ne représente pas un chiffre définitif. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

(B) Montant des sommes à amortir :

279 actions affectées à des dotations devant faire retour	3,188,571f 03c
701 actions de 11,428f 57c payables en 30 ans	8,011,427 57
1 action de 11,224 80 payable en 29 ans	11,224 80
1 action de 11,012 88 payable en 28 ans	11,012 88
8 actions de 10,792 49 payables en 27 ans	86,339 92
2 actions de 9,819 11 payables en 23 ans	19,638 22
2 actions de 8,982 12 payables en 20 ans	17,964 24
367 actions de 8,680 93 payables en 19 ans	3,185,901 31
1,361 actions formant un capital à rembourser de	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités effectuées pendant l'année 1912 s'élèvent à 60,803f 72c

Savoir : 60,142 fr. 81 pour l'exercice courant.
660 fr. 91 pour l'exercice clos 1910.

(D) Amortissement propre à 1912	32,167f 40c
Amortissement se rapportant à des exercices antérieurs	203 77
	32,371 17

17.

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

Situation, au 1er janvier 1913, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les se répartissaient comme suit :		1,400 actions
1° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées		39
Reste		1,361 actions
représentées par :		
2° Actions libres		805
3° Actions affectées à des dotations		556
Total		1,361

Au 1er janvier 1913, ces 1,361 actions se décomposent de la façon suivante :

1° Actions entièrement remboursées			992
2° Actions à rembourser.	*a*) Annuités de 660 fr. 91 en cours de remboursement	90	369
	b) Actions affectées à des dotations de 571 fr. 42	267	
	c) Actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations dont le payement est suspendu	12	
Total			1,361

MOUVEMENT ET SITUATION DES ACTIONS AU 1er JANVIER 1913.

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Les 1,361 actions formaient, à l'origine, les deux premiers groupes ci-dessus		805	556
Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1911	277		
2° Pendant l'année 1912	″		
Total	277	277	277
Résultat		1,082	279
A déduire les actions remboursées par le Trésor		992	″
Reste		90	279
Total		369	

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1913.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1912	1,082	28,362	18,744,729f 42c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités. (B) Voir, pour le développement, le tableau II. (C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III. (D) Montant de 94 annuités afférentes à l'année 1912 ..... 60,142f 81c 171 annuités se rapportant à l'exercice clos 1910 ..... 660 91 60,803 72
Accroissements pendant l'année 1912	″	″	″	
Total des accroissements en 1912	″	″	″	
Total général des accroissements au 1er janvier 1913	1,082	28,362	(B) 18,744,729 42	
Décroissements antérieurs à l'année 1912	987	26,789	(B) 17,705,117 99	
Décroissements pendant l'année 1912	5	92	(D) 60,803 72	
Total des décroissements au 1er janvier 1913	992	26,881	(B) 17,765,921 71	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1913	90	1,481	(C) 978,807 71	

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1913.*

DURÉE DES ENGAGEMENTS contractés par l'État.	DATES DES ÉCHÉANCES de payement de la 1re annuité, 1er sept.	de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des ACTIONS libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL À RAISON de 660f 91c par annuité. Nombre des annuités.	Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Nombre des annuités.	Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. Nombre des annuités.	Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Nombre des annuités.	Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	//	//
19 ans	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	//	//
30 ans	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
30 ans	1865.	1894.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(G) 19,827 30	//	//
27 ans	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(H) 17,844 57	//	//
23 ans	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(I) 30,401 86	//	//
28 ans	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(J) 18,505 48	//	//
30 ans	1869.	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(K) 138,791 10	//	//
27 ans	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(L) 124,911 99	//	//
29 ans	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	29	(M) 19,166 39	//	//
30 ans	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	660	(N) 436,200 60	//	//
30 ans	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(O) 19,827 30	//	//
30 ans	1875.	1904.	113	113	74,682 83	3,390	2,240,484 90	3,390	(P) 2,240,484 90	//	//
30 ans	1876.	1905.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(R) 39,654 60	//	//
30 ans	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(S) 19,827 30	//	//
30 ans	1879.	1908.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(T) 59,481 90	//	//
30 ans	1880.	1909.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(U) 19,827 30	//	//
30 ans	1881.	1910.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(V) 39,654 60	//	//
30 ans	1882.	1911.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(X) 59,481 90	//	//
30 ans	1883.	1912.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(Y) 19,827 30	//	//
Totaux			992	992	655,622 72	25,662	16,960,272 42	25,662	16,960,272 42	//	//

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 30 années (1865 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 29 années (1872 à 1900 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 30 années (1872 à 1901 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 30 années (1874 à 1903 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 30 années (1875 à 1904 inclusivement).
(R) Amortissement afférent à 30 années (1876 à 1905 inclusivement).
(S) Amortissement afférent à 30 années (1877 à 1906 inclusivement).
(T) Amortissement afférent à 30 années (1879 à 1908 inclusivement).
(U) Amortissement afférent à 30 années (1880 à 1909 inclusivement).
(V) Amortissement afférent à 30 années (1881 à 1910 inclusivement).
(X) Amortissement afférent à 30 années (1882 à 1911 inclusivement)
(Y) Amortissement afférent à 30 années (1883 à 1912 inclusivement).

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1913.*

DURÉE DES ENGAGEMENTS contractés par l'État.	DATES DES ÉCHÉANCES de payement de la 1re annuité, 1er sept.	de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des ACTIONS libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL À RAISON de 660f 91c par année. Nombre des annuités.	Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Nombre des annuités.	Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. Nombre des annuités.	Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Nombre des annuités.	Sommes.
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans	1884.	1913.	2	2	1,321f 82c	60	39,654f 60c	58	(D') 38,332f 78c	2	1,321f 82
30 ans	1885.	1914.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	140	(E') 92,527 40	10	6,609 10
30 ans	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	54	(F') 35,689 14	6	3,965 46
30 ans	1888.	1917.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	50	(G') 33,045 50	10	6,609 10
30 ans	1889.	1918.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	48	(H') 31,723 68	12	7,930 92
30 ans	1890.	1919.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	46	(I') 30,401 86	14	9,252 74
30 ans	1891.	1920.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	66	(J') 43,620 06	24	15,861 84
30 ans	1892.	1921.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	63	(K') 41,637 33	27	17,844 57
30 ans	1894.	1923.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	114	(L') 75,343 74	66	43,620 06
30 ans	1895.	1924.	1	1	660 91	30	19,827 30	18	(M') 11,896 38	12	7,930 92
30 ans	1896.	1925.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	34	(N') 22,470 94	26	17,183 66
30 ans	1897.	1926.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	64	(O') 42,298 24	56	37,010 96
30 ans	1898.	1927.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	30	(P') 19,827 30	30	19,827 30
30 ans	1899.	1928.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	56	(Q') 37,010 96	64	42,298 24
30 ans	1900.	1929.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	52	(R') 34,367 32	68	44,941 88
30 ans	1901.	1930.	12	12	7,930 92	360	237,927 60	144	(S') 95,171 04	216	142,756 56
30 ans	1902.	1931.	1	1	660 91	30	19,827 30	11	(T') 7,270 01	19	12,557 29
30 ans	1903.	1932.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	20	(U') 13,218 20	40	26,436 40
30 ans	1904.	1933.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	27	(V') 17,844 57	63	41,637 33
30 ans	1906.	1935.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	28	(X') 18,505 48	92	60,803 72
30 ans	1907.	1936.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	24	(Y') 15,861 84	96	63,447 36
30 ans	1908.	1937.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	15	(Z') 9,913 65	75	49,568 25
30 ans	1909.	1938.	9	9	5,948 19	270	178,445 70	36	(A") 23,792 76	234	154,652 94
30 ans	1910.	1939.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	15	(B") 9,913 65	135	89,222 85
30 ans	1911.	1940.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	6	(C") 3,965 46	84	55,516 44
Totaux			90	90	59,481 90	2,700	1,784,457 00	1,219	805,649 29	1,481	978,807 71

RÉCAPITULATION.

Opérations terminées	992	992	655,622f 72c	25,662	16,960,272f 42c	25,662	16,960,272f 42c	//	//
Opérations en cours de réalisation	90	90	59,481 90	2,700	1,784,457 00	1,219	805,649 29	1,481	978,807f 71c
	1,082	1,082	715,104 62	28,362	18,744,729 42	26,881	17,765,921 71	1,481	978,807 71

(D') Amortissement afférent à 29 années (1884 à 1912 inclusivement).
(E') Amortissement afférent à 28 années (1885 à 1912 inclusivement).
(F') Amortissement afférent à 27 années (1886 à 1912 inclusivement).
(G') Amortissement afférent à 25 années (1888 à 1912 inclusivement).
(H') Amortissement afférent à 24 années (1889 à 1912 inclusivement).
(I') Amortissement afférent à 23 années (1890 à 1912 inclusivement).
(J') Amortissement afférent à 22 années (1891 à 1912 inclusivement).
(K') Amortissement afférent à 21 années (1892 à 1912 inclusivement).
(L') Amortissement afférent à 19 années (1894 à 1912 inclusivement).
(M') Amortissement afférent à 18 années (1895 à 1912 inclusivement).
(N') Amortissement afférent à 17 années (1896 à 1912 inclusivement).
(O') Amortissement afférent à 16 années (1897 à 1912 inclusivement).
(P') Amortissement afférent à 15 années (1898 à 1912 inclusivement).
(Q') Amortissement afférent à 14 années (1899 à 1912 inclusivement).
(R') Amortissement afférent à 13 années (1900 à 1912 inclusivement).
(S') Amortissement afférent à 12 années (1901 à 1912 inclusivement).
(T') Amortissement afférent à 11 années (1902 à 1912 inclusivement).
(U') Amortissement afférent à 10 années (1903 à 1912 inclusivement).
(V') Amortissement afférent à 9 années (1904 à 1912 inclusivement).
(X') Amortissement afférent à 7 années (1906 à 1912 inclusivement).
(Y') Amortissement afférent à 6 années (1907 à 1912 inclusivement).
(Z') Amortissement afférent à 5 années (1908 à 1912 inclusivement).
(A") Amortissement afférent à 4 années (1909 à 1912 inclusivement).
(B") Amortissement afférent à 3 années (1910 à 1912 inclusivement).
(C") Amortissement afférent à 2 années (1911 et 1912).

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1913.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
1913	90	32,793f 19c	26,688f 71c	59,481f 90c	
1914	88	32,783 07	25,377 01	58,160 08	
1915	83	30,789 80	24,065 73	54,855 53	
1916	81	30,699 43	22,834 28	53,533 71	
1917	81	31,927 37	21,606 34	53,533 71	
1918	79	31,882 76	20,329 13	52,211 89	
1919	77	31,836 22	19,053 85	50,890 07	
1920	75	31,787 85	17,780 40	49,568 25	
1921	72	31,076 72	16,508 80	47,585 52	
1922	69	30,336 91	15,265 88	45,602 79	
1923	69	31,550 38	14,052 41	45,602 79	
1924	63	28,846 88	12,790 45	41,637 33	
1925	62	29,339 83	11,636 59	40,976 42	
1926	60	29,191 59	10,463 01	39,654 60	
1927	56	27,715 64	9,295 32	37,010 96	
1928	54	27,502 45	8,186 69	35,689 14	
1929	50	25,958 84	7,086 66	33,045 50	
1930	46	24,353 60	6,048 26	30,401 86	
1931	34	17,396 67	5,074 27	22,470 94	
1932	33	17,431 63	4,378 40	21,810 03	
1933	31	16,807 09	3,681 12	20,488 21	
1934	28	15,496 60	3,008 88	18,505 48	
1935	28	16,116 49	2,388 99	18,505 48	
1936	24	14,117 51	1,744 33	15,861 84	
1937	20	12,038 55	1,179 65	13,218 20	
1938	17	10,537 40	698 07	11,235 47	
1839	8	5,010 65	276 63	5,287 28	
1940	3	1,906 50	76 23	1,982 73	
TOTAUX...	1,573	667,231 62	311,576 09	978 807 71	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Lois des 17 février 1898, 18 et 26 décembre 1908.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 597, 598, 618 et 622.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir, en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire) le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1912 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES.		DATES DES CONVENTIONS, DÉCRETS OU DÉCISIONS MINISTÉRIELLES.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT TOTAL des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912. Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT l'année 1912. Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 31 décembre 1912. Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 31 DÉCEMBRE 1912. Capital restant à amortir.	Annuités restant à payer.	OBSERVATIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Bordeaux....	Faculté de médecine et de pharmacie............	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893)........................	250,000 00	4 00	40	505,234 80	67,469 80	227,355 66	5,329 66	12,630 87	72,799 46	239,986 53	177,200 54	265,248 27	Sur ressources de la ville.
Chambéry...	École préparatoire des sciences et des lettres........	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893)........................	72,500 00	4 00	40	146,518 00	21,111 84	69,596 05	1,607 42	3,662 95	22,719 26	73,259 00	49,780 74	73,259 00	Emprunt communal.
Lyon.......	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891)........................	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	333,739 92	1,052,518 95	23 789 03	50,119 95	357,528 95	1,102,638 90	634,484 05	902,159 10	Sur ressources de la ville.
	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie.....	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891)........................	30,724 96	3 82	35	55,983 90	13,529 41	33,590 34	951 67	1,599 54	14,481 08	35,189 88	16,243 88	20,794 02	Crédit algérien.
Montpellier..	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1891).......	129,963 43	3 82	35	236,805 80	57,227 52	142,083 48	4,025 46	6,765 88	61,252 98	148,849 36	68,710 45	87,956 44	*Idem.*
	Facultés de droit, des sciences et des lettres........	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891)........................	78,321 89	3 82	35	142,710 40	34,488 30	85,626 24	2,425 95	4,077 44	36,914 25	89,703 68	41,407 64	53,006 72	*Idem.*
Poitiers.....	Facultés..................	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892)........................	430,000 00	4 10	40	878,451 20	132,264 47	439,225 60	9,854 12	21,961 28	142,118 59	461,186 88	287,881 41	417,264 32	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Rennes......	*Idem*....................	Convention du 10 novembre 1887 (1896)..	100,000 00	3 65	40	190,928 00	23,837 77	76,371 20	1,993 28	4,773 20	25,831 05	81,144 40	74,168 95	109,783 60	*Idem.*
		TOTAUX...............	2,083,523 28	....	....	4,161,430 10	683,669 03	2,126,367 52	49,976 59	105,591 11	733,645 62	2,231,958 63	1,349,877 66	1,929,471 47	

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, villes ou communes. 1	DATES des LOIS, DÉCRETS et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE DE DÉPART de la première annuité. 3	DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — CAPITAL TOTAL à amortir. 4	TAUX de l'intérêt nominal annuel. 5	MONTANT de l'annuité. 6	NOMBRE d'années de l'amortissement. 7	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	NOUVEAU taux d'intérêt. 9	MONTANT de la nouvelle annuité. 10	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	MONTANT total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912. Capital amorti. 13	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912. Annuités payées. 14	PENDANT L'ANNÉE 1912. Capital amorti. 15	PENDANT L'ANNÉE 1912. Annuités payées. 16	TOTAUX au 31 décembre 1912. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	TOTAUX au 31 décembre 1912. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1912. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1912. Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.				fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° LYCÉES DE GARÇONS.																			
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	″	″	″	″	92,272 00	27,360 99	59,283 33	2,072 53	3,141 75	29,433 52	62,425 08	24,516 48	29,846 92
Bar-le-Duc	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	3 50	595 30	30	″	″	″	″	17,859 00	4,447 67	9,524 80	366 93	595 30	4,814 60	10,120 10	6,128 40	7,738 90
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	3 50	9,477 50	39	″	″	″	″	369,622 50	54,084 95	156,378 75	4,370 45	9,477 50	58,455 40	165,856 25	141,544 60	203,766 25
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	″	″	″	″	763,135 00	225,000 00	520,410 00	10,000 00	17,417 50	235,000 00	537,827 50	165,000 00	225,307 50
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	″	″	″	″	85,705 87	24,426 53	53,676 84	1,882 24	2,911 73	26,308 77	56,588 57	23,691 23	29,117 30
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	″	″	″	″	337,753 50	108,675 90	233,346 03	7,995 35	11,600 83	116,671 25	244,946 86	77,828 75	92,806 64
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.	″	Annuités variables.	33	205,968 29	36,540 25	117,756 59	2,623 86	5,135 08	39,164 11	122,891 67	60,835 89	83,076 62
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	″	″	″	″	63,924 55	9,141 89	29,031 32	738 74	1,665 86	9,880 83	30,697 18	22,439 37	33,227 37
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	*Idem.*	33	″	″	″	″	191,708 57	60,106 66	129,084 54	4,493 96	6,508 75	64,600 65	135,593 29	46,999 38	56,115 28
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	″	″	″	″	777,556 21	117,782 60	386,338 81	8,775 96	19,560 87	126,558 56	405,899 68	256,441 44	371,656 53
Laon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	″	″	″	″	141,768 80	21,983 07	70,884 40	1,633 30	3,544 22	23,616 37	74,428 62	46,533 63	67,340 18
Laval	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,060 99	40	″	″	″	″	42,439 60	8,637 04	25,463 76	566 48	1,060 99	9,203 52	26,524 75	11,796 48	15,914 85
Idem	*Idem*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40	″	″	″	″	8,218 00	1,465 54	4,519 90	101 40	205 45	1,566 94	4,725 35	2,499 41	3,492 65
Lyon	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141 83	40	″	″	″	″	45,673 20	8,708 73	26,262 09	586 16	1,141 83	9,294 89	27,403 92	13,305 11	18,269 28
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	25,150 00	4 00	1,270 67	40	″	″	″	″	50,826 80	9,070 17	27,954 74	627 21	1,270 67	9,697 38	29,225 41	15,452 62	21,601 39
Montluçon	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30	″	″	″	″	17,299 37	4,524 85	10,311 29	361 47	582 34	4,886 32	10,893 63	5,113 68	6,405 74
Montpellier	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er octobre 1890	20,665 21	3 75	1,075 82	35	″	″	″	″	37,653 70	9,099 45	22,592 22	640 05	1,075 82	9,739 50	23,668 04	10,925 71	13,985 66
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1892	975 00	4 00	49 26	40	″	″	″	″	1,970 40	305 37	985 20	22 44	49 26	327 81	1,034 46	647 19	935 94
Nantes	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30	″	″	″	″	65,212 20	16,405 70	36,953 58	1,336 92	2,173 74	17,742 62	39,127 32	20,730 77	26,084 88
Nîmes	Loi de finances u 30 mars 1888.	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35	″	″	″	″	632,691 25	113,337 04	315,346 25	9,158 09	18,134 00	122,495 13	333,480 25	217,504 87	299,211 00
A reporter	....	....	2,089,392 95	....	....	....	....	....	....	....	3,949,258 81	861,104 40	2,236,104 44	58,353 54	107,253 49	919,457 94	2,343,357 93	1,169 935 01	1,605,900 88

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1912. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1912. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1912. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1912. Annuités payées. 16	Totaux au 31 décembre 1912. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 31 décembre 1912. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1912. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report	....	....	2,089,392 95	//	//	//	....	//	//	//	3,949,258 81	861,104 40	2,236,104 44	58,353 54	107,253 49	919,457 94	2,343,357 93	1,169,935 01	1,605,900 88
Périgueux	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er sept. 1894	29,788 64	3 775	1,449 69	40	....	//	//	//	57,987 60	7,651 26	24,644 73	619 77	1,449 69	8,271 03	26,094 42	21,517 61	31,893 18
Reims	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1887	7,000 00	4 00	353 66	40	....	//	//	//	14,146 40	2,878 98	8,487 84	188 80	353 66	3,067 78	8,841 50	3,932 22	5,304 90
Idem	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er avril 1889	245,000 00	3 90	Annuités variables.	30	....	//	//	//	393,102 50	187,833 18	327,017 83	8,166 66	10,396 17	195,999 84	337,414 00	49,000 16	55,688 50
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1890	1,410 00	4 00	71 23	40	....	//	//	//	2,849 20	474 30	1,495 83	33 80	71 23	508 10	1,567 06	901 90	1,282 14
Rochefort	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	50,750 00	4 00	Annuités variables.	40	....	//	//	//	108,336 05	27,000 00	67,918 05	2,750 00	2,781 05	29,750 00	70,699 10	21,000 00	37,636 95
Idem	Loi de finances du 17 juillet 1889.	16 août 1888	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	....	//	//	//	225,327 70	33,000 00	129,166 00	1,500 00	5,673 65	34,500 00	134,839 65	70,750 00	90,488 05
La Roche-sur-Yon	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 février 1892	16,000 00	4 10	931 75	30	....	//	//	//	27,952 50	7,816 19	17,703 28	602 27	931 75	8,418 46	18,635 03	7,581 54	9,317 47
Rouen	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1888	275,000 00	4 00	13,893 96	40	....	//	//	//	555,758 40	105,970 44	319,561 08	7,132 75	13,893 96	113,103 19	333,455 04	161,896 81	222,303 36
Saint-Étienne	Loi de finances du 8 août 1885.	1er juillet 1887	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893. — Même date.	3 75	65,863 76	31 ans et 6 m	2,612,286 90	516,949 26	1,525,534 86	34,061 39	65,863 76	551,001 65	1,591,398 62	822,435 40	1,020,888 28
Saint-Omer	Loi de finances du 26 déc. 1890.	25 février 1893	100,000 00	4 10	5,107 28	40	....	//	//	//	202,263 01	26,445 32	89,902 85	2,124 70	5,107 28	28,570 02	95,010 13	71,429 98	107,252 88
Saint-Quentin	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1893	3,940 37	4 00	228 24	30	....	//	//	//	6,847 20	1,791 31	4,108 32	140 91	228 24	1,932 22	4,336 56	2,008 15	2,510 64
Toulon	*Idem*	1er janvier 1891	3,467 33	4 00	175 18	40	....	//	//	//	7,007 20	1,086 64	3,503 60	79 95	175 18	1,166 59	3,678 78	2,300 74	3,328 42
Troyes	Loi de finances du 8 août 1885	1er janvier 1888	10,313 00	4 00	521 05	40	....	//	//	//	20,842 00	3,974 12	11,984 15	267 49	521 05	4,241 61	12,505 20	6,071 39	8,336 80
TOTAUX	....	....	4,310,749 34	....	....	....	....	....	....	....	8,183,965 47	1,783,966 40	4,767,132 86	116,022 03	214,700 16	1,899,988 43	4,981,833 02	2,410,760 91	3,202,132 45

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10
			fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.									
Alais	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	″	″	″
Albi (1)	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892. (Don mle, 12 mars 1909.)	1er janvier 1895	96,600 00	3 70	Annuités variables.	30	″	″	″
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	20,000 00	4 00	1,010 47	40	″	″	″
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	19,000 04	4 30	1,133 24	30	″	″	″
Castres	Loi de finances du 26 déc. 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	″	″	″
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	″	Annuités variables.
Grenoble	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	″	″	″
Guéret	Loi de finances du 26 déc. 1890.	*Idem*	10,000 00	4 10	582 35	30	″	″	″
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	″	″	″
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	″	″	″
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	″	″	″
Moulins	Loi de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888	445,509 00	4 45048	23,943 94	40	″	″	″
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1893	13,150 00	4 10	765 78	30	″	″	″
Reims	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	15,498 10	4 00	783 01	40	″	″	″
Saint-Quentin	Loi de finances du 30 mars 1888.	*Idem*	19,362 39	4 00	978 23	40	″	″	″
Tarbes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1889	117,150 00	4 00	5,918 83	40	″	″	″
Tournon	Loi de finances du 29 déc. 1888.	21 janvier 1889	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	″	″	″
Valenciennes	Loi de finances du 27 février 1887.	27 septembre 1887	75,000 00	4 50	*Idem.*	30	″	″	″
		TOTAUX	1,366,025 49	....	....	....	....	....	....

DÉSIGNATION 1	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1912. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1912. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1912. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1912. Annuités payées. 16	Totaux au 31 décembre 1912. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 31 décembre 1912. Annuités payées (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1912. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Alais	″	14,504 80	2,183 36	7,252 40	162 65	362 62	2,346 01	7,615 02	4,753 99	6,889 78
Albi (1)	″	(2) 159,498 40	(3) 38,425 33	(4) 84,501 85	3,220 00	5,343 40	41,645 33	89,845 25	54,954 67	69,653 15
Auxerre	″	40,418 80	5,397 48	18,188 46	426 36	1,010 47	5,823 84	19,198 93	14,176 16	21,219 87
Brest	″	33,253 26	10,609 29	23,054 10	777 49	1,133 24	11,386 78	24,187 34	7,613 22	9,065 92
Castres	″	155,818 95	20,433 50	69,710 95	1,624 68	3,914 00	22,058 18	73,624 95	55,441 82	82,194 00
Chambéry	35	513,164 71	82,500 38	268,262 29	6,325 91	13,094 68	88,826 29	281,356 97	164,473 71	231,807 74
Grenoble	″	202,005 20	30,407 53	101,002 60	2,265 61	5,050 13	32,673 14	106,052 73	66,207 86	95,952 47
Guéret	″	17,345 23	4,885 01	10,939 34	377 03	582 35	5,262 04	11,521 69	4,737 96	5,823 54
Le Havre	″	34,154 00	5,685 79	17,930 85	405 29	853 85	6,091 08	18,784 70	10,808 92	15,369 30
Idem	″	3,384 80	487 52	1,607 78	37 10	84 62	524 62	1,692 40	1,150 38	1,692 40
Montauban	″	72,955 20	12,144 91	38,301 48	865 67	1,823 88	13,010 58	40,125 36	23,089 42	32,829 84
Moulins	″	909,155 40	162,069 56	502,108 42	11,455 41	23,943 94	173,524 97	526,052 36	271,984 03	383,103 04
Nice	″	22,808 66	6,424 21	14,385 08	495 00	765 78	6,919 21	15,150 86	6,230 79	7,657 80
Reims	″	31,320 40	5,213 99	16,443 21	371 65	783 01	5,585 64	17,226 22	9,912 46	14,094 18
Saint-Quentin	″	39,129 20	6,513 91	20,542 83	464 30	978 23	6,978 21	21,521 06	12,384 18	17,608 14
Tarbes	″	236,753 20	42,221 92	130,214 26	2,921 70	5,918 83	45,143 62	136,133 09	72,006 38	100,620 11
Tournon	″	84,158 77	14,955 55	46,009 83	997 04	1,918 23	15,952 59	47,928 06	27,347 41	35,230 71
Valenciennes	″	138,180 00	51,750 00	111,161 25	3,500 00	4,546 25	55,250 00	115,707 50	19,750 00	22,472 50
TOTAUX	....	2,708,008 98	502,309 24	1,481,616 98	36,692 89	72,107 51	539,002 13	1,553,724 49	827,023 36	1,154,284 49

(1) Après entente avec la ville, et à la suite de la liquidation définitive des travaux d'appropriation du lycée de jeunes filles d'Albi, le capital a été ramené au chiffre de 96,600 francs, par la décision du 12 mars 1909.

(2) Le montant total des annuités a été réduit proportionnellement à la réduction du capital.

(3) Le capital amorti se trouve augmenté de 4,008 fr. 87, représentant la part de l'amortissement dans la somme de 7,747 fr. 91, versée pour parfaire les annuités intégrales, 1/6e ayant été retenu sur chaque annuité pour garantie jusqu'à liquidation définitive des travaux.

(4) Le total dss annuités payées avant 1912 doit être augmenté de la somme de 7,747 fr. 91 qui a été versée après la liquidation définitive pour parfaire les annuités payées jusque là, avec retenue de 1/6e pour garantie.

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.									MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						DÉPENSES restant à effectuer au 31 décembre 1912.	
												ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1912.		PENDANT L'ANNÉE 1912.		TOTAUX au 31 décembre 1912.			
			CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	//	//	//	//	18,999 00	5,721 88	12,666 00	426 14	633 30	6,148 02	13,299 30	4,726 98	5,699 70
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	//	//	//	//	203,284 82	30,752 46	101,139 22	2,291 31	5,107 28	33,043 77	106,246 50	66,956 23	97,038 32
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1890.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	//	//	//	//	246,538 07	55,138 51	122,508 62	4,850 00	8,268 63	59,988 51	130,777 25	90,011 49	115,760 82
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	//	//	//	//	172,689 20	32,927 83	99,296 29	2,216 32	4,317 23	35,144 15	103,613 52	50,305 85	69,075 68
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	//	//	//	//	35,106 55	9,904 84	22,118 74	763 22	1,180 71	10,668 06	23,299 45	9,606 94	11,807 10
Falaise	Loi du 20 juin 1885	25 août 1890	20,000 00	4 40	1,207 07	30	//	//	//	//	36,212 10	10,709 54	24,744 93	807 10	1,207 07	11,516 64	25,952 00	8,483 36	10,260 10
Fontainebleau	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.	Idem	33,328 73	4 40	2,011 57	30	//	//	//	//	59,553 93	18,511 71	41,449 80	1,374 53	2,011 57	19,886 24	43,461 37	13,442 49	16,092 56
Fontenay-le-Comte	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893, 25 novembre 1892.	4 00	4,707 42	24	141,819 20	58,857 67	118,282 10	3,900 34	4,707 42	62,758 01	122,989 52	17,241 99	18,829 68
Gray	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er janvier 1893	4,000 00	4 00	202 09	40	//	//	//	//	8,083 60	1,079 42	3,637 62	85 25	202 09	1,164 67	3,839 71	2,835 33	4,243 89
Issoire	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	6,000 00	4 10	349 41	30	//	//	//	//	10,482 30	3,156 90	6,988 20	234 54	349 41	3,391 44	7,337 61	2,608 56	3,144 69
Joigny	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893	30,000 00	4 10	1,532 18	40	//	//	//	//	61,287 20	7,624 13	26,813 15	621 02	1,532 18	8,245 15	28,345 33	21,754 85	32,941 87
La Châtre	Lois de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	4,395 40	4 10	255 96	30	//	//	//	//	7,678 80	2,147 02	4,863 24	165 38	255 96	2,312 40	5,119 20	2,083 00	2,559 60
Le Blanc	Loi du 20 juin 1885	25 février 1893	3,100 00	4 10	174 80	32	//	//	//	//	5,551 24	1,351 67	3,278 84	104 07	174 80	1,455 74	3,453 64	1,644 26	2,097 60
Meaux	Idem	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897, 1er mai 1897.	3 50	Annuités variables.	21	283,231 23	107,449 63	218,848 47	7,328 46	9,297 21	114,778 09	228,145 68	48,921 91	55,085 55
Idem	Idem	25 août 1892	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897, 25 mai 1897.	3 50	Idem.	26	49,181 25	15,019 80	30,972 94	978 67	1,492 48	15,998 47	32,465 42	13,701 53	16,715 83
Mortain	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	15,000 00	4 10	873 52	30	//	//	//	//	25,829 76	7,892 60	17,094 56	588 06	873 52	8,480 66	17,968 08	6,519 34	7,861 68
Nyons	Loi du 20 juin 1885	30 novembre 1889	10,100 00	4 00	532 27	40	//	//	//	//	21,290 80	3,515 61	11,710 26	249 99	532 27	3,765 60	12,242 53	6,334 40	9,048 27
Pézenas	Lois de finances des 29 déc. 1888 et 26 janvier 1892.	25 février 1892	31,106 30	4 10	1,681 63	35	//	//	//	//	58,369 36	11,516 99	31,463 28	887 46	1,681 63	12,404 45	33,144 91	18,701 85	25,224 45
Remiremont	Loi du 20 juin 1885	Idem	9,500 00	4 10	553 23	30	//	//	//	//	16,166 99	4,998 45	10,634 69	372 38	553 23	5,370 83	11,187 92	4,129 17	4,979 07
Riom	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40	//	//	//	//	61,234 40	11,675 95	35,209 78	785 89	1,530 86	12,461 84	36,740 64	17,838 16	24,493 76
Saint-Nazaire	Idem	1er janvier 1893	10,842 07	4 00	547 78	40	//	//	//	//	21,911 20	2,926 20	9,860 04	231 16	547 78	3,157 36	10,407 82	7,684 71	11,503 38
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1889.	25 août 1892	49,850 00	4 10	2,902 99	30	//	//	//	//	86,294 86	23,442 70	52,910 48	1,838 84	2,902 99	25,281 54	55,813 47	24,568 46	30,481 39
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	584 08	30	//	//	//	//	17,522 40	6,594 11	13,433 84	443 82	584 08	7,037 93	14,017 92	3,062 07	3,504 48
Tonnerre	Idem	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30	//	//	//	//	30,960 00	8,956 88	20,640 00	677 03	1,032 00	9,633 91	21,672 00	7,566 09	9,288 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40	//	//	//	//	97,445 50	12,681 30	40,860 90	1,033 39	2,460 20	13,714 69	43,321 10	36,285 31	54,124 40
Totaux	......	......	974,822 50	......	......	......	......	......	......	......	1,776,723 76	454,553 80	1,081,425 99	33,254 37	53,435 90	487,808 17	1,134,861 89	487,014 33	641,861 87

RÉCAPITULATION.

Lycées de garçons	4,310,749 34	//	//	//	//	//	//	//	8,183,965 47	1,783,966 40	4,767,132 86	116,022 03	214,700 16	1,899,988 43	4,981,833 02	2,410,760 91	3,202,132 45
Lycées et collèges de jeunes filles	1,366,025 49	//	//	//	//	//	//	//	2,708,008 98	502,309 24	1,481,616 98	36,692 89	72,107 51	539,002 13	1,553,724 49	827,023 36	1,154,284 49
Collèges de garçons	974,822 50	//	//	//	//	//	//	//	1,776,723 76	454,553 80	1,081,425 99	33,254 37	53,435 90	487,808 17	1,134,861 89	487,014 33	641,861 87
Ensemble	6,651,597 33	......	......	......	......	......	......	......	12,668,698 21	2,740,829 44	7,330,175 83	185,969 29	340,243 57	2,926,798 73	7,670,419 40	3,724,798 60	4,998,278 81

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement primaire.

TAUX DE L'INTÉRÊT.	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté.	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1912.	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1912.	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1912.	CAPITAL RESTANT à amortir au 31 décembre 1912.	ANNUITÉS RESTANT DUES au 31 décembre 1912.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Emprunts à 4 60 p. 100 payables par semestre	32,140 98	1,923 64	20,583 45	1,474 46	10,083 07	11,726 54	
— 4 50 —	71,365 75	4,358 36	45,334 72	3,222 85	22,808 18	26,306 87	
— 4 45 —	28,727 00	1,744 18	18,199 68	1,291 89	9,235 43	10,662 58	
— 4 40 —	2,864,974 25	172,735 48	1,640,372 21	120,181 08	1,104,420 96	1,314,395 80	
— 4 375 —	7,123 72	430 92	4,305 20	310 76	2,507 76	3,005 62	
— 4 30 —	26,583 70	1,585 46	16,804 72	1,177 69	8,601 29	9,985 65	
— 4 26 —	56,466 50	3,352 52	36,835 96	2,543 02	17,087 52	19,554 51	
— 4 25 —	6,804 00	403 40	4,129 01	292 76	2,382 23	2,772 58	
— 4 20 —	446,323 43	25,921 50	235,916 44	17,263 99	193,143 00	240,816 39	
— 4 16 —	13,720 00	805 00	6,905 26	522 62	6,292 12	7,647 50	
— 4 11 —	8,890 88	518 22	5,765 64	393 70	2,731 54	3,109 32	
— 4 10 —	11,500,978 74	669,062 08	5,625,860 10	432,752 20	5,442,366 44	6,704,305 22	
— 4 05 —	21,645 00	1,253 54	9,149 88	755 09	11,740 03	15,042 48	
— 4 00 —	1,017,936 41	58,507 10	626,575 41	43,281 08	348,079 92	410,340 80	
— 3 932 —	225,000 00	13,000 48	171,861 12	11,018 32	42,120 56	45,501 68	
— 3 93 —	17,868 80	1,019 84	11,283 75	766 44	5,818 61	6,628 96	
— 3 91 —	8,700 00	495 28	5,881 07	388 78	2,430 15	2,724 04	
— 3 90 —	11,745 00	667 46	8,203 84	534 64	3,006 52	3,337 30	
— 3 85 —	799,554 37	45,177 90	369,955 87	28,914 35	400,684 15	499,354 45	
— 3 80 —	376,247 39	21,240 32	235,730 55	16,051 33	124,465 51	146,101 91	
— 3 75 —	123,411 17	6,961 00	76,017 08	5,232 33	42,161 76	49,139 18	
— 3 70 —	45,789 00	2,547 44	23,907 23	1,753 77	29,128 00	24,038 12	
— 3 65 —	16,970 00	939 78	8,548 63	638 07	7,783 30	9,420 18	
— 3 60 —	133,798 46	7,948 72	74,910 04	5,867 90	53,020 52	62,823 16	
— 3 5725 —	11,340 00	618 42	6,615 43	453 68	4,270 89	4,947 36	
— 3 52 —	17,615 40	955 50	8,642 97	645 29	8,327 14	10,032 75	
— 3 50 —	142,192 78	7,784 96	85,484 50	5,850 83	50,857 45	59,034 03	
— 3 417 —	43,950 00	2,429 64	33,894 18	2,103 82	7,952 00	8,503 74	
— 3 40 —	7,840 00	430 06	4,372 98	314 81	3,152 21	3,655 51	
— 3 38 —	10,582 00	582 84	8,167 43	505 41	1,909 16	2,039 93	
— 3 35 —	47,486 72	2,568 96	27,533 81	1,915 67	18,037 23	21.148 80	
— 3 30 —	16,800 00	919 26	10,033 78	701 62	6,064 60	6,894 45	
— 3 25 —	40,202 60	2,242 10	22,322 65	1,674 35	16,205 60	18,652 09	
— 3 15 —	9,610 00	495 98	5,191 16	361 12	4,057 72	4,711 81	
— 3 00 —	45,395 10	2,337 34	24 328 92	1,717 75	19,348 43	22,793 39	
Totaux	18,255,779 15	1,063,964 68	9,519,624 68	712,873 47	8,023,281 00	9,791,154 70	
				18,255,779f 15c			

ANNUITÉS

REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT

AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

Extrait de la loi du 10 avril 1908.

. . . .

Art. 2. — Des prêts au taux de 2 p. 0/0 peuvent être consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet :

1° De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels destinés, soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 1er, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du 12 avril 1906, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

. . . .

Art. 6. — Le total des avances que pourra faire l'État aux sociétés de crédit immobilier, dans les conditions de la présente loi, est fixé à cent millions de francs (100,000,000 fr.).

Le Ministre des Finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement au taux fixé pour le tarif de ladite caisse conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886 et en vigueur au moment de la réalisation de chaque prêt.

Les prêts aux sociétés sont effectués, pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites, sur la désignation d'une Commission spéciale instituée auprès du Ministre du Travail par l'article 8 de la présente loi. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la Caisse nationale.

Une décision ministérielle en date du 10 juillet 1909 a déterminé les conditions d'application des articles 2 et 6 de la loi du 10 avril 1908. L'analyse de cette décision a été donnée au premier volume du Compte général, page 605, dans les développements du compte de services spéciaux : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (loi du 10 avril 1908).*

Aux opérations retracées au compte de services spéciaux, et dont le solde représente la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, correspondent des opérations budgétaires de dépenses et de recettes.

Le budget du Ministère du Travail supporte l'amortissement des obligations émises par le Trésor et le payement des intérêts en cours.

D'autre part, les sommes remboursées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations et versées au Trésor par cette caisse figurent en recette au compte de produits divers du budget : *Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis pour le compte de l'État par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

La dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts a donc pour contre-partie la dette des sociétés de crédit immobilier vis-à-vis du Trésor.

SITUATION DE LA DETTE EN CAPITAL AU 1er JANVIER 1913.

Situation au 1er janvier 1912			523,600f 00c
Augmentations	Opérations du 4e trimestre 1911 réglées au cours du 1er trimestre 1912	292,200f 00c	2,837,000 00
	Opérations du 1er trimestre 1912	241,000 00	
	Opérations du 2e trimestre 1912	227,400 00	
	Opérations du 3e trimestre 1912	729,400 00	
	Opérations du 4e trimestre 1912	1,347,000 00	
Total			3,360,600 00
Diminutions	Remboursements au 31 mars 1912	8,600f 00c	33,200 00
	Remboursements au 30 septembre 1912	24,600 00	
Situation au 1er janvier 1913 (A)			3,327,400 00

Le montant des versements effectués au Trésor, pour le compte des sociétés de crédit immobilier, par la Caisse des dépôts, pendant l'année 1912, s'est élevé à 55,162 fr. 95. (Voir 1er volume du Compte général, page 113.)

(A) La situation ressortant des écritures du Trésor (voir 1er volume, page 621) 1,980,400f 00c
ne comprend pas les opérations du 4e trimestre 1912, ci 1,347,000 00
pour lesquelles les titres d'annuités n'ont été remis à la Caisse des dépôts que postérieurement au 1er janvier 1913.

Le Trésor n'en est pas moins débiteur, à cette date, de la somme susindiquée de 3,327,400 00

TABLEAU D'ÉCHÉANCE

DES OBLIGATIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 1912[1].

ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.	ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.
	francs.		francs.
31 mars 1913	27,800	Report	2,009,000
30 septembre 1913	105,400	31 mars 1926	32,200
31 mars 1914	28,600	30 septembre 1926	132,600
30 septembre 1914	110,000	31 mars 1927	32,400
31 mars 1915	29,400	30 septembre 1927	128,800
30 septembre 1915	113,400	31 mars 1928	26,000
31 mars 1916	30,200	30 septembre 1928	107,200
30 septembre 1916	117,200	31 mars 1929	27,000
31 mars 1917	30,800	30 septembre 1929	108,400
30 septembre 1917	120,400	31 mars 1930	26,800
31 mars 1918	31,600	30 septembre 1930	108,200
30 septembre 1918	122,000	31 mars 1931	25,800
31 mars 1919	32,800	30 septembre 1931	104,600
30 septembre 1919	126,800	31 mars 1932	23,200
31 mars 1920	34,000	30 septembre 1932	90,800
30 septembre 1920	128,800	31 mars 1933	17,200
31 mars 1921	35,000	30 septembre 1933	55,200
30 septembre 1921	130,600	31 mars 1934	15,800
31 mars 1922	34,200	30 septembre 1934	56,400
30 septembre 1922	131,800	31 mars 1935	16,200
31 mars 1923	33,400	30 septembre 1935	56,000
30 septembre 1923	127,800	31 mars 1936	11,600
31 mars 1924	33,800	30 septembre 1936	55,600
30 septembre 1924	130,200	31 mars 1937	11,600
31 mars 1925	33,600	30 septembre 1937	48,800
30 septembre 1925	129,400		
A reporter	2,009,000	TOTAL	3,327,400

(1) Ces échéances sont établies par la Caisse des dépôts d'après celles de l'ensemble des emprunts correspondants consentis aux sociétés de crédit immobilier.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable par annuités.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).

Avance en travaux pour la suppression des passages à niveau.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une convention du 8 mai 1886 (loi du 16 août 1886) et s'élève à 5,623,106 fr. 77, en chiffres ronds 5,623,000 francs. Si l'on défalque de ladite avance la part fournie par la Compagnie de l'Ouest, dont le réseau a été racheté en vertu de la loi du 13 juillet 1908, à partir du 1er janvier 1909, le montant de l'avance n'est plus que de 4,498,000 francs, en chiffre rond. Les annuités ne sont pas fixées définitivement.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu desdites conventions.

Les annuités échues en 1911 correspondent aux avances en travaux et en argent faites de 1884 à 1910 par les Compagnies de l'Est et de Paris-Lyon-Méditerranée, aux avances en travaux faites pendant la même période par la Compagnie du Midi, aux avances en travaux et en argent faites de 1889 à 1911 par la Compagnie d'Orléans, enfin aux avances en argent faites de 1884 à 1909 par la Compagnie du Midi. Ces avances s'élèvent à 1,067,999,000 francs, déduction faite de 150,857,000 francs considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

I. — TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1er JANVIER 1913.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des ANNUITÉS. (Chiffres arrondis.)	MONTANT DES DÉPENSES effectuées pendant l'année 1912.	TAUX de L'INTÉRÊT.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.					
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,300,000f	1,212,000f	1,212,000f	Divers.	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).					
Suppression des passages à niveau	4,498,000	201,000	201,000	Divers.	Convention du 8 mai 1886 et loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1956 (époque moyenne).
TOTAL pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883, à reporter	26,798,000	1,413,000	1,413,000		
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883...	26,798,000f	1,413,000f	1,413,000f		
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE DE L'EST.					
Lignes diverses	213,862,000	7,274,000	7,274,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1e janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.					
Lignes diverses	259,147,000	12,119,000	12,119,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.					
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses	542,501,000	24,194,000	24,194,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A DÉDUIRE	(*a*) *150,857,000*	*6,000,000*	*6,000,000*	3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — RESTE	391,644,000	18,194,000	18,194,000		
COMPAGNIE DU MIDI.					
Lignes diverses	203,337,000	9,213,000	9,213,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAL	1,067,990,000	46,800,000	46,800,000		
TOTAL GÉNÉRAL au 1er janvier 1913	1,094,788,000	48,213,000	48,213,000		

(*a*) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la Compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(*b*) Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

NOTA. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1er JANVIER 1913.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.		
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.						
Avances remboursables en annuités.						
COMPAGNIE DE P.-L.-M.						
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,300,000^{f}	37,769,000^{f}	60,069,000^{f}	1,674,000^{f}	6,805,000^{f}	8,479,000^{f}
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).						
Suppression des passages à niveau	4,498,000	8,492,000	12,990,000	463,000	3,818,000	4,281,000
TOTAUX pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883. (A reporter.)	26,798,000	46,261,000	73.059,000	2,137,000	10,623,000	12,760,000

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1912.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1913.		
	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)
1	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.									
Avances remboursables en annuités.									
COMPAGNIE DE P.-L.-M.									
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	238,000^{f}	974,000^{f}	1,212,000^{f}	1,912,000^{f}	7.779,000^{f}	9,691,000^{f}	20,388,000^{f}	29,990,000^{f}	50,378,000^{f}
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).									
Suppression des passages à niveau	42,000	159,000	201,000	505,000	3,977,000	4,482,000	3,993,000	4,515,000	8,508,000
TOTAUX pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883. (A reporter.)	280,000	1.133,000	1,413,000	2,417,000	11,756,000	14,173,000	24,381,000	34,505,000	58,886,000

ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1913. (Suite.)

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1912.		
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	26,798,000f	46,261,000f	73,059,000f	2,137,000f	10,623,000f	12,760,000f
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.						
COMPAGNIE DE L'EST.						
Lignes diverses	213,862,000	350,610,000	564,472,000	25,496,000	149,899,000	175,395,000
COMPAGNIE D'ORLÉANS.						
Lignes diverses	259,147,000	383,631,000	642,778,000	22,929,000	127,271,000	150,200,000
COMPAGNIE P.-L.-M. — Lignes diverses	542,501,000	786,345,000	1,328,846,000	39,660,000	241,157,000	280,817,000
COMPAGNIE P.-L.-M. — A DÉDUIRE	*150,857,000*	*221,143,000*	*372,000,000*	*8,485,000*	*81,515,000*	*90,000,000*
COMPAGNIE P.-L.-M. — RESTE	391,644,000	565,202,000	956,846,000	31,175,000	159,642,000	190,817,000
COMPAGNIE DU MIDI.						
Lignes diverses	203,337,000	330,651,000	533,988,000	14,558,000	77,625,000	92,183,000
TOTAUX pour les conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	1,067,990,000	1,630,094,000	2,698,084,000	94,158,000	514,437,000	608,595,000
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1913	1,094,788,000	1,676,355,000	2,771,143,000	96,295,000	525,060,000	621,355,000

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1912.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — TOTAUX AU 1ER JANVIER 1913.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1ER JANVIER 1913.		
	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)
1	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	280,000f	1,133,000f	1,413,000f	2,417,000f	11,756,000f	14,173,000f	24,381,000f	34,505,000f	58,886,000f
COMPAGNIE DE L'EST. — Lignes diverses	1,492,000	5,782,000	7,274,000	26,988,000	155,681,000	182,669,000	186,874,000	194,929,000	381,803,000
COMPAGNIE D'ORLÉANS. — Lignes diverses	2,487,000	9,632,000	12,119,000	25,416,000	136,903,000	162,319,000	233,731,000	246,728,000	480,459,000
COMPAGNIE P.-L.-M. — Lignes diverses	4,482,000	19,712,000	24,194,000	44,142,000	260,869,000	305,011,000	498,359,000	525,476,000	1,023,835,000
COMPAGNIE P.-L.-M. — A DÉDUIRE	*749,000*	*5,251,000*	*6,000,000*	*9,234,000*	*86,766,000*	*96,000,000*	*141,623,000*	*134,377,000*	*276,000,000*
COMPAGNIE P.-L.-M. — RESTE	3,733,000	14,461,000	18,194,000	34,908,000	174,103,000	209,011,000	356,736,000	391,099,000	747,835,000
COMPAGNIE DU MIDI. — Lignes diverses	1,890,000	7,323,000	9,213,000	16,448,000	84,948,000	101,396,000	186,889,000	245,703,000	432,592,000
TOTAUX pour les conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	9,602,000	37,198,000	46,800,000	103,760,000	551,635,000	655,395,000	964,230,000	1,078,459,000	2,042,689,000
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1913	9,882,000	38,331,000	48,213,000	106,177,000	563,391,000	669,568,000	988,611,000	1,112,964,000	2,101,575,000

ANNUITÉ DE RACHAT

DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

(LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

Une loi du 13 juillet 1908 a autorisé le Ministre des Travaux publics à procéder au rachat à l'égard de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Le prix de ce rachat a été déterminé par une convention du 28 octobre 1909 approuvée par la loi du 21 décembre suivant et dont l'article 4 est ainsi conçu:

« L'État payera à la Compagnie, pour chacune des années à courir depuis le 1er janvier 1909 jusqu'au 31 décembre 1956:

« 1° Une somme de 11,550,000 francs, laquelle sera toutefois réduite à 6,300,000 francs pour les cinq dernières années;

« 2° Une somme égale aux charges effectives, tant principales qu'accessoires, y compris l'abonnement au timbre et les frais de service, fixée à dix centimes (0 fr. 10) par titre, de tous les emprunts réalisés par la Compagnie au 31 décembre 1907.

« Le tableau annexé à la présente convention détermine pour chaque année le montant réel des sommes à payer à la Compagnie, ainsi que la date des payements.

« Il sera délivré à la Compagnie, en représentation de ces sommes, un titre spécial, exempt de timbre et inaliénable, dont les coupons auront la valeur et les dates d'échéance des payements indiqués audit tableau. Ces coupons seront payés à la Compagnie, à première présentation, par le Trésor public.

« Sur les sommes ainsi payées, la Compagnie ne pourra être assujettie personnellement à aucun impôt ultérieurement établi; il est en outre précisé que le droit de timbre qu'elle acquitte ne sera désormais exigible que sur ses obligations et dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

« L'État versera, en outre, chaque année, à la Compagnie, et dans les mêmes conditions, une somme égale aux charges effectives tant principales qu'accessoires, calculées ainsi qu'il vient d'être dit, de tous les emprunts réalisés par elle postérieurement au 1er janvier 1908, tant pour couvrir les dépenses de l'année 1908 que pour assurer le règlement définitif de tous comptes entre la Compagnie et l'État. Le tableau des payements complémentaires à effectuer de ce chef sera arrêté, après avis de la Commission supérieure de vérification des comptes des Compagnies de Chemin de fer, la Compagnie entendue, par une décision concertée du Ministre des Travaux Publics et du Ministre des Finances; la Compagnie déclare accepter par avance ladite décision.

« Un titre spécial, constitué comme il est dit ci-dessus, sera remis à la Compagnie en représentation des sommes complémentaires inscrites à ce tableau.

« Il est entendu que toutes les annuités précédemment servies par l'État à la Compagnie étant comprises dans le tableau des payements prévus par le présent article cesseront, à partir de l'année 1909, d'être versées distinctement à la Compagnie ».

Les sommes dues en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article ci-dessus ont fait l'objet d'un tableau annexé à la convention.

A l'origine, la dette de l'État envers l'ancienne Compagnie de l'Ouest ne comprenait pas les emprunts réalisés après le 1er janvier 1908, lesquels devaient donner lieu à payements complémentaires. Conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de la convention, une décision interministérielle du 31 juillet 1912 a prescrit de délivrer à la Compagnie un nouveau titre, dont un tableau annexe fixe la valeur des coupons, payables dans les mêmes conditions et aux mêmes échéances que celles de l'annuité principale. A partir de l'année 1912, l'annuité complémentaire se superpose donc à la première.

Prise ainsi dans son ensemble, cette dette n'est définie que par la valeur et le nombre des annuités et ce sont celles-ci qui font l'objet d'un compte de services spéciaux du Trésor. Pour évaluer la dette en capital, on a dû déterminer les valeurs actuelles au 1er janvier de chaque année, à un taux nécessairement arbitraire et que l'on a supposé égal à 3 p. 100.

Les valeurs ont été d'abord calculées au 29 mars pour les premières trimestrialités de chaque année, au 28 juin pour les deuxièmes, au 28 septembre et 29 décembre pour les deux autres; puis on les a escomptées pour les ramener à la date du 1er janvier.

Les tableaux ci-après indiquent les calculs opérés et leurs résultats.

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909).

(ANNUITÉ PRINCIPALE).

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 48 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	13,633,874 06	13,633,874 06	41,445,263 09	41,445,263 09	26,572,633 36	26,572,633 36	24,498,927 01	24,498,927 01	1909.
1910	0 9708.7379	19,792,872 86	19,216,381 49	41,699,445 88	40,484,899 06	26,648,649 78	25,872,475 61	24,287,377 68	23,579,978 42	1910.
1911	0 9425.9591	19,670,425 14	18,541,262 28	41,963,564 16	39,554,683 95	26,726,636 80	25,192,418 54	24,050,328 28	22,669,741 07	1911.
1912	0 9151.4166	19,532,375 86	17,874,890 87	42,240,433 54	38,655,980 47	26,803,132 94	24,528,663 57	23,803,444 50	21,783,523 71	1912.
1913	0 8884.8705	19,390,132 91	17,227,881 99	42,518,144 27	37,776,820 57	26,884,538 62	23,886,564 41	23,548,505 85	20,922,542 49	1913.
1914	0 8626.0878	19,244,784 90	16,600,720 42	42,811,774 87	36,929,812 89	26,968,094 14	23,262,914 69	23,286,355 14	20,087,014 30	1914.
1915	0 8374.8426	19,094,932 27	15,991,705 22	43,106,918 44	36,101,365 69	27,052,142 91	22,655,743 89	23,018,798 96	19,277,881 81	1915.
1916	0 8130.9151	18,941,718 95	15,401,350 86	43,415,881 21	35,301,084 41	27,139,696 17	22,067,056 54	22,742,202 87	18,491,492 07	1916.
1917	0 7894.0923	18,782,468 48	14,827,053 98	43,735,054 43	34,524,855 34	27,228,593 38	21,494,502 93	22,457,251 64	17,727,961 73	1917.
1918	0 7664.1673	18,619,584 00	14,270,360 68	44,060,622 31	33,768,798 07	27,319,368 14	20,938,020 80	22,167,444 60	16,989,500 40	1918.
1919	0 7440.9391	18,451,657 29	13,729,765 82	44,395,504 23	33,034,424 33	27,337,568 18	20,341,718 00	21,866,144 65	16,270,465 07	1919.
1920	0 7224.2128	18,279,747 74	13,205,678 76	44,740,448 32	32,321,451 94	27,430,929 71	19,816,687 35	21,557,337 31	15,573,479 21	1920.
1921	0 7013.7988	18,103,805 74	12,697,645 10	45,099,604 84	31,631,955 43	27,527,791 13	19,307,438 84	21,237,100 04	14,895,274 68	1921.
1922	0 6809.5134	17,921,140 23	12,203,424 45	45,464,111 92	30,958,847 93	27,628,460 83	18,813,637 42	20,911,204 98	14,239,513 05	1922.
1923	0 6611.1781	17,734,101 52	11,724,329 36	45,843,130 45	30,307,710 01	27,729,149 30	18,332,234 46	20,575,914 59	13,603,103 59	1923.
1924	0 6418.6195	17,542,541 34	11,259,889 79	46,233,003 89	29,675,206 03	27,834,604 29	17,865,973 39	20,229,366 87	12,984,460 87	1924.
1925	0 6231.6694	17,154,988 81	10,690,421 88	46,633,373 74	29,060,376 82	27,944,879 71	17,414,325 18	19,797,216 92	12,336,971 09	1925.
1926	0 6050.1645	16,845,102 09	10,191,563 87	47,047,640 84	28,464,596 64	28,061,142 33	16,977,452 72	19,329,824 36	11,694,861 71	1926.
1927	0 5873.9461	16,629,838 56	9,768,271 66	47,474,938 57	27,886,523 03	28,178,619 43	16,551,969 17	18,949,837 30	11,131,032 29	1927.
1928	0 5702.8603	16,408,316 77	9,357,433 83	47,918,965 52	27,327,516 61	28,300,049 60	16,139,122 94	18,557,610 72	10,583,146 14	1928.
1929	0 5536.7575	16,180,339 12	8,958,661 40	48,372,002 88	26,782,404 97	28,423,666 83	15,737,495 05	18,154,285 18	10,051,587 46	1929.
1930	0 5375.4928	15,945,730 05	8,571,615 71	48,840,191 29	26,254,009 66	28,553,171 69	15,348,736 88	17,738,409 15	9,535,269 07	1930.
1931	0 5218.9250	15,704,252 97	8,195,931 84	49,323,829 23	25,741,736 55	28,682,739 88	14,969,306 82	17,314,264 26	9,036,184 66	1931.
1932	0 5066.9175	15,455,755 50	7,831,303 80	49,818,367 99	25,242,556 06	28,815,597 53	14,600,625 54	16,875,369 99	8,550,610 76	1932.
1933	0 4919.3374	15,200,031 24	7,477,408 22	50,332,432 49	24,760,221 76	28,954,448 46	14,243,670 12	16,422,705 73	8,078,883 05	1933.
1934	0 4776.0557	14,936,825 83	7,133,911 21	50,854,757 08	24,288,515 24	29,094,901 14	13,895,886 84	15,959,166 84	7,622,186 97	1934.
1935	0 4636.9473	14,665,953 09	6,800,525 16	51,402,401 84	23,835,022 82	29,239,142 89	13,558,036 47	15,480,556 59	7,178,252 51	1935.
1936	0 4501.8906	14,387,180 24	6,476,951 15	51,957,975 24	23,390,912 01	29,387,856 99	13,230,091 72	14,903,486 62	6,709,386 63	1936.
1937	0 4370.7675	14,100,265 49	6,162,898 21	52,536,885 49	22,962,651 13	29,538,141 26	12,910,434 78	14,395,895 38	6,292,111 17	1937.
1938	0 4243.4636	13,805,000 32	5,858,101 64	53,130,042 83	22,545,540 27	29,693,166 14	12,600,186 97	13,873,306 36	5,887,087 06	1938.
1939	0 4119.8676	13,501,126 14	5,562,285 21	53,742,202 40	22,141,075 84	29,854,031 83	12,299,465 85	12,988,157 89	5,350,949 09	1939.
1940	0 3999.8715	13,188,419 39	5,275,198 28	54,382,541 89	21,752,317 94	30,014,356 89	12,005,357 07	12,427,789 77	4,970,956 21	1940.
1941	0 3883.3703	12,866,627 52	4,996,587 92	55,037,173 77	21,372,972 60	30,184,784 93	11,721,869 73	11,852,447 50	4,602,744 26	1941.
1942	0 3770.2625	12,535,399 00	4,726,174 48	55,714,831 51	21,005,953 99	30,354,270 05	11,444,356 61	11,259,464 64	4,245,113 72	1942.
1943	0 3660.4490	12,194,529 89	4,463,745 47	56,410,598 63	20,648,811 93	30,530,486 90	11,175,529 02	10,650,234 36	3,898,463 97	1943.
1944	0 3553.8340	11,843,700 86	4,209,054 68	57,128,368 36	20,302,473 78	30,711,422 39	10,914,329 71	10,023,093 78	3,562,041 15	1944.
1945	0 3450.3243	11,482,614 03	3,961,874 22	57,869,227 78	19,966,760 28	30,893,121 10	10,659,128 64	9,377,345 73	3,235,488 38	1945.
1946	0 3349.8294	11,111,022 24	3,722,002 90	58,631,229 73	19,640,461 71	31,084,178 50	10,412,669 50	8,713,806 42	2,918,976 49	1946.
1947	0 3252.2615	10,728,546 66	3,489,203 93	59,416,190 42	19,323,698 86	31,276,505 25	10,171,937 39	8,030,267 91	2,611,653 12	1947.
1948	0 3157.5355	10,334,916 91	3,263,286 70	60,221,901 91	19,015,279 32	31,474,173 76	9,938,082 10	7,328,031 74	2,313,852 04	1948.
1949	0 3065.5684	9,929,798 24	3,044,047 57	61,057,165 74	18,717,491 78	31,676,619 89	9,710,684 50	6,604,265 12	2,024,582 65	1949.
1950	0 2976.2800	9,512,852 87	2,831,291 37	61,912,899 12	18,427,012 34	31,884,850 03	9,489,824 14	5,860,256 49	1,744,176 42	1950.
1951	0 2889.5922	9,083,720 48	2,624,824 78	62,797,640 49	18,145,957 21	32,098,274 51	9,275,092 37	5,095,147 51	1,472,289 85	1951.
1952	0 2805.4294	8,642,044 01	2,424,464 43	31,781 51	8,916 08	32,328,544 01	9,069,544 78	25,784 22	7,233 58	1952.
1953	0 2723.7178	8,200,204 22	2,233,504 22	25,784 22	7,022 89	32,757,704 22	8,922,274 21	19,612 69	5,341 94	1953.
1954	0 2644.3862	7,745,472 69	2,048,202 11	19,612 69	5,186 35	33,200,972 69	8,779,619 40	13,261 62	3,506 88	1954.
1955	0 2567.3653	7,277,451 62	1,868,387 68	13,261 62	3,404 74	33,656,951 62	8,640,968 97	6,725 68	1,726 73	1955.
1956	0 2492.5876	6,795,750 68	1,693,900 39	6,725 68	1,676 43	34,124,250 68	8,505,768 41	″	″	1956.
1957	0 2419.9880	6,300,000 00	1,524,592 44	″	″	″	″	″	″	1957.
			415,843,843 49 Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 412,816,523 fr.		1,181,502,216 85 Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 1,164,328,373 fr.		742,262,527 40 Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 726,106,661 fr.		461,251,526 53 Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 447,889,492 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 2,751,141,049 fr.

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE (Décision ministérielle du 31 juillet 1912).

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 47 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	906,144 05	906,144 05	13,786 50	13,786 50	1,634,686 50	1,634,686 50	13,667 10	13,667 10	1909.
1910	0 9708 7379	1,110,299 30	1,077,960 48	15,888 99	15,426 20	1,994.035 24	1,935,956 55	15,728 90	15,270 77	1910.
1911	0 9425.9591	1,181,527 66	1,113,703 13	15,728 91	14,826 00	1,999,527 66	1,884,746 59	15,620 15	14,723 49	1911.
1912	0 9151.4166	1,191,111 66	1,090,035 90	15,946 20	14,593 03	2,081,394 42	1,904,770 74	15,772 61	14,434 17	1912.
1913	0 8884.8705	1,185,181 35	1,053,018 28	15,772 60	14,013 75	2,078,681 35	1,846,881 46	15,593 90	13,854 98	1913.
1914	0 8626.0878	1,171,772 66	1,010,781 38	15,593 91	13,451 44	2,092,272 66	1,804,812 77	15,409 80	13,292 62	1914.
1915	0 8374.8426	1,157,957 30	969,771 10	15,409 80	12,905 46	2,105,457 30	1,763,287 35	15,220 30	12,746 76	1915.
1916	0 8130.9151	1,143,736 54	929,962 47	15,220 29	12,375 48	2,119,236 54	1,723,133 24	15,025 20	12,216 86	1916.
1917	0 7894.0923	1,129,095 20	891,318 17	15,025 20	11,861 03	2,133,595 20	1,684,279 74	14,824 30	11,702 44	1917.
1918	0 7664.1673	1,114,016 79	853,801 10	14,824 29	11,361 58	2,148,016 80	1,646,276 02	14,617 51	11,203 10	1918.
1919	0 7440.9391	1,098,495 01	817,383 44	14,617 50	10,876 78	2,162,995 01	1,609,471 41	14,404 60	10,718 37	1919.
1920	0 7224.2128	1,082,514 60	782,031 58	14,404 60	10,406 18	2,179,014 60	1,574,166 52	14,185 30	10,247 76	1920.
1921	0 7013.7988	1,066,052 79	747,707 97	14,185 29	9,949 27	2,195,052 80	1,539,566 32	13,959 51	9,790 92	1921.
1922	0 6809.5134	1,049,102 01	714,387 41	13,959 50	9,505 74	2,210,602 01	1,505,312 40	13,727 20	9,347 55	1922.
1923	0 6611.1781	1,031,662 20	682,050 25	13,727 20	9,075 29	2,229,162 20	1,473,738 83	13,487 70	8,916 96	1923.
1924	0 6418.6195	1,013,681 45	650.643 55	13,487 70	8,657 24	2,245,681 45	1,441,417 47	13,241 30	8,499 09	1924.
1925	0 6231.6694	995,181 31	620,164 09	13,241 31	8,251 54	2,263,681 30	1,410,651 35	12,987 60	8,093 44	1925.
1926	0 6050.1645	976,131 33	590,575 51	12,987 59	7,857 70	2,282,631 33	1,381,029 50	12,726 30	7,699 62	1926.
1927	0 5873.9461	956,510 06	561,848 85	12,726 31	7,475 36	2,301,510 06	1,351,894 60	12,457 31	7,317 36	1927.
1928	0 5702.8603	936,309 79	533,964 39	12,457 30	7,104 22	2,321,309 79	1,323,810 54	12,180 31	6,946 26	1928.
1929	0 5536.7575	915,507 80	506,894 46	12,180 30	6,743 93	2,341,507 81	1,296,436 09	11,895 10	6,586 03	1929.
1930	0 5375.4928	894,088 84	480,616 81	11,895 09	6,394 19	2,362,088 84	1,269,739 15	11,601 50	6,236 38	1930.
1931	0 5218.9250	872,037 76	455,110 86	11,601 51	6,054 74	2,384,037 76	1,244,211 42	11,299 09	5,896 91	1931.
1932	0 5066.9175	849,324 10	430,345 51	11,299 09	5,725 15	2.405,324 10	1,218,757 87	10,987 90	5,567 48	1932.
1933	0 4919.3374	825,947 89	406,311 63	10,987 90	5,405 31	2,428,947 89	1.194,881 42	10,667 30	5,247 60	1933.
1934	0 4776.0557	801,864 79	382,975 09	10,667 30	5,094 76	2,452,364 79	1,171,263 08	10,337 20	4,937 10	1934.
1935	0 4636.9473	777,067 20	360,321 96	10,337 20	4,793 30	2,476,567 20	1,148,371 16	9,997 30	4.635 69	1935.
1936	0 4501.8906	751,531 06	338,331 06	9,997 31	4,500 67	2,501,031 06	1,125,936 82	9,647 40	4,343 15	1936.
1937	0 4370.7675	725,242 40	316,986 59	9,647 40	4,216 65	2,526,742 40	1,104,380 36	9,287 10	4,059 17	1937.
1938	0 4243.4636	698,170 84	296,266 25	9,287 09	3,940 94	2,553,170 84	1,083,428 75	8,916 10	3,783 51	1938.
1939	0 4119.8676	670,294 84	276,152 59	8,916 09	3,673 31	2,579,794 84	1,062,841 32	8,534 21	3,515 98	1939.
1940	0 3999.8715	641,597 97	256,630 94	8,534 21	3,413 57	2,608,097 96	1,043,205 67	8,140 89	3,256 25	1940.
1941	0 3883.3703	612,043 41	237,679 12	8,140 91	3,161 41	2,636,543 40	1,023,867 43	7,736 00	3,004 17	1941.
1942	0 3770.2625	581,614 73	219,284 02	7,735 99	2,916 67	2,666,114 74	1,005,195 24	7,319 10	2,759 49	1942.
1943	0 3660.4490	550,282 86	201,428 23	7,319 11	2,679 12	2,696,782 86	987,143 61	6,889 80	2,521 97	1943.
1944	0 3553.8340	518,017 30	184,094 74	6,889 80	2,448 52	2,728,017 30	969,492 06	6,447 80	2,291 44	1944.
1945	0 3450.3243	484,795 30	167,270 10	6,447 80	2,224 70	2,761,295 30	952.736 43	5,992 49	2,067 60	1945.
1946	0 3349.8294	450,572 49	150,934 09	5,992 49	2,007 38	2,793,572 49	935,799 13	5,523 90	1,850 41	1946.
1947	0 3252.2615	415,347 66	135,081 92	5,523 91	1,796 51	2,828,347 66	919,852 62	5,041 29	1,639 56	1947.
1948	0 3157.5355	379,068 81	119,692 32	5.041 31	1,591 81	2,863,568 81	904,182 01	4,544 39	1,434 91	1948.
1949	0 3065.5684	341,713 13	104,754 49	4,544 38	1,393 11	2,899,713 14	888,927 00	4,032 80	1,236 28	1949.
1950	0 2976.2800	303,250 30	90,255 78	4,032 80	1,200 27	2,937,750 30	874,356 75	3,505 90	1,043 45	1950.
1951	0 2889.5922	263,635 91	76,180 02	3,505 91	1,013 06	2.976,135 91	859,981 91	2,963 40	856 30	1951.
1952	0 2805.4294	222,845 90	62,517 84	2,963 40	831 36	3,014,845 90	845,793 73	2,404 99	674 70	1952.
1953	0 2723.7178	180,858 75	49,260 78	2,404 99	655 05	3,056,358 74	832,465 87	1,829 90	498 41	1953.
1954	0 2644.3862	137,613 66	36,390 36	1,829 91	483 90	3,098.613 66	819,393 12	1,237 70	327 29	1954.
1955	0 2567.3653	93,080 21	23,897 09	1,237 71	317 76	3,142,080 20	806,686 77	627 90	161 20	1955.
1956	0 2492.5876	47,221 65	11,770 40	627 90	156 50	3,186,721 65	794,317 59	//	//	1956.
			22,974,688 15		308,593 44		60,823,534 28		301,122 05	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 22,807,434 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 304,107 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 59,499,650 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 292,398 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 82,903,589 fr.

On a vu dans le Compte général des finances de l'année 1909 (2e vol., p. 158) comment a été dressé le tableau d'amortissement de la dette correspondant à l'annuité principale. En opérant de même pour l'annuité complémentaire, on peut ainsi présenter, dans le tableau ci-après, la dette totale en capital au 1er janvier de chaque année (valeur actuelle à cette date des trimestrialités non échues), avec le montant de l'amortissement de l'année (diminution de la valeur actuelle).

Il convient de remarquer que, vu la nécessité de donner, pour la seconde annuité, une approximation plus serrée et par raison d'homogénéité, les résultats de la première figurent dans ce tableau, à partir de la présente année, non plus comme précédemment en millions, mais en milliers de francs. Une correction à été apportée en conséquence à la situation récapitulative de la dette publique au 1er janvier 1912 (voir p. 6 et 7).

Le tableau ci-après permet de suivre la dette de l'État depuis son origine jusqu'à son extinction.

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
1909	2,751,141	24,751	82,903	114	2,834,044	24,865
1910	2,726,390	31,915	82,789	692	2,809,179	32,607
1911	2,694,475	32,857	82,097	792	2,776,572	33,649
1912	2,661,618	33,812	81,305	908	2,742,923	34,720
1913	2,627,806	34,790	80,397	926	2,708,203	35,716
1914	2,593,016	35,805	79,471	953	2,672,487	36,758
1915	2,557,211	36,843	78,518	981	2,635,729	37,824
1916	2,520,368	37,916	77,537	1,009	2,597,905	38,925
1917	2,482,452	39,020	76,528	1,038	2,558,980	40,058
1918	2,443,432	40,156	75,490	1,069	2,518,922	41,225
1919	2,403,276	41,246	74,421	1,099	2,477,697	42,345
1920	2,362,030	42,443	73,322	1,131	2,435,352	43,574
1921	2,319,587	43,677	72,191	1,165	2,391,778	44,842
1922	2,275,910	44,947	71,026	1,197	2,346,936	46,144
1923	2,230,963	46,255	69,829	1,234	2,300,792	47,489
1924	2,184,708	47,603	68,595	1,268	2,253,303	48,871
1925	2,137,105	48,719	67,327	1,305	2,204,432	50,024
1926	2,088,386	49,934	66,022	1,343	2,154,408	51,277
1927	2,038,452	51,384	64,679	1,382	2,103,131	52,766
1928	1,987,068	52,880	63,297	1,422	2,050,365	54,302
1929	1,934,188	54,414	61,875	1,464	1,996,063	55,878
1930	1,879,774	55,996	60,411	1,505	1,940,185	57,501
1931	1,823,778	57,627	58,906	1,550	1,882,684	59,177
1932	1,766,151	59,298	57,356	1,594	1,823,507	60,892
1933	1,706,853	61,025	55,762	1,641	1,762,615	62,666
1934	1,645,828	62,794	54,121	1,688	1,699,949	64,482
1935	1,583,034	64,624	52,433	1,737	1,635,467	66,361
1936	1,518,410	66,414	50,696	1,788	1,569,106	68,202
1937	1,451,996	68,344	48,908	1,839	1,500,904	70,183
1938	1,383,652	70,329	47,069	1,893	1,430,721	72,222
1939	1,313,323	72,025	45,176	1,947	1,358,499	73,972
A reporter	....	1,509,843	....	39,674	....	1,549,517

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle.)	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Report.....	....	1,509,843	....	39,674	....	1,549,517
1940...........	1,241,298	74,118	43,229	2,003	1,284,527	76,121
1941...........	1,167,180	76,273	41,226	2,062	1,208,406	78,335
1942...........	1,090,907	78,488	39,164	2,121	1,130,071	80,609
1943...........	1,012,419	80,769	37,043	2,183	1,049,462	82,952
1944...........	931,650	83,116	34,860	2,246	966,510	85,362
1945...........	848,534	85,530	32,614	2,312	881,148	87,842
1946...........	763,004	88,019	30,302	2,378	793,306	90,397
1947...........	674,985	90,575	27,924	2,448	702,909	93,023
1948...........	584,410	93,204	25,476	2,518	609,886	95,722
1949...........	491,206	95,914	22,958	2,591	514,164	98,505
1950...........	395,292	98,699	20,367	2,667	415,659	101,366
1951...........	296,593	101,569	17,700	2,744	314,293	104,313
1952...........	195,024	35,618	14,956	2,822	209,980	38,440
1953...........	159,406	36,654	12,134	2,904	171,540	39,558
1954...........	122,752	37,723	9,230	2,989	131,982	40,712
1955...........	85,029	38,823	6,241	3,076	91,270	41,899
1956...........	46,206	39,952	3,165	3,165	49,371	43,117
1957...........	6,254	6,254	//	//	6,254	6,254
TOTAL.......	....	2,751,141	....	82,903	....	2,834,044

Sur la dette primitive de.........................	2,751,141,000f	
correspondant à l'annuité principale, il a été amorti, pendant les années 1909 à 1912, un capital de................	123,335,000	
et, au 1er janvier 1913, il reste à amortir..............	2,627,806,000	2,627,806,000f
En ce qui concerne la dette complémentaire de........	82,903,000f	
figurant pour la première fois dans les comptes, on a considéré comme appartenant à 1912 toutes les échéances antérieures.		
D'où, pour la présente année, un amortissement global de.	2,506,000	
Le capital subsistant à ce titre, au 1er janvier 1913, est donc de..	80,397,000	80,397,000
Soit, à cette date, comme dette totale............		2,708,203,000

CAUTIONNEMENTS.

Ce compte présente la situation des cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1912 sont de	4,627,650f 61c
Les remboursements autorisés montent à	16,108,668 75
Dépenses excédant les recettes	11,481,018 14 (a)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1912 s'élevaient à	115,835,167 45 (b)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1913, s'élèvent à la somme totale de	104,354,149 31 (c)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,800	parties.	63,019,775f 74c
Ministère des finances	3,866	parties.	13,836,994 96
Ministère des affaires étrangères	143	parties.	392,300 00
Ministère de l'agriculture	9	parties.	70,500 00
Ministère des colonies	17	parties.	39,122 10
Ministère du commerce	1,968	parties.	4,150,597 40
Ministère de la guerre	193	parties.	303,664 94
Ministère de l'instruction publique	307	parties.	473,600 00
Ministère de l'intérieur	5	parties.	15,287 28
Ministère de la marine	16	parties.	101,340 00
Ministère des travaux publics	30	parties.	53,629 84
Agents de change et courtiers	419	parties.	21,859,585 22
Assujettis non classés	»		37,751 83
	29,773		104,354,149 31

(a) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 813,170f 00c, du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1912, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898.

(b) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 115,835,167f 45 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1912, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(c) Le solde au 31 décembre 1912	104,354,149f 31c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	679,529 26
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1913 est de	105,033,678 57

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1913, des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES des titulaires.	CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1912.		RECETTES DE L'ANNÉE 1912. (Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1912. (Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.)			CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1913.		RÉSULTAT, PAR CLASSE DE TITULAIRES, du mouvement de l'année 1912.				OBSERVATIONS.
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Nombre de parties. Augmentation.	Nombre de parties. Diminution.	Sommes. Excédent de recette.	Sommes. Excédent de dépense.	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	408	21,680,585f 22c	1,024,000f 00c	〃	1,024,000f 00c	845,000f 00c	〃	845,000f 00c	419	21,859,585f 22c	11	〃	179,000f 00c	〃	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	3,019	9,118,209 54	404,400 00	〃	404,400 00	475,800 00	〃	475,800 00	2,957	9,046,809 54	〃	62	〃	71,400 00	
Greffiers des cours et tribunaux	3,962	8,421,221 05	633,450 00	〃	633,450 00	675,100 00	〃	675,100 00	3,933	8,379,571 05	〃	29	〃	41,650 00	
Huissiers, commissaires-priseurs	6,932	10,635,378 28	571,150 00	〃	571,150 00	642,870 00	〃	642,870 00	6,881	10,563,658 28	〃	51	〃	71,720 00	
Notaires	8,789	34,951,936 87	1,585,900 00	〃	1,585,900 00	1,570,300 00	〃	1,570,300 00	8,997	34,967,536 87	208	〃	15,600 00	〃	
Comptables et préposés divers	1	3,000 00	1,000 00	58,200 00	59,200 00	〃	〃	〃	32	62,200 00	31	〃	59,200 00	〃	
	22,703	63,129,745 74	3,195,900 00	58,200 00	3,254,100 00	3,364,070 00	〃	3,364,070 00	22,800	63,019,775 74	239	142	74,800 00	184,770 00	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	143	398,000 00	21,300 00	〃	21,300 00	24,000 00	3,000f 00c	27,000 00	143	392,300 00	〃	〃	〃	5,700 00	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	43	84,037 28	〃	〃	〃	28,000 00	40,750 00	68,750 00	5	15,287 28	〃	38	〃	68,750 00	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	1,333	3,636,270 17	18,500 00	〃	18,500 00	1,871,910 90	〃	1,871,910 90	646	1,782,859 27	〃	687	〃	1,853,410 90	
Manufactures de l'État	26	130,870 00	〃	〃	〃	45,340 00	〃	45,340 00	17	85,530 00	〃	9	〃	45,340 00	
Douanes	146	502,508 96	13,400 00	〃	13,400 00	248,770 00	〃	248,770 00	84	267,138 96	〃	62	〃	235,370 00	
Enregistrement	663	4,381,690 81	37,110 00	〃	37,110 00	1,981,706 90	〃	1,981,706 90	449	2,437,093 91	〃	214	〃	1,944,596 90	
Octrois	2,777	1,291,045 11	60,142 00	800 00	60,942 00	532,311 00	800 00	533,111 00	2,143	818,876 11	〃	634	〃	472,169 00	
Percepteurs et receveurs municipaux	610	7,661,646 73	36,561 61	210,400 00	246,961 61	3,311,142 78	401,725 08	3,712,867 86	446	4,195,740 48	〃	164	〃	3,465,906 25	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers.	116	5,266,400 75	73,000 00	852,112 38	925,112 38	1,477,426 90	615,330, 00	2,092,756 90	77	4,098,756 23	〃	39	〃	1,167,644 52	
Comptables et préposés divers	5	161,000 00	〃	〃	〃	10,000 00	〃	10,000 00	4	151,000 00	〃	1	〃	10,000 00	
	5,676	23,031,432 53	238,713 61	1,063,312 38	1,302,025 99	9,478,608 48	1,017,855 08	10,496,463 56	3,866	13,836,994 96	〃	1,810	〃	9,194,437 57	
A reporter	28,973	108,323,800 77	4,479,913 61	1,121,512 38	5,601,425 99	13,739,678 48	1,061,605 08	14,801,283 56	27,233	99,123,943 20	250	1,990	253,800 00	9,453,657 57	

Suite du COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1913, des capitaux de cautionnements en numéraire.*

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1912.		RECETTES DE L'ANNÉE 1912. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1912. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1913.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, des mouvements de l'année 1912.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes. (A)	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes. (A)	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report	28,973	108,323,800f 77c	4,479,913f 61c	1,121,512f 38c	5,601,425f 99c	13,739,678f 48c	1,061,605f 08c	14,801,283f 56c	27,233	99,123,943f 20c	250	1,990	253,800f 00c	9,453,657f 57c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers	14	143,500 00	〃	21,000 00	21,000 00	79,000 00	15,000 00	94,000 00	9	70,500 00	〃	5	〃	73,000 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE.															
Comptables et préposés divers	6	9,000 00	12,000 00	12,000 00	24,000 00	24,670 00	4,000 00	28,670 00	4	4,330 00	〃	2	〃	4,670 00	
Postes et télégraphes	2,704	5,835,877 67	88,400 00	〃	88,400 00	1,778,010 27	〃	1,778,010 27	1,964	4,146,267 40	〃	740	〃	1,689,610 27	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers	210	450,721 91	14,000 00	〃	14,000 00	137,490 00	23,566 97	161,056 97	193	303,664 94	〃	17	〃	147,056 97	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.															
Comptables et préposés divers	338	606,510 00	22,500 00	10,100 00	32,600 00	120,160 00	45,350 00	165,510 00	307	473,600 00	〃	31	〃	132,910 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers	22	185,870 00	7,000 00	〃	7,000 00	65,330 00	26,200 00	91,530 00	16	101,340 00	〃	6	〃	84,530 00	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers	17	38,475 10	2,837 00	11,140 00	13,977 00	13,330 00	〃	13,330 00	17	39,122 10	〃	〃	647 00	〃	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer	15	203,660 17	1,000 00	〃	1,000 00	151,000 00	30 33	151,030 33	30	53,629 84	15	〃	〃	150,030 33	
Assujettis non classés	〃	37,751 83	〃	〃	〃	〃	〃	〃	〃	37,751 83	〃	〃	〃	〃	
	32,299	115,835,167 45	4,627,650 61	1,175,752 38	5,803,402 99	16,108,668 75	1,175,752 38	17,284,421 13	29,773	104,354,149 31	265	2,791	254,447 00	11,735,465 14	(A) Voir page 171.
											— 2,526		— 14,481,018f 14c		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1912 (voir année 1911, page 161), à la somme de 117,244,308f 58c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite 115,835,167f 45c

Capitaux restant à payer après ordonnancement 1,409,141 13

TOTAL ÉGAL 117,244,308 58

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

LOI DU 13 AVRIL 1898 (ART. 56).

Le montant de ces cautionnements s'élève au 31 décembre 1912 à 68,887,423 fr. 38 c., savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère des finances	3,190	62,756,542f 00c	1,880,771f
Ministère de la justice	15	82,700 00	2,522
Ministère des affaires étrangères	81	268,000 00	8,317
Ministère de l'intérieur	8	247,425 00	7,541
Ministère de la guerre	3	20,000 00	632
Ministère de la marine	188	694,011 00	32,178
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	93	883,824 00	29,447
Ministère du commerce et de l'industrie	19	432,711 38	12,217
Ministère des colonies	7	37,000 00	1,146
Ministère de l'agriculture	19	258,000 00	8,512
Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes	837	3,207,210 00	98,539
	4,460	68,887,423 38	2,081,822

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation au 31 décembre 1912 des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1913. Nombre de parties.	Capitaux.	RENTES 3 p. o/o.	3 p. o/o amort.
		fr. c.		
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Contributions indirectes	646	1,914,600 00	56,575f	6,480f
Manufactures de l'État	63	311,330 00	8,192	1,365
Douanes	66	376,980 00	12,775	1,440
Enregistrement	531	3,813,870 00	78,128	27,495
Octrois	51	181,350 00	5,669	240
Percepteurs et receveurs municipaux	1,336	23,942,571 00	629,325	108,870
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	487	31,932,011 00	646,895	289,560
Comptables et préposés divers	10	283,830 00	3,952	3,810
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Comptables et préposés divers	15	82,700 00	2,522	"
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Comptables et préposés divers	81	268,000 00	7,567	750
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Comptables et préposés divers	8	247,425 00	7,511	30
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.				
Comptables et préposés divers	3	20,000 00	632	"
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Comptables et préposés divers	188	694,011 00	21,243	10,935
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.				
Comptables et préposés divers	93	883,824 00	26,777	2,670
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Comptables et préposés divers	19	432,711 38	12,082	135
MINISTÈRE DES COLONIES.				
Comptables et préposés divers	7	37,000 00	1,146	"
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Comptables et préposés divers	19	258,000 00	7,042	1,470
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
Comptables et préposés divers	7	179,670 00	4,245	450
Postes et télégraphes	830	3,027,540 00	88,999	4,845
TOTAUX	4,460	68,887,423 38	1,621,277	460,545
			2,081,822 fr.	

CAUTIONNEMENT MUTUEL.

Aux termes de la loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 41), les comptables de deniers publics et autres fonctionnaires, membres d'associations françaises de cautionnement mutuel agréées par le Ministre des finances, ont été admis à remplacer leur cautionnement par la caution solidaire fournie par leur association.

Le montant de ces cautionnements s'élève, au 31 décembre 1912, à 175,269,494 fr. 35, savoir :

MINISTÈRES.	CAUTIONNEMENTS. NOMBRE DE PARTIES.	CAUTIONNEMENTS. CAPITAUX.
Ministère de la Justice	48	116,500f 00c
— des Finances	19,282	151,006,817 76
— de l'Agriculture	12	153,000 00
— du Commerce	9	81,000 00
— de la Guerre	196	939,000 00
— de l'Instruction publique	129	1,366,000 00
— de l'Intérieur	4	118,650 00
— de la Marine	54	967,000 00
— des Travaux publics	5,152	20,521,526 59
Totaux	24,886	175,269,494 35

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS REMPLACÉS PAR UNE GARANTIE MUTUELLE.

Situation au 1er janvier 1913.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS CONSTITUÉS. Nombre de parties.	CAUTIONNEMENTS CONSTITUÉS. Capitaux.
Ministère de la Justice. — Comptables et préposés divers	48	116,500f 00c
— des Finances. Contributions indirectes	5,207	18,309,340 00
— des Finances. Manufactures de l'État	108	573,330 00
— des Finances. Douanes	515	2,905,790 00
— des Finances. Enregistrement	3,819	31,938,112 03
— des Finances. Octrois	2,612	2,691,675 07
— des Finances. Percepteurs	5,984	76,067,841 22
— des Finances. Receveurs municipaux	627	15,966,366 44
— des Finances. Receveurs de syndicats	299	226,923 00
— des Finances. Payeurs aux armées et Trésoreries d'Algérie	17	272,000 00
— des Finances. Receveurs des finances	68	1,834,440 00
— des Finances. Comptables et préposés divers	26	221,000 00
— de l'Agriculture. — Comptables et préposés divers	12	153,000 00
— du Commerce. — Comptables et préposés divers	9	81,000 00
— de la Guerre. — Comptables et proposés divers	196	939,000 00
— de l'Instruction publiqué. — Comptables et préposés divers	129	1,366,000 00
— de l'Intérieur. — Comptables et préposés divers	4	118,650 00
— de la Marine. — Comptables et préposés divers	54	967,000 00
— des Travaux publics	5,146	20,366,526 59
Préposés des Postes et Télégraphes	6	155,000 00
Totaux	24,886	175,269,494 35

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 546 et 547.

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1912.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIIIe siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1er janvier 1912 (voir page 172 du Compte de 1911), à une partie, pour 790 francs.

Elle n'a éprouvé aucune modification pendant l'année 1912.

PENSIONS INSCRITES AU GRAND-LIVRE
DE LA DETTE VIAGÈRE.

Au 1er janvier 1912, les différentes natures de pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère étaient les suivantes :

1° *Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing;*
2° *Pensions civiles (1790);*
3° *Pensions de donataires dépossédés;*
4° *Pensions militaires de la Guerre;*
5° *Pensions militaires de la Marine et des Colonies;*
6° *Pensions et indemnités de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe;*
7° *Pensions à titre de récompense nationale;*
8° *Pensions civiles (1853);*
9° *Pensions des grands fonctionnaires;*
10° *Pensions ecclésiastiques sardes;*
11° *Indemnités viagères aux victimes du Coup d'État du 2 décembre 1851;*
12° *Pensions de réforme de la magistrature;*
13° *Indemnités viagères aux anciens professeurs de théologie catholique et protestante;*
14° *Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves et orphelins;*
15° *Pensions des ministres des cultes;*
16° *Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

La Dette viagère comprend également les *suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves* (loi du 18 août 1881), les *allocations supplémentaires aux anciens militaires, marins, agents du service actif des douanes et des forêts, et à leurs veuves* (loi du 26 janvier 1892 et lois subséquentes) et les *compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins* (loi du 8 avril 1910). Ces indemnités, attribuées à des bénéficiaires de pensions déjà comprises dans la nomenclature précédente, accroissent les charges de la Dette viagère sans modifier le nombre des parties prenantes.

Le présent compte comprend trois parties :

La première fait connaître l'emploi, pendant l'année 1912, des crédits d'inscription mis à la disposition du Ministre des Finances.

Il est rendu, par les Ministres de la Guerre et de la Marine, un compte spécial de l'emploi des crédits mis à leur disposition par les lois annuelles de finances (Lois des 25 mars 1817, 14 juillet 1819, 17 avril 1833 et 22 juin 1878. Règlement du 3 avril 1869. Loi du 5 août 1879).

La deuxième partie présente, en deux tableaux distincts, la situation des pensions de toutes natures inscrites et en payement au 1er janvier 1913.

La troisième partie indique le montant des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués pendant l'exercice 1911, dernier exercice réglé.

Le compte est complété par des tableaux statistiques concernant les pensions civiles (1853) et les pensions militaires.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTE D'EMPLOI DES CRÉDITS D'INSCRIPTION

MIS À LA DISPOSITION DU MINISTRE DES FINANCES.

§ 1er. — *Pensions civiles (1853).*

Aux termes de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, il ne peut être concédé annuellement de pension, en vertu de la présente loi, que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas, toutefois, où cette limite devrait être dépassée par suite de l'accroissement de liquidation auquel donneront lieu les nouvelles catégories de fonctionnaires soumis à la retenue et appelés à la pension par l'article 3, l'augmentation de crédit nécessaire sera l'objet d'une loi spéciale.

Cette disposition a été complétée par l'article 51 de la loi de finances du 26 janvier 1892, ainsi conçu :

« Les crédits d'inscription ouverts au budget de chaque année, soit en vertu des dispositions de la loi de finances, soit par suite de l'extinction des pensions en cours, seront exclusivement affectés à l'inscription des pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette même année. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures à prendre pour assurer l'affectation du crédit d'inscription de chaque année à l'inscription de pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette année, mais qui n'auraient pu être liquidées avant le 31 décembre. »

Le règlement d'administration publique visé à l'article précédent est intervenu le 8 août 1892. Il dispose que les crédits d'inscription alloués pour un exercice déterminé peuvent être employés jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. Passé cette date, les portions de crédit non employées sont annulées dans la comptabilité de l'exercice (art. 1er).

Toutefois, les pensions correspondant à des droits nés pendant le cours de chaque année et qui n'auraient pu être inscrites avant le 31 juillet de l'année suivante peuvent l'être par voie de rappel et dans la limite des crédits annulés sur l'année de l'admission à la retraite ou du décès. Cette faculté est seulement limitée aux pensions dont l'inscription serait réclamée avant l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit (art. 2 et 4).

Au cas où le montant des pensions d'exercices clos à inscrire excéderait le montant des annulations, un crédit supplémentaire d'inscription peut être ouvert, par décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances et après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, jusqu'à concurrence des extinctions nouvellement révélées sur cet exercice et en vertu d'une loi au delà de cette limite (art. 3).

Les inscriptions qu'il y aurait lieu d'effectuer après l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit ne peuvent l'être qu'en vertu de crédits législatifs extraordinaires (art. 4).

Enfin l'article 5 du même règlement, stipule qu'un décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances, après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, détermine la portion afférente à chacun des départements ministériels et au fonds commun (pensions de veuves et secours annuels d'orphelins).

Les tableaux A, B et C ci-après présentent l'ensemble des opérations effectuées pendant l'année 1912, conformément aux dispositions ci-dessus rappelées.

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Mouvement, pendant l'année 1912, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles (1853).

Tableau A.

1	EXERCICE 1911. (2e PARTIE.) 2	EXERCICE 1912. SERVICE de l'exercice courant. 3	SERVICE des exercices clos. 4	SERVICE des exercices périmés. 5	TOTAUX. 6	TOTAUX GÉNÉRAUX. 7	OBSERVATIONS. 8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.							
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	5,604,377	″	645,156	·	645,156	6,249,533	
Décret du 26 mars 1912. (Extinctions 1911.)	″	6,278,599	″	·	6,278,599	6,278,599	
Loi du 12 juillet 1912 et décret du 27 juillet suivant. (Crédit supplémentaire.)	″	4,450,000	″	·	4,450,000	4,450,000	
Loi du 12 juillet 1912. (Crédit supplémentaire-Fonds commun.)	″	″	·	2,593	2,593	2,593	
Report du reliquat disponible à la clôture de l'exercice 1911	″	″	699,288	·	699,288	699,288	
Décret du 24 août 1912. (Fonds commun 1911.)	″	″	50,000	·	50,000	50,000	
TOTAL	5,604,377	10,728,599	1,394,444	2,593	12,125,636	17,730,013	
A DÉDUIRE : Annulations de crédits :							
a) Crédits annulés à la clôture de l'exercice 1911 (art. 13 du projet de loi portant règlement définitif de cet exercice) et reportés à l'exercice courant (art 2 du décret du 8 août 1892)	*699,288*	″	″	·	″	*828,662* (a + b)	
b) Crédits définitivement annulés (art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892)	″	″	*129,374*	·	*129,374*		
TOTAUX des crédits accordés	4,905,089	10,728,599	1,265,070	2,593	11,996,262	16,901,351	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.							
Pensions concédées	4,927,989	5,867,859	552,281	2,593	6,422,733	11,350,722	
A DÉDUIRE :							
Pensions annulées par suite de nouvelles liquidations	*22,900*	*10,272*	*41,189*	·	*51,461*	*74,361*	
TOTAUX des crédits employés	4,905,089	5,857,587	511,092	2,593	6,371,272	11,276,361	
RELIQUAT disponible au 31 décembre 1912	″	4,871,012	753,978	·	5,624,990	5,624,990	

Apurement des crédits d'exercices clos et périmés employés pour l'inscription, en 1912, des pensions civiles (1853).

Tableau B.

1	EXERCICES CLOS. 1911. 2	1910. 3	1909. 4	1908. 5	1907. 6	TOTAUX. 7	EXERCICES PÉRIMÉS. 1906. 8	1905. 9	1904. 10	1901. 11	TOTAUX. 12	OBSERVATIONS. 13
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.												
Crédits reportés des exercices antérieurs. — Reliquat disponible au 1er janvier 1912	″	195,754	154,184	164,670	130,548	645,156	·	·	·	·	″	
Loi du 12 juillet 1912. (Fonds commun.)	″	″	″	″	″	·	679	1,266	302	346	2,593	
Report du reliquat de l'exercice 1911 au 31 juillet 1912	699,288	″	″	″	″	699,288	·	·	·	·	·	
Décret du 24 août 1912	50,000	″	″	″	·	50,000	·	·	·	·	·	
TOTAL	749,288	195,754	154,184	164,670	130,548	1,394,444	679	1,266	302	346	2,593	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.												
Pensions d'exercices clos et périmés concédées et inscrites en 1912	444,171	78,202	12,376	16,358	1,174	552,281	679	1,266	302	346	2,593	
A DÉDUIRE :												
Pensions annulées par suite des nouvelles liquidations	*23,415*	*11,286*	*4,033*	*2,455*	″	*41,189*	·	·	·	·	·	
Crédits à reporter à l'exercice 1913	328,532	128,838	145,841	150,767	″	753,978	·	·	·	·	·	
Crédits définitivement annulés au 31 décembre 1912	″	″	″	″	129,374 (a)	129,374 (a)	·	·	·	·	·	(a) Crédits non utilisés et annulés définitivement (Art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892.)

Tableau C. *Développement, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1912 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

MINISTÈRES ET SERVICES.

1	Fonds commun pour les veuves et les orphelins. 2	Justice. Magistrats. 3	Justice. Autres fonctionnaires. 4	Justice. Administration pénitentiair[e]. 5	Affaires étrangères. 6	Finances. 7	Intérieur. Services métropolitains. 8	Intérieur. Services de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — EXERCICE 1911 (2e partie).								
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	664,485	43,749	96,036	33,926	131,000	1,444,492	164,977	48,712
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	664,485	43,749	96,036	33,926	131,000	1,444,492	164,977	48,712
Pensions concédées	577,806	42,462	92,309	33,446	108,765	1,156,220	101,286	21,701
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*1,139*	//	//	//	//	*3,187*	//	//
Totaux des crédits employés	576,667	42,462	92,309	33,446	108,765	1,153,033	101,286	21,701
Reliquat disponible au 31 juillet 1912 (clôture de l'exercice) et reporté aux exercices clos	87,818	1,287	3,727	480	22,235	291,459	63,691	27,011
II. — EXERCICE 1912.								
Crédits ouverts en 1912	1,601,099	115,000	170,000	100,000	100,000	2,480,300	225,000	82,000
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	1,601,099	115,000	170,000	100,000	100,000	2,480,300	225,000	82,000
Pensions concédées	945,040	64,381	119,561	65,497	36,315	1,108,476	92,529	14,684
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*960*	//	//	//	//	*4,714*	//	//
Totaux des crédits employés	944,080	64,381	119,561	65,497	36,315	1,103,762	92,529	14,684
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	657,019	50,619	50,439	34,503	63,685	1,376,538	132,471	67,316
III. — EXERCICES CLOS.								
a) EXERCICE 1907.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	45,014	773	3,869	//	1,206	31,490	728	21,907
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	*43,840*	*773*	*3,869*	//	*1,206*	*31,490*	*728*	*21,907*
Totaux des crédits accordés	1,174	//	//	//	//	//	//	//
Pensions concédées	1,174	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits employés	1,174	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
b) EXERCICE 1908.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	44,511	10,112	3,257	//	7,975	48,466	6,315	17,395
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	44,511	10,112	3,257	//	7,975	48,466	6,315	17,395
Pensions concédées	1,076	//	//	//	//	8,692	3,349	521
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	*455*
Totaux des crédits employés	1,076	//	//	//	//	8,692	3,349	66
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	43,435	10,112	3,257	//	7,975	39,774	2,966	17,329

1	Guerre. 10	Marine. 11	Instruction publique et beaux-arts. Enseignement primaire. 12	Instruction publique et beaux-arts. Autres services. 13	Commerce et industrie. 14	Colonies. 15	Agriculture. Forêts. 16	Agriculture. Autres services. 17	Travail. 18	Travaux publics et postes et télégraphes. Travaux publics. 19	Travaux publics et postes et télégraphes. Postes et télégraphes. 20	Totaux. 21
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — EXERCICE 1911 (2e partie).												
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	77,298	5,633	1,503,275	257,206	43,673	88,961	95,465	39,701	10,438	97,299	758,051	5,604,377
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	77,298	5,633	1,503,275	257,206	43,673	88,961	95,465	39,701	10,438	97,299	758,051	5,604,377
Pensions concédées	61,914	5,159	1,459,181	258,002	33,579	16,697	94,647	38,137	8,620	93,570	724,488	4,927,989
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	*9,977*	*2,450*	//	//	//	//	//	*4,083*	*2,064*	*22,900*
Totaux des crédits employés	61,914	5,159	1,449,204	255,552	33,579	16,697	94,647	38,137	8,620	89,487	722,424	4,905,089
Reliquat disponible au 31 juillet 1912 (clôture de l'exercice) et reporté aux exercices clos	15,384	474	54,071	1,654	10,094	72,264	818	1,564	1,818	7,812	35,627	699,288
II. — EXERCICE 1912.												
Crédits ouverts en 1912	130,000	24,900	2,583,000	725,000	49,000	120,000	320,000	85,000	14,300	404,000	1,400,000	10,728,599
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	130,000	24,900	2,583,000	725,000	49,000	120,000	320,000	85,000	14,300	404,000	1,400,000	10,728,599
Pensions concédées	54,243	22,661	1,694,156	391,877	14,677	31,891	160,143	53,502	11,721	299,485	687,020	5,867,859
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	*3,956*	//	//	//	//	//	//	*642*	//	*10,272*
Totaux des crédits employés	54,243	22,661	1,690,200	391,877	14,677	31,891	160,143	53,502	11,721	298,843	687,020	5,857,587
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	75,757	2,239	892,800	333,123	34,323	88,109	159,857	31,498	2,579	105,157	712,980	4,871,012
III. — EXERCICES CLOS.												
a) EXERCICE 1907.												
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	7	150	3,629	6,394	2,154	194	192	460	3,500	30	8,851	130,548
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	*7*	*150*	*3,629*	*6,394*	*2,154*	*194*	*192*	*460*	*3,500*	*30*	*8,851*	*129,374*
Totaux des crédits accordés	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,174
Pensions concédées	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,174
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits employés	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,174
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
b) EXERCICE 1908.												
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	134	//	10,534	3,604	467	3,436	422	278	2,897	440	4,427	164,670
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	134	//	10,534	3,604	467	3,436	422	278	2,897	440	4,427	164,670
Pensions concédées	//	//	//	//	//	2,720	//	//	//	//	//	16,358
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	*2,000*	//	//	//	//	//	*2,455*
Totaux des crédits employés	//	//	//	//	//	720	//	//	//	//	//	13,903
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	134	//	10,534	3,604	467	2,716	422	278	2,897	440	4,427	150,767

Tableau C. (Suite.)

Développements, par ministères et services du mouvement pendant l'année 1912 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).

MINISTÈRES ET SERVICES.

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiair[e]. 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
c) EXERCICE 1909.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	30,673	74	1,425	//	1,443	63,876	6,604	9,604
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	30,673	74	1,425	//	1,443	63,876	6,604	9,604
Pensions concédées	5,149	//	//	//	//	3,091	//	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits employés	5,149	//	//	//	//	3,091	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	25,524	74	1,425	//	1,443	60,785	6,604	9,604
d) EXERCICE 1910.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	94,025	6,708	7,773	//	668	31,365	10,382	6,895
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	94,025	6,708	7,773	//	668	31,365	10,382	6,895
Pensions concédées	31,670	//	//	//	//	18,497	6,020	6,475
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	1,194	//	//	//	//	8,263	//	//
TOTAUX des crédits employés	30,476	//	//	//	//	10,234	6,020	6,475
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	63,549	6,708	7,773	//	668	21,131	4,362	420
e) EXERCICE 1911.								
Reliquat au 1er août 1912	87,818	1,287	3,727	480	22,235	291,459	63,691	27,011
Crédits ouverts en 1912	50,000	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	137,818	1,287	3,727	480	22,235	291,459	63,691	27,011
Pensions concédées	71,594	//	//	//	8,000	243,859	15,121	14,460
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	593	//	//	//	//	7,203	//	//
TOTAUX des crédits employés	71,001	//	//	//	8,000	236,656	15,121	14,460
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	66,817	1,287	3,727	480	14,235	54,803	48,570	12,551
IV. — EXERCICES PÉRIMÉS. (Voir tableau B.)								
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	//	//	//	//	//	//	//	//
Crédits ouverts en 1912	2,593	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	2,593	//	//	//	//	//	//	//
Pensions concédées	2,593	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits employés	2,593	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	//	//	//	//	//	//	//	//

1	GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
c) EXERCICE 1909.												
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	71	//	1,837	3,145	1,077	704	640	1,636	4,625	410	26,340	154,184
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	71	//	1,837	3,145	1,077	704	640	1,636	4,625	410	26,340	154,184
Pensions concédées	//	//	//	//	//	50	4,086	//	//	//	//	12,376
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	4,033	//	//	//	//	4,033
TOTAUX des crédits employés	//	//	//	//	//	50	53	//	//	//	//	8,343
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	71	//	1,837	3,145	1,077	654	587	1,636	4,625	410	26,340	145,841
d) EXERCICE 1910.												
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	88	39	24,145	9,233	//	1,073	1,140	392	//	653	1,175	195,754
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	88	39	24,145	9.233	//	1,073	1,140	392	//	653	1,175	195,754
Pensions concédées	//	//	11,374	3,148	//	443	//	//	//	//	575	78,202
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	1,350	//	//	//	//	//	//	//	479	11,286
TOTAUX des crédits employés	//	//	10,024	3,148	//	443	//	//	//	//	96	66,916
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	88	39	14,121	6,085	//	630	1,140	392	//	653	1,079	128,838
e) EXERCICE 1911.												
Reliquat au 1er août 1912	15,384	474	54,071	1,654	10,094	72,264	818	1,564	1,818	7,812	35,627	699,288
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	50,000
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	15,384	474	54,071	1,654	10,094	72,264	818	1,564	1,818	7,812	35,627	749,288
Pensions concédées	9,117	//	37,511	//	2,893	1,672	//	//	//	6,000	33,944	444 171
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	13.487	//	//	//	//	//	//	//	2,132	23,415
TOTAUX des crédits employés	9,117	//	24,024	//	2,893	1,672	//	//	//	6,000	31,812	420,756
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	6,267	474	30,047	1,654	7,201	70,592	818	1,564	1,818	1,812	3,815	328,532
IV. — EXERCICES PÉRIMÉS. (Voir tableau B.)												
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Crédits ouverts en 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,593
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,593
Pensions concédées	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,593
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits employés	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2,593
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

Tableau C. (Suite.) *Développements, par ministères et services du mouvement pendant l'année 1912 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

RÉCAPITULATION.

1	Fonds commun pour les veuves et les orphelins. 2	Justice : Magistrats. 3	Justice : Autres fonctionnaires. 4	Justice : Administration pénitentiaire. 5	Affaires étrangères. 6	Finances. 7	Intérieur : Services métropolitains. 8	Intérieur : Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	878,708	61,416	112,360	33,926	142,292	1,619,689	189,006	104,513
Crédits ouverts en 1912	1,653,692	115,000	170,000	100,000	100,000	2,480,300	225,000	82,000
A déduire : Annulations de crédits	*43,840*	*773*	*3,869*	"	*1,206*	*31,490*	*728*	*21,907*
Totaux des crédits accordés	2,488,560	175,643	278,491	133,926	241,086	4,068,499	413,278	164,606
Pensions concédées	1,636,102	106,843	211,870	98,943	153,080	2,538,835	218,305	57,841
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*3,886*	"	"	"	"	*23,367*	"	*455*
Totaux des crédits employés	1.632,216	106,843	211,870	98,943	153,080	2,515,468	218,305	57,386
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	856,344	68,800	66,621	34,983	88,006	1,553,031	194,973	107,220

1	Guerre. 10	Marine. 11	Instruction publique et beaux-arts : Enseignement primaire. 12	Instruction publique et beaux-arts : Autres services. 13	Commerce et industrie. 14	Colonies. 15	Agriculture : Forêts. 16	Agriculture : Autres services. 17	Travail. 18	Travaux publics, et postes et télégraphes : Travaux publics. 19	Travaux publics, et postes et télégraphes : Postes et télégraphes. 20	Totaux. 21
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Reliquat disponible au 1er janvier 1912	77.598	5,822	1,543,420	279,582	47,371	94,368	97,859	42,467	21,460	98,832	798,844	6,249,533
Crédits ouverts en 1912	130,000	24,900	2,583,000	725,000	49,000	120,000	320,000	85,000	14,300	404,000	1,400,000	10,781,192
A déduire : Annulations de crédits	*7*	*150*	*3,629*	*6,394*	*2,154*	*194*	*192*	*460*	*3,500*	*30*	*8,851*	*129.374*
Totaux des crédits accordés	207,591	30,572	4,122,791	998,188	94,217	214,174	417,667	127,007	32,260	502,802	2,189,993	16,901,351
Pensions concédées	125,274	27,820	3,202,222	653,027	51,149	53,473	258,876	91,639	20,341	399,055	1,446,027	11,350,722
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	"	"	*28,770*	*2,450*	"	*2,000*	*4,033*	"	"	*4,725*	*4,675*	*74,361*
Totaux des crédits employés	125,274	27,820	3,173,452	650,577	51,149	51,473	254,843	91,639	20,341	394,330	1,441,352	11,276,361
Reliquat disponible au 31 décembre 1912	82,317	2,752	949,339	347,611	43,068	162,701	162,824	35,368	11,919	108,472	748,641	5,624,990

§ II. — *Pensions civiles (1790).*

Le crédit d'inscription des *pensions civiles (1790)* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion de ce crédit annuellement utilisable est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier de l'année et le chiffre du crédit initial.

Le crédit permanent étant de	3,000,000f 00c
et les pensions inscrites au 1er janvier 1912 s'élevant à	393,659 37
le crédit utilisable en 1912 était de	2,606,340 63
Sur ce crédit, des décrets divers ont concédé, en 1912, des pensions s'élevant à	87,302 00
ramenant ainsi à	2,519,038 63
le crédit sans emploi au 31 décembre 1912.	
Mais ce chiffre doit être accru de	32,360 06
montant des extinctions notifiées en cours d'année, ce qui porte définitivement à	2,551,398 69
le crédit non utilisé au 31 décembre 1912.	

§ III. — *Pensions diverses.*

Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire*, *pensions à titre de récompense nationale*, *indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851*, *pensions aux survivants des blessés de 1848*, *pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Les inscriptions faites, depuis l'origine, en vertu de concessions directes, ont atteint les sommes con-

signées dans le tableau ci-dessous. La différence entre le crédit initial et le montant de ces concessions fait ressortir l'excédent de crédit non utilisé, excédent qu'il y aura lieu d'annuler dans la comptabilité lors de la disparition du dernier bénéficiaire de chacune de ces pensions.

NATURE DES PENSIONS.	LOIS ET DÉCRETS qui ont ouvert les crédits.	CRÉDIT D'INSCRIPTION.	TOTAL DES PENSIONS inscrites depuis l'origine.	EXCÉDENT DE CRÉDIT.
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire..	Diverses lois ...	279,000f	279,000f	//
Pensions à titre de récompense nationale	*Idem*..........	1,510,900	1,503,525	7,375f
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882.	8,310,000	8,299,450	10,550
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.	Loi du 18 avril 1888.	200,000	199,650	350
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884.	1,500,000	1,374,327	125,673

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante, pensions aux ministres des cultes, pensions accordées en vertu de la loi du 25 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

2e PARTIE.

COMPTE DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES AU COURS DE L'ANNÉE 1912.

Tableau D. — Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1913 (accroissements et décroissements de l'année 1912).

Tableau E. — Situation des pensions en payement au 1er janvier 1913 (suspensions prononcées à divers titres : remise en activité, interdiction du cumul, condamnation, perte de la qualité de Français, etc.).

2e PARTIE.

Tableau D.

I. Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1913.

NATURE DES PENSIONS	SITUATION au 1er janvier 1912.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1912. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1913.	NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1912.	MOUVEMENTS pendant l'année 1912. Accroissements	Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1913.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.				
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	152,569 14	″	571 42	571 42	1,714 26	151,426 30	138	1	3	136
Pensions civiles (1790)	393,659 37	87,302 00	″	87,302 00	32,360 06	448,601 31	392	25	29	388
Pensions de donataires dépossédés	62,798 00	″	″	″	7,500 00	55,298 00	158	″	20	138
Pensions militaires de la guerre	125,152,480 52	8,970,112 51	9,385 00	8,979,497 51	5,265,713 31	128,866,264 72	127,799	8,640	5,126	131,313
Pensions militaires de la marine et des colonies	46,200,006 00	3,882,483 00	463,015 00	4,345,498 00	2,798,310 00	47,747,194 00	46,220	3,733	2,713	47,240
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	718 00	″	″	″	″	718 00	2	″	″	2
Pensions à titre de récompense nationale	5,475 00	″	″	″	1,575 00	3,900 00	12	″	4	8
Pensions civiles (1853.)	112,792,115 00	11,350,722 00	16,941 00	11,367,663 00	6,234,923 00	117,924,855 00	115,422	9,311	6,076	118,657
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	54,000 00	″	″	″	″	54,000 00	8	″	″	8
Pensions ecclésiastiques sardes	1,759 33	″	″	″	613 64	1,145 69	3	″	1	2
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,836,173 00	″	15,725 00	15,725 00	126,135 00	1,725,763 00	11,422	132	575	10,979
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	353,928 00	″	2,235 00	2,235 00	42,756 00	313,407 00	289	4	28	265
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	43,721 00	″	″	″	″	43,721 00	19	″	″	19
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins.	43,756 00	″	600 00	600 00	5,000 00	39,356 00	124	1	9	116
Pensions des ministres des cultes	8,337,092 00	″	4,799 00	4,799 00	489,598 00	7,852,293 00	13,222	11	667	12,566
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.	205,800 00	″	″	″	25,500 00	180,300 00	382	″	50	332
TOTAUX	295,636,050 36	24,290,619 51	513,271 42	24,803,890 93	15,031,698 27	305,408,243 02	315,612	21,858	15,301	322,169
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,845,324 00	″	″	″	204,645 00	1,640,679 00	″	″	″	″
Allocations supplémentaires	3,109,618 00	″	″	″	308,610 00	2,801,008 00	″	″	″	″
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	400,000 00	″	″	″	″	400,000 00	″	″	″	″
TOTAUX	300,990,992 36	24,290,619 51	513,271 42	24,803,890 93	15,544,953 27	310,249,930 02	315,612	21,858	15,301	322,169

MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.			MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.			OBSERVATIONS
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.						
Réversions	571 42	571 42	Décès notifiés	1,142 84	1,714 26	
			Rachat	571 42		
Pensions civiles (1790).						
Concessions	84,252 00	87,302 00	Décès notifiés	30,555 01	32,360 06	
Rétablissements	3,050 00		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	260 05		
			Nouvelles liquidations	1,545 00		
Pensions de donataires dépossédés.						
			Décès notifiés	6,250 00	7,500 00	
			Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	1,250 00		
			Réunions	″		
Pensions militaires de la guerre.						
Concessions	8,970,112 51	8,979,497 51	Décès notifiés	4,814,019 72	5,265,713 31	
Rétablissements	3,428 00		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	203,049 48		
Divisions	″		Expiration de droit	51,458 00		
Réunions	5,957 00		Divisions	″		
			Réunions	3,939 00		
			Nouvelles liquidations	192,697 11		
			Motifs divers	550 00		
Pensions militaires de la marine et des colonies.						
Concessions	3,882,483 00	4,345,498 00	Décès notifiés	2,198,465 00	3,234,640 00	Création d'un compte spécial pour les pensions militaires des colonies (décision ministérielle du 12 novembre 1909). Les opérations d'ordre n'étaient pas complètement achevées au 1er janvier 1913.
Rétablissements	750 00		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	30,256 00		
Divisions	1,417 00		Expiration de droit	87,284 00		
Réunions	25,153 00		Divisions	1,417 00		
Opérations d'ordre (1)	435,695 00		Réunions	10,551 00		
			Nouvelles liquidations	34,642 00		
			Opérations d'ordre (1)	435,695 00		
Pensions et indemnités viagères de retraite (liste civile).						
″			″		″	
Pensions à titre de récompense nationale.						
″			Décès notifiés	1,275 00	1,575 00	
			Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	300 00		
Pensions civiles. (1853.)						
Concessions	11,350,722 00	11,367,663 00	Décès notifiés	5,968,821 00	6,234,923 00	
Rétablissements	2,077 00		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	118,726 00		
Divisions	1,900 00		Expiration de droit	59,064 00		
Réunions	12,964 00		Réunions	7,987 00		
			Divisions	1,553 00		
			Nouvelles liquidations	77,079 00		
			Motifs divers	1,693 00		
Pensions ecclésiastiques sardes.						
″			Décès notifiés	613 64	613 64	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.						
Concessions	15,725 00	15,725 00	Décès notifiés	114,459 00	126,135 00	
Rétablissements	″		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	11,576 00		
			Expiration de droit	50 00		
			Motifs divers	50 00		
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.						
Concessions	2,235 00	2,235 00	Décès notifiés	42,756 00	42,756 00	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.						
Concessions	600 00	600 00	Décès notifiés	3,350 00	5,000 00	
			Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	1,650 00		
Pensions aux ministres des cultes.						
Concessions	4,299 00	4,799 00	Décès notifiés	482,023 00	489,598 00	
Rétablissements	500 00		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	2,250 00		
			Expiration de droit	225 00		
			Nouvelles liquidations	1,100 00		
			Motifs divers	4,000 00		
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.						
″			Décès notifiés	24,000 00	25,500 00	
			Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	1,500 00		
TOTAL		24,803,890 93	TOTAL		15,031,698 27	

II. *Situation des pensions en payement au 1er janvier 1913.*

Tableau E.

NATURE DES PENSIONS.	PENSIONS INSCRITES au 1er janvier 1913.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	136	151,426f 30c	//	//	136	151,426f 30c
Pensions civiles (1790)	388	448,601 31	10	8,120f 00c	378	440,481 31
Pensions de donataires dépossédés	138	55,298 00	7	1,332 00	131	53,966 00
Pensions militaires de la guerre	131,313	128,866,264 72	405	275,885 61	130,908	128,590,379 11
Pensions militaires de la marine et des colonies	47,240	47,747,194 00	93	65,546 47	47,147	47,681,647 53
Pensions et indemnités viagères de retraites aux employés de l'ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	2	718 00	//	//	2	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	8	3,900 00	//	//	8	3,900 00
Pensions civiles (1853)	118,657	117,924,855 00	51	108,263 00	118,606	117,816,592 00
Pensions des grands fonctionnaires	8	54,000 00	//	//	8	54,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	2	1,145 69	//	//	2	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	10,979	1,725,763 00	5	1,500 00	10,974	1,724,263 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	265	313,407 00	//	//	265	313,407 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	19	43,721 00	1	2,500 00	18	41,221 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	116	39,356 00	//	//	116	39,356 00
Pensions aux ministres des cultes	12,566	7,852,293 00	2	1,750 00	12,564	7,850,543 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	332	180,300 00	//	//	332	180,300 00
Totaux	322,169	305,408,243 02	574	464,897 08	321,595	304,943,345 94
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	//	1,640,679 00	//	117,366 00	//	1,523,313 00
Allocations supplémentaires	//	2,801,008 00	//	//	//	2,801,008 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	//	400,000 00	//	//	//	400,000 00
Totaux	322,169	310,249,930 02	574	582,263 08	321,595	309,667,666 94

3ᴱ PARTIE

COMPTE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES PAYEMENTS EFFECTUÉS

AU TITRE DE L'EXERCICE 1911.

Situation des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1911.

Tableau F.

Nos des CHAPITRES. 1	DÉSIGNATION DES CHAPITRES. 2	CRÉDITS ALLOUÉS par LA LOI DE FINANCES. 3	AUGMENTATIONS. 4	DIMINUTIONS. 5	TOTAL. 6	PAYEMENTS EFFECTUÉS propres À L'EXERCICE 1911. 7	propres AUX EXERCICES antérieurs. 8	TOTAL. 9	EXCÉDENT DES PAYEMENTS sur les crédits. 10	EXCÉDENT DES CRÉDITS sur les payements. 11	OBSERVATIONS. 12
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
18	Pensions civiles (1790)	427,000 00	″	″	427,000 00	381,339 58	4,640 17	385,979 75	″	41,020 25	
20	Pensions de donataires dépossédés	66,000 00	″	″	66,000 00	52,504 05	2,159 05	54,663 10	″	11,336 90	
21	Pensions militaires de la Guerre	125,290,000 00	″	″	125,290,000 00	123,401,227 26	735,968 59	124,137,195 85	″	1,152,804 15	
22	Pensions militaires de la Marine et des Colonies	46,478,000 00	″	″	46,478,000 00	45,283,479 90	267,096 05	45,550,575 95	″	927,424 05	
23	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	1,031 00	″	″	1,031 00	692 50	″	692 50	″	338 50	
24	Pensions à titre de récompense nationale	10,225 00	″	″	10,225 00	5,193 05	500 00	5,693 05	″	4,531 95	
26	Pensions civiles (1853)	112,760,000 00	(A) 2,300,000 00	″	115,060,000 00	109,161,709 62	954,440 03	110,116,149 65	″	4,943,850 35	(A) Loi du 18 juillet 1911. (Crédit supplémentaire.)
27	Pensions des grands fonctionnaires	66,000 00	″	″	66,000 00	54,000 00	″	54,000 00	″	12,000 00	
28	Pensions ecclésiastiques sardes	4,051 00	″	″	4,051 00	1,759 32	467 04	2,226 36	″	1,824 64	
29	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	2,042,000 00	″	″	2,042,000 00	1,707,223 06	7,056 97	1,714,280 03	″	327,719 97	
30	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,968,000 00	″	″	1,968,000 00	1,780,595 46	30,111 37	1,810,706 83	″	157,293 17	
31	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	394,000 00	″	″	394,000 00	346,316 37	8,466 51	354,782 88	″	39,217 12	
32	Indemnités aux anciens professeurs de Facultés de théologie catholique et protestante	43,721 00	″	″	43,721 00	41,221 00	625 00	41,846 00	″	1,875 00	
33	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	51,200 00	″	″	51,200 00	37,522 09	480 54	38,002 63	″	13,197 37	
34	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la Préfecture de la Seine et de la Préfecture de police et des services de l'Algérie	4,000 00	(B) 16,675 00	″	20,675 00	″	″	″	″	20,675 00	(B) Loi du 16 décembre 1911. (Crédit supplémentaire.)
35	Allocations supplémentaires	3,345,000 00	″	″	3,345,000 00	2,998,009 88	15,399 19	3,013,409 07	″	331,590 93	
36	Compléments de pension aux officiers mariniers, à leurs veuves et orphelins	400,000 00	″	″	400,000 00	372,560 12	530 50	373,090 62	″	26,909 38	
37	Pensions aux ministres des cultes	8,786,000 00	″	″	8,786,000 00	8,302,540 88	79,492 35	8,382,033 23	″	403,966 77	
38	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	239,000 00	″	″	239,000 00	191,114 35	847 77	191,962 12	″	47,037 88	
	Totaux	302,375,228 00	2,316,675 00	″	304,691,903 00	294,119,008 49	2,108,281 13	296,227,289 62	″	8,464,613 38	

STATISTIQUE DES PENSIONS.

Civiles (1853).

I. Statistique des pensions concédées en 1912.

II. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912.

III. Pensions inscrites au 1er janvier 1913.

IV. Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854.

V. Relevé annuel des retenues et autres recettes perçues pour le compte des pensions civiles depuis la loi du 9 juin 1853.

Militaires de la Guerre.

VI. Statistique des pensions concédées en 1912.

VII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912.

VIII. Pensions inscrites au 1er janvier 1913.

Militaires de la Marine.

IX. Statistique des pensions concédées en 1912.

X. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912.

XI. Pensions inscrites au 1er janvier 1913.

Militaires des Colonies.

XII. Statistique des pensions concédées en 1912.

XIII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912.

XIV. Pensions inscrites au 1er janvier 1913.

NOTA. — La statistique des fonctionnaires et agents assujettis à la loi du 9 juin 1853 est publiée, chaque année, au projet de budget.

I. — *Statistique des pensions civiles (1853) concédées en 1912, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation et la quotité moyenne des pensions.*

MINISTÈRES ET SERVICES.			PENSIONS D'ANCIENNETÉ.					PENSIONS EXCEPTIONNELLES.					TOTAUX.					OBSERVATIONS.
			PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN lors de l'admission à la retraite.	DURÉE moyenne des services.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.	DURÉE moyenne des services.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN	DURÉE moyenne des services.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	
				francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.	
Justice	Magistrats		27	106,843	70.8	36.10	3,957 15	″	″	″	″	″	27	106,843	70.8	36.10	3,957 15	
Justice	Fonctionnaires		79	197,516	67.11	34.7	2,500 20	10	14,354	64.1	25.11	1,435 40	89	211,870	67.9	33.7	2,380 56	
Justice	Services pénitentiaires	Sédentaires	9	18,716	60.6	38.8	2,079 55	″	″	″	″	″	9	18,716	60.6	38.8	2,079 55	
Justice	Services pénitentiaires	Actifs	79	74,328	56.9	31.9	940 86	12	5,899	53.9	22.10	491 58	91	80,227	56.4	30.7	881 62	
Affaires étrangères			17	120,864	59.1	33.4	7,109 65	7	32,216	62.5	25.1	4,602 28	24	153,080	60.	30.11	6,378 33	
Intérieur	Services métropolitains	Sédentaires	22	56,945	60.3	34.5	2,588 20	10	21,775	60.	28.5	2,177 50	32	78,720	60.2	32.6	2,460 00	
Intérieur	Services métropolitains	Actifs	74	134,218	59.7	30.5	1,813 76	6	5,367	46.2	16.8	894 50	80	139,585	58.7	29.5	1,744 82	
Intérieur	Services algériens	Sédentaires	11	15,878	61.	37.9	1,443 45	3	2,341	54.6	24.2	780 33	14	18,219	59.7	34.10	1,301 36	
Intérieur	Services algériens	Actifs	52	36,170	54.9	27.1	695 58	8	3,452	48.2	23.2	431 50	60	39,622	53.11	26.7	660 37	
Intérieur	Cultes		″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	
Finances	Services sédentaires		412	1,311,317	61.3	35.9	3,182 80	11	24,147	61.1	27.	2,195 18	423	1,335,464	61.3	35.6	3,157 12	
Finances	Services actifs	Contributions directes	27	86,339	58.8	36.4	3,197 74	1	1,112	55.6	19.6	1,112 00	28	87,451	58.7	35.9	3,123 25	
Finances	Services actifs	Douanes	401	401,007	48.8	27.3	1,000 00	16	10,480	39.9	24.7	655 00	417	411,487	48.2	26.11	986 78	
Finances	Services actifs	Contributions indirectes	325	660,963	56.9	34.9	2,033 73	4	7,952	54.9	29.6	1,988 00	329	668,915	56.9	34.8	2,033 18	
Finances	Services actifs	Manufactures de l'État	21	35,518	59.3	33.11	1,691 33	″	″	″	″	″	21	35,518	59.3	33.11	1,691 33	
Guerre	Services sédentaires		33	64,307	63.11	32.8	1,948 69	″	″	″	″	″	33	64,307	63.11	32.8	1,948 69	
Guerre	Services actifs		47	60,967	59.4	32.8	1,297 17	″	″	″	″	″	47	60,967	59.4	32.8	1,297 17	
Marine			8	23,820	60.2	36.6	2,977 50	1	4,000	49.5	27.6	4,000 00	9	27,820	59.	35.6	3,091 11	
Colonies	Services sédentaires		21	45,072	61.4	34.	2,146 29	1	41	57.5	27.6	41 00	22	45,113	61.2	33.9	2,050 59	
Colonies	Services actifs		8	7,651	57.2	29.6	956 38	2	709	51.11	21.6	354 50	10	8,360	56.1	27.11	836 00	
Instruction publique	Services sédentaires		244	647,380	61.2	37.4	2,653 19	16	14,598	57.10	26.	912 37	260	661,978	60.11	36.8	2,546 09	
Instruction publique	Services actifs		2,259	3,174,173	56.3	33.4	1,405 12	27	19,098	50.6	20.11	707 33	2,286	3,193,271	56.2	33.1	1,396 88	
Commerce	Services sédentaires		21	40,667	60.9	34.10	1,936 52	″	″	″	″	″	21	40,667	60.9	34.10	1,936 52	
Commerce	Services actifs		4	10,482	54.9	33.	2,620 50	″	″	″	″	″	4	10,482	54.9	33.	2,620 50	
Agriculture	Services sédentaires		17	66,711	67.5	38.7	3,924 18	1	820	51.5	27.6	820 00	18	67,531	66.6	38.	3,751 72	
Agriculture	Services actifs	Haras	65	56,082	57.1	34.6	862 80	1	571	43.6	19.6	571 00	66	56,653	56.10	34.3	858 38	
Agriculture	Services actifs	Forêts	181	224,726	58.2	31.7	1,241 58	2	1,605	51.6	20.	802 50	183	226,331	58.1	31.5	1,236 77	
Travail	Services sédentaires		3	10,646	57.10	32.2	3,548 66	″	″	″	″	″	3	10,646	57.10	32.2	3,548 66	
Travail	Services actifs		3	7,635	62.10	29.10	2,611 66	1	1.860	59.6	23.6	1,860 00	4	9,695	62.	28.3	2,423 75	
Travaux publics	Services sédentaires		112	324,610	60.7	42.3	2,898 30	″	″	″	″	″	112	324,610	60.7	42.3	2,898 30	
Travaux publics	Services actifs		132	71,441	65.6	33.11	541 22	6	3,004	60.8	25.2	500 66	138	74.445	65.3	33.7	539 46	
Postes et Télégraphes	Services sédentaires		300	553,817	59.10	34.3	1,846 06	46	38,615	57.5	25.1	839 46	346	592,432	59.6	33.1	1,712 23	
Postes et Télégraphes	Services actifs		846	825,159	57.11	31.5	975 36	46	28,436	46.11	22.4	618 17	892	853,595	57.4	30.11	956 94	
TOTAUX	Services sédentaires		1,336	3,605,109	61.6	36.1	2,698 43	106	152,907	58.10	25.10	1,442 51	1,442	3,758,016	61.4	35.4	2,606 12	
TOTAUX	Services actifs		4,524	5,867,059	56.5	32.4	1,296 87	132	89,545	48.8	21.7	678 37	4,656	5,956,604	56.2	32.	1,279 34	
TOTAUX			5,860	9,472,168	57.6	33.2	1,617 24	238	242,452	53.2	23.6	1,018 70	6,098	9,714,620	57.4	32.10	1,593 08	
Veuves	Concessions directes		971	521,261	47.11	″	536 83	″	″	″	″	″	2,976	1,564,157	57.10	″	525 59	
Veuves	Reversions		2,005	1,042,896	62.6	″	520 15	″	″	″	″	″						
Orphelins	Concessions directes		89	32,613	13.	″	366 44	″	″	″	″	″	188	71,945	13.10	″	382 68	
Orphelins	Reversions		99	39,332	14.5	″	397 30	″	″	″	″	″						
TOTAUX			3,164	1,636,102	″	″	″	″	″	″	″	″	3,164	1,636,102	″	″	″	
TOTAUX GÉNÉRAUX			9,024	11,108,270	″	″	″	238	242,452	″	″	″	9,262	11,350,722	″	″	″	

II. — *Statistique faisant ressortir par ministère et par service, le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1912, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	SERVICES SÉDENTAIRES.					SERVICES ACTIFS.					TOTAUX.					TOTAUX.	
	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.
		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.
Pensions antérieures au 1er janvier 1854	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Justice — Magistrats des cours, parquets et tribunaux	42	114,323	68.6	9.3	77.9	//	//	//	//	//	42	114,323	68.6	9.3	77.9	119	190,714
Justice — Fonctionnaires	28	43,848	66.10	10.7	77.5	//	//	//	//	//	28	43,848	66.10	10.7	77.5		
Justice — Services pénitentiaires	12	8,953	56.7	13.5	70.	37	23,590	55.11	14.4	70.3	49	32,543	56.2	14.	70.2		
Affaires étrangères	12	71,331	61.	14.	75.	//	//	//	//	//	12	71,331	61.	14.	75.	12	71,331
Intérieur — Services métropolitains	23	60,245	59.5	14.7	74.	32	53,665	59.7	9.3	68.10	55	113,910	59.7	11.6	71.1	93	149,513
Intérieur — Services d'Algérie	4	5,588	62.11	4.11	67.10	34	30,015	54.7	4.2	58.9	38	35,603	55.6	4.3	59.9		
Finances — Services sédentaires	324	866,816	62.2	11.8	73.10	//	//	//	//	//	324	866,816	62.2	11.8	73.10	1,105	1,673,164
Finances — Services actifs — Contributions directes	//	//	//	//	//	8	17,987	57.7	11.5	69.	8	17,987	51.7	17.6	69.1		
Finances — Services actifs — Douanes	//	//	//	//	//	596	504,080	50.1	19.2	69.3	596	504,080					
Finances — Services actifs — Contributions indirectes	//	//	//	//	//	171	274,458	56.1	12.8	68.9	171	274,458					
Finances — Services actifs — Manufactures de l'Etat	//	//	//	//	//	6	9,823	56.8	6.	62.8	6	9,823					
Guerre	26	51,499	64.	8.2	72.2	14	10,631	64.4	9.	73.4	40	62,130	64.1	8.6	72.7	40	62,130
Marine	10	33,389	58.2	13.	71.2	//	//	//	//	//	10	33,389	58.2	13.	71.2	10	33,389
Colonies	12	19,790	58.	6.2	64.2	//	//	//	//	//	12	19,790	58.	16.2	64.2	12	19,790
Instruction publique	175	472,052	59.3	12.2	71.5	1,086	1,223,635	56.3	14.8	70.11	1,261	1,695,687	//	//	//	1,261	1,695,687
Commerce	14	21,080	62.1	12.6	74.7	//	//	//	//	//	14	21,080	62.1	12.6	74.7	14	21,080
Agriculture — Services sédentaires	27	87,673	61.4	12.7	73.11	//	//	//	//	//	27	87,673	61.4	12.7	73.11	175	197,170
Agriculture — Services actifs — Haras	//	//	//	//	//	23	16,712	56.6	8.7	65.1	23	16,712	57.9	13.9	71.6		
Agriculture — Services actifs — Forêts	//	//	//	//	//	125	92,785	58.	14.8	72.8	125	92,785					
Travail	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Travaux publics	121	272,536	62.4	12.	74.4	60	27,584	64.9	9.4	74.1	181	300,120	63.2	11.1	74.3	181	300,120
Postes et Télégraphes	248	411,700	59.1	13.3	72.4	628	458,782	57.9	13.10	71.7	876	870,482	58.2	13.8	71.10	876	870,482
TOTAUX	1,078	2,540,823	61.2	12.	73.2	2,820	2,743,747	55.11	14.11	70.10	3,898	5,284,570	57.5	14.	71.5	3,898	5,284,570
Veuves	1,997	886,277	59.4	15.1	74.5	//	//	//	//	//	1,997	886,277	59.4	15.1	74.5	1,997	886,277
Orphelins	181	64,076	14.9	5.6	20.3	//	//	//	//	//	181	64,076	14.9	5.6	20.3	181	64,076
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,256	3,491,176	//	//	//	2,820	2,743,747	//	//	//	6,076	6,234,923	//	//	//	6,076	6,234,923

III. — *Statistique, par ministère et par service, du nombre et du montant des pensions civiles inscrites au 1er janvier 1913.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	SERVICES SÉDENTAIRES. PARTIES.	SERVICES SÉDENTAIRES. SOMMES.	SERVICES ACTIFS. PARTIES.	SERVICES ACTIFS. SOMMES.	TOTAUX PAR SERVICES. PARTIES.	TOTAUX PAR SERVICES. SOMMES.	TOTAUX PAR MINISTÈRE. PARTIES.	TOTAUX PAR MINISTÈRE. SOMMES.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.		francs.		francs.	
Pensions antérieures au 1er janvier 1854	10	3,988	//	//	10	3,988	10	3,988	
Justice — Magistrats	556	1,842,810	//	//	556	1,842,810	787	2,231,980	
Justice — Fonctionnaires	231	389,170	//	//	231	389,170			
Affaires étrangères	257	1,478,876	//	//	257	1,478,876	257	1,478,876	
Intérieur — Services métropolitains	1,016	1,388,542	792	727,947	1,808	2,116,489	2,733	3,028,467	
Intérieur — Services de l'Algérie	230	364,668	686	529,729	916	894,397			
Intérieur — Cultes	9	17,581	//	//	9	17,581			
Finances — Services sédentaires	4,750	13,998,270	//	//	4,750	13,998,270	21,707	31,863,049	
Finances — Services actifs — Contributions directes	//	//	182	560,999	182	560,999			
Finances — Services actifs — Douanes	//	//	13,594	11,981,464	13,594	11,981,464			
Finances — Services actifs — Contributions indirectes	//	//	3,060	5,134,387	3,060	5,134,387			
Finances — Services actifs — Manufactures de l'État	//	//	121	187,929	121	187,929			
Guerre	301	569,843	267	176,361	568	746,204	568	746,204	
Marine	89	276,057	//	//	89	276,057	89	276,057	
Colonies	414	556,155	14	12,814	428	568,969	428	568,969	
Instruction publique	2,684	7,004,153	23,513	27,114,561	26,197	34,118,714	26,197	34,118,714	
Commerce	191	370,774	5	12,698	196	383,472	196	383,472	
Agriculture — Services sédentaires	205	254,331	//	//	205	254,331	2,375	2,719 330	
Agriculture — Services actifs — Haras	//	//	274	198,556	274	198,556			
Agriculture — Services actifs — Forêts	//	//	1,896	2,266,443	1,896	2,266,443			
Travail	9	26,811	4	9,695	13	36,506	13	36,506	
Travaux publics	1,939	3,658,217	234	130,346	2,173	3,788,563	2,173	3,788,563	
Postes et Télégraphes	4,306	6,906,413	11,081	8,550,210	15,387	15,456,623	15,387	15,456,623	
TOTAUX	17,197	39,106,659	55,723	57,594,139	72,920	96,700,798	72,920	96,700,798	
Veuves	43,237	20,092,138	//	//	43,237	20,092,138	45,737	21,224,057	
Orphelins	2,500	1,131,919	//	//	2,500	1,131,919			
TOTAUX	45,737	21,224,057	//	//	45,737	21,224,057			
TOTAUX GÉNÉRAUX	62,934	60,330,716	55,723	57,594,139	118,657	117,924,855	118,657	117,924,855	

IV. — *Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854.*

ANNÉES.	PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ MOYENNE des pensions.	OBSERVATIONS.
1853	//	//	//	
1854	2,055	1,437,909 00	699,71	
1855	2,049	1,448,355 00	706,85	
1856	2,193	1,558,237 00	710,55	
1857	2,208	1,484,569 00	672,35	
1858	2,361	1,577,579 00	668,18	
1859	1,718	1,258,791 00	732,70	
1860	2,284	1,605,525 33	702,94	
1861	2,657	1,801,066 00	677,85	
1862	3,127	2,017,542 00	645,20	
1863	2,917	2,014,456 00	690,59	
1864	3,294	2,267,017 00	688,22	
1865	3,282	2,182,271 00	664,92	
1866	3,745	2,848,465 00	760,60	
1867	4,549	3,199,379 00	703,31	
1868	4,065	2,674,593 00	657,95	
1869	3,955	2,696,314 00	681,74	
1870	4,285	2,721,978 00	635,23	
1871	2,231	1,765,862 00	791,51	
1872	6,651	4,756,571 00	715,16	
1873	6,640	4,900,563 00	738,03	
1874	5,556	3,835,376 00	690,28	
1875	5,528	3,781,014 00	683,97	
1876	4,950	3,313,272 00	669,34	
1877	6,221	4,454,679 00	716,07	
1878	6,000	4,647,007 00	774,05	
1879	5,713	4,745,420 00	844,63	
1880	5,774	4,812,987 00	833,56	
1881	7,327	6,199,335 00	846,09	
1882	5,528	4,684,274 00	847,37	
1883	5,663	4,509,049 00	796,22	
1884	6,066	5,201,925 00	857,55	
1885	5,740	4,888,741 00	851,69	
1886	5,881	5,076,762 00	871,78	
1887	5,300	4,794,553 00	904,63	
1888	5,427	4,646,706 00	856,22	
1889	5,719	4,852,805 00	848,54	
1890	5,314	4,558,862 00	857,89	
1891	4,679	4,022,585 00	859,71	
1892	6,347	5,650,681 00	890,29	
1893	5,622	4,865,062 00	865,36	
1894	6,132	5,597,472 00	912,82	
1895	8,153	7,429,992 00	911,32	
1896	5,162	4,797,723 00	929,43	
1897	5,867	5,792,171 00	987,24	
1898	7,603	7,738,031 00	1,017,76	
1899	6,683	6,530,390 00	977,16	
1900	6,930	6,915,031 00	997,83	
1901	7,831	7,952,397 00	1,015,50	
1902	7,020	7,270,057 00	1,035,62	
1903	7,034	7,196,056 00	1,023,03	
1904	6,391	6,605,195 00	1,033,51	
1905	8,427	8,794,243 00	1,043,57	
1906	7,362	7,843,724 00	1,065,43	
1907	9,188	9,678,174 00	1,053,34	
1908	8,322	9,433,326 00	1,133,54	
1909	9,019	9,507,970 00	1,054,21	
1910	9,540	10,702,787 00	1,121,88	
1911	10,838	12,502,728 00	1,153,60	
1912	9,262	11,350,722 00	1,225,51	

V. — *Développement, par nature de recettes, des retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles*

(Extrait des comptes définitifs des recettes des exercices 1853 à 1911.)

ANNÉES.	RETENUES DE 5 P. 0/0 sur les traitements.	RETENUES DU PREMIER MOIS d'appointements et du premier douzième des augmentations.	RETENUES POUR CAUSE de congés.	RETENUES PAR MESURES disciplinaires.	PRODUIT DES AMENDES et confiscations.	RECETTES DIVERSES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1853	″	″	″	″	″	″	″	
1854	″	″	″	″	″	″	13,322,904 72	
1855	″	″	″	″	″	″	12,052,774 10	
1856	9,956,008 48	966,392 92	413,364 53	71,185 15	454,816 51	725 23	11,862,492 82	
1857	10,420,635 29	967,677 18	351,940 15	76,054 89	531,166 84	83 59	12,347,557 94	Total : 12,393,096 15.
							(1) + 27,531 32	(1) Comptables aux colonies.
							(2) + 18,006 89	(2) Virements de comptes (à ajouter).
1858	10,597,861 56	1,408,203 95	378,321 46	73,037 52	519,608 02	114 65	12,977,147 16	
1859	11,003,333 61	1,241,186 64	413,110 93	85,892 75	474,444 83	116 16	13,218,084 92	
1860	11,318,531 73	1,257,443 60	336,017 87	78,802 66	424,712 53	120 94	13,415,611 83	
1861	11,782,453 74	1,307,207 79	326,291 79	84,976 91	482,214 94	987 92	13,984,133 09	(3) La différence en moins par rapport à l'exercice 1900 provient du transport en 1901 des retenues pour pensions civiles à un compte de *Retenues à classer* inscrit parmi les services de trésorerie.
1862	12,071,515 32	1,424,871 21	306,310 65	19,915 29	455,697 55	1,229 75	14,279,539 77	
1863	12,495,391 75	1,412,778 76	317,671 80	52,925 56	425,261 59	1,467 57	14,705,497 03	
1864	12,506,736 40	1,166,278 44	340,591 23	44,867 97	431,332 52	1,689 36	14,551,495 92	
1865	12,705,143 71	1,167,347 96	294,935 86	40,507 29	426,662 85	5,124 15	14,639,721 82	
1866	12,808,359 55	984,367 88	349,003 06	36,278 60	455,656 99	12,106 28	14,645,772 36	
1867	12,826,133 34	1,189,490 12	272,372 96	34,070 55	457,931 48	8,281 78	14,788,280 18	
1868	13,016,440 98	1,234,959 44	236,357 55	33,914 69	502,968 93	3,875 01	15,028,516 60	(4) La différence en plus par rapport à l'exercice 1901 provient du rattachement à l'exercice 1902 des retenues de l'exercice 1901 transitoirement appliquées à un compte de *Retenues à classer*, inscrit parmi les services de trésorerie.
1869	13,221,812 14	1,309,180 07	288,894 08	32,789 45	523,128 36	2,736 82	15,378,540 92	
1870	13,092,501 40	1,171,176 82	190,464 83	23,053 41	343,079 02	1,433 46	14,821,708 94	
1871	13,048,480 08	1,561,283 82	262,080 83	34,851 99	407,661 43	3,745 87	15,318,104 62	
1872	13,664,266 91	1,849,378 80	252,252 64	37,441 65	1,183,762 71	23,676 32	17,010,779 03	
1873	13,816,837 09	1,712,486 43	208,089 00	29,222 71	1,953,676 88	80,672 14	17,800,984 25	
1874	14,052,730 47	1,673,589 32	245,077 76	27,875 23	1,981,396 66	15,045 55	17,995,714 99	
1875	14,374,818 48	1,572,006 95	270,228 05	30,304 44	2,133,350 20	10,533 02	18,391,241 14	
1876	14,806,782 64	1,844,522 39	265,135 69	33,627 47	2,032,708 34	3,388 36	18,986,164 89	
1877	15,399,632 90	2,299,961 78	240,910 87	26,967 24	1,520,620 39	3,009 13	19,491,102 21	(5) La différence en moins par rapport à l'exercice 1902 provient de ce qu'on avait rattaché à l'exercice 1902 des retenues de l'exercice 1901 transitoirement appliquées à un compte de *Retenues à classer*, inscrit parmi les services de trésorerie.
1878	15,897,245 32	2,328,661 17	249,676 95	21,245 36	1,413,604 65	1,890 89	19,912,324 34	
1879	16,606,093 85	2,674,644 17	271,749 94	18,099 69	1,172,926 98	2,004 82	20,745,518 55	
1880	17,040,621 53	2,904,657 67	308,732 83	16,417 38	994,311 94	776,303 76	22,041,045 11	
1881	17,718,087 75	2,866,422 32	299,671 83	18,531 31	670,307 00	6,177 10	21,579,197 31	
1882	18,777,604 93	3,086,483 12	157,149 85	22,644 99	638,361 35	15,894 66	22,698,138 90	
1883	19,505,270 99	2,694,009 50	343,085 93	19,078 83	822,100 97	18,679 16	23,402,225 38	
1884	20,203,390 95	2,755,019 59	154,926 63	22,610 30	1,180,641 89	32,092 16	24,348,681 52	
1885	20,347,455 31	2,026,889 31	165,081 75	15,801 99	1,139,833 98	28,755 90	23,723,818 24	
1886	21,030,248 27	1,916,162 24	164,274 72	17,811 96	1,012,198 48	58,565 80	24,199,261 47	(6) Depuis la loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 22), est désormais attribuée au Trésor la part qui était prélevée au profit du service des pensions civiles sur les produits d'amendes et de confiscations en matière de douanes, de contributions indirectes et de culture de tabac, ainsi que sur le montant des droits sur acquits-à-caution en matière de contributions indirectes.
1887	21,204,353 20	1,690,880 66	249,817 86	18,200 81	1,288,633 96	71,462 63	24,523,349 12	
1888	21,240,509 62	1,873,799 61	282,911 43	21,231 29	1,525,887 27	75,690 46	25,020,029 68	
1889	21,475,145 50	1,530,471 71	232,708 10	21,367 74	1,091,470 92	114,309 82	24,465,473 79	
1890	21,666,969 44	1,877,649 58	226,597 14	15,264 16	1,068,413 46	77,168 17	24,932,061 95	
1891	21,822,802 90	1,727,888 76	264,890 75	17,413 11	1,099,157 39	124,087 68	25,050,240 59	
France 1892	21,075,232 61	1,971,690 95	212,433 25	11,913 53	1,121,922 32	91,979 57	24,485,172 23	
Algérie 1892	812,782 26	92,697 25	8,670 78	1,457 29	4,545 82	″	+ 920,153 40	
F 1893	22,144,917 76	2,226,544 31	201,062 86	24,558 05	1,073,167 47	192,593 93	25,862,844 38	
A 1893	852,018 08	89,166 43	8,350 02	2,254 04	16,979 03	0 17	+ 968,767 77	
F 1894	22,983,672 03	2,526,991 13	184,464 65	10,536 31	1,071,703 44	12,307 47	26,789,375 03	
A 1894	889,229 40	119,779 81	10,189 73	1,420 14	11,276 94	0 23	+ 1,031,896 25	
F 1895	23,008,459 10	2,090,856 33	284,868 91	11,380 03	1,215,243 89	11,516 96	26,622,325 22	(7) Augmentation produite par le versement des retenues rétroactives effectué par les anciens surnuméraires ou stagiaires en vertu de l'article 85 de la loi de finances du 8 avril 1910.
A 1895	902,101 64	91,925 58	9,495 04	2,421 31	10,218 92	4,907 04	+ 1,021,069 53	
F 1896	23,781,454 02	2,061,220 39	253,248 98	11,893 59	1,121,342 45	29,299 22	27,258,458 65	
A 1896	927,304 32	91,666 08	8,188 18	1,736 80	10,428 03	1,519 03	+ 1,040,842 93	
F 1897	24,659,713 13	2,052,284 20	241,403 45	13,187 59	1,064,499 97	63,425 94	28,094,514 28	
A 1897	941,160 90	85,882 32	8,387 74	1,531 42	14,069 64	3,568 63	+ 1,054,600 65	
F 1898	23,898,375 31	1,941,383 48	245,416 00	9,855 36	1,163,990 13	35,110 91	27,294,131 19	
A 1898	963,224 78	82,523 00	8,976 11	1,911 55	16,809 87	14,351 07	+ 1,087,796 38	
F 1899	24,211,115 55	2,027,129 65	223,191 57	18,286 38	950,100 74	22,347 16	27,452,171 05	
A 1899	971,237 74	91,691 59	9,023 70	2,388 85	13,482 68	9,755 68	+ 1,097,580 24	
F 1900	26,901,879 73	2,342,554 71	254,773 01	23,063 84	1,030,880 58	33,092 44	30,586,244 31	
A 1900	1,042,302 87	99,503 52	10,188 98	2,195 52	15,224 88	4,286 43	+ 1,173,702 20	
F 1901	25,859,129 82	2,216,572 12	295,249 84	7,555 32	932,703 42	23,863 26	29,335,073 78	
A 1901	2,543 90	375 75	75 20	″	″	27 53	(3) + 3,022 38	
F 1902	26,073,875 82	2,207,999 18	224,348 37	14,153 61	956,270 00	38,844 26	29,515,491 24	
A 1902	1,320,605 06	117,795 39	15,583 45	″	″	2,212 18	(4) + 1,456,196 08	
F 1903	26,810,590 89	2,339,305 08	266,292 18	7,251 99	997,934 53	33,330 69	30,454,705 36	
A 1903	689,862 29	54,107 99	8,426 55	″	″	866 96	(5) + 753,263 79	
F 1904	27,311,830 16	2,406,775 16	274,603 34	7,716 41	1,033,959 57	28,405 31	31,063,289 95	
A 1904	695,430 84	67,887 11	6,417 46	″	″	103,998 58	+ 873,733 99	
F 1905	28,266,739 54	3,060,301 22	292,424 07	7,047 23	1,169,330 61	17,843 04	32,813,685 71	
A 1905	709,992 59	59,010 56	10,108 82	228 79	″	25,554 48	+ 804,895 24	
F 1906	29,256,061 41	3,331,903 04	300,790 08	5,140 44	921,205 75	18,308 29	33,833,409 01	
A 1906	744,161 87	78,550 72	9,453 34	139 70	″	18,695 44	+ 851,001 07	
F 1907	30,317,487 65	3,077,523 55	382,079 65	9,006 59	1,218,979 88	19,404 95	35,024,482 27	
A 1907	770,594 42	96,256 53	10,666 73	109 99	″	17,287 12	+ 894,914 79	
F 1908	31,192,911 80	3,347,338 59	373,785 38	7,181 48	1,012,857 75	29,781 16	35,963,856 16	
A 1908	813,182 54	85,979 67	11,250 50	139 82	″	18,932 57	+ 929,485 10	
F 1909	31,678,853 28	2,830,710 17	446,412 56	57,344 24	(6) 14,596 17	15,409 33	35,043,325 75	
A 1909	852,283 61	99,382 60	7,883 77	63 88	″	27,273 06	+ 986,886 92	
F 1910	32,363,810 60	3,143,938 99	427,170 61	9,942 88	27,264 16	(7) 1,197,882 18	37,170,009 42	
A 1910	877,338 03	78,492 12	11,414 32	269 89	″	43,029 88	1,010,544 22	
F 1911	33,307,549 50	3,805,802 49	448,349 99	5,846 28	26,927 23	646,810 02	38,241,285 51	
A 1911	897,014 03	82,564 54	9,177 18	443 61	″	53,344 54	1,042,543 90	

VI. — *Statistique des pensions militaires de la Guerre inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1912.*

PENSIONS D'ANCIENNETÉ.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES. (fr. c.)	ÂGE au moment de la mise à la retraite. (a. m.)	SERVICES effectifs. (a. m.)	MOYENNE de la pension. (fr. c.)
1	Généraux de division (et assimilés)	″	•	•	″	•
2	Généraux de brigade (et assimilés)	•	″	•	•	•
3	Colonels (et assimilés)	71	401,827 00	57 8	39 10	5,659 53
4	Lieutenants-colonels (et assimilés)	59	271,345 00	56 10	36 5	4,599 06
5	Commandants (et assimilés)	319	1,106,425 00	53 11	33	3,468 41
6	Capitaines (et assimilés)	400	1,241,113 00	52 1	31 7	3,134 73
7	Lieutenants et sous-lieutenants (et assimilés)	19	47,770 00	47 11	28 6	2,514 21
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	214	222,109 00	48 8	27 6	1,037 89
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	•	″	″	″	″
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives) [1]	4	103 77	47 9	25 6	″
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	42	29,338 00	50 1	28 1	698 52
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	•	•	″	•	•
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives)	1	49 29	46 6	25 6	•
14	Gendarmerie (troupe seulement)	865	938,771 00	48 10	26 4	1 083 56
15	Chefs ouvriers et ouvriers	20	20,010 00	57 11	37 8	1,000 50
	TOTAUX	2,014	4,278,861 06	″	″	″
	Veuves	1,329	1,224,946 00	53 1	″	921 70
	Orphelins	68	63,789 00	14 7	″	938 07
	TOTAUX GÉNÉRAUX	3,411	5,567,596 06	″	″	″
	Moyennes particulières. Officiers et assimilés	868	3,068,480 80	53 6	33 1	3,535 12
	Moyennes particulières. Militaires des troupes métropolitaines	256	251,447 00	49	27 7	982 21
	Moyennes particulières. Militaires des troupes indigènes de l'Algérie. (Loi du 11 juillet 1903.)	″	″	″	″	″
	Moyennes générales	″	″	50 11	29 5	2,124 55

PENSIONS POUR BLESSURES ET INFIRMITÉS.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES. (fr. c.)	ÂGE au moment de la mise à la retraite. (a. m.)	SERVICES effectifs. (a. m.)	MOYENNE de la pension. (fr. c.)
1	Généraux de division	″	″	″	″	″
2	Généraux de brigade	″	″	″	″	″
3	Colonels	2	12,000 00	60 6	35 6	6,000 00
4	Lieutenants-colonels	2	10,000 00	51 6	30 6	5,000 00
5	Commandants	12	42,825 00	49 8	27 10	3,568 75
6	Capitaines	34	118,770 00	44 8	24 3	3,493 23
7	Lieutenants et sous-lieutenants	14	29,169 00	37 3	15 9	2,083 50
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	74	76,994 00	32	11 2	1,040 75
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	″	″	″	″	″
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives) [1]	2	″	27	9	″
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	213	144,125 00	26	4 2	676 64
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	19	6,886 00	31 2	7 4	362 42
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives)	35	1,129 98	29 1	5	″
14	Gendarmerie (troupe seulement)	28	26,449 00	38 2	14 8	944 60
15	Chefs ouvriers et ouvriers	″	•	″	″	″
	TOTAUX	435	468,347 98	″	″	″
	Veuves	″	″	″	″	″
	Orphelins	″	″	″	″	″
	TOTAUX GÉNÉRAUX	″	″	″	″	″
	Moyennes particulières. Officiers et assimilés	64	212,764 00	44 9	23 8	3,324 44
	Moyennes particulières. Militaires des troupes métropolitaines	287	221,119 00	27 7	6	770 45
	Moyennes particulières. Militaires des troupes indigènes de l'Algérie. (Loi du 11 juillet 1903.)	19	6,886 00	31 2	7 4	361 89
	Moyennes générales	″	″	31 1	9 2	1,076 66

PENSIONS PROPORTIONNELLES. — TOTAUX.

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PROPORTIONNELLES PARTIES.	PROPORTIONNELLES SOMMES. (fr. c.)	ÂGE au moment de la mise à la retraite. (a. m.)	SERVICES effectifs. (a. m.)	MOYENNE de la pension. (fr. c.)	TOTAUX PARTIES.	TOTAUX SOMMES. (fr. c.)
1	Généraux de division	″	″	″	″	″	″	″
2	Généraux de brigade	″	″	″	″	″	″	″
3	Colonels	″	″	″	″	″	73	413,827 00
4	Lieutenants-colonels	″	″	″	″	″	61	281,345 00
5	Commandants	″	″	″	″	″	331	1,149,250 00
6	Capitaines	″	″	″	″	″	434	1,359,883 00
7	Lieutenants et sous-lieutenants	″	″	″	″	″	33	76,939 00
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	2,247	1,843,087 00	37 2	16 7	815 34	2,535	2,142,190 00
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	81	28,824 00	33 5	13 3	355 85	81	28,824 00
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives) [1]	96	412 73	39 2	15 7	″	102	516 50
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	1,078	708,262 00	36 9	15 7	657 01	1,333	881,725 00
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	775	172,565 00	34 11	12 8	202 66	794	179,451 00
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives)	199	671 74	40 6	15 8	″	235	1,851 01
14	Gendarmerie (troupe seulement)	302	180,346 00	38	15 7	597 17	1,195	1,145,566 00
15	Chefs ouvriers et ouvriers	″	″	″	″	″	20	20,010 00
	TOTAUX	4,778	2,934,168 47	″	″	″	7,227	7,681,377 51
	Veuves	″	″	″	″	″	1,329	1,224,946 00
	Orphelins	″	″	″	″	″	68	63,789 00
	TOTAUX GÉNÉRAUX	4,778	2,934,168 47	″	″	″	8,624	8,970,112 51
	Moyennes particulières. Officiers et assimilés	″	″	″	″	″	″	″
	Moyennes particulières. Militaires des troupes métropolitaines	3,325	2,551,349 00	37 1	16 3	767 32	″	″
	Moyennes particulières. Militaires des troupes indigènes de l'Algérie. (Loi du 11 juillet 1903.)	856	201,389 00	34 9	12 9	235 27	″	″
	Moyennes générales	″	″	36 11	15 8	614 09	″	″

(1) Les pensions des militaires indigènes des troupes coloniales sont payées par imputation sur le budget métropolitain et remboursées par les colonies visées au décret du 25 septembre 1905. La métropole ne supporte, à titre de part contributive, que la rémunération des services accomplis hors desdites colonies. Cette part contributive figure seule dans le tableau.

VII. — *Statistique des pensions militaires de la Guerre annulées ou éteintes, pendant l'année 1912.*

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de LA MISE à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	a. m.	a. m.	a. m.	
1	Généraux de division (et assimilés)	3	31,500 00	71 4	9 0	80 4	
2	Généraux de brigade (et assimilés)	5	39,850 00	63 9	21 2	84 11	
3	Colonels (et assimilés)	42	239,519 00	58 8	14 0	72 8	
4	Lieutenants-colonels (et assimilés)	44	200,397 00	55 1	12 7	67 8	
5	Commandants (et assimilés)	206	712,984 00	53 1	14 3	67 4	
6	Capitaines (et assimilés)	344	898,957 00	50 7	19 3	69 10	
7	Lieutenants et sous-lieutenants (et assimilés)	53	102,150 00	46 4	19 9	66 0	
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	1,039	889,998 00	41 4	17 7	58 11	
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	28	17,646 00	39 4	9 3	48 7	
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales	15	//	40 8	2 0	42 8	
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	1,116	634,343 00	37 11	22 7	60 6	
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	290	134,042 00	39 7	9 2	48 9	
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales	51	143 31	39 6	2 3	41 9	
14	Gendarmerie (troupe seulement)	586	412,489 00	45 7	19 0	64 7	
15	Chefs ouvriers et ouvriers	77	64,561 00	52 11	16 3	69 2	
	TOTAUX	3,899	4,378,579 31	//	//	//	
	Veuves	1,135	819,605 00	54 9	21 0	75 9	
	Orphelins	92	67,529 00	14 2	6 3	20 5	
	TOTAUX GÉNÉRAUX	5,126	5,265,713 31	//	//	//	
	TOTAUX et moyennes. Officiers et assimilés (1 à 7)	697	2,225,757 00	51 11	17 1	69 0	
	TOTAUX et moyennes. Sous-officiers, caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	2,155	1,524,341 00	39 6	20 3	59 9	
	TOTAUX et moyennes. Sous-officiers, caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	318	151,688 00	39 7	9 2	48 9	
	Moyennes générales	//	//	42 10	19 3	62 1	

VIII. — *Nombre et montant des pensions militaires de la Guerre inscrites, au 1er janvier 1913.*

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	
1	Généraux de division et assimilés	12	125,300 00	
2	Généraux de brigade et assimilés	42	329,800 00	
3	Colonels et assimilés	801	4,505,822 00	
4	Lieutenants-colonels et assimilés	869	3,933,837 00	
5	Commandants et assimilés	4,663	16,251,654 00	
6	Capitaines et assimilés	6,318	16,877,591 00	
7	Lieutenants et sous-lieutenants et assimilés	826	1,537,682 00	
8-9	Sous-officiers	35,827	30,525,721 39	
10-13	Parts contributives (sous-officiers, caporaux et soldats)	2,010	3,942 39 (1)	(1) La part contributive de la Métropole seule figure dans ce tableau.
11-12	Caporaux et soldats	33,079	17,487,748 11	
14	Gendarmerie (troupe seulement)	19,290	14,989,120 00	
15	Chefs ouvriers et ouvriers	911	822,589 00	
	Totaux	104,648	107,390,806 89	
	Veuves et orphelins	26,665	21,475,457 83	
	Totaux généraux	131,313	128,866,264 72	

IX. — *Statistique des pensions militaires de la Marine inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1912.*

PENSIONS D'ANCIENNETÉ.

NUMÉROS D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.
			fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.
1	Vice-amiraux	″	″	″	″	″
2	Contre-amiraux	2	14,300 00	54 6	35 6	7,150 00
3	Capitaines de vaisseau	15	87,001 00	59 3	40 2	5,800 00
4	Capitaines de frégate … et assimilés	22	103,202 00	52 8	32 ″	4,691 00
5	Capitaines de corvette	23	86,025 00	51 4	30 8	3,740 22
6	Lieutenants de vaisseau	34	107,700 00	45	27 1	3,167 65
7	Enseignes et aspirants	2	3,900 00	43 6	25 6	1,950 00
8	Officiers mariniers	729	1,136,256 00	45 4	26 5	1,558 65
9	Quartiers-maîtres et marins	193	164,685 00	45 1	25 7	853 29
10	Troupes de la marine et gendarmerie	24	49,115 00	51 9	30 4	2,046 46
11	Chefs ouvriers et ouvriers	556	372,420 00	53 3	30	669 83
12	Personnel administratif	39	69,125 00	52	32	2,028 85
13	Agents techniques	124	214,090 00	53	33 4	1,721 69
14	Services divers	24	30,796 00	55	33 7	1,283 17
	TOTAUX	1,787	2,438,615 00	″	″	″
	Veuves	1,018	617,747 00	49 9	″	606 82
	Orphelins	150	75,852 00	14	″	505 68
	TOTAUX GÉNÉRAUX	2,955	3,132,214 00	″	″	″
	Totaux et moyennes.. Officiers et assimilés, nos d'ordre (1 à 7)	98	402,128 00	50ª 6	31ª 4	4,103 35
	Totaux et moyennes.. Personnel non officier, nos d'ordre (8 à 11)	1,502	1,722,476 00	48 4	27 8	1,146 78
	Totaux et moyennes.. Personnel administratif et technique, nos d'ordre (12 à 14)	187	314,011 00	53 2	33 1	1,679 20
	Moyennes générales	″	″	48 11	28 6	1,364 64

PENSIONS POUR BLESSURES ET INFIRMITÉS.

NUMÉROS D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.
			fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.
1	Vice-amiraux	″	″	″	″	″
2	Contre-amiraux	″	″	″	″	″
3	Capitaines de vaisseau	″	″	″	″	″
4	Capitaines de frégate … et assimilés	″	″	″	″	″
5	Capitaines de corvette	″	″	″	″	″
6	Lieutenants de vaisseau	1	3,300 00	38 6	19 6	3,300 00
7	Enseignes et aspirants	″	″	″	″	″
8	Officiers mariniers	60	92,443 00	36 8	17 9	1,540 71
9	Quartiers-maîtres et marins	172	128,277 00	27 1	7 9	745 79
10	Troupes de la marine et gendarmerie	3	2,589 00	36 6	18 6	863 00
11	Chefs ouvriers et ouvriers	42	30,462 00	41 8	19 10	725 29
12	Personnel administratif	2	2,810 00	36 ″	18 6	1,405 00
13	Agents techniques	6	11,965 00	43 10	26 6	1,994 16
14	Services divers	2	1,545 00	34 6	11 6	772 50
	TOTAUX	288	273,391 00	″	″	″
	Veuves	″	″	″	″	″
	Orphelins	″	″	″	″	″
	TOTAUX GÉNÉRAUX	288	273,391 00	″	″	″
	Totaux et moyennes.. Officiers et assimilés, nos d'ordre (1 à 7)	1	3,300 00	38 6	19 6	3.300 00
	Totaux et moyennes.. Personnel non officier, nos d'ordre (8 à 11)	277	253,771 00	31 5	12 8	916 14
	Totaux et moyennes.. Personnel administratif et technique, nos d'ordre (12 à 14)	10	16,320 00	40 5	21 11	1,632 00
	Moyennes générales	″	″	31 9	13 2	949 27

PENSIONS PROPORTIONNELLES et **TOTAUX.**

NUMÉROS D'ORDRE.	GRADES.	PENSIONS PROPORTIONNELLES — PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	TOTAUX — PARTIES.	TOTAUX — SOMMES.
			fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.
1	Vice-amiraux	″	″	″	″	″	″	″
2	Contre-amiraux	″	″	″	″	″	2	14,300 00
3	Capitaines de vaisseau	″	″	″	″	″	15	87,001 00
4	Capitaines de frégate … et assimilés	″	″	″	″	″	22	103,202 00
5	Capitaines de corvette	″	″	″	″	″	23	86,025 00
6	Lieutenants de vaisseau	″	″	″	″	″	35	111,000 00
7	Enseignes et aspirants	″	″	″	″	″	2	3,900 00
8	Officiers mariniers	21	22,477 00	39 7	19 6	1,070 33	810	1,251,176 00
9	Quartiers-maîtres et marins	37	24,899 00	43 5	18 5	672 95	402	317,861 00
10	Troupes de la marine et gendarmerie	5	2,558 00	35 2	15 6	511 60	32	54,262 00
11	Chefs ouvriers et ouvriers	″	″	″	″	″	598	402,882 00
12	Personnel administratif	″	″	″	″	″	41	71,935 00
13	Agents techniques	″	″	″	″	″	130	226,055 00
14	Services divers	″	″	″	″	″	26	32,341 00
	TOTAUX	63	49,934 00	″	″	″	2,138	2,761,940 00
	Veuves	″	″	″	″	″	1,018	617,747 00
	Orphelins	″	″	″	″	″	150	75,852 00
	TOTAUX GÉNÉRAUX	63	49,934 00	″	″	″	3,306	3,455,539 00
	Totaux et moyennes.. Officiers et assimilés, nos d'ordre (1 à 7)	″	″	″	″	″	″	″
	Totaux et moyennes.. Personnel non officier, nos d'ordre (8 à 11)	63	49,934 00	41 6	18 7	792 60	″	″
	Totaux et moyennes.. Personnel administratif et technique, nos d'ordre (12 à 14)	″	″	″	″	″	″	″
	Moyennes générales	″	″	41 6	18 7	792 60	″	″

X. — *Statistique des pensions militaires de la Marine annulées ou éteintes pendant l'année 1912.*

NUMÉROS d'ordre.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE AU MOMENT du décès.
			francs.	a. m.	a. m.	a. m.
1	Vice-amiraux (et assimilés)	//	//	//	//	//
2	Contre-amiraux (et assimilés)	//	//	//	//	//
3	Capitaines de vaisseau (et assimilés)	19	112,498	58 2	14 9	72 11
4	— de frégate (et assimilés)	9	42,714	54 9	14 9	69 6
5	— de corvette (et assimilés)	16	60,416	54 0	16 //	70 0
6	Lieutenants de vaisseau (et assimilés)	24	70,239	49 6	17 3	66 9
7	Enseignes et aspirants (et assimilés)	5	12,200	47 4	22 7	69 11
8	Officiers mariniers et chefs armuriers	338	441,531	46 0	13 9	59 9
9	Quartiers-maîtres et marins	220	168,070	39 4	11 1	50 5
10	Troupes de la Marine et gendarmerie	105	147,196	43 5	20 9	64 2
11	Chefs ouvriers et ouvriers	530	344,379	52 7	15 1	67 8
12	Personnel administratif	61	109,290	52 3	11 9	64 0
13	Agents techniques	85	125,105	54 5	14 3	68 8
14	Services divers	44	50,712	52 8	17 2	70 10
	TOTAUX	1,456	1,684,350	//	//	//
	Veuves	817	445,105	54 9	17 1	71 10
	Orphelins	171	90,683	14 4	5 7	19 11
	TOTAUX GÉNÉRAUX	2,444	2,220,138	//	//	//
	TOTAUX et moyennes. Officiers et assimilés (1 à 7)	73	298,067	53 3	16 5	69 8
	TOTAUX et moyennes. Personnel non-officier (8 à 11)	1,193	1,101,176	47 6	14 6	62 0
	TOTAUX et moyennes. Personnel administratif et technique (12 à 14)	190	285,107	53 4	14 2	67 6
	Moyennes générales	//	//	48 6	14 6	63 0

XI. — *Nombre et montant des pensions militaires de la Marine inscrites au 1er janvier 1913.*

NUMÉROS D'ORDRE.	GRADES.		PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
				fr. c.	
1	Vice-amiraux	et assimilés	1	10,500 00	
2	Contre-amiraux	et assimilés	16	114,088 00	
3	Capitaines de vaisseau	et assimilés	227	1,321,661 42	
4	— de frégate	et assimilés	247	1,162,653 00	
5	— de corvette	et assimilés	234	829,593 00	
6	Lieutenants de vaisseau	et assimilés	516	1,525,673 00	
7	Enseignes et aspirants	et assimilés	75	166,847 00	
8	Officiers mariniers		7,535	10,762,544 00	
9	Quartiers-maîtres et marins		3,729	2,890,072 00	
10	Troupes de la marine et gendarmerie		2,677	3,284,442 00	
11	Chefs ouvriers et ouvriers		8,759	5,790,022 00	
12	Personnel administratif		751	1,520,961 00	
13	Agents techniques		1,972	3,080,619 00	
14	Services divers		959	1,057,704 58	
	Totaux		27,698	33,517,380 00	
	Veuves et orphelins		17,655	10,542,096 00	
	Totaux généraux		45,353	(1) 44,059,476 00	(1) Voir tableau XV. La division des pensions militaires de la Marine et des Colonies prescrite par la décision ministérielle du 12 novembre 1909 n'était pas complètement achevée au 1er janvier 1913.

XII. — *Statistique des pensions militaires des colonies inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1912.*

Nos D'ORDRE	GRADES.	PENSIONS D'ANCIENNETÉ.					PENSIONS POUR BLESSURES.					TOTAUX GÉNÉRAUX.				
		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.
			francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.
1	Inspection des colonies	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux	9	46,398	52.11	30.2	5,155 33	//	//	//	//	//	9	46,398	52.11	30.2	5,155 33
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine	28	122,696	52.0	28.7	4,382 00	10	40,955	43.3	18.8	4,095 50	38	163,651	49.8	26.0	4,306 60
4	Surveillants militaires	17	27,553	49.3	26.6	1,620 76	1	1,600	45.6	23.6	1,600 00	18	29.153	49.1	26.4	1,619 05
5	Services administratifs	29	72,905	51.11	29.0	2,513 96	23	51,360	42.1	13.2	2,233 05	52	124,265	47.7	22.0	2,389 71
	Totaux et moyennes	83	269,552	52.1	28.9	3,247 61	34	93,915	42.6	15.2	2,762 20	117	363,467	49.5	24.10	3,106 55
	Veuves	51	57,999	39.8	//	1,137 23	//	//	//	//	//	58	63,477	//	//	//
	Orphelins	7	5,478	15.11	//	782 57	//	//	//	//	//					
	Totaux généraux	141	333,029	//	//	//	34	93,915	//	//	//	175	426,944	//	//	//

XIII. — *Statistique des pensions militaires des colonies annulées ou éteintes pendant l'année 1912.*

Nos D'ORDRE	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE au DÉCÈS.
				ans mois.	ans mois.	
1	Inspection des colonies	2	12,000	52.0	9.6	61.6
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux	2	16,000	50.0	10.6	60.6
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine	8	40,813	53,3	10.0	63.3
4	Surveillants militaires	17	27,150	50.4	13.9	64.1
5	Services administratifs	17	37,731	52.5	9.11	62.4
	Totaux et moyennes	46	133,694	51.8	11,5	63.1
	Veuves	10	6,554	42.7	13.10	56.5
	Orphelins	3	2,229	15.8	5.4	21.0
	Totaux généraux	59	142,477	//	//	//

XIV. — *Nombre et montant des pensions militaires des colonies inscrites, au 1er janvier 1913.*

Nos D'ORDRE	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
			francs.	
1	Inspection des colonies	5	35,538	
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux	97	510,065	
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine	244	881,458	
4	Surveillants militaires	534	918,444	
5	Services administratifs	262	652,951	
	Totaux	1,142	2,998,456	
	Veuves et orphelins	745	689,262	
	Totaux généraux	1,887	3,687,718	Voir le tableau XI et la note.

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages

Table sommaire. 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

Tableau récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1913). 4

DETTE CONSOLIDÉE.

Note explicative. 14

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts. 16
2° Rentes provenant de conversions. 18
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. 20
Récapitulation des rentes créées. 22

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État. 24
2° Rentes annulées à la suite de conversions. 26
3° Rentes rachetées à la Bourse. 26
Récapitulation des rentes annulées. 26
Récapitulation générale. 28
Résultat des conversions. 30
Mouvement et situation des rentes 3 p. 0/0. 32

Pages.

Etat indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1913 34

Etat indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, du 31 décembre 1893 au 31 décembre 1912 36

Etat présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1912 38

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1913, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement 42

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1913. (Rentes inscrites.) 56

Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 60

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative 63

Compte des annuités.
- 1° Relevé du résultat des émissions 64
- 2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 65
- 3° État des dépenses 66
- 4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 68
- 5° Observations sur le tableau des annuités 70

Compte des rentes.
- 1° État au 1er janvier 1913 des crédits d'inscription 72
- 2° Mouvement et situation des rentes 72
- 3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 73
- 4° Etat indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 73
- 5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1912 74

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Résumé des dispositions législatives et réglementaires 75

Émissions 77

Tableau d'amortissement 78

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est 79

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 81

Pages.

Note sur l'annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État 82

Note sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus 83

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1913 84

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913 84

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1913. (Subventions.) 94

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1913. (Avances.) 100

Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1913 104

État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1913 106

Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse) 107

Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse) 109

Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872 111

Relevé et composition des annuités 116

État des annuités restant à payer au 1er janvier 1913 117

Situation des dépenses au 1er janvier 1913 118

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902. (Chapitre 11 du budget du Ministère des finances.) 119

Annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations. — Amortissement de la rente 3 p. 0/0 émise en 1901. (Chapitre 3 du budget du Ministère des finances.) 121

Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909 (tremblements de terre du 11 juin 1909) 124

Remboursement à la Dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires 127

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.
- Dispositions législatives et réglementaires et note explicative 128
- Situation, au 1er janvier 1913, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing 132
- Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1913 133
- Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1913 134
- Etat des annuités restant à amortir au 1er janvier 1913 136

Pages.

OBLIGATIONS A COURT TERME.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 597, 598, 618 et 622.)... 137

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Note explicative 139

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 140

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire 142

Récapitulation 148

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire 150

ANNUITÉS REMISES A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

Note explicative 152

Situation de la dette en capital au 1er janvier 1913 153

Tableau d'échéance des obligations en cours au 31 décembre 1912 154

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

Note explicative 155

Tableau des annuités au 1er janvier 1913 156

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1913 158

RACHAT DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

Note explicative 162

Tableau des annuités 164

Tableau de la dette en capital et des amortissements 166

Pages.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE ET CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

NOTE EXPLICATIVE 171

SITUATION, au 1er janvier 1913, des capitaux de cautionnements en numéraire 172

CAUTIONNEMENTS en rentes (loi du 13 avril 1898) 176

SITUATION, au 1er janvier 1913, des capitaux de cautionnements en rentes sur l'État 177

CAUTIONNEMENT mutuel 178

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 546 et 547.) 179

DETTE VIAGÈRE.

RENTES viagères d'ancienne origine 182

PENSIONS INSCRITES AU GRAND LIVRE DE LA DETTE VIAGÈRE.

NOTE EXPLICATIVE 183

COMPTE d'emploi des crédits d'inscription (pensions civiles 1853) 185

MOUVEMENT, pendant l'année 1912, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles 1853 186

APUREMENT des crédits d'exercices clos employés pour l'inscription, en 1912, des pensions civiles (1853) 187

DÉVELOPPEMENTS par ministères et par services du mouvement pendant l'année 1912, des crédits d'inscriptions de pensions civiles (1853) 188

PENSIONS civiles (1790) 194

PENSIONS diverses 194

SITUATION des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1913 198

SITUATION des pensions en payement au 1er janvier 1913 200

SITUATION des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1911 202

Pages.

STATISTIQUE DES PENSIONS.

Civiles (1853).

I. Statistique des pensions concédées en 1912 206
II. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912 208
III. Pensions inscrites au 1er janvier 1913 210
IV. Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854 212
V. Relevé annuel des retenues et autres recettes perçues pour le compte des pensions civiles depuis la loi du 9 juin 1853 213

Militaires de la Guerre.

VI. Statistique des pensions concédées en 1912 214
VII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912 216
VIII. Pensions inscrites au 1er janvier 1913 217

Militaires de la Marine.

IX. Statistique des pensions concédées en 1912 218
X. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912 220
XI. Pensions inscrites au 1er janvier 1913 221

Militaires des Colonies

XII. Statistique des pensions concédées en 1912 222
XIII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1912 222
XIV. Pensions inscrites au 1er janvier 1913 223

COLL.
F°
16

COMPTE
GÉNÉRAL
DES FINANCES
1912